
LENOX LIBRARY
AUCTOR PRETIOSA FACIT
Astoin Collection.
Presented in 1884.


Pascal
VWZK

HISTOIRE DE L'ARMÉE

ET

DE TOUS LES RÉGIMENTS.

Paris, imprimerie de Ch. Bonnet et Comp., 42, rue Vavin



Paris, Typ. Chaumont.

Cavalerie légère.

1610 à 1640.

PL. 109

HISTOIRE
DE L'ARMÉE

ET

DE TOUS LES RÉGIMENTS

DEPUIS LES PREMIERS TEMPS DE LA MONARCHIE FRANÇAISE JUSQU'A NOS JOURS,

PAR M. ADRIEN PASCAL

l'un des auteurs de *l'Histoire des régiments*, publiée sous la direction
de feu Mgr le duc d'Orléans,

avec des Tableaux synoptiques représentant l'organisation des armées aux diverses
époques et le résumé des campagnes de chaque corps,

PAR M. BRAHAUT

Colonel d'état-major, chef de la section historique au Ministère de la guerre,

ET DES TABLEAUX CHRONOLOGIQUES DES COMBATS, SIÉGES ET BATAILLES,

PAR M. LE CAPITAINE SICARD

Auteur de *l'Histoire des Institutions militaires des Français.*

Illustrée par MM. Philippoteaux, E. Charpentier, H. Bellangé, de Moraine, Morel-Fatio, Sorieul, etc.

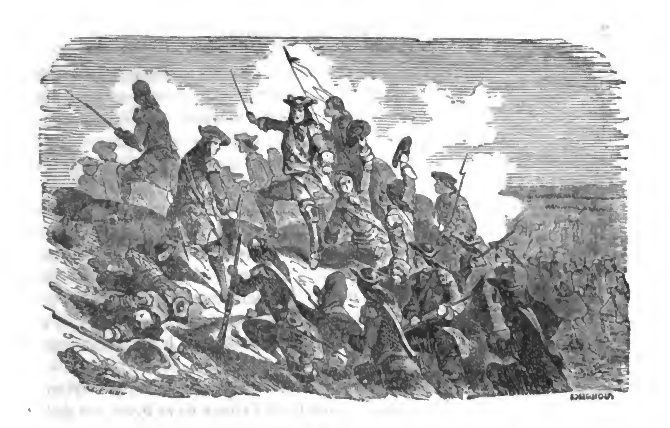


TOME SECOND.



PARIS
DUTERTRE, LIBRAIRE-ÉDITEUR
PASSAGE BOURG-L'ABBÉ

1860



CHAPITRE PREMIER.

DE LOUIS XIII A LA PAIX DES PYRÉNÉES.

SOMMAIRE. — 1re Partie. — Histoire. — État militaire et politique de la France à la mort de Henri IV. — Chefs militaires et gouverneurs de provinces. — Sully. — Guise. — Lesdiguières. — Montmorency. — Rohan. — Condé. — Mornay, etc. — Ministère de Richelieu. — Sa politique. — Siége de la Rochelle. — Guerres de la France contre l'Espagne. — Créqui dans la Savoie. — Gustave-Adolphe et Guébriant en Allemagne. — Rohan dans la Valteline. — Guerre de trente ans. — Les six armées de la France. — Abaissement de la maison d'Autriche. — Turenne et Condé. — Parallèle de ces deux capitaines. — Bataille de Rocroi. Journées de Fribourg. — Mariendal. — Nordlingue. — Prise de Dunkerque. — Campagne d'Italie. — Campagne de Catalogne, — de l'Artois. — Bataille de Lens. — Traité de Westphalie. — Mazarin. — La Fronde. — Bataille de Rhétel. — Bataille du faubourg Saint-Antoine. — Bataille des Dunes. — Paix des Pyrénées.

2me Partie. — Organisation. — État des forces et composition des armées de la France sous Louis XIII. — Nouveaux systèmes de guerre. — La brigade de Turenne. — Mœurs militaires. — Histoire de l'infanterie. — Fusiliers et bombardiers. — Les régiments. — Intendants d'armée. — Commissaires généraux. — Chirurgiens. — Tableaux.

Louis XIII n'avait point encore atteint sa neuvième année quand la loi de l'hérédité l'appela à monter sur le trône de France.

Le royaume était alors divisé en cercles militaires placés sous l'autorité presque absolue de quelques chefs puissants dont les attributions et les droits rappelaient, en quelque sorte, les prérogatives des barons féodaux du douzième siècle.

Cette division territoriale était une des bases de l'édit de Nantes. Le roi de Navarre, en abjurant la foi de Calvin, en reniant les croyances au nom desquelles il avait combattu, avait dû sacrifier les éléments de l'unité monarchique, si laborieusement constituée par Louis XI, aux exigences des chefs calvinistes, ses compagnons de guerre, et à celles des plus fiers chamoions du catholicisme.

Il est vrai que, sous son administration régulière, ces éléments s'étaient raffermis, que le principe d'autorité souveraine et de hiérarchie militaire sur lequel reposait ce système s'était vigoureusement reconstitué. La condamnation du maréchal de Biron, la conquête de Sédan, la soumission du duc de Bouillon, avaient fait comprendre aux grandes familles féodales que les temps des anciens ducs de Bourgogne, de Normandie et de Guienne étaient passés, et que l'épée fleurdelisée du roi de France était désormais la seule expression absolue du pouvoir.

Mais ce système, sans danger sous la main ferme du vainqueur d'Ivry, n'était-il pas menaçant et plein d'orages pour l'avenir de la France et de la monarchie, en y substituant le droit d'un enfant en bas âge, et le gouvernement d'une femme au caractère faible et obéissant à des influences étrangères? Et puis, les vieux ferments des guerres civiles existaient encore; les haines religieuses n'étaient qu'assoupies; la variété du sol elle-même, la différence des races, les antipathies qui régnaient entre certaines provinces, tout semblait favoriser le morcellement du territoire français; tout pouvait faire craindre le retour d'une fédération territoriale.

Telle était la situation politique de la France lorsque Henri IV tomba sous le poignard d'un assassin. Aussi le corps du roi de France était-il à peine recouvert du linceul funéraire, que déjà, dans la prévision d'une révolution politique, chaque chef de province s'était armé pour défendre sa position et faire valoir ses droits, comme si, nouvel Alexandre, Henri de Navarre eût laissé *la couronne au plus digne.*

Sully lui-même, le vieil ami du roi de France, le compagnon d'armes du héros de Coutras, courut se renfermer dans la Bastille, et veillant mèche allumée, plaça ses intérêts personnels sous la sauvegarde du canon de cette forteresse (1).

Sur tous les points de la France retentit le bruit des armes, partout on fit des préparatifs de guerre. C'est dans ces circonstances que la régence fut confiée à Marie de Médicis. Voici quelle était la position des divers chefs de partis.

(1) Sully, le grand administrateur, le ministre puissant, a laissé sur cette partie de sa carrière une tache qui fait ombre à l'éclat de sa renommée. Il se trouva mêlé à toutes les transactions de la royauté avec les partis. Sully, dit un historien, avait accompli avec mauvaise foi la plupart de ses arrangements. Sa vieillesse n'avait rien de calme, et le dépit d'avoir perdu sa place le jetait sans cesse dans de nouvelles conspirations, mais cela secrètement et tout en protestant de son obéissance envers la Reine. Les débris de sa correspondance constatent qu'il fut l'âme de la plupart des révoltes qui agitèrent les provinces du Midi.

Dans la Provence, le duc de Guise, fils de ce *Balafré* qui s'était élevé si près du trône pendant la Ligue, s'était créé un pouvoir redoutable par l'ascendant qu'il exerçait sur les populations catholiques du Midi.

Dans le Dauphiné, Lesdiguières, véritable roi des montagnes, avait, fier gentilhomme, planté les couleurs de son parti sur les villes fortifiées, sur les châteaux, sur les rochers escarpés qui de Grenoble jusqu'à Gap bordent les frontières des Alpes. Henri IV l'avait confirmé dans le gouvernement de cette province, où il pouvait si aisément se rendre indépendant.

Le Languedoc et une partie de la Guienne obéissaient à la lignée des Montmorency-Damville, dont l'influence était aussi grande qu'au temps de Coligny.

Dans le Lyonnais, c'était la famille de Joyeuse. Dans la Bourgogne, où le maréchal de Biron avait un moment rêvé de reconstituer l'ancien duché de Charles le Téméraire, c'était le duc de Mayenne.

La Normandie, sous l'influence de la famille Matignon, était fidèle à la royauté. Il n'en était pas de même de la Bretagne, cet éternel foyer d'indépendance, ce pays des Rohan, des Soubise, des Penthièvre, des Craon, des Laval, des Clisson, etc., qui avait conservé les mœurs sauvages des Bretons au temps de la conquête. Vendôme, bâtard de Henri IV, voulait, comme autrefois le duc de Mercœur, sous la Ligue, fonder un gouvernement indépendant au milieu de ces rudes contrées.

Mais le plus influent de tous ces chefs était Condé, *ce représentant armé de la féodalité*, qui se faisait appeler le roi des gentilshommes. Il était dans la destinée de cette famille d'être constamment à la tête des partis. Avec lui marchaient les princes de Conti et de Soissons, les ducs de Mayenne, de Nevers, de Longueville, de Vendôme, de Retz, de Bouillon, etc. Ce parti puissant, qui rêvait le retour aux anciens priviléges, avouait les desseins les plus audacieux contre la régence, contre la royauté elle-même.

Au milieu de tant d'ambitions diverses, de tant d'intérêts personnels, apparaît la belle et imposante figure de Du Plessis Mornay, que le peuple avait nommé *le Pape des huguenots*, et qui de tous ces hommes était le seul de bonne foi, le seul désintéressé, le seul vraiment patriotique. Chef et expression du parti calviniste modéré, mais partisan dévoué de la royauté, il remplit dans l'histoire de cette époque un rôle qui n'a pas été assez compris ou plutôt assez *grandi* par les écrivains. Placé comme arbitre entre les partis opposés, il défendit les prérogatives du roi contre les atteintes de la féodalité et de la démocratie, et les droits des grands et du peuple contre les empiétements du pouvoir royal.

C'était là une rude tâche, et on ne lui a point tenu assez compte de la manière loyale et ferme dont il s'en acquitta.

Du Plessis Mornay était gouverneur de Saumur. Ami et compagnon d'armes de Henri IV, il avait suivi et partagé sa fortune depuis 1576 jusqu'à son élévation au trône. Tour à tour capitaine, ambassadeur, homme de plume et homme d'épée, il avait combattu, écrit, négocié et servi la cause royale avec

le dévouement le plus absolu. « D'illustre naissance, dit un contemporain, » d'esprit sublime, d'éloquence admirable, Du Plessis eut longtemps la surin- » tendance des affaires du plus grand roi du monde. Il était l'un de ses » principaux ministres, l'un de ses plus chers confidents, et sans l'avis de » Mornay, le roi n'aurait rien entrepris de considérable. » Et si un jour il s'éloigna de la cour, s'il se retira dans son gouvernement, c'est que Henri était sur le trône et se pouvait passer de lui.

Mais, lorsqu'il apprit la mort du roi, il s'empressa de protéger de son influence la minorité de son successeur. « *En France*, dit-il aux hommes de tous les partis, *nous avons ce privilége de la part de Dieu que les rois n'y meurent point.* »

C'était tracer tout d'abord sa règle de conduite. Et il ne s'en éloigna point Il disait à l'ambitieux Condé : *La France est le seul contrepoids à opposer en Europe à la grandeur et pesanteur de l'Espagne; si vous la plongez dans la guerre civile, le contrepoids cessant d'exister, l'Europe entière en souffrira.* Il disait à Rohan, le plus jeune des chefs calvinistes, le plus ardent, et qui, songeant à remplacer Coligny, proposait sans cesse des mesures énergiques : *Notre royaume est comme un vieux manteau frippé et refrippé sur lequel la brosse ne peut plus passer rudement sans emporter la pièce.*

Si on l'eût écouté, la politique de Richelieu ne fût point devenue une nécessité. Un écrivain d'un rare talent (1) a ainsi caractérisé cette période de l'histoire :

(1) M. Joachim Ambert, officier supérieur de cavalerie, vient d'écrire sur Du Plessis Mornay un livre plein d'intérêt, auquel nous empruntons les lignes biographiques qui suivent. M. Ambert, qui s'était placé si haut dans la littérature militaire par des ouvrages justement estimés, vient de révéler dans un genre nouveau (*La politique et la philosophie*) la souplesse, l'originalité, l'élévation de son beau talent. Si, comme il le dit lui-même, c'était « bonheur que la narration d'une si belle vie d'études et de guerre, de souffrance et de dévouement, vie pleine, complète, utile, à laquelle il ne manque rien, pas même l'auréole du martyre, » on peut ajouter qu'il s'est aussi acquitté avec bonheur de cette tâche, et que si, écrivain, il est heureux d'avoir trouvé un si bon sujet d'étude, la mémoire du noble Du Plessis Mornay doit être estimée heureuse aussi d'avoir rencontré un tel historien. *Du Plessis Mornay* est un des meilleurs livres qui aient été écrits dans ces derniers temps.

« Du Plessis Mornay naquit le 5 novembre 1549, au château de Buhi, au moment où François Ier mourait, et mourut au moment où Louis XIV naissait. Sa place est large dans l'histoire ; il vit Henri II, François II, Charles IX, Henri III, Henri IV et Louis XIII. Sectateur de Calvin, Du Plessis Mornay vit le développement de la Renaissance, assista aux guerres civiles du seizième siècle, et entendit les cris sinistres de la Saint-Barthélemy. Il connut la Ligue, les Seize et les Barricades. Après avoir été l'un des plus nobles amis de Henri IV, le plus désintéressé de tous, Mornay entrevit dans sa vieillesse le despotisme de Richelieu.

» Sa figure apparaît belle et simple au milieu des troubles et de la confusion qui régnèrent à cette époque. Tour à tour conseiller des princes et du roi, ambassadeur, écrivain, général, il assiste aux conseils des souverains, au congrès des nations, il sait quitter la plume pour l'épée, être bon capitaine, et porter avec gloire la lourde armure des Mornay, ses ancêtres (*a*). Un de

(*a*) La maison de Mornay remonte jusqu'à 1085 par une filiation non interrompue. Un titre de 1249 prouve que Guillaume de Mornay fut cautionné par saint Louis dans un emprunt de 500 livres tournois qu'il fit au camp devant Damiette. Cette famille, qui descend deux fois par les femmes de la maison

« Condé était le représentant d'un puissant principe, le gouvernement des grands. Ce n'était plus la féodalité, ce n'était pas non plus la république aristocratique, mais un gouvernement en dehors du gouvernement royal. Une femme peu faite pour régner, un roi presque enfant, des ministres septuagénaires, de jeunes princes amis des plaisirs, et, au centre de cette cour, Concini, maréchal d'Ancre, étranger parvenu, jalousé des grands, détesté du peuple. Tous ces éléments ne pouvaient lutter contre les Condé, les la Trémouille, les Rohan, appuyés sur les vieilles traditions de la noblesse française.

ses contemporains en porte le témoignage suivant : « Du Plessis Mornay fut non-seulement un des hommes les plus rares de son temps, mais on l'eût jugé tel, aux siècles passés, en Grèce et à Rome. »

» Ami de Coligny et fervent prosélyte de l'Église réformée, il échappa miraculeusement au massacre de la Saint-Barthélemy, et se réfugia en Angleterre. Rentré en France, il écrivit plusieurs ouvrages sur la politique et la religion. En 1576, il s'attacha à la fortune de Henri de Navarre, qui venait de se mettre à la tête du parti protestant. « Il n'était alors qu'un brave compagnon sans royaume, ne possédant que la cape et l'épée, lorsque Mornay devint son ami. On ne rencontrait alors autour de Henri de Bourbon ni ducs, ni capitaines des gardes, ni courtisans. Mornay, grave et studieux, aima cette nature fougueuse, dissipée, mais riche et féconde. Dès ce jour, il ne le quitta plus ; il le seconda de son épée et de sa plume, et si un jour il s'éloigna, c'est que Henri était sur le trône et se pouvait passer de lui. Mornay était l'ami de ses mauvais jours. » Pour préciser davantage cette partie de la vie de Du Plessis Mornay, nous ajouterons qu'il fut trois fois ambassadeur du roi de Navarre en Angleterre, près d'Élisabeth, une fois près de l'empereur Rodolphe ; conseiller d'état sous Henri IV, à côté duquel il avait vaillamment combattu à Coutras, où il enleva la cornette blanche du duc de Joyeuse ; à Ivry, où sa propre cornette ayant eu le bonheur de servir de ralliement à toute l'armée, fut appelée depuis *le signal d'Ivry ;* nous dirons qu'après avoir refusé la dictature des Pays-Bas, et deux fois le bâton de maréchal de France, il se retira dans son gouvernement de Saumur, où il ne cessa, comme dans tout le cours de sa longue carrière, de rendre d'éminents services à la cause monarchique, et de défendre la liberté de conscience. « Nul plus que Mornay » ne contribua à l'édit de Nantes ; il le conçut et l'écrivit presque en entier. » Peu de temps avant son abjuration, Henri IV vint le voir à Saumur ; mais depuis ce grand événement Mornay ne parut plus à la cour que sur les pressantes instances du Roi, qui recourait à lui et le consultait par écrit dans toutes les difficultés de sa nouvelle position. Sa correspondance avec Henri IV et les nombreux ouvrages qu'il publia sont des documents précieux à consulter pour connaître l'histoire de ce temps. Nous avons dit quelle fut sa conduite après la mort de Henri IV, quel fut son dévouement pour la cause de la royauté de Louis XIII. Marie de Médicis et le jeune enfant royal vinrent le visiter à Saumur, et quelques années après, le même roi Louis XIII vint de nouveau en personne à Saumur ; mais cette fois c'était pour enlever à ce noble vieillard le gouvernement dont il avait fait un si noble usage dans l'intérêt de la France et de la royauté (1621). Du Plessis Mornay survécut peu de temps à cette injustice, et mourut en 1623.

royale de France, se divisa en deux branches principales : de l'une sont sortis les ducs d'Estouteville ; de l'autre, qui produisit deux chanceliers de France, est issu Du Plessis Mornay. Elle est aujourd'hui représentée par le marquis Jules de Mornay, membre de la Chambre des Députés, et son frère, le comte Charles de Mornay, pair de France, ministre plénipotentiaire en Suède, tous deux descendants de la branche des marquis de Montchevreuil ; et par le lieutenant général Léonce de Mornay, descendant de la branche des marquis de Villarceaux.

» Le plus vaste génie du monde, le plus profond politique, le moraliste le plus expérimenté, n'aurait jamais su prévoir la fin de tout cela. La royauté n'était pas assez forte pour faire tomber la tête des grands; et les grands n'étaient pas assez audacieux et assez égarés pour toucher à la royauté qui, de temps immémorial, était le bouclier de la noblesse.

» Le mieux eût été de faire de réciproques concessions : la royauté aux grands et aux réformés; ceux-ci à la royauté. Mornay le voulait, le demandait instamment, l'écrivait à tous, mais il n'était pas écouté; car, se plaçant entre les partis extrêmes, sa voix n'arrivait qu'affaiblie aux extrémités toujours bruyantes.

» Le vieil ami de Henri IV savait bien, lui, qui dans ses voyages avait vu les gouvernements absolus et les démocraties, il savait bien que sans les grands le dernier homme toucherait du doigt à la couronne et la pourrait souiller. Il savait aussi que la couronne royale est la seule protectrice des couronnes des ducs, des marquis, des comtes, des barons. Mornay était conservateur, mais progressif. Il voulait avancer, mais en évitant les précipices.

» Et pendant que le sage Mornay vivait à Saumur, inclinant sa tête blanche sous la méditation, un jeune homme s'élevait obscur et pauvre, qui devait trancher le nœud gordien de la monarchie française. Ce jeune homme devait être plus fort que le roi, plus puissant que la noblesse.

» Qui sait si la politique de Mornay n'eût pas été préférable à celle de Richelieu ? Qui sait si ce prêtre catholique, en nivelant le terrain, n'a pas préparé le 10 août du siècle suivant ?

» Entre le vieux capitaine protestant et le jeune prêtre catholique, il y a un espace immense. Cependant on apercevait facilement à l'horizon, du côté de Mornay, le front vénérable de Coligny ; du côté de Richelieu, la figure pâle de Robespierre. »

Mais suivons la marche des événements, et résumons-les sommairement. Indépendamment des craintes que devait inspirer à la royauté l'ambition des grands du royaume et des gouverneurs de provinces, il était à craindre que les protestants exaltés, qui formaient un parti organisé au sein de l'état, avec des places fortes, des armes, des soldats, ne se réveillassent avec leurs traditions, leurs méfiances, leurs vieilles haines.

Malheureusement ces prévisions ne tardèrent pas à se réaliser.

Pour parer à ces événements, pour faire face aux rébellions et prévenir les guerres civiles, il eût fallu à la tête du gouvernement une main ferme autant qu'habile. Le conseil de régence, il est vrai, était composé de ministres de Henri IV, presque tous hommes d'épée ou magistrats remarquables; mais Marie de Médicis était gouvernée par le maréchal d'Ancre, esprit intrigant et médiocre qu'un caprice de reine avait élevé d'une position obscure à la première dignité militaire de l'état, et qui au tort de sa naissance ajoutait celui d'être étranger. Elle obéissait en outre à un conseil secret composé de l'ambassadeur d'Espagne, de quelques Italiens et de quelques jésuites.

Un tel gouvernement dans de telles circonstances était plus qu'un contre-

sens, c'était une espèce de défi jeté aux partis et à la nation elle-même; aussi la France retomba-t-elle encore une fois dans l'anarchie, et perdit-elle en quelques années le fruit de la sage administration de Henri IV.

Les princes du sang les premiers quittèrent la capitale et se retirèrent à Metz, où les principaux seigneurs les suivirent.

Les gouverneurs de province se rendirent indépendants dans leur gouvernement et employèrent les ressources royales à entretenir des troupes. Les chefs du parti protestant prirent les armes. Dans le Languedoc, le duc de Rohan fit retentir le cri de la réforme, et aussitôt on vit descendre des Cévennes ces fiers hommes de l'Évangile, aux mains calleuses et basanées, armés de leurs vieilles arquebuses. Castres, Montauban, Nismes et Montpellier arborèrent le drapeau de la révolte, et bientôt le feu de l'insurrection s'étendit du midi jusqu'au nord.

Pour résister à cette levée de boucliers, la cour dut avoir plusieurs armées sur pied; mais l'épuisement des finances et l'incapacité militaire des maréchaux d'Ancre et de Luynes rendirent leur action presque nulle. La guerre civile ravagea de nouveau la France, mais elle se fit sans vigueur et sans talents de la part des chefs du gouvernement. Les beaux régiments créés par Henri IV perdirent leur discipline et leur esprit de corps au milieu de ces luttes sans portée et sans but; les grandes et utiles institutions militaires de Sully disparurent, les approvisionnements de guerre qu'il avait entassés dans nos places fortes furent gaspillés dans des expéditions insignifiantes. C'est d'abord la guerre dite des princes, deux fois éteinte et deux fois renouvelée, malgré les traités (1614-1615). Bientôt princes et protestants font cause commune. Le roi, à peine âgé de dix-neuf ans, marche en personne en Normandie pour combattre ses sujets rebelles, passe dans l'Anjou, livre le combat du Pont-de-Cé, où les calvinistes sont défaits.

Ceux-ci répondent à cette victoire en s'emparant de Privas, et le roi, réunissant une nouvelle armée, vient mettre le siége devant Saint-Jean-d'Angely, dont il s'empare; mais l'armée royale échoue devant Montauban, défendue par les ducs de Rohan et de La Force.

La guerre continue ainsi jusqu'à ce qu'enfin Richelieu, paraissant à la tête du gouvernement, change le caractère de cette lutte et l'agrandit. Génie puissant, il fait de la royauté l'arche sainte de sa politique, et pendant qu'en France il écrase le protestantisme, qui n'est plus à ses yeux qu'un parti redoutable, en Allemagne il soutient les partisans de Calvin contre la maison d'Autriche.

A peine arrivé au pouvoir, ce grand ministre y dessine sa politique d'une manière large et décidée. A l'intérieur, il prépare l'unité royale en étouffant dans la Rochelle le parti calviniste, et met ainsi fin au grand drame religieux du seizième siècle; à l'extérieur, il se dispose à continuer l'œuvre de Henri IV contre la maison d'Autriche. La hauteur, la force, la puissance de ses négociations diplomatiques, seront un éternel sujet d'admiration. Le cardinal de Richelieu avait trente-huit ans quand il arriva au gouvernement de l'état. Cet homme, qui exerça une si grande influence politique et militaire sur les destinées de la France et de la royauté, était faible de constitution et souvent

maladif. « Sa vie s'était passée, dit un historien, dans les doubles excès d'un travail laborieux et de quelques-unes des dissipations d'une jeunesse ardente. Son teint était pâle, son front haut, ses cheveux noirs et pendants, ses sourcils fortement marqués relevaient ses yeux grands et vifs ; son nez aquilin ressortait sur son visage maigre et pâle ; sa bouche, bien faite, était ornée de deux moustaches et de cette barbe élégante qui amincissait l'ovale de la figure, pour nous servir de l'expression contemporaine, et sur ce chef la barrette rouge, puis la robe d'écarlate rouge, relevée du cordon de l'ordre : tout cela avait quelque chose de froidement imposant dans la personne de Richelieu. Ses traits étaient sévères, sa démarche noble, quoique un peu saccadée ; sa parole d'une merveilleuse lucidité, sans onction et sans charmes. Ce qu'il écrivait était clair, hautement pensé, fortement reproduit. Il avait la conception prompte, l'esprit à ménagement quand il le fallait, résolu et décidé en toutes choses. Ses dépêches, ses instructions sont bien conçues et écrites avec une propriété d'expressions remarquable. »

Au point de vue militaire, Richelieu réorganisa l'armée, rétablit en partie les institutions de Sully, et prépara la France à soutenir cette lutte armée où succomba la maison d'Autriche. Mais avant de suivre dans cette voie cet homme au génie supérieur, il nous reste à retracer le siége de la Rochelle, qui est le fond du drame et comme le tableau dominant de cette époque.

Sur un des rochers que baigne l'Océan aux côtes de France s'élevait la Rochelle, ville municipale, fortifiée surtout depuis le règne de Louis XI. Cette ville était vaste, bien défendue, bien située, pourvue d'une nombreuse artillerie, et remplie de munitions de toute espèce. La Rochelle était riche de son commerce, puissante de sa marine, fière de ses droits municipaux, et animée du plus pur esprit de la réforme, dont elle était désormais le dernier asile et le plus puissant boulevard. Sous le duc d'Anjou elle avait résisté à neuf assauts, à vingt attaques et à huit mois de blocus. Dans la prévision d'un nouveau siége, les fortifications qui l'entouraient venaient d'être restaurées, des digues habilement jetées en fermaient l'ouverture. Quelques centaines de galéasses, flûtes toujours armées, étaient prêtes à résister aux tentatives maritimes des escadres. Aussi la prise de la Rochelle paraissait-elle impossible.

Mais Richelieu avait résolu de prendre cette ville, et l'impossible devait disparaître devant le génie et la puissante volonté de ce prélat, grand amiral des galères de France et généralissime de ses armées.

Le conseil de la ville était composé d'hommes résolus, hardis, courageux, dévoués à leurs croyances religieuses, et bien décidés à mourir plutôt que de les abandonner. Ils élurent pour maire Jean Guiton, fier huguenot, magistrat intègre, qui, par l'austérité de ses mœurs, la ferveur de sa foi, dominait la commune entière, échevins, jurats et bourgeois.

A peine revêtu de ses fonctions, Guiton assemble les habitants, et prenant un poignard : « Je serai votre maire, leur dit-il, puisque vous le voulez absolument ; mais c'est à condition qu'il me sera permis d'enfoncer ce poignard dans le sein du premier qui parlera de se rendre. Je consens qu'on en use de



Typ. Chaumont.

Enseigne au régiment de Normandie.

1559.

Pl. 22.

même envers moi dès que je proposerai de capituler, et je demande que ce poignard demeure tout exprès sur la table de la chambre où nous nous assemblons dans la ville. »

Telle était la résolution dont étaient animés les Rochelois; aussi les réformés de l'Europe entière avaient-ils les yeux fixés sur cette lutte, qui devait décider de l'avenir en France des doctrines de Calvin. Une flotte anglaise, conduite par le duc de Buckingham, grand amiral d'Angleterre, vint au secours de la Rochelle, et débarqua à l'île de Ré. Une prise d'armes tumultueuse, mais redoutable, se manifesta dans l'empire; toutes les villes réformées du Midi se déclarèrent secrètement pour les Rochelois. Montpellier, Castres, Béziers, et les provinces du haut et du bas Languedoc, se lièrent par des serments à seconder les efforts de leurs frères de la Rochelle. Les sommations du duc de Rohan avaient réveillé dans tous les cœurs les vieilles haines réformistes.

Mais Richelieu, qui avait mesuré l'étendue, la portée de cette entreprise, poursuivait avec calme et persévérance ses préparatifs contre la Rochelle et contre les Anglais. La belle défense de l'île de Ré contre le duc de Buckingham par Toiras, l'intrépide maréchal, lui permettait de compter sur le courage et le dévouement de l'armée. Certain d'être vigoureusement secondé, il s'occupait exclusivement de son grand but militaire, la réduction de la Rochelle. Tous les détails du siége, des vivres, des munitions, des forces navales et des forces de terre passaient sous ses yeux; il étudiait tout, connaissait tout, ordonnait tout. Sa prodigieuse activité s'étendait aux plus petits détails de la guerre. C'était, en un mot, l'ordonnateur suprême, le général en chef de cette armée. Mais, comme il laissait aux maréchaux de France exécuter l'épée à la main les plans qu'il avait conçus, et comme les ordres qu'il donnait passaient par la bouche du roi, aucun ne se plaignait de ce commandement suprême exercé par un prêtre revêtu de la pourpre romaine.

Bientôt, grâce à sa puissante activité, les Anglais furent chassés de l'île de Ré *Le Bouc lascif du superbe Albion*, comme on disait alors de Buckingham, *abandonnant son arc et son écu, avait laissé de notables enseignes aux mains de la brave gendarmerie de France.* La Rochelle, étroitement cernée, perdit ses communications avec les calvinistes du Midi. Richelieu, qui savait qu'une attaque de vive force contre la ville serait inutile, avait résolu de la réduire par la famine; il fit établir une circonvallation de trois lieues, protégée de treize forts flanqués de redoutes et garnis d'artillerie. Mais la Rochelle recevait des secours par la mer. Il s'agissait de fermer le port. On essaya d'enfoncer des pieux pour en embarrasser l'entrée. On tendit une chaîne d'une force extraordinaire. Tous ces moyens échouèrent; les pieux furent emportés par la mer et la chaîne brisée. Richelieu résolut alors de construire une digue. Ce projet, dont la conception était digne du génie des Romains, parut impraticable à tout le monde. On se récria vivement. Il s'agissait en effet de former un canal de 740 toises de largeur, dans un endroit où la mer se précipitait avec violence. Mais Richelieu l'ordonnait. Louis Metezeau, Jean Tiriot et Pompée Targon furent char-

gés d'exécuter ce projet. Ils se mirent à l'œuvre. On amassa tous les tonneaux de vingt-six lieues à la ronde, on fit amener quinze mille fagots de bois fort gros et de dix pieds de long. De fortes poutres furent enfoncées dans la mer de douze pieds en douze pieds depuis la pointe de Corcelle jusqu'au fort Louis D'autres poutres aussi fortes les liaient en travers. On jeta dans les intervalles de grosses pierres sèches auxquelles le limon et la vase servaient de ciment. Cette digue fut tellement élevée que dans les plus hautes marées les soldats y étaient à sec. Son épaisseur était à l'épreuve du canon. Elle avait vers le bas environ douze pieds de largeur, et quatre seulement par le haut, de sorte qu'elle était en glacis. A chaque extrémité s'élevait un fort, et dans le milieu de la digue on pratiqua une ouverture pour donner passage aux marées. Mais pour empêcher les vaisseaux ennemis de pénétrer par cette ouverture, on en rendit l'entrée impraticable en faisant couler à fond quarante vaisseaux remplis de pierres maçonnées et en enfonçant quantité de gros pieux dans la mer.

Ce grand et surprenant ouvrage, qui demanda six mois de travaux inouïs, était défendu par plusieurs batteries dressées sur la terre ferme et par deux cents vaisseaux de toute grandeur qui bordaient le rivage.

On connut bientôt l'avantage de cette digue. Les Rochelois, privés des ressources qu'ils tiraient de la mer, et entourés du côté de la terre d'un cercle de fer, furent bientôt réduits à l'extrémité. Ils résistaient cependant avec une incroyable énergie; les braves matelots faisaient tous les jours des sorties contre les flottes du roi, et tous les habitants, sans distinction d'âge et de sexe, combattaient sur les remparts. Cependant la famine commençait à sévir avec violence. Après plusieurs mois de blocus, ces malheureux en étaient réduits à se nourrir d'herbes et de coquillages. « Les pauvres et opiniâtres habitants de la Rochelle, écrivait un auteur contemporain, ont souffert dans ces derniers temps des maux dont le récit est bien capable d'exciter les lecteurs à *quelque commisération*. Le détail de leur nécessité fait horreur à ceux qui sont touchés de quelque humanité; en moins de trois mois, il y est mort plus de seize mille personnes, ce qui étonnera peu quand on se représentera la difficulté de vivre pour les pauvres gens dans cette ville révoltée et mal garnie de provisions. Selon l'état qui nous a été représenté depuis par un des quarteniers, il s'ensuit que le boisseau de blé coûtait 1,000 livres; la pinte de vin, 6 livres; la livre de bœuf, 15 livres; la livre de chair de cheval, 4 livres; la livre de beurre, 20 livres, etc. Les rats, les souris, les perroquets ont tous été mangés; les chiens étaient volés et dévorés sous les yeux de leurs maîtres (1). »

Cependant la ville ne songeait pas à se rendre. On se rappelait le serment de Guiton, et on savait qu'il était homme à le tenir. Tout dans la ville lui obéissait, et nul n'osait enfreindre ses ordres; car il justifiait le choix qu'on avait fait de lui. Tantôt on le voyait sur les remparts à la tête des archers de la ville ou des arquebusiers; tantôt il recevait les messages du cardinal de Richelieu, et traitait d'égal à égal avec l'armée du roi. C'était lui qui encoura-

(1) L'auteur de ce passage, extrait d'une relation du siége publiée en 1628, était catholique.

rait les pauvres gens qui souffraient de la faim, qui secondait en chaire le ministre de l'Évangile. Les misères augmentaient; la famine décimait chaque jour avec plus de fureur les habitants; mais les plaintes venaient mourir auprès de l'inflexible Guiton. Il faisait pendre les hommes et fouetter les femmes quand ils parlaient de se rendre. Un jour il vit une personne exténuée par la famine. *Elle n'a plus qu'un souffle de vie*, lui dit-on. *En êtes-vous surpris?* répondit-il, *il faudra que nous en venions là, vous et moi, si nous ne sommes plus secourus. Mais*, ajouta un autre, *la faim emporte tous les jours tant de monde, que bientôt nous n'aurons plus d'habitants. Eh*, reprit Guiton, *il suffit qu'il en reste un pour fermer les portes.* La duchesse de Rohan et sa famille, qui se trouvaient enfermées dans la ville, en étaient réduits à manger du cheval et du cuir bouilli avec du suif.—Mais avec une âme aussi fortement trempée que la sienne, Guiton ne pouvait songer à une capitulation. — D'ailleurs on espérait la prochaine arrivée de la flotte anglaise. Et, en effet, vers le milieu de septembre 1628, une flotte sortit de la Tamise et de Portsmouth, et se montra le 28 à la hauteur de l'île de Ré. Le comte de Lindsay la conduisait; elle était forte de cent quarante bâtiments et devait agir contre la digue construite par Richelieu. Les Rochelois espérèrent et redoublèrent d'ardeur. Les soldats de l'armée de Richelieu furent animés de leur côté du plus vif enthousiasme, tous brûlaient de combattre la flotte anglaise. On accourait de tous les points du royaume pour repousser cette attaque. Les ducs de Chevreuse, de Bellegarde, le cardinal de La Valette, le maréchal d'Estrées, firent près de cent lieues pour se trouver aux premiers coups d'épée qui seraient donnés contre les Anglais. Richelieu divisa son armée en trois brigades, presque toutes composées de volontaires nobles et placés sous les ordres du comte d'Harcourt, de La Rochefoucauld et du marquis de Nesles. La flotte anglaise fit plusieurs tentatives pour attaquer la flotte du roi, mais elle fut repoussée. « Le mardi, 3 octobre, les ennemis, » ayant bon vent pour attaquer l'armée navale du roi, appareillèrent dès les » quatre heures du matin, en sorte qu'à six heures précisément le combat » commença, qui a fini entre neuf et dix. Il s'y est tiré cinq mille coups de » canon de part et d'autre; le principal vaisseau des ennemis a été coulé à » fond; on a pris deux autres barquettes aux ennemis. Ceux de la Rochelle » n'ont pas eu le cœur de faire sortir personne par terre ni par mer, que trois » chaloupes, dont une a été enfoncée et perdue à la vue de tout le monde; du » reste ils sont fort abattus. Le roi n'a perdu que six hommes en toute son armée navale et trois blessés. Les vaisseaux de Sa Majesté ont fait merveille, » quoique les ennemis eussent l'avantage du vent. Sa Majesté a vu tout le » combat et était en un lieu où plusieurs coups de canon sont venus à quatre » pas d'elle; d'autres ont passé à côté et sur sa tête, sans que jamais elle ait » voulu se retirer quoique ses serviteurs l'en suppliassent (1). »

(1) Relation du grand combat naval fait devant la Rochelle le 8 octobre 1628, envoyée par le roi à la reine, sa mère. — L'auteur de cette relation était sans doute le cardinal de Richelieu lui-même, qui, durant le siége, rédigea plusieurs bulletins fort curieux.

Une victoire navale, remportée par les Français sur l'escadre anglaise, était un fait si nouveau en France qu'elle y eut un grand retentissement, à une époque surtout où l'importance de la marine commençait à être appréciée, et où Richelieu s'occupait à en créer une.

La dernière espérance des habitants de la Rochelle disparut avec la flotte anglaise. Ils n'avaient plus désormais qu'à se rendre ou à mourir.

Montaigu, qui avait combattu sur la flotte anglaise, demanda un sauf-conduit au cardinal, sous prétexte de l'échange des prisonniers; mais son but réel était la capitulation de la ville. Richelieu accueillit avec joie ses ouvertures. Bientôt les envoyés de la Rochelle arrivèrent eux-mêmes avec des propositions de paix (1) et sollicitèrent la clémence du roi. Ils demandaient seulement à conserver leurs libertés municipales, les priviléges de leur brave maire, et à ce que les mots *pardon* et *grâce* ne figurassent point sur la convention. — Richelieu leur répondit que cela était impossible. *Quand des sujets se rendent*, ajouta-t-il, *il y a pardon et jamais traité*. Puis il écrivit de sa main les conditions suivantes : On promettra la vie aux habitants, la jouissance de leurs biens, l'abolition de leur crime et le libre exercice de leur religion. Et il renvoya les députés en leur disant : *Voilà tout, et nous ne pourons autre chose.* C'était le 28 octobre. Le 30, les troupes royales prirent possession de la ville. Le roi y fit son entrée le 1[er] novembre. Aux termes de la capitulation, les fortifications furent démolies, les fossés comblés, les habitants désarmés et rendus taillables; l'échevinage et la communauté de la ville abolis à perpétuité. Il y avait près de deux cents ans que la Rochelle ne reconnaissait presque de souverains que ses magistrats.

Avec la Rochelle finit en France la puissance armée des calvinistes.

Castres, Montauban, Alby et la Rochelle, n'avaient pu résister aux canons de l'armée royale. Nulle autre ville ne pouvait songer désormais à arborer l'étendard de la révolte. Richelieu, en s'en emparant, éteignit les discordes religieuses. Dès ce moment, l'autorité du roi se dresse puissante, forte et absolue en face des partis. Aucune considération de croyance ou de culte ne

(1) Aux premières propositions qui furent faites par les délégués de la Rochelle, Richelieu répondit : « Vous vous êtes beaucoup trop vantés, quand vous avez dit que vous aviez des vivres pour trois mois. Si vous nous le prouvez, je vous donne carte blanche, et dressez vous-mêmes les termes de la capitulation ; mais si vous n'avez rien à manger, il faut vous rendre à discrétion. — Mais, dirent les députés, compterez-vous les vivres? Comprendrez-vous les coquillages que la mer amène, les herbes que la terre produit, les peaux, les cuirs, les parchemins, tout ce qui fait des mets exquis dans une extrême nécessité? Remarquez bien, monseigneur, que nous traitons ici pour des gens qui savent bien mourir quand ils ne peuvent plus vivre. » Et les députés versèrent des larmes.

Le cardinal n'en fut point touché, et continua dans des termes sérieux la conférence. « Enfin, quelles conditions demandez-vous? — Un traité de paix général, répondirent les députés, dont les Anglais seront les médiateurs et les gardiens. — Un traité de paix régulier, répliqua en se moquant Richelieu, sous l'influence de l'étranger, cela ne peut être! » Et il termina la conférence en leur dictant les plus dures conditions (a).

(a) Mémoires de Bassompierre.

peut justifier aux yeux du terrible ministre la moindre atteinte portée aux prérogatives de la couronne. Toutes les têtes qui s'élèvent au-dessus de la ligne de démarcation qu'il a tracée autour de la royauté tombent aussitôt sous la hache du bourreau. Cette partie politique de la vie de Richelieu n'entre pas dans le cadre que nous nous sommes tracé. Pour nous, Richelieu est l'admirable génie qui tire la France de l'anarchie dans laquelle elle s'épuisait, c'est l'administrateur qui réorganise l'armée, qui y rétablit l'ordre et la discipline, c'est le ministre qui rend à la France et sa force et sa prépondérance extérieure et qui prépare enfin la chute de la puissante maison de Charles-Quint.

Après la mort de Henri IV, les ressources de l'état avaient été épuisées, ainsi que nous l'avons dit, les troupes disciplinées lui manquaient, les chefs avaient vieilli. Il fallait tout créer sur une échelle immense. Le génie de cet homme unique suffit à tout. Il forma plusieurs armées qui combattirent constamment sur nos frontières et à l'étranger, enrôla à sa solde les armées suédoises, fournit à toutes les exigences de ces guerres, trouva des chefs dont le talent et le caractère convenaient au théâtre ou aux circonstances de ces diverses luttes, et qui tous furent de grands capitaines : tels que les Rohan, les Créqui, les d'Harcourt, les Guébriant, les Turenne, etc. En un mot, il sortit victorieux de cette longue lutte et fut le véritable précurseur de la grandeur du siècle de Louis XIV.

C'est pendant cette première partie de la guerre contre la maison d'Autriche que nos troupes, en contact avec les armées hollandaises et suédoises, et guidées par le génie de leurs chefs, devinrent, par leur organisation et leur discipline, les premières troupes du monde et celles qui servirent dans la suite de modèle aux autres nations.

L'action de la France, bornée d'abord, en Italie, sur les vastes frontières de l'est; en Espagne, aux deux extrémités des Pyrénées, amena des guerres longues et générales, auxquelles prirent part la Hollande, toute l'Allemagne, la Suède et une partie de l'Italie

L'Espagne, en possession du Milanais depuis nos dernières guerres d'Italie, cherchait à s'emparer de la Valteline, petite province appartenant aux ligues grises. La France, la Savoie, la république de Venise et le pape, s'opposaient à cette invasion. On négociait depuis longtemps à Rome à ce sujet. Richelieu, en arrivant au pouvoir, trancha la difficulté en écrivant à son ambassadeur : *Le roi a changé de conseil et le ministère de maxime; on enverra une armée dans la Valteline, ce qui rendra le pape moins incertain et les Espagnols plus traitables.*

En effet, en 1625, une armée française, conduite par le marquis de Cœuvres, entra dans la Valteline, renversa les drapeaux du pape et affranchit le pays de la domination autrichienne. Ce fut là le premier événement qui rendit à la France sa considération à l'étranger.

Dans le même temps, le duc de Lesdiguières pénétrait en Italie, et de concert avec le duc de Savoie, soumettait plus de cent soixante places sur la rivière de Gênes. Créqui, de son côté, illustrait les armes de la France par son énergique défense de Verue. La paix de Monçon mit un terme aux hostilités

et arrêta le succès de nos armes (1626). Richelieu, en négociant avec l'Espagne, dans de telles circonstances, n'avait d'autre but que de gagner le temps nécessaire qu'il lui fallait pour écraser les protestants. A peine, en effet, la Rochelle fut-elle tombée dans ses mains qu'il déploya de nouveau les forces de la France contre la maison d'Autriche, et que nos armées parurent à la fois en Allemagne, en Italie, en Flandre et en Espagne.

L'Allemagne gémissait sous l'oppression des catholiques et sous l'ambition de Ferdinand. Gustave-Adolphe, le héros de la Suède (1), prince aux idées nobles et généreuses, accepta la mission d'y rétablir la liberté politique et religieuse Richelieu s'empressa de seconder ses efforts, et pendant qu'il combattait le calvinisme en France, il prêtait aux réformés allemands des troupes et des subsides. — C'est durant cette guerre que Gustave-Adolphe révéla ses grands talents militaires et jeta les fondements de sa gloire en régularisant et en perfectionnant toutes les institutions militaires. Ayant à combattre des armées supérieures en nombre, il sentit qu'il ne pouvait chercher sa force que dans l'organisation et le bon emploi de sa faible armée. Les soins de ce prince embrassèrent toutes les parties de l'art des combats, depuis les plus vastes opérations jusqu'aux détails les plus minutieux. Le résultat de ses efforts fut le développement de l'action par le feu. Les longues marches, les actions rapides et vigoureuses formèrent la base de son système. Son armée, modèle admirable d'ordre et de discipline, campait, manœuvrait, combattait avec un ensemble, une vigueur, une rapidité inouïe jusqu'alors.

En 1631, Gustave pénètre dans la Poméranie, et prenant pour sa base d'opération le pays compris entre l'Elbe et l'Oder, il s'empare des places de Stettin, etc.; puis, marchant sur Berlin, il enlève Francfort, force l'électeur de Brandebourg à lui livrer Spandau, remporte un premier avantage sur l'armée catholique de Tilly à Demmin, et l'écrase complétement à la mémorable

(1) En 1611, Gustave-Adolphe, âgé de dix-sept ans, monta sur le trône de Suède. Le royaume était toujours agité par les discordes entre les nobles, le clergé, les paysans. Ces trois États ne savaient s'accorder que pour restreindre la puissance royale, arrêter la prospérité de la Suède. A l'extérieur, les Danois, les Russes et les Polonais, comptant sur ces troubles intérieurs et sur la faiblesse d'un jeune roi, attaquaient la Suède de tous côtés.

Gustave, par son habileté, sa sagesse et sa fermeté, maintint les partis intérieurs, établit la tranquillité et la prospérité, augmenta ses ressources par le commerce et l'industrie ; cela fait, il travailla à se débarrasser des ennemis extérieurs. Le Danemark, sous Christian IV, était devenu fort; ses armées, bien pourvues d'artillerie, menaçaient plus directement la Suède, et avaient déjà conquis quelques parties du royaume. Gustave, trop faible alors pour soutenir la lutte, acheta la paix par des traités. La Russie, plongée dans une grande anarchie, ne pouvait déployer de grandes forces ; aussi Lagardie, avec une petite armée suédoise, avait eu de grands succès et s'était emparé de plusieurs places. Gustave-Adolphe, sous la direction de ce vaillant capitaine français, poursuivit ses conquêtes; avec une bonne artillerie il s'empara de plusieurs places importantes, accula une armée russe dans une île de la Msta, et enfin imposa un traité onéreux à la Russie.

Débarrassé du Danemark et de la Russie, Gustave concentra tous ses efforts contre la Pologne, le plus puissant et le plus acharné de ses ennemis. Puis il entra en Allemagne, où il s'immortalisa par les grandes victoires de Leipsick et de Lutzen.

bataille de Leipsick. Après cette grande victoire, il s'avance vers le Rhin pour frapper au cœur la ligue catholique, s'empare de Mayence, de Trèves, de Wissembourg et de Landau, et pénètre jusqu'en Alsace.

Une nouvelle armée impériale vient se jeter sur ses derrières dans la Franconie; Gustave accourt avec rapidité, lui fait éprouver sur les bords du Lech une défaite plus sanglante encore, où Tilly est blessé mortellement. La gloire et la puissance de Gustave-Adolphe dominent alors l'Allemagne. L'Autriche redouble d'efforts pour le combattre. Elle recrute à grands frais une armée plus considérable, en donne le commandement à Waldstein. Celui-ci marche à la rencontre du roi de Suède, qui s'est retranché à Nuremberg, prend sur la Rednitz une forte position et attend son adversaire. Gustave sort de ses lignes pour l'attaquer, et cette fois la victoire lui est infidèle. Il se jette alors dans la Bavière. Les impériaux l'y poursuivent. Le roi de Suède les oblige à accepter la bataille à Lutzen. Gustave est vainqueur; mais il paye de sa vie cet éclatant triomphe.

Gustave-Adolphe, dit un écrivain, avait passé comme un éclair au milieu de l'Allemagne. On croyait que l'ancienne confédération, dont il était le chef, allait se dissoudre. Mais Gustave avait formé de brillants élèves, les Banner, les Horn, les Wagner, les Bernard. Le sénat suédois, sous l'impulsion du génie d'Oxenstiern, sut se maintenir à la tête de la confédération. Ses généraux étaient maîtres des principales places de l'Allemagne, et la politique du grand Richelieu les appuyait de sa puissante influence.

Dans la Valteline enfin, le duc de Rohan fit cette belle guerre de montagnes qui le plaça au rang des Sertorius, et qui a servi depuis de modèle à tous les généraux. Le duc de Rohan prouva dans cette guerre combien il avait étudié profondément les écrits et les actions de guerre des anciens (1).

(1) De Rohan (Henri), duc, arrière-petit-fils du maréchal de Gié, fit ses premières armes sous Henri IV au siége d'Amiens; en 1610, il suivit le maréchal de La Châtre dans la campagne de Juliers. C'est là qu'il vit Maurice de Nassau et qu'il perfectionna ses études militaires. Le duc de Sully, son beau-père, se démit en sa faveur du gouvernement du Poitou. Après la mort de Henri IV, il devient le chef des calvinistes français. Le duc de Rohan, doué des talents militaires qui font les grands capitaines, séduit, entraîné par les préjugés de son éducation, fit usage de ses talents contre sa patrie. Lorsque Richelieu eut étouffé les derniers germes des guerres civiles, le duc de Rohan se retira à Venise; mais le ministre français, qui se connaissait en hommes, lui annonça au nom du roi qu'il l'avait choisi pour rendre l'indépendance aux peuples de la Valteline.

Voltaire a très-heureusement résumé sa vie dans ces beaux vers :

« Avec tous les talents le ciel l'avait fait naître;
» Il agit en héros, en sage il écrivit.
» Il fut même grand homme en combattant son maître,
« Et plus grand, lorsqu'il le servit. »

Les qualités militaires étaient relevées en lui par un caractère doux et des manières affables et gracieuses. Il avait coutume de dire : « La gloire et l'amour du bien public ne campent jamais où l'intérêt particulier commande. » Il conserva toute sa vie une grande estime et un sincère attachement pour Henri IV.

Lorsqu'il reçut la mission de pénétrer dans cette partie des lignes suisses, le duc de Lorraine gardait le passage du Rhin vers les quatre villes frontières qui sont à l'entrée de la forêt Noire, en Souabe. Il y avait à craindre, en outre, que les Suisses ne lui fermassent le passage. Le savant élève de Henri IV surmonta tous ces obstacles, et déjà il était dans la Valteline que l'on ignorait encore s'il devait y entrer.

Cependant, arrivé dans ce pays, le duc de Rohan se trouvait fort embarrassé pour une guerre défensive très-difficile et très-étendue. Il n'avait sous ses ordres que trois mille hommes de pied pour faire tête à près de six mille Espagnols du côté du Milanais, et à neuf mille Allemands du côté du Tyrol. Cette circonstance le mit plus heureusement à portée de développer ses talents militaires. Au moyen de marches savamment combinées, il surprend les impériaux dans le val de Lavin, et, après les avoir battus, il rentre dans ses positions. Mais les Espagnols se préparent à pénétrer dans la Valteline, et les impériaux, remis de ce premier échec, s'avancent du côté de Turin.

Suivons ce général dans cette position critique. Les Allemands vont passer l'Adda pour l'attaquer; les Espagnols s'avancent également par le fort de Fuentès; il manque de subsistances, et de tous côtés on l'engage à la retraite. Le duc de Rohan ne prend conseil que de lui-même.

Au moment où l'avant-garde des impériaux passe l'Adda, et où le reste de l'armée se dispose à le suivre, il fait marcher ses troupes et attaque les ennemis pendant le temps où ils sont encore occupés à passer la rivière. Ses troupes, admirablement exercées, tombent sur les impériaux, les culbutent; bientôt le pont se rompt; un petit nombre d'ennemis peuvent le repasser; le reste est tué ou pris. Six cents Grisons, auxquels le duc avait donné ordre de marcher sur la rive droite de l'Adda, arrivant dans ce moment sur le flanc des impériaux qui étaient restés de ce côté, jettent l'épouvante parmi eux et les mettent en fuite.

Mais cette victoire, toute brillante et complète qu'elle était, aurait été inutile si le vainqueur eût donné aux Espagnols le temps de s'établir dans la Valteline. Il marche aussitôt contre Serbelloni, l'arrête, le met en déroute et l'oblige à se jeter dans le Milanais; il revient aussitôt sur Bornio, attaque encore une fois les impériaux qui s'y étaient ralliés, et les oblige à rentrer dans le Tyrol.

Cette savante et glorieuse campagne n'était que le prélude des grandes et belles opérations qui devaient attirer l'attention de l'Europe sur ce champ de bataille si borné. La victoire de Rohan avait assuré momentanément la Valteline aux Français; mais les ennemis, qui étaient parfaitement instruits des dispositions hostiles des habitants et de la faiblesse numérique des troupes du duc, résolurent de faire une tentative nouvelle avec des forces plus considérables.

En effet, le 14 octobre 1635, ils pénétrèrent dans ce pays par le Val de la Forêt. Le duc de Rohan, qui avait calculé d'avance tous les mouvements de l'ennemi, et pris ses dispositions en conséquence, résolut de venir l'attaquer dans le val même. Là on vit, spectacle inouï jusqu'alors à la guerre, une poi-



Typ. Chaumont.

Gardes du cardinal de Richelieu.

Trompette.

1628.

Pl. 112.

gnée de Français combattre des masses nombreuses d'impériaux, les culbuter, les disperser par des attaques si vigoureuses, si savamment combinées, que si Dulandi, lieutenant du duc de Rohan, avait suivi ses ordres, les Allemands auraient tous péri dans les gorges du Tyrol. Ils ne durent qu'à cette circonstance d'échapper à une ruine complète.

Après cette victoire importante, Rohan avait repris le chemin de Tiron pour donner à ses troupes un repos nécessaire et pourvoir à leur subsistance. Mais à peine était-il arrivé à son quartier général, qu'il apprend l'arrivée des Espagnols à Morbeigne, où le général Serbelloni attendait les canons du fort de Fuentès pour venir attaquer les Français. Rohan, dont le génie semble grandir au milieu des difficultés, prend la résolution d'aller combattre les Espagnols dans leur camp, et de les chasser avant l'arrivée des renforts qu'ils attendent. Pour réussir dans cette conception hardie jusqu'à la témérité, avec des troupes fatiguées, mal nourries, et inférieures en nombre; pour forcer des retranchements, enlever une place dont les ennemis étaient maîtres, et les écraser encore une fois, il fallait des prodiges : les Français en firent à Morbeigne. Et tel était l'élan que le général avait communiqué à ses soldats, vieux débris des bandes calvinistes et des révoltés de Montauban, telle était la confiance qu'il leur avait inspirée, qu'ils marchaient au combat avec la certitude de vaincre, et qu'ils semblaient se multiplier par leur courage et leur intelligence. A l'armée plus qu'ailleurs se fait sentir l'influence du caractère et du talent; mais il n'appartient qu'à l'homme de génie de dominer tant de volontés, à ce point qu'elles se confondent, se résument en une seule, celle du chef; que sa pensée coure, rapide et électrique, au milieu de ces masses armées, et qu'elle les élève jusqu'aux plus hautes conceptions. C'est là le secret des grands capitaines de tous les siècles, et ce secret, Rohan l'avait découvert dans les rochers de la Valteline.

Depuis Sertorius, l'histoire ne désignait aucun officier qui eût fait preuve de tant de ressources, de sagesse, de prudence, dans la guerre des montagnes; et personne, depuis lors, ne l'a surpassé ni même égalé (1).

Rohan était encore une fois maître de la Valteline; mais les habitants refusaient de lui fournir des vivres; ils sommèrent le général français d'évacuer leur pays. Richelieu, qui tenait à conserver cette clef de l'Italie, imagina des prétextes pour éviter de s'en dessaisir. — Les Grisons renouvelèrent leurs instances. — Rohan était malade; il se fait porter à Coire pour calmer les esprits; mais déjà les Grisons avaient signé le traité d'Inspruck, par lequel ils s'engageaient à livrer aux Espagnols les défilés des montagnes; déjà tous les habitants s'étaient levés en armes. Le général français eut à peine le temps de se jeter dans le fort du Rhin, et fut forcé d'évacuer la Valteline. Quelque temps après, il combattait avec le duc de Weymar à la bataille de Rhinfeld, où il fut blessé à mort, après avoir contribué au succès de cette journée, où furent pris quatre généraux de l'empereur (28 février 1638).

(1) Les belles opérations du général Lecourbe dans la Suisse n'ont point fait oublier la gloire du duc de Rohan.

Le duc de Rohan, ainsi que nous l'avons dit, était l'élève de Henri IV. Il avait profondément étudié les anciens, et de tous les capitaines français de cette époque, c'est celui dont les écrits méritent le mieux d'être étudiés. Le mémoire qu'on a extrait de sa Correspondance sur la *Guerre des montagnes*, au sujet de l'expédition de la Valteline (1); ses observations sur *les Commentaires de César*, ouvrage intitulé *le Parfait capitaine;* son *Art de la guerre;* son livre sur *la Corruption de la milice ancienne*, etc., seront des ouvrages toujours utilement consultés par ceux qui voudront étudier la science de la guerre (2).

En Italie, le maréchal de Créqui, entravé par les intrigues du duc de Savoie, notre allié, avait obtenu peu de succès. Des marches, des contre-marches, des siéges entrepris et levés, plusieurs accords conclus et rompus presque aussitôt, tel était en résumé le résultat de cette guerre. Une seule bataille remarquable a consacré cette période de la lutte en Italie, c'est celle de Buffarola. Le maréchal de Créqui fut tué devant Brème (1638).

Voici le résumé de ses opérations.—En 1635, il s'empare du fort de la Villette, mais il échoue devant la ville de Valence. Pour réparer cet échec, il se porte sur Candie, qui capitule, ainsi que le château de Sartiane. — 1636. Les Espagnols pénètrent dans les états du duc de Parme, allié de la France. Créqui, par une savante diversion, entre dans le Milanais, se rend maître d'Olegio, de Confienza, de Palestro, de Robio et de Vespola. Le Tésin séparant alors les armées belligérantes, il force les retranchements des ennemis sur le bord de cette rivière, défait le marquis de Leganès près de Buffarola (23 juin), après un combat qui dura quatorze heures, et dans lequel les Espagnols perdirent 2,000 hommes tués et 300 prisonniers. — Défense de la ville d'Asti et combat de Montbaldon, où les Espagnols sont défaits. — 1638. Leganès ayant investi le fort de Brême, le maréchal de Créqui marche au secours de cette place (11 mars). Quelques jours après il fut tué d'un coup de canon pendant une reconnaissance (3), et le fort se rendit.

Le maréchal de Créqui laissa après lui une haute réputation de courage, de prudence et d'habileté dans l'art de la guerre.

Dans les Pyrénées, les opérations se réduisirent à des attaques de lignes et de villes, et à des défenses. La seule action remarquable fut celle de Leucate, où les Français, avec douze mille hommes et quatre canons seulement, enlevèrent les retranchements espagnols qui en étaient garnis (4).

(1) Le comte Mathieu Dumas a publié un court et excellent mémoire sur la Guerre des montagnes, qu'il attribue au général Lecourbe, et qui, en réalité, est du duc de Rohan. Il se trouve dans ses mémoires; mais c'est un mérite de l'avoir extrait avec cette concision et cette clarté, et d'avoir réduit en maximes quelques observations nouvelles et vraies, telles que celle-ci : *C'est dans les vallées qu'il faut défendre les montagnes.*

(2) Carrion Nisas.

(3) Il portait ce jour-là un habit rouge. Un canonnier espagnol, dont cette couleur avait attiré l'attention, pointa contre le maréchal un canon de 17 livres de balle. Le boulet lui perça le ventre, emporta son bras gauche, et entra dans l'arbre sur lequel il était appuyé. Ses soldats, troublés et consternés par ce fatal événement, se retirèrent, et le fort se rendit.

(4) Le duc d'Halluin se couvrit de gloire par cette action vigoureuse. L'infanterie française y

Mais c'est dans les Pays-Bas et sur le Rhin qu'eurent lieu les principales opérations de cette guerre.

—1635.—Une armée française divisée en deux corps égaux, et dont le commandement est partagé entre les maréchaux Châtillon et Brézé, entre dans les Pays-Bas. Cette armée, forte de vingt-deux mille hommes d'infanterie, de six mille hommes de cavalerie, de vingt-quatre pièces de canon, rencontre l'armée espagnole dans la vallée d'Avains. Elle compte vingt mille hommes; elle a seize pièces de canon, et s'est fortement établie derrière des retranchements pour s'opposer à la marche des Français. Une attaque savamment combinée des deux maréchaux de France, et l'excellente direction donnée au feu de l'artillerie française par le duc de La Meilleraie, ouvrent à nos soldats un sanglant passage au milieu des troupes espagnoles, et l'armée française se réunit à l'armée hollandaise du prince Henri de Nassau.

Le but des deux armées était d'expulser les Espagnols; mais leurs chefs, selon les méthodes de l'époque, voulurent le faire pas à pas, c'est-à-dire en s'emparant successivement des places qu'ils occupaient et qu'ils défendaient avec opiniâtreté. — La guerre eut alors pour but principal la prise des villes. — L'armée hollandaise, par suite des longues guerres de Maurice de Nassau, était la plus forte et la plus habile de l'Europe pour les opérations de siége. Les armées françaises formées à cette école acquirent une habileté chaque jour plus grande dans ce genre de guerre. Mais il en résultait une grande lenteur dans les opérations. Le siége de Rinbeck, entrepris par les armées combinées, n'amena d'autre résultat que d'affaiblir les troupes par les maladies et la disette. Après un long siége, les Hollandais furent forcés de rentrer en Hollande et les Français de se replier sur la Meuse.

Les frontières de la Picardie furent alors à découvert. Les Espagnols, réunis aux impériaux, envahirent la France à leur tour, s'emparèrent du Catelet, passèrent la Somme à Cérisy, s'emparèrent de Corbie et de Roye, et leurs détachements poussèrent jusqu'à Paris. — L'épouvante fut au comble dans la capitale. L'armée ennemie, conduite par deux généraux célèbres, Pic-

montra une vigueur et une intrépidité qui prouvent à quel degré de discipline elle était déjà arrivée. Le marquis de Varennes, qui la commandait, lui fit escalader la montagne de Leucate sous les foudres d'une nombreuse artillerie, qui la couvrait de feu et de fumée. L'intrépide marquis de Varennes, dévoré par une fièvre brûlante, marchait au premier rang, et donnait l'exemple du plus rare courage. Son ardeur avait tellement électrisé officiers et soldats, qu'ils arrivèrent en même temps au pied des retranchements. L'ascension avait été si rapide, que les mousquets avaient été inutiles. Plusieurs les avaient abandonnés pour se servir de la pique ou de l'épée. Les uns coupaient les pieux qui liaient les travaux des tranchées; les autres, avec leurs piques, fouillaient dans les fondements des murailles, ébranlaient les pierres, les arrachaient avec leurs mains; plusieurs plantèrent des échelles, et jetèrent çà et là la terre dont était formé le glacis des parapets, pour mettre les Espagnols à découvert... Il y en eut de si déterminés, qu'ils allèrent dans les embrasures des canons, et malgré ceux qui les défendaient, s'attachèrent aux roues des couleuvrines, et en jetèrent quelques-uns hors des tranchées. Tant d'intrépidité porta la terreur au milieu des Espagnols, qui prirent la fuite en abandonnant leurs pièces à nos braves fantassins.

colomini et Jean de Vert, était déjà maîtresse de la campagne qui s'étend jusqu'à l'Oise. Mais Richelieu était là, il dissipa les alarmes. Il créa ou plutôt il improvisa en quelques jours une armée de cinquante mille hommes. Le comte de Soissons et l'armée de Champagne se réunirent à La Fère. La maison du roi, celle du cardinal, quittèrent leur quartier pour marcher au-devant de l'ennemi.

Cependant la ville de Paris présentait un spectacle curieux : le cardinal avait fait appel au patriotisme des Parisiens et à leur dévouement pour la famille royale. — Les corps de métiers avaient été convoqués pour fournir des hommes et des armes. Les gentilshommes et les vieux militaires avaient reçu l'ordre de se présenter tout armés à l'hôtel du duc de la Force. Une proclamation lue, le soir, aux flambeaux, dans les rues de Paris, enjoignait, selon l'usage féodal du ban, à tous les hommes exempts d'impôt, de se réunir en compagnies dans la plaine de Saint-Denis, *comme armée de réserve* pour résister à l'invasion. Bientôt une véritable armée sortit de la capitale et se porta sur Corbie. Les Espagnols ne l'attendirent point. Ils évacuèrent la Picardie.

En Allemagne, nos armées n'avaient pas eu plus de succès. Le comte de Mansfeld, qui envahissait l'Alsace au nom de l'empereur, était à la tête de forces si considérables que le duc de Weymar n'avait pu arrêter sa marche; il s'était réfugié dans la Lorraine.

Les succès obtenus dans la Savoie et dans la Valteline étaient de faibles compensations à ces désastres, et la France était exposée à une double invasion, au nord par les troupes impériales, au midi par les troupes espagnoles, qui s'étaient emparées des îles Sainte-Marguerite.

Mais ce fut là le terme des succès des ennemis de la France.

L'Espagne, qui, depuis Charles-Quint, exerçait une si grande influence sur les destinées de l'Europe, commençait à s'affaiblir sous l'action incessante de la politique de Richelieu. Les gigantesques entreprises de Philippe II; l'indépendance de la Hollande; les mesures impolitiques de Philippe III, qui, en chassant les Maures de l'Espagne, se priva de grandes ressources; l'insurrection de la Catalogne; l'indépendance du Portugal; les dépenses énormes de toutes les guerres que lui suscitait Richelieu, et surtout les victoires des Français, achevèrent de lui porter les derniers coups.

Au début de la guerre de Trente ans, les forces militaires de la France s'élevaient à deux cent vingt-huit mille hommes, dont soixante-deux mille de cavalerie. Ces forces étaient divisées en six armées, réparties de la manière suivante :

1° Celle des Pays-Bas, sous les ordres du duc de La Meilleraie;
2° Celle du Luxembourg, dirigée par Feuquières;
3° Celle entre la Champagne et la Lorraine, sous le maréchal de Châtillon;
4° Celle du Languedoc, sous les ordres du prince de Condé;
5° Celle du Piémont, sous les ordres du cardinal de Lavalette;
6° Celle de la Franche-Comté, confiée au duc de Weymar.

C'était un beau spectacle que celui de ces six armées obéissant à l'impulsion



Imp. de Prissette

Mousquetaire et Piqueur des gardes françaises.

1630.

Pl. 67

que lui donne le génie puissant du cardinal de Richelieu. Elles effrayèrent l'Europe entière, en lui révélant pour la première fois le secret de la grandeur et de la puissance de la France.

La marine française aussi s'était considérablement augmentée, grâce aux efforts du cardinal et au zèle de l'archevêque de Bordeaux, Sourdis, un de ses amiraux les plus distingués. La noblesse des grandes côtes de l'Océan et de la Méditerranée commençait à se livrer aux courses nautiques et au commandement des flottes. Les matelots bretons et provençaux, sous la conduite des Forbin, des Pontève, allaient parcourir les mers des Indes et de l'Amérique. La marine française se composait alors de deux sortes de navires : les galères aux mille rames et les gros bâtiments à voile dont la forme était imitée de celle des Hollandais.

D'après un état dressé par Richelieu, on comptait dans nos ports de Marseille, de Toulon, de Bordeaux, de Brest et du Havre deux cent soixante-dix galères et cent soixante-dix flûtes, ou bâtiments à voile armés de gros canons. — Les galères étaient commandées par un général, et les flûtes par un amiral. Les forces que l'Espagne allait engager sur cet immense théâtre de la guerre étaient plus considérables encore ; mais les troupes qui composaient les armées espagnoles étaient moins nationales que les nôtres. A part les grandes bandes qui depuis Charles-Quint faisaient la gloire et la puissance de l'Espagne, toutes les autres troupes tirées de Naples, de la Sicile, du Milanais ou de la Franche-Comté, ne subissaient qu'avec répugnance la discipline sombre et répressive de l'Espagne. — Cependant leur organisation était plus militaire qu'en France. Les soldats étaient longtemps exercés avant d'aller au combat. Les officiers, *Teniente-major alferez*, passaient plusieurs années à l'étude de la tactique, et suivaient les traditions du duc d'Albe. Les campagnes se faisaient comme au temps de Renty et de Saint-Quentin. Chaque soldat portait une arquebuse et le bâton fourchu qui la soutenait. Les camps espagnols ressemblaient à des villes, avec les tentes alignées, les chariots et les canons qui les entouraient. La marche des troupes espagnoles était lente et serrée ; leur retraite était admirable d'ordre.

Quant à leurs flottes, elles étaient nombreuses et puissantes ; on les appelait *armada*, et elles sillonnaient toutes les mers, *ne redoutant que les tempêtes*, selon leur fière expression nationale.

Dans les Pays-Bas et dans l'Artois, les troupes françaises eurent des succès presque continuels. La prise d'Hesdin par la Meilleraie couronna la campagne de 1639 ; il y reçut le bâton de maréchal de France.

Feuquières fut battu à Thionville par Piccolomini ; mais le maréchal de Châtillon l'empêcha de profiter de sa victoire, lui fit lever le siége de Mouson, et s'empara d'Ivry (1639). Bientôt les trois maréchaux de Châtillon, de Chaulnes et de la Meilleraie se réunissent dans les murs d'Arras, et s'emparent de cette ville, après un long siége où l'artillerie française fit des prodiges (1640).

Partout sur la vaste frontière du Nord et de l'Est, le succès couronne les

efforts des généraux français. — Ils prennent Aire, Donchery, Bar-le-Duc, Épinal, Lens, la Bassée, Bapaume, etc.

Le cardinal de Lavalette avait succédé à Créqui dans le commandement de l'armée d'Italie. Il assiégea la place de Chivas. Les Espagnols marchèrent pour attaquer ses lignes. Lavalette fit élever de formidables batteries et força les Espagnols à la retraite. Après ce succès, le cardinal de Lavalette voulut secourir Verceil; arrivé devant les retranchements ennemis, il passa la Sesia et résolut de les attaquer; mais ses généraux s'y opposèrent; il fut obligé de repasser la rivière et d'abandonner la garnison de la ville de Verceil, qui fut prise. Cette défaite amena la conquête du Piémont par les Espagnols (1). Richelieu, qui avait mis l'Europe en feu, et dont l'œil embrassait à la fois tous les théâtres de la guerre, et qui voulait dominer la fortune sur tous les points, y envoya le comte d'Harcourt avec la mission de vaincre les Espagnols et de reprendre le Piémont. Ce général arriva en Italie en 1640, força pour son début les lignes de Casal et de Quiers, prit Turin, délivra Chivas, et battit les Espagnols près d'Yvrée. C'était, comme on le voit, s'acquitter glorieusement de sa mission. Pendant cette courte et décisive campagne, le grand Turenne révéla les talents militaires qui devaient l'élever si haut. Mais ces succès ne suffisaient pas à Richelieu. Les drapeaux espagnols flottaient encore dans le Piémont. Il prescrivit à ses généraux de vaincre encore, et la victoire obéissant à cette inflexible et puissante volonté, le Montferrat et le Piémont furent complétement délivrés des armées étrangères.

L'armée de Franche-Comté, sous les ordres du duc de Weymar, gagna la bataille de Rheinfeld et s'empara de Brissac. Le digne lieutenant de Gustave-Adolphe mourut après ce succès; mais il avait sous ses ordres un maréchal de France, Guébriant, qui lui succéda dans le commandement de ses troupes et remporta à son tour les deux victoires de Wolfenbuttel et de Kempen (1641).

En Allemagne, Banier et Torstenson, à la tête des Suédois, faisaient également triompher la politique de Richelieu.

L'armée des côtes d'Espagne remportait des avantages plus décisifs encore. La prise de Salins (1639), d'Elme en Roussillon (1641), par le prince de Condé; la prise de Constantin en Catalogne par Lamotte-Hodencourt; la défaite qu'il fait éprouver aux Espagnols devant Taragone (1641); la campagne du Roussillon par le maréchal de la Meilleraie; l'indépendance de la Catalogne favorisée par les armes de la France, et dont le maréchal de Brézé est nommé vice-roi; enfin, les victoires du Var, de Villefranche, de Lérida, etc.; les succès de nos armées navales sur les côtes de la Méditerranée, et la reprise des îles Sainte-Marguerite et Saint-Honoré par l'archevêque de Bordeaux, le vaillant Sourdis, furent des coups terribles et successifs portés à la puissance de l'Espagne.

(1) Le cardinal de Lavalette en mourut de chagrin. Ce prélat, fils du duc d'Épernon, homme d'épée s'il en fut, combattit avec succès à la tête de nos armées. — Le pape Urbain VIII l'avait menacé de l'interdire s'il continuait ce métier de sang, si contraire aux lois de l'Église; mais le cardinal brava les foudres du Vatican. Il se fit enterrer la mitre en tête, l'épée au côté, les brassards et la cuirasse sur sa chape d'or.



Richelieu, l'œil sans cesse fixé sur cette vaste monarchie espagnole, dont *l'armorial écartelé comme un échiquier* était composé de tant de peuples divers, détachait ainsi pièce à pièce les nations inféodées à l'empire de Charles-Quint. La mort vint interrompre son œuvre (1642). En ce moment il dominait réellement l'Europe. Nos armées triomphaient à la fois en Allemagne, dans le nord de la France, sur le Rhin, en Italie et dans les Pyrénées. Et comme conséquences de sa politique, la Lorraine et la Savoie avaient été annulées, les Pays-Bas espagnols envahis, la Catalógne momentanément réunie à la France, le Portugal séparé de l'Espagne. C'étaient de beaux résultats.

Le cardinal de Richelieu avait accompli le rêve politique et militaire de Henri IV.

Louis XIII mourut peu de temps après Richelieu. L'un haï et admiré, dit Voltaire, l'autre déjà oublié.

Louis XIV, âgé de cinq ans, succédait à Louis XIII, et le cardinal de Mazarin à Richelieu. Le nouveau ministre suivit la politique extérieure de son maître et continua les guerres entreprises.

En 1643, la France avait encore six armées sur pied :

1° Celle de Flandre, sous les ordres du duc d'Enghien, fils du prince de Condé;

2° Celle d'Allemagne, sous les ordres de Guébriant, dans laquelle servaient les maréchaux de Turenne et de Gassion;

3° L'armée des Pays-Bas, sous les ordres du duc d'Orléans;

4° Celle d'Italie, sous les ordres des maréchaux de la Meilleraie et Du Plessis-Praslin;

5° L'armée de Catalogne, sous les ordres du maréchal de Lamothe, et plus tard de Schomberg;

6° Enfin, l'armée toute navale, composée de flottes et de galères aux ordres de Brézé, famille d'amiraux aux côtes de Guienne.

Malheureusement de nouveaux troubles intérieurs replongèrent la France dans l'état d'anarchie d'où l'avait retirée la violente énergie de Richelieu; mais ces troubles n'eurent aucune influence sur les opérations militaires, qui continuèrent à devenir plus brillantes et plus glorieuses. En Flandre, le duc d'Enghien remporte la victoire de Rocroi. En Allemagne, Jean de Vert et Mercy surprennent le camp des Français; mais Turenne arrête les conséquences de cette défaite. — Dans les Pays-Bas, le duc d'Orléans prend Gravelines et Courtrai; en Catalogne, le maréchal de Lamothe remporte plusieurs avantages; le maréchal Du Plessis-Praslin prend Roze; mais le comte d'Harcourt échoue devant Lérida; en Italie, la Meilleraie s'empare de Piombino; et Dreux-Brézé livre à la flotte espagnole une bataille navale, où il meurt d'un coup de canon, à vingt-sept ans.

Bientôt le théâtre de la guerre et le nombre des armées diminuent. Deux grands capitaines, Condé et Turenne, conduisent toutes les opérations importantes, et résument à eux seuls toute la gloire de la France pendant un demi-siècle. Par une circonstance singulière, et qui peint bien les mœurs de cette

époque, tous deux, entraînés par l'esprit de parti, passèrent à leur tour sous les drapeaux de l'Espagne, et, rivaux éternels, luttèrent l'un contre l'autre avec un égal succès; car le vainqueur du jour était le vaincu du lendemain. La défaite d'Arras répondait à celle de Rhetel, et Cambrai à Saint-Guilain.

Mais avant de suivre dans leur carrière ces deux grands capitaines, nous croyons qu'on ne lira pas sans intérêt le parallèle suivant, moins connu qu'il ne mérite de l'être, et qui a été tracé par un écrivain philosophe et homme de guerre :

« Vous trouverez, dit Saint-Évremont, dans M. le Prince (Condé), la force du génie, la grandeur du courage, une lumière vive, nette, toujours présente.

» M. de Turenne a les avantages du sang-froid, une grande capacité, une longue expérience, une valeur assurée.

» L'activité du premier se porte au delà des choses nécessaires pour ne rien oublier qui puisse être utile.

» L'autre, aussi agissant qu'il faut l'être, *ne fait rien de superflu.*

» M. le Prince, fier dans le commandement, également fier et estimé.

» M. de Turenne, plus indulgent, et moins obéi par l'autorité qu'il se donne que par la vénération qu'on a pour lui.

» M. le Prince, plus agréable à qui lui sait plaire, plus fâcheux à qui lui déplaît, plus sévère quand on manque, plus touché quand on a bien fait.

» M. de Turenne, plus concentré, excuse les fautes sous le nom de malheurs, et réduit souvent le plus grand mérite à la simple louange de bien faire son devoir.

» M. le Prince s'anime avec ardeur aux grandes choses, jouît de sa gloire sans vanité, reçoit la flatterie avec dégoût.

» M. de Turenne va naturellement aux grandes et aux petites choses, suivant le rapport qu'elles ont à ses desseins.

» Quelques troupes que vous donniez à M. le Prince, il a toujours la même assurance dans le combat; vous diriez qu'il sait inspirer ses propres qualités à toute l'armée; sa valeur, son intelligence, son action, semblent lui répondre de celles des autres.

» Avec beaucoup de troupes, dont M. de Turenne se défie, il cherche ses sûretés; avec peu de bonnes qui ont gagné sa confiance, il entreprend aussi ce qui paraît impossible.

» Pour M. le Prince victorieux, le plus grand éclat de la gloire; pour M. le Prince malheureux, jamais de honte, peut-être un préjudice aux affaires, jamais à sa réputation.

» La réputation de M. de Turenne est plus attachée au bien des affaires; ses actions n'ont rien de particulier qui les distingue pour être égales et continues. Tout ce que dit, tout ce qu'écrit, tout ce que fait M. de Turenne a quelque chose de trop secret pour ceux qui ne sont pas assez pénétrants. La nature lui a donné le grand sens, la capacité, le fond du mérite, et lui a dénié le feu du génie, cette ouverture, cette liberté d'esprit qui en fait l'éclat et

l'agrément ; *il faudra le perdre pour bien connaître ce qu'il vaut, et il lui coûtera la vie pour se faire une juste et pleine réputation* (1).

» La vertu de M. le Prince n'a pas moins de lumière que de force, mais elle a moins de suite et de liaison que celle de M. de Turenne. L'un est plus propre à finir glorieusement des actions, l'autre à terminer utilement une guerre. »

Ce parallèle, ainsi que le fait judicieusement observer un écrivain militaire, M. Carrion Nisas, présente ce caractère singulier que, soit que le titre de prince du sang inspirât à la philosophie de Saint-Évremont et ne lui permît pas d'imaginer que Condé pût être placé ailleurs qu'au premier rang, soit, ce qui est plus vraisemblable encore, que d'anciennes liaisons et un long attachement (2) aient rendu l'écrivain partial, toujours est-il manifeste qu'au fond de sa pensée il a cru faire pencher la balance de l'admiration du côté de Condé ; et cependant tel est à son insu l'effet de sa propre conviction, tel est le pouvoir de la vérité, qu'il discerne et montre avec une vive lumière que l'avantage du parallèle, dans le jugement du lecteur, nous semble demeurer décidément à Turenne.

« Condé, ajoute cet écrivain, avait beaucoup de génie sans doute, mais il n'en avait pas plus que Turenne, et celui-ci, outre le génie, avait une patience et une puissance de méditation que le caractère et la vie politique et militaire de Condé ne lui avaient jamais permis d'acquérir. Condé, né prince, et, ce qui était alors un titre plus puissant à la faveur, devenu par son mariage neveu du cardinal de Richelieu, avait été placé, au sortir de l'enfance, à la tête des armées ; il avait agi et glorieusement agi presque avant d'avoir eu le temps de penser ; ensuite, et dans l'âge où les réflexions portent tout leur fruit parce qu'elles sont jointes à l'action, il se trouva dans les armées espagnoles alors en décadence.

» Turenne avait passé son enfance sous les princes de Nassau, ses oncles, dans les pénibles exercices d'une guerre savante ; il avait obéi avant de commander ; enfin, il avait, bien plus que Condé et plus que personne, un respect profond pour l'humanité, un tendre ménagement pour le soldat, et surtout une bonne opinion du soldat français, toutes conditions essentielles pour réformer et constituer avec succès une armée française, dessein qui ne parut pas être venu à Condé ; celui-ci se contentait de trouver avec habileté des instruments qu'il avait sous la main. Turenne s'appliqua à les perfectionner. Condé finit sa carrière militaire par l'échauffourée de Senef ; Turenne mourut enseveli dans son triomphe au milieu des savantes manœuvres sur la Renchen. »

Enfin, si les militaires doivent admirer les inspirations, ou plutôt, pour nous servir de la belle expression de Bossuet, les *illuminations* de Condé, ils doivent méditer profondément les savantes combinaisons de Turenne... et, sous ce rapport, il mérite le premier rang.

(2) Il y a là de la vérité jusqu'à la prophétie ; car il est constant que le parallèle fut tracé du vivant de Turenne.

(1) Saint-Évremont avait servi sous le prince de Condé.

Voltaire, organe de l'opinion publique, a porté de Turenne ce jugement que la postérité a confirmé. « Turenne n'avait pas toujours eu des succès heureux à la guerre; il avait été battu à Mariendal, à Cambrai, etc. Aussi disait-il qu'il avait fait des fautes, et il était assez grand homme pour l'avouer; il ne fit jamais de conquêtes éclatantes, et ne donna point de ces grandes batailles rangées dont la décision rend une nation maîtresse de l'autre; *mais ayant toujours réparé ses défaites et fait beaucoup avec peu, il passa pour le plus habile capitaine de l'Europe, dans un temps où l'art de la guerre était plus approfondi que jamais.* »

Près de deux siècles ont passé sur la mémoire de ce grand capitaine sans l'obscurcir. La république avec ses prodiges, l'empire avec ses grandes gloires n'ont point infirmé aux yeux des esprits sensés le jugement de Voltaire.

A la mort de Richelieu, ainsi que nous l'avons dit, nos armes triomphaient à la fois au nord de la France, sur le Rhin, les Alpes et les Pyrénées; mais quand le génie qui dirigeait cette grande lutte disparut de la scène, quand la royauté reposa encore une fois sur un enfant au berceau et sur une femme, l'Espagne sanglante et brisée se releva, et une fois encore essaya de profiter de nos discordes civiles pour ressaisir la suprématie européenne que Richelieu venait de lui arracher.

Une armée espagnole fut formée dans les Pays-Bas avec les fameuses bandes qui passaient pour invincibles. Cette armée, forte de dix-huit mille hommes d'infanterie, de huit mille chevaux, était commandée par le comte de Melas, vétéran des armées de l'Espagne, le duc d'Albukerque et le comte des Fontaine. Les généraux espagnols, décidés à frapper un grand coup, envahirent la France et assiégèrent Rocroy. Leur plan était de se diriger vers Paris par la Champagne. L'état de la France avait relevé leurs espérances, et elles redoublèrent quand ils apprirent que c'était un jeune homme de vingt ans qui s'avançait pour les combattre, et qu'il avait sous ses ordres une armée inférieure en nombre; mais ils oubliaient que ce jeune homme s'appelait le duc d'Enghien, qu'il était le descendant de ce prince de Condé qui, à peine âgé comme lui de vingt ans, avait remporté sur les bandes de Charles-Quint l'éclatante victoire de Cérisoles.

« Ce jeune homme sans expérience, qu'ils méprisent, dit Voltaire, était Louis de Bourbon, alors duc d'Enghien, connu depuis sous le nom du grand Condé. La plupart des grands capitaines sont devenus tels par degrés. Ce prince était né général. L'art de la guerre semblait en lui un instinct naturel. Il n'y avait en Europe que lui et le Suédois Torstenson qui eussent eu, à vingt ans, ce génie qui peut se passer de l'expérience. Le duc d'Enghien avait reçu, avec la nouvelle de la mort de Louis XIII, l'ordre de ne point hasarder de bataille. Le maréchal de l'Hôpital, qui lui avait été donné pour le conseiller et pour le conduire, secondait, par sa circonspection, ces ordres timides. Le prince ne crut ni le maréchal ni la cour. Il ne confia son dessein qu'à Gassion, maréchal de camp, digne d'être consulté par lui. Ils forcèrent le maréchal à trouver la bataille nécessaire. On remarque que le prince, ayant tout réglé le soir, veille de la bataille, s'endormit si profondément, qu'il fallut le réveiller

pour la donner. On conte la même chose d'Alexandre. Il est naturel qu'un jeune homme, épuisé des fatigues que demande l'arrangement d'un si grand jour, tombe ensuite dans un sommeil plein. Il l'est aussi qu'un génie fait pour la guerre, agissant sans inquiétude, laisse au corps assez de calme pour dormir. »

Les deux armées occupaient une éminence au milieu de laquelle régnait un vallon assez profond. L'infanterie espagnole formait une masse à intervalles dans lesquels étaient disposées dix-huit pièces de campagne. La cavalerie était sur les ailes et appuyait ses flancs à de gros bataillons de mousquetaires. Six pièces de vingt-quatre étaient disposées sur une hauteur avancée, à l'extrême droite, et flanquaient tout le front de la droite, qui avait devant elle un terrain facilement praticable.

Condé arriva formé en deux colonnes. Pour couvrir l'ordre de son infanterie, il se porta en avant avec la cavalerie et une partie de l'artillerie.

Ayant appris qu'il y avait un défilé à une demi-lieue du camp espagnol, il y fit marcher un détachement; l'officier qui le commandait lui ayant rapporté qu'il n'était point gardé, et que les ennemis paraissaient de l'autre côté, il prit le parti, sur cette nouvelle, de passer le défilé avec toute son armée pour les attaquer, contre l'avis du maréchal de l'Hôpital. Il fit marcher pour cet effet le comte de Gassion avec un gros détachement, qui, ayant traversé le défilé, occupa la plaine située entre le bois et les ennemis; le duc d'Enghien le suivit avec le reste de l'armée qu'il mit aussitôt en bataille. Le lieu qu'il choisit était assez spacieux pour y ranger son armée sur deux lignes avec un corps de réserve. Le terrain y était plus élevé qu'aux environs et s'étendait insensiblement vers la plaine. Il confia au maréchal de l'Hôpital l'aile gauche de son armée, plaça au centre, à la tête de l'infanterie, le comte d'Espenan, donna la réserve au baron de Sirot, et se réserva le commandement de l'aile droite.

Ce fut dans cette situation que les deux armées passèrent la nuit du 18 au 19.

La canonnade commença au point du jour. Les gros canons de la droite des Espagnols, prenant d'écharpe l'aile gauche des Français, y firent de si grands ravages que le maréchal de l'Hôpital, pour éviter le désordre, fut obligé de s'avancer à l'attaque; sa cavalerie chargea vigoureusement, mais elle fut rompue et poursuivie, lui-même eut un bras cassé et ne put rallier assez tôt les débris de son corps d'armée pour empêcher son artillerie de tomber au pouvoir des ennemis.

Pendant ce temps, le duc d'Enghien attaquait victorieusement l'aile gauche des Espagnols. — Le comte de Gassion, par un mouvement très-habile, prit la cavalerie des ennemis en flanc, pendant que le prince la chargeait en tête; elle fut rompue au premier choc. Il prescrivit alors au comte de Gassion de la poursuivre, pendant que lui-même, passant au galop derrière l'infanterie espagnole, tombait sur la cavalerie victorieuse de la droite, vengeait l'échec du maréchal de l'Hôpital en la culbutant à son tour, dégageait le maréchal de La Ferté, qui avait été pris dans la déroute, enlevait l'artillerie ennemie et reprenait la batterie française.

Au centre de notre ligne, le comte d'Espenan s'était avancé avec son infan-

terie contre l'infanterie espagnole ; mais voyant le mauvais succès de l'attaque du maréchal de l'Hôpital, il s'était arrêté et s'était contenté d'entretenir une légère escarmouche, attendant que la victoire se fût déclarée pour l'une ou l'autre cavalerie (1).

Condé cependant avait tout brisé, tout rompu aux ailes de l'armée espagnole ; mais il restait à vaincre cette fameuse infanterie qui formait une masse profonde, soutenue par dix-huit pièces de canon, et paraissant invincible. Aussi forte, aussi serrée que la phalange ennemie si estimée, mais s'ouvrant avec une agilité que la phalange n'avait pas pour laisser passer les décharges de l'artillerie qu'elle avait au milieu d'elle, elle restait immobile au milieu de ce champ de bataille. Condé l'attaqua avec sa cavalerie, mais trois charges successives qu'il dirigea lui-même furent inutiles ; il ne put rompre ces murailles vivantes : car les bataillons espagnols présentaient sans cesse aux escadrons ravagés par les décharges de ses canons un front hérissé de piques et de mousqueterie. Enfin, il fit avancer sa réserve, à laquelle se joignirent plusieurs escadrons de Gassion, et cette fois l'infanterie, enveloppée de toutes parts, chargée avec une fureur, une impétuosité nouvelle, fut enfin brisée, rompue, éventrée. Les ennemis, dit-on, demandèrent quartier. Le duc d'Enghien, s'étant avancé pour parler aux officiers, reçut, une décharge de mousqueterie que des soldats espagnols tirèrent sur lui, croyant qu'il revenait à l'attaque.

Les soldats français, irrités à la vue du péril qu'avait couru le prince, chargèrent sans ordre, entrèrent l'épée à la main au milieu du bataillon et en firent un grand carnage.

A peine victorieux, le prince arrêta le carnage. Les officiers espagnols se jetaient à ses genoux, pour trouver auprès de lui un asile contre la fureur des soldats vainqueurs. Le duc d'Enghien eut autant de soin de les épargner qu'il en avait pris de les vaincre. Le vieux comte de Fontaine, qui commandait cette infanterie espagnole, et qui, tourmenté de la goutte, se faisait porter en chaise au milieu du massacre et du carnage, mourut percé de coups. Condé, en l'apprenant, dit qu'il voudrait être mort comme lui s'il n'avait pas vaincu.

Les Espagnols perdirent neuf mille hommes tués ou pris et vingt pièces de canon. Un des chefs de l'armée française ayant demandé à un officier espagnol combien ils étaient avant la bataille : *Il n'y a qu'à compter, répondit-il fièrement, les morts et les prisonniers.*

Cette journée célèbre, qui entourait de tant de gloire le règne naissant de Louis XIV et commençait pour la France une ère nouvelle de grandeur militaire, était due tout entière au génie de Condé. Il la gagna, dit Voltaire, par ce coup d'œil qui voyait à la fois le danger et la ressource, par cette activité exempte de troubles qui le portait à propos dans tous les endroits. Dès ce jour la gloire des armées espagnoles disparut, Pavie et Saint-Quentin venaient d'être vengés noblement.

(1) Quincy.


THE NEW YORK
PUBLIC LIBRARY



Typ. Chaumont

Gentilhomme à Bec-de-Corbin.

Vers 1660.

Pl. 119

Après cette victoire, Condé poursuivit les ennemis, prit Thionville, rejeta les Allemands au delà du Rhin, et envoya une partie de ses troupes à Guébriant, qui faisait le siége de Rothwil en Souabe. Cette ville fut prise ; mais le maréchal y fut tué. Le comte de Rantzau le remplaça dans son commandement. Surpris à Duttlingen par Mercy, généralissime des armées bavaroises et impériales, il perdit son armée, ses canons, ses bagages. C'est à peine s'il resta quelques débris de cette armée de Weymar qui avait fait de si grandes choses en Allemagne.

Campagne d'Allemagne. Journées de Fribourg. — Turenne accourut pour recueillir les débris des troupes et arrêter les progrès du général ennemi ; mais il ne parvint à réunir que huit mille hommes et vingt pièces de canon. Ne pouvant tenir tête à son adversaire avec cette faible armée, il est obligé de se replier et de le laisser s'emparer de Fribourg. A cette nouvelle, Condé arrive à marches forcées au secours du maréchal, passe le Rhin à Brissac vers la fin de juillet 1644, et s'apprête, malgré l'avis de Turenne, à forcer les lignes des ennemis à Fribourg.

Fribourg est situé au pied des montagnes noires qui s'élargissent en cet endroit en forme de croissant. Au milieu de cet espace, on découvre auprès de la place une petite plaine bornée, sur la droite, par des montagnes fort hautes et entourée, sur la gauche, par un bois marécageux. On ne peut entrer dans la plaine, du côté de Brissac, que par un des défilés auprès d'une montagne presque inaccessible, qui la commande de tous côtés ; l'entrée est encore plus difficile par les autres chemins.

C'est dans cette position que s'était retranché le comte de Mercy, qui passait pour un des plus grands capitaines de l'Europe. Il avait tiré tout le parti possible de sa position. Son infanterie était à gauche, sur une montagne élevée, couverte d'abattis et de retranchements. Les saillants de ces retranchements avaient pour appui des redoutes garnies de deux à trois canons. Sur le côté droit de la montagne, à mi-côte, était un fort palissadé, muni de cinq pièces, qui battaient la plaine en avant et à droite. Dans cette plaine, la cavalerie s'étendait en longues lignes avec une douzaine de canons. Devant elle étaient des bois, des marais, dont les défilés étaient défendus par des abattis et par des bataillons avec leurs pièces régimentaires. C'est cette position que Condé voulait enlever. Mercy avait quinze mille hommes de troupes et vingt-huit pièces de parc. Les deux armées de Turenne et de Condé réunies présentaient un effectif de vingt mille hommes ; l'artillerie n'était composée que de trente-sept pièces de petit calibre.

Il fallait quelque chose de plus que de l'audace et du courage pour déloger Mercy des positions qu'il pouvait successivement occuper en arrière de Fribourg ; *car ce n'est pas en attaquant une armée postée dans les montagnes qu'on peut espérer de la débusquer. Le seul moyen d'y parvenir est d'occuper des camps sur ses flancs et ses derrières* (1). Aussi n'y eut-il que la manœuvre tournante de Turenne qui contraignit le général Mercy à se retirer.

(1) Mémoires de Napoléon écrits à Sainte-Hélène.

Le plan d'attaque adopté fut celui-ci : Condé, avec son corps d'armée, devait attaquer le front de la gauche ennemie, pendant que Turenne, avec ses huit mille hommes et ses vingt pièces de canon, tournerait cette gauche par l'étroite vallée dont nous avons parlé.

Le 3 août, au point du jour, l'armée se mit en mouvement. L'infanterie était composée de six bataillons de huit cents hommes chacun. Le comte d'Espenan fut chargé de commencer l'attaque avec deux bataillons. Le comte de Tournon devait la soutenir avec les régiments de *Conti* et de *Mazarin*.

Le maréchal de camp de Paluau devait protéger le mouvement des bataillons avec la cavalerie du régiment d'Enghien. La gendarmerie fut postée à l'entrée de la plaine pour empêcher les ennemis de prendre en flanc l'infanterie pendant son attaque.

Le prince de Condé avait sous ses ordres le maréchal de Grammont et le comte de Marsin.

Les troupes françaises marchèrent avec beaucoup d'ardeur, bien qu'elles fussent obligées, pour aller aux ennemis, de monter une côte fort escarpée, à travers des lignes, dans lesquelles il y avait, d'espace en espace, des murailles de quatre pieds de haut, et que dans leur marche elles eussent à essuyer un feu très-vif et très-meurtrier. Mais elles ne purent forcer les retranchements sans se rompre. L'impétueux Condé résolut alors de faire une seconde attaque par le milieu de la ligne ; mettant pied à terre, il conduisit lui-même deux régiments qui formaient sa réserve, et les soldats, électrisés par sa présence, escaladèrent les retranchements et chassèrent les Bavarois des redoutes. Mais le fort tenait encore et la nuit approchait. Turenne, embarrassé par son artillerie, et ayant été obligé de faire un grand détour dans une route qui n'avait pas été reconnue et au milieu d'obstacles de toute espèce, ne put commencer son attaque que vers la nuit, encore se passa-t-elle en escarmouches. Telle fut la première journée de Fribourg.

Le prince de Condé résolut alors de marcher le lendemain par les hauteurs contre le camp bavarois, afin de les obliger à venir contre lui avec une partie de leurs forces, et de faciliter ainsi au maréchal de Turenne l'entrée de la plaine. Mais le général bavarois pénétra le dessein de son adversaire ; il abandonna le fort et fit retirer ses troupes sur la montagne près de Fribourg, où elles se retranchèrent.

La nouvelle ligne de Mercy appuyait sa gauche à une montagne très-élevée. Sept pièces de canon défendaient cette partie. La ligne se déployait ensuite sur un long et étroit plateau, dont la crête était bordée de retranchements défendus par quelques canons ; à l'extrémité droite du plateau, était une batterie de dix pièces, qui flanquait l'étroite vallée entre ce plateau et Fribourg. Des retranchements, garnis de cinq canons, barraient cette vallée ; enfin, les grosses pièces de Fribourg flanquaient parfaitement toute la droite de la position.

Condé, ayant opéré sa jonction avec Turenne, résolut de forcer vigoureusement la gauche des ennemis, pendant que la cavalerie et une partie de l'artillerie observeraient la droite, qui était un véritable gouffre de feu, et que l'on

ferait une fausse attaque sur le centre. Les préparatifs de cette nouvelle tentative occupèrent toute la journée du 4 et permirent aux troupes de se reposer. Le lendemain, 5 août, le prince de Condé, accompagné des maréchaux de Turenne et Grammont, était monté sur un des points culminants de la montagne pour reconnaître les derrières de l'ennemi, en attendant l'arrière-garde, qui n'avait pu rejoindre à cause du mauvais état des chemins, lorsqu'un événement imprévu l'obligea à changer ses dispositions et décida du sort de la journée. Le maréchal de bataille de l'Échelle, qui commandait mille mousquetaires, avait reçu l'ordre de ne commencer l'attaque de son côté que lorsque aurait eu lieu la fausse attaque sur le centre. D'Espenan, qui commandait l'infanterie du prince, ayant détaché quelques hommes pour enlever une petite redoute qui était en avant de la position des ennemis, un combat s'engagea insensiblement de part et d'autre. Les Bavarois soutinrent leurs soldats; d'Espenan renforça les siens, et bientôt l'escarmouche devint si vive, que le maréchal de bataille de l'Échelle crut qu'il était temps d'agir. Ce mouvement déconcerta les plans de Condé. Dès que le prince s'en fut aperçu, il accourut en toute hâte vers ce point; mais il trouva son maréchal de bataille tué et les troupes dans le plus grand désordre. Sa présence les ranima; elles retournèrent au combat avec la plus vive ardeur. Deux bataillons bavarois, qui soutenaient le retranchement, commençaient à plier; mais ceux qui le bordaient firent de si furieuses décharges, que les Français furent obligés de reculer encore une fois. Condé fit cesser l'attaque sur ce point. Le prince courut de grands dangers dans cette circonstance et y fit preuve du plus intrépide sang-froid; car il resta presque toujours à cheval à trente pas des retranchements. Les vingt officiers de sa suite qui l'accompagnaient furent tous blessés; Condé lui-même eut le pommeau de la selle de son cheval emporté d'un coup de canon, et le fourreau de son épée rompu d'une balle de mousquet.

Il dut aussitôt changer ses dispositions. Abandonnant alors l'attaque de la gauche des ennemis, il laissa quelques troupes sur ce point, et prenant ce qui lui restait de forces disponibles, il alla rejoindre sa cavalerie dans la plaine et tomba sur la droite des ennemis.

Alors commencèrent de terribles combats sous le feu d'une nombreuse artillerie qui tira sans relâche. — Les Français y firent de prodigieux efforts; mais tout fut inutile, les ennemis conservèrent leur position.

Condé, désespérant de l'enlever de vive force, forma le projet de couper les communications aux ennemis, de Fribourg à Willengen, ville située au débouché des montagnes, du côté de la Souabe.

Mercy, ayant deviné le projet du prince de Condé, se mit en retraite aussitôt, en faisant défiler son artillerie en avant pendant que les troupes bordaient les montagnes latérales. — Mercy eut alors à repousser les charges énergiques des escadrons français que le général français lança à sa poursuite, et il fut contraint de se jeter dans les défilés, abandonnant six canons et deux mortiers.

Telles furent les quatre journées de Fribourg, journées sanglantes où l'infanterie française fit des prodiges de valeur, d'audace et d'énergie, et fut

presque entièrement anéantie. Nous avons expliqué les causes qui paralysèrent au début la manœuvre si décisive de Turenne et occasionnèrent une si grande perte en hommes. Condé ne dut la victoire qu'à son invincible opiniâtreté et au courage de son infanterie. Le général Mercy se montra dans cette circonstance digne de ses deux célèbres adversaires dans la conduite générale de sa défense et dans l'admirable parti qu'il sut tirer de sa position.

Turenne fut chargé de poursuivre les Bavarois. Ce grand capitaine, qui comptait à peine onze mille hommes de troupes et quinze canons, pénétra dans la Souabe au cœur de l'hiver, en chassa les Bavarois et les poussa dans la Franconie. Cédant enfin aux sollicitations de ses troupes harassées par cette rude campagne, il prit des cantonnements à Mariendal, garda auprès de lui l'infanterie et l'artillerie; mais il commit la faute de trop disperser sa cavalerie. Le général Mercy, habile à profiter de cette faute, surprend cette cavalerie avant qu'elle ait pu se former et la culbute. Turenne fait amener en toute hâte son infanterie et son artillerie; mais ces troupes, arrivant irrégulièrement, sont repoussées à leur tour. Telle fut la journée de Mariendal. Toutefois, comme cette bataille est la seule que le grand Turenne ait perdue à la tête des troupes françaises, il n'est pas sans intérêt d'en faire connaître les détails.

La cavalerie, ainsi que nous l'avons dit, allait établir ses quartiers du côté de Mariendal. Le colonel Rose, envoyé en éclaireur, ne s'était point aperçu que les ennemis, qui se retiraient à l'approche des Français, avaient rebroussé chemin dès qu'il avait cessé de les observer. Le 5 mai 1645, Turenne fut informé à cinq heures du matin que le général Mercy s'avançait avec toute son armée. Turenne se lève, ordonne de rassembler ses quartiers à une lieue et demie de Mariendal, commande à Rose de s'y rendre pour recevoir les troupes à mesure qu'elles arriveraient. Le colonel y court, et voyant une vaste plaine propre aux manœuvres de la cavalerie, au delà d'un bois de cinq à six cents pas de longueur, il fait passer le bois à la tête de l'avant-garde et range dans la plaine ses escadrons. Turenne accourait à grands pas pour appuyer le mouvement de sa cavalerie; mais déjà les ennemis étaient arrivés dans la plaine et avaient engagé l'action. Voyant qu'il ne peut éviter la bataille, il se forme en toute hâte; il compose sa droite de toute l'infanterie qu'il place à l'entrée du petit bois à droite, la fait soutenir par deux escadrons seulement; forme sa gauche de toute la cavalerie qu'il met sur une seule ligne, excepté deux escadrons dont il fait une espèce de réserve. Ces dispositions n'étaient pas encore terminées, et l'infanterie, qui arrivait au pas de course, n'était pas encore tout entière sur le champ de bataille, quand Mercy commença son attaque sur le petit bois. Pendant ce temps, Turenne, à la tête de sa cavalerie, se précipitait sur la droite des ennemis, rompait leurs escadrons, ébranlait même la seconde ligne, et s'emparait de douze étendards; mais Mercy, vainqueur à son tour sur la droite des Français, et s'étant emparé du petit bois, après avoir rejeté l'infanterie qui le défendait, rallie ses escadrons dispersés, et, par un mouvement oblique, cherche à envelopper le corps de cavalerie que commande Turenne. —L'habile général, voyant ce mouvement, cesse de combattre et fait sonner

la retraite Admirable surtout dans les circonstances difficiles, il fait rallier son infanterie et la dirige vers Philisbourg. Il fait passer à sa cavalerie le Thauber et le Mein, se place à l'arrière-garde, repasse le bois, manœuvre sous le feu violent de l'artillerie, et soutient lui-même à la tête des derniers escadrons tous les efforts des impériaux. A la sortie du bois, un gros corps de cavalerie lui bouche le chemin de Mariendal. Il n'y a pas moyen de reculer. Turenne s'élance contre les cavaliers, s'ouvre un passage l'épée à la main. L'ennemi cesse alors de l'inquiéter, et il achève tranquillement cette retraite presque aussi glorieuse qu'une victoire.

Interrogé longtemps après sur les causes qui lui avaient fait perdre la bataille de Mariendal et celle de Rhetel, ce grand homme de guerre répondit : *Je les ai perdues par ma faute.*

Si je voulais, ajouta-t-il, *me faire justice un peu sévèrement, je dirais que l'affaire de Mariendal est arrivée pour m'être laissé aller mal à propos à l'importunité des Allemands* (1), *qui demandaient des quartiers, et que celle de Rhetel est venue pour m'être trop fié à la lettre du gouverneur, qui promettait de tenir quatre jours la veille même qu'il se rendit. Je fus dans ces occasions trop crédule et trop facile ; mais quand un homme n'a pas fait de fautes à la guerre, il ne l'a pas faite longtemps !*

Belle leçon de modestie que Turenne seul était capable de donner aux capitaines de tous les temps et de toutes les nations ; car les gens du métier prétendent qu'il n'avait jamais mieux déployé les ressources de son génie que dans ces deux occasions. Et quel autre que lui n'eût point cherché à pallier ce qu'il appelait ses *deux fautes*, et à se justifier aux yeux de l'histoire !

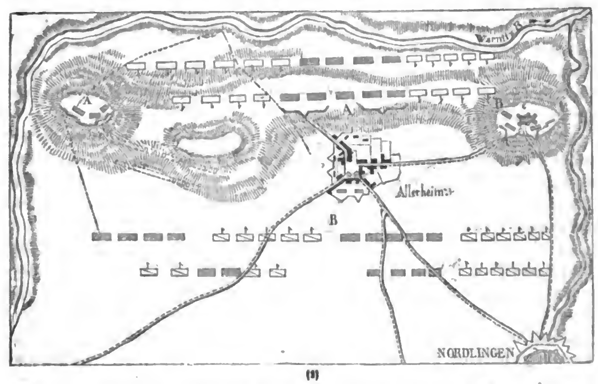
Cependant la bataille de Mariendal avait ouvert encore une fois les portes de la France aux ennemis. Condé, l'homme des grandes circonstances, est envoyé pour réparer cette défaite. — Il accourt, et livre dans les plaines de Nordlingen, au milieu de la Franconie, une nouvelle bataille qui fut un des derniers grands événements de la guerre de Trente-Ans (4 août 1645).

La plaine à laquelle la ville de Nordlingen donne son nom est une des plus vastes de la Franconie. Vers le milieu elle est coupée par deux collines à quelques cents toises l'une de l'autre. La première, appelée *Vineberg*, est assez haute et escarpée ; la seconde, connue sous le nom d'*Allerheim*, est fortifiée par un château. Entre ces deux collines règne un vallon qui aboutit à un village plus avancé vers Nordlingen d'environ trois cents pas. Le terrain qui sépare la colline d'Allerheim est uni, mais traversé dans toute son étendue par un fossé également large et profond. Le chemin qui conduit de ce même village au Vineberg est rude et escarpé. C'est dans ce poste que l'habile Mercy, l'heureux vainqueur de Mariendal, s'était établi, et avec sa prévoyance ordinaire, n'avait rien négligé pour rendre cette formidable position plus formidable encore. Il avait fait élever sur presque toute l'étendue de son front des retranchements qu'il était difficile de forcer.

(1) On doit se souvenir que Turenne avait recueilli les débris de l'armee allemande de Weymar, et que ces troupes faisaient partie de son corps d'armée.

L'armée impériale était forte de quinze mille hommes, tous vieux soldats; elle avait vingt-huit canons de parc. Le général Gleen commandait la droite, établie sur le *Vineberg*, et composée des régiments impériaux; la gauche, retranchée sur le sommet de la colline d'*Allerheim*, obéissait à Jean de Vert, général célèbre, qu'on plaçait avant cette bataille, sur la même ligne que Mercy. Quant au centre, qui remplissait le vallon d'une colline à l'autre, le général en chef s'en était réservé le commandement. Il avait placé l'élite de son infanterie dans le village qui se trouvait devant lui; son artillerie était disposée le long des lignes dont il avait couvert le village et les deux collines.

L'armée française comptait dix-sept mille hommes; elle avait vingt-huit canons de parc. Condé disposa ainsi son armée. Turenne commandait la gauche, il le plaça près de la Warnitz avec seize escadrons et six bataillons; le comte de Marsin commandait le centre, il prit position en face d'Allerheim. La droite, sous les ordres du duc de Grammont, s'appuyait à l'Éger.—Ce corps d'armée avait en seconde ligne une réserve de six escadrons et de quatre bataillons. Condé ne prit point de poste, il s'était réservé de marcher avec le marquis de la Moussaie, maréchal de camp, partout où sa présence serait nécessaire.



(1)

Avant la bataille, le prince de Condé, suivi du maréchal de Turenne, était allé reconnaître la position des ennemis. A la vue de ces retranchements et de la position de Mercy, Turenne disait qu'il y aurait témérité à attaquer. L'impétueux Condé fut d'avis qu'il fallait *combattre* et *vaincre*.

L'action commença par le village d'*Allerheim*. Le général de Mercy, qui avait vu avec une vive joie les Français se disposer à l'attaque, parcourait le front de ses troupes en leur annonçant la victoire. On dit qu'au moment du

(1) Légende : A. Armée française. B. Armée espagnole.

combat il montra à sa femme, qui le suivait partout, l'armée de Condé qui se déployait, et, l'embrassant avec transport, il s'écria : *Voici le baiser le plus doux que je vous donnerai de ma vie. Voyez-vous cette armée de sans raison qui approche? Dieu lui-même la livre entre mes mains! Réjouissez-vous, le succès de cette journée va rendre à l'empire la paix et son ancien éclat!* Puis il but plusieurs verres de vin, sans que sa raison en fût altérée, disent les contemporains, et donna l'ordre du combat. Il était trois heures du soir; le feu commença aussitôt, et la plaine retentit au loin du bruit de l'artillerie. Les quatorze pièces du centre canonnèrent le village; mais avant qu'elles eussent agi efficacement, Condé, entraîné par l'ardeur du combat, s'était précipité à l'attaque. — Les colonnes françaises s'avancent sans s'ébranler sous le feu des ennemis. Le comte de Marsin était à leur tête. Elles arrivent jusqu'aux retranchements du village, les abordent avec furie, les emportent et pénètrent dans les rues. Le général Mercy, qui comprend que de la prise de ce poste dépend le succès de la journée, fait avancer de nouvelles troupes vers ce point. Le combat devient terrible. Les Français, qui reçoivent à bout portant les décharges de l'artillerie du village, et qui sont foudroyés par le feu de flanc des batteries de la ligne, tiennent ferme sous cette épouvantable canonnade; ils redoublent d'efforts; mais le comte de Marsin tombe grièvement blessé, et les soldats reculent tout mutilés.

Le maréchal de camp La Moussaie vient pour les soutenir; le combat recommence. Le carnage est affreux; mais cette fois encore les ennemis, favorisés par la position, repoussent nos intrépides soldats. Quelques centaines de mousquetaires ennemis cachés dans les maisons où ils ont ouvert des meurtrières, tirent sur nos troupes; tous leurs coups portent. La Moussaie, Castelnau-Mauvissière sont mis hors de combat. Les troupes sont ébranlées; elles vont abandonner ce retranchement enlevé avec tant de peine. Condé arrive avec ce qui lui reste d'infanterie. — A la vue de ce redoutable adversaire, le général Mercy crie à ses soldats pour ranimer leur ardeur : *Courage, la victoire est à vous! Dieu aveugle les Français!* A l'instant il dirige toutes les forces du centre contre le prince de Condé. Il se passe alors entre les deux troupes, également encouragées par la présence de leur chef, un de ces combats terribles, sanglants, frénétiques, qu'aucune expression ne peu rendre. Tous les aides de camp du prince, tous les officiers de sa suite sont frappés mortellement à ses côtés; son cheval est tué; deux autres, quand il les prend, sont blessés ; il reçoit lui-même une contusion à la cuisse et vingt balles dans ses armes et dans ses habits. Mais Condé reste impassible au milieu de ce feu terrible. Les soldats eux-mêmes, à la vue de tant de carnage, tombent et meurent avec une sorte de délire, aucun ne songe à reculer.

Un coup de mousquet change bientôt la face du combat : le général Mercy vient d'être frappé à mort. Cet événement rend l'espérance aux Français, ils ne combattent plus pour se défendre, ils combattent pour vaincre. Cependant les Bavarois sont loin de se laisser ébranler. La mort de leur général redouble leur fureur; ils se retranchent dans le cimetière et dans l'église, et continuent

à se battre avec une incroyable opiniâtreté. Condé, maître du village entier et ne pouvant les forcer dans leurs positions, fait mettre le feu aux maisons, dans l'espérance que l'incendie, se communiquant de proche en proche, gagnera l'église et devorera les ennemis; mais le feu n'exerce qu'à demi ses ravages, et les Bavarois restent inébranlables dans leurs positions.

Condé, avec sa troupe toute mutilée, se porte alors vers la gauche, où le vicomte de Turenne, bravant les feux de flanc du village, s'était avancé vers le Vineberg. Quoique blessé, le maréchal avait voulu rester à son poste, et il n'en marchait qu'avec plus d'audace contre le général Gleen. Condé, l'ayant rejoint, se mit avec lui à la tête de la cavalerie, au pas, sur huit escadrons. Les Français furent encore une fois repoussés. Condé fait enfin approcher sa réserve, composée de *Weymariens* et de *Hessois*, les seules troupes qui n'eussent point donné. Les dignes soldats du grand Weymar accourent sous un feu épouvantable, resserrent leurs rangs à mesure que la mitraille y faisait des vides, grimpent sur le sommet du Vineberg, massacrent l'infanterie qui y était retranchée, s'emparent du canon, le portent contre l'infanterie bavaroise du centre et la mettent en déroute. Dirigés alors par Condé, ils marchent vers le village où le prince a échoué d'abord, font prisonnier le général Gleen et forcent les deux régiments retranchés dans l'église et dans le cimetière de se rendre à discrétion. La victoire semblait assurée aux Français; mais bientôt Jean de Vert arrive avec sa gauche victorieuse et vient leur disputer un succès si chèrement, si péniblement obtenu. Las d'attendre, le maréchal de Grammont, qui lui était opposé, il avait abandonné sa position retranchée sur le village d'Alerheim, avait franchi le fossé qui coupait le vallon, et s'était précipité comme un torrent sur la droite des Français déjà fortement démoralisée par sa première défaite. Les escadrons commandés par Grammont résistèrent longtemps; mais ébranlés par plusieurs attaques successives, ils prirent enfin l'épouvante et la fuite, abandonnant leur général, qui, blessé et à la tête de deux régiments, tenait encore et voulait mourir à son poste. Grammont fut enveloppé et fait prisonnier. Chabot avec la réserve vient pour arrêter le vainqueur; il est lui aussi repoussé, sa réserve est mise en fuite et dispersée. Mais, en apprenant la mort du général Mercy, la prise du général Gleen, Jean de Vert hésite; il n'était pas, comme son adversaire, doué de cette résolution qui sait tirer parti des circonstances mêmes les plus critiques, et qui ne désespère jamais du succès tant qu'il lui reste quelques hommes debout qu'on peut pousser aux ennemis. Jean de Vert abandonna une victoire assurée. Il fit replier d'abord ses troupes sur Alterheim, puis sur Donawerth, laissant aux Français sur ce champ de bataille sanglant quatre mille morts, deux mille prisonniers, quarante drapeaux et étendards et quinze pièces de canon. Les vainqueurs avaient eu de leur côté quatre mille hommes tués ou blessés.

Condé fit rendre à Mercy les honneurs funèbres. Il fut enterré avec une pompe toute militaire sur le champ de bataille même; le héros de Rocroi honora sa mémoire d'un juste et pieux hommage. On fit graver sur sa tombe cette belle inscription :

Sta, viator, heroem calcas (1).

Cette bataille a été l'objet des méditations des commentateurs; mais elle emprunte surtout de l'intérêt du jugement qu'en a porté à Sainte-Hélène le plus grand capitaine du monde. Nous retraçons en entier ce jugement, car en même temps qu'il est un hommage à la mémoire d'un héros français, il est du plus haut intérêt pour l'histoire.

Voici comment s'exprime Napoléon :

« 1° Le prince de Condé a eu tort d'attaquer à Nordlingen avec une armée presque en totalité composée de cavalerie, en ayant si peu d'artillerie. L'attaque du village d'Allerheim était une grande affaire. Si l'armée de Condé était supérieure en cavalerie, les deux armées étaient égales en infanterie, et les ailes de Mercy étaient fortement appuyées. Il n'est pas extraordinaire que sans obusiers et avec aussi peu d'artillerie Condé ait échoué dans toutes ses attaques contre Allerheim, soutenu à cent toises par la ligne de bataille, et dont les maisons étaient crénelées, ainsi que l'église et le cimetière, et défendu par une infanterie supérieure non-seulement en nombre, mais en qualité. Sans la mort de Mercy, le champ de bataille serait resté aux Bavarois, et la retraite du prince de Condé au travers des Alpes wurtembergeoises lui eût été bien funeste.

» 2° Malgré la mort de Mercy, la victoire eût été encore aux Bavarois, si Jean de Vert, revenant de la poursuite de l'aile droite française, se fût porté contre Turenne, non en reprenant d'abord sa position et parcourant ainsi les deux côtés du triangle, mais en traversant diagonalement la plaine, laissant Allerheim à sa droite et tombant sur les derrières de la cavalerie weymarienne, qui alors était encore aux prises avec la troupe autrichienne de Gleen ; il eût réussi ; il manqua d'audace. Le crochet qu'il fit ne retarda son mouvement que d'une demi-heure ; *mais tel est le sort des batailles, qu'elles dépendent souvent du plus petit accident.*

3° Malgré la mort du comte de Mercy et la circonspection de Jean de Vert, la victoire restait encore aux Bavarois, si l'infanterie, postée et victorieuse au village d'Allerheim, n'eût pas capitulé. La capitulation qu'elle a acceptée ou proposée est une nouvelle preuve qu'un corps de troupes ne doit jamais capituler pendant les batailles. Le sort de cette bataille a tenu au faux principe qu'ont en général les troupes allemandes, qu'une fois cernées, elles peuvent capituler, s'assimilant mal à propos à la garnison d'une forteresse. Si le Code militaire de Bavière eût défendu une pareille conduite comme déshonorante, elle n'eût pas eu lieu, et la victoire eût été aux Bavarois. Aucun souverain, aucun peuple, aucun général ne peut avoir de garantie s'il tolère que les officiers capitulent en plaine et posent les armes par le résultat d'un contrat favorable aux individus qui le contractent, mais contraire à l'armée. *Cette conduite doit être proscrite, déclarée infâme, et passible de la peine de mort. Les généraux, les officiers doivent être décimés un sur dix ; les sous-officiers, un sur cinquante ; les*

(1) Arrête, voyageur, tu foules un héros.

soldats, un sur mille. Celui ou ceux qui commandent de rendre les armes à l'ennemi, ceux qui obéissent sont également traîtres et dignes de la peine capitale (1).

» 4° Condé a mérité la victoire par cette opiniâtreté et cette rare intrépidité qui le distinguaient; car si elle ne lui a servi de rien dans l'attaque d'Allerheim, c'est elle qui lui a conseillé, après avoir perdu son centre et sa droite, de recommencer le combat avec sa gauche, la seule troupe qui lui restât; car c'est lui qui a dirigé tous les mouvements de cette aile, et c'est à lui que la gloire doit en rester. Des observateurs d'un esprit ordinaire dirent qu'il eût dû se servir de l'aile encore intacte pour opérer sa retraite et ne pas hasarder son reste; mais, avec de tels principes, un général est certain de manquer toutes les occasions de succès et d'être constamment battu..... La conduite de Condé est donc à imiter; elle est conforme à l'esprit, aux règles et aux cœurs des guerriers; s'il eut tort de livrer bataille dans la position qu'occupait Mercy, il fit bien de ne jamais désespérer tant qu'il lui restait des braves aux drapeaux.

» Par cette conduite il obtint et mérita d'obtenir la victoire.»

Flandre.—Pendant que Condé triomphait ainsi sur le Rhin, le duc d'Orléans, ayant sous ses ordres les maréchaux de la Meilleraie et de Gassion, s'emparait de Gravelines, vaillamment défendue pendant deux mois par Don Fernando Solès (1644). L'année suivante, il prit Mardick, Linck, Bourbourg, Cassel, Saint-Venant, et soutint avec honneur la gloire de la France (1645).

Catalogne. — Du côté des Pyrénées, le sort de nos armes est différent. Le maréchal de Lamothe est battu près de Lérida, il perd cette place, celle de Balaguer, et est obligé de lever le siége de Tarragonne (1644). Le maréchal est disgracié, mis en jugement et acquitté. Le comte d'Harcourt lui succède et ramène la victoire. Il s'empare d'Agramont, de Saint-Aunais, passe la Sègre, et gagne la bataille de Liorens. Pendant ce temps, le comte Du Plessis-Praslin fait le siége de Rose, dont il s'empare, et qui ouvre une libre communication entre la Catalogne et le Roussillon. Il reçoit le bâton de maréchal de France (1645).

En Italie, le prince Thomas, généralissime des armées françaises, s'empare de quelques places (1644) et livre la bataille de Mora, où les Espagnols perdent quatre mille hommes tués et un grand nombre de prisonniers (1645).

La campagne de 1646 sur le Rhin s'ouvrit par une marche qui rappelle celle d'Annibal (2). Le maréchal se disposait à quitter Mayence, où il avait réuni son armée pour aller rejoindre les Suédois dans la Hesse, lorsqu'un ordre de Mazarin lui prescrivit de ne rien entreprendre. Mais Turenne n'en continua pas

(1) Napoléon, revenant une seconde fois sur l'article des capitulations, à propos de Baylen, terminait ainsi ses observations :

« Il n'est qu'une manière honorable d'être fait prisonnier de guerre, c'est d'être pris isolément les armes à la main, et lorsqu'on ne peut plus s'en servir. C'est ainsi que furent pris François Ier, le roi Jean et tant d'autres braves de toutes les nations. Dans cette manière de rendre les armes, il n'y a pas de conditions ; il ne saurait y en avoir sur l'honneur ; c'est la vie que l'on reçoit, puisque l'on est dans l'impuissance de l'ôter à son ennemi, qui vous la donne à charge de représailles, puisque ainsi le veut le droit des gens. »

(2) Rocquancourt.

moins de mettre son projet à exécution. Il prévint Wrangel (1) qu'il descendra le Rhin pour se réunir au prince d'Orange, mais qu'arrivé à la hauteur de Wesel, il passera le fleuve pour se rabattre ensuite sur la Lahn, où il compte le joindre. Cette marche de quatre-vingts lieues permit à Turenne de surprendre les ennemis à Giessen, et de porter la guerre en Bavière. Il traverse le Danube et le Lech, s'empare de Rain de concert avec les Suédois, investit Augsbourg. L'archiduc ayant jeté quinze cents hommes dans la place, Turenne est obligé de renoncer à l'espoir de s'en rendre maître. Il se porte alors sur Landgberg, d'où il chasse son adversaire, et l'oblige à entrer en Autriche.

Napoléon, qui a commenté toutes les campagnes de Turenne, a porté ce jugement sur celle de 1646.

« 1° La marche de Turenne le long de la rive gauche du Rhin, pendant quatre-vingts lieues, pour remonter par la rive droite, sans ordre de la cour et de son propre mouvement, est digne de lui.

» 2° Sa marche sur le Danube et le Lech, pour porter la guerre en Bavière, profitant ainsi des fausses marches de l'archiduc, est pleine d'audace et de sagesse.

» 3° Il fit une faute en s'amusant à assiéger Rain, et même il pouvait se passer de cette place. Il eut tort de céder aux sollicitations de Wrangel, ce qui permit à quinze cents Bavarois de se jeter dans Augsbourg et à l'archiduc d'y arriver avec son armée.

» 4° Les manœuvres pour déposter l'archiduc de son camp entre Memeingen et Landsberg sont pleines d'audace, de sagesse et de génie ; elles sont fécondes en grands résultats ; les militaires les doivent étudier.

» 5° Dans cette campagne et dans celle de 1648, Turenne parcourut l'Allemagne en tous sens avec une mobilité et une hardiesse qui contrastent avec la manière dont la guerre s'est faite depuis. Cela tenait à son habileté et aux bons principes de guerre de cette école. »

En Flandre, le duc d'Enghien, qui avait succédé au duc d'Orléans dans le commandement de l'armée, s'empara de Furnes et de Dunkerque.

En Italie, nos armées échouèrent devant Orbitello par suite de la mort du brave de Brézé, *surintendant des mers*, tué au combat naval du 14 juin. L'échec d'Orbitello fut réparé par la prise de Piombino et par celle de Porto-Longone.

L'année 1647 ne fut pas heureuse pour la France. Par suite du traité conclu à Munster entre l'Espagne et la Hollande, Turenne fut obligé de repasser le Rhin et d'entrer dans le Luxembourg.

En Flandre, l'archiduc Léopold s'empara d'Armentières, malgré l'énergique défense de Du Plessis-Belliard, il prit aussi Commines et Landrecies.

En Italie, le connétable de Castille s'empara de Nice et de la Paille.

En Catalogne, le duc d'Enghien fut obligé de lever le siége de Lérida. Le 8 mai 1647, le prince de Condé quitta Barcelone, et en six jours de marche arriva devant Lérida dans le dessein d'en former le siége. Un mur épais, divers

(1) Général suédois qui avait remplacé Torstenson.

bastions, quelques ouvrages à corne, un fossé large et profond, un beau château qui lui sert de citadelle, la rendent moins redoutable que sa position sur un roc si vif et si dur, qu'il est presque impossible de le percer. Philippe IV en avait confié la défense à dom Georgio Britt, Portugais, l'un des hommes de l'Europe qui avait le plus de valeur, d'expérience, de réputation, de générosité et de politesse. La garnison était composée de quatre mille hommes d'élite, la place munie d'une artillerie nombreuse, et d'une si grande quantité de vivres et de munitions de guerre, qu'il eût été difficile de les épuiser en six mois de tranchée ouverte.

L'armée française ne montait qu'à seize mille hommes mal payés, et presque tous mauvais soldats. Le maréchal de Grammont la commandait sous les ordres du prince; le comte de Marsin et le duc de Châtillon remplissaient les fonctions de lieutenants-généraux; le marquis de la Moussaie, M. d'Arnauld, le comte de Broglie, le chevalier de la Valière, le marquis de la Trousse et le comte de Tavannes, celles de maréchaux de camp.

Condé s'établit dans les lignes du comte d'Harcourt, qui, quelques mois auparavant, avait inutilement bloqué Lérida. La paresse des Espagnols les avait laissées subsister. Le prince les assura par de nouveaux forts, et forma toutes ses dispositions. Dès les premières attaques, le chevalier de la Valière fut tué. Sa mort resta sans vengeance, parce qu'on attendait de jour en jour la grosse artillerie. Ce retard forçait l'armée à rester inactive. Il frémissait contre le ministre ennemi de sa gloire. Pour surcroît de disgrâce, la Sègre, grossie par la fonte des neiges des Pyrénées, déborda avec tant de violence, qu'elle entraîna avec ses eaux rapides tous les ponts de communication. A l'instant, Britt, qui suivait toutes les démarches, toutes les situations de l'ennemi, épiant toutes les occasions favorables, sortit de la place avec la plus grande partie de sa garnison. Profitant de l'absence du prince et du maréchal occupés à prendre quelques châteaux, il fondit sur le quartier de Marsin, abandonné à ses propres forces, et qui avait envoyé la cavalerie fourrager à plusieurs lieues du camp. Marsin s'arme de tout son courage. Il se présente d'un air intrépide à la garnison de Lérida, et soutient pendant près de deux heures tous les efforts des Espagnols. Animés par l'exemple de leur chef, les Français font des prodiges. Ils repoussent le gouverneur, attaquent, renversent quatre cents chevaux embusqués dans les masures d'un faubourg. L'ennemi, déconcerté, cherche son salut dans la fuite. Les vaincus se jettent dans la rivière et regagnent à la nage les remparts de leur ville.

Cependant Condé revient au camp, rétablit les ponts, et dispose deux attaques. L'une, qu'il conduit lui-même, embrasse une vieille église changée en forteresse et située à deux cents pas de la ville. L'autre, dirigée par Grammont, est dressée vers une chapelle non moins fortifiée que le temple. Le 28 mai, le régiment de Champagne, précédé des vingt-quatre violons du prince (1), ouvre la tranchée en plein jour avec toutes les démonstrations de la joie et de l'espérance. Tout répond d'abord aux vœux des assié-

(1) Dans toute l'Europe on a traité cette action de fanfaronnade. « On ne savait pas, dit Voltaire, que c'était l'usage en Espagne. »



Typ. Chaumont et Lepin.

MAISON DU ROI.

Gardes du Corps.

Compagnie de Tresmes.

1667.

Pl. 14.

geants. Les progrès sont rapides. L'officier, le soldat même, animés par le succès, se livrent avec ardeur aux travaux pénibles de la guerre que leur général partage avec eux; mais bientôt tout change : le découragement succède tout à coup à cette allégresse martiale. En vain le prince prie et menace; en vain il punit et récompense; le guerrier, immobile, se refuse à d'inutiles fatigues. Britt, qui avait vu tranquillement les premières approches des Français, s'aperçoit qu'il est temps d'agir. Il redouble le feu de son artillerie et de sa mousqueterie. Il prépare chaque jour des sorties terribles et meurtrières. Plusieurs fois il nettoie la tranchée, détruit les travaux, renverse les batteries. Dans l'une de ces actions, qui fut la plus sanglante du siége, il se précipita sur la tranchée de Condé, suivi de plus de la moitié de sa garnison. En moins de quelques minutes il massacra tous les mineurs, brûla les fascines, encloua le canon, blessa à la tête et prit M. d'Arnaud. Déjà un régiment suisse, effrayé d'un si grand désastre, avait abandonné tous les postes, lorsque Condé accourut lui quatrième. D'abord il força les Suisses à retourner à la tranchée; il dégagea d'Arnaud, regagna, à découvert et sous le feu de la place, tous les postes abandonnés, et obligea le gouverneur à chercher un asile dans Lérida.

Le prince, après ce coup de main, se hâta de rétablir les ouvrages. Cinq jours entiers furent employés à ce pénible travail; on se portait aux attaques avec une nouvelle ardeur. Britt, étonné de tant de constance, résolut de tout hasarder pour arrêter les progrès qui pouvaient bientôt lui devenir funestes. Le 11 de juin, dans l'instant même que Condé quittait la tranchée pour aller dîner chez le comte de Marsin au delà de la Sègre, la garnison presque entière sortit de Lérida, et tomba sur le régiment de Montpouillon, à la tête duquel le marquis de la Moussaie gardait les travaux. Le succès des assiégés fut rapide. Une partie du régiment fut taillée en pièces. L'autre n'échappa que par une prompte retraite. La Moussaie défendit presque seul la batterie, n'ayant d'autre espoir que de périr l'épée à la main. Au bruit effroyable qui se fait entendre, le prince, prêt à passer la rivière, s'arrête, prête l'oreille, distingue des clameurs, en devine la cause, donne des ordres, et court à bride abattue vers la tranchée, dont les ennemis étaient maîtres. Le premier objet qui frappe ses regards, ce sont ces mêmes Suisses qui se distinguent par des faits d'armes héroïques. A la vue du prince, ils remplissent l'air de cris d'allégresse. Leur fureur guerrière se ranime, les Espagnols sont repoussés et les postes perdus. Cependant l'infatigable Britt, dangereusement blessé, se faisait traîner en chaise sur les remparts et à la brèche, encourageant le soldat, plus encore par ses actions que par ses paroles, augmentant sans cesse le feu de son artillerie, paraissant enfin déterminé à s'ensevelir sous les débris de sa place. Il avait rassemblé une si grande quantité de feux d'artifice et de grenades, qu'il vint à bout deux fois de brûler la galerie des assiégeants. Elle ne fut rétablie qu'avec beaucoup de peine. Une si opiniâtre résistance avait tellement découragé l'infanterie française, qu'elle s'enfuyait aussitôt qu'elle entendait le funeste cri d'*alerte à la muraille!* qui partait de la place, et qui était toujours suivi d'un sanglant combat.

Malgré la défense héroïque du gouverneur. Lérida eût succombé si le prince

eût reçu de la France le nombre de troupes et la quantité de munitions qui lui avaient été promis, ou même si la désertion causée par l'excès des chaleurs et des fatigues n'eût ruiné l'armée. Déjà il était venu à bout de faire brèche à la contrescarpe de la ville et à celle du château. Tout à coup il apprend qu'une armée espagnole, une fois supérieure à la sienne, s'approche pour le combattre. Il n'y avait pas à délibérer ; il fallait ou emporter la place d'assaut, ou se résoudre à lever le siége. Cruelle alternative ! L'invincible Condé est forcé de songer à la retraite. Il assemble ses capitaines et leur expose son projet. Cette résolution était désirée depuis longtemps. Elle fut applaudie, et l'on se disposa à la retraite avec tous les transports de la joie la plus vive. On la fit heureusement le 17 de juin, et Britt, qui était sorti de Lérida avec toute sa garnison, n'osa attaquer l'arrière-garde. Ce capitaine, durant tout le cours du siége, s'était distingué par des procédés généreux. Il ne laissa passer aucun jour sans envoyer des rafraîchissements au prince. Quand ce héros eut abandonné son entreprise, il lui écrivit qu'il se serait fait une véritable joie de lui apporter les clefs de Lérida, si son devoir ne l'eût forcé de ne les remettre qu'entre les mains du roi qui lui en avait confié la garde.

Mais Condé était homme à reprendre une revanche éclatante. La fortune lui en offrit l'occasion dans les plaines de Lens.

Les maréchaux de Gassion et Rantzau luttaient en Flandre avec des troupes inférieures en nombre contre l'archiduc. Dans cette guerre de siéges, Français et ennemis prenaient et perdaient successivement villes et forteresses, sans que cette lutte amenât aucun résultat. C'est ainsi que Dixmude et La Bassée étaient tombés au pouvoir du maréchal de Gassion, et Landrecies au pouvoir de l'archiduc Léopold, puis avaient été repris alternativement. Les deux maréchaux français se séparèrent alors. Le maréchal Rantzau marcha du côté de la mer pour défendre Dixmude, et le maréchal Gassion vers l'Artois pour s'emparer de Lens, occupée par les Espagnols. La prise de Lens coûta la vie au brave maréchal Gassion, et amena la belle bataille que Condé livra sous les murs de cette ville. Un mot auparavant sur ce siége et sur la mort du brave Gassion. Ce général, qui avait pour maxime de ne pas croire à l'impossible, avait entrepris le siége de cette ville malgré le renfort que l'archiduc venait d'y jeter. Il fit aussitôt ouvrir la tranchée et pressa les travaux avec un zèle inouï. Le siége ne dura que huit jours. *La France*, dit Monglat, *en gagnant une bicoque, perdit un grand capitaine.* Pendant les travaux de la tranchée, il avait ordonné à un sergent d'aller arracher le pieu d'une palissade. Voyant ce soldat balancer par la crainte du péril, il y alla lui-même et reçut un coup de mousquet à la tête, dont il mourut.

Ce général était la terreur des Espagnols. Bon politique, infatigable, ardent, intrépide, Gassion était arrivé à la dignité de maréchal de France en passant par tous les grades. Sa vie est une longue suite d'actions brillantes et de coups de main audacieux. Un officier lui ayant représenté les difficultés presque insurmontables de ce siége : *J'ai dans ma tête et je porte à mon côté*, lui répondit Gassion, *de quoi surmonter cette prétendue impossibilité.* Le cardinal de Richelieu,

qui connaissait ce caractère, assurait qu'il ne pouvait y avoir de difficultés pour Gassion, auquel il disait d'une manière obligeante: *Pour moi, je fais grand cas d'un oser, et je sais tout ce qu'il vaut.* Ce mot seul peint Gassion, et sa vie en fut une continuelle pratique (1).

Lens tomba au pouvoir des Français; car le maréchal de Rantzau, accourant en toute hâte à la nouvelle de la mort de Gassion, vint prendre le commandement à sa place, et, après neuf jours de tranchée ouverte, força la ville à capituler (1647). Mais cette ville était à peine au pouvoir des Français, que les Espagnols songèrent à la reprendre; l'archiduc Léopold vint en former le blocus en 1648. La régente et Mazarin portèrent aussitôt leurs regards sur l'Artois; le prince de Condé leur parut seul capable d'arrêter les progrès d'un ennemi formidable. Condé, qui venait de perdre son nom d'irrésistible sous les murs de Lérida, s'empressa d'accourir pour venger, sous les murs de Lens, son insuccès de la Catalogne. Il n'avait que huit mille hommes d'infanterie et six mille de cavalerie. Mais on sait quel parti il tirait des plus faibles troupes, quelle force il savait communiquer à ses soldats. Il divisa son armée en quatre corps, donna le commandement de l'aile gauche à Grammont, celui du centre à Châtillon, confia la réserve à d'Erlach, et se réserva le commandement de l'aile droite. Ayant ainsi fait ses dispositions, Condé recommanda à ses soldats de se regarder marcher les uns les autres, afin de mieux observer les distances et les intervalles; de combattre toujours, infanterie et cavalerie, sur la même ligne; d'aller à la charge lentement et au petit pas; enfin, d'essuyer le premier feu de l'ennemi sans tirer. A la vue de ces préparatifs, qui annonçaient une action générale, l'armée se livra à de grands transports de joie et d'allégresse. Pour toute harangue, Condé se contenta de dire à ses soldats, avant de livrer la bataille : « Mes amis, ayez bon courage; il faut nécessairement combattre aujourd'hui. Inutilement on chercherait à reculer, vaillants et poltrons, tous se battront, les uns de bonne volonté, les autres par force. » Cette allocution fut interrompue par mille cris de *Vivent le roi et M. le Prince*. L'infanterie jetait ses chapeaux en l'air; la cavalerie mit le sabre à la main, comme pour charger sur-le-champ. Ce mouvement avait pour cause

(1) Fils d'un président au parlement de Pau, sa passion pour le métier des armes fut longtemps traversée. Son père, en consentant à le laisser suivre son génie, lui dit avec chagrin : « Souvenez-vous, mon fils, de ce que je vous ai tant de fois répété sur la délicatesse du métier que vous allez faire. Sachez que vous m'aurez pour le plus grand de vos ennemis si vous manquez de cœur, et que je serai le second de tous ceux que vous pourrez quereller mal à propos. » Son père, mécontent de sa détermination, ne lui donna aucun argent pour gagner la Valteline, où il allait servir sous le duc de Rohan ; il n'avait que vingt à trente sols pour son voyage, disaient les écrivains contemporains, de manière que dans les routes il mettait ses souliers au bout d'un bâton pour ne pas les user. Après la campagne de la Valteline, il s'attacha au duc de Rohan, et passa ensuite au service de Gustave, dont l'armée était la meilleure école de l'Europe. Il s'y distingua tellement, qu'il remplit toute l'Allemagne de sa renommée. De retour dans sa patrie, il reçut un commandement en Flandre et y trouva à la fois la gloire et la mort.

un sentiment bien vif, la vengeance. Les Espagnols, fiers des succès qu'ils venaient d'obtenir par la prise de quelques villes, s'étaient vantés d'obliger nos soldats à fuir sans combat partout où ils les rencontreraient. C'est plus qu'il ne fallait pour irriter la susceptibilité des vainqueurs de Rocroi et de Nordlingen.

Les Espagnols ne faisaient pas paraître moins d'ardeur; Léopold comptait sur une victoire éclatante. Dix-huit mille combattants, trente-huit pièces de canon, l'avantage du poste où il prétendait recevoir la bataille, semblaient la lui promettre. Le baron de Beck, général plein d'expérience et de valeur, partageait avec le prince les fatigues du commandement. Beck, simple laboureur, était devenu soldat, puis capitaine, puis officier général, et enfin maréchal général de camp, et gouverneur du duché de Luxembourg. Son seul mérite avait élevé sa fortune, et son nom était devenu un des plus illustres de l'Europe. Dans la nuit du 18 au 19 août, Lens se rendit à l'archiduc, lorsqu'au matin parut Condé. Le général espagnol s'était placé dans la position la plus formidable; son aile droite, composée de tout ce qui restait à l'Espagne de vieilles bandes échappées au désastre de Rocroi, était appuyée à la ville de Lens, couverte sur son front de ravins et de chemins creux. Le corps de bataille occupait plusieurs bourgs et hameaux naturellement retranchés par des haies vives et des fossés; enfin, l'aile gauche était postée sur une éminence qu'on ne pouvait aborder qu'après avoir franchi quantité de petits défilés.

Condé eut recours à toutes les ressources de son génie pour arracher Léopold de ce poste avantageux; escarmouches, canonnades furieuses, stratagèmes, tout fut employé sans succès. A cette ardeur impétueuse, l'archiduc opposa le flegme et la circonspection. Le jour manqua au prince français; il aurait voulu camper à la vue de l'ennemi, mais le terrain qu'il occupait était si stérile et si ingrat, qu'on n'y trouvait ni eau ni fourrages. Cependant les chevaux n'avaient ni bu ni mangé depuis seize heures; il se voyait obligé de rebrousser chemin, et de gagner le village de News sur la route de La Bassée, où il devait trouver tous les secours nécessaires à une armée. Cette résolution prise, il délibéra s'il l'exécuterait la nuit ou le jour. Quoique le premier parti fût le plus sûr, il préféra le plus glorieux; il voulut que le soleil éclairât sa retraite, dans l'espérance que l'ennemi, témoin d'un mouvement si hardi, le suivrait dans une plaine dont il comptait faire un théâtre de victoires.

Au lever de l'aurore, le corps de réserve s'ébranle suivi de l'armée distribuée en six colonnes. La première ligne de la droite formait l'arrière-garde couverte et protégée par dix escadrons aux ordres du marquis de Noirmoutier. Le baron de Beck s'aperçoit de cette marche audacieuse; aussitôt il part avec les Croates et toute la cavalerie lorraine, la meilleure qu'il y eût au service de l'Espagne, et franchit l'espace qui le sépare des Français. Condé fait arrêter ses gendarmes; Beck tombe sur l'arrière-garde; Noirmoutier le reçoit avec vigueur, le combat est sanglant, les Français sont enveloppés, enfoncés, massacrés. Alors le prince donne le signal à la gendarmerie; Châtillon la conduit. Elle fond comme un torrent sur les Lorrains, qui cherchent à leur tour leur salut dans la fuite. L'archiduc fait marcher la cavalerie à leur secours. Sou-

dain ils reprennent courage et reviennent au combat. Bientôt cette masse énorme de cavalerie, se précipitant avec autant de furie que d'intrépidité sur les gendarmes, les culbute, les disperse et leur arrache la victoire. Le danger ne pouvait être plus grand et plus manifeste. Condé, qui l'avait prévu, se préparait à soutenir tout l'effort de Beck avec huit escadrons. Il exhorte ses guerriers à combattre en Français, et tous lui promettent de mourir à ses pieds plutôt que de l'abandonner. Il s'avance à la tête du régiment de son nom pour recevoir l'ennemi. Ces hommes, qui venaient de lui promettre des prodiges de valeur, étonnés de la défaite des gendarmes, du nombre, de la fureur et des cris de ceux qui les poursuivaient, perdent à la fois la tête et le courage. En un instant le prince se trouve seul sur le champ de bataille. En vain il appelle ses soldats; ses soldats sont sourds à ses prières, à ses menaces. Il est sur le point d'être pris. Un page qui le suivait est arrêté à ses yeux. Il va rejoindre en frémissant quatre escadrons qui, honteux de s'être laissé emporter aux mouvements contagieux de la frayeur, font halte vers un rideau situé au pied d'une éminence où les autres étaient allés chercher un asile. Il les rallie aux gendarmes et les fait tourner vers l'ennemi. Ce mouvement soudain et hardi étonne Beck; dans le désordre où l'a mis une poursuite trop vive, il n'ose les charger. Il ramène sa cavalerie sur une hauteur en attendant l'archiduc. Il envoie à ce prince aides de camp sur aides de camp pour l'exhorter d'accélérer sa marche, lui exagérant le désordre et la frayeur des Français, lui promettant de lui amener Condé prisonnier, le félicitant enfin d'une victoire aussi glorieuse que celle de Pavie et de Saint-Quentin.

A cette nouvelle, Léopold précipite en quelque sorte ses troupes et quitte un poste inattaquable pour achever son triomphe. Sa surprise fut grande lorsqu'au lieu du trouble et de la confusion, il vit tout en ordre parmi les Français. Par des prodiges d'activité, de prévoyance, d'habileté, le prince avait en peu de temps réparé les suites de l'échec qu'il venait de recevoir. Tous les officiers généraux étaient en ce moment rangés à ses côtés pour recevoir des ordres.

« Messieurs, leur dit-il, il faut vaincre ou mourir. » On obéit : chacun court à son poste. L'âme du grand Condé, selon l'expression d'un célèbre écrivain, passe, pour ainsi dire, tout entière dans le cœur des Français. Le prince ne changea rien au plan de la bataille; seulement de la première ligne de la droite fatiguée, et encore ébranlée de sa déroute, il fit la seconde. On a toujours regardé ce mouvement hardi et décisif comme une des principales causes de la victoire. Il caractérise la présence d'esprit, le sang-froid et la connaissance profonde que Condé avait du cœur humain. Les troupes, dominées par l'ascendant du génie, exécutèrent ce mouvement avec la même précision et la même rapidité qu'une évolution ordinaire. Les deux lignes changèrent de poste en passant par les intervalles l'une de l'autre; à peine l'ennemi attentif s'aperçut-il de cette manœuvre audacieuse. Le prince rallia avec la même facilité les gendarmes, qu'il plaça au centre. Ensuite il parcourut les rangs en s'écriant : « Amis, ayez bon courage, et souvenez-vous de Rocroi, de Fribourg

et de Nordlingen. » Il dit, et l'air retentit de fanfares. A cette musique guerrière succède un silence profond et menaçant. Condé et Grammont s'embrassent à la vue de l'armée et volent chacun à la tête de sa ligne. Huit heures du matin sonnaient lorsque l'armée française descendit dans la plaine. L'artillerie la précédait, faisant sans cesse des décharges terribles.

A cinquante pas, l'archiduc donna le signal; le prince de Salm, à la tête de la première ligne de la gauche des Espagnols, marche en avant. Les deux armées s'approchent, escadron contre escadron, fantassin contre fantassin. On eût dit un duel d'armée à armée, d'homme à homme, et non une bataille. Chacun présente le pistolet, attendant dans un profond silence, sans aucun mouvement, que l'ennemi ait tiré. Condé avertit les siens qu'ils vont avoir un choc furieux à soutenir, mais que ce danger essuyé, la victoire est à eux. Tandis qu'il parle, l'ennemi, plus impétueux, fait une décharge terrible. Presque tous les officiers du premier rang sont blessés ou démontés. Condé, à la tête du régiment de Villette (autrefois de Gassion), enfonce l'épée à la main l'escadron qui lui est opposé. Les autres généraux l'imitent et triomphent comme lui de la première ligne des ennemis; mais la seconde ligne, composée de troupes lorraines, s'ébranle, attaque et renverse à son tour celle des Français.

Le prince accourt, rallie les fuyards et les ramène à la charge. L'action devient terrible. On enfonce et l'on est enfoncé tour à tour. Condé ne connaît plus le danger, en une heure il charge douze fois. Il passe d'un lieu à l'autre avec la rapidité de la foudre. Il semble se multiplier. Bientôt ces braves Lorrains, tant de fois vainqueurs, épuisés, abattus, plient, reculent et prennent décidément la fuite, entraînant dans leur déroute l'aile entière et le corps de réserve, dont le vainqueur fait un grand carnage.

Grammont, après avoir soutenu à bout portant une charge terrible, était tombé sur la première ligne de la droite des Espagnols et l'avait renversée. Il enfonça ensuite et battit la seconde ligne sans lui donner le temps de se reconnaître. Il poursuivit enfin les vaincus jusqu'au défilé de Lens, où il rencontra Condé. Ces deux généraux, pour se féliciter de leur succès, s'approchent et se jettent dans les bras l'un de l'autre. Cependant le régiment des gardes françaises, emporté au delà de la ligne par un excès de courage, avait attaqué et détruit un régiment espagnol et deux régiments allemands. Mais, pris en flanc lui-même par un régiment de cavalerie conduit par l'archiduc en personne, il allait être taillé en pièces, quand Châtillon parut soudain à la tête des gendarmes et des gardes du prince. Enfoncer la cavalerie espagnole et la dissiper ne fut l'affaire que d'un instant. Toute l'infanterie s'ébranle dans ce moment et fond sur les bataillons ennemis, qui, découragés par l'entière défaite des escadrons, étaient à moitié vaincus. En vain le général Beck fit tout ce qu'on devait attendre d'un capitaine vieilli dans les batailles; mais il ne peut empêcher la déroute des siens. Lui-même fut pris, percé de coups, baigné dans son sang et conduit à Arras, où peu de temps après il mourut de désespoir.

L'archiduc, ne voyant plus d'espérance, prit enfin la fuite avec le comte de

Fuensaldagne, et chercha un asile dans la ville de Douai; le vainqueur fit grâce aux débris de l'infanterie qui s'étaient ralliés en un seul bataillon, e donna la vie à huit cents hommes renfermés dans Lens. Près de quatre mille morts restèrent sur la place; six mille prisonniers, huit cents officiers, tous les drapeaux, tous les étendards au nombre de cent vingt, toute l'artillerie tous les bagages furent les trophées de la victoire. Il n'en coûta qu'une heure et cinq cents hommes au prince pour anéantir cette armée si florissante, qui ne prétendait pas moins que de pénétrer jusqu'à Paris.

Cette brillante victoire termina la guerre. La France, la Suède, l'Autriche et tous les états d'Allemagne conclurent le traité de Westphalie, qui servit de base à la constitution et à l'équilibre des états européens. La France et la Suède reçurent des accroissements de territoire; on céda à la première une partie de l'Alsace et les trois évêchés de Lorraine. Les protestants acquirent des droits politiques comme les catholiques; les petits états d'Allemagne virent les leurs augmentés et assurés. Aucune résolution de paix ou de guerre ne put être prise sans le consentement de ces états, qui se trouvèrent ainsi arrachés à la domination de l'Autriche (1648).

Mais la France et l'Espagne n'avaient point encore déposé les armes. La guerre continua. On eût dit qu'il s'agissait là d'une rivalité implacable entre les races royales, et pourtant c'était une reine espagnole qui gouvernait la France. C'est dans ces circonstances qu'eut lieu la Fronde.

La Fronde fut le contre-coup du gouvernement de Richelieu; elle retentit après sa mort comme l'écho affaibli de la féodalité expirante, et comme l'expression menaçante dans l'avenir de la puissance naissante des parlements, des bourgeois et du peuple. Ce mouvement, éclatant dans le même temps que la révolution d'Angleterre où tomba sur l'échafaud une tête de roi; en même temps que la révolution de Naples opérée par un homme du peuple; en même temps que l'insurrection de la Catalogne entreprise au nom des franchises municipales, ce mouvement, disons-nous, ne semble-t-il pas le présage des grands événements qui, dans le siècle suivant, devaient briser en éclats la monarchie française et bouleverser la constitution politique de l'Europe?

C'est donc à tort qu'on l'a rapetissée aux proportions d'une intrigue de ruelles, d'une mascarade politique.

Mazarin, héritier de la puissance de Richelieu, de ses principes, de ses projets, mais doué d'un caractère plus souple, plus insinuant, eut à lutter à l'intérieur contre les grands seigneurs, qui avaient relevé la tête dès que ne pesa plus sur eux le joug de fer de Richelieu; contre les parlements, sur lesquels s'était appuyé le ministre de Louis XIII pour porter à la féodalité les coups terribles dont il l'accabla, et qui, devenus puissants par lui, voulurent conserver et leur puissance et leurs droits; et enfin contre le peuple, sur lequel le parlement s'appuyait à son tour.

A l'extérieur, c'est là un des beaux titres de gloire de Mazarin, il continua avec persévérance, avec gloire, avec succès la politique du cardinal. Si Richelieu employa contre l'empire les masses de ses armées, Mazarin les tourna

contre l'Espagne. Élève et confident de Richelieu, il connaissait les secrets du vaste système de son maître, sur cette politique extérieure, qui pendant si longtemps avait décidé du sort de l'Europe. C'est pendant la durée de son ministère que se sont accomplies en France les plus grandes actions de guerre et de conquête, qu'ont été signés les traités de paix les plus avantageux. C'est au bruit du canon de Rocroi et de Fribourg que commence le pouvoir de Mazarin; c'est au bruit des acclamations de la foule, au milieu des réjouissances publiques qu'il finit à la paix des Pyrénées. Mazarin a mis la dernière main à l'œuvre de Henri IV et de Richelieu.

Quoi qu'il en soit, les troubles de la Fronde interrompirent la série des victoires qui, depuis 1639, illustraient le nom français. Turenne et Condé, jetés au milieu de ces troubles, tirèrent contre le fils l'épée qui avait si glorieusement défendu le père. Tous deux passèrent successivement sous les drapeaux de l'Espagne, et tous deux furent vaincus, l'un à Rhétel, l'autre au faubourg Saint-Antoine. Nous retracerons ces deux batailles où se dessinent d'une manière si vive le caractère et le talent de ces deux capitaines

Turenne, le premier, entraîné dans le parti des frondeurs par la belle duchesse de Longueville, fit un traité avec l'Espagne. Il prit un commandement dans l'armée étrangère (1650), et s'avança vers Paris. Après s'être emparé du Catelet le 15 juin, de la Capelle le 3 août, il se porta sur Vincennes pour délivrer les princes, arrêtés par ordre de Mazarin. Grâces à ces troubles, à ces défections et à l'appui du génie de Turenne, les Espagnols prenaient nos places fortes et pénétraient de nouveau dans le cœur du royaume. Le maréchal Du Plessis-Praslin s'était approché de Réthel, tombé depuis peu en leur pouvoir. Turenne fut obligé de revenir sur ses pas pour le combattre; toutefois il laissa investir cette place, ne voulant la secourir que lorsqu'elle serait assiégée dans les formes. Delli-Ponti, le premier homme de ce temps pour la défense des villes, en était gouverneur, et dix-huit cents hommes le secondaient. Cependant ce capitaine, lâche ou traître, se rendit trois jours après les premières attaques. La ville était prise lorsque Turenne parut devant le maréchal Du Plessis-Praslin. Il fallut songer à une prompte retraite. Turenne ne put éviter le combat. Il servait en qualité de lieutenant-général sous don Estevan de Gamare. Le premier choc fut terrible. Le vicomte, commandant l'aile gauche des Espagnols, tomba sur la droite des Français, la rompit, la mit en fuite, et se précipita victorieux sur la gauche. Cette aile venait de triompher de la droite des Espagnols conduite par don Estevan. Animée par le succès, elle attendit, sans se troubler, Turenne qui accourait; elle l'enveloppa tout à coup; elle le pressa, et l'accabla en tête, en queue, en flanc, en sorte qu'il eut bien de la peine à se retirer, suivi du seul de la Barge, lieutenant de ses gardes, et dont le cheval était blessé. Après avoir marché quelque temps, ils aperçurent cinq cavaliers qui venaient à toute bride pour les arrêter. La Barge dit à Turenne : *Je n'ai qu'un pistolet à tirer, monsieur, que voulez-vous faire ? — Mourir,* dit-il, *la Barge, plutôt que de retourner en France servir de spectacle.* Deux de ces cavaliers, qui marchaient un peu devant les autres, s'étant approchés d'eux,

la Barge alla à un et le tua de son pistolet. L'autre, ayant joint le vicomte, le prit par le baudrier, et lui dit : *Bon quartier, M. de Turenne.* Le général le tua d'un coup d'épée. Des trois cavaliers qui restaient, l'un, qui paraissait être officier, tire un coup de pistolet au vicomte et le manque; ensuite ils se retirent tous trois, craignant d'avoir le même sort que leurs compagnons. Un officier du régiment de Beauveau, passant dans cet instant, et ayant reconnu M. de Turenne, lui donna son cheval, avec lequel il poursuivit sa route sans rencontrer aucun ennemi. Dans cette bataille fameuse, surtout parce que Turenne la perdit, les Français firent deux mille prisonniers et se rendirent maîtres de huit pièces de canon.

Turenne, quoique vaincu à Réthel, parut si grand aux Espagnols, qu'ils lui donnèrent pouvoir de nommer à tous les emplois qui vaquaient par la mort des officiers tués dans le combat, et lui envoyèrent cent mille écus à compte sur ce qu'ils lui avaient promis. Mais cet homme, vertueux jusque dans ses égarements, averti qu'on travaillait à la liberté des princes, renvoya les cent mille écus, et ne crut pas devoir prendre l'argent d'une puissance avec laquelle il prévoyait que son engagement allait finir.

A peine le grand Turenne a-t-il déposé son épée de sujet rebelle, que le prince de Condé, à son tour, lève l'étendard de la révolte (1652). Il surprend à Blenau le maréchal Hocquincourt, et essaye d'enlever la cour, qui était à Gien. Mais Turenne, à la tête des troupes royales, déjoua les projets du prince, et défit son armée au combat d'Étampes.

Condé se porta alors sur Paris, et s'établit sur les bords de la Seine, vers le faubourg Saint-Antoine. Les barrières de ce faubourg devinrent entre ses mains des remparts; l'esplanade, le terrain de la porte de Paris, sous le feu de la Bastille, furent sa place d'armes. Construire de nouvelles barricades, élever des retranchements, les munir de fossés, créneler des maisons, les garnir de mousquetaires, disposer son artillerie et ses troupes dans des postes avantageux, voir d'un coup d'œil, exécuter rapidement ce qu'il y avait à faire; tels furent les travaux opérés en peu de jours par le prince de Condé dans ce faubourg que l'on regardait comme devant être le terme de sa gloire.

Pour se former une idée précise et claire de ce combat, jetons les yeux sur le terrain qui en fut le théâtre. Le faubourg Saint-Antoine, l'un des plus vastes de la capitale, forme une patte d'oie; trois rues immenses aboutissent à la porte de la ville : elles sont coupées par d'autres rues qui les traversent.

Content d'avoir acculé son ennemi sur les bords de la Seine, Turenne voulait attendre l'artillerie et les troupes du maréchal de la Ferté pour assurer son succès. Le 5 juillet 1652, il s'avance et fait des dispositions telles qu'il ne devait lui échapper aucun ennemi si les Parisiens ne rompaient leur neutralité en recevant le prince de Condé dans leurs murs. Il rangea son armée sur une ligne courbe depuis Charonne jusqu'à la Seine, et prépara trois principales attaques. La première, à droite, aux ordres de Saint-Mégrin, embrassait la rue de Charonne et les rues adjacentes. Le duc de Navailles conduisait celle de la rue de Charenton. Turenne se réserva celle du milieu, qui menaçait la grande rue.

Condé jeta les yeux sur Tavannes pour l'opposer à Saint-Mégrin. Nemours fut chargé d'arrêter Navailles. Varennes et Clinchamps eurent Turenne à combattre. Le prince avait autour de lui un escadron de cinquante gentilshommes ou officiers qui lui étaient personnellement attachés. C'était avec cette troupe d'élite qu'il devait se porter partout où les dangers l'appelleraient. Dans ce combat, livré et soutenu pour les intérêts d'un étranger, l'on voyait les citoyens opposés aux citoyens, les frères aux frères, mêmes armes, mêmes évolutions, mêmes habits, même langage; jamais on ne dut plus redouter de fatales méprises. Pour distinguer les siens dans la mêlée, Condé leur fit arborer au chapeau un bouquet de paille; Turenne donna pour signe de reconnaissance un morceau de papier.

Sur un ordre de Mazarin, le vicomte détache un gros bataillon pour insulter les retranchements ennemis. Condé l'aperçoit; aussitôt il s'élance à la tête de son escadron; il se mêle l'épée à la main, ouvre le bataillon opposé, l'enfonce, le renverse, le taille en pièces, et regagne fièrement son poste avec tous les drapeaux et les officiers qu'il avait pris. Tandis que ces généraux préludaient ainsi à l'action la plus sanglante, du sommet des hauteurs de Charonne, Louis XIV, âgé de quinze ans, regardait, avec le cardinal Mazarin, ses sujets s'entr'égorger; la reine-mère en larmes était prosternée dans une chapelle. Le duc d'Orléans, incertain du parti qu'il devait prendre, restait dans son palais du Luxembourg. Le cardinal de Retz était cantonné dans son archevêché. Le parlement attendait l'issue de la bataille pour rendre des arrêts. Le peuple, craignant également les troupes du roi et celles du prince, avait fermé les portes de la ville, et, bordant les remparts, jouissait du spectacle qui se donnait dans le faubourg, sans laisser entrer ni sortir personne.

Cependant l'attaque devenait générale et terrible. Les gardes françaises emportèrent les barricades de la rue de Charonne, malgré le feu croisé de mousqueterie qui partait des murailles et des maisons. Aussitôt les gendarmes et les chevau-légers entrèrent avec précipitation dans cette rue, devancèrent l'infanterie sans lui donner le temps de balayer les maisons, et pénétrèrent jusqu'au marché. Mais Condé était là; il les repoussa et les précipita jusqu'aux derniers retranchements. Le marquis de Saint-Mégrin, illustre par son courage, ses talents, ses services, périt dans cette attaque avec plusieurs officiers et soldats.

A la gauche, les régiments de Turenne, d'Uxelles, de Carignan, de Clare, donnaient l'assaut aux maisons et aux jardins où Condé avait embusqué une partie de ses troupes. Des ruisseaux de sang inondent les rues, et des cadavres bouchent tous les passages; rien n'arrête la vengeance des royalistes : animés par la fureur, ils avancent sur les cadavres, ils franchissent ces ruines, ils pénètrent jusqu'à dix pas de l'ennemi. On jette le mousquet, on se charge à coups de pistolet, à coups de sabre, à coups de pierre. Les frondeurs cèdent enfin, et sont sur le point d'être accablés, lorsque Condé paraît avec le régiment de l'altesse; les siens reprennent courage. La face du combat change; les royalistes sont repoussés, et les régiments de Clare et de Richelieu entière-

ment défaits. Condé avait à peine rétabli l'ordre, qu'il apprend que le duc de Nemours, après des efforts héroïques, ne peut plus résister au duc de Navailles, qui avait emporté les retranchements, la barrière et la barricade de Charenton. Le prince accourt; il rencontre le marquis d'Éclainvilliers, maréchal de camp, qui précédait la cavalerie du duc de Navailles. Condé l'arrête, l'attaque, taille en pièces sa troupe, et le fait prisonnier. Navailles recule alors, mais fièrement et en bon ordre. Condé l'abandonne pour voler dans la grande rue, où l'attendaient de plus grands dangers. C'était Turenne en personne, qui, à la tête de ses principales forces, avait renversé, emporté et détruit les retranchements, les barricades et les barrières.

Cette longue et large rue ouvrait un vaste passage. En vain Valon et Clinchamp s'efforçaient de l'arrêter par une grêle de balles qui obscurcissent l'air; le vicomte avançait toujours, battant, renversant tout ce qui s'opposait à son passage. Tout lui avait cédé; Turenne allait être maître du faubourg; Condé arrive à la tête de ses gentilshommes. La fortune change; le vicomte est repoussé jusque dans la plaine. Pour réparer cet échec, Turenne prend des bataillons frais; il les mène dans la grande rue; la résistance est inutile, il triomphe encore; les frondeurs, pressés et enfoncés, sont conduits jusqu'à l'abbaye. Déjà les royalistes crient victoire! Condé, couvert de sang et de poussière, vole au milieu d'une grêle de balles, rallie les fuyards, tombe sur l'armée de Turenne; les deux chefs se battent longtemps à la portée du pistolet; le calme, le sang-froid de l'un contrastent avec la fureur martiale qui anime l'autre. Vaincus à leur tour, les soldats de Turenne sont rejetés jusqu'aux extrémités de la grande rue.

Le vicomte forme alors d'autres plans; il détache une partie de son attaque, et fortifie le duc de Navailles, qui, depuis qu'il n'avait plus Condé en tête, avait gagné beaucoup de terrain. Turenne ne suspendait ses efforts que jusqu'à ce que le duc pût, à la faveur des rues intermédiaires, couper les troupes du prince postées à la porte Saint-Antoine, les prendre en flanc et en queue, tandis qu'il les attaquerait lui-même de front. Cette manœuvre habile devait lui assurer la victoire. Informé des succès de Navailles, Condé prend le chemin de la rue de Charenton; il commence un nouveau combat, repousse le duc. Cet avantage ne devait être compté pour rien, s'il ne reprenait les barricades. Mais il était difficile de les approcher. Le duc de Beaufort se met à la tête de l'infanterie pour les enlever. Deux escadrons des troupes de ce prince étaient en vue de ce poste; mais, ne pouvant plus soutenir le feu des royalistes, ils se retirèrent vers le gros de son armée. On avance au milieu du feu des retranchements et des maisons pour les charger; on ne les reconnaît pour amis qu'au moment de l'attaque. Les troupes du roi qui défendaient les barricades, étonnées de l'audace des assaillants, paraissent ébranlées. On vole à elles, on les chasse de leur poste. Beaufort, Nemours, Marillac, la Rochefoucault descendent de cheval, et se jettent dans la barricade, qu'ils prétendent défendre seuls. Les mousquetaires royalistes, qui s'étaient emparés des maisons, ne cessaient de tirer sur eux. En moins de quelques minutes, Nemours reçoit treize

coups dans son armure, la Rochefoucault est blessé au visage d'un coup qui lui fait perdre la vue. Témoin de la valeur et des dangers de ses amis, Condé veut lui-même les dégager. Il rallie ses volontaires, se met à leur tête, fend l'air au galop, au milieu du feu qui part des toits et des fenêtres ; il arrache enfin à la mort ses illustres et braves compagnons d'armes; mais il en coûta la vie à la plupart de ceux qui l'accompagnaient. Ce fut son dernier succès.

En ce moment, le maréchal de la Ferté arrivait avec une armée fraîche et de l'artillerie. Six pièces de canon sont placées à l'entrée de la grande rue; la première décharge balaye l'essaim des soldats de Condé, dont elle était remplie. Ils se réfugient dans les maisons, où ils sont foudroyés par de nouvelles décharges; ils plient de toutes parts, et ne font plus de résistance; ils abandonnent les barricades, évacuent les rues de traverse; on les voit s'accumuler sur leur place d'armes, vers la porte Saint-Antoine. Condé veut les ramener encore une fois au combat; il n'est plus obéi.

Turenne, après quelques moments d'un repos nécessaire, recommence l'attaque de son côté. Tout annonçait l'instant prochain d'un horrible carnage, tout paraissait désespéré, quand Mademoiselle, fille de Gaston, prenant la défense de Condé, que son père n'osait secourir, fit ouvrir les portes, armer les bourgeois, et, ne prenant conseil que de sa seule audace, fit pointer le canon du château de la Bastille sur les troupes royales et sur la cour. Un boulet roula jusqu'aux pieds de Mazarin. Ce cardinal, connaissant le désir de Mademoiselle d'épouser une tête couronnée, dit froidement : *Ce boulet-là vient de tuer son mari*. L'armée royale, victorieuse, se vit ainsi ravir le fruit de son succès.

Condé, sauvé du plus pressant danger, triomphant même dans sa défaite, traversa Paris, et vint camper sur l'autre bord de la Seine, vers la Salpêtrière. Il avait perdu deux mille hommes, et Turenne une fois autant (5 juillet 1652).

Après la pacification de Paris, Condé, condamné à mort par le parlement, s'était jeté dans les bras de l'Espagne. Philippe IV était trop habile pour ne pas accueillir avec faveur un tel proscrit et pour ne pas mettre à profit ses idées de vengeance et ses talents. Il fut placé à la tête de l'armée espagnole et vint combattre sa patrie. Mais un fait digne de remarque, c'est que Condé, à la tête de ces troupes étrangères, fut vaincu plusieurs fois, comme l'avait été Turenne à Rhétel et à Cambrai, avec les mêmes troupes. Cela tenait sans doute à ce que la discipline et la tactique des soldats espagnols étaient tout à fait en opposition avec les principes de l'école française. Ainsi l'armée espagnole était lente, réservée; elle marchait couverte de ses chariots, suivie de ses bagages, et ne se mouvait qu'avec une extrême difficulté. De telles troupes ne pouvaient comprendre et exécuter les attaques de l'impétueux Condé et les mouvements rapides de Turenne. — Napoléon, général des armées autrichiennes en Italie, en 1796, n'eût pu opérer les merveilles de ses belles campagnes.

Les premières opérations de Condé à la tête des armées étrangères eurent lieu sur la Meuse. Louis XIV venait d'être sacré à Reims. Il partit de cette ville pour rejoindre ses troupes et faire contre son sujet rebelle le premier ap-

prentissage des armes. Les Espagnols tenaient la ligne d'Arras, d'Amiens, de Laon, de Bar, de Chaumont et de Bedfort. C'est sur le centre de ces lignes que se portèrent les efforts des Français. Le roi avait le courage héréditaire des princes de sa race. Plus d'une fois il mit l'épée à la main comme un brave cadet, « comme ses glorieux courtisans au noble courage, au manteau soyeux, couvert de la boue des gabions, de la terre des boulets et du sang des mousquetades (1). »

La campagne de 1654, du vicomte de Turenne et du prince de Condé, se concentre dans la Flandre avec des alternatives de succès et de revers. Condé se porte sur le Quesnoy au cœur de l'hiver; Turenne se porte sur le Catelet pour faire diversion. Turenne s'empare de Landrecies. Condé vient le surprendre au milieu de ses quartiers d'hiver; car alors il n'était pas d'armée qui fît la guerre quand arrivait la saison des froids. Le soldat rentrait dans les villes, se casematait dans de bonnes garnisons. Le gentilhomme quittait le harnais de guerre pour l'habit de soie, et revenait dans la capitale pour assister aux fêtes de la cour. Puis, au premier soleil de mars, le soldat reprenait ses armes bien fourbies et se remettait en campagne; le gentilhomme s'arrachait à sa vie de plaisir et de gracieuse oisiveté pour courir aux frontières et voler à la tranchée. Et certes soldats et officiers n'en faisaient pas moins leur devoir en présence de l'ennemi.

La campagne de 1656 fut plus décisive. Le roi d'Espagne avait rappelé le vieux comte de Fuentaldagno et l'archiduc, et les avait remplacés par Don Juan d'Autriche et par le marquis de Caracenas. La morgue espagnole des deux premiers avait souvent nui aux opérations de Condé. Philippe IV, en confiant à son fils le commandement de l'armée, lui avait dit : *Placez-vous sous les ordres de mon cousin, le prince de Condé; il peut être votre général, il le mérite.*

Au début de la campagne, Condé, par une savante manœuvre, sépare le corps du maréchal de La Ferté de celui de Turenne et le fait prisonnier. *Mon cher La Ferté*, lui dit le prince, *j'aurais mieux aimé prendre votre camarade*.

Ce camarade était Turenne. La défaite de son collègue oblige le maréchal à se replier sur la Capelle, qui devient le pivot de ses opérations, et qui les couvre pendant toute la campagne. Condé pénètre dans la Picardie. Mazarin conclut un traité d'alliance avec Cromwell, et une armée anglaise de six mille hommes débarque à Calais. Cette armée prenant cette place pour point de départ, transporte en Flandre le théâtre de la guerre.

Le siége de Dunkerque occupe les généraux de France et d'Espagne. Turenne et Condé sont encore en présence. Dans ces cinq années de combats, on avait fait des siéges, des marches, des contremarches, on avait pris quelques villes qui avaient été reprises, on n'avait livré aucune bataille décisive. — La campagne de 1658, la dernière de cette guerre qui avait duré huit ans sous Richelieu, et seize sous Louis XIV, se termina par la bataille des Dunes, une des plus remarquables de cette époque.

(1) *Histoire de Louis XIV.*

Dunkerque était au pouvoir des Espagnols. Dans le but de leur enlever cette ville, Turenne partit d'Amiens le 14 mai, et ayant rallié ses troupes au vieux Hesdin, continua sa route vers Dunkerque. Arrivé près de Béthune, il détacha le marquis de Créqui vers Cassel pendant qu'il se portait sur Bergues, où il arriva le 23 mai. Après avoir reconnu la position de Dunkerque, il fit distribuer les quartiers de ses troupes autour de la ville, et prit le sien dans les Dunes du côté de Nieuport. Dès le lendemain, il fit faire des ponts sur les canaux pour la communication des quartiers et fit travailler à la construction des lignes. Bientôt les vingt vaisseaux de la flotte anglaise parurent devant la rade pour seconder les opérations de Turenne.

La ville de Dunkerque paraissait imprenable. Située sur les bords de la mer, protégée au nord et au midi par des collines auxquelles on donne le nom de *Dunes*, elle est en outre entourée vers le sud de canaux et de marais qui en rendent l'accès très-difficile. La mer qui la baigne au nord atteint dans son flux le pied des *Dunes*, qu'elle laisse en se retirant chargées d'un limon solide qu'on nomme l'*estrang*. Turenne commença ses lignes vers le bord de la mer, au pied des *Dunes de l'est*, en leur donnant la forme d'un croissant, les conduisit jusqu'à l'*estrang des Dunes* opposées, afin d'entourer la ville. Pour fermer l'estrang, qui pouvait fournir à l'ennemi quelques passages, il fit faire, depuis l'extrémité des lignes jusqu'à l'endroit où les flots se retirent dans les plus basses marées, deux fortes estacades défendues par de l'artillerie. Enfin, il ouvrit la tranchée, commença les attaques et pressa vigoureusement Dunkerque.

L'armée espagnole, conduite par Don Juan d'Autriche et le prince de Condé, vint pour en faire lever le siége. Elle s'avançait du côté de la Hollande, ayant la mer à sa droite. Dès qu'elle fut arrivée sur les Dunes qui environnent cette place du côté du nord-est, les troupes françaises vinrent se présenter devant elles.

Les généraux espagnols crurent qu'ayant obligé Turenne à se placer entre la ville et leur armée, ils l'avaient mis dans une mauvaise position dont il aurait de la peine à sortir avec gloire. Le prince de Condé, après avoir examiné le camp de son adversaire, était d'avis qu'il fallait se retirer devant un homme qui n'avançait jamais que lorsqu'il était certain du succès. En outre, le terrain occupé par l'armée espagnole était si défavorable, entrecoupé de canaux, couvert de marais, et parsemé de tant de monticules, que le prince de Condé ne put s'empêcher de demander au duc de Glocester s'il avait assisté à une bataille. — *Jamais*, répondit le duc. — *Eh bien, dans une heure, vous verrez comment nous en perdrons une.*

Condé, avec la cavalerie, occupait à la gauche de l'armée espagnole des carrés de prairie coupés de canaux qui ne lui permettaient guère de mettre plus de trois escadrons en bataille d'un canal à l'autre; mais la direction de ces canaux n'était pas telle qu'elle empêchât la cavalerie espagnole de charger l'armée française.

Vers le milieu de leur front, entre les prairies et la mer, les Espagnols avaient fortifié à la hâte une grande dune qu'ils regardaient comme un point capital.

Turenne, qui avait fait ses dispositions pour les attaquer le lendemain au point du jour, les voyant dans la même attitude et leur infanterie rangée sur deux lignes, n'hésita pas à donner l'ordre du combat.

Il composa sa première ligne de dix bataillons et de vingt-huit escadrons; la seconde de sept bataillons et de dix escadrons. Quatre escadrons de gendarmes, rangés derrière la seconde ligne, devaient soutenir l'infanterie de bataille; six autres escadrons formaient la réserve; ils étaient à une distance assez grande pour pouvoir au besoin soutenir l'infanterie laissée devant Dunkerque.

Le maréchal de Créqui eut le commandement de la droite; le maréchal de Castelnau celui de la gauche; Turenne se plaça au centre. Quant aux troupes auxiliaires, lord Lockart commandait les Anglais; le comte de Ligneville les Lorrains; le comte de Soissons les Suisses; le marquis de Salles les gendarmes, et le marquis de Richelieu le corps de réserve.

Ayant ainsi disposé son armée, Turenne voulut communiquer son plan de bataille au chef des Anglais : *Je m'en rapporte bien au maréchal*, dit lord Lockart; *si je reviens, je m'informerai de ses raisons*.

Les deux armées n'étaient éloignées que d'un quart de lieue l'une de l'autre. On donne le signal; le canon gronde. Turenne se précipite sur les bataillons espagnols, les Anglais attaquent la dune élevée à laquelle les ennemis avaient appuyé une extrémité de leur aile droite; tandis que le marquis de Castelnau marche le long de l'*estrang* pour prendre les Espagnols en flanc. Carion Nisas attribue tout le succès de la bataille à cette dernière manœuvre.

« Turenne, dit-il, fit avancer son infanterie dans les Dunes et affecta une marche beaucoup plus lente encore et plus pesante que ne l'y obligeaient la nature du sol et les sables mouvants; il mit trois heures à faire un quart de lieue en bataille. Il avait ses motifs et son but, et voulait attendre l'effet d'un calcul dont il espérait le succès de la journée (1).

» Les deux lignes de l'armée espagnole avaient leur droite appuyée à la mer.

» Castelnau, avec un corps de cavalerie, était à la gauche de Turenne derrière l'infanterie, et caché en partie par les Dunes.

» L'ennemi ne pouvait point envoyer d'éclaireurs sur sa droite qui touchait au flot de la mer, ni par conséquent connaître exactement la position et le nombre de cette cavalerie. Il ne pouvait pas non plus lancer en mer de petites embarcations à la découverte, à cause de la flotte de Cromwell combinée avec l'armée française et qui était en panne parallèlement au rivage et perpendiculairement aux lignes de deux armées de terre.

» La marée était à sa plus grande hauteur, pendant que l'armée espagnole prenait position ce jour-là; de manière qu'à mesure que la lenteur calculée de la marche de Turenne consumait du temps, la mer commençait à baisser, et par l'effet du reflux laissait à découvert la gauche de la ligne française, et à la droite des lignes espagnoles une plage unie encore imbibée, et par là même

(1) Nous avons cru devoir rapporter les observations de cet écrivain militaire, bien qu'aucun récit contemporain ne fasse mention de ce calcul. Nous verrons plus tard ce qu'il faut en penser.

ferme et aisée à traverser à cheval comme à pied. Dans les premières heures du relais, à peine une roue imprime sa trace sur le sable, et quelque vent qu'il fasse, il ne s'élève point de poussière capable de dérober les mouvements à la troupe qui attend, ni de tromper celle qui attaque.

» Turenne attendait donc que la mer en se retirant eût laissé entre elle et l'extrémité de sa gauche d'infanterie un espace suffisant pour pouvoir manœuvrer avec un front de deux ou trois escadrons au moins.

» Quand le moment fut arrivé, et pendant que, sur le centre la brigade anglaise cromwelliste de l'armée française empiétait la grande dune fortifiée par les Espagnols, Castelnau, par un mouvement rapide de sa cavalerie, déborda la gauche de la ligne française, tourna la droite de la première ligne ennemie, s'introduisit entre cette ligne et la seconde, et les mit toutes deux dans un désordre qui se communiqua promptement au centre.

» Le seul Condé, à la gauche des Espagnols, loin d'être ébranlé, obtenait du succès sur notre droite, l'avait repoussée plusieurs fois, l'aurait peut-être culbutée, et serait peut-être entré à Dunkerque si Turenne ne s'y était porté lui-même, etc.

» Il est évident, ajoute M. Carrion Nisas, que le mouvement de Castelnau fut le mouvement décisif, et cette vérité fut si bien reconnue alors, que le cardinal de Mazarin, qui de sa nature n'était pas large rémunérateur, fit de suite Castelnau maréchal de France. »

Le Récit de Ramsay, les Mémoires du duc d'York et l'Histoire militaire de Quincy sont muets sur ce calcul de Turenne, et n'attribuent pas à la seule manœuvre de Castelnau tout le résultat du succès. D'après ces écrivains, la prise de la grande dune par la brigade cromwelliste y eut une grande influence, et ce n'est qu'après que les Espagnols eurent été culbutés sur ce point que la brigade de Castelnau arriva pour achever la déroute. Cette partie de la bataille et les charges victorieuses de Condé sur la droite nécessitent quelques développements.

Nous avons vu dans quel ordre les troupes de Turenne engagèrent l'action. Arrivés au pied de la grande dune, les Anglais l'escaladent sous le feu de l'artillerie; les Espagnols les reçoivent à coups de piques. La résistance irrite le courage des assaillants; ils redoublent d'efforts, s'accrochent même aux armes de leurs ennemis, saisissent la pointe des hallebardes, et arrivent enfin sur le sommet des dunes. Alors commence un affeux combat, où les Espagnols sont défaits; alors tout plie, tout se disperse ou reçoit la mort. Alors paraît Castelnau; il tombe sur le flanc des Espagnols, et achève leur déroute; il poursuit les fuyards, fond sur leur première ligne, qu'il enfonce de toutes parts. Le désordre devient extrême; l'épouvante gagne les ennemis. Ils se dispersent; mais ceux qui échappent aux sabres de nos cavaliers sont faits prisonniers.

Pendant que sur ce point l'armée française obtenait un résultat si décisif, son aile droite avait bien de la peine à résister aux attaques de Condé. Au premier choc, les bataillons du prince avaient été culbutés par une charge furieuse du marquis de Créqui; mais, emporté par son ardeur, il s'était mis à la poursuite

des fuyards avec quatre escadrons seulement, et les avait poursuivis près de quatre cents pas. Il est bientôt ramené. Condé, à la tête d'un corps de cavalerie, l'attaque à son tour, et, profitant du désordre où sont encore les escadrons, il rompt ses lignes, les culbute, et, tant sa charge est impétueuse, peu s'en faut qu'il ne pénètre jusqu'à Dunkerque, et ne porte des secours à cette ville, après une bataille aux trois quarts perdue.

Turenne, qui a vu du haut d'une éminence le danger où se trouve Créqui, vole à son secours, arrête le vainqueur, rétablit le combat, attaque, presse, rompt à son tour les escadrons de Condé triomphant ; il les charge en tête, se présente sur les flancs, enveloppe, renverse, écrase, massacre, disperse les troupes de Condé. Trois fois l'intrépide vainqueur de Nordlingen rallie ses escadrons, trois fois ils sont repoussés ; son cheval est tué sous lui ; l'un de ses gentilshommes lui donne le sien, et tombe au pouvoir des Français. Le prince cède enfin et se retire. Don Juan d'Autriche le suit avec les débris de l'armée vaincue. Le champ de bataille est jonché de morts et de mourants. Quatre mille Espagnols sont faits prisonniers. Tous leurs bagages, toutes leurs munitions restent entre les mains des vainqueurs.

« Ce grand événement militaire sur lequel, dit Voltaire, les yeux de l'Europe étaient fixés, rendit la France puissante au dehors par la gloire de ses armes et par l'état où étaient réduites les autres nations. »

Turenne, toujours plus modeste à mesure que grandissait sa gloire, écrivit le jour même de la bataille à madame la vicomtesse de Turenne : *Les ennemis sont venus à nous, ils ont été battus; Dieu soit loué ! J'ai un peu fatigué toute la journée; je vous souhaite le bonsoir ; je vais me coucher.*

Tel fut le premier bulletin de cette grande victoire !

Les assiégés se défendirent encore huit jours ; il y en avait dix-huit que la tranchée était ouverte.

La victoire des Dunes amena la paix des Pyrénées, paix avantageuse pour la France, glorieuse pour ses armes, et qui mit un terme aux longues luttes européennes.

Aux termes de ce traité, la souveraineté effective de la France et de l'Espagne sur toutes les possessions territoriales qui composaient les deux monarchies était établie ; la Catalogne révoltée était amnistiée ; le prince de Condé rentrait en France ; mais l'Espagne conservait ses droits sur Naples et le Portugal. — Comme concession territoriale, la France obtenait une partie de l'Alsace, la frontière naturelle des Pyrénées, c'est-à-dire Perpignan, le Roussillon et le Conflans. L'autorité de l'Espagne s'arrêtait, de ce côté, à la Bidassoa. Cette monarchie à son tour acquérait la Navarre, conservait Anvers, Juliers, Philippeville et Marienbourg. La Lorraine revenait à ses ducs héréditaires. Du côté de l'Italie, l'Espagne rendait à la cour de Savoie Verceil et les autres places prises dans le Piémont.

Toutes ces clauses étaient l'accomplissement du système politique de Richelieu ; c'était la réalisation de son œuvre.

Condé, en rentrant en grâce, déposait son épée au pied du trône. En lui

finissait la rébellion des grands seigneurs; et la France prenait place au-dessus de l'Espagne dans la hiérarchie des puissances de l'Europe.

2e PARTIE. — ORGANISATION. — Vers le milieu du règne de Henri IV, l'armée permanente ne s'élevait qu'à 6757 hommes, dont voici l'état :

CAVALERIE. — 4 compagnies d'ordonnance ou de gardes du corps.	440 hommes		
19 compagnies de gendarmerie de force inégale.....	1640		
3 compagnies de chevau-légers..................	429		
Arquebusiers à cheval (carabiniers ou dragons)....	128		
TOTAL................	2637	ci........	2637
INFANTERIE. — Gardes françaises. 20 compagnies à 100 hommes.	2000		
Gardes suisses. 3 compagnies à 200 hommes.......	600		
Régiment de Picardie. 20 compagnies à 36 hommes.	720		
Autres régiments...........................	800		
TOTAL................	4120	ci.......	4120
TOTAL GÉNÉRAL........................			6757

En 1610, le nombre des troupes françaises permanentes s'élevait à 14,000 de toutes armes, par suite de la création de nouveaux régiments d'infanterie.

Le déboursé pour la dépense et l'équipement d'un cavalier était d'un peu moins de 100 francs. La levée d'un fantassin et son équipement ne coûtaient par 5 francs. La solde ne s'élevait qu'à 120 francs par an, ce qui faisait par jour 6 sous 8 deniers, survient de 1600 à 1610, somme suffisante alors en temps de paix, et qui en temps de guerre s'augmentait par le pillage et ce qu'on appelait le butin.

On ne fournissait encore aux troupes, soit en paix, soit en guerre, ni hôpitaux, ni pain, ni viande, ni même le fourrage qui était compris dans la solde du cavalier.

Sous le règne de Louis XIII, l'armée permanente s'élevait à plus de trente mille hommes, et le prix de son entretien, d'après les comptes de cette époque, était quatre fois plus fort.

Quant au mode de recrutement de ces armées, il se faisait toujours par l'entremise des capitaines entrepreneurs de compagnies.

Pendant les guerres de la Ligue, les armées s'étaient recrutées avec les débris des vieilles bandes de François Ier et de Henri II, et avec des *condottieri* sans patrie, mercenaires à gage. L'infanterie wallonne ou suisse et la cavalerie allemande en formaient l'élément principal.

Richelieu fut le premier qui conçut l'idée d'une réserve nationale et permanente de soixante mille hommes.

Son ordonnance de 1636 enjoint de rechercher dans les arts et métiers les hommes les plus propres au service militaire. C'est d'après ce mode que pendant la campagne de 1636, alors que les Espagnols menaçaient la capitale, il fit une levée de trois mille hommes sur la ville de Paris. Mais ce système, qui tout d'abord eût rendu l'armée nationale, fut abandonné. Le recrutement vo-

lontaire, ou plutôt le *racolement*, resta en usage pendant la première moitié du règne de Louis XIV.

Dans les jours de fête, dans les foires de village, un vieux sergent de quelque régiment provincial arrivait avec sa moustache bien relevée, son uniforme brillant, sa tenue toute martiale; il s'installait dans un cabaret, racontait aux jeunes gens du village les merveilles de la vie des camps, vie pleine d'aventures joyeuses, de belles jeunes filles enlevées, de villes conquises, de batailles gagnées, de bruit, de fanfares, de coups de canon, etc. Puis, après force libations, après force chansons de guerre, et quand l'auditoire était séduit par cette brillante perspective, enivré par les douces illusions de plaisir et de gloire, l'habile sergent profitait de cet enthousiasme pour enrôler des soldats à S. M. le roi de France. Fin connaisseur, il ne racolait d'ordinaire que des hommes robustes et valides, et qui, habitués aux pénibles travaux de l'agriculture, étaient moins éprouvés par les misères de la vie militaire.

C'est ainsi que furent composées les armées que nous avons vu combattre sous Condé et Turenne; mais vers le milieu du règne de Louis XIV, quand les armées devinrent plus nombreuses, quand nos drapeaux parurent à la fois sur le Rhin, la Meuse, l'Escaut, les Pyrénées et les Alpes, le mode de recrutement devint bientôt insuffisant, et l'on revint aux idées de Richelieu, c'est-à-dire au seul système rationnel et inépuisable. L'ordonnance de 1636 fut remise en vigueur.

C'est alors que furent créés les régiments des milices.

Chaque ville, chaque bourg, chaque village, fournit un certain nombre d'hommes pour deux ans.

Cette première levée de la milice se fit d'une manière assez irrégulière (1688); mais lorsque de nouvelles levées devinrent nécessaires, on eut recours au sort (ordonnance de 1701), avec cette circonstance toutefois que ceux qui ne voulaient pas courir la chance, en étaient quittes pour 75 francs.

Ces levées régulières produisaient annuellement un contingent de vingt-cinq mille hommes environ.

Le recrutement des miliciens par la voie du sort se faisait parmi tous les Français âgés de seize ans révolus; ils étaient destinés à la garde des places et des côtes. Les bataillons de milice étaient beaucoup plus nationalement composés que le reste de l'infanterie, dont le recrutement se faisait souvent dans la lie des grandes villes. La milice a plus de rapport avec les francs-archers de Charles VII qu'avec notre garde nationale actuelle. En effet, le milicien était réellement soldat, il s'engageait pour deux ans, il quittait ses foyers. Ce qui a fait comparer les miliciens à nos gardes nationaux, c'est que la paroisse devait fournir le soldat tout armé et équipé. Au roi appartenait la nomination des officiers des miliciens; il les choisissait dans la noblesse et parmi les gens vivant avec luxe.

La levée de 1688 produisit un effectif de vingt-cinq mille cinquante hommes, divisés en trente régiments. Ces régiments furent congédiés à la paix de Riswick. — Plus tard on fit de nouvelles levées, mais les miliciens ne

furent pas enrégimentés, ils servirent de recrues aux régiments ordinaires.

C'est à cette époque aussi qu'eut lieu l'institution des compagnies de *jeunes gentilhommes* ou *cadets*.

En 1682, dit Daniel, le roi pensa à établir, dans diverses places frontières, des écoles militaires pour la jeune noblesse, afin d'y former des officiers au métier de la guerre. On y admettait les jeunes gens de l'âge de quatorze ans jusqu'à vingt-cinq. — Ces compagnies furent d'abord établies dans les citadelles de Tournay et de Metz. Bientôt le nombre des compagnies fut porté à dix, qui furent ainsi distribuées : Tournay, Cambrai, Valenciennes, Charlemont, Longwy, Metz, Strasbourg, Brissac et Besançon.

Les cadets étaient habillés aux frais de l'état et recevaient dix sous par jour. — Il y avait dans chaque compagnie deux maîtres d'armes, un professeur de mathématiques, un professeur d'allemand, un professeur de dessin, et un maître de danse.

Tous les élèves de ces compagnies furent en 1687 placés comme sous-lieutenants dans les régiments. Mais l'institution ne dura que dix ans : les frais qu'entraînaient les établissements, au milieu des grandes guerres de la ligue d'Augsbourg, en amenèrent la dissolution.

CAVALERIE. — Pendant toute la première période du dix-septième siècle, la cavalerie européenne se composa de cuirassiers et de cavaliers qui, sous différents noms, formèrent la cavalerie légère. Les régiments allemands se composaient de quinze et même de dix-huit cents chevaux; les régiments français n'avaient jamais plus de six cents combattants.

Les cuirassiers ou gendarmes étaient armés du pistolet et de l'épée qui se portait avec le baudrier. Ces corps n'avaient rien conservé de l'armure des anciennes compagnies d'ordonnance. En 1672, un seul régiment de gendarmerie conservait la cuirasse. Encore, ainsi que le fait observer M. Rocquencourt, ne paraissait-il exister que pour servir à la tradition des costumes du moyen âge, puisqu'on ne le destinait à aucun service particulier. Les Allemands au contraire continuèrent à faire usage des anciennes armures.

Au commencement du dix-huitième siècle, Louis XIV fit reprendre la cuirasse à sa cavalerie, ainsi que Feuquières nous l'apprend. « La cavalerie française, dit-il, est maintenant bien armée, on vient de la cuirasser à demi; mais je voudrais la cuirasse à l'épreuve du mousquet par devant, etc. »

La cavalerie française portait l'épée, le pistolet et le mousqueton. Elle devint très-nombreuse sous le règne de Louis XIV. Daniel porte le nombre des régiments de cavalerie légère à soixante.

Les régiments, depuis le commencement du dix-septième siècle, se composaient de six à douze compagnies. Chaque compagnie avait un capitaine, un lieutenant, une cornettte, souvent un sous-lieutenant, un maréchal des logis, deux brigadiers et un trompette. Le régiment était commandé par un mestre de camp, un lieutenant-colonel et un major.

Selon Puységur, dans l'ordre de bataille, les escadrons laissaient entre eux des intervalles qui étaient du quart environ de l'étendue de leur front. Les



Typ. Chaumont

Officier général.

1672.

Pl. 29

escadrons se formaient à rangs ouverts, et il y avait d'un rang à l'autre une distance d'environ douze pieds.

Le commandant de l'escadron se plaçait au centre, afin d'en apercevoir aisément la droite et la gauche. Les capitaines étaient un peu plus engagés dans l'ordonnance que le chef d'escadron. Les lieutenants et les cornettes se tenaient à la tête des compagnies et s'alignaient avec le premier rang.

Chaque escadron avait deux étendards qui devaient être placés de manière qu'il y eût toujours au moins six files sur leur droite ou sur leur gauche. Deux cavaliers choisis étaient aux côtés de chaque porte-étendard.

Les deux maréchaux des logis des compagnies des ailes fermaient la droite et la gauche de l'escadron. Les sous-lieutenants et les deux autres maréchaux des logis surveillaient le derrière de l'ordonnance.

Les brigadiers des deux premières compagnies étaient à la droite près des cornettes; ceux des troisième et quatrième à la gauche.

La cavalerie, suivant le comte de Bismarck (1), faisait des feux même en pleine carrière, ou chargeait l'épée à la main, soit au trot, soit au galop; mais comme on n'apportait pas encore beaucoup de précision dans les exercices, les charges au galop s'exécutaient d'une manière fort irrégulière.

Un écrivain militaire a dit avec raison à ce sujet que les armées de Louis XIV *manœuvraient sans combattre, et qu'elles combattaient sans manœuvrer*.

En 1635, Louis XIII créa les quatre-vingt-onze compagnies de cavalerie légère et les quinze compagnies de carabins ou dragons (2), et en forma six régiments. Ce furent les premiers régiments de cavalerie.

Plusieurs autres régiments furent successivement créés, savoir : un en 1642, un en 1647, un en 1649, quatre en 1692, un en 1653, un en 1654, un en 1656, et trente-neuf de 1658 à 1688 (3).

(1) Quincy, *Histoire militaire de Louis XIV*.

(2) Les compagnies de cavalerie se composaient à cette époque de :

Officiers. — Capitaine, 1; lieutenant, 1; cornette, 1; porte-étendard, 1; maréchaux des logis, 4. Total, 8.

Cavaliers. — Brigadiers, 2; carabiniers pris parmi les plus anciens cavaliers, 2; cavaliers ou maîtres, 34, maréchal ferrant, 1; trompette, 1. Total, 40.

L'escadron était formé de quatre compagnies; les régiments de trois escadrons ou douze compagnies; de deux escadrons ou huit compagnies, ou d'un seul escadron de quatre compagnies seulement.

(3) Voici du reste la désignation des corps de cavalerie :

Régiments de cavalerie. — 1er régiment, Colonel général; 2e, Mestre de camp général; 3e, Commissaire général; 4e, Royal; 5e, du Roi; 6e, Royal Étranger; 7e, Royal Cuirassiers; 8e, Royal Cravates; 9e, Royal Roussillon; 10e, Royal Piémont; 11e, Royal Allemand; 12e, Royal Carabiniers; 13e, la Reine; 14e, Dauphin; 15e, Dauphin Étranger; 16e, Bourgogne; 17e, Anjou; 18e, Berri; 19e, Orléans; 20e, Chartres; 21e, Condé; 22e, Bourbon; 23e, du Maine; 24e, Toulouse.

Régiments de dragons. — 1er régiment, Colonel général; 2e, Mestre de camp général; 3e, Royal; 4e, la Reine; 5e, Dauphin; 6e, Listenois; 7e, Bonnelle; 8e, d'Espinay; 9e, Caylus; 10e, Lautrec; 11e, Bellabre; 12e, Sommery; 13e, Guébriant; 14e, Languedoc (*premier*);

L'uniforme des cavaliers consistait en un justaucorps en buffle, avec des manches de peau d'élan. Le baudrier fut supprimé en 1684, et remplacé par le ceinturon.

INFANTERIE. — Durant les dernières années du règne de Louis XIII et pendant les premières de celui de Louis XIV, l'infanterie resta sur le même pied, c'est-à-dire que chaque bataillon se composait de mousquetaires et de piquiers dans la proportion de 2 à 1. Ils se formaient habituellement sur huit rangs, les piquiers du centre, et les mousquetaires sur les ailes. Turenne réduisit l'ordonnance à six rangs. Les bataillons étaient composés de dix-sept compagnies ayant chacune un capitaine, un lieutenant et un sous-lieutenant pour officiers à hausse-col; deux sergents, trois caporaux, trois anspessades pour sous-officiers; quarante-et-un soldats et un tambour.

L'état-major de chaque régiment se composait d'un colonel, d'un lieutenant-colonel, d'un major et d'autant d'aides-majors qu'il y avait de bataillons (1).

Dans l'ordre de bataille, le colonel commandait le premier bataillon, le lieutenant-colonel le second.

Les officiers étaient armés de piques de dix pieds; les sergents de hallebardes un peu plus courtes; les soldats avaient des piques de quatorze pieds.

Tous les officiers et soldats portaient des baudriers de cuir de vache au lieu de ceinturons. Les mousquetaires renfermaient leur poudre dans un étui cylindrique de bois ou de fer suspendu à une bandoulière.

Chaque régiment d'infanterie avait trois drapeaux. Le drapeau colonel et deux drapeaux d'ordonnance. Le premier était toujours bleu avec une croix fleurdelisée; les drapeaux d'ordonnance variaient suivant le caprice des régiments. Généralement ils étaient écartelés en croix et semés de fleurs de lis d'or comme celles du drapeau colonel.

L'uniforme pour l'habillement des troupes fut établi sous le règne de Louis XIII, à l'époque du siége de la Rochelle.

Tous les régiments de même arme n'avaient pas le même uniforme; le fond de l'habit était tantôt blanc et tantôt bleu; les parements, les culottes et les bas étaient aussi de différentes couleurs.

Les grenades, dont on se servait déjà sous le règne de François I[er], étaient lancées par tous les soldats indistinctement. En 1667, quatre hommes par compagnie furent spécialement destinés à ce service et prirent le nom de *grenadiers*. Trois ans après, le roi voulut réunir tous les grenadiers de son régiment pour en former une compagnie, qui est la première compagnie de grenadiers de France. En 1672, un peu avant la guerre de Hollande, les trente

15e, Rouvroy; 16e, Rivarol; 17e, Bouville; 18, Saint-Chaumont; 19e, Chevalier de Rohan; 20e, Coëtman; 21e, Bretagne; 22e, Saint-Sernin; 23e, Boselle; 24e, Vitry; 25e, Lacour; 26e, Granville; 27e, Lalande; 28e, Dausseville; 29e, Sernon; 30e, Languedoc (*second*); 31e, Guyenne; 32e, Belle-Ile; 33e, Houdetot; 34e, Coigneux; 35e, Parpaille.

(1) Ces majors et aides-majors représentaient les adjudants-majors et les adjudants sous-officiers de nos jours.

premiers régiments d'infanterie imitèrent l'exemple du régiment du roi, et eurent à leur tête une compagnie de grenadiers. Dans la suite, tous les régiments et enfin tous les bataillons eurent leur compagnie d'élite. Lorsque les grenadiers furent réunis en compagnies, ils furent armés de fusils et de baïonnettes, dont les manches de bois s'enfonçaient dans le canon, de sorte que pour faire feu on était obligé d'enlever la baïonnette. L'invention de la douille fit disparaître ce grave inconvénient. Le chef des grenadiers de l'armée était le capitaine de la première compagnie de grenadiers du régiment des gardes. Les hommes les plus vigoureux et les plus braves composaient les nouvelles compagnies, et le titre de grenadier fut tout d'abord le titre de noblesse du soldat. « Nos ennemis, dit M. Ambert, savent que les enfants n'ont pas dégénéré des pères, et le petit chapeau déformé du grenadier républicain, et le bonnet à poil à l'aigle menaçante, du vieux grognard, se sont toujours trouvés sur le chemin de la gloire et de l'honneur. — Un jour viendra peut-être où le pompon épanoui de nos jeunes grenadiers se retrempera sur les rives du Rhin ! »

Les quatre grenadiers qu'on enlevait aux compagnies d'infanterie furent, en 1670, remplacés par quatre fusiliers, et enfin, quand le fusil fit disparaître le mousquet, le soldat d'infanterie prit le nom général de fusilier.

Quant au mode de formation des troupes, voici quelle était la place habituelle de chacune dans l'ordonnance. Pour l'infanterie :

« Il était prescrit de s'aligner à droite et de conserver entre les bataillons des intervalles de cinquante à soixante pas, suivant Daniel, et de trente seulement au rapport de Puységur.

» Dans la marche, en bataille et hors de portée de l'ennemi, les lieutenants et sous-lieutenants, la pique à la main, se plaçaient à un pas en avant du premier rang, et les capitaines à deux pas ; ils se retournaient de temps en temps pour redresser les alignements et pour rappeler le soldat à son devoir, s'il s'en écartait.

» Comme on ne consultait que l'ancienneté de grade dans cet arrangement, il en résultait que les officiers ne restaient pas sur le front de leurs compagnies respectives.

» On devait laisser une certaine distance entre les rangs (Daniel dit deux pas, Puységur douze pieds) ; les files se touchaient sans se gêner.

» Lorsqu'on marchait *piques basses* à l'ennemi, les capitaines et les autres officiers se serraient sur l'ordonnance, de façon qu'ils eussent la moitié du corps dans le premier rang, afin d'apercevoir la droite et la gauche du bataillon ; ainsi ils n'étaient pas plus dispensés de la génuflexion que le soldat pendant les feux.

» Celui qui commandait le bataillon se plaçait au centre, à un pas en avant des capitaines ; il avait à ses côtés deux officiers et deux sergents choisis, qui servaient en même temps à couvrir les drapeaux, placés en arrière, au premier rang des piques.

» Il y avait ordinairement un sergent aux extrémités de chaque rang ; trois officiers sur la droite et autant sur la gauche achevaient d'encadrer le bataillon.

» Trois capitaines, autant de lieutenants et de sous-lieutenants surveillaient le derrière du bataillon. Ces officiers et le reste des sergents formaient une ligne à un pas du dernier rang.

» Au moment du choc, les rangs se serraient à un pas de distance. »

La pique disparut entièrement des rangs de l'infanterie en 1703, et tous les soldats furent armés de fusils avec baïonnettes à douille. La profondeur fut réduite à quatre rangs. Les sergents n'abandonnèrent pas la hallebarde, et les officiers conservèrent aussi la demi-pique de sept à huit pieds ou esponton.

Artillerie. — Le matériel de l'artillerie, sous le règne de Louis XIV, reçut une extension considérable; mais on y fit peu de perfectionnements. On continua à faire usage d'une même artillerie dans les siéges et sur les champs de bataille. On se servait indistinctement, sans établir de différence dans ces deux circonstances, des calibres de 36, 24, 16, 12, 8 et 4. Le calibre de 6 ne fut adopté que bien plus tard. On ne chercha pas non plus à former des batteries d'un nombre déterminé de pièces et de caissons, et à créer, en un mot, une unité tactique pour l'artillerie, comme on l'avait fait pour l'infanterie et pour la cavalerie pendant la guerre de Trente ans. Cette révolution, œuvre de Gribeauval, ne s'opéra que sous le règne de Louis XV. Mais c'est à cette époque que remonte la création des corps permanents de l'artillerie et du génie.

Voici en résumé quelle fut, suivant le capitaine Brunet, la marche de l'organisation de l'artillerie française pendant la période que nous considérons. En 1668, furent organisées six compagnies de canonniers; leur nombre fut bientôt porté à douze. Ces troupes avaient pour fonction spéciale le service du canon et la construction des batteries. En 1671, fut établi le régiment des fusiliers du roi, corps très-complexe destiné à fournir à tous les services, à part les charrois, dans les opérations de la guerre. Formé d'abord de quatre compagnies seulement, ce régiment éprouva des variations et une augmentation extrêmement rapides et fortes. Il comprenait des compagnies de canonniers; des compagnies de pionniers appelés désormais sapeurs, et chargés de préparer les chemins à l'artillerie, soit dans les opérations de campagne, soit dans les siéges; des compagnies d'ouvriers en bois et en fer, pour le service du matériel; des compagnies de fusiliers et grenadiers, ayant pour fonction spéciale de veiller à la garde et à la conduite du canon, dans toutes les circonstances. Ce régiment, consacré à l'artillerie, est remarquable dans l'histoire de l'infanterie française; ce fut le corps par lequel se firent l'essai du fusil qui bientôt remplaça les carabines et les mousquets, l'essai de la baïonnette, et de l'institution des compagnies de grenadiers dont les fonctions primitives furent de lancer les grenades, projectile très-employé alors. Outre les douze compagnies de canonniers et le régiment des fusiliers, le personnel de l'artillerie comprenait encore une compagnie de mineurs, et les compagnies de bombardiers destinés spécialement au service des pièces à projectiles creux. Ces derniers augmentèrent bientôt en nombre, de manière à former le régiment Royal-Bombardier.

Par les ordonnances de 1693 et 1695, les douze compagnies de canonniers furent réunies au régiment des fusiliers, dont les compagnies de grenadiers

devinrent compagnies de canonniers, et dont le nom fut changé en celui de Royal-Artillerie. En 1695, ce régiment comptait quatre-vingt-dix compagnies; le régiment Royal-Bombardier en comptait quatorze. Les mineurs formaient deux compagnies (1). Toutes ces troupes, jointes aux officiers d'artillerie de l'état-major et à un grand nombre d'employés de toute nature, formaient le personnel de l'artillerie française. Telle fut l'organisation de l'artillerie pendant la période que nous venons de parcourir. Ce n'était pas encore une organisation bien régulière, et il y avait souvent confusion dans cet ensemble de personnes et de choses dont les attributions n'étaient pas bien définies; mais c'était déjà un du personnel qui entrait dans ces corps était fait avec un soin extrême. Il fallait avoir servi dans l'infanterie ou la cavalerie, et servi longtemps et avec honneur, pour être admis. La création des écoles d'artillerie acheva de compléter l'importance du personnel de l'artillerie, en y faisant entrer des hommes instruits et spéciaux.

Louis XIV était fortement pénétré de l'importance de ce personnel militaire de l'artillerie. Il s'efforça de le composer, de l'instruire et de l'honorer le plus dignement possible. Ce corps fut recruté au moyen d'hommes choisis dans les meilleurs régiments d'infanterie. L'instruction fut assurée par un grand nombre de travaux pratiques et théoriques, faits dans les garnisons. Les écoles d'artillerie, excellente institution pour former les officiers, furent établies dès 1679. Louis XIV, appréciant toute l'importance de cette nouvelle institution pour les progrès de toute sorte, pour la formation et l'instruction des officiers, porta de grands soins à ces écoles, leur donna des règlements rédigés par le général Saint-Remy, augmenta sans cesse leur dotation; enfin, voulant assurer le service de son artillerie et en honorer le personnel, Louis XIV ordonna à tout colonel d'infanterie ou de cavalerie, détaché près de l'artillerie, de se conformer aux ordres de l'officier d'artillerie, quelle que fût sa charge. Il confia la dignité de grand-maître à un prince du sang (Louis de Bourbon, duc du Maine); enfin il se fit colonel des régiments d'artillerie, et prit le grand-maître pour lieutenant-colonel.

Ainsi composé et honoré, le personnel de l'artillerie parvint à une grande valeur. L'émulation, l'application aux services du matériel et à la conduite des troupes, se répandirent parmi les officiers, et bientôt les lieutenants généraux de Vigny, Dumetz, Lafizelière, Saint-Hilaire, de Cray, de Vallière, répandirent sur le corps de l'artillerie française l'estime et la gloire la plus générale, et imprimèrent une grande impulsion aux progrès de toute espèce. Les travaux de ces grands généraux, consignés dans les mémoires de Saint-Remy, devinrent pendant longtemps le Manuel de l'artillerie française et aussi de toutes celles d'Europe.

(1) A l'époque de la paix des Pyrénées, chaque régiment avait des volontaires qui s'adonnaient aux travaux du génie, et qui, sans cesser de compter dans leur corps, prenaient part aux travaux des siéges et des forteresses. C'est ainsi que débuta Vauban. Reçu comme simple cadet dans un régiment d'infanterie, il obtint en peu de temps le grade d'officier. Mais il préféra le métier d'ingénieur. « Les travaux de fortifications souriaient à son génie, dit » M. Allent, et les dangers des siéges plaisaient à son courage. »

Quant à la combinaison des trois armes, nos généraux continuaient à les laisser indépendantes les unes des autres dans les marches, les campements et les batailles. C'était une règle de ne faire entrer que des troupes de même arme dans une même colonne, et d'établir invariablement l'infanterie au centre, la cavalerie sur les deux ailes et l'artillerie sur le front. Les ouvrages de Puységur et de Guibert ne laissent aucun doute à ce sujet. On n'avait point encore trouvé ces excellents principes de la combinaison des trois armes, qui firent du camp de Frédéric II l'école de la tactique moderne : « 1° qu'en plaine, la cavalerie doit couvrir l'infanterie, assurer ses flancs et la mettre à l'abri de toute surprise ;

« 2° Que, dans les pays couverts, c'est à l'infanterie à garder la cavalerie, à la précéder, à la suivre, à flanquer sa marche, afin de la mettre à l'abri de toute embuscade ;

» 3° Que l'artillerie, qui seule serait bientôt enlevée, a besoin d'être appuyée et gardée par l'infanterie et la cavalerie ; mais, qu'à son tour, elle ouvre le feu à une grande distance, prépare ainsi le succès des affaires, arrête ou détruit les colonnes ennemies, etc., etc., et assure la retraite des deux autres armes. »

On ignorait également que pour l'artillerie les points légèrement dominants sont préférables aux points culminants, parce que les feux *rasants* sont plus meurtriers que les feux *plongeants*.

Ainsi, à cette époque, l'infanterie et la cavalerie étaient astreintes à une position et formaient deux lignes ; l'artillerie formait la première ligne de l'armée en avant des troupes.

Les troupes étrangères, sous l'influence de Montécuculli, disciple ardent de Gustave-Adolphe, offraient une séparation moins tranchée entre les différentes armes. L'artillerie formait deux lignes : l'une, composée de fortes batteries de parc, était indépendante ; l'autre était formée par les pièces attachées aux troupes. « Chaque » arme, disait-il, doit être placée où elle sera avantageuse ; de plus, les trois » armes doivent être entremêlées, pour pouvoir se soutenir réciproquement. Il » est important, comme aux échecs, disait Montécuculli, de conserver le plus de » forces en réserve ; alors on doit former trois lignes, ou, si l'on n'a que deux li- » gnes, on doit donner une réserve à chacune d'elles. » Malheureusement, dit un écrivain (1), pour l'application de ces bons principes, Montécuculli en restait aux institutions morcelées de Gustave-Adolphe ; il voulait ramener les régiments d'infanterie entremêlés de pelotons de cavalerie et de petites pièces régimentaires.

Les armées étant en bataille, toutes les pièces formaient la première ligne. Chez les Français, la composition de cette ligne n'avait, nous l'avons dit, rien de forcé ou de systématique. Cette composition dépendait des circonstances locales et du plan de bataille ; elle obéissait à ces deux principes, bases d'une bonne disposition : être répandue devant la ligne de troupes, de manière à la

(1) Brunet, *Histoire de l'artillerie*.

soutenir efficacement et à répondre à l'artillerie nombreuse des ennemis; se masser sur les points reconnus les plus favorables à la puissance défensive ou offensive de l'armée.

Pour obtenir une telle combinaison avec une artillerie inférieure en nombre à celle des ennemis et avec des lignes de troupes très-étendues, il fallait une grande précision et une grande habileté de combinaison ; il fallait de bons chefs d'armée et de bons chefs d'artillerie. Ces conditions furent remplies pendant les guerres de cette période, où les armées eurent à leur tête les Turenne, les Condé, de Créqui, Luxembourg, Catinat, de Lorges, de Noailles, etc., et où les chefs de l'artillerie furent les Saint-Hilaire, les de Vigny, de Cray, Dumetz, etc.

Les batailles commençaient toujours par la canonnade. Elle durait longtemps, puis les troupes s'ébranlaient pour marcher à l'attaque ; mais comme ces marches avaient lieu en lignes étendues, elles étaient lentes. Les lignes s'arrêtaient souvent pour se reformer, à cause des accidents de terrain ou des ravages causés par le feu des ennemis. On ne connaissait encore qu'une seule manière de passer de l'ordre de bataille à l'ordre en colonnes, et réciproquement. Les colonnes se formaient en avant de la ligne de bataille, en faisant tourner les subdivisions à droite et à gauche ; on revenait de celles-ci à l'ordre primitif par des mouvements inverses. Le front des colonnes d'infanterie était ordinairement de dix-huit, vingt et même vingt-quatre files. On marchait généralement à distance et à rangs ouverts : on ignorait encore l'ingénieuse combinaison d'emboîter le pas et de manœuvrer à rangs serrés. On ne savait pas non plus changer de direction du côté opposé aux guides sans perdre ses distances; il en résultait des désordres continuels et une grande confusion.

Le plus souvent, le premier effort de ces troupes était repoussé, et ce n'était souvent qu'à force de persévérante énergie, comme à Fribourg et à Nordlingen, qu'on parvenait à briser la dernière résistance.

Il en fut ainsi pendant toute la période que nous venons de parcourir, et les succès obtenus par nos armées furent le résultat de l'audacieuse offensive qu'elles prirent toujours : ou plutôt ce succès tenait au génie des chefs ; car avec les mêmes éléments d'armée, nous verrons les guerriers de la fin du règne de Louis XIV éprouver des défaites aussi éclatantes que l'avaient été les victoires de leurs devanciers. Les ordres de bataille réguliers, les méthodes de guerre toutes faites n'ont jamais existé que dans les livres et à la parade. Alexandre, César, Turenne, Frédéric, Napoléon, ne se sont jamais astreints aux règles établies ; les dispositions des lieux ou les circonstances leur dictaient les combinaisons à prendre, et leur génie, en créant des règles nouvelles, s'affranchissait toujours de la routine.

Quoi qu'il en soit, et tout imparfaites que les écrivains militaires aient trouvé les formations d'armées du temps de Turenne, ses batailles n'en sont pas moins d'excellentes leçons de l'art de la guerre. Turenne, par la seule force de son génie, suppléait aux principes qui étaient ignorés ou méconnus et aux règles qui n'existaient pas. Si ses systèmes de guerre ne peuvent aujourd'hui

être imités sans modifications, du moins doivent-ils n'être jamais entièrement oubliés par les généraux (1).

« Turenne, dit le général Lamarque, par sa nouvelle formation de troupes, porta l'art militaire à un haut degré de perfection. » Ses plans de campagne, ses marches sont admirables; ses batailles présentent des dispositions variées et toujours habilement appliquées au terrain. L'histoire nous a transmis, comme une des meilleures leçons, les avis que le vainqueur des Dunes donnait à Condé, quand celui-ci, partant pour la Flandre, lui demanda conseil, comme à son maître, dans la guerre raisonnée : « C'est de faire peu de » siéges, lui dit Turenne, et de livrer beaucoup de combats ; quand vous au- » rez rendu votre armée supérieure à celle de l'ennemi par le nombre et la » bonté des troupes, ce que vous aviez presque fait à Rocroi ; quand vous serez » bien maître de la campagne, alors les villages vous vaudront des places; mais » on met son honneur à prendre difficilement une ville forte bien plus qu'aux » moyens de conquérir aisément une province. »

C'étaient là les véritables principes de l'art, tels que Napoléon les a pratiqués depuis.

Un autre principe du système de Turenne était le nombre des armées. Ce grand capitaine faisait consister son mérite à opérer avec de petites armées, ce que, dans les mêmes positions et dans les mêmes pays les autres généraux n'osaient faire avec des armées plus considérables. Il objectait avec raison la difficulté de faire agir des masses nombreuses avec l'ensemble et la précision qu'il jugeait nécessaires à la guerre.

« Aussi, après sa mort, pour avoir négligé ce sage principe, vit-on, dit le com- » mentateur de Lloyd, les grandes armées, les grands états-majors, les grands » équipages, les grands convois, les grands magasins, les grands fourrages, les » grands hôpitaux, en un mot, les grands embarras, les grands abus, les petits » talents et les grands désastres, et à peine fut-il mort que l'on commença à » dégénérer. »

Voyons ce qu'avait fait ce grand capitaine, *cet homme qui faisait honneur à l'homme*, selon l'expression de Montécuculli.

Lorsqu'il parut dans nos armées, l'état des formations était à peu près le même que sous Henri IV. Le bataillon en constituait l'unité. Les rapports du régiment avec le bataillon ou la portion d'armée n'étaient pas encore établis. La confusion était dans les noms, et plus encore dans les choses. Turenne, prenant pour exemple les principes élémentaires de Maurice de Nassau et de Gustave-Adolphe, choisit le bataillon pour former la division d'armée qu'il voulait introduire. C'est ainsi qu'il créa la *brigade*.

(1) Les premiers honneurs que Bonaparte, consul, fit rendre aux anciennes renommées après l'orage de la révolution, furent pour Turenne. Lucien, ministre de l'intérieur, et Carnot, ministre de la guerre, y contribuèrent avec zèle. Carnot prononça aux Invalides un discours remarquable, dans lequel il proclama Turenne le premier des guerriers et le proposa à toutes les générations comme le modèle des héros.

La brigade était primitivement composée de quatre bataillons fournis par un ou deux régiments; elle fut ensuite composée de deux régiments.

Les brigades furent d'abord commandées par des colonels et des mestres de camp, qui prirent le titre de *brigadiers*, titre qu'ils n'avaient que par commission et durant le temps qu'ils commandaient la brigade.

Après la paix des Pyrénées, le titre devint fixe et permanent.

Le bataillon, avons-nous dit, fut l'élément de la brigade. En effet, les régiments étant inégalement composés quant au nombre de bataillons, ceux-ci étaient plus approximativement égaux quant au nombre d'hommes. Turenne dut choisir le bataillon.

Par cette division, les rapports du général avec les chefs de ses divers corps se trouvaient établis régulièrement. Dès lors les officiers généraux cessèrent de *rouler* entre eux et reçurent des destinations spéciales et régulières.

Quoi qu'il en soit, la brigade de Turenne est restée un des éléments de la grande tactique et a servi de base à l'organisation du maréchal de Broglie, créateur de la division dans l'armée française.

C'est Turenne qui le premier rendit l'armée mobile et disposa les marches de manière à changer promptement l'*ordre de marche* en *ordre de bataille*, d'après le système que nous avons indiqué précédemment; et quelque difficiles et irréguliers que fussent alors ces mouvements, cette inovation n'en était pas moins un immense progrès. Les longues guerres où il se trouva successivement engagé ne lui permirent pas de perfectionner les éléments de la tactique; car la paix est le temps des exercices, des essais, des perfectionnements. Si le sort eût permis que Turenne disposât de dix années de paix à la suite de ses immortelles campagnes, nul doute qu'il n'eût opéré d'utiles améliorations. Qui peut affirmer qu'il n'eût pas fait ce que fit le grand Frédéric après le traité de Dresde? Turenne était l'homme des perfectionnements. Toujours son jugement écarta les préjugés de la routine (1).

Au point de vue moral, l'influence de Turenne fut plus grande encore.

Dans son armée, l'orgueil se taisait, l'amour-propre se faisait justice, la paresse devenait laborieuse, la légèreté et l'impatience prenaient sur elles d'être constantes et souffrantes; ses soldats étaient d'autres hommes, ils conservaient tous les avantages de leur nature, et ils montraient des qualités qu'on aurait crues étrangères au caractère français. L'obéissance n'était point aveugle, et ne semblait point pénible, parce qu'on était sûr que le commandement serait toujours doux, et son intention toujours raisonnable.

L'homme qui avait opéré ces prodiges, c'était Turenne, nom unique dans les fastes militaires (2).

Avancement. — L'avancement fut sous Louis XIV et sous Louis XV accordé alternativement à la faveur, à l'argent et à l'ancienneté. Ainsi le sous-lieutenant devenait lieutenant par ancienneté. Le lieutenant ne devenait capitaine que par finances et sans passer par tour; le major et le lieutenant-colonel arrivaient

(1) Rocquencourt.
(2) Carrion Nisas.

à ces grades par ancienneté; le colonel, dans toutes les armes, n'y arrivait que par la faveur ou par l'argent. Les colonels et les lieutenants-colonels les plus anciens obtenaient le grade de brigadier. Les officiers généraux étaient nommés par promotions selon l'ordre d'ancienneté de grade.

MOEURS MILITAIRES. — Nous avons déjà parlé de la création des régiments d'infanterie sous Henri II, ou plutôt la transformation des légions en régiments. Mais ce ne fut guère qu'au commencement du dix-septième siècle qu'ils eurent une organisation régulière. Les quatre régiments, *Picardie, Champagne, Navarre* et *Piémont*, qu'on appelait les *vieux corps*, étaient considérés comme les meilleurs de toute l'armée, et servaient de modèle aux autres pour la discipline et la bravoure. — C'est dans ces régiments que commença à prendre naissance l'esprit de corps, et cette rivalité de gloire et de dévouement qui enfanta tant de nobles actions parmi les régiments provinciaux. C'est aussi à ces vieux corps qu'il faut rapporter l'origine de tous ces *dictons soldatesques*, de ces surnoms de *Gave bon temps*, *Va de bon cœur*, *Belle Rose*, *Beau Soleil*, *La Tulipe, etc.*, sobriquets traditionnels transmis de siècle en siècle et entremêlés aux histoires grotesques de la veillée des camps. Les vieilles gravures nous ont conservé quelques-uns de ces types avec de belles têtes à l'expression goguenarde et sévère à la fois; la moustache fièrement relevée, le long bonnet de police *crânement* jeté sur l'oreille, la pipe à la bouche, soldats de Picardie ou de Champagne attablés devant quelque tonneau pris aux ennemis et défoncé à coups de sabre, ou courtisant quelque fille allemande aux charmes robustes. L'école de Callot a reproduit aussi ces intrépides maraudeurs d'avant-garde engageant de singuliers combats avec les immondes commensaux des basses-cours et les volailles des poulaillers; portant pendus à leur carabine quelques oisons décapités, et en sautoir autour du cou deux ou trois bonnes gourdes pleines de vin ou d'eau-de-vie; ou bien encore de joyeuses troupes de soudards traînant une charrette toute chargée de pillage, et l'escortant au milieu des cris les plus énergiques, des chants, des jurons, etc. (1).

Chacun de ces corps avait ses traditions glorieuses et ses faits d'armes. — Picardie racontait l'histoire de ses cinq colonels tués sous le drapeau en face de l'ennemi.

Champagne se glorifiait de sa belle défense de la citadelle Saint-Martin dans l'île de Ré.

Navarre rappelait avec orgueil sa conduite au siége d'Amiens, en 1597, et citait cette particularité, que le gouverneur espagnol ne faisait jamais de sortie

(1) La Bibliothèque du roi, cabinet des estampes (règne de Louis XIII), a une nombreuse collection de ces gravures. Sur l'une d'elles, on lit en légende :

Braves soudards que nous sommes,
Quand le paysan ne nous assomme,
Nous pillons, violons et volons;
Et gare à qui nous rencontrons.

lorsque le régiment était de jour à la tranchée; il rappelait aussi ses glorieuses campagnes de la Valteline.

Piémont tirait vanité de son origine, qui remonte aux fameuses *bandes noires*, de ses guerres d'Italie sous le maréchal de Brissac, et de la belle défense de Corbie en 1636, où seul il empêcha, pendant douze heures, l'armée de Picolomini de passer la Somme, et perdit treize capitaines, quatorze lieutenants, seize enseignes, trente-deux sergents, et sept à huit cents soldats tant tués que blessés.

De là rivalité de gloire entre ces vieux corps, de là de nombreuses disputes; souvent des prises d'armes et des duels pour le rang, la préséance dans les armées, dans les campements, dans les marches, dans les assauts, dans les batailles, etc. On se disputait pour ouvrir la tranchée le premier, pour être à l'avant-garde, etc. Mais sous le feu de l'ennemi tout était oublié. Une noble émulation animait tous les esprits et enfantait des prodiges.

« Vous ne savez pas la puissance de ce seul mot, *l'esprit de corps*, » dit M. Ambert dans une des plus belles pages de ses *Esquisses*, et que nous rapportons, bien qu'elle s'applique à l'époque impériale; car si la famille militaire avait à cette époque changé de chefs et de drapeaux, les soldats français n'avaient point changé, les mœurs étaient restées les mêmes, les traditions des vieux régiments s'étaient perpétuées dans les demi-brigades de la République et dans les régiments de l'Empire. « Oh! si vous nous aviez vus autrefois, comme nous étions beaux de fraternité, et, dans nos malheurs, admirables d'union! Français, Français d'abord, puis soldats du grand chef, enfin cuirassiers ou artilleurs, fantassins ou dragons, nous étions les enfants de tel ou tel corps, de tel ou tel régiment. Je l'ai dit, la France était la patrie; l'état militaire était la province, au dialecte particulier, aux mœurs différentes; l'*arme* était le village, nous savions le son de notre cloche et le vêtement de nos voisins: le *régiment* était la famille, nous dormions ensemble, nous nous chauffions au même feu, nos repas étaient en commun. Là, nous trouvions les conseils paternels des anciens, et leur expérience guidait nos pas; nos enfants, c'étaient quelques fils de pauvres grenadiers; nous jouions avec eux, nous leur apprenions à balbutier les mots d'honneur et de patrie... Les mères, les sœurs, que nous protégions et qui pansaient nos blessures, c'étaient les veuves de braves camarades emportés par les boulets... Quel est le vieux militaire qui ne vous parle encore, les larmes aux yeux, de sa 3e demi-brigade légère ou de son 10e dragons? il sait tous les noms, et pour chaque nom une petite anecdote; il vous dit le nombre de batailles de son régiment, les morts, les croix, les bivouacs, les traits remarquables, tout enfin. Il vous chantera la chanson de la brigade, chanson grossièrement satirique, mais qui, par la vigueur même de ses attaques envers les autres armes, prouve toute la puissance de l'*esprit de corps*. Le houzard de l'ancienne armée fredonne encore les vieilles rimes contre le dragon; celui-ci n'a pas oublié les quolibets orduriers qu'on jetait aux fantassins, et le fantassin retrouve dans sa bouche et lance, d'une voix rauque, la cynique allusion qui fouaille le cavalier. Toute cette athlétique

poésie de corps-de-garde se traduisait quelquefois en coups de sabre ; on se battait pour un mot, pour un geste, pour soutenir la taille d'un tambour-major ou le droit de priorité dans la maison de débauche; le voltigeur toisait le grenadier, et tous deux croisaient le fer. Mais ce n'étaient que des bouderies d'amants; le soir tout était oublié, les liens se resserraient; on rivalisait de beauté, de grandeur, de courage et d'union. Le général Foy l'a dit : « L'armée formait alors une masse homogène et indivisible. Du conscrit enrôlé depuis six mois on arrivait au maréchal d'Empire sans rencontrer de passage heurté dans la manière de voir et de sentir. »

HISTOIRE DES RÉGIMENTS D'INFANTERIE. — Les régiments créés dans l'infanterie après les quatre premiers corps furent les régiments de *Normandie*, de la *Marine*, de *Rambures*, de *Silly*, d'*Auvergne*, de *Sault*, d'*Espagny*. Ces cinq derniers furent nommés *Petits vieux* (1). Ils avaient comme les premiers des distinctions, des priviléges, tels que de prendre rang immédiatement après les vieux corps, de n'être point cassés après une guerre, mais seulement d'avoir un certain nombre de soldats réformés ; d'avoir un prévôt de justice, etc., etc.

Il faudrait un volume pour faire l'histoire de chacun des corps d'infanterie; nous nous bornerons à raconter les faits les plus saillants de leurs annales.

Nous avons dit dans notre premier volume que l'importance de l'infanterie française ne commença que pendant les guerres civiles de la Ligue. Nous avons vu quelle intrépidité, quelle bravoure Coligny avait inspirée à ses soldats ; quels rudes combattants étaient les fantassins de Moncontour, de Jarnac et de Saint-Denis. A Coutras, ce fut l'infanterie de Belsunce qui décida la victoire par une attaque à l'arme blanche. Dans toutes les guerres de Henri de Navarre, guerres rapides et pleines d'audacieuses attaques, de sublimes témérités, l'infanterie française se montra souvent digne du royal capitaine.

Rohan et Condé l'initièrent aux entraînements du génie, et lui apprirent ce mot magique *la gloire*, mobile puissant inconnu jusqu'alors dans nos milices, et que les grands capitaines lui révélèrent au milieu des rochers de la Valteline, devant les lignes de Fribourg et dans les plaines de Nordlingen et de Lens.

Turenne moralisa l'armée française, et la rendit plus savante, plus forte et plus homogène. Dès ce moment, son rôle grandit, et elle occupe la place la plus importante dans le développement de l'emploi des trois armes.

(1) Voici la liste des régiments successivement créés :

1er Picardie; 2e Champagne; 3e Navarre; 4e Piémont; 5e Normandie; 6e la Marine; 7e Rambures; 8e Silly; 9e Auvergne; 10e Sault; 11e Espagny, 12e Herbouville; 13e Douglas 14e Lorraine; 15e Lyonnais; 16e Duplessis-Praslin; 17e Lallier, devenu Lignières; 18e Chambellé; 19e Montauzier; 20e Duras; 21e Dampierre; 22e Navailles-St-Geniez; 23e Poitou; 24e Turenne; 25e Grancé; 26e Bretagne; 27e Gramont; 28e La Ferté; 29e Vaisseaux-Provence; 30e Harcourt; 31e Conty; 32e Montpezat; 33e la Reine; 34e la Reine-Mère; 35e Royal; 36e Vendôme; 37e Orléans; 38e Schutztemberg; 39e La Fère; 40e Broglie; 41e Condé; 42e du Roi; 43e Carignan-Sallière; 44e Clerembault; 45e Alsace; 46e Royal-Catalan;



Typ. Chaumont.

Fusilier. **Sergent.**

Infanterie.

1675.

Pl. 90.

L'infanterie, dit un écrivain militaire (1), est l'arme qui, réduite à elle-même, privée de tout secours, peut encore faire le plus longtemps de grandes choses. Ajoutons que c'est elle dont les annales sont les plus riches en grandes actions de guerre et en faits d'armes particuliers.

Citons quelques traits pris au hasard :

Le fort de Fécamp venait d'être pris sur la Ligue, en 1593, par le maréchal de Biron. Le poids de cette perte parut accabler les calvinistes, excepté Bois-Rosé, officier de cœur et de tête, qui, en sortant de la place même, conçut le hardi projet de la rendre à son parti.

Voici comment Sully rapporte cet acte de bravoure, comparable à tout ce que l'antiquité nous offre de plus extraordinaire. « Le côté du fort qui donne sur la mer est un rocher de six cents pieds de haut, coupé en précipices. La mer en lave continuellement le pied à la hauteur d'environ trois mètres excepté quatre ou cinq jours de l'année, où elle le laisse à sec l'espace de trois ou quatre heures. Bois-Rosé, à qui toute autre voie était fermée, pour surprendre une garnison attentive à la garde d'une place nouvellement enlevée, ne douta point que s'il pouvait aborder par cet endroit, regardé comme inaccessible, il ne vînt à bout de son dessein. Il avait gagné pour cet effet deux soldats de la garnison, et l'un d'eux se tenait tout le temps de la basse marée sur le haut du rocher, où il attendait le signal. Bois-Rosé, ayant choisi une nuit fort obscure, aborda avec cinquante hommes d'élite et deux chaloupes au pied du rocher. Il s'était muni d'un gros câble, égal en longueur à la hauteur du roc, y avait fait des nœuds de distance en distance et passé de courts bâtons pour appuyer les pieds et les mains.

« Le soldat qui se tient en faction n'a pas plutôt reçu le signal, qu'il jette du haut du précipice un cordeau, auquel ceux d'en bas lient le câble, qui est hissé en haut par ce moyen et attaché à l'entre-deux d'une embrasure. Bois-Rosé fait prendre les devants à deux sergents dont il connaît la résolution, et ordonne aux cinquante soldats de s'attacher de même à cette espèce d'échelle, les armes liées autour de leur corps, et de suivre à la file, se mettant lui-même le dernier de tous, pour ôter à ceux qui pourraient être tentés d'être lâches tout espoir de retour. La chose devint d'ailleurs bientôt impossible; car avant qu'ils fussent seulement à moitié chemin, la marée, qui avait monté de plus de six pieds, avait emporté les chaloupes et fait flotter le câble.

» Qu'on s'arrête ici un moment pour se représenter ces cinquante hommes suspendus entre le ciel et la terre au milieu des ténèbres, ne tenant qu'à une machine si peu sûre, qu'un léger défaut de précaution, la trahison d'un soldat mercenaire, ou la moindre peur, pouvait les précipiter dans les abîmes ou les écraser sur les rochers; qu'on y joigne le bruit des vagues, la hauteur du rocher, la lassitude et l'épuisement; il y avait dans tout cela de quoi faire tourner la tête au plus assuré de la troupe, comme elle commença en effet à tourner à celui-là même qui la conduisait. Ce sergent dit à ceux qui le suivaient

(1) Carrion Nisas.

qu'il ne pouvait plus monter, que le cœur lui défaillait. Bois-Rosé, à qui ce discours était passé de bouche en bouche, et qui s'en apercevait parce qu'on n'avançait plus, prend son parti sans balancer. Il passe par-dessus le corps des cinquante qui le précèdent, en les avertissant de se tenir fermes, et arrive jusqu'au premier, qu'il essaye d'abord de ranimer. Voyant qu'il n'en pouvait venir à bout par la douceur, il l'oblige, le poignard dans les reins, de monter. Enfin, avec toute la peine et le travail, la troupe se trouve au haut du rocher avant la pointe du jour, et est introduite par les deux soldats dans le château, où elle commence par massacrer sans miséricorde le corps de garde et les sentinelles. Le sommeil livra presque tout le reste de la garnison à la merci de l'ennemi, qui fit main-basse sur tout ce qui résista et s'empara du fort.

. . . . »

Louis XIII assiégeait les huguenots dans Montpellier; les troupes du roi s'étaient laissé repousser à une attaque sans faire beaucoup de résistance. Jamet, maréchal de camp, leur crie : « Soldats, vous fuyez? — Monsieur, répondent-ils, nous n'avons ni poudre ni plomb. — Quoi ! leur dit-il, n'avez-vous pas des épées et des ongles? » Ces paroles les raniment, leur rendent le courage; ils reviennent à la charge, combattent avec une intrépidité étonnante, et repoussent ceux qui les avaient mis en fuite.

Un officier du régiment de *Champagne* demandait pour un coup de main douze hommes de bonne volonté ; tout le corps reste immobile et personne ne répond. Trois fois la même demande, et trois fois le même silence. « Eh! quoi! dit l'officier, l'on ne m'entend point? — L'on vous entend, s'écrie une voix ; mais qu'appelez-vous douze hommes de bonne volonté? nous le sommes tous; vous n'avez qu'à choisir. »

. . . .

Un soldat du *régiment des fusiliers* qui travaillait à la tranchée devant Namur, y avait porté un gabion qui fut enlevé; aussitôt il courut en poser à la même place un autre, qui fut sur-le-champ emporté par un autre coup de canon. Le soldat en prit un troisième et alla le poser; un troisième coup de canon emporta ce troisième gabion. Alors le soldat rebuté se tint en repos ; mais un officier lui commanda de ne pas laisser cet endroit sans gabion. Le soldat dit : « J'obéirai, mais j'y serai tué. » Il y alla, et, en posant son quatrième gabion, il eut le bras fracassé d'un coup de canon. Il revint soutenant son bras pendant avec l'autre bras, et se contenta de dire à son officier : Je l'avais bien dit. Il fallut lui couper le bras qui ne tenait presqu'à rien. Il souffrit cela sans prononcer un seul mot, et après l'opération, il dit froidement : « Je suis donc hors d'état de travailler, c'est maintenant au roi à me nourrir. »

. . . .

Le régiment du *Maine* se couvrit de gloire au combat d'Ékeren, à quelques lieues d'Anvers. Ayant forcé un défilé, il se trouva exposé à un terrible feu des alliés, qui tiraient à couvert de derrière une digue. Les soldats se jettent dans une rivière qui les sépare d'eux, ayant de l'eau jusqu'au cou. Ils n'ont pas plutôt franchi ce pas dangereux, qu'ils sont chargés par un gros de cavalerie.

Alors la troupe se sépare en pelotons, qui, sans s'ébranler, tirent sur cette cavalerie. Le colonel y périt avec trente officiers, mais sans que le régiment perdît un pouce de terrain. Les balles manquant à quelques soldats, ils arrachaient les boutons de leurs habits pour y suppléer ; et au lieu de dépouiller les alliés qui sont tués, ils se contentaient de prendre leur poudre, dont ils commençaient à manquer. On vit des tambours quitter leurs caisses pour charger. Enfin le régiment fut presque détruit sans pouvoir être forcé.

Un caporal de ce même régiment, ayant eu un bras emporté à la tranchée de Milan, secourut de celui qui lui restait le fils de son major blessé, le conduisit, le porta de son mieux jusqu'au dépôt, et, lorsqu'il y fut rendu, il ne voulut jamais souffrir qu'on lui mît d'appareil qu'il n'eût vu panser auparavant son jeune officier.

. . . .

Pendant le siége de Montmélian par les Français en 1691, le maréchal de Catinat, qui voulait savoir si le fossé de la place était taillé dans le roc vif, ou s'il était seulement revêtu de maçonnerie du côté du glacis, faisait descendre pour s'en assurer un soldat dans un gabion avec une corde. Mais un si grand nombre de braves gens avaient péri dans cette commission dangereuse, que personne ne se présentait plus pour la tenter. Un jeune soldat du régiment de la Farre eut seul cette audace. « Comment t'y prendras-tu, lui dit le maréchal de Catinat, pour connaître si c'est maçonnerie ou roc? — Je le verrai bien, répondit-il, par la fenêtre du gabion, en sondant avec la pointe de ma baïonnette. » On le descend dans le fossé; il en revient heureusement et rend un très-bon compte de ce qu'on a si grand intérêt à connaître. « Que veux-tu pour ta récompense? lui dit ce général. — Je vous demande en grâce, monseigneur, répondit-il, de me faire entrer dans la compagnie des grenadiers. »

. . . .

Le prince d'Orange fut battu, à Nerwinde, par le maréchal de Luxembourg. Dans la chaleur de l'action, ce général, voyant revenir du combat un soldat aux gardes qui avait quitté son corps, lui dit d'un ton menaçant : « Où vas-tu? — Je vais, mon général, répondit le soldat en ouvrant son habit pour faire voir sa blessure, je vais mourir à quatre pas d'ici. »

M. de Villars, n'ayant encore que le grade de colonel, avait reçu en 1607 le même tribut de louanges.

Il rentrait dans son camp après une action très-meurtrière; le premier objet qui s'offre à lui, c'est un soldat de son régiment qui, blessé d'un coup d'épée au travers du corps, se retirait presque expirant : « Êtes-vous content de moi, mon colonel? dit le brave homme, » et sa tête retomba sur sa poitrine pour ne plus se relever.

. . . .

Après la malheureuse affaire de Plaisance, en 1746, Asti tomba au pouvoir des Impériaux. Tous les postes français de la gauche du Pô furent forcés de se replier. Dans cette retraite précipitée, on oublia un hôpital de deux cents malades établi à Castel-Alfieri. Parmi les convalescents se trouvait un sergent

de grenadiers du régiment de *Tornaisis*, surnommé *Va-de-bon-Cœur*. Ce sergent proposa aux autres malades de quitter le lit, de se mettre en défense et de ne se rendre qu'après avoir soutenu un siége. La proposition est acceptée. On prend les armes, on ferme les portes et on attend les Piémontais. Bientôt on voit un détachement ennemi. L'officier vient prendre l'hôpital à discrétion. Il est salué d'une décharge générale d'artillerie et de mousqueterie, car on avait trouvé dans un coin du château une vieille pièce de fer qu'on avait mise en batterie. L'officier piémontais, qui s'attendait peu à une pareille réception, alla rendre compte à son général de cette résistance inattendue. Celui-ci, pour la singularité du fait, voulut reconnaître lui-même la place et demander à parlementer. *Va-de-bon-Cœur*, établi d'une voix unanime gouverneur et chef d'armée, déclara au général que l'hôpital, ayant été changé en une garnison bien disposée à se défendre, ne capitulerait qu'après avoir essuyé quelques volées de canon et vu ouvrir la tranchée, n'en ouvrît-on que *la largeur de sa pipe*.

« *C'est bien*, répondit le général, admirant sa bravoure, *on va vous servir selon vos souhaits.* »

En effet, deux canons furent portés à dos de mulets devant l'hôpital, et l'on ouvrit la tranchée. Après avoir essuyé quelques volées de canon, auxquelles la garnison riposta le mieux qu'elle put, après avoir soutenu deux jours de tranchée ouverte, le gouverneur demanda à capituler.

Tous les honneurs de la guerre lui furent accordés. La capitulation signée, le général envoya des rafraîchissements à la garnison et des voitures pour le transport des malades.

Le lendemain elle sortit précédée d'un tambour décoré d'une béquille et d'un bras en écharpe, et après lui venait *Va-de-bon-Cœur* à pied avec quelques-uns des plus valides, puis vingt charrettes chargées de malades, criant *Vive le roi!* autant que leurs forces le leur permettaient, et portant le fusil le plus haut qu'ils pouvaient. La marche était fermée par les convalescents défilant sur trois de front; enfin, une charrette couverte de branches de pin et de romarin portait les ustensiles de l'hôpital. Ces braves, après avoir traversé les postes piémontais, arrivèrent ainsi en triomphe à Novi, quartier général de l'armée française.

Le roi, informé de cet événement, décora l'intrépide sergent de Tornaisis de la croix de Saint-Louis, et le nomma aide-major de la place de Brissach.

Claude Bertrand, ou Stenay, sergent de grenadiers au régiment d'infanterie de *Bourbon*, reçut l'ordre d'attaquer un village près de Wissembourg, dont les Impériaux venaient de se rendre maîtres. Au milieu de l'attaque, il reçut un coup de feu dans la poitrine et tomba sur le coup. Il se releva bientôt, et sans être arrêté par l'horrible douleur qu'il éprouvait, sans proférer un cri ou une plainte, il ouvrit son couteau, coupa une poignée d'herbe, l'enfonça dans sa plaie pour lui servir de premier appareil. Ayant ainsi arrêté l'hémorrhagie, il continua l'attaque, dirigea son détachement avec habileté et chassa l'ennemi! . . . .

En 1747, au siége de Berg-op-Zoom, le général de l'Espinasse, alors lieutenant dans une compagnie de grenadiers royaux, fut commandé pour l'attaque du chemin couvert. L'attaque se fit à minuit, la nuit du 5 au 6 d'août; les Français débouchèrent sur le glacis, et de l'Espinasse, voyant que sa compagnie ne faisait aucun mouvement positif et restait en butte au feu des ennemis qui tiraient de leurs palissades, se mit au premier rang, et demanda au capitaine s'il ne fallait pas passer dans le chemin couvert : celui-ci ne lui eut pas plutôt dit que oui, que le jeune lieutenant y sauta, en criant aux grenadiers de le suivre. Cette irruption imprévue déconcerta les ennemis. Les Français se trouvèrent pêle-mêle avec eux et en tuèrent quelques-uns à coups de baïonnette. Après cette première charge, de l'Espinasse s'occupa à former la compagnie à mesure que les grenadiers sautaient par-dessus la palissade, et présenta le bras au capitaine, qui avait plus de soixante ans, pour l'aider à imiter ses grenadiers : en ce moment il reçut un coup de fusil au jarret gauche; la balle avait sans doute touché la terre, car elle ne lui fit qu'une forte contusion. La douleur ne l'empêcha pas de fondre sur les ennemis, qui abandonnèrent le chemin couvert pour se retirer dans des réduits, d'où ils faisaient un feu continuel. Le capitaine fut tué, et son fils, qui était lieutenant, s'était retiré dangereusement blessé dès le commencement de l'affaire. Tant que le feu des Français dura, celui des ennemis leur causa moins de dommage; mais plus leur nombre diminuait, plus aussi leur feu se ralentit. De l'Espinasse fit ramasser toutes les cartouches qui se trouvèrent dans les gibernes des morts et des blessés dont il était entouré. Les ennemis jetaient des pots à feu qui les éclairaient pour mieux viser leurs coups. Les Français, par ordre de leur brave lieutenant, répétaient à grands cris : *A moi, grenadiers royaux; à moi, Normandie!* Que d'exploits différents! que de prodiges de la fermeté la plus rare et de la valeur la plus héroïque! Les blessés criaient à leurs camarades : *Mon fusil est encore chargé, prenez-le; vengez-nous.* Enfin, la compagnie de ces braves grenadiers était réduite à peu d'hommes : la nuit dérobait leur petit nombre. Un officier de dix-sept ans soutenait leur courage contre la mort qui les environnait. Enfin, à la pointe du jour, de cinquante hommes il ne lui en restait plus que trois : jusqu'alors le parti de la retraite avait répugné à sa valeur; mais le jour succédait au crépuscule, il fallut céder à la force et penser à se retirer en bon ordre. Il se retira, lui quatrième, dans la sape qui avait été prolongée toute la nuit à la faveur du feu dirigé sur quelques compagnies de grenadiers, et principalement sur celle où servait de l'Espinasse. Il repassa la palissade avec le faible débris de sa troupe; en arrivant dans le retranchement, les trois grenadiers l'embrassèrent les larmes aux yeux. Au moment où ces témoignages de l'admiration et de la tendresse épanouissaient son jeune cœur, il aperçut un grenadier blessé, qui s'était traîné jusqu'à dix pieds du retranchement, et qui allait périr par le feu des ennemis. Il dit aux trois grenadiers, revenus avec lui sans blessures, qu'il fallait sauver un malheureux. Le jour était déjà grand, les ennemis pouvaient ajuster leurs coups. Le danger était presque certain· les trois braves hésitèrent. Le cou-

rageux jeune homme eut la délicatesse de ne paraître pas s'en apercevoir, sauta par-dessus le retranchement en disant : « Mes amis, voici comment nous nous y prendrons. » Ils le suivirent, ainsi que six grenadiers du régiment de Normandie qui gardaient la sape. On tira sur eux peut-être cinquante coups de fusil, aucun ne fut atteint. Ils portèrent le grenadier, blessé d'un coup de fusil dans les deux genoux, et lui sauvèrent ainsi la vie.

Après la bataille de Rosbach, les hussards noirs du roi de Prusse, appelés Têtes-de-morts, poursuivaient les troupes françaises désunies ; un des généraux prussiens, apercevant un endroit où l'on combattait encore, s'approche, et voit un grenadier français aux prises avec six de ces hussards. Le grenadier était retranché par une pièce de canon, et jurait en combattant toujours de mourir plutôt que de se rendre. Le général, admirant sa valeur, ordonne aux hussards de suspendre leurs coups, et dit au Français : « Rends-toi, brave soldat, le nombre t'accable, la résistance est inutile. — Elle ne peut l'être : je lasserai ces gens-ci, et je rejoindrai mon drapeau ; ou ils me tueront, et je n'aurai pas la honte d'avoir été fait prisonnier. — Ton armée est en déroute. — Je ne le sais que trop ; mais, morbleu ! si nous avions eu un général comme le roi de Prusse ou le prince Ferdinand, je fumerais ma pipe dans l'arsenal de Berlin. — Je donne la liberté à ce Français, dit le général prussien ; hussards, suivez-moi ; et toi, brave grenadier, prends cette bourse et va rejoindre ton corps. Si le roi, mon maître, avait cinquante mille soldats comme toi, l'Europe entière n'aurait que deux souverains, Frédéric et Louis. — Je le dirai à mon capitaine ; mais gardez votre argent ; en temps de guerre, je ne mange de bon appétit que celui de l'ennemi, et vous, vous êtes digne d'être Français. »

. . . .

Le 20 janvier 1782, un soldat du régiment de Touraine, nommé Claude Thion, âgé de dix-sept ans, fut chargé de porter les bombes à la batterie dressée devant Brumstoun-Hill, dans l'île de Saint-Cristophe en Amérique. Un boulet de canon tiré de la place lui coupe le bras droit qui ne tient plus qu'à un nerf. Au même instant ce brave jeune homme se débarrasse de la bombe, qui était posée sur l'épaule de ce même bras, emprunte le couteau de son camarade, et achève seul de s'en séparer ; il recharge ensuite sa bombe sur l'épaule gauche et va la porter à la batterie avant d'aller se faire panser. Il était encore il y a vingt ans à l'hôtel royal des Invalides.

Tels étaient les soldats de notre vieille infanterie française !...

Intendants des armées. — Sous le règne de Henri III (1577), il existait des *commissaires du roi*, dont la charge était de veiller à la police et au payement des troupes, à la fourniture des vivres et fourrages, suivant les revues, au règlement des contributions, à l'établissement *des sauve-gardes*, à celui des hôpitaux, etc. Ces fonctionnaires (qu'il ne faut pas confondre avec les différents commissaires de guerre, qui se trouvaient leurs inférieurs) furent appelés *intendants d'armées* en 1635. Il en fut créé en même temps pour les provinces, ayant des attributions civiles à peu près semblables à celles des préfets de nos

Il y avait d'abord plusieurs sortes d'intendants dans les troupes, les *intendants de justice, de police, de finances;* mais bientôt ces diverses attributions se fondirent dans les fonctions de l'*intendant des armées.*

Indépendamment d'un nombre déterminé de commissaires des guerres, l'intendant avait encore sous ses ordres un employé général connu sous le nom de *général des vivres*, qui commandait lui-même à tous les employés des subsistances militaires.

Les *intendants des armées* jouissaient d'une grande considération; ils avaient une garde de dix hommes commandés par un sergent et recevaient le mot d'ordre. Ces intendants furent nommés *commissaires ordonnateurs en chef*, par ordonnance du 11 avril 1704. Nous verrons dans un de nos chapitres suivants les modifications survenues dans cette importante institution sous la République et l'Empire, avant d'arriver à l'organisation actuelle.

La charge de *commissaire général des armées* fut créée en 1614, s'il faut en croire les mémoires de Bussy-Rabutin; mais les attributions de ces fonctionnaires n'ont jamais été bien définies, et paraissent avoir été les mêmes que celles de ces *inspecteurs* qui, sous Charles VII, étaient chargés de passer les troupes en revue. Cet emploi exista peu de temps.

Quant aux *commissaires des guerres*, l'origine de leurs fonctions est très-ancienne. Ils comptaient parmi les grands officiers de la couronne depuis le règne du roi Jean (1355). Les *commissaires des guerres* étaient sous les ordres des maréchaux. On les nommait aussi *meneurs de gendarmes, archers et arbalétriers.* Plus tard, ils prirent la qualification de *conducteurs des gens de guerre.* Ces fonctionnaires étaient chargés des revues, de la police et de l'administration des troupes dans les marches, les cantonnements ou à l'armée.

C'est sous le règne de Louis XII (1514) qu'ils prirent la dénomination de *commissaires des guerres.* Une ordonnance de 1553 leur donna droit aux séances du siége de la connétablie. Henri IV créa des *commissaires provinciaux des guerres.* Louis XIII et Louis XIV augmentèrent considérablement le nombre de ces fonctionnaires.

Les commissaires provinciaux des guerres veillaient à la distribution des étapes fournies aux troupes de passage dans leurs provinces, et prenaient la conduite des troupes quand le bien du service l'exigeait.

Il y avait encore les *commissaires ordonnateurs*, grade supérieur à celui de *commissaire des guerres* et de *commissaire provincial.* Ils étaient plus spécialement chargés du service des places et de l'examen de la comptabilité des fournisseurs.

Les *commissaires des guerres* ne prirent l'uniforme qu'en 1746. Cet uniforme consistait en un habit en drap gris de fer, bordé d'or, parements rouges et bottes, doublures rouges.

CHIRURGIENS. — C'est sous le règne de François Ier que la chirurgie militaire fut régulièrement établie dans nos armées. Théodoric de Héry et Ambroise Paré commencèrent dès cette époque à illustrer leurs nobles et modestes fonctions.

Auparavant les médecins qui suivaient l'armée étaient des empiriques, vendeurs de baumes ou d'onguents, qui, mêlés aux gens de pied et aux valets, suivaient l'armée et pansaient les blessures à prix d'argent.

Chaque seigneur avait son médecin particulier.

Henri IV, en établissant des hôpitaux militaires, contribua aux progrès que fit la chirurgie sous son règne.

Louis XIII, donnant plus d'extension au service de santé dans les armées, créa les chirurgiens-majors des régiments.

Depuis cette époque, cette partie importante de la science s'enrichit des découvertes des Bessier, des Petit, des Ledran, chirurgiens du règne de Louis XIV.

Mais c'est sous le règne de Napoléon que la chirurgie de bataille fut organisée telle qu'elle existe aujourd'hui.

« Autrefois les chirurgiens se tenaient derrière la ligne de bataille, et attendaient loin des périls qu'on leur apportât les militaires blessés. Aujourd'hui, » ils accompagnent les braves au combat; ils partagent leurs dangers et les » soulagent aux lieux mêmes où ils ont été frappés (1). »

L'histoire a déjà conservé les noms des Noël, des Saucerotte, des Desgenettes, des Percy, des Larrey; elle a conservé le souvenir des services qu'ils rendirent à nos armées sur le Rhin, la Meuse, les Pyrénées, en Italie, en Orient, en Prusse, en Pologne, en Russie, partout enfin où nos phalanges républicaines et impériales allèrent chercher des dangers et de la gloire.

Aussi Napoléon s'occupa-t-il avec sollicitude de cette classe d'hommes si dévoués, si patients, debout jour et nuit, portant partout les secours de l'art, et ne trouvant aucune fonction au-dessous d'eux dès qu'elle les met à portée de devenir plus utiles (2).

« Qu'on se figure, dans les plaines de carnage de la Prusse ou de la Pologne, des chirurgiens traînés sur des chars légers, traversant en tous sens le vaste champ de bataille, cherchant les blessés dans les rangs foudroyés, les pansant au milieu d'une grêle de balles et de boulets, et montrant toujours, sur les confins de la vie et de la mort, un zèle, une adresse, une intrépidité, qui remplissaient tout le monde d'étonnement et d'admiration (3)! »

Et de nos jours, nos chirurgiens militaires ne se montrent-ils pas dignes de leurs devanciers de l'armée impériale dans les champs de l'Afrique, si laborieusement sillonnés par nos bataillons? Quel plus noble dévouement, quelle abnégation plus sublime que celle de ces hommes, qui, étrangers, pour ainsi dire, aux excitations de la gloire, aux jouissances de l'amour-propre des autres officiers de l'armée, tombent et meurent chaque jour en accomplissant leurs nobles et utiles fonctions!

(1) Fournier, *Dictionnaire des Sciences médicales.*

(2) *Rapport de l'état-major de l'armée.*

(3) *Esquisses militaires.*

TABLEAU CHRONOLOGIQUE

DES ÉVÉNEMENTS MILITAIRES, DES COMBATS, DES SIÉGES, BATAILLES ET TRAITÉS DE PAIX DEPUIS LOUIS XIII JUSQU'À LA PAIX DES PYRÉNÉES.

SUITE DE LA TROISIÈME RACE, DITE CAPÉTIENNE

ET DE LA BRANCHE DES BOURBONS (LA 5e DES CAPÉTIENS).

LOUIS XIII. 1610 — 1643.

ÉVÉNEMENTS MILITAIRES, COMBATS, SIÉGES ET BATAILLES.	TRAITÉS DE PAIX.	ROIS, GUERRIERS et PERSONNAGES CÉLÈBRES.
1610. 12 000 hommes, commandés par le maréchal de la Châtre, rejoignent le prince de Nassau qui faisait le siége de Juliers. Cette place se rend le 1er septembre. **1613.** Le prince de Condé, les ducs de Rohan et de Bouillon se mettent à la tête des mécontents. **1614.** Commencement de la guerre des princes contre la cour. — Bientôt apaisée, elle se renouvelle l'année suivante. **1615.** Les princes reprennent les armes et se réunissent aux protestants.	1610 (15 mai). Marie de Médicis conclut un traité de pacification avec les princes.	Louis XIII. Anne d'Autriche. Gaston, duc d'Orléans, frère du roi. Ferdinand II, empereur d'Allemagne. Ferdinand III, empereur d'Allemagne. Urbain VIII, pape. Charles Ier, roi d'Angleterre. Philippe IV, roi d'Espagne.
1620. Première guerre de religion. Le roi marche en Normandie contre un parti de mécontents, se porte ensuite en Anjou, attaque le pont de Cé (7 août) et met en fuite les rebelles.	**1616.** Traité de Loudun qui accorde une amnistie générale et apaise une seconde fois les mécontents.	Gustave II (Adolphe), roi de Suède. Christine, reine de Suède.
1621. Assemblée des protestants armés à la Rochelle. — Prise de Privas par les protestants. — Le 3 juin, Louis XIII met le siége devant Saint-Jean-d'Angely et s'en empare le 23. — Prise de Nérac par le duc de Mayenne (7 juillet). Cette place se rend au roi le 4 août. — L'armée royale entreprend inutilement le siége de Montauban, vigoureusement défendu par le marquis de Caumont-Laforce.	**1621.** Traité de Madrid entre Louis XIII, Philippe IV, roi d'Espagne et les Ligues-Grises, par lequel les Espagnols s'engagent à évacuer la Valteline et le pays des Grisons.	Jean IV, duc de Bragance, roi de Portugal. Wladislas V, roi de Pologne. Victor-Amédée Ier, duc de Savoie. Charles-Emmanuel II, duc de Savoie. Charles, duc de Lorraine. Marquis de Léganès, général espagnol.
1622. Continuation de la guerre contre les protestants. Les Rochellois sont défaits par le duc de Guise. Les troupes royales s'emparent de Royan et de Montpellier. **1623.** 1624. Guerre dans la Valteline. Le marquis de Cœuvres se rend maître de la plus grande partie de ce pays, qu'il remet sous la domination des Ligues-Grises (1). — Opérations militaires en Piémont et dans l'état de Gênes. Le connétable de Lesdiguières, qui amène un renfort de 10,000 hommes, s'empare de Novi, de Campo et de Mazone.	1622 (19 octobre). Traité de Montpellier qui confirme l'édit de Nantes et termine la guerre de religion.	*Connétables.* Charles d'Albert, duc de Luynes, en 1621. François de Bonne, duc de Lesdiguières, en 1622 (2). *Amiraux.* Henri, duc de Montmorency et de Damville, en 1621.

(1) Ligue entre les Grisons, peuple borné au nord et à l'orient par le Tyrol, à l'occident par les cantons de Glaris et d'Uri, au midi par la Valteline.

(2) La charge de connétable fut supprimée en 1627, un an après la mort de Lesdiguières.

ÉVÉNEMENTS MILITAIRES, COMBATS, SIÉGES ET BATAILLES.	TRAITÉS DE PAIX.	ROIS, GUERRIERS et PERSONNAGES CÉLÈBRES.
1625. Seconde guerre de religion. Les protestants se rendent maîtres de quelques villes de Bretagne et s'emparent du Port-Blavé, des îles de Ré et d'Oléron. Le maréchal de Thémines prend le château de Bonnac. La flotte du duc de Montmorency défait celle des Rochellois. — Reprise des îles de Ré et d'Oléron par l'armée royale. — Les Espagnols abandonnent entièrement la Valteline. — Conquête des Français dans l'état de Gênes. 1626. Les protestants, après avoir été battus dans diverses rencontres, demandent et obtiennent la paix. 1627. La guerre de religion se renouvelle. Le duc de Buckingham, qui fait une descente à l'île de Ré avec 150 vaisseaux, est chassé par le maréchal de Schomberg. — Richelieu entreprend le siége de la Rochelle, défendue par les protestants. (Cette place, investie le 10 août 1627, ne se rend que le 16 octobre 1628; elle avait reçu deux fois des secours de l'Angleterre.) 1628. Continuation de la guerre civile. — Prise de Pamiers par le prince de Condé. — Le duc de Montmorency soumet plusieurs places dans le Vivarais et le Bas-Languedoc. 1629. Guerre en Italie. — Louis XIII marche au secours de Charles de Gonzague, duc de Mantoue, son allié, force le pas de Suze et met en fuite l'armée du duc de Savoie (6 mars). — De retour en France, l'armée royale reprend Privas. — Prise d'Alais (16 juin) et de Montauban (20 août). 1630. — Nouvelle guerre entre la France et le duc de Savoie.— Attaque et prise de Pignerol (22 mars). — Combat du pont d'Avigliano (10 juillet) et de Carignan. Le duc de Montmorency y bat les Espagnols. — Conquête de la Savoie. 1631. Continuation de la guerre avec le duc de Savoie. — Guerre contre le duc de Lorraine. Les troupes françaises, qui envahissent deux fois cette province, y obtiennent des succès et s'emparent des meilleures places. 1632. Troisième invasion de la Lorraine. Prise de Pont-à-Mousson, de Bar-le-Duc et de Saint-Mihiel; siége de Nancy. — Guerre civile dans le Languedoc.— Combat de Castelnaudary (1er septembre) : le duc de Montmorency, qui avait pris les armes contre la cour, y est battu et fait prisonnier par le maréchal de Shomberg. 1633. Louis XIII entre de nouveau en Lorraine et investit Nancy. 1634. Siége et prise de La Mothe, par le maréchal de la Force. 1635. Commencement de la guerre dite de	1626 (5 mars). Traité de Monçon. Il met fin à la guerre de la Valteline, dont la souveraineté est laissée aux Ligues-Grises. 1626 (6 avril). Édit de pacification qui concilie les deux partis catholique et protestant. 1629 (11 mars). Traité de Suze, entre Louis XIII et le duc de Savoie. Ce dernier s'engage à fournir des secours pour contraindre les Espagnols à lever le siége de Casal. 1630 (13 octobre) Paix de Ratisbonne, entre Louis XIII et l'empereur Ferdinand II. Ce traité termine la guerre en Italie entre la France et l'Espagne. 1631 (6 avril). Traité de Cherasco, entre Louis XIII, Ferdinand II et le duc de Savoie. Ce traité rend la paix au nord de l'Italie, et assure à la France l'héritage du duché de Mantoue. 1632 (6 janvier). Traité de Vic, par lequel le duc de Lorraine remet la ville de Marsal aux Français. 1632 (5 mai). Cession	Armand-Duplessis, cardinal de Richelieu, grand-maître et chef de la navigation, en 1626. Armand de Maillé, duc de Fronsac, en 1643. *Ministres de la Guerre.* Mangot de Villarceau (intérimaire), en 1616. Duplessis-Richelieu, évêque de Luçon, en 1616. Brulard de Puisieux, renommé en 1617. Charles Le Beauclerc en 1624. Abel de Servien, marquis de Sablé, en 1630. Sublet Desnoyers, en 1636. Michel Letellier, en 1643. *Maréchaux* (1). Concini Concino, marquis d'Ancre, 1614 — 1617. Giles de Souvré, marquis de Courtenvaux, 1615—1625. Antoine Roquelaure, 1615 — 1625. Louis de la Chastre, 1616—1630. Pons de Cardillac, seigneur de Thémines, 1616—1627. François de La Grange-Montigny, 1616—1617. Nicoles de L'Hôpital, duc de Vitry, 1617 —1644. Charles de Choiseul, marquis de Praslin, 1619—1626. Jean François de la Guiche, 1619—1632. Honoré d'Albert, duc de Chaulnes, 1620—1649. F. de Lusson, vicomte d'Aubeterre, 1620—1628. Charles de Créqui, 1621 —1638.

(1) Nous rappelons au lecteur la note placée à la page 254 du tome I, qui fait connaître que le premier chiffre indique la date de la nomination du titulaire ; le second, celle de sa mort.

ÉVÉNEMENTS MILITAIRES, COMBATS, SIÉGES ET BATAILLES.	TRAITÉS DE PAIX.	ROIS, GUERRIERS et PERSONNAGES CÉLÈBRES.
Trente-Ans (1). — Dispositions de la France contre l'Autriche et l'Espagne. Louis XIII met sur pied cinq armées fortes, ensemble, de 100,000 hommes (2). — Surprise de Philisbourg par les Impériaux (janvier). — Prise de Trèves par les Espagnols (26 janvier). — Première campagne contre l'empereur dans les Pays-Bas. — Succès des Français dans la Valteline (avril). — Bataille d'Avein (20 mai), gagnée sur les Espagnols par les maréchaux de Châtillon et de Brézé. — Les Français et les Hollandais s'emparent de Tillemont, de Diest et d'Arschot. — Combat de Val de Fleet (14 octobre), dans lequel le duc de Rohan bat les Impériaux et les force à évacuer la Valteline. Il rejoint les Espagnols à Bormio et à Morbegno, et les défait complétement (31 octobre). — Combat de Vauderranges : les Impériaux y sont battus par le duc de Weimar et le cardinal de la Valette.	de Pignerol à la France. 1634 (15 avril). Traité d'alliance entre Louis XIII et la Hollande. 1635 (8 février). Traité de Paris, entre la France et la Hollande, par lequel ces deux puissances se partagent, à l'avance, les places occupées par les Espagnols dans les Pays-Bas. 1635 (11 juillet). Traité de ligue offensive et défensive entre la France, la Savoie et le duc de Parme.	Gaspard de Coligny, sire de Châtillon, 1622—1646. Jacques Nompar de Caumont, duc de La Force, 1622—1652. François de Bassompierre, 1622—1646. Henri de Schomberg, 1625—1632. F. Annibal, duc d'Estrées, 1626—1670. D'Ornano, comte de Montlaur, 1626—1627. Louis de Marillac, comte de Beaumont, 1629—1632. Timoléon d'Espinay, sieur de Saint-Luc, 1628—1644. Henri II, duc de Montmorency, 1630—1632. De St. Bonnet de Toiras, 1630—1636. Antoine Coeffier, marquis d'Effiat, 1631—1632. Urbain de Maillé, marquis de Brézé, 1632—1650. Maximilien de Béthune, duc de Sully, 1634—1641. Charles de Schomberg, duc d'Halluin, 1637—1656. Duc de la Meilleraie, 1639—1664. Antoine, duc de Gramont, 1641—1678. Budes, comte de Guébriant, 1642—1643. De La Mothe-Houdancourt, 1642—1657.
1636. Le cardinal de la Valette fait lever le siége de Colmar aux Impériaux. — Invasion de la Franche-Comté par les troupes françaises. — Siége de Dôle par le prince de Condé. — Les Espagnols pénètrent en Picardie et s'emparent de la Capelle, du Catelet et de Corbie (15 août). — Les Impériaux envahissent la Bourgogne. — Reprise de Corbie par Monsieur et le comte de Soissons (14 novembre). — Opérations en Italie. Bataille de Vespola. Le marquis de Léganès y bat le maréchal de Créqui. Ce dernier et le duc de Savoie remportent, à Buffalora, sur les rives du Tésin (23 juin), une victoire complète sur Léganès.	1636 (20 mars). Traité de Wismar, entre Louis XIII et Christine de Suède. Ce traité resserre l'alliance précédemment formée entre ces deux puissances.	
1637. Le duc d'Harcourt fait une descente en Sardaigne, pille Oristagni et reprend les îles Sainte-Marguerite et Saint-Honorat, dont les Espagnols s'étaient rendus maîtres en 1635 (12 et 14 mai). — Le cardinal de la Valette s'empare de Landrecies, de Maubeuge, de Bavai, d'Yvoi et de Damvilliers. — Le duc de Rohan évacue la Valteline. — Brillante défense de Leucate par le gouverneur français Barri.		
1638. Premier combat de Rheinsfeld. Jean de Werth, général des Impériaux, y bat le duc de Weimar (28 février). — Second combat de Rheinsfeld (3 mars). Jean de Werth est défait à son tour par le duc de Weimar, qui le fait prisonnier. — Suite des opérations militaires en Italie. Le maréchal de Créqui est tué d'un coup de canon devant Brême (13 mars). — Prise de Rheinsfeld		

(1) On divise cette guerre en quatre périodes : la *période palatine* et la *période danoise*, dans lesquelles la France n'intervint point ; la *période suédoise*, pendant laquelle la France n'intervint que par des subsides; enfin la *période française*, qui commence à 1635 et se termine [illegible].

(2) On place à cette date l'origine des [illegible] armées en Europe.

ÉVÉNEMENTS MILITAIRES, COMBATS, SIÉGES ET BATAILLES.	TRAITÉS DE PAIX.	ROIS, GUERRIERS et PERSONNAGES CÉLÈBRES.
et de Fribourg (24 et 27 mars). — Le prince de Condé obtient quelques succès en Biscaye; siége de Fontarabie. — Combat naval de Cuetari (22 août). Monsieur de Sourdis, archevêque de Bordeaux, y brûle et coule à fond une flotte espagnole de 14 bâtiments. — Combat naval sur les côtes de Gênes. Une seconde flotte espagnole y est battue par les Français. — Reprise du Catelet sur les Espagnols (24 septembre).		
1639. Guerre en Lorraine. — Bataille et prise de Pontarlier. Les Impériaux y sont défaits par le duc de Weimar et le comte de Guébriant (24 janvier). — Prise de Nozerai et de Joué. — Bataille de Thionville (7 juin). Piccolomini y bat le marquis de Feuquières, qui y est mortellement blessé et fait prisonnier. — Prise de Hesdin par Louis XIII. — Le comte d'Harcourt s'empare de Cherasco, et ravitaille Casal (24 octobre). — Combat de Quiers (20 novembre). D'Harcourt y bat le prince Thomas et Léganès.		
1640. Suite des opérations militaires en Italie. — Combat de Casal (29 avril). Le comte d'Harcourt, le vicomte de Turenne et La Mothe-Houdancourt y défont l'armée espagnole. — Guerre en Artois. Les maréchaux de Châtillon, de Chaulnes et de la Meilleraie s'emparent d'Arras (10 août). — Siége et prise de Turin par le duc d'Harcourt (24 septembre).		
1641. Combat d'Ivrée. Le comte d'Harcourt y bat l'armée sarde et s'empare de Céva, de Mondovi et de Coni. — Blocus de Tarragone par La Mothe-Houdancourt. — Bataille de Wolfembutel (25 juin), gagnée par le comte de Guébriant sur l'archiduc Léopold et Piccolomini. — Opérations militaires en Champagne. — Bataille de Sedan ou de la Marfée (6 juillet). Le comte de Soissons, à la tête d'un corps de mécontents qu'il avait réuni, y bat le maréchal de Châtillon. — Le maréchal de la Meilleraie et le prince de Condé dirigent leurs troupes en Lorraine, dans l'Artois et dans le Roussillon, où ils obtiennent de brillants succès. — La Meilleraie s'empare de La Bassée, de Lens et de Bapaume. — La place d'Elne ouvre ses portes au prince de Condé.	1641 (20 février). La Cerdagne et le Roussillon sont réunis à la France.	
1642. Bataille de Kempen ou d'Ordingen (17 janvier), gagnée par le comte de Guébriant sur l'armée impériale, commandée par les généraux Lamboi et Merci. L'ennemi y perd 2,000 hommes et 5,000 prisonniers. — Bataille de Valls (19 janvier). La Mothe-Houdancourt y défait 5,000 Espagnols. Combats de Villefranche : le même général y bat un autre corps espagnol. Ceux-ci reprennent Lens et La Bassée (19 avril et 13 mai). — Combat d'Honne-	1642 (14 juin). Traité de Turin, qui met fin à la guerre de Piémont.	

ÉVÉNEMENTS MILITAIRES, COMBATS, SIÉGES ET BATAILLES.	TRAITÉS DE PAIX.	ROIS, GUERRIERS et PERSONNAGES CÉLÈBRES.
court (26 mai). Le maréchal de Gramont y est battu par don Francisco de Mello. — Conquête du Roussillon par les maréchaux de Schomberg et de la Meilleraie. — Prise de Perpignan et de Salces. — Combat de Lidbourg. Le maréchal de Guébriant y bat l'armée impériale commandée par Jean de Werth. — Bataille de Lérida (7 octobre), gagnée par le maréchal La Mothe-Houdancourt sur les Espagnols, commandés par le marquis de Léganès. — Prise de Tortone (26 novembre).		

LOUIS XIV SURNOMMÉ LE GRAND.

1643 — 1715.

1re période. De 1643 au traité des Pyrénées (1657).

1643. Opérations du duc d'Enghien en Champagne contre les Espagnols, commandés par don Francisco de Mello. — Bataille de Rocroi (19 mai), gagnée par le duc d'Enghien sur les Espagnols, qui y perdent 8,000 hommes tués, 7,000 prisonniers et 24 bouches à feu. — Prise de Thionville (10 août) — Combat naval à la hauteur de Carthagène (3 septembre). Le duc de Brézé y bat la flotte espagnole. — Opérations de Turenne et du prince de Savoie en Italie. Prise de Turin (24 septembre), de la citadelle et de Ponte-Stura. — Opérations en Allemagne. — Prise de Rottwill par le maréchal de Guébriant. — Bataille de Tudelingen (25 novembre). Les Français y sont battus par les Impériaux. **1644.** Opérations du maréchal de la Motte-Houdancourt en Catalogne. — Combat de Lérida. Le maréchal y est battu par les Espagnols. — Opérations du duc d'Orléans en Flandre. Prise de Gravelines (28 juillet). — Suite des opérations en Allemagne. Passage du Rhin par l'armée française. Combat de Rotwill, dans lequel Turenne défait les Impériaux. — Combats et bataille de Fribourg (3, 5 et 9 août). Le duc d'Enghien y défait et met en fuite l'armée impériale, commandée par Merci. — Prise de Spire, de Philisbourg et de Mayence (29 août, 9 et 17 septembre). — Turenne s'empare de Berghen, de Creutznach et de Landau. **1645.** Suite des opérations de Turenne en Allemagne. — Bataille de Mariendal (5 mai). Turenne et Rosen y sont battus par les Impériaux. — Opérations du comte d'Harcourt en Catalogne; siége et prise de Roses par le comte Du Plessis-Praslin. — Bataille de Llorens (22 juin). Le comte d'Harcourt y bat les Espagnols. — Bataille de Nordlingen (3 août), gagnée par le duc d'Enghien sur les Impériaux, commandés par Murci. Prise de Trèves. — Opérations du duc d'Orléans en Flandre;		Louis XIV. Léopold Ier, empereur d'Allemagne. Innocent X, Alexandre VII } papes. Mahomet IV, empereur ottoman. Olivier Cromwell. Richard Cromwell. } Protecteurs d'Angleterre. Charles X (Gustave), roi de Suède. Frédéric III, roi de Danemark. Jean II, Alphonse IV, } rois de Portugal. Jean II, roi de Pologne. Guillaume II, stathouder des Provinces-Unies. Jean de With, grand pensionnaire des Provinces-Unies. Duc d'Enghien (le Grand Condé). Don Juan d'Autriche. Le cardinal Mazarin. *Amiraux.* Anne d'Autriche, surintendante des mers de France, en 1646. César, duc de Vendôme, grand-maître et surintendant de la navigation en 1650. François de Vendôme, duc de Beaufort, en 1650.

ÉVÉNEMENTS MILITAIRES, COMBATS, SIÉGES ET BATAILLES.	TRAITÉS DE PAIX.	ROIS, GUERRIERS et PERSONNAGES CÉLÈBRES.
soumission d'un grand nombre de villes, parmi lesquelles on remarque Lens, Bourbourg, Cassel, etc. — Opérations en Piémont ; prise de Vigevano et de la Rocca. Bataille de la Mora, gagnée par Du Plessis-Praslin et le prince Thomas de Savoie. 1646. Combat naval d'Orbitello (14 juin). Le duc de Brézé, après avoir battu les Espagnols, est emporté par un boulet. Cette perte arrache la victoire aux Français. — Suite des opérations du duc d'Orléans en Flandre. Prise de Tournai (28 juin), de Bergues Saint-Vinox et de Mardik (1er et 24 août). — Opérations du duc de Savoie en Piémont. Prise de Plombino et de Porto-Longone (9 et 29 octobre). — Bataille de Lérida (21 novembre) : le comte d'Harcourt y est battu par le marquis de Léganès. 1647. Opérations du maréchal d'Hocquincourt en Allemagne. Prise de Tubingen et de Wurtemberg. — Opérations des maréchaux de Gassion et de Rantzaw contre l'archiduc Léopold. Ce dernier s'empare d'Armentières (23 mai). — Opérations du prince de Condé en Catalogne. Siége de Lérida, commencé le 28 mai et abandonné le 17 juin. — Suite des opérations en Italie. Combat de Bozzolo (juin), dans lequel le maréchal de Navailles, avec 2,000 hommes de cavalerie et 800 hommes d'infanterie, soutient pendant toute une journée les efforts de 9,000 Espagnols. — Le prince Léopold se rend maître de Landrecies (18 juillet). Prise d'Aschaffembourg, par Turenne. — Combat naval à la hauteur de Castellamare (22 décembre). La flotte espagnole y est battue par la flotte française, commandée par le duc de Richelieu.		*Ministres de la guerre.* Loménie de Brienne, ministre des affaires étrangères, remplit l'intérim du 11 janvier au 17 décembre 1651. *Maréchaux.* F. de Lhôpital, comte de Rosnay, 1643—1660. Henri de la Tour d'Auvergne, vicomte de Turenne, 1643—1675. Jean de Gassion, 1643—1647. Du Plessis-Praslin, duc de Choiseul, 1645—1675. Comte de Rantzaw, 1645—1650. Nicolas de Neufville, duc de Villeroi, 1646—1685. Ant. de Rochebaron, duc d'Aumont, 1651—1669. Jacques d'Estampes, seigneur de La Ferté-Imbert, 1651—1668. Charles de Monchi, marquis d'Hocquincourt, 1651—1658. Henri de La Ferté, duc de Senneterre, 1651—1681.
1648. Les Français éprouvent des revers dans le royaume de Naples. — L'armée espagnole pénètre dans les Pays-Bas. Prise de Courtrai (9 avril). — Guerre civile contre la cour et le cardinal Mazarin (1). — Opérations en Allemagne. Bataille de Zusmarshausen (17 mai), gagnée par Turenne et les Suédois sur les Impériaux. — Opérations de Condé en Flandre et en Artois contre l'archiduc Léopold. Prise d'Ypres (28 mai). — Opérations en Italie. Bataille de Crémone (30 mai), gagnée par le maréchal du Plessis-Praslin sur les Espagnols. — Le maréchal de Schomberg prend Tortose d'assaut (12 juin). — Bataille de Lens (20 août). Le prince de Condé y remporte une victoire complète sur l'archiduc Léopold, qui y perd 9,000 hommes tués ou prisonniers. — Troubles dans Paris ; journée des Barricades (26 et 27 août). 1649. Continuation des troubles dans Paris.	1648 (30 janvier). Paix de Munster, entre l'Espagne et la Hollande. La France n'y prend qu'une part secondaire. 1648 (24 octobre). Traité de Westphalie, également connu sous le nom de *Paix de Munster* et d'*Osnabruck*, entre Louis XIV, Ferdinand III, la Suède et les alliés. Ce traité forme la base du droit publics en Europe. Il assure à la France la souveraineté des Trois-Évêchés et de Pignerol, la propriété de Brisach et de l'Alsace. Il termine	Rouxel, comte de Grancey, 1651—1680. Armand Nompar de Caumont, duc de La Force, 1652—1675. Louis Foucault, comte Daugnon, 1653—1659. Albert, comte de Moissans, 1654—1676. Phil. de Clérembaut, comte de Palluau, 1654—1665. Marquis de Castelnau, 1658—1685. Jean de Schlemberg, comte de Montdejeu, 1658—1671. De Fabert, 1658—1562.

(1) Les deux partis se désignent réciproquement sous les noms de *Frondeurs* et de *Mazarins*.

ÉVÉNEMENTS MILITAIRES, COMBATS, SIÉGES ET BATAILLES.	TRAITÉS DE PAIX.	ROIS, GUERRIERS et PERSONNAGES CÉLÈBRES.
La cour quitte la capitale (6 janvier) et se retire à Saint-Germain-en-Laye. Condé, à la tête de 6 à 7,000 hommes, occupe Lagny, Corbeil, Saint-Cloud et Saint-Denis. — Prise de la Bastille par les Frondeurs (13 janvier). Condé force Charenton et s'en rend maître. — Les Espagnols s'emparent d'Ypres et de Saint-Venant (8 et 10 mai). — Opérations militaires dans les Pays-Bas. Combat livré près de Valenciennes (10 juin). Le comte d'Harcourt y bat le duc de Lorraine. Il remporte une nouvelle victoire entre Douai et Saint-Amand (23 juin) et s'empare de Condé (25 août). 1650. Suite de la guerre de la Fronde. Arrestation du prince de Condé, du prince de Conti et du duc de Longueville. Turenne, qui s'est joint aux Espagnols contre la cour, s'empare du Catelet et de la Capelle (15 juin, 3 août). — Reprise de Piombino et de Porto-Longone par les Espagnols (15 août). — Prise de Clermont, de Stenay et de Jametz par les troupes royales (9 octobre). — Les Espagnols s'emparent de Mouzon (6 novembre). — Opérations en Champagne. Bataille de Rethel (14 decembre). Turenne y est battu par le maréchal du Plessis-Praslin. 1651 (1). Nouveaux troubles dans Paris et dans le royaume au sujet du cardinal Mazarin (février). — Turenne quitte le parti de la Fronde et se réconcilie avec la cour. 1652. Condé, à la tête des Frondeurs, se dirige vers Orléans. Bataille de Bleneau (6 avril). Turenne y arrête Condé, vainqueur, dans la même journée, du maréchal d'Hocquincourt. — Prise de Gravelines par les Espagnols. — Combats de Gien et d'Etampes (18 mai). Turenne y bat le prince de Condé, lui tue 1,000 hommes et lui fait un assez grand nombre de prisonniers. Combat du faubourg Saint-Antoine (2 juillet). Condé y est battu par Turenne.— Les Espagnols s'emparent de Dunkerque (16 septembre), reprennent Barcelone (13 octobre) et se rendent maîtres de Casal en Italie. — Le prince de Condé, toujours à la tête des Espagnols, prend Rethel (30 octobre) et Sainte-Ménéhould (14 novembre). 1653. Continuation de la guerre de la Fronde. — Prise de Bellegarde par le duc d'Epernon, et reprise de Rethel par Turenne (8 et 9 juillet). Le duc de Vendôme obtient quelques succès sur les insurgés en Guienne. — Prise de Roye par Turenne (7 août).— Opérations en	la guerre dite de *Trente-Ans*. 1649. (11 mars). Paix de Rueil, qui met fin à la première guerre de la Fronde.	

(1) Vers la fin de Juin et au commencement de juillet de cette année, il se forme trois partis à la cour : celui de la reine, où figurent MM. de Bouillon et Turenne ; celui du prince de Condé, soutenu par les ducs de La Rochefoucauld et de Nemours ; celui des Frondeurs, à la tête duquel étaient le duc d'Orléans et le coadjuteur, si connu sous le nom de cardinal de Retz.

ÉVÉNEMENTS MILITAIRES, COMBATS, SIÉGES ET BATAILLES.	TRAITÉS DE PAIX.	ROIS, GUERRIERS et PERSONNAGES CÉLÈBRES.
Italie. Bataille du Tanaro (23 septembre), gagnée par le maréchal de Grancey sur les Espagnols.—Turenne s'empare de Mouzon (28 septembre). Les Espagnols se rendent maîtres de Rocroi (30 septembre). Le maréchal du Plessis-Praslin reprend Sainte-Ménéhould (26 novembre). — Le maréchal d'Hocquincourt lève le siége de Gironne.		
1654. Opérations du prince de Conti dans le Roussillon. Il obtient quelques succès sur les Espagnols et leur prend Villefranche (5 juillet). — Prise de Stenai (6 août) par Louis XIV. — Opérations de Turenne en Flandre et en Artois. Il attaque le prince de Condé qui assiége Arras (25 août), et le force dans ses lignes. Les Espagnols perdent dans cette journée 8,000 hommes tués ou prisonniers. — Prise du Quesnoy, par Turenne (6 septembre); de Puycerda, par le prince de Conti (21 octobre), et de Clermont en Argonne, par le maréchal de la Ferté (24 novembre).		
1655. Prise de Landrecies, par Turenne (14 juillet, de Châtillon, de Condé et de Saint-Guilain, par le prince de Conti (10 juillet, 18 et 25 août), du Catelet, par le marquis de Castelnau (29 août). — Combat naval à la hauteur de Barcelone (29 septembre). Le duc de Vendôme y bat une flotte espagnole. — Opérations en Italie, entre les armées combinées de France, de Savoie et de Modène.	1655 (2 novembre). Traité entre la France et l'Angleterre, par lequel Louis XIV reconnaît le gouvernement de Cromwell et abandonne la cause des Stuart.	
1656. Investissement de Valenciennes, par Turenne. Le maréchal de La Ferté est fait prisonnier par Condé et don Juan d'Autriche, qui viennent au secours de la place (16 juillet). Reprise de Condé, par les Espagnols (18 août). — Prise de la Capelle, par Turenne (27 septembre).	1659 (7 novembre). Traité des Pyrénées, entre Louis XIV et Philippe IV, roi d'Espagne. Par ce traité, la France conserve le comté d'Artois, à l'exception de St.-Omer et d'Arras, une partie du Hainaut, du duché de Luxembourg et du Roussillon. Il stipule le mariage de Marie-Thérèse avec Louis XIV, à la condition que cette princesse renoncera à la couronne d'Espagne. Le Grand-Condé rentre en grâce à la cour.	
1657. Montmédy se rend à Louis XIV, le 6 août. — Prise de Saint-Venant et de Mardik, par Turenne (27 août et 3 octobre). — Les Espagnols s'emparent d'Hesdin.		
1658. Opérations en Flandre. Turenne entreprend le siége de Dunkerque. Bataille des Dunes (14 juin), gagnée par Turenne sur don Juan d'Autriche (1). Reddition de Dunkerque. Prise de Saint-Vinox, de Furnes et de Dixmude (2, 3 et 4 juillet). — Suite des opérations en Italie. — Bataille livrée près des rives de l'Adda. Les Français y battent les Espagnols. — Prise de Gravelines, par le maréchal de La Ferté (30 août). Turenne s'empare d'Oudenarde, de Menin et d'Ypres (9, 17 et 20 septembre).		

(1) Le prince de Condé, qui s'aperçoit des mauvaises dispositions prises avant l'action, dit au duc d'York (depuis Jacques II) : « *Ne vous êtes-vous jamais trouvé à aucune bataille?* — *Non*, répondit le duc. — *Eh bien, dans une demi-heure vous allez voir comment on en perd une.* »



Typ. Chaumont.

Gardes du Corps du Roi.

Officier.

1677.

Pl. 56.



CHAPITRE II.

DE LA PAIX DES PYRÉNÉES JUSQU'A LA PAIX D'AIX-LA-CHAPELLE.

1659 — 1748.

SOMMAIRE. — 1re PARTIE. — Histoire. — État des armées de terre et de mer de 1666 à 1672. — Situation de l'Europe. — Campagne de Flandre. — Conquête de la Franche-Comté. — Paix d'Aix-la-Chapelle (1668). — Invasion de la Hollande. — Passage du Rhin. — Conquête des provinces d'Utrecht, d'Over-Yssel, de Gueldre, etc. — Vauban et son système. — Combat naval du Texel. — Déclaration de guerre. Campagnes de 1673. — Condé en Hollande. — Turenne en Allemagne. — Le duc d'Orléans en Belgique. — Prise de Maëstricht. — Montecuculli, général des armées impériales. — Évacuation de la Hollande. — Campagnes de 1674. — Prise de Besançon. — Bataille de Seintzeim. — Incendie du Palatinat. — Bataille de Senef — Bataille d'Einsheim. — Les Français en Sicile. — Campagnes de 1675. — Combat de Turkeim. — Dernière campagne de Turenne. — Quelle armée laissa Turenne. — Condé lui succède. — Le maréchal de Créqui est vaincu à Consarbruck. — Combat naval de Messine. — Campagnes de 1676 à 1678. — Bataille de Cassel. — Paix de Nimègue. — Ligue d'Augsbourg. — Bataille de Fleurus. — Le maréchal de Luxembourg. — Bataille de Staffarde. — Catinat. — Bataille de la Hogue. — Combat de Steinkerque. — Batailles de Nerwende, de Marsaille, de Ter. — Campagnes de 1695 à 1696. — Les maréchaux de Boufleis et de Villeroy. — Vendôme. — Paix de Riswick. — Guerre de la succession d'Espagne. — Bataille de Luzzara. — Le prince Eugène. — Campagne de Flandre. — Le duc de Marlborough — Batailles d'Hochstedt, de Cassano, de Ramillies, de Calcinato, d'Almanza. — Villars en Allemagne. — État de la France après la bataille de Malplaquet. — Ministère de Chamillard. — Prise de Lille. — Bataille de Villa-Viciosa. — Bataille de Denain. — Traité d'Utrecht. — Paix de Rastadt. — Guerre de la succession de Pologne. — Berwick sur le Rhin. — Siége de Philisbourg. — Villars en Italie. — Bataille de Guastalla. — Paix générale. — Mort de l'empereur Charles VI. — Bataille de Fontenoy. — Le maréchal de Saxe. Rocoux, Lawfeldt. — Paix d'Aix-la-Chapelle.

2e PARTIE. — Organisation. — Infanterie. — Cavalerie. — Artillerie. — Génie. — Maison du roi. — Cuirassiers et carabiniers. — Hussards. — Hulands. — Troupes légères. — Chasseurs à cheval. — Gardes côtes. — Officiers d'état-major. — Ingénieurs géographes. — Hôtel des Invalides. — Hôpitaux sédentaires. — Ordres militaires. — École militaire de Paris. — Musique militaire. — Costumes. — Justice et administration. — Écrivains militaires. — Tableaux.

Louis XIV montait sur le trône avec des idées guerrières; il avait été bercé au bruit du canon de la Fronde; les boulets du siége d'Etampes avaient roulé jusqu'au pied de son berceau. Enfant, il était venu, proscrit et fugitif dans

son propre royaume, frapper plus d'une fois à la porte d'une ville rebelle qu'on ne lui ouvrait pas ; mais enfin l'enfant avait fait place au jeune homme ; le fugitif était rentré triomphant au Louvre ; celui qui avait prié commandait ; et à peine maître de la France, Louis XIV rêvait déjà qu'il pourrait bien un jour être le maître de l'Europe.

Aussi ses premiers regards se portèrent-ils vers l'armée, dont il doubla l'effectif par l'augmentation des cadres et par la création de nouveaux corps.

En 1666, c'est-à-dire au moment de la campagne de Flandre, les troupes se composaient :

1° De la maison du roi (infanterie)...	Régiments des gardes-françaises, 30 compagnies de 100 hommes....................	3,000
	Régiments des gardes-suisses, 10 compagnies de 200 hommes..........................	2,000
	Gardes du corps, 4 compagnies..............	1,054
2° Maison du roi (cavalerie)........	Compagnie de gendarmes du roi............	200
	Compagnie de chevau-légers du roi.........	200
	Deux compagnies de mousquetaires du roi...	454
3° Régiments d'infanterie..........	46 régiments, y compris les six vieux corps, composés de 70 compagnies, à 53 hommes chacune, c'est-à-dire de 3,760 hommes (le nombre des compagnies pour les 40 autres régiments variait de 33 à 16), ces 46 régiments formaient un total de.............	83,157
	13 régiments d'infanterie étrangère..........	26,250
4° Régiments de cavalerie..........	52 régiments de cavalerie de 6 compagnies chacun................................	6,848
	23 régiments à 8 compagnies de 54 hommes..	4,536
	2 régiments de dragons de 6 compagnies....	985
5° Compagnies franches............	50 compagnies de toutes les nations.........	10,000
	Total..........................	138,650

En outre, le roi avait délivré des commissions pour la levée de 300 compagnies d'infanterie de milices et de 125 compagnies de cavalerie ; ce qui portait à 180,000 hommes l'effectif de l'armée française.

Quant à notre marine, elle n'existait pas ou existait à peine ; tandis que dans la guerre de 1663, entre la Hollande et l'Angleterre, ces deux puissances lançaient en mer cent quatre-vingts vaisseaux de ligne, la France n'avait pas dix bâtiments de cinquante pièces de canon chacun. Louis XIV sut mettre à profit les avantages que lui donnait la paix des Pyrénées pour organiser ou plutôt pour créer une marine. Grâce à l'impulsion vigoureuse, à l'activité qu'il imprima à toutes les branches des services publics, la France, en 1672, fut en état de mettre en mer une flotte de cinquante vaisseaux de ligne et de plusieurs frégates et brulôts (1). En un mot, le jeune roi, en concentrant

(1) Le matériel de la marine fut complétement réorganisé. Les galères aux rames étroites, portant deux simples coulevrines sur la proue, furent remplacées par des vaisseaux de guerre de plus de cent pièces, contenant jusqu'à huit cents matelots, soldats ou bombar-

dans ses mains toutes les forces du royaume, les organisa, les dirigea suivant sa volonté absolue et suivant ses idées ambitieuses et grandioses.

En ce moment, l'Europe entière était en guerre, l'Espagne avait une armée considérable en Portugal, et luttait contre la maison de Bragance, dont elle refusait de reconnaître la légitimité. La Hollande et l'Angleterre se disputaient dans l'Inde la suprématie maritime et coloniale, et couvraient la mer de leurs vaisseaux. L'Empire, représenté par Montecuculli, qui devait depuis balancer la réputation de Turenne, luttait en Hongrie contre Kiuperli-Ogli, l'un des plus grands généraux qu'ait jamais eu l'empire des sultans.

La France seule, tranquille au milieu de ces orages, entendait gronder loin d'elle les foudres de la guerre, et préparait en silence les éléments de sa grandeur militaire.

diers, avec trois batteries en sabord. L'arrière de ces vaisseaux était orné, suivant la coutume d'alors, d'une immense poulaine au soleil d'or à trois rangs de balcons dorés, puis d'un grand fanal qui éclairait les sillons du gouvernail. On vit aussi paraître, dans notre marine, la *frégate*, vaisseau plus léger, emprunté à l'Angleterre; la *flûte* et le *brick*, d'origine hollandaise. La science maritime n'était pas avancée en France. Les habitants accoutumés depuis la conquête des vieux Francs aux luttes de terre, aux estocades à ciel ouvert, avaient longtemps éprouvé une répugnance invincible pour la marine; mais quand les provinces qui bordent les grandes côtes de l'Océan et de la Méditerranée furent réunies à la France centrale, quand les duchés de Bretagne, de Guyenne, le Languedoc, la Provence, eurent arboré l'étendard des rois de France fleurdelisé d'or, le royaume commença à devenir une puissance maritime. La noblesse des grandes côtes, les Forbin, les Duquesne, les Tourville, les Beaulieu, les Villeneuve, les Vallabelle, les Grosbois, se jetèrent résolûment dans la périlleuse carrière de la mer et s'illustrèrent dans la conduite des escadres. Des écoles de marine furent fondées pour l'instruction des jeunes gentilshommes. Alors la science nautique et la pratique des manœuvres furent portées à un haut degré.

Les états conservés à Versailles portent de 210 à 230 le nombre des navires de toute espèce entretenus de 1661 à 1670. — Voici la copie d'un de ces états concernant les forces navales de l'Ocean.

Liste des vaisseaux de l'armée navale qui doit servir en 1670.

A Rochefort : *le Superbe*, vaisseau de 70 canons; *le Foudroyant*, 68; *le Grand*, 64; *le Conquérant*, id; *l'Illustre*, 70; *l'Admirable*, id; *l'Invincible*, id.; *le Sans-Pareil*, 62; *l'Excellent*, 56; *le Fort*, 54; *le Galant*, 40; *le Brillant*, id.; *le Hasardeux*, 34. — 6 brûlots, savoir : *le Fin*, *le Périlleux*, *le Voilé*, *l'Inconnu*, *le Déguisé*, *l'Entreprenant*.

A Brest : *le Saint-Philippe*, vaisseau amiral; *le Terrible*, commandé par M. Duquesne, lieutenant général; *le Tonnant*, par M. des Ardans; *le Brave*, par M. de Vallabelle; *le Vaillant*, par M. de Sourdis; *le Téméraire*, par M. de Laveau; *l'Oriflamme*, par M. Quyovet; *le Bourbon*, par M. de Queruville; *le Rubis*, par M. d'Enfreville; *le Dur*, par M. d'Erbeville; *Lacolle*, par M. de Coquelin; *l'Heureux*, M. Panetier; *l'Alcyon*, M. de Blear; *le Hardi*, M. de la Roque-Souflret. — Frégates légères : *la Tempête*, *l'Aurore*, *la Railleuse*, *la Subtile*, *la Lutine*, *la Gaillarde*. — Brûlots : *le Trompeur*, *le Serpent*.

Le matériel devint immense. La corderie de Toulon, les magasins de gréage de Brest et de Dunkerque passaient alors pour les plus beaux établissements de ce genre en Europe.

Sur tous les ports de l'Océan et de la Méditerranée, on vit construire des arsenaux, des fortifications s'élever dans les ports. La rade de Dunkerque fut restaurée; Abbeville, Dieppe, le Havre, furent reliés à Cherbourg par des travaux de défense. Le bassin de Rochefort fut creusé, etc., etc. Dans la Méditerranée le port de Cette fut construit, et le golfe de Lion protégé de tous côtés.

Louis utilisait, en homme de génie, ce moment de repos, tenait constamment ses troupes en haleine, leur faisait exécuter sans relâche d'immenses travaux militaires, passait des revues et essayait ses forces dans de petites expéditions en Hollande, en Portugal, contre les Turcs et les pirates d'Afrique.

Dans l'une de ces expéditions, qui répandaient au loin le nom et la gloire de la France, un petit-fils de Henri IV, le duc de Beaufort, alla s'emparer de Gigelli, sur cette plage africaine que cent soixante-quatre ans plus tard nos soldats devaient rendre à jamais française.

Vers l'automne de l'année suivante, 1665, des bruits de guerre commencèrent à se répandre. Philippe IV venait de mourir, et Louis XIV, qui avait épousé Marie-Thérèse, sa fille, réclamait, pour sa part d'héritier, la Flandre, le Brabant et la Franche-Comté.

Les demandes de Louis XIV n'étaient point de ces prétentions vaines dont on pouvait se railler impunément. On a vu qu'il avait employé les cinq ou six années de paix qui venaient de s'écouler à se préparer à la guerre. Louis XIV était fort et puissant, il parlait haut et pouvait atteindre loin ; les réparations solennelles qu'il avait exigées de Philippe IV et d'Alexandre VII, au sujet du comte d'Estrades et du duc de Créqui, insultés, l'un à Londres par le baron de Watteville, ambassadeur d'Espagne, l'autre à Rome, par des parents du pape, indiquaient déjà son intention de placer la France au premier rang dans la hiérarchie des nations. Au reste, la crainte qu'il inspirait était d'autant plus grande, que les rois, ses voisins, mesuraient sa force à leur faiblesse. L'Angleterre, épuisée par sa lutte avec la Hollande, ruinée par les prodigalités de Charles II, dépeuplée par la peste, venait de voir le terrible incendiedu 3 septembre 1666 brûler six cents rues, quatre-vingt-neuf églises et treize mille deux cents maisons de sa capitale. Sa flotte, si puissante sous Cromwell, était affaiblie, désorganisée ; son armée venait d'être licenciée par le refus de subsides de la part du parlement.

L'Espagne, dont les armées avaient fait trembler l'Europe, l'Afrique et le nouveau-monde, dont les flottes avaient couvert les mers, dont le commerce, l'industrie, les sciences et les arts avaient porté si loin la puissance et les lois, l'Espagne était descendue au rang de puissance de second ordre depuis que nos généraux avaient anéanti ses armées formidables, et que, sur les mers, les flottes anglaises avaient brisé partout les pavillons de ses *armadas* célèbres. Les forces de terre de ce malheureux pays avaient peine à réprimer les soulèvements intérieurs qui désolaient ses provinces ; ses forces de mer pouvaient à peine suffire au service des colonies. Pour comble de fatalité, l'Espagne voyait avec douleur sa monarchie tomber aux mains du faible et maladif Charles II, visiblement incapable de porter un sceptre avec honneur ou une épée avec gloire (1).

(1) Le descendant de Charles-Quint portait déjà le germe de cette lente maladie qui le conduisit au tombeau. Il était grêle de corps, et bien qu'il fût dans la fleur de l'âge, ses jambes supportaient à peine le poids de son manteau de velours relevé par la Toison d'or,

L'Empire, vainqueur des Turcs, ne devait la victoire, après une longue lutte, qu'aux cinq ou six mille volontaires que lui avait conduits le marquis de la Feuillade. Mais l'Empire, quoique fortement affaibli par le traité de Westphalie, était à la tête des États de l'Allemagne. Les ducs de Lorraine, de Wurtemberg, de Bavière, de Saxe, vieilles maisons qui presque toutes remontaient à Charlemagne, commandaient à des populations énergiques et belliqueuses. Toute cette brave noblesse des bords du Rhin était possédée de la fureur des combats comme au moyen âge. Les ducs, les électeurs, les barons, les margraves, menaient encore leurs vassaux à la guerre comme leurs ancêtres, les burgraves des collines du Rhin; et tous, ducs ou soldats, barons ou vassaux, avaient fait leurs preuves sur les champs de bataille contre les infidèles. Léopold, qui venait de succéder à l'empereur Ferdinand, avait encore sous son pouvoir l'Autriche, la Bohême, la Hongrie et le Tyrol. Il est vrai que la Hongrie était sans cesse révoltée, que les Turcs la désolaient par leurs sanglantes incursions, et que la dignité d'empereur d'Allemagne était un vain titre depuis que le pouvoir de l'Empire était passé à la diète permanente de Ratisbonne.

La Hollande était plus vivace et plus unie; mais après la paix de 1648, se croyant pour jamais dégagée des guerres continentales, elle avait porté toute son activité vers la marine et le commerce. Ses armées si disciplinées, si savantes sous Maurice de Nassau, n'existaient plus; à peine lui restait-il quelques troupes dispersées dans les places fortes et dépourvues d'instruction; en sorte que, malgré sa puissance et sa richesse maritime, la Hollande était incapable de résister aux armées de la France.

Le royaume de Suède exerçait une haute influence dans les destinées de l'Allemagne depuis que, sous Gustave-Adolphe, ses soldats vêtus de bure et tout couverts de fer, avaient constitué la confédération germanique et ployé en deux le sceptre d'or de l'Empire. La diplomatie habile de Louis XIV sut continuer l'alliance que Richelieu avait faite avec les descendants des vieux Scandinaves. Depuis cette époque jusqu'à nos jours la Suède a pris dans la politique de l'Europe un rôle de neutralité armée qui a constamment contribué à l'agrandissement de son territoire.

La Prusse ne comptait point encore comme nation; Frédéric-Guillaume, le Grand-Électeur, était tout occupé à se dégager de l'invasion étrangère, à s'affranchir de l'autorité polonaise, à tracer enfin sur la carte d'Allemagne la place qu'elle devait occuper un jour parmi les royautés modernes.

L'Italie devait rester étrangère à la première partie du grand conflit européen qu'allait soulever l'ambition de Louis XIV.

Enfin la Savoie, qui devait grandir à son tour, et dont l'épée, dans la main du prince Eugène, devait peser si fatalement pour nous dans la balance de nos

tout éclatant des joyaux des deux Indes. Aussi prévoyait-on qu'il serait impuissant à soutenir le poids du sceptre pesant de Charles-Quint, et même à transmettre le sang du grand empereur.

destinées militaires, en était encore réduite, malgré les rêves ambitieux de Victor-Amédée, au rôle que lui assignait le traité des Pyrénées.

Telle était la situation militaire de l'Europe, lorsque le roi de France fit valoir ses prétentions sur la Flandre et la Franche-Comté, ces débris du colosse espagnol qui entouraient son royaume et qu'il devait conquérir en quelques semaines.

Cependant il voulut s'assurer, sinon l'alliance, au moins la neutralité de l'Empire. Des conférences furent ouvertes entre lui et Léopold; leur résultat fut qu'à la mort de Charles II Louis XIV laisserait Léopold s'emparer de l'Espagne, et qu'en attendant Louis XIV s'emparerait de la Flandre.

Aussi, dès le mois de mars 1666, un camp ayant été établi entre Mouchy et Compiègne, toutes les troupes destinées à la conquête des Pays-Bas vinrent s'y concentrer.

Le roi marcha vers la Flandre à la tête de trente-cinq mille hommes; un autre corps de huit mille hommes fut envoyé vers Luxembourg.

Turenne commandait sous Louis XIV; Colbert et Louvois veillaient, l'un aux dépenses, l'autre aux approvisionnements. On distribua sur la frontière des magasins qui devaient suivre et alimenter l'armée partout où elle se trouverait; les logements des troupes furent marqués d'avance, les marches réglées; enfin la conquête future fut organisée avec plus d'ordre que ne l'est ordinairement une conquête achevée.

Tout le monde connaît cette fameuse campagne de Flandre, qui ne fut pas une guerre, mais une marche triomphale. Louis XIV se trouva partout : au siége de Charleroi, qui se rendit le 3 juin; à ceux de Tournai et de Douai, qui ouvrirent leurs portes les 24 juin et 6 juillet.

Lille tint plus longtemps; elle avait de bonnes murailles et une garnison de six mille hommes, et Lille capitula après neuf jours de siége en règle.

Il y avait tant de villes prises, que l'armée tout entière se trouvait disséminée en garnisons, de sorte qu'il ne restait plus personne pour marcher sur Bruxelles. Louvois conseilla au roi de garder les places occupées et de les faire fortifier par Vauban : le roi adopta ce conseil, revint à Paris, et Vauban se mit à l'œuvre.

C'est alors qu'on vit naître et se développer le nouveau système de fortifications dont il fut le créateur, et dont nous aurons à parler plus tard. Avant lui, les ouvrages de défense étaient considérés comme d'autant plus forts qu'ils étaient élevés : Vauban reconnut que ces murailles hautes et menaçantes donnaient une trop grande prise à l'artillerie, et l'étonnement fut grand lorsqu'on lui vit revêtir les places d'ouvrages presque à fleur de terre, et creuser des fossés au lieu d'élever des murailles. La citadelle de Lille fut construite sur ce modèle, encore suivi de nos jours.

Louis XIV revint à Paris pour jouir des acclamations du peuple, et célébrer son triomphe par des fêtes splendides.

Mais pendant que l'Europe le croyait préoccupé de ses seuls plaisirs, une armée, formée invisiblement, se mit en marche au cœur de l'hiver, et, sous

les ordres du prince de Condé, se dirigea sur la Franche-Comté. Le roi lui-même partit de Saint-Germain le 2 février 1668, et vint rejoindre à Dijon le vainqueur de Rocroi. Vingt mille hommes, assemblés de vingt routes différentes, arrivèrent le même jour à Besançon. — Cette ville et Salins se rendirent sans résistance. — Dôle, seule, défendue par le comte de Montrevel, fit mine de vouloir résister. Louis XIV en fit le siége en personne, et Dôle fut enlevée en quatre jours. Il y en avait douze que le roi avait quitté Saint-Germain. — Ainsi la Flandre avait été prise en trois mois et la Franche-Comté en trois semaines

L'Europe, effrayée de ces rapides conquêtes, demanda la paix, et Louis XIV voulut bien accepter le traité d'Aix-la-Chapelle, qui lui donna une partie de la Flandre (1668).

Par ce traité, l'Espagne fit cession à la France des villes de la Flandre espagnole, conquises pendant la campagne, savoir : Charleroi, Ath, Douai, Tournai, Oudenarde, Lille, Armentières, Courtray, Bergues, Furnes, etc. La Flandre espagnole, placée entre la Hollande et l'Espagne, élevait comme une barrière aux envahissements des deux peuples. — Cette barrière venait de disparaître, et la monarchie de Louis XIV devenait frontière immédiate de la Hollande. L'Espagne n'y conservait que les comtés de Flandre et de Brabant, c'est-à-dire une langue de terre qui ne pouvait arrêter une armée pendant plus de trois jours ; dès lors le roi de France n'avait qu'à lever la main pour frapper avec le pommeau de son épée aux portes de La Haye ou d'Amsterdam.

Louis XIV à son tour abandonnait la Franche-Comté, mais avec l'arrière-pensée de s'en emparer bientôt, car cette province était le complément nécessaire du cadre géographique de la France du côté de l'Est.

Aussi le traité d'Aix-la-Chapelle ne fut-il considéré que comme une suspension d'armes, un point de répit que Louis XIV prenait avant de s'engager dans une nouvelle lutte.

L'Europe ne s'y trompa point. L'Empire leva des troupes; l'Angleterre augmenta sa marine; la Suisse trembla pour sa vieille liberté, et la Hollande entrevit une invasion prochaine. Une ligue se forma, dans laquelle entraient l'Angleterre, la Hollande, la Suède et l'Empire; mais Léopold, le véritable meneur de cette ligue, resta dans l'ombre, car, ainsi que nous l'avons dit, il avait quelque temps auparavant signé avec Louis XIV un pacte secret relatif à la succession d'Epsagne.

En effet, Louis XIV ne cherchait qu'un prétexte pour faire la conquête de la Hollande. Ce pays merveilleux, avec ses grands arsenaux sur le Zuiderzée, sa marine formidable, ses richesses commerciales, devait tenter l'ambition de Louis XIV. Les prétextes ne manquèrent pas.

La Hollande servait de refuge aux ennemis du roi, aux calvinistes et aux puritains, qui inondaient l'Europe de pamphlets, où les actions du grand souverain étaient tournées en ridicule et livrées aux sarcasmes des peuples. De telles insultes de la part d'un peuple d'artisans blessaient profondément la fierté de Louis XIV. Il pensait pouvoir détruire aisément et fouler aux pieds

cette république d'artisans que les rois, ses prédécesseurs, avaient contribué à fonder. Tels furent les griefs qu'il articula.

Toutefois, comme il ne se croyait pas encore assez fort pour braver l'Europe entière, il eut recours aux armes de la diplomatie avant d'employer celles de la guerre. — L'Angleterre fut détachée de la ligue, la Suède fut endormie par des négociations, et l'Empire eut à réprimer les séditions des Hongrois, formentées par les agents de la France. Quant à l'Espagne, affaiblie par tant de guerres, elle était impuissante à arrêter l'ambition de Louis XIV.

Le moment du reste était bien choisi pour cette guerre : la Hollande était divisée en deux partis bien distincts : les républicains rigides, qui marchaient sous la bannière de Jean de Witt, et les républicains tièdes, qui reconnaissaient pour chef le prince d'Orange. Quoique rien ne fût encore ostensiblement résolu, les Hollandais sentirent instinctivement qu'ils étaient perdus.

Les États-généraux écrivirent au roi, lui demandant humblement s'il était vrai, comme ils avaient tout lieu de le croire, que les grands préparatifs qu'il faisait étaient dirigés contre eux. Louis XIV répondit qu'il ne devait de compte à personne, et qu'il ferait de ses troupes l'usage qu'exigerait sa dignité.

Bientôt les Hollandais ne conservèrent plus aucun doute en voyant la flotte de Charles II, forte de cent voiles, se joindre à celle de Louis XIV, forte de trente vaisseaux. Enfin, le roi, à la tête d'une armée de cent douze mille hommes, et ayant pour lieutenants Condé, Turenne, Luxembourg, Créqui et Vauban, se mit en route pour marcher sur le Rhin (1).

(1) Voici un état de la composition de l'état-major de cette armée.

Noms des officiers généraux de l'armée du roi pour servir dans la campagne de 1672.

Monsieur, généralissime. — Turenne, général. — *Lieutenants généraux* : M. Gadagne, M. le duc de la Feuillade M. le comte de Soissons, M. le grand-maître, M. de Lorge, M. de Rochefort. — *Maréchaux de camp* : M. le chevalier de Lorraine, M. Martinet, M Fourille, mestre de camp de cavalerie. — *Brigadiers de cavalerie* : M. Lafeuillée, M. le comte de Roye, M. Chazeron. — *Brigadier d'infanterie* : M. de Beauvau. — *Aides de camp* : le comte d'Ayen, M. d'Albret, M. le chevalier de Nogent, M. le marquis d'Angeau, M. de Bréauté, M. de la Roche-Courton.

Indépendamment des deux régiments d'infanterie et de cavalerie qui constituaient la véritable armée, il y avait un grand nombre de *volontaires nobles* qui, d'après l'ancien système féodal, devaient le service militaire aussitôt que le roi les avait convoqués. Toute cette noblesse avait répondu à l'appel de Louis XIV. Les gentilshommes, possesseurs de fiefs, avaient pour la plupart aliéné leurs domaines pour paraître avec luxe sous les yeux du souverain. Ces volontaires se groupaient par compagnies irrégulières et faisaient la guerre de partisans. Le roi les traitait avec déférence et les appelait ces *messieurs*. Du reste, braves et résolus, on les trouvait prêts pour tous les coups de main audacieux, pour toutes les entreprises périlleuses. Chez eux pas de discipline, jeux de brelan d'enfer, nuits d'orgies, repas somptueux, duels, etc. Louis XIV, en entrant en campagne, fut obligé de rendre plusieurs ordonnances pour mettre un terme à leurs excès.

Il y avait aussi dans cette armée bon nombre d'étrangers : des Catalans, des Savoyards, des Suisses, des Allemands, cavaliers, lansquenets, gens sans aveu, dit un historien (*a*), « qui suivaient les camps comme les oiseaux de proie flairent les corps morts le lendemain des batailles, » et qu'avait attirés l'espoir d'un riche butin dans ce beau pays de Hollande

(*a*) M. Capefigue.

Lorsque ces troupes, admirablement instruites, magnifiquement tenues et organisées, parurent en Flandre, elles répandirent la terreur en Europe. Une artillerie formidable et solidement constituée les accompagnait. Bientôt les vingt mille hommes fournis par Munster et Cologne vinrent les rejoindre et portèrent à cent trente mille le chiffre de cette armée, la plus nombreuse, la plus belle, la plus disciplinée et la mieux commandée qu'on eût vue jusqu'alors. Elle fut divisée en trois corps : le prince de Condé eut la division d'avant-garde; Turenne reçut le commandement du deuxième corps, détaché sur Maëstricht, et le roi commanda en personne sa maison militaire, qui formait l'armée de réserve.

La Hollande était peu en état de résister à ce magnifique et imposant déploiement de forces françaises : aussi cette fière république, pleine d'épouvante et de terreur, laissa passer cette armée sans oser s'opposer à sa marche.

La Lorraine voulut l'essayer : elle fut, non pas conquise, mais saisie et confisquée en quatre ou cinq jours.

Le 12 juin 1672 eut lieu le fameux passage du Rhin chanté par Boileau : on n'y perdit que le comte de Nogent, quelques cavaliers qui se noyèrent, et le duc de Longueville, qui fut tué d'un coup de mousquet. Le prince de Condé y eut le poignet cassé d'un coup de pistolet que lui tira à bout portant un capitaine hollandais nommé Ossembrœk ; ce fut au reste la seule blessure qu'il reçut pendant tout le temps de sa carrière militaire.

Le passage des troupes eut lieu près de Tolhuys. Condé, arrivé devant le point désigné, fit établir sur la rive gauche une batterie de douze canons, et commença à battre en brèche une vieille tour armée de trois pièces, qui s'élevait sur la rive droite, et balaya tout ce qui s'y trouvait. Mais les pontons ayant manqué, Condé, craignant que les Hollandais n'envoyassent des renforts sur ce point, se mit à la tête de sa cavalerie et essaya le passage à un gué qu'on avait reconnu vers la gauche. Ce fut le régiment de cuirassiers du comte de Revel qui s'enfonça d'abord dans les eaux du Rhin. Le premier escadron fut refoulé. Quelques hommes, entraînés par la rapidité du fleuve, se noyèrent. Louis XIV, qui s'était placé près des batteries pour assister à cette opération, fit diriger leur feu contre la gauche des troupes ennemies, qui se sauvèrent en désordre et laissèrent un libre passage à nos troupes.

Le roi, le prince de Condé et les officiers généraux passèrent le fleuve en batelets ; l'infanterie le traversa sur un pont de bateaux construit par Vauban ; mais la cavalerie le franchit à la nage. Tous ceux des cavaliers qui l'avaient passé autrement devinrent la risée de l'armée.

Ce passage du Rhin fut comparé au célèbre passage du Granique par Alexandre, en face de l'innombrable armée des Perses. La peinture et la poésie le célébrèrent à l'envi. Le Poussin s'en inspira pour un des beaux tableaux de la vie du roi de Macédoine, et Boileau en écrivit le bulletin en vers.

A peine le Rhin fut-il traversé, que Dœsburg, Arnheim, Zutphen, Nosemburg, Nimègue, Schenk, Bonnel et Crèvecœur se rendirent. Le roi avait pré-

ludé en ordonnant d'un seul coup le siége de quatre places, Rhinberg, Orsoi, Wesel et Burick, qui vit raser ses fortifications.

Toute cette campagne fut une véritable promenade de cour. Le prince d'Orange, faute de soldats, ne pouvait ni défendre ses villes ni livrer de bataille. A chaque heure de la journée, le roi recevait la nouvelle de la reddition de quelque place. Un officier nommé Mazel écrivait à Turenne : «Si vous voulez m'envoyer quarante ou cinquante chevaux, je pourrai prendre avec cela deux ou trois villes.»

Bientôt ce ne furent plus des cités et des forteresses qui se rendirent, mais des provinces entières : celles d'Utrecht, d'Over-Yssel et de Gueldres firent leur soumission ; Naarden était prise ; Muiden, où sont les écluses, présentait ses clefs à quatre soldats perdus, que, dans sa frayeur, elle prenait pour les éclaireurs de quelque corps d'armée ; enfin les juifs d'Amsterdam faisaient offrir à l'intendant du prince de Condé deux millions de florins, c'est-à-dire à peu près onze millions de notre monnaie actuelle, pour se racheter du pillage.

L'armée française parvint jusqu'à quatre lieues de cette riche et importante cité ; mais là elle se trouva dans l'impossibilité d'agir, tant on avait pris de villes, et tant Louis XIV avait disséminé de soldats dans les places conquises.

« Condé et Turenne, dit Voltaire, voulurent qu'on démolît la plupart des places hollandaises ; ils disaient que ce n'était pas avec des garnisons qu'on conquiert des Etats, mais avec des armées, et qu'en conservant une ou deux places de guerre pour assurer la retraite, on devait marcher rapidement à la conquête entière. Louvois au contraire voulait que tout fût placé en garnison ; c'était là son génie, et c'était aussi le goût du roi. Louvois avait par là plus d'emplois à sa disposition ; il étendait le pouvoir de son ministère ; il s'applaudissait de contredire les deux plus grands capitaines de son siècle. Louis le crut et se trompa, comme il l'avoua depuis. »

Un instant de diligence, et Amsterdam était enlevé. Cette capitale une fois prise, non-seulement la république périssait, mais il n'y avait plus de nation hollandaise, et bientôt, la terre même de ce pays allait disparaître. Les plus riches familles, les plus ardentes pour la liberté, se préparaient à fuir aux extrémités du monde, et à s'embarquer pour Batavia. Cinquante mille familles allaient se réfugier dans leur nouvelle patrie. La Hollande n'eût existé qu'au bout des Indes orientales. Ces provinces d'Europe, qui n'achètent le blé qu'avec leurs richesses d'Asie, qui ne vivent que de leur commerce, et si l'on ose dire, de leur liberté, auraient été, presque tout à coup, ruinées et dépeuplées. Amsterdam, l'entrepôt et le magasin de l'Europe, où 300,000 hommes cultivent le commerce et les arts, serait devenue un vaste marais. Toutes les terres voisines demandent des frais immenses et des milliers d'hommes pour élever leurs digues, elles eussent probablement à la fois manqué d'habitants comme de richesses, et auraient été enfin submergées, ne laissant à Louis XIV que la déplorable gloire d'avoir détruit le plus singulier et le plus beau monument de l'industrie humaine.

Quoi qu'il en soit, le grand pensionnaire de Witt voulait la paix à quelque prix que ce fût, contre l'avis du prince d'Orange, qui tenait pour suivre la guerre jusqu'à la dernière extrémité. De Witt l'emporta; quatre députés furent envoyés à Louis XIV. Louvois les reçut avec sa hauteur ordinaire: trois fois il les fit revenir, et trois fois ils retournèrent à Amsterdam sans avoir été admis en présence du roi. Enfin Louis leur fit savoir qu'il voulait que la Hollande lui cédât toutes ses possessions au delà du Rhin, Nimègue, et deux ou trois autres villes situées dans l'intérieur du pays; en outre, les Etats devaient payer vingt millions, livrer aux Français tous les grands chemins et tous les canaux, et chaque année envoyer au roi de France une ambassade pour lui présenter une médaille d'or dont la légende serait la reconnaissance qu'ils tenaient de lui leur liberté.

Une pareille exigence produisit une réaction terrible. Les deux frères de Witt, qui avaient demandé la paix, furent massacrés par la populace, et une autorité absolue fut conférée au prince d'Orange. Il en profita aussitôt pour faire lâcher toutes les écluses et inonder le pays: villes, villages, maisons de campagne, tout fut submergé. Amsterdam alors se leva au milieu des eaux comme une île de pierre, et les vaisseaux, ayant assez de fond pour voguer là où trois jours auparavant jaunissaient les moissons et verdissaient les prairies, vinrent se ranger autour d'elle comme autant de forts mouvants et détachés. Ainsi la Hollande, vaincue sur terre, redevenait invincible sur son véritable élément.

Pendant que l'armée française se répandait comme un torrent dans les Provinces-Unies, cette république, semblable à celle d'Athènes, transportait ses forces sur ses vaisseaux, et l'amiral de Ruyter, nouveau Thémistocle, livrait dans les eaux du Texel, aux flottes réunies de la France et de l'Angleterre, un combat naval qui sauvait sa patrie sur mer pendant qu'elle succombait par terre.

Le prince d'Orange de son côté, animé du patriotisme le plus ardent, achevait d'inonder tous les points de la Hollande où pouvaient pénétrer les troupes françaises, et en appelait à l'Europe des débordements ambitieux de Louis XIV. Ses négociations, promptes et secrètes, réveillèrent les craintes de l'Allemagne, excitèrent la jalousie de l'Empereur, décidèrent à la guerre le conseil d'Espagne et le gouverneur de Flandre, et détachèrent l'Angleterre de l'alliance française. Charles II fit passer 4,000 hommes en Hollande; Léopold y envoya Montecuculli, avec 25,000 soldats; enfin l'électeur de Brandebourg se mit en marche pour Amsterdam à la tête d'une armée encore plus considérable.

Il y avait à peine trois mois que les armées françaises avaient envahi la Hollande, que déjà l'Europe tout entière se préparait à la guerre et embrassait avec ardeur la cause de cette république.

Dès lors la face des événements changeait ainsi que le théâtre de la guerre. Louis XIV ne pouvait plus songer à envahir la Hollande sans s'exposer à être coupé de sa ligne d'opérations.

Il quitta l'armée le 12 juillet, et en confia le commandement à Turenne. Le roi était satisfait d'avoir pris soixante villes en deux mois. Il revint à Saint-Germain, après avoir passé sous l'arc de triomphe de la rue Saint-Denis, érigé à l'occasion de ses conquêtes. Au bout d'un an, tout ce que l'on avait cru tenir était échappé, tout ce que l'on avait conquis était reperdu.

Turenne, voyant les mouvements des alliés sur le Rhin, et pénétré de l'importance qu'il y avait pour les armes du roi à soutenir l'évêque de Munster et l'électeur de Cologne, ses alliés, quitta la Hollande avec 12,000 hommes, remonta le Rhin jusqu'à Wesel, mit garnison dans cette place, ainsi qu'à Emmerich, à Rees et à Nuys, et le 10 septembre entra dans le pays de Munster. — Là il reçut un renfort de 4,000 hommes. L'armée impériale était alors campée dans la Thuringe, à neuf lieues du Weser.

Pour expliquer le mouvement de Turenne sur le Rhin, il est nécessaire de dire que le prince de Condé, avec 18,000 hommes, occupait l'Alsace, que le duc de Duras était sur la Meuse avec un corps d'observation, et Luxembourg en Hollande.

Turenne, ayant remonté le Rhin, traversa le duché de Berg, et se porta sur la Lahn tandis que les ennemis s'avançaient vers le Mein. — Les deux armées manœuvraient sur ces lignes sans autres résultats que de ruiner les électorats de Mayence, de Trèves et du Palatinat.

En Hollande, le prince d'Orange, renforcé par 10,000 hommes que lui avait envoyés secrètement le gouverneur de Flandre, tint tête à Luxembourg jusqu'à l'hiver. C'était déjà beaucoup que de balancer la fortune en de telles circonstances. Mais quand les glaces eurent couvert les inondations de la Hollande, quand la république se crut assurée contre les tentatives des Français pendant la saison d'hiver, Luxembourg, par une de ces audacieuses conceptions dont à cent ans d'intervalle le souvenir devait inspirer Pichegru, la mit dans un danger plus grand encore que celui qu'elle avait couru lorsque les 100,000 hommes de Louis XIV couvraient ses provinces.

Le général français, ayant réuni dans Utrecht un corps de 12,000 fantassins, arma leurs souliers de crampons de fer, et, marchant sur la glace, se dirigea vers La Haye. — Cette grande capitale était perdue si le dégel n'était survenu. A son tour alors l'armée de Luxembourg courut les plus grands dangers; entourée d'eau, n'ayant plus ni chemin ni vivres, elle était prête à périr. Pour retourner à Utrecht il fallait marcher sur une digue étroite et angeuse où l'on pouvait à peine se trouver quatre de front. Mais pour arriver cette digue il fallait attaquer un fort qui paraissait imprenable sans artillerie. Quand le fort n'eût arrêté l'armée française qu'un seul jour, elle serait morte de faim et de fatigue, Luxembourg étant sans ressources. — Il fut sauvé par un de ces mille événements qui à la guerre demeurent souvent inexplicables. Le gouverneur du fort abandonna son poste sans chercher à se défendre, bien qu'il eût une bonne garnison, de bonnes murailles et de l'artillerie.

Echappé à ce grand danger, Luxembourg, pour dédommager son armée des misères de cette rude campagne, lui permit le pillage de deux bourgs considérables, riches et bien peuplés, Bodegrave et Swamerdam. Les soldats français, rendus cruels par les privations, y commirent de honteuses violences. Après avoir pillé, dévasté, égorgé, ils mirent le fe à la ville, et à la lueur des flammes se livrèrent aux plus hideux excès de la débauche.

L'horreur qu'excita la conduite de l'armée du roi en cette circonstance fut telle, que cent ans après, quand nos phalanges républicaines pénétrèrent en Hollande, les murs des maisons étaient encore tapissés de gravures représentant le pillage de ces deux villes, et que les livres dans lesquels on apprenait aux enfants à lire retraçaient tous avec de sombres couleurs cet épisode odieux de la guerre de 1672, pour leur inspirer la haine du nom français (1).

Quel contraste frappant n'offrit pas aux habitants la conduite de l'armée de Pichegru, de cette armée dont les soldats couverts de haillons, avaient les pieds enveloppés de paille ou de linge à défaut de chaussures, et qui pénétra dans le cœur de la Hollande au milieu d'un hiver rigoureux, s'empara de la capitale, et poussa si loin le respect de la propriété, qu'on vit ces malheureux républicains attendre pendant près de quatre heures, les armes rangées en faisceaux dans l'opulente cité d'Amsterdam, que les fourriers vinssent leur apporter la maigre ration de chaque jour!

Telle fut la campagne de 1672. Napoléon en a porté le jugement suivant : « Louis XIV entra en campagne avec cent mille hommes, les trois quarts en infanterie, ayant un équipage de siége et de campagne : cela forma une nouvelle ère de l'art militaire.

« La Hollande n'avait pour sa défense que des milices et vingt-cinq mille hommes de troupes de ligne; comment eût-elle pu faire tête à l'armée de Louis XIV? L'électeur de Cologne et l'évêque de Munster faisaient cause commune avec la France.

« Le passage du Rhin est une opération militaire de quatrième ordre, puisque dans cet endroit le fleuve est guéable, appauvri par le Wahal, et n'était d'ailleurs défendu que par une poignée d'hommes.

« L'armée a pris soixante places en peu de temps; mais *à vaincre sans péril on triomphe sans gloire :* les places n'avaient pour garnison que des milices à peine armées.

« Maître d'Utrecht et de Naarden, on pouvait s'emparer d'Amsterdam, ce qui eût terminé la guerre : on ne sut pas profiter des circonstances.

« Louvois fit disséminer l'armée dans cinquante places fortes, ce qui l'affai-

(1) La Bibliothèque du roi renferme une douzaine de ces estampes : elles représentent des femmes, des enfants transpercés d'outre en outre; de malheureux vieillards tenaillés, démembrés par des soldats en fureur, de jeunes filles toutes nues placées au haut des piques ou attachées à des gibets et livrées à d'infâmes outrages, de pauvres petits enfants sacrifiés à côté de leur mère. Le feu est dans toutes les fermes, les récoltes sont saccagées, les troupeaux fuient au loin, et la rage des soldats semble les poursuivre.

blit au point qu'elle ne put rien faire. — Il fallait démolir quarante-cinq de ces places, en transporter l'artillerie en France, et en garder quatre ou cinq pour servir les communications de l'armée.

« La marche de Turenne sur la rive droite du Rhin pour soutenir les alliés du roi est à la fois politique et militaire. Il fut insensible aux murmures de son armée. Les soldats virent avec peine une campagne d'hiver dans un pays éloigné, dans le temps qu'ils soupiraient pour leurs quartiers d'hiver. Ses marches des portes d'Amsterdam à celles de Munster, de Cologne, de Trèves, sont rapides et dignes d'être remarquées. »

Campagne de 1673. — Au commencement de 1673, Louis XIV, voyant l'orage grandir et menacer sa puissance, multiplia ses ressources de bataille afin d'y faire tête dignement. — Il divisa son armée en plusieurs commandements. — Turenne continua d'occuper la ligne du Haut-Rhin, et couvrit tout le pays au-dessus de la Moselle; le prince de Condé avait la ligne d'Utrecht à Bar-le-Duc et couvrait tout le Bas-Rhin. Le roi, avec une troisième armée dont Monsieur était généralissime, liait ses opérations avec les deux autres armées et devait assiéger Maëstricht.

Suivons la marche de chacune de ces armées.

Nous avons vu Turenne manœuvrer sur le Rhin et s'opposer aux mouvements tentés par les Impériaux pour protéger les Hollandais. Nous l'avons laissé dans le pays de Trèves, où il avait mis ses troupes dans ses quartiers; mais ayant appris, sur la fin de janvier, que le duc de Bournonville, qui commandait les Impériaux en l'absence de Montecuculli, avait rejoint l'électeur de Brandebourg, et qu'ils remontaient ensemble le Rhin dans le dessein de passer ce fleuve et la Moselle à Coblentz, avec leur armée, qui était de vingt-cinq mille hommes, il résolut, quoiqu'il n'eût que douze mille hommes, de s'y opposer, et, à cet effet, il marcha du côté de Villibech. — L'électeur se porta alors sur Strasbourg, mais le prince de Condé brûla le pont; enfin le grand-électeur pénétra vers le pays de Luxembourg, sur la rive gauche du Rhin; Turenne l'empêcha de s'y maintenir.

Il réunit alors son armée sur Lipstadt, mais l'infatigable maréchal de France passa le Rhin vis-à-vis de Wesel, et se joignit aux deux armées de Cologne et de Munster. Il força ses adversaires de lever le siége de Soest, s'empara d'Unna, disloqua l'armée alliée, prit toutes les places du grand-électeur en Westphalie, et l'obligea à se détacher de la coalition et à demander la paix, qui fut signée le 10 avril. « C'était bien employer son temps, dit Napoléon, et tirer bon parti de marches forcées et bien fatigantes. »

Débarrassé des Prussiens, il marcha contre les troupes impériales, qui se reformaient en Bohême, et menaçaient de nouveau de se porter sur le Rhin. En effet, Montecuculli partit d'Egra le 26 août et entra en Franconie. Turenne se porta sur le Mein, s'empara de tous les ponts de cette rivière; mais il confia celui de Wurtzbourg au prince-évêque, qui en livra le passage aux Impériaux et déjoua ainsi toutes ses manœuvres.

Le prince d'Orange, avec vingt-cinq mille hommes, remonta la rive gauche

du Rhin jusqu'à Bonn, qu'il investit; Montecuculli longea la rive droite du Mein, s'avança vers Mayence, où il passa le fleuve, faisant mine de vouloir entrer en Alsace par la rive gauche. Turenne prit le change, et se dirigea en toute hâte sur Philipsbourg; mais Montecuculli embarqua son infanterie sur le Rhin, qu'il descendit jusqu'à Cologne, se réunit au prince d'Orange, et pressa plus vivement le siége de Bonn. Turenne, humilié de s'être laissé tromper, descendit le Rhin pour venir au secours de Bonn; mais cette place avait capitulé après quelques jours de tranchée ouverte.

Les armées entrèrent alors en quartiers d'hiver de part et d'autre, les Français en Alsace, l'ennemi dans le Palatinat. La conduite de Turenne a été vivement critiquée. On lui a reproché :

1° D'avoir manœuvré trop loin de l'ennemi;

2° De n'avoir pas agi d'après ce que faisait son adversaire; l'art de la guerre n'étant pas un art conjectural, dit Napoléon, il devait régler ses mouvements sur ceux de son adversaire. Cette faute, ajoute l'empereur, fait un nuage pour sa gloire. C'est la plus grande qu'ait commise ce grand capitaine.

Le prince de Condé, de son côté, tenta vainement de pénétrer au cœur de la Hollande et d'assiéger Bois-le-Duc; l'inondation s'opposa à toutes ses entreprises. Il s'était porté de Wesel sur Rotterdam; la saison était pluvieuse, la campagne était encore couverte d'eau et tellement fangeuse sur les points qui n'avaient pas été inondés, que la cavalerie ne pouvait s'y mouvoir et que l'artillerie ne pouvait y être engagée.

L'armée aux ordres du roi obtint des résultats plus décisifs et s'empara de Maëstricht. Cette ville était alors la principale place du Brabant hollandais. Elle servait de pivot et de centre à toutes les opérations, car elle dominait tout à la fois les bords du Rhin, la Hollande et la Belgique. Maëstricht était entouré de fortifications; le corps de la place était entouré lui-même d'une bonne muraille flanquée de bastions, et les dehors avaient cinq ouvrages à cornes, tous retranchés, plusieurs bastions détachés et plusieurs demi-lunes, toutes revêtues; enfin, un excellent chemin couvert environnait tous ces ouvrages de défense. La garnison comptait cinq mille hommes de bonnes troupes, mille chevaux et bon nombre de milices.

Le roi arriva le 10 juin devant Maëstricht. La tranchée fut ouverte aussitôt sous la direction de Vauban. C'est là qu'il prouva l'importance de son système et l'excellence de ces formes nouvelles de tranchée, de ces mouvements réguliers d'un siége, qui font qu'à jour fixe une place doit se rendre. Maëstricht capitula le 23 juin.

La prise de cette ville, en permettant de renforcer les autres corps d'armée, développait le plan de Louvois. La Hollande était enveloppée de tous côtés, et pouvait être enlevée par un coup de main; mais la déclaration de guerre de l'Espagne, les défections de l'électeur de Cologne et de l'évêque de Munster, le retrait des troupes anglaises, les nouveaux subsides votés par la diète de Ratisbonne, les succès du prince d'Orange et de Montecuculli sur le Rhin, ne permirent pas aux Français d'occuper une ligne aussi étendue que celle

de l'Yssel, du Rhin ou des Pays-Bas. Or, il fallait évacuer la Hollande et se replier sur la ligne de Dunkerque à Cassel, Mons et Namur. Le théâtre de la guerre changeait encore une fois, et les événements de la campagne allaient se passer sur le Rhin et dans le Palatinat.

L'arc de triomphe de la porte Saint-Denis, dit Voltaire, et les autres monuments de la conquête étaient à peine achevés, que déjà la conquête était abandonnée. Les Hollandais eurent la gloire, durant cette invasion, de disputer l'empire des mers aux flottes réunies de la France et de l'Angleterre, et l'habileté de transporter hors de leur pays le théâtre de la guerre.

CAMPAGNE DE 1674. — L'évacuation de la Hollande amena un changement dans le système de guerre suivi jusqu'alors. L'attitude des alliés nécessitait une modification essentielle. Il fallait faire face à la fois aux forces de l'Empereur et de la Hollande réunies ; aux troupes de l'Espagne, dont l'intervention amie n'était pas douteuse, et à celles des principautés de Munster et de Cologne, où, selon Voltaire, les Français, en les quittant, avaient laissé plus de sentiments de haine que d'admiration.

Quatre armées furent mises sur pied : celle de la Franche-Comté, commandée par le roi en personne ; celle de Flandre, aux ordres de Condé ; celle d'Allemagne, à la tête de laquelle se trouvait Turenne, et enfin l'armée des Pyrénées, confiée au maréchal de Schomberg, dont la famille, depuis le duc d'Héluin, semblait servir de bouclier à cette partie de nos frontières. En outre une flotte, chargée de soldats français, allait protéger la révolte des Siciliens contre le gouvernement de l'Espagne.

C'est alors qu'on put se convaincre de l'admirable force d'unité et de grandeur que Louis XIV avait imprimée à son gouvernement. Louvois, Colbert, Seignelay, et le vieux chancelier Letellier secondaient puissamment, il est vrai, les vues du prince, et appliquaient leur génie à suivre la pensée du roi ; mais l'impulsion était donnée par lui, et son intelligence supérieure dominait celle de ses ministres. « Quel est le roi de France, disait à ce sujet Napoléon, que, depuis Charlemagne, on puisse comparer à Louis XIV sur toutes les faces ? »

Dans cette nouvelle situation, deux moyens s'offraient à la France pour faire la guerre : ou rester sur la défensive et attendre le développement des forces de l'ennemi, ou prendre l'offensive et marcher à lui avant qu'il se disposât à passer le Rhin. Ce dernier plan fut adopté, et les frontières de l'Est furent choisies pour centre d'opération.

L'armée du roi s'ébranla la première, elle envahit la Franche-Comté dans les premiers jours du mois d'avril ; Louis s'en rendit maître une seconde fois en s'emparant de Besançon.

Louis XIV aimait la guerre des siéges et l'entendait à merveille ; et s'il avouait lui-même l'infériorité de son talent, comparé à Turenne et à Condé, pour la guerre de campagne, dans l'art poliorcétique il se proclamait leur égal. D'ailleurs il n'assiégeait jamais une ville sans être certain de s'en emparer. Louvois était un si admirable ministre de la guerre ! il faisait si

bien les préparatifs, les troupes étaient toujours si bien fournies, Vauban un si grand maître dans l'art de prendre les places, que le roi n'avait jamais rien à craindre pour sa gloire. La prise de Besançon coûta neuf jours de siége; la conquête de la Franche-Comté, six semaines.

Pendant ce temps, Turenne, qui par sa position centrale sur les lignes françaises supportait toute la responsabilité de la campagne, déployait des talents militaires qui ont fait de cette campagne une des plus belles leçons de stratégie données par le grand capitaine.

Le duc de Lorraine, d'après le plan des alliés, se porta sur les villes frontières pour franchir le Rhin et pénétrer en Lorraine; mais il échoua. Alors il remonta la rive droite et joignit l'armée du comte Caprara sur le Necker. Turenne se porta du côté de Saverne. Ayant appris que le duc de Bournonville allait venir renforcer le comte de Caprara, il résolut de prévenir leur jonction, passa le Rhin à Philisbourg le 12 juin avec neuf mille hommes et six pièces de canon, marcha sur Eppigen, et le 16, il découvrit l'armée impériale sur les hauteurs de Sintzheim, petite ville située sur l'Eltzbach, à mi-marche du Necker à Philisbourg. Les deux armées étaient égales en nombre; mais Turenne avait plus d'infanterie. Il fit attaquer Sintzheim, et l'enleva après une vive résistance. Passant alors le défilé, il tomba sur la cavalerie ennemie. Le combat fut court et sanglant : Caprara vaincu perdit le champ de bataille, où il laissa deux mille hommes tués et cinq cents prisonniers. Le résultat de cette bataille fut la conquête absolue de la Franche-Comté. Cette campagne fut d'autant plus admirée, que Turenne avait agi malgré la cour et malgré les ordres de Louvois, donnés au nom du roi.

Quelques jours après cette victoire, il repassa le Rhin, campa à Neustad pour attendre les renforts que Condé lui envoyait de Flandre, ce qui porta son armée à dix-huit mille hommes. Il repassa le Rhin, se porta à Wairlingen sur le Necker.

Pendant ce temps, Caprara avait réuni les débris de son armée à celle de Bournonville, et il s'était porté sur Manheim avec quinze mille hommes; mais il battit en retraite à la vue de Turenne. Celui-ci, maître du Palatinat, y mit tout à feu et à sang (1). Louvois voulait inspirer une terreur salutaire à tous les chefs des principautés rhénanes qui s'étaient détachés de l'alliance française, et se venger ainsi de leur défection. Peu importaient à Louvois les liens de parenté : le duc d'Orléans, frère du roi, avait épousé une princesse palatine; l'électeur lui-même était l'oncle de Turenne; mais Louvois avait ordonné de frapper vite et fort, et le grand capitaine, qui avait su désobéir à Louis XIV pour vaincre les alliés, ne sut pas désobéir à un ordre de barbare et inutile cruauté. Les ordres de la cour étaient précis : les soldats ne

(1) La sévérité qu'il exerça dans ce malheureux pays lui avait été expressément ordonnée par Louvois, et il n'est pas douteux qu'il n'eût beaucoup tempéré les rigueurs commandées par la haine de ce ministre contre l'électeur-palatin, si les habitants ne se fussent livrés aux excès les plus affreux contre les soldats français qui avaient le malheur de tomber dans leurs mains. Le récit en fait frémir; mais la vengeance fut terrible.

devaient faire quartier à personne, et ils ne secondèrent que trop implacablement les desseins secrets de Louvois.

Voltaire raconte ainsi les événements :

« Après la bataille de Sintzheim, Turenne, par ordre de la cour, mit à feu et à sang le Palatinat, pays uni et fertile, couvert de villes et de bourgs opulents. L'électeur palatin vit, du haut de son château de Manheim, deux villes et vingt-cinq villages embrasés. Ce prince, désespéré, défia Turenne à un combat singulier par une lettre de reproches. Le vicomte, ayant envoyé la lettre au roi, qui lui défendit d'accepter le cartel, ne répondit aux plaintes et au défi de l'électeur que par un compliment vague, et qui ne signifiait rien. C'était assez l'usage et le style de Turenne, de s'exprimer toujours avec modération. Il brûla, avec le même sang-froid, une partie des campagnes de l'Alsace, pour empêcher l'ennemi de subsister, et permit ensuite à sa cavalerie de ravager la Lorraine. On y fit tant de désordre, que l'intendant, qui de son côté désolait la Lorraine avec sa plume, lui écrivit, et lui parla souvent pour arrêter ces excès. Il répondit froidement : *Je le ferai dire à l'ordre.* Il aimait mieux être appelé le père des soldats qui lui étaient confiés, que des peuples, qui, selon les lois de la guerre, sont toujours sacrifiés. Tout le mal qu'il faisait lui paraissait nécessaire : sa gloire couvrait tout ; et d'ailleurs les soixante-dix mille Allemands qu'il empêcha de pénétrer en France y auraient fait beaucoup plus de mal qu'il n'en fit à l'Alsace, à la Lorraine et au Palatinat. »

Étrange justification d'un acte de si odieuse barbarie ! Non, la gloire de Turenne ne couvre pas une telle action. Le ravage du Palatinat n'avait d'autre but que de satisfaire les vengeances de Louvois, ennemi personnel de l'électeur palatin ; Turenne ne devait pas l'ignorer. La dévastation du Palatinat ne préservait pas la France de l'invasion, tout au plus celle de l'Alsace et de la Lorraine pouvait-elle retarder leur marche. D'ailleurs, la France avait assez de troupes à opposer à ces soixante-dix mille Allemands qui n'avaient point encore franchi le Rhin, et le génie de Turenne était au-dessus de semblables moyens.

L'armée de Turenne ayant été encore renforcée et portée à vingt-cinq mille Français, il résolut d'aller combattre une armée de cinquante mille Allemands commandée par le duc de Bournonville. Ils étaient campés près du village d'Ensheim, à quelques lieues de Strasbourg. Après une marche continue d'un jour et une nuit, Turenne arriva sur les hauteurs de Moltzeim, d'où il découvrit le camp des ennemis. Sur-le-champ les dragons français s'emparèrent de deux ponts jetés sur deux petites rivières, que les Impériaux avaient négligé de couper. On se prépara des deux côtés à la bataille. Le duc de Bournonville rangea les Impériaux sur deux lignes longues et épaisses, et plaça au corps de réserve les plus habiles guerriers. Il occupa un petit bois sur sa gauche, y fit passer de l'artillerie et du canon, protégea ses différents corps par des retranchements de toute espèce, et attendit les Français avec l'espérance de les vaincre.

Turenne plaça ses soldats sur deux lignes, composa la première de dix ba-

taillons et de vingt-huit escadrons également protégés sur les deux ailes; à la seconde se trouvaient seulement huit bataillons, mais autant de cavalerie. Cinq escadrons furent placés entre les deux lignes, derrière l'infanterie de la première. Deux bataillons et six escadrons formaient la réserve. Tous les escadrons étaient entremêlés de pelotons d'infanterie qui les soutenaient. Sur l'ordre de Turenne on marche vers le bois; on attaque, on enfonce deux corps de cavalerie qui en défendaient l'approche. Les dragons s'y jettent sous la conduite du chevalier de Boufflers. Cinq cents mousquetaires l'y suivent. Le combat devient terrible. Tour à tour on gagne et on cède du terrain. Une grosse pluie d'orage vient tout à coup suspendre la fureur des combattants. On s'arrête de part et d'autre; mais enfin la pluie cesse, le carnage recommence avec plus de force. Boufflers fait mettre pied à terre à ses dragons. Ces intrépides soldats affrontent six pièces de canon tirant à cartouches; ils franchissent des abatis d'arbres, escaladent les retranchements, chargent les ennemis l'épée à la main; ils les foudroient avec leur propre artillerie, dont ils se rendent maîtres et qu'ils tournent contre eux. L'action est très-sanglante, Turenne et Bournonville envoient chacun des corps nombreux pour soutenir les combattants. Durant quelques heures la victoire est balancée. On se charge avec furie dans les vides du bois. Les ennemis se retirent d'arbre en arbre. On forme une nouvelle attaque à chaque pas. On se presse corps à corps. Le péril est à son comble, et le succès incertain! Turenne vient partager le danger; sa présence fixe la fortune. Tout fuit, tout se disperse; les Français sont maîtres du bois, et poursuivent les vaincus jusqu'au village d'Ensheim; Bournonville les y attendait avec des forces supérieures. Il fond le premier sur le corps de bataille. On le reçoit avec l'intrépidité que la victoire ajoute au courage. Il se retire. Le comte de Caprara se jette à son tour sur l'aile droite avec les cuirassiers de l'Empereur, qui n'avaient point encore combattu. La première ligne française, déconcertée, se replie sur la seconde; celle-ci se précipite sur le corps de réserve qui s'avance pour la soutenir, et l'ébranle. Les Impériaux les pressent de toutes parts; ils triomphent après avoir été vaincus. La frayeur saisit tous les esprits dans l'armée française. Les valets se sauvent vers les bagages. Ceux qui les gardaient prennent la fuite avec eux. Tout était perdu. Les comtes de Lorges et d'Auvergne paraissent dans ce moment, arrêtent les ennemis et rétablissent le combat. Les Allemands, étonnés à leur tour, reculent pas à pas, mais se défendent avec vigueur, jusqu'à ce qu'enfin, rompus de toutes parts, ils cherchent leur salut sous les fortifications d'Ensheim, après un combat de dix heures où ils avaient perdu trois mille hommes, trente drapeaux ou étendards, dix canons, et une partie de leurs bagages. — La victoire coûta la vie à deux mille Français.

En Flandre, Condé, de son côté, livra à Senef une sanglante bataille, mais sans résultat décisif. C'est une étrange action de guerre que cette journée de Senef, que Feuquières appelle un *combat*, et qu'on a surnommée plus justement une *échauffourée*.

Turenne en évacuant l'Alsace, Créqui en abandonnant les Trois-Évêchés et en se reportant sur la ligne des Vosges, avaient découvert l'armée des Pays-Bas, commandée par le prince de Condé.

Cette armée, on se le rappelle, avait en face d'elle le prince Guillaume d'Orange avec soixante mille hommes. — Condé n'en avait que quarante-cinq mille. — L'armée du futur roi d'Angleterre était composée de Hollandais, d'Allemands et d'Espagnols. — Il avait sous ses ordres le comte de Souches, général de l'Empereur, et le comte de Monterey, gouverneur des Pays-Bas espagnols. — Vaillant et habile capitaine, Guillaume manœuvrait méthodiquement auprès de Condé, espérant le pousser à quelque action d'audacieuse témérité.

Il se concentra d'abord autour de Grave, dont il fit le siége; il se porta ensuite au delà de Senef, où il comptait entraîner le prince de Condé. Il y réussit.

Pour arriver à Senef, il fallait que l'armée traversât une assez longue suite de défilés qui ne lui permettaient pas de déployer toutes ses forces. Condé, informé de ce mouvement, profita de cette occasion pour l'attaquer. Il tomba sur l'arrière-garde composée d'Espagnols, la dispersa, et s'empara du village de Senef. — Au bruit de cette attaque le prince d'Orange accourt, fortifie les hauteurs, et brave les efforts de Condé.

Celui-ci épuisa successivement, pour enlever les positions de son adversaire, infanterie, cavalerie, gendarmerie, etc. On blâma, dit un historien, le prince d'Orange de n'avoir pas assez pris de précautions dans le passage du défilé, mais on admira la manière dont il remédia au désordre; l'on n'approuva pas que Condé voulût ensuite recommencer le combat contre des ennemis trop bien retranchés. On se battit à deux reprises avec un succès équivoque. Condé voulut former une troisième attaque, plus vive, plus terrible que les précédentes. Il commanda à Fourilles, officier général, de se jeter sur l'ennemi. « *Monseigneur*, lui répondit Fourilles, *j'irai partout où Votre Altesse voudra; mais je dois lui représenter que la position de l'ennemi est telle, qu'on ne peut le battre sans verser bien du sang.* » Condé, plein de colère, repart : « *Ce n'est pas d'aujourd'hui que je me suis aperçu que vous aimez mieux raisonner que combattre; mais c'est de l'obéissance que je vous demande, et non des conseils.* » Le brave Fourilles, pénétré d'indignation et de douleur, se précipite sur l'ennemi, et reçoit une blessure mortelle. On recommença l'attaque. Elle ne fut pas plus décisive que les deux premières. Condé voulut en hasarder une quatrième; lui seul peut-être avait envie de se battre. Deux bataillons suisses refusèrent d'avancer, jetèrent loin d'eux leurs mousquets, et se couchèrent par terre devant le prince. « *Ceux-ci n'iront pas*, dit-il; *il faut en aller chercher d'autres.* » Jamais, dans toutes les batailles où il s'était trouvé, ce général n'avait prodigué sa vie ni celle de ses soldats comme il le fit dans celle-ci. Il eut trois chevaux tués sous lui; il tomba dans des fossés; il vit périr une foule de soldats à côté de lui. Il semblait que la mort le respectât seul. Tous les cavaliers étaient démontés, comme le prince. Deux gentilshommes le soutenaient, parce que ses jambes, enflées par la goutte, l'empêchaient de marcher. « *Courez*, *Monseigneur*, *courez*, » lui disait

un de ses compagnons. « *Mais ne vois tu pas bien*, lui répondit le prince en riant, *que je ne peux courir avec mes jambes?* » Il avait résolu de se jeter dans un fossé, et de n'en sortir que lorsque les siens auraient repoussé l'ennemi. Mais un cheval sans maître qu'il aperçut l'arracha au danger d'être pris ou tué; il monta dessus, joignit les troupes, les rallia, et les ramena au combat. Il durait depuis plus de douze heures, il ne finit que quand la lune eut disparu, sur les onze heures du soir. Alors, après les mêlées les plus sanglantes et les plus acharnées, on vit les guerriers de part et d'autre prendre la fuite, comme de concert, par une terreur panique. Le lendemain, les deux armées se retirèrent chacune de son côté, aucune n'ayant ni le champ de bataille ni la victoire, toutes deux également affaiblies et vaincues. Il y eut près de six mille morts et quatre mille prisonniers chez les Français. Quelqu'un le dit à Condé : « *Bon, bon*, répondit-il, *ce n'est qu'une nuit de Paris.* » Le prince d'Orange fit une perte égale; et comme le prince français, il fit des prodiges de valeur, de prudence et d'habileté. Tant de sang inutilement répandu empêcha l'une et l'autre armée de rien entreprendre de considérable. Le prince d'Orange, pour faire croire qu'il avait eu la victoire, assiégea Oudenarde ; mais Condé prouva qu'il n'avait pas perdu la bataille en faisant aussitôt lever le siége de cette ville, et en poursuivant le prince d'Orange.

Le seul résultat réel de cette journée fut que Condé put détacher de nouveaux régiments d'infanterie et de cavalerie au secours de l'armée de Turenne, qui une fois encore allait avoir à lutter contre Montecuculli et les Impériaux. Ces régiments joignirent le maréchal au moment où il prenait position sur la Sarre.

Raimond, comte de Montecuculli, dont nous avons parlé souvent, et qui fut un des plus grands capitaines de son siècle, était né en Italie d'une ancienne et noble famille du Modenais. « On a remarqué, dit l'historien du siècle de Louis XIV, que les plus grands généraux de l'Empire ont été souvent tirés d'Italie. Ce pays, dans sa décadence et dans son esclavage, porte encore des hommes qui font souvenir de ce qu'il était autrefois. » Montecuculli était le digne rival de Turenne. Il avait longtemps fait la guerre contre les Turcs, qu'il avait vaincus à la journée de Saint-Gothard, et comme Turenne, après avoir étudié les exemples des grands capitaines ses devanciers, il avait réduit la guerre en art. Montecuculli était doué d'un esprit élevé et pénétrant; il joignait la subtilité italienne et la vivacité méridionale à la prudence et au sang-froid germaniques. Adoré de ses soldats, comme Turenne, il obtenait de ses rudes et grossiers Allemands des prodiges de courage, d'audace, de fatigue et de persévérance « *Un bon chef de guerre*, dit Montecuculli dans ses mémoires, *doit avoir un génie martial, un tempérament sain et robuste, un sang rempli d'esprits, d'où naissent l'intrépidité dans le péril, la bonne grâce dans les occasions où l'on doit paraître, et une activité infatigable dans le travail.* »

Toutes les qualités qu'il demande dans un général en chef, Montecuculli les réunissait au suprême degré.

Tel était l'homme auquel l'Empire avait confié ses destinées, et sur lequel l'Europe comptait pour abaisser la grandeur de Louis XIV, que soutenaient encore Turenne et Condé.

Dans le Roussillon, le comte de Schomberg obligea les Espagnols, qui s'étaient emparés de Bellegarde, à se retirer vers la Catalogne.

Sur mer, l'amiral Tromp fit une descente à Belle-Isle, sur les côtes de la Bretagne; mais il fut obligé de se rembarquer précipitamment. L'amiral Ruyter, qui avait tenté aussi de s'emparer du fort royal dans la Martinique, échoua dans ses entreprises après avoir perdu 1,200 hommes.

En résumé les opérations de la guerre pendant l'année 1674 furent glorieuses pour nos armes, mais peu décisives. La France, qui débordait sur tous les points, au nord, à l'est et au midi, se trouvait à son tour menacée d'une invasion, obligée de se tenir sur la défensive et de protéger ses propres frontières. Aussi, pour faire face à ce danger, Louis XIV s'empressa-t-il de convoquer le ban et l'arrière-ban, mesure qui n'avait lieu que dans les circonstances critiques. « *Seigneur ne quierre ban et arrière-ban*, disent les Assises de Jérusalem, *qu'en cas de dangier.* » Les alliés, de leur côté, redoublèrent d'efforts pour porter à la France des coups plus terribles. Tout faisait présager que les opérations de la campagne de 1675 seraient plus importantes et plus décisives.

Campagne de 1675. — La France avait, dès ce moment, six armées sur pied. Condé commandait en Flandre; Turenne, en Allemagne; le comte de Choiseul, dans le Luxembourg; le maréchal de Créqui, sur la Meuse, et Schomberg, dans le Roussillon. En outre, une armée de Suédois devait faire une puissante diversion en faveur de la France en se portant dans la Poméranie.

Les opérations commencèrent en Flandre, où Condé, rival du prince d'Orange, s'exerçait à cette guerre de positions, de marches et de contremarches que son bouillant génie avait jusqu'alors dédaignée. Condé était un véritable chef de cavalerie légère. Ses inspirations naissaient sur le champ de bataille, et l'exécution en était rapide comme la pensée. Ses plans arrêtés, rien ne pouvait en retarder l'exécution : les obstacles, il les surmontait, ou plutôt, il ne les connaissait pas; les conseils de la prudence n'étaient pour lui que de la lâcheté. Le sang du soldat ne pesait pour rien dans ses résolutions; le succès seul lui importait.

Condé était surtout admirable au milieu du feu, quand il improvisait une attaque ou dirigeait une charge avec ce sang-froid, ce courage personnel qui semblait défier la mort, et que la mort respectait toujours.

Mais dans cette campagne, ainsi qu'on l'a fait remarquer, qui fut la dernière de sa longue et glorieuse carrière, le grand Condé montra une circonspection, une prudence extrême, comme s'il eût voulu prouver qu'il pouvait rivaliser avec Turenne en science et en talent dans la guerre raisonnée et méthodique. Turenne, au contraire, vers la fin de sa carrière, était devenu plus audacieux dans ses manœuvres.

Le roi vint lui-même suivre les opérations de ses généraux dans le Nord. Il rejoignit à Mons le corps du prince de Condé, et lia ses mouvements avec ceux des maréchaux de Choiseul et Créqui, dans le but de s'emparer de quelques villes sur la Meuse, et de soutenir ainsi la garnison de Maëstricht, qui était assiégée.

Le maréchal de Créqui manœuvra comme s'il voulait se porter sur Namur pour donner le change aux ennemis, et investit la ville de Dinan, qui fut prise en huit jours. Pendant ce temps, Louis XIV couvrit cette place contre le prince d'Orange, qui était à la tête des armées hollandaise et espagnole. Il marcha ensuite contre le duc de Lorraine, pour empêcher sa jonction avec le prince d'Orange, détacha le marquis de Rochefort pour s'emparer d'Huy, le prince de Condé pour assiéger Limbourg qui fut enlevé, et ayant réussi à tenir les deux généraux séparés, il marcha contre ce dernier, qui se retira constamment devant lui. Arrivé à Charleroi, Louis XIV passa la revue de ses troupes, en confia le commandement au prince de Condé, et revint à Saint-Germain, glorieux et fier d'avoir vu fuir sans cesse devant lui son terrible adversaire, le prince d'Orange. Du reste, le but de la campagne était atteint : les trois places de Dinan, d'Huy et de Limbourg, nécessaires pour communiquer avec Maëstricht, avaient été prises sous ses yeux, et lui avaient permis de faire entrer des secours dans cette place. Ce résultat obtenu, il avait pu faire passer à Turenne six bataillons, douze escadrons et cinq cents dragons.

C'était en effet sur le Rhin que se portaient sans cesse tous les efforts des ennemis. Cette campagne de 1675, où Turenne défendit si glorieusement la fortune de la France, et où il perdit la vie, a été justement admirée.

Tous les écrivains s'accordent à dire qu'elle fut la plus belle, la plus savante du grand capitaine. « Ce fut, dit Folard, le chef-d'œuvre du vicomte de Turenne et du comte de Montecuculli. Il n'y en a pas de si belle dans l'antiquité. Les experts seuls peuvent bien en juger. Ces deux grands hommes, qui tenaient attentifs les yeux de l'Europe, épuisèrent dans cette circonstance toutes les ressources les plus sublimes de l'art par des manœuvres si savantes qu'elles valaient autant que des victoires. »

« En étudiant cette glorieuse campagne qui termina sa vie, j'ai vu, dit Guibert, Turenne faire, pendant six semaines, une guerre de positions et de mouvements, une guerre tout à fait semblable à celle que feraient aujourd'hui les généraux du même ordre avec la tactique moderne. »

Montecuculli avait reçu l'ordre de pénétrer dans l'Alsace, dont Turenne s'était emparé l'année précédente. Le général ennemi avait des intelligences dans Strasbourg, dont les magistrats lui étaient dévoués. Son armée était supérieure à celle de son adversaire qui n'avait que 25,000 hommes.

Turenne, de son côté, voulait garantir l'Alsace et obliger Montecuculli à repasser la forêt Noire. Et il y réussit, car, quand il fut tué, son adversaire était en pleine retraite sur ce point. Suivons les opérations de ces deux généraux.

Le 27 mars, Turenne était campé devant Strasbourg pour imposer à la bourgeoisie. Montecuculli se mit en marche, descendit le Rhin, annonçant

qu'il allait assiéger Philisbourg; mais il jeta un pont sur la Spire et passa sur la rive gauche. Turenne, négligeant cette initiative, la prit lui-même, passa le Rhin, et obligea son adversaire à revenir sur la rive droite. Ce premier résultat de la campagne était réel.

Le maréchal avait pris position à Willstett, couvrant Strasbourg, qui était à deux lieues derrière son camp et le pont d'Ottenheim, qu'il avait fortifié et qui était à quatre lieues sur la droite. Montecuculli s'établit à Kintzig, à une lieue et demie de l'armée française. Il hésita et se contenta de se prolonger, pensant que sa présence suffirait pour décider Turenne à quitter son camp et à découvrir Strasbourg. Le maréchal, au contraire, abandonna son pont d'Ottenheim et le plaça à Altenheim, à deux lieues seulement de Strasbourg.

Montecuculli résolut de passer le Rhin au-dessous de Strasbourg. Turenne prit position à Freistlet, occupa les îles, fit faire une estacade et déjoua les projets de son adversaire. Enfin le 15 juillet, Turenne se mit en marche vers le Renchen pour couper Montecuculli d'Offembourg, d'où il tirait ses vivres, et du corps de Caprara, qui venait le renforcer. Ce mouvement obligea le général de l'Empire à se porter derrière Salsbach, où Turenne allait l'attaquer lorsqu'il fut tué.

Napoléon porte le jugement suivant sur cette campagne :

« Turenne se montra incomparablement supérieur à Montecuculli, 1° en » l'obligeant à perdre son initiative; 2° en l'empêchant d'entrer dans » Strasbourg ; 3° en interceptant le pont de Strasbourg; 4° en coupant sur le » Renchen l'armée ennemie; mais il fit une faute qui aurait pu entraîner la » ruine de son armée s'il eût eu affaire au prince de Condé. Ce fut de jeter » son pont à quatre lieues au-dessus de Strasbourg au lieu de le placer seule- » ment à une lieue de cette ville. »

Cette campagne, ayant un grand intérêt historique, nous allons reproduire les mémoires de Deschamps (1), officier supérieur très-distingué, que le prince de Condé avait choisi pour veiller à l'éducation de son petit-fils.

Deschamps avait fait avec Turenne les campagnes de 1674 et 1675.

« Le 29 juin 1675, au matin, le colonel Dennevald, général-major dans l'armée des ennemis, s'avança avec un grand corps de cavalerie et de dragons pour enlever trois cents hommes de pied et cinq ou six cents chevaux détachés dans le village de Bischen, à demi-lieue de la tête de notre aile gauche. Du Repaire, mestre-de-camp de cavalerie, qui y commandait, croyant que c'était l'avant-garde des ennemis, et sachant qu'il pouvait être coupé par plusieurs endroits, fit retirer l'infanterie qui était postée dans l'église et sur le passage; elle fut chargée dans sa retraite et mise en désordre. Il la soutint vigoureusement avec sa troupe par deux ou trois charges qu'il fit sur les escadrons des ennemis les plus avancés; et, par un bonheur singulier, deux

(1) On sait que les Mémoires de Turenne commencent à 1643 et finissent à la paix des Pyrénées.

cents cavaliers à pied, qui allaient en parti, étant accourus au bruit, se jetèrent dans deux maisons qui commandaient le gué de la rivière dans le village, empêchèrent de passer le reste de la cavalerie ennemie, et donnèrent le le temps aux nôtres de se retirer. Les ennemis nous tuèrent quinze ou vingt hommes; nous leur en tuâmes huit ou dix, avec un lieutenant. Un cornette, qui fut pris en cette occasion, rapporta qu'ils avaient retranché la rivière de Holchen le long de leur camp.

» Dennevald fut heureux que les dragons ne se trouvèrent point à leur poste, d'où M. de Turenne les avait envoyés peu auparavant à celui où Montgeorge avait été blessé; car s'ils y eussent été, les ennemis n'auraient pu se retirer qu'avec beaucoup de perte. On demeura jusqu'au 3 juillet sans rien faire. Le temps fut si fâcheux et les pluies si grandes durant plus de quinze jours, que les armées souffraient extrêmement dans un pays presque tout couvert de bois et rempli de marais. La nuit du 3, le chevalier de Beauvau s'avança jusqu'à la garde des ennemis avec soixante chevaux et autant de fantassins, les chargea, en tua quelques-uns et amena un prisonnier, par lequel on sut que les ennemis, ayant détaché un corps considérable le jour précédent, pour occuper et retrancher le passage de la rivière de Renchen, sur le chemin de Strasbourg à Lichtenau, au lieu qui s'appelle Renchenloch, à un quart de lieue du Rhin, y devaient marcher ce jour-là avec toute leur armée. Ils y marchèrent en effet, et se postèrent dans la petite plaine de Scherzen, le Rhin à leur droite et le Renchen à la tête de leur camp.

» M. de Turenne avait fait reconnaître ce poste peu auparavant par le comte de Roye, et l'aurait occupé avant les ennemis, si, dans la situation où ils étaient, il avait pu faire marcher son armée jusque-là sans exposer Vilstett, et par conséquent son pont et la communication de celui de Strasbourg; mais lorsqu'il eut nouvelle que les ennemis y étaient, il décampa à la pointe du jour, marcha au travers de Bischen jusqu'à l'entrée d'un bois dont le défilé va à Renchenloch; et ayant fait mettre en bataille entre ce bois et le village de Freystadt, dans une petite plaine, il détacha cinquante hommes par bataillon de la brigade de Champagne, soutenus par huit ou dix escadrons, sous le comte de Lorges, pour aller reconnaître le retranchement des ennemis. Ils passèrent à environ six cents pas du défilé dans un bois jusqu'à une haie, où ils essuyèrent la décharge de soixante fantassins, qui se retirèrent ensuite sur une redoute.

» On fit avancer cent hommes pour aller à la découverte, et deux autres détachements en même temps à droite et à gauche dans le bois, pour reconnaître s'il n'y avait point quelque passage. Un grand marais, couvert de bois, fermait entièrement la gauche, et la droite était si escarpée que la rivière n'était pas accessible. Nous y perdîmes quelques soldats, et il y eut des officiers blessés. Le dessein de M. de Turenne, dans cette attaque, était de reconnaître s'il ne s'y trouvait qu'un détachement de l'armée ennemie, et de le faire attaquer; mais ayant connu, par le grand feu, que toute l'armée y était, il fit retirer ses troupes, et établit dans le défilé plusieurs détachements sou-

tenus les uns des autres; ils l'étaient encore par une grande redoute à l'entrée du défilé. Une garde de trois cents hommes de pied, commandée par un lieutenant-colonel, était deux cents pas en deçà de la redoute; à pareille distance quatre escadrons soutenaient cette garde, sous le commandement d'un brigadier, et faisaient la tête de la première ligne de l'armée; elle campa depuis Bischen jusqu'à Freystadt, la gauche appuyée au Rhin.

» M. de Turenne alla reconnaître le long de ce fleuve jusque vers la chute de Renchen; et comme il passait sur une chaussée, accompagné de plusieurs officiers généraux et de plusieurs personnes de qualité, des paysans, embusqués dans une île qui n'est séparée de la terre que par un canal très-étroit, firent une décharge sur sa troupe, et tuèrent un de ses gardes fort près de lui. Il fit passer les grenadiers du régiment de La Ferté jusque dans une grande île, où il avait paru des paysans; mais ils n'en purent prendre qu'un; les autres avaient déjà gagné les îles plus éloignées; le mauvais temps et la nuit empêchèrent de les suivre davantage.

» Il semblait que deux armées ne pussent être si proches sans des alarmes continuelles, et sans venir aux mains à tous moments. Il n'y avait qu'un quart de lieue de la tête de notre camp au retranchement des ennemis, les sentinelles des gardes avancées dans le défilé étaient à la portée du fusil les unes des autres; cependant on dormait paisiblement dans l'un et l'autre camp. Un bois de cinq ou six cents pas de large, et un petit ruisseau qui coulait dans un terrain marécageux, séparaient les deux armées, comme aurait fait une distance de vingt lieues. Montecuculli, par cette situation qu'il avait affectée, suivait son dessein de ne point combattre, et cherchait à nous fatiguer par la disette du fourrage, persuadé qu'une armée où il y avait un grand corps de cavalerie ne pouvait fourrager longtemps dans un pays étroit, fermé de montagnes et par le Rhin, ruiné l'année précédente par de grandes marches, par des quartiers d'hiver, et parce que les deux armées y subsistaient depuis plus d'un mois.

» M. de Turenne faisait vivre sa cavalerie au moyen vert lorsque les grains furent finis, et il incommodait extrêmement les ennemis, en leur ôtant le commerce avec Strasbourg par terre et par le Rhin. Ils avaient réuni dans cette ville de grands amas de farine, et depuis que M. de Turenne avait passé le Rhin, Montecuculli, ne pouvant transporter ses munitions par terre sans danger, avait fait construire à Strasbourg un pont de bateaux, et deux moulins capables de moudre une grande quantité de grains. Lorsqu'il approcha du Rhin, en venant camper dans la plaine de Schetzen, entre Renchenloch et Lichtenau, il crut pouvoir faire descendre ces machines et ses farines avec d'autant plus de facilité, que le Rhin était haut à cause des pluies, et que le grand nombre d'îles qui le partagent le rendent très-difficile à garder. Il ne considérait pas seulement l'abondance qu'il mettait dans son camp par un si grand convoi; mais il espérait aussi se servir de ce pont pour tenir les deux côtés du Rhin, et nous donner toutes les incommodités qu'on peut imaginer, si son dessein avait réussi.

» M. de Turenne, qui le prévoyait bien, eut une extrême attention à en empêcher l'exécution. Il fit reconnaître la rivière depuis la hauteur de Bischen, où il était campé, jusqu'à Vantzenau, qui est vis-à-vis dans l'Alsace. Il trouva qu'elle était partagée en plusieurs îles, coupées de divers petits bras, mais qu'il n'y avait que trois canaux principaux. Celui qui passe à Vantzenau est le plus profond, le plus navigable et formé par la jonction du Rhin et de l'Ill, qui vient de Strasbourg, et par lequel les ennemis avaient commencé d'embarquer tout leur convoi. Il le fit fermer d'abord par une espèce d'estacade, avec une redoute à chaque extrémité, gardée par cinq cents hommes de la garnison de Haguenau. Il fit ensuite fermer de la même manière l'autre canal du côté de Bischen, et garder le grand canal du milieu par des bateaux chargés de soldats, et favorisés de batteries qui étaient au-dessus, dans des îles ; et cependant fit dire à ceux de Strasbourg que s'ils permettaient la descente du pont des ennemis, il prétendait aussi faire descendre celui qu'il avait à Attenheim.

» Mais toutes les incommodités que nous pouvions donner aux ennemis par ce moyen ne diminuaient pas celles que notre armée commençait à ressentir. Depuis un mois et demi que l'on avait passé le Rhin, il avait toujours plu. Les soldats, constamment campés dans la boue, avaient beaucoup souffert dans un pays où il ne se trouvait rien, et les chevaux, après avoir consommé le fourrage et les herbes, ne vivaient depuis quelques jours que de feuilles d'arbres : toute l'armée ressentait ces incommodités. M. de Turenne en éprouvait encore d'autres, qui ne lui donnaient pas moins de peine. On était serré d'un côté par le Rhin, et de l'autre par de vastes bois pleins de marais, ayant les ennemis en tête dans un poste à couvert de tout. Leurs fourrages étaient derrière eux, et leur communication facile avec Offembourg, où ils avaient laissé un corps en état de tomber sur Vilstett, sur notre pont, et dans une situation propre à communiquer avec Strasbourg, et à nous couper tous nos derrières. Il avait fallu, pour les garder, répandre beaucoup de troupes dans divers postes éloignés de l'armée, et on était obligé à une vigilance incroyable pour s'opposer à ce que les ennemis pouvaient tenter sans cesse de ce côté, par des marches qu'il leur était facile de nous dérober derrière les bois dont nous étions enfermés. Enfin, il ne paraissait pas moins difficile de se soutenir dans notre poste que d'y subsister.

» Dans un état si pressant, M. de Turenne envisagea un dessein également grand et hardi : celui d'occuper le haut du ruisseau de Renchen, par divers postes, en remontant vers le pied de la montagne, de le passer ensuite, se poster sur la hanche des ennemis, et les serrer de manière qu'ils fussent obligés de combattre ou de se retirer. Le mauvais temps qui durait depuis deux mois, en empêcha l'exécution durant quelques jours. En attendant que l'on pût agir, M. de Turenne avait reconnu avec une extrême attention tout le terrain le long du Renchen, en remontant. Il avait observé que les ennemis, par le retranchement de Renchenloch et par le moulin, occupaient un quart de lieue au-dessus, en gardaient environ trois quarts de lieue depuis sa chute

dans le Rhin, qui était toute l'étendue de leur camp, et qu'ils n'avaient point pris de postes plus haut, soit par la crainte qu'ils ne fussent trop éloignés de leur camp, et qu'en effet ils ne crussent pas que M. de Turenne pût s'établir dans un pays aussi difficile, ni en tirer aucun avantage.

» Un paysan, que l'on amena alors à M. de Turenne, ne lui servit pas peu dans son dessein. Il passait sa vie à garder des troupeaux dans les bois ; il en connaissait parfaitement tous les passages, et l'on trouva même qu'il avait assez d'entendement pour entrer dans les vues que l'on pouvait avoir. Il enseigna un gué du Renchen, cinq pas au-dessus du moulin des ennemis, dans un endroit si sauvage, qu'il n'y avait apparemment jamais eu que des bêtes qui y eussent passé. M. de Turenne en tira dans la suite de grands avantages. Le mauvais temps ayant cessé vers le 10 du mois, M. de Turenne se disposa, le 15 juillet, à faire la première démarche pour l'exécution de son dessein. Ce fut dans le même temps que les ennemis firent une grande réjouissance pour les avantages que leur parti avait remportés dans une rencontre entre les Suédois et l'électeur de Brandebourg; ils firent trois décharges de leur artillerie, dont les boulets tombaient jusque dans notre camp.

» A l'entrée de la nuit, M. de Turenne, avec la brigade de la marine et quelques pièces de canon, marcha au gué du Renchen, que lui avait montré le paysan. Il serait difficile de dire les peines et les fatigues de cette marche. La nuit était fort noire : on traversait toujours un bois marécageux, qu'il fallait couper pour faire le chemin ; on trouvait des ruisseaux, qu'il fallait passer ayant de l'eau jusqu'à la ceinture ; les soldats étaient chargés d'outils et de matériaux pour faire des retranchements et un pont ; cependant tout arriva avant minuit, et l'on remarqua que pas un soldat n'avait jeté ce dont il avait été chargé. On travailla d'abord à la construction d'un pont, avec un redan à la tête. On fit retrancher une petite île à gauche, dont la pointe donnait dans le gué même, et border le ruisseau d'un retranchement. Ces ouvrages étant bien avancés, M. de Turenne laissa le soin de les achever au marquis de Vaubrun, qui envoya d'abord trois cents chevaux de l'autre côté du ruisseau pour reconnaître le pays, et avoir des nouvelles des ennemis. Après avoir traversé un quart de lieue de bois, ils tombèrent dans des prairies, où ils enlevèrent plusieurs fourrageurs et près de cent chevaux : ce fut une représaille de pareille prise que nous avait faite quelques jours auparavant la garnison d'Offembourg. Le comte de Lorges releva le marquis de Vaubrun à la garde de ce poste. Il fut relevé par un maréchal de camp, et le troisième jour, le comte Hamilton, brigadier, y ayant mené trois bataillons, y demeura sans être relevé, et fit faire de grands abatis de bois aux environs. Deux bataillons du régiment irlandais d'Hamilton occupaient un terrain découvert dans le même bois, un peu plus haut, pour soutenir en cas de besoin.

» Après avoir pris toutes les précautions nécessaires pour assurer ce poste, M. de Turenne marcha le 19 avec une brigade de cavalerie et les dragons, et il monta une demi-lieue plus haut, en traversant le bois jusqu'à Vaghürst, où il

passa le Renchen, reconnut les environs, fit pousser quelque cavalerie qui parut, et envoya une partie de la sienne et les dragons pour favoriser la marche du comte de Plessis, qu'il faisait venir des environs de Vilstett, par ce côté-là, avec trois bataillons, pour le poster en deçà de la rivière, vis-à-vis de Vaghürst, dans un lieu qu'il faisait retrancher à ce dessein. Il mit en même temps le bataillon de Bouillon dans le château de Renchen, sur le ruisseau du même nom, cinq cents pas plus haut que Vaghürst; et comme le chemin, depuis l'armée jusque-là, était un marais continuel dans les bois, il le fit combler de fascines, pour y pouvoir mener des troupes. Il eut avis, au retour, que le comte de Caprara, qui commandait à Offembourg, devait marcher avec quinze cents chevaux, pour attaquer Bulonde, posté au-dessous de Vilstett avec sa brigade. Il commanda à l'instant Gournay, avec six cents chevaux et deux cents dragons pour le joindre; mais soit que l'avis fût faux ou que Caprara eût appris la marche du secours, il ne parut point. Enfin, toutes choses étant disposées et toutes les mesures prises pour l'exécution de ce qu'avait projeté M. de Turenne, il s'en ouvrit aux officiers généraux; mais, faisant réflexion au peu de troupes qu'il laisserait dans son camp lorsqu'il marcherait, et qu'il pourrait y avoir du péril si près des ennemis, il fit tirer un retranchement qui en couvrait la tête depuis le Rhin jusqu'au bois.

» Le comte de Montecuculli, ayant eu avis des divers détachements de notre armée, résolut de les attaquer, les croyant trop éloignés les uns des autres pour se pouvoir soutenir. Il envoya ordre à Caprara de venir par le côté d'Offembourg, la nuit du 23 au 24, avec deux mille hommes d'infanterie et du canon. Il fit marcher le prince de Lorraine, avec quatre mille chevaux et mille dragons, pour s'y rendre en même temps et attaquer de l'autre côté, et pour empêcher le secours d'un poste à l'autre et les tenir tous en échec. Il devait en même temps attaquer notre camp par le défilé de Renchenloch, et faire marcher un corps de quatre mille hommes, avec quatre pièces de canon, pour attaquer le retranchement où commandait le comte Hamilton. Les quatre premiers coups de canon qui s'y tireraient devaient servir de signal à toutes les autres attaques. Enfin, toute son armée était partagée pour cette entreprise, et il ne laissait presque personne dans son camp.

» Ce dessein, qui se devait exécuter la nuit du 23 au 24, comme on l'a déjà dit, manqua de succès, parce que, le 23, M. de Turenne, laissant dans son camp six bataillons et quatre brigades de cavalerie, sous les ordres du comte de Lorges, marcha droit à Vaghürst avec huit bataillons, les quatre brigades de cavalerie de la première ligne, les dragons et partie de son canon. Il prit aussi les deux bataillons du comte du Plessis, et fit venir celui de Bouillon; et, ayant passé le Renchen, alla camper à une tuilerie, qui n'en est pas fort éloignée; et comme son dessein était d'avancer le lendemain vers le camp des ennemis, il détacha soixante dragons pour en avoir des nouvelles, afin de pouvoir prendre son parti avec plus de sûreté. Ils se trouvèrent assez près du village de Gamshüssen, un peu après minuit, et tombèrent dans la marche du corps que menait le prince de Lorraine pour enlever le comte du

Plessis. Ils ne purent prendre d'autre parti que se retirer en escarmouchant, ce qui donna l'alarme d'abord. On fit avancer des dragons, et le marquis de Vaubrun y mena de la cavalerie.

» Le jour commençait à peine à paraître; il était obscurci par le brouillard, et les ennemis, qui avaient commencé à pousser les soixante dragons détachés, en suivant leur impétuosité, et l'avantage que leur donnait le nombre, mirent en désordre ceux qui les soutenaient, et tombèrent sur le marquis de Vaubrun presque avant qu'il le pût prévoir. Ses premiers escadrons furent poussés; il fut enveloppé, blessé et en danger d'être pris. Le marquis de Rane eut son cheval tué; le marquis de Boufflers fit ferme diverses fois; mais malgré la résistance des dragons, que le grand nombre accablait, les ennemis avançaient, lorsque M. de Turenne fit marcher quatre bataillons qui bordèrent les haies, arrêtèrent les ennemis par un grand feu, et changèrent la face du combat. Dans le temps que cette infanterie avança, Trassy, major-général, s'étant éloigné de cinquante pas du bataillon de Champagne, pour aller reconnaître de l'autre côté d'une haie, tomba dans une embuscade de vingt dragons des ennemis, commandés par un Français, qu'il crut être des nôtres, et se trouva pris et enlevé au moment qu'il y pensait le moins.

» Le prince de Lorraine, déjà embarrassé de la charge que lui faisait notre infanterie, ayant su de Trassy que M. de Turenne était là en personne, avec la plus grande partie de l'armée, ne balança point à se retirer. Le brouillard lui fut favorable, et plusieurs de ses escadrons passèrent devant notre infanterie, qui, les prenant pour des Français, ne tira point. Il laissa cent ou cent vingt des siens sur la place, et en emmena presque autant de blessés. M. de Turenne ne jugea point à propos de le pousser durant ce brouillard dans un pays inconnu et difficile, ne pouvant savoir s'il n'était point soutenu de toute l'armée ennemie. Le comte de Caprara, qui s'était rendu près deVaghürst, suivant les ordres qu'il avait reçus, n'ayant point de nouvelles du prince de Lorraine ni de son général, et jugeant bien, par le bruit du combat qu'il entendait que les choses étaient changées, ramena ses troupes à Offembourg.

» D'un autre côté, l'attaque que les ennemis devaient faire au poste du comte Hamilton demeura sans effet par une aventure assez bizarre. Il n'était qu'à cinq cents pas du moulin qu'ils occupaient, et guère plus éloigné de la gauche de leur camp. Cependant les 4,000 hommes destinés pour l'attaque, marchèrent la plus grande partie de la nuit sans y pouvoir arriver, égarés, à ce que l'on a prétendu, par leurs guides. Ils retournèrent à leur camp avec le jour; et comme ils ne firent point le signal des quatre coups de canon, les autres n'entreprirent rien sur notre camp du côté de Renchenloch, et se contentèrent de donner quelques alarmes. Montecuculli n'avait rien su de la marche de M. de Turenne, dont la diligence le trompa, et ruina un projet pour lequel il avait pris tant de mesures. L'on peut dire que parmi plusieurs différences qui se trouvaient entre ces deux généraux, il y en avait une personnelle qui pouvait donner de plus grands avantages à M. de Turenne : c'est qu'à son âge, il avait toute la vigueur et toute l'activité d'un jeune homme ;

qu'il savait s'en servir, et qu'étant continuellement à cheval, il se trouvait partout, reconnaissait jusqu'aux moindres postes lui-même, et ne prenait des mesures que par ses propres connaissances, au lieu que le comte de Montecuculli, plus cassé et moins en état d'agir, était quelquefois obligé de former ses desseins sur le rapport d'autrui. Dans cette occasion, il eut le déplaisir de voir manquer une entreprise qu'il croyait certaine, et fut encore surpris de savoir que nos troupes avaient passé le Renchen.

» M. de Turenne, continuant son dessein, commença à marcher lorsque le brouillard fut tombé; et suivant le chemin de la retraite du prince de Lorraine, il arriva, sur les neuf heures du matin, près du village de Gamshüssen, ayant toujours suivi, depuis la tuilerie, une chaussée qu'il avait à sa droite, qui est élevée au travers des prés pour porter un petit canal sec, autrefois destiné à conduire quelques eaux. Il fit camper ses troupes dans des prairies, ayant à leur droite le ruisseau qui les séparait du village. A la tête du camp était un bois qui retournait sur la gauche, entre elle et le poste du comte Hamilton, qui n'était éloigné que d'un quart de lieue. Pour lui donner une communication plus sûre avec le camp, M. de Turenne fit poster les deux bataillons d'Auvergne dans ce bois, sur le chemin qui y conduisait et le traversait. Ainsi l'armée, répandue en six postes différents dans l'étendue d'une lieue et demie, formait une potence qui enfermait la tête et la gauche des ennemis, et se trouvait en sûreté par la disposition du pays et la facilité de se pouvoir secourir; pendant qu'eux, serrés à la droite par le Rhin, ne pouvaient plus s'étendre que par leurs derrières, où nous pouvions même les couper. M. de Turenne employa le reste du 24 à reconnaître les environs de son camp, sans passer la rivière, de l'autre côté de laquelle était le village de Gamshüssen, bâti tout en long; de sorte que les premières maisons commençant assez près du camp, l'église, qui est à l'autre bout, un peu séparée du ruisseau et un peu élevée, en était éloignée de six cents pas.

» Le 25, au matin, un capitaine de dragons de la reine, étant allé reconnaître, vit derrière ce village plusieurs escadrons dans une petite plaine à droite, et de l'infanterie qui s'y coulait et qui commençait à s'y retrancher. M. de Turenne la fit attaquer par les dragons de la reine, avec des détachements de sa seconde ligne, et s'y avança lui-même. Les ennemis, quoiqu'en grand nombre, ne disputèrent pas beaucoup le village. Le gros de leur infanterie se retira d'abord vers leur camp avec les escadrons qui avaient paru, et ils laissèrent seulement dans l'église deux cents hommes commandés par un Français nommé Chevreuilles, capitaine dans le régiment de Souches. L'église était petite et environnée d'un cimetière élevé, fermé d'assez bonnes murailles. Il s'y défendit avec toute la valeur possible; presque tout ce qu'il y avait de soldats y périt; et comme l'église fut forcée, les nôtres l'ayant pris pour un de nos officiers, il retourna avec eux jusque assez près du camp; il fut reconnu et mené à M. de Turenne, qui sut de lui que les ennemis, ayant reconnu que le jour précédent l'on n'avait point occupé ce poste, y avaient envoyé 2,000 hommes de pied, soutenus de cavalerie, pour s'y retrancher et

tâcher de s'y maintenir; mais qu'étant arrivés trop tard, on ne leur en avait pas donné le temps; qu'ils s'étaient retirés, et que, pour favoriser leur retraite, ils s'étaient jetés dans cette église.

» Comme il avait de l'esprit, et qu'il servait parmi eux avec réputation depuis près de vingt ans, il put rendre bon compte de plusieurs autres choses, et ce fut de lui que l'on apprit tout le dessein de Montecuculli, que M. de Turenne avait fait manquer depuis vingt-quatre heures. Nous perdîmes peu de soldats à cette attaque; mais le chevalier d'Hocquincourt, qui commandait les dragons de la reine, y fut tué sur la place d'un coup qu'il reçut à la tête, et le chevalier de Boisseleau, capitaine dans le même régiment, le fut aussi d'un coup au travers du corps. La prise de ce poste donna le moyen de s'étendre de l'autre côté de la rivière, où l'on trouva un terrain plus haut et quelques restes de fourrages. Ruvigny fut détaché pour aller reconnaître le long du pied de la montagne jusque vers Bihel, où il chargea quelques gens détachés des ennemis, qui se retirèrent d'abord. Il ne rencontra point autre chose, et rapporta qu'il restait encore des fourrages de ce côté-là.

» Le comte de Montecuculli, voyant que nous avions passé la barrière qu'il avait prétendu nous opposer par ses retranchements du Renchen, et que, par un enchaînement de postes depuis notre camp jusqu'à Gamshüssen, nous enfermions presque tout le sien; que nous devenions maîtres des fourrages qu'il avait épargnés le long de la montagne, pendant qu'il ne pouvait plus avoir ni fourrages ni convois qu'avec les difficultés que lui causaient la disposition et le voisinage de notre armée, crut devoir quitter son poste avant qu'il ne fût plus serré. Ainsi la nuit du 25 au 26, il décampa de Schertzen; et prenant sa marche par Lichtenau, il alla camper à Bihel, deux lieues au deçà de Baden, assez près du pied de la montagne, qui, en cet endroit, n'est éloignée du Rhin que d'une lieue et demie. Le comte de Lorges avertit M. de Turenne que les ennemis marchaient; et lorsqu'il eut fait reconnaître leur marche, il fit sortir ses troupes des différents postes où elles étaient, les rassembla toutes dans un même camp à Gamshüssen, et le lendemain à la pointe du jour, les fit marcher droit à la montagne jusqu'au village d'Acheren, où, prenant sa route à gauche, il commença à suivre le pied de la montagne. Il fut à peine hors de ce village, qu'on lui rapporta que les ennemis paraissaient derrière le petit village de Salzbach.

» Le comte de Montecuculli, ayant été obligé de décamper de Shertzen, ne pouvait prendre d'autre parti que de chercher un nouveau poste pour se couvrir, et pour nous arrêter sans se commettre dans un combat. Il n'en trouva point de plus commode que celui du village de Salzbach, avantageux par sa situation dans l'entrée de la montagne, et par une église retranchée depuis longtemps, et environnée d'un fossé qui fermait entièrement le défilé. Il avait fait occuper de bonne heure cette église par de l'infanterie; et ayant envoyé ordre à Caprara de l'y joindre par le chemin de la montagne, avec le corps qu'il avait à Offembourg, il mena son armée par Lichtenau et Bihel, la disposition du pays l'obligeant à prendre ce grand tour. Il marcha avec

une extrême diligence, de sorte qu'il arrivait d'un côté du village dans le temps que nous approchions de l'autre. Comme il vit notre armée marcher au village, il jeta son infanterie dans l'entrée de la montagne, à couvert des haies et des bois, le long d'un ruisseau qui la séparait de nous par de profondes ravines où il coulait. Un peu plus bas, à la droite des ennemis, était le village dont ils avaient occupé l'église, et leur cavalerie parut d'abord dans la plaine, qui était derrière le village, un peu sur la gauche; mais elle se serra ensuite vers le pied de la montagne.

» De notre côté, la situation était différente. Au sortir d'Acheren, après quelques haies qui formaient comme un défilé avec le bois du pied de la montagne, le terrain se découvrait en forme de petite plaine, dont la moitié s'élevait vers la montagne; l'autre partie était plus basse, plus unie, et serrée en partie par un bois qui s'y étendait en potence, lorsqu'on approchait de Salzbach. Ce village fermait la plaine, et était comme enveloppé d'une petite hauteur qui le cachait en arrivant, et l'environnait de manière qu'on n'y allait que par un chemin creux qui perçait la hauteur. M. de Turenne eut d'abord quelque espérance de s'en emparer, et crut trouver par là un chemin pour aller aux ennemis; mais ayant reconnu l'église, située justement à la tête du défilé, environnée d'un bon fossé, bien retranchée d'ailleurs, il ne jugea pas qu'on la pût attaquer. Il reconnut toute sa droite, et observa, autant qu'il était possible, la disposition de l'armée des ennemis, le ruisseau et les ravines qui le séparaient de nous; il jugea qu'il était impossible d'aller à eux par ce côté-là. Il reconnut aussi la gauche, par où la hauteur qui couvre le village commence à s'abaisser, en tombant le long du ruisseau; puis encore divers autres endroits, pendant que les ennemis dressaient des batteries dans des lieux avantageux, pour incommoder celles que nous avions faites, et pour battre dans la plaine, où était notre armée.

» Quoiqu'on ne pût pas voir leurs troupes tout à découvert, on distinguait néanmoins beaucoup de mouvements, comme ceux d'une armée qui cherche à se poster en arrivant. M. de Turenne retourna encore sur sa gauche pour s'éclairer plus sûrement; et s'étant ensuite reposé assez longtemps sous un arbre, on lui vint dire que l'on voyait faire quelques mouvements à l'infanterie des ennemis vers la montagne. Il s'y rendit promptement; et Saint-Hilaire étant venu à sa rencontre pour lui rendre compte de quelques batteries qu'il faisait faire, comme il le quittait, un coup de canon des ennemis, tiré par hasard, coupa le bras à Saint-Hilaire, et traversa M. de Turenne par le milieu du corps; il tomba mort dans le moment qu'il fut frappé. Je ne dirai point quelle fut la douleur et la consternation de toute l'armée. Ce ne sont point des sentiments ordinaires que les paroles puissent exprimer; j'en juge par ceux dont je fus pénétré, sans y avoir d'autre intérêt que celui d'être Français; les ennemis surent sa mort un quart d'heure après; elle ne causa pas un moindre changement dans leur armée qu'elle fit parmi nous. L'embarras de leurs généraux et la terreur du soldat cessèrent; ils crurent qu'ils avaient beaucoup gagné, parce qu'ils étaient persuadés que nous avions tout perdu.

« Ainsi mourut Henri de Latour-d'Auvergne, vicomte de Turenne, grand capitaine, grand politique, et presque sans égal par cette élévation d'âme qui le mettait si fort au-dessus de l'intérêt et ne lui laissait de passion que pour la véritable gloire. Peu de généraux ont eu des vues plus étendues que lui dans l'art de la guerre, et peu de grands hommes ont eu des qualités si différentes, et qui paraissaient presque contraires : ne précipitant jamais rien, et attendant patiemment le temps d'agir quand la disposition des choses ou la précaution des ennemis lui en ôtaient les moyens, prompt à saisir l'occasion que la fortune lui offrait ou que son habileté lui ménageait ; voyant d'abord et d'un coup d'œil tout ce qu'il fallait voir ; étendant ses précautions jusqu'aux moindres choses, et travaillant sans cesse à se rendre maître des succès par une conduite bien réfléchie ; quelquefois paraissant donner tout à la valeur, et s'abandonner en apparence tout entier à la fortune, quoique ses actions fussent toujours fondées sur des mesures et des sûretés que lui seul connaissait, et que tout le monde admirait après le succès (1). »

Il serait difficile de dire quel était le dessein de M. de Turenne lorsqu'il fut tué. Sa mort arriva dans une conjoncture qui a laissé tout le monde en suspens sur le parti qu'il aurait pris. Quelques-uns ont prétendu qu'il avait reconnu, à la gauche de l'armée, un passage pour aller aux ennemis ; d'autres ont dit qu'il prenait la résolution de se retirer ; mais on ne peut former sur cela que des conjectures. Tous ses desseins finirent avec lui, et ceux qui se trouvèrent ensuite chargés du commandement de l'armée eurent à prendre leurs résolutions d'eux-mêmes. Il n'y avait pour lors de lieutenant général que le comte de Lorges, son neveu. Le marquis de Vaubrun, blessé depuis quelques jours d'un coup de pistolet au pied, était demeuré au quartier gé-

(1) Turenne (le vicomte) est né à Sedan, en 1611. Son père, prince souverain de Sedan, le laissa en bas âge sous la tutelle de sa mère, sœur du prince d'Orange. Le duc de Bouillon, l'un des principaux chefs de la Fronde, était son frère aîné. Turenne fit ses premières armes dans les troupes hollandaises, sous le prince d'Orange ; il fut volontaire et porta le mousquet. Capitaine en 1626, il servit avec ce grade pendant quatre campagnes contre Spinola, et se distingua au siége de Bois-le-Duc, en 1629. En 1630, sa mère l'envoya à Paris ; il entra au service de France en qualité de colonel d'infanterie. Le cardinal de Richelieu, qui devait deviner le génie de Condé, avait déjà deviné celui de Turenne. Il le nomma maréchal de camp à l'âge de vingt-trois ans. Il fit en cette qualité la campagne d'Allemagne, sous le cardinal de La Valette, en 1636. En 1637, il servit en Flandre et fut nommé lieutenant général. Il assista au siége de Brisack, sous les ordres du duc de Weymar, en 1639. Il passa en Piémont, sous le comte d'Harcourt. Il fut nommé maréchal de France en 1643, c'est-à-dire à trente-deux ans. Il avait été quatre ans capitaine, quatre ans colonel, trois ans maréchal de camp, cinq ans lieutenant général. Il avait servi sous quatre généraux célèbres. Bossuet avait été son instituteur lors de sa conversion au catholicisme : il appartenait au plus grand des orateurs d'enseigner le plus grand des capitaines ; à la pensée forte de s'adresser au cœur haut et fort.

D'immenses honneurs funèbres furent rendus à Turenne : son tombeau fut placé à Saint-Denis, parmi celui des rois.

On a voulu par là consacrer sa vaillance,
Afin qu'aux siècles à venir
On ne fit point de différence
De porter la couronne ou de la soutenir.



Typ. Chaumont

Officier d'Infanterie.

1680.

Pl. 63

néral d'Acheren, peu en état d'agir. Néanmoins, dès qu'il fut informé de la mort de Turenne, il se rendit à l'armée, et tous deux en prirent le commandement, en attendant les ordres de la cour.

Turenne mort, son armée se montra digne de lui. L'ordre et la discipline qu'il y avait établis survécurent aux discordes et aux différends des généraux pour le commandement. Les lieutenants généraux Lorges et Vaubrun se disputaient les armes d'Achille, mais comme ils n'étaient, dit Feuquières, ni Ajax, ni Ulysse, l'armée, fatiguée du bruit de leurs discordes, dit ce mot fameux : *Lâchez la Pie, elle nous conduira* (1) !

C'était en effet une belle armée que celle que laissait Turenne à l'homme qui aurait su s'en servir. Il y régnait une émulation, une force, une intelligence, qui depuis le dernier soldat allaient sans transitions jusqu'aux grades les plus élevés.

» Y a-t-il un plus bel éloge à faire de ces troupes, dit le célèbre écrivain que nous venons de citer, et de la conduite des officiers particuliers que de parler de ce qu'elles firent le jour de la bataille d'Altenheim (2), où la vue d'un péril aussi grand que celui où se trouvait une seule ligne d'une armée dont l'arrière-garde avait été battue, ne produisit d'autres effets que celui d'animer les officiers et les soldats à s'en tirer avec gloire, et à suppléer par *la conduite à l'incapacité de leurs chefs*;

» On ne peut pas dire que l'armée de Turenne ait remporté la victoire à cette bataille, puisqu'effectivement elle n'a point battu ; mais on peut assurer à la vérité, que cette journée est une des plus glorieuses pour la nation, puisque, dans cette occasion, elle a, seule et sans le secours de ses généraux, et réduite à moitié, soutenu les efforts de l'armée entière des ennemis, et qu'elle est demeurée maîtresse du champ de bataille, a dépouillé les morts des ennemis restés sur le terrain où l'on avait combattu, et forcé l'ennemi à se retrancher hors de portée d'elle, après avoir pendant une journée entière fait des efforts inutiles pour l'accabler. »

Feuquières compare ensuite avec amertume la conduite de ces troupes, se dirigeant elles-mêmes et se montrant dignes d'avoir été les élèves et les compagnons d'armes de ce grand homme de guerre, avec les soldats d'Hochstedt, capitulant sans combat, parce qu'ils ne reçoivent point d'ordre et que leur chef est prisonnier.

Cette bataille d'Altenheim est donc une belle page d'histoire pour cette armée qui sut résister au savant et habile Montecuculli. Le duc de Vendôme y fit ses premières armes ; il avait dix-huit ans. Pour son baptême de feu le futur vainqueur de Villaviciosa reçut un coup de mousquet qui lui traversa la cuisse.

Condé accourut en toute hâte des champs de la Flandre dans ceux de l'Alsace. Le vainqueur de Fribourg vint prendre la place du vainqueur des

(1) *La Pie* était le cheval de bataille de Turenne.

(2) La bataille d'Altenheim suivit immédiatement la mort de Turenne. M. de Vaubrun y fut tué.

Dunes. C'était le seul digne en effet de lui succéder et d'arrêter les progrès de l'ennemi. « Autant, dit Voltaire, il venait de montrer d'impétuosité à Senef, autant il montra alors de patience. Son génie, qui se pliait à tout, déploya le même talent que Turenne. Deux marches savantes, deux campements suffirent pour forcer Montecuculli à lever le siége de Haguenau (22 août), et celui de Saverne (14 septembre). Enfin, il l'obligea à repasser le Rhin.

Ce fut aussi la dernière campagne du prince de Condé. Il abandonna le commandement des armées, et se retira dans sa belle résidence de Chantilly (1). Montecuculli rentra également dans la vie privée en disant qu'un homme, qui avait eu l'honneur de combattre contre Mahomet Coprogli, contre Turenne et contre le prince de Condé, ne devait pas compromettre sa gloire contre des gens qui ne faisaient que commencer à commander des armées (2).

Ainsi, dans cette même année, disparurent de la scène des combats les trois plus grands capitaines d'Europe, les trois hommes qui, depuis un demi-siècle, avaient exercé la plus décisive influence sur les destinées des empires.

Pendant que Condé repoussait les efforts des Autrichiens en Alsace, que Luxembourg arrêtait en Flandre les tentatives de Guillaume d'Orange, l'armée que le roi de Suède envoyait contre l'électeur de Brandebourg, pour faire diversion aux opérations des armées françaises, fut vaincue et dispersée. Le célèbre Wrangel, son général, éprouvait là la vérité de cet axiome, que *la vieillesse est l'âge des déceptions.* Ces défaites firent perdre à la Suède la Poméranie, qui lui fut rendue au traité de Nimègue.

Le maréchal de Créqui, de son côté, subissait un sanglant échec à Konsarbruck (11 avril), où il échappa à peine, lui quatrième, et se jeta dans Trèves. Ce maréchal avait été détaché par le roi, au commencement de la campagne, pour observer le duc de Lorraine; trompé par un mouvement de son adversaire, il voulut faire entrer du secours dans Trèves, assiégée par le prince de Lunebourg. Il fut surpris par un corps de 20,000 Allemands (Créqui n'avait pas 10,000 hommes), et complétement défait après la plus énergique résistance.

Condé disait à cette occasion : *Il ne manquait que cette disgrâce au maréchal de Créqui pour le rendre un des plus grands généraux de l'Europe.* En effet, dans les campagnes de 1677 et 1678, il déploya des talents supérieurs qui firent

(1) Condé y vécut jusqu'en 1686; il venait rarement à la cour, et passait son temps à cultiver des tulipes de Hollande, et à dessiner ses jardins. Belle et calme vieillesse pour une vie aussi orageuse que l'avait été celle du prince. Le roi versa des larmes en apprenant sa mort. « *Je perds là un grand capitaine,* » dit-il d'une voix émue; « et la France un de ses plus grands hommes, » ajoute l'historien du *Siècle de Louis XIV*. On fit à Condé de somptueuses et royales funérailles. Il fut couché sur un riche cénotaphe, et, avant que le linceul funéraire couvrît pour jamais ce mâle et énergique visage, Bossuet, entrant fièrement dans la vie de ce capitaine, fit entendre sur sa tombe le noble et imposant langage de la religion et de l'histoire.

(2) *Mémoires de Montecuculli.*

oublier l'échec de Konsarbruck. Enfermé dans Trèves, il s'y défendit avec courage, et voulut s'ensevelir sous les ruines de la place. La brèche était ouverte et praticable, et il s'obstinait à tenir encore. La garnison murmure; le capitaine Boisjourdan, à la tête des factieux, va capituler sur la brèche. On n'avait jamais vu commettre une pareille lâcheté avec tant d'audace. Il menaça en même temps le maréchal de le tuer s'il ne signait. Créqui se retira, avec quelques officiers fidèles, dans une église, et aima mieux être pris à discrétion que de capituler (1).

En Catalogne, le comte de Schomberg, après s'être rendu maître de Figuières, de Baschara et de quelques autres places, prit Bellegarde le 27 juillet. Il fut fut nommé maréchal de France, et remplacé par le maréchal de Navailles.

En Sicile, le duc de Vivonne et Duquesne remportèrent une belle victoire navale sur la flotte espagnole devant Messine, et s'emparèrent de toutes les côtes de la Sicile (2). Une flotte, mise sous le double pavillon de la Hollande et de l'Espagne, se porta bientôt dans les mers d'Italie pour ressaisir cette conquête. Duquesne s'avança à leur rencontre et eut l'honneur de triompher des deux flottes ennemies. « Là se donna encore une fois le magnifique spectacle d'un de ces combats de mer où des centaines de voiles s'entre-choquaient, galères à rames, vaisseaux de haut bord aux larges poulaines à balcons dorés, flûtes de transport, frégates légères se heurtant par tribord et bâbord. Ruyter, le vieux marin hollandais, y reçut le coup de la mort. Duquesne put faire le tour de la Sicile, ravitailler Messine, et ce fut un bel aspect que cette rentrée de gentilshommes, qui tous avaient combattu vail-

(1) Boisjourdan fut arrêté quelque temps après, et eut la tête tranchée. Il était petit-fils de ce Boisjourdan qui, sous Charles IX, avait livré la ville du Mans.

(2) L'Espagne, depuis les dernières campagnes d'Italie, sous François Ier, c'est-à-dire depuis plus d'un siècle, possédait en pleine souveraineté les deux beaux royaumes de Naples et de Sicile, qu'elle gouvernait par des vice-rois. Plusieurs insurrections populaires, et entre autres celle de Mazaniello, avaient protesté contre la domination espagnole; mais la France, trop occupée de ses guerres civiles, n'avait que faiblement secondé les efforts des Napolitains et des Siciliens En 1675, un nouveau mouvement populaire éclata contre les Espagnols à Messine. Cette fois la France crut devoir intervenir. La population de la Sicile était bruyante et séditieuse. Composée d'étrangers, de pêcheurs, de pirates, de juifs, de gens sans aveu, elle était sans cesse prête à la révolte. Les grandes familles elles-mêmes, d'origine normande, supportaient avec impatience le joug espagnol. Une conjuration fut formée à Messine, résidence du gouverneur. et les chefs, après s'être assuré le concours du cabinet de Versailles, profitèrent des licences du carnaval pour chasser le proconsul don Diégo de Féria. Celui-ci se retira dans la forteresse de San-Salvador. Une flotte française de six vaisseaux, sous les ordres de Valabelle, vint se mettre en communication avec les Messinois, et s'empara de San-Salvador. Une flotte espagnole plus nombreuse vint à son tour se placer près du phare de Messine, et Français et Siciliens furent bientôt réduits à la dernière extrémité. C'est dans ces circonstances que le duc de Vivonne fut nommé vice-roi de Sicile. Il partit à la tête d'une forte escadre que commandait Duquesne, et il remporta sur la flotte espagnole qui bloquait Messine un succès décisif. Bientôt le pavillon fleurdelisé du roi de France flotta sur toutes les côtes de la Sicile

lamment sur la flotte. On parcourut les rues de Messine aux flambeaux, et on passa les nuits en fêtes (1). »

Pendant que la France combattait ainsi en Europe sur tous les points, un congrès était réuni à Nimègue et négociait pour rapprocher les grands qu'agitait encore la guerre.

La France désirait la paix : car dans cette année, 1675, Turenne était mort; Condé s'était retiré de l'armée; Créqui avait été battu et fait prisonnier, et le prince d'Orange venait de prendre vigoureusement l'offensive. — L'Europe elle-même était fatiguée de batailles. — Cependant deux ans se passèrent encore avant que le congrès de Nimègue eût rapproché les souverains de l'Europe que divisaient tant d'intérêts.

La guerre continua jusqu'en 1678, et, disons-le, elle fut tout à l'avantage de la France. — Louis XIV n'avait plus ni Turenne ni Condé; mais les ennemis avaient perdu Montecuculli et Ruyter, et aucune des trois puissances liguées contre la France n'avait un ministre comme Louvois, qui selon Voltaire valait mieux à Louis XIV qu'un général; car sa prévoyance mettait les généraux à même d'entreprendre beaucoup de choses. Et puis Turenne et Condé avaient formé d'excellents élèves. Luxembourg et Créqui représentaient encore l'art de la guerre tel que l'avaient compris et appliqué ces deux grands capitaines. Luxembourg, savant, méthodique et audacieux à la fois; Créqui, fougueux, téméraire et souvent inspiré. Luxembourg cherchant à égaler Turenne, dont il professait les maximes; Créqui voulant rappeler Condé, dont il avait le sang-froid et le coup d'œil. Le premier, toujours heureux à la guerre par sa prudence et sa hardiesse; le second, malheureux par sa témérité, mais rachetant ses revers à force d'intrépidité et de gloire.

Tels étaient les deux hommes auxquels Turenne et Condé semblaient avoir légué la tâche glorieuse qu'ils remplissaient depuis un demi-siècle, de rendre la France grande et puissante entre toutes les nations de l'Europe. Et tous les deux peut-être eussent égalé leur maître, si la mort ne les avait frappés avant l'heure, et au moment où Montecuculli et le prince d'Orange léguaient, eux aussi, l'héritage de leurs traditions et de leur gloire à deux hommes qui devaient acquérir une illustration si grande et si fatale à la France, au prince Eugène et à lord Churchill, duc de Marlborough.

Qui sait ce qu'eût produit de résultats décisifs pour l'art de la guerre, importants pour l'histoire le contact hostile de ces quatre hommes de guerre!

CAMPAGNE DE 1676 A 1678. — Louis XIV était bien loin de désespérer de la fortune. Le soleil, symbole de sa gloire et de sa puissance, était alors dans tout son éclat. Ses armées de terre pressaient l'Europe d'un bout à l'autre; ses flottes qui, réunies à celles de l'Angleterre, n'avaient pu triompher des forces navales des Hollandais dans le Texel, venaient d'écraser, dans un seul combat, les forces réunies de la Hollande et de l'Espagne dans la mer Icarienne. Sa diplomatie habile dominait dans les conseils d'Angleterre, de Suède, de

(1) Capefigue, *Louis XIV et son gouvernement.*

Turquie, de Portugal, de Sardaigne et de Rome; elle avait soulevé la Hongrie contre l'Autriche; elle avait semé la désunion parmi les membres de la diète de Ratisbonne; l'Italie tout entière était insurgée contre l'Espagne; le Portugal et la Catalogne obéissaient aux influences du cabinet de Versailles. Partout, enfin, triomphaient la politique et les armes de la France.

Pendant qu'à Nimègue on négociait pour la paix, Louis XIV augmentait encore l'effectif de ses armées, doublait le cadre de ses officiers généraux; créait huit maréchaux de France (1), et continuait la guerre avec plus d'énergie.

Les quatre armées que le roi avait sur pied étaient commandées : celle de Flandre par le roi en personne, ayant sous ses ordres Monsieur et les maréchaux d'Humières, de Schomberg, de la Feuillade et de Lorges; celle d'Allemagne par Luxembourg; celle de Sambre-et-Meuse par le maréchal de Rochefort; celle de Roussillon par le maréchal de Navailles.

Indépendamment de ces quatre armées, le maréchal de Créqui, récemment échangé, avait sous ses ordres un corps séparé en Allemagne.

Le roi conduisait en personne l'armée de Flandre. C'était l'habitude de Louis XIV de venir chaque année passer quelques mois sous la tente. Sa présence au milieu des troupes produisait toujours une noble émulation. — Il prit en personne, dans cette campagne, Condé, Bouchain, Valenciennes et Cambrai. — On l'accusa d'avoir refusé, sous les murs de Bouchain, de combattre son adversaire le prince d'Orange, qui vint avec cinquante mille hommes pour jeter des secours dans la place. — On fit le même reproche au prince d'Orange. — Il est constant que ces deux princes refusèrent le combat. Louis XIV craignait de compromettre sa gloire dans une action générale et décisive, et le prince d'Orange les destinées de sa patrie. — La prise de Valenciennes offrit cette particularité, que l'assaut fut donné de jour. — Jusqu'alors les attaques de vive force avaient eu lieu la nuit. — On pensait ménager ainsi le sang du soldat. Vauban prouva à Louis XIV que c'était une erreur, et une erreur souvent funeste. « Vous voulez, dit-il, ménager le sang » du soldat; vous l'épargnerez bien davantage quand il combattra de jour » sans confusion, sans tumulte, sans craindre qu'une partie de nos gens tire » sur l'autre, comme il n'arrive que trop souvent. Il s'agit de surprendre » l'ennemi; il s'attend toujours aux attaques de nuit; nous le surprendrons, » en effet, lorsqu'il faudra qu'épuisé des fatigues d'une veille il soutienne les » efforts de nos troupes fraîches. Ajoutez à cette raison que, s'il y a dans cette » armée des soldats de peu de courage, la nuit favorise leur timidité, mais » que pendant le jour l'œil du maître inspire la valeur et élève les hommes » au-dessus d'eux-mêmes. »

(1) Les maréchaux créés à cette époque sont : MM. d'Estrades, le duc de Navailles, le comte de Schomberg, le duc de Duras, le duc de Vivonne, le duc de Lafeuillade, le duc de Luxembourg et le marquis de Rochefort. Madame de Sévigné disait de cette promotion *que c'était la monnaie de M. de Turenne.*

Le roi se rendit aux raisons de Vauban, malgré Louvois et les cinq maréchaux de France, qui tous se récriaient vivement contre cette proposition.

Valenciennes était réputée imprenable : assise sur l'Escaut, elle était entourée de larges remparts, constellée d'ouvrages de défense et de canons; elle avait une garnison de trois mille hommes d'élite, des munitions en abondance; elle préparait une longue résistance. Valenciennes fut enlevée d'assaut à neuf heures du matin, le 17 mars 1677. — L'année suivante le roi vint comme de coutume visiter son armée de Lorraine; puis, quittant tout à coup les bords de la Moselle pour ceux de l'Escaut, il eut la gloire de prendre en quatre jours la ville de Gand, qui devait être le dépôt général de l'armée des alliés, et celle d'Ypres, qui fut enlevée après sept jours de siége et dix assauts.

En Allemagne, Luxembourg, qui avait confié le commandement de son armée au maréchal de Rochefort, laissa le nouveau duc de Lorraine, Charles V, s'emparer de Philisbourg, que le maréchal de Turenne regardait comme la place la plus importante à conserver. Mais le maréchal de Luxembourg, qui était accouru en toute hâte, d'une part, et le maréchal de Créqui de l'autre, empêchèrent ce prince de traverser le Rhin avec son armée de soixante mille hommes, et de rentrer dans ses États héréditaires, comme il l'espérait. C'est à cette occasion qu'il avait fait graver sur ses étendards : *Aut nunc aut nunquàm, Ou maintenant ou jamais.*

Luxembourg s'empara de Montbéliard (1676); Créqui, de Bouillon (1676), et ils combinèrent si bien leurs manœuvres, que le prince ne put jamais pénétrer ni en Lorraine ni en Franche-Comté. Créqui, s'attachant à ses pas, le suivit jour par jour, lui disputa le passage de la Sarre, celui de la Meuse, lui coupa les vivres, et le força à rentrer en Alsace, où il le devança (1677). Le prince de Saxe-Eiznach, que le duc de Lorraine avait détaché du côté de l'Alsace, fut tellement resserré par le baron de Montclar, que le maréchal de Créqui lui avait opposé, qu'il fut obligé de capituler en rase campagne près de Strasbourg (24 septembre 1677). Quelques jours après (7 octobre) le maréchal de Créqui défit les troupes de Charles lui-même au combat de Kokersberg, et termina cette glorieuse campagne par la prise de Fribourg, après cinq jours de tranchée ouverte.

Le duc de Lorraine tente vainement de reprendre Fribourg enlevé sous ses yeux; Créqui défait un détachement de son armée à Rhinfeld (6 juillet 1678); le bat lui-même près de Gegembach, le poursuit vers Offenbourg, emporte l'épée à la main le fort de Kelh, brûle le pont de Strasbourg, par lequel cette ville, qui était libre encore, avait tant de fois donné passage aux armées impériales, et s'empare de Kirchetemberg. C'était, on le voit, réparer glorieusement la défaite de Konsarbruck.

Luxembourg, de son côté, se couvrait de gloire contre le prince d'Orange. Non-seulement celui-ci avait été obligé de lever le siége de Maëstricht et de Charleroi (1676), non-seulement il avait vu le roi s'emparer des principales villes de la Flandre, mais il éprouva sous les murs de Cassel (1677) une sanglante défaite, où le frère du roi fit preuve de la plus grande valeur. « Mon-

» sieur, dit Voltaire, chargea avec une valeur et une présence d'esprit qu'on
» n'attendait pas d'un prince efféminé. Jamais on ne vit un plus grand
» exemple que le courage n'est pas incompatible avec la mollesse. Ce prince,
» qui s'habillait souvent en femme, qui en avait les inclinations, agit en capi-
» taine et en soldat. Le roi, son frère, fut, dit-on, jaloux de sa gloire; il parla
» peu à Monsieur de sa victoire; il n'alla même pas voir le champ de ba-
» taille, quoiqu'il se trouvât tout auprès. Quelques scruteurs de Monsieur,
» plus pénétrants que les autres, lui prédirent alors qu'il ne commanderait
» plus d'armées; et ils ne se trompèrent pas. »

A l'armée des Pyrénées, le maréchal de Navailles et le comte de Schomberg firent éprouver également de sanglants échecs aux généraux espagnols dans le la mpourdan.

En Amérique le comte d'Estrées s'empare de Cayenne et de Tabago après avoir détruit la flotte de l'amiral Bing.

Tant de victoires et un succès si constant avaient démoralisé les puissances de l'Europe; aussi, quand Louis fit des propositions de paix, il les fit en maître, et ne donna qu'un mois aux ennemis pour les accepter. Du reste les conditions qu'il proposa furent admises. Il rendait Maëstricht aux Hollandais, et remettait aux Espagnols quelques villes qui devaient servir de barrière aux Provinces-Unies, comme Charleroi, Courtray, Oudenarde, Ath, Gand et Limbourg; mais il se réservait Bouchain, Condé, Ypres, Valenciennes, Cambrai, Maubeuge, Aire, Saint-Omer, Cassel, Charlemont, Popering, etc., et il y ajoutait la Franche-Comté, qu'il avait deux fois conquise. Il rendait en outre à l'Espagne ses droits sur la Sicile, que le duc de Vivonne venait d'évacuer.

Il rendait Philisbourg à l'Empire, mais il rétablissait dans l'évêché de Strasbourg et dans leurs terres les deux frères Furstemberg, que l'Empereur avait dépouillés. Il faisait restituer à la Suède ce qu'elle avait perdu pendant la guerre. Il avait offert de rétablir le nouveau duc de Lorraine dans ses États, mais il voulait conserver Nancy. Charles V refusa d'accepter ces conditions; il aima mieux attendre la fortune du temps et de son courage.

Le traité de Nimègue fut le point culminant de la puissance et de la gloire de Louis XIV. La municipalité parisienne lui décerna le titre de Grand (1680), et la postérité a ratifié ce surnom.

C'était une étrange paix que celle qu'on venait de faire; en même temps que l'Espagne, l'Empire et la Hollande licenciaient leurs troupes, Louis XIV non-seulement conservait toute son armée sur le pied de guerre, mais il assiégeait Strasbourg, qui lui manquait pour compléter l'Alsace et commander le Rhin; il achetait Casal au duc de Mantoue, et réclamait dans les Pays-Bas Alost et tout son bailliage, que ses ministres avaient, disait-il, oublié de lui faire rendre par le traité de Nimègue; et comme l'Espagne semblait ne vouloir pas accomplir cette condition posthume, il faisait provisoirement bloquer Luxembourg.

Ce n'était point tout : l'empire de la terre ne réalisait que la moitié de son ambition; les anciens triomphes maritimes de l'Angleterre et de la Hollande

troublaient son sommeil. De 1676 à 1682 les forces navales de la France furent portées à cent vaisseaux de ligne, dont quinze de cent canons, et à soixante mille matelots.

Tout marchait donc à la fois vers un but unique, la domination universelle. Louvois et Colbert étaient les deux bras du géant : Colbert bâtissait Toulon dans la Méditerranée, Brest dans l'Océan, forçait la nature à Rochefort, et faisait des ports de Dunkerque et du Havre une vaste forêt d'agrès et de mâts; Louvois fortifiait à la fois cent citadelles, élevait Huningue, Sarrelouis, Montroyal, et flanquait Strasbourg de ses imprenables forteresses.

Les corsaires algériens venaient chercher des esclaves jusque sur nos côtes. Duquesne fut chargé d'aller écraser ce nid de vautours. Alger, bombardée deux fois, envoya des députés demander pardon : tous les esclaves chrétiens furent rendus, et le Dey paya, en outre, les frais de la guerre.

Tunis et Tripoli, coupables du même crime, eurent même punition. Tous les malheureux esclaves chrétiens furent rendus à leur patrie, et une somme pareille à celle d'Alger fut payée par ces deux villes.

Gênes vendait de la poudre aux Barbaresques, Gênes construisait des galères pour l'Espagne, double trahison qui méritait un châtiment exemplaire. Quatorze mille bombes firent de Gênes la superbe un monceau de ruines, et le doge impérial Lescaro vint, avec les sénateurs Lomellino, Durazzo, Salvago et Garribaldi, faire, au nom de la république, amende honorable à Versailles.

Cologne était gouvernée par un électeur, Ferdinand de Bavière, qui se mourait, Louis proposa, pour le remplacer, le cardinal de Furstemberg, évêque de Strasbourg, dont il était d'autant plus sûr que, pendant la dernière guerre, l'Empereur l'avait fait emprisonner comme vendu à la France. Le roi, à force d'argent et de promesses, le fit d'abord élire comme coadjuteur, et ensuite comme évêque. L'empereur et Innocent XI s'opposèrent à son installation, et lui substituèrent un frère du défunt, ennemi de la France. Louis XIV enleva Avignon au pape, et menaça l'Empereur de marcher sur Vienne.

On était lassé de l'ambition et de l'orgueil de Louis XIV. Le prince d'Orange profita de la disposition des esprits pour liguer de nouveau toute l'Europe contre la France. L'Empereur, une partie de l'Empire, toute la Hollande, le duc de Lorraine, l'Espagne, la Savoie et la Suède signèrent une alliance offensive et défensive; Rome et Venise entrèrent secrètement dans cette vaste conjuration; et il ne resta plus d'autre allié à la France que le roi Jacques II, qui, un an plus tard, chassé d'Angleterre par son gendre et sa fille, devait venir réclamer de Louis XIV la royale hospitalité de Saint-Germain.

En vertu de la menace qu'il avait faite à l'Empereur, le roi avait envoyé le dauphin en Allemagne, à la tête d'une armée de cent mille hommes, et en rassemblait deux autres, l'une sur les frontières de Hollande, l'autre sur les bords du Rhin.

La ligue d'Augsbourg était à peine formée que Louis XIV prenait l'initiative des hostilités en assiégeant Philisbourg. Le dauphin de France y fit ses pre-

mières armes comme généralissime des troupes, au lieu et place du roi. Le dauphin avait alors vingt-sept ans. C'était un prince doux et modeste, dit Voltaire, qui paraissait tenir en tout de sa mère. — Louis XIV lui dit publiquement à son départ : « *Mon fils, en vous envoyant commander nos armées, je vous « donne occasion de faire connaître votre mérite ; allez le montrer à l'Europe, afin « que quand je viendrai à mourir on ne s'aperçoive pas que le roi soit mort.* »

Tout était prévu et disposé pour le succès de l'entreprise, et Philisbourg devint le rendez-vous de la noblesse de France. Tous les jeunes gentilshommes de quinze à vingt ans s'y portèrent pour y recevoir le baptême du feu en même temps que le fils du roi. Le duc de Duras commandait l'armée sous les ordres du dauphin; Vauban et Catinat conduisaient le siége. Lorsque le prince arriva sous les murs de Philisbourg, la tranchée était ouverte depuis six jours. La ville se rendit treize jours après (11 novembre 1688) ; et quand cette nouvelle, *Philisbourg est pris*, arriva dans la capitale, elle y produisit un enthousiasme tel qu'eût pu le faire la victoire la plus éclatante.

Le prince, suivant les ordres du roi, entra dans le Palatinat, prit Manheim en trois jours, Franckendal en deux ; Spire, Trèves, Worms et Oppenheim se rendirent et le Palatinat tout entier fut envahi. Louis XIV voulut cette fois encore en faire un désert, dans le but d'empêcher les armées ennemies d'y subsister. Tout fut détruit, brûlé, pillé, saccagé. «Les flammes, dit Voltaire, dont Turenne avait brûlé deux villes et vingt villages n'étaient que des étincelles en comparaison de ce dernier incendie. » L'Europe en eut horreur, et ceux des États qui n'étaient point encore entrés dans la ligue d'Augsbourg y adhérèrent aussitôt par le congrès de Vienne.

Du reste, l'invasion du Palatinat était une grande faute : au lieu de porter toutes ses forces sur le Rhin, le roi eût dû en envoyer une partie en Hollande ; ce mouvement eût peut-être empêché le prince Guillaume d'Orange d'opérer l'expédition d'Angleterre, et qui sait quelle eût été la destinée de la France si la révolution de 1688 n'eût point eu lieu.

Louis XIV donc avait à combattre l'Europe entière, unie cette fois dans un intérêt commun, ayant pour chef un homme d'une capacité supérieure, une marine formidable, des subsides nombreux, et des agents qui entretenaient des relations avec les réformés des Cévennes. Cette grande ligue, ou plutôt cette réaction contre les tendances ambitieuses de la France, offre un rapprochement sensible avec cette autre coalition qui, formée en Angleterre et au sein de l'Allemagne en 1813, porta les derniers coups à la puissance de Napoléon.— Mais Louis XIV, plus heureux, devait voir se briser contre les baïonnettes de ses soldats les forces de l'Europe entière.

Les armées que les souverains coalisés mirent en avant étaient considérables. Tous les contingents avaient été fournis et le plan de bataille avait été arrêté sous l'inspiration de ce Guillaume d'Orange, le sombre politique qui avait voué à la France une haine si profonde. Leurs forces furent ainsi réparties : l'armée du Nord, formée de Hollandais, d'Anglais, d'Hanovriens, sous les ordres du prince de Waldeck, se concentra dans les Pays-Bas, tenant la ligne de

Luxembourg à Dunkerque; elle communiquait avec l'armée de l'électeur de Brandebourg. Celui-ci, de son côté, s'unissait par sa gauche à Cologne, avec une troisième armée sous les ordres du duc de Lorraine. Le but de ce mouvement était le siége de Mayence. — Une quatrième armée, composée d'Espagnols et d'Allemands, se rassemblait dans le Milanais pour opérer par la frontière de Savoie. — Au midi, un corps considérable devait entrer en France par les Pyrénées, et comme complément à cette coalition, une armée d'Anglais, de réfugiés français et hollandais devait débarquer en Normandie, en Bretagne et en Guienne pour y opérer des soulèvements.

Le cabinet de Versailles déploya de gigantesques efforts pour faire face à ce grand développement de forces ennemies. — Il mit sur pied quatre armées.

Au nord, le maréchal d'Humières fut opposé au prince de Waldeck. Le maréchal de Duras, avec une autre armée, couvrait Mayence, que défendait le marquis d'Uxelles avec dix mille hommes, et la ligne du Rhin. Le maréchal de Lorges commandait un corps de réserve sur cette même ligne, dont les villes de Strasbourg et de Philisbourg formaient les deux pivots. Catinat commandait l'armée d'observation de la frontière de l'est, et le duc de Noailles couvrait celle des Pyrénées. En outre, plusieurs belles escadres avaient été formées pour s'opposer aux débarquements sur les côtes de France, que l'arrière-ban de la noblesse défendait sur tous les points.

Tous les généraux devaient agir d'après les plans faits à Versailles, et sous l'impulsion de Louvois.

Les alliés, en s'avançant sur la frontière, cherchèrent à s'assurer d'une place forte comme point d'appui sur le Rhin. Mayence et Philisbourg, les deux clefs de l'Allemagne, appartenaient à la France; ils résolurent de s'emparer de Mayence. Le duc de Lorraine se porta sous les murs de cette place avec quarante mille hommes. — Le siége fut poussé avec la plus grande vigueur; car là se trouvaient tous les princes de la confédération germanique, les ducs de Saxe, de Wurtemberg, l'électeur palatin, et le prince Eugène, qui faisait son apprentissage de la guerre à la tête d'un régiment de troupes allemandes. — Mais la défense ne fut pas moins énergique. Elle a suffi pour immortaliser le marquis d'Uxelles, qui ne se rendit qu'après sept semaines de tranchée ouverte et faute de poudre. Il avait fait vingt et une sorties et tué cinq mille hommes aux ennemis. Aussi quand les guerriers français sortirent de Mayence, enseignes déployées et tambours battant, les troupes allemandes les saluèrent de leurs acclamations, et le duc Charles lui-même en donna l'exemple.

Les premières opérations des alliés furent heureuses.

En Flandre, le prince de Waldeck défit le maréchal d'Humières à Walcourt. Ce général, créature de Louvois, qui l'avait décoré du titre de grand maître d'artillerie, était d'une capacité plus que médiocre; il manquait à la fois de talent et d'audace. Louvois tenait à n'employer que des généraux de second et même de troisième ordre pour avoir seul le mérite de ses combinaisons stratégiques.

Le maréchal de Duras n'avait pas été plus heureux; il n'avait pu empêcher



Typ. Chaumont.

Régt Royal Artillerie.

1720.

Régt des Fusiliers du Roi.

Officier.

1671 à 1693.

Pl. 136.

la marche de l'électeur de Brandebourg qui, opérant son mouvement par Bonn et Cologne, s'était emparé de ces deux villes, et était entré en communication avec l'armée de M. le duc de Lorraine. Louvois avait dirigé sur ce point le corps de réserve du maréchal de Lorges, mais les deux généraux français n'avaient pu prévenir ce mouvement, ni s'opposer au passage de la Sambre. A la fin de la campagne, la France voyait briller devant elle les baïonnettes des armées coalisées sur le Rhin, la Sambre et la Meuse.

Dans les Pyrénées, le duc de Noailles s'était emparé de Campredon, qu'il fit démolir en présence des ennemis. Sur les frontières du Piémont et de la Suisse, le sage et prudent Catinat prenait des dispositions qui devaient assurer le succès de la campagne qui allait s'ouvrir. Mais c'étaient là de faibles avantages comparés aux revers que venaient d'essuyer nos armées du Nord. Ainsi, vers la fin de cette année 1689, la France voyait ses frontières menacées par l'Europe entière; elle n'avait plus même, comme en 1672, la neutralité de l'Angleterre et celle de la Suède, car le roi d'Angleterre venait d'être détrôné par le prince d'Orange, et la Suède avait fourni des soldats à la coalition.

Louis XIV redoubla d'activité, et la France d'énergie et de dévouement. On courut aux armes de tous côtés, princes du sang et courtisans volèrent aux frontières; toutes les provinces, toutes les villes fournirent des régiments de miliciens. Le guet de Paris lui-même envoya cent cinquante hommes à l'armée.

Campagnes de 1690. — On fit de nouvelles dispositions. Le maréchal d'Humières fut remplacé à l'armée du Nord par le maréchal de Luxembourg; à l'armée du Rhin, le maréchal de Duras eut pour successeur le duc de Lorges; le maréchal de Boufflers eut le commandement d'un corps sur la Meuse, et Catinat reçut l'ordre de prendre l'offensive,

Le plan de Louvois était celui-ci : L'armée d'Allemagne devait se borner à des mouvements de simple observation, afin d'arrêter la marche du duc de Bavière, pendant que sur la Sambre et aux Alpes, Luxembourg et Catinat attaqueraient les armées ennemies sur les deux ailes. Si ces deux généraux réussissaient, si Luxembourg pouvait forcer les ennemis sur la Sambre et faire une pointe vers Cologne, si Vendôme pénétrait dans le Milanais par le Piémont, la ligne du Rhin était brisée, et le centre de l'armée ennemie débordé de tous côtés.

Luxembourg et Catinat accomplirent victorieusement leur mission, et signèrent l'un, au nord, le bulletin de la bataille de Fleurus; l'autre, au midi, celui de la bataille de Staffarde.

Luxembourg conduisait, pour la première fois, une armée de cent mille hommes, masses énormes qui devaient désormais composer les forces de l'Europe.

Le roi l'avait choisi malgré son ministre, qui le haïssait comme il avait haï Turenne. « Je vous promets, dit Louis, que j'aurai soin que Louvois aille » droit. Je l'obligerai de sacrifier au bien de mon service la haine qu'il a » pour vous : vous n'écrirez qu'à moi; vos lettres ne passeront pas par lui. » Luxembourg, partant de Saint-Amand, se porta sur la Sambre,

derrière laquelle se trouvait le prince de Waldeck, homme courageux, mais irrésolu, lent à se décider, et dont l'apathique indolence pouvait présenter des chances heureuses à un habile général, dans le moment où l'armée française, aussi forte en infanterie que la sienne, possédait une cavalerie nombreuse. Luxembourg avait un caractère entièrement opposé à celui du prince de Waldeck : génie ardent, imagination prompte, coup d'œil juste. Il avait suivi le grand Condé à la guerre, et il s'était formé à ses leçons ainsi qu'à celles de Turenne, dont il était l'élève. Le point important était de passer la Sambre sans être inquiété. Le prince de Waldeck ne devait pas manquer de s'opposer à la marche des Français, et même leur livrer bataille, car si M. de Luxembourg passait entre l'Ormeau et Charleroi, il pouvait fourrager la Flandre et ravager les belles moissons dont elle était couverte. Le prince de Waldeck entra parfaitement dans les vues de son ennemi. Au lieu de se porter sur Fleurus, il retira son camp à Trazégnies. Luxembourg jugea dès lors qu'il ne serait pas inquiété en passant à l'Ormeau. Les ponts établis par les Français au-dessous et au-dessus de Froidmont furent rompus le 30 juin ; on les transporta à la chute de l'Ormeau, vis-à-vis de Jemmappes. Le duc du Maine fut chargé d'exécuter ce travail et d'accélérer le passage des troupes. Le maréchal de Luxembourg fit passer son avant-garde. Sa cavalerie, commandée par M. de Gournay, dirigea sa marche sur Velaine, en prenant par les hauteurs entre la Sambre et le ruisseau qui vient de Saint-Martin se jeter dans l'Ormeau. En même temps, M. de Cheladet, qui avait passé au pont de Jemmmapes, aperçut, en se dirigeant aussi sur Velaine, quatre ou cinq petites troupes de cavalerie espagnole qui faisaient leur retraite en bon ordre vers Hépignies, où se portait le prince de Waldeck. M. de Cheladet, voyant ce corps non soutenu, s'avance à la tête de la cavalerie française, le charge dans la plaine de Fleurus, et fait cent soixante prisonniers. M. de Luxembourg vit ce succès avec plaisir, mais défendit de poursuivre cette cavalerie, car elle pouvait être secourue par l'armée entière du prince de Waldeck. Ce général ne tarda pas à paraître vers Hépignies. Il fit quelques dispositions pour camper à Montigni-sur-Sambre ; mais voyant le désordre qui régnait dans l'avant-garde de sa cavalerie, il fit développer son armée tout entière entre Wagnée et Hépignies, et parut même disposé à y passer la nuit. En même temps, les troupes françaises campèrent à Velaine sur la Sambre, depuis un ravin qui va se perdre dans cette rivière jusqu'au château de Melcourt. De part et d'autre, la nuit fut employée à se préparer au combat. Le maréchal de Luxembourg, content des positions qu'il occupait, fit une reconnaissance, le 1er juillet, au point du jour, ordonna à ses bagages de repasser la Sambre, à son artillerie d'avancer. Pendant la nuit, les Impériaux corrigèrent un peu leurs positions ; leur droite se porta sur les hauteurs entre Hépignies et Wangenies, leur gauche de Wagnée à Saint-Amand; Fleurus était devant eux. Ils n'occupèrent point ce village, mais répandirent de l'infanterie dans tous ceux qui étaient à leur gauche et dans la Cense-aux-Moines. Leur artillerie était avantageusement placée sur les hauteurs; devant leur front

étaient deux ruisseaux, l'un venant de Wagnée et l'autre de Wangenies.

L'armée française s'avança sur cinq colonnes, pour se ranger en bataille entre Velaine et Fleurus. Son artillerie, au centre, était flanquée de chaque côté d'une colonne de cavalerie et d'une ligne d'infanterie. A huit heures, les Français se déploient dans la plaine, se rangent en bataille. La cavalerie de leur aile gauche se forme la première, ayant sa droite devant le village de Fleurus; l'infanterie vient ensuite, occupant le terrain entre l'aile gauche et Ligni; leur aile droite s'étendait de ce village à Boignies. L'infanterie fut rangée sur six de hauteur, la cavalerie sur trois, au centre des bataillons étaient les piquiers : on conserva entre eux un intervalle égal à leur front. L'infanterie française devait marcher à l'ennemi sans tirer. Le maréchal de Luxembourg avait quarante bataillons et quatre-vingts escadrons, M. de Waldeck autant d'infanterie, mais moins de cavalerie.

M. de Luxembourg vit le flanc gauche des alliés assuré sur un ruisseau et un village, mais il sut que M. de Waldeck n'avait placé aucun corps en observation pour l'avertir des mouvements des Français sur ses derrières. Connaissant le terrain, il crut pouvoir le tourner, par une route longue il est vrai, mais où il ne pouvait être aperçu que fort tard. Si cette manœuvre réussissait, l'ennemi, attaqué en tête et en queue, se défendait mal, et était toujours obligé, pour se couvrir, de faire des mouvements et des déplacements de troupes dangereux au moment d'un combat, où l'on pouvait être embarrassé de répondre à une attaque vigoureuse sur son front.

Cette manœuvre devait être décisive. Le prince de Waldeck ayant résolu de recevoir bataille sur les hauteurs entre Hépignies et Wagnée, au lieu de s'avancer dans la plaine, il profitait alors de tout l'avantage du feu d'une artillerie formidable au moment où les Français traversaient une plaine découverte. Cette détermination était d'ailleurs conforme à l'irrésolution et au caractère du prince de Wadeck, qui balançait encore s'il devait se commettre à nombre et armes égales avec M. de Luxembourg. Le premier soin du maréchal fut d'occuper sur son front le prince de Waldeck, pour lui dérober la connaissance du mouvement de la cavalerie de son aile droite. Six bataillons s'établissent à Fleurus, la cavalerie de l'aile gauche avance des deux côtés de ce village; elle se tient prête à charger au moment où le centre et la gauche donneront. Les Français, en arrivant, essuient un feu violent; pour y répondre, M. Dumetz, commandant l'artillerie, fait placer trente pièces de canon couronnant les hauteurs au-dessus de Fleurus jusqu'aux haies du village de Saint-Amand. Cette artillerie marche à la tête des Français jusqu'au moment où ils sont près de combattre.

Tout annonçait une vigoureuse attaque sur le front; un développement de forces aussi imposantes devait faire croire que M. de Luxembourg y employait tous ses moyens. Cependant il avait laissé à ses lieutenants cette attaque directe, tandis qu'il marchait lui-même avec vivacité sur sa droite, traversait à Ligni le ruisseau de ce nom, s'avançait jusqu'à l'arbre des Trois-Burettes sur la grande chaussée. Sa cavalerie, tournant alors un terrain marécageux,

se rangea en bataille de l'autre côté. Occupé sur son front, M. de Waldeck eut connaissance fort tard du mouvement qui se faisait sur ses derrières, dont la vue lui était encore dérobée par des blés élevés. Dès qu'il s'en aperçut, il marcha vers ces troupes prêtes à l'envelopper, ordonna à sa seconde ligne de se former en bataille entre Wagnée et la Cense-de-Chesseau, détacha sa réserve pour soutenir tout ce corps. Le maréchal de Luxembourg donna la cavalerie de sa droite à conduire au duc du Maine, la gauche au duc de Choiseul, plaça dans leurs intervalles trois bataillons et cinq canons, remplit un grand vide qui se trouvait à sa gauche par neuf bataillons de la seconde ligne qu'on étendit de la Cense-aux-Moines à Wagnée. On plaça devant eux trente pièces de canon. On attaqua ainsi la cavalerie impériale; elle fut rompue et dispersée. L'infanterie dont elle était entremêlée n'eut pas un meilleur sort; on tomba sur elle, elle fut aussi dispersée ou détruite. En même temps, quelques bataillons français sortirent des haies de Wagnée pour se joindre à l'aile droite.

Au moment où ce combat se livrait, le centre et la gauche de l'armée de M. de Luxembourg, traversant la plaine, attaquent l'infanterie hollandaise, et s'avancent sur les hauteurs de Wangenies. Le feu de l'artillerie ennemie, bien placée et bien servie, fit perdre beaucoup de monde à la cavalerie française; M. de Gournay, son commandant, fut tué. Celle de l'aile droite n'ose avancer; l'infanterie ne peut la soutenir; le carnage est horrible : beaucoup de corps français sont rompus, d'autres forcés de se retirer. M. de Waldeck, voyant sa supériorité de ce côté, détache de son aile droite la cavalerie de la seconde ligne pour renforcer sa gauche, qui était très-maltraitée. Le désordre était si grand, qu'il ne put profiter de son avantage sur le centre de l'armée française, où il se trouva beaucoup de corps qui, n'ayant pas été rompus, furent aussitôt rangés en bataille.

Dans cette position, M. de Luxembourg ordonna au duc du Maine de remettre en bataille toute la cavalerie qu'il pourrait rencontrer, et de s'étendre pour déborder le front des troupes de Waldeck. Vainement les Impériaux et les Hollandais firent des efforts pour sortir des villages où M. de Luxembourg les avait repoussés. Luxembourg fit alors donner de nouveau son aile droite pour décider la journée. M. de Waldeck aperçoit le commencement de ce mouvement, voit le centre et la gauche de l'armée française s'avancer; il ordonne la retraite. M. de Tilladet, qui avait remplacé M. de Gournay, culbute quelques troupes laissées par le prince de Waldeck pour protéger sa retraite. Ce mouvement rapide isole entièrement du corps de l'armée du prince de Waldeck les bataillons qu'il avait placés dans les châteaux et les villages. Livrés à eux-mêmes, ces corps ne peuvent opposer une résistance dangereuse.

Luxembourg les fait investir sans les forcer. Quatorze bataillons ennemis, formant la gauche des Espagnols, se retiraient lentement et en bon ordre, ayant à leur droite et à leur gauche de la cavalerie. Craignant que l'armée ennemie ne se reformât autour de ce noyau, Luxembourg fit d'abord attaquer cette cavalerie; elle est chargée, culbutée, dissipée. L'infanterie se forme

en carré, reçoit un premier choc avec vigueur, mais quelques bataillons perdent du terrain dans une seconde charge; tout ce corps est dissous; les soldats espagnols fuient dans les bois. Alors Waldeck se retire sur Charleroi, et continue presque aussitôt sa retraite sur Bruxelles. Ses troupes, bloquées dans les châteaux et les villages, se rendirent le lendemain à discrétion.

Luxembourg avait triomphé par ses dispositions et son habileté. Il est l'âme de cette journée. Les alliés y perdirent 12,000 hommes, et abandonnèrent aux Français toute la ligne de la Sambre.

Trois batailles ont été livrées à Fleurus : en 1690, en 1794 et en 1815. Toutes trois ont été glorieuses pour la France, et gagnées, pour ainsi dire, par les mêmes moyens.

Du reste, tout concourut à l'exécution des plans de Louvois pendant cette campagne. Le duc de Lorges fit sur les rives du Rhin une guerre d'escarmouches qui contint l'ennemi. On se battait au pistolet et à l'épée sur les deux bords du fleuve, comme à une sorte de duel. Aux Pyrénées, le duc de Noailles luttait aussi avec avantage, et sur la mer le comte de Gourville livrait, près de l'île de Wight, un vigoureux combat aux flottes réunies d'Angleterre et de Hollande. Il ne restait plus qu'à faire réussir ce plan au midi. C'est ce qui donnait tant d'importance aux opérations de Catinat sur les Alpes.

Nicolas Catinat, dont le nom allait être révélé à l'Europe par la bataille de Staffarde, était de race parlementaire. Il avait quitté la robe pour l'épée, et s'était élevé du grade d'enseigne aux gardes françaises à celui de général. Sa vie était pleine de beaux faits d'armes. Louis XIV l'avait remarqué dans l'attaque de la contrescarpe, à Lille, en 1666; ce fut le commencement de sa fortune. Condé lui-même, l'impétueux guerrier, avait admiré son audace à Senef, et, l'ayant vu tomber couvert de blessures, il lui écrivit, lui si dur, si insoucieux de la vie des hommes : « *Il y a si peu de gens comme vous, qu'on perd tout quand on les perd.* » Du reste, esprit capable, calme et réfléchi, il eût été, dit Voltaire, bon ministre, bon chancelier, comme bon général. Philosophe au milieu de la grandeur et de la guerre, ces deux écueils de la modération, il s'éleva par degrés et sans brigues, et vécut aussi ennemi de l'intérêt que du faste.

Tel est l'homme qui allait conduire de nouveau nos armées en Italie, et combattre le duc de Savoie, Victor-Amédée, qui passait alors pour un prince sage, habile politique et bon général. Il dirigeait lui-même ses armées, et s'exposait en soldat. Rien ne relève le moral des armées comme la présence des princes braves et courageux : aussi ses troupes étaient-elles un modèle de discipline. Le duc de Savoie entendait à merveille la guerre des montagnes; il était actif, vigilant, et digne de se mesurer avec Catinat.

Le duc de Savoie avait hésité quelque temps avant de se réunir à la coalition; mais à la fin il s'y détermina et publia son manifeste de guerre. Dès lors Catinat eut ordre d'envahir la Savoie : il aborda hardiment les montagnes du Piémont. Il n'avait qu'une faible armée de douze mille hommes, et il devait conquérir ces pays difficiles, couverts de places et infestés par les Barbets (1).

(1) On les appelait *Barbets* à cause de leur barbe longue et touffue. C'étaient de pauvres

Après trois mois d'une guerre de positions, Catinat prit enfin une offensive audacieuse ; il détacha le marquis de Feuquières, du côté de Pignerol, contre les Barbets, et, ne pouvant forcer le duc de Savoie dans son camp retranché de Carignan, ni empêcher les Allemands de l'y rejoindre, il fit un mouvement du côté de Saluces. En exécutant cette marche, il prêtait le flanc à l'ennemi, et, pour arriver à Saluces, il fallait franchir le Pô : il pensa, avec raison, que le duc de Savoie l'y suivrait, et que dès lors il perdrait l'avantage du nombre et des retranchements.

Le duc de Savoie se laissa prendre au piége, et sortit de sa position pour attaquer les Français; mais Catinat fit aussitôt faire front aux lignes de son armée, et marcha aux ennemis avec la cavalerie en tête, et seize pièces d'artillerie en avant des intervalles de l'infanterie.

Le duc de Savoie prit une assez bonne disposition. Devant lui se trouvait un défilé entre des cassines et des marais; il occupa fortement ces deux points d'appui et barra l'étroit passage par ses troupes, des chevaux de frise, et trois canons; puis dans la plaine, en arrière du défilé, il établit son armée sur deux lignes, avec neuf pièces de parc devant le front.

Arrivé en face de cette position, Catinat fit arrêter l'armée. L'infanterie et l'artillerie passèrent dans les intervalles de la cavalerie; une vive canonnade commença. La droite des Piémontais, appuyée aux cassines, faisait une vigoureuse résistance, repoussait toutes les attaques de troupes. Alors de Cray établit à l'extrême gauche française six canons qui prenaient de flanc les cassines et la disposition ennemie, et, plus à droite, une autre batterie de huit canons. Sous le feu concentré de ces quatorze pièces, les cassines furent évacuées, les troupes furent culbutées et les trois pièces enlevées. Maîtresse des défilés, l'armée française déboucha dans la plaine et s'établit en face des lignes ennemies. L'artillerie, restée en arrière pour prendre toutes les dispositions nécessaires, se remit sur avant-trains, et vint à travers les intervalles de la cavalerie et de l'infanterie s'établir en tête de la première ligne. Son feu vif et bien dirigé ébranla l'ennemi, qui fut culbuté par une charge générale, et perdit ses canons. La victoire fut complète.

« Lorsqu'il y a beaucoup de morts d'un côté, dit Voltaire, et presque point « de l'autre, c'est une preuve incontestable que l'armée battue était dans un « terrain où elle devait être nécessairement accablée. L'armée française n'eut « que trois cents hommes tués, et celle du duc en eut quatre mille. »

Cette campagne de 1690 et la suivante eurent des résultats décisifs; elles mirent au pouvoir des Français toutes les places fortes de la Savoie et du Piémont.

L'histoire a déjà fait ce rapprochement, qu'en 1794 la république suivit le même plan, que Jourdan à Fleurus répéta les manœuvres de Luxembourg, et qu'en 1815 on le répéta encore en faisant observer le Rhin, en faisant

paysans simples et pratiquant les doctrines de Luther. Influencés par les calvinistes de Genève, ils faisaient aux Français une guerre acharnée et cruelle.

envahir la Savoie par le maréchal Suchet, comme autrefois Catinat, et en portant les principales forces sur la Sambre.

CAMPAGNES DE 1691. — Louis XIV, pour mettre à profit l'éclatante victoire de Fleurus et compléter le plan général de la campagne, résolut d'assiéger la ville de Mons, cette grande citadelle du Hainaut par laquelle on pouvait menacer tout à la fois la Hollande, les Pays-Bas et l'Allemagne. On fit de grands préparatifs. Le roi vint en personne avec une armée de cent mille hommes pour assiéger cette ville. — Luxembourg, Vendôme et Boufflers servaient sous ses ordres. Louis XIV avait appris que le prince d'Orange, devenu Guillaume III, était débarqué en Hollande, et venait prendre le commandement des troupes alliées au nord ; il voulut se présenter encore une fois à son terrible ennemi. D'ailleurs le roi tenait à prouver à la nation qu'il payait de sa personne comme un simple officier, et que, chef d'une nation guerrière qui se dévouait tout entière pour sa défense, il savait être digne de sa mission.

En effet, jamais Louis XIV ne s'était autant exposé qu'à ce siége, il visitait les postes, venait à la tranchée, et plus d'une fois des officiers de sa suite furent tués à ses côtés. Luxembourg, avec quarante mille hommes, fut détaché pour observer les mouvements du prince d'Orange, tandis que Boufflers assiégeait la ville. — Après seize jours de tranchée ouverte, Mons battit la chamade et se rendit le 9 avril.

Louis XIV revint à Paris, laissant à Luxembourg le soin de continuer la guerre. Guillaume III fit de savantes manœuvres; mais il n'osa jamais attaquer de front l'armée française, et la campagne du Nord se termina par le singulier combat de Leuze, où vingt-huit escadrons de la maison du roi et de la gendarmerie mirent en fuite soixante-quinze escadrons ennemis.

Dans les Alpes, Catinat prit Montalban, Villefranche, Nice, Carmagnole et Montmélian. Dans les Pyrénées, le duc de Noailles s'empara d'Urgel, cette porte de l'Aragon. Le plan de Louis XIV triomphait; il avait été heureusement suivi sur tous les points.

CAMPAGNES DE 1692. — Les années 1692, 1693 et 1694 furent les plus glorieuses pour la France. Nos généraux remportèrent quatre grandes batailles sur les bords de la Meuse, du Rhin, de la Marsaille et du Ter, s'emparèrent de plusieurs villes importantes, et de beaux faits d'armes militaires signalèrent nos régiments. — Jamais en France on n'avait célébré à la fois tant de victoire; jamais l'église métropolitaine de Paris n'avait reçu tant de drapeaux ennemis et retenti si souvent du chant des *Te Deum*.

Le prince d'Orange, en débarquant en Hollande, avait été accueilli avec enthousiasme par tous ses compatriotes, qui l'avaient vu partir simple stathouder, avec sa gloire et sa fortune, et qui le voyaient revenir roi d'une puissante nation. — Guillaume profita de cet enthousiasme pour imprimer une nouvelle force à la coalition. « Il ne faut pas hésiter, écrivait-il aux souverains » coalisés, dans une attaque simultanée ; plus elle sera ferme et unanime, » moins la France trouvera de ressources pour résister à ce mouvement : sa

» marine est impuissante ; ses armées désorganisées ; les provinces mécon-
» tentes et sur le point de se soulever. »

Louis XIV opposait non moins d'activité et d'énergie à l'activité et à l'énergie que déployait le nouveau souverain. Non-seulement il se préparait à résister à l'invasion de ses frontières, mais il envoyait une forte escadre sous les ordres du vice-amiral de Tourville, pour porter en Angleterre une armée de débarquement que devait commander en personne le roi Jacques II, le souverain détrôné ; et de même que Guillaume combattait à la tête de ses armées, il venait, lui le roi de France, diriger en personne les opérations de l'armée du Nord.

Le plan de la campagne qui allait s'ouvrir était largement conçu : Louis XIV devait assiéger Namur, la place la plus forte des Pays-Bas par sa position au confluent de la Sambre et de la Meuse, pendant que Luxembourg arrêterait les efforts de Guillaume pour secourir cette place. Le maréchal de Lorges, avec l'armée d'Allemagne, devait manœuvrer pour prêter sa droite à Catinat, qui avait ordre d'attaquer le Milanais. En même temps une escadre, partie de Toulon, devait protéger les opérations du duc de Noailles dans la Catalogne et dans le royaume de Valence.

La perte de la bataille navale de la Hogue par l'amiral de Tourville (1), en détruisant les espérances de Jacques II, obligea le cabinet de Versailles à modifier la mise à exécution de ce plan. — L'armée expéditionnaire fut dès lors employée à protéger les côtes de la France depuis Brest jusqu'à Saint-Malo, et le roi, devançant l'époque où devait commencer la campagne, se rendit en toute hâte à l'armée du Nord ; il voulait couvrir par une action d'éclat le désastre de la Hogue. Namur fut investie et prise comme l'avait été Mons l'année précédente, après sept jours de tranchée ouverte. Le siége offrit cette particularité remarquable, que Vauban attaquait le fort de *Cohorn*, défendu par Cohorn lui-même, *le rival de Vauban*, comme on disait alors, *mais jamais son égal*.

Les princes du sang se couvrirent de gloire. Le duc de Chartres, le duc du Maine, se portèrent bravement au milieu du danger, et rendirent le roi ivre d'orgueil de la valeur de sa race. Le petit comte de Toulouse, à peine âgé de douze ans, y fut blessé en chargeant à la tête de son régiment. C'est cet enfant de sang royal qui mit en honneur parmi les gentilshommes de porter les fascines au pas : glorieux préjugé, que le roi fut obligé de défendre, car il coûtait la vie aux plus nobles officiers. Le roi quitta l'armée, laissant à Luxembourg ses instructions et son commandement.

Pendant que Louis XIV assiégeait et enlevait Namur, Guillaume, à la tête de l'armée anglo-hollandaise et allemande, faisait d'inutiles efforts pour secourir cette ville; mais il n'osait attaquer l'armée du maréchal de Luxem-

(1) La bataille navale de la Hogue fut livrée le 29 mai. Tourville avait reçu l'ordre d'attaquer forte ou faible la flotte des ennemis. Il le fit, et après avoir soutenu avec 44 vaisseaux une lutte qui dura toute la journée contre 88 vaisseaux ennemis, il se retira, et notre flotte s'étant dispersée sur les côtes de la Bretagne, l'amiral anglais nous brûla treize vaisseaux.



Typ. Chaumont et Copin.

Régiment de Champagne.

(Sergent.)

1676.

PL. 40

bourg, composée de l'élite de la noblesse de France, et dont il connaissait la valeur; il attendait l'occasion de la surprendre. Un espion que le général français avait auprès du roi Guillaume la lui fournit. On força ce malheureux, avant de le faire mourir, à écrire un faux avis au maréchal de Luxembourg, qui était campé à Starce et dans une complète sécurité. Sur ce faux avis, le maréchal prit des mesures qui devaient le faire battre; car Guillaume était trop actif et vigilant pour ne pas profiter de ses fautes.

Ce prince, en effet, le surprit le 3 août, au point du jour, et déjà il avait battu une de ses brigades, que le général français l'ignorait encore : sa position était terrible. Son armée, inférieure en nombre à celle de son adversaire, se trouvait surprise dans un terrain parsemé d'obstacles, et qui empêchait de voir les mouvements de l'ennemi. Il fallut le génie et la résolution de Luxembourg, le courage et l'intrépidité des soldats pour échapper à un grand désastre; il fallut des prodiges enfin de la part des chefs et des soldats, et ils en firent.

Luxembourg était malade; mais le danger lui rendit ses forces. Changer de terrain, donner un champ de bataille à son armée qui n'en avait point, rétablir la droite tout en désordre, rallier trois fois ses troupes et charger trois fois à la tête de la Maison du roi, tout cela ne demanda que deux heures au général. Tous les officiers généraux le secondèrent habilement; les princes donnèrent l'exemple du courage et du dévouement; le duc de Chartres, depuis régent de France, alors âgé de quinze ans; le duc de Bourbon, le prince de Conti, le duc de Vendôme, petit-fils de Henri IV, chargèrent jusqu'à trois fois, l'épée au poing, et parvinrent à débusquer l'armée anglaise d'une position, sur les hauteurs de Steinkerque, de la prise de laquelle dépendait le succès de la bataille. Les troupes, de leur côté, furent admirables, et l'infanterie se couvrit de gloire. Guillaume, qui avait éprouvé au combat de Leuze la supériorité de notre cavalerie, apprit aussi à connaître celle de notre infanterie; il y perdit sept mille hommes. La journée de Steinkerque eut en France un grand retentissement : les princes furent accueillis avec enthousiasme à leur retour. Les populations se portaient en foule à leur rencontre, et les acclamations de joie allaient jusqu'à la démence sur leur passage. — C'était, en effet, en grande partie, à leur bravoure qu'on devait le résultat de la bataille.

En Allemagne, le maréchal de Lorges manœuvrait dans les environs de Philisbourg, ayant en face le duc de Wurtemberg, qu'il battit et fit prisonnier le 17 septembre, au combat de Pfortzheim, et le landgrave de Hesse, qu'il força à lever le siége d'Ébernbourg, le 8 octobre; mais son armée n'était pas assez nombreuse pour tenter une grande entreprise sur le territoire germanique; il fut d'ailleurs obligé d'envoyer une fraction de son armée à Catinat, qui, maître du Piémont, n'avait pu empêcher le prince Eugène de pénétrer jusque sur les confins de la Provence. «Il passa comme un torrent au milieu des villes de Gap, d'Embrun, de Sisteron, au milieu de ces belles campagnes qu'il ravagea, et sur la cime des Alpes.» Mais cette pointe n'avait d'autre but

que de rappeler les ravages du Palatinat. Catinat, après sa victoire de Staffarde et la prise de Montmélian, n'avait pu s'opposer à cette irruption.

L'armée des Pyrénées, sous les ordres du duc de Noailles, manœuvrait avec succès dans la Catalogne ; elle assiégeait les villes de Rose et de Gironne, tandis que l'armée navale du comte d'Estrées, fils du vieil amiral Duquesne, bombardait Barcelone et Alicante.

En résumé, les opérations de la campagne de 1692 furent, comme les précédentes, glorieuses pour nos armes, mais peu décisives. Il avait suffi autrefois à Louis XIV de quelques siéges et de quelques combats pour s'emparer de la Franche-Comté et de la Flandre. De belles batailles, de grandes actions de guerre et des siéges nombreux n'avaient aujourd'hui d'autres résultats que de protéger nos frontières. — L'expédition d'Angleterre était manquée ; la bataille de la Hogue avait porté un coup terrible à notre marine en jetant dispersés et brûlés sur les côtes de la Normandie quatorze de nos plus beaux vaisseaux de guerre. — Mais la prise de Namur et le combat de Steinkerque avaient rehaussé l'éclat de nos armes, et donné à la France une excellente ligne du Nord. Du reste, ce résultat tenait au système de guerre générale. Après chaque bataille on considérait la campagne comme finie, et les armées rentraient chacune dans leur pays, prenaient leurs quartiers et disposaient leurs forces pour la campagne prochaine. Il tenait aussi, disons-le, au génie et à l'habileté de Guillaume d'Orange, qui, toujours vaincu, reparaissait plus redoutable encore après chaque défaite.

Campagne de 1693. — Louis XIV, voulant frapper un grand coup contre Guillaume, avait réuni en Flandre cent dix mille hommes, commandés par le dauphin et par les maréchaux Luxembourg et Boufflers, puis une magnifique artillerie commandée par les lieutenants généraux de Vigny et Saint-Hilaire. Il se mit lui-même à la tête de ses troupes ; mais, étant tombé malade, il laissa Luxembourg diriger seul les opérations. Il comptait sous ses ordres cent cinquante-cinq escadrons et soixante-quinze bataillons des meilleures troupes de France. Il avait pour lieutenants généraux les maréchaux de Villeroi et de Joyeuse, le prince de Conti, les ducs de Chartres et de Bourbon. L'armée des alliés était composée de cent douze bataillons et de cinquante-un escadrons, tous soldats d'élite. Une foule de princes partageaient avec le roi d'Angleterre la fatigue et les soins du commandement. Depuis longtemps l'on n'avait vu deux armées si redoutables ; toute l'Europe avait les regards fixés sur elles : leur destinée allait régler celle du monde entier. Luxembourg rangea ses troupes en bataille. L'infanterie de la droite occupa le village de Landen, et celle de la gauche s'avança vers le village de Nerwinde. Entre ces deux villages, dont la bataille prit le nom, il fit former une ligne de cavalerie composée de sept escadrons. Derrière, il en plaça une autre d'infanterie, afin que ces troupes différentes pussent se soutenir réciproquement. Guillaume, ayant remarqué que le terrain était ouvert depuis Neer-Winden jusqu'à Landen, fit faire un retranchement, derrière lequel il mit une partie de son infanterie. Quatre-vingts pièces de canon bordaient ce terrible rempart. Il étendit son

aile droite depuis le village d'Elixem et le château de Wang jusqu'au village de Nerwinde. Elle était protégée par des haies épaisses, des chemins creux et un ruisseau profond. L'aile gauche, couverte du ruisseau de Landen, s'étendait jusqu'à Neer-Landen, d'où, faisant un coude, elle retournait derrière l'infanterie placée au retranchement, afin de la soutenir. Trois lignes de cavalerie faisaient face aux villages de Laren et de Nerwinde. Lorsque le jour du 29 eut éclairé cette savante disposition, Luxembourg, étonné, balança quelques moments sur le parti qu'il devait prendre; mais, l'amour de la gloire l'emportant, il fait donner le signal. Les Français s'avancent sur deux lignes, et bravent durant deux heures le feu de l'ennemi (1). Sur les six heures, ils se rangent en colonnes, et, d'un air fier, ils descendent dans la plaine, attaquent le retranchement et la droite des Anglais. On s'entre-choque, on se frappe avec fureur. Le combat est terrible et la mêlée sanglante. On enfonce, on recule tour à tour. Enfin, l'électeur de Bavière, qui commandait la droite des ennemis, ayant mis en mouvement un grand corps qui n'avait point encore combattu, tombe sur les Français avec tant de furie, qu'il les oblige de se retirer. Ils se jettent sur l'aile gauche, et font mille efforts pour emporter le village de Neer-Landen. Ils y rencontrent une résistance aussi vive. Cependant, vingt-deux bataillons, formés en deux colonnes, se précipitent sur le château de Wang. Les Anglais le défendent avec courage : ils repoussent plus d'une fois les assaillants. Épuisés, ils abandonnent ce poste. Les Français s'y retranchent. Tout à coup l'ennemi revient à la charge : le vainqueur est vaincu et chassé. Luxembourg survient; il rallie les fuyards. Comme les soldats hésitaient pour une nouvelle attaque, le maréchal, ôtant son chapeau devant les officiers, leur dit : *Messieurs, il s'agit de la gloire de la France.* La colonne se reforme aussitôt. Au commencement de l'action, le prince de Conti est d'avis de se retirer. Le duc de Bourbon insiste pour un nouvel effort, et demande d'être chargé de le faire. Cette proposition, digne du petit-fils du grand Condé, est acceptée, et l'exécution en est si heureuse, cette charge est si entraînante, qu'elle décide du gain de la bataille. Berwick avait prévu cet événement dans le temps où les affaires paraissaient le plus désespérées. Fait prisonnier au milieu des efforts inutiles et meurtriers qu'on avait tentés pour s'emparer du village de Nerwinde, il avait été conduit à Guillaume. *Je crois,* lui dit ce prince avec l'air de satisfaction que donne la certitude de vaincre, *je crois que M. de Luxembourg n'est pas à se repentir de m'être venu attaquer.* — *Encore quelques heures, monsieur,* repartit Berwick, *et vous vous repentirez de l'avoir attendu.* Seize bataillons arrivent sous les ordres du duc de Bourbon. Les Anglais se retirent pour la seconde fois : ils fuient. Guillaume les arrête : ils retournent au poste abandonné, chargent les Français, et les repoussent encore. Enfin, après un troisième combat aussi sanglant et aussi opiniâtre que les

(1) L'artillerie ennemie faisait un ravage affreux dans les rangs des Français; mais tout restait impassible. Le roi d'Angleterre, surpris de cette immobilité, se rendit à ses batteries pour en savoir le défaut. S'étant assuré que tous les coups portaient : *Quelle nation!* dit-il; et il commença à désespérer de la victoire.

précédents, Wang est emporté avec le retranchement. Les soldats de Guillaume se réfugient sous le canon de Nerwinde. On les poursuit, on les attaque dans leur asile. Deux fois les assaillants triomphent, deux fois ils sont repoussés. Le prince de Conti, secondé du maréchal de Villeroi, des ducs de Chartres et de Bourbon, suivi des gardes-françaises et du régiment de la Sarre, fait une dernière tentative. Elle est heureuse. La cavalerie entre par les brèches : les alliés sont mis en déroute. Guillaume, désespéré, fait sa retraite, et abandonne enfin la victoire. Peu de journées furent plus meurtrières : il y eut environ vingt mille morts, douze mille des alliés et huit mille Français. Deux mille prisonniers, soixante-seize pièces de canon, huit mortiers, douze paires de timbales, et quatre-vingt-cinq étendards ou drapeaux, furent les trophées de la victoire de Nerwinde. Luxembourg écrivit à Louis XIV cet événement, très-considérable et très-glorieux, sur un chiffon de papier: *Artaignan*, lui dit-il, *qui a bien vu l'action, en rendra bon compte à Votre Majesté. Vos ennemis y ont fait des merveilles ; vos troupes encore mieux. Pour moi, sire, je n'ai eu d'autre mérite que d'avoir exécuté vos ordres. Vous m'avez dit de prendre une ville et de gagner une bataille : je l'ai prise et je l'ai gagnée.*

Louis XIV dit en apprenant cette victoire : *Luxembourg a attaqué en prince de Condé, et le prince d'Orange a fait sa retraite en maréchal de Turenne.*

C'était, en effet, un beau fait d'armes que cette bataille, car Napoléon la compare aux plus grandes actions de Turenne et de Condé. Guillaume III, suivant le système traditionnel des Anglais, s'était placé dans une forte position ; il espérait voir s'y briser l'impétuosité française. Mais cette fois la Maison du roi avait eu l'honneur de la victoire, et ses brillants escadrons avaient pénétré dans les carrés anglais, où ils s'étaient maintenus après les avoir brisés. C'est à la suite de cette bataille que Luxembourg fut nommé le *Tapissier de Notre-Dame.* La journée de Nerwinde entraîna la prise de Charleroi.

L'armée d'Allemagne se maintenait dans ses positions, elle parcourait les rives du Rhin et les ravageait. La ville d'Heidelberg fut prise et saccagée d'une manière inouïe. La guerre avait pris depuis l'année précédente un grand caractère de violence. Le maréchal de Lorges vengeait les dévastations que les farouches Allemands du prince Eugène avaient commises dans les belles campagnes du Dauphiné, et les Anglais par représailles incendiaient les villes du littoral de la France.

En Italie, Catinat, devenu maréchal de France, inaugurait sa nouvelle dignité en gagnant la bataille de Marsaille, qui eut au midi le même résultat que celle de Nerwinde au nord.

Catinat s'était d'abord retranché au sommet des Alpes en attendant les renforts de l'armée d'Allemagne. Dès qu'il les eut reçus, il descendit des Alpes, reforma son armée, délivra Pignerol, attaqua l'ennemi sur la Marsaille, et lui fit éprouver une sanglante défaite. Cette victoire était d'autant plus belle, que c'était le prince Eugène qui commandait l'armée ennemie. La cavalerie française y montra sa supériorité sur les cavaleries de Naples et de Milan.

« Neuf mille hommes sur place, écrivait Louis XIV, près de deux mille « prisonniers, trente-quatre pièces de canon et cent six drapeaux ou éten-« dards, ne laissent rien à désirer à l'éclat de cette victoire. »

Catinat, s'étant endormi dans une tente dressée à la hâte sur le champ de bataille, voit à son réveil trente-deux enseignes enlevées aux ennemis que ses soldats avaient plantées autour de son lit de camp.

Campagnes de 1694 a 1697. — Après la victoire de Nerwinde, on regardait la campagne comme finie, et le parc français était déjà rentré à Tournay, Valenciennes, Mons, quand l'acharné et vigilant Guillaume vint tout à coup pour forcer le passage de l'Escaut. Luxembourg disposa sept bataillons dans l'église et dans le château d'Hauterive, puis fit venir vingt canons de Tournay. Ils arrivèrent rapidement, traînés par des chevaux de la ville, s'établirent entre les deux postes et en avant. Cependant les officiers d'artillerie avaient été envoyés de tous côtés pour rassembler le parc et le faire. Toutes ces brigades furent réunies dans la nuit et bien placées; le lendemain, leur feu vigoureux repoussa les efforts de Guillaume, et vingt pièces se portèrent en avant dans une position avantageuse, pour canonner la retraite (1).

Cette belle opération d'artillerie fut le dernier exploit de Luxembourg. Ce grand général mourut au mois de janvier 1695. Sa mort, dit Voltaire, sembla mettre un terme aux victoires de la France. Après lui, les opérations en Flandres furent sans vigueur. Les armées commençaient à manquer de ressources; puis elles tombèrent sous le commandement du maréchal de Villeroi, favori présomptueux et mauvais général, qui laissa Guillaume reprendre Namur, et s'en vengea par une cruauté inutile : le bombardement de Bruxelles.

Les Anglais à leur tour bombardèrent le port du Havre, désolèrent les côtes de la France et allèrent ravager nos plantations dans les colonies. De hardis armateurs de Brest et de Saint-Malo allèrent de leur côté porter le fer et le feu dans les colonies anglaises de la Gambie, de Terre-Neuve et de la Jamaïque. Le seul résultat de ces expéditions de terre et de mer fut le malheur universel.

En Allemagne et en Italie, les armées restèrent en observation jusqu'à la conclusion de la paix; mais, dans les Pyrénées, le duc de Noailles prit Roses et Gironne, et gagna la belle bataille de Ter contre le vieux duc de Scalona.

Le duc de Noailles avait commencé sa vie militaire dans les montagnes des Cévennes, il la continua dans les Pyrénées. C'était un des hommes qui connaissaient le mieux cette guerre de siéges, de surprises et de petits combats.

Du reste, on était fatigué de la guerre. La France conservait sa supériorité sur les ennemis; elle triomphait en Flandre, sur le Rhin, en Italie et en Espagne; mais elle était épuisée. *On périssait de misère au milieu des Te Deum.* Louvois et Luxembourg étaient morts, et tout commençait à vieillir dans les grandes institutions de Louis XIV. Les opérations se faisaient avec mollesse et sans ensemble; les ennemis eux-mêmes étaient plus épuisés et plus découragés que les Français. Tout le monde désirait la paix; elle fut signée à Ryswick en 1697.

(1) Brunet, *Histoire de l'artillerie.*

Le roi de Suède fut choisi pour médiateur entre la France et ses ennemis. Que Louis XIV vît dans l'avenir, comme l'ont dit des auteurs contemporains, le trône d'Espagne pour son petit-fils, la paix se fit, en apparence, avec des conditions si avantageuses pour l'Espagne, l'Autriche et l'Angleterre, que tout le monde s'étonna que le roi de France, qui jusqu'alors avait donné des exemples de hauteur en pareille circonstance, en donnât cette fois un de modération. En effet, il rendait à la maison d'Espagne tout ce qu'il lui avait pris sur les Pyrénées, et en Flandre Luxembourg, Mons, Ath et Courtrai. Il restituait à l'Empire Fribourg, Brisach, Kehl et Philisbourg; il rasait ses propres forteresses de Strasbourg, de Fort-Louis, de Trarbach et de Mont-Royal. Quant à Guillaume III, traité jusqu'alors d'usurpateur, et à qui Louis XIV n'avait jamais voulu donner d'autre titre que celui de prince d'Orange, il fut reconnu roi d'Angleterre. Enfin, il rendait la Lorraine, qui depuis sept cents ans appartenait à la même maison, au duc Léopold, fils de Charles V, auquel il l'avait déjà deux fois rendue et reprise. Cette paix fut signée le 20 septembre 1697, et dura quatre ans.

Le 2 octobre 1700, Charles II, qui se voyait mourir sans enfants, signa en faveur du duc d'Anjou, petit-fils de Louis XIV, ce fameux testament qui allait de nouveau mettre l'Europe en feu.

Le 1er novembre, Charles II mourut, laissant la monarchie espagnole soumise à une puissance dont elle était depuis trois cents ans la rivale : alors seulement, on comprit cette modération que Louis XIV avait montrée à la paix de Ryswick; en effet, outre la France telle que la lui avaient léguée ses pères et telle qu'il l'avait complétée lui-même par ses conquêtes, il se trouvait encore commander, au nom de son petit-fils, à l'Espagne, à l'Amérique, aux Pays-Bas et à la moitié de l'Italie.

L'Europe demeura stupéfaite à cette nouvelle inattendue. Mais l'Autriche, qui perdait à cette substitution le plus beau fleuron de sa couronne, n'était pas tout d'abord en mesure de faire la guerre à une puissance qui venait de doubler sa force en s'affaiblissant elle-même de moitié; d'un autre côté, son allié, Guillaume III, s'en allait mourant, mais son génie haineux exhala son dernier soupir en jetant les bases de cette coalition, qui mit trois ans à se compléter, tant était grande la terreur qu'inspirait la France.

Louis XIV fit tous ses efforts pour éviter la guerre; mais les attaques de ses ennemis devinrent trop pressantes : il fallut combattre, et sur un théâtre plus étendu que jamais. Toute l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne sur les deux rives du Rhin, les Pays-Bas espagnols, l'intérieur de la France, virent pendant quatorze ans les luttes entre les armées de France et celles de toute l'Europe.

Pour agir dans ces guerres, la France eut pour elle les grandes ressources de son territoire, le dévouement de la nation, l'unité d'impulsion, ses institutions, ses ressources militaires. Mais toutes ces forces, obligées de s'étendre pendant longtemps sur un trop grand espace, s'affaiblirent, s'usèrent par le temps, par les désastres et les victoires. Quelques alliés agirent d'abord avec la France; mais ils l'épuisèrent plutôt que de la soutenir. Ce fut l'Espagne,

cette immensité presque morte, qu'il fallut réveiller et soutenir, en dépensant pour elle beaucoup de forces vives. Ce fut la Bavière, allié irrésolu et peu franc, qui dépensa de grandes ressources et de grandes armées pour être soutenu, qui ne servit le plus souvent qu'à entraver les opérations françaises, et qui disparut complétement dès 1704. Enfin, ce fut la Savoie qui envoya, pendant deux ou trois ans, un petit nombre de troupes dans les armées de France, et qui trahit tout à coup, après avoir été nuisible plutôt que favorable aux opérations. Dans cette guerre nous allons voir surgir de nouvelles capacités militaires, telles que le prince Eugène, Marlborough, Vendôme et Villars. Le théâtre des opérations s'agrandira; les armées seront plus nombreuses; mais les vues seront bornées, les projets sans ensemble, les batailles sans résultats; la France eût été perdue si après le désastre d'Hochstedt les alliés, au lieu de développer leurs forces autour de nos frontières, avaient concentré leurs armées pour leur donner une direction unique vers Paris. Nous allons analyser sommairement ces campagnes.

Campagnes d'Italie. — 1701-1702. — Les premiers coups de la coalition se portèrent en Italie. L'Espagne avait hâte de se saisir des possessions espagnoles. Le prince Eugène envahit l'Italie avec une armée de trente mille hommes. Ce grand capitaine était alors dans la force de l'âge et de la capacité militaire (1). Ses débuts furent brillants et heureux, comme le sont tous ceux des hommes prédestinés, et il porta à la France des coups terribles. Négociateur non moins habile que bon général, il avait toute la vivacité de la race italienne et la froide méditation de l'Allemand. La promptitude de ses opérations déconcerta le sage Catinat, l'habileté de ses négociations entraîna la Savoie dans la coalition contre la France. Esprit juste et profond, caractère élevé, il exerça une haute influence dans les conseils des souverains et dans les armées. Enfin, il ébranla la puissance ottomane et la grandeur de Louis XIV par ses victoires et par ses négociations.

Le maréchal Catinat était déjà vieux; la vivacité du prince Eugène l'éblouissait : il devint timide à force de prudence, et perdit successivement la ligne de l'Adige et de l'Oglio, et se retira derrière l'Adda, laissant son heureux adversaire maître de tout le pays entre cette dernière rivière et l'Adige. Dans sa retraite, il fut surpris dans le poste de Carpi, et n'opposa qu'une faible résistance.

Le maréchal de Villeroy fut envoyé pour remplacer Catinat. Villeroy, dont la présence aux armées fut presque en tout temps signalée par des désastres,

(1) Le prince Eugène était fils d'Eugène Maurice, comte de Soissons, petit-fils du duc de Savoie Charles-Emmanuel Ier. Sa mère était Olympe Mancini, la gracieuse nièce de Mazarin, exilée sous Louis XIV. Eugène était d'une complexion faible; on l'appela d'abord le *chevalier de Carignan*, et ensuite *l'abbé de Savoie*, parce qu'il avait pris le petit collet. Louis XIV lui refusa un régiment comme incapable. Eugène, pour se venger de ce refus, alla servir l'empereur contre les Turcs en Hongrie. A son retour il fit éclater sa haine contre la France par dix victoires. Il avait vingt-cinq ans quand il commença sa carrière militaire contre la France.

était doué d'une valeur brillante et chevaleresque, mais il était peu propre à conduire une armée. Autant Catinat était modeste et prudent, autant Villeroy était présomptueux et téméraire.

A peine arrivé à l'armée, il prit audacieusement l'offensive, et résolut d'attaquer la forte position des Autrichiens à Chiari, malgré les conseils de Catinat, qui, avant de conduire ses troupes contre les retranchements autrichiens, se fit répéter trois fois l'ordre funeste de Villeroy. Enfin, donnant l'exemple du plus terrible dévouement à la discipline, *Marchons, messieurs,* dit Catinat, *puisqu'on l'ordonne;* et les troupes françaises se jetèrent résolument, et avec un ordre admirable, sur les lignes autrichiennes. Trois attaques successives ayant échoué et épuisé hommes et munitions, Villeroy ordonna la retraite. La mitraille autrichienne avait, en peu de temps, jonché le champ de bataille de quatre mille cadavres français.

L'hiver étant venu, les deux armées prirent leurs cantonnements. L'actif prince Eugène résolut de surprendre Crémone. Aidés de quelques habitants, les Autrichiens s'introduisirent par un aqueduc, pénétrèrent dans la ville, s'emparèrent du maréchal de Villeroy, qu'ils firent prisonnier. Aussitôt le tambour bat, la garnison s'assemble, on marche presque en chemise l'épée au poing. Un combat sanglant s'engage dans les rues : les Impériaux sont repoussés, mais le maréchal de Villeroy est emmené prisonnier.

Vendôme fut envoyé pour combattre le prince Eugène. Général habile, mais négligent, génie d'inspiration, le descendant de Henri IV était digne de lutter avec le prince Eugène. Vendôme opérait souvent avec audace et rapidité, et réparait, à force d'habileté, les fautes que son imprudence lui faisait commettre en face d'un adversaire dont l'activité et l'attention n'étaient jamais en défaut. Presque toujours surpris, il finissait par arracher la victoire, à force de génie et d'audace, avec des troupes mal organisées et peu nombreuses. « Vendôme ne passait pas pour méditer ses desseins avec la même » profondeur que le prince Eugène, et pour entendre comme lui l'art de faire » subsister une armée. Il négligeait trop les détails ; il laissait périr la disci» pline militaire. La table et le sommeil lui dérobaient trop de temps. Mais, » un jour d'action, il réparait tout par une présence d'esprit et par des lu» mières que le péril rendait plus vives (1). »

Vendôme reprit l'offensive. Il s'agissait de relever le moral des soldats par une victoire. D'ailleurs, deux souverains combattaient dans cette armée : le duc de Savoie, qui devait bientôt trahir l'alliance de la France, et le roi d'Espagne, Philippe V, qui venait prendre possession de ses Etats du Milanais. Il fallait soutenir l'honneur des deux couronnes. Vendôme était digne de cette mission. Il tomba sur un corps d'Autrichiens à Santa-Vittoria et le battit complétement (26 juillet 1702) ; il força le prince Eugène à lever le siége de Mantoue (1er août), et, surpris à Luzara, il sut encore arracher la victoire à son habile adversaire.

(1) *Siècle de Louis XIV.*

Cette affaire de Luzara, dont les deux partis s'attribuèrent la victoire, fait d'armes impétueux mais irrégulier, fut livrée le 15 août.

Vendôme avait coutume de marcher à l'avant-garde avec un fort piquet de grenadiers et de dragons et dix pièces d'artillerie. Il s'était mis en mouvement pour s'emparer de Luzara. Arrivé devant le château, il prit les précautions nécessaires, disposa ses pièces pour maintenir la garnison, puis se porta en avant pour préparer le campement de son armée qui suivait. Le prince Eugène, toujours bien servi par ses espions, s'était éloigné des bords du Seraglio, où on le croyait encore occupé, avait repassé le Pô, et s'était placé entre ce fleuve et le canal de Zero, si bien caché que personne ne l'avait découvert. Il avait compté que l'armée française, en arrivant à son campement, commencerait par poser les armes pour bivouaquer; que la cavalerie irait au fourrage, l'infanterie à la paille et à l'eau. C'est ce moment qu'il devait saisir pour attaquer l'armée française, pensant qu'ainsi il s'emparerait des armes en faisceaux, des chevaux au piquet, et qu'il aurait ainsi beau jeu de l'armée française. Un officier, monté par hasard sur une digue du Zero, aperçut la pointe des armes des Autrichiens rangés en bataille tout près de l'armée française. Vendôme, averti à temps, disposa rapidement ses faibles troupes d'avant-garde, puis rangea successivement les parties de l'armée à mesure qu'elles arrivaient, et repoussa ainsi victorieusement l'attaque du prince Eugène. Il fut vainqueur, puisqu'il s'empara de Luzara. Cette victoire eut un résultat plus décisif encore; car, dès ce moment, le prince Eugène resta sur la défensive, le Milanais fut préservé, la ligne du Pô conservée, et le duc de Savoie n'osa se déclarer immédiatement pour la coalition.

Au nord de la monarchie, les hostilités avaient également commencé. D'après un plan de campagne longtemps concerté, Louis XIV, poursuivi par ses idées de défense passive, imagina, pour couvrir la Flandre, de faire construire, d'Anvers à la Meuse, des lignes de retranchements qui comptaient soixante-dix lieues de développement. Ces lignes, flanquées par des redoutes et des redans armés de canons, devaient être soutenues par le camp d'Argentière, qui possédait cinquante pièces d'artillerie, et par un petit corps de troupes mobiles ayant un parc de dix pièces. Quand la guerre fut déclarée, les généraux reconnurent la faiblesse d'une position si étendue et si peu soutenue. Aussi le maréchal de Boufflers se décida à sortir de ces lignes et à marcher aux ennemis quand ils avanceraient.

L'armée d'Allemagne avait été confiée au maréchal de Catinat, à son retour de l'armée d'Italie. Il avait sous ses ordres le maréchal de Villars, bouillant guerrier, plein de feu et de hardiesse, qui s'était élevé à sa haute position militaire par son indomptable vaillance, la promptitude de son coup d'œil et l'éclat de ses actions. Villars avait quarante-neuf ans. L'homme qui devait, quelques années plus tard, préserver la France de sa ruine, était alors, pour ainsi dire, disgracié. Louvois le haïssait; Barbezieux, son fils, avait hérité de sa haine pour Villars, et Louis XIV lui-même le voyait avec peine. Villars était entré à dix-sept ans dans les chevau-légers de la garde. Il s'était distingué

sous les yeux du roi dans les premières campagnes de Hollande. Depuis cette époque, il n'avait point cessé de suivre nos armées. Aucun homme de guerre n'eut une carrière plus active et mieux remplie que la sienne. A l'âge de quatre-vingt-deux ans, il était encore généralissime des armées de France, d'Espagne et de Sardaigne, et chef de l'administration militaire du royaume (1).

Le plan de la campagne, selon Villars, était de se porter au cœur de l'Allemagne pour prêter un appui décisif à l'électeur de Bavière, qui s'était prononcé pour la France. Il s'agissait de battre les Impériaux, et d'opérer la jonction avec l'électeur à Augsbourg, manœuvre qu'un siècle plus tard Napoléon répéta dans la campagne de 1805. — Dans ce mouvement, on soutenait le maréchal de Tallard, qui opérait de concert avec l'électeur de Cologne, et on marchait sur Vienne. Ce plan hardi effraya le prudent Catinat; il fut rejeté.

Ainsi, jusqu'en 1702, les opérations en Flandre et en Allemagne se bornèrent à des manœuvres d'observation. Si Catinat avait marché droit sur Vienne, et Boufflers sur Amsterdam avant l'arrivée de Marlborough sur le continent, la coalition était détruite. Il n'en fut point ainsi. Louis XIV, trompé par les espérances de paix que lui faisaient concevoir les Etats généraux, n'osait prendre une initiative franche et rapide : ce qui est toujours une faute quand on a les armes à la main.

Aussi, quand le comte de Churchill, depuis duc de Marlborough, débarqua en Hollande, il était déjà trop tard. Le nouveau chef de la coalition, le comte de Churchill, était alors âgé de quarante-cinq ans. Il avait autrefois servi sous Turenne comme volontaire, et le vainqueur des Dunes avait prédit que le *bel Anglais*, comme on l'appelait alors, serait un jour un grand capitaine. Depuis, il avait assisté à l'expédition dirigée contre les Maures de Tanger; il s'était distingué au siége de Nimègue et à la bataille de Walcourt, où le maréchal d'Humières fut vaincu. Guillaume III le nomma colonel de sa garde, et après la mort du roi d'Angleterre, la reine Anne le créa duc. Le comte de Churchill avait, dit Voltaire, par-dessus tous les généraux de son temps, cette tranquillité de courage au milieu du tumulte et cette sérénité d'âme dans le péril, que les Anglais appellent *cool head, tête froide*.

Marlborough, en arrivant en Flandre, eut le commandement des trois corps d'Anglais, de Hollandais et d'Allemands, et prit immédiatement l'offensive. Il devint le chef de la coalition. Le général anglais se déploya depuis Vanloo jusqu'à La Haye avec cette prévoyance, cette lenteur qui caractérisent la tactique anglaise. Le duc de Bourgogne, que le roi avait envoyé à l'armée du Nord, voyant les progrès de l'ennemi, lui, habitué à ne suivre que des armées victorieuses, revint à Versailles au milieu de la campagne. En effet, en face d'une telle capacité militaire, Boufflers, qui était sorti de ses lignes pour

(1) Un seul homme, dans les temps modernes, peut être comparé au vainqueur de Denain, c'est le vainqueur de Toulouse, le maréchal duc de Dalmatie, qui, à l'âge de quatre-vingts ans, est encore président du conseil des ministres, et dont la carrière militaire ne fut ni moins illustre ni moins utile à la patrie que celle de Villars.



Typ. Chaumont.

Carabinier.

1700.

Pl. 51.

se porter en avant, se mit sur tous les points en retraite, en se concentrant sous les grandes places de la Flandre. Il vit son rival enlever successivement Vanloo, Ruremonde et Lorge, avancer toujours et ne pas perdre un moment sa supériorité. En Allemagne, le prince de Bade faisait également des progrès à la tête de l'armée impériale ; il avait pour lui l'avantage du nombre et du terrain, et il en profitait. Il était en ce moment établi près de la Forêt-Noire. Catinat, campé à Strasbourg, protégeait l'Alsace, mais il n'osait rien entreprendre contre son adversaire, ni se réunir aux troupes bavaroises, qui opéraient de concert avec le maréchal de Tallard, et formaient l'avant-garde de l'armée française.

Villars hasarda ce que Catinat n'osait entreprendre ; il exposa ses projets à Louis XIV, et obtint l'autorisation de se porter en avant. Par une marche audacieuse, il tomba sur les impériaux à Freidlengen, où il les battit complétement. « J'ai souvent entendu dire au maréchal de Villars que la bataille était gagnée ; et comme il marchait à la tête de son infanterie, une voix cria : *Nous sommes coupés!* A ces mots, tous les régiments s'enfuirent. Il court à eux, et leur crie : *Allons, mes amis, la victoire est à nous! Vive le roi!* Les soldats répondirent : *Vive le roi!* en tremblant, et recommencèrent à fuir encore. La plus grande peine qu'eut le général fut de rallier les vainqueurs. Si deux régiments ennemis avaient paru dans ce moment de terreur panique, les Français étaient vaincus, tant la fortune décide souvent du gain des batailles (1). ».

Les ennemis perdirent à Freidlengen trois mille hommes au moins et une partie de leur artillerie. De Villars y gagna son bâton de maréchal de France.

Campagnes de 1703 à 1705. — Le plan des alliés se développait avec plus d'ensemble et de vigueur : ils s'apprêtaient à frapper un coup décisif. La Savoie, secrètement unie à la coalition, jeta enfin le masque ; le Portugal, de son côté, se déclara pour les alliés, et permit ainsi aux chefs des armées coalisées d'attaquer la monarchie de Louis XIV sur deux nouveaux points, en Espagne et sur les Alpes. En même temps, on proclama à La Haye l'archiduc Charles comme roi d'Espagne. Une armée anglo-allemande devait débarquer tout à la fois à Lisbonne et à Valence pour faire reconnaître à Madrid le nouveau souverain. Pendant ce temps, le duc de Marlborough, à la tête des principales forces de la coalition, devait se porter en Allemagne, où Villars prenait une position offensive et menaçante pour la capitale de l'Empire ; car, avant d'attaquer le territoire de la France, il importait de sauver le territoire allemand. Ainsi la marche de Villars sur la Bavière, sa jonction avec l'électeur, avaient détourné de nos frontières les premiers coups des ennemis.

Au commencement de 1703, la France avait cinq armées sur pied : celle de Flandre, commandée par Boufflers ; celle du Danube, aux ordres de Villars ; celle d'Allemagne, commandée par le duc de Bourgogne, ayant sous

(1) Voltaire

ses ordres le maréchal de Tallard et Vauban ; celle d'Italie, ayant pour chef le duc de Vendôme, et l'armée d'Espagne, commandée par le maréchal de Berwick.

Voyons quelle fut la conduite de chacun de ces généraux. — Armée du Danube. — Nous avons laissé Villars maître du champ de bataille de Freidlengen. Après cette victoire, il rejoignit l'électeur de Bavière, qui, lui-même, avait gagné du terrain, et s'était emparé de Ratisbonne, la vieille ville allemande qui rappelle tant de souvenirs de guerre. Villars, voulant empêcher la jonction du prince de Bade avec le comte de Styrum, qui commandait vingt mille Impériaux, entraîna l'électeur de Bavière au delà du Danube. Le prince obéissait à regret aux inspirations militaires de Villars, et il l'entravait par ses lenteurs. Il craignait surtout d'abandonner ses Etats; il voulait à chaque mouvement se concerter avec ses généraux et ses ministres. *C'est moi qui suis votre ministre et votre général*, lui répliquait Villars. *Eh bien! il faut tomber sur Styrum et marcher rapidement.* Le prince hésitait encore. Villars, impatienté, s'écria : *Si Votre Altesse électorale ne veut pas saisir l'occasion avec ses Bavarois, je vais combattre avec les Français.*

Le prince le suivit malgré lui vers Donawert, et eut l'honneur de partager la gloire de la journée d'Hochstedt, où trois mille Impériaux furent tués et quatre mille faits prisonniers. — Cette victoire rendit l'électeur maître de la ville d'Augsbourg. Le chemin de Vienne était ouvert, et l'empereur fut sur le point d'abandonner sa capitale. Libre de ses actions, le futur vainqueur de Denain n'eût pas hésité de marcher contre la vieille cité impériale; mais cette proposition effraya le prince bavarois : il se contenta d'enlever Passau et Nuremberg. Et puis le cabinet de Versailles commit la faute de rappeler Villars de l'Allemagne, où il venait de remporter deux victoires, Villars qui seul eût pu faire face au duc de Marlborough, qui, ainsi que nous l'avons dit, descendait le Danube pour se porter au secours de la capitale. Mais le vainqueur d'Hochstedt avait été désigné pour réprimer les soulèvements des réformés des Cévennes, qui agissaient sous l'influence des étrangers.

L'armée d'Allemagne, de son côté, venait de s'emparer du Vieux-Brisach et de Landau, et de livrer auprès de Spire, au prince de Hesse, depuis roi de Suède, un sanglant combat où nos troupes firent pour la première fois usage de la baïonnette, cette arme toute française. Le maréchal de Tallard, qui eut l'honneur de cette victoire, écrivit au roi, du champ de bataille : « Sire, votre « armée a pris plus d'étendards et de drapeaux qu'elle n'a perdu de simples « soldats. » Cette belle journée fut un coup d'audace extrême pour l'époque, et fut une des plus sanglantes.

Boufflers, depuis qu'il n'avait plus devant lui Marlborough, avait repris l'offensive. Il remporta sur les Hollandais la victoire d'Eckeren, beau fait d'armes, mais qui profita peu aux Français.

En Italie, le duc de Vendôme, ayant à combattre à la fois le duc de Savoie et le duc de Staremberg, qui avait remplacé le prince Eugène, se tira fort heureusement de cette position difficile, et il eût réussi à chasser les Impé-

riaux du Milanais et à s'emparer du Piémont, si, d'après l'ordre de la cour, il n'avait été forcé de se porter sur le Trentin pour seconder les opérations des armées d'Allemagne. Le duc de Staremberg en profita pour rejoindre sur le Tanaro l'armée du duc de Savoie qui sans cela était perdue.

En Espagne, les opérations furent sans importance.

Ainsi, pour résumer l'état de nos armées au commencement de 1704, on se maintenait en Flandre; en Allemagne et sur le Rhin, les victoires de Villars et de Tallard avaient frappé au cœur la coalition; en Italie Vendôme arrêtait les Impériaux et maintenait les Piémontais. Cette position des Français était brillante; mais de grands désastres allaient tout à coup la détruire

Une des principales causes de nos revers fut l'influence de la cour sur le choix des généraux auxquels on confia les plus grandes armées et les intérêts sacrés de la patrie.

L'armée de Flandre passa des mains de Boufflers à celles de Villeroy, et celle que commandait Villars fut confiée au maréchal de Marsin; Tallard continua de diriger l'armée du Rhin; Vendôme, celle d'Italie; Berwick, celle d'Espagne, et Villars fut chargé de pacifier les Cévennes, cette Vendée calviniste du dix-huitième siècle.

En ce moment, le maréchal de Tallard était réuni à Donawert aux troupes bavaroises, et occupait tout le territoire depuis Ratisbone jusqu'aux frontières du Tyrol. Ces deux armées, d'après le plan de Louis XIV, devaient agir avec vigueur dans la ligne d'Inspruck, et opérer leur réunion par Salzbourg et Trente avec le duc de Vendôme, puis marcher sur Vienne, pendant qu'un corps détaché opérerait dans la Hongrie, qui était en pleine révolte contre l'Empereur. L'armée du centre de l'Allemagne, chargée d'arrêter les impériaux, devait être appuyée par celle du maréchal de Villeroy.

Ce plan, qui était le même que celui que Villars avait proposé au début des hostilités, et qui était praticable alors que les armées de l'Europe n'étaient pas encore organisées, avait, en ce moment, le défaut d'embrasser une ligne trop étendue; car elle allait de Bruxelles à Trente, et permettait aux ennemis de se jeter dans les intervalles, et de couper un des corps qui se développeraient soit par l'Italie, soit par le Rhin.

Le duc de Marlborough le comprit à merveille; aussi, après être débarqué à La Haye, il se porta rapidement en Allemagne par l'électorat de Cologne pour prévenir la jonction de l'armée de l'électeur de Bavière avec celle du duc de Vendôme par le Tyrol. Il fallait une manœuvre aussi hardie et aussi rapide que celle du duc de Marlborough pour sauver l'Empire et la coalition. Cette marche à travers l'Allemagne fut un beau mouvement stratégique. Aucun des généraux français ne sut agir pour l'empêcher. Marlborough, en quittant la ligne du Rhin, offrit la bataille au maréchal de Villeroy, qui la refusa, et qui le laissa passer sans même tirer un coup de canon. Villeroy rentrait dans ses lignes, et déjà le général anglais était sur le Danube. Marsin et l'électeur de Bavière restèrent inactifs devant le prince de Bade, en attendant l'arrivée du maréchal de Tallard, et se retranchèrent à Donawert. Le duc de Vendôme

fut arrêté dans les gorges du Tyrol par des difficultés imprévues. Enfin Marlborough fit sa jonction avec le prince de Bade. Il attaqua à Donawert une division franco-bavaroise, la chassa de sa position après un vigoureux combat qui coûta au vainqueur six mille hommes et vingt généraux.

Maître de Donawert par un combat si acharné et si sanglant, Marlborough passa le Danube, envahit la Bavière, et fit sa jonction avec le prince Eugène qui arrivait d'Italie ; à peine réunis, les alliés firent la faute de se séparer du prince de Bade, qui assiégea Ingolstadt. Alors les forces françaises marchèrent contre l'armée de Marlborough et d'Eugène, arrivèrent près d'Hochstedt. Lafiselière, qui commandait en chef l'artillerie, s'était emparé des châteaux d'Hochstedt et de Villingen, en employant habilement ses pièces de 24 ; il avait reconnu une forte position défensive où l'armée pouvait recevoir avec de grands avantages les attaques ennemies ; mais cette armée était dans l'incertitude sur ce qu'elle devait faire.

Les forces de la France, comprenant 65,000 hommes, 90 canons et quelques mortiers, obéissaient à trois chefs distincts ; ces chefs étaient : le maréchal de Tallard, général vif, actif, intelligent, mais manquant de sang-froid; ayant la vue trop courte pour embrasser un vaste champ de bataille ; le maréchal de Marsin, bon officier, mais général nouveau et médiocre ; l'électeur de Bavière, prince aimable, mais irrésolu, mauvais général. De l'existence simultanée de ces trois chefs, dont aucun ne voulait obéir aux autres, résulta manque d'unité dans le commandement, incertitude sur la conduite à tenir en face de l'ennemi, et par suite, destruction de la grande armée française.

Jetons, pour l'intelligence des faits qui vont suivre, un coup d'œil rapide sur le terrain illustré plus tard par trois victoires de nos armées républicaines, mais où allait se livrer une des batailles les plus meurtrières et les plus fatales du règne de Louis XIV, où commença cette série de revers, qui, vers la fin de la vie du grand roi, ternit le soleil de ses beaux jours.

L'armée de l'électeur de Bavière, notre allié, avait passé le Danube le même jour que nous, et avait pris dans les journées des 11 et 12 août la gauche de l'armée de M. de Tallard. Dans la nuit du 12 au 13, elle conserva cette position, et l'avait encore le 13 à cinq heures du matin.

Dans cette disposition, elle formait une longue ligne parallèle, dont l'extrême droite était appuyée au Danube, et l'extrême gauche allait se rapprochant d'un ruisseau qui s'étendait devant notre front, distant d'un quart de lieue de notre droite à peu près, et d'une demi-lieue de notre gauche ; en avant de ce front, entre le ruisseau et notre première ligne, mais bien plus rapprochés de notre première ligne que du ruisseau, étaient, à la distance d'un quart de lieue environ l'un de l'autre, les deux villages de Bleinheim et de Bolstat. Bleinheim était le plus rapproché du fleuve, et couvrait notre extrême droite ; Bolstat se trouvait vers notre centre.

L'ennemi avait pris, au delà du ruisseau, une position parallèle à la nôtre ; seulement le ruisseau, coulant à cent pas à peine de sa première ligne, couvrait son front de bataille, dans le cas où nous eussions voulu l'attaquer ; son

aile gauche, composée d'Anglais et de Hollandais sous les ordres du duc de Marlborough, était appuyée au Danube; son aile droite, composée d'Allemands, sous les ordres du prince Eugène, était appuyée à un petit bois assez épais et assez étendu pour cacher jusqu'à un certain point ses mouvements. Le grand chemin de Nordlingen se déroulait derrière l'aile droite et s'enfonçait vers le nord.

Le 13, vers six heures du matin, M. de Tallard fut prévenu qu'on apercevait quelque mouvement dans l'armée ennemie. M. de Tallard monta aussitôt à cheval, s'avança entre les deux villages; mais les haies et les broussailles dont le terrain intermédiaire était semé cachaient presque entièrement le corps d'armée du duc de Marlborough; celui du prince Eugène seul était visible, encore sa droite était-elle masquée par le bois dont nous avons parlé.

Au premier abord, M. de Tallard, qui ne croyait pas au désir des généraux ennemis de lui livrer bataille, ne vit dans la disposition d'une partie de leur cavalerie qu'ils poussaient vers leur droite, qu'un corps destiné à couvrir la retraite de l'armée vers Nordlingen. Mais bientôt, ayant appris que la droite faisait un mouvement pour se rapprocher du fleuve, il reconnut son erreur, et ordonna d'occuper le village de Bleinheim, au-devant duquel il avait fait établir deux batteries de canon, l'une de quatre, l'autre de huit pièces. Le même ordre fut donné pour le village de Bolstat.

Le village de Bleinheim était entouré de tous côtés de vergers fermés par de fortes palissades; il y avait, dans ce village, un cimetière et un petit château, ce qui en faisait un bon poste d'infanterie : on jeta quatre régiments de dragons dans les vergers. La première ligne d'infanterie du maréchal de Tallard se posta derrière le village, afin d'être à portée d'y entrer au besoin.

Cependant, le prince Eugène et le duc de Marlborough avaient jeté les yeux sur notre ligne de bataille, et avaient aussitôt reconnu sa défectuosité. D'abord, elle était trop éloignée du ruisseau pour s'opposer à son passage; ensuite, MM. de Tallard et de Marsin, tout en abritant le centre des deux armées derrière les villages de Bleinheim et de Bolstat, qui leur servaient de redoutes avancées, avaient laissé leur centre commun à découvert, dans l'espace compris entre ces deux villages; or, comme ces deux villages étaient à plus d'un quart de lieue l'un de l'autre, une puissante colonne d'infanterie pouvait passer entre eux, sans être incommodée de leurs feux; cette colonne, soutenue par de la cavalerie, enfoncerait facilement la cavalerie française et bavaroise, qui formait le centre; et, cette cavalerie enfoncée, la ligne de bataille se trouverait rompue par le milieu sans pouvoir se rejoindre, et les deux corps d'infanterie isolés dans les deux villages deviendraient inutiles.

A huit heures du matin, l'ennemi fit passer le ruisseau vers son extrême droite, et par conséquent vers notre extrême gauche, à la cavalerie qu'il avait amassée dans le petit bois, et que le maréchal de Tallard avait crue destinée à couvrir sa retraite. Cette cavalerie, qui passa sans empêchement, se mit aussitôt en bataille sur le terrain dont elle venait de s'emparer, et chargea notre gauche; mais trois bataillons, s'étant détachés du centre, se jetèrent en

avant pour recevoir ce choc, soutenus eux-mêmes par sept escadrons de cavalerie; or, l'ennemi, ne se sentant pas protégé, reçu avec vigueur, chargea mollement : cette hésitation fit passer nos soldats de la défense à l'attaque. L'ennemi, forcé de reculer, repassa le ruisseau en désordre, poursuivi par notre cavalerie, et ne s'y reforma que sous le feu de l'infanterie qui garnissait le petit bois. Une seconde charge qu'il tenta ne fut pas plus heureuse que la première.

Au premier bruit de la mousqueterie, le maréchal de Tallard, dont la vue était très-courte, s'était porté vers le lieu du combat, afin d'examiner par lui-même la situation des choses. Pendant ce temps le duc de Marlborough, protégé par les haies qui masquaient ses mouvements, avait fait passer le ruisseau à treize bataillons d'infanterie et à vingt-quatre escadrons de cavalerie, et marchait en colonnes serrées vers notre centre. M. de Tallard entendit donc tout à coup le bruit du canon qui retentissait à l'endroit même qu'il venait de quitter, il s'y porta à l'instant; mais déjà le feu de l'infanterie ennemie avait renversé nos deux lignes de cavalerie au delà des villages où notre infanterie était enfermée, et notre ligne de bataille était rompue justement entre les deux armées, qui se trouvaient ainsi séparées l'une de l'autre.

Ce mouvement s'était fait avec une telle rapidité et un tel succès, qu'au moment où M. de Tallard revint au centre, il alla donner au milieu de la cavalerie ennemie, qu'il prenait pour la nôtre, et ne reconnut sa méprise que lorsqu'il était déjà prisonnier.

Peut-être y avait-il encore moyen de tirer l'armée de ce mauvais pas; car si elle était coupée par son centre, elle pouvait se reformer en pivotant et prendre entre deux feux la colonne qui était venue si audacieusement la frapper au cœur; mais une faute de M. de Marsin perdit tout. Craignant d'être chargé à la fois par la gauche et la droite de l'ennemi, il se mit en retraite sur Ulm avec l'armée bavaroise, laissant aux prises l'armée française, privée de son chef, avec le prince Eugène et le duc de Marlborough. Dès lors la bataille fut perdue.

Au milieu de la confusion qui suivit la rupture de notre centre, la prise de Tallard et la retraite de Marsin, personne ne songea à l'armée qui restait encore dans Bleinheim. Elle était de onze mille hommes environ des plus anciens corps. Il y a vingt exemples de moindres armées qui ont battu des corps plus considérables ou opéré de glorieuses retraites. Cernés dans le village de Bleinheim, tous restèrent prisonniers; les vieux régiments déchirèrent et enterrèrent leurs drapeaux, ils obéirent en frémissant à l'ordre de leurs chefs, et l'on vit l'élite de nos régiments d'infanterie sortir de ce village, avec leurs mousquets renversés, passer sombres et silencieux au milieu des rangs ennemis pour y déposer leurs armes. L'impression que ces événements produisit en France fut d'autant plus grande, que jamais, jusqu'alors, on n'avait douté de la valeur et du dévouement de l'armée.

Un siècle plus tard, une capitulation presque semblable livrait à Ulm, non loin d'Hochstedt, un corps de trente mille hommes à l'armée de Napoléon.

Telle fut la bataille qui commença cette série de revers qui attrista la vieillesse de Louis XIV et mit la France à deux doigts de sa perte. Comme celle de Waterloo, elle eut différents noms; les Français l'appelèrent la bataille d'Hochstedt; et les Allemands, la bataille de Bleinheim. Les vainqueurs y perdirent 5,000 morts et 8,000 blessés. L'armée française y fut, sinon détruite, du moins dispersée; elle y perdit 12,000 morts, 14,000 prisonniers, tout son canon, ses étendards, ses tentes, ses équipages, 1,200 officiers de marque, et cent lieues de terrain; enfin, de 60,000 hommes dont se composait l'armée, ce fut à peine si on en put réunir 30,000. Personne n'osait annoncer au roi cette terrible nouvelle; ce fut madame de Maintenon qui se chargea de dire à Louis le Grand qu'il n'était plus invincible.

La bataille de Hochstedt changea tout à fait la position militaire de la France. Jusqu'alors les opérations s'étaient passées au cœur de l'Allemagne; maintenant, il fallait opérer la retraite sur le Rhin, et reculer de plus de cent lieues le théâtre de la guerre. La Bavière était perdue et l'Alsace menacée. Les débris de cette belle armée, formant une masse de trente mille hommes, se réunirent à celle de Marsin; mais ni lui ni l'électeur n'avaient les talents nécessaires pour conduire et maintenir cette armée : ils se retirèrent en désordre vers le Rhin. Marlborough et le prince de Bade passèrent le fleuve à leur suite, et s'emparèrent de Landau et de Trèves; ensuite Marlborough vint assiéger Sarrelouis, afin d'envahir la Champagne. Villars accourut en toute hâte du fond des Cévennes pour arrêter ses progrès. A peine arrivé sur le Rhin, le maréchal établit un camp sur la Moselle, prit le village de Cerik, et s'y établit le 15 mai 1705. Le duc de Marlborough, s'en étant approché à la tête de cent mille hommes, fut obligé de se retirer et de revenir dans les Pays-Bas (1).

Le prince Eugène, après la bataille de Hochstedt, revint en Italie pour combattre le maréchal de Vendôme, qui s'était emparé de presque tous les Etats du duc de Savoie, et qui les ravageait pour se venger de sa trahison. En effet, il s'était emparé du duché de la Mirandole. Le grand-prieur, son frère, avait pris Rivero, le duc de Lafeuillade enlevé Suze, et ensuite Pignerol; le duc de Vendôme était maître de la ville d'Ivrée et avait investi Verceil. A la fin de l'année 1704, il avait chassé les Impériaux de la Lombardie, soumis la plus grande partie du Piémont, pris six villes de guerre et fait prisonniers plus de trente bataillons. Eugène était de retour en Italie. En 1705, les armées de France et d'Allemagne étaient en présence sur l'Adige. Vendôme voulait empêcher Eugène de porter du secours au duc de Savoie. Ce prince avait un grand avantage, c'était son esprit de ruse et sa vigilance extrême en présence de la négligence de son adversaire. Grâce à cet avantage, Eugène parvint souvent à échapper à l'armée française, et fit quelques pas en avant; ainsi, il

(1) C'est ici surtout qu'on reconnaît les grands effets du talent militaire. En 1703, au moyen d'une excellente position choisie sur le Danube, entre Dillingen et Lawingen, Villars arrêta le prince de Bade; en 1705, dans sa position de Cerik, il arrêta Marlborough qui avait annoncé certaine l'invasion du royaume de France. Tallard avait été battu pour avoir préféré la mauvaise position de Hochstedt à celle de Dillingen.

surprit le passage de l'Oglio, et l'effectua en balayant, avec trente pièces de parc, les quelques troupes qui accouraient sur ce point. Arrivé sur l'Adda, il surprit le passage vers Paradisa, et, pour l'assurer, il établit sur la rive gauche de fortes batteries dominantes et couvertes d'épaulements. Mais Vendôme accourut à la tête d'une avant-garde munie d'artillerie, se retrancha autour du point de débarquement, canonna vivement la construction du pont et les troupes qui voulaient passer, puis en imposa tellement que les ennemis n'osèrent plus passer l'Adda sur ce point (1).

Usant de vigilance et d'adresse, Eugène trompa encore Vendôme, et se présenta pour forcer le passage à Cassano. Vendôme accourut avec rapidité, et fit passer ses troupes sur la rive gauche; mais il ne put avoir son artillerie, qui se trouva arrêtée dans la ville de Cassano : l'armée française se trouva surprise et entourée par l'armée d'Eugène, qui avait soixante-dix pièces. Vendôme ne désespéra pas du succès. La lutte fut longue et acharnée; enfin, l'infanterie française de l'aile gauche fut obligée de plier. Eugène la poursuivit vivement, et se disposa sur plusieurs lignes perpendiculaires à l'Adda pour enlever la tête du pont et couper la retraite au reste de l'armée française. Mais Vendôme, ayant enfin ramené son artillerie, qui était restée dans Cassano, la disposa dans le château et le long de la rive droite. Le feu violent de ses batteries, prenant d'écharpe, de flanc et de revers les lignes impériales, emportait des files entières. Eugène fut obligé de se retirer. Sa retraite donnait la Savoie tout entière à la France; il ne restait plus à prendre que la capitale de ce duché.

ARMÉE D'ESPAGNE. — L'Espagne était restée tranquille au milieu des orages qu'avait attirés sur le continent sa riche succession; mais, en 1704, l'archiduc Charles, qui avait pris le titre de roi d'Espagne, débarqua à Lisbonne (9 mars), avec huit mille hommes de troupes anglaises et irlandaises commandées par le duc de Schomberg. Le maréchal de Berwick, qui commandait l'armée franco-espagnole, s'opposa d'abord à leurs progrès en Portugal; mais le duc de Hesse s'embarqua avec mille huit cents hommes sur la flotte de l'amiral Rook, et s'empara de Gibraltar par un coup d'audace inouïe. La négligence des Espagnols fut cause de la prise de cette forteresse, que cent hommes de garnison pouvaient défendre contre mille vaisseaux et contre une armée de cent mille hommes, tant la nature a rendu cette position forte et inaccessible. En vain une flotte française, commandée par le comte de Toulouse, fils naturel de Louis XIV, et une armée conduite par le maréchal de Tessé, viennent pour reprendre cette position : cette double témérité fit perdre à la France et cette flotte et cette armée. La flotte, après une bataille restée indécise, il est vrai, à Malaga, vint se briser sur les côtes. Ce fut le terme de la puissance maritime de Louis XIV : ses vaisseaux retombèrent dans l'état d'où il l'avait tirée en 1666. L'armée aux ordres du maréchal de Tessé périt de misère et de fatigues après un long siége.

(1) Histoire de l'artillerie.

Pendant ce temps, deux autres armées, l'une en Portugal et l'autre en Catalogne, pénétraient à la fois dans le royaume, et s'emparaient de Valence et de Barcelone.

Ainsi, pour résumer les opérations militaires depuis la bataille d'Hochstedt : sur le Rhin, les opérations de Villars avaient préservé la France d'une invasion et refoulé vers la Hollande l'armée victorieuse de Marlborough ; nos frontières de la Flandre étaient intactes; Eugène avait été repoussé en Italie ; mais, en Espagne, les alliés s'étaient emparés des trois quarts du royaume.

La période que nous avons à parcourir est une des plus tristes de notre histoire. La France, jusqu'alors, avait résisté à l'Europe entière à force de dévouement et de courage, et souvent épouvanté ses ennemis par d'éclatants faits d'armes; mais dans cette lutte de douze années, les ressources de la France finissent par s'épuiser, les hommes manquent sous les drapeaux pour compléter les cadres décimés de nos vieux régiments. D'immenses défaites signalent chaque année les progrès de la coalition. Ramillies, Turin, Malplaquet se dessinent en caractères sombres et sanglants dans les pages de notre histoire.

Campagnes de 1706 à 1715. — Quand Marlborough fut obligé de se retirer devant Villars, et de renoncer à son projet d'envahir la France par la Champagne, il retourna dans les Pays-Bas. Là, Louis XIV espérait venger par des succès les désastres d'Hochstedt. De grandes forces françaises se réunissaient en Flandre; malheureusement elles étaient sous la conduite de Villeroy, qui se fit battre à Ramillies, laissa vingt mille hommes sur le champ de bataille, et perdit en un jour toute la Flandre espagnole, comme le maréchal de Tallard avait perdu toute la Bavière à Hochstedt.

A peine arrivé dans les Pays-Bas, le général anglais, se trouvant en face d'un adversaire médiocre, avait repris l'offensive, et forcé Villeroy dans ses lignes trop étendues d'Heilissem. Un combat acharné eut lieu, Villeroy fut vaincu. Louis XIV ayant renforcé l'armée du Nord, ordonna à son général de combattre les troupes de Marlborough. Villeroy sortit de son camp sur la Dyle, et vint prendre position à Ramillies, vers les sources de la petite Ghette. Cette position était mauvaise, et les dispositions qu'il fit furent on ne peut plus vicieuses; aussi lui conseillait-on d'éviter la bataille. Villeroy céda à son aveugle présomption; il voulut combattre; il fut vaincu : son armée ne résista pas une demi-heure. On s'était battu pendant huit heures à Hochstedt, et on avait tué huit mille hommes aux ennemis. A Ramillies, la France perdit vingt mille hommes, et n'en tua pas deux mille aux ennemis. Marlborough entra victorieux dans Anvers et dans Bruxelles, et prit Ostende et Menin.

Villeroy, désespéré, n'osait annoncer au roi cette défaite; enfin, après cinq jours, il envoya un courrier à Louis XIV, et quand il reparut devant lui, le roi se contenta de lui dire : *Monsieur le maréchal, on n'est pas heureux à notre âge.*

Villeroy fut remplacé à l'armée d'Italie par le duc de Vendôme, qu'on rap-

pela en toute hâte de l'Italie. Marlborough avançait lentement sur nos frontières; il prit Malines et Gand; son avant-garde occupa Courtray.

Vendôme choisit à Waterloo une forte position qui arrêta son adversaire; mais il refusa constamment d'accepter la bataille qu'il lui offrait. D'après un plan arrêté à Versailles, Vendôme ne devait agir qu'après que Villars, avec l'armée du Rhin, aurait repris l'offensive. Ce grand général, qui n'avait jamais eu que des succès, qui avait porté les armes françaises sur le Danube, qui avait repoussé les invasions du duc de Savoie, de Louis de Bade et de Marlborough, Villars sentait que l'infériorité des troupes françaises venait surtout de la défensive continuelle dans laquelle on les maintenait; aussi, son génie audacieux voulut reprendre l'offensive, dès qu'elle fut possible. En effet, il attaqua avec son impétuosité ordinaire les lignes de Stolhoffen, les brisa, et se portant vers Stutgard, mit le Wurtemberg à contribution, et vint montrer des forces imposantes jusqu'en Bavière. Ulm vit pour la seconde fois le drapeau de la France.

Cette manœuvre eut le résultat qu'on en attendait, Marlborough fut obligé d'envoyer une partie de ses forces en Allemagne et, dès lors, ne put rien entreprendre au nord de la France.

Malheureusement ces succès étaient infirmés par les progrès que faisaient au midi les armées coalisées.

Armée d'Italie. — A la fin de 1705, après la bataille de Cassano, l'armée du duc de Vendôme menaçait la ville de Turin; au commencement de 1706, il envoya une partie de son armée sous les ordres du duc de Lafeuillade, pour en faire le siége, pendant que lui-même il remportait, 19 avril 1706, la victoire de Calcinato. Après cette journée, la ville devait être prise, et l'Italie tout entière appartenait aux Français. Mais un événement imprévu, le rappel de Vendôme, changea toutes ces chances de succès avec une rapidité imprévue.

L'armée chargée d'assiéger Turin fut mise sous les ordres du duc de Lafeuillade, intrigant, plein d'ignorance et de présomption, que son beau-père Chamillart voulait faire maréchal de France. De grandes fautes furent commises dans la conduite du siége de la ville; elle résista vigoureusement. Pendant ce temps, Eugène, débarrassé de Vendôme, pénétra facilement dans le Piémont, et se présenta devant Turin pour faire lever le siége.

Les forces françaises rassemblées autour de cette ville étaient sous trois chefs, qui différaient d'avis sur les mesures à prendre. Ces chefs étaient Lafeuillade, le timide et médiocre Marsin, le duc d'Orléans, plein d'ardeur et d'entraînement, qui voulait marcher à l'ennemi (1). Mais on décida que l'on

(1) Le duc d'Orléans tenait à sortir des lignes pour marcher à l'ennemi. Ses raisons étaient justes; elles avaient décidé tous les généraux; mais Marsin tira de sa poche un ordre du roi, par lequel on devait déférer à son avis en cas d'action; et son avis était de rester dans les lignes. Le duc d'Orléans, indigné, vit qu'on ne l'avait envoyé à l'armée que comme un prince du sang, et non comme un général; et forcé de suivre les ordres de Marsin, il se disposa à ce combat désavantageux. (Voltaire.)

resterait dans les lignes pour attendre l'attaque. C'était une faute, le prince Eugène en profita, et força les retranchements après un combat opiniâtre.

Le maréchal de Marsin y fut blessé mortellement; le duc d'Orléans reçut cinq coups de feu, deux au côté, un au bras gauche, qui lui mit l'os du coude à nu, et deux balles dans ses armes.

Cette terrible déroute eut des conséquences immenses: en quelques jours les Français se trouvèrent presque complétement chassés de l'Italie, qui tomba entière au pouvoir de l'Autriche et du duc de Savoie. Bientôt, fières de leur succès, les armées alliées voulurent envahir la France. Eugène pénétra dans le Midi une seconde fois en combinant ses opérations avec la flotte anglaise qui croisait dans la Méditerranée. Le but des ennemis était de s'emparer de Toulon, cet arsenal convoité par l'Angleterre et la Hollande. — Le prince Eugène passa le Var et entra dans la Provence, marquant son passage par la dévastation la plus sauvage. — Il fut repoussé par les habitants, qui se rappelaient que leurs ancêtres avaient détruit les plus belles armées de Charles-Quint, et par le maréchal de Tessé, qui l'attendait près des gorges d'Ollioules et qui le poursuivit jusqu'au delà du Var. Mais l'Italie était perdue pour la France.

En Espagne, les alliés, conduits par lord Galloway, qui avait quitté la France sa patrie et son nom de comte de Ruvigny pour servir la cause de l'Angleterre, qui l'avait fait duc et pair; les alliés, disons-nous, faisaient de rapides progrès. Ils s'étaient successivement emparés des provinces de Valence, de Carthagène et d'une partie de Grenade; Philippe V s'était retiré à Pampelune, désespérant de sa monarchie.—Le chemin de Madrid était ouvert à l'archiduc Charles. Lord Galloway l'y conduisit et le fit proclamer roi des Espagnes et des Indes. Le cabinet de Versailles délibérait si l'on ne devait pas envoyer Philippe V régner en Amérique, afin de conserver au moins ce joyau de la royauté de Charles-Quint. Mais les Espagnols, qui jusque-là n'avaient pris qu'une part négative aux luttes des deux compétiteurs à leur couronne, embrassèrent ardemment le parti de Philippe V quand ils le virent abattu.— En outre, Louis XIV, en envoyant des troupes à son petit-fils, en avait confié le commandement au maréchal de Berwick, fils naturel de Jacques II.

Les guerres civiles avaient ainsi réparti la destinée de ces deux généraux : C'était un Français qui combattait contre la France en Espagne; c'était un Anglais qui soutenait contre l'Angleterre les intérêts de la France. Le maréchal de Berwick était un excellent général, prudent et audacieux à la fois, qui appliquait dans ses manœuvres les mesures précautionneuses de la tactique anglaise, et dans l'action l'impétuosité de la furie française. Berwick, à force d'habileté et de manœuvres, chassa les alliés de Madrid, puis de la Castille, refoula les Portugais derrière leurs frontières, les Anglais et les Autrichiens dans les trois provinces conquises. Puis, lorsqu'après le désastre de Turin, Louis XIV lui eut envoyé des renforts avec les débris de l'armée d'Italie, il reprit vigoureusement l'offensive, et, le 25 août 1707, livra la bataille d'Almanza, où l'armée anglo-portugaise fut presque complétement dé-

truite. Cette victoire sauva la royauté de Philippe V, lui fit recouvrer les royaumes de Valence et d'Aragon, et refoula les alliés dans la Catalogne. Le petit-fils de Louis XIV rentra dans sa capitale au milieu des acclamations de son peuple. Le duc d'Orléans, qui venait prendre un commandement en Espagne, arriva le lendemain de la victoire; mais il s'en dédommagea en s'emparant de plusieurs places, et entre autres de Lérida, où le grand Condé avait échoué. Reprenons maintenant la marche des opérations sur les frontières de la France.

Flandre, 1707-1709. — Nous avons vu Vendôme accourir du fond de l'Italie, après le désastre de Ramillies, et arrêter la marche de Marlborough. — L'année 1707 se passa de part et d'autre en observations et en préparatifs.

Louis XIV, pour donner plus d'impulsion aux opérations et relever le moral des troupes, envoya son petit-fils, le duc de Bourgogne, à l'armée du Nord. Il fondait de grandes espérances sur cette armée, dont la direction était confiée à Vendôme, et où se trouvait le maréchal de Berwick, rappelé d'Espagne. Mais la présence du duc de Bourgogne, homme timide et réservé, fut funeste au plan de Louis XIV. Le conseil du prince balança souvent les raisons des généraux. De ce manque d'unité dans le commandement devaient résulter les désastres. La journée d'Oudenarde en fut la seule preuve immédiate.

Cependant c'était une belle armée que celle du Nord : on avait épuisé pour la composer toutes les réserves de la France en hommes et en finances; elle comptait quatre-vingt-dix mille hommes, quatre-vingts pièces d'artillerie et un matériel immense. Là se trouvait la Maison du roi tout entière et l'élite de nos troupes.

Les forces des alliés, après la jonction du prince Eugène avec l'armée anglo-hollandaise, s'élevaient tout au plus à quatre-vingt-cinq mille hommes, mais ils avaient cent trente pièces de canon.

Le prince Eugène avait quitté l'armée d'Italie après sa compagne de Provence; il se dirigea vers la Flandre pour se réunir à l'armée de Marlborough. Les Impériaux étaient arrivés à Coblentz, tandis que les Anglo-Hollandais étaient établis à Gand. La jonction des alliés se fit près d'Oudenarde.

L'armée française, qui venait de s'emparer de Gand (5 juillet 1708), manœuvra pour s'y opposer; mais elle fut vaincue. Ce ne fut pas une grande bataille, dit Voltaire, mais une fatale retraite. Vendôme, après un combat opiniâtre, voulait coucher sur le champ de bataille; le duc de Bourgogne, qui se laissait imposer par la réputation militaire de ses deux adversaires, fut d'un avis contraire : on se retira, mais en désordre. La plupart des corps français ignoraient si l'armée était victorieuse ou vaincue; ils ne savaient pas non plus de quel côté ils devaient se retirer. Eugène et Marlborough, qui pensaient à tout, profitèrent de ce désordre et firent battre la retraite à la française dans plusieurs endroits de leur camp. Ils firent en même temps crier : *A moi Picardie, à moi Touraine*, etc. Cette idée eut un succès prodigieux : les soldats égarés donnèrent en foule dans ce piége, croyant se ranger sous leurs drapeaux; plus de quatre mille hommes furent pris ainsi. Les troupes françaises

se retirèrent en désordre sous Ypres, Louvain et Gand. Les ennemis, maîtres de la campagne, vinrent assiéger Lille.

C'était une grande témérité que de venir attaquer une ville aussi forte sans être maître de Gand, sans pouvoir faire venir ses convois d'un autre lieu que d'Ostende, au hasard d'être surpris à chaque instant, et en présence d'une armée française. Mais la mésintelligence qui régnait parmi les chefs de cette armée fit le succès des ennemis et fut une excuse à leur témérité.

Après la défaite d'Oudenarde, l'effectif de l'armée du nord avait été porté à quatre-vingt-dix mille hommes; mais les trois chefs principaux en avaient conservé le commandement : le duc de Bourgogne, Vendôme et Berwick. On commit les mêmes fautes; toutes les entreprises qui demandaient de l'ensemble furent manquées, tous les projets des généraux rejetés les uns par les autres. Aussi les ennemis s'emparèrent-ils de Gand, de Bruges, et enfin de Lille, cette porte de la France.

Lille était défendue par le maréchal de Boufflers avec quatorze mille hommes d'excellentes troupes, et l'Europe, qui croyait l'armée française bien plus en état d'assiéger Bruxelles que l'armée alliée d'assiéger Lille, apprit avec étonnement que cette ville avait battu la chamade, et que le drapeau étranger flottait sur ses fortes murailles. Du reste, la défense de Lille est une belle page de la vie du maréchal de Boufflers; elle lui mérita l'estime des ennemis et celle des habitants, par le courage et l'habileté qu'il déploya contre les alliés, par l'ordre qu'il fit régner dans la ville et la confiance qu'il inspira à tous (1).

La prise de Lille produisit une pénible impression de terreur et de désespoir en France. La guerre était désormais portée au cœur même de la France. De Lille à Paris, les ennemis n'avaient plus à rencontrer qu'une faible ligne de places de troisième ordre, incapables de résister; dix jours de marche, et l'on voyait les tours de Notre-Dame. Déjà de hardis partisans avaient eu la hardiesse de pénétrer de Courtray jusqu'à Versailles, et ils avaient enlevé, sous les fenêtres du château, le premier écuyer du roi, qu'ils prenaient pour le père du dauphin, duc de Bourgogne.

En Allemagne, Villars maintenait le prince de Bade, et protégeait les frontières de l'Alsace et du Dauphiné. En Espagne, le duc d'Orléans s'emparait de quelques villes, et entre autres de Tortose.

Louis XIV, au moment même où il était menacé d'une invasion sur le Rhin, où le midi de la France était ravagé par le prince Eugène, où ses armées avaient peine à suffire à tant d'ennemis à la fois, où les ressources paraissaient épuisées, envoyait une escadre nouvelle pour tenter un soulèvement national en Écosse et en Irlande au nom de Jacques III. Le succès était douteux; mais le roi regardait comme un devoir et comme une gloire de faire

(1) Les habitants s'accoutumèrent tellement au fracas du canon et à toutes les horreurs du siége que les spectacles étaient aussi fréquentés qu'en temps de paix. *Le Mercure galant* raconte qu'une bombe, qui tomba près de la salle de la comédie, n'interrompit point le spectacle. Ce courage tranquille et ferme, cet héroïsme civique, Lille devait en donner encore un nouvel et plus grand exemple au commencement de la révolution.

cette entreprise. Le descendant des Stuarts, prenant congé de Louis XIV, comme vingt ans auparavant l'avait fait le roi Jacques II, jura de mourir ou de ressaisir la couronne d'Angleterre. — Le comte de Forbin, le plus aventureux des marins français, fut chargé de transporter l'armée de débarquement du jeune prétendant avec une flotte de vingt-neuf vaisseaux de haut bord, vingt-quatre frégates, et plus de quarante navires d'amateurs. Mais la fatalité qui s'attachait à la fortune des Stuarts fit une fois encore échouer cette entreprise sérieuse, et dont le succès eût changé les destinées de l'Europe. — Forbin ne put aborder les côtes d'Angleterre en présence de la flotte de l'amiral Bing, deux fois double de la sienne, et le jeune roi, pleurant de dépit, demanda qu'on le jetât seul sur le sol de l'Écosse pour s'y faire tuer. L'escadre de Forbin rentra à Dunkerque sans avoir perdu un seul vaisseau (1708).

Ainsi, au commencement de 1709, la France, qui avait menacé Amsterdam et La Haye au nord, qui avait franchi le Danube, et fait trembler Vienne; qui, en Italie, avait atteint le Calabre, se voyait attaquée de tous côtés dans ses propres provinces. Les alliés étaient maîtres de Lille, ils assiégeaient Strasbourg, dévastaient la Provence et menaçaient le Dauphiné. Pour comble de disgrâce, un hiver rigoureux vint ajouter aux malheurs de la patrie; la récolte des grains manqua en France, et la misère y fut extrême. Les ressources de l'État étaient épuisées par les longues guerres; les troupes diminuées et découragées manquaient de vivres et de vêtements; et l'administration de la guerre était confiée au timide et incapable Chamillard, créature de madame de Maintenon, qui ne pouvait être à la hauteur de circonstances aussi critiques. Tout enfin semblait se réunir pour accabler la monarchie française. Mais quand tout le monde désespérait en France, le roi seul conserva sa force d'âme et sa fermeté. Cette partie de la vie de Louis XIV en est, selon nous, la plus belle page. Dans la première période de son règne, il avait profité des circonstances favorables où la politique de Henri IV et de Richelieu avait placé sa monarchie; il avait suivi la fortune plutôt qu'il ne l'avait guidée. Mais quand la destinée tourna contre lui, quand le malheur vint le frapper dans son pouvoir, dans sa pensée politique, dans sa famille; quand le roi qui avait commandé à l'Europe se trouva à la merci de ses ennemis; quand cet héritier d'un État qui avait mis treize siècles à se constituer fut menacé dans son royal héritage; quand cet homme, qui avait été entouré de la famille la plus nombreuse et la plus brillante, vit en moins de trois ans disparaître toute cette grande lignée, il lui fallut bien de l'énergie pour résister à tant de coups, et Louis XIV se montra réellement supérieur à la destinée.

Pour satisfaire aux justes réclamations de l'armée, il retira l'administration de la guerre à Chamillard; pour satisfaire à l'opinion publique, qui voulait la paix à tout prix, il envoya des plénipotentiaires à La Haye, persuadé d'avance qu'il ne pourrait accepter les conditions qu'on lui imposerait. En effet, les alliés exigeaient de lui qu'il rendît toutes les positions militaires du Nord,

toutes les conquêtes qui protégeaient la capitale, qu'il comblât le port de Dunkerque, qu'il détrônât son petit-fils, qu'il reconnût à la place l'archiduc Charles, c'est-à-dire qu'il reconstituât la vieille influence de la maison d'Autriche. C'était rejeter la France aux plus mauvais jours de la Ligue; c'était détruire l'œuvre de Richelieu, faire descendre la France au rang de puissance de second ordre, et accomplir un acte déshonorant et contre nature.

Louis XIV, indigné, rejeta ces propositions; il releva la tête haute et fière, appela aux armes sa vieille noblesse de France, et s'apprêta à combattre (1). Il confia à Villars et à Boufflers le commandement de la grande armée du nord, qui devait arrêter les progrès de Marlborough et du prince Eugène.

Au mois de mai 1709, cette armée se rassembla sous La Bassée, où Villars en vint prendre le commandement. Le prince Eugène menaçait Mons; Villars résolut de s'emparer de ses lignes, pour l'empêcher d'en faire le siége. L'armée se mit donc en route à marches forcées, et, le 9 septembre, elle se trouva à l'entrée du défilé de Malplaquet. Ce défilé était une trouée d'une demi-lieue de large à peu près, pratiquée entre deux bois, dont l'un, le bois de Blangies, était à notre gauche, et l'autre, le bois de Sars, à notre droite : le village de Malplaquet était à la lisière de ce dernier, à cheval sur le chemin de Givries à Longueville, qui traversait tout le bois.

L'armée du maréchal de Villars était d'environ soixante-dix mille hommes, protégés par quatre-vingts pièces de canon. Elle trouva le prince Eugène de l'autre côté de la trouée. Villars ignorait la situation de l'ennemi, et croyait le prince Eugène à la tête de toutes ses forces, qu'il savait devoir monter à quatre-vingt mille hommes, tandis qu'au contraire le prince Eugène avait été obligé de laisser trente-six bataillons et huit ou dix escadrons devant Tournai. Il en résulta qu'il n'osa forcer le passage, et qu'au lieu de donner la bataille tout d'abord, et en arrivant le 9 au matin, il se contenta de prendre position.

La journée du 10 fut employée à creuser un retranchement sur toute la largeur de la trouée : ce retranchement indiqua au prince Eugène que nous ne donnerions pas le combat, que nous l'accepterions seulement s'il nous était offert. Pendant ce temps, une partie de notre infanterie faisait de grands

(1) Deux fois, depuis cette époque, la France s'est trouvée dans des situations aussi critiques: la première, au commencement de la révolution; la seconde, en 1814. L'histoire fera un jour ce rapprochement, et cherchera la cause qui fit que Louis XIV et la Convention triomphèrent, et que l'empire succomba, et elle dira sans doute que ce fut la noblesse de France qui sauva la monarchie du vieux roi; que ce fut le peuple qui brisa la coalition étrangère en 1793; que ce fut la bourgeoisie qui perdit Napoléon. En effet, cette vieille noblesse de France, toujours prodigue de sa fortune et de son sang, ne pouvait abandonner la cause d'un roi qui représentait pour elle la patrie tout entière. Le peuple, lui aussi, se fait tuer volontiers pour une pensée de justice ou de nationalité. La bourgeoisie, au contraire, habituée aux joies paisibles du foyer, n'a rien qui la porte à l'héroïsme, à ces nobles dévouements qui peuvent sauver un pays. Et, chose honteuse à ajouter, l'on vit deux fois, en 1814 et 1815, les hommes de la bourgeoisie spéculer sur la présence, dans notre capitale, des Cosaques de l'Ukraine et des soldats du Northumberland et du Hanovre.

abatis d'arbres. Le matin du 11, les troupes laissées devant Tournai rejoignirent le prince, qui, alors, se trouva plus fort que nous d'une dizaine de mille hommes et de soixante pièces de canon. Aussitôt, il résolut de nous livrer bataille.

Dix-neuf bataillons d'infanterie et trois batteries de canon défendaient le retranchement; derrière eux, et faisant face à la trouée, était la Maison du roi ; ensuite, se tenaient disposés sur deux lignes vingt-deux escadrons de cavalerie; à la gauche de la Maison du roi, et en première ligne sur la lisière du bois de Blangies, étaient quatorze escadrons de cavalerie et quatre bataillons d'infanterie : enfin, derrière ceux-ci, et en seconde ligne, s'étendaient quatorze escadrons de cavalerie et quatorze bataillons d'infanterie. En outre, sept autres bataillons étaient disposés entre le village de Malplaquet et le bois de Sars.

Le prince, comme nous l'avons dit, était campé de l'autre côté de la trouée, ayant à sa droite La Hayne, à sa gauche le ruisseau de la Trouille, qui se recourbait derrière lui, et à son centre le village de Sipply : il avait jeté quatre ou cinq bataillons et établi une batterie dans une ferme entourée d'une petite futaie, et placée comme une sentinelle perdue au milieu de la trouée, de sorte que de ce poste il voyait tous nos mouvements, tandis que nous ne pouvions apercevoir aucun des siens. En outre, il y avait dans la trouée trois ou quatre chemins creux, à l'aide desquels l'ennemi pouvait s'approcher de notre gauche et de notre centre sans être aperçu.

Le 11 au matin, les soldats étaient occupés à leurs retranchements, lorsque l'avis arriva au maréchal de Villars que l'ennemi se disposait à nous attaquer. Il fit aussitôt cesser les travaux (1), et ordonna de se mettre en position.

Le prince Eugène s'avançait, non pas sur un front égal au nôtre, mais par divisions, dont les efforts devaient se succéder et se soutenir l'une l'autre. Les premiers coups portèrent sur notre gauche; M. de Villars dirigea alors l'infanterie vers le bois de Blangies, où elle rencontra l'ennemi, et une fusillade très-vive s'engagea sur une ligne à peu près parallèle à celle des retranchements qui coupaient en deux la trouée. En même temps, deux ou trois autres divisions parurent tout à coup, débouchant par les ravins, et marchant droit à nos retranchements, sur lesquels elles se précipitèrent avec une telle furie, que malgré l'avantage du poste les douze bataillons qui les gardaient en furent chassés; l'ennemi y plaça aussitôt son infanterie, lança sa cavalerie dans les intervalles, et y disposa des batteries.

A notre droite le maréchal de Boufflers avait fait un horrible carnage des Hollandais, et conservé sur tous les points une supériorité éclatante.

On était victorieux sur ce point, lorsqu'on entendit la fusillade du bois de Blangies, qui jusque-là s'était soutenue sur une ligne à peu près parallèle aux retranchements, s'enfoncer insensiblement vers Blangies; ce qui prouvait

(1) Le maréchal de Villars raconte que les soldats venaient de recevoir une distribution de pain, dont ils manquaient depuis un jour, et qu'ils le jetèrent aussitôt pour marcher plus légèrement au combat.

que l'ennemi regagnait sur ce point le terrain qu'il perdait dans la trouée. Le soldat, qui sentait son aile gauche débordée, éprouvait déjà quelque inquiétude, lorsque M. de Villars ordonna de dégarnir le centre pour soutenir l'aile gauche; cinq bataillons furent donc acheminés vers la lisière du bois : Villars était à leur tête. Bientôt, au réveil de la fusillade, on comprit que l'action se réengageait de ce côté avec une nouvelle vigueur. La canonnade du centre ne tarda pas à y répondre; les retranchements soutenaient une troisième attaque.

De vigoureux combats eurent lieu dans les bois de Sars et de Tesnières; cependant le centre français, affaibli par les secours envoyés à la gauche, se trouva découvert par la retraite de cette gauche. Marlborough, ayant réuni ses masses, s'avança sous un feu violent et poussa droit contre ce centre. La batterie française, sur le point d'être enlevée, se retira après une dernière décharge à mitraille. Alors Marlborough perça ce centre, établit à la pointe du bois de Tesnières trente canons qui prirent en écharpe les lignes de cavalerie française; puis, il fit déboucher ses troupes, surtout les masses de sa cavalerie, à la gauche de cette batterie. La cavalerie française, les mousquetaires notamment, quoique criblée par les trente canons ennemis, chargea plusieurs fois avec une vigueur admirable, un courage héroïque; mais enfin elle dut céder.

En ce moment, un officier arriva au grand galop annoncer à M. de Boufflers, qui en était à sa quatrième charge à la tête de la Maison du roi, que le maréchal de Villars venait d'être blessé dans le bois de Blangies, et que la blessure était si grave qu'il ne pouvait continuer à donner des ordres. Il en résultait que l'aile gauche, privée de son chef, s'était mise en retraite.

M. de Boufflers comprit aussitôt qu'il ne pouvait plus disputer la bataille, abandonné qu'il était par l'aile gauche et forcé au centre, et qu'une plus longue défense de la trouée compromettrait toutes les troupes qui s'y trouvaient engagées, et qui, débordées d'un moment à l'autre, allaient se trouver entre deux feux. Il se mit donc en retraite par Baray, sous le Quesnoy, mais pas à pas, en indiquant, par sa contenance, que la prudence et non la force lui conseillait de reculer. A peine son arrière-garde fut-elle inquiétée.

La Maison du roi, qui, durant l'action, avait donné des preuves si éclatantes de sa valeur, formait l'arrière-garde. *C'était*, dit Sainte-Foix, *le lion qui se retire.* Dès que l'ennemi, qui suivait les Français, s'avançait trop près, elle se retournait, et aussitôt tout se repliait devant elle.

L'ennemi, en comptant ses morts, s'épouvantait de son triomphe.

En effet, jamais victoire ne fut plus étrange. Les vaincus perdaient huit mille hommes, les vainqueurs vingt et un mille; les Hollandais surtout avaient été écrasés : partout où ils s'étaient battus, on ne marchait que sur des cadavres; et Louis XIV, habitué déjà à de plus tristes nouvelles, se consola d'une défaite qui lui rapportait plus de trophées qu'une victoire.

La glorieuse journée de Malplaquet ranima le moral des troupes françaises et ramena en Europe un grand respect pour nos armées. Les alliés n'osèrent

plus les attaquer par le front; aussi pendant près de trois ans que dura encore la lutte, se contentèrent-ils de faire quelques siéges, de prendre quelques places, et de faire la guerre de position et d'observations.

Espagne, 1709-1710. — La guerre avait suivi des chances diverses depuis la bataille d'Almanza; le chevalier d'Asfeld avait pris le château d'Alicante, le marquis de Buy avait battu Galloway, le duc de Noailles avait eu des succès dans la Catalogne, mais le maréchal de Bezons avait laissé prendre Balaguier au général Staremberg. Les événements malheureux du nord de la France avaient eu un funeste contre-coup en Espagne; les armées alliées s'étaient montrées de nouveau dans l'Aragon, la Catalogne et l'Estramadure. En outre, au commencement de 1710, Louis XIV rappela la vaillante phalange de Français qui avait triomphé à Almanza, ce qui privait l'armée de Philippe V de dix-huit mille hommes des meilleures troupes du monde; mais il lui restait l'amour des Espagnols et leur patriotique dévouement, et Vendôme venait pour se mettre à leur tête. La présence de ce général valait seule une armée; elle réveilla l'enthousiasme et l'énergie de ce peuple si ardent pour la défense du sol national. Il organisa en peu de temps une nombreuse armée de volontaires. Son nom produisit le même effet qu'autrefois celui de Duguesclin. Vendôme chassa les alliés de la Castille, ramena Philippe V à Madrid, qu'il avait été forcé de quitter quelques mois auparavant, après la perte de la bataille de Saragosse, et, le 10 décembre 1710, remporta sur le général Staremberg, l'éclatante victoire de *Villaviciosa*, qui raffermit sur le front de Philippe V la couronne des Espagnes, et écrasa la coalition de l'Europe au midi.

Allemagne, 1709-1710. — Le comte Du Bourg, depuis maréchal de France, détaché par le maréchal d'Harcourt, qui commandait en chef cette armée, rencontra à Rhumersheim, près de Neubourg, le comte de Mercy, général des armées impériales, et lui fit éprouver un sanglant échec. Cette victoire sauva la haute Alsace, comme autrefois celle de Créqui à Weissembourg.

Italie. — Sur les Alpes l'armée de l'alliance était commandée par le duc de Savoie; il avait son quartier général devant Briançon. On lui avait opposé le maréchal de Berwick, l'infatigable général qui, multipliant ses faibles ressources de guerre, protégeait à la fois le Dauphiné et la Provence. Mais les forces de la coalition grandissaient à mesure que celles de la France s'épuisaient; ses beaux régiments, sans cesse décimés, ne se recrutaient plus qu'avec peine, tant il était passé d'hommes en moins de deux ans sous l'ombre flottante de leurs drapeaux. Les milices elles-mêmes étaient épuisées, les ressources de l'État insuffisantes.

Au commencement de 1811, les événements devinrent tellement funestes par suite de l'épuisement général du royaume, et amenèrent la France à une telle extrémité, que Louis XIV, cet ancien maître de l'Europe, en était réduit, non plus même à proposer une paix honorable, mais à supplier pour obtenir une paix honteuse. Louis offrait de reconnaître l'archiduc d'Autriche roi d'Espagne, d'abandonner son petit-fils à lui-même, de donner quatre places

en otage, de rendre Strasbourg et Brisach, de renoncer à la souveraineté de l'Alsace, et de n'en rien garder que la préfecture, de raser toutes ses places depuis Bâle jusqu'à Philisbourg, de combler le port de Dunkerque, et de rendre aux États Tournai, Lille, Menin, Ypres, Furnes, Maubeuge et Condé.

Et, dans leur délire, les souverains refusèrent !

Un congrès était assemblé à Utrecht; cependant la guerre continuait toujours. L'Angleterre chancelait dans sa haine, une intrigue de cour avait fait rappeler le duc de Marlborough; mais le prince Eugène et le pensionnaire Heinsius persistaient à vouloir écraser Louis XIV. Chaque jour, une concession nouvelle était faite par la France, chaque jour l'Autriche et la Hollande imposaient de nouvelles exigences. Louis XIV était sur le point de convoquer toute la noblesse du royaume, et de marcher à sa tête, à l'âge de soixante-quatorze ans, quand tout à coup le bruit de la victoire de Denain retentit à la fois à Utrecht et à Versailles.

Jamais affaire n'avait été plus décisive : dix bataillons avaient été détruits, quarante étaient prisonniers, et le prince Eugène se retirait avec le tiers à peine de l'armée à laquelle il avait promis le pillage de Paris.

Retraçons en peu de mots ces événements.

Flandre, 1711-1715. — Après la prise de Gand, la capitulation de Lille, de Bouchain et de Douai, le duc de Marlborough avait continué son mouvement offensif par la Picardie. Les principales forces de la France s'étaient portées en désordre vers ce point. Les alliés s'arrêtèrent; la victoire de Malplaquet les avait rendus timides. Louis XIV profita de ce temps d'arrêt pour réorganiser ses troupes; puis Villars, rétabli de sa blessure, était venu prendre le commandement de cette armée, la dernière ressource de la France. Le plan de ce général avait été concerté avec Louis XIV; le vieux roi, en lui confiant le dernier enjeu de sa couronne, lui avait prescrit de livrer bataille quand même; dût-il, après la défaite, se retirer derrière la Loire, comme au temps de Charles VII. D'après cet ordre, Villars avait résolu d'offrir la bataille aux ennemis dans des positions toujours assez fortes pour que la victoire leur coûtât aussi cher qu'à Malplaquet, et il avait calculé qu'il pouvait avoir deux fortes journées de guerre au delà de l'Oise, et une au moins sur les bords de la Seine. Une circonstance heureuse, le rappel du duc de Marlborough, changea la face des choses. Les troupes anglaises ne secondèrent plus, dès lors, que faiblement les armées coalisées, bientôt même une suspension d'armes fut publiée entre la France et l'Angleterre. Villars n'allait donc plus avoir à combattre que les forces de la Hollande et de l'Empire. En attendant, il se fortifiait dans ses lignes, et couvrait Arras et Cambrai. L'armée hollando-germanique, forte de cent vingt mille hommes, était campée entre l'Escaut et la Scarpe, forte position dont Denain était la tête. Cependant le prince Eugène fit le siége de Landrecies, et Villars ne put s'y opposer, tant il craignait de compromettre sa dernière armée. Il attendait une occasion favorable; elle se présenta. Eugène commit la faute de trop étendre sa ligne d'opération. Le dépôt de ses magasins, dans Marchiennes, était trop éloigné

de Denain; ce dernier poste ne pouvait être secouru à temps s'il était attaqué. Un curé et un conseiller de Douai, se promenant vers ces quartiers, furent les premiers qui s'aperçurent combien il serait facile d'enlever Denain. Cette idée fut communiquée au maréchal de Montesquiou, qui en donna avis à Villars. Le général l'approuva et prescrivit des ordres pour le mettre aussitôt à exécution. Pour donner le change au prince Eugène, il feignit de diriger toutes ses forces vers Landrecies, pendant qu'un corps d'élite se portait en toute hâte vers Denain. Le comte d'Albemarle, qui s'y trouvait retranché avec dix-sept bataillons, fut informé par ses hussards de la marche inattendue de l'armée française. Il en avertit le prince Eugène, en lui disant qu'il se faisait fort de résister *pendant quelques heures, mais qu'il ne répondait pas de la bataille avant le coucher du soleil, et qu'il attendait de prompts renforts.*

Villars ne leur donna pas le temps d'arriver; ses ordres furent succincts et rapides : le comte de Coigny surveillait les alliés. La garnison de Valenciennes fut dirigée par la droite vers Denain, tandis que le marquis de Vieux-Pont, Albergotti et le comte de Broglie l'aborderaient de front. Les colonnes d'attaque furent bientôt formées : trente bataillons, quatre-vingts compagnies de grenadiers ou de dragons à pied furent placés en première ligne et s'avancèrent enseignes et banderoles déployées; une colonne d'infanterie les suivait. Le comte d'Albemarle ne put résister longtemps à l'impétuosité française stimulée par l'espérance du succès : l'attaque se fit au pas de course, et le camp de Denain fut enlevé. On y entra pêle-mêle au son des fanfares, au bruit du tambour et aux cris de *vive la France!* Les bataillons anglo-hollandais furent massacrés ou jetés dans l'Escaut. Le comte d'Albemarle rendit son épée; deux princes de Nassau, un prince de Holstein, un prince d'Anhalt furent faits prisonniers ainsi que trois mille hommes.

Le prince Eugène arriva pour être témoin de ce désastre; il fit attaquer le pont de l'Escaut; mais, après avoir perdu quelques centaines d'hommes, il se retira en toute hâte vers son camp.

La victoire de Denain fut décisive : elle frappa la coalition au moment propice et la détruisit. Villars en profita avec son habileté ordinaire; il délivra Landrecies, s'empara de Douai, du Quesnoy, de Bouchain, et poussa le prince Eugène l'épée dans les reins jusqu'au delà de nos frontières, après lui avoir fait perdre, depuis Denain, plus de quarante bataillons.

La victoire de Denain fut célébrée en France par d'unanimes acclamations; elle avait sauvé la nationalité française, et préparé la conclusion du traité d'Utrecht. La face des choses avait totalement changé. La paix restait toujours désavantageuse, mais n'était plus déshonorante; elle se divisa en différents traités qui furent signés les uns après les autres dans le courant de l'année 1713.

L'Angleterre faisait démolir et combler le port de Dunkerque; l'Espagne lui assurait la possession de Gibraltar et de Minorque; la France lui abandonnait la baie d'Hudson, Terre-Neuve et l'Acadie. Elle obtenait en Amérique des droits de commerce que Philippe V n'avait pas même accordés à la

France; enfin, Louis XIV remettait en liberté tous les sujets anglais détenus en France pour cause de religion.

L'Empire obtenait la souveraineté des huit provinces et demie de la Flandre espagnole; la souveraineté de Naples et de la Sardaigne lui était assurée, ainsi qu'une partie de la Lombardie, et les quatre ports des côtes de la Toscane.

La Hollande possédait enfin la barrière qu'elle avait toujours désirée, et restait maîtresse des plus fortes villes de la Flandre, qui lui avaient été si souvent enlevées et rendues.

Le duc de Savoie avait la Sicile et prenait le titre de roi; il devait posséder en outre sur le continent Fenestrelles, Exiles, et la vallée de Pragelas.

Quant à la France, on lui rendait Lille, Béthune, Aire et Saint-Venant; elle gardait Strasbourg et Landau qu'elle avait offert de rendre, Huningue et Neuf-Brisach qu'elle avait proposé de raser; enfin, l'Alsace lui était garantie en toute souveraineté. De plus, les électeurs de Cologne et de Bavière, ses alliés, rentraient dans leurs États.

L'Europe respira.

Deux ans après, Louis XIV mourut, laissant le trône à son arrière-petit-fils, Louis XV, et la régence au duc d'Orléans, son neveu.

De 1713 à 1733, l'Europe se reposa de près d'un siècle de guerre. Vingt ans de paix avaient retrempé l'Europe; on sentait instinctivement que ce calme prolongé allait finir. Quelque chose s'amassait dans l'air qui ressemblait à une tempête. La mort d'Auguste Ier la fit éclater.

Le roi Stanislas, beau-père de Louis XV, déjà couronné roi de Pologne à Varsovie en 1705, fut élu une seconde fois en 1733. Mais l'empereur Charles VI, qui voyait par là son influence diminuer dans le Nord, parvint à faire annuler cette élection par celle de Frédéric-Auguste II, fils du roi qui venait de mourir. Même chose était déjà arrivée sous Louis XIV pour le prince de Conti, qui, solennellement élu, ne put jamais monter sur le trône où il avait été appelé.

Cette conduite de l'Autriche, à l'égard de la France, amena une rupture entre les deux couronnes.

La France mit deux armées sur pied : l'une destinée à agir sur le Rhin et commandée par le maréchal de Berwick; l'autre, en Italie, sous le commandement du vainqueur de Denain. L'Autriche, de son côté, confia le commandement de son armée du Rhin au prince Eugène, et de celle d'Italie au comte de Mercy. Ainsi quatre des grandes gloires du règne de Louis XIV se trouvaient en présence; mais l'âge avait refroidi la séve impétueuse de leurs jeunes années; les inspirations heureuses, ces éclairs du génie, illuminent rarement les fronts vieillis et sillonnés de rides. On aurait eu peine à reconnaître l'audacieux prince Eugène dans le commandant des armées impériales de 1733, et l'invincible maréchal de Villars dans le vieux général de l'armée d'Italie. Aussi les opérations se bornèrent-elles à quelques siéges, à de petites manœuvres précautionneuses, à des combats sans importance.

Armée du Rhin. — Le maréchal de Berwick se porta sur Khel, dont il s'empara aisément; puis il vint mettre le siége devant Philisbourg. Les travaux furent poussés avec vigueur; la tranchée fut ouverte le 3 juin 1734. Le lendemain, le maréchal de Berwick eut la tête emportée par un boulet de canon (1). Ainsi mourut le vainqueur d'Almanza, ce descendant des Stuarts, qui depuis plus de trente ans servait avec le plus noble dévouement sous les drapeaux de la France, sa patrie adoptive. Sa mort produisit dans l'armée une sensation profonde; il y eut un moment un tel découragement que l'on fut sur le point d'abandonner le siége, surtout lorsqu'on apprit que le prince Eugène s'avançait avec des forces considérables pour délivrer Philisbourg; mais d'Asfeld et Noailles, ses lieutenants généraux, prirent des dispositions si vigoureuses qu'ils maintinrent le général d'Empire, et obligèrent la ville à capituler. La guerre se changea dès lors en observations. Le prince Eugène ne fit aucune entreprise sérieuse, et les généraux français de Coigny et d'Asfeld (2) se laissèrent éblouir par la renommée du prince Eugène; ils se tinrent sur la défensive.

En Italie les succès de nos armes furent plus décisifs. — La France unie avec l'Espagne et la Sardaigne, disposant de ressources considérables, chassa facilement l'Autriche de ses possessions. Le maréchal de Villars commandait en chef les armées des trois souverains.

Le maréchal de Coigny s'empara de Novarre (1734), le marquis de Maillebois de Tortone. La prise de ces deux places chassa les Impériaux du Milanais. La victoire de Bitonto, remportée par le duc de Montemor, à la tête des Espagnols, leur enleva le royaume de Naples.

Le maréchal de Villars mourut à Turin des fatigues de cette guerre; il avait quatre-vingt-trois ans. Ayant appris que le maréchal de Berwick avait été tué devant Philisbourg : « Cet homme-là, dit-il, a toujours été plus heureux que moi. » Et il expira quelques heures après.

Les maréchaux de Coigny et de Broglie prirent après sa mort le commandement de l'armée française. « Tous deux étaient vifs, avides de gloire, fer-

(1) Une discussion s'établit dans la tranchée entre deux ingénieurs; chacun interprétait d'une manière différente le plan tracé par le maréchal de Berwick, qui, fort savant dans ces sortes d'opérations, les préparait toujours lui-même. Comme cette contestation pouvait amener de fâcheux résultats pour l'armée, Berwick ne l'eut pas plutôt apprise, qu'il monta à cheval, accompagné de ses aides de camp et de son fils milord Édouard, et accourut au galop sur le lieu même où s'était élevé le débat. Les travaux n'ayant point été exécutés, le groupe se trouva entièrement à découvert; et aussitôt que des remparts de la ville on l'aperçut, on se mit à diriger sur lui un feu très-vif. En voyant les boulets sillonner la terre sous les pieds des chevaux du maréchal et de son fils, les officiers le supplièrent de se retirer, ou du moins de chercher quelque accident de terrain derrière lequel ils pussent se mettre à l'abri; mais le maréchal ne voulut rien entendre, et continua de donner ses ordres. Il indiquait du bout de sa canne le tracé de la tranchée, quand un boulet vint le frapper au front, et lui emporta la moitié de la tête. Milord Édouard fut couvert du sang et de la cervelle de son père, et le duc de Duras fut blessé du même coup par le piquet d'un gabion.

(2) Le duc de Noailles avait été envoyé à l'armée d'Italie.

» mant un peu trop les yeux sur la discipline, et dès lors aimés du soldat; » très-propres à bien faire ce qu'on appelle un coup de main; excellents, en » un mot, en second à la tête d'un corps peu considérable, mais hommes à » qui le détail immense d'une grande armée faisait tourner la tête; au reste » braves et agissant de concert pour le bien de la cause commune (1). »

Ces deux maréchaux gagnèrent les batailles de Parme et de Guastalla. Dans la première, le général Mercy fut frappé à mort; dans la seconde, les Autrichiens perdirent neuf mille hommes. Victorieuses sur le Rhin et en Italie, nos troupes s'apprêtaient à marcher sur Vienne, lorsque la France, qui n'avait fait cette guerre que pour venger une injure, fit offrir la paix à l'Empereur. Celui-ci, qui ne l'avait entreprise qu'en comptant sur l'appui de la Hollande et de l'Angleterre, voyant que, grâce à la politique du cardinal de Fleury, ces deux puissances étaient restées neutres, se hâta d'accepter cette paix, quelque désavantageuse qu'elle lui fût. Les préliminaires en ayant été signés vers la fin de 1735, l'armée évacua les États d'Italie, et prit ses quartiers d'hiver.

Par cette paix, don Carlos, déjà désigné comme prince héréditaire de Toscane, et qui habitait, près du grand-duc Jean-Gaston mourant, le palais Pitti à *Florence*, fut reconnu roi de Naples et de Sicile. On assigna à François, duc de Lorraine, gendre de l'Empereur, l'héritage des Médicis qui s'éteignait, faute de descendance masculine, et que don Carlos venait d'abandonner pour un royaume; enfin, la Lorraine, laissée libre, revenait à Stanislas, avec réversibilité à la couronne de France.

Ainsi, il en coûta à Charles VI les trois quarts de l'Italie, pour avoir donné à la Pologne un souverain de son choix.

Le 28 octobre 1740, Charles VI, dernier prince de la branche masculine de Habsbourg-Autriche, mourut. C'était une de ces grandes époques où les races s'éteignent : Charles II en Espagne, Jean-Gaston en Italie, Charles VI en Allemagne, étaient successivement morts sans enfants. Trois prétendants se présentaient réclamant cette dernière couronne : Marie-Thérèse, Charles-Albert, Philippe V.

Marie-Thérèse était fille de Charles VI, et se fondait sur le droit naturel qui l'appelait à recueillir l'héritage de son père; ce droit, d'ailleurs, était consacré par une pragmatique solennelle, et avait été garanti par presque toutes les puissances.

Charles-Albert, électeur de Bavière, réclamait la succession, en vertu d'un testament de l'empereur Ferdinand Ier, frère de Charles-Quint.

Auguste II, roi de Pologne et électeur de Saxe, se prévalait des droits de sa femme, fille aînée de l'empereur Joseph Ier, qui lui-même était frère aîné de l'empereur Charles VI.

Enfin, Philippe V, roi d'Espagne, se fondait sur ce qu'il descendait, par les femmes, de la fille de l'empereur Maximilien II.

(1) Président Hénault.

Il y avait bien encore le roi de France, qui descendait de la branche aînée et masculine d'Autriche, par Anne d'Autriche, femme de Louis XIII, et par Marie-Thérèse, femme de Louis XIV; mais il comprit qu'élever l'apparence d'une prétention à ce sujet, c'était liguer l'Europe entière contre lui.

En attendant, Marie-Thérèse se mit en possession, reçut en personne les hommages des États d'Autriche à Vienne le 7 novembre 1740, et les serments, par députés, de l'Italie, de la Bohême et de la Hongrie.

Le premier coup qui l'atteignit partit du point de l'Europe d'où elle s'attendait le moins à être frappée.

Il y avait, parmi cette vieille ligue de royaumes et cette vieille famille de souverains, un royaume et un souverain qui dataient à peine de trente-neuf ans. L'empereur Léopold, usant du droit que se sont toujours attribué les empereurs d'Allemagne, avait, en faveur de Frédéric, électeur de Brandebourg, érigé la Prusse ducale en royaume : le don n'était point riche, et personne ne l'envia. La Prusse, à cette époque, n'était qu'une espèce de désert aride, presque inhabité. Mais Frédéric-Guillaume II, son fils, fit défricher les terres, bâtir des villages, fit venir des habitants de la Souabe et de la Franconie, et forma ainsi un nouvel État, qui, après vingt-huit ans d'un règne économe et laborieux comme la gestion d'un simple particulier, se trouva avoir un trésor d'une quinzaine de millions, et une armée de soixante-dix mille hommes. Frédéric-Guillaume III venait d'hériter du trésor et de l'armée; il vit l'embarras de Marie-Thérèse, spécula sur sa position, et lui fit offrir ses quinze millions et ses 70,000 hommes, si elle voulait lui céder la Basse-Silésie. Marie-Thérèse refusa avec hauteur, et Frédéric se mit en marche pour aller prendre de force ce qu'on ne voulait pas lui céder de bonne grâce.

La France, qui soutenait les prétentions de la Bavière, prêta à celle-ci le secours de ses armées. Le maréchal de Belle-Isle fut mis à la tête des troupes françaises. C'était un homme qui avait usé sa vie dans le métier des armes dont il avait fait une étude sérieuse. Il était brave, quelquefois téméraire, mais bon officier et très-capable. L'irruption du roi de Prusse dans la Silésie servit de signal aux hostilités. On forma une armée qui, sous les ordres de Belle-Isle, pénétra en Bavière, et, s'étant réunie aux Bavarois, s'avança vers l'Autriche et menaça Vienne. Le maréchal de Broglie, qui avait remplacé de Belle-Isle dans le commandement, pendant que celui-ci remplissait à Francfort la mission de plénipotentiaire, s'empara de Prague par escalade. Dans le même temps, le roi de Prusse se rendait maître de la Moravie, et l'électeur de Bavière était reconnu empereur par la diète de Francfort sous le nom de Charles VII. Mais Marie-Thérèse, dont la fortune semblait désespérée, trouva des alliés puissants, l'Angleterre, la Hollande, la république de Venise lui prêtèrent des hommes, des armes, des vaisseaux et de l'argent. Et bientôt tout changea de face. Le maréchal de Noailles fut battu à Dettinghen (27 juin 1743) par le roi d'Angleterre. Les armées françaises furent chassées de l'Allemagne, et une fois encore la guerre fut transportée du Danube sur le Rhin. La France perdit sa marine, vit ses frontières menacées pour une cause

qui lui était étrangère, et l'empereur qu'elle avait fait nommer fut trois fois chassé de ses États. C'est avec peine que le maréchal de Belle-Isle put ramener son armée engagée en Allemagne.

Au commencement de 1744, le roi Louis XV était en guerre ouverte avec l'Angleterre et l'Autriche. Il envoya en Italie une armée sous les ordres du prince de Conti, une armée sur le Rhin, sous les ordres du maréchal de Coigny, et deux en Flandre, commandées par Noailles et le maréchal de Saxe. Le roi vint lui-même pour diriger les opérations au nord, et renouveler la gloire des campagnes de 1666 et 1672.

Après avoir passé ses troupes en revue, il les conduisit au siége de Menin : la place se rendit presque aussitôt qu'elle fut investie ; Ypres tomba à son tour comme Menin ; Furnes se rendit également.

La campagne s'ouvrait donc, comme on le voit, sous de splendides auspices, lorsque le prince Charles passa le Rhin, et que Louis XV, rappelé en Alsace, laissa le maréchal de Saxe suivre la guerre de Flandre avec une armée qui, réduite d'un tiers par les différents détachements qu'on avait acheminés sur le Rhin, ne montait plus qu'à quarante-cinq mille hommes ; elle ne pouvait donc rien entreprendre contre celle des alliés qui en comptait quatre-vingt mille : elle se contenta de garder les trois villes prises, et se retira dans le camp de Cambrai. Au mois d'avril 1745 le maréchal de Saxe reprit le commandement des troupes de l'armée de Flandre réunies à Bouchain, en attendant l'arrivée du roi. Après quelques faux mouvements exécutés pour dérouter l'ennemi, il s'abattit sur Tournai, et se disposa à en faire le siége.

Tournai était l'ancienne capitale de la domination française en Flandre, et la plus forte place de la barrière. Louis XIV avait épuisé son trésor, Vauban son génie, à fortifier la ville et à élever la citadelle : elle était bien approvisionnée, et avait une nombreuse garnison. Cependant, toutes ces conditions de défense ne rassuraient point l'ennemi ; les États généraux des sept Provinces décidèrent que l'on hasarderait une bataille, plutôt que de risquer la perte de Tournai. En conséquence, les alliés s'avancèrent jusqu'à Cambray : les deux armées n'étaient plus qu'à sept lieues l'une de l'autre. Le roi, ayant appris cette nouvelle, partit aussitôt de Paris avec le dauphin : le roi avait trente-sept ans, et le dauphin seize ans. Tous deux allaient assister, pour la première fois, à une bataille sérieuse ; car les siéges de Menin, d'Ypres, de Furnes, qu'ils avaient faits l'année précédente, n'avaient réellement été que des escarmouches.

L'armée alliée était forte de cinquante-cinq mille hommes. Elle se composait de vingt bataillons et de vingt-six escadrons anglais, de cinq bataillons et de seize escadrons hanovriens, commandés par le jeune duc de Cumberland, qui, deux ans auparavant, avait, sous le roi son père, fait ses premières armes à Dettinghen, comme le dauphin allait les faire à Fontenoi ; de quarante escadrons et de vingt-six bataillons hollandais, commandés par le prince de Waldeck ; enfin, de huit escadrons autrichiens seulement : mais ces huit escadrons avaient pour chef le vieux général Kœnigseck, qui avait fait la guerre

contre les Turcs en Hongrie, et contre les Français en Italie et en Allemagne : sans être ostensiblement généralissimes, les deux jeunes princes étaient invités à prendre son avis et à s'éclairer de son expérience ; on avait mis leur impétuosité sous la garde de sa sagesse.

L'armée française eût été plus nombreuse que l'armée ennemie, si Louis XV n'avait pas jugé indispensable de laisser dix-huit mille hommes devant Tournai, et d'en destiner six mille à la garde des ponts sur l'Escaut et des communications avec les autres troupes.

Malgré la présence du roi et du dauphin à l'armée, celle-ci était réellement sous les ordres du comte Maurice de Saxe, maréchal de France depuis un an. Malheureusement, le vainqueur de Prague et d'Égra n'était plus physiquement que l'ombre de lui-même : atteint d'une maladie mortelle, il se faisait traîner, couché sur un matelas, dans une carriole d'osier ; et, en partant de Paris, il était déjà dans un tel état de faiblesse, que Voltaire lui ayant demandé comment il se mettait en route dans une pareille situation, il lui avait répondu : « Il ne s'agit pas de vivre, mais de partir. » En effet, il était arrivé mourant à l'armée.

Le roi était à Pont-Achain le 7 mai ; le lendemain, il alla visiter le champ de bataille que le maréchal avait choisi ; car, par la position des deux armées, l'ennemi se voyait forcé d'accepter le combat tel que le lui offrirait le maréchal, ou de laisser prendre Tournai.

Le champ de bataille dénotait le grand homme de guerre ; tout était préparé pour la victoire, tout était prévu pour la défaite : c'était une plaine tourmentée de ravins, resserrée entre Fontenoi et le bois de Barri, et qui, s'élargissant ensuite, permettait à notre ligne un développement de trois quarts de lieue à peu près. Ainsi disposée, l'armée appuyait sa droite à Anthoin, sa gauche au bois de Barri : tout son front, dont Fontenoi formait le centre, était couvert de redoutes ; Anthoin, surtout, avait été fortifié et entouré d'abatis d'arbres ; en outre, une batterie de six pièces de seize, placée au delà de l'Escaut, prenait en écharpe toute armée qui eût tenté de s'avancer dans la plaine séparant Anthoin de Péronne ; quant à l'extrême droite du bois de Barri, elle était protégée par deux redoutes assez rapprochées de Fontenoi pour que leurs feux se croisassent avec ceux de Châville. Or, comme Anthoin ne pouvait être attaqué que par la plaine de Péronne, comme on ne pouvait atteindre l'armée française qu'en traversant le défilé de Fontenoi, de quelque côté que se présentât l'ennemi, il fallait qu'il s'exposât, pour une victoire douteuse, à une défaite.

En outre, et en cas de défaite, le maréchal de Saxe avait établi en avant du pont de Calonne, le seul sur lequel on pût traverser l'Escaut, une tête de pont en double couronne, où, comme nous l'avons dit, il avait laissé six mille hommes de troupes fraîches : du moment où le danger deviendrait trop imminent, le roi et le dauphin devaient donc se retirer par le pont, sous les retranchements duquel l'armée, de si près qu'elle fût poursuivie, pouvait parfaitement se rallier.

De leur côté, les alliés étaient divisés en deux corps, pour faire face à la

fois aux deux points d'attaque arrêtés d'avance ; le jeune prince de Waldeck, avec les Hollandais, menaçait Anthoin ; les Anglo-Hanovriens, sous les ordres du duc de Cumberland, s'apprêtaient à forcer le défilé de Fontenoi, et formaient un vaste cercle autour de notre armée, appuyant leur gauche à Péronne et leur droite à Barri. Les deux armées employèrent la journée du 10 et la nuit du 11 à faire leurs dispositions.

Le roi passa la journée du 10 chez le maréchal de Saxe, qui, sur son ordre exprès, était resté couché : le maréchal était atteint d'une hydropisie parvenue au troisième degré, et s'était refusé à la ponction, de peur que l'opération, ne tournant mal, ne l'empêchât d'assister à la bataille. On parla des actions où les rois de France s'étaient trouvés en personne ; le roi rappela alors aux assistants que, depuis la bataille de Poitiers, aucun roi de France n'avait combattu avec son fils, et que depuis celle de Taillebourg, gagnée par saint Louis, aucun de ses descendants n'avait remporté de victoire importante sur les Anglais ; c'était deux revanches à prendre pour une.

Le 11, à cinq heures, on annonça au maréchal que l'ennemi se mettait en mouvement ; alors il se fit conduire vers la première ligne, qui était disposée ainsi : neuf bataillons gardaient Anthoin ; trente et un occupaient Fontenoi, s'étendant à droite jusqu'à Anthoin, à gauche jusqu'au ravin de Fontenoi ; quinze bataillons formaient la gauche, et s'étendaient derrière le bois de Barri jusqu'à Gauvin ; toute la cavalerie occupait en arrière un front égal à celui de l'infanterie, sur deux lignes derrière le centre et la gauche, et sur une ligne derrière la droite ; un bataillon de partisans, appelés les *Grassins*, était jeté en tirailleurs dans le bois de Barri.

Au même moment, toute la ligne française s'enflamma, et répondit par une décharge générale. Bientôt on ne s'en tint plus à la canonnade, on s'aborda corps à corps. Les Hollandais dirigèrent deux attaques sur Anthoin, et furent deux fois repoussés ; à la seconde attaque, un escadron presque entier fut emporté par une bordée croisée de la batterie placée derrière l'Escaut, et d'une autre batterie placée en avant d'Anthoin : il n'en resta que douze hommes.

Quant aux Anglais, repoussés trois fois de Fontenoi, ils étaient revenus trois fois à la charge, et se reformaient pour tenter une nouvelle attaque. Pendant ce temps, la brigade de Royal avait changé trois fois de position, et toujours sous le feu de l'ennemi. D'abord elle avait été placée au centre, où elle avait beaucoup souffert, et où M. Hanonnet, capitaine du régiment, avait eu la tête emportée par un boulet ; puis, elle avait reçu l'ordre de se porter entre Anthoin et Fontenoi, où elle était restée une demi-heure environ ; enfin, elle venait de se remettre en bataille derrière la brigade des gardes-françaises et suisses. Il était à peu près dix heures et demie du matin : les Anglais préparaient une quatrième attaque qui allait décider du succès de la journée.

Déjà repoussé trois fois, comme nous l'avons dit, le duc de Cumberland avait remarqué que les Français devaient leur avantage au feu croisé de leur

artillerie. En consequence, il ordonna de s'emparer du bois de Barri, et d'enlever les deux redoutes; mais il ne put y réussir.

Cependant, un temps précieux avait été perdu. Les coups de feu partis du bois avaient donné l'alarme, et le maréchal de Saxe y avait fait filer deux bataillons, de sorte qu'il était devenu presque imprenable. Le duc de Cumberland résolut de forcer le ravin, et disposa toute son infanterie, vingt mille hommes à peu près, sur une seule colonne : cette masse était formée d'Anglais et d'Hanovriens; six pièces de canon traînés à bras marchaient en tête, six autres étaient placées au milieu des lignes; les six pièces de canon du front commencèrent alors à tonner, et la masse géante s'ébranla.

Elle s'approcha lentement, l'arme au bras, mèche allumée, mais sans faire feu ni de ses canons ni de ses fusils; elle s'approcha, sans que les gardes-françaises et les gardes-suisses, qui cependant n'étaient pas un contre dix, fissent un pas pour reculer; elle s'approcha au milieu d'un silence de mort que pas un seul bruit n'interrompait. Le régiment de Campbell et le Royal-Écossais marchaient les premiers : à leur tête, étaient M. de Campbell, lieutenant général, le comte d'Albemarle, général-major, et M. de Churchill, petit-fils naturel du fameux duc de Marlborough. Arrivés à cinquante pas de nos rangs, les officiers anglais portèrent la main à leurs chapeaux, et saluèrent. Le comte de Chabannes, descendant du maréchal de La Palice, tué à Pavie; le duc de Biron, neveu de Lauzun, qui étaient sortis des rangs pour aller au-devant d'eux, et tous les officiers, rendirent le salut. Alors, milord Charles Hay, capitaine aux gardes anglaises, fit quatre pas en avant, et cria : « Messieurs des gardes-françaises, tirez ! » A ces mots, le comte de Hauteroche, lieutenant des grenadiers, fit également quatre pas en avant, et répondit à voix haute : « Messieurs, nous ne tirons jamais les premiers; tirez vous-« mêmes, s'il vous plaît ! » et il remit son chapeau que jusqu'alors il avait tenu à la main. Aussitôt les six pièces de canon tonnèrent à la fois, et la fusillade commença par division : dix-neuf officiers des gardes et trois cent quatre-vingts soldats tombèrent tués ou blessés à cette première décharge; le premier rang avait disparu presque tout entier; les trois autres firent feu, mais à peine l'effet de leur décharge fut-il visible dans les masses profondes où leurs balles allaient se perdre. La colonne anglaise s'avança alors au pas de course.

Les gardes-françaises et suisses étaient trop décimées pour essayer de soutenir le choc; elles se retirèrent dans les intervalles des autres régiments, qui, au moyen d'une charge à la baïonnette, repoussèrent les ennemis jusque sur le premier champ de bataille.

Mais la colonne, s'étant reformée, continuait d'avancer à pas mesurés, comme si elle eût fait un exercice, et cela avec un tel ordre qu'on voyait les majors appuyer leurs cannes sur les fusils des soldats, afin qu'ils tirassent bien à hauteur d'homme.

La colonne s'avançait toujours, impassible, ferme et serree; depuis près d'une heure, elle marchait ainsi, foudroyée à droite et à gauche par les re-

doutes du bois de Barri et celles du village de Fontenoi, qui lui emportaient des rangs entiers : mais les vides sanglants se refermaient aussitôt, les morts disparaissaient foulés aux pieds des vivants, et la colonne gagnait du terrain, brisant tout ce qui se présentait sur son front, repoussant tout ce qui attaquait ses flancs, répondant au feu par le feu, et rendant la mort pour la mort.

Bientôt elle dépassa le village de Fontenoi et le bois de Barri. Depuis la déroute des gardes-françaises et suisses, le désordre s'était mis dans l'armée, rien ne se faisait plus avec ensemble. Le maréchal de Saxe jugea la position d'un coup d'œil; il oublia ses douleurs, se fit amener un cheval et le monta. Comme il n'avait pas la force de porter une cuirasse, il prit à son bras un petit bouclier, qu'il jeta aussitôt, ce poids, si léger qu'il fût, étant encore trop lourd pour lui.

L'ennemi, s'avançant toujours, vit que les batteries des redoutes de Fontenoi étaient sans effet, et que celles du bois de Barri seules portaient. En ayant demandé la cause, il apprit que les boulets étaient épuisés à Fontenoi, et qu'on continuait de tirer à poudre, pour ne pas laisser voir aux alliés qu'on manquait de projectiles.

L'affaire devenant de plus en plus périlleuse, le maréchal de Saxe envoya dire au roi de repasser le pont avec le dauphin, tandis que lui ferait tout ce qu'il pourrait pour remédier au désordre. Mais le roi lui répondit : *Je suis bien sûr qu'il fera ce qu'il faudra, mais je resterai où je suis.*

Le désordre allait augmentant; les boulets arrivaient jusqu'au roi. Plus la colonne avançait, plus elle devenait profonde, car tout ce qui restait d'infanterie anglo-hanovrienne s'était joint à elle; elle pouvait avoir perdu cinq ou six mille hommes, mais il lui en restait encore au moins seize à dix-huit mille.

La bataille paraissait perdue. En ce moment un flot de fuyards sépara le roi du dauphin; les Anglais n'étaient plus qu'à un quart de lieue de lui.

Tout l'état-major était en mouvement; chacun rassemblait le plus d'hommes qu'il pouvait, et venait, à son tour, essayer d'ébranler cette inébranlable masse.

Le maréchal de Saxe restait toujours au milieu du feu : on eût dit qu'il voulait se faire tuer. Il vit un régiment marcher à cette colonne et l'attaquer à la baïonnette; des rangs entiers tombaient sous le canon et la mousqueterie, et pourtant le régiment ne bronchait point. Lorsqu'on lui dit que c'était le régiment des Vaisseaux, commandé par M. de Guerchi, le maréchal regarda encore un instant en silence cette horrible boucherie; puis, voyant qu'il ne reculait pas d'un pas : « Comment est-il possible, s'écria-t-il, que de pareilles troupes ne soient point victorieuses ! »

Le maréchal fit encore prier le roi de se retirer; mais Louis XV, impassible, avait déclaré qu'il ne ferait pas un pas en arrière, et il était décidé à mourir où il se trouvait. Tout était désordre et confusion autour de lui; et, sous prétexte de tenir conseil, tout le monde parlait à la fois. En ce moment, le duc de Richelieu, son aide de camp, qu'il avait envoyé reconnaître de près la colonne, accourait vers lui au grand galop, ayant passé au milieu des

balles et des boulets sans être touché, mais hors d'haleine, et couvert de poussière : il dit au roi que l'ennemi, étonné de sa victoire, ne savait pas s'il devait se porter plus avant, car il n'était pas soutenu par sa cavalerie ; que si l'on faisait avancer une batterie contre lui, et que si les redoutes de Barry et de Fontenoi, qui avaient reçu des boulets, redoublaient leur feu, et qu'enfin si la maison du roi tombait sur lui en fourrageurs, on pourrait le vaincre.

« Très-bien, dit le roi ; monsieur de Richelieu, mettez-vous à la tête de ma Maison, et donnez l'exemple. » Tout s'ébranle aussitôt pour cette charge décisive. Le maréchal de Saxe voit le mouvement qui s'opère, s'en fait rendre compte, en reconnaît l'opportunité, et envoie des ordonnances dans toutes les directions.

Cependant, la colonne, qui a toujours continué d'avancer pour couper l'armée française en deux et pour séparer l'aile droite du pont de Calonne, n'est plus qu'à cent pas de la batterie qu'on vient d'établir ; tout à coup elle se démasque et fait feu ; l'effet en est terrible : les trois premiers rangs sont anéantis ; la colonne hésite et s'arrête. En ce moment, les redoutes de Fontenoi et de Barri tonnent à la fois, croisent leurs feux, et enlèvent des files entières. En même temps, vingt mille hommes, qui un quart d'heure auparavant étaient dispersés, et qui se sont réunis comme par magie, fondent sur la colonne qu'ils attaquent en flanc sur une longueur d'une demi-lieue, tandis que la Maison du roi, la gendarmerie et les carabiniers s'élancent dans la trouée que la terrible batterie a creusée à son front.

Un instant encore le succès fut douteux, la colonne gigantesque faisait face de tous côtés ; enfin le régiment de Normandie commença à l'entamer, puis les Irlandais, puis Royal. Bientôt on vit le serpent se tordre et se débattre, coupé en trois tronçons, et la colonne fit son premier pas en arrière.

Alors chacun redoubla de courage : l'armée tout entière avait à venger huit heures de défaite. Chaque homme voulait sa revanche ; on s'attaqua corps à corps. Les combats particuliers succédèrent à la lutte générale ; les fuyards eux-mêmes, en voyant changer la face des choses, voulurent avoir part à cette sanglante curée, et revinrent s'abattre sur la colonne à l'agonie, qui, harcelée en tête, mordue aux flancs, finit enfin par changer sa retraite en déroute.

Tout était détruit ou prisonnier, pas un n'échappait de ces quinze ou dix-huit mille hommes, si la cavalerie ne fût venue à leur secours. Sous sa protection, le duc de Cumberland rallia huit à dix mille hommes, avec lesquels il parvint à opérer sa retraite.

Louis XV avait lancé son cheval au galop, et allait de régiment en régiment. Partout on entendait des cris de joie et de victoire, là où un quart d'heure avant on entendait des hurlements de rage et des râles d'agonie. Les soldats faisaient sauter leurs chapeaux en l'air ; les drapeaux criblés de balles s'inclinaient, les blessés se soulevaient pour faire encore un geste de la main... c'était un délire général.

Le maréchal de Saxe se laissa glisser aux pieds de son cheval, et tomba



Philippoteaux del — Geille sc

aux genoux du roi : « Sire, lui dit-il, je puis mourir maintenant; je ne désirais de vivre aujourd'hui que pour voir Votre Majesté victorieuse; maintenant vous savez à quoi tiennent les batailles. »

Le roi releva le maréchal, et l'embrassa à la vue de toute l'armée.

La victoire de Fontenoi décida du sort de la guerre et prépara la conquête des Pays-Bas. Tournay se rendit peu de jours après. Gand, Oudenarde, Dendermunde, Ostende, Bruxelles et Anvers ouvrirent successivement leurs portes aux Français, après quatre campagnes, plusieurs rudes journées, comme celle de Mesle (1745), et deux sanglantes batailles livrées, l'une à Raucoux (11 octobre 1746), où les alliés perdirent douze mille hommes, tués ou blessés, trois mille prisonniers, cinquante pièces de canon et neuf drapeaux, et l'autre à Lawfeld (2 juillet 1747), où les ennemis, commandés par le duc de Cumberland, laissèrent dix mille hommes sur le champ de bataille, huit cents prisonniers, vingt-neuf canons et seize drapeaux. C'est le vieux maréchal de Saxe qui ajouta ces deux noms de bataille à ses titres de gloire.

Pendant qu'en Flandre les armées de Louis XV portaient de rudes coups aux coalisés, le maréchal de Coigny, avec l'armée du Rhin, battait les Autrichiens au combat et à la prise des lignes de Lauterbourg et de Weissembourg. En Italie, le prince de Conti, à la tête de l'armée franco-espagnole, s'emparait de Nice, du fort de Montalberg, forçait les retranchements des vallées de la Stura et gagnait la bataille de Coni (28 septembre 1744). Dans le même temps, le roi de Prusse Frédéric révélait son génie militaire à la bataille de Friedberg, où il écrasait les Autrichiens et faisait une utile diversion aux opérations de l'armée du Rhin. Mais les succès des armées d'Italie furent suivis de quelques revers. En 1746, les alliés reprirent Asti, Lodi, Casal, Parme et Valence, et remportèrent la bataille de Plaisance (16 juin 1746). Sur mer, nos flottes essuyèrent également des revers. Le maréchal de Belle-Isle remplaça à l'armée d'Italie le maréchal de Maillebois; il arrêta les progrès des ennemis. En même temps, Louis XV envoyait des secours à Gênes, qui s'était révoltée contre les Autrichiens. Boufflers et le duc de Richelieu y signalèrent leur présence par des victoires.

Le roi de France était dans une position singulière : toujours vainqueur, toujours proposant la paix, il se voyait toujours refusé ; il résolut donc de frapper un grand coup par la prise de Berg-op-Zoom.

Berg-op-Zoom était réputé imprenable : un bras de mer formé par l'Escaut lui servait de défense d'un côté, tandis que de l'autre, pour le fortifier, Cohorn avait rassemblé toutes les ressources de son génie ; en outre, la ville avait une bonne garnison, et des lignes, gardées par un corps considérable de troupes, pouvaient à chaque instant secourir la place. Le comte de Saxe était trop malade pour diriger les opérations lui-même : le roi en chargea le comte de Lowendahl, homme de génie, homme du monde, homme de guerre, parlant toutes les langues de l'Europe, connaissant à fond la manière de gouverner des rois et la manière de combattre de chaque peuple ; grand général, grand politique, qui avait fait la guerre aux deux bouts de l'Europe, et qui,

après avoir enlevé aux Turcs Oczakow, venait d'enlever le Brabant à la Hollande.

Personne ne croyait à la prise de Berg-op-Zoom, pas même le roi, pas même l'armée qui en faisait le siége. Quant à la garnison, renforcée d'hommes, d'artillerie et de vivres, toujours à même d'être secourue par terre et par mer, elle était parfaitement tranquille derrière ses remparts ; il n'y eut que M. de Lowendahl qui, se reposant moitié sur son génie, moitié sur le courage de son armée, ne douta jamais de la réussite.

La tranchée fut ouverte dans la nuit du 14 au 15 juillet 1747. Les travaux furent poussés avec activité jusqu'au 15 septembre. Pendant cet intervalle, une maladie contagieuse, occasionnée par le terrain humide sur lequel ils étaient campés, avait mis plus de vingt mille hommes hors d'état de servir; mais ces vingt mille hommes ayant été remplacés par des troupes fraîches, et M. de Lowendahl ne voulant pas donner à l'épidémie le temps de faire de nouveaux progrès, ordonna l'assaut pour le lendemain 16, quoique les brèches ne fussent point encore praticables et que trois ouvrages seulement fussent endommagés : ces ouvrages étaient le *ravelin d'Edem* et deux bastions, dont l'un s'appelait *Cohorn*, et l'autre la *Pucelle*. Il s'agissait d'attaquer ces trois ouvrages à la fois, et d'enlever ainsi la ville par un coup de main.

Le secret avait été parfaitement gardé, et personne ne croyait l'assaut si proche, lorsque le 16 au soir, sur les onze heures, M. de Lowendahl fait réveiller les troupes : le soldat, qui comprend que la réussite dépend de l'ignorance où restera l'ennemi, prend ses armes sans bruit, et descend jusque dans le fossé, sans qu'une seule sentinelle ait donné l'alarme. Là, à un signal convenu, les troupes se séparent et courent aux trois brèches, qui sont successivement enlevées avec un rare bonheur. Le prince de Hesse-Philipstadt veut seul s'opposer aux vainqueurs, et leur barre les rues avec deux régiments suisse et écossais; ils sont écharpés, mais meurent ainsi que meurent les Suisses et les Ecossais, sans faire un pas en arrière. Le commandant de la place, le vieux baron de Cromstrom, essaye un instant de rallier la garnison; mais voyant que cela est impossible, il se jette avec elle dans les lignes. A six heures du matin, ville, provisions, artillerie, bagages, tout est à nous, jusqu'à dix-sept barques chargées de munitions de toute espèce envoyées par la Hollande, sur lesquelles était écrit en gros caractères : *A l'invincible garnison de Berg-op-Zoom*. Louis XV fit le comte de Lowendahl maréchal de France.

L'étonnement de l'Europe fut grand lorsqu'on apprit que la ville imprenable était prise, non pas comme on prend une pareille ville, après un long siége, après des mois de tranchée, après des assauts répétés, mais comme on enlève une bicoque, d'un coup de main. La Hollande était consternée, l'Angleterre était stupéfaite ; cependant aucune ouverture n'était encore faite ni par l'une ni par l'autre. Louis XV s'en étonnait un jour devant le maréchal de Saxe : «Sire, lui dit le vieux guerrier, la paix est dans Maëstricht.»

Le maréchal de Saxe disait vrai : Maëstricht, investi le 13 avril, se rendit le 10 mai, et, le 12, les alliés firent enfin des propositions de paix. Un congrès fut fixé à Aix-la-Chapelle, et le marquis de Saint-Severin y fut envoyé, avec la recommandation de poser ses conditions, non en marchand, mais en roi.

En effet, les conditions imposées par la France étaient bien des conditions royales. Louis XV défendit les droits de tous ses alliés, sans rien réclamer pour lui-même : il assura le royaume des Deux-Siciles à don Carlos, son cousin ; le duc de Modène, qui avait épousé mademoiselle de Valois, fille du duc d'Orléans, régent, fut remis en possession de ses États ; enfin, l'infant don Philippe obtint les duchés de Parme, de Plaisance et de Guastalla. Le roi de Prusse, qui avait commencé la guerre, fut celui qui en tira les plus grands avantages ; il conserva la Silésie qu'il avait conquise, et se trouva tout à coup, par cette augmentation de territoire, et aussi par les sévères économies de son père Frédéric Ier, à la tête d'une puissante nation. Enfin, le duc de Savoie, pour prix de son alliance avec l'impératrice, obtint une partie du Milanais.

Deuxième Partie. Organisation. — Les longues guerres du siècle de Louis XIV se divisent en trois périodes, en ce qui concerne la manière de combattre et de diriger les troupes. La première est l'époque de Turenne et de Condé : elle commence à Rocroy, et s'arrête au premier traité d'Aix-la-Chapelle. La deuxième comprend la fin du dix-septième siècle : c'est l'époque où Luxembourg commandait nos armées. La troisième commence à la guerre de la succession, et finit, en 1713, au traité d'Utrecht. Dans la première époque, c'est l'art méthodique et savant : tout est étudié dans une bataille ; chaque armée est établie dans le terrain qui convient à sa nature ; chaque troupe combat ou peut combattre, ou protéger l'armée en cas de retraite. Mais aussi les armées étaient peu nombreuses, admirablement composées, et surtout bien commandées. Dans la deuxième période, on voit paraître les grandes masses, et déjà les grands abus ; mais les leçons de Turenne ne sont point encore oubliées, et Luxembourg applique à la guerre cet excellent précepte : *de marcher comme on est campé, ou comme on veut camper, ou comme on veut combattre*. Dans la troisième, on remarque plus d'audace dans les conceptions stratégiques ; mais l'exagération du nombre des armées et l'imperfection des moyens pratiques expliquent suffisamment la cause des revers qui signalèrent cette époque. Le manque d'organisation pour conduire des masses aussi nombreuses, le défaut de connaissances topographiques, souvent aussi l'impéritie des généraux, faisaient que les troupes arrivaient en désordre sur le lieu du terrain, que les positions utiles n'étaient souvent pas occupées, et que des brigades entières étaient paralysées, comme à Hochstedt et à Ramillies.

Aussi trouvons-nous peu de perfectionnement dans l'emploi général des armées, et même dans leur emploi particulier.

Comme précédemment, les armées restèrent partagées en spécialités séparées. L'infanterie, la cavalerie, l'artillerie, les vivres et les bagages formaient cinq grandes masses, ayant chacune leur organisation spéciale, et deman-

dant longtemps pour être mises en rapport. L'importance des approvisionnements de toute espèce allait toujours augmentant. Les généraux médiocres n'osaient plus agir sans être grossement pourvus de tout; et comme les armées étaient très-nombreuses, la masse des charrois était vraiment énorme. L'armée, habituée et fortement attachée à ces charrois, n'osait plus marcher sans eux; ainsi, ils entraînaient pour les marches ordinaires une lenteur et une lourdeur extrêmes (1).

Le fusil à baïonnette ayant été reconnu l'arme la plus parfaite pour l'infanterie, les piques disparurent, et désormais toute l'infanterie, armée de fusils, ne se disposa plus que sur trois rangs. La cavalerie, reprenant de plus en plus l'action par l'épée, n'eut désormais que trois et quelquefois deux rangs de profondeur. Les mêmes intervalles et distances que précédemment continuèrent d'exister dans les rangs et les files; les troisièmes lignes et les réserves disparurent presque complétement. Alors, les armées en bataille ne présentèrent plus que deux lignes extrêmement longues, sans densité et sans consistance : l'extension des fronts était poussée à sa dernière limite.

L'artillerie perdait beaucoup de sa puissance contre des éléments si éparpillés; d'un autre côté, elle avait à redouter les feux plus nombreux et plus efficaces des troupes : l'artillerie avait donc considérablement baissé dans sa position vis-à-vis des troupes ennemies. De plus, la nécessité pour elle de soutenir les lignes débiles de l'armée la forçait de morceler, de gaspiller son action. Ainsi, les circonstances étaient peu favorables à l'artillerie pour agir avec vigueur et puissance. Dans les batailles, elle ne pouvait retrouver de grands avantages que dans son grand nombre, sa bonne conduite, la continuité de son action, l'inertie des troupes.

Les armées étant devenues beaucoup plus nombreuses, s'étant étendues sur des lignes très-longues et sans consistance, ayant alourdi leur artillerie, devinrent d'une conduite extrêmement difficile, surtout pour l'attaque : l'inertie les paralysait. Quelques généraux, hommes de génie, s'efforçaient de détruire cette inertie, de donner un peu de vigueur et d'audace aux armées. Mais ces efforts, qui ne furent pas toujours heureux, n'étaient qu'accidentels; le plus grand nombre des généraux cédaient à l'inertie, de sorte que les opérations devinrent moins actives et moins audacieuses que jamais; elles se bornèrent souvent à quelques marches très-lentes, à l'observation de l'armée ennemie et à quelques coups de canon. Cette timidité de conduite et ces canonnades répandirent l'emploi des retranchements, qui protégeaient l'artillerie, qui constituaient un obstacle de plus à la rencontre des troupes. Dans une telle inaction, les troupes se démoralisaient, s'habituaient à ne plus oser affronter le champ de bataille découvert.

Une telle position devenant un véritable abus, les troupes se dégradaient dans une continuelle inertie. Les généraux français, et surtout le maréchal de Villars, commençaient à réclamer contre un système d'opérations si timide.

(1) *Histoire générale de l'artillerie.*



Typ. Chaumont

Sous-brigadier des Mousquetaires.

1re Compagnie.

1725.

Pl. 58.

La paix seule est le temps des exercices, des perfectionnements et des essais. Le repos appelle la méditation, et tourne au profit de la science. Une des branches de l'art de la guerre fut cependant perfectionnée sous le règne de Louis XIV; ce fut celle des fortifications. L'histoire de cette science est presque tout entière celle d'un homme. *Vauban fut dans les siéges le législateur de l'Europe* (1). Son traité de l'*Attaque des Places* (1714) est encore un des livres classiques de la guerre, et le dix-huitième siècle n'a fait qu'ajouter à sa méthode un petit nombre d'inventions et de vues nouvelles.

Désormais, c'est l'art qui conduit la force, écarte les hasards, épargne le temps et les hommes. Son cœur guide son génie, et son art sert à la fois la guerre et l'humanité. Sur ce théâtre de destruction et de carnage, les habitants restent neutres, leurs édifices sont respectés, c'est les seules fortifications qu'il assiége. Ainsi disparut l'usage barbare de noyer dans le sang des populations entières, de faire un monceau de ruines des plus vastes cités.

Dans ce même temps parut un autre homme de génie qui, dans le même art, chercha un système contraire. C'est *Cohorn*, qui, lui, essaya de suppléer à l'art par la force, en multipliant les bouches à feu dans les équipages de siége.

Aux longues luttes du règne de Louis XIV succéda une longue période de paix. Des militaires instruits, esprits sérieux et profondément réfléchis, commencèrent à déduire des théories nouvelles, à poser des règles, à demander des changements et même une révolution complète dans la position des armées. Ce fut un étranger, M. le maréchal de Saxe, qui eut l'honneur d'appliquer à l'armée française une partie des réformes les plus importantes qui résultèrent de ces diverses théories.

Ce fut lui qui introduisit dans l'infanterie le pas cadencé et emboîté, qui fit disparaître le flottement, la rupture et la confusion, et fit faire, sans contredit, un immense progrès à la tactique. Il s'appliqua surtout à rendre l'infanterie mobile. *Toute la tactique est dans les jambes*, disait-il.

Les régiments d'infanterie qu'il commandait étaient presque toujours sur trois rangs en campagne; un piquet de soldats d'élite encadrait la gauche du bataillon, comme font aujourd'hui les voltigeurs. L'infanterie légère lui parut indispensable à la guerre : il fit adopter l'exercice prussien comme

(1) Il imagine à Maëstricht (1673) les trois parallèles, et l'assiégé voit avec surprise l'assaillant s'avancer, sur un front toujours plus grand que le sien, les tranchées ne marchent plus que sous le feu d'une place d'armes. L'artillerie qu'elles recèlent, l'infanterie qui les borde, et la cavalerie postée sur les ailes, foudroient, repoussent, enveloppent les sorties. De 1673 à 1703, il crée tout un nouvel art des siéges : il applique à la sape la division du travail, et lui donne une marche régulière, prompte et moins périlleuse. En la variant, il couronne les glacis, descend dans le fossé, le traverse sous des ponts ou des digues, se loge sur la brèche, et développe dans l'ouvrage même la suite de ses attaques, toujours couvert des feux de l'ennemi. A Philisbourg, il trouve le ricochet; dans d'autres siéges, il coordonne, à la marche de la tranchée et des sapes, l'emplacement des batteries, le jeu des mines et la disposition des troupes, depuis l'envahissement jusqu'à l'assaut. (ALLENT. *Histoire du génie.*)

base d'instruction élémentaire; on rejeta alors les tours de force qu'on exigeait de nos soldats; on mania les armes à rangs serrés, ce qu'on n'aurait osé faire avant Maurice. Les Prussiens nous donnèrent aussi leurs feux de peloton, qui s'exécutaient les deux rangs mettant le genou à terre; on faisait ces feux en marchant ou de pied ferme, en avant ou en retraite. Dans ce dernier cas, les pelotons qui tiraient se portaient en dehors de la ligne, le bataillon s'avançait lentement pour leur donner le temps de reprendre leur place. Quelquefois on se contentait de faire courber le second rang, au lieu de lui ordonner le mouvement de genou à terre. Les feux de peloton ne firent pas renoncer aux feux successifs par rang. Le maréchal de Saxe n'aimait cependant pas le feu de l'infanterie; il l'appelait une misérable *tirerie*. Il introduisit l'usage de la musique pour faire marcher les troupes; il s'éleva contre l'habitude immémoriale d'entrer méthodiquement en campagne au printemps. Le premier, il comprit que l'hygiène doit présider aux modes de l'armée, et il conseilla des usages propres, sains et commodes.

L'organisation administrative et tactique de la cavalerie ne différait en rien de ce qu'elle avait été sur la fin du règne de Louis XIV. Le plastron en demi-cuirasse était la seule arme défensive. Les dragons et les hussards n'en faisaient point usage. On continuait à faire exécuter des feux à la cavalerie. Déjà, cependant, dans la guerre de Silésie, le roi de Prusse et Léopold de Dessau avaient posé les bases de la nouvelle tactique de cette arme, mais ce ne fut que dans le cours de la guerre de Sept Ans que cette méthode fut adoptée en France.

Les opinions du maréchal de Saxe sur l'organisation, l'armement et l'habillement des troupes eurent également une grande influence sur les changements qui s'opérèrent après lui, et sur lesquels nous reviendrons plus tard.

Maison du roi. — La maison militaire du roi avait pris une grande extension sous les règnes de Louis XIV et de Louis XV. Les chefs étaient nommés par le roi, et les simples gardes eux-mêmes étaient choisis parmi l'élite de la noblesse : le blason de tous ces jeunes gentilshommes devait être sans reproche. Il fallait avoir fait ses preuves d'une manière brillante pour entrer dans ce corps, dont la réputation était européenne, et qui comptait autant de nobles souvenirs qu'il avait vu de combats (1).

(1) La maison du roi se composait :

De quatre compagnies des gardes du corps	1,034	hommes.
De la compagnie des gendarmes écossais	105	»
Deux compagnies de mousquetaires à cheval	554	»
Une compagnie de gendarmes anglais	105	»
Une compagnie de chevau-légers anglais	110	»
Gendarmes de la Reine	154	»
Gendarmes de M. le Dauphin	209	»
Compagnie de chevau-légers du dauphin	108	»
Gendarmes d'Anjou	105	»
Gendarmes d'Orléans	154	»
A reporter	2,638	»



Typ. Chaumont

Maison du Roi.

Garde du corps, compagnie d'Harcourt. Gendarme de la Garde

1730.

PL. 20.

Les gardes du corps étaient chargés du service intérieur; ils veillaient aux portes dans les appartements. Quand le service de table commençait, ils accompagnaient les plats (1); quand l'écuyer versait à boire, ils suivaient des yeux et saluaient la coupe du roi. Après les gardes du corps, venaient les mousquetaires gris ou noirs, corps magnifique, au costume élégant, qui escortaient le roi quand il sortait, mais qui n'entraient jamais dans les appartements. Aussi portaient-ils de larges bottes à calice, tandis que les gardes du corps étaient chaussés de petits souliers à talons et de bas rouges. Les gendarmes étaient le plus vieux corps de la maison du roi, celui qui avait le plus de priviléges. Les chevau-légers étaient un des plus beaux. Ils étaient élégamment montés sur des chevaux de petite taille; ils portaient une veste de brocart d'or, un casque d'argent relevé d'un panache, sous lequel pendait une perruque frisée et bouclant sur les épaules. Les régiments des gardes-françaises étaient également des hommes d'élite. Puis venaient les corps étrangers, les gendarmes écossais, dont nous avons dit l'histoire, et qui, depuis Charles VII, faisaient partie de la garde des rois de France. Ils portaient un costume bariolé de vert et de rouge, et quelques-uns se couvraient du plaid, et portaient la claymore pour rappeler leur origine écossais. Les Suisses étaient vêtus de rouge et de bleu. Quelques-uns avaient conservé la cuirasse et le bonnet à plumes comme du temps de François Ier et de Henri IV. Tous ces corps avaient de nobles et beaux services. Tous rivalisaient de gloire et de dévouement dans les combats.

Carabiniers.—L'arme des carabiniers ne remonte qu'au règne de Louis XIV, ainsi que nous l'avons dit en parlant des *carabins* du temps de Henri IV. On donna ce nom à des gardes du corps armés de la carabine, à canon rayé. Ce fut en 1676 que le roi fit prendre la carabine à quatre gardes du corps de chaque brigade, puis à quinze par brigade. Le maréchal de Créqui ayant tiré bon parti de ce corps, on l'augmenta, et on le composa des hommes les plus habiles à tirer. Les carabiniers firent merveille à Fleurus; c'est de là que date leur illustration. Dans les campagnes de 1691 et de 1692, les compagnies de carabiniers furent réunies et composèrent une brigade séparée sous le commandement d'un brigadier et de deux mestres de camp. Ce nouveau corps était destiné à aller en parti.

Une ordonnance de 1693 les constitua en régiment, sous le nom de *corps*

Report............	2,638	»
Compagnie de chevau-légers d'Orléans..................................	157	»
Régiments des gardes-françaises. Trente compagnies à 100 hommes.	3,000	»
Régiment des gardes-suisses. Dix compagnies à 200 hommes..............	2,000	»
Gendarmes du Roi..	200	»
Chevau-légers de la garde..	200	»
Total.............	8,195	»

(1) C'était moins une formalité qu'une mesure de prudence, pour empêcher qu'on ne mît du poison.

royal des carabiniers. Louis XIV en fut le premier mestre de camp. Il donna ensuite cette charge à son fils naturel, le duc du Maine.

L'armement des carabiniers se composait d'une carabine rayée de trente pouces de canon, et d'une épée de trente-trois pouces de lame, de pistolets et du sabre. Ils portaient la cuirasse et la calotte de fer. Les officiers inférieurs avaient des carabines plus courtes que celles des soldats.

Les carabiniers avaient pour devise celle même de Louis XIV : *Nec pluribus impar.*

Cuirassiers. — Comme corps, les cuirassiers n'existaient pas sous le règne de Louis XIV. Un corps cependant portait la cuirasse. Il reçut, en 1666, le nom de *royal cuirassiers.* Ce fut le seul qui fut conservé pendant toute la période de Louis XIV à Louis XVI. Il avait l'habit bleu, les parements rouges, les bottes fortes et le chapeau.

Hussards. — Les premiers hussards avaient été amenés en France en 1689, par le magnat de Hongrie Berchiny. Ce nom avait été donné à la cavalerie des milices hongroises et polonaises, employée dans les guerres contre les Turcs. Le magnat Berchiny avait acquis de la réputation dans les guerres de Hongrie, 1708. Il était venu servir en France en 1712 ; et dès 1720 on lui avait donné un brevet de mestre de camp, avec l'autorisation de lever un régiment de hussards. Pour armes, ces hussards portaient un sabre à bec recourbé, suspendu avec un anneau à une corde passée en ceinture. L'avantage de ce sabre recourbé était de frapper plus commodément à droite et à gauche; mais pour frapper de pointe cette arme devenait inutile ; ils y suppléaient par une longue épée droite, sans tranchant et sans poignée, espèce de broche qu'ils portaient attachée le long du cheval, depuis le poitrail jusqu'à la croupe; ils la détachaient pour attaquer, et s'en servaient comme d'une lance, en l'appuyant sur leurs genoux. Ils avaient de plus pistolets et carabine. Leur habillement consistait en un pourpoint bariolé, en passant par la ceinture; manches étroites, et retroussées par un bouton ; pantalon et bottines sans genouillères, talons de fer. Chemises courtes de toile de coton bleu ; manteau de la grandeur du pourpoint, si étroit, qu'ils ne pouvaient s'en servir qu'en le plaçant du côté d'où venait la pluie; ils portaient de longs bonnets d'étoffe, bordés de peau. Ils se rasaient la tête, ne laissaient qu'un peu de toupet du côté droit; mais ils portaient de longues moustaches. Les officiers étaient distingués par les aigrettes qui ornaient leur bonnet, par les lames d'argent qu'ils attachaient du côté droit, et qui marquaient le nombre de leurs combats, et par une boule d'argent attachée sur la poitrine en signe de la noblesse de leur race.

Leur discipline était sévère; leurs punitions étaient la bastonnade sur le dos. On plaçait cette troupe à l'avant et à l'arrière-garde; on l'envoyait à la découverte ; elle protégeait les fourrageurs, escortait les convois, et était préférée pour tous les coups de main.

L'excellent service de la troupe de Berchiny fit désirer la création de plu-



Imp. de Prissette.

Hussards de Rattky.

1707.

Pl. 77.

sieurs régiments de cette arme ; l'ordonnance du 10 février 1764 ajouta à celui de Berchiny deux autres régiments, sous les noms de Chamborant et de Royal-Nassau, chacun de douze compagnies de vingt hommes, moitié à pied, moitié à cheval ; l'ordonnance de 1766 créa un quatrième régiment sous le nom d'Esterhazy. Nous verrons plus tard les modifications apportées dans l'organisation de cette arme. A la même époque, on détacha les escadrons de chevau-légers qui suivaient les régiments pour en former six corps à part, sous le nom de *chasseurs*

Les milices furent aussi organisées en bataillons, et attachées aux régiments provinciaux comme corps de réserve, et plus tard, on réunit les compagnies de grenadiers à la milice, et on en forma, sous le nom de *grenadiers royaux*, treize régiments.

Canonniers gardes-cotes. — Un autre corps fut organisé sous le nom de miliciens *canonniers gardes-côtes*. Ce corps, spécialement chargé du service des batteries, corps-de-garde et signaux de la côte, et composé de vingt et un mille six cent vingt hommes, fut réparti en cent deux divisions, et subdivisé en quatre cent dix-huit compagnies. Leur force fut réglée à cinquante ou à cent hommes, suivant l'importance de leurs positions.

Ingénieurs-géographes. — Le corps des *ingénieurs-géographes* ne fut organisé qu'en 1736, bien que depuis longtemps il existât des officiers attachés aux armées, sous le nom d'ingénieurs-géographes des camps et des armées.

En 1744, on réunit le dépôt des cartes et plans à celui des fortifications, et les ingénieurs-géographes, qui jusqu'alors, n'avaient été que détachés, eurent enfin une existence plus stable. — Un officier était attaché au dépôt de la guerre, à Versailles ; les autres demeuraient à Paris, d'où ils étaient dirigés sur le terrain d'opérations (1).

Hôtel des Invalides. — La pensée de réunir les vieux soldats mutilés et de leur donner un asile, remonte à Philippe-Auguste ; mais quatre siècles s'écoulèrent avant que cette pensée toute royale pût être mise à exécution. Henri III fonda une maison hospitalière, où les anciens soldats furent admis, sous le nom de *pensionnaires du roi*. Ils portaient sur la poitrine une croix sur laquelle on lisait : *Pour avoir bien servi*. Henri IV augmenta encore les bénéfices accordés à cette institution ; mais à sa mort elle fut supprimée, et les invalides redevinrent mendiants, valets ou commensaux des maladreries et des couvents. Richelieu forma le projet de fonder un grand établissement pour recevoir les officiers et soldats mutilés pendant la guerre ; mais il mourut avant l'exécution de son projet. En attendant, il reconstitua, sous le nom

(1) Les géographes les plus distingués entre ceux très-nombreux qui y furent employés, sont, Cassini, Camuset, Montigny ; on s'est accoutumé à ne faire porter à cette carte que le nom du premier, parce que, dans presque toutes les entreprises, la gloire et la fortune de tous deviennent le partage d'un seul. Cependant la carte de Cassini exigeait le concours de beaucoup de collaborateurs, l'oubli de leurs noms décèle donc ou l'injustice ou l'ignorance des historiens.

de *commanderie de Saint-Louis*, la maison royale de *charité chrétienne* telle que l'avait établie Henri IV.

Après la paix des Pyrénées, Louis XIV, s'inspirant de la pensée de Richelieu, éleva l'hôtel royal des Invalides. Il établit sur des bases dignes de sa gloire et de la grandeur de la France ce monument destiné à abriter les glorieux débris de nos armées, et qui est un des plus beaux de l'Europe.

En 1690, les invalides les moins blessés et les plus propres au service furent détachés de l'hôtel et placés dans les villes de Saumur, Angers et au fort l'Écluse : ce furent des espèces de succursales de l'hôtel de Paris, qui portèrent le nom de *compagnies détachées*.

ORDRES MILITAIRES. — Nous avons donné, dans notre premier volume, le tableau des ordres de chevalerie institués par les souverains; mais ces ordres étaient plutôt accordés comme faveurs nobiliaires que comme récompense des actions d'éclat sur le champ de bataille. Louis XIV fut le premier qui institua une récompense toute militaire, accordée à tous indistinctement, chefs ou soldats, nobles ou roturiers, pourvu qu'on fît partie de l'armée. L'ordre de Saint-Louis appela indistinctement tous les courages à porter cet insigne glorieux. La croix de chevalier représentait l'effigie du vainqueur de Taillebourg et de Damiette. Le cordon de l'ordre était rouge. Une dotation de terre et d'argent était attachée à l'institution de Saint-Louis. Les pauvres chevaliers recevaient 600 livres. Tout officier avait droit, après de nombreuses années de service, à cette distinction.

ÉCOLES MILITAIRES. — Nous avons déjà parlé, dans notre chapitre précédent, des écoles, ou *compagnies de cadets*, instituées par Louis XIV, où étaient reçus et instruits les fils de gentilshommes provinciaux. Les *compagnies-écoles* furent supprimées en 1733. Dix-huit ans, après, en 1751, Louis XV créa *l'école royale militaire*.

Aux termes de cet édit, l'école était fondée dans le but de procurer une éducation militaire gratuite aux enfants de la noblesse française, dont les pères avaient consacré leurs biens et leur vie au service de la patrie. Elle devait recevoir 500 jeunes gentilshommes nés sans fortune, et pris préférablement parmi ceux qui avaient perdu leur père à la guerre.

En conséquence de cet édit, on construisit dans la plaine de Grenelle, à peu de distance de celui des Invalides, un hôtel propre à recevoir le nombre d'élèves indiqué, et celui des officiers, professeurs et employés nécessaires à l'établissement.

Pendant que s'élevait l'édifice, on établit provisoirement l'école militaire au château de Vincennes, et quatre-vingts élèves y entrèrent au mois d'octobre 1753. Ce ne fut que trois ans après, en juillet 1756, qu'ils furent transportés au bâtiment de l'école militaire, qui venait d'être achevé.

Le secrétaire d'État de la guerre, sous les ordres du roi, avait la surintendance de l'hôtel, et était chargé d'en faire observer les règlements.

La conduite et l'éducation des élèves étaient confiées au surintendant et aux inspecteurs des études; à des professeurs de *mathématiques*, d'*histoire*,

de *dessin*, de *grammaire latine*, *allemande* et *italienne*, de *physique expérimentale;* ils avaient des maîtres d'*écriture*, de *manége*, d'*escrime* et de *danse*.

Le service militaire faisait aussi partie de l'instruction des élèves.

La garde de l'hôtel se composait d'une compagnie d'invalides de soixante-huit hommes pour l'extérieur, et d'une compagnie de bas-officiers pour l'intérieur. L'uniforme consistait : en un habit bleu, doublure verte et parements rouges, boutons bleus, chapeau, bas et souliers.

ÉCRIVAINS MILITAIRES. — Cette période du règne de Louis XIV et de Louis XV a vu paraître un grand nombre de savants écrivains militaires, ayant chacun leur théorie et leurs principes. Nous parlerons plus tard de ces diverses théories. En attendant, voici la nomenclature des principaux écrivains : Folard, Puységur, Feuquières, Quincy, Santa-Cruz, Daniel, Turpin, le maréchal de Saxe, Guibert, Llovd Menil-Durand, Maizeroy, Bohan, Keralio, etc., etc.

Le chevalier Folard, fanatique admirateur des Grecs et des Romains, ne vit la véritable force d'action que dans le choc des troupes, et proposa de les disposer en phalanges massives, présentant quarante-six rangs de profondeur.

Le maréchal de Puységur, qui avait formé la plupart des ordres de bataille dans les guerres précédentes, demandait aussi d'augmenter la profondeur de l'infanterie, de serrer les rangs et les files, et de réduire beaucoup les intervalles entre les bataillons et les escadrons. Il proposait en outre des dispositions massives, telles que des carrés, des octogones, des cercles.

Feuquières, habile général et bon écrivain, mais homme passionné, souvent injuste pour ses contemporains, demandait pour l'action des troupes des colonnes de bataillons superposés sur plusieurs lignes. Il ne voyait de bataille rangée que dans les *armées qui se choquaient de tout leur front*.

Santa-Cruz ne voulait, dans la première ligne de troupes, d'autres intervalles que ceux nécessaires pour les batteries.

Quincy, auteur de l'*Histoire militaire de Louis XIV*, différait d'avis sur les institutions de Devallière et sur les opinions de Feuquières.

Enfin, d'autres écrivains étudièrent, analysèrent, discutèrent toutes les parties de l'art militaire, et influèrent ainsi sur les progrès qui eurent lieu dans les institutions militaires du dix-huitième siècle.

TABLEAU CHRONOLOGIQUE

DES ÉVÉNEMENTS MILITAIRES, DES COMBATS, DES SIÉGES, BATAILLES ET TRAITÉS DE PAIX DEPUIS 1659 JUSQU'A LA PAIX D'AIX-LA-CHAPELLE (1748).

SUITE DE LA TROISIÈME RACE, DITE CAPÉTIENNE

ET DE LA BRANCHE DES BOURBONS (LA 5e DES CAPÉTIENS).

LOUIS XIV (SUITE). 1659 — 1715.

2e PÉRIODE. DE 1659 A LA MORT DE LOUIS XIV (1715).

ÉVÉNEMENTS MILITAIRES, COMBATS, SIÉGES ET BATAILLES.	TRAITÉS DE PAIX.	ROIS, GUERRIERS et PERSONNAGES CÉLÈBRES.
1660. La France envoie un secours aux Vénitiens qui assiégent Candie, défendue par les Turcs. 1663. Guerre en Lorraine; siége et prise de Marsal (4 sept.). — Le duc de Beaufort bat et dissipe les corsaires d'Alger (10 sept.) qui infestaient les côtes d'Italie et de Provence. — Bataille d'Entremos. Les Portugais et les Français, leurs alliés, y battent un corps espagnol, commandé par don Juan d'Autriche. 1664. Combat naval de Gigery (22 juillet). Le duc de Beaufort y bat les pirates barbaresques. — Un corps de 6,000 Français, commandé par le maréchal de la Feuillade, envoyé au secours de l'empereur Léopold contre les Turcs, contribue au gain de la bataille de Saint-Gothard (1er août). 1665. Combats navals à la hauteur de Tunis et d'Alger (avril et 24 août). Le duc de Beaufort y bat les pirates barbaresques. — Bataille de Villaviciosa. Les Portugais et les Français, commandés par le maréchal de Schomberg, y battent les Espagnols. 1666. Les Français chassent les Anglais de l'île Saint-Christophe (22 avril). 1667. Guerre avec l'Espagne. — Invasion de la Flandre par Louis XIV, à la tête de 35,000 hommes. Prise d'Armentières par le maréchal d'Aumont (28 mai). — Turenne s'empare de Charleroi, d'Ath, de Tournay, de Douai, de Courtray, d'Oudenarde et d'autres places (juin et juillet). — Reddition d'Alost et de Lille (1er et 27 août). 1668. Les troupes françaises envahissent la Franche-Comté. Prise de Besançon par le prince de Condé, de Salins par le maréchal de Luxembourg, et de Dôle par le roi en personne (5, 7 et 14 février). 1669. Un corps de 6,000 Français part au secours de Candie sous les ordres du duc	1661 (28 février). Traité de Vienne, entre Louis XIV et le duc Charles de Lorraine, qui stipule la démolition des fortifications de Nancy. Les villes de Sarrebourg et de Phalsbourg sont cédées à la France. 1661. Traité de ligue offensive entre Louis XIV et la Hollande. 1662 (27 novembre). Charles II, roi d'Angleterre, cède Dunkerque à la France moyennant 5 millions de livres tournois. 1663 (8 novembre). Louis XIV renouvelle l'ancien traité d'alliance avec les cantons suisses. 1667 (26 janvier). Paix de Breda, entre la France, l'Angleterre et la Hollande. Les trois puissances se restituent réciproquement leurs conquêtes. 1668. (2 mai) Paix d'Aix-la-Chapelle (2e) entre la France et l'Espagne. Louis XIV restitue la Franche-Comté à l'Espagne et conserve ses conquêtes en Flandre.	Marie-Thérèse d'Autriche. Philippe, duc d'Orléans, *frère du roi.* Louis, dauphin. Louis, duc de Bourgogne. Léopold Ier, Joseph II, Charles VI, } empereurs d'Allemagne. Clément IX, Clément X, Innocent XI, Alexandre VIII, Innocent XII. Clément XI, } papes. Alexis Ier, Fedor III, Ivan V, Pierre Ier (le Grand), } czars de toutes les Russies. Charles II, Jacques II, Guillaume III, prince d'Orange, } rois d'Angleterre Anne, reine d'Angleterre. Georges Ier, roi d'Angleterre. Charles II, Philippe V, } rois d'Espagne. Charles XI, Charles XII, } rois de Suède. Christian V, Fréderic IV, } rois de Danemark. Mahomet IV, Soliman III, Ahmed II, Mustapha II, Ahmed III, } empereurs ottomans. Pierre II, régent, puis roi de Portugal.

ÉVÉNEMENTS MILITAIRES, COMBATS, SIÉGES ET BATAILLES.

de Beaufort (juin). — Prise de cette île par les Turcs (16 sept.).

1670. Louis XIV envoie des troupes en Lorraine, sous les ordres du maréchal de Créquy.—Prise d'Épinal et de Longwy.

1672. Guerre contre la Hollande. Louis XIV entre dans les Pays-Bas à la tête d'une armée de 100,000 hommes (1) et s'empare de plusieurs places. — Bataille navale de Soult-Beye (7 juin) entre les flottes combinées de France et d'Angleterre, et la flotte hollandaise. Les deux partis s'attribuent la victoire. — L'armée française passe le Rhin à Tolhuis, en présence de l'ennemi (12 juin). — Turenne prend Arnheim et le fort de Nimègue (15 et 16 juin). Reddition de Doesbourg (21 juin) et d'autres places. Entrée des Français à Nimègue, à Naërden et à Grave (9, 12 et 14 juillet). — Prise du fort de Crèvecœur (19 juillet), et de l'île de Bommel (26 sept.). Le maréchal de Luxembourg s'empare, à la faveur des glaces, de Bodegrave et de Saumerdam (28 décembre.)

1673. Turenne passe le Rhin au mois de janvier, à la tête de 12,000 hommes, et met en fuite l'électeur de Brandebourg, qui en a 25,000. — Combats sur mer, à la hauteur de Schonweld (7 et 14 juin) entre les flottes combinées de France et d'Angleterre, commandées par le comte d'Estrées et le prince Robert, contre la flotte hollandaise sous les ordres des amiraux Trompt et Ruyter. — Louis XIV entre en campagne et prend Maëstricht (1er juill.) — Combat naval du Texel (21 août). Les flottes combinées y battent les Hollandais. — Reprise de Naërden par les Hollandais et les Espagnols.

1674. L'armée française envahit la Franche-Comté. — Prise de Gray et de Vesoul (28 février, 11 mars). — Siége et prise de Besançon (15 mai) par le roi en personne. Reddition de Dôle et de Salins (16 et 22 juin). — Opérations de Turenne sur le Rhin. Il passe ce fleuve à Philisbourg (12 juin), gagne la bataille de Sinzheim (26) sur les Impériaux, leur tue 2,000 hommes et leur fait 900 prisonniers. Combat de Ladembourg (5 juillet). Turenne y bat l'arrière-garde des Impériaux. Incendie du Palatinat : 5 villes et 25 villages sont réduits en cendres. — Bataille de Senef (11 août). Condé, avec une armée de 50,000 hommes, y bat le prince d'Orange, qui en compte 90,000. — Batailles d'Ensheim et de Mulhausen, gagnées par Turenne sur les Impériaux (4 oct. et 29 nov.).

1675. Nouvelle campagne de Turenne sur le Rhin. — Bataille de Turkheim (5 janvier). Turenne y défait l'électeur de

TRAITÉS DE PAIX.

1670 (30 décembre). Traité entre la France et l'Angleterre, par lequel Charles II s'engage à fournir 6,000 hommes pour la guerre de terre et 50 gros vaisseaux pour celle de mer. Louis XIV s'oblige de payer 3 millions par an pour l'entretien de ces forces.

ROIS, GUERRIERS ET PERSONNAGES CÉLÈBRES.

Jean V, roi de Portugal.

Guillaume III, stathouder des Provinces-Unies, depuis roi d'Angleterre.

Heintius, grand pensionnaire des Provinces-Unies.

Jean III, Auguste II, Stanislas Ier, } rois de Pologne.

Frédéric Ier, Frédéric Guillaume Ier, } ducs de Prusse.

Victor Amédée, duc de Savoie.

Victor Amédée II, 1er roi de Sardaigne.

Amiraux.

Louis de Bourbon, comte de Vermandois, en 1669.

Louis-Alexandre de Bourbon, comte de Toulouse, 1683.

Ministres de la guerre.

François-Michel Letellier, marquis de Louvois, en 1662.

Michel Letellier, marquis de Barbezieux, 1691.

Michel Chamillard, marquis de Cani, 1701.

Voysin (Daniel-François), 1709.

Maréchaux.

François de Créquy, 1668—1687.

Marquis de Bellefonds, 1668—1694.

De Crevent, duc d'Humières, 1668—1694.

Comte d'Estrades, 1675—1686.

Montault de Benac, duc de Navailles, 1675—1684.

Schomberg (Fréderic-Armand), 1675—1690.

Jacques-Henri de Durfort, duc de Duras, 1675—1688.

Rochechouart, duc de Mortemart et de Vi-

(1) La France compte à cette date 211,000 hommes, dont 4[illegible],000 dans l'intérieur ou embarqués.

ÉVÉNEMENTS MILITAIRES, COMBATS, SIÉGES ET BATAILLES.	TRAITÉS DE PAIX.	ROIS, GUERRIERS et PERSONNAGES CÉLÈBRES.
Brandebourg, qui est forcé d'abandonner l'Alsace. — Deuxième combat naval à la hauteur de Messine (9 fév.). Le duc de Vivonne et Duquesne y battent une flotte espagnole. — Reddition de Dinant (29 mai). Prise de la ville et du château d'Hui (6 juin). Turenne passe le Rhin le 7 juin. Prise de Limbourg par le duc d'Enghien (21). — Opérations du maréchal de Schomberg en Catalogne. Prise de Figuières et du château de Bellegarde. — Turenne est tué d'un coup de boulet en avant de Salzbach (27 juillet). Combat d'Altenheim (1er août). Les Français y battent les Impériaux. Combat de Consarbruck (11 août). Le maréchal de Créquy y est défait par les alliés. **1676.** La France met quatre armées sur pied pour opérer en Flandre, en Allemagne, entre la Sambre et la Meuse, et dans le Roussillon. — Troisième combat naval à la hauteur de Messine (8 janvier). Duquesne y bat l'amiral Ruyter. Combat naval d'Agousta (22 janv.) gagné par Duquesne sur Ruyter, qui y est blessé mortellement. — Opérations en Flandre et en Alsace. Prise de Condé par Louis XIV (26 avril). — Combat naval à la hauteur de Palerme (2 juin). Vivonne et Duquesne y battent les flottes combinées, qui y perdent 12 vaisseaux, 6 galères, 7,000 hommes et 700 bouches à feu. — Prise d'Aire (31 juillet). Philisbourg se rend au prince Charles de Lorraine (17 sept.). Prise de Bouillon (30 octob.) par le maréchal de Créquy, et de Montbelliard par le maréchal de Luxembourg (14 décembre). **1677.** Combat naval à la hauteur de Tabago (23 févr.). Le comte d'Estrées y brûle 14 vaisseaux ennemis. — Louis XIV se rend maître de Valenciennes (17 mars) et de Cambrai (5 avril). — Bataille de Cassel (11 avril), gagnée par Monsieur, frère du roi, sur le prince d'Orange. — Opérations sur les frontières d'Espagne. Bataille d'Epouilles (4 juillet). Le maréchal de Navailles y bat les Espagnols. — Bataille de Cokersberg (7 sept.). Le prince Charles de Lorraine y est défait par le maréchal de Créquy. Prise de Saint-Guillain et de Tabago (11 et 12 décemb.). **1678.** Continuation de la guerre contre la Hollande, l'empereur et l'Espagne. — Le maréchal de Créquy s'empare de Fribourg. Prise de Gand et de la citadelle par Louis XIV (9 et 12 mars), d'Ypres et de Leuve (25 mars et 4 mai). — Le maréchal de Navailles s'empare de Puycerda (28 mai). — Bataille de Rheinfeld (6 juillet), gagnée par le maréchal de Créquy sur le prince Charles de Lorraine. Prise	1678 (10 août). Paix de Nimégue, entre la France et la Hollande, qui recouvre Maëstricht. L'Espagne (17 septembre) et l'empereur Léopold (5 février) accédent au traité de Nimégue. Louis XIV dicte des conditions	vonne, 1675—1688. D'Aubusson, duc de la Feuillade, 1675 — 1691. François-Henri de Montmorency, duc de Luxembourg, 1675—1695. Louis d'Aloigny, marquis de Rochefort, 1675—1676. Jean, comte d'Estrées et de Tourbes, 1681 —1707. Comte de Choiseul, marquis de Francières, 1693—1711. François de Neufville, duc de Villeroi, 1693 —1730. Duc de Joyeuse, 1693 —1710. Duc de Boufflers, 1693 —1711. Comte de Tourville, 1693—1701. Anne-Jules, duc de Noailles, 1693—1708. De Catinat, seigneur de Saint-Gratien, 1693—1712. Duc de Villars, 1702 —1734. Noël Bouton, marquis de Chamilly, 1703— 1715. Duc d'Estrées, 1703— 1737. Marquis de Château-Regnaud, 1703 — 1716. De Vauban, 1703 — 1707. Comte de Bolweiller. 1703—1715. Marquis d'Huxelles, 1703—1730. René de Froullai, comte de Tessé, 1703 —1725. De la Baume, marquis de Montrevel, 1703 —1716. Duc de Tallard, 1703 —1728. Henri, duc d'Harcourt, 1703—1718. Comte de Marsin, 1703 —1706. De Fitz-James, duc de Berwick, 1706 — 1734. De Matignon, comte de Gacé, 1708—1729. Comte de Bazin, seigneur de Bezons, 1709—1733. Pierre de Montesquiou

ÉVÉNEMENTS MILITAIRES, COMBATS, SIÉGES ET BATAILLES.	TRAITÉS DE PAIX.	ROIS, GUERRIERS et PERSONNAGES CÉLÈBRES.
du fort de Kehl (27 juillet). — Bataille de Saint-Denis (14 août), gagnée par le maréchal de Luxembourg sur le prince d'Orange. — Le maréchal de Créquy s'empare de Lichtemberg (15 octobre).	à l'Europe et assure la Franche-Comté à la France, qui conserve aussi Valenciennes, Cambrai, Ypres, Saint Omer, Maubeuge et quelques autres places.	d'Artagnan, 1709—1715.
1681. Duquesne fait la chasse aux corsaires de Tripoli et va bombarder Alger.		*Marins célèbres.*
1683. Deuxième bombardement d'Alger par Duquesne (26 et 27 juin).—Louis XIV recommence la guerre, motivée sur l'inexécution du traité de Nimègue. Prise de la citadelle de Courtray (6 août) par le maréchal d'Humières.	1681 (4 décembre). Traité de paix entre Louis XIV et les Barbaresques de Tripoli.	Duquesne. Duguay-Trouin. Forbin-Janson. Jean Bart. Pointis.
1684. Prise de Luxembourg par le maréchal de ce nom (4 juin). — Opérations du maréchal de Bellefonds dans la Catalogne. Bataille de Ponte-Mayor (12 mai). Les Espagnols y sont battus par ce maréchal. — Bombardement de Gênes par Duquesne (mai).	1684 (23 avril). Le maréchal de Tourville conclut au nom de Louis XIV, un traité de paix avec le dey d'Alger.	
1685. Bombardement de Tripoli par le maréchal d'Estrées (22 juin), qui va ensuite bombarder la ville de Tunis.	1684 (10 août). Trêve de 20 ans entre la France et l'Espagne, et entre l'empereur Léopold et Louis XIV (16 août).	
1688. Troisième bombardement d'Alger, par le maréchal d'Estrées (1er juillet). — Opérations sur le Rhin, en Alsace, et dans le Palatinat. Le maréchal de Boufflers s'empare de Kaiserlautern (20 sept.), de Creutzenach et d'Oppenheim. Prise d'Heilbronn (15 octobre), d'Heidelberg et de Mayence (25 oct.). Le maréchal de Duras et Vauban assiégent et prennent Philipsbourg (29 oct.). Reddition de Manheim et de Frankendal (11 et 18 novembre), de Neustadt, de Spire, de Trèves et de Worms (même mois). — Louis XIV déclare la guerre à la Hollande (3 décembre).	1685 (12 février). Traité de paix entre Louis XIV et les Génois.	
1689. Ce prince, mécontent de la conduite de l'Angleterre et de l'Espagne, leur déclare également la guerre. — Suite des opérations en Catalogne. Prise de Campredon (23 mai). — Seconde campagne sur le Rhin et dans les Pays-Bas. — Prise d'assaut de Korcheim par Boufflers (26 août). Combat de Valcourt (27 août). Le maréchal d'Humières y est battu par le prince de Valdeck. Mayence se rend au prince Charles de Lorraine (8 septembre).	1689 (25 septembre). Louis XIV accorde la paix aux Algériens.	
1690. La France déclare la guerre au duc de Savoie. — Troisième campagne en Flandre. Première bataille de Fleurus (1er juillet), gagnée par le maréchal de Luxembourg sur le prince de Valdeck, qui y perd 6,000 hommes tués et 8,000 prisonniers. — Bataille navale à la hauteur de Dieppe (10 juillet). Tourville et Château-Renaud y battent les flottes combinées d'Angleterre et de Hollande.—Tourville fait une descente à Tingmouth et brûle plusieurs vaisseaux anglais (5 août). Bataille de Staffarde (18 août), gagnée par le maréchal de Catinat sur le duc de Savoie. Les Français s'emparent de Saluces (19		

ÉVÉNEMENTS MILITAIRES, COMBATS, SIÉGES ET BATAILLES.	TRAITÉS DE PAIX.	ROIS, GUERRIERS et PERSONNAGES CÉLÈBRES.
août). Prise de la ville et du château de Suze (12 novembre). — Dans les Antilles, les Anglais reprennent l'île Saint-Christophe (décembre). 1691. (1) Quatrième campagne en Flandre. Prise de Mons (9 avril) par Louis XIV. — Opérations de Catinat et de Feuquieres en Piémont. Le maréchal prend le fort de Montalban et se rend maître de Nice et de Villefranche. Prise de Veillane et de Carmagnole. Opérations du duc de Noailles en Catalogne. Prise de la Seu d'Urgel (11 juillet). — Combat de Leuze (18 septembre). Le maréchal de Luxembourg y bat le prince de Valdeck. — Prise de Montméllan par Catinat (21 décembre). 1692. Cinquième campagne en Flandre et en Allemagne. — Bataille navale de la Hogue (29 mai), où Tourville, avec 40 vaisseaux, dispute la victoire à une flotte alliée de 90 voiles. — Prise de Namur par Louis XIV (5 juin). Bataille de Steinkerque (3 août), gagnée par le maréchal de Luxembourg sur le prince d'Orange. — Invasion du duc de Savoie dans le Dauphiné. Prise d'Embrun. — Bataille de Spireback (2 sept.). Le maréchal de Lorges y bat les Impériaux. Combat de Fortzheim (17 sept.). Le même maréchal y est vainqueur du duc de Wurtemberg, qui est du nombre des prisonniers. 1693. Sixième campagne dans les Pays-Bas. Prise de Furnes par le maréchal de Boufflers (6 janvier). Le maréchal de Lorges prend d'assaut Heidelberg (21 mai).—Opérations en Catalogne. Prise de Roses (9 juin). Combat naval à la hauteur de Lagos et de Cadix (17 juin). Le maréchal de Tourville y bat la flotte alliée, lui enlève 2 vaisseaux de ligne, 27 vaisseaux marchands, en coule 60, et fait éprouver au commerce étranger une perte de 20 millions. — Prise de Hui (24 juillet). Bataille de Nerwinde (29 juillet), gagnée par le maréchal de Luxembourg sur le prince d'Orange, qui perd 4,000 prisonniers et laisse 16,000 hommes sur le champ de bataille (2). — Opérations en Piémont. Bataille de la Marsaille (4 octobre). Le maréchal de Catinat y bat le duc de Savoie, qui y perd 5,000 hommes, 34 pièces de canon et 110 drapeaux. — Les Anglais bombardent Saint-Malo (novembre). — Tourville défait l'amiral Roock sur les côtes de Portugal. 1694. Septième campagne dans les Pays-Bas.		

(1) La France a sur pied cinq armées : celle de Flandre, commandée par le roi en personne, et divisée en corps principal ou du centre, en aile droite et en aile gauche ; — les armées d'Allemagne, de Normandie, de Piémont et de Catalogne. Ces cinq armées forment ensemble un effectif de 307,000 combattants, avec 630 bouches à feu. — 139,300 hommes et 10,000 bouches à feu sont en outre chargés de la défense des places. Ainsi, à l'époque de la coalition contre la France, et à la mort de Louvois, Louis XIV disposait de 446,300 hommes, et de 10,630 bouches à feu.

(2) L'ennemi perd en outre 76 pièces de canon, 8 mortiers, 22 drapeaux et 60 étendards. Cette victoire coûte 7,000 hommes à la France.



Typ. Chaumont.

Garde de la Prévoté de l'hôtel du Roi.
1720 à 1780.

PL. 146

ÉVÉNEMENTS MILITAIRES, COMBATS, SIÉGES ET BATAILLES.	TRAITÉS DE PAIX.	ROIS, GUERRIERS et PERSONNAGES CÉLÈBRES.
— Opérations en Catalogne. Le maréchal de Noailles gagne la bataille du Tech sur les Espagnols (mai); 5,000 hommes restent sur le champ de bataille, 3,000 sont faits prisonniers. Prise de Palma et de Gironne (7 et 10 juin). Combat naval à la hauteur du Texel (19 juin). Jean Bart y défait la flotte hollandaise. Prise d'assaut d'Ostalric (20 juillet). Les Anglais bombardent Dieppe, le Havre et Dunkerque (22 et 26 juillet, 21 sept.). — Prise de Castelfollit par le maréchal de Noailles (8 septembre).		
1695. Huitième campagne dans les Pays-Bas. Prise de Dixmude et de Deinse (28 et 29 juin). — Siége et prise de Casal par le duc de Savoie (11 juillet). Namur se rend au prince d'Orange (4 août). Villeroi bombarde Bruxelles (13, 14 et 15 août). Les Anglais bombardent Dunkerque et Calais (août).		
1696. Le duc de Vendôme, qui remplace le maréchal de Noailles en Catalogne, bat les Espagnols à Ostalric (1er juin).	1696. Traité de Turin (4 juillet), entre Louis XIV et le duc de Savoie, par lequel le roi restitue ses conquêtes et cède Pignerol. Un des articles du traité arrête le mariage de Marie-Adélaïde de Savoie avec le duc de Bourgogne.	
1697. Neuvième campagne dans les Pays-Bas. Siége d'Ath par le maréchal de Catinat (5 juin). — Prise de Barcelone (10 août) par le duc de Vendôme.	1697. Paix de Riswick (20 septembre et 30 octobre), entre la France, la Hollande, l'Espagne, l'Angleterre et l'Empire. Les conditions du traité ont pour bases celles de Munster et de Nimègue. Conclu sous la médiation de Charles XII, roi de Suède, ce traité rend la paix à l'Europe, et en rétablit l'équilibre politique.	
1701. Commencement de la *guerre de la succession d'Espagne*. Le prince Eugène entre en Italie à la tête d'une armée de 30,000 hommes. Combat de Carpi (9 juill.) où Catinat est repoussé par le prince Eugène. Le maréchal de Villeroi, qui a remplacé Catinat en Italie, est battu à Chiari (1er sept.) par le prince Eugène. Les Impériaux obtiennent divers succès en Italie.		
1702. Seconde campagne en Italie. Le duc de Villeroi est surpris dans Crémone et fait prisonnier (1er février). Le duc de Vendôme remplace Villeroi et gagne sur le prince Eugène les batailles de Vittoria (26 juillet) et de Luzara (15 août). Prise de Guastalla (9 sept.). Les alliés s'emparent de Venloo (23 sept.). — Opérations en Flandre et sur le Rhin. Bataille de Friedlingen (14 octobre), gagnée par le marquis de Villars sur le prince de Bade. — Combat naval de Vigo (22 octobre). Les flottes combinées d'Angleterre et de Hollande y défont les flottes alliées d'Espagne et de France. — Prise de Trèves et du château de Traerback par le comte de Tallard (25 octobre et 6 novembre). — Troubles civils dans les Cévennes.		
1703. Opérations en Allemagne. — Les alliés reprennent Rheinsberg. Le maréchal de Tallard se rend maître d'Offenbourg et de Rastadt et s'empare du fort de Kehl (9 mars). Bataille de Passau (11 mars). L'électeur de Bavière, allié de la France, y bat les Impériaux et prend Ratisbonne. — Opé-		

ÉVÉNEMENTS MILITAIRES, COMBATS, SIÉGES ET BATAILLES.	TRAITÉS DE PAIX.	ROIS, GUERRIERS et PERSONNAGES CÉLÈBRES.
rations dans les Pays-Bas, dirigées par les maréchaux de Villeroi et Boufflers. Prise de Tongres (10 mai). — Combat naval de la Guadeloupe (18 mai). La flotte française, commandée par le comte de Gabaret, y bat la flotte anglaise. — Bataille navale à la hauteur de Lisbonne (22 mai). Le marquis de Coëtlogon y met en fuite une escadre anglaise, après lui avoir pris 4 vaisseaux et fait couler 5. — Bataille d'Ekeren (30 juin), gagnée par le maréchal de Boufflers sur les alliés. Combat de Munderkingen (30 juillet). Les Français y défont un corps allemand. — Combat naval à la hauteur des Orcades (10 août). Une flotte française y bat les flottes combinées de Hollande et d'Angleterre. — Campagne de Villars en Allemagne. Prise de Brisach (7 sept.). Première bataille d'Hochstedt (20 sept.). L'électeur de Bavière et le maréchal de Villars y battent le comte de Styrum; les Impériaux perdent 4,000 hommes tués et 4,500 prisonniers. — Troisième campagne en Italie. Le duc de Vendôme envahit le Piémont à la tête de 20 bataillons et de 30 escadrons (18 octobre). Conquête de la Savoie par le maréchal de Tessé. —Combat de San-Sébastiano (26 oct.). Le duc de Vendôme y défait un corps de cavalerie ennemie. — Deuxième bataille de Spirebach (15 novembre), gagnée par le maréchal de Tallard sur les Impériaux, qui y perdent 9,000 hommes tués ou blessés. Prise de Landau (16 novembre). — Soulèvement des Camisards (1). Le maréchal de Montrevel marche à leur rencontre.		
1704. Opérations en Allemagne. Prise de Passau (9 janvier) par le duc de Bavière.—Quatrième campagne en Italie. Le duc de Vendôme fait la conquête du duché de Modène et de la Mirandole. Prise de Roveredo (10 avril). — Opérations en Espagne. Berwick s'empare de Porto-Alegro (8 juin). — Le duc de la Feuillade prend la ville et le château de Suze. — Les alliés prennent Donawerth (2 juillet). — Vendôme se rend maître de Verceil (21 juillet). — Opérations en Flandre. Bombardement de Namur par les Hollandais (juillet). — Deuxième bataille d'Hochstedt (13 août). Marsin, Tallard et l'électeur de Bavière y sont battus par Marlborough et le prince Eugène (2).		
1705. Opérations du maréchal de Villars, entre la Moselle et le Rhin, pour arrêter la marche des alliés sur la Cham-		

(1) Cette insurrection, à la fois politique et religieuse, avait commencé à l'époque de la révocation de l'édit de Nantes (22 octobre 1685). On donnait le nom de Camisards aux protestants qui habitaient les montagnes des Cévennes.

(2) 14,000 prisonniers, dont un officier général, environ 12,000 morts, toute l'artillerie, un grand nombre de drapeaux et d'étendards, signalent, dans cette fatale journée, les pertes de la France et de son fidèle allié, l'électeur de Bavière.

ÉVÉNEMENTS MILITAIRES, COMBATS, SIÉGES ET BATAILLES.	TRAITÉS DE PAIX.	ROIS, GUERRIERS et PERSONNAGES CÉLÈBRES.
pagne. Après avoir forcé les lignes de Wissembourg et de Haguenau (4 juill.), il est battu près de cette dernière ville par le prince de Bade (28 sept.). — Cinquième campagne en Italie. Combat d'Asti (août). La Feuillade y est battu par le comte de Starenberg. — Bataille de Cassano (16 août), gagnée par le duc de Vendôme sur le prince Eugène, qui y perd 12,000 hommes, 6,000 tués, 4,000 blessés et 2,000 prisonniers. — Opérations des armées combinées en Espagne. — Opérations du duc de Bavière contre Marlborough dans les Pays-Bas. 1706. Continuation des opérations dans toutes les contrées du théâtre de la guerre. Sixième campagne en Italie. Prise de Nice par Berwick (4 janvier). Bataille de Calcinato (19 avril), gagnée par le duc de Vendôme sur le comte de Reventlau, général des Impériaux. Bataille de Ramillies (23 mai). Marlborough et le duc de Wurtemberg y battent l'électeur de Bavière et le maréchal de Villeroy. Conquête du Brabant par les alliés. — Bataille de Turin (7 septembre), gagnée par le prince Eugène et le duc de Savoie sur le duc d'Orléans et le maréchal de Marsin. Bataille de Castiglione (9 septembre). Le maréchal de Grancey y bat les Impériaux. 1707. Les troupes françaises évacuent la Lombardie (mars). — Opérations en Espagne. Bataille d'Almanza (25 avril). Le maréchal de Berwick y bat les alliés. — Le maréchal de Villars force les lignes de Stolhoffen (22 mai), et remporte de brillants succès en Allemagne. — Prise de Saragosse par le duc d'Orléans (24 mai). — Invasion de la Provence par le prince Eugène et le duc de Savoie (11 juillet). Siége de Toulon. Le maréchal de Tessé chasse l'ennemi du territoire français. Le duc d'Orléans se rend maître de Monçon, le duc de Noailles de Puycerda (12 septembre). Prise de Lérida par le duc d'Orléans; reprise de Ciudad-Rodrigo par le marquis de Bay (13 et 14 septembre). — Les Impériaux s'emparent d'Orbitello (21 septembre). 1708. Expédition en faveur de Jacques III, roi d'Écosse (mars). — Opérations en Flandre. Prise de Gand et de Bruges par les Français (5 juillet). Bataille d'Oudenarde (11 juillet), gagnée par Marlborough et le prince Eugène sur le duc de Vendôme. — Opérations en Espagne. Le duc d'Orléans s'empare de Tortose (11 juillet). — Combat de Winendale, où le comte de la Mothe est battu par les alliés (28 septembre). La place de Lille, vaillamment défendue par le maréchal de Boufflers, se		

ÉVÉNEMENTS MILITAIRES, COMBATS, SIÉGES ET BATAILLES.	TRAITÉS DE PAIX.	ROIS, GUERRIERS et PERSONNAGES CÉLÈBRES.
rend au prince Eugène (23 octobre), après soixante-dix jours d'investissement ou de tranchée. La citadelle ne capitule que le 8 décembre. — Prise d'assaut de Denia et d'Alicante par d'Asfeld (12 novembre et 3 décembre). La ville de Gand se rend aux alliés (30 décembre).		
1709. Duguay-Trouin et Cossard obtiennent, sur mer, quelques succès sur les Anglais (mars). — Opérations en Espagne. Combat de Gudina (7 mai). Le marquis de Bay y est défait par les Portugais. — Continuation des hostilités dans les Pays-Bas. Prise de Tournai par les alliés (29 juillet). — Combat de Figuières (7 août). Le duc de Noailles y défait les alliés. — Opérations sur le Rhin. — Bataille de Rumersheim (26 août), gagnée par le comte de Bourg sur les Impériaux commandés par Merci. — Bataille de Malplaquet (11 septembre), gagnée par Marlborough et le prince Eugène sur les maréchaux de Villars et de Boufflers. — Capitulation de Mons (20 octobre).		
1710. Opérations dans les Pays-Bas. Prise de Douai (25 juin). — Les Anglais font une descente en Languedoc et sont repoussés par le duc de Noailles. (25 juillet). — Opérations en Espagne. Bataille d'Alménara (27 juillet). Combat de Panalva (15 août). Bataille de Saragosse (20 août). Le comte de Starenberg y bat le marquis de Bay. — Combat sur les bords de la Lys (19 septembre). M. de Ravignan y défait un corps considérable d'alliés qui escortait un convoi. Prise de Saint-Venant et d'Aire (29 septembre et 9 novembre) par les alliés Le duc de Vendôme bat les alliés à Brihuela (9 décembre). Bataille de Villaviciosa (10 décembre), gagnée par Vendôme sur le comte de Starenberg.		
1711. Une escadre française s'empare, presque entièrement, d'une flotte anglaise (16 janvier). — Opérations du maréchal de Noailles en Catalogne. Prise d'assaut de Gironne (23 janvier). — Opérations du maréchal de Villars contre Marlborough, en Flandre, où les alliés font des progrès. Combat entre Arleux et Douai (12 juillet). Le comte de Gassion y défait un corps allié. Prise d'assaut du fort d'Arleux (23 juillet) par le maréchal de Montesquiou. Combat de Landrecies (15 août). Le marquis de Coigny y dissipe sept escadrons ennemis. Prise de Bouchain par les alliés (13 septembre). — Opérations des maréchaux d'Harcourt et de Bezons sur le Rhin. — Opérations du maréchal de Berwick sur les frontieres de la Savoie pour couvrir la Provence.	1712 (5 novembre). Acte de renonciation de Philippe V à la couronne de France. 1713 (11 avril). Paix d'Utrecht. entre la France, l'Angleterre et l'Espagne Ce traité, humiliant pour la France, oblige Louis XIV à démolir les fortifications de	
1712. Continuation des opérations en Flan-		



Typ. Saintin

Mazelin et Copin.

MAISON DU ROI.

Garde de la porte.

1724.

ÉVÉNEMENTS MILITAIRES, COMBATS, SIÉGES ET BATAILLES.	TRAITÉS DE PAIX.	ROIS, GUERRIERS et PERSONNAGES CÉLÈBRES.
dre. Prise du Quesnoy par les Impériaux (4 juillet). Bataille de Denain (24 juillet). Le maréchal de Villars y défait le corps du comte d'Albemarle, qui tombe au pouvoir du vainqueur. Prise de Mortagne et de Saint-Amand (26 juillet), de Marchiennes et de Douai (30 juillet et 8 septembre). Reprise du Quesnoy (4 octobre). Prise de Bouchain (19 octobre). 1713. Continuation de la guerre avec l'Empire. Opérations de Villars sur le Rhin. Prise de Landau et de Fribourg (1er et 16 novembre). 1714. Barcelonne se rend à discrétion au duc de Berwick (12 septembre), après un mois de blocus et soixante jours de tranchée ouverte. 1715. Le chevalier d'Asfeld débarque dans l'île de Majorque (16 juin), s'empare de la capitale et soumet les insurgés.	Dunkerque et de Mardick, et à des restitutions de territoire. Il termine la guerre de la succession d'Espagne. 1714 (6 mars). Traité de Rastadt, entre la France et l'Empire, par lequel les choses sont remises dans l'état où elles étaient avant la paix de Riswick. 1714 (7 septembre). Traité de Bade, entre la France et l'Empire. Il confirme, à peu de chose près, les conditions de celui de Rastadt.	

LOUIS XV.

DE 1715 A LA PAIX D'AIX-LA-CHAPELLE (1748).

1719. Louis XV déclare la guerre à l'Espagne (2 janvier). Le maréchal de Berwick, qui commande l'armée française en Biscaye, s'empare de Fontarabie (16 juin), de Saint-Sébastien (1er août) et d'Urgel (11 octobre). 1728. Une escadre sortie du port de Toulon bombarde Tripoli, dont les corsaires avaient insulté le pavillon français (19 juillet). 1733. La mort de Frédéric-Auguste, roi de Pologne (1er février), rallume la guerre entre la France et l'Empire. Louis XV envoie deux armées, l'une en Allemagne sous la conduite du maréchal de Berwick; l'autre en Italie, sous les ordres du maréchal de Villars. Les Français passent le Rhin et s'emparent du fort de Kehl (12 et 28 octobre). — L'armée d'Italie franchit les Alpes, passe le Tessin et prend Ghiera-d'Adda, Pizzighitone et le château de Milan (27 novembre, 9 et 30 décembre). 1734. Opérations du maréchal de Villars en Italie. Le marquis de Maillebois s'empare de Séravalle (5 janvier). Prise de Novarre et de Tortone (7 et 28 janvier). — Opérations du maréchal de Berwick en Allemagne. Passage de la Sarre, prise de Trèves (avril). Reddition du fort de Traerback (2 mai). — Bataille de Parme (29 juin), gagnée par M. de Coigny sur les Impériaux, qui y perdent 9,000 hommes et Merci leur général. — Siége (1) et prise de Philipsbourg (18 juillet). — Bataille de Guastalla (19 septembre). Le roi	1717 (4 janvier). Traité de la Haye, connu sous le nom de *Triple-Alliance*, entre la France, l'Angleterre et la Hollande, par lequel la France s'engage de nouveau à détruire les fortifications de Dunkerque et de Mardick. 1718 (2 août). Traité de Londres, connu sous le nom de *Quadruple-Alliance*. La France, l'Angleterre, l'Empereur, et la Hollande qui n'y accède qu'en 1719, s'unissent pour le maintien des traités d'Utrecht, de Bade et de la Triple-Alliance. 1720 (26 janvier). L'Espagne accède au traité de la Quadruple-Alliance. 1725 (3 septembre). Traité de Hanovre, entre la France, l'Angleterre et la Prusse. Ces trois puissances se garantissent mutuellement leurs acquisitions territoriales et	Louis XV. Louis, dauphin. Louis Xavier, duc de Bourgogne, fils du Dauphin. Philippe II, duc d'Orléans, régent, } princes du sang. Prince de Condé, } princes du sang. Prince de Conti, } princes du sang. Duc du Maine, fils naturel de Louis XIV. Comte de Toulouse, fils naturel de Louis XIV. Charles VII, } empereurs d'Allemagne. François Ier, } empereurs d'Allemagne. Innocent XIII, } papes. Benoît XIII, } papes. Clément XII, } papes. Benoît XIV, } papes. Catherine I, impératrice de Russie. Pierre II, empereur de Russie. Anne Ivanova, impératrice de Russie. Ivan VI, empereur de Russie. Elisabeth Petrowna, impératrice de Russie.

(1) Le 12 juin, Berwick est tué à ce siége d'un boulet de canon, en examinant, au revers de la tranchée, l'effet d'une batterie qu'il venait de faire dresser.

ÉVÉNEMENTS MILITAIRES, COMBATS, SIÉGES ET BATAILLES.	TRAITÉS DE PAIX.	ROIS, GUERRIERS et PERSONNAGES CÉLÈBRES.

ÉVÉNEMENTS MILITAIRES, COMBATS, SIÉGES ET BATAILLES.

de Sardaigne, les maréchaux de Coigny et de Broglie y battent les Impériaux, qui perdent 2.000 hommes tués et 7,000 blessés ou prisonniers.

1735. La guerre, qui se continue faiblement en Allemagne et en Italie, est suspendue par des négociations de paix entre la France et l'Empire.

1738. Louis XV, qui veut favoriser le parti génois, envoie des secours en Corse, où se livrent quelques engagements de peu d'importance.

1740. GUERRE DE LA SUCCESSION D'AUTRICHE.

1741. La France prend part à la guerre que le roi de Prusse avait commencée en Allemagne par l'invasion de la Silésie. Elle envoie une armée de 40,000 hommes pour soutenir les prétentions de l'électeur de Bavière. Une armée d'égale force pénètre en Westphalie. Prise de Passau et de Lintz (août); siége et prise de Prague (26 novembre).

1742. Combat de Scherding (17 janvier). Les troupes de l'électeur y sont battues par les Autrichiens. — Reprise de Lintz et de Passau par les Impériaux (23 et 26 janvier). Les troupes françaises et bavaroises éprouvent des revers dans la Bohême et dans la Bavière. L'armée française, commandée par le maréchal de Broglie, se réfugie dans Prague (juillet). Le maréchal de Maillebois entre en Bohème (septembre), et fait lever le siége de Prague. Le maréchal de Broglie force les Impériaux à lever celui de Braunau (9 novembre). Le marquis de Belle-Isle, que M. de Broglie avait laissé dans Prague, sort de cette place dans la nuit du 16 au 17 décembre, avec 14,000 hommes, et, après une savante retraite, arrive à Egra le 26.

1743. Le brave Chevert, resté dans Prague avec 6,000 hommes, obtient une capitulation honorable et sort de cette place avec les honneurs de la guerre (2 janvier). — Opérations militaires en Italie. Bataille de Campo-Santo (8 février), gagnée par le comte de Gages sur les Autrichiens. — Opérations en Allemagne. Bataille d'Ettinghen (27 juin). Le maréchal de Noailles y est battu par le roi d'Angleterre, allié de Marie-Thérèse. Retraite des troupes françaises sur le Rhin (juillet). Les Autrichiens, qui se sont établis dans l'île de Reignac, dans le dessein de passer le Rhin, en sont chassés par le maréchal de Coigny (4 septembre). Combat de Niffern (septembre); le marquis de Balincourt y défait 3,000 Impériaux. Reddition d'Egra et d'Ingolstadt (7 septembre).

1744. Combat naval à la hauteur de Toulon (22 février), gagné par les flottes combinées de France et d'Espagne sur une escadre anglaise. Louis XV, qui

TRAITÉS DE PAIX.

des secours réciproques en cas d'agression.

1727 (31 mai). Traité de Paris, où sont posés les préliminaires de la paix générale.

1729 (9 novembre). Traité de Séville, entre la France, l'Espagne et l'Angleterre. Ces trois puissances se garantissent leurs possessions, et règlent les secours qu'elles se donneront réciproquement.

1735 (3 octobre). Traité de Vienne, entre Louis XV et l'empereur d'Allemagne, par lequel le roi Stanislas est mis en possession des duches de Lorraine et de Bar, reversibles, après sa mort, au roi de France.

1738 (18 novembre). Traité de Vienne, entre la France et l'Empire. Louis XV restitue les conquêtes faites pendant les précédentes guerres en Allemagne et en Italie. Ce traité stipule la renonciation du roi Stanislas au trône de Pologne.

ROIS, GUERRIERS et PERSONNAGES CÉLÈBRES.

Georges Ier, Georges II, } rois d'Angleterre.

Louis Ier, Ferdinand VI, } rois d'Espagne.

Ulrique-Éléonore, reine de Suède.

Frédéric de Hesse, roi de Suède.

Christian VII, Frédéric V, } rois de Danemark.

Mahmoud Ier, empereur ottoman.

Jean V, roi de Portugal.

Guillaume IV, stathouder des Provinces-Unies.

Auguste II, Auguste III, } rois de Pologne.

Fréderic Guillaume Ier, Fréderic II, (le Grand). } rois de Prusse

Charles-Emmanuel III, roi de Sardaigne.

Amiral.

Louis-Jean-Marie de Bourbon, duc de Penthièvre, en 1734.

Ministres de la guerre.

Duc de Villars, président du conseil de la guerre, en 1715.

Claude Leblanc, 1718.

Le Tonnelier, marquis de Breteuil, 1723.

Claude Leblanc, 1726.

Bauyn d'Angervilliers, 1728.

Marquis de Breteuil, 1740.

Voyer, comte d'Argenson, 1743.

Maréchaux de France.

Maurice, comte de Broglie, 1724—1727.

Duc de Roquelaure, 1724—1738.

Grancey, comte de Médavi, 1724—1725.

Marie du Maine, comte Dubourg, 1724—1739.

Marquis d'Aligre, 1724—1733.

ÉVÉNEMENTS MILITAIRES, COMBATS, SIÉGES ET BATAILLES.	TRAITÉS DE PAIX.	ROIS, GUERRIERS et PERSONNAGES CÉLÈBRES.
vient de déclarer la guerre à l'Angleterre (14 mars), met quatre armées sur pied : les deux premières agissent en Flandre sous les ordres du maréchal de Noailles et du comte de Saxe : la 3e, commandée par le maréchal de Coigny, opère sur les bords du Rhin ; la 4e, dirigée par le prince de Conti, se porte sur les frontières du Piémont. Cette dernière passe le Var à St-Laurent (1er avril), et s'empare de Nice (2 avril) après un combat où cinq régiments piémontais sont faits prisonniers. Prise du fort de Montalban (23 avril). — La France déclare la guerre à Marie-Thérèse.—Opérations en Flandre. Prise de Menin, d'Ypres et du fort Kenoque (4 et 27 juin). — Combat de la Fayole, dans le royaume de Naples (17 juin). Les Espagnols et les Français, commandés par le comte de Gages, y battent les Autrichiens. — Combats et prise des lignes de Lautern, de Lauterbourg et de Weissembourg (5 juillet). Le maréchal de Coigny y bat les Impériaux. Prise de Furnes (10 juillet). — L'armée franco-espagnole, commandée par le prince de Conti, force les retranchements des vallées de la Stura et de Château-Dauphin (18 et 19 juillet), et taille en pièces les troupes qui les défendent (1). Surprise et combat de Veletri (nuit du 10 au 11 août). Les Espagnols, d'abord forcés dans leur camp devant Valetri, se réfugient dans la place; mais bientôt secourus par le comte de Gages, l'ennemi est repoussé de toute part et éprouve de grandes pertes.—Combat de Saverne (13 août). Le duc d'Harcourt, qui y bat un corps de 10 à 12,000 Autrichiens, est ensuite forcé d'abandonner la victoire par suite de l'arrivée d'un renfort ennemi. — Bataille de Coni (30 septembre), gagnée par le prince de Conti et l'infant don Philippe sur le roi de Sardaigne. — Capitulation de Fribourg (1er et 17 novembre).		D'Aubusson, duc de la Feuillade, 1724—1725. Antoine, duc de Gramont, 1724—1725. Marquis de Coëtlogon, 1730—1730. Duc de Biron, 1730—1756. Marquis de Puységur, 1734—1743. Bidal, marquis d'Asfeld, 1734—1743. Adrien-Maurice, duc de Noailles, 1734—1766. Montmorency-Luxembourg, prince de Tingri, 1734—1746. Duc de Coigny, 1734—1759. Comte de Broglie et Revel, 1734—1745. Brancas, marquis de Cereste, 1741—1750. D'Ailly, duc de Chaulnes, 1741—1744. De Brichanteau de Naugis, 1741—1742. Prince d'Isenghen de Montmorency, 1741—1767. Durfort, duc de Duras, 1741—1770. Marquis de Maillebois, 1741—1762. Fouquet, duc de Belle-Isle, 1741—1761. Maurice, comte de Saxe, 1744—1750. Marquis de Maulevrier-Langeron, 1744—1754. Louis de Gramont, 1745—1745. Marquis de Balincourt, 1746—1770.
1745. Deuxième campagne en Flandre. Combat de Pfaffenhoven (15 avril). Les Autrichiens forcent le maréchal de Ségur a la retraite. — Bataille de Fontenoy (11 mai), gagnée par les Français, sous les ordres du maréchal de Saxe, et en présence de Louis XV, sur les alliés, commandés par le duc de Cumberland. L'ennemi y perd 15,000 hommes tués ou blessés et une partie de son artillerie. Capitulation de Tournai et de la citadelle (22 mai et 19 juin). Bataille de Friedberg ou de Striegau (4 juin). Fréderic II, roi de Prusse, allié des Français, y bat les Autrichiens. — Opérations en Italie. Le maréchal de Maillebois s'empare de la	1745 (1 mai). Traité d'Aranjuez, entre la France, l'Espagne et la république de Gênes. Cette dernière s'engage a fournir un corps de 10,000 hommes, avec un train considérable d'artillerie. La France et l'Espagne lui garantissent le marquisat de Final.	Marquis de La Fare, 1746—1752. Duc d'Harcourt, 1746—1750. Laval-Montmorency, 1747—1751. Marquis de Clermont-Tonnerre, 1747—1781. De la Mothe-Houdancourt, 1747—1755. Woldemar, comte de Lowendal, 1747—1755. Armand-Duplessis, duc de Richelieu, 1748—1788.

(1) Le combat du 19 juillet est aussi connu sous le nom d'*affaire des Barricades*.

ÉVÉNEMENTS MILITAIRES, COMBATS, SIÉGES ET BATAILLES.	TRAITÉS DE PAIX.	ROIS, GUERRIERS et PERSONNAGES CÉLÈBRES.
vallée d'Oneille, de Final et de Savone (juin). Combat de Novi (4 juillet). Le duc de Modène et le comte de Gages y battent les Autrichiens. — Affaire de Mesle (10 juillet). Un corps de 6,000 alliés y est battu par les Français. — Prise d'assaut de Gand, de Bruges et d'Oudenarde (11, 18 et 21 juillet). — Prise de Tortone et du château (14 août et 3 septembre). — Capitulation de Dendermonde (12 août). Reddition d'Ostende (23 août). Prise de Nieuport (5 septembre). — Le marquis de la Vieuville enlève Plaisance par escalade et prend Pavie par surprise (9 et 22 septembre). Bataille de Bassignano (27 septembre), gagnée par le maréchal de Maillebois et le comte de Gages sur le roi de Sardaigne. — Prise d'Ath (8 octobre).		*Généraux célèbres.* Bourcet. Chevert. Vallière. *Marins célèbres.* La Galissonnière. Lamotte-Piquet. Suffren (Bailly de).
1746. Troisième campagne en Flandre. Reddition de Bruxelles (20 février). — Opérations en Italie. Les Français y éprouvent divers échecs. Les alliés reprennent Asti, Lodi, Casal, Parme et Valence. — Succès de l'armée française en Flandre. — Attaque de Codorgno (Italie). Les Espagnols, alliés des Français, y mettent en pièces un corps de 4,000 Autrichiens (mai). — Prise d'Anvers par Louis XV (21 mai). — Bataille de Plaisance (16 juin), gagnée par les Autrichiens sur l'armée franco-espagnole. — Prise de Mons (10 juillet) par le prince de Conti. — M. de La Bourdonnaie, gouverneur de l'île Bourbon, attaque une escadre anglaise (6 juillet), la disperse, et va mettre le siége devant Madras. — Prise de Charleroi (2 août) et de St-Guilain. — Combat de Tridone (10 août), gagné sur les Autrichiens par le maréchal de Maillebois et le marquis Pignatelli. — Capitulation de Namur et de la citadelle (19 et 30 septembre). — Prise de Madras par M. de La Bourdonnaie (27 septembre). — Une escadre anglaise fait une vaine tentative contre la ville de Lorient (octobre). — Bataille de Raucoux (11 octobre). L'armée française, commandée par le maréchal de Saxe, y bat les alliés sous les ordres du prince Charles de Lorraine. L'ennemi y perd 12,000 hommes tués ou blessés, 3,000 prisonniers, 50 pièces de canon et 9 drapeaux. — Les Français se retirent en deçà des Alpes. Les troupes impériales et piémontaises passent le Var et envahissent la Provence (30 novembre). Le maréchal de Belle-Isle, qui a remplacé Maillebois, arrête les progrès de l'ennemi. Les Anglais s'emparent de l'île et du fort Sainte-Marguerite (16 décembre). — Louis XV envoie des secours à la ville de Gênes, révoltée contre les Autrichiens.		
1747. L'ennemi repasse le Var et rentre en		

ÉVÉNEMENTS MILITAIRES, COMBATS, SIÉGES ET BATAILLES.	TRAITÉS DE PAIX.	ROIS, GUERRIERS et PERSONNAGES CÉLÈBRES.
Piémont (3 février) par le col de Tende. Les Français et les Génois attaquent les Autrichiens dans le poste de la montagne du Diamant (14 avril), et les chassent de cette position. — 4e campagne en Flandre. Le maréchal de Saxe s'empare de plusieurs redoutes défendues par les Hollandais (17 avril). M. de Lowendal se rend maître du fort de l'Écluse et d'autres postes ennemis (22, 24 et 25 avril). Prise du Sas de Gand (1er mai), du fort Philippe, de Hulst et d'Axel (6, 11 et 16 mai). Conquête de la Flandre hollandaise par l'armée française.—Le duc de Boufflers attaque les Autrichiens devant Gênes, et s'empare de leurs positions (21 mai).—Reprise des îles St-Honorat et Sainte-Marguerite (25 mai).—Les Autrichiens sont de nouveau battus et chassés de la côte de Gênes (27 mai). — Le maréchal de Belle-Isle passe le Var et s'empare de Montalban et de Villefranche (3, 5 et 11 juin). — Combat naval à la hauteur du cap Finistère (14 juin). Une escadre anglaise, forte de 16 vaisseaux de ligne, enlève une escadre française de 4 vaisseaux de ligne et de 5 frégates.—Bataille de Lawfeld (2 juillet), gagnée par le maréchal de Saxe sur les alliés, commandés par le duc de Cumberland : 10,000 hommes tués, 800 prisonniers, 29 pièces de canon et 16 drapeaux ou étendards, sont le résultat de cette victoire, chèrement achetée par la perte de 6,000 Français. Prise d'assaut de Berg-op-Zoom par M. de Lowendal qui y reçoit le bâton de maréchal (nuit du 15 au 16 septembre). — Deuxième combat naval à la hauteur du cap Finistère (25 octobre). Une flotte anglaise de 29 vaisseaux y bat une escadre française qui n'en compte que 8.		
1748. Opérations du duc de Richelieu dans les états de Gênes. Attaque et prise de Varragio (février). Combat de Voltri (18 février). Les Français y battent les Impériaux et leurs alliés. — Cinquième campagne en Flandre. Prise de Maëstricht (7 et 10 mai). Suspension des hostilités.	1748 (18 octobre). Troisième traité d'Aix-la-Chapelle, entre la France, l'Angleterre et la Hollande. Ce traité termine la guerre de la succession d'Autriche.	

NOMENCLATURE ALPHABÉTIQUE

DES DÉLITS MILITAIRES ET DES PEINES Y ATTACHÉES,

CONFORMÉMENT AUX ORDONNANCES ANTÉRIEURES A LA RÉVOLUTION (1)

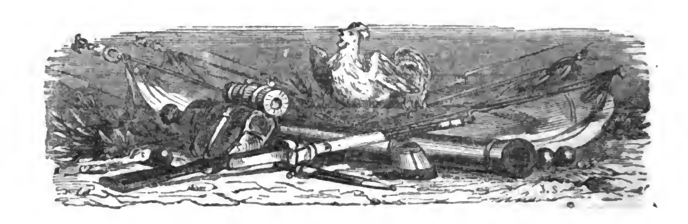
DÉLITS.	PEINES.	ORDONNANCES en VERTU DESQUELLES la peine était appliquée
Abandonner ses drapeaux dans une action ..	Passé par les armes.........	1551-1727.
Arracher des mains du prevôt un homme arrêté, ou s'opposer à son arrestation.......	Pendu......................	1716-1717.
Assassinat...............................	*Idem*.......................	1727.
Attentat ou entreprise contre le service du roi.	Rompu vif..................	*Idem*.
Blasphémer le saint nom de Dieu..........	La langue percée d'un fer rouge..................	1727-1750.
Blesser ou se mettre en défense contre un prévôt ou cavalier de maréchaussée.........	Pendu......................	1716-1717.
Changer de poste sans ordre.............	Galères à perpétuité........	1750.
Contrebande à main armée................	Pendu......................	1716-18-50-1751
— sans armes..................	Galères à perpétuité	1727.
Correspondance avec l'ennemi............	Mort sans indication de genre.	*Idem*.
Dégradations dans les forêts............	Verges......................	1737.
Derober une arme........................	Pendu......................	1727.
Désertion...............................	Passé par les armes.........	*Idem*.
— en faction.......................	Mort sans indication de genre.	Henri II.
Désobéissance...........................	*Idem*......................	1727.
Embauchage..............................	*Idem*......................	1716.
Enivrer (s') étant de garde..............	Une heure sur un cheval de bois, pendant un mois.....	1727.
Enrôlement dans les levées sans ordres......	Pendu......................	1718-1750.
Escroquerie.............................	Verges.	
Evasions de prisonniers..................	Galères (trois ans)..........	1551-1733.
Factionnaire endormi....................	Passé par les armes.........	1727.
— endormi dans un poste peu import.	Galères à perpétuité........	*Idem*.
— abandonnant son poste...........	Mort......................	Henri II (1551).
— se laissant relever par d'autres qu'un sergent, caporal ou anspessade de la même garde........................	Galères (six ans)...........	1753. 1733.
Fautes de discipline........	Les fautes de simple discipline étaient punies de deux jours, quinze jours, un mois, deux mois et trois mois de prison. On ajoutait quelquefois à ces punitions celle des verges; le nombre de coups à recevoir était calculé en raison de la grandeur de la faute.	
Homme de garde dégradant ou laissant dégrader les fortifications...............	Galères à perpétuité	1679-1750.
Même cas pour les hommes qui ne sont pas de garde...............................	Galères (trois ans)..........	1750.
Jeux de dez et de cartes..................	Fouetté pour la première fois; les oreilles coupées et un bannissement de dix ans, en cas de récidive.......	François Ier.

(1) Les ordonnances de 1439 à 1650, concernant la police et la discipline militaire, notamment celles de 1534, 1550, 1553 et 1557, qui établissaient les règles à suivre pour l'application des peines et delits, furent réunies en une espèce de Code dans l'ordonnance du 1er juillet 1727, qui, depuis, a servi de base aux réglements, instructions, lois pénales et ordonnances relatives à la justice militaire. (Voyez le Code militaire de Briquet, tome III, page 112, édition de 1761.)

DÉLITS.	PEINES.	ORDONNANCES en VERTU DESQUELLES la peine était appliquée.
Incendie	Mort sans indication de genre.	1735.
Insulte à un factionnaire	Passé par les armes	1551-1727.
Levées d'hommes sans ordre du roi	Pendu	1718-1750.
Maraude	Mort sans indication de genre.	1741.
Mettre l'épée à la main dans une place	Galères à perpétuité	1727.
Miliciens s'engageant dans une autre troupe sans autorisation légale	Galères (cinq ans)	1717-37-50.
Militaire arrêté à une demi-lieue d'une garnison du côté de l'étranger	Pendu	1716.
Militaire arrêté à un quart de lieue d'un camp marchant du côté de l'ennemi	*Idem*	1720.
Mot d'ordre (livrer le)	*Idem*	1730.
Mutinerie	*Idem*	1557-1727.
Parler haut et crier en marchant en bataille ou devant l'ennemi	La langue percée d'un fer chaud	1534-1557.
Paroles tendantes à la sédition, mutinerie ou rébellion	Mort sans indication de genre.	1727.
Idem, non révélateur	*Idem*	*Idem*.
Partisan sans ordres	Pendu	1710.
Pêcher dans les étangs ou autres réservoirs particuliers	Verges	1716.
Piller des vignes, poules, fruits ou légumes	*Idem*	
Porteur de fausse feuille de route	Pendu	1699.
— d'un faux signalement	Galères à perpétuité	1716.
Recéler un déserteur	Mort sans indication de genre.	1741.
Rébellion	Pendu	1727.
Révolte	*Idem*	*Idem*.
Sédition	*Idem*	*Idem*.
Sortir d'une place ailleurs que par les portes ordinaires	*Idem*	1551-1727.
Sortir d'un camp retranché	*Idem*	1727.
— d'une place avec d'autres armes que l'épée	Verges et un mois de prison.	1716.
Tirer des armes à feu sans occasion	Verges	1735-1741.
— pendant la nuit	Une heure sur un cheval de bois pendant un mois	1727.
Tromper au jeu	Verges et prison	1727-1750.
Vente d'armes, habillement ou équipement	Galères à perpétuité	1727.
— de plomb et de poudre	Une heure sur un cheval de bois pendant quinze jours.	*Idem*. *Idem*.
Viol	Pendu et étranglé	1551.
Voie de fait envers un officier	Pendu après avoir eu le poing coupé	1727-1750.
— un commissaire des guerres.	Pendu	1727.
— un sous-officier	Mort ou galères à perpétuité.	1551-1727.
— avec armes envers un employé des fermes	Mort sans indication de genre.	1716-17-41-50 51
Voie de fait sans armes envers les mêmes	Galères à perpétuité	1751.
— d'un homme de service envers son caporal	*Idem*	1727.
Vol d'église	Pendu et étranglé	1551-1557.
— avec profanation	Brûlé vif	1551.
Vol (tous genres de) excepté les précédents	Pendu	1551-1727.
— de prêt et autres envers ses camarades	Galères à perpétuité	*Idem*.
— d'armes, *idem*	Pendu	Henri II (1551.)
— d'outils des travaux du roi	Fleurdelisé et fouetté de la main du bourreau	1723-1750.

Il existait encore d'autres genres de délits militaires qu'il eût été trop long de citer ici, et que l'on a cru devoir supprimer.

Il est essentiel de remarquer, que, dans la colonne des ordonnances en vertu desquelles les peines étaient appliquées, la première date indique les ordonnances qui constituent les délits et que la seconde désigne celles qui les ont maintenus.



CHAPITRE III.

1756 — 1792.

SOMMAIRE. — Guerre entre la France et l'Angleterre. — Prise de l'île de Minorque. — Assaut de la citadelle de Port-Mahon. — Le maréchal de Richelieu. — Guerre de sept ans. — Bataille de Rosbec. — Journée de Clostercamp. — Guerre de l'indépendance américaine. — Rochambeau. — Le bailly de Suffren. — La Corse réunie à la France. — Révolution française. — Prise de la Bastille. — Ligue de Pilnitz. — Combats de Tournai et de Quiévrain. — Le maréchal Luckner commandant en chef de l'armée du Nord. — État des forces de l'armée française en 1792. — 50,000 Prussiens envahissent la France. — Décret qui déclare la *patrie en danger*. — Enrôlements volontaires. — Fédération du Champ-de-Mars. — Manifeste du duc de Brunswick. — Bombardement de Thionville. — Dumouriez général en chef de l'armée des Ardennes. — Kellermann à l'armée de la Moselle. — Prise de Longwy. — Défense de Thionville. — Montesquiou à l'armée de l'Est. — Les Prussiens dans la Champagne. — Bataille de Valmy. — Bataille de Jemmapes. — Conquête de la Belgique. — Art militaire. — Infanterie. — Cavalerie. — Artillerie. — Génie. — Nouveaux systèmes de guerre. — Esquisses historiques sur les vieux corps. — Les bataillons de volontaires et les demi-brigades.

Un des articles du traité d'Utrecht, relatif à quelques pouces de terrain sur les rivages de l'Acadie, ralluma la guerre entre la France et l'Angleterre. Ce fut du moins le prétexte de cette nouvelle lutte qui allait ensanglanter l'Europe : « Une pareille dispute, dit Voltaire, élevée entre de simples commerçants, aurait été apaisée en deux heures par des arbitres ; mais entre deux couronnes il suffit de l'ambition d'un simple commissaire pour bouleverser vingt États. » La cause réelle, c'est que les Anglais voyaient avec peine la prospérité des colonies françaises et espagnoles dans les Indes. La Bourdonnaye et Dupleix venaient de fonder une grande puissance coloniale en face de la puissance anglaise. C'en était assez pour déterminer le parlement britannique à faire la guerre.

Dans la guerre de 1741, la France avait perdu sa marine; dans celle-ci, l'Angleterre espérait lui enlever ses colonies, et, maîtresse absolue sur les mers, régner aussi sur les Indes.

Louis XV, pour faire face à cette nouvelle lutte, résolut d'attaquer le roi Georges dans ses États héréditaires d'Allemagne. Il mit sur pied une armée qui devait pénétrer dans l'électorat de Hanovre. Cette irruption en Allemagne menaçait l'Europe d'un embrasement allumé dans le Nouveau-Monde, et changea la politique du continent.

La Prusse, depuis la dernière guerre, était en butte aux haines jalouses des grandes puissances. L'Autriche regrettait la Silésie; la France conservait un ressentiment profond de la paix de Dresde, qui avait causé les désastres du maréchal de Belle-Isle, abandonné dans Prague. La Russie était dévorée du désir d'essayer, contre les troupes du continent, les forces de ses armées et la puissance de sa politique dans les affaires de l'Europe; et puis la gloire de Marie-Thérèse avait séduit l'imagination de la czarine.

« *Il est temps, disait-on à Vienne, à Paris, à Saint-Pétersbourg, de mettre un « frein* à l'ambition *des puissances du second ordre.* » C'est dans ces circonstances que le grand Frédéric et Georges II firent alliance; c'est l'origine de cette guerre dite de Sept Ans, guerre célèbre quoique stérile, et qui eut une grande influence sur les progrès de l'art militaire en Europe.

« Nous avons vu, dit Voltaire, un électeur de Brandebourg tenir seul contre les forces de la maison d'Autriche, de la France, de la Russie, de la Suède et de la moitié de l'Empire. C'est un prodige qu'on ne peut attribuer qu'à la discipline de ses troupes et à la supériorité du capitaine; le hasard peut faire gagner une bataille, mais quand le faible résiste au fort pendant sept années dans un pays ouvert et répare les plus grands malheurs, ce ne peut être l'ouvrage de la fortune. C'est en quoi cette guerre diffère de toutes celles qui ont jamais désolé le monde. Cette petite querelle, ajoute-t-il, mit sous les armes plus de 500,000 hommes. Il n'y eut jamais tant de combattants effectifs, ni dans les croisades, ni dans les irruotions des conquérants de l'Asie. »

Napoléon, dans ses mémoires, faisant justice de l'exagération des louanges accordées au grand Frédéric par le brillant écrivain du *Siècle de Louis XIV*, porte le jugement suivant sur cette guerre :

« Le roi de Prusse, pendant la guerre de Sept Ans, aurait tenu tête à la France, à l'Autriche et à la Russie. Ce résultat serait miraculeux. Un prince qui n'avait que quatre millions de sujets aurait lutté sept années contre les trois plus grandes puissances de l'Europe, qui en avaient quatre-vingts millions ! Mais en fixant un regard attentif sur les événements de cette guerre, le merveilleux disparaît sans que cela diminue l'admiration qu'inspirent les talents de ce grand capitaine.

« 1° La France ne doit pas être comptée parmi les puissances que Frédéric a eues à combattre, puisque, pendant toute la guerre, les armées françaises ont été contenues sur le Rhin et le Wéser par l'armée des deux

princes à la solde de l'Angleterre, composée d'Anglais, Hanovriens, Hessois, Brunswickois; 2° la Russie ne voulait point accabler la Prusse, elle ne fit que ce qu'il fallait faire pour satisfaire à cet instinct ambitieux qui la portait à essayer ses armées contre des armées manœuvrières, pour pouvoir un jour accomplir sa destinée dont elle avait déjà le pressentiment; 3° l'Autriche n'avait qu'un état militaire très-faible, tandis que la Prusse, qui de longue main était organisée comme un camp, avait des armées nombreuses et manœuvrières.

» Pendant la campagne de 1756, la France ni la Russie n'ont mis aucune armée en campagne. Pendant celle de 1757, l'armée russe a fait une invasion au mois d'août sur la Prégel, a gagné une bataille, et s'en est retournée plus vite que si elle eût été battue. Pendant les quatre premiers mois de cette année, comme en 1756, le roi de Prusse n'a eu que l'Autriche à combattre; et en 1758, l'armée russe a fait une seconde incursion, pareille à celle de l'année précédente. Le 21 août, elle perdit une bataille sur l'Oder, et s'en est retournée en Pologne. Le roi, pendant les quatre premiers mois de la campagne, et pendant l'arrière-saison, n'a eu contre lui que l'Autriche; mais il perdit tous ses avantages par l'opération mal calculée de la Moravie et de Hohenkirch.

» La campagne de 1759 est une répétition de la précédente. L'armée russe fait une troisième incursion au mois d'août, bat le roi à Kunersdorff, et, fidèle à son système, elle retourne dans ses frimas. Le roi, pendant les quatre premiers mois et pendant l'arrière-saison, put écraser les Autrichiens, mais il ne sut pas mettre à profit un temps si précieux, car il perdit un corps de 18,000 hommes, officiers et soldats, par l'imprudence de ses manœuvres, qui furent suivies de la capitulation de Maxen.

» En 1760 c'est la même répétition : le roi, pendant les quatre premiers mois, peut tout faire contre les Autrichiens, et cependant, à la vue de l'armée du prince Henri, qui était cantonnée en Silésie, Landon cerne et prend un corps de 12,000 hommes, officiers et soldats. Les Russes arrivent trop tard sur l'Oder; ils ne livrent point bataille, mais ils séjournent plus longtemps qu'à l'ordinaire. Cependant ils retournent hiverner dans leurs glaces.

» En 1761 et en 1762, la population de la Prusse commençait à s'épuiser; les Autrichiens prirent Scheweidnitz et les Russes Colberg. Dresde avait été pris la campagne précédente. La position du roi devenait critique; mais Élisabeth mourut, les Russes abandonnèrent la coalition et s'allièrent avec la Prusse. Les riches subsides que Frédéric reçut de l'Angleterre lui donnèrent les moyens de lever des soldats et des officiers dans toute l'Allemagne. Cela seul fit plus pour la cause de la Prusse que ne firent pour celle de l'Autriche les cinq incursions de l'armée russe.

» On reproche à Frédéric: 1° de n'avoir pas profité comme il devait de l'initiative qu'il a eue en 1756; 2° de n'avoir pas frappé de grands coups pendant le printemps des cinq années suivantes, où les Russes étaient éloignés du champ d'opérations; 3° les fautes qui entraînèrent les désastres de Ho-

henkirch, de Maxen et de Landshut; 4° les mauvaises directions données à ses deux invasions de la Bohême et de la Moravie. Mais ces fautes sont éclipsées par les grandes actions, les belles manœuvres, les résolutions hardies qui lui ont valu de sortir victorieux d'une lutte aussi disproportionnée. Il a été grand surtout dans les moments les plus critiques; c'est le plus bel éloge qu'on puisse faire de son caractère; mais tout prouve qu'il n'eût pas résisté une campagne à la France, à l'Autriche et à la Russie, si ces puissances eussent agi de bonne foi; qu'il n'eût pas pu faire deux campagnes contre l'Autriche et la Russie, si le cabinet de Saint-Pétersbourg avait permis que ses armées hivernassent sur le champ d'opérations. Le merveilleux de la guerre de Sept Ans disparaît donc; mais ce qui est réel justifie cette réputation dont a joui l'armée prussienne pendant les cinquante dernières années du siècle passé, et consolide, au lieu d'ébranler, la grande réputation militaire de Frédéric.»

Après cette page remarquable de critique historique, qui fait connaître l'ensemble de cette guerre de Sept Ans, il nous reste à résumer les opérations de l'armée française.

Nous avons vu que Louis XV, pour se venger des ravages causés dans nos colonies du Canada par les flottes anglaises, avait levé une armée qui devait se porter dans l'électorat de Hanovre; en même temps il avait préparé une flotte puissante et annoncé le projet d'une descente en Angleterre. Georges II, pour faire face à cet orage, appela à son aide des Hanovriens et des Hessois, et Londres se vit bientôt inondée de soldats étrangers, ce qui ne lui était jamais arrivé, même au temps où Élisabeth, ayant l'Irlande à contenir, l'Écosse à combattre, bravait les *Armada* de Philippe II, roi d'Espagne.

Quoi qu'il en soit, le gouvernement anglais avait pris le change sur les projets de la France; mais pendant qu'il croyait ses généraux occupés sur les dunes de Calais ou de Boulogne à étudier, à préparer les moyens d'une descente sur ses côtes, une flotte française, sous les ordres du marquis de la Galissonnière, faisait voile pour les îles Minorque, ce fruit de tant de dépenses prodiguées dans l'ancienne guerre de la succession d'Espagne. Les Anglais avaient pris à cette époque Minorque sur l'Espagne. La possession de cette conquête leur avait été assurée par plusieurs traités; elle leur était plus importante encore que Gibraltar, qui n'est point un port, et leur donnait l'empire de la Méditerranée.

Le 9 avril 1756, la flotte française, forte de douze vaisseaux de premier rang et de quelques frégates, portant vingt bataillons, l'élite de l'armée, sous les ordres du duc de Richelieu, commandant en chef de l'expédition, parut dans la Méditerranée, arriva le 18 en vue de l'île, et manœuvra de manière à pouvoir gagner la plage du sud, en doublant le cap Biaoli, pour s'approcher de Ciuta-Della. Comme on était persuadé que les Anglais s'opposeraient au débarquement, la flotte se rangea en bataille; mais, aucun préparatif de défense n'étant signalé, le chevalier de Redmond, brigadier et maré-

chal-des-logis, eut ordre d'aller à terre avec un sergent et douze hommes du régiment, et d'avertir si la côte était libre. Dans ce cas, il devait s'avancer vers Ciuta-Della, et la sommer de se rendre pendant que l'armée opérerait le débarquement. Le chevalier, avec sa faible escorte, arriva à terre sans opposition, fit le signal convenu et marcha vers la ville de Ciuta-Della. Les portes étaient ouvertes, il y entra et s'établit sur la place. Il fut bientôt rejoint par vingt-quatre compagnies de grenadiers, ayant à leur tête le comte de Maillebois. Ainsi, ce fut un détachement de douze hommes qui s'empara des îles Minorque. La garnison s'était retirée dans la citadelle de Port-Mahon. L'Angleterre, prise au dépourvu, ne put s'opposer à cette entreprise. Ce ne fut qu'au mois de juin que la flotte anglaise vint attaquer celle de l'amiral de la Galissonnière. Une bataille n'eût pas conservé aux Anglais l'île de Minorque, mais elle pouvait sauver leur gloire. Ils furent repoussés avec perte, et cet échec causa à Londres une telle consternation, que l'amiral Bing, qui avait combattu le marquis de la Galissonnière, fut condamné par une cour martiale à être *arquebusé*, en vertu d'une ancienne loi portée du temps de Charles II.

Cependant l'Angleterre espérait conserver la citadelle de Port-Mahon, qu'on regardait, après Gibraltar, comme la place de l'Europe la plus forte par sa situation, par les ressources de son terrain, et par les prodigieux travaux de défense dont on l'avait fortifiée pendant près de trente ans. C'était partout un roc uni; c'étaient des fossés profonds de vingt à trente pieds taillés dans le roc; c'étaient quatre-vingts mines sous des ouvrages devant lesquels il était impossible d'ouvrir la tranchée.

Tout était impénétrable au canon; la citadelle était entourée partout de fortifications extérieures taillées dans le roc vif. La garnison de Port-Mahon, forte de neuf mille hommes de troupes d'élite, avait été renforcée de bon nombre de paysans, qu'on y avait fait entrer pour travailler aux fortifications; en outre, les plus riches négociants de l'île s'y étaient retirés avec leur argent et leurs effets les plus précieux.

Essayer de s'emparer d'une telle place paraissait une entreprise insensée et cent fois plus périlleuse que ne l'avait été l'attaque de Berg-op-Zoom. Cependant, le marquis de Richelieu n'hésita pas à tenter cette entreprise. Le défenseur de la ville de Gênes voulut prouver qu'il savait aussi bien enlever les villes que les défendre. Richelieu était le type le plus complet des gentilshommes de cette époque. Célèbre par les agréments de sa figure et de son esprit, il passait des intrigues de boudoir aux intrigues de cour, et des aventures galantes aux rudes épreuves des combats. Nul n'avait plus de bravoure et de sang-froid que lui; nul n'exerçait une plus grande influence sur l'esprit des troupes; nul ne fut plus heureux à la guerre. Aussi, toutes ses actions portent-elles un cachet d'audace et de témérité que le succès seul a pu justifier. Tel est l'homme qui avait résolu de s'emparer de Port-Mahon, et qui avait juré à la face de l'Europe, qu'il se ferait tuer sur ce roc ou qu'il y arborerait le drapeau de la France. A peine arrivé sous les murs de la ville, il fit faire les dispositions du siége et pressa les travaux avec vigueur, ne s'arrêtant ni aux



Typ. Chaumont.

Garde-Française.

Petite tenue.

1756.

Pl. 24.

obstacles, ni aux impossibilités, et triomphant des murmures des troupes en donnant l'exemple de la persévérance et du courage. Le transport de l'artillerie, et les difficultés que l'on rencontrait à ouvrir la tranchée dans les endroits où il n'y avait pas quelquefois un pied de terre, et où la pioche s'émoussait aussitôt sur le rocher, retinrent l'armée jusqu'au 8 mai, époque à laquelle on put commencer les opérations du siége du fort Saint-Philippe par l'établissement de deux batteries. Les travailleurs étaient soutenus par deux bataillons et renouvelés plusieurs fois par jour. Cependant le siége traînait en longueur. Le terrain était si peu propre à établir des batteries, qu'à chaque instant elles étaient démontées. L'ennemi, de son côté, ne se montrant que derrière des palissades, et l'artillerie française ne pouvant rien contre des monceaux de roches, le duc de Richelieu résolut d'imiter la conduite du marquis de Lowendal à Berg-op-Zoom. Il savait à quels hommes il commandait. Il fit ses dispositions pour enlever d'assaut l'imprenable citadelle de Port-Mahon.

Une attaque fut dirigée sur trois points; seize compagnies de grenadiers, soutenues par quatre bataillons aux ordres du marquis de Laval, maréchal de camp, du marquis de Monti, brigadier, et du marquis de Briqueville, colonel, furent chargées d'attaquer par la gauche la redoute de la *Reine*, la lunette de *Kent* et les ouvrages de *Stranguen* et *d'Argyle*.

L'attaque du centre fut dirigée sur la lunette de l'*ouest* et sur la redoute *Carolina;* elle fut confiée au prince de Beauvau, qui avait sous ses ordres les deux brigades de Royal-Italien et de Vermandois.

La troisième attaque, celle de droite, devait être lancée sur le fort Marlborough; elle était commandée par le comte de Lannion, maréchal de camp, et par le marquis de Roquepine, brigadier.

En outre, le maréchal de Richelieu avait adjoint à chaque corps d'attaque deux ingénieurs, cent cinquante travailleurs, un officier de *Royal-artillerie*, dix canonniers, une brigade de mineurs et cinquante volontaires avec des échelles.

Le signal fut donné à dix heures du soir, le 28 juin 1756; on descendit dans les fossés, sous le feu de soixante pièces d'artillerie anglaise, qui n'arrêtèrent point nos colonnes. Parvenus au pied d'un roc à pic, les assaillants plantèrent leurs échelles; arrivés au sommet de ces échelles, ils montèrent sur les épaules les uns des autres, en se donnant mutuellement la main, soulevant les officiers dans leurs bras; ils atteignirent ainsi le couronnement des murailles. Là, une lutte corps à corps s'engagea, lutte d'une garnison déssespérée contre une armée pleine d'audace. Enfin, à quatre heures du matin, quand déjà le feu de l'artillerie était éteint depuis une heure et demie et qu'on n'entendait plus que la crépitation de la mousqueterie et le cliquetis de l'arme blanche, le fort Saint-Philippe battit la chamade; aussitôt l'attaque cessa : l'ennemi demandait une trêve pour relever ses blessés et enterrer ses morts; elle fut accordée, à la condition que chacun resterait à son poste. Le jour même, 29 juin, cette trêve fut suivie d'une capitulation qui remit

aux mains de Richelieu la citadelle de Port-Mahon et l'île tout entière.

Cette action eut en France et en Europe un grand retentissement; elle couvrit de gloire M. le maréchal de Richelieu, et porta au comble la réputation de bravoure de l'armée française. Le lendemain de la prise de Port-Mahon, les Anglais, au moment d'évacuer la citadelle, jetant un dernier regard sur ses immenses rochers bordés de fortifications, sur ces fossés profonds dans lesquels un homme de sang-froid n'aurait osé descendre, demandaient avec surprise à nos soldats par quel moyen ils avaient pu les escalader.

Ce succès éclatant fut malheureusement le dernier que nos armées obtinrent contre l'Angleterre, et il fut, l'année suivante, sur les bords de la Saale, suivi d'une défaite non moins éclatante.

La France, au début de la guerre de Sept Ans, s'était engagée à fournir 24,000 hommes à la reine de Hongrie. Le prince de Soubise en prit le commandement; il passa le Rhin à Dusseldorf, et se dirigea en Saxe, où il se réunit à l'armée des contingents. Il entra à Erfurth le 21 août. La France, qui voulait en même temps s'emparer du Hanovre, envoya une autre armée forte de 80,000 hommes, composée de cent douze bataillons et de cent dix escadrons, sous les ordres du maréchal d'Estrées, homme de guerre d'un grand mérite, auquel une intrigue de cour enleva son commandement au moment où il venait de remporter la bataille de Hassembeck. Il avait pour lieutenants généraux Chevert, d'Armentières et de Contades. Le maréchal d'Estrées passa le Rhin, traversa la Westphalie et se porta sur le Wéser. Son adversaire, le duc de Cumberland, le même qui commandait l'armée anglaise à Fontenoy, qui occupait le camp de Bieleld avec une armée de 60,000 hommes à la solde de l'Angleterre, repassa le Wéser et campa à Hassembeck, ayant sa gauche sur les hauteurs de Ohsen, à une lieue en avant de la forteresse de Hameln, occupant une ligne de 2,300 toises. Le village de Hassembeck et une redoute couvraient leurs flancs; un marais impraticable était entre le village et le fleuve.

Le 16 juillet, le maréchal d'Estrées passa le Wéser sur six colonnes au-dessus de Hameln. Le 24, il prit position devant l'armée ennemie, reconnut qu'elle était attaquable par les hauteurs de la gauche, et détacha Chevert, qui, le 25, avec seize bataillons, tourna la position de l'ennemi sur la gauche, et prit position au village d'Afferde, sur ses derrières. Chevert était l'homme des circonstances difficiles. Officier de fortune, sans aïeux, sans appui et orphelin dès l'enfance, il était entré au service à l'âge de seize ans, et il s'était élevé à force de mérite jusqu'au grade de lieutenant général. L'escalade et la défense de Prague l'ont couvert d'une gloire immortelle. La journée d'Hassembeck fut son œuvre personnelle. Le seul titre de maréchal de France, dit d'Alembert, a manqué, non pas à sa gloire, mais à l'exemple de ceux qui le prendront pour modèle.

Le maréchal d'Estrées, avec vingt-quatre bataillons et quatre régiments de dragons, occupa une position intermédiaire le 26 au matin. Le général Chevert commença son attaque sur l'extrême gauche du duc de Cumberland. Ce-



Typ. Chaumont.

Garde de Paris, dite Guet à cheval.

1785.

Pl. 143.

lui-ci, qui connaissait l'importance de cette position, y avait porté l'élite de ses troupes. Tous les chemins étaient rompus; il avait dû faire un long détour à travers les bois et les ravins pour arriver jusqu'à la position des Hanovriens. Il est vrai qu'il commandait, lui aussi, des régiments d'élite : *Picardie*, *Navarre*, *La Marine* et *Eu*. Il était neuf heures du matin quand il put commencer son attaque. Déjà, depuis trois heures, le maréchal d'Estrées canonnait le centre et la droite des ennemis. Chevert s'avance sous un feu très-vif de mousqueterie, auquel il défend de répondre, car il s'agissait, non pas de *combattre, mais de courir à l'ennemi;* il aborda les Hanovriens à la tête des grenadiers, culbuta à la baïonnette tout ce qui s'opposa à lui, et s'empara des positions de l'ennemi après un combat acharné et sanglant. Le marquis de Contades, de son côté, avait réussi dans ses attaques sur la droite. La victoire était assurée; elle devait être décisive. Le maréchal de Cumberland avait ordonné la retraite, et sa position était des plus critiques, lorsque le prince héréditaire de Brunswick, par une inspiration aussi heureuse que hardie, se jette, l'épée à la main, avec 1,200 hommes, sur la batterie du centre enlevée par les Français. En même temps, un colonel hanovrien se détache de lui, mais rentre dans le bois, prend les Français à revers, les chasse de leur position et s'empare de leurs canons. La terreur passe un instant au milieu des troupes françaises. Le maréchal d'Estrées ordonne la retraite, mais les soldats de Chevert, promptement revenus de leur étonnement, retournent sur leurs pas, chassent l'ennemi et reprennent leurs canons. Le duc de Cumberland avait profité de cet heureux incident pour faire sa retraite. Il avait perdu 3,000 hommes.

Le courrier porteur de la nouvelle de cette victoire arriva à Versailles en même temps que partait le message qui retirait au vainqueur son commandement. C'était le duc de Richelieu qui remplaçait le maréchal d'Estrées. Profitant de la victoire de son prédécesseur, il s'empara du Hanovre, du Wolfenbutel et de Brunswick, et força le duc de Cumberland de capituler avec toute son armée. Cette capitulation, plus singulière qu'une bataille gagnée, était non moins glorieuse. L'armée du duc de Cumberland fut obligée par serment de se retirer au delà de l'Elbe et de laisser le champ libre aux Français contre le roi de Prusse. La perte de ce souverain parut alors inévitable. Il venait d'éprouver une grande déroute auprès de Prague, et ses troupes avaient été battues à Landshut. Il pouvait en ce moment être enveloppé d'un côté par l'armée du maréchal de Richelieu, de l'autre par celle du prince de Soubise, pendant que les Russes et les Autrichiens l'attaqueraient en Silésie. Le grand Frédéric sembla lui-même désespérer de la fortune. L'édifice de sa royauté, si laborieusement élevé, allait crouler d'un seul coup, et déjà le conseil aulique l'avait mis au ban de l'Empire. Dès lors, ce grand capitaine n'envisagea plus qu'un nom glorieux. Il fit une espèce de testament philosophique, « et, dit Voltaire, telle était la liberté de son esprit, qu'il l'écrivit en vers français. »

Les fautes commises par nos généraux sauvèrent le monarque prussien

d'une ruine certaine, et lui servirent à déployer ses talents militaires. Alarmé de l'arrivée sur la Saale des princes de Soubise et d'Hilburghausen, il quitta son camp de Bernstadsel pour combattre l'armée des Français et des Cercles, ou mourir dans ses rangs les armes à la main.

Le 19 septembre, il arma Erfurth avec trente-deux bataillons et quarante-trois escadrons des troupes les plus disciplinées et les mieux commandées qu'on eût vues en Europe. A son approche, le prince de Soubise se retira à Eisnach. Soubise, qui commandait l'armée française, était doué d'un courage tranquille et ferme, mais il était d'une faiblesse d'esprit qui le rendait incapable d'exercer un grand commandement, et surtout de résister à un adversaire comme Frédéric. L'armée française et impériale avait été renforcée d'une partie de celle du maréchal de Richelieu ; elle s'élevait à 50,000 hommes. Frédéric, voulant se rapprocher de l'Elbe pour secourir Berlin, laissa à Gotha le célèbre Seydlitz avec quinze escadrons en corps d'observation. Le prince de Soubise se porta dès lors de sa personne sur Gotha avec tout son quartier général, 8,000 grenadiers et une division de cavalerie. Mais à peine y était-il installé, que Seydlitz, plaçant ses quinze escadrons sur un seul rang, marcha hardiment sur le quartier général, qui se sauva en toute hâte sur Eisnach. Les 8,000 grenadiers firent leur retraite, après quelques coups de fusil, abandonnant les bagages et laissant plusieurs des leurs au pouvoir des Prussiens. « Cet événement honteux, dit Napoléon, était le prélude de Rosbach. Il justifie ce dire du général athénien : *Qu'une armée de cerfs commandée par un lion vaut mieux qu'une armée de lions commandée par un cerf.* »

Frédéric, en apprenant ce succès, et voyant que le général français refusait tout combat, porta son quartier général à Bulstaedt. Pendant ce temps, un corps de partisans autrichiens était entré dans la ville de Berlin, et l'avait mise à contribution. Le prince de Soubise, excité par ce succès, passa la Saale et porta son quartier général à Weissenfels. Frédéric l'y suivit; le général français repassa alors le fleuve et prit une position avantageuse. Le 3 novembre, le roi se mit en marche pour l'attaquer; mais, arrivé à portée du camp français, il rétrograda sur sa gauche et campa, la droite à Bedra, le centre à Schorlau, la gauche à Rosbach. En voyant ce mouvement de retraite, les princes de Soubise et d'Hilburghausen résolurent à leur tour d'attaquer et conçurent le projet de tourner la gauche du roi, sa droite et son centre leur paraissant trop fortement postés. Le 5 novembre ils exécutèrent ce mouvement sur trois colonnes et sans avant-garde, et, coupant la route de Weissenfels, ils gagnèrent celle de Mersbourg. Le prince de Soubise et les généraux alliés croyaient l'armée prussienne sous ses tentes. Le roi, qui depuis deux heures observait leurs mouvements, prit ses dispositions pour tomber sur leurs flancs et leur tête, profitant des collines qui masquaient son mouvement. Le général Seydlitz, avec toute la cavalerie et plusieurs batteries d'artillerie légère, se porta sur l'extrême gauche, à la droite de Lunstedt. Le prince Henri, avec une brigade de six bataillons, se mit en ba-



Imp. de Frisselle.

Dragons.

Régiment de Saxe.	Régiment Colonel-Général.
1762.	1725.

PL. 85

taille sur sa droite. A un signal convenu, l'armée prussienne se mit en mouvement. Frédéric fit jeter les tentes aux vents, et les Français aperçurent avec étonnement cette armée dans un ordre admirable de bataille, entre deux collines garnies d'artillerie. Il y avait quelques années qu'on avait voulu exercer les soldats français à manœuvrer à la prussienne, on avait ensuite changé plusieurs évolutions dans ces exercices, en sorte qu'ils ne savaient plus où ils en étaient. Aussi quand l'armée prussienne s'ébranla dans cet ordre imposant, inconnu presque partout ailleurs, avec cette cavalerie si exercée, si savante et si bien conduite; avec cette infanterie si manœuvrière et cette artillerie légère si admirablement servie, l'impression qu'elle produisit sur l'esprit des alliés fut extrême, et se changea en une terreur profonde. Quelques charges de cavalerie et quelques volées de canon y mirent le désordre. Les troupes des Cercles s'enfuirent presque sans combattre. La cavalerie française, ébranlée par l'artillerie, se culbuta sur l'infanterie et y mit le désordre. Six bataillons prussiens suffirent pour la disperser. Ce ne fut point une bataille, ce fut une armée entière qui se présenta au combat et qui fit volte-face. Il n'y eut que six bataillons prussiens d'engagés, et Frédéric ne perdit que 300 hommes. Les Français, au contraire, perdirent 7,000 prisonniers, vingt-sept drapeaux et un grand nombre de canons. L'histoire n'offre pas d'exemples d'une pareille bataille, et cette bataille, cependant, fut décisive pour les destinées de la monarchie prussienne. Elle changea la face des choses : Frédéric en profita avec son habileté ordinaire, et ne laissa les débris de l'armée vaincue se rallier qu'au delà des montagnes de la Thuringe.

« Le résultat de la bataille de Rosbach, dit Napoléon, n'est point extraordinaire : 22 ou 26,000 Prussiens, troupes d'élite et bien commandées, devaient battre 45 ou 50,000 hommes de troupes de l'empire et de troupes françaises de ce temps, si misérablement commandées. Mais ce qui a été un sujet d'étonnement et de honte, c'est d'avoir été battu par six bataillons et trente escadrons. Ce n'est pas une armée composée de pareilles troupes, commandée par de pareils officiers, dont l'âme et l'esprit étaient si faibles, dont tous les ressorts étaient si mous, qui pouvait entreprendre une marche de flanc devant une armée bien constituée. »

Quoi qu'il en soit, cette étrange journée du 5 novembre produisit à Paris une singulière impression. Un murmure universel s'éleva du général jusqu'aux ministres et jusqu'au roi.

La France, habituée aux grands événements de guerre, quelquefois funestes, mais toujours glorieux pour ses armes, la France poussa un immense cri de réprobation contre le général et contre l'armée. L'esprit philosophique fermentait alors dans toutes les têtes. L'orage révolutionnaire qui devait emporter toutes les vieilles institutions monarchiques grondait déjà dans les idées. La pensée populaire ne se traduisait plus seulement en pamphlets, en chansons satiriques, comme au temps de Louis le Grand; elle se formulait hardie et terrible, confondant dans la même menace les hommes

du pouvoir et la royauté elle-même. Le désastre de Rosbach provoqua dans Paris un murmure général. On critiqua vivement le cabinet de Versailles, on livra aux huées de la foule les officiers qui dirigeaient les opérations de la guerre sous les ordres du roi, on commenta tout haut les intrigues de ce comité et le choix des généraux auxquels on confiait la direction des armées. Jamais, en effet, nos troupes n'avaient été si misérablement commandées. A aucune époque de notre histoire la France n'avait eu des armées si nombreuses sur une seule frontière, et à aucune époque elles n'avaient rempli un rôle si honteux et si ridicule.

Le roi de Prusse, pour perpétuer le souvenir de cette étrange journée, fit élever un monument sur le champ de bataille même. Cinquante ans après, l'avant-garde de la grande armée française détruisait le monument, et effaçait, à Iéna, le souvenir des désastres de Rosbach.

L'armée aux ordres de Richelieu avait pris ses cantonnements après la convention de Closter-Sewen. Le duc Ferdinand de Brunswick, ayant remplacé le duc de Cumberland, fit connaître au maréchal de Richelieu que la trêve était rompue. Les hostilités recommencèrent vers la fin de 1757. Mais la rigueur de la saison empêcha les généraux de rien entreprendre. Richelieu fut rappelé et remplacé par le comte de Clermont, prince de la maison de Condé, qui prit le commandement le 15 février 1758. Le comte de Clermont était brave comme tous ceux de sa race; mais il ne se doutait pas de ce que c'était qu'une armée; il n'avait même jamais passé une revue. C'était un abbé que madame de Pompadour venait de transformer en chef d'armée pour l'opposer à l'un des plus habiles généraux du grand Frédéric. Aussi, le vainqueur de Rosbach, en apprenant cette nomination, s'écria : *J'espère qu'il sera bientôt relevé par l'archevêque de Paris.* Sa présence à la tête de nos armées fut marquée par de honteuses défaites. Avec une armée supérieure en nombre à celle de son adversaire, il évacua cent lieues de terrain sans donner un coup de sabre, laissa prendre à sa vue une place forte comme Minden sans tenter de la secourir. «Tout cela, dit Napoléon, est peu honorable, non-seulement pour le général, mais pour l'armée; car enfin si Broglie, Saint-Germain, Chevert, d'Armentières, eussent demandé à se battre, si l'opinion des généraux et des chefs de corps eût été hautement manifestée de faire quelque résistance, de sauver au moins l'honneur des armes, le général n'eût pu s'y refuser.» En huit jours, tout le pays de Hanovre fut évacué. L'armée perdit ses magasins, ses bagages, ses munitions et plus de cent pièces d'artillerie.

La nation française fut encore une fois humiliée d'apprendre que ses soldats avaient fui devant une poignée d'Allemands ramassés à la hâte, forcés quelques mois auparavant de prendre leur salut dans une supension d'armes humiliante (à Closter-Sewen). Le maréchal de Belle-Isle, ministre de la guerre, fit renfermer à la Bastille plusieurs officiers, et écrivit au colonel de chaque corps une lettre très-menaçante. Mais les racines du mal étaient trop profondes. La discipline n'existait plus que de nom; les officiers géné-

raux eux-mêmes donnaient l'exemple de l'insubordination. Pouvait-il en être autrement quand le choix de ces officiers dépendait souvent d'un caprice de madame de Pompadour ! Dans les marches, dans les campements de l'armée française, et même sur le champ de bataille, tout était confusion et désordre : on voyait de simples officiers mener des courtisanes avec eux. L'armée était-elle en marche, les généraux permettaient que ces filles perdues fussent traînées dans des carrosses au milieu des batailles. Dans les camps, c'étaient des orgies, des fêtes, où l'on étalait le luxe le plus brillant. On ne comptait pas moins de douze mille chariots appartenant à des marchands ou vivandiers dans l'armée commandée par le prince de Soubise, et qui fut dispersée si honteusement à Rosbach. Les gazettes de cette époque rapportent qu'après la défaite de Gotha, où les hussards de Seydlitz mirent en fuite les 9,000 grenadiers du prince de Soubise, on ne fit prisonniers qu'un très-petit nombre de soldats, mais, en revanche, on prit un grand nombre de femmes, d'aumôniers de régiments, de valets, de cuisiniers et même de comédiens. Dans les équipages des généraux on trouva des caisses entières de pommades, d'essences, quantité de poudre, bourses à cheveux, parasols, robes de chambre et perroquets.

Dans les camps on donnait des bals chaque jour, et il n'était pas rare, même la veille d'une bataille, de voir un chef de corps quitter son poste pour aller danser un menuet dans un village voisin. Dans l'armée du comte de Clermont, le comte de Saint-Germain, depuis ministre de la guerre, et le même qui chercha à porter la hache dans ce fourré des préjugés et des désordres, le comte de Saint-Germain, qui commandait un corps de 10,000 hommes, abandonna son corps en se contentant d'écrire au chef de l'armée le lieu où il l'avait laissée. Cette lâche défection, que de nos jours ont eût punie comme crime de haute trahison, fut alors appelée *démission*, et personne ne s'en occupa.

Quant au soldat, il resta ce qu'il avait été de tout temps, brave, patient et dévoué. Quand l'armée de Hanovre arriva sur les bords du Rhin, dit un auteur (1), dans un état déplorable, couverte de haillons et exténuée de fatigue et de faim, la gaieté n'abandonna pas nos troupes ; elles chantaient, faisaient des gambades, et paraissaient plus sensibles au manque de poudre qu'au manque de nourriture. Bien commandé, le soldat français faisait des prodiges ; mal commandé, il prenait honteusement la fuite. Malheureusement, dans cette guerre de Sept Ans, il avait perdu toute confiance en ses chefs et toute confiance en lui-même. Il était tourmenté d'une vague inquiétude : les idées de réforme y pénétraient déjà. Ces mêmes hommes, que nous reverrons quelques années plus tard à la tête de nos armées républicaines, n'étaient alors pour la plupart que de simples sous-officiers, et ils se plaignaient déjà hautement de l'ilotisme où les condamnait une loi qui n'accordait les grades qu'à la naissance. Les jeunes sous-officiers des régiments et les soldats eux-mêmes

(1) Archenholtz.

frémissaient à la vue de ces jeunes nobles, à peine échappés des bancs du collége, qui venaient se mettre à leur tête. Le souffle révolutionnaire commençait à passer sur nos bataillons.

Napoléon, parlant de ces mêmes troupes, dit dans ses mémoires : « Cependant le soldat d'alors valait au moins le soldat qui lui était opposé, ce qui est prouvé par le succès qu'il obtenait dans toutes les affaires de postes.

« La cavalerie était belle, bien montée et très-disciplinée; l'artillerie était excellente; le corps du génie était le plus savant de l'Europe, et l'infanterie n'était pas mauvaise. Enfin cela était composé de Français qui étaient fort humiliés de l'issue des campagnes, et désireux de relever la gloire de leur drapeaux; mais les généraux en chef et les généraux particuliers étaient de la plus parfaite incapacité. »

Telle était l'armée française durant la guerre de Sept Ans.

La fin de cette campagne fut marquée par quelques avantages pour nos armes. Le maréchal d'Estrées était alors ministre de la guerre. Il rappela le comte de Clermont, qui fut remplacé par le maréchal de Contades; réorganisa et renforça cette armée, ainsi que celle du prince de Soubise, qui était alors sur le Mein. Ces deux généraux, combinant leurs mouvements, essayèrent d'opérer leur jonction. Le duc Ferdinand s'y opposa en se plaçant entre les deux armées.

Cette manœuvre hardie eut pour résultat la bataille de Luternberg, où la moitié de son armée fut battue par le prince de Soubise, qui lui prit un millier d'hommes et vingt-huit canons. Triste compensation de la défaite de Rosbach.

A la fin de la campagne, les deux armées françaises du Bas-Rhin et du Mein étaient cantonnées, la première sur la rive gauche, dans le pays de Claye et de Cologne, la seconde sur la rive droite, dans la vallée du Mein. Le maréchal de Contades commandait l'armée du Rhin; le prince de Soubise avait été remplacé à celle du Mein par le duc de Broglie. L'ennemi occupait une position centrale sur la rive droite. Cette campagne de 1759 fut marquée par deux batailles importantes : celle de Bergen, où le duc de Broglie remporta une victoire éclatante sur le duc Ferdinand, et celle de Minden, où ce prince prit une revanche non moins éclatante sur les deux généraux français. La première de ces batailles avait eu un grand retentissement. C'était la première fois, depuis le commencement de cette guerre, que nos armées remportaient un avantage important. Le duc Ferdinand y avait perdu 6,000 hommes. La sensation fut vive, surtout en France; on vit dans le duc de Broglie un Turenne naissant, et il fut fait maréchal de France, comme l'avaient été son père et son grand-père. Malheureusement il commit à Minden une faute qui entraîna la perte de la bataille, et qui fit bien vite disparaître le prestige de sa réputation militaire.

Le résultat de cette malheureuse journée fut diversement commenté. La cour de Versailles se divisa entre le parti de Contades et celui de Broglie, qui



Paris, Typ. Chaumont.

Corps des Ingénieurs Géographes militaires.

Officier.

1785.

Pl. 148.

s'accusaient mutuellement. Ces récriminations exposèrent à nu aux yeux de l'Europe étonnée le détail des fautes des généraux, des officiers et de l'armée, et accrurent l'humiliation et le dépit des Français.

Du reste, toute la suite de cette guerre n'offre qu'une série de combats sans intérêt et dont le détail est fastidieux. Toutes les opérations se concentrent sur les rives du Rhin, et n'ont d'autres résultats que de faire verser des flots de sang dans des pays incultes et désolés, que de faire peser sur de malheureuses populations l'affreux fléau de la guerre.

Toutefois, avant de terminer ce résumé d'une lutte désastreuse pour la France, n'oublions point de rappeler la mort du chevalier d'Assas à Clostercamp, héroïque dévouement qui jette un dernier reflet de gloire sur les drapeaux usés de nos vieux régiments.

En 1760, le prince héréditaire de Brunswick assiégeait Wesel. La prise de cette place portait la guerre sur le Bas-Rhin et dans le Brabant. Le marquis de Castries, commandant un corps de l'armée française, vint au secours de la place assiégée, il emporta Rhinsberg l'épée à la main et jeta du secours dans Wesel. Le prince de Brunswick, qui n'avait point osé l'attendre devant Wesel, se porta à sa rencontre à Clostercamp, où il arriva dans la nuit du 15 au 16 octobre. Le général français se doutant de ce dessein, avait fait coucher son armée sous les armes, et envoyé à la découverte. D'Assas, capitaine au régiment d'*Auvergne*, chargé d'une des reconnaissances, tombe dans un bois au milieu d'un gros d'ennemis qui l'environnent et le saisissent à peu de distance de son régiment (1). Aussitôt vingt baïonnettes touchent sa poitrine et le commandant le menace de mort s'il pousse un seul cri. D'Assas se recueille un moment pour reprendre haleine, et il s'écrie de toute la force de sa voix : *A moi, Auvergne! voilà les ennemis!* Il tombe mort. Mais son dévouement sauva l'armée. Le cri recueilli par le régiment d'*Auvergue* retentit bientôt dans tout le camp... *Voilà les ennemis!* Un combat s'engage, énergique et furieux, au milieu des ténèbres; les soldats du régiment D'Assas font des prodiges pour venger la mort de leur officier. Les Prussiens cèdent à leur bravoure; ils abandonnent le champ de bataille, laissant 1,200 hommes tués ou blessés. Sanglante hécatombe offerte aux mânes du héros de Clostercamp (2) par l'armée qu'il venait de préserver d'un désastre.

Les deux années 1761 et 1762 furent marquées par les batailles de Willinghausen et de Wilhemshal, et par la capitulation de Cassel, c'est-à-dire par une victoire et deux revers. Enfin, le 7 novembre 1762, l'armée reçut la nou-

(1) Il n'est pas indifférent de rappeler cette circonstance, que d'Assas était seul en avant; peu d'hommes sont lâches devant témoins; mais les braves qui dans l'obscurité et l'isolement obéissent au mouvement de leur cœur sont plus rares, et c'est là le mérite de l'action de d'Assas

(2) Pour récompenser ce trait de valeur militaire, Louis XVI accorda aux aînés de cette famille une pension de mille livres; et Napoléon, qui connaissait mieux la rémunération qu'on doit accorder à l'armée, fit élever une colonne à l'endroit même où tomba le chevalier d'Assas.

velle que la paix avait été signée à Fontainebleau entre la France et l'Angleterre, ce qui mit fin à la sixième campagne de Hanovre.

Les Français ne furent pas plus heureux dans les autres parties du monde. Ils perdirent toutes leurs colonies durant cette guerre. Les hostilités avaient commencé pour quelques chétives habitations dans le Canada, et les Anglais avaient gagné deux mille lieues de terrain en Amérique, dans les Indes et sur les côtes de l'Afrique. Jamais leur supériorité maritime ne s'était manifestée d'une manière plus éclatante.

La France avait perdu, en outre, dans le cours de cette guerre funeste, ses plus belles troupes, la réputation de ses armées, sa marine, son commerce et son crédit. La seule dépense portée au budget de l'*extraordinaire des guerres* est de 400 millions pour une seule année. On a calculé que la moitié du numéraire qui circulait dans le royaume avait été englouti dans cette guerre. En somme, en signant ce nouveau traité de paix, la France rendit à l'Angleterre l'île de Minorque en échange de Belle-Isle-en-mer, mais elle perdit le Canada et Louisbourg, ainsi que toutes les terres sur la gauche du grand Mississipi. L'Espagne leur abandonnait en même temps les Florides, ce qui faisait que depuis le vingt-cinquième degré jusque sous le pôle, tout appartenait aux Anglais. Les petites îles de Saint-Vincent, les Grenades, Tabago, la Dominique, leur furent encore acquises. C'est avec peine que la France put obtenir le droit de pêche vers Terre-Neuve, et une petite île nommée Michelon, pour y faire sécher la morue. La France fut en outre exclue dans l'Inde de ses établissements sur le Gange; elle céda ses possessions du Sénégal, et, pour comble de honte, la dernière clause de ce traité fut la démolition des fortifications de Dunkerque, du côté de la mer!

Ce traité, dit de Paris, si déshonorant pour la France, produisit une salutaire réaction dans la politique. Louis XV, en portant successivement la guerre en Italie, en Flandre, en Allemagne, en consacrant toutes les forces actives de la France, toutes ses ressources vers la guerre continentale, avait laissé périr sa marine, et permis à l'Angleterre de lui enlever, pièce par pièce, toutes ses possessions coloniales. On comprit alors en France l'importance d'une marine militaire et du commerce maritime, et tous les moyens furent appliqués à l'augmentation de la marine. Les constructions qu'on fit à cette époque dans les ports de Brest, de Toulon, de Rochefort, furent prodigieuses. En moins de quelques années on vit sortir de nos chantiers de nombreux vaisseaux de ligne pour remplacer ceux qu'avaient détruits le temps, le long séjour à la mer, les combats et les tempêtes. Aussi l'étonnement fut grand en Europe, et surtout à Londres, lorsqu'en 1778, au commencement de la guerre de l'indépendance américaine, on vit la France couvrir les mers de ses vaisseaux, et menacer l'Angleterre d'une terrible représaille pour sa marine et ses colonies. Et en effet, nous verrons dans le cours de cette guerre les flottes des amiraux de Grasse, de Vaudreuil, de La Mothe-Piquet, écraser les forces navales de l'Angleterre, insulter leurs possessions coloniales,

s'emparer de la Dominique, de Saint-Vincent, de Tabago. Nous verrons l'amiral Destaing, non moins bon général de terre qu'amiral distingué, attaquer Savanah, se diriger sur Saint-Domingue, enlever aux Anglais leurs établissements sur la côte d'Afrique, et forcer sur tous les points la défense des côtes de l'Amérique septentrionale, pour porter des secours aux Américains.

Le vieux et respectable Williams, en apprenant ces désastres, se fit transporter mourant au sein du parlement, et il s'écria : *Malheur à l'Angleterre ! Sa gloire s'évanouit ; son flambeau n'a pas plus de force que celui de ma faible existence !*

Mais, avant de faire connaître par quel concours de circonstances l'Angleterre échappa à sa ruine pendant cette guerre, expliquons-en les causes et résumons-en les événements principaux. « Le général de Lafayette a dit dans ses mémoires : Après s'être agrandie par ses conquêtes, avoir maîtrisé toutes les mers, insulté toutes les nations, l'Angleterre avait tourné son orgueil contre ses propres colonies. Depuis longtemps l'Amérique du nord lui faisait ombrage; elle voulut joindre aux premières entraves des vexations nouvelles et envahir les priviléges les plus sacrés. Les Américains, attachés à la mère patrie, se bornèrent d'abord à des plaintes ; ils n'accusèrent que les ministres, et toute la nation s'éleva contre eux ; ils furent taxés d'insolents, et ensuite de rébellion, et déclarés enfin ennemis, de manière que l'entêtement du roi, la passion des ministres et l'arrogance du peuple anglais forcèrent treize de leurs colonies à se rendre indépendantes. Jamais si belle cause n'avait attiré l'attention des hommes : c'était le dernier combat de la liberté, et sa défaite ne lui laissait ni asile ni espérance ; oppresseurs et opprimés, tous allaient recevoir une leçon. Ce grand ouvrage devait s'élever, ou les droits de l'humanité se perdaient sous ces ruines. En même temps, les destins de la France et ceux de sa rivale allaient se décider. L'Angleterre, se voyait enlever avec ces nouveaux États un grand commerce tout à son avantage, un quart de ses sujets, augmentant sans cesse par une rapide multiplication et l'émigration de toutes les parties de l'Europe; enfin, plus que la moitié et la plus belle portion du territoire britannique. Mais se réunissait-elle à ces treize colonies, c'en était fait de nos Antilles, de nos possessions d'Afrique et d'Asie, et par conséquent de notre marine, et enfin de notre existence politique. »

La conduite de l'Angleterre, au début de la guerre, fut loin de calmer les esprits. Elle fit bombarder toutes les villes maritimes du continent américain, depuis Halifax jusqu'à Savanah en Géorgie.

Le désespoir s'empara des colons ; ils appelèrent la France à leur aide ; les secours donnés par la cour de Versailles furent d'abord secrets, mais ils eurent une grande influence sur les destins de l'Amérique. Il fallut, pour combattre ces sujets rebelles, des forces qui n'étaient plus en proportion avec les populations anglaises. Ce fut l'époque de cette vente et de ces achats de soldats, nouveau commerce dans lequel l'Angleterre a fait depuis, à la honte de

l'humanité, de si grands progrès (1). Elle acheta, moyennant un prix débattu, 16,968 soldats allemands. Ce marché honteux, signé North, en même temps qu'il proposait au parlement l'admission de matelots étrangers, prouve que les entreprises de l'Angleterre étaient hors de proportion avec ses populations, et que, ne suppléant à ce déficit d'hommes que par un excédant de richesses, cette cause de puissance disparaîtrait aussitôt qu'on cesserait de lui vendre des soldats.

Ce fut avec ces horribles secours que l'armée anglaise fut portée à 55,000 hommes au début de la campagne de 1776.

Les Américains, en apprenant les dispositions hostiles de la métropole, avaient proclamé leur indépendance à la face des nations. Ils formèrent un congrès composé des citoyens les plus recommandables, sous la présidence de Washington, et s'apprêtèrent à soutenir la lutte. Un des premiers actes du congrès fut de publier un manifeste adressé à tous les peuples, et qui fut lu à la tête des brigades américaines assemblées près de New-York. Ce manifeste portait en substance que les Américains égorgés par les Anglais imploraient l'assistance de tous les cœurs généreux ; que, s'ils succombaient dans cette guerre impie, ils remettaient le soin de les venger à tous les amis de l'humanité. Aussitôt une levée de 400,000 hommes de milice fut arrêtée et eut lieu comme par enchantement. La statue de bronze du roi d'Angleterre fut brisée et convertie en balles de mousquet ; tous les instruments devinrent des armes, tous les hommes en état de porter les armes devinrent soldats, et le mot *d'indépendance américaine* fut répété par les échos des deux mondes. Saint enthousiasme qui se communiqua à la France, et qui, quelques années après, y fit éclore la liberté. Du reste, les peuples de l'Europe n'avaient pas été sourds aux plaintes des Américains. Tous, ou presque tous, lui fournirent des armes et des soldats, et principalement la France. Un grand nombre des officiers et des soldats, fatigués de vivre sous un régime qui fermait la voie de l'avancement au mérite et au dévouement, passèrent en Amérique dans l'espérance d'un avenir plus brillant. La cour de Versailles facilitait ces enrôlements.

(1) La première fourniture d'hommes est assez remarquable pour conserver le marché qui fait connaître quels furent les entrepreneurs de cette boucherie, à quel prix ils vendirent le sang des peuples, et comment on paya dans Londres ce crime de lèse-humanité. Le marché fut fait le 27 février 1776, entre le lord North, acheteur de soldats pour le compte du roi d'Angleterre, d'une part; et d'autre part le duc de Brunswick, le landgrave de Hesse-Cassel et le prince héréditaire de Hesse, fournisseurs de soldats : ces derniers s'engagent à livrer au premier, solidairement, et l'un pour tous, suivant leur accord particulier, seize mille neuf cent soixante-huit soldats allemands; les vendeurs promettant de reprendre à la paix les soldats qui n'auront pas été tués, à la charge par l'acheteur d'en payer d'avance le loyer au prix stipulé dans le marché; « quant à ceux qui seront tués, ils demeurent, dès ce moment, acquis par l'acheteur, » et il s'engage, l'acheteur, à payer aux vendeurs ci-dessus désignés « dix livres sterling par tête de soldat hors d'état de leur être remis; » et pour ceux qui ne seraient qu'estropiés, les vendeurs consentent à les reprendre moyennant l'engagement consenti par l'acheteur, de payer, « pour trois estropiés, comme pour un soldat mort, dix livres sterling. »

Le cabinet de Saint-James en fut instruit et ne tarda pas à déclarer la guerre à la France. Alors une foule de jeunes gens passèrent en Amérique pour aider les insurgés et faire, dans le nouveau monde, l'apprentissage du métier des armes. Cette guerre, fertile en petits combats, offre peu d'événements décisifs. Les Américains, inexpérimentés dans l'art militaire, faisaient la guerre de partisans, la seule qui convienne à des troupes non exercées contre des troupes aguerries et disciplinées. Washington, chef à la fois civil et militaire, ayant formé une armée régulière, fut vaincu dans ses premières rencontres avec les Anglais. Toutefois, les militaires instruits admirèrent les belles manœuvres de Trinton et de Princetown. C'est en 1777 que Washington, avec 11,000 hommes, passa la Delaware et vint camper près de Philadelphie, pour défendre cette capitale contre l'armée anglaise. C'est là que vint le rejoindre un Français qui devait se faire un nom célèbre dans cette guerre, le jeune de Lafayette, officier au régiment de Noailles. Voici en quels termes il décrit l'armée de l'indépendance : « Onze mille hommes environ, médiocrement armés, plus mal vêtus encore, offraient un spectacle singulier. Dans cet état de bigarrures, et souvent de nudité, les meilleurs vêtements étaient des *chemises de chasse*, larges vestes de toile grise usitées dans la Caroline. Quant à la tactique, il suffit de dire que pour qu'un régiment en bataille, de pied ferme, gagnât du terrain sur la droite de son alignement, au lieu de rompre simplement à droite, la gauche commençait une éternelle contre-marche. Toujours sur deux rangs, les petits hommes étaient au premier ; à cela près, on n'observait point les rangs de taille; malgré ce désavantage, on voyait de beaux soldats conduits par des officiers zélés. La vertu tenait lieu de science, et chaque jour ajoutait à l'expérience et à la discipline. Lord Sterling, plus brave que judicieux ; un autre général, souvent ivre, Greene, dont les talents n'étaient encore connus que de ses amis, commandaient en qualité de majors généraux. Le général Knox y était aussi, qui, dans le même temps, s'étant fait de libraire artilleur, avait formé d'autres officiers et créé une artillerie. »

Telle était l'armée américaine, et devant elle se trouvait l'élite des troupes anglaises. Mais tel était le patriotisme dont étaient animés les volontaires américains, qu'ils suppléaient à l'instruction par la bravoure, et confondaient par la hardiesse de leurs attaques la tactique des généraux anglais. Embusqués derrière les arbres de leurs vastes forêts, suspendus dans les ravins, ils surprenaient les corps détachés ou harcelaient dans leur marche les soldats de la Grande-Bretagne, leur disputaient les gorges, les arrêtaient au passage des fleuves, et leur tuaient un grand nombre de soldats. Mais bientôt les généraux anglais parvinrent à se rapprocher de la capitale. Il fallut alors manœuvrer en plaine pour protéger la ville ouverte, et confier aux chances d'une bataille les destinées américaines. Les Américains furent vaincus ; Philadelphie tomba au pouvoir des Anglais, et l'on crut en Europe que c'en était fait de l'indépendance du nouveau monde. C'est dans ces circonstances qu'une flotte française parut sur les rives du Delaware et changea les destinées de la

guerre. Les nombreux combats, siéges, marches et contre-marches, qui eurent lieu pendant les années 1778, 1779, 1780 et 1781, offrent peu d'intérêt au point de vue militaire; aussi nous bornerons-nous à retracer le siége d'York-Town, qui fut l'événement le plus remarquable de cette lutte.

Au commencement de 1781, les États-Unis sentirent plus vivement que jamais la difficulté de se défendre pour une nation encore pauvre, dont la population peu nombreuse était répandue sur une étendue immense de terrain. Le congrès ordonna une levée de trente-sept mille hommes; huit mille se rendirent sous les drapeaux, et se trouvèrent encore sans vêtements et sans magasins au moment d'entrer en campagne. L'argent manquait, les soldats étaient découragés par des privations de toute espèce, et les citoyens fatigués par des réquisitions en nature auxquelles ils ne pouvaient satisfaire. Au commencement de mai, les affaires changèrent de face. Le comte de Barras, commandant de la flotte française stationnée sur les côtes de l'Amérique, arriva à Boston avec le vicomte de Rochambeau. Ces officiers, chargés de concerter un plan d'opérations décisives avec les généraux américains, annoncèrent l'arrivée d'une flotte de vingt vaisseaux de ligne et d'une armée auxiliaire (1). Francklin apprit en même temps que le roi de France donnait aux insurgents six millions pour les aider à défendre leur indépendance. Un tel présent eût été peu de chose pour une nation riche; mais chez un peuple

(1) Voici la liste des régiments français qui envoyèrent des détachements en Amérique :

ÉTAT DES TROUPES EMBARQUÉES EN 1779 POUR LA GUERRE DE L'INDÉPENDANCE DE L'AMÉRIQUE.

Picardie (2e)	400	*Report*..	8,145	*Report*..	14,596	*Report*..	19,887
Piémont (3e)........	473	Touraine (33e), tout		Orléans (44e).......	450	2e bataillon	600
Blaisois............	400	le régiment......	1,600	Artois (48e)........	250	Beaujolais (74e).....	400
Neustrie (10e)	707	Angoulême (34e)....	400	Hainault (50e)......	800	Monsieur (75e).	400
La Marine (11e).....	616	Anjou (36e).........	400	La Fère (52e).......	400	Penthièvre (78e)....	400
Forez (14e).........	1,173	Maréchal de Turenne		Royal-Roussillon (54e)	256	Angoumois (80e)....	400
Brie (21e)..........	400	(37e).............	543	Bourbon (56e)......	400	Foix (83e)..........	800
Poitou (25e)........	590	Dauphiné (38)	600	Bourgogne (59e)	507	Rohan-Soubise (84e)	400
Bresse (26e)........	400	Soissonnais (40e), tout		Languedoc (67e)....	900	Dillon (87e)........	600
Lyonnais (27e)......	1,085	le rég.	1,600	Beauce (68e).......	400	Berwick (88e).......	771
Du Maine (28e)	400	La Reine (41e).....	658	Médoc (70e)........	728	Chartres (90e).......	400
Du Perche (30e)....	1,064	Limousin (42e).....	260	Vivarais (71e).......	200	Walsh (92e) 2e bat...	600
Bassigny (32e)......	437	Royal-Vaisseau (43e)	400	Royal-Comtois (73e),			
A reporter..	8,145	*A reporter*..	14,593	*A reporter*..	19,887	Total....	25,658

A ces premières troupes de débarquement, il faut ajouter celles des expéditions suivantes, de 1780 à 1782 :

Bourbonnais (13e), embarqué en	1780...... ...	1,600				*Report*......	3.200
Auvergne (27e),	—	1782...... ..	1,200	Vexin (72e), embarqué en	1781..............		250
Condé (55e),	—	1781........	400	Saintonge (82e),	—	1780..............	1.200
		A reporter.........	3,200			Total.........	4,650

Indépendamment de ces troupes, la France comptait encore onze régiments dans les colonies, la plupart embarqués en 1775, savoir :

Armagnac (6e), à la Guadeloupe, de 1775 à 1783.
Champagne (7e), à la Martinique, de 1779 à 1784.
Auxerrois (12e), dans l'Amérique mér., de 1775 à 1783.
Agénois (16e), au Cap français, de 1775 à 1783.
Gatinois (18e), en Amérique, de 1775 à 1783.
Cambrésis (28e), à Saint-Domingue, de 1775 à 1783.
Viennois (22e), en Amérique, de 1775 à 1783.
Aquitaine (35e), 2e bat., dans l'Inde, de 1782 à 1785.
Hainaut (50e) avait déjà un détachement de 500 hommes en Amérique parti en 1778, sur l'escadre du comte d'Estaing (voir plus haut), et un autre détachement à la Martinique, de 1778 à 1785.
La Sarre (51e), dans l'Inde (631 hommes), de 1779 à 1783.
La Marck (77e), à l'Ile de France, de 1781 à 1785.
Enghien (93e), à la Martinique, de 1779 à 1783.

pauvre et économe, c'était beaucoup dans l'état de détresse où se trouvaient ses finances; mais rien ne flatta autant le congrès que l'annonce de l'armement qui devait agir sur ses côtes dans le mois de juillet. Dans une conférence entre les officiers généraux français et américains, l'on convint de réunir les troupes françaises à celles des États-Unis sur les bords de la baie d'Hudson, et d'attaquer vigoureusement New-York. L'armée qui occupait cette place et les environs n'était que de quatre mille cinquante hommes; mais le général Clinton pouvait être secouru par six mille hommes de troupes anglaises. On présumait qu'il ne négligerait pas de le faire, mais il affaiblissait alors ses forces dans les États du Midi, et se privait d'y faire aucune entreprise importante. L'espoir tira momentanément les États du Nord de l'espèce d'engourdissement où ils étaient tombés; cependant, lorsqu'au mois de juin l'armée de Washington sortit de ses quartiers, il y manquait six mille cinq cents hommes : ces forces étaient si inférieures à celles que l'on avait présumées, que l'on douta s'il convenait de suivre le plan que l'on avait tracé. Un renfort de quinze cents hommes, arrivé au comte de Rochambeau, acheva de déterminer l'entreprise. Au moment où les troupes françaises s'approchaient de la rivière du Nord, on reçut avis qu'un gros de troupes anglaises sorties de New-York avait fait une irruption dans New-Jersey. On jugea l'occasion favorable pour s'emparer de l'extrémité septentrionale de l'île d'York, que l'on résolut d'enlever par un coup de main dans la nuit du 2 juillet. Washington supposa que le comte de Rochambeau pourrait joindre l'armée américaine au Kingsbridge, et lui envoya un aide de camp. On l'invitait à s'avancer jusqu'à Bedfort au jour convenu. On se proposait, en même temps que l'on attaquerait l'île d'York, de camper quelques troupes en dehors de Kingsbridge à Morinsonnia. Cette partie du plan devait être exécutée par la légion de Lauzun. Pour surprendre l'ennemi et donner un motif plausible au mouvement des troupes, Washington annonça qu'il allait marcher au-devant de l'armée française pour se réunir à elle dans un lieu plus commode. Le détachement qui devait forcer les ouvrages avancés gagna la pointe de Teller dans la nuit du 1er juillet. Le général Lincoln, commandant cette colonne, alla reconnaître le poste qu'il était chargé d'enlever. Son coup d'œil sûr lui fit apercevoir que les Anglais détachés à Jersey en étaient revenus, ce qui rendait leurs forces supérieures à celles que l'on avait destinées à agir. Un vaisseau de guerre avait pris d'ailleurs une position où il était impossible qu'il n'aperçût pas les Américains au moment de leur débarquement. Ces obstacles imprévus firent renoncer Lincoln à son entreprise.

Le duc de Lauzun ne réussit pas davantage dans l'attaque dont il était chargé. Washington, regardant désormais toute surprise impossible, se détermina à enlever de vive force des positions qu'il n'avait pu obtenir par la ruse; il résolut donc de risquer une action; mais aussitôt que les Anglais, déjà aux prises avec l'ennemi, virent l'armée américaine s'avancer, ils se retirèrent sur l'île. Washington, n'ayant pas encore été joint par les Français,

se retira à Valentine's-hill, et se porta le lendemain au bras de Dobb, où le comte de Rochambeau se réunit à l'armée américaine. Ce moment devenait précieux pour les États-Unis; c'était l'instant d'agir. Leur général se détermina à entreprendre une attaque subsidiaire sur la Virginie, dans le cas où il ne pourrait réussir dans le siége d'York-Town. Dans le commencement du mois d'août, les difficultés se multiplièrent; son armée se renforçait à peine; les levées d'hommes qu'il avait demandées s'exécutaient lentement; les Anglais se disposaient à faire venir vers lui une grande partie des troupes allemandes et britanniques qui avaient agi dans la Virginie. Clinton, ayant reçu trois mille hommes d'Europe, révoqua l'ordre en vertu duquel lord Cornwallis devait lui envoyer une partie de son armée, et il l'avait invité à prendre sur la Chesapeack une position commode pour y former une entreprise contre les Américains. Peu de jours après, Washington apprit par le comte de Barras que l'escadre du comte de Grasse, forte de vingt-cinq à vingt-neuf vaisseaux de ligne, avait appareillé le 3 août du Cap-Français pour se rendre à la baie de Chesapeack avec trois mille hommes de débarquement, mais avec l'engagement d'être de retour aux Iles-du-Vent vers le milieu d'octobre. Le peu de temps que l'armée française devait demeurer dans les États-Unis força Washington de tourner ses opérations vers les eaux de la Chesapeack. Il communique ses vues au marquis de Lafayette, et lui ordonne de faire les dispositions convenables pour empêcher Cornwallis de se rendre par une marche prompte à Charlestown. Quand lord Cornwallis apprit que l'on attendait une flotte française, il concentra ses forces à York-Town et à la pointe de Glocester. Le marquis de Lafayette se porta sur la rivière de James pour arrêter tous les efforts que l'armée anglaise pourrait faire pour se réfugier dans la Caroline du Sud. Instruit de cette disposition des armées de terre, le comte de Grasse détacha quatre vaisseaux de ligne et quelques frégates pour bloquer l'ouverture de la rivière d'York, et faire remonter la rivière de James aux troupes destinées à se joindre à celles du marquis de Lafayette. Le comte de Barras, le 25 août, vint se joindre à l'amiral de Grasse dans la baie de Chesapeack. L'amiral anglais Greaves réunit dix-neuf vaisseaux, et cingla aussi vers cette même baie. M. de Grasse appareilla à la vue de l'ennemi. On se battit pendant toute la journée du 5 septembre. Cette action n'eut rien de décisif; pendant cinq jours les flottes demeurèrent en présence, et tentèrent par des manœuvres d'obtenir l'une sur l'autre un avantage marqué. Le comte de Grasse fut le maître d'engager de près l'action; mais, voyant toujours les Anglais se retirer et tenter de l'éloigner de sa ligne d'opération sur la baie de Chesapeack, il ne voulut pas, en livrant un combat hasardeux, rendre problématique la reddition de l'armée anglaise de Virginie. En retournant de son ancien mouillage, l'amiral de Grasse rencontra l'escadre de New-Port, commandée par M. de Barras, qui convoyait quatorze bâtiments de transport, portant de la grosse artillerie et tous les instruments nécessaires pour un siége.

Quand l'amiral anglais revint, il trouva l'entrée de la baie défendue par



Paris, Typ. Chaumont.

Régiment des Gardes-Suisses.

Grenadier.

1787 à 1792.

Pl. 7.

des forces si supérieures, qu'il cingla promptement sur New-York pour réparer ses vaisseaux. Washington dirigea alors l'armée de terre vers la Virginie ; il arriva le 14 septembre à Williamsbourg. Son premier soin fut de se concerter avec l'amiral de Grasse, afin de commencer à agir énergiquement. Ce fut sur les rives de la rivière d'York qu'eurent lieu les opérations les plus décisives. Un mot sur la topographie des lieux. La rivière d'York forme, avec celle de James, une large péninsule dont cette partie n'a que huit milles de largeur. York-Town n'est qu'une bourgade située au bord méridional de la rivière, qui est très-large, et sur laquelle un vaisseau peut faire voile sûrement. Les bords de la rivière d'York sont très-élevés du côté du sud. Un petit corps d'artillerie de la Virginie, anciennement posté vers ce point, avait élevé quelques batteries en face de la rivière. Sur la rive opposée est la pointe de Glocester, qui, se prolongeant dans la rivière, en resserre tellement le lit, que sa largeur n'est plus que d'un mille. Ces deux positions furent occupées par lord Cornwallis, qui ne négligea rien pour s'y fortifier. Des batteries, et quelques vaisseaux de ligne qu'elles mettaient à couvert, commandaient la communication. Son corps d'armée était campé autour de York-Town, derrière une suite de redoutes et d'ouvrages construits pour dominer la péninsule et empêcher l'approche des assaillants. Le colonel Tarleton garda la pointe de Glocester avec un détachement d'environ 600 hommes. La brigade de Lauzun et un détachement des milices furent destinés à surveiller les mouvements des Anglais sur ce point, tandis que le gros de l'armée américaine s'avança, le 28, vers York-Town. L'aile droite, composée d'Américains, s'étendit et occupa le terrain à l'est de Beawer-Dane ; l'aile gauche, formée de Français, se porta à l'ouest de cette crique. Pendant la nuit, Cornwallis se retira dans ses lignes intérieures, et les ouvrages qu'il venait d'évacuer se trouvèrent au pouvoir des assiégeants. On attribua ce mouvement à une lettre écrite par le général Clinton, qui annonçait à Cornwallis que l'on allait embarquer plus de cinq mille hommes pour marcher à son secours, et que l'on ferait les plus grands efforts pour le délivrer. Lorsque les Américains approchèrent des lignes anglaises, il y eut une escarmouche qui ne se termina pas à l'avantage des troupes britanniques; elles se tinrent dans leurs retranchements. L'armée des assiégeants fut occupée jusqu'au 6 octobre au débarquement de l'artillerie et des munitions qu'elle amena dans son camp. On commença alors à tirer la première parallèle à trois cents toises des lignes ennemies. Cette opération se fit avec un tel silence, que la garnison d'York-Town ne s'aperçut qu'au jour de ces travaux; mais comme les tranchées pouvaient couvrir les travailleurs, la perte fut peu considérable. On construisit pendant la nuit des redoutes qui furent aussitôt armées de canons. L'effet de ces batteries fut tel, que plusieurs canons des assiégés furent démontés et leurs ouvrages détruits. Dès le lendemain, foudroyés par de nouvelles batteries, les Anglais retirèrent leurs canons de leurs embrasures, et purent à peine répondre une fois à ce terrible feu. Les boulets rouges et les bombes lancés par les assiégeants atteignirent les vaisseaux mouillés dans le

port, et consumèrent dans la journée le vaisseau *le Charron* de quarante-quatre, et trois navires de transport. L'émulation de gloire qui existait entre les Français et les Américains fit pousser les travaux avec une rapidité sans exemple. Durant ce temps, les assiégés, ayant ouvert de nouvelles embrasures, firent un feu des plus vifs. Les travailleurs étaient fatigués dans les tranchées par l'artillerie de deux redoutes élevées à cent cinquante toises en avant des ouvrages des Anglais, et elles enfilaient les parallèles des assiégeants. Le mal qu'elles faisaient chaque jour rendait plus urgente la nécessité de s'en rendre maître : on se prépara à les enlever d'assaut. Pour prévenir tout sujet de jalousie entre les deux nations, l'attaque de l'une fut confiée aux Américains, et l'autre aux Français. Le marquis de Lafayette commanda les premiers : son détachement, composé d'infanterie légère, devait agir contre la redoute placée à la gauche des ouvrages ennemis sur le bord de la rivière. Le baron de Vioménil conduisit les chasseurs et les grenadiers français sur l'autre redoute qui s'approchait le plus de leurs lignes, et se trouvait vers la droite des Anglais. Le 14 septembre, vers la fin du jour, ces deux corps s'avancèrent, rivalisant d'intrépidité et de gloire. Le colonel Hamilton attaqua la redoute de Ferret, tandis que le colonel Laurent, à la tête de 80 hommes, entourait cet ouvrage. Ces braves soldats ne tirèrent pas un coup de fusil, et ne donnèrent pas moins le temps aux sapeurs d'écarter les abattis et de renverser les palissades. Ils s'élancèrent impétueusement, franchirent tous les obstacles, et s'emparèrent vivement de ce poste, occupé par un détachement anglais. La redoute attaquée par les Français était défendue par un détachement plus considérable ; elle opposa plus de résistance, mais elle fut également enlevée par les braves de Vioménil. Dès le lendemain, une seconde parallèle enveloppa ces deux redoutes, et on y plaça deux obusiers qui jouèrent contre la place. La situation de lord Cornwallis devenait désespérée : de tous côtés les ouvrages cédaient au feu des assiégeants, et leurs batteries démontaient ou faisaient taire les siennes. Tout annonçait qu'en peu de temps la place ne serait plus tenable.

Pour retarder cette catastrophe, Cornwalis résolut de faire une sortie vigoureuse et d'attaquer ces deux nouvelles batteries, gardées par les troupes françaises. Cent cinquante Anglais, destinés à cette opération, assaillirent avec succès ces deux batteries, qu'ils enlevèrent sans une grande perte ; mais les gardes des tranchées s'étant avancées, les assiégés se retirèrent à la hâte, et les pièces qu'ils avaient enclouées furent bientôt en état de servir. Dès quatre heures après midi, les assiégeants firent jouer plusieurs batteries de leur seconde parallèle ; les ouvrages des assiégés étaient en ruine de tous côtés et paraissaient peu susceptibles de soutenir un feu si violent. A peine les Anglais pouvaient-ils mener un seul canon ; ils n'avaient plus que des bombes. Dans cette extrémité, le général anglais conçut le hardi projet de s'échapper par terre avec la plus grande partie de son armée. Il résolut de laisser ses malades et ses bagages en arrière, de passer sur la pointe de Glocester pendant la nuit, et d'attaquer M. de Choisi. Il s'agissait, après

avoir taillé en pièces et dispersé ses troupes, de faire monter l'infanterie anglaise sur les chevaux qu'il aurait enlevés aux Français, et sur ceux qu'il aurait pu trouver sur sa route. Il aurait gagné le gué des grandes rivières, il eût traversé le Maryland, la Pensylvanie et le Jersey, pour opérer sa réunion avec l'armée de New-York.

L'exécution de ce projet était presque impraticable. Cependant, les bateaux rassemblés sous divers prétextes furent tenus prêts pour transporter les troupes de l'autre côté de la rivière; un orage survenu empêcha de continuer les embarquements. Les Américains augmentèrent, le 17, le nombre de leurs batteries dans la seconde parallèle, et il ne fut plus possible aux Anglais d'y résister. La garnison ne trouva plus d'abri ni dans ses lignes, ni derrière aucune partie de ses murailles. Cornwallis, se voyant dans l'impossibilité de tenir davantage, demanda, à dix heures du matin, une suspension d'armes de vingt-quatre heures. Comme il importait à Washington de ne pas perdre une minute, dans la crainte qu'il n'arrivât des secours aux assiégés, il exigea que le général anglais rédigeât sur-le-champ un projet de capitulation, et il ne lui accorda que trois heures pour le signer et l'exécuter. Ainsi 7,000 Anglais déposèrent les armes devant l'armée américaine; ils abandonnèrent York-Town et Glocester, avec leur artillerie, leur caisse militaire, leurs munitions, leurs vaisseaux et leurs équipages.

La nouvelle de la prise de cette armée produisit dans les États-Unis une joie indicible; on se félicitait hautement de ce succès, qui assurait à jamais l'indépendance américaine. Le congrès vota des remercîments à l'armée et ordonna l'érection d'une colonne où serait gravée une inscription portant que *lord Cornwallis, commandant une armée anglaise, s'était rendu* au général Wasingthon, commandant en chef les troupes combinées de l'Amérique et de la France, et au comte de Grasse, commandant les forces navales dans la baie de Chesapeack.

Après la prise d'York-Town, il ne restait plus aux Anglais dans les Etats-Unis que les trois villes de Charles-Town, New-York et Savanah. L'extension qu'avait prise la guerre, en les forçant à diviser leurs forces militaires et maritimes, ne leur permettait plus d'espérer la soumission des provinces révoltées. L'existence de la république américaine était dès lors assurée, et le traité de Versailles ne tarda pas à la reconnaître solennellement. Mais avant de terminer cet aperçu de la guerre de l'Indépendance, il est nécessaire pour l'intelligence des événements que nous allons rapporter, de résumer l'ensemble des opérations qui eurent lieu en Afrique, dans les Indes et sur divers points du continent, et qui ne furent pas sans gloire pour la France.

Événements maritimes (1778-1781). — L'Angleterre frémit de rage en apprenant que la France avait appareillé de puissantes escadres de guerre dans ses ports. Celle qui, sous les ordres du comte d'Estaing, devait aller croiser vers les côtes de la Nouvelle-Angleterre, n'était pas encore sortie du port de Toulon, que les amiraux Parker et Byron avaient reçu l'ordre de la poursuivre, de la combattre et de la détruire. En même temps, l'a-

miral Montagu, parti pour l'île de Terre-Neuve, et l'amiral Keppel, vinrent bloquer dans le port de Brest la flotte qu'on y appareillait. Aussi, les premières hostilités eurent-elles lieu sur les côtes de France, entre les vaisseaux fleurdelisés du roi Louis XVI et les navires aux longs pavillons du roi Georges II d'Angleterre, entre notre jeune marine, impatiente de combats, de dangers et de gloire, et la formidable marine anglaise, fière de ses grands souvenirs et de sa force souveraine. Les premières rencontres furent ardentes et terribles : les marins français avaient à venger tant de désastres pour relever l'honneur de leur pavillon ; les marins anglais avaient à conserver leur vieille renommée et leur suprématie maritime. Ce fut la frégate *la Belle-Poule* qui eut l'honneur d'engager le premier combat, espèce de duel d'honneur entre les deux marines, et le succès qu'obtint son commandant, M. de la Clochetterie, contre une frégate anglaise aux ordres de l'amiral Keppel, fut célébré en France à l'égal de la victoire la plus éclatante. On s'était battu pendant cinq heures, à portée de pistolet, dans les eaux d'Ouessant, et la frégate anglaise avait été forcée de fuir devant *la Belle-Poule*, et d'aller chercher un refuge au milieu de son escadre. C'était d'un favorable augure au début de la guerre. Aussi, quand la flotte de Brest, composée de trente-deux vaisseaux et de deux frégates, aux ordres de l'amiral comte d'Orvilliers, mit à la voile, le même amiral anglais Keppel, avec une flotte plus considérable encore, mit-il une réserve extrême à engager une nouvelle action, malgré les ordres précis de son gouvernement.

Les deux flottes restèrent pendant quatre jours en observation, en vue de l'île d'Ouessant, et à la distance de quatre milles environ. Cependant, le 27 juillet 1778, l'amiral français fit le signal à ses vaisseaux de se rallier dans l'ordre de bataille naturel ; mais jugeant, aux mouvements de la flotte ennemie, que l'intention de son adversaire était de tomber sur l'arrière-garde française, il fit, pour déconcerter ce dessein, revirer et former l'armée dans un ordre renversé. Cette manœuvre lui procura l'avantage du vent. L'action fut longue, mais indécise. Les deux flottes, également maltraitées, rentrèrent dans leurs ports respectifs, et les deux nations s'attribuèrent la victoire.

Telle était cependant l'importance qu'on attachait au moindre combat, que l'opinion publique blâma ouvertement en France l'amiral d'Orvilliers de n'avoir pas obtenu un succès plus décisif, et que l'amiral Keppel, de son côté, eut à se justifier, devant un conseil de guerre, de sa conduite dans cette affaire.

L'escadre aux ordres de l'amiral d'Estaing avait échappé aux poursuites des flottes anglaises : elle était entrée dans les eaux de la Delaware, ainsi que nous l'avons dit ; elle dégagea cette ville, enleva aux Anglais trente-deux navires chargés de soldats et de munitions, bloqua dans le port de Rhode-Island sept frégates ennemies et plus de vingt-quatre navires, et brava les flottes réunies des amiraux Howe, Parker et Byron.

En 1779, la cour d'Espagne se ligua avec la France, en vertu de ce pacte de famille, chef-d'œuvre politique de Louis XIV, qui devait assurer aux deux puissances la suprématie européenne. Les forces navales de France et d'Es-



Typ. Chaumont.

Officier aux Cuirassiers du Roi.

(7e régiment de cavalerie.)

1786.

Pl. 66.

pagne se réunirent dans la Manche et menacèrent l'Angleterre d'une invasion. La terreur fut grande à Londres quand on vit croiser dans l'étroit canal qui sépare les deux nations une flotte de soixante-dix vaisseaux de ligne et de trente-quatre frégates, et quatre cents bateaux plats prêts à débarquer une armée de 40,000 hommes, aux ordres du maréchal de Vaux. Il était dans la destinée de l'Angleterre d'échapper aux invasions. Les calmes et les vents contraires rendirent inutiles ces préparatifs immenses et ces manœuvres menaçantes.

Cependant, sur les côtes du Malabar, la France perdait le fort Mane, le seul établissement qui lui restât dans le continent des Indes. Cette perte fut compensée par quelques succès obtenus en Afrique et dans les mers du nouveau monde. Le marquis de Vaudreuil s'empara des établissements du Sénégal, que le gouvernement français avait été forcé de céder à l'Angleterre par le traité de 1763, ainsi que des forts de James et de Bense, sur les rivières de Gambie et de Sierra-Leone.

En Amérique, les escadres des amiraux de Grasse, de Lamothe-Piquet et de Vaudreuil vinrent successivement se réunir à celles commandées par le comte d'Estaing, et s'emparèrent des îles de Saint-Vincent et de Grenade.

Cette conquête achevée, l'amiral français fit voile pour la Géorgie. Arrivé à la pointe de l'île de Tebei, un ouragan terrible désempara presque tous les bâtiments de la flotte, et cinq eurent leur gouvernail brisé. Ce contre-temps n'empêcha point 2,800 Français de débarquer pour se réunir à 2,000 Américains qui marchaient sous les ordres du maréchal de Lincoln. Ce faible corps d'armée tenta de s'emparer de la ville de Savanah, défendue par 7,000 hommes de troupes anglaises. Un assaut général fut donné aux fortifications de la place, mais sans succès. Le comte d'Estaing, qui avait quitté son vaisseau-amiral pour se mettre à la tête des troupes françaises, y fit preuve d'une rare intrépidité. La flotte française se sépara de nouveau en trois escadres. Celle sous les ordres du marquis de Vaudreuil resta dans la baie de Chesapeack pour protéger les côtes de la Virginie; celle du comte de Lamothe-Piquet fut chargée du soin de veiller sur la sûreté des Antilles, et particulièrement de la Martinique; la troisième, commandée par le comte de Grasse, se rendit à Saint-Domingue (1).

(1) Voici le détail des actions particulières qui eurent lieu pendant cette campagne et qui jetèrent quelque éclat sur le pavillon de la France :

La frégate *la Junon* et *la Gazelle* prirent sur les côtes d'Angleterre le vaisseau *l'Ardent*.

L'Aurore, frégate, escortant un convoi qui allait de Toulon à Marseille, fut attaquée par un vaisseau de 74; elle se défendit avec vigueur, lorsque le comte de Lamothe-Piquet, montant *l'Annibal*, également de 74 canons, eut bientôt affaire à sept vaisseaux ennemis. *Le Vengeur* et *l'Irréfléchi* vinrent à son secours. De leur côté, les Anglais se renforcèrent; en peu d'instants, les trois vaisseaux français eurent à lutter contre quatorze vaisseaux anglais. Dans cette lutte inégale, le brave Lamothe-Piquet se battit jusqu'à l'heure où l'obscurité lui permit de faire sa retraite glorieuse sous le canon de Fort-Royal.

Le chevalier Grimoard, commandant *le Mineur*, frégate de 32 canons, résista aux attaques de deux vaisseaux de 50 et de deux frégates; favorisé par les ténèbres, il échappa à la pour-

Dans les Antilles, le comte de Guichen, après s'être emparé d'un convoi de soixante voiles anglaises, livra à la flotte anglaise, commandée par l'amiral Rodney, trois combats qui furent tous à l'avantage de la marine française.

Le Bailly de Suffren ne fut pas moins redoutable aux Anglais dans les Indes. Victorieux dans cinq combats, et secondé par Hyder-Ali, sultan de Mysore, et par son fils Typpoo, ce grand homme aurait assuré l'indépendance de ces contrées si on ne l'y eût pas envoyé un peu tard, et s'il eût été renforcé par une partie des moyens immenses accumulés inutilement devant Gibraltar.

La guerre, commencée sous ces heureux auspices, fut une lutte honorable, mais on n'en tira pas tous les avantages qu'on s'était promis, et on y mit un terme au moment où il aurait fallu la continuer avec plus de vigueur. C'en était fait de la prépondérance anglaise si la guerre eût duré encore un an. Le pavillon des alliés se montra également avec honneur dans l'Océan et dans la Méditerranée. Indépendamment des îles qui furent enlevées aux Anglais sur les côtes d'Afrique, dans les Indes et en Amérique, le duc de Crillon leur reprit les îles Baléares; mais on commit la faute d'assiéger sérieusement Gibraltar. Ce fut le même duc de Crillon qui fut chargé de diriger les opérations de ce siége. Des troupes françaises vinrent renforcer son corps d'armée, et la présence de deux princes du sang, le comte d'Artois et le duc de Bourbon, témoigna de tout l'intérêt que le roi de France attachait à cette entreprise. Un colonel du génie français, nommé d'Arçon, conçut un plan d'attaque dont on lui laissa la direction. Le côté de la terre ne fut plus destiné qu'à des opérations secondaires. Ce fut du côté de la mer qu'on porta les principaux efforts. Dix batteries flottantes, portant cent cinquante pièces d'artillerie, étaient destinées à foudroyer Gibraltar. On parvint à les amener et à les embosser dans la rade, malgré la violence du vent. Elles firent un feu terrible, que le duc de Crillon fit seconder par celui du canon des lignes du camp de Saint-Roch. Cette attaque durait depuis plusieurs heures, lorsque la place démasqua des batteries à boulets rouges, qui furent servies avec une prodigieuse vivacité. Trois des batteries flottantes furent incendiées, et la terreur, égarant les Espagnols, ils mirent le feu aux autres batteries, et anéantirent ainsi les seuls moyens énergiques qu'on pût employer contre les rochers de Gibraltar. Le duc de Crillon fut obligé de lever le siége de cette place.

La paix de Versailles mit un terme aux hostilités. Aux termes de ce traité, l'indépendance des États-Unis fut reconnue : les îles Baléares et la Floride furent restituées à l'Espagne, et l'île de Tabago fut remise à la France

suite de l'ennemi, et, le lendemain, il se rendit maître de la corvette *la Providence*, armée de 24 canons. Mais le combat le plus glorieux fut celui de *la Surveillante*, frégate commandée par M. Ducouédic, avec la frégate anglaise *le Quebec* Après un engagement de quatre heures, Ducouédic avait ordonné l'abordage; mais au moment où il l'effectuait, le feu se déclara à bord du bâtiment ennemi. *La Surveillante* ayant réussi à se dégager, le capitaine français ne s'occupa plus que du soin de sauver les ennemis qu'il venait de combattre. Quarante-cinq Anglais amenés sur son bord y reçurent le meilleur traitement. eu de temps après *le Quebec* sauta. M. Ducouédic fit remorquer sa frégate, entièrement rasée de sa mâture, et sur laquelle trente hommes avaient été tués et quatre-vingt-cinq blessés.

En somme, malgré les fautes commises par les cabinets de Versailles et de Madrid, ce traité présentait des avantages réels, et rétablissait en Europe un véritable équilibre maritime. Dès lors, la diplomatie française reposait sur ces trois principes essentiels : le *pacte de famille*, comme alliance ; la liberté du pavillon, comme base du droit maritime, et la neutralité de la Suisse, de l'Allemagne et de l'Italie, comme base du système continental. C'était un succès réel, et qui plaçait la France au point de grandeur et de puissance politique d'où l'avait fait descendre le traité de 1763. C'était l'accomplissement des vues de Louis XIV. C'est dans ces circonstances qu'eut lieu ce grand événement politique qu'on nomme la Révolution française, et qui bouleversa complétement l'œuvre de la vieille monarchie et les relations diplomatiques de l'Europe. L'examen et le développement des causes qui ont amené ce grand événement ont été étudiées et recherchées par des écrivains habiles et éminents. Au nombre de ces causes, ils ont placé les abus du pouvoir aristocratique, les prodigalités ruineuses des deux règnes précédents, l'imprudence et les excès de la noblesse française, et enfin la propagation des doctrines de Genève, de Londres et de Philadelphie.

Louis XVI avait trente-trois ans au moment où éclata l'orage révolutionnaire. Il était monté sur le trône à l'âge de vingt ans. Esprit droit et juste, nature excellente, mais peu énergique, portée naturellement vers le bien, il arrivait au pouvoir souverain avec les vues les plus équitables pour l'administration intérieure du royaume et les plans les mieux arrêtés pour la politique extérieure. Son éducation, négligée sous certains rapports, avait été, sous ce dernier, fort étendue, comme celle de tous les princes de la maison de Bourbon. On lui avait révélé, fort jeune, le secret de l'ambition de Louis XIV : la pensée d'une réunion des Pays-Bas et de la frontière du Rhin, et surtout les ressorts de la rivalité inflexible qui régnait entre la France et l'Angleterre. Et, l'on doit le dire, aucun prince français ne se montra, plus que Louis XVI, passionné sur ce point ; aucun roi ne porta aussi loin la haine et le ressentiment politique contre l'Angleterre. Mais Louis XVI avait une tâche bien difficile à remplir, de longues erreurs à réparer, une marine à réorganiser, un commerce à soutenir, et une considération intérieure et extérieure à rétablir. Pour obtenir ces résultats, il ne lui restait qu'un trésor obéré, une armée découragée, une noblesse turbulente et une nation mécontente des excès du dernier règne, et sourdement agitée par les écrits des philosophes. Louis XVI, disons-le, fit d'honorables efforts pour être à la hauteur de sa mission ; s'il succomba dans cette tâche difficile, l'histoire ne doit pas moins lui tenir compte de ses efforts. Au point de vue diplomatique, il releva la France de l'abaissement où l'avait placée le traité de 1763 ; il attaqua l'Angleterre dans l'Amérique, l'Afrique et les Indes ; il réorganisa la marine, reconstitua l'armée, et, pour remédier à l'épuisement des finances, il conçut la belle, mais malheureuse résolution de constituer les états généraux.

Cette grande et belle résolution, d'appeler la France à juger elle-même de l'état de la fortune publique, eut les plus funestes résultats pour la monar-

chie. Louis XVI vit, dans moins de deux ans, toutes les prérogatives royales passer aux mains de ce nouveau pouvoir qu'il venait de créer, en attendant que sa tête elle-même tombât sous les coups des bourreaux.

Voyons, au milieu de ce bouleversement de l'ancienne constitution monarchique, ce que devint l'armée, et comment, abandonnant la cause royale, elle se jeta dans les bras du peuple. Ainsi que nous l'avons déjà dit au commencement de ce chapitre, l'armée était tourmentée de vagues inquiétudes. Les officiers nobles sentaient leurs priviléges leur échapper insensiblement; déjà un ministre, M. de Saint-Germain, avait manifesté le désir d'éloigner les nobles de l'armée, de supprimer les priviléges des nobles corps et des particuliers, et de ne conserver que les emplois utiles. Ses idées rencontrèrent de puissants obstacles; mais en même temps elles éveillèrent dans le cœur des officiers de fortune et des sous-officiers des idées d'ambition et d'avenir qui grandirent de plus en plus. Le corps des sous-officiers était en ce moment admirablement composé. C'était un état: la difficulté de monter en grade obligeait les sous-officiers à étudier, à se faire une existence dans une position où la loi les obligeait de rester. C'est ce qui explique comment des sous-officiers de la veille, émancipés par la révolution, devinrent tout à coup des chefs d'armée éminents et échangèrent en si peu de temps leur sabre de sous-officier pour l'épée de général, comme Hoche, Soult, Bernadotte, etc., sergents dans des régiments d'infanterie.

Ces idées de réforme émises par le comte de Saint-Germain, soufflées dans de jeunes têtes ardentes d'ambition et de gloire, y produisirent une fermentation incroyable. Quoi qu'il en soit, ce grand homme de bien supprima les états-majors, composés de parents et de protégés des grands seigneurs; il supprima les attributions des intendants de provinces, rappela aux régiments l'exécution des règlements sur la table, et fit des arrêtés sévères sur les folies des officiers riches. Il fit cesser le cumul des emplois; il supprima les priviléges de la maison du roi, réforma les mousquetaires gris et noirs et les grenadiers à cheval, etc.; mais quand il voulut s'attaquer aux gardes du corps, espérant se débarrasser des officiers grands seigneurs, il trouva une telle opposition, qu'il dut renoncer à appliquer ses idées. Enfin, désespérant de vaincre tous les abus, il se démit du pouvoir en disant: *Je me retire, je ne veux point assister aux funérailles de l'armée.* Malheureusement cet homme vertueux qui avait servi dans les armées allemandes s'était trop engoué de leur discipline. Il ne fit pas assez la part du caractère français, et proposa d'introduire les punitions corporelles et les habitudes prussiennes, alors fort à la mode. Cette mesure, dans de telles circonstances et au milieu de l'agitation des esprits, fit oublier les vues excellentes du ministre, voua son nom au sarcasme et au mépris, et acheva de porter le découragement et l'insubordination dans les rangs de l'armée.

Par une singulière fatalité, ou plutôt par une grave inconséquence, Louis XVI, malgré ses idées populaires, oublia bientôt les réformes de Saint-Germain, et établit de nouveau une démarcation injurieuse et inique entre



Imp. de Prissette.

Rég[t] Colonel-Général. Rég[t] suisse de Salis-Samade.

1786.

PL. 39

les militaires nobles et les militaires roturiers. En vain, le ministre de la guerre, le marquis de Ségur, présenta-t-il un règlement qui, basé sur celui de M. de Saint-Germain, devait améliorer le sort des officiers de fortune; ce règlement fut rejeté. On ne se souvint plus des Chevert et des Fabert, et l'on rappela dans toute leur rigueur d'anciennes ordonnances qui réservaient exclusivement aux nobles les grades militaires. Dès lors, il y eut dans l'armée une scission secrète : le corps des sous-officiers attendit et trouva bientôt l'occasion de montrer ses titres à la gloire.

Ces mêmes soldats qui venaient de combattre en Amérique pour la liberté se jetèrent dans les bras du peuple au premier coup de canon qui annonça la prise de la Bastille, et l'armée salua avec enthousiasme la résurrection nationale qui s'opérait.

Le roi, dès le début des séances orageuses de l'assemblée nationale, ayant formé le projet de rassembler des troupes à Versailles et autour de Paris pour opposer la force des baïonnettes aux envahissements du tiers-état, contremanda les ordres donnés en répondant tristement aux observations de l'archevêque d'Aix : *Que voulez-vous, les troupes sont en défection*. Celui-ci reprit vivement : *Mais hier, Votre Majesté n'en savait donc rien? Elle le sait aujourd'hui : on l'avait donc trompée hier sur la fidélité des troupes, ou bien aujourd'hui on la trompe sur leur défection.*

En effet, Louis XVI, aveuglé par les préjugés de sa naissance et de son éducation, n'avait point étudié l'esprit du soldat français; il n'avait point compris la portée des tendances nouvelles dans une armée recrutée au milieu du peuple, ayant les passions et les haines du peuple.

Nous avons indiqué les causes de mécontentement de l'armée. Nous allons examiner quelle fut sa conduite au milieu des premiers troubles de la révolution. Cette recherche ne sera pas stérile, car elle éclairera une partie de l'histoire négligée jusqu'à ce jour, et servira à prouver combien était nationale cette armée, dont les corps privilégiés eux-mêmes n'hésitaient pas à se réunir au tiers-état (1).

Au mois de mai 1789 la France était divisée en vingt et une divisions militaires. Dix-neuf étaient formées des pays et places frontières, et des côtes. L'île de Corse en formait une. L'espace compris depuis l'intérieur, c'est-à-dire considéré dans les rapports des frontières avec Paris et Versailles, jusqu'aux places de première et quelquefois de seconde ligne ne faisaient point partie des divisions militaires. Les troupes classées par divisions étaient par conséquent établies très-loin de Paris. En mai 1789, les provinces de l'inté-

(1) Aucun mémoire du temps ne s'est occupé des moyens de résistance de Louis XVI. On trouve des régiments partout et arrivant sans aucune désignation. Ces régiments ne sont point appelés par des ordres connus : ces ordres proviennent du cabinet du roi seul, et exécutés seulement par le ministre de la guerre. Cependant il n'existe aux archives aucune trace des ordres au moyen desquels ces mouvements avaient été opérés. Ils ont été soustraits sans doute par ceux qui y avaient coopéré, et qui craignaient d'être recherchés, bien qu'ils ne fussent coupables que d'avoir rempli leur devoir en obéissant.

rieur formèrent une vingt et unième division militaire. Les troupes qui y furent établies, outre les garnisons ordinaires de Paris, se composaient de dix régiments, dont sept de cavalerie, un de dragons et deux d'infanterie (1).

Depuis le 17 mai, les Parisiens avaient remarqué avec étonnement, parmi la garnison de la capitale, un escadron de *Royal-Cravate*, qui, d'après l'état d'emplacement, aurait dû se trouver à Melun; puis, on vit successivement arriver le 1er régiment de cavalerie *Royal-Lorraine*, qui, d'après les états d'emplacement du dépôt de la guerre, devait être établi à Niort; *Royal-Allemand*, propriété du prince de Lambesc, qui était porté comme stationnant à Valenciennes. Le 1er de hussards-Berchiny; le 66e d'infanterie *Salis-Samale*, et le 78e, *Lullin-Châteauvieux*, suisse, etc. On voyait en outre une artillerie formidable, et la vingt et unième division, sur l'arsenal de Paris, n'avait aucun établissement d'artillerie.

Il est évident, d'après les faits, qu'on avait fait venir 30,000 hommes au moins des frontières, ce qui, avec la garnison de Paris et la maison du roi, portait à 40,000 le nombre des troupes réunies autour de la capitale. Il est certain encore qu'on comptait sur les troupes pour agir répressivement contre l'assemblée nationale et contre le peuple. Du reste, le roi fit tout au monde pour gagner la confiance de l'armée. On lui donna pour chef le vieux maréchal de Broglie, disgracié depuis longtemps, et dont les services, la conduite et les principes avaient depuis longtemps mérité l'estime de tous. Les vieux militaires qui avaient combattu avec lui à Berghen se rappelaient qu'ils lui devaient de n'avoir pas tous péri dans cette campagne, et d'avoir battu le duc de Brunswick en 1759. Les jeunes militaires, rassemblés récemment sous ses ordres au camp de Normandie, l'avaient entendu se récrier contre l'exécution de l'ordonnance des coups de plats de sabre; ils savaient qu'il avait voulu faire abolir ces usages prussiens. Ils se rappelaient que dans le même camp un officier, ayant entrepris de haranguer des grenadiers révoltés parce qu'on voulait frapper un de leurs camarades, et s'efforçant de leur persuader que le traitement n'avait rien que de militaire, l'un d'eux s'était écrié : *Mon capitaine, je ne connais de militaire dans le sabre que la pointe et le tranchant.* Le maréchal, qu'on avait excité à punir ce propos, avait répondu : *Gardez-vous bien de réprimer ce mouvement! Périsse, s'il le faut, l'ordonnance des coups de plats de sabre, mais conservez l'honneur du soldat français.* Noble et belle parole, dont l'armée avait gardé le souvenir. Aussi le maréchal de Broglie était l'homme le plus propre à maîtriser les troupes dans les circonstances difficiles, si ce qu'on exigeait d'elles et de lui était raisonnable. Mais à peine eut-il connu les desseins secrets de la cour et vu les troupes assister aux dé-

(1) Voici leur emplacement : le 75e d'infanterie, Royal-Comtois, était à Blois; le 37e de la même arme, Anjou, était à Tours; le 8e de cavalerie, Royal-Cravate, à Melun ; le 20e de cavalerie, Royal-Bourgogne, à Joigny; le 9e de cavalerie, Royal-Roussillon, à Saumur; le 14e de cavalerie, Royal-Picardie, à Angers; le 10e de cavalerie, Royal-Piémont, à Nevers ; le 25e de cavalerie, Royal-Guienne, à Moulins ; le 1er de cavalerie, Colonel-Général, à Sédan ; le 10e de dragon, Chartres, au Mans.

libérations de l'assemblée, qu'il ne put s'empêcher de dire au roi : *Je vois ici une belle armée, mais où est l'ennemi?* C'était une sanglante critique des projets de la cour. Aussi le maréchal fut-il dès ce moment en état de suspicion. On le conserva néanmoins dans son commandement, mais on ne lui confia aucun plan, et l'on prit les dispositions sans le consulter. Telle fut la conduite du chef de l'armée française au début de la révolution. Voyons quelle fut celle de l'armée elle-même.

La cour continuait à s'aveugler sur l'esprit des troupes, en se flattant qu'on les déterminerait à combattre le peuple. On cachait au roi la correspondance des généraux les plus dévoués et des plus sages intendants de province. Cependant cette correspondance était de nature à éclairer les plus incrédules. Aussi le marquis de Bouillé, commandant la quatrième division militaire à Metz, écrivait au roi : « Votre Majesté a mis sous mes ordres cent vingt bataillons et quatre-vingts escadrons. De toutes ces forces, je ne puis faire agir que cinq bataillons de troupes étrangères; *tous les soldats français sont disposés à s'insurger.* »

On méprisa ces avis, et l'on revint à l'idée déjà abandonnée une fois de concentrer des troupes autour de Paris. Les habitants, avertis de ces rassemblements, vérifiaient les rapports alarmants qu'on faisait à ce sujet et les exagéraient encore. On ne pouvait sortir des barrières sans rencontrer des détachements de soldats. On eût dit que le siége de la ville allait commencer. Bientôt on vit des régiments camper à l'École militaire, au champ de Mars, et même dans l'avenue des Champs-Élysées.

L'intention des conseillers du roi ne saurait être douteuse : on voulait faire usage des baïonnettes contre le peuple; mais qu'espérer des soldats, mal payés, mal commandés, las de l'insolence de leurs officiers, et souffrant des dilapidations de leurs administrateurs. A peine en contact avec le peuple, ces soldats firent cause commune avec lui. Au reste, tout porte ce cachet d'incertitude et d'incurie, nous dirions volontiers de fatalité qui présidait aux dispositions du gouvernement. L'approvisionnement de ces troupes, qu'on voulait gagner à la cause de la royauté, avait été négligé. Le pain de munition, depuis leur arrivée à Paris, n'avait été fait qu'avec des farines de rebut : il était très-mauvais. Les habitants montraient à leurs hôtes le pain blanc qu'ils mangeaient, et la comparaison donnait lieu à d'horribles idées sur les déprédations de l'administration militaire. Le fourrage manquait également pour la cavalerie. L'habillement avait été aussi négligé. La marche rapide que les troupes venaient de faire avait détérioré une partie des effets, et l'on ne pouvait les renouveler. Les soldats déguenillés étaient sensibles aux humiliations que leur attirait leur dénûment. Ils en accusaient la cour elle-même. Quant aux approvisionnements de guerre, on n'y avait même pas pensé. Et c'est avec de tels éléments qu'on voulait gagner l'armée et maîtriser la nation.

Le camp formé au champ de Mars était aussi une faute; il était mal placé; il aurait fallu l'établir assez près de Paris pour s'y porter en peu de temps,

mais à une distance assez grande pour éviter les communications des soldats avec le peuple. Or, les communications avaient eu lieu, et elles avaient produit un effet indestructible.

Les colonels de tous les corps campés dans Paris et aux environs, appelés au conseil, déclarèrent qu'aucun d'eux n'osait répondre de son régiment. L'un d'eux eut la franchise de dire qu'il ne doutait point que le moment où le sien entrerait dans la ville ne fût l'instant de sa réunion avec le peuple. Le gouverneur de l'hôtel des Invalides lui-même écrivait qu'on ne pouvait plus compter sur ses vétérans. Quant aux chefs des corps étrangers, ils avouaient qu'ils redoutaient le combat des rues plus qu'une bataille rangée.

Ce furent les gardes françaises qui, les premiers, passèrent dans les rangs du peuple. Ce régiment, composé de 3,600 hommes, était la seule force militaire de Paris. Ses rapports continuels avec les Parisiens, au milieu desquels il se recrutait en partie, le rendaient, plus que tous les autres corps, disposé à l'insurrection. Les officiers, presque tous nobles et grands seigneurs, étaient peu connus des soldats. Ils abandonnaient les détails du service aux sous-officiers. Ceux-ci, mécontents d'exercer des fonctions qui entraînaient une grande responsabilité, sans gloire ni profits personnels, prêtèrent volontiers l'oreille aux opinions de la foule, et agissant plus directement sur l'esprit des soldats, les initièrent à leurs espérances et à leurs secrets. Cependant, hâtons-nous de le dire, la conduite du régiment des gardes, au milieu de cette capitale révoltée, au milieu du trouble, des désordres qui en furent la conséquence, fut admirable de fermeté et de dévouement. Il tendit la main au peuple, mais il réprima, autant qu'il le put, les excès de la populace.

Une seule faute a donné lieu à de nombreuses calomnies sur ce corps. Elle fut aussi un des incidents remarquables de la révolution. Onze gardes françaises étaient détenus à la prison de l'Abbaye militaire, par ordre du colonel. On le savait dans le public, mais on disait que leur détention, dont un retard à l'appel était le prétexte, avait eu pour motif réel le refus de ces soldats, en patrouille à Versailles, de faire feu sur un attroupement. On répandit le bruit dans la foule que les militaires allaient être transférés, de la prison militaire de l'Abbaye, dans une prison de détenus criminels. Le cri : *Courons les délivrer !* se fit entendre dans le jardin du Palais-Royal, et aussitôt les portes de l'abbaye furent brisées, et les onze soldats furent ramenés en triomphe au milieu de la foule. En ce moment arriva un escadron de dragons le sabre à la main, et au galop, comme pour charger le peuple, et le peuple, qui n'était armé que de bâtons, commençait à faire ses dispositions pour charger à son tour la cavalerie. Tout à coup les dragons firent halte, élevèrent en signe de paix leurs casques sur leurs sabres, descendirent de cheval et se mêlèrent au cortége des gardes françaises. On les conduisit dans la salle du Tréâtre-Français, dans la rue de Richelieu, où ils passèrent la nuit. Dès le lendemain, une députation se mit en marche pour aller à Versailles instruire l'assemblée nationale.



Paris, Typ. Chaumont.

Carabinier.

1787.

Pl. 113.

Le président blâma la conduite de ceux qui avaient employé la force pour délivrer des soldats qu'une autorité compétente avait fait arrêter, mais en même temps il blâma l'excès de rigueur dont le colonel avait fait usage, et obtint du roi leur mise en liberté.

Malgré ces symptômes alarmants d'indiscipline et d'effervescence dans l'armée, la cour persistait dans sa résolution d'entourer Paris d'un réseau de baïonnettes et de s'appuyer sur les troupes pour dissoudre l'assemblée nationale. Le renvoi du ministre Necker donna lieu à d'autres scènes qui auraient dû éclairer complétement le conseil du roi sur la fidélité des troupes françaises. Le 11e régiment de cavalerie (*Royal-Allemand*), venu de Valenciennes, et commandé par le colonel-propriétaire, maréchal de camp, prince de Lambesc, reçut l'ordre de dissiper les rassemblements qui s'étaient formés sur le boulevard et la chaussée d'Antin. Les cavaliers de Lambesc n'hésitèrent pas à charger; mais les gardes françaises, dont le dépôt était établi tout près, prirent le parti du peuple et présentèrent la pointe de leurs baïonnettes aux chevaux du Royal-Allemand. Une fusillade s'engagea entre les deux corps. La cavalerie étrangère fut forcée de se replier jusque sur la place de la Concorde, point de rassemblement des troupes. Un escadron de dragons y avait déjà pris position, sous les ordres du général Bezenval, et était maître du pont sur la Seine. En même temps, un bataillon de gardes suisses s'était formé aux Champs-Élysées; il avait amené quatre pièces de canon. On remarquait en outre dans toutes les directions des mouvements de troupes, et on les voyait déjà s'avancer. Le prince Lambesc, se voyant soutenu, reprit l'offensive et voulut s'emparer d'un pont tournant qui fermait alors le jardin des Tuileries. Il traversa facilement le pont, qui n'était gardé par personne, et fit halte sur le terrain qui est dominé par deux terrasses. La foule accourut sur ce point sans démonstrations hostiles. La colonne du Royal-Allemand lui ordonna d'évacuer les Tuileries, et aussitôt commanda une charge dirigée sur les promeneurs, autour du bassin et dans les allées. Le jardin fut bientôt entièrement balayé. En revenant faire sa jonction avec les troupes stationnées sur la place de la Concorde, le prince Lambesc rencontra sur son passage un vieillard inoffensif, et lui asséna un coup de sabre sur la tête. Cet acte d'odieuse barbarie, et la charge exécutée sur des promeneurs paisibles, produisirent une vive fermentation dans Paris. On exagéra encore ces événements. On parla de menaces contre les gardes françaises. Dès ce moment, cette troupe cessa d'obéir à ses chefs, déchira son drapeau et devint la garde prétorienne de Paris. La nuit du 12 au 13 juillet fut employée à organiser des moyens de résistance contre les troupes nombreuses qui entouraient la capitale. Toute la nuit, le tocsin ne cessa de se faire entendre pour appeler les habitants à la défense de la ville. On craignait que les troupes stationnées sur la place Louis XV ne fissent leur jonction avec celles du champ de Mars et avec les nouveaux régiments cantonnés aux environs de Paris et de Versailles, pour tenter ensuite une attaque sérieuse sur Paris. La consternation y était grande. Vainement on cherchait à éclairer les routes· elles étaient partout

impénétrables; partout on apercevait des détachements nombreux. Sur plusieurs points on avait conduit de l'artillerie. Tous les ponts sur la Seine, depuis Sèvres et Saint-Cloud jusqu'à Versailles, étaient encombrés de canons. Il devenait impossible de communiquer avec l'assemblée nationale. Une députation de quarante membres fut envoyée au roi pour le supplier d'éloigner les troupes et d'autoriser la formation d'une milice bourgeoise.

Louis XVI, qui d'un excès de crainte était passé dans un excès de confiance en se voyant entouré de tant de troupes, répondit qu'il persistait dans les ordres qu'il avait donnés. Ce qui se passa dans la nuit du 13 au 14 juillet est enveloppé d'un mystère impénétrable. A toutes les heures de la nuit, des courriers et des ordonnances dépêchés par les généraux au ministre de la guerre, et par l'intendant et le prévôt de Paris aux nouveaux ministres, arrivaient à Versailles, sans qu'au retour on eût aucune décision. Le roi, entouré de ses conseillers ordinaires, agitait cette grave question, de savoir si l'on pouvait compter sur les troupes pour occuper militairement la capitale. Il fallut que les rapports des chefs de corps fussent bien alarmants, puisque ni lui ni ses conseillers n'osèrent prendre aucune détermination. Et pourtant dans quelle intention avait-on réuni 60,000 hommes autour de Paris? Le maréchal, ministre et généralissime, de son côté, savait qu'on délibérait sans lui, et que les ordres parvenaient directement du cabinet du roi aux chefs de corps. Il savait quelle était la question agitée à la cour, mais il connaissait trop bien les dispositions des troupes pour prendre sur lui de hasarder un mouvement. Il était persuadé d'avance que les régiments français s'opposeraient à toute tentative contre le peuple, et il craignait qu'après une lutte entre eux et les régiments étrangers ils ne se réunissent au peuple pour renverser le trône et la royauté. Cette prévision devait bientôt se réaliser.

Quoi qu'il en soit, Louis XVI, voyant que la force sur laquelle il comptait s'appuyer lui manquait, retomba dans sa faiblesse ordinaire; et les Parisiens, ne recevant aucune réponse à leur message, résolurent de s'organiser en gardes nationales. Les bras étaient nombreux, mais on était sans armes et sans chefs. Un avis, parvenu à l'hôtel de ville, fit connaître l'existence d'un dépôt de fusils aux Petites-Écuries du roi, dans le faubourg Saint-Denis; on s'y porta, et l'on y trouva effectivement des caisses remplies d'armes, dont la distribution fut faite à l'instant. On arrêta au port Saint-Nicolas un bateau chargé de cinq milliers de poudre. Ce furent les premiers moyens d'armement et de munition de l'armée parisienne. On trouva encore quelques armures du moyen âge dans le garde-meuble.

Un fait que les historiens ont presque tous dénaturé est le mouvement qui eut lieu pour en tirer les armes déposées à l'hôtel des Invalides. Dans la nuit, on avait fait avertir le gouverneur de livrer ce dépôt. Sur son silence, on se détermina à réitérer la demande, et, en cas de résistance, à l'enlever de vive force.

Le mouvement ne fut point abandonné, comme on l'a écrit, à la populace; il fut régulier et imposant. Un magistrat fut chargé de le diriger. Il se rendit



Paris, Typ. Chaumont.

Hussard de Lauzun.

6e Régiment.

1787.

PL. 68.

seul, et sans suite, auprès du maréchal de camp de Sombreuil, gouverneur des Invalides, et lui renouvela la demande faite au nom de la ville. Le vénérable gouverneur répondit : *Les devoirs de ma place me prescrivaient, dans tous les temps, la loi de ne point obtempérer à la demande de la ville, et dans ce moment des ordres particuliers et très-positifs m'imposent des devoirs plus rigoureux.* Le magistrat repartit : *Monsieur le gouverneur, je suis encore chargé de vous inviter à me donner votre réponse par écrit.* M. de Sombreuil demanda quelques instants pour en délibérer avec son état-major. La délibération se prolongeait, le peuple attendait autour de l'hôtel. Il s'impatienta de ces longueurs, franchit les fossés, escalada les grilles, et en un clin d'œil fut maître des portes. Les vieux invalides qui veillaient mèche allumée près de leurs pièces en batterie n'osèrent ou ne voulurent point tirer sur le peuple; ils se mêlèrent dans ses rangs et dirigèrent les recherches. On trouva sous les voûtes du dôme 28,000 fusils qui furent aussitôt distribués. Les tambours et les drapeaux furent également enlevés, et ceux qui n'avaient point de fusils se précipitèrent sur les canons.

Les historiens, en blâmant la conduite des invalides qui se laissèrent désarmer sans résistance, n'ont pas assez fait la part des circonstances. Pourquoi des soldats âgés, caducs, mal armés, eussent-ils couru les hasards d'une bataille quand ils savaient qu'une armée de 60,000 hommes n'osait ou ne voulait pas le faire? Et puis, comment quelques centaines d'hommes auraient-ils pu résister à une population entière si énergiquement résolue? La prise de la Bastille qui eut lieu le lendemain prouve que cette résistance eût été vaine et n'eût servi qu'à faire verser inutilement le sang français. Quoi qu'il en soit, ces événements divers accomplis en présence d'une armée imposante qui ne fait pas un mouvement pour s'y opposer, confirment cette opinion que les *troupes françaises avaient prononcé la déchéance du roi avant la nation elle-même.*

Quand la nouvelle de la prise de la Bastille fut connue à Versailles, la cour tomba dans un abattement extrême. Le maréchal de Broglie, dont la veille on avait négligé les avis, fut appelé pour donner son opinion sur l'esprit de l'armée et sur les moyens à prendre. Le vieux maréchal, après avoir blâmé les projets des conseillers du roi, ajouta : « Sire, si vos jours sont menacés, » je jure au nom de ces mêmes soldats dont le bras ne se lèverait point contre » des citoyens injustement provoqués, je jure que tous vous feront un rem- » part de leur corps. Osez vous confier à notre courage. » Et profitant de cette circonstance, il représenta au roi qu'il avait perdu l'affection de l'armée en adoptant et en faisant exécuter deux ordonnances, dont l'une était horrible et l'autre ridicule : celle des coups de plat de sabre et celle de la création d'un conseil de la guerre, ramas de faiseurs qui fatiguaient l'armée. Il lui fit approuver la suppression de ces deux ordonnances. Ces mesures prises deux ans plus tôt eussent pu opérer une réaction salutaire dans l'esprit des troupes; mais leurs humiliations étaient trop récentes; elles avaient été trop multipliées pour qu'il fût possible d'en effacer le souvenir. Le conseil de la guerre avait fait au roi trop d'ennemis pour qu'un acte arraché par la force

calmât les passions violentes dont l'explosion ne tarda pas à avoir lieu.

Le dessein de concentrer des troupes autour de la capitale avait été également suivi dans les principales villes du royaume, notamment à Marseille, à Metz, à Lille, à Toulon et à Besançon. L'inquiétude qu'on avait ressentie à Paris s'était également répandue dans les provinces où les troupes se trouvaient accumulées sans motifs. Lafayette, soupçonnant le motif secret de la cour, disait à la tribune : « Je ne puis m'empêcher de faire remarquer à l'assemblée » cette fermentation nouvelle et combinée qui se manifeste de Strasbourg à » Nismes, et de Brest à Toulon, et qu'en vain les ennemis du peuple vou- » draient lui attribuer, laquelle porte tous les caractères d'une influence se- » crète. » Mais ces tentatives d'intimidation ne servirent, comme à Paris, qu'à aliéner au roi l'esprit de la nation et à creuser plus profondément l'abîme où allait s'engloutir la royauté. Là, comme à Paris, les mesures prises furent mal concertées et imprudentes. Partout les milices s'organisèrent pour repousser la force par la force, et les troupes n'hésitèrent pas à embrasser la cause du peuple. Les premiers mouvements insurrectionnels éclatèrent à Lille. On avait porté sur ce point des forces considérables dans le but, disait-on, de s'emparer de cette porte de la France et de l'ouvrir aux soldats allemands de la Confédération, s'il en était besoin.

Plusieurs lettres de Paris avertissaient les Lillois de se tenir sur leurs gardes, qu'il y aurait chez eux une crise meurtrière. Quelques nobles, et entre autres madame de Clermont-Tonnerre, avaient distribué une vingtaine de mille francs dans les cabarets et affranchi les boissons des régiments de *cavalerie* de l'ex-prince de Condé, de *Colonelle-Générale* et des *chasseurs de Normandie*, tous soupçonnés d'aristocratie. On voulait commencer la guerre civile à Lille en les faisant battre contre *Royal-Vaisseau* et *la Couronne*, deux régiments d'infanterie connus par leurs sentiments patriotiques.

La querelle entre ces corps commença par des propos insultants de la part des deux premiers régiments contre les derniers ; des réparations en duel furent demandées à l'instant, et l'affaire devint bientôt si animée, qu'un piquet de chasseurs à cheval chargea le sabre à la main les soldats d'infanterie. Quelques sous-officiers des corps à cheval, plus sensés que les autres, parvinrent à mettre un terme à cette lutte et à obtenir qu'on nommât vingt députés de chaque régiment et un capitaine pour s'expliquer. Mais les députés des chasseurs de Normandie avaient reçu de leurs chefs de l'argent pour gagner les députés de l'infanterie, ce fait fut connu. Une nouvelle explosion s'en suivit. Un chasseur de Normandie tire un coup de pistolet à un sergent-major de la Couronne ; en le manquant il tue la sentinelle du maire de la ville (1). Un autre chasseur du même corps attaque un grenadier et fait feu sur lui. Celui-ci crie aux armes, les soldats de *Colonelle-Générale* veulent s'emparer de l'arsenal, ils sont repoussés deux fois ; ils tentent alors de surprendre la place, ils n'y réussissent pas et vont s'enfermer dans la citadelle. Les habitants de Lille prennent parti pour les régiments d'infanterie, chassent de leurs murs les

(1) *Revolutions de France et du Brabant*.

corps royalistes, et retiennent prisonnier le commandant de la province.

A Marseille, où l'on avait fait entrer trois régiments et deux cents dragons, les sous-officiers fraternisèrent avec les gardes nationales qui s'organisaient sur tous les points du royaume, et s'emparèrent des forts.

A Nantes, la municipalité refusa de reconnaître un envoyé du ministère de la guerre chargé d'établir un camp volant destiné, disait-on, à maintenir les paysans bretons dans l'ordre.

A Montpellier, la forteresse fut enlevée par de jeunes volontaires, et les soldats du régiment de *Bresse* leur en livrèrent les portes aux cris de *vive la nation!* A Valence, le commandant du fort menace la ville, il est massacré.

De tous côtés enfin le peuple s'insurge contre la force armée, et l'assemblée demande au roi le renvoi de tous les commandants soupçonnés d'être contraires à la révolution. Le roi fut contraint d'obéir à la volonté nationale. L'épreuve était décisive. La France entière protestait contre son gouvernement.

Quand les conseillers du roi le virent entrer dans cette voie de réforme et se laisser entraîner dans le sens des idées nouvelles, ils disparurent presque tous et allèrent chercher un asile à l'étranger. Le comte d'Artois, le second frère de Louis XVI, un des plus ardents prosélytes des mesures violentes; les princes de Condé et de Conti, chefs du parti aristocratique, chauds partisans des ordres privilégiés, donnèrent l'exemple de l'émigration. Bientôt les chefs de corps les imitèrent, et, en moins de quelques mois, l'armée se trouva presque entièrement privée de ses officiers (1). Ils étaient allés de l'autre côté du Rhin faire un appel aux gentilshommes de l'Europe pour réprimer la révolte des communaux, croyant, comme au temps de Henri IV, qu'il suffirait des lansquenets et des reîtres de l'Allemagne, et de quelques soudoyers anglais, pour reconquérir leurs droits seigneuriaux. Cette fuite de la noblesse qui abandonnait son roi quand elle eût dû lui faire un rempart de son dévouement, cette défection des chefs de corps qui abandonnaient ainsi leurs drapeaux, ont laissé une tache indélébile sur les blasons de toutes les grandes familles qui y prirent part. L'émigration n'était pas seulement une *folie*, comme l'ont écrit quelques historiens, c'était un crime envers le roi et envers la nation; car si ces mêmes hommes étaient restés en France, peut-être la révolution se fût-elle accomplie sans excès. Et pourtant, hâtons-nous de le dire, ce n'étaient pas des cœurs sans courage, des esprits sans élévation, que tous ces émigrés; c'était l'élite de la nation, c'était la partie la plus brillante de la société française (2).

(1) Le 16 octobre 1791, le ministre de la guerre dénonce à l'assemblée que plus de 1,900 officiers ont abandonné leurs drapeaux.

(2) *Composition, organisation et histoire des corps d'émigrés.* — Les princes, ayant émigré, fixèrent leur séjour à Coblentz, auprès de l'électeur de Trèves, leur oncle. Un nombre considérable de gentilshommes se réunit autour d'eux; la presque totalité des officiers de l'armée que les soldats séditieux avaient chassés de leurs rangs les suivirent. Le prince de Condé et le maréchal de Broglie furent chargés d'organiser l'armée royaliste, qui se composa, indépendamment des émigrés, des corps ou fractions de corps qui suivirent leurs chefs. Une partie du régiment de Berwick-Irlandais déserta de Landau avec armes et

La seule cause qu'on puisse invoquer en leur faveur, c'est qu'ils ne comprenaient pas la portée de la grande révolution qui se préparait. La plupart ne voyaient dans cette fuite qu'un mouvement déjà vieux dans l'histoire. Les Huguenots pendant la Ligue, les Frondeurs sous Mazarin, les Réformés sous Louis XIV, étaient allés prendre du service en Hollande, en

bagages; la majeure partie de Royal-Allemand, Dauphin-Cavalerie, Saxe-Hussards, Bercbiny et Chamborant rejoignirent leurs anciens chefs. Une lettre circulaire engagea tous les anciens gardes du corps, licenciés le 21 juin 1791, à rentrer au service. Ils arrivèrent successivement à Coblentz, et y formèrent, par le nombre de surnuméraires qui s'y joignirent, un corps plus considérable qu'il ne l'était avant. La quantité de gentilshommes qui passaient journellement la frontière détermina les princes à solliciter de l'archiduchesse Marie-Christine, gouvernante des Pays-Bas, l'autorisation de former, dans la petite ville d'Ath, près Bruxelles, un établissement pour la noblesse émigrée. Le général comte de la Châtre fut chargé de commander ce rassemblement, qui fut dès lors distribué en compagnies d'infanterie et de cavalerie.

En même temps, la Maison du roi s'organisait à Coblentz sur le même pied où elle s'était trouvée avant les réformes introduites par le comte de Saint-Germain, ministre de la guerre; les compagnies de gendarmes, de la garde, les chevau-légers, mousquetaires, grenadiers et gardes de la porte, supprimés ou réduits en 1775, furent rétablis. On rappela les gendarmes des compagnies rouges, réformés en 1789; on recomposa les maisons militaires de Monsieur et du comte d'Artois. Un corps de cavalerie de trois cents gentilshommes, désignés sous le nom de *Chevaliers de la Couronne*, fut mis sur pied et commandé par le comte de Bussy, noble bourguignon. Un assez grand nombre d'officiers des gardes françaises fournit des fonds, qui furent employés à lever un corps d'infanterie auquel on donna le nom d'*hommes d'armes à pied*, celui de *gardes françaises* étant regardé comme à jamais souillé par la défection dont ce régiment s'était rendu coupable. Les princes firent, en outre, des capitulations avec quelques petits États d'Allemagne et plusieurs particuliers pour la levée de différents autres corps. Une foule de guerriers de tout âge et de tout rang prirent part à cette ligue et brûlaient d'entrer en campagne pour venger la cause du trône. La déclaration de Pilnitz (1792) leva tous les obstacles que les frères de Louis XVI avaient éprouvés jusque-là pour la formation complète de leur armée. Elle fut divisée en trois corps, dont le plus considérable, fort de 12,000 hommes, sous les ordres Monsieur, du comte d'Artois et du maréchal de Broglie, se réunit à l'armée prussienne qui marchait sur Thionville, commandée par le duc de Brunswick. Le prince de Condé, à la tête d'un second corps de 5,000 hommes, fut destiné à agir dans le Brisgau avec une division autrichienne dirigée par le prince d'Esterhazy, et enfin le duc de Bourbon avec son fils, le duc d'Enghien, réunit dans le pays de Liége les 4 à 5,000 émigrés épars dans le Brabant, et joignit l'armée autrichienne du duc Albert de Saxe-Teschen dans les Pays-Bas.

De ces trois corps, celui commandé par le prince de Condé subsista seul, l'armée prussienne, forcée de battre en retraite devant l'armée républicaine de Dumouriez, ayant entraîné le licenciement de la division des princes français, et les succès de Custine en Hollande ayant presque anéanti la division du duc de Bourbon. Les débris de ces deux corps grossirent la petite armée du prince de Condé, alors en Souabe. Ce n'était pas sans leur imposer de rudes sacrifices que l'empereur d'Autriche avait consenti à conserver sur pied les condéens. On exigea des gentilshommes qu'ils se contentassent de la paye de simple soldat, et qu'ils en fissent les fonctions les plus pénibles. On leur donna un officier autrichien pour général en chef; et pendant que les soldats allemands, bien vêtus, bien chaussés, ne manquaient de rien, les émigrés, presque oubliés, réduits à un dénûment affreux, encombraient les hôpitaux.

L'impératrice de Russie, Catherine II, prodigua des secours empressés à ces nobles infortunes, et mit à la disposition du chef de cette petite armée royale les hommes, les armes et surtout l'argent, dont la privation absolue réduisait au néant ses services. Dès lors, la division

Allemagne et en Angleterre contre la France, et ces événements n'avaient soulevé aucune récrimination de la part des contemporains. Voltaire lui-même n'avait-il pas célébré comme un événement national la rentrée en France des Anglais d'Élisabeth quand ils vinrent grossir les rangs de l'armée de Henri IV ! Ne reconnaissant pas les droits nouveaux de la nation, ils ne voyaient la patrie que là où était le vieil étendard fleurdelisé de la royauté.

française acquit une consistance toute militaire, et compléta sa formation. Son état-major se composait d'un maréchal général des logis, d'un major général de l'infanterie, d'un major général de la cavalerie et d'un intendant en chef. L'armée se distinguait en *corps nobles* et en *corps soldés ;* au nombre des premiers, on comptait l'*infanterie* et la *cavalerie nobles*, entièrement composées de gentilshommes, dont tous les capitaines de compagnie étaient officiers généraux. L'uniforme était le même pour tous : habit et culotte gris de fer, gilet cramoisi, chapeau à cornes; guêtres noires pour le fantassin, bottes à l'écuyère pour le cavalier. Les officiers portaient un brassard blanc avec une fleur de lis noire; c'était leur marque distinctive. L'argent des princes et les dons volontaires de tous ceux qui avaient pu sauver un peu de leur fortune ajoutaient à la solde plus que modique obtenue du trésor impérial. L'infanterie, d'abord portée à 12 compagnies, fut, plus tard, répartie en 3 bataillons, et enfin en régiments; dans ces diverses mutations, elle s'appela successivement : *compagnies nobles, bataillon de chasseurs nobles*, puis *régiment noble à pied*. La cavalerie, parfaitement montée, divisée, dès le principe, en 3 régiments, fut réduite à 2 en 1797, et subit une nouvelle organisation en 1799. On y incorpora les chevaliers de la Couronne et les hussards de Damas, sous le titre de régiment noble à cheval de Berry, et ensuite d'Angoulême, lorsqu'il passa sous le commandement de ces deux princes. L'infanterie et la cavalerie nobles eurent plus d'une occasion de signaler leur courage et leur dévouement contre les armées républicaines.

Les chevaliers de la Couronne, ayant tous rang de sous-lieutenant, faisaient aussi partie des corps nobles, bien que composés, à dater de leur deuxième année d'existence seulement, de jeunes gens appartenant aux meilleures familles de l'ordre du tiers.

Les *corps soldés*, entretenus tour à tour par les différentes puissances au service desquelles ils furent contraints de passer, comprenaient : 1° la légion de Colbert, incorporée en 1792 dans la légion de Mirabeau. Le vicomte de Mirabeau en était colonel; il était frère du Mirabeau de l'assemblée nationale. Pour les distinguer, on ajoutait au nom du premier le sobriquet de *Tonneau*, à cause de son excessif embonpoint, et au nom du second l'épithète de *Tonnant*, à cause de sa foudroyante éloquence de tribun. Cette légion, organisée sur l'ancien pied des troupes légères, comprenait à la fois : 1,200 hommes d'infanterie, grenadiers, fusiliers et *chasseurs-appris*, 100 chasseurs à cheval, 100 hussards et 100 cavaliers tolpachs, hussards hongrois, employés aux courses d'avant-postes.

2° Le régiment de Rohan-Infanterie, levé par le cardinal de Rohan, et fort de 400 hommes

3° Le régiment des hussards de Salm, levé et commandé par le prince de Salm-Kirbourg, et fort de 200 cavaliers.

Ces deux régiments, après avoir rendu de grands services à la cause royale, passèrent au service de l'Autriche après la campagne de 1793. Les charges énormes résultant pour les propriétaires de ces régiments de leur entretien les obligèrent à ce sacrifice.

4° Une compagnie d'infanterie, formée des débris du régiment suisse de Châteauvieux, dont tous les officiers et un certain nombre de soldats avaient émigré. Cette compagnie, chargée de la garde du quartier général, avait conservé son ancien uniforme. Elle donna constamment les preuves d'une fidélité inébranlable et d'une grande intrépidité. Son capitaine, M. Lepage, était un homme de guerre dans toute l'acception du mot, actif, vigilant, plein de sang-froid, propre à toute espèce de service. Sa belle conduite pendant la défense désespérée des remparts de Lauterbourg, où, serré de très-près par les républicains, il fit néanmoins assez bonne contenance pour permettre à l'armée de Condé d'opérer sûrement sa

D'autres n'avaient suivi cette étrange émigration d'outre-Rhin que par suite des violences dont ils étaient menacés et des révoltes des corps. On ne comptait pas moins de 7,000 gentilshommes, appartenant tous aux grades élevés de l'armée, qui se rendirent à Coblentz. Là, ils s'organisèrent en légion sous le commandement du prince de Condé et du frère du roi, et ils formèrent un beau corps de troupes composé d'infanterie, de cavalerie et même d'artillerie,

retraite, et à une division de cavalerie autrichienne d'échapper à un massacre imminent, lui valurent l'estime et la reconnaissance de toute l'armée de Condé.

5° Une autre compagnie, composée de tous les sous-officiers émigrés, et à laquelle on avait affecté l'habit blanc des régiments français avant la révolution, faisait la police de l'armée, sous les ordres du prévôt, M. de Basquiat.

6° Une légion d'infanterie, commandée par les princes Louis et Charles de Hohenlohe, formée de 2 régiments à 2 bataillons de 800 hommes chacun, l'un de troupes légères l'autre de troupes de ligne, et connus sous le nom d'Hohenlohe-Schillingsfürst et d'Hohenlohe-Bartenstein, faisait, avec la légion de Mirabeau, le corps d'avant-garde de l'armée. La compagnie de grenadiers de ce dernier régiment avait surtout acquis sur les différents champs de bataille condéens une réputation de valeur et d'intrépidité dont son chef se montrait fier à bon droit. Descendant d'une ancienne famille d'Alsace, dont tous les membres avaient successivement rempli des charges élevées dans la république de Strasbourg, M. de Lienhart avait passé le Rhin pour échapper aux sanglantes proscriptions de la Terreur. Il trouva un refuge dans la principauté d'Etenheim, où le prince de Rohan rassemblait déjà quelques détachements royalistes, et, grâce à l'amitié et à la protection de ce prince, il parvint, après un service obscur et rude, au grade de sous-lieutenant dans ce régiment de Hohenlohe, qu'il ne quitta qu'au licenciement général de l'armée de Condé. Sa fermeté, sa bravoure, son audace, le bonheur inouï de toutes les expéditions périlleuses qu'il commanda, attirèrent autour de lui les meilleurs soldats des différents régiments, et composèrent à la légion d'Hohenlohe une compagnie d'élite dont tous les bulletins répétaient les audacieuses entreprises. A l'attaque des lignes de Wissembourg, à Berschteim, dans l'île de Bommel, à Biberach, les grenadiers de Lienhart sont à l'extrême avant-garde; ils ouvrent le feu et protégent la retraite, malgré l'élan irrésistible des républicains. Au service de la Hollande, ils se distinguent sur le Zuyderzée; au service de la Russie, ils s'illustrent à la prise, trois fois disputée, de Constance et à la défense des rives du Danube; au service de l'Autriche, les bords de l'Inn se couvrent de leurs cadavres, et telle est la renommée de ces braves, que des officiers généraux de l'armée de Condé sollicitent l'honneur de combattre comme volontaires dans leurs rangs. Ce régiment, passé sous le commandement du chevalier Durand, après la démission du prince Charles, promu au grade de major-général au service de la Russie, joignit le nom de son premier commandant à celui de son nouveau colonel. Hohenlohe-Durand fut licencié en 1801. Louis XVIII, reconnaissant, rétablit la légion d'Hohenlohe le 9 juin 1816; elle devint régiment par ordonnance du 21 février 1821, et forma le 21e régiment d'infanterie légère à partir du 5 janvier 1831, époque où son nom disparut des registres de contrôle de l'armée.

En 1793, le cabinet anglais, voulant communiquer une plus forte impulsion à la guerre vendéenne, forma le dessein de réunir sous les ordres du prince de Condé tous les émigrés français portant les armes, et de les prendre à sa solde. Ce projet ne fut mis à exécution qu'en 1795. L'armée de Condé fut de nouveau complétée, et acheva les campagnes de 1795 et 1796 sous les drapeaux autrichiens.

En 1797, l'armée de Condé passa tout entière au service de la Russie. Le prince de Condé arrêta avec Paul Ier, empereur de Russie, que le corps, réduit à 5 régiments, formerait dans l'armée russe une arme séparée, sous le commandement du prince, et qu'il recevrait directement les ordres de l'empereur. Au mois de mars 1800, le corps de Condé passa de la solde de la Russie à celle de l'Angleterre, et fut licencié peu de temps après.



Paris, Typ. Chaumont,

Lieutenant au rég[t] de La Fère.
(Artillerie.)

Rég[t] de Bassigny.

1787.

Pl. 71.

ou tout était noble et avait porté l'épée d'officier, depuis le capitaine jusqu'au simple soldat. Ils pensaient qu'il suffirait d'une marche hardie vers la capitale pour s'en emparer et mettre à la raison toute cette tourbe de plébéiens. Il ne leur était pas venu dans l'idée que l'armée française pût se passer de leur présence, et ils ne voyaient dans les bataillons de gardes nationales et de volontaires qu'un ramas informe de bourgeois qui ne pourraient tenir une heure en présence d'un régiment régulier.

Leurs illusions tombèrent bien vite quand ils virent les sous-officiers des vieux régiments transformés en chefs habiles et expérimentés, et les bataillons de volontaires s'organiser comme par enchantement et former une armée nouvelle, plus forte et plus imposante que l'ancienne armée de France (1).

Tous les officiers nobles cependant n'avaient point émigré, et de même que dans l'assemblée nationale il s'était trouvé une minorité de gentilshommes qui avaient cru qu'il était de leur devoir de défendre les droits de la royauté et de la constitution par leur expérience et leur savoir ; de même, dans l'armée, il s'était trouvé des officiers nobles qui avaient compris que leur place était à la tête de l'armée, et que si les étrangers menaçaient le territoire de la France, ils devaient marcher les premiers contre eux et offrir les premiers leurs poitrines aux balles ennemies. De ce nombre étaient le duc de Biron, le comte de Rochambeau, le baron de Luckner, le comte de Custine, le marquis de Lafayette, le vicomte de Beauharnais, etc., tous officiers généraux de l'ancien régime. Le duc de Chartres lui-même, ce prince si rapproché du trône, n'avait-il pas conservé le commandement d'un régiment de dragons ? Aussi, l'émigration des officiers ou leur expulsion des corps, qui, aux yeux de l'Europe, paraissait avoir désorganisé l'armée française, fut presque impercep-

(1) L'armée française soldée, au 14 juillet 1789, se composait de cent soixante-trois mille quatre cent quatre-vingt-trois hommes. Il est même vraisemblable que l'effectif était encore au-dessous de ce nombre. Elle se divisait en cent vingt-un mille cent quatre-vingt-quatre hommes de pied, et trente-deux mille neuf cent vingt hommes à cheval.

L'état-major était considérable ; il y avait neuf mille trois cent soixante et dix-huit officiers de troupes ; beaucoup d'officiers sans troupes ; onze maréchaux de France ; cent quatre-vingt-seize lieutenants généraux ; sept cent soixante et dix maréchaux de camp ; cent treize brigadiers d'infanterie ; soixante-neuf brigadiers de cavalerie ; des adjudants, des aides de camp, des maréchaux généraux des logis, des colonels généraux, des intendants, des ordonnateurs, des commissaires des guerres.

Qu'était cette force recrutée avec peu de soin, mal commandée, mal payée, fatiguée et mécontente ? Qu'était cette force en opposition au dehors avec toute l'Europe, dont les anciens ressentiments épiaient l'occasion d'attaquer, et dont plusieurs États entretenaient des forces doubles ? Qu'était-elle au dedans pour l'opposer à la nation tout entière sous les armes ?

A l'instar de Paris, les villes, les bourgs, les villages, les hameaux, organisaient des gardes nationales, et faisaient un service réglé.

D'après les rapports envoyés par les commandants des premières fédérations, on compta sous les drapeaux plus de quatre millions de combattants ; cette force armée, hors du commandement des généraux, et hors de la direction du ministre de la guerre, était donc seize fois supérieure à l'armée de ligne ; celle-ci obéissait faiblement à un gouvernement qui avait perdu estime et affection ; celle-là toute dévouée, se préparait aux combats ; la lutte ne pouvait durer ; ses résultats sont connus.

tible; on y pourvut par l'avancement des sous-officiers, qui, nous le répétons, formaient à cette époque la véritable force, le cadre réel de l'état militaire. Dans la ligne seule on comptait jusqu'à 120,000 hommes aguerris et expérimentés; notre cavalerie elle-même était en ce moment une des meilleures de l'Europe. Les vides faits dans les rangs des officiers instructeurs furent bien vite remplis par de vieux sous-officiers qui, à défaut de la théorie, connaissaient la pratique au plus haut point. Les officiers des corps spéciaux furent plus difficiles à remplacer; mais l'instruction va vite en France, et les écoles militaires renfermaient une pépinière de jeunes gens instruits, très-capables de devenir officiers généraux !

C'est de cette classe de sous-officiers et des bancs de ces écoles que sortirent cette foule de généraux célèbres dans toutes les armes, tels que Reynier, Delmas, Eblé, Souham, Michaux, Dugommier, Augereau, Moncey, Pérignon, Masséna, Laval, Vandamme, Marceau, Ney, Klein, Richepanse, d'Hautpoul, Lecourbe, Lefebvre, Championnet, Bernadotte, Macdonald, Kléber, Desaix, Pichegru, Hoche, Moreau, etc.

La marine française seule fut complétement désorganisée. Cette importante institution demande tant de science de la part des officiers et une spécialité si marquée, que lorsque disparurent les gardes des pavillons, les gardes manœuvres, les officiers rouges, tous nobles gentilshommes, la marine française cessa d'exister. Et pourtant elle était belle et imposante, la flotte française, en 1789; les états du ministère de la guerre la portaient à 81 vaisseaux de ligne, 67 frégates et 57 autres bâtiments de guerre. Ces forces, qu'on pouvait mettre en mer, étaient placées sous le commandement d'officiers aussi instruits que ceux de la marine anglaise. Eh bien ! en moins de cinq ans cette belle flotte, qui faisait la force et la grandeur de la monarchie, et qui s'était couverte de gloire pendant la guerre d'Amérique, fut complétement anéantie. Les matelots de Brest et de Toulon s'insurgèrent contre leurs officiers, les chassèrent ou les égorgèrent, et les clubs révolutionnaires applaudirent à leur conduite. On déclara qu'ils avaient bien mérité de la nation. On remplaça les officiers nobles par ceux de la marine marchande; mais ceux-ci, habitués à la conduite de petits vaisseaux et à de petits combats, n'étaient pas aptes aux grandes évolutions et aux grandes batailles; et si le pavillon de la France reçoit encore quelque éclat de sa marine, c'est par des actions de détail et par l'invincible héroïsme de ses matelots. La Révolution ne compte pas un seul succès de bataille rangée sur mer, et nous verrons les derniers débris de la grande marine royale disparaître dans une effroyable catastrophe à Aboukir.

Mais continuons de retracer les actions de l'armée au milieu de cette réorganisation de choses nouvelles. Une pareille révolution ne s'accomplit pas sans excès, et les mêmes fautes contre l'indiscipline qui avaient souillé le corps de la marine eurent lieu dans quelques corps. Des insurrections militaires éclatèrent à la fois à Marseille, à Metz, à Lille, à Montpellier, à Nancy, etc. Les clubs et les journaux applaudirent à ces excès. Le général en chef de la

garde nationale, Lafayette, n'avait-il pas proclamé lui-même que l'*insurrection est le plus saint des devoirs?* et Marat n'écrivit-il pas qu'on ne pouvait sauver la nation qu'en *massacrant les généraux?* De tels principes portèrent bientôt leur fruit : la discipline disparut; les soldats renvoyèrent leurs chefs, imitant la licence des troupes prétoriennes du Bas-Empire, et ébranlèrent jusque dans sa base la constitution naissante.

La première, la plus violente sédition militaire, éclata à Nancy. Voici à quelle occasion : Un caporal du régiment de *Forez*, qui avait travaillé quelque temps au bureau de son major, instruisit les soldats de l'usage qu'on faisait des *masses noires;* et ayant demandé à ses camarades s'ils le soutiendraient dans le cas où il défendrait leurs intérêts, ceux-ci lui donnèrent leur parole. Il se rendit chez le major. Sur sa proposition de restituer les fonds aux soldats, qui s'élevaient, selon lui, à 122,000 fr., le major le fit mettre aux fers. Ses camarades le délivrèrent, et les officiers supérieurs lui offrirent son congé et 10,000 fr. s'il consentait à s'éloigner : le caporal refusa, et insista sur la réparation qui était due au régiment.

Beauce et *Normandie* imitèrent l'exemple de *Forez* : ils mirent des factionnaires aux portes des officiers supérieurs, et les obligèrent à compter. La *Marine* en fit autant : elle nomma soixante-cinq personnes pour faire l'examen de ses prétentions, qui ne s'élevaient pas à moins de deux millions.

Les soldats du régiment du Roi forcèrent aussi leurs officiers à leur rendre compte des retenues qu'on leur avait faites. *Châteauvieux* (régiment suisse) voulut en faire autant. Les officiers refusèrent et méconnurent leurs ordres. Secondés par les habitants, ils s'emparèrent de la place. Le marquis de Bouillé, chargé de faire rentrer dans le devoir cette garnison rebelle, raconte ainsi cet événement : « Sur les deux heures, j'étais à une lieue et demie de Nancy. Là, je trouvai une députation. Les soldats avaient forcé leurs officiers de les accompagner. Je fis à ces officiers la même réponse qu'aux premiers; je leur répétai que, préliminairement, j'exigeais la délivrance des deux officiers généraux et le départ à l'instant des trois régiments, pour aller attendre, dans l'endroit que je leur désignerais, l'exécution du décret et mes ordres ultérieurs. Je leur dis, de plus, qu'il fallait remettre entre mes mains quatre hommes par régiment, que j'enverrais sous escorte pour être jugés par l'assemblée nationale; et enfin j'ordonnai au peuple de rentrer dans le devoir et de se soumettre aux lois. Les officiers et les députés demandèrent une heure pour examiner mes propositions. Je la leur accordai. Le délai demandé étant expiré, sur les quatre heures j'ordonnai à mon avant-garde de s'approcher des murs de la ville : les portes étaient défendues par des troupes, des habitants en armes et par plusieurs pièces de canon. On m'annonça bientôt après une troisième députation, accompagnée de plusieurs membres des corps administratifs et de quelques principaux officiers de la garnison. Ayant donné l'ordre à mes troupes de faire halte à trente pas de l'une des portes, j'allai parler aux députés qui étaient sortis de la ville par une autre porte, et ils m'assurèrent que je serais entièrement obéi; que les régiments se dispo-

saient à quitter la ville pour se rendre à l'endroit que je leur désignerais; que les deux officiers généraux allaient être immédiatement remis entre mes mains En effet, quelques minutes après, je vis la tête de colonne, formée par le régiment du Roi, défiler pour sortir de la ville, et je fus bientôt rejoint par les généraux de Malseigne et Denoue. Croyant fermement que tout était terminé, d'après l'assurance des députés de la ville et de la garnison, je suspendis la marche de mes troupes; j'envoyai même quelques gardes nationaux de Metz dans la ville, où ils furent reçus de la manière la plus amicale, et je n'attendais que le départ de la garnison pour y entrer moi-même et en prendre possession. Je me crus dans la plus parfaite sécurité, et je m'applaudis de m'être tiré heureusement d'une position si extraordinaire et si dangereuse. Je causais tranquillement avec les deux officiers généraux et quelques-uns des principaux habitants de la ville qui les avaient accompagnés à quelque distance de la porte où j'avais placé la tête d'une de mes colonnes, lorsque la populace, réunie à un grand nombre de soldats qui n'avaient pas suivi leurs drapeaux, engagèrent une querelle avec mon avant-garde, composée de Suisses, et se disposèrent à tirer sur elle avec plusieurs pièces de grosse artillerie chargées à mitraille, qu'ils avaient placées à l'entrée de la porte. Un jeune officier du régiment du Roi, nommé Desilles, parvint cependant à les en empêcher pendant quelque temps. Il se précipita à la bouche d'un canon, et, quand on l'en eut arraché, il sauta sur un canon de vingt-quatre, et s'assit sur la lumière. Il fut massacré dans cette position. La mèche fut appliquée au canon, et dans un instant cinquante ou soixante hommes de mon avant-garde tombèrent morts. Le reste, suivi par les grenadiers français, s'avança avec furie pour s'emparer des canons, prit position de la porte appelée *Mainville*, et entra dans la ville, où il fut en un instant accueilli d'une grêle de coups de fusil tirés des caves, des fenêtres et des toits des maisons, sans pouvoir apercevoir un seul ennemi.

« Quel fut mon étonnement quand j'entendis le signal d'une bataille que je m'étais efforcé d'éviter, et à laquelle je n'avais plus aucune raison de m'attendre! Je courus me mettre à la tête de mes troupes, qui étaient dans le plus grand désordre et sur le point de prendre la fuite. Je les ralliai cependant, et je fis en hâte mes dispositions pour pénétrer dans la ville sur deux colonnes, qui avancèrent lentement, et avec de grandes difficultés, le long des principales rues. En même temps, les troupes de la garnison, s'imaginant qu'elles étaient trahies et qu'on avait profité de leur absence pour attaquer le peuple et leurs camarades, rentrèrent précipitamment dans Nancy pour les secourir. Heureusement, les officiers du régiment du Roi, qui avaient été forcés par les soldats de rester avec eux, réussirent à leur persuader de se retirer dans la cour de leur caserne, de s'y ranger en bataille, et d'attendre qu'on les y attaquât. Cette sage mesure sauva tout. Il n'y eut que 600 hommes de ce régiment qui se réunirent au reste de la garnison et au peuple pour m'attaquer. Mes troupes, indignées, croyant qu'on ne les avait laissées entrer dans Nancy que pour les faire tomber dans une embuscade et pour les attaquer

avec plus d'avantage, se battirent avec fureur. Telle était la position des deux partis, lorsque ce singulier combat commença vers les quatre heures de l'après-midi. Il était sept heures passées que je n'étais pas encore parvenu aux places sur lesquelles donnaient les casernes du régiment du Roi et des Suisses. Elles étaient, il est vrai, situées aux deux extrémités de la ville. J'avais perdu 40 officiers et près de 400 soldats tués ou blessés. Un bataillon allemand et les gardes nationales de Metz, après avoir perdu beaucoup de monde, s'étaient retirés. Ma cavalerie ne me servait à rien. Au commencement de l'affaire, j'avais imprudemment ordonné à deux escadrons de hussards d'entrer dans la ville : la moitié avait été taillée en pièces. J'étais, de plus, obligé de dépêcher une partie de ma cavalerie sur la route de Lunéville pour s'opposer aux cavaliers, par lesquels je m'attendais à chaque instant de me voir attaqué. Les rebelles, il est vrai, de leur côté, avaient considérablement souffert. Nous en avons tué un grand nombre ; nous leur avons pris 12 pièces de canon et fait plus de 500 prisonniers. Les régiments révoltés s'étaient retirés et rangés devant leurs casernes. Ceux des habitants qui avaient pris les armes étaient rentrés dans leurs maisons ou avaient quitté la ville. Cependant, je n'avais plus que 1,500 hommes de troupes, divisés en différents détachements.

« Arrivés à la place Royale avec 400 grenadiers français, à deux cents pas des casernes du régiment du Roi, d'où l'on ne tirait pas un seul coup de fusil, ils s'empressèrent instamment d'attaquer ce régiment, quoique trois fois plus nombreux qu'ils ne l'étaient. La nuit approchait. J'étais indécis sur le parti que j'avais à prendre, lorsqu'un de mes aides de camp vint me dire qu'il avait pénétré jusqu'aux casernes et lié conversation avec les soldats, qu'il avait trouvés intimidés et disposés à se soumettre. « Ils commencent, ajouta-t-il, à écouter la voix de leurs officiers, et, si vous paraissez, je ne doute pas de leur soumission. » Je me hâtai de profiter du moment favorable. Dès qu'ils m'aperçurent, ils parurent confondus, et se disposèrent à mettre bas les armes ; mais je les prévins, je leur dis que j'exigeais d'eux seulement qu'ils quittassent la ville dans un quart d'heure. Ils y consentirent. Je leur donnai immédiatement l'ordre de se rendre dans une garnison éloignée de vingt lieues. Ils obéirent. Les officiers prirent le commandement, et, une heure et demie après, le régiment avait évacué Nancy et était en pleine marche vers le lieu de sa destination. Ce qu'il y eut de plus extraordinaire, ce fut que les soldats me demandèrent une escorte, quoique chacun d'eux eût trente cartouches.

« Je leur donnai trente hussards qui les conduisirent à leur destination. J'annonçai ensuite au régiment suisse le départ du régiment du Roi. Je lui expédiai en même temps l'ordre de quitter Nancy, et de se rendre dans une ville éloignée que je lui indiquai. Il obéit à ces ordres. Son exemple fut suivi par la cavalerie. A neuf heures du soir, toute la garnison avait évacué la ville et était en marche, le peuple était dispersé, les étrangers étaient sortis de la ville, et tout était parfaitement tranquille. »

Ce rapport fut diversement interprété par les membres de l'assemblée nationale. On blâma les chefs plutôt que les soldats. On rendit dans le champ de Mars, à Paris, les honneurs funèbres aux citoyens qui avaient péri, et le nom de Bouillé fut voué à l'exécration de l'armée et du peuple.

Cet événement, et les étranges théories publiées par les journaux sur la discipline des troupes, achevèrent de briser les liens de subordination qui retenaient les soldats dans le devoir. Le régiment de *Poitou* arrête son colonel et le constitue prisonnier. *Royal-Champagne* refuse de recevoir un sous-lieutenant nommé par le roi et s'insurge contre ses chefs. Sept régiments à Strasbourg forment un congrès et envoient des députés au ministère pour lui intimer fièrement leurs volontés. Le régiment de *Languedoc* quitte la garnison de Montauban, et celui de *Noailles*, malgré les ordres du ministère, refuse de le remplacer. Le régiment de *Lauzun*, hussards, et celui de *Royal-Liégeois* insultent la municipalité de Béfort. Bientôt les soldats se constituent en comités politiques, jugent la conduite de leurs chefs, critiquent celle du gouvernement et font des professions de foi politiques.

Les sous-officiers, caporaux, grenadiers et fusiliers des régiments de *Normandie* et de *Beauce*, en garnison à Brest, font un pacte fédératif qu'ils adressent à la municipalité de Paris pour le communiquer aux autres corps, et la municipalité de Paris n'hésiste pas à se conformer à ce vœu étrange.

Nous donnons en entier ce document, qui peint les mœurs de l'époque et la disposition des esprits dans l'armée:

« Quand de dangereuses manœuvres semblent se tramer pour s'opposer à la régénération de l'État, et qu'il est essentiel que tous les bons citoyens manifestent de plus en plus leur dévouement à la patrie pour que la France connaisse le nombre de ses vrais défenseurs, et que nos ennemis du dehors, et surtout *ceux du dedans*, sachent enfin ce que peuvent des hommes libres :

» Nous, sous-officiers, caporaux, grenadiers et fusiliers desdits régiments, réitérons devant Dieu le serment d'être fidèles à la nation, à la loi et au roi;

» Nous jurons de défendre jusqu'à la mort la nouvelle constitution du royaume et nos dignes représentants qui, d'accord avec un roi citoyen, ne travaillent que pour le bonheur de la France;

» Nous jurons de protéger et de défendre tous nos braves compatriotes, tant citoyens militaires que militaires citoyens;

» Nous jurons de surveiller et de traverser de tout notre pouvoir toutes les fraudes et manœuvres des ennemis du bien public;

» Nous jurons de plutôt mourir que de cesser un seul instant d'être libres; mais nous protestons n'entendre d'autre liberté que celle conforme à la loi et à la subordination qui en émane.

» Nous jurons enfin d'empêcher, même au prix de notre sang, qu'aucun de nous ne devienne la victime de la manifestation de ses sentiments patriotiques. Mais nous regardons comme infâme et comme indigne d'être soldat citoyen quiconque d'entre nous serait assez lâche pour craindre de donner ouvertement des preuves de son patriotisme. »

Là ne s'arrêtent pas les désordres; nous verrons de plus grands excès encore; nous verrons de lâches soldats profiter de cette indiscipline pour déserter des postes d'honneur en présence de l'ennemi, entraîner leurs camarades aux cris funestes et imaginaires : *Nous sommes trahis, sauve qui peut !* et égorger les généraux qui leur reprochent leur lâcheté. C'est ainsi que succombera le brave et malheureux général Théobald Dillon. Mais ces crimes, mais ces excès, œuvres de quelques misérables, et inhérents aux troubles civils et à la marche de la révolution, cesseront bientôt devant l'indignation des hommes de cœur, et cette armée elle-même deviendra l'arche sainte du patriotisme, et, pour nous servir de l'expression de M. de Châteaubriand, « elle couvrira des plis de son drapeau tricolore les crimes des tribuns du peuple et les malheurs de la patrie. »

En attendant, les insurrections devinrent si nombreuses et les désordres si affligeants, que l'assemblée nationale s'en émut, et demanda des moyens d'arrêter cette insubordination, un des plus grands fléaux qui puissent affliger un pays.

Dans un rapport fait à l'assemblée, M. de la Tour-du-Pin exposait ainsi la situation morale de l'armée :

« Le mal empire et se propage à chaque instant. Représentants du peuple français, hâtez-vous d'opposer la volonté du peuple à ce torrent d'insurrections militaires. La nature des choses, celle des circonstances, le salut public, exigent que les soldats n'agissent que comme des instruments. Sans obéissance, l'armée n'existe point pour le dehors; elle est dangereuse au dedans. La France, qui ne pourrait exister sans soldats, ne pourra bientôt plus exister avec eux. C'est de vous que la patrie attend son salut. L'autorité du roi est insuffisante : il a reçu des lois les moyens de maintenir les lois ; mais aujourd'hui il ne s'agit plus de maintenir, il faut recréer... Vous n'avez pas encore le temps de vous occuper du nouveau Code militaire ; rendez la force à l'ancien. Le soldat n'a ni juges ni lois; rendez-lui ses juges. Que le soldat séditieux tremble devant les conseils de guerre qui, si longtemps, l'ont retenu dans la discipline, la subordination et l'amour du service. »

L'assemblée nationale, après avoir entendu ce rapport, délibéra sur les moyens à prendre pour remédier à ces désordres. On prit quelques mesures énergiques ; on fit quelques exemples. Le régiment de *Bassigny*, qui avait refusé d'exécuter les ordres qu'on lui avait donnés, fut licencié. On cassa les officiers et on les déclara *incapables de servir*. Mais on ne licencie pas une armée tout entière. Un décret fut présenté ; mais le mal était trop profond pour être déraciné. D'ailleurs, les crimes des soldats étaient appuyés par les libelles des écrivains démagogiques et par les clubs. On se récria contre M. de la Tour-du-Pin, qui voulait faire du soldat un homme-machine, et le mal empira.

Cependant du sein de cette assemblée sortirent quelques bonnes lois organiques pour la constitution de l'armée. La condition du soldat se trouva améliorée ; la législation militaire se retrempa dans l'esprit national ; on établit

un mode d'avancement où les droits de l'ancienneté et ceux du talent furent sagement balancés, et l'on commença à préparer les fusions des milices avec les troupes soldées.

Hâtons-nous de détourner les yeux de ce sombre tableau de désordres et d'indiscipline pour suivre l'armée au milieu des champs de bataille si glorieux de la République et de l'Empire.

Avant de présenter le tableau des guerres de la Révolution, de cette lutte inouïe dans les fastes de l'histoire d'un peuple contre tous, d'un principe contre tous les principes, voyons quelles étaient les forces militaires de la France et l'organisation nouvelle que l'armée reçut.

En 1791, l'armée était composée de cent cinq régiments d'infanterie, à deux bataillons, ci.	210
Quatorze bataillons d'infanterie légère.	14
Cent soixante-dix bataillons de volontaires nationaux, décrétés le 21 juillet 1791.	170
Le nombre de ces bataillons fut porté à 200 par décret du 5 mars 1792, ce qui augmenta les anciens de 226 hommes, pour les porter à 800.	
Total.	394
La cavalerie comptait : deux régiments de carabiniers à quatre escadrons.	8
Vingt-quatre régiments de grosse cavalerie, à trois escadrons. . .	72
Dix-huit régiments de dragons, à trois escadrons.	54
Douze régiments de chasseurs, à quatre escadrons.	48
Six régiments de hussards, à quatre escadrons.	24
Total.	206

Toutes ces forces ne montaient pas à plus de 160,000 hommes d'infanterie, et 35,000 hommes de cavalerie.

L'arme de l'artillerie présentait à peu près un effectif de 10,000 hommes, divisés en sept régiments de deux bataillons, et en neuf compagnies d'artillerie à cheval.

Le même décret de 1791 portant organisation de l'armée fit abandonner à tous les régiments les noms propres qui les distinguaient, et les régiments eurent des numéros. On les divisa en régiments d'infanterie et en bataillons de chasseurs. En 1793, l'assemblée rendit un décret qui assimilait les volontaires aux soldats de la ligne. Ce fut alors que réellement la France eut une armée permanente; l'infanterie fut formée en demi-brigades, composées chacune d'un bataillon des anciens régiments et de deux bataillons de volontaires (1).

[1] TABLEAU DES BATAILLONS DE VOLONTAIRES ET LEUR INCORPORATION DANS LA LIGNE.

AIN. Le 1er bataillon dans la 3e demi-brigade de ligne; — le 2e, dans la 10e; — le 3e, dans la 51e; — le 4e, dans la 5e légère; — le 5e, dans la 21e; — le 6e, dans la 18e; — le 8e, dans les 100e et 106e de ligne; — 8e (bis), 5e des Sèvres, dans la 97e; — le 9e, dans la 26e légère; — le 10e, dans la 39e de ligne; — le 11e, dans la 22e légère; — le 1er bat. auxiliaire, dans la 44e de ligne; — chasseurs, dans la 14e légère.
AISNE. Le 1er bataillon dans la 21e demi-brigade



Imp. de Prissette.

Infanterie.

(Bataillons de Chasseurs.)

1791.

PL. 59.

Il y eut dans chaque demi-brigade une compagnie de canonniers, et dans chaque bataillon huit compagnies de fusiliers et une de grenadiers. Les canonniers servaient six pièces de quatre.

Les quatorze bataillons d'infanterie légère furent aussi formés en demi-brigades.

Un rapport fait à la Convention, au nom du comité de la guerre, par Dubois-Crancé, achèvera de faire connaître la situation militaire de la France au mo-

de ligne; — le 2e, aux colonies; — le 3e, dans la 86e; — le 4e, dans la 41e; — le 5e, dans la 8e; — le 1er bat. auxiliaire, dans la 8e; — chasseurs, dans la 9e légère; — le 2e bat. auxiliaire, dans la 42e de ligne.

Allier. Le 1er bataillon dans la 27e demi-brigade de ligne; — le 2e, dans la 26e légère; — le 3e, dans la 27e de ligne; — le 1er bat. auxiliaire, dans la 37e; — chasseurs, dans la 14e légère.

Hautes-Alpes. Le 1er bataillon dans la 18e demi-brigade de ligne; — le 2e, dans la 94e; — le 3e, dit de Briançon, dans la 63e; — le 4e ou 1er de chasseurs, dans la 11e légère; — le 5e ou 2e de chasseurs, dans la 63e de ligne; — chasseurs des Hautes-Alpes, dans la 11e légère; — le 1er bat. auxiliaire, dans la 4e.

Basses-Alpes. Le 1er bataillon, dans les 18e et 19e demi-brigades de ligne; — le 2e, dans la 21e; — le 3e, dans la 69e; — le 4e, dans la 39e; — le 5e, dans la 22e de ligne; — de grenadiers, dans la 18e de ligne; — de Mont-Ferme, dans la 45e; — le 1er bat. auxiliaire, dans la 88e.

Alpes-Maritimes. Le 1er bataillon dans la 11e demi-brigade de ligne; — la compagnie des guides, dans la 7e légère.

Ardèche Le 1er bataillon dans la 75e demi-brigade légère, — les 2e et 3e, dans les 4e de ligne et 5e légère; — les 4e et 5e, dans la 18e de ligne; — le 6e, dans les 11e, 80e de ligne et 23e légère; — de grenadiers, dans la 28e légère; — le 1er bat. auxiliaire, dans la 26e de ligne; — chasseurs, dans la 17e légère.

Ardennes. Le 1er bataillon dans la 106e demi-brigade de ligne; — le 2e, dans la 48e; — le 3e, dans la 24e légère; — le 4e, dans la 64e de ligne; — le 5e, dans la 30e légère; — le 1er bat. auxiliaire, dans la 29e.

Arriége. Le 1er bataillon dans la 25e demi-brigade de ligne, — le 2e, dans le 85e; — le 3e, dans la 57e de ligne et la 5e légère; — les 4e et 5e, dans la 27e légère; — le 1er bat. auxiliaire, dans la 99e; — chasseurs, dans la 20e légère.

Aube. Le 1er bataillon dans la 10e demi-brigade légère; — le 2e, dans la 100e de ligne; — le 3e, dans le 21e; — le 4e, incorporé dans le 1er, d'Orléans, dans la 6e de ligne; — le 6e, rentré dans ses foyers; — 1er bat. auxiliaire, dans la 76e de ligne; — chasseurs, dans la 14e légère.

Aude. Le 1er bataillon dans les 157e et 85e demi-brigades de ligne; — les 2e, 3e, 4e, 5e, 6e, 7e, 8e et 9e, dans la 4e de ligne; — le 1er bat. auxiliaire, dans la 33e de ligne; — chass., dans la 20e légère.

Aveyron. Le 1er bataillon dans la 22e demi-brigade légère, et 2e dans la 85e de ligne; — 1er bat. auxiliaire, dans la 33e de ligne; — chasseurs, dans la 20e légère.

Bouches-du-Rhône. Le 1er bataillon, dans la 48e demi-brigade de ligne; — le 2e, dans la 27e légère; — le 3e, dans la 25e de ligne; — le 4e, dans la 51e; — le 5e, dans les 4e, 22e et 27e légère; — le 6e, dans la 25e de ligne; — le 7e, dans la 45e; — 9e ou 1er bat. de Luberon, dans la 51e; — le 9e ou 2e bat. de Luberon, dans la 11e; — Martigue, dans la 63e; — le 1er bat. de Marseille, dans la 11e; — le 2e bat. de Marseille, dans la 63e; — Tarascon, dans la 45e; — l'Union, dans la 39e; — Apt, dans la 29e légère; — fédérés de Marseille, dans la 7e légère; — les 1er et 2e bat. de grenadiers, dans les 35e, 57e de ligne et la 12e légère; — fédérés d'Aix, dans la 45e de ligne; — bat. auxiliaire, dans la 93e; — chasseurs, dans la 17e.

Calvados. Le 1er bataillon dans la 48e demi-brigade de ligne; — le 2e, dans la 73e; — le 3e, dans la 67e; — le 4e, dans la 70e; — le 5e, incorporé dans l'artillerie de marine de Brest; — le 6e, dans la 10e de ligne; — le 6e bis, dans la 103e; — le 7e, dans le 86e; — le 8e, dans les 5e et 29e légère; — le 10e, dans la 14e de ligne; — bat. auxiliaire, dans la 14e.

Cantal. Le 1er bataillon dans la 4e demi-brigade légère; — le 2e, dans la 25e de ligne; — le 3e, dans la 26e.

Charente. Le 1er bataillon dans la 4e demi-brigade légère; — le 2e, aux colonies; — le 3e ou 7e des réserves, dans la 70e de ligne; — le 4e ou 11e des réserves, dans la 72e; — le 4e bis, dans la 10e légère; — le 5e ou 19e des réserves, dans la 13e de ligne; — le 14 ou 14e des réserves, dans la 64e; — le 24e, dans la 6e; — le 25e, dans les chasseurs réunis; — Barbezieux, dans la 89e de ligne; — chasseurs, dans la 6e légère; — le 1er bat. auxiliaire, dans la 48e de ligne; — 3e bat auxiliaire, dans la 59e.

Charente Inférieure. Le 1er bataillon dans la 41e demi-brigade de ligne; — le 2e, dans la 109e; — le 3e, dans la 30e légère; — le 4e, dans la 86e de ligne; — le 5e, dans la 28e légère; — le 6e, dans la 64e de ligne; — le 7e, dans le 79e; — de l'Egalité, incorporé dans le 1er, formation d'Orléans, dans la 6e de ligne.

Cher. Les 1er et 2e bataillons dans les 2e et 108e demi-brigades de ligne; — les 3e et bat. auxiliaire, dans les 21e légère et 50e de ligne; — chasseurs, dans la 10e légère.

Corrèze. Le 1er bataillon dans la 3e demi-brigade légère; — le 2e ou 29e des réserves, dans la 22e de ligne; — le 3e, dans la 38e; — le 4e, incorporé dans le 1er du Tarn, dans la 11e; — 5e et bat. auxiliaire, dans les 18e et 7e de ligne; — chasseurs, dans la 12e légère.

Corse. Le 1er bataillon dans la 85e demi-brigade de ligne.

Côte-d'Or. Le 1er bataillon dans la 5e demi-brigade de ligne; — le 2e, dans la 75e; — le 3e, dans la 78e; — le 4e, dans la 10e; — le 5e ou 18e des réserves, dans la 8e; — le 6e, dans la 13e légère; — le 6e (grenad.), dans la 18e légère; le 8e, dans la 12e de ligne; — le 9e, de Dijon, dans la 97e; — le 10e, dans la 93e; — le 10e bis, dans la 51e; — le 11e, de Semur, dans la 21e légère; — le 17e, dans la 56e de ligne, — le 1er bat auxiliaire, dans la 84e; — le 2e bat. auxiliaire, dans les 23e et 104e. — le 1er bat. (chass

ment où elle commença contre l'Europe cette lutte qui dura vingt-cinq ans, véritable œuvre de Titans, car il fallut faire crouler des rochers pour l'écraser.

« La République, dit Dubois-Crancé, pouvant être attaquée au nord, à l'est, au midi et sur les côtes de l'Océan, doit examiner d'abord quels sont les points où elle peut agir avec plus de succès offensivement ou défensivement. Elle doit profiter des obstacles de la nature partout où ils lui permettent de

du), dans la 1re légère; — le 2e bat. (chass. du), dans la 14e.

CÔTES-DU-NORD. Le 1er bataillon dans la 60e demi-brigade de ligne; — le 2e, dans la 68e; — le 3e, dans la 18e; — le 4e, dans la 26e; — comp. franche de grenadiers, dans la 6e légère.

CREUSE. Le 1er bataillon, dans la 21e demi-brigade légère; — le 2e, dans la 62e de ligne; — Bat. auxiliaire, dans la 30e; — chasseurs, dans la 26e légere.

DORDOGNE. Le 1er bataillon dans la 21e demi-brigade legère; — le 2e, dans la 3e; — le 3e, dans la 30e; — le 4e, dans la 28e; — le 4e bis, dans la 30e; — le 5e, dans la 70e de ligne; — le 6e, dans le 1er bat. du 61e régim. devenu 39e; — le 9e, dans la legion des Pyrénées devenue 35e; — le 1er bat. auxiliaire, dans la 103e; — le 2e bat. auxiliaire, dans la 30e; — chasseurs du 1er bat. dans la 14e légere.

DOUBS. Le 1er bataillon dans la 24e demi-brigade de ligne; — le 2e, dans la 93e; — le 3e, dans la 62e; — le 4e, dans la 50e; — le 5e, dans la 10e légère; — le 6e, dans la 23e légère; — le 7e, dans la 50e de ligne; — le 8e, dans les 97e de ligne et 16e légère; — le 9e, dans la 96e de ligne; — le 10e, dans la 93e; — le 11e, dans la 10e légère; — le 12e, dans la 50e de ligne; — bat. auxiliaire et chasseurs, dans les 28e de ligne et 1re légère.

DRÔME. Le 1er bataillon dans la 85e demi-brigade de ligne; — le 2e, dans la 32e; — le 3e, dans la 18e; — le 4e, dans la 57e; — le 5e, dans la 106e; — le 6e, dans la 10e légère; — le 7e, dans la 100e de ligne; — le 8e, dans la 3e légère; — le 9e, dans la 25e de ligne; — Nyons, dans la 4e légère; — bat. auxiliaire, dans la 11e de ligne.

EURE. Le 1er bataillon dans la 96e demi-brig. de ligne; — le 2e, dans la 40e; le 3e ou 30e des réserves, dans la 7e de ligne; — le 4e ou 26e des réserves, dans la 93e; — le 5e, dans la 17e de ligne; — chasseurs d'Évreux, dans la 6e légère; — le 1er bat. auxiliaire, dans la 8e de ligne; — le 2e bat. auxiliaire, dans la 14e; — chasseurs du 1er bat., dans la 9e légère.

EURE-ET-LOIR. Le 1er bataillon dans la 29e demi-brig. de ligne; — le 2e, dans la 44e; — le 3e ou de Chartres, dans la 6e de ligne; — bat. auxiliaire, dans la 79e; — chass., dans la 9e légère.

FINISTÈRE. Le 1er bataillon dans la 66e demi-brig. de ligne; — le 2e, dans la 105e; — le 3e, aux colonies.

GARD. Le 1er bataillon dans la 63e demi-brig. de ligne; — le 2e, dans la 41e; — le 2e (bis) de grenadiers d'Uzès, dans la 63e; — le 3e, dans la 79e; — le 4e, dans les 35e, 57e de ligne et 22e légere; — le 5e, dans la 11e, 80e de ligne et 23e legère; — bat. auxiliaire, dans la 9e de ligne et 6e légère.

HAUTE-GARONNE. Le 1er bataillon, dans la 32e demi-brig. de ligne; — les 2e et 3e, dans la 57e; — les 4e et 5e, dans la 4e; — le 6e, dans la 17e; — le 7e, dans la 25e; — le 8e, dans la 18e; — les 9e et 10e, dans la 7e légère; — le 1er bat. auxiliaire, dans la 4e, — le 2e bat. auxiliaire, dans la 14e de ligne.

GERS. Les 1er et 2e bataillon dans la 51e demi-brig. de ligne; — les 3e, 4e, 5e, 6e et 7e, dans la 28e legère; — bat. auxiliaire, dans la 30e de ligne.

GIRONDE OU BEC-D'AMBÈS. Le 1er bataillon dans la 27e demi-brig. de ligne; — le 2e, dans la 30e; — le 3e, dans la 68e; — le 4e, dans la 58e; — les 5e et 6e, dans la 80e; — le 7e de Bordeaux, dans la 34e; — le 8e, dans la 17e légère; — le 9e, dans la 28e légère; — le 10e bis dans la 53e de ligne; — le 10e de Libourne, 28e légère; — le 11e, dans la 34e de ligne; — le 12e, dans la 106e; — le 13e, incorporé; — le 14e, dans la 35e de ligne; — le 16e, dans la 28e légère; — Piquiers de la Réole, dans la 7e légère; — le 1er bat. auxiliaire, dans la 17e de ligne; — le 2e bat. auxiliaire, dans la 43e.

HÉRAULT. Les 1er et 2e bataillons dans la 32e demi-brig. de ligne; — le 3e, dans les 80e de ligne et 7e légère; — le 4e, dans la 23e; — le 5e, dans la 18e légère; — le 5e (bis), dans la 11e de ligne; — le 6e, dans la 18e légère; — le 7e de Montpellier, dans la 18e légère; — de Béziers, dans la 63e de lig.

JEMMAPES. Le 1er bataillon dans la 7e demi-brig. légère; — bat. auxiliaire, dans la 66e de ligne.

ILLE-ET-VILAINE. Les 1er et 2e bataillons dans la 42e demi-brig. de ligne; — le 3e, dans la 52e.

INDRE. Le 1er bataillon, dans la 89e demi-brig. de ligne; — le 2e, dans la 46e; — bat. auxiliaire, dans la 75e.

INDRE-ET-LOIRE. Le 1er bataillon dans la 33e demi-brig. de ligne; — le 2e, dans la 33e; — le 3e, dans les 21e de ligne et 14e légère; — le 4e, dans la 27e de ligne; — de Chinon, dans la 28e légère.

ISÈRE. Le 1er bataillon, dans la 85e demi-brig. de ligne; — le 2e, dans la 57e; — le 3e, dans la 32e; — le 4e, dans la 39e; — le 5e, dans la 4e légère; — le 6e, dans la 39e de ligne; — grenadiers et chasseurs, dans la 11e; — le 8e, dans la 5e; — le 8e (bis), dans la 22e légère; — le 9e, dans la 12e légère; — le 10e, dans la 57e de ligne; — le 1er bat. auxiliaire, dans la 99e; — 2e bat. auxiliaire, dans la 107e; — chasseurs du 1er bat., dans la 7e légère; — chasseurs du 2e bat., dans la 28e.

JURA. Le 1er bataillon, dans la 3e demi-brig. de ligne; — le 2e, dans les 80e de ligne et 7e légère; — le 3e, dans la 18e légère; — le 4e, dans la 50e de ligne; — le 5e, dans la 5e légère; — le 6e, dans la 30e de ligne; — le 7e, dans la 94e; — le 8e, dans la 109e; — le 9e, dans la 80e et 7e légère; — le 10e, dans les 12e, 26e et 69e de ligne; — le 11e, dans la 62e; — le 12e, dans la 10e; — bat. auxiliaire, dans la 38e; — chasseurs, dans la 1re légère.

LANDES. Le 1er bataillon dans la 75e et 68e demi-brig. de ligne; — le 2e, dans la 68e de ligne et la 10e légère; — le 3e, dans la 27e de ligne; — le 4e, dans la 23e legère et 35e de ligne; — le 5e, dans

se tenir avec assurance et succès sur la défensive. Si les Français franchissaient les défilés pour attaquer des ennemis séparés d'eux par des chaînes de montagnes, ils se priveraient de l'avantage de se défendre avec un petit nombre d'hommes contre des armées nombreuses. D'ailleurs, le système défensif, quand il n'entraîne aucun danger, est celui d'une nation juste...

« Votre comité pense donc que vous devez garder la défensive à l'est et au midi, à moins que de nouvelles circonstances n'en décident autrement. Les

la 17e de lig., — le 6e, dans la 85e; — le 1er bat. auxil., dans la 17e; — le 2e bat. auxil., dans la 14e.

LÉMAN. Le bataillon auxiliaire, dans la 86e demi-brig. de ligne.

LOIR-ET-CHER. — Le 1er bataillon dans la 57e demi-brig. de ligne; — le 2e, dans la 15e; — le 3e, dans la 52e; — le 4e de Blois, dans la 70e; — bat. auxiliaire, dans la 53e; — chasseurs, dans la 10e legère.

HAUTE-LOIRE. Le 1er bataillon dans la 75e demi-brig de ligne; — le 2e, dans la 18e; — le 3e, dans la 4e de ligne et 5e légères; — 4e bat. auxiliaire, dans la 55e de ligne; — chasseurs, dans la 17e légère.

LOIRE-INFÉRIEURE. Le 1er bataillon dans la 64e demi-brig. de ligne; — les 2e et 4e, dans la 64e; — le 3e, dans la 5e.

LOIRET. Le 1er bataillon dans la 84e demi-brig. de ligne; le 2e, dans la 78e; — le 3e, dans la 31e; — le 4e dans la 52e; — le 1er bat. auxiliaire. dans la 30e; — le 2e bat. auxiliaire, dans la 63e,

LOT. Les 1er et 2e bataillons, dans la 21e demi-brig. de ligne et 14e légère; — le 4e, dans la 11e de ligne; — le 3e ou 20e des réserves, dans la 54e; — le 5e, dans la 18e; — le 6e de l'Egalité, dans la 28e legère; — le 9e ou 2e du Gard, dans la 63e de ligne; — les 7e et 8e, dans les 35e et 23e légère; — le 1er bat. auxiliaire, dans la 17e de ligne; — le 2e bat. auxiliaire, dans la 14e.

LOT-ET-GARONNE. Le 1er bataillon, dans la 84e demi-brigade de ligne; — le 2e, dans la 16e légère; — le 2e bis, dans la 19e de ligne et 18e legère; — le 3e ou 21e des réserves, dans la 30e légère; — le 4e, dans la 28e de ligne; — le 5e, dans la 28e légère; — le 5e bis, dans la 70e de ligne; — le 6e, dans la 85e; — le 7e, dans la 68e de ligne et 10e légère; — le 9e, dans la 30e légère.

LOZÈRE. Le 1er bataillon, dans les 18e et 19e demi-brig. de ligne; — le 2e, dans la 11e; — le bat. auxiliaire, dans la 68e; — chasseurs, dans la 20e légere.

MANCHE. Le 1er bataillon, dans la 28e demi-brig. de ligne; — le 2e, dans la 27e; — le 3e, dans la 38e; — le 4e, dans la 108e; — le 5e, dans la 109e; — le 6e, dans la 40 ; — le 7e, dans la 6e légère; — la 8e. dans la 76e; — le 9e, dans la 81e; — le 10e, dans la 40e; — le 11e. dans la 58e; — le 12e, dans la 81e; — chasseurs incorporés dans le 1er bat. de chass. réunis devenus la 3e légère; — bat. auxiliaire, dans le 43e de ligne.

MARNE. Le 1er bataillon, dans la 66e demi-brig. de ligne; — le 2e, dans la 94e; — le 3e, dans la 66e; — les 4e et 6e, dans la 99e; — le 5e, dans la 52e; — le 7e, dans le 75e; — bat. de grenad. et chass. de Reims, dans la 25e légère; — bat. auxiliaire. dans la 66e de ligne.

HAUTE-MARNE. Le 1er bataillon dans la 34e demi-brigade de ligne; — le 2e, dans la 26e; — le 3e, dans la 3e; 4e ou de Chaumont, dans les 12e, 26e 69e; — bat. auxiliaire, dans la 101e; — chasseurs, dans la 12e légère.

MAYENNE. Le 1er bataillon dans la 73e demi-brig. de ligne; — le 2e ou 27e des réserves, dans la 40e; — le 3e, dans le 89e.

MAYENNE-ET-LOIRE. Le 1er bataillon dans la 85e demi-brig. de ligne; — le 1er (bis) dans la 100e; — le 2e, dans la 73e; — le 3e, dans la 68e; — le 4e, dans la 28e legère; — le 4e (bis), dans les 31e, 6.e et 89e de ligne; — le 5e, dans les 36e, 68e et 84e; — de Marat, dans les 2e, 89e et 93e.

MEURTHE. Le 1er bataillon dans la 79e demi-brig. de ligne; — le 2e, dans la 37e; — le 3e, dans la 106e; — le 4e, dans la 74e; — le 5e, dans la 106e; — les 7e et 7e, dans la 16e; — les 8e et 9e, dans les 29e et 60e; — le 10e, dans la 68e; — le 11e, dans la 38e.

MEUSE. Le 1er bataillon dans la 24e demi-brig. de ligne; — le 2e, dans la 92e; — le 3e, dans la 43e; — le 4e, dans la 28e; — le 5e, dans la 108e; — le 6e, dans la 74e; — éclaireurs, dans la 9e légère; — chasseurs, dans la 26e; — bataillon auxiliaire, dans la 94e de ligne; — chasseurs, dans la 10e legère.

MONT-BLANC. Le 1er bataillon dans la 18e demi-brig. de ligne; — le 2e, dans la 69e; — le 3e, dans la 29e légère; — le 4e, dans la 11e de ligne; — le 5e, dans la 11e; — bat. auxiliaire, dans la 15e légère.

MONT-TERRIBLE. Le 1er bataillon dans la 68e demi-brig. de ligne; — bat. auxiliaire, dans la 94e.

MORBIHAN. Le 1er bataillon dans la 76e de ligne; — le 2e, dans la 6e legere; — les 3e et 4e, dans les 41e et 36e.

MOSELLE. Le 1er bataillon dans les 36e et 55e demi-brig. de ligne; — le 2e, dans la 84e; — le 3e, dans la 10e; — le 4e, dans la 13e: — chasseurs, dans la 9e; — le 5e, dans les 37e et 88e; — bat auxiliaire, dans la 89e.

NIÈVRE. Le 1er bataillon dans la 85e demi-brig. de ligne. — le 2e ou 5e des réserves, dans la 17e; — le 3e, dans la 30e legere: — bat. auxiliaire, dans la 16e de ligne; — chasseurs, dans la 12e légère.

NORD. Le 1er bataillon, dans la 30e demi brig. légère: — le 2e, dans la 48e de ligne: — le 3e, dans la 105e; — le 4e de Lille, dans la 33e: — le 4e bis (Bergues et Dunkerque), dans la 13e; — le 5e, dans les 23e, 30e et 67e; — le 6e, dans la 17e; — le 6e bis (chass.), dans la 26e légère; — le 6e ou 1er de Cambrai, dans la 30e legere; — le 7e ou 2e de Cambrai, dans les 67e et 16e de ligne; — le 8e ou 3e de Cambrai, dans les 50e, 97e. et 16e légère; — le 9e de Douai, dans les 9e et 73e de ligne; — le 1er de Valenciennes, dans la 10e légère; — le 2e de Valenciennes, dans la 20e de ligne; — 1er de Saint-Amand, dans la 7e légère; — 2e de Saint-Amand, dans la 28e légère; — chass. du Mont-des-Chats, dans la 21e légère; — chass. du Hainaut. dans la 17e légère; — chass. du mont Cassel, dans la 1re légère; — le 9e du district de Lille, dans la 27e légère.

OISE. Le 1er bataillon dans la 28e demi-brig. de

deux points sur lesquels le roi de Sardaigne peut vous attaquer dans le midi sont la Savoie et le comté de Nice : ces deux pays sont assez éloignés l'un de l'autre et assez séparés par les obstacles naturels pour qu'une armée soit nécessaire dans chacun d'eux. Sur les frontières d'Espagne, les deux principaux points par où les troupes espagnoles pourraient pénétrer sont également aux deux extrémités de la chaîne des Pyrénées. Cependant, comme il se trouve un troisième passage au milieu, votre comité pense qu'il faut établir dans ce

ligne ; — le 2e, dans la 26e ; — le 3e, dans la 70e ; — le 4e, dans les 50e, 97e de ligne et 16e légère ; — le 5e, dans la 13e de ligne ; — le 6e de Compiègne, dans la 7e ; — le 7e, dans la 20e ; — Senlis, incorporé dans la légion du Nord, et 9e formé d'Orléans, dans la 53e ; — Beauvais, incorporé dans le 1er de la 106e de ligne, dans la 13e ; — bat. auxiliaire, dans la 98e.

Orne. Le 1er bataillon dans la 37e demi-brig. de ligne ; — le 2e, dans la 47e ; — le 3e, dans la 86e ; — le 4e, dans la 64e ; — le 5e, dans les 43e, 83e et 105e.

Première formation. PARIS. Le 1er bataillon dans la 106e demi-brig. de ligne ; — le 2e, dans la 58e ; — le 3e, dans la 7e ; — le 4e, dans la 102e ; — le 5e, dans la 9e ; — le 6e, dans la 20e ; — le 6e (bis) Bonconseil, dans la 47e ; — le 7e Théâtre-Français, dans la 41e. — le 7e (bis), dans la 7e ; — le 8e Sainte-Marguerite, dans la 1re ; — le 9e Saint-Laurent, dans la 6e légère ; — le 9e Arsenal, dans les 78e et 92e de ligne ; — le 10e Amis de la patrie, dans la 79e ; — le 11e de la République, dans la 6e légère ; — le 12e de la République, non amalgamé aux colonies, son dépôt dans la 70e de ligne ; — Butte des Moulins, dans la 31e ; — le 14e de la République, dans la 6e ; — Molière, dans les 9e et 73e ; — le 1er républicain, dans la 10e légère ; — le 1er des Gravilliers, dans les 80e de ligne et 27e légère ; — le 1er des Lombards, dans la 72e de ligne ; — le 19e du Pont-Neuf, dans la 103e ; — de la Commune et des Arcis, dans la 103e ; — Popincourt, dans les 20e, 23e et 53e ; — Saint-Denis, dans la 23e légère ; — Amis de la République, dans la 64e de ligne ; — le 1er de la République, dans la 74e ; — le 2e de la République, dans la 64e ; — le 3e de la République, dans les 31e, 62e et 89e ; — le 1er de la Réunion, aux colonies ; — chasseurs républicains des Quatre-Nations, dans la 6e légère.

Deuxième formation pour l'expédition de la Vendée. Le 1er bataillon dans la 28e demi-brig. légère ; — le 2e Panthéon, dans la 7e légère ; — le 3e, dans les 6e de ligne et 7e légère ; — le 4e ou 2e des Gravilliers, dans la 13e légère ; — le 5e Unité, dans la 13e légère ; — le 6e Luxembourg, dans la 6e légère. — le 7e, dans la 6e ; — le 7e, ou des cinq sections, dans la 56e de ligne ; — le 8e ou 2e des Lombards, dans la 13e légère. — le 8e Saint-Antoine, incorporé dans le 12e de la République, non amalgamé, étant aux colonies, son dépôt dans la 70e de ligne ; — le 9e ou 2e de la Réunion, dans la 64e ; — le 10e, Muséum, dans la 6e.

Troisième formation pour le département de l'Eure. Le 1er bataillon, licencié ; — le 2e, dans la 34e demi-brig. de ligne ; — le 1er bat. auxiliaire, dans les 4e et 95e ; — le 2e bat. auxiliaire, dans la 14e ; — chass. des deux bat., dans la 9e légère.

Pas-de-Calais. Le 1er bataillon dans la 23e demi-brigade de ligne ; — le 2e, dans la 67e ; — le 3e, aux colonies ; — le 4e, dans les 21e et 60e de ligne ; — le 5e, dans la 36e ; — les 6e et 8e, dans la 79e ; — le 7e, dans la 27e ; — le 9e, dans la 40e ; — le 10e, dans la 14e ; — le 3e d'Arras, dans la 34e ; — Saint-Pol, dans la 86e ; — bat. auxiliaire, dans la 29e ; — chass., dans la 12e légère.

Puy-de-Dôme. Le 1er bataillon, dans la 89e demi-brig. de ligne ; — le 2e, dans la 53e ; — le 3e, dans la 103e ; — le 4e, dans la 6e ; — bat. auxiliaire, dans la 34e ; — chass., dans la 17e légère.

Hautes-Pyrénées. Le 1er bataillon, dans la 68e demi-brig. de ligne et 10e légère ; — le 2e, dans la 4e de ligne ; — le 3e, dans la 27e ; — le 4e, dans la 7e légère ; — le 2e d'Argelez, dans la 5e légère ; — le 1er et 2e bat. auxil., dans le 14e de ligne.

Basses-Pyrénées (1). Les 1er et 2e bataillons, dans la 4e demi-brig. de ligne ; — les 3e et 4e, dans la 70e ; — le 5e, dans la 7e légère ; — Bayonne, dans la 28e légère ; — bat. auxiliaire, dans la 26e.

Pyrénées-Orientales. Le 1er bataillon, dans la 21e demi-brig. légère ; — les 2e et 3e, dans la 57e de ligne et 5e légère ; — le 4e, dans la 27e légère ; — bat. auxiliaire, dans la 5e.

Haut-Rhin. Le 1er bataillon, dans les 92e et 102e demi-brig. de ligne ; — le 2e, dans la 3e ; — la 3e, dans la 85e ; — le 4e, dans la 94e ; — le 5e, dans la 34e ; — le 6e, dans la 49e ; — le 1er bat. auxiliaire, dans la 27e ; — le 2e bat. auxiliaire, dans la 29e.

Bas-Rhin. Le 1er bataillon, dans la 10e demi-brig. de ligne ; — le 2e, dans la 44e ; — le 3e, dans les 92e et 102e ; — le 4e, dans la 50e ; — le 5e, dans la 94e ; — le 6e, dans la 75e ; — le 7e, dans la 68e ; — le 8e, dans la 20e ; — Union, aux colonies ; — des Amis, dans la 38e de ligne ; chasseurs du Rhin, dans la 26e légère ; — le 1er bat. auxiliaire, dans la 20e de ligne ; — le 2e bat. auxiliaire, dans la 65e ; — chasseurs des 2 bat., dans la 11e légère.

Rhône-et-Loire. Le 1er bataillon, dans les 92e et 78e demi-brig. de ligne ; — le 2e, dans la 41e ; — le 3e, dans la 109e ; — le 4e, dans la 25e ; — le 5e ou 12e des réserves, dans la 22e ; — le 5e bis, dans la 31e ; — le 5e ter, dans la 5e légère ; — le 6e bat. de grenadiers, dans la 13e de ligne ; — le 6e, autre, dans la 53e ; — le 7e, dans la 102e ; — le 1er du Rhône, dans la 21e légère ; — le 2e du Rhône, dans la 56e de ligne ; — Villefranche, dans la 21e légère ; — bat. auxiliaires, dans la 78e de ligne.

Haute-Saône. Le 1er bataillon, dans la 63e demi-brig. de ligne ; — le 2e, dans la 30e légère ; — le 3e, dans la 16e légère ; — le 4e, dans les 31e, 62e et 89e de ligne ; — le 5e, dans la 44e ; — le 6e, dans les 43e, 83e et 105e ; — le 7e, dans les 19e de ligne

(1) Ce département a encore fourni 4 bataillons de chasseurs basques organisés en l'an II, lesquels furent réduits à un en l'an VI. Un second bataillon fut organisé en l'an VIII. On les incorpora en l'an IX, le premier dans la 15e, le second dans la 17e légère.

point trois armées, savoir : une sous Perpignan pour défendre Bellegarde et Montlouis et protéger les côtes ; l'autre vers Bayonne ; et enfin établir au centre, vers Toulouse, un corps de réserve sous les ordres du général en chef de ces trois corps, qui sera destiné à se porter avec rapidité vers les points menacés...

« L'Espagne ne peut porter aux frontières que 40,000 hommes disponibles ; en lui opposant une force égale, la guerre défensive est pour nous sans

et 18e légère ; — le 8e, dans la 62e ; — les 9e et 10e, dans la 29e légère ; — le 11e, dans la 20e de ligne ; — le 12e, dans la 28e légère ; — bat. auxiliaire, dans la 36e de ligne ; — chasseurs, dans la 14e légère.

Saône-et-Loire. Le 1er bataillon, dans la 2e demi-brig. de ligne ; — le 2e, dans la 38e ; — le 3e, dans la 79e ; — le 4e, dans les 5e et 29e légère ; — la 5e n'existe pas ; — le 6e, dans la 24e légère ; — le 7e, dans la 29e ; — la 8e, dans la 85e de ligne ; — bat. de chasseurs, dans la 6e légère ; — bat. auxiliaire, dans la 23e.

Sarthe. Le 1er bataillon dans la 73e demi-brig. de ligne ; — le 2e, dans la 7e légère ; — le 3e n'existe pas ; — le 4e, dans la 14e de ligne ; — le 4e (bis), dans la 6e ; — le 5e, dans la 33e ; — le 6e n'existe pas ; — le 7e, dans le 47e de ligne : — le 8e, dans la 30e légère.

Seine-et-Oise. Les 1er, 8e, 13e et 14e bataillons, dans la 86e demi-brig. de ligne ; — le 2e, dans la 23e légère ; — le 3e, dans la 34e de ligne ; — le 4e, dans la 54e ; — le 5e, dans la 109e, — le 6e, dans la 55e ; — le 7e, dans la 31e ; — le 9e, dans la 108e ; — le 10e, dans la 17e ; — le 11e, non amalgamé ; — le 12e, dans la 13e de ligne ; — bat. auxiliaire, dans la 6e ; — chass., dans la 9e légère.

Seine-Inférieure. Le 1er bataillon, dans la 81e demi-brig. de ligne ; — le 2e, dans la 58e ; — le 3e, dans la 46e ; — le 4e, dans la 24e ; — le 5e n'existe pas ; — le 6e, dans la 70e de ligne ; — le 7e, dans la 17e ; — le 8e de Dieppe, dans la 64e ; — le 9e, dans la 14e ; — le 10e, dans la 76e ; — le 11e de l'Egalité, dans la 8e légère : — le 12e n'existe pas ; — le 13e, incorporé ; — le 14e ou 3e de Rouen, dans la 40e de ligne ; — bat. auxiliaire, dans la 79e.

Seine-et-Marne. Le 1er bataillon, dans la 49e demi-brig. de ligne ; — le 2e, dans la 51e ; — le 3e ou 6e de l'Oise, dans la 7e : — le 4e, dans la 6e ; — le 5e, dans les 21e de ligne et 14e légère ; de Melun, incorporé dans le 4e bat. des Ardennes, dans la 64e de ligne ; — bat. auxiliaire, dans la 96e ; — chass., dans la 9e légère.

Deux-Sèvres. Les 1er et 3e bataillons dans la 63e demi-brig. de ligne ; — le 2e ou 22e des réserves, dans la 88e ; — les 4e et 5e, dans la 97e ; — de Parthenay, dans la 97e.

Somme. Le 1er bataillon dans la 21e de ligne ; — le 2e, dans la 99e ; — le 3e, dans la 61e ; — le 4e, dans la 9e ; le 5e, dans la 84e ; — le 6e, dans la 68e ; — le 7e, dans le 58e ; — le 8e, dans la 30e légère ; — le 1er bat. auxiliaire, dans la 1re de ligne, — le 2e, dans la 30e légère ; — le 3e, dans le 26e ; — chass. du 1er bat., dans la 26e.

Tarn. Les 1er et 3e bataillons dans la 11e demi-brig. de ligne ; — les 2e et 4e, dans les 63e et 18e ; — bat. auxiliaire, dans la 50e ; — chass., dans la 20e légère.

Vaucluse. Le 1er bataillon, dans les 11e, 80e de ligne et 23e légère ; — le 2e, dans les 4e, 22e et 27e légère ; — le 3e, dans les 80e de ligne et 29e légère : — le 4e, dans la 35e de ligne ; — le 5e, incorporé dans le 8e bat. des Bouches-du-Rhône, dans la 27e légère ; — bat. auxiliaire, dans la 12e de ligne.

Var. Le 1er bataillon dans la 45e demi-brig. de ligne ; — le 2e, dans la 32e ; — les 3e, 5e, 6e et 9e, dans la 69e ; — le 4e, dans la 96e ; — le 7e, dans la 39e ; — 8e de grenadiers, incorporé 10e bat., dans la 30e ; — bat. auxiliaire, dans la 41e ; — chass., dans la 17e légère.

Vendée. Le 1er bataillon, dans la 79e demi-brig. de ligne ; — le 2e ou des Vengeurs, dans la 10e.

Vienne. Le 1er bataillon, dans la 99e demi-brig. de ligne ; — le 2e, dans la 61e ; — le 3e le Vengeur, dans le 24e ; — bat. auxiliaire, dans le 9e.

Haute-Vienne. Le 1er bataillon, dans la 49e demi-brig. de ligne ; — le 2e, dans la 55e ; — le 3e, dans la 4e ; — le 4e, non incorporé ; — le 5e, dans la 63e de ligne.

Vosges. Le 1er bataillon dans la 56e demi-brig. de ligne ; — le 2e, dans la 94e ; — le 3e, dans la 30e légère ; — le 4e, dans la 3e ; — le 5e, dans le 61e de ligne ; — le 6e, dans les 37e et 38e ; — le 7e, dans la 13e légère ; — le 8e, dans la 6e ; — le 9e, dans la 24e de ligne ; — le 10e, dans la 100e ; — le 11e, dans les 23e, 30e et 67e ; le 12e, dans la 74e ; — le 13e, dans la 70e ; — le 14e, dans la 93e ; — le 15e, dans la 56e ; — Vosges et Meurthe, dans les 31e, 62e et 89e ; — bat. auxiliaire, dans la 29e ; — chasseurs, dans la 12e légère.

Yonne. Le 1er bataillon, dans la 5e demi-brig. de ligne ; — le 2e, dans la 16e ; — le 3e, dans la 46e ; — le 5e, dans la 2e ; — le 4e ou 28e des réserves, dans la 46e ; — le 6e, dans la 49e ; — le 7e, dans la 7e ; — bat. auxiliaire, dans la 54e ; — chasseurs, dans la 12e légère.

BATAILLONS OU CORPS DE VOLONTAIRES SOUS DIFFÉRENTES DÉNOMINATIONS.

Fédérés nationaux. Le 1er bataillon, dans la 100e demi-brig de ligne ; — les 2e et 3e, dans la 13e ; — le 4e, dans les 20e, 23e et 53e ; — le 5e, dans la 76e ; — le 6e, dans la 60e ; — le 7e, dans la 41e ; — le 8e, dans la 33e ; — le 9e, dans le 76e ; — le 10e, dans la 2e légère ; — le 11e, dans la 23e de ligne ; — le 12e, dans la 97e ; — le 13e, dans la 92e ; — le 14e, dans la 14e ; — le 15e, dans la 20e ; — le 16e, dans la 7e ; — le 17e, dans la 2e légère ; — des 83 départements, dans la 13e de ligne.

Bataillons des réserves. Le 1er bataillon dans la 64e demi-brig. de ligne ; — le 2e, dans la 55e ; — le 3e, dans la 28e ; — le 4e, dans la 60e ; — le 6e, dans la 28e ; — le 8e, dans la 8e légère ; — le 9e dans la 28e de ligne ; — le 10e, dans la 61e ; — le 13e, dans la 15e ; — le 15e dans la 36e ; — le 16e, dans la 72e ; — le 17e dans la 1re ; — le 19e, dans la 13e ; — le 21e, dans les 16e et 67e ; — le 23e, dans la 36e,

danger : les trois armées des Pyrénées seront donc ensemble de 40,000 hommes.

« Les troupes du roi de Sardaigne s'élèvent à 46,000 hommes; mais il faut qu'il garde les places, qu'il garantisse son propre pays des révolutions. Il ne peut donc mettre en campagne que 30 à 36,000 hommes. L'Autriche lui a envoyé un secours de 10,000 hommes; elle lui en a fait espérer de nouveaux. Le comité pense qu'avec 40,000 hommes de ce côté on pourra soutenir la guerre défensive avec succès.

« Les côtes de la Méditerranée et de l'Océan doivent être gardées par de fortes garnisons et par une armée d'observation.

« C'est donc au nord que vous devez déployer tous les moyens d'une guerre offensive, et votre premier vœu sera sans doute d'empêcher et même de détruire les préparatifs hostiles d'une puissance (1) qui paraît disposée à nous faire la guerre. Toujours cette puissance craint une descente; jamais ce projet ne s'est effectué et n'a jamais été sérieusement préparé; mais il sera sans doute suivi avec plus de force : vous y destinerez 40,000 hommes d'embarquement. »

Dubois-Crancé, évaluant ensuite les forces disponibles de l'ennemi, comptait 60,000 Prussiens, 68,000 Autrichiens, 12,000 Hessois, 40,000 soldats des cercles allemands, 30,000 Sardes et 40,000 Espagnols; en tout, 250,000 hommes.

BATAILLONS DES CÔTES MARITIMES, FORMÉS A GRENOBLE. Le 1er bataillon, dans la 51e demi-brig. de ligne; — le 2e, dans la 4e; — le 3e, dans la 51e; — le 4e, dans la 4e; — le 5e, dans la 23e légère; — le 6e, dans la 51e de ligne; — le 7e, dans la 4e.

BATAILLONS DE LA FORMATION D'ORLÉANS, composés d'hommes tirés de chaque corps faisant partie de l'armée du Nord, et envoyés en Vendée en 1793. Le 1er bataillon, dans la 6e demi-brig. de ligne; — le 2e, dans la 13e; — le 3e, dans la 13e légère; — le 4e, dans la 10e de ligne; — le 5e, dans la 6e légère; — le 6e, dans la 84e de ligne; — le 7e, dans la 52e; — le 8e, dans la 64e; — le 9e, dans la 53e; — le 10e, dans la 52e; — le 11e, dans la 13e légère; — le 12e, dans la 86e de ligne; — le 13e, dans la 6e; — le 14e, dans la 28e légère; — le 15e, dans la 64e de ligne.

FORMATION D'ANGERS, BREST ET LANDAU. Le 1er bataillon, dans la 12e demi-brig. de ligne; — le 2e, dans la 56e; — le 3e, dans la 58e.

BATAILLONS LEVÉS DANS LE MIDI. Le bataillon de la Révolution, dans les 80e et 63e de ligne; — des Vengeurs, dans la 17e légère; — Phocéens, dans la 4e de ligne; — Brutus, non formé

BATAILLONS D'INFANTERIE LÉGÈRE (volontaires). Les 1er et 2e bataillons, formés dans les divisions de l'ouest, dans la 28e demi-brig. légère; — chass. de l'armée d'Italie, dans la 17e; — chass. corses, dans la 8e.

BATAILLONS DE CHASSEURS FRANCS DU NORD. Les 1er et 2e bataillons, dans la 17e demi-brig. légère; — le 3e, dans la 51e; — le 4e, dans la 17e; — le 5e, dans la 15e.

BATAILLONS FRANCS. Le 1er bataillon, dans la 10e demi-brig. légère; — le 2e, dans la 53e de ligne; — le 3e, dans la 12e légère; — le 4e, dans la 21e; — Antilles, aux colonies; — Grenadiers et chasseurs des Côtes-du-Nord, dans la 6e légère.

BATAILLON DE CHASSEURS (volontaires). Le 1er bataillon de chass. réunis, dans la 3e demi-brig. légère; — le 2e, dans la 6e; — les 1er et 2e de chass. des Pyrénées-Orientales, dans la 21e; — Midi, dans la 7e; — le 5e (bis) à pied, dans la 10e; — le 16e, formé à Sedan, dans la 16e; — le 17e chass. de la Haute-Garonne, dans la 13e; — le 23e de chass. de Bardou, dans la 13e; — le 1er de la Nèthe, dans la 5e; — le 3e de la Nèthe, dans la 7e; — Révolution, dans la 11e; — le 3e de la Montagne, dans la 55e de ligne; — braconniers montagnards, dans la 63e; — déserteurs étrangers, dans la 20e.

BATAILLONS DE TIRAILLEURS (volontaires). Le 1er bataillon, incorporé dans la légion franche, étrangère; — le 2e, dans la 14e demi-brig. légère; — le 3e, dans la 15e; — le 4e, incorporé dans le 3e de chass. du nord; — le 5e, dans la 1re; — le 1er des Alpes, dans la 27e; — le 2e, dans la 53e.

(1) Depuis le mois de JUIN 1793, époque de la dernière levée des bataillons de volontaires nationaux, jusqu'à la fin de l'an VII, l'armée ne s'alimenta que par la réquisition permanente de 18 à 25 ans, établie par la loi du 23 août 1793, et les enrôlements volontaires. — Les bataillons auxiliaires que nous avons fait figurer ici à la suite des bataillons de volontaires nationaux, sont des bataillons de conscrits créés par la loi du 10 messidor an VII, organisés le 14 et attachés aux demi-brigades le 9 vendémiaire an VIII. — Ils furent tous incorporés à dater du 1er ventôse an VIII, et n'existèrent, par conséquent, que quelques semaines, juste le temps de rejoindre les armées.

(1) L'Angleterre,

Ces chiffres étaient évidemment et sciemment erronés[1]. Mais au moment de déclarer une guerre qui allait être si longue et si terrible, on avait besoin de rassurer les esprits en France sur le nombre des adversaires qu'on allait avoir à combattre; car, en jetant un coup d'œil sur les forces que l'Europe pouvait opposer à la révolution, on voit qu'elles étaient formidables.

En première ligne marchaient les Prussiens, dont la réputation était européenne depuis Frédéric, et dont l'instruction servait de modèle à l'Europe depuis les camps de manœuvre de Postdam. La moitié du dix-huitième siècle tout entière s'était passée pour l'armée prussienne comme à un grand exercice de l'état militaire, dont la guerre de Sept-Ans n'était pour ainsi dire qu'une démonstration. Or, dans cette étude constante des principes et des théories de l'art de la guerre, il s'était formé des chefs expérimentés et de bons régiments. Il n'était question en Europe que de l'organisation, de la tactique et de la discipline des Prussiens. Roides de tenue, les soldats manœuvraient avec une précision toute mécanique, et exécutaient avec un ensemble parfait toutes les évolutions, tous les mouvements, toutes les combinaisons de l'art de la guerre. « L'étranger étonné, dit Jomini, voyait des corps énormes de cavalerie rompre en colonnes à un signal donné, changer de direction, dérober leurs mouvements à l'ennemi, paraître subitement sur une extrémité de la ligne, et s'y former avec la rapidité de l'éclair, sans déploiement, par une simple conversion des divisions. Les officiers prussiens étaient aussi les meilleurs et les plus instruits de l'Europe. La Prusse avait sur pied 120,000 hommes d'infanterie, 35,000 hommes de cavalerie et 8,000 hommes d'artillerie.

L'armée autrichienne était plus forte ; elle comptait 240,000 hommes d'infanterie, 55,000 de cavalerie et 10,000 d'artillerie. Ses dernières campagnes de Bohême et de Turquie, sous la conduite du célèbre Laudon, avaient retrempé l'esprit militaire des soldats, démoralisé par la guerre de Sept-Ans. Les troupes étaient aguerries et les officiers ne manquaient ni d'érudition ni de talent; mais leur instruction militaire reposait sur deux systèmes absurdes, comme tous les système absolus à la guerre : celui de cordon, attribué à Lascy, et celui de position, qui avait fait la réputation du général Daun. En somme, l'armée autrichienne était très-forte, et offrait un corps de bataille excellent par ses grenadiers hongrois et ses artilleurs de Bohême. La Suède avait, elle aussi, une armée fortement organisée, et qui était commandée par un prince qui passait pour un héros, le jeune et chevaleresque Gustave. Les soldats suédois étaient braves jusqu'à la témérité, instruits et disciplinés. Les troupes des autres cercles de l'empire germanique étaient presque toutes organisées à la prussienne. Les Saxons étaient renommés pour leur cavalerie, et leur contingent s'élevait à 20,000 hommes. Les Hessois étaient moins nombreux, mais leur instruction militaire était meilleure que celle des Saxons. On croyait voir en eux des vétérans de Frédéric. Ils se

(1) Jomini, dans son *Histoire des guerres de la révolution*, porte au double l'effectif des armées ennemies, et elles se composaient des troupes qui étaient réputées les plus belles de l'Europe.

couvrirent de gloire partout où ils combattirent à armes égales. Les Hanovriens, descendants de Witikind, étaient, à proprement parler, des soldats anglais, depuis l'avénement de Georges I[er] au trône d'Angleterre. Ils rivalisaient avec les meilleures troupes de l'Europe par leur taille, leur courage et leur tenue. Les Bavarois, depuis le célèbre Mercy, avaient perdu leur réputation militaire, et, de même que les Wurtembergeois et les Badois, ils passaient en Allemagne pour des troupes plus que médiocres.

Les Hollandais n'avaient plus d'état militaire national. Les régiments suisses et allemands formaient leur infanterie; les wallons composaient leur cavalerie. Ce n'étaient plus ces bandes aguerries qui servirent de modèle à l'Europe sous Philippe II, brisèrent le joug de l'Espagne, et résistèrent à Louis XIV; c'était un peuple de marchands entretenant une armée de mercenaires.

L'Angleterre, depuis la guerre d'Amérique, ne comptait pas moins de 100,000 soldats de marine ou matelots, presque tous étrangers, mais assouplis à sa discipline de fer. Sa politique, son or, ses matelots, ses flottes nombreuses, formaient les véritables éléments de sa puissance. Ses troupes de terre n'en étaient pas moins admirables : son infanterie surtout était une des meilleures du monde; son artillerie était matériellement la plus parfaite de toutes celles de l'Europe, tant elle avait prodigué de guinées à l'organiser.

Les troupes espagnoles, discréditées depuis les derniers règnes des descendants de Charles-Quint, avaient repris une organisation nouvelle, basée sur celle de la France. Leur artillerie avait une excellente école à Ségovie, et ne le cédait à aucune autre sous le rapport de l'instruction et du matériel. Les autres écoles militaires, telles que celles de Cadix, de Barcelonne et de Zamora, peuplaient chaque année les cadres de l'infanterie, de la cavalerie et du génie, d'excellents officiers. Mais le soldat était bien dégénéré depuis les célèbres bandes : il était toujours sobre, vigoureux et infatigable, mais prompt à se désorganiser et facile à ébranler dans son courage tumultueux. L'armée espagnole s'élevait à environ 140,000 hommes, artillerie comprise.

La Suisse était la même qu'au temps de Charles-Quint et de Louis XIV; elle louait ses troupes à prix d'argent comme autrefois, et comme autrefois ses soldats étaient dispersés sous les drapeaux de l'Europe.

L'armée sarde passait pour avoir une excellente organisation; elle comptait 30,000 hommes d'infanterie et 15,000 hommes de milice. Quant aux autres troupes italiennes, elles ne valaient pas la peine d'être nommées.

Mais une puissance qui devait jouer un grand rôle dans l'histoire de nos guerres était la Russie, qui n'avait fait que paraître en Europe pendant la guerre de Sept-Ans, et dont on disait des merveilles depuis les expéditions de Souwarow contre les Turcs. C'était une armée toute nouvelle, et qui, à certains égards, représentait, pour les nations de l'Occident, les hordes terribles du Bas-Empire. Le nombre des troupes russes, leur énergique audace, leur tactique particulière et leur férocité étaient le sujet de bien des versions étranges et exagérées. Aujourd'hui que la vérité est connue, on sait qu'en 1792 l'armée russe était composée de 200,000 hommes, dont la moitié était habi-



Imp. de Prissette.

Chasseur à Cheval.

1791.

Pl. 111

tuellement employée dans le Caucase, en Finlande et sur le Pruth. La milice des Cosaques n'était pas comprise dans ce nombre. La Russie, sous Paul Ier, avait déjà des écoles de cadets pour former des officiers, et les cadres de ses corps étaient excellents. Son infanterie avait donné des preuves de son inébranlable fermeté à Pultawa, à Kunirsdorff, à Ismaël, où elle était montée à l'assaut, la pique à la main, et dans mille actions contre les Turcs ou les Suédois. Sa cavalerie était moins bonne et son artillerie laissait beaucoup à désirer.

Telles étaient les forces et la composition des armées de l'Europe au commencement de 1792. La ligue de Pilnitz et le traité de Berlin, véritables actes d'hostilité et d'insolence envers la nation française, déterminèrent l'Assemblée nationale à déclarer la guerre à l'Autriche. Cette résolution retentit comme un éclat de foudre au milieu de la France, et y produisit un patriotique enthousiasme; jamais les esprits n'avaient été mieux disposés pour la guerre. Il fallait donner un cours à cette sève belliqueuse qu'avaient fait bouillonner les événements inouïs qui venaient de s'accomplir, et qui avaient remué si profondément les éléments de la société française. Le cri de guerre fut comme un réveil national : on courut aux frontières avec enthousiasme. Les hymnes de combat retentirent de toutes parts. La *Marseillaise*, ce chant tyrtéen, cette voix mystérieuse et inspirée, produisit en France une ivresse patriotique, et, passant comme un souffle invisible sur le front des bataillons, surexcita dans les cœurs les plus faibles la fibre du courage et du dévouement. La *Marseillaise* est l'expression la plus vraie de l'esprit de la révolution française; elle résume à la fois ses croyances ardentes, ses besoins, ses craintes et ses espérances dans l'avenir.

C'est dans ces circonstances que parut le manifeste de Brunswick ; car la Prusse, à la déclaration de guerre faite à l'Autriche, avait pris les armes et demandé la mission de venir étouffer *le volcan révolutionnaire qui grondait à Paris*. Ce manifeste, tant de fois répété, portait en substance (1) : « Je viens, les armes à la main, relever le trône et l'autel, et détruire l'anarchie. Les alliés puniront comme rebelles tous les Français, sans distinction, qui combattront les armées étrangères ; ils seront individuellement responsables s'ils ne s'opposent pas aux attentats des révolutionnaires contre le roi et sa famille. Toutes les autorités constituées, tous les citoyens seront punis de mort, et toutes les villes et villages seront frappés d'exécution militaire et de pillage, en cas de résistance et de désordre. »

L'Assemblée nationale répondit à ce manifeste par un décret qui déclara la *patrie en danger*, et en même temps elle fit répandre dans toutes les villes et

(1) Ce manifeste n'est point, dit-on, l'œuvre du cabinet prussien ; il fut écrit sous l'influence des émigrés, et on l'attribue à M. Calonne. La langue française, il est vrai, était connue des principaux membres de la diplomatie prussienne, mais pas assez exactement pour en saisir les nuances. Le caractère du duc de Brunswick lui-même était trop modéré pour qu'on lui suppose l'intention de tenir un tel langage s'il en avait compris la portée, et sa conduite militaire pendant cette campagne prouve qu'il était peu disposé à agir aussi activement et aussi énergiquement que le porte cette pièce.

dans tous les villages du royaume cette insolente menace faite à la révolution. Le manifeste prussien servit d'appel aux armes. Il se passa alors en France quelque chose qui n'a d'exemple chez aucun peuple : la France se leva tout entière. « On vit alors, dit un écrivain militaire (1), la grille du jardin se transformer en piques ; le plomb du vieux château, le fer de la charrue, s'amonceler à la porte de la forge, et nos citoyens, aux barrières de la ville, serrer avec fureur la forte main du paysan qui, réveillé par le tocsin, quittait le chaume de ses pères. Ce fut un tremblement de terre : tout instrument devint arme, tout homme devint soldat.

» L'Europe frissonna quand elle entendit la marche du peuple français ; quand elle vit nos vieilles besaces de campagnards sur nos larges épaules, nos vieux fusils de braconniers dans nos bras noirs, nos pieds calleux dans nos souliers de voyage, et dans une mauvaise poche de cuir, du pain, de la poudre et des balles. M. le duc de Brunswick, MM. les comtes de Provence et d'Artois, tremblèrent devant leurs beaux régiments, si bien alignés, si bien brossés, si bien gantés, si bien chaussés, si luisamment armés et si couverts de décorations. . . . .

» Lorsque nos bataillons républicains traversaient la ville, ils marchaient en désordre, poudreux l'été, boueux l'hiver, nu-pieds, la pièce au genou, l'habit déboutonné, se tenant par le bras, les amis avec les amis, les vieux, au front chenu, disant aux jeunes comment on tue le Prussien. Des femmes suivaient, c'étaient des mères et des épouses, le front calme et serein. On entonnait la *Marseillaise* ou le *Chant du Départ*, tandis que le commandant, à pied, en guêtres, un bâton à la main, jetait sur sa troupe le doux sourire des soldats. Le peuple se mêlait à cette marche, portait les enfants, soutenait les femmes, donnait des nouvelles de l'armée du Nord et en demandait de celle du Midi.

» Qu'il était beau le départ pour l'armée ! ajoute-t-il. La famille, au cœur simple, se groupait sur le seuil de la porte ; l'aïeul, dans ce jour solennel, quittait son vieux fauteuil, et, comme la divinité du foyer paternel, laissait tomber sa bénédiction sur le fils de la patrie. Les petits enfants pleuraient, tenant les mains du jeune volontaire ; les bons serviteurs pleuraient aussi, tandis que la vieille mère, tout en larmes, glissait quelques écus, ses économies de bonne femme, au sac du soldat. La fille du voisin se couvrait les yeux, et la nourrice, pauvre paysanne, sanglotait sur le banc de pierre de la porte ; mais lui, le jeune soldat, le visage humide des larmes de sa mère, les enthousiasmait tous de son enthousiasme. »

En ce moment, la France avait trois armées sur pied, et elle prenait audacieusement l'offensive en se portant vers la Belgique. Le marquis de Lafayette, général fort médiocre dans un commandement en chef, était à la tête de 50,000 hommes sous les murs de Metz : c'était l'armée du Centre. Le maréchal de Luckner, vieux guerrier plein d'expérience, mais caractère faible

(1) Ambert.



Typ. Chaumont

Cavalerie noble.

(Armée de Condé.)

1792.

Pl. 30.



Typ. Chaumont.

Fusiliers de La Morlière.

Troupes légères.

1745.

Pl. 11.

et peu propre à des opérations qui demandaient de l'audace et de l'inspiration, commandait celle du Nord, dont le quartier général était à Sedan ; et le général Montesquiou, excellent tacticien, homme de résolution et de cœur, avait sous ses ordres l'armée dite du Midi. Ces trois armées réunies présentaient un effectif de 95,000 hommes, dont 60,000 de bonnes troupes (1).

D'après le plan d'opérations arrêté, Lafayette devait marcher vers la Belgique par une conversion à gauche, tandis que le maréchal de Luckner se porterait sur Mayence, et que Montesquiou pénétrerait dans le comté de Nice. Ce plan, en ce qui concerne l'armée du Nord, avait le défaut d'embrasser une ligne trop étendue, de Manheim à Mayence, et de découvrir le reste de nos frontières.

On était alors au mois d'avril. Les Autrichiens étaient peu préparés à cette agression ; car le cabinet de Vienne, loin de croire la France capable de prendre une offensive aussi hardie, la croyait à peine susceptible de se défendre derrière ses places fortes. Les ennemis se retirèrent lorsqu'ils aperçurent l'avant-garde de l'armée française, qui sortait de Valenciennes le drapeau tricolore déployé.

Malheureusement, cette armée, composée à la hâte et encore peu disciplinée, se débanda aux premiers coups de canon tirés par les Autrichiens dans leur retraite. Les soldats prirent la fuite en poussant ce cri funeste : *Nous sommes trahis, sauve qui peut!* La terreur devint générale. L'armée tout entière se replia sur Lille, et le désordre fut tel, que le jeune et brave Théobald Dillon fut pendu par ses propres soldats, qu'il voulait ramener à l'ennemi. Le maréchal de Luckner, plus heureux, vengea la déroute de Marquaies par la prise de Courtrai ; mais la conquête de la Belgique était manquée, et l'armée française fut livrée aux sarcasmes de l'Europe. *Quelques coups de canon*, disait-on, *ont suffi pour disperser cette foule déguenillée* ; et l'armée nationale de la France ne fut plus comptée comme une armée. A Berlin, à Vienne, à Coblentz, on regarda dès lors une campagne en France comme une prome-

(1) Armée du Centre ou des Ardennes, ou de Lafayette, remplacé par Luckner, 8-12 juillet 1792, et par Kellerman, 2 septembre, et Custine, 25 août ; comprenant les 2 3e et 4e divisions, s'étend sur les départements des Ardennes, de la Marne, de la Meuse, de la Moselle, de la Meurthe et des Vosges. — Lafayette, à Metz.

Situation au 13 mai 1793.

RÉGIMENTS D'INFANTERIE.—2e, 6e, 8e, 17e, 25e, 29e, 34e, 43e, 47e; 53e 1er bataillon; 54e, 55e, 58e, 65e. 66e, 71e, 73e, 1er bat.; 76e, 83e, 92e, 1er bat.; 94e, 98e, 99e.

INFANTERIE LÉGÈRE. — 9e bataillon de chasseurs;—1er et 6e régiments d'artillerie.

TOTAL : 48 bataillons.

BATAILLONS DE VOLONTAIRES. — Bataillon de l'Allier; —1er, 2e, 3e et 4e des Ardennes—de la Charente-Inférieure; —du Cher. —1er et 2e de la Côte-d'Or;—de la Creuse;—d'Eure-et-Loir; — de l'Indre; — de Loir-et-Cher; — du Loiret; — 1er, 2e, 3e et 4e de la Marne; — de la Haute-Marne;—de Mayenne et Loire; 1er, 2e, 3e, 4e et 5e de la Meurthe; — 1er, 2e, 3e et 4e de la Meuse; — 1er, 2e, 3e et 4e de la Moselle; — de la Nièvre; — 2e de Saône-et-Loire; — 2e de Seine-et-Marne; — 4e de Seine-et-Oise; — 1er de la Haute-Vienne; — 5e des Vosges; — 3e de l'Yonne.

TOTAL : 41 bataillons.

TROUPES A CHEVAL. — 7e, 15e, 16e, 18e, 23e régiments de cavalerie; — 1er, 2e, 5e et 6e rég. (3e escadron) de hussards; — 2e, 4e, 7e, 10e, 12e et 13e rég. de dragons; — 3e, 9e, 11e et 12e rég. de chasseurs à cheval.

TOTAL: 67 escadrons.

RÉCAPITULATION. — 48 bataillons de ligne; — 31 bat. de volontaires; — 67 escadrons. — 63 à 64.000 hommes.

nade de quinze jours, en calculant les étapes jusqu'à Paris. Cette circonstance eut une influence décisive sur le plan tracé à Berlin par le marquis de Bouillé; mais on comptait sans le patriotisme de la nation, qu'on jugeait sur la conduite de quelques lâches.

Les frontières du nord et de l'est, sur lesquelles la France pouvait être alors attaquée par la coalition, se partagent en trois parties. La première ligne, qui s'étend derrière le Rhin, de la Suisse à Landau, est couverte par deux rangs de places fortes, telles que Huningue, Brisach, Schelestadt, Strasbourg, etc., et par la chaîne des Vosges, montagnes boisées, souvent impraticables et faciles à défendre. La deuxième ligne comprend l'intervalle depuis Landau jusqu'à Givet. Cette ligne est coupée par la Sarre et par la Moselle, qui coulent perpendiculairement à sa direction. Elle est défendue par de nombreuses forteresses, Thionville, Longwy, Givet, Metz, Verdun, Sedan, etc., et par les forêts des Ardennes, dont la partie centrale est praticable sur plusieurs points. La troisième, de Givet à Dunkerque, est couverte par une triple barrière de villes fortes, dues pour la plupart au génie de Vauban, et dont Philippeville, Maubeuge, Valenciennes, Lille et Dunkerque sont les principales. Les coalisés, ne songeant pas à faire une guerre méthodique, voulaient éviter les siéges; ils comptaient autant, pour leurs succès, sur la désorganisation des armées françaises que sur leurs propres moyens; ils résolurent d'entrer en France par la frontière du centre, dont les places fortes, peu nombreuses, étaient en mauvais état de défense, et de marcher droit sur Paris.

L'armée ennemie se composait de 112,000 hommes (dont 20,000 de cavalerie) ainsi répartis: 60,000 Prussiens, sous les ordres du roi Frédéric-Guillaume II et du duc de Brunswick-Lunebourg, généralissime; de 40,000 Autrichiens et Hessois, sous les ordres des princes Hohenlohe-Kirchberg et Clairfayt, et enfin de 12,600 émigrés. L'armée française, depuis les malheureuses affaires de Mons et de Tournai, était restée dans l'inaction. Mais, par suite des événements du 10 août et de la déchéance du roi, le marquis de Lafayette avait quitté son commandement et avait cherché un asile à l'étranger pour éviter la proscription. Il avait été remplacé par le général Dumouriez, qui fut investi du commandement en chef de toute la frontière, depuis Metz jusqu'à Dunkerque. Ce chef avait sous ses ordres 30,000 hommes (avec les généraux Beurnonville, Moreton et Duval), dans les camps de Maulde, de Maubeuge et de Lille, et 23,000 dans celui de Sedan. Le maréchal Luckner ne conservait qu'un commandement nominal sur les frontières des Ardennes et de l'Alsace, où se trouvaient trois corps d'armée: Biron à Strasbourg avec 20,000 hommes, Custines à Landau avec 15,000, et Kellermann à Metz avec 20,000. Kellermann, aux premières hostilités, devait se réunir à Dumouriez, qui fut investi du commandement en chef, comme plus ancien et plus capable de tous.

Le général Dumouriez était, en effet, la première capacité militaire connue de l'armée française. Il appartenait à la noblesse parlementaire. A dix-huit ans, il avait fait la campagne de Hanôvre, comme aide de camp du comte d'Armentières; il avait ensuite obtenu une lieutenance dans le régiment d'Es-



Paris, Typ. Chaumont.

École de Mars (Élève). — **Garde nationale** (Grenadier).

1794.

PL. 110



Imp. de Prissette

Fusilier au Rég[t] de Provence. | Grenadier de France.

1750.

Pl. 106.

cars-cavalerie, et s'était tellement distingué, qu'à vingt et un ans il était chevalier de Saint-Louis. Esprit aventureux, il avait successivement servi en Corse, en Espagne, en Portugal. Il était colonel lorsque Louis XVI monta sur le trône. Ce souverain le nomma brigadier, puis maréchal de camp, et enfin lui confia le commandement de Cherbourg. Devenu ministre de la guerre et l'un des premiers hommes d'État de la république, Dumouriez sentit grandir son ambition. Bien des idées passèrent alors dans cette tête ardente et fortement organisée ; mais l'ambition l'emporta ; car le général de Louis XVI n'hésita pas à prêter son épée à la république naissante.

Lors des événements du 10 août et de la déchéance du roi, il servait comme général de division dans l'armée de Luckner. Il prêta serment au nouveau gouvernement alors que Lafayette et Luckner lui-même refusaient de le faire. Dumouriez avait compris l'avenir de cette puissance naissante qu'on nommait la *Commune*. Cette conduite lui valut le commandement en chef des deux armées du Nord et du Centre (1).

Les premiers pas des alliés furent marqués par des succès. Le 12 août, au lever du soleil, les habitants des frontières de la France virent paraître l'avant-garde de l'armée prussienne. Les hussards de Brunswick occupèrent Rudmaken, et l'infanterie campa à Sierk. Là commença la première de ces exécutions militaires dont le duc de Brunswick avait menacé la France ; les habitants qui avaient protesté à coups de fusil contre l'invasion furent passés par les armes. Le 20 août, l'armée prussienne opéra sa jonction avec les Impériaux commandés par Clairfayt, à Tiercelet, petit village situé entre Thionville et Longwy, et les deux armées réunies se présentèrent sous les murs de cette dernière ville (2).

Dix heures de feu et trois cents bombes tombées dans la ville intimidèrent

(1) Nous avons donné la composition de l'armée du Centre, voici celle de l'armée du Nord. — 25 avril 1792, Rochambeau à Valenciennes ; 10 mai 1792, Luckner ; 8 juillet 1792, Lafayette ; 18 août 1792, Dumouriez, jusqu'au 9 avril 1793. — Comprenant les 1re et 16e divisions, elles s'étendent sur les départements du Nord, de l'Aisne et du Pas-de-Calais.

Situation au 13 *mai* 1793.

RÉGIMENTS D'INFANTERIE. — 1er, 5e, 12e, 14e (1er bat.), 18e, 19e, 22e, 24e, 44e (1er bat.), 45e, 49e, 56e, 68e, 74e, 78e, 81e, 85e, 86e, 87e (1er bat.), 89e, 90e, 100e, 10e (bat. de chasseurs) ; 3e et 7e d'artillerie.

TOTAL 46 bataillons.

BATAILLONS. — 1er de volontaires de l'Aisne ; — 1er du Calvados ; — 1er de la Charente ; — 1er des Côtes-du-Nord ; — d'Indre-et-Loire ; — 1er d'Ille-et-Vilaine ; — 1er, 2e et 3e du Nord ; — 1er, 2e et 3e de l'Oise ; — 1er et 2e de l'Orne ; — 1er et 2e de Paris ; — 1er, 2e et 4e du Pas-de-Calais ; — 1er et 2e de la Seine-Inférieure ; — 1er de Seine-et-Marne ; — 1er et 3e de Seine-et-Oise ; — 1er, 2e, 3e et 4e de la Somme ; — de la Vendée ; — 1er de l'Yonne.

TOTAL 30 bataillons.

RÉGIMENTS DE CAVALERIE. — 1er, 3e, 8e. 10e et 13e ; — 3e de Hussards ; — 3e, 5e, 6e, 14e et 17e de Dragons ; — 1er, 5e et 6e de Chasseurs.

TOTAL 46 escadrons.

RÉCAPITULATION. — 46 bataillons de ligne ; — 30 de volontaires ; — 46 escadrons. — 54 à 55,000 hommes.

(2) Cette forteresse est un hexagone bastionné qui n'a que cinq demi-lunes, la sixième est remplacée par l'ouvrage à cornes de Saint-Marc. La place, d'une petite étendue, renferme des casemates parfaitement à l'épreuve de la bombe, et dans le meilleur état. Mais elle est dominée, à deux mille pas de distance, par le mont des Chats, dont les ennemis s'emparèrent. Après une inutile sommation faite le 31 au gouverneur, le bombardement commença.

les habitants. Le commandant Lavergne, avec une garnison de 1,800 hommes, soixante-douze pièces de canon et des approvisionnements de toute espèce, eut la faiblesse d'écouter les conseils des magistrats et des citoyens : il ouvrit ses portes aux Prussiens le 23 août.

La garnison sortit le même jour avec les honneurs de la guerre, mais elle resta prisonnière. Fiers de ce premier succès et de la prise d'une place qui leur donnait un point d'appui du côté du Luxembourg, les alliés bloquèrent Thionville et se portèrent sur Verdun, place du troisième ordre sur la Meuse (1). C'est ici surtout que la conduite du général de l'armée ennemie commence à devenir un problème pour les historiens. Le plan de Bouillé était de laisser des corps d'observation devant ces deux places, de marcher rapidement sur les corps désorganisés du général de Lafayette et du maréchal Luckner, de les écraser et de se diriger ensuite en toute hâte sur Paris. Le duc de Brunswick suivit un plan tout opposé. Sa marche sur Verdun fut lente et méthodique. Les étapes furent fixées avec une rigoureuse exactitude. Il mit dix jours pour arriver de Longwy à Verdun. Les fortifications de la ville étaient en mauvais état; mais il y avait là une garnison de 3,000 hommes, commandée par l'intrépide Beaurepaire, et parmi les troupes le jeune Marceau, dont le nom devait obtenir en peu de temps une si héroïque illustration. La formidable artillerie prussienne, admirablement dirigée par le colonel Tempelhof, ouvrit le feu contre la place le 31 août, pendant la nuit, et dura deux jours. Les bombes, en éclairant de leurs sombres lueurs les places publiques et les rues de Verdun, y portèrent la consternation et l'effroi. Les habitants demandèrent à capituler. En vain Beaurepaire et Marceau essayèrent de leur montrer la possibilité d'une défense honorable. Ils ne voulurent rien entendre, et les ponts-levis de la place s'abaissèrent devant les soldats de la coalition. Le noble Beaurepaire, commandant du 1er bataillon de volontaires nationaux du département de Maine-et-Loire, se brûla la cervelle en plein conseil, pour ne pas signer la capitulation. Héroïque exemple de dévouement donné aux défenseurs des villes françaises, dont la patrie eût dû perpétuer le souvenir par un monument.

Pendant que les coalisés se déployaient ainsi sur nos frontières et avançaient au cœur de la France, le nouveau général en chef Dumouriez, qui avait résolu d'agir offensivement sur la Belgique, renonça à ses projets pour s'occuper de la défense du territoire français. Sa position était loin d'être rassurante. Les armées françaises étaient disposées de la manière la plus malheureuse pour résister à cet imposant déploiement de forces ennemies. Trois généraux, Beurnouville, Moreton et Duval, réunissaient 30,000 hommes en trois camps séparés : Maulde, Maubeuge et Lille. L'armée que Lafayette venait d'abandonner était à Sedan; elle comptait 23,000 hommes. L'armée de

(1) La citadelle de Verdun était un pentagone irrégulier entouré d'une fausse braie avec des courtines couvertes par des tenailles et des demi-lunes en mauvais état. Les fortifications de la ville se composaient de dix bastions liés par des courtines mal couvertes et de plusieurs ouvrages à cornes et à couronnes sur les deux rives de la Meuse.

Luckner, forte de 20,000 hommes, était à Metz, et venait de passer sous le commandement du général Kellermann. Restait Custine qui, avec 15,000 hommes, occupait Landau, et enfin Biron, qui commandait 50,000 hommes en Alsace, mais qui était trop éloigné du théâtre de la guerre (1). Deux corps d'armée se trouvaient donc seuls en présence de l'armée prussienne : c'étaient les 23,000 hommes de Lafayette et les 20,000 hommes de Kellermann. De la conduite de ces deux corps dépendait le salut de la république ou sa ruine. Dumouriez, en arrivant à Sedan, convoqua tous les officiers généraux à un conseil de guerre. Tous étaient d'avis qu'il fallait se porter derrière la Marne, s'y retrancher le mieux possible, et attendre la jonction des autres corps d'armée. C'était le 28 août au soir. Dumouriez, l'œil fixé sur la carte de France, après avoir étudié cette partie de l'Est que protégent le Rhin et les Vosges, et cette partie du Nord que le génie de Vauban et les cours de la Meuse et de la Moselle ont rendue si difficile à envahir, fixa son regard sur la forêt de l'Argonne. Les ennemis, en avançant au cœur de la France, avaient suivi la ligne de Sedan à Metz, et dirigé leur marche vers cette forêt, couvrant d'un corps de troupes cette ville et toute la Lorraine, et laissant au u c de Saxe-Teschen l'attaque des plus fortes places du Nord.

De Sedan à Passavant s'étend la forêt de l'Argonne, forêt à jamais mémorable dans notre histoire, qui couvre un espace de quinze lieues environ, et qui, par les inégalités du terrain, le mélange des bois et des eaux, est tout à fait impénétrable à une armée, excepté sur quelques points principaux, par lesquels les ennemis comptaient pénétrer en Champagne. Un éclair jaillit de la pensée de Dumouriez. Il montra l'Argonne et ses clairières à son aide de camp Thouvenot, homme de génie, bien digne de le comprendre, et s'écria : *Ce sont là les Thermopyles de la France; si j'y puis être avant les Prussiens, tout est sauvé*. Et tous deux passèrent la nuit à commenter cette heureuse inspiration.

Les avantages du nouveau plan qu'ils établirent étaient immenses : outre qu'on ne reculait pas et qu'on ne se réduisait pas à la Marne pour dernière ligne de défense, on entravait la marche de l'ennemi et on l'obligeait à cam-

(1) Armée de l'Est ou du Rhin, commandée par Biron, au 12 juillet 1792. — Comprenant les 5e et 6e divisions : quartier général à Strasbourg, et s'étend sur les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin, de la Haute-Saône, du Doubs, du Jura et de l'Ain.

Situation au 13 mai 1793.

RÉGIMENTS D'INFANTERIE. — 3e, 13e, 21e, 30e, 33e, 46e, 48e (1er bat.), 57e, 62e, 69e, 72e, 82e, 96e, 97e, 105e.
INFANTERIE LÉGÈRE. — 6e, 7e et 12e de chasseurs. — 2e et 5e d'artillerie.

TOTAL 36 bataillons.

BATAILLONS DE VOLONTAIRES. — 1er, 2e et 3e de l'Ain; — de la Corrèze; — 1er et 2e du Doubs; — 1er, 2e, 3, 4e, 5e, 6e et 7e du Jura; — 1er du Puy-de-Dôme; — 1er et 2e du Bas-Rhin; — 1er, 2e, 3e, 4e et 5e du Haut-Rhin; 1er, 2e et 3e de Rhône-et-Loire; — 2e de Seine-et-Oise; — 1er, 2e, 3e et 4e de la Haute-Saône; — 1er de Saône-et-Loire; — 1er, 2e, 3e et 4e des Vosges.

TOTAL 34 bataillons.

CAVALERIE. — 1er et 2e de Carabiniers; — 2e, 4e, 9e, 12e, 14e et 19e; — 4e de Hussards; — 1er et 11e de Dragons; — 2e, du 4e (deux escadrons), et les 7e, 8e et 10e de Chasseurs.

TOTAL 54 escadrons.

RÉCAPITULATION — 36 bataillons de ligne; — 34 de volontaires; — 54 escadrons; — Environ 50,000 hommes.

per dans la Champagne Pouilleuse, triste et stérile pays, insuffisant pour l'entretien d'une armée aussi nombreuse. On défendait les Trois-Évêchés; on l'arrêtait par les places fortes du Nord s'il voulait tourner les forts et se porter sur Sedan; on l'arrêtait encore à Metz s'il remontait vers l'autre extrémité de la forêt, et on avait le temps de réunir des masses considérables pour l'écraser. Dans tous les cas, la campagne était manquée, car on était déjà en septembre, et à cette époque on avait encore l'habitude de prendre des quartiers d'hiver. — Ce beau projet, qui fait honneur au génie de Dumouriez, dépendait d'un hasard ou d'une faute des ennemis : l'occupation des passages. Les défilés dont il s'agissait de s'emparer pour arrêter la marche de l'ennemi sont au nombre de cinq. Le premier, le plus facile, le plus ouvert, est celui qu'on appelle le *Chêne-Populeux*, traversé par un chemin qui va de Sedan à Rhetel. Le second, à deux lieues sud du premier, se nomme la *Croix-aux-Bois;* il communique de Briquenai à Vouzières par un chemin de charrettes. Le troisième, à une lieue et demie plus au sud encore, est celui de *Grandpré*, où passe la route de Nancy à Reims. Le quatrième, à deux lieues et demie de ce dernier, traverse le chemin de Varennes à Sainte-Menehould. Enfin le cinquième, qu'on nomme les *Islettes*, forme un long défilé qui suit la route de Verdun à Paris.

C'étaient ces défilés qu'il fallait occuper; mais l'exécution de ce projet n'était pas facile. Il y avait douze lieues à faire pour se rendre de Sedan à Grandpré, et il fallait passer devant Stenay, où était Clairfayt, avec un corps de 20,000 hommes, et qui pouvait pénétrer le projet des généraux français. Dumouriez feignit une démonstration sur Stenay. Clairfayt se retira aussitôt à une marche en arrière, et permit au général français de s'établir à Grandpré. Ce premier succès était immense; Dumouriez était maître des défilés de l'Argonne. Mais ce n'était que la moitié de l'œuvre, il fallait rendre les passages inexpugnables.

Les troupes françaises étaient, le 5 septembre, ainsi distribuées dans l'Argonne : les généraux Dillon et Galbaud, avec une très-forte avant-garde en avant de Sainte-Menehould, fermaient les deux chemins de Clermont et de Varennes par un camp placé aux Islettes, avec un détachement à la Chalade et un autre à Passavant. Le total des troupes sous leurs ordres était de 7,000 hommes.

Le camp de Grandpré renfermait 20,000 hommes. Il couvrait les chemins de Reims et de la Croix-aux-Bois. Dumouriez, afin de mieux assurer la défense de ce dernier passage, y avait envoyé un régiment de dragons et deux bataillons, en donnant au colonel chef du détachement les instructions les plus précises pour se fortifier convenablement. Cet officier devait surtout couper le chemin, depuis Briquenai et Bout-aux-Bois jusqu'à la tête de ses retranchements. Ces instructions ne furent point suivies. Le général, plein de confiance en celui à qui il les avait données, négligea de s'assurer de leur exécution, et cette négligence fut une faute grave qui faillit entraîner la ruine de l'armée, tant à la guerre les petites causes peuvent souvent produire de



Paris, Typ. Chaumont.

Légion de Mirabeau.

Chasseur. (Armée de Condé.)

1792.

PL. 17.

grands résultats. Enfin, le général Dubouquet était chargé de la garde du débouché du Chêne-Populeux.

Ayant ainsi établi sa défense et donné des ordres pour la concentration des troupes sur ce point, dont Châlons était le dépôt général, Dumouriez écrivit au pouvoir exécutif : *J'ai occupé l'Argonne : Grandpré et les Islettes sont nos Thermopyles ; mais je serai plus heureux que Léonidas.*

Il mandait en même temps qu'on détachât quelques régiments de l'armée du Rhin, qu'on les joignît à l'armée du centre, commandée par Kellermann, et qu'on prescrivît à ce général de côtoyer les Prussiens par leur gauche, c'est-à-dire par Ligny et Bar-le-Duc, pendant que lui, de son côté, surveillerait leur marche. — Dumouriez, par sa position, devenait ainsi maître de tous les mouvements de nos armées et leur servait de point de jonction.

Au 10 septembre, les Prussiens commencèrent leurs opérations, et, après avoir reconnu les postes français, escarmouchèrent sur le front des retranchements ; ils furent repoussés. — Malheureusement, au milieu de ses occupations incessantes, Dumouriez commit la faute de ne pas reconnaître par lui-même tous les postes, notamment celui de la Croix-aux-Bois, qui, ainsi que nous l'avons dit, avait été jugé d'une importance secondaire. Le duc de Brunswick en fut informé ; il le fit attaquer par un corps d'Autrichiens et d'émigrés sous les ordres du prince de Ligne, qui s'en empara, presque sans résistance, le 13 au matin. — Le général Chazot, homme de résolution et d'audace, eut ordre de reprendre cette position. Il y parvint après un sanglant combat où fut tué le prince de Ligne; mais à son tour il fut chassé de ce poste et forcé de se replier sur Vouziers. Le général Dubouquet, en apprenant cet événement, abandonna le passage du *Chêne-Populeux*, et se retira sur Châlons.

Ainsi le fruit de cette heureuse combinaison était perdu ; le seul obstacle qu'on pût opposer à l'invasion, la forêt de l'Argonne, était franchi, et la route de Paris ouverte.

L'armée française était dans une position désespérée. Par la séparation des corps de Chazot et de Dubouquet, elle était réduite à 16,000 hommes. Dumouriez avait devant lui 40,000 Prussiens, commandés par le prince de Brunswick, et derrière 25,000 coalisés, sous les ordres de Clairfayt. Ce dernier général pouvait même, en rabattant par sa gauche sur Olizi, Thermes et Beauregard, couper le passage de l'Aire et de l'Aisne à Sénucques. Dumouriez se serait trouvé alors entre les rivières et les forêts de l'Argonne, sans vivres, presque sans munitions et investi de tous côtés.

Dans cette situation désespérée le général ne perdit pas un instant son sang-froid, et par une conception non moins belle que celle de l'occupation des défilés de l'Argonne, il se porta à Sainte-Menehould pour y attendre la jonction des deux généraux Chazot et Dubouquet, détachés du corps de bataille, celle de Beurnonville, mandé de Flandre pour être le 13 à Rhétel, celle aussi de Kellermann, qui depuis plus de dix jours était en marche. Dumouriez, par ce plan nouveau et hardi, évitait une retraite vers l'intérieur, si

difficile avec si peu de monde, en présence d'une armée si puissante, et dont l'effet moral eût été désastreux.

La lenteur de la marche des Prussiens favorisa les projets du général français. Chose incroyable, le duc de Brunswick n'avait pas songé à déborder l'armée française par la Croix-aux-Bois, et le prince de Hohenlohe fit demander une entrevue à Dumouriez. Celui-ci s'y fit représenter par le général Duval. Le prince témoigna beaucoup de surprise de voir tant d'ordre dans nos postes et un si grand nombre d'officiers décorés. On lui avait dit que l'armée était commandée par des tailleurs et des cordonniers, et il voyait beaucoup de vieux militaires. Le temps des officiers généraux sortis des rangs du peuple n'était pas encore arrivé; mais il n'était pas loin, et les ennemis n'eurent pas davantage à s'en féliciter.

Dumouriez venait à peine d'échapper à cette position que la division du général Chazot en se laissant épouvanter par un corps de hussards prussiens, qui venait d'arriver à Vaux, faillit compromettre encore son plan de bataille. 10,000 hommes avaient fui devant 1,200 cavaliers. Le général en chef eut bien de la peine à rallier les fuyards; il fit bivouaquer l'armée au camp de Dammartin. Il était depuis 20 heures à cheval, et allait mettre pied à terre quand le cri funeste de *sauve qui peut, nous sommes trahis*, retentit tout à coup et porta encore le désordre dans les rangs des troupes; en peu de temps il fut au comble, l'inexpérience des jeunes soldats et la crainte de la trahison qui remplissait alors les esprits rendaient les terreurs paniques très-fréquentes. On disait que le général en chef venait de passer à l'ennemi. L'artillerie avait attelé et voulait fuir, toutes les troupes étaient confondues. Dumouriez fit allumer de grands feux, ramena quelques fuyards à coups de plat de sabre et ordonna qu'on restât sur place toute la nuit. On passa ainsi plusieurs heures dans la boue et dans l'obscurité. Le lendemain tout était apaisé : cependant quelques soldats, fuyant à travers les campagnes allèrent répandre à Paris, et dans toute la France, le bruit que l'armée du Nord, le dernier espoir de la patrie, était perdue et livrée à l'ennemi. La consternation fut au comble. Dumouriez, pour rassurer l'assemblée nationale, lui écrivit *qu'il répondait de tout*. Mais ces bruits de fuite avaient failli le compromettre sérieusement, car ils avaient retardé la marche de Beurnonville et de Kellermann.

Le 17, l'armée française occupait le camp de Sainte-Menehould; sa droite appuyée à l'Aisne presque vis-à-vis la Neuville-au-Pont; la ligne s'étendait sur les hauteurs, en avant des villages de Maufricourt, Breaux-Sainte-Cohière, Valence et Dampierre; la gauche appuyée près de l'Auve, aux étangs qui couvrent les abords de cette rivière et de l'Aisne. Dans cette position avantageuse il pouvait attendre la jonction des corps de troupes qui étaient en marche. Deux mouvements cependant s'opéraient très-lentement autour de lui, celui du duc de Brunswick et celui de Kellermann. La lenteur du premier, qui avait si bien servi les projets de Dumouriez depuis le commencement de la campagne, continuait à lui être utile; mais celle de Kellermann le compromettait singulièrement. Ce général, dont le nom allait recevoir une illustra-

tion si grande par la *rencontre de Valmy*, agissait avec une irrésolution qui paralysait toutes les manœuvres de Dumouriez. Kellermann, capacité militaire de deuxième ordre, général brave, heureux plus qu'habile, devait être une preuve de plus de ce que peuvent les hasards de la guerre pour la fortune de quelques hommes. La bataille de Valmy, dont on lui a fait tant d'honneur, n'est après tout qu'une insignifiante canonnade, dont on n'eût pas parlé quelques années plus tard, et qui dans cette circonstance devint un immense événement par la retraite des Prussiens. Ce général, disons-nous, après de longues hésitations, put parvenir enfin à opérer sa jonction avec l'armée de Dumouriez; c'était le 19 septembre. Il prit position à la gauche de Breaux-Sainte-Cohière; mais ne jugeant pas le poste convenable, il passa l'Auve dans la nuit, se porta sur Valmy et négligea les hauteurs de Gizaucourt qui formaient la gauche du camp de Sainte-Menehould et dominaient celles de la Lune sur lesquelles arrivaient les Prussiens.

On ne sait trop ce qui se passa au sujet de ce changement de champ de bataille. Quoi qu'il en soit, Kellermann y établit son armée et fit tendre ses tentes.

L'armée prussienne, après l'abandon du camp de Grandpré par Dumouriez, s'était avancée en Champagne, le 19 elle bivouaquait à Sommetourbe sur le prolongement des montagnes de la Lune. Le roi Fréderic-Guillaume, ayant appris les manœuvres des deux corps de l'armée française, s'imagina que les généraux, sentant le danger de leur position, avaient résolu d'en sortir et de gagner Châlons. Les Prussiens étaient joyeux, dit-on, de trouver réunis les deux corps d'armées, afin de pouvoir les enlever d'un seul coup. Leur but était de se rendre maîtres de la route de Châlons, de se porter à Vitry, de forcer Dillon aux Islettes, d'entourer ainsi Sainte-Menehould de toute part et d'obliger les deux généraux Kellermann et Dumouriez à déposer les armes.

Le 20 à 6 heures du matin l'avant-garde prussienne marcha par sa droite sur Sommetourbe; le brouillard était fort épais. A Hans, sur la route de Châlons elle rencontra l'avant-garde de Kellermann, commandée par le général Desprez-Crassier, qui se replia après une légère escarmouche; mais Kellermann renforça son arrière-garde et la fit soutenir par les carabiniers du général Valence. Celui-ci, pour faire croire à l'ennemi que le plateau de Gizaucourt était fortement occupé, se déploya sur une seule ligne en avant de ce village. En ce moment le brouillard était tombé, les Prussiens purent apercevoir les troupes rangées en bataille, et cette manœuvre leur imposa: ils n'osèrent tourner la gauche de Kellermann comme ils auraient pu le faire.

Dumouriez, de son côté, sentant l'importance qu'il y avait à faire occuper la position de Gizaucourt, y fit marcher aussitôt le général Chazot avec 9 bataillons et 8 escadrons. Mais ce renfort arriva après coup.

Kellermann, pendant ce temps, se formait sur les hauteurs, sa droite au village de Valmy, sa gauche se prolongeant vers l'Auve. Stengel fut détaché du côté de l'Hyron pour couvrir la droite, et Beurnonville pour le soutenir se

plaça en arrière avec 16 bataillons formés en colonnes. Leveneur, avec 12 bataillons et 16 escadrons se dirigeait par Previeux-sur-Virgirey, pour tourner lui-même la gauche de l'ennemi.

L'armée prussienne, qui avait suivi le mouvement de ses avant-gardes, s'avançait en prolongeant sa droite pour gagner la route de Châlons à Sainte-Menehould. A 10 heures le brouillard tomba entièrement, et les guerriers de Frédéric-Guillaume purent apercevoir la position des Français. Ils étaient sous les armes et rangés sur deux lignes, leur cavalerie postée en arrière de Gizaucourt et le gros de leurs bataillons à Valmy, que Kellermann avait garni d'une nombreuse artillerie. Un grand silence régnait dans le camp français.

« Nos jeunes soldats, dit M. Thiers, voyaient les Prussiens s'avancer avec l'assurance des vieilles troupes aguerries; c'était pour la première fois qu'ils se trouvaient au nombre de 100,000 hommes sur un champ de bataille, et qu'ils allaient croiser la baïonnette; ils ne connaissaient encore ni eux ni les ennemis, et ils se regardaient avec inquiétude. Kellermann entre dans les retranchements, dispose ses troupes par colonnes d'un bataillon de front et leur ordonne, lorsque les Prussiens seront à une certaine distance, de ne pas les attendre et de courir au devant d'eux à la baïonnette. Puis il éleva la voix et cria : *vive la nation.* On pouvait être brave ou lâche, le cri de *vive la nation* ne fait que des braves, et nos jeunes soldats, entraînés, marchèrent répétant le cri de : vive la nation. »

Les Prussiens, qui s'avançaient sur deux lignes, se formèrent aussitôt en trois colonnes d'attaque par échelons. Des batteries de 6 appuyaient chaque colonne. Ils manœuvraient pour s'emparer des hauteurs de Gizaucourt et de la Lune. La canonnade s'engagea avec vivacité. Deux obus, ayant fait éclater des caissons près des postes de Valmy, causèrent un grand désordre dans l'armée française, un mouvement rétrograde de la première ligne augmenta encore ce désordre; les conducteurs de charrois, qui étaient alors des paysans mis en réquisition, ajoutèrent à la confusion en s'enfuyant avec leurs caissons, et cela fut cause que le feu se ralentit faute de munitions. Le moment était critique. Il était alors onze heures : Kellermann se multiplie, il ordonne au général d'Aboville, qui commande la réserve d'artillerie à cheval, de se placer près du moulin. Ses feux permirent à la première ligne de reprendre sa position. C'est alors que le duc de Brunswick, qui avait suivi l'effet de ses batteries dans les rangs français, voyant que l'ordre s'y rétablissait, résolut de tenter une nouvelle attaque plus énergique : il dirigea ses colonnes vers les hauteurs de Valmy, elles s'avancèrent avec l'aplomb qui caractérise les troupes manœuvrières. C'est dans cet instant que Kellermann fit aux soldats cette courte harangue : « *Camarades, le moment de la victoire est arrivé, laissons avancer l'ennemi sans tirer un seul coup, et chargeons-le à la baïonnette.* » Et mettant son chapeau au haut de son épée, il l'agita en criant : *Vive la nation.* Ce cri fut aussitôt répété d'un bout de la ligne à l'autre, et ranima l'enthousiasme des troupes. Les Prussiens s'arrêtent et hésitent; Brunswick, qui n'ordonnait la bataille qu'à regret, craignant que l'issue ne fût dou-

teuse, se rendit auprès du roi et l'engagea à faire cesser le combat. Il fit retirer ses colonnes d'attaque et finit par ordonner la rentrée au camp.

Telle fut la célèbre journée du 20 septembre. Cette affaire, insignifiante en elle-même, dit Jomini, puisque la perte des deux côtés ne s'élevait pas à 800 hommes, amena néanmoins dans l'état moral des deux armées un changement notable : elle releva la confiance des Français en même temps qu'elle détruisait celle de leurs adversaires. Dans la situation où les Français se trouvaient, n'être point *battu, c'était remporter une grande victoire.* Les généraux prussiens sentirent la faute irréparable qu'ils avaient commise en négligeant d'attaquer au moment où les troupes désorganisées ou découragées n'auraient opposé qu'une faible résistance : la retraite des Prussiens fut présentée à l'armée comme une défaite. Dumouriez en profita pour exciter le courage des soldats, et dès lors toutes les chances tournèrent en sa faveur.

La conduite du général prussien a été diversement expliquée, et elle est étrange en effet. L'on se demande avec étonnement pourquoi ce général, homme instruit et capable, à la tête d'une armée de 76,000 hommes d'excellentes troupes, procède avec une lenteur si méthodique et avec tant d'incurie? Comment expliquer le siége de Luxembourg, entrepris sans grosse artillerie? Il n'est pas un officier d'armée qui n'eût pensé à s'emparer des défilés de l'Argonne. Et M. de Brunswick n'y songea que lorsque ces défilés furent occupés. On se demande encore, avec plus d'étonnement, pourquoi ce même général n'enleva pas le camp de Grandpré, où se trouvaient 20,000 hommes désorganisés? comment il laissa à loisir Kellermann et Beurnonville opérer leur jonction avec Dumouriez. Et puis pourquoi cette hésitation à Valmy? Napoléon a hautement censuré la conduite du général prussien, au point de vue militaire; mais peut-être ne fallait-il en chercher la cause que dans les secrets de la diplomatie. S'il faut en croire quelques historiens, le roi de Prusse, poussé à cette guerre d'invasion presque malgré lui et contre ses intérêts, aurait entretenu des relations diplomatiques avec le gouvernement nouveau depuis le premier jour où il aurait mis le pied en France, et n'aurait consenti à avancer dans le cœur du royaume, que pour garder les convenances envers ses alliés et ses auxiliaires.

Ce qui est certain, c'est qu'après Valmy les négociations, s'il y en eut, de secrètes qu'elles étaient, devinrent publiques, et que l'armée prussienne, après avoir occupé pendant quelque temps encore le camp de la Lune, se retira lentement par journée d'étapes et sans être poursuivie, car Dumouriez avait quitté son armée pour venir à Paris, et Kellermann agit, ou avait ordre d'agir mollement. On a aussi attribué cette retraite aux fièvres et aux dyssenteries qui auraient décimé rapidement l'armée prussienne et à la mauvaise saison. Ces faits avancés au hasard et comme la seule explication plausible de cette retraite, sont aujourd'hui reconnus inexacts. Le registre des hôpitaux de Berlin constate que sur un effectif de 56,000 hommes, il y eut une moyenne de 1,000 à 1,400 malades, ce qui est l'état normal d'une armée en campagne dans les pays les plus sains, et des relevés météorologiques incontestables,

constatent que du 29 août au 21 septembre, période pendant laquelle s'accomplirent ces événements, il ne plut que trois jours sur vingt-deux, et que ce furent des pluies d'orages, chaudes et rapides. Et cependant comment croire qu'un homme comme Fréderic-Guillaume se serait laissé acheter à prix d'or? Comment supposer que Brunswick se fût laissé volontairement couvrir de ridicule et de honte, sans se justifier si un traité eût en effet été conclu; et enfin on ne voit pas pourquoi Dumouriez n'eût pas expliqué, aux yeux des militaires, quelle avait été la cause de sa conduite au moment de la retraite des Prussiens.

Quoi qu'il en soit de ce mystère historique, l'armée prussienne avait évacué la France, et l'effet de leur départ avait été décisif pour l'armée française. Ces hommes qu'on représentait comme un ramas de *savetiers* et de *tailleurs* avaient résisté aux soldats du grand Frédéric. Ces officiers qu'on disait si ridicules et si mal instruits, s'étaient montrés pleins de courage et d'expérience; on aurait eu peine à reconnaître en eux des sous-officiers de la veille, tant leur tenue était belle et imposante, tant ils avaient déployé de constance et d'habileté devant un ennemi supérieur en nombre. Dumouriez, malgré de grandes fautes de détail, avait montré des talents supérieurs dans cette campagne. Il avait semé partout, sur son passage, les éclairs de son génie, et sauvé la France de l'invasion.

Pendant que les Prussiens pénétraient dans la Champagne, les Autrichiens, conduits par le duc de Saxe-Teschen, opéraient dans les Pays-Bas, et mettaient le siége devant Lille. C'est une belle page d'histoire que celle de l'héroïsme de cette grande ville, sentinelle avancée des frontières du Nord, et qui résista si fièrement à l'invasion étrangère. La conduite des habitants de Lille contribua puissamment à relever aux yeux de l'Europe l'esprit de la révolution française et à donner la mesure de son énergie.

Placée à l'extrême frontière de la France et admirablement fortifiée par Vauban, cette ville renfermait alors une population de 60,000 habitants; mais la garnison se composait à peine de 6 à 7,000 hommes, c'est-à-dire la moitié du nombre nécessaire pour une défense dans toutes les règles; encore la plupart de ces troupes était-elle composées de volontaires, braves mais sans instruction et sans expérience, dont la plupart savaient à peine se servir de leurs armes. 1,200 cavaliers, en partie démontés, faisaient le service de la place, et 132 canonniers seulement étaient chargés de la direction de la nombreuse artillerie de remparts (1).

L'armée du duc Albert de Saxe-Teschen qui venait pour s'emparer de la ville n'était forte que de 25,000 hommes d'infanterie, de 8,000 chevaux, de 50 pièces et de 12 mortiers. Ces moyens étaient évidemment insuffisants;

(1) ***État des troupes qui composaient la garnison de Lille à l'époque du 5 septembre.***

VOLONTAIRES NATIONAUX DES DÉPARTEMENTS DE : la Manche, 522; — 1er de l'Oise, 457; — 3e de l'Oise, 457; — 4e de la Somme, 576. Total 2012.

INFANTERIE : 15e régiment et 1er bataillon, 666; — 24e régiment et 2e bataillon, 576; — 56e régiment et 2e bataillon, 645; — 90e régiment et 2e bataillon, 513. Total 2,400.

ARTILLERIE : 3e régiment, 132.

CAVALERIE : 6e régiment, 356; — 13e régiment, 450; — 1er escadron de hussards, 322. Total au 5 septembre, 5,672.

mais les ennemis, imbus alors de la fausse opinion qu'on leur avait donnée des troupes françaises, les croyaient incapables de résister; la reddition de Longwy et Verdun les avait d'ailleurs tellement enhardis que le duc Albert ne craignit pas d'entreprendre ce siége, que les plus grands capitaines avaient hésité à faire avec des armées formidables et un attirail de 80 mortiers et de 120 pièces de siége. Il aurait dû cependant se rappeler combien, à quatre-vingts ans d'intervalle, avait été glorieuse la défense de Lille par le duc de Boufflers, et si le général qui y commandait n'avait ni la réputation ni les talents du général de Louis XIV, ce n'était pas moins un capitaine actif, intelligent et un homme de cœur. En effet, le général Renault, commandant en chef de Lille, avait pris toutes les mesures convenables pour une défense sage et vigoureuse. Il eut besoin d'une fermeté extraordinaire, on pourrait dire héroïque, pour résister à toutes les demandes, à toutes les motions, à toutes les propositions extravagantes qui lui étaient faites à chaque instant par des habitants de toutes les classes et de toutes les professions : les uns, poussés par un zèle ignorant, les autres conduits peut-être par des motifs aussi éclairés que perfides; mais tous l'accusant de trahison lorsqu'il ne se prêtait pas à leurs projets funestes. Ce général s'appliqua surtout à conserver ses communications libres avec Béthune, Dunkerque et les autres places dont il pouvait tirer des secours et des vivres par la Lys et la Dyle, petites rivières que l'ennemi n'osa point passer.

L'investissement de Lille commença le 23 septembre, et la tranchée fut ouverte immédiatement. 5 batteries armées de 30 pièces ayant été achevées dans la nuit du 28 au 29, le duc envoya sommer la ville. Le général Renault et la municipalité répondirent à ses menaces avec fermeté et noblesse, et l'envoyé autrichien fut reconduit par le peuple aux cris de *vive la nation! vive la liberté!*

Le feu des batteries s'ouvrit immédiatement avec un horrible fracas contre la ville, et avant la fin du jour un grand nombre de maisons et d'édifices étaient devenus la proie des flammes. La population de Lille fut d'abord effrayée du terrible effet des batteries et des bombes ennemies. Le conseil de guerre prit aussitôt toutes les précautions que nécessitaient les circonstances. Les pompes de la ville étaient prêtes, des réservoirs d'eau furent disposés partout et des patrouilles parcoururent toutes les rues pour se porter sur les points dévorés par l'incendie. Malgré ces précautions, plus d'un courage s'ébranla quand on vit tomber sur la ville cette pluie de feu et de fer. Mais laissons la peinture de ce sombre tableau au savant général Marescot, un des défenseurs de Lille.

« Enfin, à trois heures, une décharge de vingt-quatre canons de gros calibre, de douze mortiers et de quelques obusiers, part des tranchées ennemies. Cette décharge est suivie de plusieurs autres qui se succèdent avec rapidité, et qui bientôt dégénèrent en un feu réglé, extrêmement vif, qui couvre la ville d'une grêle de bombes, d'obus et de boulets rouges. A ce signal, l'artillerie de la place redouble d'ardeur; et, mêlant son fracas à celui de l'ar-

tillerie autrichienne, on entendit, pendant le reste de la journée, un feu roulant de canons, de mortiers, de bombes, qui se prolongea pendant la nuit. Les habitants, effrayés, fuient de leurs maisons. Soudain les rues, les places publiques sont désertes. Bien plus efficacement que les patrouilles, les bombes et les boulets bondissants dispersent les groupes nombreux qu'une curiosité inquiète et la gravité des circonstances ont rassemblés çà et là, et parmi lesquels la malveillance et la faiblesse hasardaient déjà des propositions sinistres.

« Bientôt le feu se manifeste aux casernes de Fives, à l'église de Saint-Étienne et dans différents quartiers de la ville. Des secours prompts et abondants, tantôt efficaces, tantôt inutiles, conduits par les officiers municipaux et les chefs militaires, sont portés partout avec rapidité. La mort vole sur cette ville populeuse. Une terreur muette est peinte sur tous les visages, effet naturel d'un patriotisme décidé qui combat une frayeur passagère. La nuit vient encore ajouter à l'horreur de cette situation. Le quartier de Saint-Sauveur, plus immédiatement exposé aux coups, devient le foyer de l'incendie le plus violent. Une pluie extraordinaire de bombes et de boulets le rend inaccessible aux secours le plus intrépides. En vain deux magistrats et l'adjudant du génie Flayelle y pénètrent momentanément, ils n'y peuvent tenir que quelques instants, ils n'en sortent qu'à travers mille périls. Ne pouvant pas y éteindre les flammes, on se borne à mettre un terme à leur progrès, et à les empêcher de franchir les rues qu'on leur prescrit pour limites. Plusieurs familles, qui s'étaient réfugiées pêle-mêle dans des caves, se croyant en sûreté sous de faibles voûtes, y trouvèrent une mort cruelle, étouffées par le feu et la fumée, écrasées par les bombes ou par les débris de leurs maisons embrasées. »

Après ce premier mouvement de terreur qui fait encore mieux ressortir leur patriotisme, les habitants de Lille se montrèrent supérieurs à la crainte et à la fureur du duc Albert, et leur énergie s'éleva jusqu'à l'héroïsme. Ils organisèrent avec la plus grande activité les moyens de prévenir l'effet du bombardement. Pendant qu'une partie de la population servait sur les remparts, le reste veillait à l'intérieur. Les uns se plaçaient sur le point le plus élevé de chaque maison, les autres restaient jour et nuit sur le seuil des portes. On voyait venir les bombes; on reconnaissait les boulets rouges; on s'avertissait mutuellement, et les projectiles enflammés ou ardents étaient saisis à l'instant de leur chute avec des casseroles ou avec des pinces et jetés dans des chaudrons pleins d'eau. L'activité des secours était prodigieuse : un signal convenu avertissait les habitants du voisinage, et à l'instant vingt ou trente personnes se précipitaient sur le globe incendiaire. Femmes, enfants, vieillards, tous faisaient ce pénible et dangereux service. Bientôt les habitants furent tellement familiarisés avec les dangers du siége, que la témérité succéda à la terreur, et qu'ils virent avec une héroïque insouciance dévaster leur belle et opulente cité.

Le bombardement dura, sans interruption, du 29 septembre au 5 octobre,

c'est-à-dire plus de cent quarante-trois heures : plus de 30,000 boulets rougis et de 6,000 bombes furent jetés dans la ville. Cette pluie de fer et de feu avait dévoré deux cents maisons et laissé sur tous les points d'effrayantes traces de son passage. Le 3 octobre, le feu, qui s'était ralenti pendant la journée, redoubla vers le soir d'intensité. Le bruit se répandit dans Lille que l'archiduchesse Christine venait d'arriver dans le camp des Autrichiens et avait voulu assister elle-même à cet horrible spectacle. Cependant le bombardement de Lille touchait à sa fin; les ennemis avaient épuisé toutes leurs munitions, et des troupes de volontaires accouraient de tous côtés au secours de la ville. Ainsi Béthune, Saint-Omer et Dunkerque lui envoyaient des pompes, des vivres et des munitions en abondance; un renfort de dix bataillons, sous les ordres du général Lamarlière, était entré dans ses murs, et la Convention avait voté un secours de deux millions pour la ville. Le 5, le feu des Autrichiens se ralentit; les artilleurs ennemis, ayant épuisé leurs projectiles, chargèrent leurs pièces avec des barres de fer, des chaînes et des pierres. Mais ce qui détermina surtout la retraite du duc Albert fut la nouvelle de la retraite des Prussiens, et les mouvements que les généraux Labourdonnaye arrivant de Soissons, Beurnonville revenant de Champagne, faisaient pour l'obliger de s'éloigner rapidement de nos frontières.

Le noble dévouement des Lillois eut en France un immense retentissement; on lisait avec enthousiasme les moindres détails du siége; on pleurait d'admiration au récit de la conduite des troupes et de la population, et la nation française eut alors, pour la première fois, le sentiment de sa force et de sa grandeur. La résistance de Lille fut un gage de la conduite des autres places de guerre si la France était encore envahie!

Bas-Rhin. — Vers le même temps, le général Custine tentait dans le Palatinat de brillantes et audacieuses entreprises. Détaché du corps de Biron, dont l'armée, de quarante-cinq mille hommes, était disséminée le long du Rhin pour préserver les frontières contre les corps des princes d'Esterhazy et de Condé, Custine commandait un corps de dix-sept mille hommes sous les murs de Landau, à quelque distance de Spire. Les alliés, dans leur précipitation à se jeter sur la France, n'avaient que faiblement protégé leurs derrières. De petits détachements couvraient Spire, Worms et Mayence; la position de Custine était excellente pour l'offensive : il pouvait par un coup de main enlever ces trois villes, et il le tenta. C'était une admirable entreprise que cette campagne au delà du Rhin, dont Custine s'attribue la pensée, mais dont quelques auteurs ne lui laissent que l'honneur de l'exécution.

Custine, comme tous les généraux qui commandèrent les premières armées de la révolution, était de bonne noblesse; il était brave, hardi, entreprenant et avide de gloire. Capitaine à 15 ans dans les dragons de Schomberg, il avait pris part à la guerre de Sept-Ans, et avait fait, comme colonel, celle d'Amérique. Il était doué d'une grande énergie de caractère, d'une intrépidité incontestable. Avant la révolution, il avait été un des prosélytes de la disci-

pline brutale du comte de Saint-Germain; mais il était adoré du soldat, malgré son caractère dur et hautain. Ce général fut une des premières victimes jetées à l'échafaud par ces rudes inquisiteurs de la Convention, qu'on nommait les représentants du peuple, et qui vinrent organiser à l'armée la terreur qui sévissait dans l'intérieur de la nation. « Sa manière de haranguer, dit le général Gouvion-Saint-Cyr, qui avait servi sous ses ordres à l'armée du Rhin; sa tournure militaire, quoique un peu grotesque en raison des énormes moustaches qu'il portait, ne contribuaient pas peu à exciter l'enthousiasme du soldat pour sa propre personne. Je n'ai point vu de guerriers qui fussent aussi aimés. Il était brave, actif; un jour d'affaire, on le voyait partout. C'était aussi le général qui faisait les plus grands efforts pour établir parmi ses troupes une bonne discipline; et sous ce rapport, l'armée du Rhin s'est ressentie longtemps de l'avoir eu pour chef. »

Custine était l'homme qu'il fallait pour une pareille entreprise : il l'exécuta résolûment. Spire fut enlevé sans résistance le 30 septembre. Enhardi par le succès, il pénétra dans Worms sans rencontrer plus de difficultés, et obligea une garnison de deux mille sept cents hommes à mettre bas les armes; il prit ensuite Franckenthal, et songea à s'emparer de Mayence. C'était une entreprise insensée que de vouloir faire le siége d'une ville telle que Mayence avec dix-sept mille hommes; mais les idées démocratiques de la France avaient trouvé de puissants échos en Allemagne; Custine s'était créé des intelligences dans la ville, et voulait l'enlever par un coup de main, lorsqu'elle lui ouvrit ses portes le 21 octobre. On n'avait pas tiré une seule volée de canon.

Ce succès inespéré causa en France une ivresse indicible. Mayence, le boulevard de l'Allemagne, la vieille et forte cité de la confédération, voyait flotter dans ses murs le drapeau tricolore. Il n'y avait rien d'impossible désormais pour la France; *marcher en avant* fut le cri général. En effet, en ce moment, les trois armées de Dumouriez, de Kellermann et de Custine étaient, par la plus heureuse rencontre, placées de manière à détruire les ennemis et à conquérir, par une seule marche, toute la ligne du Rhin jusqu'à la mer. Si Dumouriez eût poursuivi les Prussiens dans leur retraite avec son corps d'armée et celui de Kellermann, c'est-à-dire, avec quatre-vingt mille hommes environ; si en même temps Custine, maître de Mayence et descendant le Rhin jusqu'à Coblentz, se fût jeté sur leurs derrières, on les aurait accablés infailliblement. Puis, suivant le cours du Rhin jusqu'en Hollande, on prenait à revers le duc Albert, on l'obligeait à déposer les armes, on s'emparait de toutes les villes situées sur le Rhin, et la campagne était terminée en un mois. Mais aucun de ces trois généraux ne pensa à mettre à profit cette heureuse position : Dumouriez ne songeait qu'à son expédition de Belgique; il était d'ailleurs retenu par ses engagements avec Brunswick; il laissa donc le général Kellermann poursuivre, ou plutôt feindre de poursuivre les Prussiens; car ce général n'était pas homme à prendre sur lui une résolution aussi hardie : il se borna à établir ses troupes autour de Metz. Custine, de son côté, fier de ses

premiers succès, et rêvant de plus audacieuses entreprises, ne voulut point se joindre à Kellermann ; il fit plusieurs excursions en Allemagne, pénétra jusqu'à Francfort, y leva de fortes contributions de guerre, et pendant qu'il publiait en France de pompeux bulletins, son armée avait peine à effectuer sa retraite vers le Rhin. Ainsi fut perdue cette belle occasion d'écraser les ennemis.

Pendant que ces événements militaires se passaient au nord de nos frontières et sur le Rhin, Montesquiou, avec l'armée dite du Midi (1), par une marche habile et énergiquement dirigée, pénétrait dans la Savoie, s'emparait de Chambéry, et faisait occuper le comté de Nice par le général Anselme.

Ainsi, en octobre 1792, l'état de nos armées était on ne peut plus prospère. Nos troupes, au nord, étaient sur les frontières de Belgique qu'elles allaient envahir; Kellermann campait en Lorraine; Biron tenait la ligne du Rhin; Custine, avec ses imprudentes entreprises, était au cœur de l'Allemagne qu'il effrayait, et Montesquiou occupait la Savoie et le comté de Nice, et menaçait les républiques helvétiques.

Campagne de Belgique. — Dumouriez voyait enfin se réaliser le projet qu'avait caressé si longtemps son ardente imagination, et qui avait obtenu en France l'assentiment général, l'invasion de la Belgique; car en même temps qu'on allait venger sur les Autrichiens le bombardement de Lille, on allait ajouter à la France cette frontière que Louis XIV avait si constamment ambitionnée. Dumouriez vint prendre le commandement de son armée le 24 octobre, à Valenciennes. Elle s'élevait à environ quatre-vingt-dix millle hommes (2), divisés en quatre corps. Le premier, sous les ordres du général Labourdonnaye, était fort de dix-huit mille hommes; il formait la gauche de l'armée. Le second, commandé par le général Valence, était d'une force à peu près égale, et formait la droite. Le troisième corps, ou du centre, était placé sous les ordres directs de Dumouriez; il s'élevait à quarante mille hommes. Enfin, le corps de réserve, fort de douze mille hommes, était commandé par le général d'Harville.

(1) Armée du Midi, formée les 13, 18 et 25 avril 1792. — Montesquiou, général en chef au Saint-Esprit. — Divisée le 1er octobre 1792 en deux armées : Alpes et Pyrénées. — Cette armée comprend les troupes stationnées dans les 7e, 8e, 9e, 10e, 11e et 19e divisions militaires.

Situation au 27 mai 1792.

Camp sur le Var. — 28e, 11e, 91e régiments d'infanterie; — 1er bataillon des Bouches-du-Rhône : — 1er, 2e et 3e bataillons du Var ; — 4e bataillon de la Drôme; — 1er bataillon des Basses-Alpes ; — 3e bataillon de Rhône-et-Loire ; — 2e bataillon de l'Isère; — 3 compagnies du 4e régiment d'artillerie; — 3 compagnies du 18e régiment de dragons.

Camp de Barrault. — 23e, 40e, 75e, 101e régiments d'infanterie;—2e et 11e bataillons d'infanterie légère ; — 1er, 3e et 5e bataillons de l'Isère ; — 1er bataillon du Gard : — 2e bataillon des Basses-Alpes ; — 2 escadrons du 4e régiment de hussards.

Camp de Lyon. — 35e, 59e, 27e, 67e, 79e, 10e, 78e, 93e régiments d'infanterie ; — 3e, 4e et 8e bataillons d'infanterie légère ; — 1er, 2e et 3e bataillons de la Drôme; — 1er et 2e bataillons des Hautes-Alpes; — 8e et 9e régiments de dragons.

(2) Voir le tableau de cette armée.

Le plan de Dumouriez était d'attaquer l'ennemi de front, de l'attaquer sur tous les points où il ferait de la résistance, et de relever l'éclat des armes de la nation française par une grande victoire. Il aurait pu, par une savante manœuvre, suivre la Meuse, empêcher la jonction de Clairfayt avec le duc Albert, et prendre celui-ci à revers; mais Dumouriez cherchait surtout l'occasion d'une bataille rangée. Cette idée ne manquait pas de profondeur : depuis la guerre de Sept-Ans, on disait en Europe que les troupes françaises, excellentes pour un coup de main, n'étaient pas propres à soutenir une action importante; il tenait à effacer glorieusement ce préjugé. Et puis une grande victoire allait réhabiliter aux yeux des peuples cette révolution française, dont les excès commençaient à effrayer le monde, et augmenter sa propre influence. Quoi qu'il en soit, Dumouriez prit les dispositions suivantes : Labourdonnaye reçut l'ordre de se porter sur Tournay, couvert par le général autrichien Latour, et d'obliger ainsi l'ennemi à étendre sa ligne de défense. Le général Valence devait marcher de Givet sur Namur et sur Liége, pendant que lui, Dumouriez, marcherait directement sur Bruxelles par Mons, où l'ennemi avait concentré ses forces; enfin d'Harville, avec la réserve, devait se mouvoir entre la grande armée et Valence, pour tourner l'ennemi.

La Belgique se trouvait ainsi littéralement enfermée dans un cercle dont le général en chef formait le centre. Tel fut l'ensemble du plan qui subit quelques changements dans les détails par suite d'événements ultérieurs.

Du côté des ennemis, l'extrême droite, de 8,000 hommes, occupait le camp de la Trinité, près de Tournay, sous les ordres du général Latour. 20,000 hommes étaient retranchés sous Mons aux ordres du duc Albert. Une division masquait Condé et communiquait avec un corps placé à Bury. D'autres corps, moins nombreux, occupaient le confluent de la Lys et de la Marpe, et les villes de Turcoing, de Lannoy et de Roubaix. Le duc Albert campait avec 15,000 hommes en avant de Mons. Le général Beaulieu commandait la gauche sur les hauteurs de Berthoymont; Clairfayt la droite sur celles de Jemmapes et de Cuesme. Ces positions, choisies depuis longtemps pour servir de champ de bataille, avaient été retranchées avec un soin particulier. 14 redoutes, armées de 36 pièces, en couvraient les points accessibles. Indépendamment de cette artillerie, 18 bouches à feu de gros calibre formaient la réserve, et les pièces des régiments étaient distribuées sur le front. Les villages de Jemmapes et de Cuesme et le taillis de Flesser couvraient le centre; le taillis et les villages barricadés étaient occupés par quelques compagnies de chasseurs tyroliens. Quaraignon à l'extrême droite, comme Sply à la gauche, étaient défendus chacun par un bataillon. La position, comme on le voit en suivant les opérations sur la carte, était trop étendue pour si peu de forces, et le point décisif à la gauche se trouvait en même temps le plus faible. D'ailleurs les rives marécageuses de la Hayne, qui coule derrière la position, ne laissaient en cas d'échec d'autre issue que la ville de Mons, et le moindre pas rétrograde de la gauche eût mis Clairfayt dans l'impossibilité d'en regagner les portes.

Maintenant empruntons quelques détails sur cette journée célèbre, à l'ouvrage si remarquable de M. de Lamartine (1).

« Le champ de bataille qu'ils (les Autrichiens) avaient ainsi bastionné de mamelons, palissadé de forêts, enceint de marais, de canaux et de rivières, comme une immense place forte, est une chaîne de collines à peine ondoyée de quelques inflexions aux points où elles se rattachent entre elles et qui s'étend à une demi-lieue en avant de Mons. Cette ligne de hauteurs est couverte au sommet d'une forêt. Le village de Jemmapes, étagé sur les derniers gradins de cette colline, en termine l'extrémité à droite ; à gauche, elle vient incliner et s'affaisser au village de Cuesme. L'espace compris entre ces deux villages, dont les Autrichiens avaient fait deux citadelles, forme par la disposition naturelle du terrain deux ou trois angles rentrants où des batteries avaient été placées pour foudroyer de feux croisés les colonnes qui tenteraient de gravir la hauteur.

« En avant s'étend, comme le bassin d'un lac écoulé, une plaine profonde, étroite, et dont les terres basses forment des détroits et des anses entre les mamelons brisés qui la bordent. Derrière, et surtout du côté de Jemmapes, la colline qui portait le camp et les redoutes de l'armée autrichienne plonge dans un marais entrecoupé de canaux de desséchement, de flaques d'eau croupissante, de sol aqueux et tremblant sous les pieds et de joncs formant des haies élevées sur les rebords des fossés qui en rendent l'accès inabordable à la cavalerie et à l'artillerie. Couverte en arrière par ce marais et par la ville de Mons, flanquée à son aile droite par le village de Jemmapes, à son aile gauche par le village de Cuesme qui touche aux faubourgs de cette grande ville fermée, l'armée autrichiene, ayant devant elle, sous ses pieds, ses batteries et ses redoutes armées de cent vingt pièces de canon, et ses avant-postes fortifiés sur les dernières ondulations, qui s'avançaient dans la plaine, n'avait donc rien à craindre sur sa ligne de retraite et sur ses flancs et n'avait qu'à combattre en face d'elle les Français s'avançant à découvert sous ses feux et dans un bassin qu'elle enveloppait de toutes parts. Le coup d'œil des deux généraux autrichiens avait suppléé au nombre par l'assiette formidable de leur

(1) En empruntant à l'auteur des *Girondins* ces détails sur la bataille de Jemmapes, un des plus beaux fragments de ce livre, et qui pose si admirablement notre armée nationale, nous ferons observer à nos lecteurs qu'ils ne doivent pas accepter entièrement les enseignements historiques de l'écrivain. La journée de Jemmapes, ainsi que nous le dirons plus tard, fut plutôt un combat qu'une bataille, malgré toute l'importance que lui attribue M. de Lamartine. La description de l'armée et des uniformes, est un récit d'épopée. Notre célèbre artiste, M. Philippoteaux lui-même, n'a pas rendu avec plus de précision les détails des types de cette armée. Seulement, sous ce rapport, nous croyons que l'auteur s'est quelquefois égaré ; ainsi, les volontaires ne portaient point la *simple plume de coq* dont parle l'auteur ; les cannonniers n'avaient point l'uniforme dont il les pare ; et enfin les compagnies de sapeurs, pionniers et ouvriers n'étaient point armées de haches, puisque la hache n'a été portée en ligne par nos sapeurs d'infanterie qu'en 1806. Nous pourrions faire la même observation pour les uniformes étrangers ; mais, à part ces fautes imperceptibles, cette page est si belle, si éclatante, que nous n'avons pu résister au plaisir de la retranscrire.

armée. Le choix et la disposition du champ de bataille indiquaient à Dumouriez qu'il avait trouvé dans Clairfayt un général digne de se mesurer avec lui. Après avoir, le 3 et le 4 novembre, délogé les Autrichiens de quelques postes avancés qu'ils occupaient fortement très-avant sur sa route et dans la plaine, Dumouriez se déploya, le 5, sur une immense ligne convexe, partant à gauche du village de Quaraignon, qu'il n'avait pu emporter la veille, et à droite du hameau de Sply, au pied des hauteurs de Berthoymont et du mont Palisel, qui couvrent un faubourg de Mons. Il se plaça de sa personne au centre de cette ligne de bataille à une égale distance de ses deux ailes. D'Harville, qui formait l'extrémité de son aile droite, au pied du mont Palisel et presque sous les murs de Mons, avait ordre d'observer la bataille et de profiter du mouvement de retraite et de confusion qui s'opérerait sous l'assaut des masses françaises dans l'armée autrichienne, pour s'emparer de la route de Mons et lui fermer les portes de cette ville, où le duc de Saxe-Teschen et Clairfayt se ménageaient, sans doute, un refuge. Beurnonville, à qui Dumouriez confia une avant-garde égale à elle seule à un corps d'armée, était chargé avec l'élite des troupes d'engager la bataille en abordant et en emportant le village et le plateau fortifiés de Cuesme, gauche des Autrichiens. Cinq redoutes étageaient ce redoutable plateau.

« Toute la ligne ennemie entre Cuesme et Jemmapes était également comme murée par des redoutes superposées les unes aux autres et dont les feux se croisaient au besoin par des pans de forêts abattues, dont les troncs d'arbres, les branches entrecroisées rendaient l'abord impraticable à la cavalerie ou à l'artillerie, par des ravins que la pioche avait approfondis et fossoyés davantage et par des maisons crénelées, d'où les tirailleurs tyroliens, à la carabine infaillible, pouvaient viser lentement et à couvert, et décimer les rangs de nos colonnes d'attaque. Au centre seulement, le village et le bois de Flence, posés sur un plateau plus large et moins rapidement incliné, laissaient à la cavalerie française une gorge par laquelle elle pouvait s'élancer jusqu'au pied de la hauteur. Le chemin intercepté néanmoins par le village même de Flence, était en outre encombré d'avance par les escadrons d'élite de la cavalerie autrichienne. Le vieux général Ferrand, débris de Lawfelt et de la guerre de Sept-Ans, mais qui retrouvait sa jeunesse au bruit du canon, commandait l'aile gauche rejetée un peu en arrière de la ligne de bataille par le village de Quaraignon, qu'une forte colonne autrichienne occupait encore avec de l'artillerie en avant des hauteurs de Jemmapes.

« Enfin, le duc de Chartres (depuis roi des Français) commandait le centre sous la main du général en chef, le plus jeune des lieutenants de Dumouriez et le plus caressé de la faveur de ce général. On eût dit que son chef voulait lui ménager un rayon de gloire pour le désigner à la France et à une destinée que l'instinct politique de Dumouriez semblait entrevoir à travers la fumée de ses premiers camps.

« Le duc de Chartres ne devait s'ébranler pour donner le dernier assaut au centre inabordable de la position des ennemis que le dernier. Ferrand et

Bournonville devaient avant emporter une des deux extrémités plus accessibles de Jemmapes ou de Cuesme. L'une ou l'autre de ces positions était la seule porte par où l'armée française pût déboucher sur le plateau et aborder en flanc ou tourner l'armée autrichienne.

« Dumouriez faisait ses dispositions au milieu de son état-major, sur la carte plutôt que sur le coup d'œil des lieux. Les haies, les bouquets de bois, les grands arbres qui bordent les champs et les routes dans les grasses terres de Belgique interceptaient tout horizon étendu au regard du général. Des corps disséminés sur une grande ligne combinent leurs mouvements, pour ainsi dire, à tâtons, et dans une bataille d'un développement immense on combat au bruit plus qu'au coup d'œil.

« La nuit enveloppait les deux armées quand ces différents ordres furent distribués aux lieutenants de Dumouriez avec tous leurs détails. Des dragons ou des hussards munis de torches escortèrent dans les routes et dans les sentiers les aides de camp et les généraux qui rentraient dans leurs bivouacs pour se préparer à l'action du lendemain. L'armée dormit en bataille, le sac sur le dos et sur ses armes, les canonniers à leurs pièces, les canons attelés et les brides des chevaux passées sous les bras des cavaliers. Dumouriez l'avait ainsi ordonné. Pour une bataille sur une ligne et composée de trois batailles distinctes dont les hasards pouvaient prolonger les incertitudes, le général ne voulait pas perdre une lueur du crépuscule dans une saison où les jours si courts disputent la lumière aux combattants. Il craignait de plus que, si la victoire n'avait pas donné ses résultats avant le retour des ténèbres, l'ennemi en retraite ne profitât de l'ombre de la nuit pour rentrer dans Mons et pour échapper à sa poursuite.

« Les premières lueurs du ciel sur la terre ondulée de Belgique éclairèrent donc l'armée française sous les armes. Le ciel était gris, bas, pluvieux comme un ciel d'automne dans ces climats du Nord. Une brume froide trempait le sol et distillait en gouttes de pluie des branches des arbres. Les récoltes étaient enlevées des sillons, la terre était nue, les feuilles des arbres étaient tombées, aucun voile de moissons, de verdure ou de feuillage n'interceptait la vue aussi loin qu'elle pouvait s'étendre sur les lignes noires et bleues des bataillons et des escadrons qui attendaient en silence l'ordre de s'ébranler de leurs positions. On eût dit que la terre était vidée et balayée pour ne pas laisser fouler ses moissons et mutiler ses rameaux par les roues des caissons, les pieds des chevaux et les pas de ces cinq cent mille combattants qui allaient s'entre-choquer sur son sein.

« Le coup d'œil sévère, martial, réfléchi de l'armée autrichienne retranchée sur ses hauteurs, les bonnets fourrés des grenadiers hongrois, le manteau blanc de la cavalerie autrichienne, la veste bleu de ciel des hussards, l'habit gris des chasseurs tyroliens, l'immobilité des corps étagés, comme des spectateurs plutôt que comme des acteurs d'un combat sur les rebords des plateaux de Jemmapes, comme sur les glacis d'une citadelle, contrastaient avec l'aspect révolutionnaire et la mobilité tumultueuse de l'armée de Dumouriez,

comme si la providence des nations eût voulu placer face à face et faire lutter ensemble les deux plus grandes forces militaires : la discipline et l'enthousiasme. »

Jetant ensuite un coup d'œil sur notre jeune armée, M. de Lamartine ajoute :

« L'armée française, à l'exception des généraux, tous vieillis sous l'uniforme, et de la cavalerie, dont les régiments se composaient d'anciens soldats soigneusement conservés dans les cadres et fiers de leur instruction, était presque tout entière formée de volontaires. Les uniformes, simples d'aspect et sombres de couleur, n'offraient à l'œil que de longues lignes d'un bleu presque noir, dont les ondulations, mal alignées sous le sabre des officiers novices, attestaient l'inexpérience des manœuvres dans les soldats peu exercés. Des souliers de cuir épais; des guêtres de drap noir boutonnées jusqu'au-dessous du genou, et donnant plus de légèreté à la marche en appuyant et en dessinant comme dans un fourreau les muscles de la jambe; une culotte blanche; un habit dont les longues basques, comme les ailes d'un oiseau, battaient sur les talons; deux larges courroies de cuir blanc, se croisant sur la poitrine, et servant l'une à soutenir la giberne sur le dos, l'autre à ceindre le sabre sur le flanc gauche; deux autres courroies pareilles, mais plus étroites, passant par-dessus chaque épaule et repassant immédiatement sous l'aisselle, anses de cuir qui servaient à porter le sac de peau de chèvre du soldat comme une hotte de manœuvre; des revers d'habit de drap rouge dessinant comme une large tache de sang sur la poitrine; un collet bas pour laisser libre le mouvement du cou; les cheveux longs, graissés et poudrés, pendants comme deux flocons de crinière sur les deux oreilles et ficelés par derrière dans un ruban de fil noir qui les emprisonnait sur la nuque; enfin, pour coiffure, selon les corps, un léger casque de cuir solide surmonté d'une courte aigrette de crin en vergette, ou bien un chapeau à bords retroussés sur lequel flottait une plume de coq : tel était le costume du volontaire français.

« Ses armes étaient un sabre court, couteau de réserve pour se poignarder corps à corps quand la baïonnette était brisée, et un long fusil à un seul tube de fer brillant, à l'extrémité duquel s'emmanchait une baïonnette pour percer la poitrine de l'ennemi quand le coup de feu était tiré. L'infanterie presque tout entière portait cet uniforme et cet armement. Les chasseurs l'allégeaient pour être plus lestes : les grenadiers, ces géants de la ligne, relevaient leur haute taille par un long bonnet recouvert de fourrure noire dont les poils retombaient par devant sur une plaque de cuivre dorée ou argentée : cette plaque laissait voir, en lettres relevées en saillie, le numéro du régiment ou le chiffre du bataillon.

« Les compagnies de sapeurs, pionniers et ouvriers militaires, dont les hommes étaient choisis à la masse et à la stature, portaient, à la place du fusil à baïonnette, une large hache affilée et luisante, à manche court, appuyée sur l'épaule, le tranchant en l'air, arme également propre à abattre des arbres sur la route de l'armée, ou des membres sur le champ de bataille.



Hussard de Chamboran.

1793.

Pl. 73.

« Les canonniers portaient l'habit plus court, plus de couleurs brillantes et d'ornements sur l'uniforme : l'aiguillette en fil de coton entourait le bras gauche ; le casque argenté sur la tête, le plumet rouge sur le casque.

« La cavalerie, composée de gendarmes, de carabiniers, de cuirassiers, de dragons, de chasseurs et de hussards, selon la taille des cavaliers et la grandeur des chevaux, brillait sur les ailes de chaque division. Ses chevaux, reposés dans les grasses plaines du Nord, hennissaient, piaffaient, creusaient le sol comme impatients des batailles. Les pièces de canon retentissant sur leurs affûts, suivies des caissons attelés et entourés des canonniers, la mèche à la main, s'apprêtant à les servir, étaient couchées comme des troncs noirs sur les charrettes des bûcherons. Partout on levait les tentes des officiers supérieurs, qui seules avaient été tendues cette nuit. Les files de voitures qui portaient le pain stationnaient derrière les bataillons. Les feux des bivouacs, entourés de munitionnaires et de cantinières distribuant l'eau-de-vie aux compagnies, s'éteignaient en jetant leurs dernières fumées rampantes qui se confondaient avec les brouillards du matin. De temps en temps un roulement des affûts sur le pavé des larges chaussées belges, un son de trompettes, un appel des tambours, annonçaient le mouvement de quelques corps qui se déplaçaient lentement pour aller prendre la position assignée par l'ordre du général.

« Tel était l'aspect des terrains fangeux de la plaine de Jemmapes, le matin de la bataille. Quant aux dispositions de l'armée, on pouvait aisément les lire sur le visage des volontaires. Ce n'était pas ce visage intrépide et morne, cette attitude immobile et martiale d'une armée consommée dans les manœuvres et dans la discipline, qui donne aux mouvements et aux physionomies l'uniformité machinale du même geste et de la même expression ; l'ordre était mal conservé, l'habit et les armes inégalement portés, le silence fréquemment interrompu, le respect pour les chefs familier et souvent violé par des répliques et des railleries soldatesques ; l'âge, les manières, la physionomie, le langage de ces volontaires, étaient divers. Quelques-uns étaient des adolescents à peine capables de porter le poids de trente livres dont chaque soldat sous les armes était chargé. D'autres touchaient à la vieillesse et avaient la moustache blanche des vétérans. Le plus grand nombre était entre deux âges, de vingt à quarante ans. A la délicatesse ou à la rudesse des mains, à la blancheur ou au hâle de la peau, à l'élégance ou à la lourdeur des membres, on voyait que ces bataillons n'avaient pas été recrutés dans la même classe du peuple, mais que tous les âges, tous les rangs, toutes les professions s'y étaient mêlés et confondus : l'homme de loisir à côté de l'homme de peine, le fils de la bourgeoisie des villes à côté de l'homme du laboureur des campagnes, le riche à côté du pauvre, le noble à côté du plébéien. Les physionomies, aussi différentes que les races d'hommes, ne se ressemblaient que par l'uniformité du courage. On sentait que ces hommes n'étaient pas là comme des machines vivantes que la loi de la discipline et du recrutement enrôle et range comme des palissades vivantes devant l'ennemi ; mais qu'ils

étaient accourus sous une impulsion propre, soudaine, volontaire; que la cause pour laquelle ils marchaient, souffraient de la faim, frissonnaient du froid, était leur cause personnelle; et que, dans cette bataille d'un peuple contre l'Europe, c'était la victoire de son patriotisme et de ses idées que chacun d'eux voulait remporter. Il y avait de plus sur les figures une mobilité inquiète, curieuse, agitée, qui indiquait que ces troupes étaient novices au feu, inaccoutumées au bruit du canon; attentives à la scène, elles attendaient la bataille comme un spectacle autant que comme un combat. Cette extrême sensibilité des visages et de l'âme dans les bataillons inquiétait et rassurait à la fois les chefs. Elle pouvait, selon l'impression de ces hommes, trop passionnés pour rester de sang-froid, se convertir sous le feu en panique ou en enthousiasme, et faire de ces masses des masses de fuyards ou des bataillons de héros.

«Pendant que Dumouriez, après avoir achevé son inspection, jetait en passant à ses soldats de ces mots qui résument l'enthousiasme en un geste, et qui deviennent le mot d'ordre de la victoire, le combat s'engageait aux deux extrémités de sa longue ligne de bataille par la droite et par la gauche. A gauche, le général Ferrand s'élançait au chant de la *Marseillaise* sur le village fortifié de Quaraignon, poste avancé qu'il fallait emporter avant de pouvoir tourner la droite des Autrichiens ou escalader Jemmapes. Dumouriez, attentif au bruit du canon, qui grondait sans se déplacer depuis plus d'une heure de ce côté, comprit que Ferrand trouvait là un obstacle irrésistible dans les batteries qui déjà, la veille, avaient fait reculer les bataillons belges. N'ayant aucun mouvement à faire ou à surveiller au centre immobile, il s'élance au galop vers Quaraignon pour animer par sa présence une attaque qui ne pouvait échouer sans paralyser tous ses mouvements au centre et à droite. A son approche, Ferrand, foudroyé par le feu qui partait des maisons et balayé par les boulets des redoutes, semblait comme indécis, et, abrité par les premières maisons du village, donner à ses bataillons le temps de respirer. Un mot et un geste de Dumouriez, qui montre de la main les hauteurs, raniment les bataillons hésitants. Il lance son confident Thouvenot pour le remplacer lui-même dans l'impulsion et dans la direction de ces colonnes. Ferrand et Thouvenot, animés d'une généreuse émulation, reforment et ébranlent de nouveau les colonnes, s'élancent à leur tête sur le flanc droit et sur le flanc gauche du village, reçoivent trois fois la décharge des redoutes, les enlèvent au pas de course et à la baïonnette, et, soutenus par quatre bataillons du général Rozières, qui comblent les vides dans leurs rangs, s'emparent de Quaraignon et de l'espace qui sépare Quaraignon de Jemmapes.

«Là, suivant les instructions de Dumouriez, ils divisent leurs forces en deux colonnes : l'une, sous le commandement de Rozières, déploie huit escadrons en bataille sur la route, pendant que ce général, avec huit bataillons d'infanterie, aborde le village de Jemmapes par la gauche; l'autre, à la tête de laquelle marchent Ferrand et Thouvenot, forme l'attaque principale en colonnes par bataillons, et aborde Jemmapes de front et à la baïonnette pour

ne pas donner, en déchargeant et rechargeant les armes, le temps aux redoutes de foudroyer les assaillants.

« Thouvenot, pour répondre à la pensée de son général et de son ami, Ferrand, pour racheter son hésitation du matin, et pour rattacher la victoire à ses cheveux blancs, firent mille fois le sacrifice de leur vie en entraînant les grenadiers, l'infanterie de ligne et les volontaires décimés, de gradins en gradins, sur les plateaux étagés de Jemmapes. Écrasé par une grêle de boulets et d'obus qui labouraient les pentes sous ses pieds, renversé de son cheval tué sous lui, Ferrand, relevé par Thouvenot, se place, à pied, son chapeau à la main, à la tête des grenadiers, saisit un fusil et charge à la baïonnette dans les rues du village, sous la mitraille des Autrichiens. Son sang coule, il ne le sent pas. Rozières et ses quatre bataillons menacent de tourner Jemmapes par la gauche. Les huit escadrons que Rozières a placés en observation s'élancent et gravissent au galop la rampe du village. Les redoutes étouffées se taisent. Un détachement de chasseurs à cheval se précipite sur un des derniers bataillons de grenadiers hongrois, qui luttait encore avec la colonne du centre. La jeune Théophile Fernig, fondant à cheval avec ses chasseurs sur ce bataillon, l'enfonce, renverse de deux coups de pistolet deux grenadiers et fait de sa main prisonnier le chef de bataillon, qu'elle conduit désarmé à Ferrand.

« Dumouriez, tranquille désormais sur son attaque de gauche, où il avait laissé son âme dans la personne de Thouvenot, et voyant de la plaine les flocons de fumée envelopper Jemmapes et révéler en s'élevant les progrès des Français, porta toute son attention vers sa droite. Dépourvu de ce côté du corps d'armée des Ardennes et de Valence, son chef, qui n'étaient pas encore arrivés en ligne, il se reposait sur Beurnonville, général actif et inspiré par le feu. Il était onze heures du matin, la journée s'usait. Ayant changé de cheval à son quartier général, Dumouriez avait donné rapidement quelques ordres au duc de Chartres, et était reparti à toute bride pour voir de ses yeux ce qui ralentissait l'attaque de Beurnonville, au pied du plateau de Cuesme. A son arrivée, il trouva les troupes de ce général immobiles comme des murailles sous les boulets qui pleuvaient sur elles, mais n'osant franchir les gradins de feu qui les séparaient du plateau de Cuesme. Deux des brigades d'infanterie de Beurnonville débordaient un peu les redoutes défendues par les grenadiers hongrois. A cent pas en arrière, dix escadrons de hussards, de dragons et de chasseurs français attendaient vainement que l'infanterie leur eût ouvert l'espace fermé devant eux. Ces escadrons recevaient, de moments en moments, les décharges obliques de pièces de canon en écharpe qui enlevaient des rangs entiers de chevaux. Pour comble de désastre, l'artillerie du général d'Harville, postée au loin sur les hauteurs de Slipy, prenant ces escadrons pour des masses de cavalerie hongroise, les canonnait par derrière. Au-dessus des redoutes une colonne de cavalerie et une colonne d'infanterie autrichiennes, prêtes à fondre sur nos bataillons aussitôt que les boulets les auraient rompus, montraient leurs premières lignes de baïonnettes, et les

têtes et le poitrail des chevaux des premiers pelotons, en arrière et au-dessus de la fumée des pièces.

« Telle était la situation de nos colonnes d'attaque sur les plateaux de Cuesme quand Dumouriez y arriva. Mais, impatient d'une halte qui, en suspendant l'élan des troupes, leur donnait le temps de compter les morts et la tentation de reculer, le général Dampierre, commandant l'attaque sous Beurnonville, n'attend pas que la présence de Dumouriez lui ravisse la gloire ou la mort. Dans une charge désespérée, Dampierre enlève du geste et de la voix le régiment de Flandre et le bataillon de volontaires des voltigeurs de Paris, enfants perdus qui apportent sur le champ de bataille le fanatisme théâtral mais héroïque des jacobins. Il agite de la main gauche le panache tricolore de son chapeau de général, appelle du mouvement de son épée le bataillon qu'il précède de cent pas, seul exposé à la mitraille des redoutes et au feu des Hongrois. La mort qui l'attendait si près de là sur un champ de bataille semble l'éviter. Il marcha sans être atteint. Le régiment de Flandre et le bataillon de Paris, rassurés en le voyant debout, s'élancent au pas de course, l'atteignent, l'enveloppent aux cris de *Vive la république*, rompent à la baïonnette les bataillons hongrois, et entrent sur leurs pas dans les deux batteries dont ils tournent les pièces sur l'ennemi. Dumouriez et Beurnonville, guidant en face et à droite les deux autres colonnes, au pas de charge, les lancent sur le plateau déjà balayé par Dampierre. Les cris de victoire et le drapeau tricolore planté sur la dernière des redoutes annoncent à Dumouriez que Cuesme est à lui et qu'il est temps d'attaquer un centre dont les deux ailes sont en retraite et dont les flancs peuvent être découverts.

« Il court au galop pour donner l'ordre à la masse de ses trente-cinq mille combattants d'aborder enfin les hauteurs fortifiées qui lient le village de Cuesme à celui de Jemmapes. Ces nombreux bataillons écoutaient, immobiles et l'arme au bras depuis l'aurore, les salves de canon qui se répondaient d'une aile à l'autre. Le vent qui soufflait de Jemmapes leur jetait avec le son du bronze les flocons de la fumée et l'odeur enivrante de la poudre. Ils étaient impatients de charger et murmuraient contre la lenteur de leur général.

« Au signal de Dumouriez, la ligne entière s'ébranle, se forme par bataillon en trois épaisses et longues colonnes, entonne simultanément le chant de la *Marseillaise*, répété par trente mille voix, et traverse au pas de course la plaine étroite qui la sépare des hauteurs. Les cent vingt canons des batteries autrichiennes vomissent coup sur coup leurs boulets et leurs obus sur ces colonnes qui ne répondent que par l'hymne des combats. Les coups visés trop haut passent par-dessus la tête des soldats et n'atteignent que les derniers rangs. Deux des colonnes commencent à gravir les coteaux.

« La troisième colonne, qui s'avançait par la gorge large et boisée de la forêt de Flence, chargée tout à coup par huit escadrons autrichiens, s'arrête, recule et s'abrite derrière les maisons du village. Cette hésitation se communique aux colonnes de droite et de gauche. Les rangs s'éclaircissaient de minute en minute; les têtes de colonnes se repliaient sur la queue; les jeunes

bataillons, moins intrépides pour attendre immobiles que pour courir au-devant de la mort, commençaient à se désunir et à se former en pelotons confus, indice et prélude ordinaire de la fuite. Dumouriez, l'épée à la main, guidait de l'œil, du geste et de la voix la tête des premiers bataillons de droite. Quitter les troupes d'élite qu'enthousiasmait sa présence en moment où elles abordaient la première redoute, c'était les entraîner en arrière avec lui. Il envoie le jeune Baptiste Renard, son domestique, s'informer du désordre qu'il aperçoit. L'intrépide Baptiste traverse au galop l'espace qui sépare la division de Dumouriez du bois de Flence. Il rallie en passant la cavalerie française, la lance au secours de la colonne rompue. Déjà ces escadrons, débordant dans la plaine, semaient la confusion et la terreur sur le derrière de nos colonnes d'attaque. La brigade entière du général Drouin, coupée, sabrée, se dispersait. Clairfayt, du sommet de sa position, d'où il dominait toutes nos attaques, voit l'immense reflux que la brigade de Drouin en se débandant opère dans la plaine. Il y jette en masse toute sa cavalerie. Ce choc, terrible pour des bataillons novices, les coupe, les dissémine, les fait flotter en tronçons épars jusqu'à leur première ligne.

« C'en était fait du centre, entraîné bientôt tout entier de proche en proche dans ce courant de terreur et de confusion, quand le duc de Chartres, qui combattait en avant, se tourne et voit à sa gauche cette déroute de ses bataillons. A l'instant, tournant la tête de son cheval déjà blessé à la croupe d'un éclat d'obus, il s'élance, le sabre à la main, suivi de son frère le duc de Montpensier, et d'un groupe de ses aides de camp, à travers les hussards ennemis. Il traverse la plaine en se faisant jour à coups de pistolet, il arrive au plus épais de la mêlée, au milieu des lambeaux des brigades en retraite.

« La voix du jeune général, l'élan de la victoire qui respire sur les physionomies du petit groupe qui l'accompagne, la voix martiale du duc de Chartres, la poudre et le sang qui sillonnent le visage du duc de Montpensier, les supplications des officiers qui se jettent l'épée à la main sur le derrière de leurs compagnies, défiant leurs soldats de leur passer sur le corps, suspendent la déroute, et fixent autour de l'état-major du jeune prince un noyau de volontaires de tous les bataillons. Il les rallie à la hâte, il les encourage, les entraîne. « Vous vous appellerez, leur crie-t-il, le bataillon de Jemmapes, et « demain le bataillon de la victoire, car c'est vous qui la tenez dans vos rangs! » Il fait placer au milieu de ce corps les cinq drapeaux en faisceaux des cinq bataillons rompus dont cette colonne réunit les débris. Il l'enlève aux cris de *Vive la république!* il la fait soutenir en traversant de nouveau la plaine par une charge désespérée de toute la cavalerie du centre contre les escadrons autrichiens. »

Ici nous abandonnons le récit de l'auteur, qui est en désaccord avec nos idées sur les opérations décisives de la bataille. L'action du duc de Chartres rétablit le combat sur ce point. Clairfayt résiste avec une fermeté héroïque, mais, pris en flanc et menacé de front, il est forcé de se retirer à la hâte pour n'être pas enveloppé.

En ce moment l'aile droite des Français avait également obtenu des succès. On rapporte de plusieurs manières les événements qui eurent lieu sur ce point. Dumouriez prétendit lui avoir donné l'impulsion, d'autres se sont attribué cet honneur. S'il est difficile de démêler la vérité sur ce point, on peut croire que vers les onze heures, d'après les ordres du général en chef, la division Beurnonville se mit en mouvement en colonnes par bataillons pour traverser la plaine qui le séparait de l'ennemi. Après de vains efforts contre le village de Cuesme, à mi-chemin, la brigade du général Dampierre se déploya et continua le mouvement, tandis que Beurnonville, avec les hussards de Chamboran et les chasseurs de Normandie, se prolongeait à l'extrême droite sur le plateau pour forcer la ligne des Autrichiens. Dumouriez arriva au moment où le général Dampierre s'élançait audacieusement sur une redoute à la tête de quelques compagnies. Il trouva le reste des bataillons de ce général sans chef, exposés à un feu terrible et menacés par les hussards impériaux. Ces bataillons étaient ceux que Dumouriez avait commandés au camp de Maulde et qui lui étaient fort attachés. Ils reçurent avec fermeté la cavalerie autrichienne, l'arrêtèrent par une décharge à bout portant, et les hussards de Berchiny lancés à propos achevèrent de la mettre en fuite. Alors Dumouriez, se mettant à la tête de tous les bataillons, entonne avec eux la *Marseillaise*, qui, s'élevant au bruit du canon, ajoute à l'enthousiasme du soldat; il les pousse sur les retranchements, la baïonnette en avant, renverse tout ce qui s'oppose à sa marche et enlève le village de Cuesme.

Après ce succès, Dumouriez se porte au galop sur le centre où nous avons laissé le duc de Chartres poussant ses colonnes de bataillons sur les retranchements de Jemmapes. Les cris de victoire qui partent des hauteurs de ce village lui apprennent que la victoire a couronné les efforts du jeune prince, et le duc de Montpensier vient lui en apporter la nouvelle. En même temps son aide de camp Thévenot lui apprend le succès de son aile gauche. La victoire était complète sur tous les points. « Ce fut la plus belle heure de la vie de Dumouriez, dit M. de Lamartine, la première aussi des grands succès militaires de la France. La révolution avait eu ses *Thermopyles*, elle avait désormais son *Marathon*. »

Le village de Jemmapes se trouvait ainsi envahi par côté et par devant et Cuesme était emporté; Clairfayt ne pouvait plus opposer de résistance. Il se retira après une belle défense. Bientôt le feu des batteries s'éteignit, et l'on n'entendit plus que de loin en loin les volées de canon que les Autrichiens envoyaient pour protéger leur retraite.

Il était deux heures, nos troupes étaient si harassées, qu'elles demandèrent quelques instants de repos. Dumouriez les leur accorda, et fit faire halte sur le champ de bataille même. Il espérait que le général d'Harville, chargé de tourner Berthoymont, couperait les derrières des ennemis. Cet ordre, mal compris, ne fut pas exécuté, et Clairfayt put se retirer vers Bruxelles sous la protection de Beaulieu, qui n'avait pas été entamé.

Les Autrichiens avaient laissé entre nos mains 1,500 prisonniers et sur le

champ de bataille 4,500 hommes tués ou blessés. La perte des Français était à peu près égale.

Telle fut l'issue de la bataille de Jemmapes, qui eut un éclat d'autant plus grand qu'on s'attendait moins à ce résultat de la part des troupes françaises.

« Les hommes, dit un célèbre écrivain militaire, Jomini, passent si rapidement d'un extrême à l'autre, que cette affaire, si simple en elle-même, fut regardée comme un prodige. Des narrateurs exagérés parlaient de l'escalade d'un triple étage de redoutes, comme d'un exploit qui surpassait de beaucoup celui du grand Condé aux retranchements de Fribourg, et jamais ce triple étage n'exista que dans leur imagination. Aujourd'hui encore, bien des gens la regardent comme un fait d'armes extraordinaire. Cependant, le lecteur impartial conviendra que dix-huit mille Autrichiens, exposés sur une mauvaise ligne d'opérations, à deux cents lieues de leur pays, acquirent plus de gloire en se tirant de là avec deux mille hommes de perte, que le général français en les laissant échapper. Ce jugement, pour être sévère, n'en est pas moins fondé, car il devait les prendre jusqu'au dernier, en faisant un meilleur emploi de ses moyens. Sans doute, les troupes françaises déployèrent de l'enthousiasme et du courage dans l'assaut du centre; mais voilà tout ce qu'il y eut de plus merveilleux pour l'époque, plus tard on n'en eût pas fait mention. »

Il est vrai que si l'on juge la conduite de ce général d'après les règles de l'art, on trouve l'ensemble de ses dispositions vicieuses; car il est un principe dont il ne faut jamais s'écarter à la guerre, c'est de marcher au point stratégique décisif avant de combattre; or, c'était par la route qui conduit de Binch et de Charleroi à Mons qu'était ce point décisif, et les Français, venant de la Champagne, devaient attaquer le duc Albert. Dumouriez ne s'en aperçut pas. Les dispositions qu'il fit pour la bataille elle-même, telles qu'il les rapporte dans ses mémoires, offrent un mélange singulier d'habileté et de fautes graves.

« Il faut convenir, dit le savant général que nous venons de citer; il faut convenir, juger sagement de l'avantage qu'il obtiendrait en tournant la gauche des ennemis, ou qu'il y détache d'Harville. Cependant les instructions qu'il lui donna n'étaient point en harmonie avec le but qu'il devait atteindre, car elles lui prescrivaient de se tenir à la hauteur de l'aile droite de Beurnonville. En voulant suivre littéralement ces ordres, d'Harville donna de front sur le corps de Beaulieu, qui le déborda; s'il eût voulu gagner l'extrême gauche de ce corps, il n'aurait plus été à la hauteur de Beurnonville. Ainsi, un point essentiel de l'instruction était en contradiction avec l'autre, et en détruisait l'effet. Sans doute un général plus consommé que d'Harville se fût attaché à gagner l'extrême gauche de Beaulieu, en se prolongeant à droite; mais cela ne disculpe pas le général en chef d'avoir fait un simple accessoire de l'objet principal, tandis qu'il entasse inutilement tant de troupes contre la droite de l'ennemi, partie pour ainsi dire invulnérable de sa position, et que l'on n'avait aucun intérêt à forcer. »

Mais si l'on juge la conduite de Dumouriez au point de vue de son armée, on ne saurait trop le louer des résultats qu'il obtint. Sans doute que dans cette armée, le sentiment patriotique dominait et pouvait *enfanter des prodiges*, ainsi qu'on le disait alors; mais la désorganisation la rongeait au cœur, par la turbulence et l'indiscipline des volontaires nationaux. On ne fait campagne contre des armées disciplinées et aguerries, qu'avec des soldats régulièrement instruits et disciplinés, avec une artillerie bien montée, et une cavalerie fortement organisée. Or, ces éléments manquaient en partie dans l'armée aux ordres de Dumouriez. L'administration de la guerre, confiée à Pache, laissait tous les services dans un dénûment absolu. On faisait périr de misère ces volontaires accourus des extrémités de la France, au cri de *la patrie en danger*. Les bureaux, dirigés par les adeptes du club des jacobins, étaient devenus un réceptable d'intrigants et de fripons. Le désordre de l'administration se faisait sentir dans les armées, où la pénurie engendrait l'indiscipline. L'armée vivait au jour le jour. D'un autre côté, les levées d'hommes avaient cessé avec les dangers de la patrie. Aucun nouveau bataillon ne s'était formé depuis le mois d'octobre; c'est avec peine qu'on avait achevé d'armer et d'équiper ceux dont l'organisation était commencée avant la retraite des Prussiens, et les corps ne pouvaient parvenir à remplir les vides que les fatigues de la guerre avaient faits dans les rangs des diverses armées.

C'était donc un immense résultat obtenu, que d'avoir vaincu, avec une telle armée, une armée autrichienne fortement retranchée, et d'avoir montré à l'Europe que la partie glorieuse et noblement intrépide du caractère français ne se trouvait pas seulement dans la noblesse, mais qu'elle se trouvait encore, et plus essentiellement, chez le peuple. Dumouriez, par sa présence d'esprit, son sang-froid, son ardeur, avait enlevé les troupes et leur avait communiqué son courage héroïque. On parlait avec étonnement de la valeur de ces volontaires inexpérimentés, de cette artillerie bravée avec tant d'intrépidité, de ces redoutes escaladées avec tant d'audace. On pouvait bien encore douter du talent de nos généraux, on ne pouvait plus douter du courage et de l'intelligence de nos soldats. La république française apparut dès lors menaçante et terrible aux yeux de tous les souverains. Quelle barrière opposer désormais à l'entraînement de la valeur française, si fortement exaltée par deux immenses avantages? C'est moins le succès matériel d'une victoire qui grandit une armée, que le sentiment moral de la force qu'elle en recueille. Ce sentiment, l'armée française le portait à l'extrême, sous l'impulsion de chefs ardents et impétueux. Un mois s'était à peine écoulé depuis l'invasion de la Champagne, et non-seulement le territoire était délivré, mais les bords du Rhin étaient conquis par nos soldats; mais Mayence, la puissante cité de guerre, voyait suspendu à ses hautes murailles le drapeau tricolore; mais Francfort, la ville libre des cercles germaniques, ouvrait ses portes à nos avant-gardes françaises; mais Bruxelles accueillait en libérateur le vainqueur de Jemmapes. Le comté de Nice subissait les lois sanglantes de la guerre; la

Savoie devenait française dans tout le bassin des Alpes, et la France menaçait les autres États de l'Europe par ses principes républicains et par ses armes victorieuses.

Quoi qu'il en soit, la nouvelle de cette bataille produisit en France un enthousiasme difficile à décrire. Elle fut célébrée avec transport dans toutes les villes, dans tous les villages de la république. A Paris, on fit de grandes fêtes en l'honneur de la victoire de Jemmapes, et tous les partis rendirent justice aux talents du général Dumouriez.

L'invasion de la Belgique fut rapide. Le 7 novembre, c'est-à-dire le lendemain de la victoire, le vainqueur fit son entrée dans la ville de Mons, au milieu des acclamations des Brabançons, qui lui donnèrent une couronne à lui et au brave général Dampierre. Le manque de vivres et l'état de pénurie où se trouvaient les troupes l'obligèrent à rester cinq jours dans cette ville. C'était une faute d'autant plus grande, que la moindre diligence lui permettait d'écraser entièrement les débris de l'armée du duc de Saxe-Teschen. Mais Dumouriez, l'homme impétueux jusqu'à l'imprudence, ternit deux fois l'éclat de ses succès en s'endormant dans une inactivité si funeste, la première après Valmy, la seconde après Jemmapes, qu'il fit douter de son génie militaire. L'armée autrichienne profita de cette lenteur pour se rallier et se renforcer vers l'Escaut.

Pendant que Dumouriez se reposait à Mons sur ses lauriers, ses généraux poursuivaient l'œuvre de conquête. A droite, le général Valence occupait Charleroi; à gauche, le général Labourdonnaye battait les Autrichiens à Pont-Rouge, les chassait de Lannoy, de Roubaix, de Turcoing, de Comminges et de Roncy; rétablissait les communications avec la West-Flandre, prenait les places de Tournay, de Menin, de Courtrai, et entrait le 12 à Gand. Le même jour, Dumouriez, qui la nuit s'était remis en marche, livrait aux Autrichiens le combat d'Anderlecht, et les habitants de la capitale de Belgique venaient lui apporter les clefs de la ville. Le 14, les troupes françaises y faisaient leur entrée au milieu des plus vives manifestations d'allégresse, car les vainqueurs annonçaient aux peuples, dans leurs proclamations, le respect de la propriété et des lois, et la liberté. Ce mot magique produisait alors un effet indicible sur les populations. La liberté, c'était alors le symbole de la gloire; c'était une ère nouvelle pour le peuple. C'était, pour les malheureux, l'espérance de jours meilleurs; pour les jeunes gens, c'était l'enthousiasme de l'avenir; c'était le progrès sagement gradué pour les hommes réfléchis! Hélas! les excès de la France républicaine n'avaient point encore épouvanté le monde, et fait douter des bienfaits de la liberté.

Les combats de Tirlemont et de Baccourt achevèrent de chasser les Autrichiens de la Belgique. La prise d'Anvers, l'ouverture des bouches de l'Escaut, le siége et la prise de la citadelle de Namur par l'intrépide général Leveneur, le combat et la prise d'Aix-la-Chapelle et l'occupation de Ruremonde, achevèrent l'œuvre de conquête de la Belgique.

Au commencement de décembre, nos soldats prenaient leurs quartiers

d'hiver en avant de la Meuse, et les ennemis épouvantés se croyaient à peine en sûreté derrière la Roër.

Trois mois avaient suffi pour changer ainsi les destinées de la France. Mais nos victoires, nos proclamations, nos principes, avaient profondément ébranlé la politique de l'Europe. De toutes parts on prit les armes, non plus pour défendre la cause de la royauté française, qui était perdue, mais pour défendre celle des autres royautés qui était menacée. Toutes les forces de l'Allemagne, toutes celles de l'Italie étaient en mouvement; partout on organisait des soldats. L'Espagne poussait déjà de nombreux bataillons vers les Pyrénées. La Hollande recrutait à grands frais des troupes mercenaires, et l'Angleterre armait secrètement des flottes formidables pour détruire notre marine, notre commerce, nos colonies. En même temps qu'elle encourageait les révoltes qui désolaient nos départements de l'Ouest, elle répandait à profusion les utopies de nos modernes républicains sur l'affranchissement des colonies, afin de préparer la ruine du bon système maritime de Louis XVI et les projets de son ministre M. de Vergennes pour l'agrandissement de la marine française. Ces déclamations eurent un si funeste retentissement que bientôt Saint-Domingue, la plus belle colonie du monde, fut en feu. La Corse elle-même prit les armes sous l'impulsion de Paoli et chercha à se séparer de la mère patrie. Ainsi l'avenir s'annonçait menaçant pour la république naissante. Elle avait grondé sur l'Europe comme un orage; et un autre orage, qui semblait devoir l'étouffer, se formait au milieu des éclats de la foudre. Un cercle de fer se resserrait tout autour de ses frontières; dans les mers, ses colonies se révoltaient, sa marine était sans force, son commerce allait être à jamais détruit. C'est alors qu'éclata réellement en France le sentiment du patriotisme. C'est dans cette lutte qu'elle se montra réellement grande, énergique et inspirée! Quelques volontaires nationaux s'étaient levés au bruit de l'invasion prussienne, et avaient regagné leurs foyers le danger passé. C'était la France tout entière qui allait s'armer pour sa défense quand la grande invasion des peuples de l'Europe déborda sur tous les points de ses frontières. C'est le moment le plus beau, le plus solennel de l'histoire moderne.

« Quel spectacle imposant que ces quatorze armées répandues sur nos frontières, comme un vaste réseau destiné à saisir l'ennemi qui nous pressait de toutes parts! Comme elles eurent toutes, avec l'héroïsme du temps, leur physionomie particulière, qu'elles tenaient de la nature des lieux, du caractère de leurs généraux et du genre d'obstacles et d'ennemis qu'elles avaient à combattre! Qui n'a pas comparé la bouillante activité de Hoche, à la tête de l'armée de la Moselle, avec le sang-froid de Pichegru, commandant l'armée du Rhin; la reprise des lignes de Weissembourg avec la reprise de Toulon; le déblocus de Maubeuge avec celui de Landaw; notre seconde invasion de la Belgique avec la première? Qui n'a pas opposé notre course rapide sur les glaces de la Hollande et la prise d'une flotte par un corps de cavalerie aux brillants exploits des soldats qui escaladaient les Pyrénées, et passaient, de montagne en montagne, dans les retranchements ennemis? Un jour, ces

mêmes soldats descendront du sommet des Alpes, et fondront sur l'Italie avec la rapidité d'un torrent!... Nos victoires semblaient s'appeler et se répondre sur nos vastes frontières; on eût dit qu'un génie, planant au-dessus de nos armées, leur donnait en même temps le signal du combat et de la gloire. C'était la patrie!

« . . . Le luxe, la mollesse et les excès de toute espèce étaient bannis de nos armées ; elles ne traînaient pas avec elles cet attirail oriental, cette immense quantité de bagages, de voitures, de chevaux, de domestiques et de superfluités, qui jettent les chefs dans de si grands embarras, et changent quelquefois de simples revers en désastres irréparables. Les généraux étaient pauvres (1), et partageaient les privations du soldat : ils s'occcupaient beaucoup de lui et très-peu d'eux-mêmes; ils ne songeaient qu'à prodiguer leur vie à la tête des troupes (2)... »

ORGANISATION. — Lorsque Louis XVI monta sur le trône, l'armée prussienne, ainsi que nous l'avons dit, servait de modèle aux armées européennes. Après la paix de 1762, le ministre français, ne sachant à quoi attribuer nos défaites, cherchait dans les plus minutieux détails de la discipline et de l'instruction ce qui n'était que l'effet du mauvais choix des généraux et de la direction fautive des grandes opérations.

On ne réfléchit, dit Jomini, ni aux dispositions qui font gagner les batailles, ni aux mouvements stratégiques, et l'on oublie toutes les combinaisons de la direction et de l'emploi des masses pour s'amuser aux plus futiles accessoires. On s'imagina que les armées de Frédéric avaient triomphé par la manière de marcher le pas oblique, par la coupe des habits et par mille absurdités qu'on aurait peine à croire, si les plaisantes discussions de cette époque n'étaient encore présentes à la mémoire. Les officiers, ramenés à l'étude de leur métier par la lecture des ouvrages militaires, discutaient sur l'exercice, sur *l'ordre mince* et sur *l'ordre profond*. Guibert faisait école en faveur de *l'ordre mince et des feux*; tandis que Menil-Durand ressuscitait le système de Folard. On discutait sur les *ploiements* et *déploiements en tiroirs*, sur les *tranches* et les *plésions*, et sur un ordre semi-prussien et semi-français, dont on ne se faisait pas d'idée exacte. On forma des camps pour juger des avantages de ces différents systèmes, et l'on crut trouver le sublime de l'art dans le mécanisme de l'instruction des pelotons. « *Le vieux Frédéric*, dit Napoléon dans ses Mémoires, *riait sous cape aux parades de Postdam en voyant l'engouement de nos officiers pour l'ordre oblique*. » Cet engouement était tel qu'il suffisait de porter un nom tudesque pour faire fortune en France. Un certain capitaine Pirch, sorti des rangs de l'armée prussienne, passa pour un émule de Frédéric, sur la simple présentation d'un mémoire, dans lequel il donnait des idées pour *aligner les bataillons sous les drapeaux*. On se crut heureux qu'il acceptât le commandement d'un régiment et l'instruisît suivant sa méthode.

(1) La paye était de 8 francs par mois pour les hauts grades et du pain de soldat.
(2) Victoires et conquêtes

Cependant, les guerres d'Amérique ramenèrent les esprits à des idées d'application plus justes et firent pressentir que les grenadiers de Louis XVI éclipseraient un jour ceux de Louis XIV.

Tandis que des poignées de braves s'illustraient sur les rives de la Delaware et sur les rochers des Antilles, les disputes et les théories continuaient en France. L'état-major et le gouvernement se partageaient entre les différents systèmes. Mais pendant que les chefs s'égaraient et faisaient fausse route, les troupes perfectionnaient leur instruction et leur discipline, et Guibert esquissait un bon système de marches et d'ordres de bataille. Cet auteur, en s'élevant contre les abus, força de faire des recherches qui produisirent l'ordonnance de 1790. — Mais ce code important ne fut publié qu'au moment de la déclaration de guerre. Si l'armée n'en tira pas tout le fruit qu'on devait en attendre, il n'est pas moins vrai qu'il servit à instruire les régiments de ligne et les bataillons de volontaires aux premiers principes de la marche, des feux et des mouvements les plus nécessaires pour les jours d'action, et contribua à rendre ainsi cette masse de nouvelles levées propre aux opérations de campagne.

Lorsque le mouvement révolutionnaire eut jeté sur nos frontières nos jeunes bataillons de volontaires, tous les ordres de bataille furent changés. On ne s'occupa plus des marches obliques, des rangs profonds; on marchait en avant la baïonnette au poing et l'on se précipitait tête baissée sur les retranchements ennemis, et le succès couronnait souvent l'audace énergique et désordonnée de nos jeunes soldats. Écoutez plutôt le général Foy racontant une bataille républicaine de 1793.

« On entamait l'action par une nuée de tirailleurs à pied et à cheval, lancés suivant une idée générale plutôt que dirigés dans les détails des mouvements; ils harcelaient l'ennemi, échappaient à ses masses par leur vélocité, et à l'effet de son canon par leur éparpillement. On les relevait afin que le feu ne languît pas, on les renforçait pour les rendre plus efficaces.

« Il est rare qu'une armée ait ses flancs appuyés d'une manière inexpugnable; d'ailleurs toutes les positions renferment en elles-mêmes, ou dans l'arrangement des troupes qui les défendent, quelques lacunes qui favorisent l'assaillant. Les tirailleurs s'y précipitaient par inspiration, et l'inspiration ne manquait pas dans un pareil temps et avec de pareils soldats. Le défaut de la cuirasse une fois saisi, c'était à qui y porterait son effort. L'artillerie volante accourait au galop et mitraillait à brûle-pourpoint. Le corps de bataille s'ébranlait dans le sens de l'impulsion indiquée, l'infanterie en colonne, car elle n'avait pas de feu à faire, la cavalerie intercalée par régiments ou en escadrons, afin d'être disponible partout et pour tout. Quand la pluie des balles ou des boulets de l'ennemi commençait à s'épaissir, un officier, un soldat, quelquefois un représentant du peuple, entonnait l'hymne de la victoire. Le général mettait sur la pointe de son épée son chapeau, surmonté du panache tricolore, pour être vu de loin et pour servir de ralliement aux braves. Les soldats prenaient le pas de course, ceux des premiers rangs croi-



PRISE DE LA FLOTTE HOLLANDAISE PAR LES HUSSARDS.

saient la baïonnette, les tambours battaient la charge, l'air retentissait des cris mille et mille fois répétés : « En avant!... En avant!... Vive la République!... »

Une amélioration importante qu'on doit à M. de Saint-Germain est la création de la division, petite armée ayant tous les éléments du combat, et pouvant, par conséquent, se suffire à elle-même. Déjà, en 1744 et plus tard en 1770, on avait essayé l'ordre divisionnaire, qui ne fut définitivement adopté qu'en 1776.

L'armée fut composée de seize divisions territoriales. Un lieutenant général commandait la division ; il avait sous ses ordres trois maréchaux de camp, chargés des détails de l'instruction, de la tenue, de l'administration, de la police et de la discipline. La création d'un conseil de guerre, qui eut lieu sous M. de Brienne, est également une des importantes améliorations de cette époque. Le but de cette institution était de sauvegarder les lois militaires, de prévenir et de réprimer les abus.

Ce conseil de guerre augmenta de six deniers la solde journalière des sous-officiers et des soldats, et leur accorda la paye le dernier jour du mois, ce qui n'avait pas lieu. Il créa des hautes payes par compagnie, institua une pension pour le plus ancien chevalier de Saint-Louis du régiment, et une pension pour le plus ancien sous-officier de l'armée; les enfants des soldats, sous le nom d'*enfants de troupe,* reçurent la nourriture et une petite paye. Les officiers à la suite furent supprimés; les capitaines de remplacement, qui arrêtaient l'avancement des lieutenants d'infanterie, le furent aussi. Il n'y eut plus de brevets sans fonctions, ni de grades sans emplois. Les colonels en second furent abolis, ainsi que les brigadiers (officiers généraux).

Au milieu des changements que fit subir à nos institutions militaires le mouvement républicain, un des plus importants et des plus rationnels fut l'organisation des demi-brigades. Dès lors les colonels devinrent chefs de demi-brigade, et les lieutenants-colonels chefs de bataillons. — Le *général de brigade* remplaça l'ancien brigadier quant aux fonctions et le maréchal de camp quant au grade. Les lieutenants généraux reçurent le nom de *généraux de division,* expression tellement exacte des fonctions qu'elles désignent que, bien qu'elles aient cessé d'être en usage, le besoin d'être clair oblige de les employer dans les divers règlements de service.— La République, en détruisant une à une les vieilles institutions monarchiques, et en les remplaçant par des institutions nouvelles, commença par supprimer la dignité de maréchal de France, ainsi que les titres de *major*, de *major général des logis.* A cette dignité, à ces titres, succédèrent les titres de *général en chef*, de *chef d'état-major*, d'*adjudant-général*, d'*adjoint aux adjudants-généraux.*

Quant à l'organisation particulière de chaque arme : l'infanterie française portait l'habit-veste et la redingote en drap blanc, des épaulettes de la couleur des parements, le petit chapeau à cornes et le plumet; la queue et les frisures sur les faces étaient de rigueur, et les faces mêmes étaient ornées d'une boucle uniforme. L'habit des officiers était le même que celui des

soldats, la qualité seule du drap faisait la différence. En 1788, on rendit aux grenadiers les bonnets à poil qu'on leur avait ôtés douze ans auparavant.

Une troisième place de sous-lieutenant sans appointements avait été créée en 1781, dans chacune des deux premières compagnies des régiments d'infanterie. Un capitaine de remplacement, également sans appointements, fut, en 1784, attaché à la première compagnie de fusiliers de chaque régiment. La compagnie se partageait en 2 divisions, 4 subdivisions et 8 escouades.

En 1788, 12 bataillons d'*infanterie légère* furent formés; chaque bataillon était de 4 compagnies de chasseurs, forte de 108 hommes, officiers compris; 12 *carabiniers* furent créés dans chaque compagnie. On trouve dans ces hommes d'élite l'origine de nos carabiniers à pied (grenadiers de l'infanterie légère).

La loi de 1791, les décrets de 1792 et 1793 modifiaient la constitution de l'infanterie, ainsi que nous l'avons rappelé plus haut quant à l'amalgame des bataillons de volontaires dans les vieux corps. Nous ajouterons qu'en 1791 le casque en feutre noir verni fut adopté au lieu du chapeau à cornes.

Lors de la création des bataillons de volontaires, où chacun arrivait avec des droits égaux, les grades furent donnés au choix, et, chose digne de remarque, presque tous les chefs de bataillons de volontaires devinrent des généraux de Napoléon.

En 1794, l'infanterie fut organisée en 110 demi-brigades de ligne et 30 légères. En 1796, les demi-brigades de première formation ou *de bataille* furent supprimées et remplacées par des demi-brigades d'infanterie de ligne, et les numéros des corps furent tirés au sort. Ainsi tel corps qui portait le nº 3 devint nº 75 ou 80. Un autre décret du 4 fructidor an VI établit le mode de recrutement, connu sous le nom de *conscription*, qui prescrivait que tout Français, sans exception, depuis l'âge de 20 ans jusqu'à celui de 25 serait appelé à la défense de la patrie, toutes les fois qu'elle serait déclarée en danger.

Nous ne parlerons que pour mémoire des autres formations qui eurent lieu à cette époque et qui ne furent que provisoires, telles que les bataillons de *houzards à pied*, organisés, le premier à Orléans, le second à Caen; les deux *brigades provisoires de l'Orient*; les *grenadiers de la marine;* les trois *bataillons francs;* les deux *légions polonaises;* la *légion des francs du Nord*, etc., etc.

La cavalerie subit une révolution complète durant la période que nous venons de parcourir. Ce fut encore Frédéric II qui eut l'honneur de cette révolution. Jusqu'alors on n'avait chargé qu'au trot en faisant feu du pistolet et du fusil; Frédéric fit charger au galop, le sabre à la main. On comprit alors seulement que la force de la cavalerie était dans le choc, et l'on abandonna les traditions passées. Pendant la guerre de Silésie, la cavalerie de Frédéric était arrivée à une précision de manœuvres au moins aussi admirable que celle des manœuvres de l'infanterie, aussi cette cavalerie obtint-elle de grands succès : formant ses colonnes avec rapidité, elle tournait le flanc de l'ennemi, et, se remettant en bataille, le chargeait en ligne dans un

ordre parfait et sur un point inattendu. C'est sur ces observations que la cavalerie française fonda sa tactique, et bientôt elle égala et surpassa la cavalerie du grand Frédéric. Nos *houzards de la liberté*, nos *chasseurs de la république* mesurèrent souvent avec succès leurs sabres contre ceux des terribles houzards prussiens lors de l'invasion de la Champagne, et plus tard, dans la guerre de 1806, la cavalerie du vainqueur de Postdam ne tint pas un instant contre nos escadrons français. C'était alors l'époque brillante de notre cavalerie, et à son tour elle servit de modèle à l'Europe.

Le règne de Louis XVI est des plus féconds en améliorations utiles pour l'armée. La cavalerie prit, ainsi que nous l'avons dit, un immense développement, surtout la cavalerie légère, dont la véritable destination commença seulement alors à être comprise. Jusque-là ce n'était qu'un vain mot que le mot de cavalerie légère, puisque le régiment des cuirassiers du roi comptait, avec le nº 7, dans les régiments de cavalerie légère, et que les carabiniers avaient le nº 12.

En 1760 on vit paraître une arme nouvelle dans la cavalerie légère, celle des *chasseurs*. Ce fut d'abord un corps composé d'hommes petits et robustes, attachés aux régiments de hussards; c'était des fantassins combattant dans les rangs de la cavalerie. M. de Saint-Germain les organisa en régiments de cavalerie, en prenant un escadron dans chaque régiment de dragons; il en forma ainsi six régiments. En 1784 les chasseurs à cheval eurent un bataillon à pied attaché à chaque régiment, ce qui formait un espèce de légion composée de 376 chevaux et de 348 chasseurs à pied. En 1788 les bataillons de chasseurs à pied furent organisés séparément et devinrent le noyau de l'infanterie légère, et les chasseurs à cheval furent décidément assimilés, quant à l'organisation, aux autres régiments de cavalerie.

Au commencement de la révolution on comptait, dans les diverses armes de cavalerie, deux régiments de *carabiniers*, composés de quatre escadrons. L'escadron était de cent soixante-dix-huit hommes et cent soixante-deux chevaux. Chaque régiment avait deux étendards portés par les plus anciens maréchaux-des-logis-chefs. On comptait en outre le *régiment de cuirassiers du roi*, fort de huit cent soixante-trois hommes; et vingt-quatre *régiments de cavalerie* de quatre escadrons.

L'arme des *dragons* comptait dix-huit régiments en 1791, celle des *hussards* six régiments de sept cent vingt-quatre hommes, et enfin l'arme des *chasseurs* était composée de douze régiments; en tout, soixante-deux régiments de diverses armes sans compter les corps de cavalerie de la maison du roi.

En 1792 les cadres de la cavalerie légère s'agrandirent considérablement, on vit créer successivement *les houzards de la liberté*, *les houzards américains*, *les houzards braconniers*, *les chasseurs bons tireurs*, *les houzards de la mort*, *ceux de l'égalité*, *les houzards francs du Nord* ou *houzards noirs*, etc., qui tous firent des prodiges d'audace et d'intrépidité, et devinrent le noyau des meilleurs régiments de cavalerie légère de la république et de l'empire.

Artillerie. — L'artillerie fit aussi d'immenses progrès pendant la période

qui embrasse la régence de Louis XV et de Louis XVI, sous l'impulsion de Vallière et de Gribeauval. Nous avons dit, d'après les mémoires de Diégo Urfano et de Saint-Remy, quel était l'état de l'artillerie depuis Henri IV jusqu'à Louis XIV. Nous avons vu que tous les efforts faits sous ce dernier règne ne furent pas infructueux, mais nous devons ajouter que le manque d'uniformité entraîna de graves inconvénients; en effet, lorsque les portions d'équipages étaient tirées de diverses provinces, les pièces et les projectiles de l'une ne pouvaient pas servir pour l'autre. C'est pour remédier à ces inconvénients que Vallière fit rendre une ordonnance qui fixa définitivement les calibres; en même temps il fit supprimer les lieutenants du grand maître, et créa, pour centraliser le service de l'armée, des *lieutenants généraux d'artillerie.* Les calibres adoptés alors furent ceux-ci : 24, 16, 12, 8 et 4 (1).

Vallière s'occupa aussi de l'amélioration du service des officiers et de leur instruction. L'avancement ne fut plus donné qu'en récompense du travail et du progrès. Il fallut subir un examen pour parvenir au grade de capitaine en second. Le poids de la charge de poudre fut fixé par Vallière aux deux tiers du poids du boulet. Mais la plus importante des améliorations faites à cette époque fut la création des écoles d'artillerie.

L'artillerie était toujours construite par entreprises; les capitaines des charrois étaient eux-mêmes des entrepreneurs.

Système Gribeauval (2). Ce général fit avec le matériel de l'artillerie deux grandes divisions : l'artillerie de siége et l'artillerie de campagne. Il introduisit dans l'artillerie française des obusiers du calibre de 6 pouces. Il réduisit les calibres pour la guerre de campagne à trois de 12, 8 et 4. Il changea les proportions des pièces existantes, les fit plus courtes, et en réduisit le poids à environ cent cinquante fois le poids du boulet. Il renforça les affûts tout en conservant une légèreté plus grande dans l'ensemble du poids de la pièce; enfin, il sépara totalement l'avant-train de l'affût en le reliant par un cordage qui fut appelé *prolonge.* Cette innovation a été la plus féconde en résultats pour l'artillerie française. Ce ne fut pas seulement dans la forme des canons que Gribeauval exigea des dimensions précises, les projectiles furent ainsi soumis à des épreuves sévères, le vent fut diminué, leur diamètre dut être contenu entre deux limites rapprochées pour augmenter la justesse du tir. La charge de poudre, fixée au tiers du poids du boulet, fut enveloppée

(1) Les pièces de 24 eurent, au fond de l'âme, de petites chambres appelées *chambres porte-feux*, destinées à empêcher la dégradation de la pièce à la lumière. Les connaissances des lois du mouvement et de l'équilibre ayant permis de déterminer la place que devaient occuper les tourillons, on plaça l'axe des *tourillons* à un demi-calibre au-dessous de l'axe de la pièce. On obtint par là une précision bien supérieure. Les modèles des affûts qui doivent supporter les pièces furent aussi déterminés. Le charronnage était encore dans l'enfance. Les affûts, construits assez grossièrement, avaient leurs essieux en bois.

(2) Le général Gribeauval avait servi dans les armées autrichiennes et prussiennes. Il avait dirigé leur artillerie, et s'était acquis une grande réputation à la défense de Scheweidnitz. De retour en France, il compara ce qu'il avait vu avec ce qui existait alors, et présenta un projet de réorganisation complète de l'artillerie.

dans un sachet en serge et réunie au boulet ensabotté; la vis de pointage substituée au coris de mire rendit le pointage plus rapide : toutes ces dispositions devaient augmenter beaucoup la justesse du tir.

Gribeauval s'occupa aussi du personnel de l'artillerie, et fit des changements importants dans son organisation. Avant lui le service de l'artillerie se faisait par détachement; un certain nombre d'officiers et de canonniers étaient désignés pour certaines pièces; ils marchaient avec elles et s'en servaient, puis, rentrés au parc, n'en avaient plus la surveillance. Gribeauval changea ce système et plaça les mêmes pièces sous la responsabilité des officiers; enfin il créa la division d'artillerie, qui se prêta admirablement à l'organisation de 1791.

En 1765 le corps de l'artillerie était divisé en sept régiments, ayant chacun une école particulière. En 1792, on comptait huit régiments; plus tard, en l'an II, les mineurs furent réunis au corps du génie.

Mais l'innovation la plus utile fut celle de l'artillerie à cheval. Ce fut Lafayette qui, le premier, fit adopter en France cette utile innovation en usage déjà sous Frédéric II. En l'an III, il y avait huit régiments d'artillerie légère ou à cheval.

« L'artillerie à cheval, dit le général Foy, fut composée à sa création des artilleurs les plus ingambes, et recrutée ensuite avec l'élite des grenadiers. Elle fit des merveilles. On vit dans les campagnes d'Allemagne de simples capitaines de cette arme acquérir une réputation d'armée. Bientôt les généraux ne voulurent plus avoir d'autre artillerie, parce que celle-là étant plus mobile et plus efficace, il en fallait moins, et c'était autant d'allégement dans les colonnes d'attirail. »

Avant de terminer cette esquisse sur la vieille armée française, disons un dernier mot sur les corps qui firent sa gloire. N'est-ce pas à la vieille armée qu'appartiennent les beaux faits d'armes des premiers jours de la révolution? Le marquis de Beaurepaire, chef de bataillon de volontaires, qui se brûla la cervelle à Verdun, était un colonel de l'ancienne armée; le marquis de Dampierre, le premier des généraux qui mourut d'un boulet de canon lui appartenait aussi. Les premières victoires de la république furent l'œuvre des vieux corps. Les premières armées furent conduites par Biron, Luckner, de Beauharnais, de Kellermann, de Custine, Dumouriez, Beurnonville, portés comme généraux sur l'annuaire de 1788. Pichegru sortait des instructeurs de Brienne, où Bonaparte était élève. N'est-ce pas aussi le vieux régime qui avait formé toute cette génération vigoureuse de sous-officiers qui devinrent généraux sous la république?

TABLEAU CHRONOLOGIQUE

DES ÉVÉNEMENTS MILITAIRES, DES COMBATS, DES SIÉGES, BATAILLES ET TRAITÉS DE PAIX, DEPUIS LA PAIX D'AIX-LA-CHAPELLE (1748), JUSQU'A LA CONQUÊTE DE LA BELGIQUE (1792.)

SUITE DE LA TROISIÈME RACE, DITE CAPÉTIENNE

ET DE LA BRANCHE DES BOURBONS (LA 5e DES CAPÉTIENS).

LOUIS XV (SUITE).

DEPUIS LA PAIX D'AIX-LA-CHAPELLE (1748) JUSQU'EN 1774.

ÉVÉNEMENTS MILITAIRES, COMBATS, SIÉGES ET BATAILLES.

1749. M. de la Touche, commandant à Pondichéry (côte de Coromandel) remporte sur le nabab d'Arcate une victoire qui procure à la France la possession de Masulipatnam et d'autres districts voisins (3 août).

1755. Après un combat disproportionné, une escadre anglaise de treize vaisseaux de ligne, s'empare, près du banc de Terre-Neuve, de deux vaisseaux de ligne français (8 juin). — Commencement de la guerre entre les Français et les Anglais en Amérique. Combat sur les rives de l'Ohio (9 juillet). Les Français y battent complétement les Anglais. Combat du lac Saint-Georges (1er septembre). Un corps de quinze cents Anglais y est mis en déroute par les Français.

1756. Louis XV fait armer trois escadres contre l'Angleterre : l'une est destinée pour l'Amérique, les deux autres restent disponibles dans les rades de Brest et de Toulon (janvier). — Expédition du maréchal de Richelieu contre l'île Minorque. Prise de Ciutadella et Port-Mahon. Bataille navale à la hauteur de Mahon (20 mai). M. de la Galissonnière y bat une escadre anglaise. Prise du fort Saint-Philippe (28 juin). Prise des forts Ontario, Orwège et Georges dans le Canada (13 et 14 août).— Commencement de la guerre dite de *Sept-Ans* (août). Les Prussiens envahissent la Saxe sans déclaration de guerre et y obtiennent des succès sur les troupes autrichiennes et saxonnes. — Une armée française de vingt-quatre mille hommes marche en Allemagne sous les ordres du prince de Soubise (octobre).

1757. De nouvelles troupes sont envoyées dans l'île de Corse, sous les ordres du marquis de Custine pour y soutenir le parti génois (janvier). — Une escadre française de cinq vaisseaux de ligne porte des troupes et des munitions à Saint-Domingue (février). — Les Anglais reprennent Calcuta et s'emparent de Chandernagor (24 mars). — Suite des opérations en Allemagne. Une armée française de cent mille hommes pénètre en Westphalie (mars). Prise de Clèves et de Wesel par les Franco-Autrichiens (6 et 8 avril). Combat de Reichenberg (24 avril). Les Prussiens y battent les Autrichiens. — Une escadre française de neuf vaisseaux de ligne porte cinq mille hommes de renfort au cap Breton et dans le Canada (3 mai). — Bataille de Prague (6 mai) gagnée par le roi de Prusse sur les Autrichiens. — Deuxième combat naval à la hauteur de Malaga (8 juin). Une escadre française de quatre vaisseaux de ligne, se bat avec avantage contre cinq vaisseaux anglais, qui sont très-maltraités. — Bataille de Colin (18 juin) gagnée par les Autrichiens sur les Prussiens. — Les Français s'emparent d'Embeden et de l'Ost-Frise (3 juillet). Bataille d'Hastembeck (24 juillet). Le maréchal d'Estrées y bat le duc de Cumberland. — M. de Montcalm enlève aux Anglais le fort Guillaume-Henri, dans le Canada (9 août). — Bataille de Rosbach (5 novembre) gagnée par le roi de Prusse sur le prince de Soubise, qui y éprouve une déroute complète.

1758. Opérations en Allemagne. Les Français abandonnent le Hanovre, la Hesse, le Brunswick

et l'Ost-Frise. Prise de Kayserwerth par les Prussiens — Vingt-deux vaisseaux de ligne anglais avec quinze mille hommes de troupes de débarquement font une vaine tentative sur Saint-Malo (5 au 13 juin). — Bataille de Crewelt (23 juin) L'armée prussienne, commandée par le prince Ferdinand, y bat les Français sous les ordres du prince de Clermont. — Dans le Canada, le marquis de Montcalm, à la tête de trois mille trois cents Français, met en déroute une armée anglaise de vingt mille hommes commandés par Abercrombie (8 juillet.) — Combat de Sanders-Hausen (23 juillet). Le duc de Broglie, à la tête de sept mille hommes détachés de l'armée du prince de Soubise, y défait huit mille Hanovriens. Cette victoire amène la prise de Minden, la soumission de la Hesse et du Hanovre. Combat de Saint-Cast (4 septembre). Le duc d'Aiguillon y atteint treize mille Anglais débarqués à Saint-Brieux et qui se portaient sur Saint-Malo, leur tue trois mille hommes et leur fait sept cents prisonniers. — Bataille de Lutzelberg (10 octobre) gagnée par le prince de Soubise sur le prince héréditaire de Brunswick.

1759. Combat de la Martinique (16 janvier). Les Anglais, qui y font une descente avec huit mille hommes, sont battus et repoussés avec perte par les Français. — Suite des opérations en Allemagne. Bataille de Berghen (13 avril). Le duc de Broglie, avec vingt-cinq mille hommes, y bat le prince Ferdinand de Brunswick qui était venu l'attaquer avec quarante mille. L'ennemi laisse près de dix mille nommes sur le champ de bataille. — Les Anglais s'emparent de la Guadeloupe (2 mai). — Prise de Minden et de Munster par les Français (9 et 25 juillet). Bataille de Minden (1er août) gagnée par le prince de Brunswick sur le maréchal de Contades. Cette bataille, qui livre Munster, Minden et Cassel aux alliés, force les Français d'évacuer la Hesse. — Deuxième combat naval à la hauteur de Lagos (17 août). Une flotte anglaise de quatorze vaisseaux de ligne y bat une escadre française qui n'en compte que sept, dont deux seulement furent sauvés. Bataille de Québec (Amérique). Le marquis de Montcalm y est battu par le général anglais Wolf (13 septembre). — Combat de Vandavachi, dans l'Inde (30 septembre); onze cents Français y défont dix-sept cents Anglais et quatre mille noirs. — Évacuation de la Corse par les Français.

1760. M. de Lally, trahi et abandonné dans l'Inde par les Marates, est battu par les Anglais (24 janvier). — Prise d'Anclam par les Suédois (28 janvier). — Combat naval de Carlingford (île de Rathlin). La flotte anglaise de l'amiral Éliot y bat l'escadre française du capitaine Thurot, qui périt dans le combat (18 février). — Deuxième bataille de Québec (28 avril). Les Français y battent les Anglais. — Opérations en Allemagne. Bataille de Corback (10 juillet). Le maréchal de Broglie y bat l'armée anglo-hanovrienne. — Bataille de Warbourg (31 juillet) gagnée sur les Français par les Hanovriens. — Les Anglais se rendent maîtres de tout le Canada (septembre). — Prise du château de Clèves par les Hanovriens (2 octobre). Bataille de Rheinberg ou de Closter-camp (16 octobre). Le maréchal de Castries y bat l'armée anglo-hanovrienne, commandée par le prince de Brunswick (1).

1761. Pondichéry se rend aux Anglais (15 janvier). — Deux armées françaises opèrent en Allemagne sous les ordres des maréchaux de Soubise et de Broglie. Combat de Grünberg (21 mars). Les Français y battent un corps hanovrien, qui perd treize pièces de canon et deux mille prisonniers. — Les Anglais, qui tentent une descente à Belle-Ile (8 avril), sont vigoureusement repoussés. Cette île est prise le 7 juin suivant. — Bataille de Willinghausen ou de Ham (15 juillet), gagnée par le prince de Brunswick sur le maréchal de Soubise.

1762. Les Anglais se rendent maîtres de la Martinique (16 février). — Continuation des opérations en Allemagne. — *Septième et dernière campagne de la guerre de Sept-Ans.* Combat de Grebenstein (24 juin). Le prince Ferdinand y bat les maréchaux d'Estrées et de Soubise. Combat de Reichenbach (16 août.) Un corps prussien y bat l'armée autrichienne. Bataille de Johannisberg (30 août), gagnée par les maréchaux d'Estrées et de Soubise sur le prince héréditaire de Brunswick. — La ville de Saint-Jean (île de Terre-Neuve) est reprise par les Anglais sur les Français (18 septembre).

(1) Cette journée est célèbre par le dévouement et la mort du chevalier d'Assas, capitaine au régiment d'Auvergne, infanterie.

1763. Combat de Fuirani (10 juillet). Les Corses y battent les troupes génoises, qui y perdent trois cents hommes.

1764. Un corps de troupes françaises se rend en Corse pour y conserver les places dont la république de Gênes était en possession.

1769. Campagne de Corse. Le marquis de Chauvelin, les comtes de Marbeuf et de Vaux, y remportent plusieurs avantages sur les habitants de l'île. — Le comte de Vaux bat les insulaires, s'empare de leur camp de Saint-Nicolas, et les débusque des hauteurs de Lento (5 et 7 mai). Prise de Corté (21 mai). Soumission de l'île.

TRAITÉS DE PAIX.

1756 (1er mai). ***Traité d'alliance***, signé à Versailles, entre Louis XV et Marie-Thérèse, par lequel les deux parties contractantes se garantissent mutuellement leurs États d'Europe et un secours réciproque de vingt-quatre mille hommes.

1757 (1er mai). Deuxième traité de Versailles connu sous le nom de ***Traité d'union et d'amitié***, entre Louis XV et Marie-Thérèse. La France s'engage à faire agir un corps de cent cinq mille hommes et à fournir un subside annuel de 12 millions de florins.

1757 (10 septembre). Capitulation de Closter-Seven. L'armée du duc de Cumberland, cernée par le maréchal de Richelieu, ne trouve son salut que dans cette capitulation, bientôt violée par le général anglais.

1757 (22 septembre). ***Traité de subside*** entre la France et la Suède. Cette dernière puissance s'engage à faire agir vingt mille hommes en Poméranie, moyennant un secours annuel de 3 millions 150,000 livres.

1758 (30 décembre). Traité de Versailles entre la France et l'Autriche. Il confirme les conventions stipulées dans les deux précédents traités.

1760 (24 mars). Traité de Turin, qui fixe les limites de la France et des États du roi de Sardaigne, depuis Genève jusqu'à l'embouchure du Var.

1761 (28 mars). Ouverture des négociations entre les cours de Versailles et de Londres; elles sont rompues le 21 septembre suivant.

1761 (15 août). Traité de paix connu sous le nom de ***Pacte de Famille***, entre les différentes branches de la maison de Bourbon, pour contre-balancer l'Angleterre dans son crédit et ses alliances.

1762 (30 août). Réunion de la principauté de Dombes à la France.

1763 (10 février). Paix de Paris, entre la France, l'Espagne, l'Angleterre et le Portugal. (Les préliminaires en furent signés à Fontainebleau le 3 novembre 1762.) Elle termine la guerre de Sept-Ans.

1768 (15 mai). Traité par lequel la république de Gênes remet la Corse à la France, en nantissement des dépenses faites ou à faire pour réduire cette île.

1768 (9 juin). Réunion à la France de la ville d'Avignon et du comtat Venaissin.

ROIS, GUERRIERS ET PERSONNAGES CÉLÈBRES.

SOUVERAINS. — Joseph II, empereur d'Allemagne; Clément XIII et Clément XIV, papes; Pierre III, empereur russe; Catherine II, impératrice de Russie; Georges III, roi d'Angleterre; Charles III, roi d'Espagne; Adolphe-Frédéric et Gustave III, rois de Suède; Christian VII, roi de Danemark; Othman III et Mustapha III, empereurs ottomans; Joseph-Emmanuel, roi de Portugal; Guillaume V, stathouder des Provinces-unies; Stanislas III (Poniatowski), roi de Pologne; Victor-Amédée, roi de Sardaigne.

MINISTRES DE LA GUERRE. — Voyer-d'Argenson, marquis de Paulmi, en 1757; maréchal duc de Belle-Isle, 1758; duc de Choiseul, 1761; marquis de Monteynard, 1771; de Vignerot, du Plessis de Richelieu, duc d'Aiguillon, 1774.

MARÉCHAUX. — Marquis de la Ferté-Senneterre, 1757-1772; marquis de la Tour-Maubourg, 1757-1764; comte de Lautrec, 1757-1762; duc de Biron, 1757-1787; Charles-François de Montmorency duc de Luxembourg, 1757-1764; duc d'Estrées, 1757-1771; milord Clare, comte de Thomond, 1757-1761; duc de Mirepoix, 1757-1757; comte de Bercheny, 1758-1778; comte

de Conflans, 1758–1777 ; marquis de Contades, 1758-1792 ; prince de Soubise, duc de Rohan, 1758-1787 ; duc de Broglie, 1758-1804 ; de Durfort, duc de Lorges, 1768-1773 ; Louis de Conflans, marquis d'Armentières, 1768–1774 ; duc de Cossé-Brissac, 1768-1780.

LOUIS XVI.

DE 1774 JUSQU'AU 21 SEPTEMBRE 1792.

ÉVÉNEMENTS MILITAIRES, COMBATS, SIÉGES ET BATAILLES.

1778. Guerre d'Amérique. La France prend partie pour les colonies anglaises de l'Amérique septentrionale, révoltées contre la métropole. Une flotte française fait voile pour l'Amérique sous les ordres du comte d'Estaing; elle porte vingt-quatre mille hommes de débarquement et un grand nombre de munitions de guerre (mai et juin). Louis XVI déclare la guerre à l'Angleterre. — Combat naval d'Ouessant (27 juillet). Une escadre française de trente-trois vaisseaux de ligne, commandée par le comte d'Orvilliers, y bat l'escadre anglaise forte de trente et un vaisseaux aux ordres de l'amiral Keppel. — M. de Bouillé, gouverneur de la Martinique, se rend maître de la Dominique (7 septembre). Les Anglais s'emparent des îles Saint-Pierre et de Miquelon (24 septembre), de Pondichéry (16 octobre), et de Sainte-Lucie (12 décembre.)

1779. Le comte d'Estaing livre devant Sainte-Lucie deux combats sanglants aux Anglais, commandés par le général Grant (18 janvier), et est forcé d'abandonner l'entreprise qu'il a formée de reprendre cette île. Les Français se rendent maîtres des établissements anglais dans le Sénégal (23 au 30 janvier). Prise de l'île Gorée sur les Anglais (mai). Le comte d'Estaing enlève de vive force les îles de Saint-Vincent et de la Grenade (28 juin et 2 juillet). Combat naval à la hauteur de l'île de Grenade (6 juillet). Une flotte française, commandée par le comte d'Estaing, y bat la flotte anglaise de l'amiral Byron. L'armée combinée de France et des États-Unis, dirigée par le comte d'Estaing et le général Lincoln, livre un assaut à la place de Savannah (9 octobre), et est repoussée par les Anglais.

1780. Combat naval, à la hauteur de Cadix (16 janvier). L'amiral anglais Rodney y bat la flotte espagnole de don Juan de Langara. — Opérations navales dans les Antilles : la marine française y obtient des succès. — Combat naval à la hauteur de la Dominique (17 avril), entre la flotte française aux ordres de M. de Guichen et celle d'Angleterre, commandée par l'amiral Rodney. Ce combat est sans avantage décisif d'aucun côté. — Le gouvernement français envoie un renfort de douze mille hommes en Amérique, sous les ordres de M. de Rochambeau (mai). Deuxième et troisième combats en mer, près de la Martinique (15 et 19 mai), entre M. de Guichen et l'amiral Rodney, qui, comme le précédent, reste sans avantage marqué pour l'une ou l'autre nation. Le général Rochambeau prend possession de Rhode-Island, abandonné par les Anglais (10 juillet), et s'y fortifie. — Combat de Cambden (16 août). Les Anglais, commandés par lord Cornwallis, y défont l'armée des États-Unis. Combat de King-Mountain (5 octobre). Les Anglo-Américains y battent un corps anglais.

1781. Suite des opérations navales dans les Antilles. L'amiral Rodney s'empare des îles hollandaises de Saint-Eustache, de Saba et de Saint-Martin (19 février) ; il se rend maître de Demerary et d'Essequedo (Guyane hollandaise). — Bataille de Guilford (15 mars), gagnée par lord Cornwallis sur le général Gréen. — Expédition du marquis de Suffren dans l'Inde. Combat naval à la hauteur de San-Yago (île du Cap-Vert). Le bailli de Suffren y bat le commodore Johnston (16 avril), et va prendre possession du cap de Bonne-Espérance.— Quatrième combat naval à la hauteur de la Martinique (29 avril), entre une escadre française de vingt-cinq vaisseaux de ligne commandée par le comte de Grasse et l'escadre de l'amiral Hood, de dix-huit vaisseaux, qui bat en retraite en bon ordre.— La Motte-Piquet rencontre à la hauteur du cap Lézard un convoi de trente-deux navires (2 mai) l'attaque et lui prend vingt-six vaisseaux. — Prise de Tabago (2 juin), par le comte de Grasse. — Le duc de Crillon débarque à Minorque (23 août), à la tête d'un secours qu'il amène aux Espagnols. — Les généraux de Rochambeau et Lafayette secondent les opéra-

tions de Washington dans la Virginie, tandis que le comte de Grasse débarque, dans la baie de Chésapeack, trois mille hommes commandés par le marquis de Saint-Simon. — L'armée anglaise, forte de six mille combattants, capitule dans York-Town (18 octobre), et est faite prisonnière. — M. de Bouillé reprend l'île Saint-Eustache sur les Anglais, et leur fait sept cents prisonniers (25 novembre); il se rend également maître de l'île Saint-Martin.

1782. Prise des îles Saint-Christophe et de Montferrat, par M. de Bouillé (janvier et février). Le duc de Crillon reprend Minorque sur les Anglais (5 février). — Combat naval sans résultat, à la hauteur de Madras (17 février), entre Suffren et l'amiral anglais Hudges. Prise de Gondelour par le même (6 avril). — Bataille navale à la hauteur de la Dominique et des Saintes (12 avril), gagnée par l'amiral Rodney sur le comte de Grasse, qui y est fait prisonnier : cinq vaisseaux français restent au pouvoir des Anglais. Le même jour, une escadre anglaise, commandée par l'amiral Hudges, livre un combat indécis à une escadre française aux ordres du bailli de Suffren. — Combat naval de Négapatnam (6 juillet) : il est le troisième livré à l'amiral Hudges par M. de Suffren, et reste également sans résultat. Un quatrième combat se livre près la côte de Coromandel (3 septembre).

1783. Cinquième combat en mer (20 juin) entre Suffren et l'amiral Hudges, qui est obligé de battre en retraite. — Prise de Trinquemale sur les Anglais (3 août).

1789. Ouverture des états généraux (5 mai) : ils se constituent en Assemblée nationale (17 juin). — Troubles dans Paris (juin et juillet). — Prise de la Bastille par la population parisienne (14 juillet). — Incendie et dévastation des châteaux dans les provinces.— L'Assemblée nationale décrète l'abolition des droits féodaux et la liberté de la presse (nuit du 4 au 5 août; 24 août). — Les Parisiens se portent en foule à Versailles et forcent le roi à venir habiter les Tuileries (journées des 5 et 6 octobre). L'Assemblée nationale s'y transporte le 19. — Création des *assignats* (19 décembre). — Division de la France en quatre-vingt-trois départements.

1790. *Fédération du Champ-de-Mars* (14 juillet). — Insurrection des troupes de la garnison de Nancy (1) et collision entre elles et la garde nationale (16 au 31 août).— Continuation des troubles dans la capitale et dans les provinces.

1791. Déclaration de Mantoue (20 mai), connue sous le nom de traité de Pavie, par laquelle se forme la première coalition contre la France (2). — Le roi quitte furtivement les Tuileries avec sa famille et se dirige vers les frontières (nuit du 20 au 21 juin). Il est reconnu et arrêté à Varennes, le 21. — Entrevue et déclaration de Pilnitz (25 et 27 août), entre l'empereur Léopold II et le roi de Prusse. Par cet acte, les deux monarques promettent aux émigrés français l'appui des puissances de l'Allemagne. — Le roi se rend dans le sein de l'Assemblée nationale et accepte solennellement la constitution (14 septembre). — L'Assemblée nationale, qui a pris le nom de *constituante*, termine ses séances le 30 septembre. L'*Assemblée législative* lui succède le 1er octobre.

1792. Commencement de la *guerre de la Vendée.* — Décret de l'Assemblée législative qui déclare la guerre à François II, roi de Hongrie et de Bohême (20 avril). — Commencement des *guerres de la révolution* et des hostilités en Flandre (28 avril). — Les généraux Lafayette et Rochambeau envahissent la Belgique. — Combats de Tournai et de Quiévrain

(1) Cette insurrection est célèbre par le dévouement du brave Desilles, officier au régiment du Roi, infanterie. Le 31 août, au moment où les troupes se disposaient à faire feu sur la garde nationale, il s'attache à la bouche d'un canon auquel des soldats de son corps tentent de mettre le feu, et ne l'abandonne qu'après avoir reçu quatre coups de fusil qui le blessent mortellement.

(2) D'après cette convention, renouvelée le 31 juillet 1792, les trois puissances contractantes devaient faire marcher 95,000 hommes dans les directions suivantes; le contingent suisse était à leur compte :

L'Autriche,	30,000	hommes	sur les frontières de la Flandre, et
	15,000	—	sur l'Alsace;
L'Espagne,	20,000	—	sur les frontières méridionales de la France;
La Sardaigne,	15,000	—	sur le Dauphiné;
La Suisse,	15,000	—	sur Lyon et la Franche-Comté.

(28 avril), où les troupes françaises sont repoussées. — Le maréchal Luckner est envoyé en Flandre, pour être opposé à l'armée autrichienne (21 mai). — Combat de Saint-Aubin (23 mai). — Sept mille Français, forcés de céder au nombre, se replient en bon ordre sur Philippeville. — Combat de Maubeuge (11 juin). — L'avant-garde du général Lafayette y repousse les Autrichiens avec perte. — Prise de Menin et de Courtrai, par Luckner (17 juin). — Insurrection populaire dans Paris (20 juin). — Les alliés reprennent Menin et Courtrai. — Deuxième fédération au Champ-de-Mars (14 juillet) : on y jure, sur l'autel de la patrie, le maintien de la constitution. — Manifeste ridicule du duc de Brunswick (25 juillet). — Combat de Causel (8 août); Luckner y bat les Autrichiens. — JOURNÉE DU 10 AOUT, qui suspend le pouvoir exécutif; le roi et sa famille sont transférés au Temple (12 août). — Combat de Fontoy (19 août); le maréchal Luckner y bat vingt-deux mille Autrichiens. — Kellermann remplace Luckner dans le commandement de l'armée de la Moselle (23 août). — Prise de Longwy par les Prussiens (23 août). — Combat du camp de Maulde (31 août); quinze mille Autrichiens y sont défaits par les Français. — Les Prussiens entrent dans Verdun (2 septembre). — Massacres dans les prisons de Paris (2 et 6 septembre). — L'ennemi s'avance dans la Champagne (14 septembre). — Campagne de l'Argonne. — Dumouriez marche contre les Prussiens, les Autrichiens, les Hessois et les émigrés. — Combat de la Croix-aux-Bois (14 septembre); le général Chazot y défait les Autrichiens. — Bataille de Valmy (20 septembre), gagnée sur les Prussiens par le général Kellermann. — Retraite des coalisés, qui évacuent le territoire français.

TRAITÉS DE PAIX.

1778 (6 février). Traité d'alliance et de commerce, signé à Paris entre Louis XVI et les États-Unis d'Amérique. La France reconnaît l'indépendance de ces États.

1782 (30 novembre). Les préliminaires de la paix entre la Grande-Bretagne et les États-Unis d'Amérique sont signés à Paris.

1783 (20 janvier). Préliminaires de paix signés à Versailles, entre la France, l'Espagne et l'Angleterre.

1783 (3 septembre). Paix de Versailles, entre la France, l'Angleterre, l'Espagne et les États-Unis d'Amérique. Ce traité termine la guerre de l'indépendance des États-Unis, que la Grande-Bretagne reconnaît comme libres et souverains indépendants. L'Angleterre restitue à la France Sainte-Lucie, l'île de Gorée, Pondichéry, Mahé et le comptoir de Surate. Elle lui cède Tabago, les forts situés sur les rives du Sénégal, et consent à l'abrogation des articles concernant les fortifications de Dunkerque, insérés dans les traités antérieurs.

ROIS, GUERRIERS ET PERSONNAGES CÉLÈBRES.

SOUVERAINS. — Louis XVI; Marie-Antoinette d'Autriche; Louis-Stanislas-Xavier, comte de Provence; Charles-Philippe, comte d'Artois; Louis-Joseph-Philippe, duc d'Orléans; Louis-Philippe, duc de Chartres; Léopold II, empereur d'Allemagne; Pie VI, pape; Charles IV, roi d'Espagne; Abdoul-Hamed, empereur ottoman; Marie I et Paul III, Portugal, Marie I, seule, reine de Portugal; Victor-Amédée III, roi de Sardaigne.

MINISTRES DE LA GUERRE. — Le maréchal du Muy, 1774; comte de Saint-Germain, 1775; Prince de Montbarey, 1777; le comte de Vergennes, ministre des affaires étrangères, remplit l'intérim du 19 au 22 décembre 1780; le maréchal marquis de Ségur, 1780; le baron de Breteuil, ministre de la maison du roi, remplit l'intérim du 29 août au 24 septembre 1787; de Loménie, comte de Brienne, 1787; comte de Puységur, 1788; maréchal duc de Broglie, 13 juillet 1789; comte de Saint-Priest, ministre de l'intérieur, remplit l'intérim du 15 juillet au 4 août 1789; comte de La Tour-Dupin Gouvernet, 4 août 1789; Duportail, 1790; de Narbonne, 1791; M de Lessart, ministre des affaires étrangères, remplit l'intérim du 20 décembre 1791 au 8 janvier 1792; de Grave, 9 mars 1792; Servan, 9 mai 1792; Dumouriez, ministre des affaires étrangères, remplit l'intérim du 12 au 16 juin 1792; Lajard, 16 juin 1792; d'Abancourt, 23 juillet 1792; Servan, 11 août 1792.

MARÉCHAUX. — Duc d'Harcourt, 1775-1784; duc de Noailles, 1775-1793; comte de Nico-

lal, 1775-1777; chevalier de Berwick, duc de Fitz-James, 1775-1787; comte de Noailles, duc de Mouchy, 1775-1794; de Durfort, duc de Duras, 1775-1800; comte de Muy, 1775-1775; marquis de Ségur, 1783-1801; de Maillé, marquis d'Harcourt, 1783-1794; d'Esparbès, marquis d'Aubeterre, 1783-1790; prince de Beauvau, 1783-1793; marquis de Castries, 1783-1801; duc de Laval-Montmorency, 1783-1798; duc de Croy, 1783-1787; comte de Vaux, 1783-1788; comte de Choiseul-Stainville, 1783-1793; duc de Levis, 1783-1787; Luckner, 1791-1793; Donat de Rochambeau, 1791-1807.

Généraux célèbres. — Dumouriez, Bouillé, Dampierre, Théobald Dillon, Lafayette.

Officiers généraux des armées navales. — D'Aché, Beaufremont, comte de Grasse, La Motte-Piquet, d'Orvilliers, Rohan-Montbazon, Saint-Aignan, Sercé, Thévenard.

RÉPUBLIQUE.

DEPUIS LE 22 SEPTEMBRE 1792 JUSQU'AU 6 NOVEMBRE 1804.

1re Époque. — Du 22 septembre 1792 jusqu'à la conquête de la Belgique (1792).

ÉVÉNEMENTS MILITAIRES, COMBATS, SIÉGES ET BATAILLES.

1792. L'Assemblée législative, qui termine ses séances le 21 septembre, est remplacée par la *Convention nationale*, qui ouvre les siennes le même jour. Elle proclame, par son premier acte, l'abolition de la royauté et la fondation de la république. — Siége de Lille par les Autrichiens et défense mémorable des habitants de cette ville. — Le général Anselme, qui passe le Var à la tête de l'armée d'Italie (28 septembre), s'empare de Nice, de Villefranche et du fort Montalban. — Prise de Spire et de Worms par les Français (29 septembre et 4 octobre).—Levée du siége de Lille (8 octobre); évacuation de Verdun par les Prussiens.— Premier combat de Suspello (18 octobre). Les Piémontais y repoussent l'avant-garde du général Anselme. — Prise d'Oppenheim (18 octobre). — Les Prussiens abandonnent Longwy (22 octobre). Les coalisés évacuent Saint-Amand, Orchies et Marchiennes. — Entrée de Custine dans Francfort-sur-le-Mein (28 octobre).—Bataille de Jemmapes (6 novembre). L'armée française, commandée par Dumouriez, ayant sous ses ordres le jeune duc de Chartres, les généraux d'Harville, Ferrand, Beurnonville, Dampierre et Thouvenot, y bat l'armée autrichienne commandée par le prince de Saxe-Teschen. — Le général Labourdonnaye reprend Tournai et s'empare de Gand (8 et 12 novembre). — Combat d'Anderlecht (13 novembre). 10,000 Autrichiens y sont battus par Dumouriez. Prise de Bruxelles, de Malines et d'Ostende (14 et 16 novembre). Les Français se rendent maîtres d'Anvers, d'Ypres, de Furnes, de Bruges, de Namur et de Tirlemont (18, 21 et 22 novembre). — Combat devant la ville de Liége (27 novembre). Dumouriez y bat un corps de 12,000 Autrichiens et entre dans la place. Le général Miranda s'empare de Ruremonde, et le général Beurnonville de Saarbruck et autres places (10 et 13 décembre). — Les succès des troupes françaises sur le Rhin, dans la Flandre et en Italie, amènent la conquête de la Belgique, de la Gueldre autrichienne, du comté de Nice et de la Savoie.

CONVENTION NATIONALE.

Présidents de la convention nationale. — Pétion, Lacroix, Hérault de Séchelles, l'abbé Grégoire, Barrère, Defermont, Treilhard.

Souverains. — François II, empereur d'Allemagne, Gustave III, roi de Suède.

Ministre de la guerre. — Pache (18 octobre 1792).

Généraux célèbres. — Anselme, d'Arson, d'Harville, Beaupuy, Canclaux, Carteaux, Chazot, Custine, Dagobert, Dampierre, Desprez-Crossier, Art. Dillon, Dugommier, Dumerbion, Ferrand, Houchard, Humbert, Kilmaine, Laharpe, Ligonnier, Miranda, Montesquiou-Fezensac, Moreau, Moulin, Narbonne, Paoli, Rochambeau, fils du maréchal; Rusca, Servan, Sombreuil, Thouvenot, Valence, Westermann, Wimpfen, Vimpfen F.



CHAPITRE IV.

DE 1793 A LA PAIX DE CAMPO-FORMIO (1797).

SOMMAIRE. — La république française. — Ses idées, ses forces militaires au moment de la coalition. — Invasion de la Hollande. — Retraite des Français. — Bataille de Nerwinden. — Les représentants du peuple aux armées. — Mort de Dampierre. — Bataille d'Hondschoote. — Carnot. — Évacuation du Palatinat. — Siége de Mayence. — Siége de Toulon. — Bonaparte. — Opérations de l'armée d'Italie. — Guerre d'Espagne. — Armée des Pyrénées-Orientales. — Armée des Pyrénées-Occidentales. — Armée du Nord. — Bataille de Watignies. — Armée du Rhin et de la Moselle, reprise des lignes de Weissembourg. — Hoche. — Bataille de Turcoing. — Bataille de Fleurus. — Bataille d'Aldenhoven — Invasion de la Hollande. — Armée des Alpes. — Armée d'Italie. — Dumerbion et Bonaparte. — Armée des Pyrénées. — Conquête de la Biscaye. — Campagnes de 1795. — Investissement de Mayence. — Prise de Manheim. — Armée des Alpes et d Italie (1795). — Bataille de Loano. — Kellermann et Scherer. — Armée de Sambre et Meuse. — Retraite des Autrichiens. — Combat d'Altenkirchen. — Mort de Marceau. — Rhin et Moselle. — Batailles d'Ettlingen et de Neresheim. — Retraite de Moreau. — Bataille de Biberach. — Armée d'Italie. — Bonaparte. — Batailles de Montenote, de Millesimo et de Mondovi. — Conquête de la Lombardie. — Castiglione. — Vurmser à Mantoue. — Arcole. — Rivoli. — La Favorite. — Reddition de Mantoue. — Passage de la Piave et du Tagliamento. — Joubert dans le Tyrol. — Paix de Campo-Formio. — Armée de Sambre et Meuse. — Bataille de Neurieg. — Mort de Hoche. — Organisation.

La république française était proclamée, et pour donner à cet acte de souveraineté populaire une portée plus hautaine et plus fière aux yeux de l'Eu-

rope, la Convention nationale fit rouler sur l'échafaud la tête du malheureux Louis XVI. Cette grande exécution produisit en France une terreur profonde, en Europe, un étonnement mêlé d'indignation. — La lutte était engagée. — La république française en jetant aux royautés ce sanglant défi s'apprêtait à soutenir un combat à outrance, sans trêve ni merci. Il fallait combattre et vaincre les forces puissantes de la coalition ou succomber sous ses coups. Il n'y avait pas d'autre alternative. La Convention, avec cette effrayante énergie qui la caractérise, entra en lice sans hésiter, et mesura, avec une perspicacité profonde et un admirable sang-froid, la portée de cette lutte, les forces de ses adversaires et ses propres moyens d'action. Jusqu'ici trois puissances seulement avaient été engagées dans cette guerre, la Prusse, l'Autriche et le Piémont. L'Europe tout entière se levait en armes pour combattre la France. L'Angleterre, l'Espagne, la Hollande, la Saxe, le Hanovre et jusqu'aux royautés de Naples et de Portugal poussèrent un cri de réprobation et de guerre contre la république, et 400,000 baïonnettes brillèrent à la fois sur la Meuse, sur le Rhin, en haut des Alpes et au sommet des Pyrénées (1).

En même temps que toutes ces forces s'amassaient sur nos frontières, les départements du Midi et de l'Ouest se soulevaient et prêtaient la main à la coalition.

Pour faire face à tant d'ennemis à la fois, la Convention redoubla d'énergie et d'audace. On ne peut s'empêcher d'admirer la promptitude, la sagesse de ses dispositions et le sang-froid qui présidèrent à toutes ses mesures, même les plus violentes. Aux rois de l'Europe, elle a jeté une tête de roi pour défi, aux peuples, elle adresse une proclamation, traduite dans toutes les langues, où elle annonce l'ère de la liberté, c'est-à-dire guerre à outrance aux gouvernements et aide et protection aux mécontents qui voudront s'insurger. Un décret prescrit la levée de 300,000 hommes afin de porter à 500,000 l'effectif de l'armée (2). Le ministère de la guerre est confié à un seul

(1) *Composition des armées coalisées.*

1° Autrichiens : l'armée en Belgique	50,000
— le cordon sur le Rhin de Coblentz à Bâle	40,000
— entre la Meuse et Luxembourg	33,000
2° Prussiens en Belgique	12,000
3° Prussiens, Saxons, Hessois, sur le Rhin	65,000
4° Hollandais	20,000
5° Hanovriens, Anglais et Hessois	30,000
6° Austro-Sardes en Italie	45,000
7° Espagnols	50,000
8° Troupes de l'Empire, de Condé, etc	20,000
9° Napolitains et Portugais	10,000
Total	375,000

(2) Décret du 24 février 1793, portant que tous les hommes mariés, de 18 à 45 ans, seront à la disposition du gouvernement, — que le recrutement ne s'arrêterait que lorsque ce nombre serait atteint. — Mais cette levée n'arriva qu'à 144,000 hommes par suite des insurrections des

homme, ayant six adjoints chargés chacun d'un service. L'armée était divisée en régiments composés de six bataillons et de bataillons de volontaires; elle sera désormais divisée en demi-brigades. Des fabriques de poudre et d'armes sont établies sur tous les points du royaume. Au milieu des embarras de la guerre territoriale, cette étrange et grandiose assemblée s'occupe de la marine, dont elle fixe l'état à cinquante-deux vaisseaux et à cinquante-deux frégates. Tous les officiers de marine sont mis en réquisition, et des lettres de marque sont accordées à tous ceux qui les demandent. Enfin dans les mesures de gouvernement comme dans les mesures de guerre, elle ne cesse de se montrer forte, active et intelligente. Elle se déploie par ses représentants aux armées, par ses commissaires dans les provinces, partout où la puissance morale s'éteint, où la victoire chancelle, où l'autorité semble faiblir.

D'après le plan arrêté par elle et publiquement dénoncé à la tribune, on devait garder la défensive à l'est et au midi, demeurer en observation le long des Pyrénées et des côtes, et déployer toute l'audace de l'offensive dans le nord, où selon Dumouriez, on ne pouvait se défendre que par des batailles. Pour exécuter ce plan, on prit les dispositions suivantes :

« 1° Les armées du Nord, depuis Dunkerque jusqu'au pays de Gex, y compris les garnisons, seront disposées comme il suit : 150,000 hommes de Dunkerque à la Meuse, 50 000 entre la Meuse et la Sarre, 150,000 de Mayence à Besançon et de Besançon jusqu'au pays de Gex, total 350,000 hommes, dont 30,000 de cavalerie et 6,000 d'artillerie de parc, non compris celle destinée au service des pièces de bataillons. Chacune des armées sera pourvue d'équipages de siége, de pontons et généralement de tout ce qui est nécessaire pour opérer offensivement.

« 2° Il sera établi une réserve vers Châlons, composée de 250,000 hommes, dont 3,000 de cavalerie, 1,200 d'artillerie, avec tout l'attirail nécessaire pour se porter partout où le besoin se fera sentir.

« 3° L'armée des Pyrénées sera de 40,000 hommes divisés en trois corps, dont 30,000 d'infanterie, 8,000 de cavalerie et 2,000 d'artillerie. Les armées des Alpes et du Var seront chacune de 16,000 hommes d'infanterie, 4,000 de cavalerie et 800 d'artillerie; celle des côtes de l'Océan, ou d'embarquement, de 40,000 hommes, dont 35,000 d'infanterie, 4,000 de cavalerie et 1,000 d'artillerie.

départements. — Aussi, les armées républicaines, à l'ouverture de la campagne, ne présentaient-elles encore que 270,000 hommes, ainsi répartis :

1° En Belgique, et destinés à l'expédition de Hollande	30,000
2° Devant Maëstricht, sur la Roër et dans le Limbourg	70,000
3° Armée de la Moselle	25,000
4° Armée de Custine à Mayence et sur le Rhin	45,000
5° Armée du Haut-Rhin	30,000
6° Armée en Savoie et à Nice	40,000
7° Enfin dans l'intérieur environ	30,000
Total	270,000

« 4° Chacune de ces armées aura un état-major particulier. Une réserve de 6,000 hommes, dont 2,000 dragons, sera formée pour la garde des côtes de Bretagne. »

En attendant, on entra en campagne avec 270,000 hommes seulement. Suivons les opérations de chacune des armées.

Armée du Nord. — 1793. — L'armée, aux ordres de Dumouriez, s'élevait à environ 124,000 hommes, dont 30,000 sur l'Escaut, 70,000 sur la Meuse, et le reste dans les Ardennes. C'était la véritable armée de la France, et le but qu'on lui désignait était la conquête de la Hollande. Les troupes du général français se mirent en mouvement le 17 février, et pénétrèrent dans le territoire hollandais, où elles s'établirent dans des cantonnements très-serrés, de Berg-op-Zoom à Breda. Dumouriez recommanda à ses généraux Valence et Miranda de hâter les siéges de Maestricht et de Vanloo pendant qu'il pénétrerait en Hollande. Par suite de ses dispositions, il enleva le fort de Klundert, s'empara de Breda, de Gertruydemberg, et arriva jusque sur le Bieblos, où il établit son camp. Ce camp, jeté sur les bords de la mer autour de deux anses, entourées de canaux, fut couvert par nos soldats de huttes en paille alignées sur les dunes, ce qui lui fit donner le nom de *camp des Castors*.

Mais pendant que Dumouriez préparait un débarquement en Hollande, ses généraux éprouvaient des revers en Belgique; 260,000 mille hommes s'avançaient depuis le Haut-Rhin jusqu'en Hollande. Le plan des alliés était de chasser les Français de la Belgique, en rejetant l'armée républicaine sur la rive gauche de la Meuse, afin de dégager d'abord Maestricht, et ensuite de l'arrêter sur la Meuse jusqu'à ce que la place de Mayence eût été reprise. Après quoi l'armée impériale devait s'emparer des Pays-Bas. Le prince de Cobourg, général assez médiocre, mais qui jouissait alors d'une grande réputation, car il venait de partager avec Souwarow la gloire des batailles de Foczani et de Riminsk, livrées contre les Turcs, était chargé de l'exécution de ce plan. Il y avait beaucoup de ressemblance entre l'incertitude et la mollesse de caractère du prince de Cobourg et du duc de Brunswick, et Dumouriez eût pu s'immortaliser sur la Meuse et le Rhin, comme il l'avait fait dans l'Argonne et à Jemmapes; mais il fallait agir avec ensemble et énergie. Dumouriez fit le contraire. Mécontent du gouvernement, plein d'idées ambitieuses et trop confiant dans l'esprit de ses troupes, il négocia au lieu d'agir, forma des projets de royauté en faveur du duc de Chartres, rêva pour lui un gouvernement indépendant en Belgique, menaça la Convention, et se crut assez fort pour faire rétrograder la révolution. Le prince de Saxe-Cobourg, tout en accueillant les négociations, franchit la Roër sur deux colonnes; surprit dans leurs retranchements les généraux Valence et Miranda, fit lever le siége de Maestricht, et menaça le général Dumouriez lui-même dans sa retraite; celui-ci accourut en toute hâte pour rejoindre ses troupes désorganisées, et qui avaient eu bien de la peine à se rallier à Tirlemont. A peine eut-il rejoint l'armée du Nord qu'il voulut reprendre l'offensive pour rendre la confiance

aux soldats. Il jeta un corps pour garder la Campine, et lier ses opérations avec les derrières de l'armée hasardée en Hollande. L'ennemi, après avoir délivré Mastricht, avait occupé tout le cours de la Meuse, depuis Liége jusqu'à cette ville, et avait fait garder Tirlemont. Il fit reprendre cette ville, et s'empara de Goidsenhowen entre les deux Gettes. Un sanglant combat, tout à l'avantage de nos troupes, fut livré dans cette position, et les ennemis repoussés allèrent s'établir entre les villages de Neerlanden, Landen, Neerwinden, Overwinden et Racour. Les Français se placèrent dans les villages situés à la gauche de la petite Gette, qui devint la ligne de séparation des deux armées.

Une grande bataille allait être livrée. Dumouriez sentait qu'il fallait relever l'élan des troupes par une action éclatante; c'était le seul moyen de conserver la Belgique, car avec des troupes aussi peu disciplinées, il y avait du danger à faire une guerre trop méthodique.

Le général en chef divisa son armée en huit colonnes : les trois premières (généraux Lamarche, Leveneur et Neuilly), dirigées par Valence, devaient attaquer la gauche de l'ennemi; Miranda, avec trois autres colonnes (généraux Mackinzi, Ruault et Champmorin), avait l'ordre d'attaquer sa droite; enfin, le duc de Chartres, avec deux autres généraux (Dietman et Dampierre) devait effectuer l'attaque du centre.

Le plan du général français était, en abordant l'ennemi par la droite, de le culbuter successivement par un pivotement sur la gauche, appuyé au poste fortifié de Leaw, dont Champmorin devait s'emparer, et par ce mouvement se porter sur Saint-Tron, et rejeter les Autrichiens sur Tongres.

Ces dispositions furent arrêtées le 17 mars. Le 18, dès neuf heures du matin, l'action s'engagea; elle fut longue, acharnée, meurtrière. Nos colonnes, au centre et à la droite, accomplirent victorieusement leur mouvement. Le village de Nerwinden, pris deux fois par les Français, deux fois repris par les ennemis, fut repris pour la troisième fois par Dumouriez. La cavalerie française, commandée par le général Valence, qui avait été blessé à sa tête, et ensuite par le duc de Chartres, avait repoussé énergiquement la cavalerie de l'Empire. L'infanterie avait montré aussi une rare intrépidité, mais l'inepte général Miranda, à la gauche, avait été battu sur tous les points, rejeté au delà de la Gette, et s'était replié en désordre jusqu'à Tirlemont. Dès lors Dumouriez dut songer à la retraite, qui s'opéra avec un ordre admirable, et où le duc de Chartres, chargé de faire retirer l'aile droite et la moitié du centre, fit encore une fois preuve d'un rare courage et d'un grand talent militaire. C'est à la suite de cette défaite que Dumouriez, en proie à la haine violente des Jacobins, à toute sorte de sentiments contraires, et à des idées de contre-révolution, entra ouvertement en relation avec les ennemis; mais trompé sur l'esprit des troupes, il se vit abandonné d'elles dès que le mot de défection fut prononcé; c'est à peine s'il put regagner le camp autrichien avec quelques hussards de Berchiny et ses aides de camp Thouvenot et le duc de Chartres. Ainsi finit la carrière militaire de cet homme réellement supérieur

par ses talents comme diplomate, comme administrateur et comme capitaine, «et qui, dit M. Thiers, avait montré tous les courages, celui de l'homme civil qui résiste aux orages de la tribune, celui du soldat qui brave le boulet ennemi, celui du général qui affronte et les situations les plus désespérées et les hasards des entreprises les plus audacieuses.» Sa conduite a été sévèrement appréciée et couvrira sa gloire d'une souillure éternelle. S'il eût essayé de renverser un gouvernement tyrannique avec son armée, s'il eût tâché de remplir le rôle de Monk en faveur du fils de Louis XVI ou de son neveu le duc de Chartres, certes sa conduite eût trouvé dans le public plus de sympathie que de blâme, surtout après la mort du roi. Pour les uns, c'eût été un conspirateur, pour le plus grand nombre, c'eût été un libérateur; mais s'appuyant sur les baïonnettes autrichiennes, il ne fut plus pour tout le monde, il n'est plus pour l'histoire qu'un traître et un transfuge.

La défection de Dumouriez laissait l'armée dans une désorganisation funeste, et plaçait la France dans une position critique, en découvrant nos frontières du Nord; mais les ennemis, d'après leur plan, ne devaient se porter en avant qu'après la prise de Mayence, et le prince de Cobourg n'était pas homme à outre-passer les dispositions arrêtées. Cependant, hâtons-nous de le dire, Dumouriez, avant son départ, avait pris toutes les précautions possibles pour prévenir les suites de la défaite de Norwenden, et formé un cordon de troupes pour protéger nos villes frontières. Le général Dampierre, qui avait reçu le commandement de l'armée du Nord en remplacement de Dumouriez, s'établit au camp de Famars, position forte et bien choisie, qui lui permettait de secourir celles de nos places fortes qui seraient menacées. C'est dans ces circonstances que la Convention décréta la création du comité de *salut public*, composé de trente-neuf membres pris dans son sein, et investi de pouvoirs illimités pour les mesures à prendre dans l'intérêt de la défense extérieure et intérieure de la patrie. Onze armées furent mises sur pied, et distribuées ainsi sur nos frontières.

« *L'armée du Nord*, sur la frontière et dans les places ou forts, depuis Dunkerque jusqu'à Maubeuge inclusivement.

« *L'armée des Ardennes*, sur la frontière ou dans les places ou forts, depuis Maubeuge inclusivement, jusqu'à Longwy exclusivement.

« *L'armée de la Moselle*, sur la frontière et dans les places ou forts, depuis Longwy inclusivement, jusqu'à Bitche exclusivement.

« *L'armée du Rhin*, sur la frontière et dans les places ou forts, depuis Bitche inclusivement, jusqu'à Porentruy exclusivement.

« *L'armée des Alpes*, sur la frontière et dans les places ou forts, dans le département de l'Ain inclusivement, jusqu'au département du Var exclusivement.

« *L'armée d'Italie*, sur la frontière et dans les places, forts ou ports, depuis le département des Alpes-Maritimes inclusivement, jusqu'à l'embouchure du Rhône.

« *L'armée des Pyrénées-Orientales*, sur la frontière et dans les places, forts

ou ports; depuis l'embouchure du Rhône jusqu'à la rive droite de la Garonne.

« *L'armée des Pyrénées-Occidentales*, sur la frontière et dans les places, forts ou ports, dans toute la partie du territoire de la république, sur la rive gauche de la Garonne.

« *L'armée des côtes de La Rochelle*, sur les côtes et dans les places, ports ou forts, depuis l'embouchure de la Gironde jusqu'à l'embouchure de la Loire.

« *L'armée des côtes de Brest*, sur les côtes et dans les places ou forts, depuis l'embouchure de la Loire jusqu'à Saint-Malo inclusivement.

« *L'armée des côtes de Cherbourg*, sur les côtes et dans les places, forts ou ports, depuis Saint-Malo inclusivement jusqu'à l'Authie. »

Ces armées n'étaient, sans doute, à l'exception des armées du Nord, du Rhin et des Pyrénées, que de simples corps qui mériteraient aujourd'hui à peine le nom de division; mais cet étalage de troupes imposait à l'ennemi, qui n'avait aucun moyen de vérifier leur force.

La Convention décréta, en outre, que soixante de ses membres se rendraient aux armées, sous le nom de *représentants du peuple*, afin de surveiller les actes des généraux, de stimuler le zèle des administrateurs et d'encourager le patriotisme des soldats. Leurs pouvoirs, comme ceux des membres du *comité de salut public*, étaient illimités, et leurs *arrêtés exécutés provisoirement*.

Les représentants du peuple furent ainsi répartis dans nos armées : 12 furent envoyés à l'armée du Nord, 4 à l'armée des Ardennes; 4 à l'armée de la Moselle, 10 à l'armée du Rhin, 4 à l'armée des Alpes, 4 à l'armée d'Italie, 4 à l'armée des Pyrénées-Orientales, 4 à l'armée des Pyrénées-Occidentales, 6 à l'armée des côtes de La Rochelle, 4 à l'armée des côtes de Brest, 4 à l'armée des côtes de Cherbourg.

La mission de ces hommes, animés du fanatisme patriotique le plus violent, leur courage dans le danger, leur sang-froid et leur audace dans les positions les plus critiques, leur énergie sauvage et sanguinaire, inaccessible à la crainte et à la pitié, et jusqu'à leur costume théâtral, moitié civil et moitié militaire, tout inspirait la terreur et l'effroi. Ces représentants du peuple ressemblaient, à quelques égards, aux rudes puritains de Cromwell, ou plutôt à ces *légats* du moyen âge, qui, pour maintenir l'unité catholique et raviver la foi chancelante des peuples, jetaient l'interdit sur des villes entières, frappaient d'anathème les grands et les puissants, et les souverains eux-mêmes, prêchaient des croisades contre les hérétiques et prescrivaient à leurs soldats de tout massacrer, *en laissant à Dieu le soin de reconnaître les siens*.

Ces rudes proconsuls furent bientôt à l'œuvre; il fallait porter la terreur dans les rangs élevés de l'armée, où commandaient encore des hommes de l'ancien régime dont les sentiments leur étaient suspects, et placer les généraux dans la nécessité de vaincre ou de périr. Custine fut la première victime désignée par eux au bourreau. Il avait, en conservant une armée à la France, laissé prendre une ville qu'on ne pouvait défendre. C'en était assez pour

monter à l'échafaud. Beauharnais commit une faute involontaire, il fut assassiné juridiquement. Brunet paya également de sa tête une déroute à l'armée du Var. Les généraux d'Harville et Bouchet n'avaient pu tenir à Nancy; ils furent arrêtés à Maubeuge et eurent à se justifier, devant le tribunal révolutionnaire, de la déroute d'Aix-la-Chapelle. Le général polonais Maczinski, soupçonné d'attachement pour Dumouriez, fut décapité. Biron, le chevaleresque et brave général, périt aussi sur l'échafaud; enfin, exemple inouï pour l'histoire, le général Houchard, vainqueur à Hondscoote, fut jeté au bourreau pour avoir *encouru l'improbation des représentants du peuple.*

Les Romains avaient décapité Manlius pour avoir combattu malgré les ordres du sénat. Les Anglais avaient arquebusé l'amiral Byng pour n'avoir pas vaincu à Minorque. Il était réservé au *comité de salut public* d'offrir le premier exemple d'un général victorieux traîné au supplice pour n'avoir pas détruit entièrement son ennemi vaincu.

Toutefois l'injuste supplice ou plutôt l'assassinat juridique de ce général produisit une salutaire impression dans l'armée. Il imprima aux opérations une énergie nouvelle, et finit par ramener la confiance sous les drapeaux français et par renvoyer la terreur dans les camps ennemis. Mais revenons à l'armée du Nord.

Les généraux ennemis, ainsi que nous l'avons dit, au lieu d'agir activement sur les débris dispersés de nos armées, attendirent les contingents anglais et hollandais qui n'arrivèrent en ligne que le 23 avril. Ils se bornèrent à menacer les principales villes de la Flandre, Lille, Condé, Valenciennes et Maubeuge. Leurs forces s'élevaient en ce moment à 116,000 hommes, Autrichiens, Prussiens, Anglais, Hanovriens, Hollandais, Hessois ou émigrés.

Le général Dampierre, qui montrait beaucoup d'activité, pour rendre à nos soldats leur confiance et leur élan, quitta son camp de Famars et se porta sur Valenciennes. Dès la veille, les ennemis s'étaient mis en mouvement et s'étaient emparés de plusieurs postes, entre autres, de Curgies, de Raisme et de Vicogne. Condé se trouvait investi par le prince de Wurtemberg, et le général Latour campait devant Maubeuge. Plusieurs combats d'avant-poste eurent lieu sur tous les points et furent à l'avantage des Français. Mais Dampierre ne voulait tenter une action décisive qu'après avoir reçu les renforts qu'il attendait. L'impatience imprudente des représentants du peuple en décida autrement. Dampierre résolut donc de faire une tentative pour débloquer la ville de Condé. Une première attaque eut lieu le 1er mai. Elle fut, comme toujours à cette époque, énergique et meurtrière. Mais le nombre des ennemis et le choix de leur position résistèrent à tous les moyens d'attaque. Après cet insuccès qui avait encore affaibli son armée, Dampierre voulait encore attendre. Les conventionnels voulaient venger ce qu'ils appelaient un affront. Le général dut ordonner une nouvelle attaque. Elle eut lieu le 8 mai et fut conduite avec beaucoup d'habileté, d'ensemble et d'élan. Mais le général Dampierre fut mortellement atteint au moment où il dirigeait une charge décisive. Sa mort ralentit l'ardeur des troupes et détruisit l'ensemble des mouvements.

Les représentants du peuple ordonnèrent la retraite, qui se fit en bon ordre sous le commandement intérimaire du général Lamarche.

Le combat du 8 mai ouvrit aux alliés la plaine qui s'étend entre Condé, Valenciennes et le Quesnoy, et par suite entraîna l'évacuation du camp de Famars. Les Français avaient perdu 3,000 hommes dans ces deux combats qui avaient agrandi la trouée faite sur nos frontières.

Le général Custine, rappelé de l'armée du Rhin, vint prendre le commandement de l'armée du Nord à Cambrai, vers la fin du mois de mai. Il établit son camp sur les hauteurs de Ghiwelde, afin de couvrir la ligne de nos frontières du côté de la West-Flandre. Custine, en arrivant à l'armée du Nord, la trouva dans un état affreux de désorganisation. L'infanterie surtout, formée de nouvelles levées mal vêtues et sans instruction, était démoralisée; la cavalerie était mal montée; l'artillerie manquait d'officiers instruits. Il donna ses premiers soins à la réorganisation de cette armée, s'efforça de gagner sa confiance et de rétablir la discipline. Pendant ce temps les alliés faisaient des progrès et s'emparaient de Condé et de Valenciennes. Ces deux villes avaient fait une longue et héroïque résistance. A Condé commandait le général Chomel; à Valenciennes commandait le vieux général Ferrand, un des héros de Jemmapes, et dans ces deux villes se trouvaient des représentants du peuple. Condé ne pouvait tenir longtemps; cependant elle ne fut prise qu'après trois mois de siége. Valenciennes, plus forte, mieux défendue, ne se rendit que le 28 juillet, après avoir supporté quarante-trois jours d'un bombardement non interrompu. Toutes les maisons étaient détruites ou incendiées; les parapets, les remparts étaient renversés; le corps de place avait des brèches praticables pour l'assaut; la garnison était diminuée de moitié; en un mot, les défenseurs de Valenciennes avaient épuisé les dernières ressources de la défense. Ils avaient bien mérité de la patrie. Custine, cependant, avait reçu l'ordre d'agir pour débloquer Condé d'abord, puis Valenciennes; mais ce général, avons-nous dit, s'était borné à prendre une forte position et à réorganiser son armée. Sa conduite prudente fut sévèrement jugée à Paris, où il arriva en même temps que la nouvelle de la prise de Valenciennes. Il avait, en laissant prendre une place conservé le noyau d'une armée qui eût été détruite par un seul revers, et qui, par sa position, sauva Maubeuge et Dunkerque, et porta l'année suivante le drapeau de la France jusque sur les confins de la Westphalie; mais sa mort était résolue. Custine, accusé, se défendit avec franchise et dignité; condamné, il mourut avec courage et fermeté.

En ce moment, la position de la république était on ne peut plus critique: vingt et un départements étaient en pleine insurrection. Lyon, la seconde ville du royaume, la ville du commerce aristocratique et du luxe, soutenait un siége contre les armées de la Convention; Marseille, l'ardente cité du fédéralisme, elle-même était soulevée; Toulon livrait aux Anglais son riche arsenal, son port et ses vaisseaux; Valenciennes et Condé, boulevard de nos frontières du Nord, étaient au pouvoir des ennemis; la Vendée, la Bretagne et une partie de la Normandie étaient en feu. Mais l'énergie des membres de la Con-

vention semblait grandir avec le danger de la patrie. Le comité de salut public redoublait d'activité et d'audace. Dans ce comité se trouvait un homme d'un rare mérite et d'un noble patriotisme. Nous avons nommé Carnot. Officier dans l'arme du génie avant la révolution, il avait profondément médité les ouvrages militaires des anciens et leur constitution politique. Cette étude avait contribué à le rendre républicain. L'austérité toute spartiate de ses principes, son désintéressement, la pureté, l'élévation de ses sentiments, ses grands talents militaires, les services qu'il rendit à la France ont fait oublier les excès auxquels il prit part comme membre de ce terrible comité de salut public, et lui ont mérité l'estime de tous ceux qui honorent le génie uni à la probité. Peu d'hommes, en effet, ont été plus utiles à leur pays que Carnot. A dater du déblocus de Dunkerque jusqu'en 1796, il dirigea toutes les opérations de la guerre sur nos frontières, dicta les plans de toutes les campagnes, ramena la victoire sous nos drapeaux, sans chercher les vanités de la gloire. Tous nos jeunes généraux républicains doivent leur élévation à Carnot, juste appréciateur du mérite militaire. Pichegru, Hoche et Jourdan furent ses créatures; et s'il commit quelques erreurs dans son système de guerre (1), par combien de succès ne furent-elles pas réparées. Il suffit de lire ses instructions aux généraux de la république pour se faire une idée de la grandeur de son caractère et de la hauteur de ses talents militaires.

A peine chargé de la direction des opérations militaires, Carnot organisa la victoire sur nos frontières; il donna à chacune des onze armées de la république (2) une direction et un but assuré; et quand le territoire de la France fut délivré de la présence des étrangers, c'est lui qui, l'œil fixé sur la carte d'Europe, y traça la route que nos bataillons devaient suivre, qui, à travers les Alpes, qui, derrière les Pyrénées, qui, sur le Rhin et la Meuse, pour cette grande œuvre de conquête que Napoléon a réalisée depuis.

Après la prise de Valenciennes et de Condé, le comité de salut public, faisant un nouvel appel à la nation, ordonna la *levée en masse* (3), et mit à l'ordre du jour ce décret auquel l'histoire d'aucune nation n'a rien à comparer :

« Jusqu'au moment où les ennemis auront été chassés du territoire de la République, tous les Français sont en réquisition permanente pour le service des armées.

« Les jeunes gens iront au combat; les hommes mariés forgeront les armes et transporteront les subsistances; les femmes feront des tentes, des habits,

(1) Le système favori de Carnot était d'opérer sur les deux ailes, manœuvre dangereuse à nombre égal, puisqu'elle donne aux forces une direction centrifuge, et à peine convenable pour une armée supérieure, puisqu'on obtiendrait presque toujours des succès plus certains en opérant sur une des ailes seulement. (Jomini.)

(2) Elles furent portées à 14 au mois de septembre; nous en donnerons la liste.

(3) Cette levée *en masse* qui, d'après le chiffre de la population, aurait dû produire 1,500,000 soldats, en produisit à peine 400,000, c'est-à-dire les deux cinquièmes.

et serviront dans les hôpitaux; les enfants mettront le vieux linge en charpie; *les vieillards se feront porter sur les places publiques* pour exciter le courage des guerriers, la haine des rois et le dévouement de la République.

« Les maisons nationales seront converties en casernes, les places publiques en ateliers d'armes; le sol des caves sera lessivé pour en extraire le salpêtre.

« Les armes de calibre seront exclusivement confiées à ceux qui marcheront à l'ennemi; le service de l'intérieur se fera avec les fusils de chasse et l'arme blanche.

« Les chevaux de selle seront requis pour compléter les corps de cavalerie. les chevaux de trait, autres que ceux employés à l'agriculture, conduiront l'artillerie et les vivres.

« Le comité de salut public est chargé de prendre toutes les mesures pour établir, sans délai, une fabrication d'armes de tout genre, qui réponde à l'état et à l'énergie du peuple français; il est autorisé, en conséquence, à former tous les établissements, manufactures, ateliers et fabriques qui seront jugés nécessaires à l'exécution des travaux, ainsi qu'à requérir pour cet objet, dans toute la République, les artistes et les ouvriers qui peuvent concourir à leur succès; il sera mis à cet effet une somme de 30 millions à la disposition du ministre de la guerre, à prendre sur les 498 millions d'assignats qui sont en réserve dans la caisse à trois clefs. L'établissement central de cette fabrication extraordinaire sera fait à Paris.

« Les représentants du peuple, envoyés pour l'exécution de la présente loi, auront la même faculté dans leurs arrondissements, en se concertant avec le comité de salut public; ils sont investis des pouvoirs illimités attribués aux représentants du peuple près les armées.

« Nul ne pourra se faire remplacer dans le service pour lequel il sera requis; les fonctionnaires publics resteront à leurs postes.

« La levée sera générale; les citoyens non mariés ou veufs sans enfants, de dix-huit à vingt-cinq ans, marcheront les premiers; ils se rendront sans délai au chef-lieu de leur district, où ils s'exerceront tous les jours au maniement des armes, en attendant l'ordre du départ.

« Les représentants du peuple régleront les appels et les marches, de manière à ne faire arriver les citoyens armés au point de rassemblement qu'à mesure que les subsistances, les munitions, et tout ce qui compose l'armée matérielle se trouvera exister en proportion suffisante.

« Les points de rassemblements seront déterminés par les circonstances, et désignés par les représentants du peuple envoyés pour l'exécution de la présente loi, sur l'avis des généraux, de concert avec le comité de salut public et le conseil exécutif provisoire.

« Le bataillon qui sera organisé dans chaque district se réunira sous une bannière portant cette inscription : *Le peuple français debout contre les tyrans*, etc. »

En même temps on prit toutes les dispositions pour arrêter l'invasion étrangère.

Les alliés cependant avaient près de 300,000 hommes échelonnés sur nos frontières. Ils pouvaient frapper un coup décisif; car si la France avait été envahie plusieurs fois, jamais l'invasion ne s'était dirigée avec autant de certitude et de plus puissants moyens. La prise de Valenciennes et de Condé permettait au duc d'York et au prince de Cobourg de se jeter sur Bouchain et Cambrai, places de troisième ordre, et, de là, de porter le théâtre de la guerre sur la Somme, comme ils le firent depuis. Au lieu de ce plan stratégique si simple et d'une exécution facile, ils perdirent leur temps en questions de préséance et d'intérêts politiques. Aussi ne peut-on expliquer cette inaction de trois mois devant une armée désorganisée et en fuite, si ce n'est par l'espérance qu'avaient les ennemis que la république allait périr par ses propres excès, et que les révoltes du Midi et de l'Ouest gagneraient bientôt toutes les autres parties de la France. Et puis chacune de ces nations, unies par un intérêt commun de défense, étaient secrètement désunies par leurs prétentions sur l'ancienne monarchie française. Il ne s'agissait plus pour les alliés de la restauration d'un souverain nouveau, il s'agissait du démembrement de la France. L'Angleterre voulait Dunkerque et nos colonies; l'Autriche, Lille et Valenciennes; la Prusse, les frontières du Rhin, etc. Ces négociations entraînaient des longueurs et paralysaient les mouvements des armées. Le comité de salut public en profita. L'armée du Nord, depuis le départ de Custine, s'était retranchée dans le camp de César, derrière Cambrai, sous le commandement provisoire du général Kilmaine; mais elle dut abandonner cette position hasardée, et se concentrer entre Arras et Douai, au camp de Gavarelle. C'est là que le nouveau général en chef Houchard vint en prendre le commandement.

Houchard, officier de fortune, était le premier plébéien qui depuis le commencement de la révolution eût reçu le commandement en chef dans nos armées. Il avait alors cinquante-trois ans, et comptait autant de blessures que d'années; mais sa capacité militaire était loin d'égaler son courage. Et si Carnot lui avait confié un commandement si élevé, c'est qu'il lui importait surtout en ce moment d'avoir un homme d'action propre à exécuter aveuglément ses plans de campagne; et puis il l'avait entouré de jeunes officiers instruits et capables, au nombre desquels se trouvait Hoche, le futur vainqueur de Neuwied. Carnot, en étudiant attentivement la position des alliés, s'était aperçu que leur invasion manquait d'unité et de base, en ce qu'elle morcelait leurs forces et leurs ressources. Au lieu de s'avancer par un mouvement concentrique des extrémités vers le point central, ils paraissaient suivre une marche en sens inverse; dès lors il ne s'agissait que de porter partout des masses plus considérables, et d'opposer la rapidité de l'action à leurs manœuvres méthodiques. Il fallait frapper comme la foudre, vite et fort; c'était d'ailleurs le seul moyen d'utiliser l'ardeur inexpérimentée de nos jeunes soldats, incapables de tenir longtemps en ligne devant des ennemis aguerris, mais qui s'élançaient tête baissée sur les positions ennnemies, si l'homme qui était à leur tête savait leur donner l'élan nécessaire. De là ce système d'attaques promptes, rapides, tumultueuses, désordonnées, qui donne un cachet si national aux premières

guerres de la république. De là ces ordres exprès des représentants du peuple, de marcher en avant, toujours, quand même, ne fût-ce que pour donner aux troupes le baptême du feu. Houchard, avec son mâle courage, son énergique physionomie, était l'homme qu'il fallait pour ce genre de guerre.

A la fin du mois d'août les troupes des alliés se trouvaient établies sur trois points : le duc d'York, à l'extrême droite, avait campé sous les murs de Dunkerque qu'il assiégeait; au centre, le prince de Cobourg pressait la ville de Maubeuge; et à gauche, les Prussiens et les Autrichiens bloquaient Landaw et menaçaient l'Alsace. Le plan de Carnot était dicté par la position même : attaquer simultanément tous les postes et les débloquer. Houchard eut ordre d'agir contre le duc d'York; Jourdan, officier de fortune comme lui, fut chargé de contenir le prince de Cobourg; et Pichegru, qui paraissait aussi pour la première fois à la tête d'une armée, fut envoyé sur le Rhin.

Continuons de suivre la marche de l'armée du Nord.

Cette armée, ainsi que nous l'avons dit, se trouvait entre Arras et Douai quand les ennemis se mirent en mouvement pour s'emparer à la fois de Dunkerque et du Quesnoy. Le duc d'York, à la tête de son corps d'Anglais, d'Hanovriens, d'Écossais et de Hessois, se jetant sur les côtes maritimes de la France pour assiéger la première de ces villes, l'armée impériale devait prendre l'autre. Après un bombardement de quinze jours, le Quesnoy ouvrit ses portes aux alliés ; mais Dunkerque, la puissante ville maritime, résista au siége et au bombardement, et s'immortalisa par une défense à jamais célèbre dans nos fastes. Cependant les Anglais ne négligèrent rien pour s'emparer de cette ville, dont les hardis armateurs inquiétaient si vivement le commerce britannique, et dont les corsaires, dans la dernière guerre d'Amérique, lui avaient enlevé plus de douze cents navires, fait 10,000 prisonniers et capturé ou détruit pour plus de 30 millions de marchandises. Aussi le peuple anglais, en voyant sortir de la Tamise le formidable armement que l'amiral Makbrige devait conduire sous les murs de Dunkerque, le salua-t-il de ses cris de joie. La Convention, de son côté, sentait l'importance qu'il y avait pour elle à conserver cette forte cité maritime baignée par l'Océan, aux frontières du Nord, et dont la prise devait donner à l'invasion un grand développement. Elle seconda de tous ses efforts le courage et le dévouement des habitants de Dunkerque, dont les moyens de défense étaient presque nuls, tant on s'attendait peu à ce siége, et dont le duc d'York se fût emparé indubitablement s'il eût pu investir la place complétement. Le comité de salut public prescrivit donc au général Houchard de délivrer Dunkerque à tout prix, et au général Souham, qui commandait la place, de se défendre quand même; de laisser détruire toute sa troupe jusqu'au dernier homme, de laisser démanteler la place jusqu'à la dernière pierre et démolir la ville jusqu'à la dernière maison, plutôt que de se rendre. Carnot lui-même se transporta à l'armée du Nord pour communiquer aux généraux les ordres exprès du gouvernement républicain et le plan qu'ils devaient suivre. Ce plan consistait à attaquer les ennemis sur plusieurs endroits de leur ligne, qui s'éten-

dait de Menin à Dunkerque, et présentait ainsi des points d'un accès facile, bien que l'armée coalisée s'élevât à 60,000 hommes et que l'armée française comptât à peine 40,000 hommes. Il ne fallait pour l'exécution de ce plan que quelques mouvements rapides et concentriques et quelques attaques hardies et décisives. La journée d'Hondschoote fut le résultat de ces mouvements, et ne mérita le nom de bataille que par l'importance du succès. Trois jours durant, les Français se battirent avec une ardeur incroyable, et parvinrent à chasser les Anglais de leur position retranchée d'Hondschoote (6, 7 et 8 septembre). Vandamme à l'avant-garde, Collaud à la droite et Jourdan au centre du corps de bataille, se couvrirent de gloire. La garnison de Dunkerque elle-même participa au succès de la journée du 8, en exécutant, sous la conduite de l'adjudant-général Hoche, une sortie vigoureuse, et dont l'à-propos et le succès eussent permis à un général plus habile que Houchard de détruire complétement l'armée anglaise prise ainsi à revers. Quoi qu'il en soit, le but était atteint, et la journée de Hondschoote força le duc d'York à se retirer en toute hâte vers Furne, laissant sous les murs de Dunkerque plusieurs milliers d'hommes, toute son artillerie, et ses magasins remplis de munitions de tout genre.

La victoire d'Hondschoote fut comparée à celle de Jemmapes et causa en France, à Paris surtout, une joie indicible. Indépendamment du résultat qui était immense, elle avait fait éprouver aux Anglais un échec personnel, ramené la victoire sous les drapeaux de l'armée du Nord, et inspiré la confiance dans le cœur des soldats démoralisés par une longue suite de revers. La conservation de Dunkerque était d'ailleurs une compensation de la prise de Courtrai, et permettait d'espérer la délivrance de la ville de Maubeuge.

Le général Houchard, après la victoire d'Hondschoote, devait agir avec vigueur sur les Hollandais disséminés en petits corps autour de Menin, et tirer ainsi un grand parti de la victoire. Il ne s'agissait ici ni de talents militaires ni d'inspirations ; il s'agissait de suivre les ordres du comité de salut public. Houchard ne le fit point. Il opéra mollement, et laissa battre son armée sous les murs de Courtrai par le corps du général autrichien Beaulieu, ou plutôt par l'apparition d'un corps de cavalerie sur ses ailes, et telle fut la terreur inconcevable des soldats, qu'ils se débandèrent aux cris de *sauve qui peut*, et vinrent se réfugier sous le canon de Lille. Cette inconcevable déroute fit perdre à l'armée du Nord le fruit de la victoire d'Hondschoote et rejeta la France sur cette frontière du Nord dans la périlleuse position où elle se trouvait avant la campagne. Nous avons dit que le général Houchard paya de sa tête ses fautes et ce revers.

Le comité de salut public, toujours énergique dans les circonstances critiques, prit alors la résolution d'épurer les états-majors, et d'élever aux plus hauts grades de simples officiers. Hoche s'était distingué à Dunkerque, il reçut le commandement de l'armée de la Moselle; Jourdan avait fait preuve de talents militaires à Hondschoote, il remplaça Houchard à l'armée du Nord; deux autres généraux, soldats la veille, furent placés à la tête des deux autres armées, les

plus importantes de la république. C'est à cette époque aussi qu'il faut rapporter les premiers progrès de l'art militaire dans les armées républicaines, et l'application des combinaisons hardies des marches rapides et concentriques, qui conviennent si bien au caractère français, et qui expliquent le succès de nos soldats inexpérimentés et de nos jeunes généraux contre des armées bien disciplinées et aguerries, des généraux fort savants, il est vrai, mais agissant avec lenteur et imbus de principes trop méthodiques.

C'est vers l'armée du Nord surtout que le gouvernement républicain avait les yeux; là était pour lui le danger réel et imminent. En confiant à Jourdan le commandement de cette armée, ce général avait reçu de Carnot lui-même, qui était accouru sur la frontière, l'ordre de tenter un coup hardi et décisif.

Les généraux de la coalition, éclairés par l'expérience, comprirent enfin que le défaut d'ensemble avait rendu jusqu'alors leurs opérations infructueuses: ils résolurent de concentrer leurs forces entre l'Escaut et la Meuse, de manière à pouvoir agir en masses redoutables. Condé et Valenciennes, dont ils s'étaient emparés, leur assuraient deux points importants sur l'Escaut. Le Quesnoy, qu'ils venaient de prendre, leur donnait un appui entre l'Escaut et la Sambre. La prise de Maubeuge, dont ils entreprirent le siége, leur en assurait un sur la Sambre elle-même; ce qui leur formait une excellente base d'opérations pour la campagne prochaine. C'est donc sur Maubeuge que se portaient en ce moment tous leurs efforts. Ce plan, comme on le voit, indiquait une unité de pensée et d'action qui pouvait devenir funeste à la France. Il fallait en arrêter le développement par des victoires. Le plan concerté entre Carnot et Jourdan consistait à agir cette fois d'après un système opposé à celui de la campagne précédente. A Hondschoote, on avait massé les troupes pour les porter sur un point décisif; ici, au contraire, on les développait de manière à déborder l'ennemi sur ses deux flancs. Cette conception, toute téméraire qu'elle était, puisqu'elle exposait chacun des corps de l'armée séparément, et laissait aux ennemis l'avantage de leurs masses, offrait l'exemple d'une combinaison nouvelle; elle prouve le développement hardi que prenait chez nos généraux l'art stratégique. Mais, avant tout, il fallait débloquer Maubeuge, que l'armée venait d'envahir. Cette ville, située sur la Sambre, était protégée par un camp, occupé par deux divisions fortes de 10,000 hommes chaque, sous les ordres des généraux Desjardins et Mayer. La forteresse protégeait les derrières placés sous ses murs; le front était couvert par deux ravins marécageux; la gauche s'appuyait à la petite rivière de Marchiennes, et la droite à la Sambre. Plusieurs redoutes avaient été élevées pour en défendre les approches; mais ces ouvrages n'étaient pas entièrement achevés du côté de la tranchée qui devait lier au camp la redoute principale.

Les alliés franchirent la Sambre le 29 septembre et s'avancèrent en deux corps, subdivisés en colonnes, pour attaquer séparément les deux divisions qui gardaient le camp. L'armée ennemie s'élevait à 120,000 hommes environ, de bonnes et vieilles troupes, sous la conduite du prince de Cobourg. Les deux

généraux français se replièrent à l'approche des coalisés et se rallièrent dans le camp de Maubeuge. Le prince de Cobourg fit aussitôt investir la ville et incendier les magasins de Maubeuge, afin d'y porter la disette; et ayant laissé 35,000 hommes autour de la place, il se plaça en observation près de Watignies.

Jourdan, après avoir laissé 50,000 hommes dans les camps de Garavelle, Lille et Cassel, qui formaient sa gauche, se porta avec le reste de ses forces de Guise sur Maubeuge; son armée présentait un effectif de 130,000 hommes, en y comprenant une partie de l'armée des Ardennes; mais elle se composait en partie de recrues pleines d'enthousiasme, comme toujours, et impatientes de combats, mais peu accoutumées aux fatigues et incapables de tenir ferme en ligne (1).

Le futur vainqueur de Fleurus n'hésita pas à assumer sur sa tête la terrible responsabilité d'une bataille engagée avec de tels éléments; il se porta résolûment en avant : le 10 octobre son avant-garde était à la portée des avant-postes ennemis. — Le 14, les deux avant-gardes se canonnèrent près d'Arênes. Jourdan résolut de rendre l'action générale en attaquant le prince de Cobourg dans ses positions retranchées de Watignies et de Dourlers. — Le lendemain, en effet, au point du jour, l'attaque du camp ennemi commença sur quatre colonnes, conduites par les généraux Fromentin, Ballaud, Duquesnoy et Beauregard, qui devaient agir sur Saint-Wast, Dourlers et Watignies; le premier s'empara de Saint-Wast, mais il fut ensuite repoussé. L'attaque de Dourlers ne fut pas plus heureuse, bien qu'elle fût dirigée avec la plus grande vigueur, et que l'infanterie y fît des prodiges d'audace et de valeur. Carnot et les commissaires conventionnels étaient à la tête des bataillons et les haranguaient. Le combat fut sanglant et dura trois heures. La terrible baïonnette y fut employée pendant deux heures. Deux fois les Français pénétrèrent dans les redoutes, deux fois ils furent repoussés. Le général Jourdan dut faire retirer ses troupes, remettant au lendemain le combat et la victoire. Le général Duquesnoy seul avait réussi à la droite en se rapprochant de Watignies. Pendant la nuit, le général Jourdan modifia son plan d'attaque; la position était mieux connue, et il résolut de porter tous ses efforts sur Watignies, qui était le point le plus faible. — Le lendemain 16, l'attaque recommença, elle fut plus heureuse que la veille; la position de Watignies fut enlevée, et le prince de Cobourg, épouvanté de l'audace de nos soldats, se

(1) Le général Chancel, un des chefs de l'armée du Nord, qui, ainsi que tous les généraux, cherchait à ranimer les esprits facilement abattus de ces jeunes soldats, rapporte qu'en haranguant un bataillon du camp de Maubeuge, un jeune soldat lui fit observer que ce n'était pas le danger qu'il craignait, qu'il ne demandait pas mieux que de se battre; mais qu'après de grandes fatigues il fallait du repos et de la nourriture... « Eh! quel mérite et quelle gloire auriez-vous donc, répondit le général Chancel, si vous alliez au champ de bataille en sortant d'un bon logement et d'une bonne table? Apprenez, jeune homme, ajouta-t-il après avoir développé son idée, que ce n'est que par une longue suite de privations et de fatigues qu'il faut *acheter l'honneur de combattre et de mourir pour sa patrie.* » Nous avons rapporté ce trait parce qu'il peint admirablement l'esprit de l'armée à cette époque.

retira de l'autre côté de la Sambre, n'osant pas attendre l'armée du duc d'York, qui arrivait à son secours à marches forcées. On a blâmé à tort le prince de n'être pas resté dans la position de Dourlers jusqu'à l'arrivée du duc d'York. Il agit prudemment en se retirant; car si la garnison du camp de Maubeuge, forte de 20,000 hommes, eût marché au canon pour rejoindre Jourdan, comme elle aurait dû le faire (1), il s'exposait à être entièrement écrasé. Telle fut la journée de Watignies. Une position seule de l'ennemi avait été enlevée; mais le résultat n'en fut pas moins décisif. Le prince de Cobourg s'était retiré, et la ville de Maubeuge était délivrée. On l'appela la bataille de Watignies, et elle produisit une grande impression sur les esprits. Le comité de salut public, qui envoyait aux généraux ordres sur ordres pour délivrer le territoire des *hordes ennemies*, voulut mettre à profit cette victoire. Il prescrivit à Jourdan d'opérer une diversion en Flandre, et, d'après le système nouvellement imaginé d'agir sur les ailes, d'envelopper l'ennemi par Xysaing, Maulde et Tournay. Ce plan, que Jourdan et Carnot désapprouvaient, fut en effet mis à exécution; mais cette expédition décousue, entreprise ainsi sur plusieurs points par plusieurs généraux, n'aboutit qu'à des marches et à des contre-marches fort pénibles dans un pays que l'hiver rendait impraticable, et à des combats insignifiants. Enfin, de guerre lasse, les deux armées prirent leurs quartiers, les ennemis dans la Flandre maritime et le pays de Liége; leur quartier général fut placé à Gand. Les Français se concentrèrent sur les frontières de Dunkerque, de Lille et de Cambrai, et leur quartier général fut établi à Guise. Jourdan, qui n'avait accompli qu'imparfaitement les ordres du comité de salut public, fut appelé à la barre de la Convention, et le vainqueur de Watignies fut destitué. Heureux de ne pas porter sa tête sur l'échafaud comme Houchard pour n'avoir pas profité de la victoire.

Armée du Rhin (1793) (2).— Nous avons laissé le général Custine sur la rive

(1) Les soldats du camp de Maubeuge demandaient à grands cris de marcher au combat; mais le général Ferrand s'y opposa, et le général Chancel, qu'on crut coupable de ce refus, fut envoyé au tribunal révolutionnaire, et porta sa tête sur l'échafaud pour une faute qui n'était pas la sienne.

(2) L'armée du Rhin, depuis Luckner, fut ainsi commandée et composée. — 25 avril 1792, maréchal Luckner; septembre 1792, Biron et Kellermann; 1er mars 1793, fraction, armée du *Bas-Rhin*, Custine; 9 avril 1793, Beauharnais; 26 avril 1793, réunie à celle de la *Moselle*, un seul général en chef; 21 août 1793, Gillot et Landremont; 26 septembre 1793, Landremont destitué, Delmas; 19 nivôse an II, Michaud; Pichegru en l'an II; 13 ventôse an III, réunie à celle de la Moselle sous le titre d'*armée du Rhin et Moselle*, sous Hoche.

Armée du Rhin, à la fin de mars 1793.

TROUPES DE LIGNE. INFANTERIE : 2e bataillon du 27e régiment. — 2e du 30e. — 2e du 67e. — 1er et 2e du 75e. — 1er et 2e du 13e. — 1er du 37e. — 2e du 62e. — 1er et 2e du 3e. — Dépôt du 17e et 53e. — 1er et 2e bataillon du 21e. — Dépôt du 62e. — 1er bataillon du 22e. — 1er et 2e du 57e. — 1er du 82e. — 1er du 27e. — 1er et 2e du 32e. — 1er et 2e du 33e. — 1er et 2e du 36e. — 1er et 2e du 40e. — 1er et 2e du 46e. — 1er bataillon et Dépôt du 48e. — 1er bataillon du 67e. — 1er du 72e. — 1er et 2e du 93e. — 2e du 96e. — 1er du 105e.

BATAILLONS DE CHASSEURS A PIED OU D'INFANTERIE LÉGÈRE : 6e, 7e, 11e et 12e bataillons.

CAVALERIE : 2e, 4e, 9e, 12e, 14e et 22e régiments.

DRAGONS : 1er, 4e, 7e, 8e (dépôt), 11e et 16e régiments.

CHASSEURS A CHEVAL : 2e, 4e, 7e, 8e et 10e régiments.

TOTAL des troupes de ligne : 32,963 hommes.

CORPS FRANCS — Hussards de la Liberté. — Légion du Rhin.

BATAILLONS DE VOLONTAIRES NATIONAUX. — 1er, 2e,

gauche du Rhin, après la malheureuse affaire de Francfort. Ce général n'avait conservé de sa conquête que la forteresse de Cassel et le château de Kœnigstein, au delà de Francfort, où il avait jeté 400 hommes ayant pour chef un capitaine du génie, Meunier, homme de tête et de résolution, mort prématurément, mais dont le nom vivra dans nos fastes par l'héroïque défense de Kœnigstein. Les Prussiens, sous les ordres du duc de Brunswick, devaient, selon le plan primitif des alliés, s'emparer de Mayence et se porter ensuite sur la Lorraine. Ils se mirent en mouvement au commencement de 1793. Vers le mois de mars ils s'emparèrent de Kœnigstein, après un long blocus (1).

Cette ville prise, les ennemis songèrent à s'emparer de Cassel et de Mayence, après avoir rejeté l'armée française en Alsace. Dans ce but, un corps d'armée fut laissé sur la rive droite pendant que le gros des forces prussiennes devait passer le Rhin à Bacharach, se réunir à Wurmser, et chasser Custine jusqu'à Landau. Custine, depuis son passage sur la rive gauche du Rhin, était cantonné entre le fleuve et la Nahe. La détermination des alliés rendait sa position critique, car ayant à dos la Nahe, il pouvait être entièrement détruit s'il était attaqué par des forces supérieures, et l'armée prussienne, renforcée des contingents germaniques, s'élevait déjà à 70,000 hommes, sans compter les 25,000 Autrichiens qui devaient l'appuyer. Mais Custine espérait que l'armée de Moselle, commandée par Ligneville, se réunirait à lui sur sa gauche. Ce général, qui avait succédé à Beurnonville devenu ministre de la guerre, s'appuyant sur des instructions laissées par son prédécesseur, se borna à rester tranquillement sur la Sarre et à envoyer provisoirement la division d'Estour-

3e et 5e bat. de l'Ain. — 2e de l'Allier. — 1er de l'Ardèche. — 2e de l'Aude. — 4e, 5e et 6e du Calvados. — 2e de la Charente-Inférieure. — 3e du Cher. — 1er et 3e *bis* de la Corrèze. — 2e, 3e et 4e de la Côte-d'Or. — 2e des Côtes-du-Nord. — 2e de la Creuse. — 1er et 2e de la Dordogne. — 1er, 2e, 3e et 4e du Doubs. — Bataillon de chasseurs républicains des Quatre-Nations (de Paris). — 1er, 2e et 3e du Puy-de-Dôme. — 1er des Pyrénées-Orientales. — 1er, 2e, 3e, 4e, 5e et 6e du Haut-Rhin. — 1er, 2e, 3e, 4e, 5e, 6e et 7e du Bas-Rhin. — 2e, 3e, 5e et 6e de Rhône-et-Loire. — 1er, 2e, 3e, 5e, 6e, 7e, 8e, 9e, 10e, 11e et 12e de la Haute-Saône. — 5e, 6e, 7e, 8e, 9e, 10e et 11e du Doubs. — 5e de la Drôme. — 2e d'Eure-et-Loir. — 3e et 4e de la Gironde. — 3e bataillon d'Indre-et-Loire. — 1er, 2e, 3e, 4e, 5e 6e, 7e, 8e, 9e, 10e, 11e et 12e du Jura. — 1er et 2e de Lot-et-Garonne. — 10e de la Meurthe. — 3e de la Nièvre. — 1er et 2e de la République (de Paris). — Bataillon des Amis de la République (de Paris). — 3e et 4e de Saône-et-Loire. — 2e, 4e, 5e, 6e, 7e et 8e de Seine-et-Oise. — 4e de Seine-et-Marne — 1er, 2e, 3e, 4e, 6e, 7e, 8e, 9e, 10e, 11e, 12e et 13e des Vosges. — 5e de l'Eure. — Total des volontaires : 67,069 hommes.

(1) Kœnigstein était une petite ville dominée par un ancien château et dont les fortifications consistaient en une chemise crénelée et en quelques vieilles tours. Dès le 8 novembre 1792, la place avait été investie par un corps prussien sous les ordres du fils du roi de Prusse. Avant de commencer l'attaque, on avait sommé l'officier français de se rendre. Celui-ci fit assembler les 400 hommes composant la garnison et leur dit devant l'officier prussien : « Soldats de la liberté, si vous êtes inébranlables, comme je n'en doute pas, nous défendrons Kœnigstein tant qu'un seul de nous restera vivant; mais si, contre mon attente, je vous trouvais faibles et découragés, ce moment serait le dernier de ma vie ; » et, mettant sur sa poitrine un pistolet chargé, il ajouta : « *Pas de capitulation, vaincre ou mourir.* » Puis, s'adressant à l'envoyé des ennemis, il lui dit : « Retournez auprès de votre prince et dites-lui ce que vous avez vu et entendu. » En effet, cette faible garnison résista à toutes les attaques, fit plusieurs sorties, et obligea les Prussiens à changer le siége en blocus. Après quatre mois de privations inouïes, elle consentit à ouvrir les portes de la citadelle à l'ennemi. Meunier fut nommé général de brigade par les représentants du peuple. Il fut tué pendant le siége de Mayence.

mel à Saint-Wendel. Le roi de Prusse, après avoir reconnu la position des Français, fit attaquer Bingen, qui fut enlevé malgré la plus héroïque défense, et obligea Custine à se retirer sur Landau. Le résultat de cette retraite fut de découvrir Mayence et Cassel, et même Landau; car le général Custine, trouvant encore sa position trop hasardée, se retira derrière la Lauter. Ainsi les brillantes expéditions de ce général dans le Palatinat et l'extension inconsidérée donnée à son plan d'invasion n'aboutirent qu'à une retraite désastreuse. Cependant le gouvernement continuait à Custine la confiance qu'il lui avait accordée, et, comprenant combien avait été funeste l'inaction de l'armée de la Moselle, il réunit ces deux armées sous son commandement, et les renforça par de nouvelles levées. Custine reçut en même temps l'ordre de reprendre vivement l'offensive. « Mais Custine, dit le général Gouvion-Saint-Cyr, n'était plus le général entreprenant de la campagne précédente; après avoir été trop confiant, il devint trop circonspect; l'armée du Rhin avait toujours confiance en lui, mais elle n'en avait plus assez en elle. » En sorte que le conquérant de Mayence, avec une armée numériquement plus forte que celle des ennemis, ne fit aucun mouvement décisif, et n'entreprit pas de délivrer cette ville, ce qu'il aurait pu faire aisément. Moralement affaibli, dit-on, tracassé, contrarié, dénoncé par les représentants du peuple, il était tellement dégoûté, qu'il finit par vouloir donner sa démission. La défection de Dumouriez le releva dans l'esprit de la Convention, et on jugea qu'il était le seul général capable de réparer les désastres de l'armée du Nord : il en reçut le commandement en chef. Nous avons vu quelle fut sa conduite et quelle fut sa fin tragique. Le général Diettemann le remplaça. Ce nouveau chef, ancien officier de cavalerie, homme inepte s'il en fut, ne conserva le commandement que pendant un mois; *il ne fit ni bien ni mal*, *il ne fit rien*. Le général Beauharnais vint lui succéder. « C'était, dit le général Gouvion-Saint-Cyr, un homme instruit, mais peu guerrier. » Il arrivait fort jeune au commandement d'une armée, et dans un moment fort important, où il fallait plus d'énergie et de hardiesse peut-être que de capacité. Beauharnais en manqua, et il paya de sa tête la gloire de son commandement en chef. Cette armée du Rhin, après la rude campagne qu'elle venait de faire, s'était aguerrie et disciplinée; elle s'élevait à 100,000 hommes en y comprenant les 40,000 de l'armée de Moselle. Elle avait le sentiment de sa force, elle était animée du meilleur esprit et demandait à effacer l'affront de sa retraite sur la Lauter. Il fallait la conduire vers Mayence, but marqué de la campagne, et en faire lever le siége à tout prix. Beauharnais hésita : le commandement en chef d'une telle armée était une trop lourde charge pour une jeune tête; il tarda à agir et laissa les ennemis s'emparer de ce boulevard de l'Allemagne, dont la prise avait excité en France un si puissant enthousiasme. Du reste, la défense de Mayence fut aussi glorieuse pour notre armée qu'une victoire; et quand retentit à Paris cette terrible nouvelle : Mayence n'a plus de garnison française, il n'y eut qu'une seule voix pour répondre : *Honneur aux défenseurs de Mayence!* et la Convention, quand elle connut les détails du siége, décréta qu'*ils avaient bien mérité de la patrie.*

Mayence, située sur la rive gauche du Rhin, un peu au-dessous de l'embouchure du Mayn, est une des plus fortes places de l'Europe. A l'époque où Custine s'en était emparé, la partie de la ville située sur la rive droite du Rhin n'offrait pour toute défense que Cassel, tête de pont à peine en état de résister un jour si elle eût été attaquée sérieusement. Le général français s'empressa de fortifier ce point et de mettre la place elle-même dans un état imposant de défense; car il prévoyait bien que les alliés feraient tous leurs efforts pour reprendre cette forte ville de guerre, principal rempart de leurs possessions sur le Rhin. En effet, dès que nos bataillons commencèrent à évacuer la rive gauche du fleuve, les ennemis portèrent le gros de leurs forces vers Mayence; des ingénieurs furent appelés du fond de l'Allemagne, des moyens d'attaque furent accumulés sous ces murs, et le siége de cette ville commença aussitôt. Les opérations des armées alliées restèrent suspendues au Nord jusqu'à la reddition de cette place. L'Europe tout entière avait les yeux fixés sur Mayence. Les défenseurs de la ville se montrèrent dignes du mandat qui leur avait été confié, et c'est avec un profond sentiment d'admiration qu'on doit lire les noms des généraux Doyré, Meunier, Aubert-Dubayet, de l'adjudant-général Kléber, des représentants du peuple Merlin de Thionville et Rewbell, et de tous les corps enfermés dans Mayence (1).

Le siége de Mayence commença le 1er avril, jour où la place fut complétement investie. Il dura jusqu'au 23 juillet, jour où fut signée la capitulation. Durant le siége, la garnison de Mayence fut soumise au feu de vingt-huit batteries, c'est-à-dire de plus de deux cents pièces de canon qui couvrirent la place de projectiles de toute espèce. Elle fit plusieurs sorties vigoureuses, supporta plusieurs attaques et éprouva toutes les rigueurs de la misère. La détresse y fut si grande, que les soldats allaient, sur les bords du Rhin, pêcher les chevaux morts que le fleuve entraînait. Cette nourriture devint funeste à plusieurs d'entre eux. Un chat valait six francs, la chair de cheval mort quarante-cinq sous la livre. Officiers et soldats, tous étaient soumis au même régime, et, s'il faut croire certaines relations de ce siége, le gé-

(1) Composition de l'armée de Mayence.

Garnison de Mayence rentrant en France, à l'armée des côtes de La Rochelle. — Août 1793.

1re COLONNE rentrant par Landau et Strasbourg.— Les generaux de brigade Aubert-Dubayet et Vimeux. — Les adjudants-généraux Kléber, Damas et Mignotte. — Les adjoints Soldini et Saussure.— Detachements des 2e, 8e et 10e régiments de chasseurs a cheval. — Legion des Francs (de Mayence). — 16e bataillon de chasseurs a pied — 1er de chasseurs républicains. — 1er de féderés nationaux. — 1er des Amis de la République. — 4e et 6e du Calvados. — 5e de l'Eure. — 10e de la Meurthe. — 3e de la Nièvre. — 2e Seine-et-Oise. — 3e et 8e des Vosges. — Compagnies de grenadiers des 1e, 9e, 31e, 36e et 39e regiments d'infanterie. — 2e bataillon de la République. — 32e et 82e régiment d'infanterie. — Total : 7,981 hommes.

2e COLONNE rentrant par la *Sarre*. — Les généraux de brigade Chevalier, Schaal, Scheglinski et Ledieu de Ville. — Les adjudants-généraux Schers et Kinger.—Les adjoints Dutilh, Meyer, Guerops et Mangin — 14 régiments de cavalerie — 7e de chasseurs a cheval. — 5e d'artillerie — 1 comp. d'artill. volante du 2e rég. — 1 comp. d'artill. volante de Paris. — Bataillon de grenadiers de l'Ardèche. — Bataillon de grenadiers de Rhône-et Loire. — 57e et 62e régiments d infanterie. — 2e bat. de l'Ain. — 2e, 3e, 5e et 9e bat. du Jura. — 1er bat. du Haut-Rhin. — 1er bat. du Bas-Rhin. — 1 comp. du 3e bat. du Bas-Rhin. — 5e et 6e bat. du Bas-Rhin. — 4e bat. du Haut-Rhin. — 2e, 9e, 10e, 11e et 12e bat. de la Haute-Saône. — Compag. de grenadiers des 3e, 27e et 46e régiments d'infanterie. — 7e et 13e bataillon des Vosges. —

Total : 10,694 hommes.

Récapitulation. 1re colonne, 7,981; 2e colonne, 10,694; total, 18,675.

néral Aubert-Dubayet invitant à dîner son état-major, lui fit servir comme régal un chat flanqué de douze souris. Cependant les traits d'audace, de dévouement et de bravoure se multipliaient chaque jour dans la garnison. Les généraux, les représentants du peuple eux-mêmes, donnaient l'exemple de la plus héroïque énergie. C'est le jeune Meunier, dont les sorties audacieuses avaient jeté la terreur au quartier général des ennemis, et qui, blessé au genou, expire moins de sa blessure que de l'irritation qu'il éprouvait de cesser de combattre. La garnison tout entière rendit les derniers devoirs à ce brave et intrépide jeune homme ; le roi de Prusse lui-même fit suspendre le feu et saluer ses funérailles de deux salves d'artillerie. C'est Kléber, l'imposant et impétueux adjudant-général, dont l'air martial, le grand cœur, le beau génie, relèvent, soutiennent, séduisent l'esprit des troupes, dont l'infatigable activité pourvoit à tous les travaux de défense, à toutes les mesures, à tous les expédients. C'est Merlin de Thionville le conventionnel, qui partage les dangers des soldats, les travaux des chefs, encourage la résistance et représente dans les murs de Mayence toute l'énergique dignité de la république. Ce sont les soldats eux-mêmes, dont le courage avait tellement grandi, que lorsqu'on leur ouvrit les portes de cette ville, où ils enduraient les plus rudes privations, pour les ramener dans leur patrie, ils refusèrent d'obéir à leur chef. « Singulier exemple de l'esprit de corps qui s'établit sur un point, et de l'attachement qui se forme pour un lieu qu'on a défendu quelques mois ! (1) » Et que de traits de courage et de dévouement dans cette armée de Mayence, que de faits individuels que le défaut d'espace nous empêche de consigner ici ! Entourés de batteries qui couvraient la place de feux, on vit des soldats se jeter à la nage, aller couper les câbles des bateaux ennemis pour détruire les batteries flottantes. On en vit un amener à la nage un bateau chargé de quatre-vingts soldats qui furent faits prisonniers.

Cependant la garnison résistait. Elle manquait de vivres, elle manquait de munitions, et elle ne songeait pas à se rendre. Il y avait trois mois qu'elle n'avait reçu de nouvelles de la France, elle était perdue pour ainsi dire, abandonnée au milieu des ennemis, et elle ne voulait pas se rendre. Elle espérait, chaque matin, voir reparaître sur la rive gauche du Rhin le drapeau tricolore, à l'auréole magique, et se réveiller aux énergiques accents de la *Marseillaise*. Chaque jour cet espoir était déçu, les drapeaux prussiens flottaient seuls dans la plaine et les échos du Rhin ne répétaient que des accents tudesques. Tous les moyens avaient été employés pour communiquer avec la France, mais tous les moyens avaient été déjoués. Pensant que par lettre on songerait à leur envoyer des nouvelles du haut Rhin en se servant de bouteilles jetées dans le fleuve, les assiégés y plaçaient des filets qu'ils levaient chaque jour; mais rien n'arrivait. Les ennemis, qui connaissaient leur perplexité, faisaient répandre et imprimer les bruits les plus alarmants. Tantôt c'était Dumouriez qui avait renversé la Convention et rétabli Louis XVII avec un conseil de régence, tantôt les ennemis s'étaient emparés de Paris, etc. Ces

(1) Thiers, *Histoire de la Révolution*.

nouvelles produisaient une douloureuse impression sur cette malheureuse garnison abandonnée à elle-même et ignorant l'état de la France.

Les habitants, réduits à la dernière extrémité, avaient demandé à sortir de la ville. Deux mille obtinrent cette autorisation, mais le roi de Prusse repoussa inhumainement ces malheureux, qui restèrent ainsi entre deux feux et périrent en grande partie sous les murs de la place. On vit dans cette circonstance plusieurs de nos soldats rapporter dans leurs manteaux de pauvres petits enfants blessés ou devenus orphelins. Enfin, quand la garnison eut épuisé toutes ses ressources, quand elle eut subi jusqu'à la dernière extrémité les rigueurs de la détresse, quand elle eut perdu toute espérance d'être secourue, les représentants du peuple et les généraux pensèrent qu'il valait mieux capituler, et conserver ainsi à la république 20,000 hommes devenus les plus braves du monde, que d'attendre encore et d'être obligé de rendre la garnison prisonnière. La capitulation de Mayence eut lieu le 23 juillet. Le roi de Prusse se montra facile sur les conditions; il permit à la garnison de sortir avec armes et bagages et n'imposa qu'une seule condition : c'est que les soldats qui la composaient ne serviraient pas d'une année contre les armées de la coalition. Mais il y avait assez d'ennemis dans l'intérieur pour employer ces soldats qu'on appelait les *Mayençais*, et qui se firent dans la Vendée une si formidable réputation, qu'on en parle encore avec terreur dans les traditions du pays. Nous avons dit que ces mêmes soldats n'avaient consenti qu'avec peine à sortir de la place ; aussi, quand ils défilèrent devant l'armée prussienne aux accents de la *Marseillaise*, avec leurs figures haves et pâles, empreintes d'une fierté menaçante, leurs vêtements déguenillés, leurs chapeaux déformés, sur lequel brillait la large cocarde tricolore, un cri d'admiration s'éleva des rangs de l'armée ennemie. Respect à ces drapeaux hachés par les balles ennemies ! Respect à ces convictions patriotiques, à cet ardent courage ! La sortie des *Mayençais* fut presque une sortie triomphale. Le roi de Prusse lui-même fut le premier à s'incliner devant ces signes sacrés de la patrie, devant ces héroïques soldats ; et s'adressant nominativement aux principaux chefs et officiers il rappelait les actions par lesquelles chacun d'eux s'était distingué, et leur donnait avec courtoisie les éloges qu'ils méritaient.

Pendant le siége de Mayence, l'armée du Rhin, aux ordres de Beauharnais, et l'armée de Moselle, aux ordres de Houchard, étaient restées dans une funeste inaction, malgré les intructions impératives du comité de salut public. Ces deux armées occupaient la ligne des Vosges, et pouvaient aisément se réunir pour accabler l'ennemi. En effet, les deux généraux Brunswick et Wurmser étaient disséminés sur un cordon fort étendu à l'expiration de cette ligne. L'armée du Rhin, par sa position sur la crête orientale de la chaîne des Vosges, celle de la Moselle, par sa position sur le revers occidental, disposaient ainsi des principaux passages Elles pouvaient se réunir sur l'un des deux versants, battre séparément Brunswick ou Wurmser, venir prendre l'armée du roi de Prusse par derrière, et sauver Mayence. Ni l'une ni l'autre de ces deux armée n'agit dans ce sens. Beauharnais ne sortit de ses lignes que le 1er juillet et perdit vingt jours en



Imp. de Prissette

Les Carabiniers à Arlon.

attaques de détail. Houchard, de son côté, livra l'inutile combat d'Arlon ; et lorsqu'ils songèrent à opérer plus activement, Mayence avait déjà capitulé. La Convention, mécontente de la conduite de ces deux généraux, les remplaça d'abord par Landremont et Schawembourg ; le premier eut le commandement de l'armée du Rhin, le second celui de l'armée de Moselle. Ces deux généraux furent à leur tour remplacés par Carlen et Moreaux, (1) puis par Pichegru et Hoche, deux généraux créés par la Révolution.

Landremont s'était laissé surprendre dans le camp de Nothweiler, et, bien qu'il eût repoussé l'ennemi, il avait été destitué et remplacé par Carlen. Simple capitaine un mois auparavant, cet officier avait fixé le choix des représentants du peuple, et avait été élevé au grade de général en chef. Vaincu à son tour, et ayant laissé enlever les lignes de Weissembourg par les Autrichiens, il fut également destitué et eut pour successeur Pichegru. Schawembourg avait perdu le combat de Pirmassens, il perdit son commandement. Moreaux l'avait remplacé; il ne tarda pas à être remplacé à son tour par le général Hoche, qu'on venait d'élever du grade d'adjudant-général à celui de général en chef. A cette même époque, la découverte d'un complot qui devait livrer Strasbourg à Wurmser, et la disparition mystérieuse du général d'Arlande, qui servait depuis six mois à l'armée du Rhin, avaient éveillé les soupçons et la défiance du comité de salut public. C'est là ce qui explique ces changements fréquents dans les généraux et même dans les officiers. Bientôt parut un décret qui excluait tous les nobles de l'armée.

Relativement aux officiers nobles, Gouvion-Saint-Cyr fait les réflexions suivantes : « Il faut convenir que les militaires de cette classe pouvaient difficilement continuer à servir dans les armées de la république, à cause des attaques auxquelles ils étaient continuellement en butte, et des persécutions des représentants aux armées qui étaient alors choisis parmi les députés de la Montagne, les fanatiques de l'époque. La plupart de ces officiers servaient cependant avec zèle et fidélité, et s'ils n'étaient pas plus instruits, ils ne l'étaient pas moins que les autres. Le mérite de la fidélité était d'autant plus grand pour eux, qu'ils soutenaient la cause d'une révolution principalement dirigée contre leurs privilèges. Il n'était pas juste de punir les uns des torts qu'on avait à reprocher aux autres, et les expulser entièrement des armées comme on les en menaçait et comme on le fit, c'était livrer ces armées à une nouvelle désorganisation peut-être plus complète que la première ; mais alors (en 1793), comme dans tous les temps de troubles et de factions, rien ne pouvait faire entendre raison aux fanatiques, soit qu'ils fussent de bonne foi, soit que leur feint patriotisme ne fût qu'un masque hypocrite pour couvrir leur domination...

« Les commissaires de la Convention adoptèrent, pour remplacer les officiers renvoyés, un système absurde. Ils prirent pour base, non pas l'ancienneté de grade, ce qui eût eu peu d'inconvénients, mais l'ancienneté de service. Ils remplacèrent des officiers dont quelques-uns étaient à la vérité douteux,

(1) L'orthographe dit assez qu'il ne s'agit pas du vainqueur de Hohenlinden.

par d'autres d'une incapacité absolue. Ainsi, par exemple, on avait besoin d'un caporal, on nommait le plus ancien soldat; c'était le plus souvent un blanchisseur de la compagnie ou du régiment; le lendemain il fallait un sergent, et ce même blanchisseur, qui était toujours le plus ancien de service, montait à ce grade. Jusque-là il n'y avait pas grand mal; mais il est arrivé quelquefois qu'au bout de huit à dix jours ce sergent est devenu le chef d'un bataillon d'infanterie ou le chef de brigade d'un régiment de cavalerie, tant le renvoi des officiers d'origine noble amenait de nombreuses mutations. A l'incapacité ou à l'ignorance de ces officiers nommés à la place des nobles, se joignait encore un âge avancé qui les mettait dans l'impossibilité, non-seulement de commander, mais même de faire aucune espèce de service. Je pourrais citer beaucoup d'exemples désastreux de l'application de ce faux principe... On l'abandonna bientôt pour se jeter dans un autre excès qui était moins dangereux parce que le remède se trouvait à côté du mal. Sans consulter l'ancienneté de service ou de grade, les représentants nommèrent aux places d'officiers supérieurs dans les bataillons, les régiments et les états-majors, toutes les personnes qui leur parurent les plus propres à remplir ces fonctions; ils se trompèrent souvent, car les officiers les plus distingués étaient presque toujours ceux qui redoutaient le plus leur choix et l'avancement; mais enfin, comme lorsque les représentants s'étaient trompés, ils avaient aussi une responsabilité qui n'était point illusoire vis-à-vis du comité de salut public et des meneurs de la Convention, ils revenaient bien vite sur leurs pas par une destitution ou par tout autre moyen; car quelquefois, après avoir nommé d'abord un officier général de division, ils le replaçaient ensuite, sans hésiter, chef de brigade ou chef de bataillon. Ainsi le remède était bien près du mal; le nouveau mode fut donc préférable à l'ancien, qui avait désorganisé les armées françaises, tandis que l'on peut dire que c'est cette liberté dans le choix qui a fait parvenir au commandement les meilleurs généraux de la république. »

Les deux nouveaux généraux en chef Hoche et Pichegru furent accueillis avec enthousiasme aux armées du Rhin et de Moselle. Hoche avait vingt-cinq ans. Il n'était connu que par la retraite de Belgique et par la belle défense de Dunkerque; mais ses talents avaient été appréciés par Carnot, et, s'il faut en croire les récits de l'époque, *la grandeur de son caractère éclatait dans ses traits*. Un officier de l'armée de Moselle, rendant compte de l'effet qu'avait produit son arrivée au quartier général, s'écriait: « *Courage, confiance, défenseurs de la patrie, nous allons sortir de notre engourdissement. Notre nouveau général m'a paru jeune comme la révolution, robuste comme le peuple; son regard est fier et étendu comme celui de l'aigle, il nous conduira comme des Français doivent l'être.* »

A l'armée du Rhin, l'opinion qu'on avait sur le jeune général était loin de lui être aussi favorable. Gouvion Saint-Cyr, un des officiers de cette armée, compare ainsi ces deux généraux: « Hoche, dit-il, n'était pas, comme Pichegru, tout à fait sans expérience des grandes manœuvres de la guerre; mais il lui

était inférieur en instruction. Le parti de la Montagne l'avait fait nommer général en chef; il arriva à l'armée imbu de ses principes et de toutes ses exagérations; ses manières, sa mise, le style de sa correspondance, étaient d'accord et approchaient du cynisme. Il était jeune, actif, et d'une confiance si grande dans ses moyens, qu'il ne doutait de rien.

Pichegru sortait des instructeurs de Brienne; comme Hoche, il était une des créatures de Carnot, qui avait apprécié sa capacité à son arrivée à Strasbourg. Il n'avait encore vu d'ennemis que ceux qu'on apercevait avec une lunette de la rive gauche du Rhin sur les sommets des montagnes Noires. Hoche avait sur lui cet avantage, qu'il avait entendu le bruit du canon et le sifflement des balles; mais il était inférieur à Pichegru par le jugement et par l'instruction. Pour s'en convaincre, il ne faut que lire leur correspondance et les ordres qu'ils ont donnés. Hoche était vif et souvent emporté; Pichegru était froid et toujours maître de lui. Leur élévation subite n'excita aucune jalousie dans les hauts rangs de l'armée, où il n'y avait plus la moindre trace de jalousie. On les plaignait bien plus qu'on ne les enviait; car on les regardait comme deux victimes réservées à la guillotine (1).

Les deux armées de Rhin et Moselle furent réunies sous le commandement en chef du général Hoche après l'affaire de Kaiserlautern.

Après la prise des lignes de Weissembourg, les généraux prussiens et autrichiens, combinant leurs mouvements, attaquèrent simultanément les lignes de la Lauter, s'emparèrent du fort Vauban, tentèrent plusieurs attaques sur celui de Bitche et bloquèrent Landau. Les deux généraux français avaient reçu l'ordre exprès de débloquer Landau et de rejeter les ennemis au delà de nos frontières. Hoche avait devant lui les Prussiens, commandés par Brunswick, et Pichegru les Autrichiens, sous les ordres de Wurmser. Hoche, pour justifier par des succès la confiance qu'avait eue en lui le gouvernement, s'empressa d'attaquer les ennemis à Biecastel et s'empara de la ville des Deux-Ponts. Il s'était solennellement engagé à délivrer l'Alsace de l'invasion : pour remplir cette promesse, il conçut le hardi projet de repasser en présence de l'ennemi sur la rive droite de la Sarre, de suivre la crête des montagnes des Vosges pour aller l'attaquer à Kaiserlautern, et descendre ensuite directement sur Landau, qui était étroitement serré. Ce plan, qui décelait la portée du talent militaire de Hoche, ne réussit qu'incomplétement par suite de l'insuccès des deux combats de Kaiserlautern. Malgré la vigueur que le général avait montrée, les représentants du peuple lui firent un crime de l'issue de ce combat. « Que ne preniez-vous, leur dit Hoche, un arrêté qui fixât la victoire? »

Pendant que ce général se portait ainsi sur le centre des lignes prussiennes, Pichegru tentait également une attaque à Berchen, sur le corps du prince de Condé qui formait l'extrême gauche de Brunswick, et sur le corps autrichien de Klénau qui occupait les postes voisins du camp des émigrés. Cette attaque

(1) Gouvion Saint-Cyr.

réussit après deux jours de combat; mais, avec un peu plus de vigueur, elle eût pu devenir décisive. Toutefois les combats de Berchen obligèrent les Autrichiens à resserrer leurs lignes et à se replier sur les retranchements en avant d'Haguenau. Dans cette nouvelle position, Hoche, qui s'était retiré dans les camps de Pirmassens et des Deux-Ponts, débordait la droite de Wurmser; il porta la sienne au secours de la gauche de Pichegru pour faciliter l'occupation des postes les plus importants des montagnes. Ce mouvement donna lieu à une série de combats, à Freischewiler, à Werdt, à Guisberg, et par suite à la reprise des lignes de Weissembourg et au déblocus de Landau. Hoche avait tenu parole : la frontière de l'Alsace était délivrée, et le Palatinat envahi une seconde fois par nos armées. C'est le 27 décembre 1793 que nos soldats entrèrent dans Landau, où ils furent reçus par leurs camarades et par les habitants de la ville avec l'enthousiasme qu'inspiraient alors les mots de *patrie* et de *liberté*.

La nouvelle de la reprise des lignes de Weissembourg arriva à Paris presque en même temps que celle de la prise de Toulon et y produisit une grande joie. Lyon était déjà rendu à la république, la guerre vendéenne était énergiquement combattue; encore un effort, et elle était étouffée à jamais; encore une victoire aux Pyrénées et aux Alpes, et la république était complétement triomphante.

Siége de Toulon (1793). — L'insurrection vendéenne avait éclaté la première contre le nouveau gouvernement. Les levées d'hommes et d'impôts, la violence imposée aux usages et aux croyances de ces populations, aux mœurs primitives, avaient servi de cause à cette guerre civile qui mit la république à deux doigts de sa perte. De simples paysans d'abord s'étaient mis à la tête des Vendéens et leur avaient imprimé un mouvement qui s'était étendu à toutes les populations de l'Ouest. La Convention, croyant pouvoir éteindre facilement cette révolte, commit la faute d'y envoyer dès le début des bataillons de gardes nationaux nouvellement mobilisés, et qui, ne marchant qu'à contre-cœur, étaient peu propres à éteindre une telle insurrection. Les Vendéens eurent quelques succès; ces succès, grossis par la rumeur publique, agrandirent le foyer de l'insurrection; leurs rangs s'augmentèrent en peu de temps d'une foule de paysans conduits par des prêtres au nom de la *religion*. Bientôt les chefs du parti royaliste vinrent se mettre à leur tête; les puissances européennes, l'Angleterre surtout, soutinrent, encouragèrent les efforts des Vendéens, et cette *Jacquerie* prit toutes les proportions d'une grande guerre. Nous passerons sous silence les événements militaires qui eurent lieu dans la Vendée; car, bien qu'il en soit sorti de glorieuses réputations, bien que de beaux traits de courage, de désintéressement et d'humanité aient été souvent signalés dans les deux partis, n'oublions point que la gloire est ici tachée de sang français, et jetons un voile sur les déplorables excès qui marquèrent cette lutte.

L'insurrection des départements du Midi eut une autre cause : la chute des girondins et la marche violente que prenait le gouvernement sous la direc-

tion des jacobins furent le signal de la révolte; mais cette révolte manquait d'unité. Les populations du Midi, plus éclairées que celles de la Vendée, étaient divisées d'opinion; elles ne s'engageaient que difficilement dans la guerre civile. Les principaux foyers de l'insurrection furent Lyon, Marseille, Bordeaux et Toulon. Lyon fut pris après un siége vigoureux; Marseille et Bordeaux résistèrent peu; mais Toulon, qui avait été livré aux Anglais, fit une longue et plus sérieuse résistance.

C'est en ce moment que la république eut réellement quatorze armées sur pied (1).

Toulon venait d'être mis hors la loi, c'est-à-dire désigné aux fureurs des jacobins. La prise de Marseille et la terreur qui précédait la marche de l'armée républicaine engagèrent le parti royaliste à livrer la ville aux Anglais. L'amiral comte de Trogoff et l'infâme baron d'Imbert furent les agents de cette odieuse trahison nationale. Qu'on se figure la joie que causa à Londres la dépêche de l'amiral Noth, annonçant que l'opulente ville de Toulon, avec ses forts, sa rade, ses trente-deux vaisseaux pavoisés et prêts à prendre la mer, ses arsenaux les plus riches du monde, venait d'être livrée à l'Angleterre. Qu'on juge de l'indignation du gouvernement français quand cette triste nouvelle arriva à Paris, grossie par cent échos sinistres. Toulon appartenait aux Anglais, leur flotte sillonnait en souveraine les bassins de la Méditerranée, *ce grand lac que le malheureux Louis XVI rêvait de rendre à jamais français*, portant sur tout le littoral la consternation et l'effroi.

L'ordre de reprendre Toulon, à tout prix, fut donné au général Cartaux, qui venait de disperser l'armée fédéraliste et de s'emparer de Marseille. Cartaux, peintre obscur à Paris, avait été nommé adjudant dans un bataillon de la capitale. Son enthousiasme bruyant, ses ardentes convictions républicaines

(1) Nous avons fait connaître la destination des onze premières, voici celles des trois autres :

12e armée, ou armée du Midi, devant Toulon, constituée par les représentants Albitte, Fréron, Escudier, Barras, Gasparin, Roubeaux et Pomme, le 5 septembre 1793, par la réunion des divisions des Alpes et d'Italie; Cartaux, général en chef.

13e armée, formée de la garnison de Mayence, forte encore de dix-huit mille hommes. Le décret de bien mérité de la patrie du 4 août 1793, lui donne ce nom d'armée qu'elle conserve. Elle arrive à Nantes les 6, 7, 8 septembre 1793. Aubert Dubayet.

14e armée, formée le 8 septembre 1793, de trente-cinq mille hommes des trois bataillons de la première réquisition, rassemblés en un camp entre Ham et Lafère. Commandant en chef : le général Bélair. Cette armée est une réserve de l'armée du Nord.

Au 6 octobre, il n'y avait plus que treize armées. Au 1er janvier 1794, douze. Au 15 avril 1794, onze. A la fin de 1794, onze armées et dix généraux en chef. Au 3 mars 1794, dix armées. Au 16 octobre 1795, neuf. Au 6 janvier 1796, sept. Au 1er novembre 1796, six. 9 février 1797, cinq. 2 octobre 1797, trois. Quatre en décembre 1797. Trois en janvier 1798. Quatre en mars 1799. En mars 1800, quelques mois après la révolution de brumaire, et avant Marengo, six armées.

Ces variations dans le nombre des armées proviennent du plus ou moins de concentration des troupes sous un seul et même général en chef, car le chiffre des combattants n'a fait qu'accroître pendant les cinq premières années des guerres de la révolution.

avaient attiré l'attention des députés de la Montagne, qui lui conférèrent un commandement dans l'armée du Midi, et le nommèrent le même jour général de brigade et général de division. Mais Cartaux, heureux dans son coup de main contre les fédéralistes, était incapable de diriger une armée. Il fut remplacé par le général Doppet, médecin savoyard, qui, comme son prédécesseur, avait été improvisé général par les représentants du peuple. Doppet était militairement aussi ignorant que Cartaux, mais il était plus lâche. Il fut destitué à son tour; et la Convention comprit enfin la nécessité de donner le commandement en chef de cette armée à un militaire instruit. Elle désigna Dugommier, officier créole et chevalier de Saint-Louis. Dugommier, à l'époque de la Révolution, avait été nommé commandant de la garde nationale de l'île de la Martinique, puis député de cette île à la Convention. En 1793, il préféra la carrière des armes. Militaire capable, instruit, intrépide, il ramena la confiance dans cette armée nouvellement organisée, et où commençait déjà à imposer l'autorité de son génie, un jeune homme de vingt-quatre ans, commandant en chef l'artillerie du siége (1). Dugommier comprit la portée du génie de l'officier de Brienne, et s'éclaira de ses conseils. Dès lors le siége prit une marche régulière. Jusqu'ici on s'était borné à envahir Toulon par une simple ligne d'observation. Cependant les ordres de la Convention devenaient de plus en plus impératifs : *Il fallait rendre Toulon à la France!* Les plans du Comité se succédaient; mais tous ces plans tracés à Paris, et sans notions exactes sur l'état des lieux, entraînaient, pour l'exécution, des lenteurs et des hésitations. Bonaparte proposa un nouveau plan : un conseil fut réuni sous la présidence de Gasparin, représentant du peuple, homme sage, éclairé, et qui avait servi. On y lut les instructions envoyées de Paris; elles indiquaient en grand détail toutes les opérations à faire pour se rendre maître de Toulon par un siége en règle. On y lut également le plan de Bonaparte.

« Le commandant d'artillerie, qui, depuis un mois, avait reconnu exactement le terrain, qui en connaissait parfaitement tous les détails, proposa le plan d'attaque auquel on dut Toulon. Il regardait toutes les propositions du comité des fortifications comme inutiles d'après les circonstances où l'on se trouvait : il pensait qu'un siége en règle n'était pas nécessaire. En effet, en supposant qu'il y eût un emplacement tel, qu'en y plaçant quinze à vingt mortiers, trente à quarante pièces de canon et des grils à boulets rouges, l'on pût battre tous les points de la petite et de la grande rade, il était évident que l'escadre combinée abandonnerait ces rades, et dès lors la garnison serait bloquée, ne pouvant communiquer avec l'escadre qui serait dans la haute mer. Dans cette hypothèse, le commandant d'artillerie mettait en principe que les coalisés préféreraient retirer la garnison, brûler les vaisseaux français, les établissements, plutôt que de laisser dans la place 15 à 20,000

(1) Les trois représentants du peuple, Albitte, Gasparin et Salicetti, qui se trouvaient en mission à l'armée du Midi, avaient déjà tellement apprécié les qualités du jeune chef de bataillon, qu'ils lui proposèrent le commandement en chef de l'armée, que Bonaparte refusa.

hommes qui, tôt ou tard, seraient pris sans pouvoir alors rien détruire, afin de se ménager une capitulation.

« Enfin, il déclara que ce n'était pas contre la place qu'il fallait marcher, mais bien à la position supposée; que cette position existait à l'extrémité du promontoire de Balagnier et de l'Éguillette; que, depuis un mois qu'il avait reconnu ce point, il l'avait indiqué au général en chef, en lui disant qu'en l'occupant avec trois bataillons, il aurait Toulon en quatre jours; que depuis ce temps les Anglais en avaient si bien senti l'importance, qu'ils y avaient débarqué 4,000 hommes, avaient coupé tous les bois qui couronnaient le promontoire du Caire qui domine toute la position, et avaient employé toutes les ressources de Toulon, les forçats même, pour s'y retrancher; ils en avaient fait, ainsi qu'ils l'appelaient, un *Petit-Gibraltar;* que ce qui pouvait être occupé sans combat, il y a un mois, exigeait actuellement une attaque sérieuse; qu'il ne fallait point en risquer une de vive force, mais établir en batterie des pièces de vingt-quatre et des mortiers, afin de briser les épaulements, qui étaient en bois, rompre les palissades et couvrir de bombes l'intérieur du fort; qu'alors, après un feu très-vif pendant quarante-huit heures, des troupes d'élite s'empareraient de l'ouvrage; que deux jours après la prise de ce fort, Toulon serait à la république. »

Ce plan, longuement discuté, fut enfin adopté. En conséquence, l'armée resta divisée en deux corps : celui de l'est, commandé par le général Lapoype, s'établit au village de Lavalette; celui de l'ouest, sous les ordres de Dugommier, s'établit entre la plage de Faubregas et le banc de Quatre-Heures. On fit fermer par une ligne de circonvallation les riches vallées situées entre les collines de Piecagas, des Arènes de Caux et de la Goubran, afin de prévenir les sorties de la garnison. Bonaparte fit en outre établir sur la colline des Arènes une batterie de six pièces de vingt-quatre, qui commença à tirer contre le fort Malbousquet. La prise de ces hauteurs inquiéta les alliés; ils firent une sortie (30 novembre), et une colonne de cinq à six mille Anglais passa la Las, se divisa ensuite en deux corps, dont l'un attaqua la colline, l'autre les positions environnantes. Le premier s'empara de la batterie, dont il encloua les pièces, tandis que l'autre se dirigeait par le chemin d'Ollioules sur le parc de siége. Dugommier, accouru aux premiers coups de fusil, rallia les fuyards et retarda la marche de cette dernière colonne. Renforcé bientôt par d'autres troupes, il prit à son tour l'offensive et attaqua les assiégés encore établis dans la position des Arènes. Ce retour offensif, auquel ils étaient loin de s'attendre, les déconcerta; ils firent une molle résistance, et furent ramenés en désordre sur la Las. Le général en chef O'hara, arrivé la veille de Londres, fut blessé et fait prisonnier.

L'issue de ce combat ranima l'ardeur des troupes républicaines et donna une nouvelle activité aux travaux du siége. Pendant ce temps, le général en chef, secondé par Bonaparte, son chef d'artillerie, et Marescot, commandant le génie, reconnaissait la batterie anglaise dite *le Petit-Gibraltar*, considérée dans le plan du jeune chef de bataillon d'artillerie comme la clef de la petite

rade. En effet, cette batterie, élevée au milieu d'une langue de terre appelée *l'Éguillette*, formait le centre d'une ligne de retranchements et d'abattis qui couvrait un camp d'environ cinq mille hommes, la plupart Espagnols. Les Anglais l'avaient baptisée *le Petit-Gibraltar*. Elle consistait en un vaste ouvrage d'un profil fort élevé, et dont l'escarpe était revêtue en pierres sèches, environnée d'un large fossé. Elle avait été élevée sur les dessins d'un architecte français, et on la croyait imprenable.

Dugommier cependant avait résolu de l'enlever. Il prit les dispositions suivantes : une colonne devait sur la droite insulter cette redoute de front, tandis qu'à sa gauche une autre colonne, filant le long de la mer, aurait escaladé la sommité retranchée qui commandait le fort *l'Éguillette*, afin de couper les communications du camp avec la redoute. Cette attaque devait être secondée par une diversion à l'est sur le fort Faron (1). Les troupes désignées pour cette attaque se mirent en marche pendant la nuit du 16 au 17 décembre, sous les ordres des généraux Labarre et Victor. Le temps était horrible; la pluie tombait par torrents; mais les soldats, animés d'une ardeur inébranlable et encouragés par la présence des représentants du peuple, Salicetti, Robespierre, Ricard et Fréron, avancèrent résolument. Les deux généraux, par excès de zèle sans doute et interprétant mal les ordres donnés, au lieu de se porter vers les deux points indiqués, arrivèrent ensemble au front de la redoute, qu'ils entreprirent d'escalader sous un feu terrible Le succès couronna cette imprudente et audacieuse entreprise. Les soldats escaladèrent les fossés et les redoutes, montés sur les épaules les uns des autres, s'introduisirent dans les embrasures, se poignardèrent corps à corps pendant plus d'une demi-heure avec les canonniers anglais et les soldats de marine espagnols, et enfin demeurèrent maîtres de la position. Le carnage avait été horrible de part et d'autre. Le reste des troupes ennemies (deux mille hommes environ sur cinq mille, qui la veille occupaient le camp retranché), fut ramené précipitamment à Toulon pendant la nuit : en sorte que les républicains se trouvèrent maîtres le lendemain des forts de *l'Éguillette* et de *Balagnier*.

L'attaque du fort Faron ne fut pas moins heureuse. Le général Lapoype s'en empara après deux attaques des plus vives. Ces succès surprenants avaient coûté cher à l'armée française, et plus encore aux étrangers. Malgré les avantages qu'il avait obtenus, le général Dugommier n'était point encore assez près de la place pour en faire le bombardement avec succès. Quinze mille hommes de bonnes troupes pouvaient tenir longtemps dans une place où ils avaient la facilité d'être renforcés et ravitaillés par la mer; mais le découragement s'était mis parmi eux : ils tenaient peu à s'illustrer par une défense qui pouvait être longue, mais qui était inutile. Ils résolurent d'évacuer la ville après avoir mis à exécution l'horrible projet d'incendier la flotte française et de détruire tous les établissements maritimes, objets de leur éternelle et implacable envie. Le lendemain 18, ils abandonnèrent successive-

(1) Jomini.

ment les forts des Pommets, de Saint-Antoine, de Saint-André, de Malbousquet, le camp de Saint-Éleux et le fort de Lamalgue, aux lueurs de l'incendie de nos vaisseaux et au milieu des cris de désespoir et d'indignation du peuple de Toulon. Exemple funeste du sort qui frappe tôt ou tard les cités assez imprudentes pour remettre à des étrangers les destinées de leur patrie.

Nous trouvons à ce sujet quelques détails curieux et peu connus dans les mémoires d'un membre du comité insurrectionnel de Marseille, réfugié à Toulon (1) :

« Vers minuit, un bruit sourd et lugubre et les lueurs d'un vaste incendie annoncèrent à l'armée républicaine le départ des Anglais. Les tourbillons de flammes et de fumée, dit Napoléon, en retraçant la peinture de cet effroyable

(1) « Chaque vaisseau de l'escadre anglaise fut successivement stationné dans le port Royal, dont nul autre n'avait l'accès. On voyait bien qu'il était posté devant les magasins de la marine; mais en dire la cause autrement que par conjecture aurait été une témérité, car dès lors, et jusqu'à l'évacuation qui suivit de près cette manœuvre, l'entrée de l'arsenal fut interdite, non seulement aux Français, mais même aux Napolitains, aux Piémontais et aux Espagnols. — Tous les vaisseaux de l'escadre anglaise eurent ainsi leur tour. »

Les Anglais s'occupaient à vider nos magasins et à enlever à leur profit tout ce qui était susceptible d'être emporté. Le jour qui précéda l'évacuation, le réfugié marseillais, ayant eu connaissance d'un bruit vague qui le faisait craindre, se présenta chez le commandant anglais pour lui témoigner les inquiétudes de la population toulonnaise :

« Je ne pus pas, dit-il, pénétrer jusqu'au gouverneur. Un secrétaire insolent répondit à la demande impérieuse que je lui fis de nous rendre nos armes, que *le lendemain on s'en occuperait, mais que nous pouvions être tranquilles et qu'il y aurait une capitulation....* Je me calmai, je me retirai... Une heure après il n'y avait plus une âme au gouvernement. Tandis que le secrétaire parlementait avec moi, S. Exc. faisait ses malles, ses ballots, ayant soin d'emporter *au moins* ce qui était à elle. Une heure après, je le répète, elle était sur son bord à l'abri de tout événement. — Monseigneur prit cependant deux précautions qu'il serait très-injuste d'omettre. — Les portes du gouvernement furent soigneusement fermées; mais des lumières éclairant encore quelques appartements annonçaient que monseigneur veillait au salut de la ville, et la garde ordinaire à sa porte défendait d'approcher, sous prétexte que S. Exc. reposait... — Première précaution... Voici la seconde : — Vers minuit, une force armée considérable parcourut au flambeau toute la ville, en commençant par le port, où elle ne laissa pas un seul être vivant, et elle publia une proclamation par laquelle monseigneur le gouverneur (déjà embarqué) *rassurait les habitants, démentait les bruits qui les avaient alarmés, protestait que les Toulonnais ne seraient point abandonnés, ordonnait que tous les citoyens rentrassent dans leurs foyers, garantissait leur sûreté et défendait de rien apporter sur le port.* A mesure que cette proclamation se faisait dans un quartier, des sentinelles étaient placées pour empêcher toute circulation et pour forcer les citoyens à rentrer ou à rester chez eux. »

Le lendemain, et quand il ne resta plus aucun doute sur l'évacuation de Toulon, les navires espagnols s'empressèrent de recevoir à leur bord les Toulonnais fugitifs. Les Anglais refusèrent de les recueillir. Voici leur excuse, dit notre réfugié :

« L'Angleterre se vante d'avoir une marine la plus puissante de l'univers; mais ce que l'univers ne savait pas alors, c'est que, le 18 décembre 1793, la position de cette marine qui sortit de Toulon était relativement la plus riche. Chacun de ses bâtiments avait tant de voilures de rechange, tant d'agrès de rechange et de toute espèce, qu'il leur restait trop peu de place pour céder au premier cri de leur humanité. »

incendie, ressemblait à l'éruption d'un volcan, et les treize vaisseaux qui brûlaient dans la rade, à treize vastes feux d'artifice. Le feu dessinait les mâts et la forme des vaisseaux; il dura plusieurs heures, en présentant un spectacle unique. Les Français avaient l'âme déchirée en voyant se consumer en si peu de temps d'aussi grandes ressources et tant de richesses. On craignit un instant que les Anglais ne fissent sauter le fort Lamalgue; il paraît qu'ils n'en eurent pas le temps. »

Trente et un vaisseaux de ligne, vingt-cinq frégates se trouvaient dans la rade de Toulon au moment où les Anglais y entrèrent. Seize vaisseaux et cinq frégates devinrent la proie des flammes; trois vaisseaux et six frégates échurent en partage aux Anglais, trois frégates aux Sardes, aux Espagnols, aux Napolitains; cinq vaisseaux furent envoyés en mission dans les ports français de l'Océan; sept vaisseaux et onze frégates restèrent intacts dans la darse.

Les Anglais, après l'exécution de cette horrible action, ne craignirent pas de s'en glorifier publiquement aux yeux de l'Europe. Le rapport de Sidney-Smith restera comme un monument de la haine implacable que la nation anglaise a toujours portée à la France.

« Nous pouvons vous assurer, dit l'odieux exécuteur des œuvres de l'Angleterre à Toulon, que le feu a été mis à dix vaisseaux de ligne au moins; la perte du grand magasin, d'une grande quantité de poix, de goudron, de résine, de chanvre, de bois, de cordages, de poudre à canon, rendra difficile l'équipement du peu de vaisseaux qui restent. *Je suis fâché d'avoir été obligé d'en épargner quelques-uns*, mais *j'espère que votre seigneurie sera contente de ce que nous avons fait.* »

Cependant nos soldats s'étaient emparés successivement des forts évacués par les Anglais; ils firent feu du haut de ces positions sur les vaisseaux ennemis. Plusieurs de ces vaisseaux éprouvèrent de fortes avaries; plusieurs embarcations chargées de troupes furent coulées bas, jusqu'à ce que la flotte anglaise sortant de la rade, et poussée par un vent violent, eût disparu dans la direction des îles d'Hyères. Enfin, le 29 décembre, les troupes républicaines rentrèrent à Toulon, et la France apprit avec joie cette nouvelle et grande victoire de nos armées. La Convention décréta que cette armée avait bien mérité de la patrie. Mais en même temps elle fit peser sur cette malheureuse ville de Toulon toute la rigueur de ses terribles vengeances. La plume se refuse à retracer les scènes affreuses qui marquèrent l'entrée des républicains dans Toulon. Il suffit de citer le passage du rapport de Barère, pour faire comprendre combien dut être frappée cruellement cette opulente cité.

« Il faut que les noms des villes rebelles disparaissent avec les traîtres comme une vile poussière. Le nom de Toulon sera donc supprimé. — Il faut que la conquête des montagnards sur ceux qui avaient vendu Toulon soit imprimée sur le lieu où fut Toulon. Il faut que la foudre nationale écrase toutes les maisons des marchands toulonnais. Il ne doit plus y avoir qu'un port et des établissements nationaux et nombreux pour le service des armées, des



Paris, Typ. Chaumont.

Infanterie noble.

(Officier. — Armée de Condé.)

1792-96.

Pl. 18.

flottes, des escadres, pour les subsistances et les approvisionnements... Vous décréterez aussi unanimement que l'armée dirigée contre Toulon a bien mérité de la patrie. » Les propositions de Barère furent mises aux voix et décrétées par acclamations.

Au milieu du sombre tableau de ces terribles vengeances nationales, on aime à voir le chef de l'armée républicaine, digne représentant du sentiment des troupes, élever la voix en faveur des malheureux habitants. Sa parole noble, digne, éclairée, restera comme un monument des sentiments honorables de l'armée.

Pendant que Toulon soutenait contre la république ce siége funeste, la Corse, récemment réunie à la France, se soulevait de son côté contre la métropole, et appelait, elle aussi, les flottes anglaises dans ses ports. L'homme qui était à la tête de cette révolte avait en Europe une immense réputation : c'était Paoli. Napoléon n'était point encore connu, — Paoli était alors le représentant de la nationalité corse. Les longues et rudes guerres qu'il avait soutenues pour l'indépendance de sa patrie contre la république de Gênes l'avaient rendu cher à ses compatriotes. Sa fermeté, la sagesse de son administration, lui avaient fait en Europe une réputation supérieure à celle même de Washington. Exilé, lors de la conquête de la Corse par le comte de Vaux, il fut rappelé dans sa patrie en 1789, et présenté par Lafayette à Louis XVI, qui le nomma lieutenant-général et commandant militaire de la Corse. Tel était le chef de cette insurrection. Trompé, lui aussi, par les perfides conseils des Anglais, qui lui promettaient une dictature indépendante, il leur ouvrit les ports de la Corse, mais à peine se furent-ils emparés des villes de Bastia et de Calvi, qu'ils dévoilèrent les secrets de leur politique, et firent proclamer le roi d'Angleterre souverain de l'île de Corse. Paoli dut une seconde fois chercher un asile à l'étranger.

Armée d'Italie (1793). – Nous avons vu les Français s'emparer de la Savoie, qui fut réunie à la France sous le nom de département du *Mont-Blanc*, et du comté de Nice, qui prit celui d'*Alpes-Maritimes*.

Il y avait alors deux armées, celle des Alpes, qui occupait la Savoie, et celle du Var, qui occupait le comté de Nice. Cette dernière reçut le nom d'*Armée d'Italie*. Elle fut successivement commandée par Anselme, qui fut disgracié; par Biron, qui porta sa tête sur l'échafaud; par Brunet, qui lui succéda et qui eut le même sort; et, enfin, par Dumerbion.

C'est le 5 février 1793 que Biron parut à l'armée d'Italie; il y signala sa présence par les deux combats de Molinnet et de Sospello, et par la prise du camp des Braous. Biron fut rappelé et envoyé dans la Vendée. Brunet, en lui succédant, promit à la Convention de nouveaux succès; il attaqua le camp retranché de Lauthion et échoua; une seconde attaque ne fut pas plus heureuse : ce fut son arrêt de mort. Kellermann accourut en toute hâte pour arrêter les suites de ces deux revers. Il choisit, pour remplacer Brunet, le général Dumerbion, guerrier énergique, malgré son âge, et animé du plus ardent patriotisme. Dumerbion fut plus heureux que ses prédécesseurs. Il arrêta

victorieusement une attaque générale du roi de Sardaigne, fit échouer les projets du général Dewins, dans le Var, repoussa vigoureusement les ennemis aux combats de Gillette, d'Utelle, de Castel-Ginette, où se révéla une des grandes renommées de la république, le général Masséna. Ainsi la campagne de 1793 en Italie, qui avait commencé par des revers, se termina avec gloire.

Armée des Pyrénées (1793). Le roi d'Espagne, en entrant dans la coalition, n'avait eu d'autre but que d'arracher le malheureux Louis XVI à l'échafaud. Il avait offert deux fois sa neutralité au gouvernement républicain, sous la condition que la vie du roi serait respectée. La Convention repoussa avec dédain les ouvertures du roi d'Espagne. Charles IV en fut profondément blessé, et l'Espagne tout entière partagea sa douleur et son indignation, quand on apprit que la tête de l'aîné des Bourbons venait d'être jetée à l'Europe comme un gage de combat. Dans toutes les provinces on fit un appel aux armes; les villes environnèrent leurs armoiries d'un crêpe; les prêtres lancèrent du haut de la chaire l'excommunication et l'anathème contre les Français, et de toutes parts on se prépara à une croisade contre les régicides. La Convention, cependant, n'avait pas attendu les effets de ces menaces; elle avait déclaré la guerre *au roi d'Espagne, Bourbon de naissance, pour avoir témoigné de l'intérêt au chef de la famille des Bourbons.*

Danton, en proposant cette mesure extrême, s'était écrié à la tribune: *Les vainqueurs de Jemmapes retrouveront, pour exterminer tous les rois de l'Europe, les forces qui les leur ont déjà fait vaincre.*

On se prépara à la guerre de part et d'autre. L'armée espagnole, qui se porta vers les Pyrénées, était forte de 40,000 hommes. Elle était divisée en trois corps, qui devaient agir aux deux extrémités orientale et occidentale des Pyrénées. Le premier, sous le commandement du général don Antonio Riccardos, avait ordre d'envahir le Roussillon. Le deuxième, commandé par le lieutenant-général don Ventura Caro, devait opérer en Navarre et dans le Guipuscoa. Le troisième, aux ordres du prince Castel-Franco, était chargé de la défense du centre de la ligne et de la garde des passages des Pyrénées qui couvrent l'Aragon.

L'armée française des Pyrénées, au moment de son entrée en campagne, présentait à peine un effectif de 25,000 hommes dispersés dans les départements qui avoisinaient les monts d'Espagne, et dans un délabrement complet: Servan, l'ancien ministre de la guerre, les commandait. C'est avec peine qu'il avait pu réunir 8,000 hommes sous les murs de Perpignan et autant sous les murs de Bayonne. Il est vrai qu'on comptait sur le patriotisme des volontaires nationaux auxquels on venait de faire un nouvel appel, et sur le contingent de la levée de 300,000 hommes.

Avant de rappeler les opérations qui eurent lieu sur cette partie de nos frontières, nous croyons utile de faire connaître la composition des deux armées (1).

(1) Le régiment formé par le duc de l'Infantado se composa de trois bataillons réunis sous

L'armée espagnole, à part quelques vieux régiments, était en partie formée des *volontaires de Castille*, des *moines espagnols*, qui tous avaient pris les armes pour obéir à un sentiment d'orgueil national, et qui, par conséquent, étaient de fort mauvais soldats. Il y avait aussi dans cette armée un corps d'émigrés, désigné sous le nom de *légion royale des Pyrénées*.

L'armée française, indépendamment des corps dont nous avons donné le tableau, comptait un assez grand nombre de corps francs, connus sous le nom de *miquelets;* c'étaient la plupart de robustes montagnards ou de hardis contrebandiers, habitués à gravir les rochers escarpés des Pyrénées dont ils connaissaient les passages les plus secrets. Ces hommes déterminés et entreprenants rendirent les plus grands services à nos généraux. Suspendus aux flancs des rochers, silencieux comme le bandit des Alpes ou le klepte de la Thessalie, le fusil en arrêt, l'oreille attentive, ils attendaient le passage des colonnes espagnoles au pas lent et méthodique pour les surprendre sur un

le nom de *volontaires de Castille :* le duc n'y admit que les fils de propriétaires pris dans ses États (*Estados*). Il les équipa, les arma, leur donna des canons de campagne, et les paya jusqu'à la première revue qui fut passée par le roi. Il prit ensuite le commandement et fut blessé en combattant à la tête du régiment. Les *volontaires de Castille* furent, après la guerre et en récompense de leur conduite, compris au nombre des régiments de milice nationale, et le duc de l'Infantado cessa d'en être propriétaire; néanmoins il continua à payer les pensions qu'il avait faites aux blessés et aux veuves et parents de ceux qui étaient morts dans la campagne des Pyrénées.

Ce fut l'évêque de Sarragosse qui offrit d'armer les moines. Il comptait trouver facilement parmi eux 40,000 hommes de bonne volonté et capables d'endurer les fatigues de la guerre. Son offre, comme nous l'avons dit, ne fut point acceptée ; mais on accueillit pour le service des hôpitaux tous les membres des corps religieux qui se présentèrent. D'après ce que rapportent les écrivains qui se sont occupés de cette guerre, au milieu du désordre général et de l'état de dénûment où se trouvaient la plupart des administrations espagnoles, l'administration des hôpitaux faisait exception ; elle était montée avec un luxe qui faisait honneur à l'humanité du gouvernement de Madrid.

La formation de la *légion royale des Pyrénées*, composée d'émigrés, reçut plus d'extension qu'on ne se l'était d'abord proposé. Comme les généraux espagnols, différant en cela de conduite avec les généraux anglais, prenaient possession des places françaises au nom du roi Louis XVII et installaient partout des administrations françaises royalistes, un grand nombre d'émigrés se présentèrent pour servir en qualité de volontaires à l'armée de Catalogne. D'après le premier plan, tous devaient être incorporés dans la *légion royale*, mais le général Riccardos voulut utiliser à son avantage ceux qui passaient de son côté : il y organisa en conséquence deux corps, dont l'un reçut le nom de *bataillon de Wallespir*, et l'autre fut appelé *légion de la reine*. — La *légion royale des Pyrénées* fut envoyée en Navarre et de là dans le Guipuscoa ; elle se composait de 4,000 hommes et avait pour chef un seigneur français, le marquis de Saint-Simon, grand d'Espagne de première classe, qui jouissait d'une réputation militaire acquise par de brillants services dans la guerre d'Amérique, où il s'était distingué, notamment au siége d'Yorktown en Virginie. Les deux corps réunis à l'armée de Catalogne ne se composaient que de 3,000 hommes. — Le nombre total des émigrés qui prirent part à cette guerre fut donc de 7,000.

Il exista encore à cette époque une autre *légion des Pyrénées ;* mais celle-ci, formée des volontaires et des miquelets français du Roussillon, était *républicaine;* elle se signala en maintes occasions et avait pour chef le brave colonel Pérignon, devenu l'année suivante général en chef de l'armée des Pyrénées orientales, et plus tard maréchal de l'Empire.

point difficile ; ou bien ils se précipitaient sur les arrière-gardes qu'ils égorgeaient sans merci, sur les convois qu'ils pillaient; ils servaient encore à éclairer la marche de nos troupes. Quelques-uns de nos guerriers célèbres sont sortis de leurs rangs, et un de leurs chefs, Pérignon, est devenu maréchal d'Empire. Les *miquelets* français se couvrirent de gloire dans les Pyrénées.

L'armée française fut divisée en deux corps : celle des Pyrénées orientales fut mise sous les ordres du général Flers, et celle des Pyrénées occidentales sous les ordres du général Servan. Suivons d'abord les opérations de l'armée des Pyrénées orientales.

Le général espagnol Riccardos devait, ainsi que nous l'avons dit, envahir le Roussillon. Ce général, qui ne manquait ni d'habileté ni de courage, avait, comme tous les guerriers espagnols, le défaut d'être trop prudent. — Il agit sur ce point comme avaient agi au nord les autres généraux de la coalition. Sa circonscription sauva nos armées de grands désastres et la république de grands dangers. Les premières rencontres nous furent funestes. Riccardos s'empara de Céret, des Bains, de Prat, de Mollo et de Bellegarde, et battit les Français dans plusieurs rencontres. Il aurait pu alors s'emparer de Perpignan ; il hésita, et cette ville fut sauvée. Le vigoureux combat de Mas-de-Serres, où les Français furent vainqueurs, ranima le moral des troupes républicaines; mais la trahison du commandant de Villefranche, en livrant cette place, fit perdre les avantages de cet obstiné et glorieux combat. De Flers fut destitué et mis en jugement. Son successeur, le général Barbantane, homme faible et ignorant, ne commit que des fautes, et ne marqua son commandement que par des revers. Les Espagnols firent alors de rapides progrès sur nos frontières : ils passèrent la Tet, s'emparèrent de Peyrestortes et de tous les postes sur la Gly. Barbantane fut destitué à son tour et remplacé par le vieux général Dagobert, qui, à l'âge de soixante-quinze ans, n'avait pas craint d'accepter un commandement actif, et qui montra des talents supérieurs dans la guerre des montagnes.

Les représentants du peuple, auxquels la Convention avait demandé une victoire, résolurent, avant l'arrivée de Dagobert, de reprendre aux Espagnols le camp de Peyrestortes. Cette audacieuse entreprise réussit, grâce à l'énergie qu'ils déployèrent, et fut célébrée comme une grande victoire.

Dagobert, après avoir étudié la position des ennemis, ordonna une bataille sur toute la ligne. Mal secondé par les généraux divisionnaires qui commandaient les deux ailes, il dut se retirer après avoir obtenu avec le centre un succès décisif. C'est dans cette belle retraite qu'un bataillon de l'ancien régiment de *Vermandois*, se voyant cerné par les Espagnols et sommé de se rendre, crut devoir se concilier l'affection des vainqueurs par les cris de *vive le roi!* Cette lâcheté indigna le brave et chevaleresque Dagobert. Oubliant la position critique où il se trouvait lui-même, il s'arrêta, fit tourner ses pièces contre ce bataillon et le mitrailla. Cet acte d'audacieuse sévérité, exécuté ainsi sous le feu des ennemis pendant une retraite, leur imposa tellement, que le vieux général put se retirer sans être inquiété. La perte de la bataille

de Truillas coûtait trois mille hommes à l'armée française. Dagobert fut destitué et renvoyé dans la Cerdagne, où il commandait auparavant un camp retranché. Il se vengea de cette disgrâce en s'emparant de Campredon et en menaçant l'Aragon. D'Aoust, qui lui succéda, était bien inférieur à Dagobert sous le rapport de la capacité militaire et de l'audace; il ne pouvait conserver son commandement. Après trois attaques infructueuses sur le camp de Boulou, il résigna ses fonctions. Turreau le remplaça; il ne fut pas plus heureux, et Doppet, destitué à Toulon, qui vint à son tour prendre le commandement en chef, acheva de compléter les désastres de l'armée des Pyrénées orientales, qui, à la fin de la campagne, c'est-à-dire vers les derniers jours de décembre, fut forcée de se replier sous le canon de Perpignan, où elle prit ses quartiers d'hiver.

Armée des Pyrénées occidentales. — Les opérations de cette armée ne furent pas plus heureuses pour les Français pendant cette campagne, ni plus décisives pour les Espagnols.

D'après le plan tracé à Madrid, le général don Ventura Caro devait se tenir sur la défensive pendant les opérations du général Riccardos, et couvrir la ligne de frontières qui s'étend de la pointe de Fontarabie aux confins de la Navarre, c'est-à-dire environ trente lieues de pays coupés par plusieurs débouchés peu praticables. Son armée était de vingt-deux mille hommes; l'armée républicaine en comptait huit mille à peine. Le général espagnol profita de sa supériorité numérique pour enlever les postes les plus importants occupés par les Français, mais sans dépasser la ligne de frontières qu'on lui avait tracée. Au reste, toute la campagne se résuma en combats d'avant-postes. Trois généraux commandèrent successivement les troupes républicaines : l'ancien ministre Servan, qui fut destitué au moment où il prenait les plus sages dispositions pour l'offensive. Il fut remplacé par Delbecq, vieux général, qui mourut par suite des fatigues de cette guerre, et qui était peu propre à donner de l'élan à nos volontaires nationaux. Le général Desprez-Crassier, ancien officier, bon général, homme d'énergie, prit à son tour le commandement; il s'était distingué pendant les premières guerres de la république : deux combats malheureux entraînèrent sa disgrâce. Il fallait des victoires à la république : on ne conservait le commandement qu'à ce prix. Muller, un des défenseurs de Mayence, fut désigné à sa place. C'était un officier instruit, actif et très-brave ; mais il dut se borner, vu l'insuffisance de ses troupes, à quelques affaires de détail et quelques excursions dans les vallées de Roncal et du Bastan. A la fin de la campagne, les positions étaient à peu près les mêmes dans les deux armées; on n'avait rien fait de décisif. Cependant les Français étaient parvenus à se rapprocher de la Bidassoa et à s'établir sur les hauteurs de Sainte-Anne, qui furent fortifiées et qu'on surnomma le *camp des sans-culottes*.

Cette armée des Pyrénées occidentales, qui n'avait point encore eu l'occasion de se signaler, était cependant une des meilleures de la république. Là, servait le célèbre Latour-d'Auvergne, ce descendant de Turenne, qui, sous l'é-

paulette de laine de grenadier, exerça des commandements supérieurs, et fut le véritable représentant de cette génération républicaine, si forte, si héroïque, si désintéressée, si patriotique. Là servait Moncey, cette autre gloire de la France, qui, jeune officier, s'initiait aux secrets de l'art des combats, et se faisait déjà remarquer par son courage et son noble caractère. Là, se trouvait le général Castelvert, officier aussi modeste qu'instruit, aussi désintéressé que brave. Là, s'était formée cette *phalange infernale* que dirigeait Latour-d'Auvergne, et qui, terrible devant l'ennemi, donnait partout l'exemple de la discipline et de l'ordre. Tous, enfin, à l'armée des Pyrénées occidentales, officiers et soldats, rivalisaient de zèle, de bravoure et de dévouement. L'enthousiasme militaire y était tel, qu'il faudrait un recueil tout entier pour rapporter les traits individuels qui se renouvelaient à chaque combat.

C'est le brave colonel Lespinasse qui, attaquant à la baïonnette les retranchements espagnols, voit tomber auprès de lui un jeune cavalier emporté par un boulet. Le commandant du détachement de cavalerie, placé près de Lespinasse, fait un mouvement pour changer de position. Lespinasse lui crie : *N'y suis-je pas, moi, et ces braves comme vous?* Chacun garde son poste, et le feu de l'artillerie devient plus terrible. C'est le sergent-major Dougados, du deuxième bataillon du Tarn, qui, au milieu d'une action, tombe le corps traversé par une balle. Ses camarades veulent l'emporter : *Allez à votre poste*, leur dit-il ; *vous vous devez à la patrie avant de penser à moi!*

C'est Bigot, adjudant-major du 4e bataillon des Landes, qui, chargé d'enlever un poste à la tête d'un détachement, reçoit une balle qui lui perce la cuisse; il continue d'avancer jusqu'à ce que le détachement se soit emparé du poste; alors seulement il songe à sa blessure. Le commandant veut lui donner deux soldats pour le soutenir; il refuse en disant : *Gardez-les pour la bataille, je me retirerai comme je pourrai.*

C'est Dufour, caporal au 1er bataillon de la 5e demi-brigade d'infanterie légère, qui, fait prisonnier et conduit par quatre Espagnols, saisit la baïonnette de l'un d'eux, en tue trois, prend le quatrième au collet et l'emmène prisonnier au camp.

Un dernier trait achèvera de peindre les sentiments dont étaient animés les soldats de cette armée. A l'attaque du camp des *sans-culottes*, tous les prisonniers détenus pour délits militaires au quartier général, en entendant les premiers coups de canon, supplièrent le général de leur accorder la permission d'aller combattre. Leurs instances sont si vives, qu'ils obtiennent cette permission. L'un d'eux était officier: il se présente à leur tête, il répond de tous, et tous jurent de vaincre ou de mourir. Arrivés sur le champ de bataille, ils font en effet des prodiges de valeur et contribuent au succès de la journée; puis, le combat fini, ils reviennent au quartier-général, déposent leurs armes et rentrent dans leur prison. Ce trait de dévouement et de discipline militaire parut si sublime à la Convention, qu'elle rendit, par acclamation, un décret portant que leurs fautes leur seraient pardonnées et qu'ils seraient sur-le-champ remis en liberté.

Telle fut la campagne de 1793. Elle présente, dit le général Jomini, aux méditations des généraux et des hommes d'État des combinaisons d'un ordre supérieur et d'utiles leçons. Les militaires se convaincront, par les écarts de Dumouriez, qu'il n'est point de succès durables à la guerre quand on viole les principes. Les hommes d'État apprendront, par le singulier rôle des coalisés, que, dans les guerres d'opinions, il faut aller rapidement au but dès qu'on en trouve l'occasion. La troisième époque de cette guerre fut le véritable réveil du lion. Les fonctionnaires, appelés à diriger le peuple, y puiseront des exemples de combinaisons à suivre et d'excès à éviter. Les représentants du peuple près des armées, toujours plus exagérés qu'habiles, furent souvent la cause de sanglants revers; mais sans leur présence, sans leur énergie, l'intervalle du mois d'avril au mois de novembre eût été signalé par de plus grands désastres; et si leur énergie appliquée au but de sauver la patrie fut parfois criminelle, il faut convenir qu'un tel crime commandera toujours une sorte de respect à la postérité. Enfin la campagne à jamais célèbre de 1793 sera un monument de gloire éternelle pour la république et pour ses armées.

Une grande fête nationale fut donnée aux quatorze armées françaises, et chacune d'elles y envoya des représentants chargés de trophées pris aux ennemis. Quel enthousiasme de telles fêtes devaient imprimer à la nation ! que la France alors était grande et fière ! Les canons de l'Europe coalisée grondaient encore sur nos frontières; mais leurs échos ne dépassaient plus, au nord, les rives de ce Rhin allemand qui vit s'épanouir si souvent le ponpon rouge de nos grenadiers; au midi, ils se perdaient au milieu des rochers des Alpes et des Pyrénées. Les troubles de l'intérieur expiraient dans les bocages de la Vendée; et si le terrible gouvernement conventionnel faisait encore verser le sang sur l'échafaud, chacun sentait instinctivement que cette violente réaction allait finir; que la liberté allait sortir de ce chaos, noble, belle et pure, comme aux plus beaux jours d'Athènes et de Rome.

Campagne de 1794. — Nous voici arrivés à l'époque la plus glorieuse de nos annales militaires. Les prodiges accomplis dans les deux campagnes de 1792 et 1793 avaient surpris et étonné l'Europe. L'énergique désespoir du gouvernement républicain, l'enthousiasme de la nation, l'ardeur héroïque de nos bataillons de volontaires, l'imperturbable sang-froid de ce comité de salut public au milieu des plus grands dangers, des revers inouïs, suivis de succès plus inouïs encore, tout cela présentait en effet un étrange et sublime spectacle.

Il faut remonter aux plus beaux jours de la république de Rome pour trouver un point de comparaison dans l'histoire; encore, tout est-il à l'avantage de la France dans ce parallèle. Rome, après la bataille de Cannes, fut, elle aussi, menacée d'une destruction prochaine, et elle ne désespéra point de son salut. Animés du plus ardent amour de la patrie, les citoyens jurèrent de périr jusqu'au dernier plutôt que de subir le joug de l'insolent Carthaginois. Ce sublime dévouement sauva la ville éternelle; mais alors tous les citoyens étaient animés du même esprit et secondaient de tous leurs efforts les efforts du gou-

vernement : aucune province de Rome ne levait l'étendard de la révolte, et la hache des licteurs ne se promenait point sanglante et terrible au milieu du forum. La France, au contraire, agitée à l'intérieur, ébranlée au dehors, environnée d'ennemis puissants, sans armées, sans ressources, avec un gouvernement nouveau, qui ne pouvait s'établir que par des moyens violents et des mesures extrêmes, avec des lois nouvelles, eut à triompher de dangers plus grands encore, et sortit de la lutte avec plus de gloire que la république romaine. Aussi est-ce avec un noble orgueil patriotique qu'on relit les grandes et belles pages de cette période de notre histoire ; aussi est-ce avec un sentiment d'admiration mêlé d'étonnement qu'on suit la marche de ce gouvernement conventionnel, qui couvre la France d'échafauds, la remplit de deuil à l'intérieur, et de gloire au dehors ; qui, au nom de la mort, ordonne la victoire à ses généraux, l'héroïsme à ses armées, au nom de la patrie, et qui voit sans cesse aux généraux suppliciés succéder de nouveaux généraux, prêts à verser leur sang l'épée à la main ou sur l'échafaud, aux soldats morts sous les drapeaux succéder de nouveaux soldats prêts à mourir avec le même dévouement. Non, les annales d'aucun peuple n'offrent point de spectacle plus étrange et plus grandiose. A mesure que les temps s'éloigneront, ce spectacle paraîtra plus grand encore aux yeux de la postérité. Maintenant la scène change : la France était menacée par l'Europe entière, elle menace l'Europe à son tour ; elle avait des armées sans habitudes de guerre, sans discipline, en deux ans ses armées sont devenues les plus belles du monde, habituées aux longues marches, aux privations, aux grandes manœuvres des champs de bataille. Ses généraux avaient vieilli dans les routines de guerre du système prussien ; de nouveaux généraux sont sortis des rangs du peuple, tels que Jourdan, Hoche, Pichegru, Moreau, Kléber, Marceau, Macdonald, Gouvion Saint-Cyr, Pérignon, Moncey, et le jacobin Bonaparte, ami de Robespierre. Les troubles de l'intérieur sont calmés, et nos soldats sont en armes au haut des Alpes, au sommet des Pyrénées, sur la Sambre et le Rhin. Bientôt, suivant le vaste plan de guerre tracé par Carnot, les grandes armées du *Nord* et de *Sambre-et-Meuse* vont s'ébranler. Pichegru va sur les glaces du Zuiderzée ouvrir à nos bataillons les portes de l'opulente cité d'Amsterdam, qui avait résisté aux grandes armées de Louis XIV, conduites par Turenne et par Condé ; Jourdan signera le bulletin de la grande journée de Fleurus ; Pérignon et Moncey iront planter le drapeau tricolore sur les murs de Bilbao et de Victoria, dans cette riche province de Guipuscoa, et les échos des Sierras de la Vieille-Castille porteront au loin dans l'Espagne la terreur du nom français. Sur les Alpes, Kellermann couvrira de ses bataillons les sommets inaccessibles du mont Blanc. Partout enfin nos victoires se répandront d'un bout de la France à l'autre.

Les armées de l'Europe coalisée étaient nombreuses, et leur plan tracé à Londres était d'agir au nord sur la position centrale de Landrecies pour se porter ensuite, par Guise et Laon, sur Paris. A cet effet, les alliés avaient réuni des forces considérables : le duc de Saxe-Teschen, chargé de la défense de la

ligne du Rhin, depuis Bâle jusqu'à Manheim, comptait sous ses ordres 60,000 Autrichiens ou émigrés; les Prussiens, réunis au corps allemand de Hohenlohe-Kirchberg, formaient, vers Mayence, une masse de 65,000 combattants; 20,000 hommes, commandés par Beaulieu, défendaient le Luxembourg; Blankenstein, avec un corps pareil, couvrait Trèves; le prince de Kaunitz, avec une division de 18,000 soldats, campait sur la Sambre devant Namur et Charleroi; enfin l'armée principale, de plus de 120,000 combattants (Allemands, Autrichiens, Anglais, Hanovriens, Hollandais), aux ordres du prince de Cobourg, et dont Clairfayt commandait l'aile droite, s'étendait du Quesnoy à l'Escaut.

Les troupes républicaines (1), divisées toujours en plusieurs armées, occupaient, vers la fin de mars, les camps et les positions les plus rapprochées de la frontière. Sans compter les garnisons qui formaient le corps du Haut-Rhin, l'armée du Rhin présentait une force d'environ 60,000 combattants; l'armée de la Moselle en comptait 50,000 et celle des Ardennes environ 30,000; enfin l'armée du Nord, partagée en trois corps, chacun de quatre divisions, contenait plus de 154,000 hommes répartis dans plusieurs camps vers Lille, Bouchain, Landrecies, Cambrai, Guise, Avesnes et Maubeuge; la droite s'étendait de Maubeuge à Avesnes, le centre d'Étreux à Arleux, et la gauche de Pont-à-Marcq à Dunkerque (2). Pichegru venait d'obtenir le commandement de cette grande armée, et, d'après le plan qui lui avait été tracé d'abord, il devait couvrir les places de Guise et de Cambrai, dernier obstacle à la marche des alliés dans l'intérieur de la France, et faire lever le siége de Landrecies, où se trouvaient concentrées les principales masses des alliés. Landrecies avait, au XVIe siècle, arrêté l'armée de Charles-Quint; elle allait recevoir une nouvelle

(1) Voici l'état des armées françaises à l'époque du 25 ventôse an II (15 avril 1794).

Armées.	Infanterie.	Cavalerie.	Artillerie.	Total.
Nord........................	212,063	24,257	9,502	245,822
Ardennes.....................	27,190	8,168	2,272	37,630
Moselle......................	82,267	16,562	4,494	103,323
Rhin.........................	82,711	10,932	4,747	98,390
Alpes........................	36,616	2,877	3,509	43,042
Italie.......................	58,212	550	1,789	60,551
Pyrénées orientales.........	64,919	2,758	2,831	70,508
Pyrénées occidentales.......	46,217	2,110	2,455	50,782
Ouest........................	16,576	1,936	4,007	22,519
Côtes de Brest..............	30,538	625	3,216	34,379
Côtes de Cherbourg.........	25,244	321	1,828	27,388
		Total général.........		794,334

Dans ces nombres sont comprises les garnisons, mais non pas les troupes composant l'armée dite de l'intérieur, dont le quartier général était à Paris. Il faut déduire de ces forces les dépôts et les malades, qu'on peut estimer au moins au cinquième, ce qui réduirait les présents à 650,000 hommes. On trouvera aussi quelques différences entre cet état et nos évaluations, mais il faut se rappeler que nous n'énumérons généralement que les *combattants*.

(2) Les garnisons des places fortes, composées de soldats de nouvelles levées, ne sont pas comprises dans cette énumération.

consécration historique. Les ennemis attachaient une grande importance à s'en emparer, car, d'après le plan tracé par le général Mack, cette ville prise, la frontière de la Picardie était ouverte. On pouvait alors se faire une pointe sur Paris, pendant qu'un corps détaché, débarquant sur les côtes de la Vendée, opérerait de ce côté une utile diversion. L'exécution rapide de ce plan eût mis le gouvernement révolutionnaire dans la position la plus critique; mais il fallait un ensemble d'opérations qui ne pouvait avoir lieu chez les alliés au milieu des sentiments divers qui les animaient. Quoi qu'il en soit, Landrecies fut investie, et le siége fut poursuivi vivement. 150 pièces de canon croisèrent leur feu sur cette place en partie démantelée, mais où commandait un homme de cœur, le général Rouland, avec 7,000 hommes. Le général Pichegru, qui avait reçu l'ordre de débloquer Landrecies, comme l'avaient été dans la campagne précédente Dunkerque, Maubeuge et Landau, ordonna une attaque générale sur le centre de la ligne ennemie; elle échoua. 4,000 soldats républicains y furent tués ou faits prisonniers. Les Français furent contraints de rentrer dans leur cantonnement. Landrecies capitula le 30 avril, après un bombardement de plus de six semaines. C'est alors que Pichegru conçut le hardi projet de tenter une diversion sur la Flandre maritime. Il serait difficile de dire si c'est à ce général qu'il faut attribuer l'idée de l'invasion de la Flandre, ou si c'est au comité de salut public; on ne peut pas même affirmer l'époque à laquelle elle fut résolue. On a assuré que Pichegru, après les premières tentatives infructueuses de son centre, l'avait ordonnée lui-même comme le seul moyen de réussir. Il me paraît qu'on ne doit pas trop se disputer cette combinaison. Il s'agissait de faire, avec 50,000 hommes, une diversion de Lille sur Courtray, pour attirer l'attention des alliés sur ce point et dégager Landrecies. C'était, dans tous les cas, hasarder beaucoup pour un résultat très-mince, car cette colonne devait filer entre la mer et une armée qui, pouvant rassembler 120,000 combattants, aurait pu lui faire payer cher une entreprise conçue contre tous les principes de la ligne d'opérations. On a fait beaucoup trop de bruit de cette diversion, qui réussit par les fautes inouïes de ceux qui avaient tous les moyens de la déjouer (1).

Pichegru, afin de faciliter l'exécution de son plan, le fit précéder d'une attaque sur toute la ligne, depuis Philippeville jusqu'à la mer. L'armée des Ardennes, dont il venait de recevoir la direction suprême, dut concourir à ces opérations et effectuer sa jonction avec l'armée du nord en se portant de Philippeville sur Beaumont. Ce mouvement offensif donna lieu à plusieurs combats dont les chances furent différentes. L'armée des Ardennes enleva victorieusement les hauteurs de Bossut; mais le centre de l'armée éprouva à Troisville, près de Landrecies, un sanglant échec où il perdit 4,000 hommes et trente-cinq pièces de canon. C'est à la suite de ce combat que le général Pichegru fit mettre à l'ordre de l'armée *que les corps qui perdraient leurs canons n'en obtiendraient plus, à moins qu'ils ne les reprissent sur*

(1) Jomini, *Histoire de la révolution.*

l'ennemi. Pendant que l'armée des Ardennes et le centre de l'armée du Nord livraient ces combats, le corps destiné à l'invasion de la Flandre maritime commençait aussi ses opérations. Le général Souham, avec 30,000 hommes, s'était porté de Lille sur Courtray, et Moreau, qui devint la seconde réputation militaire de l'Europe, avec 20,000 hommes, avait manœuvré sur les deux rives de la Lys et s'était présenté devant Menin. Le général autrichien Clairfayt, en apprenant ce mouvement, se dirigea en toute hâte vers Tournay, afin de menacer les communications du corps de Souham avec Lille. Cette marche donna lieu au combat de Moucron (29 avril) où les ennemis furent culbutés, et laissèrent un grand nombre de morts sur le champ de bataille, et 1,200 prisonniers et 30 pièces de canon aux mains de la cavalerie française. Le combat fut suivi de la prise de Menin par Moreau (1). Pichegru, voyant le succès obtenu dans la West-Flandre, résolut d'opérer sur les deux ailes de l'armée ennemie. En conséquence, il fit renforcer l'armée des Ardennes commandée par le général Charbonnier, et lui prescrivit d'agir vigoureusement. Les alliés, ayant deviné les intentions de Pichegru, manœuvrèrent pour en paralyser l'effet. Clairfayt, malgré l'échec éprouvé à Moucron, fit de nouveaux efforts pour s'emparer de Courtray. Un combat sanglant eut lieu sous les murs de cette ville, mais sans succès décisif : on y perdit 700 hommes de part et d'autre; Clairfayt fut obligé de se replier sur Thielt. Pendant ce temps, la grande armée des alliés se mettait en mouvement pour se porter sur le terrain où Pichegru avait voulu l'attirer. Un conseil de guerre avait été tenu à Tournay en présence de l'empereur d'Autriche et du généralissime prince de Cobourg, et on y avait dressé un nouveau plan de campagne connu sous le nom de *plan de destruction*. D'après le calcul des généraux alliés, cette armée, s'étant imprudemment avancée entre Menin et Courtray, pouvait être aisément coupée de ses communications avec Lille et acculée vers la mer. Un corps de 120,000 hommes allait en attaquer un de 50,000, et le forcer à combattre, la mer à dos, dans une position où le moindre revers devait causer sa ruine. Mais ce plan, si simple et si bien compris par les alliés dans le conseil de guerre de Tournay, fut heureusement fort mal exécuté. Au lieu d'agir avec une forte masse sur les points décisifs de Bondue, Mouveaux et Roubaix, les alliés résolurent de se porter concentriquement et en six colonnes sur la position de Turcoing, afin d'y arriver le 17 mai et d'y attaquer l'armée française qu'ils supposaient devoir l'y attendre complaisamment dans son camp. Ces six colonnes se mirent en effet en mouvement vers le point indiqué; mais les généraux Moreau et Souham, en

(1) Les soldats français étaient animés d'une telle ardeur, au début de cette campagne, qu'à peine arrivés sous les murs de Menin, ils demandaient à grands cris qu'on les conduisît à l'assaut. Le général Moreau leur fit observer, par l'organe du général Vandamme, que la profondeur des fossés et la hauteur des remparts, qui n'étaient point encore battus en brèche, ne lui permettaient point de céder à leur ardeur. Quelques compagnies de grenadiers insistèrent : *Laissez-nous commencer l'attaque, disaient-ils à leur général; nos corps serviront de fascines pour combler les fossés, et nos camarades escaladeront les remparts.* On conçoit que Moreau persista dans son refus. Mais que ne devait-il pas espérer avec de tels soldats!

l'absence du général en chef alors occupé à son aile droite vers la Sambre, s'apprêtèrent à recevoir le choc de l'armée ennemie et prirent une résolution qui fait honneur à leur sagacité. Souham s'établit en arrière de Turcoing, sa droite sur cette ville et sa gauche sur Waterloo, avec 45,000 hommes environ, et Moreau, avec 8,000 hommes, prit position sur la route de Lille à Menin, afin de conserver la communication de cette ville. En même temps, ils firent prévenir le général Bonneau à Lille qu'il eût à opérer une diversion sur les derrières de l'ennemi. Les alliés, qui devaient arriver au poste indiqué le 17, n'y arrivèrent que le 18. L'attaque commença aussitôt sur plusieurs points. Les ennemis furent repoussés vigoureusement au centre et à la gauche; les Anglais du duc d'York surtout furent complétement défaits dans les villages de Mouveaux et de Roubaix, et leur chef échappa par miracle aux hussards républicains qui le poursuivaient. A la droite, le général autrichien Clairfayt enleva la position de Linselles où se trouvait le général Moreau avec 8,000 hommes seulement; mais l'utile diversion faite par le général Bonneau avec 16,000 hommes et les succès obtenus sur les autres points l'obligèrent à se retirer en toute hâte vers sa position de Thielt. La victoire était complète dans l'armée française; les ennemis avaient perdu 9,000 hommes et 60 pièces de canon. La présence d'esprit, la sage audace des deux généraux français, la valeur des troupes, avaient triomphé d'une armée de moitié supérieure en nombre et fait évanouir les projets si ambitieux des alliés. L'effet moral que produisit cette victoire sur l'esprit de l'armée fut plus grand encore que le résultat matériel de la journée. On avait attribué jusqu'ici nos victoires à l'impétuosité désordonnée et au nombre de nos bataillons de volontaires. A Turcoing, l'armée française avait rivalisé de science militaire et d'habileté avec les meilleures troupes de l'Europe, et les avait vaincues dans une proportion numérique inférieure d'un tiers au moins. Les généraux formés dans son sein égalaient et surpassaient même les élèves des Daun, des Lascy, des Laudon. Quatre d'entre eux, Moreau, Souham, Bonneau, Macdonald, avaient révélé dans cette affaire des talents supérieurs, et prouvé que la présence d'un général en chef n'est pas indispensable, chez les Français, pour prendre dans un moment critique les mesures les plus sages.

Pichegru arriva à Turcoing le lendemain de la victoire; mais il ne sut pas en profiter. Il passa trois jours dans une inaction inexplicable; puis il ordonna une tentative sur Tournay qui, mal dirigée, mal comprise, n'amena que le sanglant combat de Pont-à-Chin, où les Français perdirent 4,000 hommes. Mais en revanche, il s'empara de la ville d'Ypres, et se trouva ainsi maître de la West-Flandre.

Armée de Sambre-et-Meuse (1794). — Les opérations de l'armée du Nord et de l'armée de Sambre-et-Meuse dans la Belgique sont tellement liées par la série d'événements qui survinrent et par le concours qu'elles se prêtèrent mutuellement, qu'il est nécessaire, avant de suivre l'armée du Nord dans son expédition de Hollande, de retracer les opérations qui eurent lieu sur la Sambre.

Nous avons vu que Pichegru avait appelé l'armée *des Ardennes* à concourir à l'exécution de son plan de campagne, et que le général en chef Charbonnier, qui la commandait, avait fait à Beaumont, sur la droite, une diversion semblable à celle que Moreau et Souham avaient faite si glorieusement sur la gauche à Turcoing. Cette armée des Ardennes, qui allait se fondre dans celle de Sambre-et-Meuse, et perdre ainsi son nom, remontait aux premiers jours de la révolution. Elle avait accompli de grandes et belles actions et conservé un peu de sa physionomie primitive. Composée en grande partie des débris des vieux régiments de la monarchie, tels que *Normandie, Languedoc, Flandre, Picardie*, elle avait, dès l'origine, et malgré la présence et l'insubordination des bataillons de sans-culottes, conservé un reste de discipline et de gravité qui la distinguait des autres armées. Les vieux soldats, dont quelques-uns avaient fait la guerre de Silésie et d'autres celle d'Amérique, habitués aux rudes exercices des camps, aux privations, aux dangers de tous genres, avaient donné l'exemple de la constance et de la résignation aux jeunes recrues qui venaient incessamment grossir leurs rangs et compléter les demi-brigades nouvellement organisées.

Le gouvernement républicain, qui ne subvenait que par les expédients les plus extrêmes à l'entretien de ses nombreuses armées, avait laissé celle des Ardennes dans le dénûment le plus complet. Au commencement de la campagne de 1794, les soldats étaient littéralement sans souliers ni vêtements. Les vieux habits rapiécés des anciens régiments, bleus ou blancs, aux pans retroussés, aux revers écarlates ou violets, faisaient un étrange contraste avec les costumes tout neufs des volontaires. Le vieux tricorne des gardes-françaises tout déformé faisait saillie sur le front des bataillons au milieu des casques ronds des *chasseurs francs des Ardennes* ou *du Nord* et des longs bonnets à poil des grenadiers.

Tel fut le noyau de l'armée qui prit le nom solennel d'armée de *Sambre-et-Meuse*, et qui, sous l'épée de Jourdan et de Moreau, devint une des plus belles, des plus braves, des plus disciplinées de toutes les armées de la république. C'est du sein de cette armée que sortirent les grandes renommées de Kléber, de Regnier, de Bernadotte, de Championnet, de Marceau, de Lefebvre, etc.

L'armée des Ardennes était alors commandée par Charbonnier, général brave comme un grenadier, mais fort incapable. Déclamateur violent et démagogique, il avait été élevé au commandement en chef par Saint-Just, l'ardent et fanatique tribun du peuple, qui était alors en mission à l'armée des Ardennes. Ce jeune homme, de vingt-six ans à peine, réglait les destinées de cette armée et en était le véritable général en chef. Charbonnier n'était que son agent docile et aveugle. Saint-Just, en arrivant à l'armée des Ardennes, y avait institué des conseils de guerre pour juger et fusiller à l'instant les officiers et les soldats coupables du moindre délit ou malheureux dans l'exécution d'un ordre donné.

Après la bataille de Turcoing, l'armée des Ardennes, sur la Sambre, présentait un effectif de 50,000 hommes; elle pouvait, par un mouvement offensif, repousser les alliés alors dispersés. Mais Saint-Just avait résolu de prendre

Charleroi, et tout devait céder aux désirs du fougueux proconsul. Il fit tenter jusqu'à cinq fois le passage de la Sambre en face des forces ennemies. Dans ces combats meurtriers et sans cesse renouvelés, l'armée perdit l'élite de ses soldats, sans obtenir de résultat décisif, jusqu'à ce que Jourdan, nommé général en chef de cette armée, vint en prendre le commandement et lui donna le nom d'armée de Sambre-et-Meuse. Jourdan, tout en cédant à l'impétueuse impulsion de Saint-Just, lui opposa l'autorité de ses talents et ses succès. L'armée de Sambre-et-Meuse venait d'être portée à 90,000 hommes, en y comprenant un corps de 15,000 hommes chargés, sous les ordres de Schérer, de garder la Sambre, de Maubeuge à Thuise.

Avec des forces aussi considérables, Jourdan devait entreprendre une action décisive. Il fallait une victoire aussi éclatante que celle de Turcoing à cette armée nouvellement formée. En conséquence, il fit presser le siége de Charleroi et tenta de forcer le passage de la Sambre. Charleroi capitula après un long siége, et la victoire de Fleurus répondit à celle de Turcoing. Le prince de Cobourg, qui avait tenté de délivrer cette ville, arriva au moment où elle venait de capituler. Il espérait effacer cet échec par une victoire, et il vint présenter la bataille aux Français. Jourdan, supposant aux ennemis des forces supérieures, jugea prudent de les attendre dans ses lignes de Charleroi à Fleurus, sur le même champ de bataille où, un siècle auparavant, une autre coalition avait été brisée par l'épée des généraux de Louis XIV, et où, vingt et un ans après, Napoléon devait tracer la dernière page victorieuse de sa longue carrière de gloire.

Une position demi-circulaire, dit Jomini, propre à couvrir le siége d'une place, est peu convenable pour recevoir bataille; celle-ci semblait d'autant plus dangereuse qu'elle avait un mur à dos, et que, son développement n'étant pas moindre de dix lieues, elle offrait tous les inconvénients d'une ligne parallèle à la Sambre, si les alliés faisaient un effort vigoureux contre une de ses extrémités. Mais le défaut de temps d'un côté, et les avantages qu'on se promettait d'un retranchement de l'autre, empêchèrent de la rectifier. « La prise de Charleroi, rendant la division Hatry disponible, Jourdan la plaça en réserve à Ransart, et fit renforcer sa gauche par la brigade Daurier que Schérer consentit à détacher a cet effet. Son intention était aussi de resserrer sa ligne et de porter sa gauche derrière le Piéton, en abandonnant les hauteurs de Courcelles, moins nécessaires depuis que Charleroi assurait un point de retraite au centre. Mais, n'ayant pas eu le temps de faire lever les pontons qui étaient sur la Sambre ni d'abriter le parc de réserve qui se trouvait à Montigny, il laissa la division Montaigu sur les hauteurs de Courcelles, avec l'instruction d'opérer sa retraite en deux colonnes, sur Lernes et le pont de Marchiennes; puis il établit Kléber en réserve sur le plateau de Jumel. »

Pendant que Jourdan arrêtait ainsi ses dispositions défensives, le prince de Cobourg, suivant son système, formait cinq corps d'attaque subdivisés en neuf colonnes, qui, disposées sur un demi-cercle extérieur, devaient nécessairement présenter moins d'ensemble et de force que la ligne française. L'intention du

prince de Cobourg était d'attaquer l'armée française sur tous les points à la fois. Depuis des siècles on faisait consister l'art de la guerre à attaquer une partie du front ennemi avec la plus grande partie des forces. Ce principe, César, Végèce et Folard l'avaient développé largement. Mais, depuis les guerres de la révolution, on semblait avoir pris à tâche d'opérer contre les règles, car il est évident qu'un corps de 80,000 hommes qui en attaque un de 100,000 met plus de chances en sa faveur en réduisant la moitié de cette armée à l'inaction qu'en cherchant à embrasser toute la ligne de bataille, comme le fit le prince de Cobourg.

L'action commença le 26 juin à la pointe du jour et s'engagea sur une ligne de près de dix lieues en même temps. Chaque colonne livra pour ainsi dire un combat particulier avec des résultats divers. Chez les Impériaux, le jeune et brillant prince d'Orange, l'archiduc Charles, qui commençait là sa glorieuse carrière des combats, l'intrépide et habile Clairfayt, Beaulieu et Kaunitz, firent oublier par des faits d'armes remarquables l'erreur de leur général en chef. Du côté des Français, Kléber, Championnet, Lefebvre, Marceau, Dubois, Mayer et Hatry déployèrent la plus intelligente intrépidité. Le défaut d'ensemble dans les attaques des alliés les fit échouer presque toutes. Cependant la droite des Français, sous les ordres de Marceau, avait été culbutée de l'autre côté de la Sambre; la gauche, sous le général Montaigu, avait presque repassé entièrement cette rivière et quitté le champ de bataille, et une partie du centre avait été forcée de prendre position en arrière de la ligne primitive. Mais le coup d'œil de Jourdan et l'excellent parti qu'il tira des divisions Lefebvre, Championnet, Kléber et Daurier, qui furent les plus vigoureusement engagées, forcèrent le prince de Cobourg à ordonner la retraite, alors que l'action était encore indécise. D'ailleurs, le but de la bataille était manqué. Charleroi était pris, Cobourg aima mieux, dit-il, se retirer que de sacrifier encore dix mille hommes peut-être pour s'emparer d'une bicoque. Telle fut la bataille de Fleurus dont on exagéra alors l'importance, mais dont les résultats furent immenses. L'élite des troupes alliées avait subi un nouvel et plus sanglant échec dans une action toute de détail et de tactique, nos jeunes généraux s'étaient montrés égaux, sinon supérieurs, aux généraux ennemis, et nos troupes avaient fait merveille. La conquête de la Belgique en fut la conséquence immédiate. La France se trouva ainsi délivrée de la présence des troupes ennemies. Nos frontières de Flandre furent assurées de la paix pour plus de vingt ans, et la guerre fut dès lors portée sur le sol étranger. Les deux armées de Sambre-et-Meuse et du Nord se réunirent à Bruxelles quelques jours après.

Les alliés, démoralisés par la série de revers qu'ils venaient d'éprouver, n'agirent plus que mollement. La mésintelligence qui régnait entre les deux chefs s'accrut encore par les critiques réciproques qu'ils s'adressèrent, et les empêcha de s'opposer à la marche de l'armée victorieuse. Ils abandonnèrent la Belgique.

La réunion des deux armées du Nord et de Sambre-et-Meuse permettait en effet à nos généraux d'obtenir de grands résultats, et il n'est pas douteux qu'ils

n'en eussent obtenu si on les eût laissé agir. Mais le comité de salut public, qui jusque-là s'était montré si audacieux dans ses entreprises, si exigeant après la victoire, adopta, après Fleurus, un système opposé. Au lieu de marcher en avant, les armées réunies reçurent l'ordre de cesser toute poursuite jusqu'à la reprise des quatre places conquises par les alliés. Elles durent s'établir ainsi qu'il suit: leur gauche s'appuya sur Anvers, leur centre à Diest, et leur droite à Liége. Les Autrichiens gardaient la Meuse et campaient à Ruremonde, Maestricht et la Chartreuse de Liége. Les Anglo-Bataves campèrent derrière Breda et Osterwick.

Les quatre places Landrecies, le Quesnoy, Valenciennes et Condé furent reprises en moins d'un mois, et les deux armées du Nord et de Sambre-et-Meuse purent recommencer leurs mouvements offensifs. L'armée de Sambre-et-Meuse se porta vers Maestricht, dont elle s'empara, après avoir remporté la victoire d'Aldenhowen, un des plus beaux fleurons du blason militaire de Jourdan. L'armée du Nord accomplit une des plus merveilleuses expéditions de notre légende militaire, la conquête de la Hollande. La bataille d'Aldenhowen fut le complément de la bataille de Fleurus; elle décida définitivement du sort de la Belgique par l'expulsion des Autrichiens, qui furent rejetés au-delà du Rhin. L'armée de Sambre-et-Meuse avait accompli sa tâche glorieuse et terminé ses opérations au nord.

Suivons maintenant l'armée de Pichegru dans ses manœuvres entre la Meuse et le Wahal et sur les bords glacés du Zuyderzée. L'armée du Nord se mit en mouvement le 23 septembre (Moreau avait remplacé Pichegru alors malade). La prise de Bois-le-Duc lui facilita le passage de la Meuse, qui sert de limite aux deux pays. Ce passage s'effectua, les 18 et 19 octobre, près de Teffelen, au-dessous de Grave, en présence du duc d'York, qui n'osa point s'opposer à cette opération. Le passage du Wahal fut forcé après un rude combat. Venloo, envahie le 25 octobre, capitula le lendemain; Nimègue, défendue par l'armée du duc d'York, capitula également après quelques jours de siége (8 novembre). L'armée du Nord, en avançant dans le cœur de la Hollande, cette merveilleuse et riche province, éprouvait toutes les rigueurs de la misère. La conquête de la Belgique ne lui avait pas profité. Les vêtements des troupes, usés par sept mois de la plus rude campagne, étaient littéralement en lambeaux; elle manquait des choses les plus indispensables pour l'équipement. Le froid rigoureux d'un hiver précoce, le débordement des fleuves gonflés par les pluies abondantes, tout cela ajoutait aux misères des soldats. Mais telle était l'ardeur de nos soldats républicains, telle était leur constance, que rien ne put les arrêter. Ici commence une expédition qui tient du merveilleux. Une armée s'aventurant sur la glace dans les grandes mares de la Hollande, la cavalerie chargeant sur la glace et s'emparant d'une flotte entière au son des joyeuses fanfares, tout cela ne ressemble-t-il pas à une épopée antique? Le 23 décembre, le thermomètre étant descendu à 17° au-dessous de zéro, Pichegru fit reconnaître par ses ingénieurs si les eaux de la Meuse et du Wahal étaient assez solidement gelées pour pouvoir en tenter le passage sur la glace, et, sur leur réponse

affirmative, il ne craignit pas de s'y exposer avec toute son armée. C'est ainsi qu'il s'empara de l'île de Bommel, tandis qu'une de ses divisions forçait la ligne de Breda et s'emparait de Grave. Ces succès ayant porté la dissension dans l'armée anglo-hollandaise, le duc d'York se retira, abandonnant son commandement au général Walmoden. Le prince d'Orange voulait couvrir Amsterdam, Walmoden voulait se concentrer sur le Wahal entre Saint-André et Nimègue, et, ne pouvant s'entendre, ils se séparèrent. Pichegru, profitant de ces dissensions, s'apprêtait à pénétrer jusqu'à Amsterdam.

Voici quelle était alors la position de l'armée du Nord, prête à passer le Wahal aux premières gelées. La division Moreau tenait la ligne depuis Xanten jusqu'au fort de Schenck, à l'ancienne séparation du bras du Rhin; celle de Souham, commandée par Macdonald, stationnait de Millengen à Thiel, entre la Meuse et le Wahal. L'île Bommel était gardée par le centre; Breda était bloqué du côté de Gertruidenberg par Bonneau, et du côté de Berg-op-Zom par Lemaire.

Cependant les eaux du fleuve se condensaient de plus en plus; le 8 janvier, elles étaient assez solides pour donner passage à l'artillerie, et l'armée française franchit le Wahal sur ses trois points, Bommel, Thiel et Millengen. Un dégel qui survint subitement le 12 janvier faillit compromettre le sort de cette armée et sauver la Hollande; heureusement que le 14 le froid reparut avec plus d'intensité, et nos soldats continuèrent leur marche vers Amsterdam. Utrecht fut prise le 17 janvier. Cette ville, célèbre dans nos fastes militaires et diplomatiques, fut la dernière ville dont Louis XIV s'empara dans la campagne de 1672. Gorcum, la plus forte place de l'Europe et le quartier général du prince d'Orange, fut investie, et le 20 janvier, le général Pichegru, accompagné des représentants Bellegarde, Lacoste et Joubert, fit son entrée dans Amsterdam au milieu des cris d'admiration et d'enthousiasme de la population hollandaise.

Pichegru prit possession de la ville au nom de la république française. Nos soldats furent reçus en libérateurs par le peuple, qui faisait retentir l'air des cris de *vive la liberté! vive la nation française!*

L'armée française se répandit comme un torrent dans la Hollande, et chassa successivement les Anglais de toutes les positions qu'ils y occupaient. La ville de Gertruidenberg fut prise; le Biesbos fut franchi; Dordrecht tomba au pouvoir des républicains, ainsi que l'opulente et belle cité de Rotterdam; La Haye fut occupée par une division française. Mais un fait inconnu à la guerre fut la prise de la flotte du Texel par une avant-garde de cavalerie légère. Cette troupe avait été envoyée vers le Nord-Hollande avec ordre de traverser le Texel, lorsqu'elle aperçut la flotte à l'ancre dans ses eaux glacées. Aussitôt nos hussards s'élancèrent au galop sur la glace, arrivèrent aux vaisseaux, qu'ils sommèrent de se rendre. Ceux-ci, dans une immobilité qui aurait rendu peu redoutable le jeu de leurs batteries, cédèrent sans la moindre opposition, et nos cavaliers, dans ce fait d'armes merveilleux, prirent plus de canons qu'ils n'étaient de combattants.

Quatre provinces sur sept qui composaient la république hollandaise ne s'étaient pas encore soumises; c'étaient les provinces de Frise, de Groningue, d'Overyssel et de la Zélande. Elles furent successivement conquises, et la nation hollandaise fit avec la république un traité d'alliance offensive et défensive qui fut signé le 16 mars. Telle fut la campagne de Hollande.

Écoutons d'ailleurs à ce sujet le jugement de Jomini, ce juge éclairé, mais toujours plus sévère pour les Français que pour les étrangers, et dont par conséquent le suffrage est si honorable pour nos soldats : « Cette campagne, dit-il, fera époque dans l'histoire des nations comme dans celle de l'art militaire. Elle se distingua des précédentes par les énormes masses qui commencèrent à être mises en action, et par la manière dont elles furent employées. Ces masses, ne pouvant plus traîner les immenses attirails de campement, bivouaquent partout où elles s'arrêtent : dépourvues de magasins, elles dévorent les pays où elles passent; on ne peut plus les solder qu'en assignats, et, malgré l'extrême dépréciation de ce papier (1), le tarif de la solde reste le même; en sorte que les militaires, dénués de tout, se voient plongés dans la plus profonde misère. Un patriotisme pur soutient les soldats républicains; car jamais ils ne coururent à la victoire plus gaiement et sans commettre moins d'excès. Des volumes entiers ne suffiraient point pour consacrer tous les actes d'héroïsme et de désintéressement qui les immortalisèrent. L'histoire en recueillera les principaux traits; elle racontera, par exemple, avec quelle résignation de paisibles citoyens arrachés de leurs foyers, transformés en soldats par une loi, après avoir bivouaqué un mois entier, dans le terrible hiver de 1794, sans bas, sans souliers, privés même des vêtements les plus indispensables et forcés de couvrir leur nudité avec quelques tresses de paille, franchirent les fleuves glacés, et pénétrèrent enfin dans Amsterdam sans commettre le moindre désordre. Cette cité fameuse par ses richesses, et qui devait s'attendre à moins de ménagements, vit avec une juste admiration dix bataillons de ces braves à demi nus entrer triomphants dans ses murs au son d'une musique guerrière, placer leurs armes en faisceaux et bivouaquer pendant plusieurs heures sur la place publique, au milieu de la neige et de la glace, en attendant avec résignation, sans laisser échapper un murmure, qu'on pourvût à leurs besoins et à leur casernement. Tels furent les premiers soldats de la république; tous les partis leur doivent cette justice, et, si l'indiscipline s'introduisit dans plusieurs corps, l'esprit de faction en fut la cause; elle n'alla jamais, d'ailleurs, jusqu'à leur faire oublier ce qu'ils devaient aux lois de l'humanité, et, il faut en convenir, ce fut bien longtemps après, quand l'abondance succéda à la pénurie, que des chefs insouciants donnèrent l'exemple du désordre. »

Armées de la Moselle et du Rhin (1794). — Nous avons vu dans la campagne précédente les deux armées de la Moselle et du Rhin, commandées par Hoche et Pichegru, s'emparer des lignes de Weissembourg, chasser l'ennemi au delà

(1) Il fut un moment où la solde d'un officier ne montait pas à plus de 8 francs par mois. On fut obligé, pour les tirer du plus affreux dénûment, de leur accorder, en 1795, le tiers de leurs appointements en numéraire, et un capitaine toucha alors 70 francs par mois.

du Rhin et débloquer Landau. Après ces opérations, l'armée de la Moselle avait quitté les bords de la Speyerbach, repassé les Vosges, et s'était rapprochée de la Moselle. L'armée du Rhin s'était établie sur la ligne de la Speyerbach, depuis Neustadt jusqu'à Rehutte. La droite, aux ordres de Desaix, s'appuyait au Rhin vers Schefferstadt; la gauche assurait la communication avec l'armée de la Moselle. Hoche avait été disgracié malgré ses victoires et remplacé dans son commandement de l'armée de la Moselle par Jourdan, qui, à son tour, fut appelé sur la Sambre, où il devait remporter la bataille de Fleurus, et eut pour successeur le général Moreaux, une des médiocrités militaires de la république. A l'armée du Rhin, Pichegru avait été remplacé par le général Michaud, homme d'un grand caractère, mais peu instruit, comme presque tous les généraux de cette époque. Les opérations de l'armée de la Moselle commencèrent au mois d'avril. Jourdan fit un mouvement en avant de Longwy pour couper les communications de Namur et de Liége avec Luxembourg, et prescrivit au général Hatry de s'emparer d'Arlon. 16,000 hommes, sous les ordres de Beaulieu, défendaient cette forte position. Les Français y échouèrent malgré la plus vive attaque, et furent obligés de se replier sur Bubange.

L'armée du Rhin ne fut attaquée que vers le mois de mai. Le maréchal Möellendorff, qui commandait l'armée saxo-prussienne, fit un mouvement dont le résultat devait être de chasser les Français du Palatinat et du duché des Deux-Ponts. En conséquence, il tomba sur le corps de Desaix à Schefferstadt, en même temps qu'il faisait attaquer les positions de Neustadt et de Musbach; mais, après un combat de trois heures, les ennemis furent repoussés. Le maréchal Möellendorff fit alors attaquer Kayserlaustern, qui fut enlevée. L'armée du Rhin dut alors abandonner la ligne de la Speyerbach et se replier sur la Quiech. Ce mouvement rétrograde obligea l'armée de la Moselle à se retirer aussi sur Bliecastel et Hornbach, c'est-à-dire dans les mêmes positions qu'elle occupait à la fin de 1793.

Möellendorff, qui aurait pu poursuivre son avantage, s'arrêta subitement sur les crêtes des Vosges, et laissa les deux armées françaises s'établir tranquillement dans leur nouvelle ligne. La Prusse, qui était entrée une seconde fois et malgré elle dans la coalition, n'attendait que l'occasion favorable pour s'en retirer. C'est là ce qui explique l'inaction du maréchal prussien. Ainsi, pendant deux mois, les quatre armées réunies dans le Palatinat restèrent en repos; mais les succès obtenus en Belgique par les armées du Nord et de Sambre-et-Meuse décidèrent la convention à reprendre l'offensive sur le Rhin. Le plan arrêté par Carnot prescrivait aux deux généraux en chef d'enlever la ligne de la Speyerbach en s'emparant du sommet des Vosges. Les opérations auxquelles donna lieu ce plan de campagne réussirent complétement. Moreau et Michaud s'emparèrent de Trèves et de Kayserlaustern. En ce moment, le général Clairfayt se trouvait ejeté au delà du Rhin par Jourdan. Sa retraite changea les affaires entre le Rhin et la Moselle. Les deux armées françaises purent opérer leur jonction pour assiéger Mayence et se développer sur toute la ligne, depuis Bâle jusqu'à Wesel. L'aile gauche

de l'armée de la Moselle se réunit à Coblentz avec la droite de l'armée de Sambre-et-Meuse. Cette ville, investie aussitôt, fut emportée par Marceau, le 23 octobre.

Ainsi, pour résumer les opérations des armées de la Moselle et du Rhin, Mayence et Luxembourg se trouvaient investis vers la fin d'octobre 1794, et ces deux armées, réunies à celle de Sambre-et-Meuse, bordaient le Rhin allemand dans toute sa longueur et présentaient une ligne formidable à la coalition.

Armées des Alpes et d'Italie (1794). — Le théâtre de la guerre où nous arrivons n'a été marqué jusqu'ici que par une série de combats isolés, d'attaques partielles, entre deux armées disséminées sur une vaste ligne. Ce théâtre va s'agrandir, la guerre va changer de caractère; des combinaisons stratégiques nouvelles et plus profondes vont appeler l'attention sur cette partie de nos frontières; de jeunes officiers, inconnus jusqu'alors, vont y révéler leur génie par des actions d'éclat et par de savantes manœuvres de guerre.

Au commencement de 1794, l'armée des Alpes, commandée par le général Dumas, s'étendait, sur les Alpes cottiennes, des frontières du Valais jusqu'au mont Dauphin et aux sources de la Stura. L'armée d'Italie, commandée par Dumerbion, longeait les Alpes maritimes, sa gauche à Entrevaux, sa droite vers Menton, sur la Méditerranée. Les deux armées présentaient un effectif de 75,000 hommes.

Le général Dumas était un homme de couleur, à la stature colossale, au courage impétueux et indomptable. Officier de nouvelle création, il s'était, en moins de deux ans, élevé du grade de brigadier de dragons à celui de général de division par des traits de force et d'audace inouïes. On venait de lui donner le commandement en chef de l'armée des Alpes où il fallait un homme d'énergie et d'action, capable non-seulement d'oser beaucoup contre les ennemis, mais capable aussi de maintenir la discipline dans cette armée, la plus indisciplinée de toutes celles de la république. Recrutée en partie de volontaires méridionaux, chauds patriotes; formée d'un pêle-mêle de demi-brigades sans organisation et de bataillons de chasseurs à pied, braconniers des Alpes ou contrebandiers, elle offrait un triste mélange de l'esprit de pillage et de désordre. Tous les généraux qui s'étaient succédé avaient échoué à réprimer les excès et les désordres de tout genre dont se rendaient coupables les soldats de l'armée des Alpes, et qu'entretenait encore cette guerre de partisans. Au reste, braves au feu, patients dans la misère, on pouvait tout entreprendre avec eux en face de l'ennemi; mais, hors du combat, ils étaient indomptables. Là, on avait conservé le *franc-parler* devant les chefs, on critiquait à haute voix et en termes énergiques la conduite des officiers, et le moindre soldat les interpellait avec ce tutoiement grossier qui n'est pas le trait le moins caractéristique de cette époque. Il y avait fort à faire pour établir dans cette armée la sévère discipline qui régnait aux armées du Nord et de Sambre-et-Meuse sous l'épée de Pichegru et de Jourdan. Dumas l'essaya, mais il n'était pas dans sa nature ardente d'entrer dans les minutieux détails de discipline et de théorie. Il aban-

donna ce système, il conduisit ses soldats aux ennemis, et s'appliqua à utiliser ainsi leur indomptable énergie; il multiplia les postes et les occasions de combat, et soumit les troupes à une activité de service telle, qu'il ne leur donna pas un instant de repos. Cette activité produisit les plus heureux résultats. Plusieurs faits d'armes partiels signalèrent cette armée; mais la prise du mont Cenis en fut l'opération capitale autant par l'importance géographique de cette position que par les difficultés qu'elle présentait. Une première attaque dirigée sur le petit mont Cenis avait échoué; une autre attaque sur le grand mont Cenis ne fut pas plus heureuse. Dumas, loin de se laisser abattre par ces revers, y puisa une nouvelle énergie; il fit attaquer le mont Saint-Bernard et le Valaisan qui furent enlevés; il dirigea lui-même une nouvelle attaque contre le mont Cenis : elle eut lieu le 14 mai. Il avait divisé son armée en trois colonnes. Il s'agissait d'escalader des pentes abruptes couvertes de neige. Le général avait fait fabriquer pour chaque soldat des chaussons en lisière et des crampons de fer. On les avait exercés à grimper le long des rochers, portant leur arme d'une main et s'appuyant de l'autre sur le crampon de fer, comme les guides du Tyrol ou des Apennins. Les trois colonnes s'ébranlèrent ensemble pendant la nuit du 14 au 15 mai. Le général en chef avait pris le commandement de la colonne de gauche, forte de 400 hommes; il enleva à la baïonnette la grande batterie du Villaret, tandis que la colonne de droite enlevait celle de Rives. On s'était battu pendant plusieurs heures sur les flancs du mont Cenis. La montagne, entourée de batteries, vomissait des torrents de feu. Le général en chef, un moment arrêté par un obstacle qui paraissait invincible, versait des larmes de rage, et frappait de son épée l'âpre rocher qui retardait sa marche. Enfin l'obstacle fut surmonté, et la colonne put continuer sa périlleuse ascension.

Au point du jour, le général piémontais Chino, voyant les Français établis sur les hauteurs, ordonna la retraite; mais il était trop tard : 600 hommes et 20 pièces de canon y furent pris. Tous les ennemis avaient fui. Quelques hommes encore, retirés sur un roc escarpé, se défendaient avec un courage surhumain : c'étaient des émigrés. A leurs pieds était un de ces abîmes des Alpes si profonds que l'œil n'en peut mesurer la hauteur; devant eux étaient les républicains, c'est-à-dire la mort par le fer de la baïonnette ou par celui de l'échafaud. Dans cette cruelle alternative, ils voulurent épargner aux Français la douleur de verser leur sang ou de les livrer aux bourreaux. Voyant que la fuite était impossible et la lutte inutile, ils se réfugièrent sur le sommet du roc, et là, brisant leurs armes, ils s'embrassèrent, et, se tenant par la main, ils s'élancèrent dans le gouffre en poussant un dernier cri, celui de *vive le roi!* que prolongèrent les échos et qui s'éteignit dans l'abîme. A cette vue, une émotion douloureuse serra le cœur des républicains, et, par un sentiment irrésistible d'admiration, les baïonnettes et les drapeaux s'abaissèrent spontanément pour rendre hommage à ceux qui savaient mourir ainsi.

C'est en ce moment que le comité de salut public ou plutôt Carnot aurait dû adopter un plan vaste et hardi en combinant la réunion des deux armées

par le centre : celle d'Italie, en filant à gauche, dans la vallée de Stura, par le col de l'Argentière, eût débouché sur Coni; celle des Alpes, en manœuvrant sur sa droite par Château-Dauphin et Busco, eût pris la même direction pour opérer sa jonction sur Démont ou devant Coni même. De semblables opérations, dit Jomini, offrent des difficultés, mais Annibal et Bonaparte ont prouvé qu'elles étaient possibles. Le prince de Conti lui-même, qui ne ressemblait en rien à ces grands capitaines, prit la même route en 1744 et eut d'abord des succès. Mais le comité de salut public était entré dans une voie de négociations diplomatiques qui paralysait son énergie.

La prise du mont Cenis termina la campagne à l'armée des Alpes. Un renfort de 10,000 hommes de troupes envoyés à l'armée du Rhin empêcha le général Dumas de profiter de ses avantages, et l'obligea à garder la défensive. Son armée se trouvait réduite à 22,000 hommes; il avait à protéger tous les débouchés qui s'étendent depuis le pays de Gex jusqu'à la vallée de la Nuva. Les généraux Moulin et Guillaume, qui lui succédèrent successivement, ne changèrent rien à ses dispositions.

Les opérations de l'armée d'Italie furent plus nombreuses et plus importantes. Dumerbion y commandait toujours; il avait à sa disposition quarante bataillons et quatorze escadrons. L'armée austro-sarde s'était renforcée depuis l'année précédente; elle ne comptait pas moins de 53,000 hommes. La redoutable position de Saorgio, où nos soldats avaient perdu tant de monde l'année précédente, était défendue par 18,000 hommes aux ordres du lieutenant-général Colli. Les alliés avaient compris que c'était le point le plus important de leur ligne de défense, et ils avaient mis tous leurs soins à le fortifier. Bonaparte, qui venait d'arriver à l'armée d'Italie comme commandant de l'artillerie, après avoir étudié attentivement la position, engagea le général en chef, qui avait déjà subi l'influence de son génie, à tourner cette position par la gauche. Cette manœuvre allait obliger l'ennemi à abandonner lui-même la position de Saorgio; elle offrait en outre la facilité de couper la retraite à l'ennemi en s'emparant de la grande route de Tende à Fontas par la Briga.

C'est sans doute à cette époque que le futur conquérant d'Italie, se promenant seul et méditatif au milieu des Alpes maritimes, entrevit dans son ardente pensée, derrière ces rochers séculaires, les riches plaines de la Lombardie, où il devait conduire un jour nos soldats républicains, et rêva les prodiges de la campagne de l'an IV. Quoi qu'il en soit, sa proposition fut adoptée. La position de Saorgio fut tournée. Oneille fut prise ainsi que *Ponte-di-Nave*, *Ormea* et *Garessio*, les redoutes du *Col-Ardente*, des cols de *Fenestre* et celles de *Tenda*. Masséna, Serrurier, Laharpe et Cervoni, qui devaient acquérir une si éclatante renommée dans la campagne suivante, se signalèrent dans ces diverses expéditions. Le colonel Rusca, natif de ces contrées, chasseur intrépide, auquel le plus petit sentier était connu, guida nos colonnes à travers les précipices des Alpes.

Ainsi, en suivant le plan du général Bonaparte, on avait obtenu dès le début de la campagne plus d'avantages qu'on n'en avait eu depuis deux ans que

l'armée française occupait le comté de Nice. On avait rejeté les coalisés dans les plaines du Piémont; on leur avait pris 60 pièces de canon, une immense quantité d'objets d'armement et d'équipement, plus de 10,000 prisonniers, et on avait ouvert à nos soldats les portes de l'Italie. L'armée républicaine avait été admirable de courage et de constance. Elle avait bravé les pluies qui tombaient par torrent, les orages si fréquents dans les Alpes, des difficultés de terrain presque insurmontables et des privations de tout genre. Bonaparte, en voyant ces soldats, tous jeunes, tous enthousiastes, tous ambitieux, avait compris le parti qu'on pouvait en tirer s'il se trouvait un homme qui sût leur parler et les conduire. En attendant, il traçait aux généraux ses plans de campagne, et assurait la victoire par des combinaisons nouvelles. Son infatigable imagination travaillait sans cesse. Après le succès qu'on venait d'obtenir au début de la campagne, Dumerbion s'était arrêté pour laisser reposer ses troupes. Son armée, dont le chiffre s'élevait à 80,000 hommes, ne comptait plus en réalité que 40,000 hommes de bonnes troupes; les autres encombraient les hôpitaux ou garnissaient les dépôts. Bonaparte proposa un nouveau plan de campagne pour l'invasion du Piémont. Ce plan, soumis au comité de salut public, fut approuvé par Carnot; mais, au moment où il était en pleine exécution, nos colonnes reçoivent l'ordre d'arrêter leur marche victorieuse et de garder la défensive. Le parti de Robespierre venait de succomber par ses propres excès. Le nouveau gouvernement désapprouva toutes les mesures prises à l'armée d'Italie. Un décret de la convention prescrivit aux généraux de garder la défensive. Les alliés profitèrent de cette circonstance, firent une tentative sérieuse d'agression, mais ils furent vigoureusement repoussés au combat de Cairo, et la campagne se termina glorieusement pour nos soldats à l'armée d'Italie.

Armée des Pyrénées-Orientales (1794). — L'hiver de 1793 à 1794 s'était passé dans le repos entre les deux armées française et espagnole aux Pyrénées-Orientales. Les républicains occupaient les mêmes positions, c'est-à-dire Thuir et Toulonge à droite; Villeneuve, Cabestany et Saint-Nazaire à gauche. Perpignan était le centre de l'armée (1). Dagobert était toujours dans la Cerdagne;

(1) *Armée des Pyrénées-Orientales au 1er septembre 1793.*

4e bataillon de l'Ariége.	A Perpignan	3e bataillon de l'Ariége.	A Collioure.
1er — de Perpignan.		2e — des Hautes-Pyrénées.	
3e — de Paris.		5e — de l'Aude.	
1er — des Hautes-Alpes.		1er — du Gers.	
2e — de Béziers.	Citadelle de Perpignan.	4e — des Pyrénées-Orientales.	
3e — de Montpellier.		70e régiment d'infanterie.	A Port-Vendres.
9e — de l'Aude.		1er bataillon de Béziers.	
2e — du Gard.	A Montibre.	2e — des côtes maritim.	
7e régiment d'infanterie.		2e comp. d'ouvriers d'artillerie.	A Perpignan.
2e bat. des Pyrénées-Orientales.		Canonniers de Marseille.	
1er — de Lodève.		Compagnie de mineurs.	
4e — de l'Aude.			

Dugommier, qui arrivait de Toulon pour prendre le commandement de cette armée, était désireux d'y signaler sa présence par des victoires. Il la trouva dénuée de tout et dans un découragement extrême. Les hôpitaux et les dépôts regorgeaient d'hommes, le service se faisait mal et l'indiscipline était au comble. Tout autre que lui eût désespéré de réorganiser une pareille armée. L'insubordination avait gagné jusqu'à l'officier. Une série d'agents de toute espèce entravait les divers services. C'était une armée à refondre entièrement.

Corps	Position
Canonniers du Gers. — du 2e bataillon des Hautes-Pyrénées. Détachement des 4e et 6e régiments d'artillerie. — de Béziers. — du 15e régiment de dragons. Gendarmerie du Gard. Cavalerie de Béziers.	
1er bataillon de grenadiers de l'armée. 1er — de chasseurs flanqueurs. 1er — de chasseurs des Pyrénées. 2e — *idem*. 4e — de chasseurs des montagnes. 3e compagnie du Lot. 4e — de l'Aude.	A l'avant-garde de l'Union.
Chasseurs de Béziers et du Tarn. 8e bataillon de la Gironde. Chasseurs de Moissac. — de Marseille. Compagnie du Mont-Blanc.	Avant-garde de gauche à Cabestany.
7e régiment d'infanterie. 1er bataillon du Cantal. 4e — du Gard. 1er — du Mont-Blanc. 3e — du Tarn. 61e régiment d'infanterie. 4e batail. des côtes maritimes. 1er — du Tarn. 1er — des côtes maritim.	Camp de l'Union.
3e — — — 2e — — — 3e compagnie du Lot.	Camp de Monlon.
1er bataillon du 53e régiment. 6e — des côtes maritim. 1er — du 79e régiment. 6e — de l'Aude. 8e — de la Haute-Garonne. Grenadiers des Basses-Alpes. 7e bataillon de l'Aude. Bataillon de Béziers. Détachement du 61e régiment.	Au camp de Salces.
Légion de Corbières.	A Sigean.
3e bataillon des chasseurs des montagnes.	A Olette.
1er — d'infant. légère. 2e — de la Haute-Garonne. Réquisitionnaires de Saint-Gaudens. Miquelets.	Vallée d'Arar
Vingt-sept compagnies de canonniers volontaires. Chasseurs à cheval de la légion des Pyrénées. 14e régiment de chasseurs à cheval. Houlans-flanqueurs.	A l'avant-garde de l'Union.
Gendarmerie de Versailles. Cavalerie de Montpellier. 27e régiment de cavalerie. Dragons du Tarn.	A Salces.
Cavalerie de la légion Rozenthal.	A Sigean.

Récapitulation.

	Infanterie.	Artillerie.	Cavalerie.	Présents sous les armes.
Troupes dans les garnisons.....	8,105	428	139	8,672
Troupes campées..............	12,248	1,582	1,033	14,863
Total..............	20,353	2,010	1,172	23,535
Total général.....			23,535 présents.	

Son premier soin fut de presser l'embrigadement des bataillons de réquisition, afin de placer sous la surveillance du peu d'officiers et de sous-officiers instruits cette masse d'hommes sans expérience que l'apathie des chefs laissait croupir dans le désœuvrement. Il la divisa en deux corps, l'un de troupes aguerries formant l'élite et le corps de bataille; l'autre de troupes nouvelles qui devaient rester en seconde ligne jusqu'à parfaite instruction. Les *miquelets* furent réorganisés en éclaireurs. Il remonta sa cavalerie légère, exerça son artillerie, épura son état-major, et, jetant un regard de prévoyance sur les différents services administratifs, parvint à créer comme par magie des magasins, des ambulances et des moyens de transport. Il fit, en un mot, de cette armée un modèle d'organisation et prépara le beau rôle qu'elle devait remplir dans la campagne suivante.

L'armée espagnole, commandée par le marquis de Las Amarillas, n'était pas dans un état plus brillant que l'armée française.Une maladie épidémique décimait les corps. Le recrutement volontaire ne fournissait plus assez de soldats; l'argent manquait pour la solde des troupes. Les *miquelets* espagnols faisaient la guerre pour leur propre compte et s'organisaient en guérillas indépendantes, n'ayant d'autre but que le pillage, et leur nombre diminuait chaque jour. Néanmoins cette armée s'élevait encore à 25,000 hommes présents sous les drapeaux. Elle occupait une forte position couverte par le Tech, depuis la mer jusqu'au camp de Boulou, et par une chaine de collines qu'on avait hérissées de retranchements. Dugommier résolut donc de prendre l'offensive. Deux plans furent proposés en même temps au comité de salut public : un par le général Dagobert, qui consistait à tourner la gauche de la ligne espagnole, à couper ainsi les communications de cette armée, afin de la détruire d'un seul coup : ce plan parut trop hardi à Carnot, vu l'état de délabrement de l'armée des Pyrénées-Orientales; l'autre par Dugommier, qui se bornait à une opération secondaire sur la ligne de communication des Espagnols par Bellegarde et le col de Porteil. Celui-ci fut approuvé. En conséquence, l'armée se mit en mouvement le 17 mars 1794. La droite, aux ordres d'Augereau, se porta à Mas-d'Eu. Le centre, commandé par Pérignon, s'avança jusqu'auprès de Bayde; le général Sauret, à la gauche, jeta six bataillons à Orteffa et se tint prêt à passer le Tech au premier ordre. Le corps de Dagobert ne devait faire aucun mouvement. Mais ce général, qui s'indignait du repos malgré ses soixante-seize ans, se porta avec trois colonnes sur Murscilla, y battit le comte de Saint-Hilaire, le poussa jusqu'à Castel-Ciudad, lui prit sept pièces de canon, leva une contribution sur la Seu-d'Urgel, et revint à Puycerda chargé de butin. Une fièvre maligne l'y enleva peu de jours après. Il mourut respecté de ses soldats, craint des ennemis, admiré de ses chefs et du gouvernement lui-même. C'était alors la belle époque des désintéressements patriotiques et des vertus privées. Cet homme, qui venait de lever une forte contribution sur la Seu-d'Urgel, ne laissa pas de quoi payer ses funérailles. Les officiers de son armée furent obligés de se cotiser pour subvenir aux frais de sa sépulture.

Dugommier songea alors à s'emparer du camp de Boulou, qui fut enlevé par

Pérignon. Ce combat rejeta les Espagnols au delà des Pyrénées. Le général français poursuivit ses avantages, prit le bourg de Saint-Laurent, mit le siége devant Saint-Elme, qui capitula. Port-Vendre et Collioure se rendirent. En même temps le général Doppet, qui avait remplacé Dagobert à l'armée de Cerdagne, fit sur Campredon une expédition des plus heureuses. Le général La-Union, qui commandait les Espagnols, fit attaquer Puycerda, mais sans succès. La démoralisation était au comble dans le camp ennemi. Cependant Dugommier songeait à s'emparer de Bellegarde; mais, afin d'éviter un siége meurtrier, il voulait réduire la place par la famine. Un corps de 15 à 20,000 hommes en fit le blocus. La-Union, ayant reçu des renforts, essaya de débloquer cette ville. Deux attaques eurent lieu à Terrados et à Saint-Laurent de la Muga; mais elles échouèrent, et Bellegarde capitula après un blocus de cent trente-quatre jours. La reprise de cette ville acheva de chasser les ennemis du territoire français. Bellegarde perdit son nom, et reçut celui de *Sud-Libre*. Un an auparavant Condé avait échangé le sien pour celui de *Nord-Libre*.

Après ce succès, Dugommier reçut l'ordre de tenter une attaque générale sur les lignes espagnoles et de s'emparer de Figuières. L'armée française se mit en mouvement le 17 novembre, et le 18 eut lieu la célèbre bataille de *Montagne Noire*, où fut tué Dugommier. Atteint par un éclat d'obus, il tomba la tête sanglante et fracassée auprès de ses deux fils et de quelques officiers d'état-major qui s'empressèrent de le relever. « *Cachez ma mort à nos soldats*, dit ce brave général en expirant, *afin qu'ils achèvent de remporter la victoire, seule consolation de mes derniers moments.* » Dugommier avait cinquante-huit ans; il était l'idole des troupes, qui avaient pour lui un dévouement sans bornes. Avare de leur sang, on le vit souvent s'exposer lui-même avec la plus rare intrépidité. La nouvelle de sa mort courut bientôt dans tous les rangs, et un cri unanime s'y fit entendre, comme autrefois dans l'armée de Turenne : *Nous avons perdu notre père.*

Il était dix heures quand eut lieu le funeste événement; il éveilla dans le cœur des soldats un ardent désir de vengeance, mais il jeta un peu d'incertitude dans les opérations. Le général Pérignon, qui remplaça le général Dugommier, montra qu'il était digne de ce commandement en rétablissant le combat sur les points où il était au désavantage des Français. L'action resta indécise. Les deux armées passèrent la journée du 19 en armes dans leur camp; mais le lendemain, à quatre heures du matin, l'attaque recommença. Augereau, Bon, Verdier, Chabert, Guillot, y firent des prodiges d'audace, et enlevèrent toutes les positions espagnoles à la baïonnette, et, comme la vengeance qu'ils avaient juré de tirer de la mort de leur général devait être complète, les Espagnols virent aussi tomber dans leurs rangs leur commandant en chef, le général La-Union. Ils s'enfuirent laissant sur le champ de bataille près de 10,000 hommes tués ou blessés. La prise de Figuières termina glorieusement la campagne à l'armée des Pyrénées-Orientales. Les Espagnols, qui s'étaient réfugiés en toute hâte sous le canon de cette place, n'osèrent y attendre l'armée républicaine.

Telle était la terreur qui s'était emparée de l'esprit des ennemis, que le gouverneur de la ville, homme de cœur et qui avait fait ses preuves dans la défense de Toulon, le général Valdès, fut obligé d'ouvrir les portes de cette place, une des plus fortes des Pyrénées 10,000 hommes de garnison, deux cents pièces d'artillerie sur les remparts, des approvisionnemens pour six mois, ne parurent pas suffisants aux Espagnols pour arrêter la valeur impétueuse des Français. Valdès fut contraint de capituler. La prise de Figuières causa en France un étonnement mêlé d'admiration; car on comptait peu voir nos soldats s'emparer de cette ville dont la possession nous rendait maîtres des riches plaines du Lampourdan (1).

Armée des Pyrénées-Occidentales (1794). — Au commencement de 1794, l'armée des Pyrénées-Occidentales, commandée par le général Muller, était forte de 25,000 hommes environ; elle avait été réorganisée pendant l'hiver de 1793, et les divers corps qui la composaient placés sous les ordres des généraux Moncey, Frégeville, Laborde, Mauco et Marbot. Elle occupait la tête des vallées qui conduisent en France depuis Yéropil, aux sources de la Nive, jusqu'à la chaussée de Saint-Jean-de-Luz. Les deux armées de la gauche, couvrant les vallées de la Haute-Nive et du Saisson, n'étaient composées que de quatorze bataillons de recrues assez mal équipés.

L'armée espagnole, commandée par le général Colomeira, qui venait de remplacer Caro, était également forte de 25,000 hommes, dont la moitié de milices. Sa droite s'appuyait à Burguette; sa gauche bordait les rives de la Bidassoa jusqu'au camp de Saint-Marciol; son centre s'étendait dans les vallées du Bastan.

Dans les premiers jours de février, les généraux espagnols tentèrent d'enlever le camp des *sans-culottes*, dont les batteries menaçaient leurs plus grands

(1) ***Situation de l'armée des Pyrénées-Orientales au commencement de 1794.***

Division de gauche, à Saint-Pé : 2e bataillon du Tarn. — 2e des Landes. — Compagnie des Hautes-Pyrénées. — 1re compagnie du Tarn. — 1re compagnie de Bordeaux. — 5e bataillon de chasseurs. — 1re, 2e, 3e compagnies franches de la Gironde.—Détachements des 4e et 5e bataillons de la Haute-Garonne. — Détachements du bataillon basque et de Saint-Palais. — Canonniers du 3e bataillon des Hautes-Pyrénées et du 3e bataillon de Paris. — Gendarmerie de la Gironde. — Détachement du 18e dragons.

Récapitulation.	Infanterie.	3,114
—	Troupes légères.	1,267
—	Canonniers.	107
—	Cavalerie, dragons.	177
Total.		4,665

Division de Saint-Jean-Pied-de-Port : 3e bataillon des Basses-Pyrénées. — 3e bataillon des Hautes-Pyrénées. — 20e régiment d'infanterie. — 3e bataillon des Landes.— 3e bataillon de la Dordogne. — 4e bataillon des Landes. — 8e bataillon de la Gironde. — 1er et 2e bataillons des Basses-Pyrénées. — Chasseurs du Louvre (Paris). — Huit compagnies basques. — Quinze régiments de dragons. — Gendarmerie nationale.

Récapitulation.	Infanterie.	8,992
—	Artillerie.	340
—	Cavalerie.	96
Total.		9,428

Division de droite a Saint-Jean-de-Luz : 3e bataillon du Gers. — 3e bataillon de l'Hérault. — 80e régiment d'infanterie. — 1er bataillon des Hautes-Pyrénées. — 2e bataillon de l'Aude. — 7e bataillon de la Gironde. — 5e de Lot-et-Garonne.— 10e de la Gironde.— Légion des montagnes. — 1er et 2e bataillons d'infanterie légère. — Canonniers de ligne et canonniers volontaires. — Détachement du 18e régiment de cavalerie. — Gendarmerie nationale. — 1er bataillon des Landes.

Récapitulation.	Infanterie.	6,866
—	Chasseurs.	2,287
—	Artillerie.	265
—	Cavalerie.	256
—	Divers corps.	1,285
Total.		10,959

Division de gauche.	4,665
Division de St.-Jean-Pied-de-Port.	9,428
Division de St.-Jean-de-Luz.	10,959
Total.	25,052

ouvrages. Les ennemis attaquèrent avec la plus furieuse énergie; mais, cette fois encore, ils furent repoussés, et le général Muller à son tour prit l'offensive pour chasser l'ennemi de ses positions. Le comité de salut public, qui avait tracé à Muller le plan d'une invasion en Espagne, le pressait de le mettre à exécution. Le général français, qui attendait 1,000 chevaux qu'on lui avait promis, fut forcé d'agir avant l'arrivée de ce renfort. Après plusieurs combats acharnés, les Français parvinrent enfin à forcer les défilés de la vallée de Bastan, et se trouvèrent ainsi sur le territoire espagnol. Le général Colomeira fit alors un appel aux habitants pour les engager à prendre les armes contre l'invasion étrangère; mais rien ne put arrêter l'irruption française. Latour-d'Auvergne, à la tête de la *colonne infernale*, s'empara de Fontarabie, Moncey prit Saint-Sébastien, Frégeville occupa Ernani, et la brigade de Laborde entra dans Tolosa, capitale du Guipuscoa. Muller, qui était en contradiction perpétuelle avec les représentants du peuple, ne sut pas tirer parti des succès qu'il venait d'obtenir. Au lieu de marcher sur Pampelune, dont la prise eût assuré sa position en Espagne, il perdit quinze jours à discuter sur un nouveau plan de campagne, et laissa l'armée espagnole se remettre de sa terreur et réorganiser ses forces dispersées; enfin, ne pouvant faire triompher ses projets, il résigna le commandement en chef, et fut remplacé par Moncey. Jamais choix ne fut plus heureux. Moncey était l'homme qui connaissait le mieux le théâtre de la guerre, et qui était le plus capable de diriger victorieusement nos bataillons vers le cœur de l'Espagne. Le plan qu'il proposa avait pour but d'agir sur la droite des Espagnols par la vallée de Roncevaux; mais, pour exécuter ce plan il fallait mettre en jeu dix colonnes dispersées sur un rayon de vingt-cinq lieues dans des vallées qui n'avaient pas entre elles de communications transversales. Ce plan fut approuvé néanmoins, et l'armée française commença ses opérations le 15 octobre. La *colonne infernale*, qui formait l'avant-garde, força les défilés de Roncevaux, défendus par 4,000 Espagnols, et enleva successivement plusieurs postes qui protégeaient l'approche de la vallée. Nos soldats y pénétrèrent enfin au milieu d'un de ces ouragans terribles qui passent sous le ciel du midi; mais rien ne put arrêter leur marche. La vallée de Roncevaux, célèbre dans les livres de chevalerie par la mort de Roland et la défaite des preux de Charlemagne, appartenait à nos soldats. L'insulte faite à la vieille gloire française venait de recevoir une éclatante réparation. Les représentants du peuple firent abattre la pyramide élevée par les Espagnols en commémoration de la défaite de Charlemagne, et envoyèrent à la Convention ce bulletin qui peint bien l'enthousiasme qui animait alors les esprits :

« Citoyens, l'armée des Pyrénées-Occidentales, en remportant une victoire signalée sur les Espagnols, a vengé une injure d'ancienne date, faite à la nation française. Nos ancêtres, au temps de Charlemagne, furent défaits dans la vallée de Roncevaux; l'orgueilleux Espagnol, en mémoire de cet événement, avait élevé une pyramide sur le champ de bataille. Vaincu à son tour au même endroit par les Français républicains, déjà son propre sang en avait effacé les caractères; il ne restait plus que le fragile édifice, qui a été brisé à l'instant



Paris, Typ. Chaumont.

Représentant du Peuple en mission aux armées.

1794.

Pl. 57.

même. Le drapeau de la république flotte aujourd'hui là où était le drapeau de l'orgueil des rois, et l'arbre nourricier de la liberté a remplacé la massue destructive du tyran. Une musique guerrière a suivi cette inauguration. Les mânes de nos pères ont été consolées, et l'armée de la république a juré de vaincre pour la gloire du nom français de tous les âges et pour le bonheur de la postérité. »

Moncey ne jugea pas à propos de pousser plus avant son succès; l'hiver approchait à grands pas; il allait paralyser ses opérations : il fallait, dans sa position, ou assiéger Pampelune, ou livrer une grande bataille, ou enfin se replier sur Saint-Sébastien; il adopta ce dernier projet, qui était le plus sage, et il vint établir son camp d'hiver entre Tolosa, Fontarabie, Saint-Sébastien, les vallées du Bastan et de Lavin.

Campagne de 1795. — A l'ouverture de la quatrième campagne, la position des puissances belligérantes était totalement changée. La république venait de trancher avec son épée le nœud de la coalition; la politique, toujours soumise à la victoire, avait également changé de dispositions à l'égard du gouvernement français : on parlait de paix et de négociations, et les coalisés n'étaient plus retenus que par une fausse honte. « Telle est, dit Machiavel, la destinée d'une nation qui s'est fait une réputation de guerre, chacun désire son alliance, chacun cherche à éviter les coups qu'elle peut lui porter. » Au reste, la position diplomatique de la France était on ne peut plus belle : elle avait déjà la neutralité de la Suède, du Danemark et de la Suisse, l'alliance entière des états généraux de Hollande. L'Agamemnon de la coalition, Frédéric-Guillaume II, offrait la paix à la France; la Toscane et l'Espagne allaient déposer les armes. Les conventions de Bâle créaient des intérêts particuliers en Allemagne et en Italie et dans le midi de l'Europe, car le traité avec la Prusse allait fortifier plus que jamais les rivalités intestines avec l'Autriche. Il y avait du Richelieu dans ces combinaisons, et le projet de Barthélemy d'arriver à une paix générale par des traités particuliers était le plus sûr moyen de vaincre l'Europe par les armes de la diplomatie, comme on l'avait vaincue par les foudres de la guerre. La France allait donc se trouver seule contre l'Autriche et l'Angleterre, car la Russie n'agissait que par des promesses et de vaines démonstrations, et les États d'Italie ne faisaient plus la guerre qu'à contre-cœur et sous l'influence exigeante de l'Autriche. L'Angleterre seule tirait un parti admirable de l'état de l'Europe.

Le cabinet de Saint-James redoublait d'activité et d'adresse pour entretenir le feu de la guerre : après avoir détruit notre marine, dévasté nos colonies, les richesses affluaient sur la Tamise; cependant elle convoitait encore les dépouilles de la Hollande. Le traité de commerce qu'elle venait de conclure avec les États-Unis d'Amérique assurait à son pavillon la liberté des mers dans les Indes; en Europe, elle comptait encore de puissants alliés. Un traité d'alliance offensive l'unissait à la Russie; elle disposait de la marine de l'Espagne, des forces de l'Autriche, et son pavillon parcourait en souverain l'Océan et la Méditerranée.

L'Autriche ne pouvait se décider à renoncer à la Belgique; elle voulut tenter le sort des armes dans une nouvelle campagne, avant de céder à la république cette belle province; à cet effet, elle mit sur pied une armée de 200,000 hommes. Tel était l'état de l'Europe au commencement de 1795. Aussi le théâtre des hostilités va-t-il se trouver transporté sur un terrain nouveau, en Allemagne et en Italie.

A l'intérieur, la France venait de changer la forme de sa constitution républicaine. La Convention avait accompli son œuvre : elle se démettait elle-même de ses pouvoirs et les cédait au nouveau gouvernement, qui prit le titre de *Directoire*. Cette nouvelle constitution, dite de l'an III, fut soumise aux votes de la France. Les armées elles-mêmes furent appelées à opiner sur son opportunité. Les camps furent changés en assemblées politiques; mais partout de la Bretagne aux Alpes, aux Pyrénées et sur le Rhin, le nouveau mode de gouvernement fut approuvé par acclamations. Les armées étaient sincèrement dévouées à la république; victorieuses sous le drapeau tricolore, elles étaient fortement démocratiques. Les réquisitionnaires de 1793 étaient encore présents en grande partie sous les drapeaux et conservaient le plus grand souvenir de ce comité de salut public qui leur avait imprimé un si énergique mouvement et qui avait présidé à de si grands événements de guerre. Les soldats s'étaient accoutumés à cette majesté des grandes actions; ils étaient fiers de se dire soldats d'une république qu'ils avaient si glorieusement défendue contre l'Europe coalisée et qu'ils regardaient en quelque sorte comme leur ouvrage. Toutes les armées jurèrent donc de défendre la république, quelle que fût sa forme constitutive. Celle de Sambre-et-Meuse venait de passer le Rhin; elle s'arrêta sur le champ de bataille, et l'on vit 60,000 hommes s'unir dans un même serment en faveur de la république. Celle d'Italie bivouaquait dans les champs de Loano; les salves de son artillerie apportèrent à Paris, avec le serment de cette armée, la nouvelle d'une grande victoire qui nous ouvrait les portes de l'Italie! Ainsi finit la Constitution. «*Son souvenir*, dit M. Thiers, *est demeuré terrible, mais pour elle il n'y a qu'un fait à alléguer, un seul, et tous les reproches tombent devant ce fait immense : elle nous a sauvés de l'invasion étrangère.* »

Armées du Nord, de Sambre-et-Meuse, et de Rhin-et-Moselle.—Après la conquête de la Hollande, Pichegru avait été appelé au commandement de l'armée du Rhin; Moreau avait reçu celui de l'armée du Nord, et Jourdan était resté à la tête de l'armée de Sambre-et-Meuse.

Mais la Convention avait décrété qu'en cas de réunion des trois armées, le conquérant de la Hollande en serait de droit le généralissime.

Les armées républicaines, forcées, pour garder les hauteurs, de s'étendre jusqu'aux bouches de l'Ems, de couvrir une ligne immense et les vingt places fortes dont elle est hérissée, s'affaiblissaient chaque jour par les désertions à l'intérieur. Depuis que le terrible gouvernement de la terreur avait cessé de peser sur la France, les lois de la réquisition n'étaient plus exécutées qu'incomplétement et la désertion était dans tous les rangs de l'armée.

La plupart des citoyens partis volontairement pour la défense de la patrie

pensaient avoir accompli leur tâche, maintenant que la république était victorieuse, et, abandonnant leurs drapeaux, revenaient dans leurs foyers. En moins d'un mois, les armées françaises étaient diminuées d'un quart au moins. D'un autre côté, le blocus de Luxembourg occupait encore 30,000 hommes, en sorte que les formidables armées du Nord et du Rhin se trouvaient dans l'impuissance d'agir avant la prise de Luxembourg; en outre, l'artillerie et la cavalerie manquaient de chevaux; la réquisition de 1793 avait tout épuisé, et la détresse du trésor laissait tout en souffrance. Les équipages, les vivres étaient encore en plus mauvais état. Néanmoins le comité de salut public, profitant de la retraite de l'armée prussienne, résolut d'agir avec vigueur sur le Rhin. Les siéges de Luxembourg et de Mayence furent poussés activement. La première de ces villes capitula le 7 juin, mais Mayence, le boulevard offensif de la Germanie, enlevé autrefois par un coup de main, avait été mis dans le meilleur état de défense, et le perfectionnement des ouvrages élevés par les républicains en rendait la conquête presque impossible. De son côté l'Autriche s'était appliquée à compléter son armée et à préparer la défense du Rhin par des camps bien assis et couverts de batteries retranchées.

Pichegru, après la capitulation de Luxembourg, au lieu de seconder les opérations de Jourdan sur Mayence, resta dans une inaction coupable, et, comme Dumouriez après la conquête de la Belgique, il entra en pourparler avec le prince de Condé, dans le but de préparer une contre-révolution. Néanmoins, lorsque Jourdan, avec l'armée de Sambre-et-Meuse (1), effectua le passage de l'Ems, il fit descendre une partie de son armée vers Manheim, qui

(1) *Situation de l'armée de Sambre-et-Meuse, au 1er octobre 1795.*

DIVISION LEFEBVRE. Avant-garde. — Au bivouac, entre Selsheim et Niederliderbach. — Généraux de brigade, Leval, Jacopin, d'Hautpoul. — 9e, 80e, 149e, 10e légère, 13e *id.* 1er de chasseurs, 6e, 9e *id.* — Total : 12,618

DIVISION GRENIER.—Au bivouac, dans la plaine de Weilsbach, le long du Mein. — Généraux de brigade, Simon, Olivier, Oswald. — 3 bataillons 110e, 3 bataillons 173e, 3 tirailleurs, 3 tirail. 172e, 3 tirail. 112e, 19e de chasseurs, 4e hussards. — Total : 11,150.

DIVISION TILLY. Au bivouac, entre Herdenheim et Helsheim. — Généraux de brigade, Duvignau, Lorges.—3 bataillons 23e, 3 batail. 27e, 3 batail. 72e, 3 batail. de l'Yonne, 12e de chasseurs. — Total : 9,861.

DIVISION PONCET. Sur la rive droite du Mein, la droite à Wickert, la gauche à Weilsbach. — Généraux de brigade, Schlatter, Soult. — 3 batail. 53e, 3 batail. 87e, 3 batail. 66e, 3 bat. 116e, 7e dragons, 11e *id.* — Total : 9,384.

DIVISION HARVILLE. Réserve de cavalerie. A Langenheim-Marxheim. — 4 escadrons 6e de cavalerie, 4 escad. 8e de cav., 4 escad. 10e de cav., 4 esc. 13e de cav. — Total : 1,593.

DIVISION CHAMPIONNET. La droite sur les plateaux devant Mayence, liée avec la division Bernadotte, la gauche à celle de Poncet. — Généraux de brigade, Legraud, Klein.—3 bat. 59e, 3 bat. 94e, 3 bat. 132e, 3 bat. 181e, 1er de dragons, 12e *id.* — Total : 9,816.

DIVISION BERNADOTTE. La droite vers Biberich, la gauche devant Cassel, appuyant à la division Championnet. — Generaux de brigade, Daurier, Barbou. — 111e, 123e, 2e hussards, 71e, 21e légère, 3e de chasseurs.—Total : 8,223.

TOTAL vers Mayence. 63,645

DIVISION MARCEAU. Devant Ehrenbreitstein et Neuwied. — Généraux de brigade, Nalèche, Hardy. — 1 bat. 31e gendarm., 3 bat. 26e demi-brigade, 3 bat. 1re, 3 bat. 24e, 3 bat. 178e, 3 bat. 9e, 11e chasseurs.—Total : 11,240.

DIVISION COLLAUD, ci-devant MORLOT. Vers Dusseldorf. — Généraux de brigade, Bastoul, Schœmsel. — 3 bat. 112e, 3 bat. 175e, 2e dragons, 3 bat. 34e, 4 bataillons divers, 14e dragons. — Total : 8,911.

TOTAL de l'armée active. 82,796

DIVISION FRIANT. A Luxembourg. — 3,296.

DIVISION MORLOT. A Aix-la-Chapelle. — 3,471.

N. B. La cavalerie légère des divisions fut réunie momentanément sous les ordres de Klein, et forma un corps de 3,000 chevaux; mais, à la retraite du Mein, ils rentrèrent dans leurs divisions respectives.

capitula. Après la prise de cette ville, il se porta par une marche sur Heidelberg. Il pouvait alors couper les communications des deux généraux ennemis, les empêcher d'opérer leur jonction et les rejeter dans la haute Allemagne; il ne le fit pas, et cette faute eut des suites funestes pour l'armée de Sambre-et-Meuse. En effet, Jourdan, après avoir franchi le Rhin, avait cherché à s'établir devant Mayence; mais, obligé de subir les ordres de Pichegru, qui continuait à rester dans l'inaction, et manquant d'artillerie, d'approvisionnemens de siége, de munitions, de vivres, exposé en flèche au milieu de l'Allemagne, en face de forces supérieures et dans un pays ennemi, il dut songer à la retraite. Ce mouvement rétrograde obligea le général Pichegru à se replier lui aussi sur Fraekendahl; aussi le défaut d'ensemble fit perdre la ligne de Mayence sur le Rhin et la ville de Manheim, qui fut reprise par les Autrichiens. C'est au milieu de ces opérations malheureuses qu'un parlementaire, se présentant au quartier général de Jourdan, demanda un armistice dont rien n'explique la cause, et qui se rattachait sans doute aux projets de trahison de Pichegru. En effet, cette suspension d'armes, qui parut d'abord favorable aux armes françaises en pleine retraite, faillit perdre à jamais la république. C'est alors que Pichegru, qui se trouvait à Strasbourg, entra en relations avec le prince de Condé et Louis-Stanislas-Xavier de Bourbon, qui s'était rendu à Offenbourg pour se faire proclamer roi de France par les corps émigrés. S'il faut en croire les mémoires d'un homme qui n'y fut point étranger, Pichegru devait être le restaurateur de la monarchie en France, et recevoir en récompense un million en numéraire et le château de Chambord. On ignore encore les causes qui firent échouer ce beau rêve.

Ainsi se termina sur le Rhin cette campagne qui pouvait être si décisive pour les destinées de la France et si glorieuse pour ses armes. La trahison (on ne peut qualifier autrement la conduite du conquérant de la Hollande) d'un homme que la fortune venait d'élever si haut dans l'opinion publique, et qui, cédant à de misérables et infâmes passions, ne craignit pas de souiller sa renommée, si belle et si pure jusqu'alors (1), en fit perdre le fruit. Honte et infamie aux traîtres à la patrie, aux déserteurs du drapeau national! Le nom de Pichegru doit être cloué au pilori de l'histoire comme celui de Dumouriez.

Campagne d'Italie (1795). — Pour donner plus d'ensemble aux opérations des armées des Alpes et d'Italie, le gouvernement les réunit sous la direction supé-

(1) Pichegru, qui s'était montré si désintéressé et si probe au milieu des richesses de la Hollande, si sévère sur la discipline, ne trouvant pas, dans ses appointements en France, de quoi subvenir aux frais de ses secrètes orgies, céda aux sollicitations des agents royalistes et reçut d'avance une partie du fruit de sa trahison. Le directoire, ayant eu des renseignements sur les menées de Pichegru, le manda à Paris, et, pour le mettre dans l'impuissance de nuire, le nomma à l'ambassade de Suède. Le général refusa avec dédain, et offrit sa démission, qui fut acceptée. Il rentra alors dans la vie privée, mais sans renoncer à l'idée de remplir le rôle de Monck. On sait comment il périt misérablement en cherchant à réaliser cette idée. Aujourd'hui que le voile qui a longtemps couvert les mystères de la conduite de Pichegru en 1795 est levé, que la vérité est connue, on ne doit plus voir en lui qu'un traître à la patrie et un apostat politique.



Paris, Typ. Chaumont.

Chasseur volontaire. — **Officier porte-drapeau.**

Infanterie de ligne.

1794.

Pl. 1.

rieure du général Kellermann. A son arrivée, l'armée des Alpes, commandée par Moulin, était réduite à un effectif de 15,000 hommes disséminés sur une ligne de plus de trente lieues, depuis le mont Saint-Bernard jusqu'au camp de Tournoux. L'armée d'Italie, forte de 31,000 hommes, occupait la ligne qui s'étend depuis la ligne de Tournoux jusqu'à Vado, sur la côte de Gênes. La misère y était grande et le désordre plus grand encore. Le défaut total de solde, les maladies, l'âpreté de l'hiver, la désertion à l'intérieur et une épidémie engendrée par la malpropreté et par les fatigues avaient considérablement affaibli ces deux armées. Elles étaient tenues en échec par 75,000 hommes de bonnes troupes aux ordres du général Colli et du feld-maréchal Devins. Ces deux généraux, profitant de la faiblesse des troupes républicaines, devaient agir vigoureusement sur la partie des Alpes qui borde le littoral de la mer, s'emparer de Savonne ou de quelque autre point sur la rivière de Gênes, et couper ainsi les communications des Français avec cette ville.

Le Directoire renforça l'armée française de 6,000 hommes détachés des armées des Pyrénées et de 10,000 hommes tirés des bords du Rhin, et Kellermann, profitant des lenteurs des ennemis, eut le temps de réorganiser ses troupes et même de prendre l'offensive. Il fit enlever par l'armée des Alpes le *Col de Monte* après un combat qui fit honneur à cette armée et qui ne dura pas moins de dix heures au milieu d'une tourmente affreuse. Celle d'Italie livra sous les murs de Savonne un combat non moins rude, mais peu décisif. Le lendemain elle prit sa revanche sous les murs de Vado, où 1,800 Français soutinrent pendant sept heures le choc de 10,000 Autrichiens, les vainquirent et les culbutèrent. Les Autrichiens perdirent 1,200 hommes tués ou blessés. Ce n'était là que le prélude des hostilités. 30,000 Autrichiens, sous les ordres du général Devins, se portèrent, le 25 juin, sur les cols de l'Inferno et de Terme dans le but de pénétrer jusqu'à Milogno. En même temps, d'autres attaques eurent lieu sur plusieurs points de la longue et faible ligne occupée par les Français. Milogno fut enlevé, puis repris par Masséna; mais Laharpe, après la défense la plus glorieuse, dut abandonner Finale et Loano. Les Français furent obligés de se replier pour resserrer leur ligne; ils abandonnèrent Savonne, Vado, la redoute de la Planette, les postes de Saint-Bernard, de Rocca-Barbena et de Bianco. Ils prirent de nouvelles positions qui présentaient un front presque impénétrable. Les généraux ennemis auraient pu profiter de ce mouvement rétrograde pour séparer les deux armées des Alpes et d'Italie, mais la mésintelligence qui régnait entre eux paralysait toutes leurs manœuvres et leur faisait méconnaître les règles les plus simples de l'art de la guerre. Kellermann résolut d'en profiter pour les accabler successivement et se rendre maître du pendant des eaux de l'Apennin et des Alpes qui donnent accès en Italie. Son armée s'était renforcée par les détachements venus des Pyrénées et composés d'excellentes troupes. Il soumit au directoire un plan de campagne qui consistait à couper les Autrichiens des Piémontais en forçant leur ligne sur trois points, par le col de Tende, Saint-Bernard et Loano. Ce projet, bien qu'un peu décousu, dit Jomini, eût procuré d'heureux résultats si le comité de salut public n'en eût

pas ajourné l'exécution, et même s'il ne l'eût ensuite rejeté entièrement, en sorte qu'une partie de la saison se passa en combats semblables à ceux qui se livraient depuis trois ans sur ces stériles rochers des Alpes. Après la paix de Bade et la suspension d'armes aux Pyrénées, Kellermann reçut l'ordre de reprendre l'offensive et de porter la guerre jusque dans les États héréditaires de l'Autriche; mais, par une inconséquence dont on ne s'explique pas la cause, les armées des Alpes et d'Italie furent encore séparées : Kellermann reçut le commandement de celle des Alpes et eut pour successeur le général Schérer à l'armée d'Italie. C'était une disgrâce qui frappait Kellermann. Il n'en accepta pas moins le commandement secondaire, et, avec une abnégation toute patriotique, concourut de tous ses efforts aux succès de son collègue. La victoire de Loano termina glorieusement la campagne à l'armée d'Italie et la retira de la position critique où elle se trouvait. Les Autrichiens y perdirent environ 7,000 hommes, dont 5,000 prisonniers, plus de 80 pièces de canon et d'immenses magasins de vivres et de munitions de guerre de tout genre. Ce succès ouvrit aux Français les portes de l'Italie. Schérer n'en sut pas tirer parti. Il jugea néanmoins tout ce que cette armée pourrait faire dans la campagne suivante. Le peu d'élévation de l'Apennin, sa température moyenne, le voisinage de la mer, le rapprochement de la crête principale entre Finale et Gênes, tout lui montrait que c'était par là qu'il fallait pénétrer en Piémont et séparer les Autrichiens des Piémontais. Nous verrons bientôt comment Bonaparte s'acquitta de cette mission.

Pyrénées-Orientales (1795). — Pérignon, après s'être emparé de Figuières, fit immédiatement commencer le siége de la ville de Roses, située dans le golfe de ce nom, et l'une des plus fortes villes de guerre des Pyrénées. Roses avait une garnison de 4,800 hommes; une flotte espagnole de 13 vaisseaux mouillait dans la baie et pourvoyait aux approvisionnements. Les travaux du siége commencèrent au milieu de l'hiver le plus rigoureux. Pérignon, qui avait jugé que la ville ne pouvait être prise que par des actes de vigueur, résolut de s'emparer du fort de la Trinité qui domine la ville. Il fallait pour cela établir une batterie sur le sommet d'une montagne élevée de 2,000 toises au-dessus du niveau de la mer. Les ingénieurs lui objectèrent que la chose était impossible. *C'est l'impossible que je veux,* répondit-il, et on se mit à l'ouvrage. L'infatigable ardeur des travailleurs parvint en moins de six jours à tailler sur le flanc de la montagne un chemin de trois lieues presque perpendiculaire. L'artillerie y fut portée à bras ou traînée à prolonge. Le froid devint si vif, que plusieurs sentinelles furent trouvées gelées. Les travaux n'en continuèrent pas moins. Enfin, le 25 décembre, trois batteries furent établies sur le plateau, et, le 1er janvier, le feu du fort de la Trinité cessa tout à fait. La brèche était praticable, Pérignon ordonna l'assaut. La garnison effrayée évacua le fort au moyen d'échelles de cordes, et les Français s'en emparèrent. De là on commença à ouvrir, contre la ville et contre la flotte, un feu non interrompu. Pérignon, le général des entreprises audacieuses, résolut de donner l'assaut à la ville et fit préparer 3,000 échelles. Le gouverneur, épouvanté, se retira en toute hâte sur la flotte, laissant 300

hommes de troupes qui furent faits prisonniers. Ce siége extraordinaire, entrepris et exécuté au milieu d'un hiver rigoureux, avait duré soixante-dix jours.

Ainsi l'armée des Pyrénées-Orientales était maîtresse du Lampourdan et de deux excellentes places; elle était animée du meilleur esprit, et n'avait devant elle qu'une armée démoralisée et affaiblie par le feu, la misère et les désertions. Le général Pérignon résolut donc de s'emparer du nord de la Catalogne; mais la ligne de défense des Espagnols était encore forte, et la cour de Madrid faisait des efforts inouïs pour arrêter les Français sur cette partie de ses États; elle dirigeait incessamment des renforts vers l'armée des Pyrénées-Orientales. Plusieurs combats furent livrés sur la Fluvia, mais sans résultats décisifs. La paix qui fut signée à Bâle les fit cesser. Les armées française et espagnole occupaient à peu près les mêmes positions qu'au commencement de la campagne.

Armée des Pyrénées-Occidentales (1795). — Les opérations avaient été plus décisives à l'armée des Pyrénées-Occidentales. Moncey, qui avait été forcé de se replier sur Saint-Sébastien à la fin de la campagne précédente, résolut, aux premiers jours du printemps, de s'emparer de toute la Biscaye et des provinces basques. Cependant son armée avait éprouvé les dernières rigueurs de la misère pendant les trois mois qui venaient de s'écouler. A peine entrée dans ses quartiers d'hiver, une maladie épidémique éclata parmi les troupes : ce fléau devint bientôt si violent, que les hôpitaux en furent encombrés. Plus de 30,000 hommes furent atteints parmi les soldats et les habitants. Des villages entiers furent dépeuplés, et on ne trouvait plus à la fin ni chirurgiens ni infirmiers pour le service des ambulances et des hôpitaux. La famine vint ajouter à ce désastre. Les habitants des villages occupés par nos soldats manquaient de pain depuis longtemps et ne se nourrissaient que de pommes de terre. Le pain fut également suspendu aux troupes et remplacé par du riz. C'est dans cette circonstance que cette armée des Pyrénées-Occidentales se montra admirable de résignation et de constance.

La garnison de Saint-Sébastien, notamment, qui manquait de tout et souvent ne savait comment se procurer les subsistances du jour, ne donna pas un seul exemple d'indiscipline et respecta la défense faite de toucher aux provisions des habitants, quoique celles-ci fussent assez abondantes pour que les marchands de comestibles eussent leurs boutiques garnies de pain blanc et frais.

C'est avec cette armée, si rudement éprouvée par la faim et les maladies, que Moncey avait résolu de reprendre la Biscaye. En effet, après une campagne de trois mois, dans laquelle il livra vingt combats au moins, tous heureux pour les armes françaises, il entra à Vittoria le 17 juillet et y établit son quartier général. Déjà il poussait des détachements sur l'Èbre, et allait pénétrer dans la vieille Castille, quand la signature de la paix arrêta sa marche victorieuse.

Quatre puissances, la Prusse, la Toscane, la Hollande et l'Espagne, venaient de déposer les armes et de reconnaître la république française.

Ainsi se termina la campagne de 1795. — Les victoires de l'armée d'Italie, le

passage du Rhin, la prise de Luxembourg, les succès des Pyrénées suivis de la paix avec l'Espagne, la destruction des dernières armées royalistes à Quiberon, en sont les événements principaux.

Campagne de 1796. — Un gouvernement nouveau, le Directoire, venait de remplacer la Convention. Cette étrange et forte assemblée avait accompli son œuvre. Une ère nouvelle commençait pour la république. Son existence ne pouvait plus être mise en doute : la puissante épée qui avait reculé jusqu'au Rhin et jusqu'aux Alpes les frontières du territoire français pesait d'un poids trop formidable dans la balance des délibérations diplomatiques de l'Europe. La Hollande lui prêtait l'appui de sa flotte; les Bourbons d'Espagne, ces ardents promoteurs de la coalition, venaient de conclure un traité d'alliance offensive et défensive qui rappelait le pacte de famille, chef-d'œuvre de la diplomatie monarchique, et si l'Autriche poussait encore sur le Rhin 200,000 combattants, c'était plutôt pour la défense de ses propres États que pour une œuvre de conquête contre la France; si l'Angleterre avait ravagé ses colonies et détruit sa marine, l'Angleterre tremblait à son tour en voyant groupés ensemble les trois pavillons d'Espagne, de Hollande et de France formant cent vaisseaux de haut bord.

Le gouvernement conventionnel, qui avait accompli une telle œuvre, livrait donc une rude tâche au gouvernement directorial qui lui succédait; car il s'agissait de maintenir la république au rang où il l'avait placée; il s'agissait d'affermir l'œuvre révolutionnaire, et ce n'était pas chose facile. La violente impulsion donnée à l'État par le gouvernement de la terreur avait épuisé les ressources. Les confiscations, le maximum et les réquisitions, qui avaient fait la force du comité de salut public, n'étaient plus possibles avec le gouvernement nouveau. Il ne lui restait pour ressource financière que les biens nationaux gaspillés et sans valeur. Les assignats étaient complétement dépréciés; les impôts présentaient un arriéré de 1,500 millions de numéraire. Tous les services administratifs étaient compromis par les embarras du trésor. Les armées manquaient de tout. La cavalerie et l'artillerie n'avaient plus de chevaux; l'infanterie, épuisée par la misère, désertait en masse. Il fallait arrêter ces désordres, faire rejoindre les réquisitionnaires, compléter les régiments des différentes armes, pourvoir tous les ports, rétablir la marine, asseoir de nouveaux impôts, en assurer la perception, et pour cela il fallait lutter contre la moitié de la nation et réduire l'autre au désespoir. Les débuts du Directoire ne furent pas heureux sous ce rapport. Cependant ce nouveau gouvernement venait d'être établi au bruit des salves de l'artillerie qui célébrait la victoire de Loano, victoire qui compensait, aux yeux de l'Europe, les succès des Autrichiens sur le Rhin.

Revenons aux armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle que nous avons laissées dans les casernements de Hundsruch et derrière la Quiech, par suite de l'armistice signé entre Pichegru et Clairfayt. Cet armistice dura cinq mois. Jourdan continuait à commander l'armée de Sambre-et-Meuse, Moreau celle du Rhin. Chez les Autrichiens, l'archiduc Charles avait remplacé Clair-



Paris, Typ. Chaumont.

8e Régiment de Cavalerie.

1795.

Pl. 64

fayt dans le commandement de l'armée opposée à Jourdan, et Wurmser était à la tête de 83,000 hommes sur le Haut-Rhin. L'armée du Rhin, sous le général Moreau comptait 71,000 fantassins et 6,500 cavaliers, y compris les garnisons. Le général Férino commandait l'aile droite, établie en ligne d'Huningue à Herdt; le centre, aux ordres de Desaix, était posté entre Germersheim et Impflingen; l'aile gauche, sous Saint-Cyr, se prolongeait jusqu'à Hombourg. Le général Jourdan avait sous ses ordres 63,000 fantassins et 11,500 chevaux. Sa droite, formée par les divisions Marceau, Poncet et Bernadotte, gardait le Hundsruch et la rive gauche de la Nahe; le centre, vers Cologne, se composait des divisions Grenier, Championnet, de la réserve de cavalerie du général Bonnaud et d'une brigade aux ordres du général Bonnard. Kléber, opposé au duc de Wurtemberg, avec les divisions Lefebvre et Collaud, commandait l'aile gauche à Dusseldorf. Beurnonville avait remplacé Moreau à l'armée du Nord, qui, forte d'environ 40,000 hommes, devait servir de réserve aux armées de Sambre-et-Meuse et Rhin-et-Moselle.

Armée de Sambre-et-Meuse. — D'après le plan tracé par Carnot, Jourdan prit l'initiative en se portant sur la rive droite du Rhin, où les deux armées françaises devaient opérer leur jonction au moyen du corps de 25,000 hommes que Marceau commandait en avant de Trèves. Ce plan de campagne, basé sur le même principe qui avait valu tant de succès à la république, était d'autant plus facile à mettre à exécution, que l'armée autrichienne avait été affaiblie d'un corps de 25,000 hommes conduits par Wurmser à l'armée d'Italie, où Bonaparte venait en quinze jours de gagner dix batailles contre le général Beaulieu, et de lui enlever vingt et un drapeaux et cinquante pièces de canon, et que le dessein du général autrichien de rester défensivement sur la rive gauche laissait des forces considérables paralysées entre Kreusnach et Mayence. En conséquence, Kléber passa la Wepper, le 30 mai, et se porta vers Altenkirchen, où le corps du duc de Wurtemberg s'était retranché. Kléber résolut de forcer cette position; le 4 juin, l'attaque commença sur trois colonnes, la première conduite par Lefebvre, et où marchait Kléber en personne; la seconde par le général Soult, grande capacité militaire qui s'était déjà révélée à l'armée de Sambre-et-Meuse; la troisième par le colonel Bonnet. La charge battit; nos soldats s'élancèrent en chantant *la Marseillaise.* En un instant, toute la ligne fut en feu, et les trois colonnes se dirigèrent en même temps vers Altenkirchen. Pendant ce temps, l'adjudant-général Ney tournait la gauche des Autrichiens et se jetait sur leurs communications. Avec de tels hommes, le succès ne pouvait être douteux. Toutes les positions de l'ennemi furent enlevées au pas de charge; tous les corps, artillerie, infanterie, cavalerie, rivalisèrent de zèle, d'ensemble et de bravoure. La cavalerie française s'y distingua surtout; Ney, d'Hautpoul et Richepanse y firent des prodiges. Richepanse, simple chef d'escadron alors, exécuta, à la tête du premier régiment de chasseurs, une charge si brillante, qu'il fut nommé général sur le champ de bataille par Kléber. Démonté deux fois, il se releva deux fois au milieu de la mêlée, la première en s'élançant sur un cheval à lui, la seconde en sautant sur

un cheval sans cavalier, et bien qu'il eût le bras ouvert jusqu'à l'os d'un coup de sabre; il parvint enfin à couper la retraite au régiment de Jerdis et le força à mettre bas les armes. L'armée tout entière applaudit à la nomination de Richepanse, et le Directoire s'empressa de la confirmer. Les Autrichiens avaient perdu 1,500 hommes tués, 1,800 prisonniers, 12 pièces de canon et 3 drapeaux.

Le duc de Wurtemberg se retira en toute hâte vers la Lahn; Jourdan se porta sur Limbourg pour y passer le fleuve; il y arriva le 15, mais il retarda de deux jours l'exécution de son projet, et ces deux jours lui firent perdre le fruit de la campagne. L'archiduc Charles, au premier bruit de la défaite du duc de Wurtemberg, accourut en toute hâte vers ce point avec des forces considérables. Jourdan fut obligé de se replier, ne voulant point risquer les chances d'une bataille. Il repassa le Rhin à Neuwied. Kléber, de son côté, se retira sur Dusseldorf, après avoir perdu le combat d'Ukerath. Ainsi l'armée de Sambre-et-Meuse se retrouvait encore une fois à son point de départ. Mais, en attirant sur lui les forces de l'archiduc, Jourdan avait facilité les opérations de Moreau sur le haut Rhin.

En effet, ce général avait profité de l'éloignement du prince autrichien pour forcer le passage du Rhin à Kehl et menacer la ligne du Danube. L'archiduc, après avoir repoussé Jourdan, revint en toute hâte à l'armée du Haut-Rhin. Il avait cet avantage sur les deux généraux français, qu'il avait le commandement en chef et unique, et qu'il pouvait disposer à son gré de toutes ses forces, tandis que Jourdan et Moreau, trop éloignés pour combiner leurs opérations, étaient forcés d'obéir à des instructions venues de Paris. Or, d'après ses instructions, Jourdan, au lieu de concentrer ses forces sur le Rhin et de lier ses mouvements avec ceux de Moreau, comme on l'avait résolu dans le principe, avait eu ordre de s'éloigner du Rhin et de se porter sur la haute Lahn, où il devait livrer bataille aux ennemis, les rejeter sur Ratisbonne ou la Bohême, et empêcher la réunion des forces ennemies. Moreau, au contraire, devait agir sur la ligne du Danube.

Cette marche excentrique imprimée aux deux armées fut cause de la stérilité des résultats obtenus pendant cette campagne et des désastres qui la suivirent.

Après le départ de l'archiduc, Jourdan repassa le Rhin à Neuwied, s'empara de Rhunkel, força le passage de la Lahn, et se rendit maître de Francfort, le 16 juillet, après le sanglant combat de Friedberg. Ici encore le vice du plan de bataille empêcha Jourdan de tirer parti des avantages qu'il venait d'obtenir, Il fallait alors manœuvrer pour se réunir à Moreau, en se portant rapidement à Rottembourg, par Marguesheim, voie la plus courte; séparer le corps d'armée autrichien du général Wartensleben de celui du prince Charles; laisser une forte division pour compléter l'envahissement de Mayence sur les deux rives du Rhin, et pour assurer les communications de l'armée sur les derrières. La première partie de ce plan ne fut pas suivie. Jourdan, fidèle au système de Carnot, de déborder à la fois les deux ailes de l'ennemi, s'avança par la rive

gauche du Mayn, et manœuvra à la hauteur du flanc de l'ennemi en le forçant ainsi à se retirer concentriquement sur le Danube, dont il aurait fallu l'éloigner. Pendant ce temps, Moreau, avec 30,000 hommes, achevait l'envahissement de Mayence et assiégeait Ehreinbreistein. Ces mouvements donnèrent lieu à divers combats glorieux pour les armes françaises, mais stériles comme résultats. Wurtzbourg, Bamberg, Rothenburg furent successivement enlevés et les Autrichiens rejetés derrière le Naab. Ces avantages éphémères et qu'on eût pu rendre décisifs furent bientôt suivis de grands désastres. En effet, les deux armées françaises, victorieuses toutes les deux, et s'avançant triomphalement, l'une vers le Naab et l'autre vers le Danube, continuaient à suivre une direction opposée. L'archiduc Charles n'eut qu'à suivre la tactique qu'il avait si heureusement accomplie au commencement de la campagne : il concentra ses forces et attaqua séparément ces deux armées. Les deux campagnes qu'elles venaient de faire les avaient considérablement diminuées, et la négligence administrative, en les laissant manquer de matériel et de munitions, acheva de les affaiblir. Aussi toute la fin de la campagne fut-elle une suite non interrompue de revers. L'archiduc porta ses premiers coups à l'armée de Sambre-et-Meuse; il força Jourdan à se replier sur Sulzbach, et de là sur Wurtzbourg, où il prit position et résolut d'attendre l'ennemi. L'archiduc vint l'y attaquer. L'armée de Sambre-et-Meuse éprouva à Wurtzbourg une sanglante défaite : écrasée par la supériorité numérique de l'ennemi et surtout par ses masses imposantes de cavalerie, elle fut repoussée vers la forêt de Grendersleben, et de là sur Arnstein, après avoir perdu 10,000 hommes environ. Jourdan, dans cette retraite difficile, déploya des talents supérieurs, il opéra son mouvement rétrograde dans le plus grand ordre, il ramena ses blessés, son artillerie et ses équipages. Notre cavalerie, quoique en partie démontée, ne se replia point sans protester contre la cavalerie autrichienne. Elle livra plusieurs combats d'arrière-garde glorieux pour elle et pour l'armée. Le maréchal Jourdan s'était retiré derrière la Lahn pour réorganiser son armée si rudement éprouvée pendant les trois mois qui venaient de s'écouler. Cette armée de Sambre-et-Meuse, si brillante au début de la campagne, faisait alors pitié à voir : les soldats harassés de fatigue, hâves et délabrés, couverts de vêtements en lambeaux, sans chaussures; la plupart avaient perdu cette fierté proverbiale qui les distinguait des autres armées. Les corps avaient des vides profonds; tant d'hommes étaient tombés à l'ombre flottante de leurs drapeaux, qu'il fallut épuiser les dépôts pour compléter les cadres. Les services administratifs étaient entièrement désorganisés; les vivres, les munitions, tout manquait, et, depuis plusieurs mois, officiers et soldats n'avaient reçu aucune solde. C'est au milieu de ces désastres, au milieu de ces misères, que retentirent à l'armée de Sambre-et-Meuse les succès de l'armée d'Italie. Ces succès trouvèrent longtemps des incrédules parmi les troupes, tant ils étaient prodigieux et inouïs. Ces victoires éclatantes, ces nombreuses armées détruites, ces grandes villes conquises, ces drapeaux pris aux ennemis, ces proclamations qui rappelaient l'antiquité, ces grands noms de Milan, de Rome, de Naples, de

Venise, mêlés aux victoires de nos soldats, impressionnaient vivement les imaginations. Tout cela était si nouveau, si grandiose, si extraordinaire, qu'on avait peine à y croire. Mais ces événements merveilleux, répétés à la fois par les échos du Midi, par ceux du Rhin et du Danube, ne pouvaient laisser de doute sur leur réalité, et cette réalité achevait de rendre plus pénibles à ces soldats de l'armée de Sambre-et-Meuse les misères de leur position. Ils admiraient les exploits de leurs frères d'Italie, mais ils enviaient leur fortune. Ces soldats, cités jusqu'alors comme modèles aux autres armées, étaient éclipsés désormais par ceux de l'armée d'Italie. A peine maintenant s'occupait-on de leurs travaux, de leurs souffrances, de leurs privations. Tous les yeux étaient tournés vers le Midi, et cependant c'est cette armée de Sambre-et-Meuse qui avait vaincu à Watignies et débloqué Maubeuge; c'est elle qui avait vaincu à Fleurus et donné la Belgique à la France; c'est elle encore qui, par les victoires de la Roer, venait de lui donner la ligne du Rhin; c'est elle enfin qui avait le mieux mérité de la république. Rien du reste de plus grave, de plus solennel que les divisions du Rhin et de Sambre-et-Meuse : soldats et officiers conservaient quelque chose des temps anciens; c'étaient les légions de Rome disciplinées avec le sentiment de l'honneur et de la patrie le plus exalté. Là se trouvaient des généraux de la trempe des Gouvion Saint-Cyr, des Kléber, des Bernadotte, des Marceau, des Soult, etc. C'est cette armée qu'on semblait condamner à l'oubli pour celle d'Italie, qu'on avait regardée jusqu'alors comme un ramas de sans-culottes indisciplinés et livrés à tous les désordres. Aussi l'on sait combien de coups de sabre furent échangés entre les soldats, quand une division de l'armée de Sambre-et-Meuse, une des plus belles, la division Bernadotte, alla rejoindre l'armée d'Italie sur les rives du Tagliamento. En attendant, Jourdan donnait tous ses soins à la réorganisation de son armée. 6,000 hommes, détachés de l'armée du Nord, et conduits par le brave général Castalvert, venaient la renforcer; les troupes cantonnées autour de Mayence furent rappelées, et l'armée fut ainsi portée à 60,000 hommes, mais elle comptait à peine 5,000 hommes de cavalerie.

L'archiduc, qui avait résolu de rejeter derrière le Rhin l'armée de Sambre-et-Meuse, l'attaqua dans ses lignes de la Lahn, et une fois encore Jourdan fut obligé de se retirer devant son jeune et savant adversaire, malgré plusieurs combats victorieux. C'est pendant cette retraite, à Altenkirchen, que périt le jeune Marceau, une des plus brillantes illustrations de l'armée.

Jourdan, vaincu à Wurtzbourg, était vivement poursuivi par l'archiduc et se trouvait acculé aux défilés d'Altenkirchen, quand Marceau avança avec sa division et tira l'armée de cette position critique. Il fut chargé, par le général en chef, du commandement de l'arrière-garde. Marceau était adoré des soldats, sa division faisait des prodiges sous ses ordres. Aussi l'ennemi fut-il arrêté et l'armée put continuer sa marche vers le Rhin. Mais, au moment où le jeune général prenait des dispositions pour tirer parti du terrain où il se trouvait, il fut atteint d'une balle qui le frappa en pleine poitrine. Jourdan, informé de cet événement, accourt en toute hâte, s'informe, et voit Marceau



Imp. de Prissette.

Artillerie à cheval.

1795.

Pl. 130.

porté sur un brancard. Il se jette en pleurant dans ses bras. Mais Marceau mourant songe encore à ses soldats; il dit à Jourdan : « *Tu as quelque chose de plus important à faire que de pleurer ma mort, tu as à sauver l'armée.* » Jourdan répond par un signe de tête, car il ne peut parler, prend le commandement de l'armée, guide et fait transporter Marceau à Altenkirchen. L'armée franchit le défilé sans être inquiétée. Le soir, Jourdan rejoint le blessé, et il apprend que non-seulement il n'y a aucun espoir de sauver Marceau, mais encore que le moindre mouvement doit hâter sa mort. Son désespoir est au comble. Il entre dans la chambre où le jeune général est étendu sur son lit d'agonie, et, le voyant, tout pâle et mourant qu'il était, sourire encore à sa vue, comme d'habitude, il ne peut s'empêcher de verser des larmes, lui vieux soldat des premières guerres de la république. Du reste, tous pleuraient autour du jeune républicain. Marceau fit un effort et lui tendit la main. Puis s'adressant à tous ceux qui étaient auprès de lui : « *Mes amis,* dit-il, *je suis trop regretté. Pourquoi me plaindre? ne suis-je pas heureux? je meurs pour mon pays.* »

Le lendemain, l'armée dut quitter Altenkirchen. Ce fut une heure terrible pour le général en chef, pour tous les amis de Marceau, pour l'armée elle-même, que celle où elle fut obligée de l'abandonner ainsi au pouvoir de l'ennemi; mais il était évident qu'aucun pouvoir humain ne pouvait le rappeler à la vie. Jourdan écrivit aux généraux autrichiens pour recommander Marceau à leur loyauté. Puis l'armée continua sa retraite, laissant près du lit mortuaire deux officiers d'état-major, deux chirurgiens et deux soldats d'ordonnance.

Une heure après la retraite des troupes françaises, on annonça le général Hawick, commandant l'avant-garde de l'armée autrichienne; après Hawick, vint Kray, le vétéran de l'armée ennemie; enfin, après lui, pour qu'aucun honneur ne manquât à l'agonie du général républicain, l'archiduc Charles vint lui-même. Il amenait son propre chirurgien pour qu'il unît ses efforts à ceux des chirurgiens français; mais tous les secours de l'art furent inutiles; Marceau mourut, le 6 vendémiaire an V (27 septembre 1796), pleuré des officiers ennemis, comme il l'avait été la veille de ses camarades. C'était, depuis Bayard, la première fois qu'une pareille scène se renouvelait.

A peine Marceau fut-il mort, que l'archiduc Charles fit accompagner son corps jusqu'à Neuwied par un nombreux détachement de l'armée autrichienne; là il fut rendu aux Français. Le prince demanda qu'on lui fît connaître le jour où il serait inhumé, afin que l'armée impériale pût rendre également les honneurs funèbres au jeune général. En effet, quatre jours après, les deux armées, campées sur les deux rives du Rhin, suspendirent les hostilités; Français et Autrichiens renversèrent leurs armes, et les canons ennemis répondirent par des salves répétées aux canons français, tant que dura la funèbre cérémonie (1).

(1) Le corps de Marceau fut conduit à Coblenz et déposé en avant du fort qui, jusqu'en 1814, porta le nom de Marceau, et qui depuis cette époque a pris celui de l'empereur François. Son tombeau consiste en une pyramide tronquée haute de vingt pieds, placée sur un sarcophage et surmontée d'une urne où fut déposé son cœur.

On grava sur son tombeau cette belle inscription :

HÌC CINERES; UBIQUÈ NOMEN.

Ici ses cendres; partout son nom.

Après avoir repassé le Rhin, l'armée française prit position le long de ce fleuve; la gauche seule resta sur la rive droite établie à Siegberg et derrière l'Agger. Jourdan donna sa démission; il eut pour successeur Beurnonville, général des premières années de la révolution, et que recommandait aux faveurs du gouvernement sa longue captivité à l'étranger par suite de la trahison de Dumouriez. La campagne était terminée; un armistice fut conclu entre les deux armées.

Armée du Rhin et Moselle (1796). — Moreau, qui avait pris le commandement de Rhin-et-Moselle en remplacement de Pichegru, s'empressa de profiter de l'armistice pour rétablir l'ordre et la discipline que son prédécesseur avait laissé perdre complétement. Cette armée s'élevait à environ 78,000 soldats; elle occupait les trois positions importantes : de Huningue par sa droite aux ordres de Ferino, des Deux-Ponts par sa gauche aux ordres de Gouvion Saint-Cyr, et de Landau par son centre aux ordres de Desaix.

Moreau, profitant des succès de Jourdan qui avaient attiré l'archiduc sur la Lahn, passa le Rhin le 28 juin, s'empara de Kehl, marcha sur Wilstett, attaqua le camp de Buhl, gagna le combat de Renchen et s'empara de Rastadt. L'archiduc, en apprenant ces succès, était arrivé en toute hâte pour empêcher Moreau d'arriver sur ce fleuve avant lui; mais Moreau l'avait poussé pied à pied et était enfin arrivé sur le Danube, après avoir livré la bataille d'Ettlingen où l'archiduc fut vaincu. Ces succès, ainsi que nous l'avons dit en parlant des opérations de Sambre-et-Meuse, furent paralysés par suite de la direction imprimée aux deux armées. Après la victoire d'Ettlingen, Moreau devait porter sa gauche à Heilbron, afin de se réunir à Jourdan; il fit tout le contraire : il porta sa droite à Eslingen pour y passer le Necker, et marcher ensuite sur le Danube. L'archiduc, qui tenait à se concentrer sur la puissante ligne du Danube, ne craignit pas de venir attaquer Moreau à Neresheim, ayant le fleuve à dos; pensée vicieuse dont il s'est blâmé lui-même, car elle l'exposait à être jeté dans le Danube. Le but de l'archiduc était d'écarter Moreau du Danube, puis de le couper, s'il était possible, des montagnes par lesquelles il avait débouché, et de l'empêcher de communiquer avec Jourdan. Il l'attaqua sur tous les points à la fois, parvint à tourner sa droite, s'avança jusqu'à Heidenheim sur ses derrières, et y jeta une telle alarme que les Français rétrogradèrent; à la gauche, il fit des démonstrations menaçantes; en même temps, il dirigea une attaque vigoureuse sur le centre. Mais Moreau montra dans cette circonstance ce que peut le génie à la guerre. Loin de se laisser intimider par l'excursion faite derrière sa droite ni par les démonstrations faites à sa gauche, ainsi que le font les généraux ordinaires quand on menace de les déborder, il jugea que le point décisif de la journée était au centre, et il affaiblit encore ses ailes pour ren-

forcer cette position. Cette mesure était juste : l'archiduc fut repoussé avec perte, et le lendemain il repassa le Danube. La bataille de Neresheim aurait pu lui être bien plus funeste, si, au lieu d'être incertaine, elle avait été tout à fait malheureuse. Mais, ayant repassé le Danube, et les deux armées françaises continuant d'agir isolément, il forma alors un nouveau plan qui a été regardé comme une des plus belles conceptions dont puissent s'honorer les généraux autrichiens pendant ces longues guerres. Voyant l'armée de Jourdan plus faible que celle de Moreau et placée à une plus grande distance de sa base, il conçut le projet de se réunir au général Warstenloben, afin d'accabler Jourdan et de le ramener sur le Rhin. De cette manière, Moreau, menacé par sa ligne de retraite, serait forcé d'abandonner la Bavière. Cette conception était grande, elle a été nécessairement admirée. Il laissa le général Latour pour occuper Moreau sur le Danube et partit en toute hâte. Moreau aurait pu profiter du départ de l'archiduc pour tenter, de son côté, un mouvement dont les résultats eussent été immenses. Il pouvait, suivant le jugement de Napoléon et de l'archiduc, suivre la marche de l'ennemi, se rabattre sur le prince autrichien comme celui-ci se rabattait sur Jourdan, et arriver ainsi à l'improviste sur ses derrières. L'archiduc, pris entre Jourdan et Moreau, eût été perdu. Mais Moreau, n'osant prendre aucune détermination vigoureuse pour ne pas sortir du plan qui lui avait été tracé, se borna à passer le Danube et à s'avancer en Bavière, espérant attirer ainsi l'archiduc sur lui. Pendant ce temps, ce prince repoussait nos soldats au-delà du Rhin. Moreau, ne recevant aucune nouvelle de son collègue, et craignant de se trouver compromis en restant ainsi isolé sur les deux rives du Danube, songea à se rapprocher de sa base d'opérations. C'est alors qu'il apprit la défaite de Jourdan et qu'il craignit que l'archiduc ne volât sur le Necker pour fermer le chemin de la France à l'armée du Rhin. Moreau était l'homme des circonstances difficiles. Son génie ne s'élevait pas jusqu'aux hautes conceptions stratégiques de Bonaparte, mais il avait une force d'âme, un sang-froid inaltérable; nul mieux que lui ne savait sortir d'une circonstance critique et tirer parti des moindres ressources. Calculant avec justesse et la force de son armée et sa position, il remonta dans la vallée du Danube pour aller reprendre celle du Rhin par la route des villes frontières. Poursuivi dans sa marche par le général Latour au moment où il allait s'engager dans le val d'Enfer par où il voulait gagner le Rhin, il attaqua ce général à Biberach, dans un pays montueux, boisé et coupé de vallées; il l'aborda sur tous les points à la fois, pénétra à travers ses positions, attaquant les unes de front, tournant les autres, l'accula sur le Ress, le jeta dedans, et lui fit 4,000 prisonniers. Cette bataille, une des plus belles de la république, releva le moral de l'armée du Rhin-et-Moselle, et fit une utile compensation aux désastres de l'armée de Sambre-et-Meuse. Moreau, continuant sa marche, s'engagea dans la forêt Noire, passa le val d'Enfer, arriva à Fribourg, remonta la rive droite du Rhin jusqu'à Kehl en présence de toute l'armée ennemie, livra aux troupes de l'archiduc le combat sanglant et meurtrier d'Emmendingen, et, ne pouvant forcer le passage à Kehl, il résolut de le forcer sur le pont de Brissach; enfin,

le 28 octobre, il livra à Schilengen un dernier combat, traversa le Rhin et s'achemina vers Nurberg. Ainsi finit cette retraite justement célèbre.

Cette campagne a été diversement jugée. Napoléon l'a blâmée sévèrement; il a blâmé le vice du plan tracé par le Directoire et la conduite de Moreau : « Sa retraite, dit-il, au lieu d'être une preuve de talent, est la plus grande faute que Moreau ait jamais pu commettre. Si, au lieu de se retirer, il eût tourné l'ennemi et marché sur les derrières du prince Charles, je pense qu'il aurait écrasé ou pris l'armée autrichienne. Le Directoire me portait envie; il avait besoin de tout faire pour diminuer la gloire militaire que j'avais acquise. Ne pouvant accréditer Moreau pour une victoire, il le vanta pour sa retraite et le fit louer dans les termes les plus pompeux, quoique les généraux autrichiens eux-mêmes blâmassent sa retraite. Au lieu d'éloges, Moreau méritait la plus sévère censure et la plus complète disgrâce. »

Jomini, plus juste, a dit :

« Ainsi finit cette retraite que, d'une part, on a trop vantée, et que, de l'autre, on a jugée avec trop de rigueur. L'armée du Rhin, engagée en Bavière, tomba dans une position défavorable par la retraite de Jourdan. Cette fausse position, où elle s'était volontairement engagée après le départ de l'archiduc, justifie assez le reproche, encouru par Moreau, de n'avoir pas suivi la marche de ce prince sur Nuremberg afin d'agir de concert avec l'armée de Sambre-et-Meuse; lorsque, après avoir négligé cette occasion de combattre le prince Charles avec des forces supérieures, la retraite de l'armée du Rhin-et-Moselle devint indispensable, elle n'eut rien de si périlleux ni de si étonnant qu'on puisse la mettre en parallèle avec celle de Xénophon, comme beaucoup d'écrivains l'ont tenté. Moreau n'avait sur sa droite aucune force ennemie capable de s'opposer à sa marche. Il eut, à la vérité, sur ses derrières de petits corps de partisans, et à la fin une assez forte division; mais, dans un pays où les routes sont si nombreuses, toutes ne sauraient être bien gardées.....

« L'armée française recueillit une trop juste gloire des combats multipliés qu'elle livra ou soutint, pour qu'on ait besoin d'exagérer le merveilleux d'une campagne où l'un de ses généraux fit briller quelques étincelles d'un génie qui ne se développa que trois ou quatre ans plus tard. »

L'armée avait le plus grand besoin de repos après cette rude campagne; six mois de bivouacs continuels avaient exténué les hommes et les chevaux et ruiné le matériel. L'habillement ainsi que la chaussure étaient totalement détruits. Un tiers des soldats marchaient nu-pieds, et l'on n'apercevait sur eux d'autres vestiges d'uniforme que les buffleteries. Sans les haillons de paysans dont ils étaient couverts, leur tête et leur corps eussent été exposés à toutes les injures du temps. C'est dans cet état qu'ils défilèrent à Huningue. « Et cependant, dit Gouvion Saint-Cyr auquel nous empruntons ces détails, leur aspect était imposant. A aucune époque je n'ai vu d'armée aussi martiale. Leur démarche était fière; peut-être quelque chose de farouche se faisait voir dans leurs regards. »

Campagne d'Italie (1796). — La cinquième campagne qui allait s'ouvrir à l'ar-



Paris, Typ. Chaumont.

Général de division et son aide-de-camp.

1796.

Pl. 126.

mée d'Italie est la plus célèbre de toutes celles de la république par les combinaisons stratégiques et les événements inouïs qui s'accomplirent au delà des Alpes; elle fixera éternellement l'attention des capitaines et des hommes d'État et l'admiration de la postérité. Depuis la victoire de Loano qui avait ouvert à l'armée d'Italie les deux routes de Gênes et de Turin, le gouvernement avait étudié avec soin la question d'une invasion en Italie. Carnot avait fouillé les archives de la guerre, consulté les cartons de Louis XIV, examiné les plans du maréchal de Maillebois dans son expédition du Milanais, et enfin relu attentivement ceux que Bonaparte, général d'artillerie, avait tracés lui-même dans la campagne de 1794, et ce grand homme de guerre avait compris la portée d'une telle expédition. Les plans qu'il traça lui-même au commencement de cette campagne, dans sa correspondance avec Bonaparte, demeureront comme des monuments de nos archives historiques.

La composition de l'armée d'Italie elle-même avait fixé son attention. Formée, ainsi que nous l'avons dit, des premiers contingents, de bataillons de volontaires du Midi et des réquisitionnaires de 1793, tous chauds patriotes, tous ardents d'imagination, tous aventureux comme les hommes que brûle le soleil; commandée par des chefs du même pays tels que Masséna, Cervoni, Murat, Lannes, etc., intrépides aventuriers pleins du génie de la guerre, avides de dangers, de gloire et de richesses, cette armée était merveilleusement propre aux entreprises les plus hardies. Elle ressemblait à beaucoup d'égards à ces bandes de condottieri du moyen-âge, reîtres ou lansquenets qui réglaient les destinées de l'Europe par leur épée, obéissaient au chef le plus intrépide, suivaient le plus aventureux, et revenaient de leurs longues expéditions riches des dépouilles de l'Italie et de l'Allemagne. L'histoire des guerres du moyen âge est tout entière l'histoire de ces hommes, et le théâtre où l'armée républicaine de 1796 va commencer sa nouvelle carrière est tout plein du souvenir de ces héroïques aventuriers.

Depuis cinq ans, cette armée d'Italie s'épuisait en efforts stériles sur les roches des Alpes; les dangers, les souffrances, la misère, n'avaient point éteint son enthousiasme républicain; les soldats s'étaient au contraire passionnés pour ces montagnes où chaque rocher avait été marqué pour eux par un combat, et où ils avaient enduré les plus rudes privations. Ils s'étaient habitués à cette vie de pillage (1), d'aventures, de combats quotidiens, et aucun d'eux ne songeait à se plaindre de ce que la république laissait l'armée manquer de subsistances, de solde et de vêtemens. Point de discipline, du reste, mais une sorte de fraternité d'opinions et de langage qui liait. Point de tenue, des vêtements en lambeaux, des pantalons en guenilles, des chapeaux mouillés, usés, déchirés, remplacés souvent par un vieux mouchoir; des chaussures en tresses de paille, comme à l'armée du Nord, ou en lisière, comme les chasseurs des

(1) Les soldats de l'armée d'Italie ne subsistaient, en effet, que par le pillage; ils avaient organisé la maraude sur une grande échelle, et descendaient alternativement et par bandes dans les campagnes du Piémont pour s'y procurer des vivres.

Alpes, pour faciliter l'escalade des rochers. Et tous ces soldats aux traits fortement accentués comme les méridionaux, au visage mobile, aux yeux pleins d'éclat sous le soleil, tous ces soldats étaient jeunes : à peine distinguait-on parmi eux quelques vieux au front chenu, comme à l'armée de Sambre-et-Meuse, types curieux immortalisés par le pinceau de Charlet. Telle était la composition de l'armée d'Italie quand Bonaparte vint en prendre le commandement. Or, que manquait-il à de tels hommes pour faire de grandes choses? Un chef qui sût les conduire et les commander. Ce chef, inconnu jusqu'alors et d'un génie neuf et hardi comme cette armée, Carnot l'avait découvert dans le général Bonaparte. C'était un jeune homme de vingt-sept ans. Ses talens militaires, appréciés de quelques connaisseurs, ne s'étaient point encore révélés d'une manière éclatante, bien qu'il eût donné Toulon à la république, et dirigé les travaux de l'artillerie à l'armée d'Italie. Carnot seul avait deviné la portée du génie de cet homme extraordinaire. Il ne craignit pas de lui confier les destinées de cette armée.

Bonaparte arriva au quartier-général de l'armée à Nice, le 27 mars 1796. Il était maigre, petit, sans apparence, et à peine distinguait-on, sous ses longs cheveux, son visage pâle et romain et son œil ardent et fixe. Rien dans sa personne ne parlait à l'esprit de ces hommes habitués à obéir à des chefs à la stature imposante comme Masséna, aux forces athlétiques comme Augereau, le maître d'armes, comme Rusca, l'intrépide chasseur des montagnes, et l'Italien Cervoni. Rien dans son passé ne représentait aux soldats de ces actions de courage, faites au grand jour, sous le feu de l'ennemi, comme en exécutaient si souvent Laharpe, Kilmane, Rampon, Lannes et le fougueux Joubert. Son passage même à l'armée d'Italie était loin de lui être favorable; on rappelait ce jeune homme rêveur, génie familier de Dumerbion, qui sans cesse occupé de plans et de projets à l'état-major général, avait dirigé systématiquement les opérations de l'artillerie, et n'avait jamais paru aux heures du danger. Masséna lui en voulait de s'être emparé de l'esprit de Dumerbion, Laharpe le jalousait à cause de sa jeunesse, et Augereau, l'enfant des faubourgs, prenait en pitié sa constitution débile. L'accueil qu'on fit au conquérant de l'Italie fut froid et un peu ironique.

Bonaparte fit tomber comme par enchantement ces haines, ces jalousies, cette froideur et ces sarcasmes. A peine arrivé sous la tente, il adressa à ces soldats qu'il connaissait si bien une proclamation empreinte d'un langage énergique et dont chaque mot avait une portée directe pour leur imagination et pour leur cœur : « *Soldats*, leur dit-il, *vous êtes mal nourris et presque nus; le gouvernement vous doit beaucoup, mais ne peut rien pour vous. Votre patience, le courage que vous montrez au milieu des rochers, sont admirables, mais ils ne vous procurent aucune gloire; aucun éclat ne rejaillit sur vous. Je vais vous conduire dans les plaines les plus fertiles du monde; vous y trouverez de grandes villes, de riches provinces; vous y trouverez honneur, gloire et richesses. Soldats d'Italie, manquerez-vous de courage?* » Cette harangue produisit l'effet qu'en attendait Bonaparte, car, nous le répétons, chaque mot avait une signification que ces

hommes comprirent tous. Ce mot *soldat* seul, donné pour la première fois à une armée républicaine, décelait le génie de cet homme extraordinaire (1).

Et puis comme ces paroles résonnaient bien à l'oreille de tous! Aux généraux qui ont leur fortune à faire, il promet de grandes expéditions, de grandes gloires; aux soldats affamés et demi-nus, il montre les riches plaines de la Lombardie, où ils trouveront tous vivres, luxe, richesses. C'est le pillage en grand de l'Italie. Ce langage, si l'on en retranche la grandeur du projet, n'est au fond que celui d'un chef de condottieri. Le connétable de Bourbon, sous les murs de Rome, haranguait ainsi les bandes noires de l'Allemagne lorsqu'il leur promettait le sac de la ville sacrée. Mais c'est le langage qui convenait à ces hommes. Dès ce moment, Bonaparte eut conquis leur confiance, et bientôt leur admiration et leur dévouement.

L'armée d'Italie, lorsqu'il vint en prendre le commandement, était rangée le long de la chaîne des Alpes, se liant par la gauche avec l'armée des Alpes commandée par Kellermann, gardant le col de Tende et se prolongeant vers l'Apennin. On lui avait annoncé 60,000 hommes, il en trouva à peine 36,000, et dans un état déplorable. Non-seulement les hommes manquaient de vêtements et de vivres, mais l'artillerie manquait de chevaux et la cavalerie était démontée. Pour suppléer à tous les besoins de cette armée, Bonaparte avait reçu 2,000 louis en argent et un million de traites dont une partie fut protestée. Le plan de campagne tracé par Carnot consistait à séparer les Autrichiens des Piémontais en pénétrant par le col le plus bas de l'Apennin et en forçant leur centre, puis les battre séparément, et déterminer le cabinet de Turin à faire la paix. C'était le même qui avait été suivi à Loano par Scherer.

L'armée ennemie s'élevait à 60,000 hommes, dont 20,000 Piémontais et 38,000 Autrichiens. Les Piémontais occupaient Céva sur le revers des monts; les Autrichiens couvraient les routes de la Lombardie et s'avançaient vers Gênes. Ces deux armées étaient commandées par deux hommes d'une capacité militaire reconnue, mais d'un caractère opposé, et obéissant chacun à des plans différents. Le baron de Beaulieu, chef de l'armée autrichienne, général vigoureux malgré son grand âge, était froid et réfléchi dans ses conceptions militaires; il voulait se maintenir en communication avec Gênes et les Anglais. Colli, ardent et emporté comme les méridionaux, était en contradiction constante avec Beaulieu; il voulait couvrir le Piémont. Bonaparte n'ignorait point ces rivalités et ces dissensions, et il sut les mettre à profit. Il transporta d'abord son quartier-général à Albenga, où il forma ses divisions de bataille, réparties entre Masséna, Augereau, Laharpe et Cervoni. Masséna, officier-général d'un esprit inculte, mais précis et lumineux au milieu du danger et d'une ténacité in-

(1) En effet, le citoyen est l'homme qui défend le pays, c'est l'homme du sol (*civis*); le *soldat* est l'homme des expéditions (*miles*), celui qui obéit à un chef qui le paie, l'homme de la conquête enfin. Or, Bonaparte, en donnant aux hommes qui composaient son armée le nom de soldat, si nouveau à leur oreille, leur annonçait déjà que ce n'était point à une œuvre de défense qu'il les appelait, mais à une œuvre de conquête. Il fallait du génie pour saisir cette distinction qui fut si bien comprise par l'armée d'Italie.

domptable, eut le commandement de six demi-brigades au complet, soldats de montagnes, cavalerie allobroge; Augereau, enfant des faubourgs de Paris, carabinier au régiment de *Poyanne*, ancien maître d'armes, que sa bravoure avait élevé aux premiers grades de l'armée, et qui avait l'art d'entraîner les soldats, eut une division composée de vieilles troupes; Laharpe, Suisse de naissance, homme d'un esprit éclairé et d'un courage à toute épreuve, eut une division composée de réfugiés italiens, polonais ou suisses; Cervoni, général déjà vieux à l'armée des Alpes, eut le commandement de huit demi-brigades et de la meilleure cavalerie. L'armée française avait en tout 60 pièces de canon mal attelées, tandis que l'armée alliée en avait plus de 200.

La ligne occupée par les Austro-Sardes était fort étendue; elle embrassait par la gauche des Autrichiens la position de Valligio et Ovada; par leur centre, celle de Sassello; par leur droite, la vallée de Bormida, où elle s'alliait avec la gauche des Piémontais. Ceux-ci s'appuyaient par leur droite à l'Argentière; par leur gauche ils occupaient les positions de Millesimo et de Cairo et défendaient les hauteurs de la vallée de la Bormida, point de leur jonction avec les Autrichiens. En outre, une réserve de 24,000 hommes, sous les ordres du prince de Carignan, couvrait toutes les avenues de la Savoie et du Dauphiné, depuis le Mont-Blanc jusqu'à l'Argentière, et faisait face à l'armée des Alpes. Le vice de cette position, c'est qu'elle n'opposait qu'un faible rideau aux divisions Laharpe, Masséna et Augereau, rassemblées entre San-Giacomo, Cadibone et Savone.

Le 11 avril, les deux armées commencèrent ensemble leurs opérations et se rencontrèrent en route. Le général autrichien Beaulieu heurta l'avant-garde de la division Laharpe à Voltri, et la repoussa. D'Argenteau se porta par le col de Montenotte sur Savone, où il croyait surprendre le centre de l'armée française. Mais il trouva à Montenotte le chef de brigade Rampon, qui, avec 1,200 hommes, essaya de lui barrer le passage. Repoussé d'abord, l'intrépide colonel se retranche dans l'ancienne redoute de Montelesino et y reste inabordable. Trois attaques successives sont repoussées avec opiniâtreté. Rampon, qui comprend l'importance de cette position, jure de s'y ensevelir, et fait répéter ce serment au milieu du feu aux hommes qu'il commande, et qui appartiennent aux 21ᵉ et 32ᵉ demi-brigades. En vain le général Argenteau pousse incessamment des colonnes d'attaque sur cette position, rien n'ébranle nos intrépides soldats. La nuit seule met un terme au combat. Les Français restent sous les armes jusqu'au point du jour. Cette héroïque résistance sauve les plans de Bonaparte et décide peut-être de l'avenir de la campagne. Le général autrichien se retira sur les hauteurs pour recommencer l'attaque le lendemain; mais Bonaparte, qui était à Savone, ne lui en donna pas le temps. Il prit ses dispositions pour frapper un coup de maître en dirigeant sur ce point une partie des divisions Laharpe, Masséna, Augereau, de manière à aborder en même temps l'ennemi sur son front et sur ses derrières. Ces divisions se mirent en marche pendant la nuit. Le temps était froid, pluvieux et couvert de brouillard. Cette circonstance, qui rendit plus pénible la marche des troupes, prolongea l'incertitude



Paris, Typ. Chaumont,

Infanterie légère.

Carabinier.

1796.

PL. 48.

des ennemis. En effet, le ciel venant tout à coup à s'éclaircir, les Autrichiens, stupéfaits, se virent en présence de nos colonnes en armes et prêtes au combat. Il était alors cinq heures du matin. Laharpe aborde le premier le front des positions de l'ennemi, à Montenotte. Les Autrichiens résistent avec courage; ils repoussent les premières attaques et se disposent à attaquer à leur tour les assaillants. L'illusion fut de courte durée et le réveil terrible. Bonaparte, qui était parti à une heure du matin avec la division Masséna, arrive en ce moment. Il donne ordre à ses colonnes de s'ébranler en même temps, et du haut d'une éminence suit et dirige leurs mouvements. C'était un spectacle imposant que présentait en ce moment le champ de bataille de Montenotte. Sur les hauteurs, on apercevait, aux premiers rayons du jour naissant, les régiments autrichiens, hongrois ou croates, aux uniformes blancs et bleus, aux armes reluisantes, rangés en files serrées et régulières, immobiles dans leurs rangs comme si leurs pieds eussent été cloués au sol, exécutant leurs feux avec la même précision, le même ordre que sur un champ de manœuvre. Sur le flanc des montagnes, les colonnes françaises débouchant au pas de course, s'allongeant, serpentant, croisant leurs mouvements comme pour serrer les ennemis dans les plis de leurs anneaux mobiles. A leurs vêtements en lambeaux, on pouvait les prendre de loin pour les hordes d'Attila. Aux premiers rangs, l'épée à la main, marchent Masséna, Laharpe, Causse, Joubert, tous impatients de combats, avides de gloire et entraînés par ce pressentiment de la victoire qui se communique si aisément des chefs aux soldats. En un instant toute la montagne est couverte de feux; mais rien n'arrête nos soldats; les colonnes avancent, se rapprochent des rangs autrichiens, les abordent au fil de la baïonnette, au tranchant du sabre; le bruit du canon se ralentit, le feu de la mousqueterie s'éteint presque sur tous les points, de bruyants houras de combat, d'horribles cris de mort s'élèvent confusément de ce champ de carnage. Les généraux autrichiens, confondus par ces combinaisons imprévues, ne songent plus qu'à la retraite; leurs soldats, troupes d'élite, ne peuvent résister à la furie de telles attaques. Bientôt leurs rangs sont ouverts, rompus, brisés de toutes parts; ils prennent la fuite en désordre, se replient vers Dégo, laissant plusieurs centaines de morts sur le champ de bataille et deux mille prisonniers. Bonaparte, qui a vu tous les détails de l'action, qui a dirigé toutes les manœuvres, descend des hauteurs où il s'était placé pour féliciter nos héroïques demi-brigades et les chefs de son armée, Masséna surtout, dont les attaques ont été si décisives.

Ainsi, par une combinaison rapide et foudroyante, le général français, auquel les ennemis supposaient l'intention de filer le long de la mer sur Gênes, s'était dérobé tout à coup en traversant l'Apennin, avait enfoncé le centre ennemi, et avait débouché au-delà des monts. Quel enivrement sublime dut remplir le cœur de ce jeune homme de vingt-sept ans, quand il vit le succès couronner si rapidement son œuvre au début! que de nobles et ambitieuses pensées durent s'éveiller aussitôt dans cette tête ardente! Mais Bonaparte n'était pas homme à s'endormir dans l'ivresse du succès. Ce n'était rien à ses yeux que d'avoir rompu le centre des Autrichiens; il voulait avant tout les séparer

des Piémontais. Il se porta donc rapidement dans la vallée de la Bormida pour rendre sa position plus centrale entre les deux armées coalisées. Les Autrichiens s'étaient ralliés à Dégo au fond de la vallée, et les Piémontais occupaient les gorges de Millesimo : les premiers défendaient ainsi les routes de la Lombardie, les seconds celles du Piémont. Il fallait donc attaquer à la fois les deux positions pour être maître des routes et séparer à jamais les deux armées. L'exécution de ce nouveau plan fut rapide comme la pensée. Augereau, vers la gauche, fut chargé d'enlever Millesimo; Masséna et Laharpe, vers la droite, de s'emparer de Dégo.

L'attaque d'Augereau dans les gorges de Millesimo fut si impétueuse, que le général Provera n'eut pas le temps de se replier. Il se jeta dans un de ces vieux châteaux, débris des manoirs féodaux du moyen âge, qu'on voit encore au sommet des Alpes, et s'y retrancha. Il importait au succès du plan de Bonaparte que cet obstacle fût brisé à l'instant. Augereau forme ses colonnes d'attaque; mais Provera, vieux et glorieux soldat, lui aussi, s'y défend avec une héroïque fermeté. Trois attaques échouent successivement. Joubert, qui conduit la première, escalade les hauteurs sous une avalanche de pierres et de rochers que font rouler les Piémontais. Rien ne l'arrête; il arrive, lui septième, au pied des retranchements. En ce moment une pierre l'atteint au front, et il roule au bas des glacis. A cette vue, les soldats se replient. Près de 1,000 hommes ont été tués en moins d'un quart d'heure. Le général Baunel, qui conduit la seconde, est tué à la tête de ses troupes. La troisième attaque est également brisée, et le général Quesnel, qui la commande, est, lui aussi, frappé à mort. On est forcé de camper le soir au pied des hauteurs, et de remettre l'attaque au lendemain 14 avril.

Pendant que ces événements s'accomplissent à la gauche, dans les gorges de Millesimo, les divisions Masséna et Laharpe ont marché sur Dégo et en ont enlevé les approches. Mais la position a été renforcée par plusieurs corps ramenés de Gênes, et les Autrichiens s'y défendent avec un incroyable acharnement. Ce n'est qu'après plusieurs assauts terribles et quatre jours de combats incessants que Dégo est enlevé; 4,000 prisonniers sont les trophées de la victoire de nos soldats.

Augereau, de son côté, avait renouvelé son attaque le lendemain contre Provera, repoussé Colli qui venait à son secours, et forcé le vieux général à capituler. Du reste, nous devons dire, pour être juste, que ce brave officier avait fait des efforts surhumains pour la défense du vieux château de Cossaria. Mais, manquant de vivres, de munitions, et désespérant d'être secouru, il fut forcé de déposer les armes. Nos demi-brigades républicaines eurent la gloire de voir défiler devant leur front de bataille 1,500 hommes, élite de l'armée piémontaise, et dont les uniformes neufs, la tenue brillante, contrastaient si étrangement avec la misère de nos soldats qui, suivant l'expression de Bonaparte, ressemblaient plutôt à un ramas de brigands qu'à des militaires français.

Après ces heureux événements qui le rendent maître des hauteurs dominantes et centrales de l'Apennin et isolent pour toujours les deux armées

ennemies, Bonaparte veut achever de détruire l'armée piémontaise, bien que Carnot lui ait enjoint de s'attacher uniquement à la poursuite des Autrichiens dans la Lombardie. Un coup d'épée lui suffit pour détruire cette armée qui peut lui devenir nuisible sur ses derrières, et il marche sur Céva. Les événements se succèdent avec rapidité. Une circonstance imprévue est sur le point de ravir au général français le fruit de ses savantes et audacieuses manœuvres. Un corps autrichien composé de 6,000 grenadiers, engagé sur le versant montueux de l'Apennin, repasse les monts, et, confondu au milieu du désordre qui règne dans l'armée de Beaulieu, tombe au milieu de nos colonnes au moment où elles venaient de s'emparer de Dégo. Le général Wuskassowich, qui commandait les grenadiers, veut se sauver par un coup d'audace, et enlève Dégo. Tout est remis en question. Laharpe, qui se portait sur Céva, revient en toute hâte, et lui-même, Bonaparte, dirige la brigade du général Victor sur Dégo qui est enlevé de nouveau.

Ainsi, dans ces six jours, il avait livré dix combats sur dix points différents fait 9,000 prisonniers, séparé les troupes alliées et semé l'épouvante au loin devant lui. Ces merveilleux résultats étaient dus à son génie. L'excellent usage qu'il avait fait de la masse de ses forces en les portant sur les points décisifs ramenait l'art de la guerre à ses véritables principes dont on s'éloignait depuis longtemps. Dès ce moment, il avait gagné la confiance des troupes. Généraux et soldats avaient subi l'influence de son génie; « on écoutait avec attention, avec admiration le langage précis et figuré du jeune capitaine (1). »

Bonaparte, poursuivant avec une infatigable activité l'exécution de ses plans de campagne, ne laissa aux troupes qu'un jour de repos. Il se porta en toute hâte sur Mondovi. La division Serrurier, restée jusqu'ici en observation à Garessio, entra en ligne et concourut à l'éclatante victoire de Mondovi en enlevant la principale redoute de la Bicoque. Après cette journée, où les ennemis eurent 3,000 hommes hors de combat, Bonaparte se porta à Cherasco dont il s'empara. Dans cette position, il était à vingt lieues de Savone, point de départ de son armée, à dix lieues de Turin, à quinze d'Alexandrie. Le roi de Sardaigne fit faire des propositions de paix; mais Bonaparte n'avait pas de pouvoir pour traiter cette question. Il consentit à signer un armistice, à la condition qu'on lui livrerait les trois places de Coni, Tortone et Alexandrie, avec tous leurs magasins. Ces conditions furent acceptées, l'armistice fut signé, et nos troupes trouvèrent enfin cette abondance que le jeune conquérant leur avait promise. De grands excès signalèrent l'arrivée des soldats républicains dans les riches contrées du Piémont. Ils avaient pris à la lettre les promesses qu'il leur avait faites au début de la campagne. Ces hommes, éprouvés par de si longues privations, par de si rudes misères, s'étaient livrés à cœur perdu à toute l'ivresse des plaisirs; le viol, le pillage, avaient signalé chacun des six grands jours de victoire qui venaient de leur ouvrir les portes de l'Apennin et des Alpes. Semblables aux *grandes bandes* que Duguesclin poussa sur l'Es-

(1) Thiers.

pagne et qui passèrent dans ces contrées comme un torrent dévastateur, nos troupes avaient semé sur leur passage l'épouvante et la désolation. Du reste, au milieu de ces marches rapides, on n'avait pas eu le temps de faire des distributions régulières : le pillage y avait suppléé (1) et ils s'y étaient livrés en vrais condottieri. Mais Bonaparte, qui possédait au suprême degré le génie de l'organisation et de l'ordre, ne pouvait tolérer de tels excès. L'œuvre de conquête avait dans son esprit une haute portée d'avenir; il voulait s'appuyer sur les populations, et l'on n'a pas les sympathies des gens qu'on pille. D'ailleurs, il avait accompli sa promesse : les soldats étaient dans l'abondance; ils occupaient trois grandes villes; ils étaient bien nourris, bien vêtus; ils étaient payés régulièrement; l'avenir le plus beau s'ouvrait devant eux : que leur fallait-il de plus? Aussi son premier soin fut-il de réprimer ces excès et de rétablir la discipline. Il fallait que les désordres que commirent les soldats d'Italie fussent bien grands, puisque, avant de les conduire dans les plaines de la Lombardie, il leur adressa l'allocution suivante : « Amis, je vous promets cette conquête; mais il est une condition qu'il faut que vous juriez de remplir : c'est de respecter les peuples que vous délivrerez; c'est de réprimer les *pillages horribles* auxquels se portent des scélérats suscités par nos ennemis. Sans cela, vous ne seriez pas les libérateurs des peuples, vous en seriez les fléaux; vous ne seriez pas l'honneur du peuple français, il vous désavouerait.

« Quant à moi et aux généraux qui ont votre confiance, nous rougirions de commander à une armée sans discipline, sans frein, qui ne connaîtrait que les lois de la force. Mais je saurai faire respecter à ce petit nombre d'hommes les lois de l'humanité et de l'honneur qu'ils foulent aux pieds; je ne souffrirai pas que des brigands souillent vos lauriers. *Les pillards seront impitoyablement fusillés. Déjà plusieurs l'ont été.* »

Pour que Bonaparte se plaignît avec tant d'amertume, il fallait, nous le répétons, que les excès eussent été bien grands. Mais, en même temps qu'il blâmait les excès et les punissait sévèrement, il relevait dans l'esprit du soldat les résultats de leurs travaux dans cette belle proclamation empreinte de mille beautés antiques, et de laquelle date l'éloquence militaire en France :

« Soldats, vous avez remporté en quinze jours six victoires, pris vingt et un drapeaux, cinquante-cinq pièces de canon, plusieurs places fortes, et conquis la partie la plus riche du Piémont; vous avez fait quinze mille prisonniers, tué ou blessé plus de 10,000 hommes. Vous vous étiez battus jusqu'ici pour des rochers stériles illustrés par votre courage, mais inutiles à la patrie; vous égalez aujourd'hui par vos services l'armée de Hollande et du Rhin. Dénués de tout, vous avez suppléé à tout; vous avez gagné des batailles sans canons, passé des rivières sans ponts, fait des marches forcées sans souliers, bivouaqué sans eau-de-vie et souvent sans pain. Les phalanges républicaines, les soldats de la

(1) Le pillage individuel était l'unique ressource du soldat, et, le plaisir de s'y livrer l'emportant sur l'amour de la gloire, les régiments s'affaiblissaient chaque jour d'une foule de maraudeurs (JOMINI).

liberté étaient seuls capables de souffrir ce que vous avez souffert. Grâces vous en soient rendues, soldats!.....

« Mais, soldats, vous n'avez rien fait, puisqu'il vous reste à faire. Ni Turin, ni Milan, ne sont à vous..... On dit qu'il en est parmi vous dont le courage mollit, et qui préféreraient retourner sur le sommet de l'Apennin et des Alpes? Non, je ne puis le croire..... Les vainqueurs de Montenotte, de Millesimo, de Dégo, de Mondovi, brûlent de porter au loin la gloire du peuple français! »

Ayant ainsi remonté le moral des troupes, et leur ayant fait entrevoir les grandes destinées qui s'ouvraient devant elles, il s'apprêta à pénétrer dans la Lombardie. Déjà, en traversant les hauteurs de Monte-Zemoto pour arriver à Céva, l'armée avait vu ces riches plaines de la terre promise. Il avait dit à ses soldats ces mots qui expliquèrent à tous le but de la campagne : *Annibal avait franchi les Alpes, nous les avons tournées.*

« Quand ces nouvelles, ces drapeaux, ces proclamations arrivèrent coup sur coup à Paris, dit M. Thiers, la joie fut extrême. Le premier jour, c'était une victoire qui ouvrait l'Apennin et donnait dix mille prisonniers; le second jour, c'était une victoire plus décisive, qui séparait les Piémontais des Autrichiens et donnait 6,000 prisonniers. Les jours suivants apportaient de nouveaux succès : la destruction de l'armée piémontaise à Mondovi, la soumission du Piémont à Cherasco et la certitude d'une paix prochaine qui en présageait d'autres. La rapidité des succès, le nombre des prisonniers, dépassaient tout ce qu'on avait encore vu. Le langage de ces proclamations rappelait l'antiquité et étonnait les esprits. On se demandait de toutes parts quel était ce jeune général dont le nom, connu de quelques appréciateurs et inconnu de la France, éclatait pour la première fois. On ne le prononçait pas encore bien, et on se disait avec joie que la république voyait s'élever tous les jours de nouveaux talents pour l'illustrer et la défendre. Les Conseils décidèrent par trois fois que l'armée d'Italie avait bien mérité de la patrie. »

Bonaparte avait profondément étudié l'histoire de l'Italie, la situation politique des gouvernements qui la composent et les mœurs des populations. Il savait que les idées démocratiques de la France y avaient pénétré, que toutes les imaginations s'étaient enflammées au mot d'indépendance italienne, que tous les cœurs avaient battu à l'idée d'un gouvernement unique, républicain ou monarchique, mais italien. Quelle contrée est en effet plus admirablement située pour être grande, forte et unie, que cette Italie si étrangement divisée: une population de vingt millions d'habitants, composée de nobles, de bourgeois, d'artistes, d'agriculteurs, parlant la même langue, ayant les mêmes mœurs, un sol fécond, des côtes baignées par les flots de la Méditerranée et de l'Adriatique, de grands ports, des villes magnifiques, un passé tout rempli des grands souvenirs de l'antiquité, tout resplendissant des merveilles de l'art moderne, et, par-dessus tout, un ardent désir de nationalité? Bonaparte devait donc, comme en Hollande, faire un appel au patriotisme de la nation, et séparer tout d'abord l'esprit italien de l'esprit allemand. Mais il fallait pour cela être aussi profond politique que grand capitaine : le jeune vainqueur de Dégo se montra

à la hauteur de cette mission. L'Italie était divisée, comme au moyen âge, en plusieurs États indépendants. Bonaparte, après avoir franchi la chaîne des Alpes au point où elle s'abaisse et prend le nom d'Apennin, avait en face de lui le demi-cercle de la Haute-Italie, et à sa droite la péninsule étroite et longue qui forme l'Italie méridionale. Le premier État qu'il allait trouver sur son passage était Gênes, la vieille et forte république constituée par Doria, qui avait placé tout d'abord son territoire sous le système de la neutralité. Après Gênes, au revers méridional de l'Apennin, se trouvait la Toscane, arrosée par l'Arno et éclairée par le soleil le plus doux : la Toscane aux riches palais, aux villes somptueuses comme Pise, Florence, Livourne et Sienne, était alors la partie la plus éclairée et la plus polie de la péninsule. L'archiduc Ferdinand, frère de l'empereur d'Autriche, avait un des premiers reconnu la république française et invoqué la neutralité, pour ne pas exposer aux dévastations des phalanges du nouvel Attila sa riche et belle Toscane. L'autre État qui venait après la Toscane était celui de l'Église, placé au centre de l'Italie, qui s'étend sur les deux versants de l'Apennin, baigné à la fois par la Méditerranée et l'Adriatique. Rien de plus paternel que le gouvernement du pape, mais rien aussi de plus superstitieux que ses populations à cette époque; Transteverins et Contadini, bourgeois de la ville ou paysans de la campagne inculte, étaient plongés dans la plus grossière ignorance. Le pape Pie VI, ennemi déclaré de la République française, avait lancé contre elle l'anathème et avait armé pour la combattre ses 6,000 soldats. A l'extrémité de la péninsule se trouve le royaume des Deux-Siciles, dont le gouvernement, également hostile aux idées françaises, avait mis sur pied 60,000 soldats. Du reste, là comme à Rome, les populations vivaient dans une barbare ignorance.

Tels étaient les principaux États situés dans la péninsule, à la droite de l'armée d'Italie. En face de lui, sur le penchant de l'Apennin, se trouvaient les petits duchés de Parme, Plaisance, Guastalla, apanage de la maison d'Autriche; Modène, Reggio, La Mirandole, gouvernés par un descendant de la célèbre maison d'Este, entretenant un effectif armé de 5,000 hommes chacun, et ne pouvant en rien s'opposer au déploiement des forces françaises. Plus loin, au-delà du Pô, l'ancien royaume de Didier, la Lombardie, qui s'étend depuis Plaisance jusqu'à Mantoue, depuis le lac de la Guarda jusqu'à Bergame, riche et belle province sur l'Adriatique, toute peuplée de palais de marbre et de fortes cités, gouvernée par un archiduc au nom de l'Autriche. La Lombardie, où Bonaparte allait porter le théâtre de la guerre, contenait alors 1,200,000 habitants, différents d'idées et d'opinions; elle était agitée et fiévreuse comme au temps des républiques municipales du moyen âge. Enfin le dernier État de la Haute-Italie était Venise; cette antique et puissante république du moyen âge, avec sa population de 3 millions d'habitants, ses riches provinces d'Illyrie et du Tyrol, ses lagunes, ses palais sur la Brenta, ses nombreux vaisseaux et ses barques canonnières, n'était plus que l'ombre d'elle-même. Sa marine, qui autrefois parcourait en souveraine les mers de l'Europe, ne comptait plus que quelques vaisseaux; ses lagunes étaient presque comblées; son commerce était ruiné.

Elle pouvait encore mettre sur pied 50,000 soldats esclavons; mais son gouvernement était trop peu énergique pour s'engager ouvertement dans une lutte contre la France. Elle s'empressa de traiter avec la république française.

Comme on le voit, Bonaparte n'avait à rencontrer nulle part une résistance sérieuse de la part des États italiens. Aucun d'eux n'avait un seul régiment capable de résister une heure à une de nos demi-brigades, et la plus grande partie des habitants appelait de tous ses vœux une régénération politique.

Le jeune conquérant résolut donc de pénétrer dans le cœur de la Lombardie, de passer le Pô, l'Adda, le Mincio, et de s'avancer jusqu'à l'Adige, afin de chasser entièrement les Autrichiens de la Lombardie. Son ardente imagination, embrassant ensuite le théâtre des opérations des armées de Sambre-et-Meuse et du Rhin, lui fit concevoir le projet gigantesque de se jeter dans le Tyrol, d'y trouver l'armée du Rhin, de pénétrer en Bavière et de s'avancer avec 200,000 hommes sur le Danube. Le Directoire fut effrayé de la hardiesse de ce projet, il ne voulut point l'approuver; mais, en même temps qu'il formait des projets pour l'avenir, Bonaparte s'apprêtait à traverser le Pô.

La soumission du Piémont avait duré dix-huit jours, celle de la Lombardie lui coûta moins de temps encore. Le 6 mai, il s'était porté, par une marche audacieuse, sur Plaisance, pendant que les Autrichiens l'attendaient sur un autre point, et l'avait traversé sans obstacle, ainsi que le Tésin qui vient s'y réunir. Beaulieu, trompé par cette feinte, envoya une de ses divisions pour s'opposer au passage du fleuve. Il s'y porta en personne à marches forcées; mais sa 1re division, attaquée à Fombio, fut dispersée et rejetée sur Pezzighitonne, où elle se retrancha, et lui-même ayant donné sans le savoir dans les avant-postes français, fut si bien accueilli, qu'il fut obligé de se retirer en toute hâte. Le combat de Fombio coûta la vie au général Laharpe, tué par ses propres soldats au milieu de l'obscurité de la nuit. C'était un des généraux divisionnaires de l'armée d'Italie les plus instruits et les plus braves. Après ces opérations, Bonaparte pouvait marcher sur Milan et y entrer en vainqueur. Il ne céda pas à ce mouvement d'orgueil si naturel dans un jeune homme de vingt-huit ans; il voulut auparavant détruire complétement l'armée autrichienne, lui couper la retraite et l'obliger à mettre bas les armes. Il espérait la surprendre au passage des fleuves nombreux qui traversent la Lombardie, et qui tous se jettent dans le Pô ou l'Adriatique, tels que le Tésin, l'Adda, l'Oglio, le Mincio, l'Adige, etc. A cet effet, il remonte l'Adda pour arriver au pont de Lodi. Mais Beaulieu s'y trouvait déjà avec 12,000 hommes. Bonaparte n'hésita pas à l'y attaquer avant l'arrivée des deux autres divisions autrichiennes, qu'il espérait battre ensuite séparément. Lodi fut attaqué et enlevé malgré les Autrichiens. Ceux-ci traversent le pont, se retranchent sur l'autre rive et présentent un front inabordable. Vingt-quatre pièces de canon enfilaient le pont et 16,000 hommes étaient rangés en bataille de l'autre côté du fleuve. Il n'est point d'usage à la guerre de braver de telles difficultés. Mais Bonaparte faisait ici une guerre exceptionnelle. Il sort de la ville, parcourt les bords du fleuve au mi-

lieu d'une grêle de balles et de boulets, et après avoir étudié la position de l'ennemi n'hésite pas à tenter le passage. Il fait former une colonne de 6,000 grenadiers, l'élite de ses braves demi-brigades, met à la tête Masséna, Cervoni, Dallemagne, Lannes, intrépides généraux, allant au feu avec la plus audacieuse témérité et exposant leur vie comme de simples soldats, et leur ordonne de déboucher sur le pont au pas de course. En même temps, il prescrit à sa cavalerie de remonter le fleuve au-dessus du pont, de le passer à gué. Tout s'ébranle aussitôt : les chefs, l'épée au poing, s'élancent sur le pont, où la mitraille brise et fait chanceler l'intrépide colonne. La tête entière est renversée. Elle continue d'avancer. Arrivée au milieu du pont, le feu est si violent qu'elle hésite; la mort est partout, à la tête, à la queue, au milieu. Les généraux, avec la plus louable abnégation d'eux-mêmes, marchent les premiers pour donner l'exemple. Les rangs se resserrent, on avance, on arrive de l'autre côté du pont; les canonniers sont tués sur leurs pièces. L'infanterie autrichienne s'approche à son tour pour arrêter la colonne républicaine; mais l'élan qu'on lui a imprimé est tel, qu'elle fond tête baissée sur cette infanterie, la brise, la renverse, la disperse et lui fait deux mille prisonniers. La cavalerie française, qui a aussi effectué le passage du fleuve, menace Beaulieu sur ses flancs et achève la déroute. Mais les deux autres divisions autrichiennes que Bonaparte espérait surprendre avaient pu gagner la route de Brescia et échapper à ses coups. Quoi qu'il en soit, cet heureux coup d'audace avait surpris et démoralisé les soldats autrichiens; ils ne pouvaient tenir désormais devant nos demi-brigades. Beaulieu, lui aussi, le vétéran des armées impériales, ne pouvait mesurer son épée avec celle du jeune général. Il se retira en toute hâte vers le Tyrol, heureux d'échapper ainsi à son infatigable et entreprenant adversaire.

La victoire du pont de Lodi produisit sur les troupes françaises un enivrement moral indicible. Rien désormais n'était capable de résister à de tels soldats. Leur confiance dans le jeune Corse, comme ils appelaient Bonaparte, s'était changée en admiration; leur dévouement touchait au fanatisme.

C'est pendant la soirée qui suivit le combat de Lodi que s'établit un singulier usage et qui prouve bien le caractère de cette armée : les plus vieux soldats s'assemblèrent en conseil, et délibérèrent que leur général était trop jeune pour les commander; ils résolurent de le faire passer par tous les grades. A Lodi, ils lui donnèrent les galons de caporal, et le saluèrent, quand il parut au camp, de ce surnom, devenu populaire, de *petit Caporal*. Nous le verrons, dans cette campagne, conquérir successivement ses autres grades.

Bonaparte, maître alors de la Lombardie, songea à entrer à Milan, dont la prise aux yeux des populations italiennes équivalait à une grande victoire. Il laissa la division Serrurier à Crémone pour observer l'ennemi et couvrir les mouvements de l'armée sur Milan; en même temps, pour imposer aux Italiens par l'appareil de la force, il envoya la division Augereau à Pavie, ville importante par sa position, influente par son université, et se fit précéder à Milan par la division Masséna. La plupart des habitants des villes s'enfuirent à l'ap-

proche de nos soldats, qu'on disait aussi barbares que courageux, et dont le nom seul portait au loin l'épouvante, comme au temps des grandes irruptions. Masséna arriva à Milan le 13 mai. L'archiduc en était parti quelques jours auparavant, et on l'avait vu verser des larmes en quittant sa belle capitale. Les habitants, qui rêvaient l'indépendance nationale, vinrent au devant des Français, et leur firent l'accueil le plus enthousiaste. Masséna fit son entrée par la porte Romaine. Sa division défila dans les rues de la vieille cité lombarde aux chants de *la Marseillaise* et aux acclamations des patriotes. La bourgeoisie fut plus réservée d'abord; elle redoutait ces terribles vainqueurs; mais quand elle vit les soldats respecter la propriété, ménager les personnes et manifester la bienveillance naturelle à leur caractère, elle passa aussitôt de la crainte à la confiance, et les combla d'attentions. L'armée avait déjà modifié son esprit de pillage et d'indiscipline. L'entrée de Masséna à Milan avait été toute militaire; celle de Bonaparte fut royale.

Le comte de Melzi fut envoyé à sa rencontre, accompagné d'une foule de patriotes italiens, qui venaient admirer le jeune conquérant dont les exploits avaient été si rapides et qui promettait la liberté à l'Italie. Une garde d'honneur fut improvisée. On éleva à l'entrée de la ville un arc de triomphe pour le recevoir, et la municipalité, portant à la main des branches d'olivier, vint solennellement lui remettre les clefs et lui jurer obéissance, comme autrefois les anciens Lombards quand ils reçurent Théodose. Son entrée fut saluée des acclamations les plus vives. Hommes et femmes portaient des cocardes et des rubans tricolores. Le soir, la ville fut illuminée, et il y eut concert, spectacle, sur les principales places publiques.

C'est à Milan que Bonaparte adressa à ses soldats la plus belle de toutes ses harangues militaires (1).

(1) « Soldats,

« Vous vous êtes précipités comme un torrent du haut de l'Apennin; vous avez culbuté, dispersé tout ce qui s'opposait à votre marche.

« Le Piémont, délivré de la tyrannie autrichienne, s'est livré à ses sentiments naturels de paix et d'amitié pour la France.

« Milan est à vous, et le pavillon républicain flotte dans toute la Lombardie. Les ducs de Parme et de Modène ne doivent leur existence politique qu'à votre générosité.

« L'armée qui vous menaçait avec tant d'orgueil ne trouve plus de barrières qui la rassurent contre votre courage. Le Pô, le Tésin, l'Adda n'ont pu vous arrêter un seul jour; ces boulevards vantés de l'Italie ont été insuffisants. Vous les avez franchis aussi rapidement que l'Apennin.

« Tant de succès ont porté la joie dans le sein de la patrie. Vos représentants ont ordonné une fête dédiée à vos victoires, célébrée dans toutes les communes de la république. Là, vos pères, vos mères, vos épouses, vos sœurs, vos amantes se réjouissent de vos succès et se vantent avec orgueil de vous appartenir.

« Oui, soldats, vous avez beaucoup fait; mais ne vous reste-t-il plus rien à faire? Dira-t-on de nous que nous avons su vaincre, mais que nous n'avons pas su profiter de la victoire? La postérité nous reprochera-t-elle d'avoir trouvé Capoue dans la Lombardie? Mais je vous vois déjà courir aux armes; un lâche repos vous fatigue. Les journées perdues pour la gloire le sont aussi pour votre bonheur. Eh bien! partons. Nous avons encore des marches forcées à faire, des ennemis à soumettre, des lauriers à cueillir, des injures à venger.

Bonaparte resta peu de temps à Milan. Après avoir donné à la Lombardie un gouvernement municipal et organisé les milices bourgeoises, il pensa à se rapprocher de l'Adige; mais, au moment où il s'avançait vers Lodi, une puissante insurrection éclata sur ses derrières. Les partisans de l'Autriche, les prêtres, les moines et les nobles étaient à la tête de ce complot. La garnison autrichienne, enfermée dans le château de Milan, donna le signal en faisant une sortie. Aussitôt le tocsin sonna dans les campagnes; des troupes de paysans armés se portèrent sur la ville pour y égorger les Français. La division française, laissée à Milan, quoique surprise à l'improviste, refoula les Autrichiens dans la place et chassa les paysans qui osèrent se présenter sous les murs de la ville. Cette insurrection pouvait avoir les plus sérieuses conséquences pour l'armée, et pouvait propager l'incendie de la révolte dans toute l'Italie, dans les villes surtout qui avaient souffert du passage de nos troupes. Déjà celle de Pavie avait été prise par les révoltés et les campagnes environnantes étaient en feu. Bonaparte accourut en toute hâte avec 300 chevaux, un bataillon de grenadiers et quelques pièces d'artillerie. Il se porta sur Pavie, où il avait laissé une garnison de 300 hommes qui venaient de déposer les armes. Il fallait frapper vite et fort et répandre l'effroi dans l'esprit des populations. Bonaparte livra aux flammes quelques villages révoltés, et entre autres Binasco, fit fusiller quelques paysans pris les armes à la main, et accourut sous les murs de Pavie, annonçant aux habitants qu'il serait terrible comme le feu du ciel, s'ils ne se soumettaient aussitôt.

Pavie, cependant, ne songeait point à se rendre. Les 7 ou 8,000 paysans qui s'en étaient emparés ne voulaient rien entendre; ils garnissaient les remparts et proféraient des paroles menaçantes. Bonaparte fit braquer ses canons sur la ville, balaya les remparts par quelques volées de mitraille, et fit enfoncer les portes par ses grenadiers. Un combat s'engagea dans les rues entre nos soldats et les paysans; les principales rues furent enlevées à la baïonnette, et les révoltés prirent la fuite, abandonnant les habitants à la vengeance du terrible vainqueur. Les soldats demandaient le pillage à grands cris. Bonaparte, pour rendre le châtiment exemplaire, le leur accorda pendant trois heures; puis il lança sa cavalerie sur les insurgés qui tenaient encore dans les villages environnants, et qui furent tous sabrés ou dispersés. Ainsi se termina cette insurrection. L'incendie du village de Binasco et le pillage de Pavie produisirent une salutaire impression sur l'esprit

« Mais que les peuples soient sans inquiétude, nous sommes amis de tous les peuples et plus particulièrement des descendants des Brutus, des Scipion et des grands hommes que nous avons pris pour modèles.

« Rétablir le Capitole, y replacer avec honneur les statues des héros qui le rendirent célèbre; réveiller le peuple romain engourdi par plusieurs siècles d'esclavage; tel sera le fruit de nos victoires; elles feront époque dans la postérité. Vous aurez la gloire immortelle de changer la face de la plus belle partie de l'Europe.

« Le peuple français, libre, respecté du monde entier, donnera à l'Europe une paix glorieuse et qui l'indemnisera des sacrifices de toute espèce qu'il a faits depuis six ans. Vous rentrerez alors dans vos foyers, et vos concitoyens diront en vous montrant : *Il était de l'armée d'Italie.* »

des masses. Ces terribles exécutions militaires, répétées de bouche en bouche, furent encore exagérées et portèrent au loin la terreur dans l'Italie. Les populations n'osèrent plus se soulever.

Bonaparte s'empressa de rejoindre ses divisions de bataille qui s'avançaient vers l'Oglio. Son projet était de passer le Mincio, afin de rejeter entièrement les Autrichiens vers le Tyrol. Le général Beaulieu, renforcé d'un corps de troupes de 10,000 hommes, s'était placé sur cette ligne pour la défendre et avait fortifié les trois villes de Borghetto, Vallegio et Peschiera. Bonaparte fit attaquer ces trois positions à la fois, tout en portant son action la plus sérieuse sur Borghetto. La prise de ce village fut en partie l'œuvre de la cavalerie. Jusqu'ici les succès obtenus à l'armée d'Italie avaient été dus à l'infanterie, qui était devenue en peu de temps une des meilleures de nos armées. Le général en chef voulut aussi tirer parti de sa cavalerie, il la lança sur les escadrons allemands à Borghetto, et elle y fit des prodiges sous la conduite du jeune et bouillant Murat. La cavalerie autrichienne avait une telle réputation de supériorité sur la cavalerie française, que Bonaparte avait hésité jusqu'alors à l'employer aussi sérieusement. C'était un beau résultat que le succès obtenu par elle à Borghetto. Dès ce moment, elle n'hésita plus à se mesurer à nombre égal avec les pandours hongrois. Le général français compta donc un élément de succès de plus dans son armée. Il s'occupa aussi de l'emploi de l'artillerie légère, qui était son arme de prédilection, et il calcula avec raison qu'en employant la cavalerie à couvrir l'artillerie, et en se servant à propos de ces deux armes réunies, il pourrait produire l'effet d'une masse d'infanterie dix fois plus forte. Il combla de faveurs les officiers de ces deux armes, surtout Murat, le brillant cavalier qui savait si bien entraîner les escadrons, et Bessières qu'il choisit pour commander l'escadron de guides chargés de veiller sur sa personne. Le combat de Borghetto avait brisé la ligne de Beaulieu, et déterminé encore une fois la retraite des Impériaux. Bonaparte avait franchi le Mincio; il songea à se rapprocher de l'Adige dont il voulait faire sa ligne de défense. En effet, de toutes les lignes qu'offrent les fleuves en Italie, celle de l'Adige est la meilleure, ainsi que l'a prouvé une campagne immortelle. Celle du Pô lui paraissait trop étendue pour une armée aussi peu nombreuse que la sienne. L'Adige, au contraire, au cours rapide et profond, sortant du Tyrol pour se jeter à la mer, ne parcourant qu'un petit espace, suffit pour couvrir toute l'Italie. Deux places, Vérone et Porto-Legnano, en défendent le cours. Il résolut donc de s'établir sur cette ligne. Mais, pour cela, il fallait occuper Vérone, la ville vénitienne, et s'exposer à voir cette république rompre la neutralité qu'elle avait observée jusqu'alors. Bonaparte, non moins habile politique que grand capitaine, jugeant sainement la position du gouvernement de Venise, n'hésita pas à le faire, en employant la menace. Les deux provéditeurs, envoyés par le sénat, n'osèrent s'opposer à cette violation de territoire, et Bonaparte se trouva enfin maître de cette ligne de l'Adige et de l'Italie tout entière. Deux mois lui avaient suffi pour cette conquête, mais il s'agissait de la garder. C'était là l'épreuve difficile où l'on attendait le jeune conquérant. L'occupation des États ita-

liens par nos armées n'était pas un fait nouveau dans l'histoire; l'Italie avait souvent vu flotter sur ses cités les bannières de la France et entendu la marche victorieuse de nos bataillons; mais, par une fatalité devenue proverbiale, toutes ces expéditions, rapides et brillantes au début. avaient fini par des désastres; aussi disait-on que l'Italie *était le tombeau des Français*. Bonaparte tenait à honneur de détruire ce préjugé. Après avoir occupé la ligne de l'Adige, formé le blocus de Mantoue, ce boulevard de l'Italie, où flottait encore le drapeau impérial, il résolut de profiter du temps que l'Autriche employait à réorganiser ses armées pour faire sentir le poids de son épée à Rome et à Naples, et amener ces deux États à implorer sa clémence. Une simple démonstration au delà du Pô lui suffit. Le pape, qui avait prêché une croisade contre la France, fut saisi de terreur en apprenant la marche de Bonaparte vers Modène; il envoya un négociateur pour demander la paix. La cour de Naples, de son côté, tomba dans un abattement extrême quand elle apprit les victoires du général français dans la haute Italie, et la menace qu'il faisait de s'avancer sur Naples. Elle vint également implorer la paix. Rassuré de ce côté, Bonaparte revint à son quartier-général près de Mantoue. Pendant qu'il tenait ainsi sous sa main les États d'Italie agités et frémissants, l'Autriche poussait vers la Lombardie 60,000 hommes, commandés par Wurmser. L'armée française, qui avait reçu 9,000 hommes de renfort environ, était réduite en tout à 40,000 hommes (1), par suite des effets du feu et des maladies. Ces 40,000 hommes étaient répandus sur la ligne de l'Adige et autour de Mantoue, mais ces troupes étaient alors les meilleures du monde. Elles avaient déjà détruit deux armées ennemies; une troisième s'avançait, de moitié supérieure en nombre, qui allait

(1) *Situation de l'armée d'Italie.*

DIVISION KILMAINE, ayant sous ses ordres : Chabot à la Favorite et Dallemagne à Pradella. — Brigades. Sandos : 5e de ligne, 820; 11e, 720. — Lebley : 69e de ligne, 1,150; grenadiers de la 57e, 35. — Bertin : 6e de ligne, 1,100; 12e, 1 bataillon, 720; 45e, 508; 33e, 1,922; 4e légère, 744; 20e dragons, 156; sapeurs et artillerie, 505. — 8,830 hommes autour de Mantoue. Plus, la 12e légère, qui en fut détachée pour renforcer la division Augereau, et quelques autres détachements envoyés à Vérone.

DIVISION AUGEREAU, à Vérone. — Brigades. Verdier : 5e légère, 2 bataillons, 1,310. — Bon : 12e légère, 2 bataillons, 1,200. — Lannes : 4e de ligne, 2,100. — Guyeux : 40e de ligne, 3 bataillons, 1,800; 51e, 3 bataillons, 1,930. — 8,340 hommes sur l'Adige. Cette division fut renforcée, à l'époque de la bataille d'Arcole, par la 12e, qu'on tira du corps de blocus. Le général Guyeux y vint de la division du Tyrol.

DIVISION MASSÉNA, à Bassano. — Brigades. Ménard : 18e légère, 1,115; 18e de ligne, 1,415. — Rampon : 32e de ligne, 1,820; 75e, 1,530. — Vial : 14e de ligne, 1,750; 11e légère, 2 bataillons, 930. — Pigeon : 22e chasseurs, 286; 7e hussards, 260. — Leclerc : 5e dragons, 150; 15e dragons, 184. — 9,540 hom. sur la Brenta. — Le général Robert passa à cette division au moment de la bataille d'Arcole.

DIVISION VAUBOIS, à Trente. — Brigades. Guyeux : 17e légère, 886; 22e, 506. — Fiorella : 27e légère, 1,604; 29e, 790. — Gardanne : 25e de ligne, 2,029; 39e, 1,700. — Chabran : 85e de ligne, 2,585; 22e chasseurs, 141. — 10,500 hommes dans la vallée de l'Adige, de la Chiusa, à Trente. Le général Guyeux vint à Rivoli à la division Augereau, au moment de la bataille d'Arcole.

DIVISION MACQUART, réserve d'infanterie à Villa-Franca. — Brigades. Dupuis : 2 bataillons de grenadiers, 2 bataillons de la 4e légère. — Guillaume : 2 bataillons de la 12e de ligne et autres détachements, 2,750. — 2,750 hommes aux environs de Villa-Franca.

DIVISION DUMAS, réserve de cavalerie à Vérone. — Brigades. Beaurevoir : 1er hussards, 22e, 24e, 25e, 8e dragons. — Beaumont : 18e dragons, 20e, 1re grosse cavalerie, 5e. — 1,600 hommes aux environs de Vérone.

Récapitulation.

Corps de blocus de Mantoue.	8,330
Armée active.	28,380
Réserve d'infanterie.	2,750
Réserve de cavalerie.	1,600
Total général.	40,660

éprouver le même sort; car Bonaparte, en se portant à la rencontre de ses adversaires, était obligé de laisser 10,000 hommes autour de Mantoue. C'est donc avec 30,000 hommes seulement qu'il allait tenter le sort des armes. Il avait étudié avec soin la ligne de l'Adige; il s'y établit sur les points principaux. Le général Sauret fut placé à Salo avec 3,000 hommes; Masséna, avec 12,000 hommes, occupa les positions de la Corona et de Rivoli; Despinois, avec 5,000, fut placé à Vérone; Augereau à Legnago, avec 8,000 hommes; et Kilmaine, avec la cavalerie et l'artillerie, s'établit à Castel-Novo, position centrale où Bonaparte plaça son quartier-général.

Cependant Wurmser s'avançait rapidement. Le 29 juillet, il se trouvait en présence de nos avant-postes qu'il fit attaquer et qu'il surprit. La réputation de Wurmser, le nombre et la composition de son armée l'avaient devancé en Italie et ranimé l'espoir des ennemis de la France. Les patriotes consternés se demandaient avec terreur comment cette poignée de soldats pourrait résister à une armée supérieure en nombre de moitié et commandée par un des premiers généraux de l'empire. Rome refusa la contribution qui lui avait été imposée; Naples, violant plus ouvertement l'armistice, fit avancer des troupes sur ses frontières; Venise arma les Esclavons, et Gênes laissa le champ libre aux nombreux partisans qui, sous le nom de *Barbets*, infestaient les derrières de l'armée, s'emparaient des convois et égorgeaient nos blessés. A Milan même on marchanda tout haut le prix du sang français. Partout enfin on crut à la perte de l'armée républicaine. Du reste, les débuts de la campagne semblèrent confirmer ces tristes prévisions. Wurmser se porta, ainsi que nous l'avons dit, le 29 juillet, en deux colonnes, sur les postes français et les surprit. Une de ces colonnes, sous les ordres du général Quasdanowich, prit la droite du lac Garda par Riva Salo et Brescia; la seconde, commandée par Wurmser lui-même, descendit la gauche du lac par Caprino et Rivoli. Ces deux formidables colonnes balayaient tout devant elles. Sauret fut vaincu et mis en fuite par Quasdanowich. Masséna fut repoussé à son tour près de Rivoli, et les Autrichiens vinrent déboucher devant Vérone. Par ce mouvement, la route de Milan était fermée à Bonaparte, la ligne de l'Adige était brisée partout, et il avait perdu sa ligne de retraite. Mais Bonaparte s'inspira du danger même de sa position, son esprit s'illumina tout à coup d'une de ces inspirations audacieuses qui caractérisent son génie. L'armée ennemie descendait le long des deux rives du lac Garda pour se réunir à la pointe et marcher ensuite de concert vers Mantoue. Bonaparte résolut de concentrer ses forces au point même de jonction des ennemis. Il rappela en toute hâte les troupes occupées au siége de Mantoue, fit enclouer les canons, et perdit ainsi le fruit de deux mois de siége et de travaux. Mais Bonaparte pensait avec raison que, si Wurmser était vainqueur, le siége de cette ville serait nécessairement levé; que, s'il était vaincu, le siége serait aisément repris. Ces événements se passaient le 31 juillet. Bonaparte, sans perdre un instant, se porta avec la masse de ses forces sur Quasdanowich, qui était le plus engagé et dont la position était la plus dangereuse pour l'armée française. Ce général, qui croyait arriver sur les der-

rières de notre armée et la surprendre, fut étonné de se voir abordé de front et si vigoureusement sur tous les points. Il fut repoussé à Salo et à Lonato, et, bien qu'il perdit peu de monde, il n'osa s'engager davantage avant de savoir ce que devenait Wurmser avec la principale masse autrichienne. Il s'arrêta. Bonaparte, satisfait de ce résultat, s'arrêta aussi. Le temps était précieux; il avait forcé Quasdanowich à rétrograder. Il fit aussitôt une marche en arrière avec les deux divisions Augereau et Masséna, et arriva au moment où le général de l'armée autrichienne, après avoir franchi l'Adige et le Mincio, se déployait par la route de Lonato vers Mantoue, après avoir repoussé le général Valette à Castiglione. Il était temps. Wurmser, croyant la perte de l'armée française assurée, était allé avec deux divisions débloquer Mantoue où il entra triomphalement le 2 avril. Bonaparte, arrivant en présence de cette armée, n'avait à combattre que le corps de Bayalitsch à Lonato, et celui de Liptai à Castiglione, c'est-à-dire environ 25,000 hommes. Il fallait les attaquer avant le retour de Wurmser. Les troupes avaient marché pendant deux jours et deux nuits, et lui-même était à peine descendu de cheval depuis vingt-quatre heures. Il fit renforcer le général Sauret dans sa position de Salo pour contenir Quasdanowich, et il se porta lui-même avec Masséna à Lonato, pendant qu'Augereau marchait sur Castiglione, abandonnée la veille par le général Valette, qu'il destitua en présence de l'armée. Le 3 avril, toute l'armée française se mit en mouvement, Bonaparte sur Lonato et Augereau vers Castiglione. L'avant-garde de Bonaparte est repoussée et sa division se trouve enveloppée par Bayalitsch, qui espère ainsi entrer en communication avec Quasdanowich, dont on entend le canon à Salo. Le général français se laisse envelopper avec un admirable sang-froid; puis, quand il juge le moment favorable, il fond tête baissée avec une colonne formée des 18e et 32e demi-brigades sur le centre des ennemis, brise leur ligne et coupe en deux la division autrichienne. Aussitôt chefs et soldats perdent l'esprit, une partie se replie vers le Mincio; l'autre, qui s'était étendue du côté de Salo pour communiquer avec Quasdanowich, se heurte contre la division Guyeux qui venait de s'en emparer et se trouve ainsi entre deux feux. Une charge de cavalerie, dirigée par Junot, achève d'y porter le désordre et l'effroi. Les soldats jettent leurs armes et fuient en désordre. Ils sont pris par milliers. Augereau, de son côté, avait dirigé plusieurs attaques impétueuses sur Castiglione et en avait enfin chassé le général Liptai, en sorte que, quand Bonaparte, vainqueur à Lonato, arriva à Castiglione pour appuyer l'attaque d'Augereau, celui-ci avait déjà accompli son œuvre de victoire. Telle fut la journée de Lonato. Les résultats étaient prodigieux. On avait fait trois mille prisonniers à la division Bayalitsch; on avait fait 1,500 prisonniers à celle de Liptai; on avait tué ou blessé 3,000 hommes; on avait pris 20 pièces de canon; on avait repoussé et intimidé Quasdanowich qui, entendant partout le canon français, n'osait plus faire un pas en avant. C'était, nous le répétons, un résultat prodigieux, mais il n'était point encore définitif; car Wurmser, accourant avec 15,000 hommes, avait rallié dans la plaine de Castiglione les divisions vaincues. Il s'apprêtait à livrer au vainqueur une bataille décisive.

Le sort de l'Italie dépendait de l'issue de cette journée. L'infatigable Bonaparte se multiplie. Il parcourt le champ de bataille, dispose lui-même les divisions et s'apprête à recevoir le choc de son adversaire dans le lieu même qu'il a choisi. Il avait 22,000 hommes au plus. Wurmser en comptait encore 30,000. Ces deux armées étaient rangées perpendiculairement dans la plaine et appuyaient toutes les deux une aile sur les hauteurs qui vont de la Chiesa au Mincio par Lonato et Castiglione. Le but du général autrichien était de s'ouvrir une communication par Lonato et Salo avec son lieutenant. Bonaparte ne pouvait s'y tromper, il favorisa ce mouvement pour répéter la manœuvre de Lonato. Il comptait d'ailleurs sur la division Serrurier, qui, depuis la levée du siége de Mantoue, n'avait pu entrer en ligne, et qui, débouchant par Cauriano, devait attaquer Wurmser sur ses derrières. En conséquence, au point du jour, le 5 août, les deux armées engagèrent l'action. Le général autrichien, ainsi que l'avait prévu Bonaparte, porta ses efforts sur la gauche des Français, le long des hauteurs. Masséna, qui commandait sur ce point, se replia pour donner à Wurmser le temps de s'engager davantage; mais, quand le canon de Serrurier commença à gronder, les divisions françaises prirent impétueusement l'offensive. Wurmser, obligé de faire face aux attaques de Bonaparte et de protéger ses derrières contre Serrurier, dégarnit son front de bataille. Masséna et Augereau profitent de cette circonstance pour l'attaquer avec plus de vigueur. Les Autrichiens sont ébranlés par ces attaques impétueuses; ils commencent à perdre du terrain; bientôt ils lâchent pied, et Wurmser ordonne la retraite. On pouvait alors le mettre dans une déroute complète; mais les soldats marchaient et se battaient depuis six jours. Ils étaient harassés de fatigue; ils couchèrent sur le champ de bataille. Le lendemain, on poursuivit les Autrichiens; mais Wurmser avait franchi le Mincio et il se retirait à marches forcées sur le Tyrol. Quasdanowich, de son côté, faisait une pénible retraite vers le lac Garda.

L'armée autrichienne était encore une fois en déroute et Bonaparte encore une fois maître de l'Italie. Cette admirable et immortelle campagne avait duré six jours. Les résultats étaient prodigieux, inouïs dans les fastes de la guerre. Ils étaient dus au génie du chef et à la bravoure des troupes. Ces deux armées redoutables, qui semblaient devoir envelopper et détruire sans combat la faible armée française, avaient été brisées et comme frappées par la foudre; elles fuyaient en désordre vers les montagnes du Tyrol, après avoir perdu 20,000 hommes, dont 8,000 tués ou blessés et 12,000 prisonniers.

Qu'on juge de l'exaltation morale des troupes françaises après de tels succès! Rien désormais n'était impossible à de tels hommes. Les vieux soldats se réunirent encore une fois en conseil de guerre, et à l'unanimité accordèrent à Bonaparte le grade de *sergent*. En France, la sensation fut profonde; le gouvernement avait déjà épuisé toutes les formules de félicitations pour la brave armée d'Italie et pour son chef; elle décréta encore une fois qu'elle avait bien mérité de la patrie. Les autres armées, longtemps jalouses des succès de celle d'Italie, longtemps incrédules sur les résultats, passèrent ainsi de la jalousie et de

l'incrédulité à l'admiration. Les généraux eux-mêmes partagèrent ces sentiments. Hoche écrivit une lettre qui honore ses sentiments et son cœur pour répondre aux insinuations malveillantes des ennemis de notre gloire. « Ah! brave jeune homme, disait-il à Bonaparte, quel est le militaire républicain qui ne brûle de t'imiter? Courage, Bonaparte, ajoutait-il, conduis à Naples, à Vienne nos armées victorieuses; réponds à tes ennemis personnels en humiliant les rois et en donnant à nos armées un lustre nouveau, et laisse-nous le soin de ta gloire! »

En Italie, la sensation fut plus grande encore. Rome et Naples furent saisis de consternation. Rome se hâta d'envoyer ses contributions de guerre et vint s'humilier devant Bonaparte dans la personne de son légat. Naples fit retirer ses troupes en toute hâte, et Venise cessa ses armements.

Bonaparte cependant ne se faisait pas illusion sur sa position; il savait que l'Autriche ne renoncerait pas à une partie, dont l'Italie était l'enjeu, sans faire de nouveaux efforts; il s'apprêta donc encore une fois à la lutte, et voulut aller atteindre l'armée autrichienne jusque dans le Tyrol, cet arsenal des forces impériales où se recrutaient sans cesse les armées qu'il avait à vaincre. Il se porta donc vers les gorges de cette province, prêt à l'envahir. En attendant, il fit recommencer le blocus de Mantoue sans artillerie de siége, presque sans munitions et sans tentes sous le soleil de feu de l'Italie pendant le mois d'août. Mais Wurmser avait devancé Bonaparte. Les vingt jours de repos que celui-ci avait accordés aux troupes, il les avait employés, lui, le vieux général autrichien, à reformer son armée qu'il avait portée à 50,000 hommes, et, laissant 20,000 chevaux à son lieutenant Davidowich pour garder le Tyrol, il était descendu lui-même avec 30,000 hommes dans la vallée de la Brenta pour tenter le passage de l'Adige entre Vérone et Legnano. Bonaparte, auquel n'échappait aucune prévision de guerre, avait pris ses précautions. Pendant qu'avec 28,000 hommes il allait s'enfoncer dans les gorges du Tyrol, il avait laissé une réserve devant Mantoue et devant Vérone. Il se porta donc vers le Tyrol en même temps que Wurmser descendait dans la vallée de la Brenta. Les divisions françaises arrivent devant les défilés des montagnes, gardées par les troupes de Davidowich, les forcent à Saravelle et à Roveredo, et, après trois jours d'une guerre de montagne où nos soldats montrent la supériorité de leur tactique, elles s'emparent de la ville de Roveredo, et entrent triomphalement dans la ville de Trente. Les Autrichiens avaient perdu 4,000 prisonniers, plusieurs centaines de morts et de blessés.

Wurmser, de son côté, s'était jeté dans la vallée de la Brenta, espérant, par une marche rapide, surprendre Vérone et couper l'armée française de Mantoue.

Bonaparte, ainsi que nous l'avons dit, avait prévu cette manœuvre. A peine maître des gorges du Tyrol et de la ville de Trente, il laissa la division Vaubois pour garder les défilés et achever de détruire le corps de Davidowich, et avec 20,000 hommes seulement il se jetta dans les défilés de la Brenta à la suite de Wurmser. Le 5 septembre, il était entré à Trente; il en partit le 6, fit

vingt-deux lieues en deux jours, surprit une division de Wurmser à Primolano, et arriva le soir à Crémone sur les derrières de son adversaire. La présence de Bonaparte surprend le général autrichien; il a peine à comprendre cette marche rapide et foudroyante; il espère néanmoins lui fermer le passage à Bassano et le tenir enfermé dans la courbe de la Brenta. Cette fois encore ses projets sont trompés : son illusion est de courte durée. Wurmser a compté sans le génie de son adversaire et sans l'indomptable intrépidité des demi-brigades françaises. Le 8 septembre, au point du jour, il voit l'armée de Bonaparte descendre le fleuve sur ses deux rives, Masséna sur la droite, Augereau sur la gauche, et déboucher audacieusement vers Bassano, en présence de toute l'armée autrichienne rangée en bataille. Les Impériaux, déconcertés à la vue des terribles soldats de Castiglione, osent à peine les attendre, ils se replient en désordre vers Bassano. Nos soldats les poursuivent, s'emparent de la ville, et font 4,000 prisonniers. L'action a été si rapide, que Wurmser, dont le quartier général était encore à Bassano, a peine à se sauver avec la moitié de son armée, dont une partie s'est enfuie en désordre vers le Frioul. Quant à lui, se voyant serré de près par Masséna et Augereau et coupé dans sa retraite, il forme la résolution hardie de forcer le passage de l'Adige et de se jeter dans Mantoue. Cette belle et audacieuse manœuvre réussit, et il échappe aux poursuites de son terrible et infatigable adversaire. Bonaparte, furieux de voir s'échapper une aussi belle proie, arrive devant Mantoue, et, ne pouvant le faire prisonnier, il lui fait éprouver dans les faubourgs de la ville une sanglante défaite, et l'y renferme avec 14,000 hommes qui lui restent de son armée. Ainsi se termine cette nouvelle campagne. Elle a coûté aux ennemis 20,000 hommes au moins tués ou pris; elle a vu détruire et complétement disperser la troisième armée envoyée par l'Autriche en Italie, et comblé de gloire l'armée française.

L'Autriche, frappée d'étonnement et de stupeur, ne savait à quoi attribuer ses désastres en Italie. Les dernières défaites essuyées par ses armées lui découvrirent la grandeur du péril où elle se trouvait en face d'un adversaire tel que Bonaparte. Elle résolut de faire de nouveaux et plus vigoureux efforts. Grâce aux succès de l'archiduc sur le Rhin, elle tira une division de cette armée, fit venir des troupes des frontières de Pologne et de Turquie, et, avec les débris des armées vaincues par Bonaparte, forma dans le Frioul une troisième et plus forte armée dont le commandement fut confié au maréchal Alvinzi, général des premières guerres contre la république, et qui s'était fait une brillante réputation pendant la campagne de 1794. On espérait enfin que cette nouvelle armée parviendrait à détruire ou à rejeter vers les Alpes cet infatigable et prodigieux capitaine, qui depuis six mois, avec une poignée de soldats, réglait les destinées de l'Italie.

De son côté, Bonaparte réorganisait son armée, décimée par le feu, les fatigues et les maladies, durant ces luttes sans cesse renaissantes. Il demandait à grands cris des renforts, qui n'arrivaient pas ou qui n'arrivaient que lentement. Depuis qu'il faisait la guerre en Italie, il n'avait reçu que 9,000 hommes

de troupes nouvelles, et il en avait perdu la moitié au moins. « Encore 6,000 hommes, écrivait-il au Directoire, et je réponds de tout. » Une douzaine de bataillons de la Vendée arrivèrent peu de temps après les événements de la Brenta, mais diminués par les désertions; deux autres demi-brigades avaient été dirigées vers l'Italie : elles restèrent dans le midi. Bonaparte cependant voyait se former et grandir l'orage qui menaçait de briser enfin sa fortune militaire. En effet, il lui restait environ trente et quelques mille hommes, ainsi répartis : 12,000 sous Vaubois, qui occupaient Trente et les bords du Lavis; 16,000 sous Masséna et Augereau, qui gardaient la Brenta et l'Adige, et enfin 8,000 devant Mantoue. Il voyait s'avancer devant lui Alvinzi avec 40,000 hommes et Davidowich avec 18,000, sans compter les 14,000 enfermés dans Mantoue avec Wurmser, qui pouvaient former une puissante diversion sur les derrières de l'armée française. Aussi ne cessait-il de répéter avec chagrin au Directoire : *Des troupes, ou l'Italie est perdue!*

Les soldats eux-mêmes commençaient à murmurer; ils avaient fait tant et de si grandes choses, subi de si rudes épreuves, qu'ils espéraient que le gouvernement s'occuperait d'eux avec plus de sollicitude. Le feu, les marches forcées, les maladies, les avaient décimés; les fièvres surtout, qu'ils avaient gagnées dans les campements humides de la Lombardie, les avaient affaiblis considérablement, et l'on ne songeait pas à remplacer les vides faits dans leurs rangs. « Ce n'est pas assez, disaient-ils, d'avoir détruit deux armées qui nous étaient opposées, il nous a fallu détruire celles qui étaient opposées aux armées du Rhin, et la lutte se renouvelle chaque jour. Nous ne pouvons suffire à une telle tâche : encore si on nous donnait des secours proportionnés à nos périls! mais on nous abandonne au fond de l'Italie, on nous laisse seuls aux prises avec deux armées innombrables; et si, après avoir versé notre sang dans vingt combats, on nous ramène sur les Alpes, nous y reviendrons sans honneur et sans gloire; on nous regardera comme des fugitifs qui n'auront pas fait leur devoir. »

Tels étaient les discours des soldats dans les bivouacs. Ces plaintes et ces murmures étaient fondés. Cependant Bonaparte prenait des dispositions pour soutenir cette guerre nouvelle et plus redoutable. Le maréchal Alvinzi, partant de la Piave le 1er novembre, s'avançait vers la Brenta, se dirigeant vers Vérone. Davidowich, de son côté, se mit en mouvement pour longer les rives de l'Adige et se porter également sur Vérone. Le plan des ennemis était de se réunir dans cette ville et de marcher ensuite de concert vers Mantoue pour débloquer Wurmser, comme dans les précédentes campagnes.

Bonaparte, en voyant ces manœuvres, prescrivit à Vaubois d'attaquer Davidowich dans ses positions de Lavis, ou tout au moins de le contenir dans la vallée du Haut-Adige, et il marcha lui-même, avec ses deux infatigables lieutenants Augereau et Masséna, à la rencontre d'Alvinzi, qui avait pris position en avant de la Brenta, depuis Carmignano jusqu'à Bassano. Le 6 novembre, les deux armées furent en présence. Bonaparte précipita aussitôt ses divisions impétueuses sur l'ennemi, espérant le rompre au début même de la

campagne. Masséna à Carmignano, Augereau à Bassano, attaquèrent les divisions autrichiennes et les forcèrent à se replier, après deux combats chauds et sanglants. Bonaparte comptait achever le lendemain la défaite d'Alvinzi, lorsqu'il apprit pendant la nuit que Vaubois avait été forcé dans sa position, et qu'il se retirait en désordre vers la Corona et Rivoli, après avoir perdu 4,000 hommes. Ces foudroyantes nouvelles atterrèrent un moment l'âme forte et puissante de Bonaparte; mais il se ranima promptement, et sa résolution fut prise : il fit replier pendant la nuit ses troupes victorieuses jusqu'à Vérone, fit porter à la Corona et à Rivoli quelques hommes disponibles, et s'y rendit lui-même avec une faible escorte. Il y trouva les troupes de Vaubois, qui venaient de s'y rallier. Les 39e et 85e demi-brigades avaient causé le désastre de la veille en cédant à une terreur panique, Bonaparte voulut leur donner une leçon; il fit assembler toutes les troupes de la division, et là, en présence de tous, il flétrit énergiquement la conduite de ces deux demi-brigades; puis, s'adressant au chef d'état-major, il lui dit : *Faites écrire sur les drapeaux que les 39e et 85e demi-brigades ne font plus partie de l'armée d'Italie.* A ces mots, les soldats s'avancèrent vers le général pour le supplier de retirer son ordre. Ils rappelèrent leur conduite passée, et jurèrent de se venger sur les ennemis de cette défaite d'un jour et de montrer qu'ils étaient dignes encore de faire partie de l'armée d'Italie. Bonaparte feignit d'être touché du repentir de ces braves gens, et leur adressa quelques paroles encourageantes. En même temps, il les fit placer à l'avant-garde, assuré désormais qu'ils feraient une résistance désespérée. Après cet incident, le général en chef distribua les troupes de la division Vaubois dans les positions les plus favorables à la défense, et, ayant assuré ainsi sa gauche et ses derrières, il revint en toute hâte à Vérone pour recommencer la lutte engagée contre Alvinzi. Celui-ci, voyant l'armée française se replier après un succès, en devina la cause. En conséquence, il se porta sur Caldiero, à trois lieues de Vérone, où il espérait entrer le lendemain. Bonaparte le fit attaquer dans sa position, mais il ne put l'en chasser : un violent orage, qui éclata au commencement de la bataille, paralysa les efforts de nos troupes; elles furent repoussées. La position devenait de plus en plus critique. La défaite éprouvée par Vaubois avait réduit sa gauche à 8,000 hommes; celle qu'il venait d'éprouver lui-même réduisait son armée active à 14,000 hommes, et il avait devant lui Alvinzi avec 40,000 hommes. Il rentra dans Vérone, sombre et découragé. Cet homme si fort s'abandonna au désespoir. Son âme tout entière déborde dans la lettre qu'il écrivit au Directoire pendant cette nuit mémorable (1), où, le front dans ses deux mains, il suppute toutes

(1) « Je désespère d'empêcher la levée du blocus de Mantoue, qui dans huit jours était à nous. Si ce malheur arrive, nous serons bientôt derrière l'Adda, et plus loin s'il n'arrive pas de troupes.

« Les blessés sont l'élite de l'armée : tous nos officiers supérieurs, tous nos généraux d'élite sont hors de combat; tout ce qui m'arrive est si inepte! et ils n'ont pas la confiance du soldat! L'armée d'Italie, réduite à une poignée de monde, est épuisée. Les héros de Lodi, de Millesimo, de Castiglione et de Bassano sont morts pour la patrie ou sont à l'hôpital; il ne reste plus aux

les chances de sa position : cette conquête d'Italie, si rapidement accomplie, si glorieusement défendue, va lui être ravie; sa fortune, si éclatante au début, va être voilée par une défaite; et qui sait si l'envie ne lui disputera pas jusqu'au privilége de ses victoires passées! Tout a coup son regard s'enflamme; un éclair de génie a traversé sa pensée : il a trouvé une nouvelle combinaison qui va lui assurer la victoire. L'armée cependant était dans l'anxiété. La confiance qu'elle avait dans son jeune général ne l'avait point abandonnée; mais elle attendait impatiemment l'ordre du jour, qui devait faire connaître ses instructions et pressentir ses projets. La journée du 14 novembre s'écoula, et l'ordre du jour n'annonça rien. L'émotion était au comble. Les blessés qui souffraient encore, les malades dévorés par la fièvre, sortaient des hôpitaux en apprenant le danger de l'armée, et venaient reprendre leur rang. Enfin, vers la nuit, l'ordre de partir est donné : on sort de Vérone, et l'on se rend vers Milan. *L'armée bat en retraite, l'Italie est perdue!* dit-on de toutes parts. Ces mots circulent dans les rangs et y produisent une tristesse profonde; on marche silencieusement. Tout à coup l'armée reçoit l'ordre de se rapprocher de l'Adige par un mouvement à gauche. L'espoir commence à renaître. Enfin, après plusieurs heures de marche, elle repasse l'Adige à Ronco et se déploie sur l'autre rive du fleuve qu'elle croyait abandonner. Il y a plus, on se rapproche de l'armée d'Alvinzi et on se trouve sur ses flancs. Le plan inspiré à Bonaparte par le désespoir est extraordinaire; mais l'armée le devine, et l'espérance fait place au désespoir. En effet, il vient de se jeter au milieu des vastes marais formés par l'Adige et par l'Alpon, et qui sont traversés par deux chaussées remontant à Vérone l'une à gauche, par Porcil et Combiano, l'autre à droite, par le village d'Arcole. Dans cette position, l'avantage du nombre disparaît, puisque les têtes de colonnes seules peuvent être engagées, et il peut lui-même tomber sur le flanc des Autrichiens s'ils essayaient de s'emparer de Vérone, où il avait laissé Kilmaine avec 1,500 hommes, et déboucher par Arcole sur les derrières d'Alvinzi. En conséquence, Masséna fut placé sur la digue de gauche, Augereau sur celle de droite. Au point du jour, ce général, en se portant sur Arcole, tomba dans un corps de croates en reconnaissance. Un combat d'avant-garde s'engage et devient assez vif. Alvinzi, qui croyait l'armée française à

corps que leur réputation et leur orgueil. Joubert, Lannes, Lanusse, Victor, Murat, Charlot, Dupuis, Rampon, Pigeon, Menard, Chabran sont blessés : nous sommes abandonnés au fond de l'Italie. La présomption de mes forces nous était utile; on publie dans des discours officiels que nous ne sommes que trente mille hommes.

« J'ai perdu dans cette guerre peu de monde, mais tous des hommes d'élite qu'il est impossible de remplacer. Ce qui me reste de braves voit la mort infaillible, au milieu des chances si continuelles et avec des forces si inférieures. Peut-être l'heure du brave Augereau, de l'intrépide Masséna, de Berthier, de... est près de sonner. Alors! alors! que deviendront ces braves gens? Cette idée me rend réservé, je n'ose plus affronter la mort, qui serait un sujet de découragement et de malheur pour tous ceux qui sont l'objet de mes sollicitudes.

« Sous peu de jours nous essaierons un dernier effort. Si la fortune nous sourit, Mantoue sera pris et avec lui l'Italie. »

Vérone, est surpris d'entendre la fusillade sur ce point. Il ne peut comprendre que les Français se soient jetés dans les marais. Il ordonne à deux divisions de s'y porter. Les généraux français les laissent s'engager, puis Masséna fond tête baissée sur la division de Provera, qui s'est avancée sur la digue de gauche, et Augereau sur celle de Metrouski qui a suivi la digue de droite. Ces deux divisions sont culbutées, rejetées dans les marais et perdent un grand nombre d'hommes. Augereau veut poursuivre ses succès et déboucher dans la plaine par le pont jeté à Arcole sur l'Alpon; mais le pont est fortement occupé, et la rive opposée est couverte de tirailleurs. Il prend un drapeau et se porte en avant; ses soldats le suivent. Mais les Autrichiens font un feu d'enfer; ses troupes sont ramenées. Plusieurs généraux sont blessés, et entre autres Lannes, Bon et Verdier. Bonaparte, en voyant le combat se prolonger, craint de voir échapper le fruit de ses combinaisons; il veut tomber sur les derrières d'Alvinzi et détruire son armée d'un seul coup; mais il s'agit de forcer promptement le passage à Arcole. Il se porte au galop sur ce point, descend de cheval, saisit un drapeau et harangue les soldats, leur rappelle le pont de Lodi et marche en avant. Une partie de la colonne seulement le suit. Il avance, son drapeau à la main au milieu des balles et de la mitraille. Les généraux l'entourent. Lannes, blessé deux fois au commencement de l'attaque, a voulu le suivre; il reçoit une troisième blessure à ses côtés; le général Vignolles est blessé; le colonel Muiron, son aide-de-camp, est tué en le couvrant de son corps. Tous les coups portent sur cette colonne profonde et serrée; cependant elle continue d'avancer : encore un effort, et le pont est franchi. Une nouvelle décharge à mitraille l'arrête et fait d'effroyables brèches dans les rangs. La queue abandonne la tête. En même temps une colonne autrichienne débouche sur le pont au pas de charge et achève de la refouler. Dans ce mouvement Bonaparte est entraîné et jeté dans les marais. Les Autrichiens le dépassent de trente pas au moins. Généraux et soldats accourent pour le délivrer. On le retire de la fange, on le remet à cheval et il revient à Ronco.

Pendant ce temps, le général Guyeux avait franchi l'Alpon au-dessus d'Arcole. Mais il était trop tard. Alvinzi, reconnaissant enfin le danger où il se trouvait, avait eu le temps de se déployer dans la plaine et de déjouer les desseins de Bonaparte. Telle fut la première journée d'Arcole; le but du général français était manqué, quant au résultat, la destruction de l'armée d'Alvinzi; mais les avantages n'étaient pas moins immenses. Vérone n'était plus menacée, et l'armée autrichienne était tenue en suspens sur les digues.

Bonaparte repassa l'Adige à Ronco et se porta de l'autre côté du fleuve pour être en mesure de soutenir Vaubois s'il était trop fortement attaqué. Le lendemain, 16, le combat recommence sur les digues. On se bat avec acharnement, et comme, ici, l'avantage du nombre est annulé, les Autrichiens sont partout culbutés et perdent un grand nombre d'hommes. Bonaparte n'avait pas voulu rendre cette journée décisive; il attendait des nouvelles de Vaubois; il apprend qu'il tient encore à Corona et à Rivoli. Il se décide alors à frapper un dernier coup. Il calcule que l'ennemi a dû perdre, dans ces deux journées, le

tiers au moins de son armée, qu'il est harassé et découragé. Il n'hésite pas à quitter les digues et à se déployer dans la plaine.

Le 17 novembre, au point du jour, commença le troisième acte de cette terrible lutte. L'armée française déboucha par Ronco, Masséna par la digue gauche, Augereau par la digue droite, et, après les avoir balayées, les deux divisions arrivèrent dans la plaine en présence des ennemis. L'ordre de charger est donné aussitôt, et le combat recommence avec acharnement. Les Autrichiens plient, un heureux stratagème achève de les mettre en déroute. Bonaparte a placé dans les marais 25 trompettes qui, sonnant à la fois, portent l'épouvante dans les rangs autrichiens; ils abandonnent le champ de bataille après soixante-douze heures de combat. Les soldats étaient tellement fatigués, qu'ils passèrent la nuit sur le champ de bataille même. Alvinzi se retira en toute hâte vers Montébello. Il avait laissé dans les marais de Ronco 8 à 10,000 morts ou blessés et 5,000 prisonniers. Bonaparte, de son côté, avait perdu beaucoup de monde. Il ne chercha point à poursuivre vivement l'ennemi; il rentra à Vérone en passant par le champ de bataille qu'avait occupé Alvinzi. Qu'on juge de l'étonnement des habitants de Vérone qui avaient vu cette poignée d'hommes sortir mystérieusement et en fugitifs, et qui les voyaient rentrer triomphalement, précédés d'une grande victoire. Amis et ennemis ne purent s'empêcher de rendre hommage au génie du capitaine et au courage et à l'intelligence de ses soldats. Bonaparte, poursuivant son avantage autant que le lui permettait sa faible armée, fit soutenir Vaubois, rejeter Davidowich dans le Tyrol et occuper les anciennes positions qu'il avait sur l'Adige.

La victoire d'Arcole produisit en France et en Europe une sensation extrême. Le Directoire, qui croyait tout perdu après la lettre que lui avait adressée Bonaparte, passa de la consternation à la joie la plus vive. Les deux Conseils félicitèrent encore une fois l'armée d'Italie de ses succès, et décidèrent que les drapeaux qu'Augereau et Bonaparte avaient portés sur le pont d'Arcole, au milieu du feu et de la fumée, leur seraient donnés pour être conservés dans leur famille. Enfin on admira partout en Europe le génie de l'homme extraordinaire qui, abandonné à ses propres forces au fond de l'Italie, soutenait une telle lutte contre les nombreuses armées de la puissante maison d'Autriche.

La victoire d'Arcole, malgré son éclat, n'avait pas été aussi décisive qu'elle aurait pu l'être. Bonaparte avait perdu beaucoup de soldats dans ces trois journées, le succès avait été si chèrement acheté qu'il n'avait pu poursuivre Alvinzi et qu'il s'était borné à conserver sa ligne défensive sur l'Adige. La crainte de laisser Wurmser s'échapper de Mantoue l'empêchait d'affaiblir la division qui formait le blocus de cette ville; et cependant les corps de Masséna et d'Augereau étaient considérablement réduits. Il est vrai que quelques régiments venus de l'intérieur et quelques bataillons de l'armée des Alpes avaient rejoint l'armée d'Italie après Arcole; mais qu'étaient ces renforts auprès de ceux que l'empire préparait pour la nouvelle campagne qui allait s'ouvrir?

Jamais l'Autriche n'avait fait de plus grands efforts : toute la garnison de Vienne était acheminée vers le Tyrol; 4,000 volontaires, levés dans la capitale, avaient été enrégimentés sous le nom de *volontaires de Vienne*, et l'impératrice leur avait donné des drapeaux brodés de ses mains; enfin une foule de Croates et de Tyroliens avaient été enrôlés, et l'armée d'Alvinzi portée à 60,000 hommes.

Bonaparte, qui s'attendait à cette dernière lutte, donnait aussi tous ses soins à la réorganisation de son armée qui, par les renforts qu'il avait reçus, se trouvait encore portée à 45,000 hommes, dont 10,000 formaient le blocus de Mantoue et 30,000 étaient en observation; le reste occupait les garnisons de Bergame, de Milan, etc. Vaubois avait été remplacé par Joubert. L'armée s'était refaite pendant ces deux mois de repos; elle vivait dans l'abondance et dans la joie. « Tandis que la simplicité et l'indigence régnaient à l'armée du Rhin, le luxe s'était introduit dans celle d'Italie : il y était aussi grand que la gloire. Les soldats, bien vêtus, bien nourris, bien accueillis par les belles Italiennes, y vivaient dans l'abondance et dans la joie. Les officiers généraux participaient à l'opulence générale et commençaient leur fortune. Quant aux fournisseurs, ils déployaient un faste scandaleux, et achetaient, avec le prix de leurs exactions, les plus belles actrices de l'Italie. Bonaparte, indigné des désordres de l'administration, portait un regard sévère sur les moindres détails, vérifiait lui-même les comptes des compagnies, faisait poursuivre les administrateurs infidèles, et les destituait impitoyablement. Il pardonnait volontiers à ses soldats et à ses généraux des jouissances qui n'étaient pas pour eux les délices de Capoue; mais il avait une haine implacable pour tous ceux qui s'enrichissaient aux dépens de l'armée, sans la servir de leurs exploits ou de leurs soins (1). »

Quant à lui, épuisé par neuf mois de travaux, de veilles, de fatigues de guerre, de soins de toute espèce, dévoré par une gale intense dont il avait pris le germe à Toulon, il était tellement affaibli, qu'il pouvait à peine se tenir à cheval. Mais deux mobiles puissants le soutenaient : l'ambition et la gloire; et, si son corps était épuisé, son esprit avait conservé toute sa lucidité, toute sa force.

Les hostilités recommencèrent vers les premiers jours de janvier de l'année 1797. Bonaparte avait l'œil fixé vers le Tyrol et le Frioul, où Alvinzi formait son armée. Enfin, le 7 janvier, les Autrichiens se mirent en marche et attaquèrent les avant-postes français à Bevilaqua. Le plan d'Alvinzi était d'agir dans le Haut-Adige avec 45,000 hommes, pendant que Provera, avec 20,000 hommes, agirait dans l'Adige inférieur pour communiquer avec Mantoue, les insurgés de la Romagne et l'armée que le pape avait encore une fois poussée vers la frontière de la Lombardie. Le 12 janvier, Alvinzi attaqua Joubert dans la position de Rivoli et le força malgré la résistance la plus héroïque. Dans le même temps Provera attaquait Masséna à Caldiero et à Legnano et était repoussé vigoureusement. Ces deux attaques avaient éclairé Bonaparte sur les

(1) *Histoire de la Révolution.*

projets de son adversaire. Il les connaissait et allait y faire face avec sa promptitude et sa supériorité accoutumées. En conséquence, il laissa Augereau dans le Bas-Adige, plaça la réserve de Serrurier, qui bloquait Mantoue, dans un point intermédiaire pour pouvoir s'en servir au besoin, et partit avec trois demi-brigades de la division Masséna et deux escadrons de cavalerie. Il arriva à Rivoli à deux heures du matin. Les feux de bivouac des ennemis brillaient sur le fond noir du ciel. Il jugea qu'il y avait là 45,000 hommes. Or, Joubert n'en avait que 10,000, et il était dans l'impossibilité de tenir plus longtemps. Aussitôt, ayant vu la disposition des troupes ennemies, il n'hésita pas à accepter la bataille. Il choisit le plateau de Rivoli comme nœud stratégique de l'action. Au point du jour, ses dispositions étaient prises, et déjà les troupes de Joubert étaient engagées. La conservation de ce plateau lui permettait d'accabler isolément les colonnes autrichiennes descendant des hauteurs de Rivoli. Alvinzi avait formé son armée en six corps séparés qui devaient aborder de front la position de Rivoli, l'entourer par ses derrières et l'enfermer dans un cercle de fer et de feu. En effet, après quelques heures d'un combat très vif, le plateau de Rivoli se trouva entouré de toutes parts. Bonaparte a devant lui l'infanterie autrichienne, qui s'avance en demi-cercle; à gauche il est entouré par une forte colonne; à droite, le plateau est escaladé par une colonne de grenadiers et par le gros de la cavalerie et de l'artillerie, et il se trouve au milieu de ce cercle avec la seule division Joubert et une partie de celle de Masséna, c'est-à-dire 15,000 hommes environ. C'est le moment qu'il attendait pour porter des coups décisifs. Il pousse l'infanterie légère de Joubert et la cavalerie de Leclerc sur le point débordé du plateau ainsi que sa foudroyante artillerie, et place à sa gauche, pour la couvrir, deux de ses meilleures demi-brigades. Par son ordre, tout s'ébranle à la fois, infanterie, cavalerie, artillerie, Joubert, en chargeant avec l'infanterie, a son cheval tué sous lui; il prend un fusil de grenadier et sème l'épouvante dans les rangs autrichiens. Tout ce qui a débordé sur le plateau est précipité pêle-mêle dans le ravin qui y conduit. Le plateau ainsi délivré, Bonaparte fait placer quelques pièces d'artillerie pour foudroyer la colonne mise en déroute et qui s'agite confusément dans le ravin. Il se précipite ensuite avec Joubert sur la colonne d'infanterie. Lasalle le suit avec 200 hussards, et tout est culbuté. Pendant que Bonaparte obtenait ces avantages, Masséna contenait les Autrichiens et conservait les hauteurs de Trombalora. Bonaparte, profitant de son avantage, fait ébranler toute la ligne de la droite à la gauche, repousse les Autrichiens sur tous les points et les poursuit dans les montagnes. Se portant ensuite sur les derrières, il attaque à son tour le corps de Lusignan. Les demi-brigades chargent en entonnant le *Chant du départ*. Toute cette colonne, poussée sur la route de Vérone, par laquelle débouchait la division Rey, se trouva bientôt entre deux feux; elle met bas les armes. Ainsi l'armée d'Alvinzi était complétement détruite. Le général Lusignan était pris avec son corps d'armée. Les cinq autres colonnes battues successivement fuyaient dispersées à travers les montagnes.

Mais tout n'est pas encore achevé pour Bonaparte. Il a appris que Provera a

passé l'Adige à Anghuiari et qu'il s'avance vers Mantoue; il vole à sa rencontre avec la division Masséna, qui a marché toute la nuit et qui s'est battu toute la journée, et il lui fait faire à marches forcées les quinze lieues qui séparent Rivoli de Mantoue. Les soldats, fiers de tels succès, et soutenus par l'enivrement moral de la victoire, semblaient ne pas s'apercevoir des fatigues. La colonne de Bonaparte arrive le 15 devant Mantoue, et, le lendemain, livre au général autrichien une bataille où il refoule à la fois Wurmser dans la place, enveloppe et prend Provera, qui met bas les armes avec 6,000 hommes. Les *volontaires de Vienne* font partie de la colonne de Provera: ils rendent, avec leurs armes, le drapeau brodé par l'impératrice.

Telles furent les trois journées de Rivoli. L'histoire n'avait rien jusqu'alors de comparable à ces mémorables actions de guerre. Les résultats étaient immenses. Cette armée de 60,000 hommes a été frappée de la foudre, anéantie par nos soldats; la moitié est prise ou tuée, le reste fuit en désordre. Certes, on ne saurait trop admirer les sublimes combinaisons du général en chef, mais il faut aussi reporter son admiration sur cette armée si héroïque, qui, pendant quatre jours, marche la nuit, combat le jour, et déploie une activité et une intelligence aussi dignes d'éloges que les dispositions du général lui-même. « Plusieurs demi-brigades françaises, dit Jomini, surpassèrent, dans cette occasion, la rapidité tant vantée des légions de César. Aucune ne leur céda en bravoure. »

Peu de jours après, Mantoue capitula. La campagne était terminée; l'Italie appartenait désormais à la France.

Lorsque la nouvelle de la victoire de Rivoli arriva à Paris, la joie fut au comble, et la lecture du bulletin qui annonçait ce fait d'armes prodigieux et surtout la prise de 22,000 prisonniers fit verser des larmes d'admiration aux vrais patriotes. On célébra à l'envi les exploits du jeune général; la peinture et la poésie lui décernèrent de toutes parts leurs hommages au nom de la patrie. Peu de jours après, un nouveau bulletin annonça la reddition de Mantoue, ce boulevard de l'Italie. Le courrier qui portait cette nouvelle arriva le soir à Paris. Aussitôt le gouvernement fait battre le rappel dans les rues; la garnison se réunit en armes sur les places publiques, et à la lueur des torches, au milieu des cris de joie et des applaudissements du peuple, on lut le bulletin qui annonçait cette dernière et grande victoire, la prise de Mantoue.

Splendides journées de gloire! vous êtes déjà bien loin de nous et votre souvenir nous transporte. Quelle impression ne deviez-vous pas produire alors sur les esprits!

L'Italie conquise, Bonaparte ne pensait point encore avoir accompli son œuvre. Le projet qu'il avait soumis au Directoire d'une campagne en Autriche ne s'était point effacé de son esprit. Il résolut de le mettre à exécution. Il fallait toute l'audace et la vigueur de Bonaparte pour l'entreprise de ce plan de campagne, car, pour arriver au cœur de l'Autriche, l'armée française devait traverser les longs défilés des Alpes noriques et juliennes, laissant à sa gauche le Tyrol, à sa droite la Hongrie et la Croatie, et derrière elle l'Italie, saisie d'éton-

nement et d'admiration, mais toujours prête à se soulever contre la domination française.

Auparavant, il résolut d'en finir avec le pape, et il se porta rapidement sur le Senio, s'empara de Faenza, de Forli, Rimini, Pezaroll, Sinigaglia, Loretto, poussant devant lui les troupes pontificales, et arriva enfin à Tolentino, prêt à marcher sur Rome. Le pape, cette fois encore, essaya de désarmer la colère du jeune capitaine qu'il appelait son fils, et signa le traité de paix de Tolentino (19 février 1797).

Ainsi, à cette heure, les campagnes de Bonaparte avaient donné les résultats suivants: cinq généraux, Beaulieu, Colli, Wurmser, Provera et Alvinzi, vaincus; quatre armées détruites; le Piémont réuni à la France; les républiques lombarde et cispadane constituées; Venise, Rome et Naples soumises par des traités. Ces succès étaient autant d'ébranlements portés à la puissance des Césars.

Bonaparte revint sur l'Adige pour commencer sa dernière campagne; l'Autriche effrayée avait appelé en toute hâte l'archiduc Charles, dernier espoir de la monarchie menacée dans ses propres États. L'archiduc arrivait en effet à marches forcées; il précédait un corps de 40,000 hommes de l'armée du Rhin. Il s'était porté sur Trieste et sur Bellune, où il réunissait les débris des armées vaincues et concentrait ses forces en attendant l'armée de 40,000 hommes.

Bonaparte, de son côté, avait reçu deux divisions détachées de l'armée de Sambre-et-Meuse. Ces deux divisions, les plus belles de l'armée qui avait vaincu sur le Rhin, avaient traversé les Alpes dans la saison la plus rigoureuse. Arrêtés par une tempête, les guides refusaient d'avancer. Les généraux firent sonner la charge, et tambour battant, enseignes déployées, on marcha malgré la tempête. Ces deux divisions formaient environ 20,000 hommes, ce qui porta à 60,000, et à 70,000 avec les milices lombardes, le chiffre total de l'armée d'Italie qui allait porter la guerre au cœur de l'Autriche. Mais il fallait en laisser 15,000 dans le Tyrol et 20,000 au moins en Italie pour contenir Gênes et observer Venise.

Bonaparte résolut donc d'attaquer l'archiduc avant l'arrivée de ces principales forces détachées des bords du Rhin; car alors il aurait eu 90,000 hommes à combattre et Venise à redouter. Venise était la pierre d'achoppement de cette campagne. Venise faisait des armements secrets et remplissait ses lagunes de soldats pour seconder les vues de l'Autriche. Bonaparte fit tout pour obtenir sa neutralité; mais Venise, république depuis le ve siècle, était marquée du doigt de Dieu; elle avait hâte de jeter à la mer le bonnet de ses doges avec l'anneau du *Bucentaure*. Elle resta sourde à la voix de la France et fut rayée du livre des nations.

Bonaparte se mit en marche dans les premiers jours de mars. Joubert, avec 18,0000 hommes, gravit le Tyrol; Masséna, avec 10,000 hommes, marcha sur Feltre et Bellune; Bonaparte, avec le reste de l'armée, c'est-à-dire la division Serrurier, qui s'était signalée sous les murs de Mantoue; la division Auge-

reau (1), une des plus belles de l'armée, et la division Bernadotte, arrivant du Rhin (2), se porta sur la Piave et le Tagliamento. Son plan était de traverser ces deux fleuves, de pousser devant lui l'archiduc, de rejoindre Masséna au col de Tarvis, Joubert dans la vallée de la Drave, et de marcher ensuite sur Vienne à la tête de toutes ses forces, c'est-à-dire de 50,000 hommes de troupes comme on n'en avait jamais vu en Europe.

Les deux capitaines qui allaient se mesurer dans cette nouvelle lutte étaient également célèbres, l'archiduc par ses savantes manœuvres, pendant la campagne de 1796, contre Jourdan et Moreau; Bonaparte par ses succès en Italie.

L'armée française franchit la Piave le 13 mars; le 16, elle força le passage du Tagliamento en présence de l'armée autrichienne, qui fut repoussée. En même temps Masséna s'emparait de Pontalba et marchait sur Tarvis. Bonaparte, poursuivant son succès, s'empare de Palma-Nova, enlève Gradisca. Masséna, de son côté, s'empare de Tarvis après un combat de Titans livré au-dessus des nuages sur un plateau qui domine à la fois l'Allemagne et la Dalmatie. L'archiduc, habile général, juge que la position de Tarvis est la clef des Alpes; il vole de sa personne sur ce point, renforce les divisions vaincues de 6,000 grenadiers et reprend le plateau de Tarvis. Bonaparte, à son tour, marche à la poursuite de l'archiduc, et Masséna, qui juge de l'importance de cette position, forme en bataille sa terrible division, attaque l'archiduc et reprend Tarvis après un combat acharné et sanglant où les deux chefs s'exposent comme de simples grenadiers. Bonaparte, arrivant après coup, se rabat sur une division autrichienne, qui est forcée de déposer les armes. Dans le Tyrol, Joubert livrait aussi de victorieux combats à Saint-Michel et à Clausen, et après avoir balayé le Tyrol manœuvrait pour rejoindre Bonaparte. Ainsi, la réputation de l'archiduc était venue se briser contre le génie de Bonaparte. En quinze jours le général français s'était emparé du sommet des Alpes, avait rompu les efforts de son adversaire, fait 20,000 prisonniers, et il était prêt à marcher sur Vienne avec 50,000 hommes.

Mais, pendant qu'il accomplissait ces grandes choses, la république de Venise se levait en armes aux cris de *Mort aux Français!* Bergame, Salo, Brescia, Crémone, levèrent l'étendard de la révolte en égorgeant les Français et leurs partisans; mais c'est à Vérone surtout que les massacres furent horribles. En vain le général qui commandait le fort fit pleuvoir sur la ville une grêle de mitraille : le carnage ne continua pas moins. Les féroces paysans qu'on avait

(1) La division Augereau était commandée par Guyeux; Augereau avait été envoyé à Paris par Bonaparte pour porter les drapeaux ennemis pris dans la dernière campagne.

(2) La division Bernadotte contrastait, par la simplicité de sa tenue sévère, avec les divisions de l'armée d'Italie, enrichies des dépouilles de la Lombardie, et dont les soldats, exaltés par le succès, étaient fougueux, fanfarons comme tous les méridionaux. Ils se moquaient des soldats du Rhin, et les appelaient le *contingent*, pour faire allusion aux recrues qui renforçaient les armées allemandes après chaque défaite. Les braves soldats du Rhin ne pouvaient supporter ces railleries. De là de nombreux duels et un désir ardent de prouver, en présence de l'ennemi, que leur valeur et leur savoir égalaient ceux de l'armée d'Italie.

excités et qui n'avaient rien à perdre ne voulurent rien entendre. Les soldats, qui étaient parvenus à se réfugier dans le fort, voyaient en frémissant de rage égorger leurs frères d'armes dont les cadavres flottaient sur l'Adige. Ces massacres furent appelés les *Pâques véronaises*. Pendant que ces événements se passaient à Vérone, Venise, elle aussi, signalait sa haine pour la France en foudroyant dans son port un vaisseau français qui était venu se réfugier sous le fort du Lido, et égorgeait l'équipage. Mais l'heure de la vengeance sonnait.

Bonaparte, maître des Alpes, était descendu à grands pas dans la vallée de la Muer. Le 31 mars, il occupait Klagenfurth, capitale de la Carinthie, où il attendait l'arrivée de Joubert. Le lendemain, il se porta sur Neumarck, où le prince Charles avait pris position avec quatre nouvelles divisions venues du Rhin. Un combat sanglant s'engagea dans les gorges, où les divisions du Rhin et d'Italie, se défiant mutuellement, firent des prodiges de valeur et d'audace. Les soldats autrichiens ne pouvaient tenir contre une telle impétuosité. Ils furent culbutés partout, et Bonaparte put s'avancer jusqu'à Léoben, où il établit son quartier général. Masséna, avec l'avant-garde, prit position sur la dernière hauteur des Alpes noriques, d'où nos soldats aperçurent les clochers de la capitale de l'Autriche qu'ils devaient quelques années plus tard traverser en conquérants.

L'Autriche effrayée demanda la paix, dont les préliminaires furent signés à Léoben le 18 avril 1797.

Cependant la nouvelle des succès de Bonaparte était arrivée en Italie au moment où s'accomplissaient les massacres des Français dans les États de Venise. Cette vieille république fut saisie de terreur. Elle allait se trouver seule désormais en présence du terrible capitaine. Elle lui envoya des députés. Ceux-ci rencontrèrent Bonaparte au moment où il repliait son armée sur l'Izonzo. Ils l'abordèrent en tremblant. Bonaparte pouvait à peine se contenir; mais, aux premiers mots d'excuses qu'ils prononcèrent, il s'écria avec impétuosité : « *Le sang de nos soldats a coulé et vous en êtes couverts. Il me faut une vengeance; elle sera terrible. J'irai briser vos Plombs avec mes* 80,000 *hommes; je serai un second Attila pour Venise; je ne veux plus ni inquisition ni livre d'or; ce sont des institutions des siècles de barbarie. Votre gouvernement est trop vieux, il faut qu'il s'écroule.* »

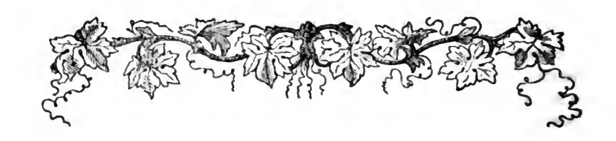
C'était l'arrêt de mort de la république. En un instant, sur toute la terre ferme, le lion de Saint-Marc fut brisé et remplacé par l'arbre de la liberté. Vérone, abandonnée aux soldats de Kilmaine, fut livrée au sac et au pillage; les chefs insurgés furent fusillés et les paysans pris les armes à la main massacrés sur-le-champ. Quant à Venise, la ville des lagunes, la vieille reine de l'Adriatique, elle ouvrit ses portes à nos soldats. Le général Baraguay d'Illiers en prit possession au nom de la république, et la république de Venise fut rayée du nombre des nations.

La prise de Venise ne fut pas un des événements les moins extraordinaires de cette campagne. Venise, quoiqu'elle fût bien déchue, pouvait encore résister longtemps et changer peut-être les destinées de la campagne. Assise au milieu des lagunes, entourée de chaloupes et de barques canonnières, défen-

due par les milices des Esclavons, elle était presque inexpugnable. Comme au temps de Louis XII, elle pouvait braver les foudres de l'artillerie française; mais les éléments de dissolution qui s'agitaient dans son sein précipitèrent sa perte. La bourgeoisie, long-temps opprimée par la noblesse, aspirait à secouer le joug de ce vieux gouvernement oligarchique et inquisitorial. Elle se souleva tumultueusement. Le conseil des Dix lui-même était divisé. La terreur, d'ailleurs, était au comble parmi ses membres, qui redoutaient la colère du vainqueur. Ils se démirent volontairement. Une nouvelle municipalité fut constituée sous l'influence des Français; mais le rêve d'indépendance fédérative qu'avait fait la bourgeoisie fut de courte durée. Venise passa bientôt du pouvoir de ses doges à celui de l'empereur d'Autriche.

Après cette prodigieuse campagne, Bonaparte revint à Paris le 5 décembre 1797; il était resté absent deux années. Pendant ces deux années, il avait fait 160,000 prisonniers, pris 170 drapeaux, 550 pièces de canon, 600 pièces de campagne, 5 équipages de pont, 9 vaisseaux de 64 canons, 12 frégates de 32, 12 corvettes et 18 galères; de plus, après avoir emporté, pour tout trésor militaire, 2,000 louis, il avait, à plusieurs reprises, envoyé en France plus de 50 millions. Contre toutes les traditions antiques et modernes, c'est l'armée qui a nourri la patrie.

On donna au jeune vainqueur d'Italie une fête triomphale à l'occasion de la remise du traité de Campo-Formio. Elle eut lieu au Luxembourg et fut une des solennités les plus imposantes de la révolution. On se pressait de tous côtés pour voir ce jeune capitaine qu'environnait une si grande gloire. Quand il parut, la sensation fut extrême, et les plus vives acclamations saluèrent le conquérant de l'Italie qui avait porté si haut la gloire et la puissance de la république française!



CHAPITRE V.

1797. — 1800.

SOMMAIRE. — Défense de Kehl et de la tête de pont de Huningue. — Abattucci. — Passage du Rhin. — Bataille de Diersheim. — Passage de la Renchen. — Armée de Sambre-et-Meuse. — Bataille de Neuwied. — Hoche. — Expédition d'Égypte. — Prise de Malte. — Prise d'Alexandrie. — Marche dans le désert. — Bataille des Pyramides. — Entrée au Caire. — Expédition d'Irlande. — Invasion de la Suisse. — Brune. — Guerres d'Italie — Entrée des Français à Rome. — Entrée des Français à Naples. — Championnet. — Armée d'Orient. — Destruction de la flotte française à Aboukir. — Soumission de la Haute et Basse-Égypte. — Expédition de Syrie. — Siége de Saint-Jean-d'Acre. — Combat de Loubé. — Bataille de Mont-Thabor. — Rentrée au Caire. — Bataille d'Aboukir. — Départ de Bonaparte pour la France. — Ses adieux à l'armée. — Italie. — Général Schérer. — Souwarow en Italie. — Moreau. — Bataille de la Trébia. — Funeste journée de Novi. — Mort de Joubert. — Armées d'Helvétie et du Danube. — Bataille de Zurich. — Masséna. — Journée du 18 brumaire. — Bonaparte premier consul. — Fin de la république. — Tableaux.

Pendant que Bonaparte accomplissait (1) en Italie les merveilleuses campagnes des ans IV et V, Moreau, à l'armée de Rhin-et-Moselle, livrait la bataille de Diersheim; Hoche, à l'armée de Sambre-et-Meuse, mettait le sceau à sa gloire militaire par la bataille de Neuwied.

Campagne de 1797. — *Armée de Rhin-et-Moselle.* — Moreau, après sa retraite d'Allemagne, avait retranché ses troupes derrière le fort de Kehl, carré bastionné élevé d'après les dessins de Vauban, et que les Allemands avaient en partie démoli lors de la cession de ce fort à l'Empire, en 1738. Moreau en fit rétablir les reliefs, creuser les fossés, et y ajouta un camp retranché. Vers la fin de décembre 1796, l'ennemi vint mettre le siége devant Kehl, qui fut évacué après cinquante jours de tranchée ouverte. Ce siége fit le plus grand honneur aux généraux Desaix, Gouvion Saint-Cyr et Lecourbe, et doit être regardé comme un des plus mémorables événements de la campagne. Chaque ou-

(1) Pour ne pas interrompre le récit des événements militaires en Italie, nous avons renvoyé au chapitre V ceux qui se passaient aux armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse.

vrage, chaque retranchement avait exigé un assaut et souvent deux. Après l'évacuation du fort de Kehl, il ne restait plus aux Français, de leurs conquêtes sur la rive droite du Rhin, que la tête de pont de Huningue, dont la défense avait été confiée au général Ferino. Là, comme à Kehl, la résistance fut héroïque et mémorable. Le général Abattucci, dans une vigoureuse sortie, tua 2,000 hommes aux Autrichiens, et tomba lui-même mortellement frappé à la tête de ses troupes. C'était un des plus intrépides généraux de l'armée du Rhin. Les regrets de l'armée tout entière le suivirent dans la tombe; mais le fort d'Huningue, comme celui de Kehl, dut être évacué et passa aux mains des Autrichiens.

Après ces deux événements, l'armée de Rhin-et-Moselle et celle de Sambre-et-Meuse restèrent pendant plusieurs semaines inactives, bien que les succès de Bonaparte dans la Carinthie, pendant la campagne d'Allemagne, eussent dû les décider à agir hostilement de leur côté et à profiter de cette heureuse diversion.

Ce n'est que vers le milieu du mois d'avril que les deux armées entrèrent en campagne et franchirent simultanément le Rhin à Gambesheim et à Neuwied. Le passage du Rhin ajouta à nos fastes militaires deux grandes victoires: celle remportée à Neuwied, par Hoche, le 18 avril, et celle remportée à Diersheim, par Moreau, le 21 du même mois.

Le passage du Rhin opéré, Moreau reprit le fort de Kehl et poursuivit vivement l'ennemi. Déjà il avait franchi la Renchen à sa suite, lorsque les préliminaires de Léoben arrêtèrent sa marche victorieuse.

Armée de Sambre-et-Meuse (1797). — L'armée de Sambre-et-Meuse, ainsi que nous l'avons vu dans la campagne de 1796, s'était retirée derrière le Rhin, et un armistice de six mois avait été conclu entre les généraux français et autrichiens. Pendant ce temps, Hoche avait succédé à Beurnonville. Son armée, renforcée de plusieurs détachements de l'armée du Nord inactive dans la Flandre et de la plupart des corps destinés à la malheureuse expédition d'Irlande, dont nous aurons à parler, s'élevait à 70,000 hommes. Hoche s'appliqua à réorganiser cette armée. Les six mois qu'elle venait de passer sous la tente l'avaient affaiblie par les désertions et démoralisée par la misère. L'instruction et la discipline y étaient fort relâchées. Le pacificateur de la Vendée donna tous ses soins à rendre à cette armée son ancienne réputation de subordination et d'ordre. Il lui fit subir une réorganisation nouvelle. Depuis le commencement de la république, la cavalerie et l'artillerie étaient disséminées dans chaque division, et ressemblaient ainsi aux légions romaines. Hoche réunit la cavalerie en divisions séparées par armes, et lui rendit ainsi sa véritable destination. Ney commanda les hussards, Richepanse les chasseurs, d'Hautpoul la grosse cavalerie. L'armée se composa alors de huit divisions, dont quatre de cavalerie et quatre d'infanterie. Lefebvre, Grenier, Championnet, eurent le commandement des trois corps principaux de bataille. Le caractère ferme et élevé du général en chef, le zèle, les talents des généraux divisionnaires placés sous ses ordres, l'émulation de tous, firent en peu de temps de

cette armée un modèle de discipline et d'organisation. L'infanterie était excellente. la cavalerie était belle, l'artillerie bien montée; jamais, même aux temps de ses grands succès, l'armée de Sambre-et-Meuse n'avait été dans un état plus brillant. Aussi Hoche ne craignit pas d'écrire au Directoire : « *Que la campagne s'ouvre, et je serai bientôt à Vienne.* »

La campagne s'ouvrit vers le milieu d'avril. Le 16, les troupes se mirent en mouvement, et, le 18, Hoche livra à Neuwied cette grande bataille où l'armée de Sambre-et-Meuse fit des prodiges, et où les Autrichiens perdirent 6,000 hommes, tués, blessés ou prisonniers, sept drapeaux et un grand matériel. Hoche, poursuivant le cours de ses succès, passa la Lahn, le 20 avril, à la suite des ennemis, et arriva, le 21, devant Francfort. C'est là qu'il reçut l'ordre de s'arrêter, et qu'il apprit que des préliminaires de paix avaient été signés à Léoben.

Dès que la guerre eut cessé en Allemagne, cet infatigable jeune homme, qui avait déjà dans son sein le germe de la mort, reporta sa pensée vers l'expédition d'Irlande, si malheureusement commencée une première fois. Le mal inconnu qui devait le frapper si prématurément ne lui laissa pas le temps de mettre à exécution cette nouvelle entreprise. Il mourut au milieu de son camp, à Wetzlar, le 19 septembre 1797. Quelques jours avant sa mort il disait à son médecin : « *Donnez-moi un remède contre la fatigue, mais que ce ne soit pas le repos.* » Hoche avait vingt-neuf ans. Son corps fut porté à Coblentz et inhumé à la place même où avait été déposé celui de Marceau. Ses funérailles eurent lieu en grande pompe à l'armée et à Paris. Cette fête funèbre fut une des cérémonies les plus imposantes de la république. Sa vie a été résumée en ces quelques mots : Soldat à seize ans, général en chef à vingt-quatre ans, il débloqua Landau en l'an II, pacifia la Vendée en l'an IV, vainquit à Neuwied en l'an V.

Armée d'Orient. — Campagne de 1798. — Avec la paix Bonaparte a vu arriver le terme de sa carrière militaire; ne pouvant rester en repos, il tourne ses yeux vers l'Orient. Le Directoire l'avait nommé général en chef de l'armée d'Angleterre; mais, pendant qu'on le croyait occupé, sur les dunes de Calais ou de Dunkerque, à étudier les moyens de faciliter une descente en Angleterre, nouveau Cambyse, c'est la conquête de l'Égypte qu'il rêvait. Déjà, pendant qu'il était en Italie, il avait écrit au Directoire : « C'est là qu'il faut combattre l'Angleterre. Nous dominerons ainsi la Méditerranée; nous veillerons sur l'empire ottoman, qui croule de toutes parts, et nous serons en mesure de le soutenir ou d'en prendre notre bonne part. — Nous pourrons davantage, ajoutait Bonaparte; nous pourrons rendre presque inutile aux Anglais la domination de l'Océan. Ils nous ont contesté le cap de Bonne-Espérance, nous pouvons nous en passer; occupons l'Égypte, nous aurons la route directe de l'Inde, et il nous sera facile d'y établir une des plus belles colonies du globe. » Et puis il répétait souvent à ses confidents : C'est en Orient que se forment les grandes renommées, et, si je reste en repos, ma gloire sera bientôt vieillie.

Ainsi il veut atteindre et même dépasser toutes les grandes renommées; il a

déjà fait plus qu'Annibal en Italie, il fera autant qu'Alexandre et que César en Égypte. Son nom manque aux pyramides, où sont inscrits ces deux grands noms.

Un voile impénétrable couvrit les premiers préparatifs de cette expédition. Bonaparte prit toutes les précautions pour en assurer le succès. Il choisit lui-même les officiers dans les armées de terre et de mer, et il veilla à l'armement et à l'équipement de la flotte. Son armée, il la composa des demi-brigades qui avaient combattu sous ses ordres en Italie et des meilleurs régiments de l'armée du Rhin (1). Elle s'élevait à 36,000 hommes, dont 2,000 de cavalerie non montée. L'escadre, forte de 13 vaisseaux de ligne, de 17 frégates ou corvettes et de 300 bâtiments de transport, était montée par 10,000 matelots français, italiens ou grecs. Jamais, depuis les croisades, un armement si considérable n'avait paru dans la Méditerranée. Officiers, soldats et matelots rivalisaient de zèle et d'ardeur; et, bien que le but de l'expédition ne leur fût point encore connu, tous, sous les ordres de cet homme prodigieux, faisaient des rêves de gloire et de richesse (2).

(1) *État de la composition et de la force de l'armée d'Orient à l'époque du 30 juin 1798.*

Bonaparte, général de division, commandant en chef. — Alexandre Berthier, chef d'état-major. — Général Dommartin, commandant l'artillerie. — Général Cafarelli-Dufalga, commandant le génie. — Disponibles : les généraux de division, Dugua et Dumay. — Les généraux de brigade : Dumas, Dupuy et Marmont.

DIVISION DESAIX d'avant-garde. — Brigades Belliard et Friand : 21e légère, 3 bataillons, 2,100; 61e de ligne, 3 bat., 1,800; 88e de ligne, 3 bat., 1,900.

DIVISION REYNIER, de droite, formée des régiments de Malte, des vaisseaux, de la garde du grand-maître et des chasseurs maltais. — Brigades Damas et Verdier : 9e de ligne, 3 bataillons, 1,900; 85e de ligne, 3 bat., 2,100; légion maltaise, 2 bat., 1,500.

DIVISION KLÉBER, du centre. — Brigades Lannes et Lanusse : 2e légère, 3 bataillons, 1,700; 25e de ligne, 3 bat., 2,000; 75e de ligne, 3 bat., 2,100.

DIVISION MENOU, de gauche. — Brigades Vial et Mireur : 22e légère, 3 bataillons, 2,000; 13e de ligne, 3 bat., 2,000; 69e de ligne, 3 bat., 1,800.

DIVISION BON, réserve. — Brigades Rampon et Murat : 4e légère, 2 bataillons, 1,400; 18e de ligne, 3 bat., 2,100; 32e de ligne, 3 bat., 2,000.

DIVISION DUMAS, de cavalerie. — Brigades Leclerc et Zayonszeck : 7e hussards, 3 escadrons, 500; 22e chasseurs, 3 esc., 450; 3e dragons, 2 esc., 300; 14e drag., 3 esc., 400; 15e drag., 2 esc., 300; 18e drag., 4 esc., 400; 20e drag., 2 esc., 350. — 2,820 hommes de cavalerie.

GRAND QUARTIER-GÉNÉRAL, organisé plus tard des débris des équipages déposés à terre par les Anglais après la bataille d'Aboukir. — Guides à cheval, 1 escadron, 120; guides à pied, 1 bataillon, 600; artillerie à pied, 800; sapeurs, 800; mineurs-ouvriers, 600; la légion nautique, 3,000.

Total de l'armée d'Égypte : 47 bat., 20 esc. 37,200; non compris la division Vaubois à Malte. — 7e de ligne, 1 bataillon, 800; 19e de ligne, 2 bataillons, 1,500.

DIVISION VAUBOIS : 7e de ligne, 800 hommes; 19e de ligne, 1500 hommes à Malte.

DIVISION Chabot, à Corfou. — Brigades Lasalcette et Piveron : 6e de ligne, 3 bataillons, 2,400; 79e de ligne, 3 bat., 2,400.

Total général de l'armée d'Orient : 56 bataillons, 40 escadrons : 44,120 hommes.

On a pris ici la force approximative de l'effectif, parce que les régiments avaient été complétés autant que possible; mais les malades et les blessés peuvent être estimés au dixième, aussitôt après le débarquement.

(1) Les paroles de Bonaparte étaient bien faites pour les entretenir dans cette illusion. En arrivant à Toulon, il leur adressa l'ordre du jour suivant :

« Officiers et soldats! il y a deux ans que je vous commande. A cette époque, vous étiez dans la Rivière de Gênes, dans la plus grande misère, manquant de tout, ayant sacrifié jusqu'à

Le commandement de la flotte fut donné au vice-amiral Brueys; il avait sous ses ordres les contre-amiraux Villeneuve, Blanquet-Duchayla et Decrès, et, pour chef d'état-major, le chef de division Gantheaume. L'armée de terre avait pour principaux chefs Kléber, Desaix, Berthier, Reynier, Bon, Vaubois, Menou, Lannes, Rampon, Dumas, Murat, Lanusse, Andréossy, Davoust, Belliard, etc. Tous ou presque tous appartenaient à l'armée d'Italie, quelques-uns à l'armée du Rhin.

Enfin une foule de savants et d'artistes, ingénieurs, astronomes, naturalistes, antiquaires, littérateurs, furent également désignés pour cette expédition, et n'hésitèrent pas à suivre la fortune du jeune conquérant. Cette composition de gens de guerre et de savants donnait à cette expédition un caractère particulier, qui frappait les esprits et faisait naître les suppositions les plus extraornaires.

L'armée expéditionnaire quitta le port de Toulon le 9 mars 1798. Le 6 juin, l'avant-garde de l'armée navale parut devant Malte. Le 9, la flotte entière était en vue des côtes, se déployant de l'île de Goze à Mavro-Siroco, et menaçant à la fois tous les points attaquables. Bonaparte voulait s'emparer de cette île et y établir une colonie française; il requit l'entrée du port. Le grand-maître répondit d'une manière évasive, et Bonaparte ordonna le débarquement. Quoique tout conservât encore dans cette île un aspect de colonie guerrière et que la côte fût hérissée de forts et de batteries, Malte était incapable d'empêcher le débarquement d'une armée aventurière comme celle de Bonaparte. L'ordre de débarquement fut donné à quatre heures du matin, et eut lieu sur sept points différents. Les divisions Vaubois et Lannes prirent terre près de Malte après avoir enlevé les batteries de la côte. A neuf heures, la vieille cité de Niciar, au centre de l'île, ouvrit ses portes à nos soldats. A dix heures, la campagne de Malte et tous les forts de la côte étaient au pouvoir des Français. Restaient la cité La Valette et la ville de Malte, qui pouvaient encore tenir long-temps les

vos montres pour votre subsistance. Je vous promis de faire cesser vos misères; je vous conduisis en Italie; là, tout vous fut accordé... Ne vous ai-je pas tenu parole? »

Ici un cri général se fit entendre : « *Oui!* »

« Eh bien! apprenez que vous n'avez pas encore assez fait pour la patrie, et que la patrie n'a pas encore assez fait pour vous. — Je vais actuellement vous mener dans un pays où, par vos exploits futurs, vous surpasserez ceux qui étonnent aujourd'hui vos admirateurs, et vous rendrez à la patrie les services qu'elle a droit d'attendre d'une armée d'invincibles. — Je promets à chaque soldat qu'au retour de cette expédition il aura à sa disposition de quoi acheter six arpents de terre. — Vous allez courir de nouveaux dangers, vous les partagerez avec nos frères les marins; cette arme, jusqu'ici, ne s'est pas rendue redoutable à nos ennemis; ses exploits n'ont point égalé les vôtres; les occasions lui ont manqué, mais le courage des marins est égal au vôtre. Leur volonté est celle de triompher, ils y parviendront avec vous. — Communiquez-leur cet esprit invincible qui, partout, vous rendit victorieux; secondez leurs efforts : vivez à bord dans cette bonne intelligence qui caractérise les hommes voués à la même cause. Ils ont, comme vous, acquis des droits à la reconnaissance nationale dans l'art difficile de la marine. — Habituez-vous aux manœuvres de bord; devenez la terreur de nos ennemis de terre et de mer; imitez en cela les soldats romains, qui surent à la fois battre Carthage en plaine, et les Carthaginois sur leurs flottes.

Français en échec; mais ceux-ci avaient des intelligences parmi les assiégés, dont un grand nombre demandaient a capituler. Pendant la nuit, à la clarté des feux allumés dans la ville, on voyait du haut de nos vaisseaux l'agitation qui régnait dans Malte. Le lendemain, 11 juin, la garnison envoya des parlementaires. Le 12, une convention fut signée, par laquelle les chevaliers de l'ordre de Malte cédaient tous leurs droits de souveraineté à la république. Ainsi finit cet ordre célèbre autrefois, mais qui était déchu depuis un demi-siècle. Cette conquête rapide augmenta encore la confiance et l'enthousiasme des troupes, qui attribuèrent la chute de cet ordre si renommé au seul bruit de leurs armes.

Bonaparte passa six jours dans Malte, et ces six jours lui suffirent pour donner à cette île une organisation civile et militaire. Rien ne fut oublié : administration intérieure, garde nationale, impôts, religion, instruction publique; il pourvut à tout, et Malte fut érigée en colonie française. Les moments étaient précieux; il fallait échapper à la flotte de Nelson. Bonaparte fit appareiller le 19 juin, et l'escadre fit voile vers l'Égypte. Le 20 juin, elle arriva en vue de la côte. Le 1er juillet, à la pointe du jour, on signala la terre des Arabes, et, vers les huit heures et demie du matin, la flotte tout entière put découvrir les minarets d'Alexandrie. C'était le quarante-troisième jour depuis le départ de Toulon, et le dix-neuvième depuis la prise de Malte.

Le but de l'expédition était enfin connu; les soldats saluèrent de leurs acclamations cette terre d'Égypte, où, compagnons du nouveau Richard Cœur-de-Lion, ils venaient entreprendre une croisade au nom de la liberté. Bonaparte expliqua lui-même le but de son expédition à ses soldats dans cette belle proclamation.

« Bonaparte, membre de l'Institut, général en chef de l'armée d'Égypte :

« SOLDATS!

« Vous allez entreprendre une conquête dont les effets sur la civilisation et le commerce du monde sont incalculables : vous porterez à l'Angleterre le coup le plus sûr et le plus sensible, en attendant que vous puissiez lui donner le coup de la mort.

« Nous ferons quelques marches fatigantes, nous livrerons plusieurs combats, nous réussirons dans toutes nos entreprises : les destins sont pour nous.

« Les beys mamelucks, qui favorisèrent exclusivement le commerce anglais, qui ont couvert d'avanies nos négociants et tyrannisent les malheureux habitants des bords du Nil, quelques jours après notre arrivée n'existeront plus.

« Les peuples avec lesquels nous allons vivre sont mahométans, leur premier article de foi est celui-ci : « Il n'est pas d'autre dieu que Dieu, et Mahomet est son prophète. » Ne les contredites pas, et agissez avec eux comme vous avez agi avec les Juifs et les Italiens; ayez des égards pour leurs muphtis et leurs imans, comme vous en avez eu pour les rabbins et les évêques; ayez pour les cérémonies que prescrit l'Alcoran, pour les mosquées, la même tolérance que

vous avez eue pour les couvents, pour les synagogues, pour la religion de Moïse et de Jésus-Christ.

« Les légions romaines protégeaient toutes les religions : vous trouverez ici des usages différents de ceux d'Europe, il faut vous y accoutumer.

« Les peuples chez lesquels nous allons traitent les femmes différemment que nous; mais, dans tous les pays, celui qui viole est un monstre.

« Le pillage n'enrichit qu'un petit nombre d'hommes : il nous déshonore, il détruit nos ressources, il nous rend ennemis des peuples qu'il est de notre intérêt d'avoir pour amis.

« La première ville que nous allons rencontrer a été bâtie par Alexandre : nous trouverons à chaque pas de grands souvenirs dignes d'exciter l'émulation des Français.

« BONAPARTE. »

Cette proclamation distribuée, le général en chef donna l'ordre du débarquement. Ce n'était pas une entreprise facile que celle d'aborder la plage égyptienne, et la crainte d'être surpris par les Anglais, auxquels on avait échappé jusque-là si heureusement, pouvait seule motiver une telle imprudence que les marins blâmaient hautement. La mer était houleuse et allait se briser violemment sur la côte. Çà et là de larges franges d'écume indiquaient les rescifs à fleur d'eau qui, même pendant le calme, rendent l'approche du rivage d'Égypte si dangereuse. Mais, quelque observation qu'on pût lui faire, Bonaparte ordonna le débarquement, et, monté sur un bâtiment léger, il dirigea lui-même cette opération difficile. Enfin, le 2 juillet, à deux heures du matin, il débarqua à la tête des premières troupes, qui se formèrent aussitôt à peu de distance du rivage. A quatre heures, on n'avait encore débarqué que 3,400 hommes.

On rapporte qu'au moment où le général en chef passait de son vaisseau sur la galère qui devait le transporter au rivage, les vigies signalèrent une voile à l'ouest. Cette voile appartenait peut-être à l'avant-garde de la flotte anglaise : alors tout était perdu. Une terreur subite s'empara de tout le monde. Bonaparte douta un moment de sa destinée, et, levant déjà son regard profond vers le ciel, il s'écria : *Quoi ! pas seulement cinq jours !* Mais on reconnut bientôt que le bâtiment signalé n'était autre que la frégate *la Justice*, et l'œil de Bonaparte, élevé vers le ciel avec l'expression du doute, reprit toute la sérénité de l'espérance et de la conviction.

A trois heures du matin, il passa ses troupes en revue : aucune division n'était au complet. Il résolut néanmoins de se mettre en marche pour Alexandrie. Disons un mot maintenant du prétexte de la guerre et de la composition des troupes ennemies que nous allions avoir à combattre.

L'Égypte, depuis près de vingt-huit ans, n'appartenait plus au Grand-Seigneur. Deux hommes, Mourad et Ibrahim, s'étaient partagé le gouvernement et les dépouilles de la vieille Égypte, et la gouvernaient en maîtres absolus, au moyen de quelques milliers de mamelucks et de janissaires. Le premier

se nommait *Emir-el-Hadjy*, ou prince des pèlerins; le second, *Scheik-el-Beled*, ou prince du pays. Ces deux hommes, d'un caractère opposé, étaient souvent en guerre entre eux; mais la querelle n'était jamais longue : ils revenaient bientôt à leurs intérêts véritables, et se réunissaient au moindre danger pour faire face à l'ennemi commun. Ils avaient fait un pacte de rapine et de sang. Maîtres de l'Égypte depuis le Delta jusqu'à la grande Cataracte, ils se gorgeaient d'or tous les deux, Ibrahim par des exactions basses et honteuses, Mourad par des expéditions au grand jour, des violences publiques. Mais chacun d'eux employait son or suivant son caractère : Ibrahim l'entassait dans ses coffres, Mourad le jetait à poignée à ses mamelucks, couvrait ses femmes de bijoux, ses chevaux de broderies, ses armes de diamants.

Ces exactions souvent répétées frappaient indistinctement, et avec un sentiment de justice tout arabe, sur les Égyptiens et sur les étrangers; les négociants français ne furent pas plus épargnés que les autres. On se servit donc du prétexte de l'honneur national insulté pour leur enlever l'Égypte. C'est dans ces circonstances que l'armée conduite par Bonaparte aborda le rivage et, ainsi que nous l'avons dit, se dirigea vers Alexandrie, qu'elle devait emporter d'un coup de main. Un désert de trois lieues séparait le rivage de la ville. Bonaparte forma sa petite troupe en trois colonnes : la première, sous les ordres du général Menou, longea la mer; la deuxième, sous les ordres de Kléber, marcha au centre; la troisième, sous le général Bon, forma la droite; quant à lui, mêlé aux tirailleurs de l'avant-garde, il s'avança à pied vers la ville des Ptolémées. Après une demi-heure de marche, quelques coups de fusil se firent entendre; un capitaine tomba. Le jour commençait à poindre, et l'on aperçut, courant au loin dans la plaine, quelques centaines de cavaliers arabes. On lança sur eux les tirailleurs, mais ils ne les attendirent pas. A une demi-heure de la ville, une autre troupe de 300 hommes se montra comme la première et disparut comme elle. Enfin, à huit heures du matin, l'armée française arriva sous les murs d'Alexandrie. Bonaparte établit son quartier général au pied de la colonne de Pompée, et, après une sommation inutile, il donna l'ordre de monter à l'assaut. La ville était mal fortifiée et pouvait être enlevée aisément. Le général Bon marcha sur la porte de Rosette, et l'enfonça à coups de hache; Menou se porta vers un château triangulaire qui domine la ville, et ordonna l'escalade : il monta lui-même un des premiers à l'assaut, et fut renversé du haut des murailles, mais ses soldats étaient déjà dans l'enceinte. Kléber, de son côté, partant du pied même de la colonne de Pompée, s'avança au pas de course vers le fossé, qui fut franchi aisément. Arrivé au pied de la muraille, il montrait de la main à ses soldats l'endroit le plus commode pour l'escalade, lorsqu'une balle vint le frapper au front et le renversa. Ses soldats le crurent mort, et s'excitèrent par des cris de vengeance. Emporté par son courage et par sa colere, chacun fit de son mieux. En moins de dix minutes, la muraille fut escaladée, les janissaires égorgés, et les soldats de Kléber entrèrent les premiers dans la vieille cité grecque.

Alexandrie était au pouvoir des Français. Le scheick qui y commandait fit

partir un messager pour le Caire, annonçant à la fois le débarquement des Français et la prise de la ville. A cette nouvelle, Ibrahim fut consterné; mais Mourad, sautant sur son cheval de bataille, prescrivit aux *muezzins* d'annoncer partout du haut des minarets l'arrivée des Français et l'ordre de prendre les armes. En même temps, des messagers furent envoyés par lui au saïd, au fayoum, au désert : beys, scheicks et mamelucks furent convoqués contre l'ennemi commun.

A son ignorance près de l'art de la guerre, Mourad était, par son activité et son courage, un adversaire digne de nous. Ses mamelucks étaient les meilleurs cavaliers du monde. Cette milice couverte d'or, montée sur des coursiers numides rapides comme le vent, chargeait avec une impétuosité irrésistible. Nulle troupe n'avait pu jusqu'ici rivaliser avec ces redoutables cavaliers, et c'est là ce qui faisait la force et la puissance des deux beys égyptiens. Aussi Mourad n'hésita pas à marcher au devant de ces soldats d'Occident que la mer venait de porter sur le rivage d'Égypte, et qui osaient s'en proclamer les maîtres.

Bonaparte, de son côté, avait hâte de s'emparer du Caire. Après avoir arrêté le plan des ouvrages à construire pour mettre la ville d'Alexandrie en état de défense, il y laissa Kléber blessé avec une demi-brigade et trois compagnies d'artillerie, et il se mit en marche avec le reste de son armée, c'est-à-dire environ 30,000 hommes.

Deux routes conduisent d'Alexandrie à Ramanieh, point intermédiaire entre cette ville et le Caire : l'une longeant le Nil et la mer, et traversant des pays habités; l'autre, plus courte, mais à travers le désert de Damanhour. Il avait hâte d'arriver au Caire; il choisit la plus courte. Le général Dugua, avec la division Kléber, fut chargé néanmoins de suivre la première et d'escorter une flottille considérable, chargée de vivres, d'artillerie et de munitions, qui devait remonter le Nil en même temps que l'armée.

L'ordre du départ fut donné le 6 juillet, et toutes les troupes se mirent en mouvement, Dugua vers Rosette et le reste de l'armée vers le désert.

Il était six heures du matin, et déjà le soleil était dévorant. Desaix marchait à l'avant-garde. On rencontra bientôt le désert qui, en Égypte, s'avance partout où la civilisation recule. Nos soldats furent effrayés en apercevant ces plaines immenses, véritables mers de sable sans bornes et sans horizon, eux qui venaient de combattre dans les plaines fertiles de l'Italie et de l'Allemagne. Une morne stupeur se répandit dans les rangs. Point d'eau pour étancher la soif, point d'arbres pour se reposer à l'abri du soleil; un sable mouvant sous les pieds, un soleil dévorant sur la tête, et qui, tombant d'aplomb sur les baïonnettes, reflétait une lumière insupportable. Un vent chaud et lourd comme le simoun qui, soulevant des tourbillons de sable fin comme l'air, aveuglait nos soldats. Quelques poteaux posés de distance en distance indiquaient la route aux caravanes, et à peine trouvait-on deux ou trois misérables villages dans cette plaine de trente lieues d'étendue. De temps en temps on apercevait au loin ou sur les derrières quelques troupes d'Arabes nomades qui

suivaient nos colonnes comme des oiseaux de proie pour surprendre et égorger les traînards, et qui disparaissaient ensuite avec une étrange rapidité. Les colonnes cependant continuèrent d'avancer. Une sombre tristesse s'était emparée de tous les cœurs, de tristes présages étaient dans tous les esprits. Plus de lazzis joyeux, plus de chants pour abréger l'ennui des longues routes et apporter à l'oreille charmée comme un écho lointain de la patrie absente. On avait annoncé aux soldats une terre féconde, et ils ne rencontraient qu'un désert dévorant, où, comme les soldats de Cambyse, ils craignaient de rester ensevelis. Déjà, il faut le dire, ces soldats, ceux d'Italie surtout, avaient joui des délices de Capoue; le goût du repos leur était venu avec la paix; ils étaient riches de gloire, riches d'argent la plupart; cette épreuve fut rude et terrible. Ils avaient suivi Bonaparte sur la promesse qu'il leur avait faite d'une belle conquête en Orient, et ils avaient rêvé des aventures merveilleuses, des fortunes inouïes comme dans les contes des *Mille et une Nuits*, que quelques-uns leur avaient lus ou racontés dans les longues heures de traversée. Et à ces villes somptueuses, à ces palais resplendissant d'or élevés dans leur imagination, à ces femmes d'Orient, perles du sérail, si belles dans les contes de Saadi, à ces jardins mystérieux et embaumés, à tous ces rêves, enfin, avait succédé une effrayante réalité. La première ville qu'ils avaient rencontrée, fille d'Alexandre et célèbre dans l'histoire, malgré son beau nom, n'était plus qu'une misérable et triste cité où tout était ruine, misère et désolation. Puis, au lieu de plaines fertiles, de jardins riants, on avait trouvé le désert, un désert sans fin. Bientôt le mécontentement fit place au désespoir. Desaix, après une première journée de marche, écrivait à Bonaparte : « Si l'armée *ne traverse pas le désert avec la rapidité de l'éclair, elle périra.* » Et Desaix était un des hommes les plus difficiles à émouvoir. Un supplice plus affreux encore que la chaleur vint augmenter le découragement de l'armée : la soif. Plusieurs soldats en moururent. On rencontrait bien de temps en temps sur la route quelques puits creusés par les caravanes, mais les Arabes nomades les avaient mis à sec, et il n'y restait qu'une eau saumâtre et insuffisante pour éteindre la soif. Un phénomène extraordinaire, inconnu en Europe, ajoutait encore au supplice de ces malheureux soldats : le mirage. A chaque instant leurs yeux éblouis apercevaient au loin des nappes d'eau fraîches et limpides; ils marchaient tout trempés de sueur et altérés encore par cette illusion décevante, et les fleuves fuyaient sans cesse devant eux. Cette première journée fut terrible.

Après deux jours de marche, on arriva à Damanhour. On avait annoncé aux troupes qu'elles trouveraient là de quoi se refaire de leurs fatigues; et, comme si tout devait être illusion funeste pour cette armée, Damanhour n'était qu'un pauvre village composé de misérables huttes où l'on ne trouva ni pain ni vin, mais seulement quelques lentilles et de l'eau. Il fallut continuer la route dans le désert. Des murmures se firent entendre dans l'armée; des plaintes arrivèrent jusqu'à l'oreille du général. Les soldats de l'armée du Rhin, qui ne connaissaient Bonaparte que par sa renommee, et qui par conséquent se confiaient moins aveuglément à son génie, exprimaient en termes très-vifs leur mécon-

tentement; les soldats de l'armée d'Italie eux-mêmes, méridionaux la plupart, ainsi que nous l'avons dit, bien que Bonaparte fût leur idole, partagèrent le mécontentement de leurs frères du Rhin. Comme tous les gens à imagination ardente, ils passèrent vite de l'espoir à la crainte, et émirent les suppositions les plus bizarres, souvent même les plus outrageantes pour le héros d'Arcole et de Rivoli. Ses généraux de prédilection eux-mêmes, ses aides-de-camp, ses amis, ceux qui avaient bivouaqué auprès de lui sous sa tente et partagé sa fortune dans cette belle et chaude Italie qu'il avait remplie de merveilles, ceux-là aussi étaient passés de l'espérance au désespoir, de la confiance à la crainte. On vit l'intrépide Lannes, le fougueux Murat, saisir leur chapeau, le jeter avec désespoir sur le sable et le fouler aux pieds. Cependant la présence de Bonaparte, toujours calme au milieu des fatigues et des privations, imposait silence aux murmures et ranimait un peu les courages abattus. On s'en prenait alors aux savants, qu'on disait avoir conseillé cette campagne à Bonaparte, dans le but de découvrir des villes qui n'existaient plus. Peu à peu on commença à supporter plus patiemment ces épreuves si dures et si nouvelles, et le caractère français reprit insensiblement le dessus. Les saillies revinrent, et nos soldats exhalèrent leur humeur en lazzis sur ces pauvres savants qui, eux-mêmes, avaient été cruellement éprouvés. On en voulait surtout au commandant du génie, le général Caffarelli, qui, à une bravoure extrême, unissait une connaissance approfondie de l'antiquité, et qui, curieux comme les savants, faisait souvent arrêter Bonaparte pour visiter quelques débris antiques. Le jeune général avait pour Caffarelli beaucoup d'amitié et de confiance, aussi disait-on que c'était lui qui l'avait entraîné en Égypte, et, comme il avait eu une jambe emportée par un boulet de canon sur les bords du Rhin, les soldats ajoutaient: « *Il s'en moque, lui, il a un pied en Europe!* » Puis on discourait longuement sur le but de la campagne : les uns disaient que le Directoire, en envoyant l'armée en Égypte, avait voulu se défaire de Bonaparte, dont la gloire était importune à tout le monde; d'autres ne craignaient pas de dire tout haut que le général en chef, en acceptant le commandement de cette armée, n'avait eu d'autre but que de venir fonder une royauté en Orient. Ceux qui avaient lu dans Volney la description de l'Égypte et de la merveilleuse fécondité du Nil, avaient beau parler de ce magnifique jardin qu'on nomme le Delta et de la richesse de la ville du Caire, on ne voulait plus y croire, et ils étaient l'objet des railleries. Le Caire, disait-on, n'existe pas, ou, s'il existe, c'est, comme Alexandrie, un amas de vieilles ruines, ou, comme Damanhour, un assemblage informe de mauvaises cahuttes en bois. Enfin, après quatre journées au milieu du désert, sous les grands feux de l'été, on aperçut le Nil. Les soldats s'y précipitèrent aussitôt et les souffrances furent oubliées.

L'armée était arrivée à Ramanieh (10 juillet), elle était dans l'abondance, mais elle manquait de pain, non pas faute de blé, mais faute de moyens de le préparer. Celui qu'on avait reçu au départ d'Alexandrie avait été gaspillé avec l'imprévoyance naturelle aux soldats. Les Français, habiles à s'ingénier, broyèrent du maïs entre deux pierres, à la manière des Arabes, et le fai-

sant cuire sous la cendre, formèrent une espèce de galette qui, avec les lentilles et le melon d'eau douce nommé *pastèque*, formait une nourriture suffisante. On disait, en parlant de ces melons délicieux, que c'était la *manne du désert* des Hébreux, et qu'on ne pouvait manquer maintenant d'arriver dans la terre promise. C'est ainsi que cette traversée, commencée sous les auspices les plus funestes et au milieu des murmures des troupes, se termina heureusement, et au milieu des saillies et de la gaieté.

Ce fut à Ramanieh que Bonaparte apprit que les mamelucks s'avançaient à sa rencontre. Le général Desaix, qui depuis Alexandrie formait l'avant-garde, écrivit le 14, du village de Minieh-Salamo, que 12 à 1,400 chevaux manœuvraient à trois lieues de distance, et qu'ils s'étaient déjà présentés le matin aux avant-postes. Ainsi Bonaparte montait le fleuve, accompagné de sa flottille, qui l'avait rejoint à Ramanieh en même temps que Mourad le descendait, également accompagné d'une flottille. Le lendemain, les troupes de l'Occident et celles de l'Orient se trouvèrent en présence à Chebreiss. Le choc fut rude. Sur le fleuve, djermes, canges, chaloupes et barques canonnières se heurtèrent proue à proue, flanc à flanc; sur le sol, mamelucks et Français s'abordèrent aussi vivement. Mais ici la tactique des Français était changée. Les demi-brigades d'Italie, habituées à prendre impétueusement l'initiative, durent au contraire se montrer froides et impassibles dans leurs rangs; car les mamelucks l'emportaient sur nos soldats en impétuosité. Ils se formèrent en carrés. Cette milice, dévorante comme la flamme, chargeait jusque sur nos carrés, hachait les canons des fusils avec ses sabres de Damas, visitait au galop tous ces angles de fer donc chaque face lui envoyait sa volée, et, voyant toute brèche impossible, elle s'éloignait emportée par ses chevaux, laissant autour de nos bataillons une ceinture mouvante encore d'hommes et de chevaux blessés ou mourants, allait se reformer plus loin et venait tenter une nouvelle charge, impétueuse et sanglante comme la première. Mais tout fut inutile; les mamelucks furent repoussés. Ils se retirèrent en bon ordre, prirent la route du désert, et disparurent à l'horizon.

Mourad était à Giseth quand il apprit l'échec de Chebreiss. Ayant enfin réuni tous ses contingents de guerre, Arabes, janissaires, fellahs, 50,000 hommes environ, non compris ses mamelucks, il prit position devant le Caire, sur la gauche du Nil, entre le village d'Embabeth, où il appuya la droite de son armée, et Giseth, sa résidence favorite, où il établit la gauche. Quant à lui, il fit planter sa tente sous un immense sycomore. C'est dans cette position qu'il attendit l'armée française. Quant à Ibrahim, il avait rassemblé ses femmes, ses chevaux, ses trésors, et il se tenait prêt à fuir dans la Haute-Égypte, si les Français étaient vainqueurs. Bonaparte cependant s'avançait vers le Caire en suivant le Nil. La marche était lente et pénible, à cause des grandes chaleurs. A Omedinar, il fut informé que les mamelucks l'attendaient en face du Caire. La ville était le prix de la bataille. Il donna l'ordre de presser la marche.

Le 28 juillet, au lever du soleil, de grandes acclamations se firent en-

c'était la division Desaix qui saluait les Pyramides. Bientôt l'armée tout entière put apercevoir ces monuments des vieux siècles de l'Égypte. « Soldats, dit Bonaparte, vous allez combattre aujourd'hui les dominateurs de l'Égypte. Songez que du haut de ces monuments quarante siècles vous contemplent! »

A six heures, les deux armées se trouvèrent en présence.

Qu'on se figure le champ de bataille : c'était le même que Cambyse, l'autre conquérant venu de l'autre bout du monde, avait choisi pour écraser les Égyptiens. 2,400 ans s'étaient écoulés depuis ce jour. Le Nil et les Pyramides étaient toujours là; seulement le sphinx de granit dont les Perses mutilèrent le visage n'avait plus que sa tête gigantesque hors du sable. Le colosse dont parle Hérodote était couché. Memphis avait disparu, le Caire avait surgi. Tous ces souvenirs étaient présents à l'esprit des chefs et des soldats.

Quant à l'emplacement, c'était une vaste plaine comme il en faut pour des manœuvres de cavalerie. Un village nommé Bilksit s'élevait au milieu, un petit ruisseau limitait cette plaine en avant du village de Gizeth et s'étendait sur le front des Pyramides; Mourad et toute sa cavalerie étaient adossés au Nil, ayant le Caire derrière eux.

Bonaparte, ayant étudié la position des ennemis, développa son armée en demi-cercle. Il ne voulait pas seulement vaincre les mamelucks, il voulait les exterminer d'un seul coup. Il avait vu, au combat de Chebreiss, quelle tactique il fallait opposer à cette cavalerie; en conséquence, il forma de chacune de ses divisions des carrés gigantesques, au centre desquels était l'artillerie. Desaix, avec l'avant-garde, commandait le premier carré, placé entre Gizeth et Embabeth; puis venaient les divisions Reynier, Kléber, Vial, et enfin, formant l'extrême gauche et appuyée au Nil, la division du général Bon. Toutes ces divisions devaient se mettre en mouvement, marcher sur Embabeth en se rapprochant l'une de l'autre, et tout jeter dans le Nil, mamelucks, chevaux et batteries.

Mourad n'attendit pas l'effet de cette manœuvre; il devança notre attaque, fit sortir ses troupes des retranchements en masses inégales, et, sans choisir ni calculer, les précipita sur les deux divisions les plus avancées : c'étaient celles de Desaix et de Reynier. Nos soldats les laissèrent approcher à quinze pas, puis les carrés éclatèrent. Chevaux et cavaliers se trouvèrent arrêtés par une muraille de flamme. Les deux premiers rangs des mamelucks tombèrent comme si le sol eût tremblé sous leurs pas. Le reste de la colonne, emporté par sa course, longea au galop toute la face du carré de Reynier, sous un feu à bout portant, et se rejeta sur la division Desaix, qui, à son tour, présenta à ces hardis cavaliers le bout des baïonnettes de son premier rang, tandis que les deux autres s'enflammaient et que les angles, en s'ouvrant, laissaient passer une grêle de boulets. Les ennemis revinrent à la charge; il y eut un moment où les deux divisions furent complétement entourées. Les mamelucks chargeaient jusqu'à dix pas, puis, faisant faire volte-face à leurs chevaux, qui s'effrayaient à la vue des baïonnettes, ils les forçaient d'avancer à reculons, les faisaient cabrer, et se renversaient avec eux en arrière, tandis que les cavaliers démontés se trai-

naient sur les genoux, rampaient comme des serpents, et allaient couper les jarrets de nos soldats. Il en fut ainsi pendant trois quarts d'heure que dura cette horrible mêlée. Nos soldats ne se reconnaissaient plus à cette manière de se battre; cependant ils restèrent impassibles dans leurs rangs, et exécutèrent leurs feux avec un admirable sang-froid. Enfin mamelucks acharnés, cris d'hommes, hennissements de chevaux, flamme et fumée, tout s'évanouit, et il ne resta entre les deux divisions qu'un champ de bataille jonché de morts et de mourants, de débris se plaignant et remuant encore, comme après la tempête une houle mal calmée.

Les trois autres carrés assistaient l'arme au bras à cette horrible lutte, attendant que vînt l'instant d'agir. Bonaparte, nous le répétons, ne voulait pas seulement vaincre les mamelucks, il voulait les détruire d'un seul coup. La première colonne ennemie, mise en fuite et dispersée, était allée porter le trouble dans le camp d'Embabeth. Bonaparte s'en aperçut; il donna le signal de l'attaque aux autres divisions. Arrivées à quelque distance des retranchements, elles firent halte. Les généraux Bon, Menou, Dugua, reçurent l'ordre de détacher les 1res et 3es compagnies de chaque bataillon, de les former en colonnes, tandis que les autres restaient en carrés et figuraient de véritables citadelles. Seulement les carrés ne représentaient plus que trois hommes de hauteur. En ce moment, les cinq divisions entouraient Embabeth d'un cercle de feu. Tout à coup la ligne arabe s'enflamma à son tour, les pièces d'artillerie des retranchements et les bombardes de la flottille ennemie croisèrent leur réseau de feu sur la plaine, et Mourad, à la tête de sa cavalerie, qui n'avait point encore donné, et des débris de celle qui avait été dispersée, revint à la charge sur les colonnes d'attaque. Celles-ci se formèrent aussitôt en carrés avec un admirable sang-froid. Alors recommença une nouvelle lutte plus acharnée, plus sanglante encore que la première. Mourad, l'œil en feu, le visage ensanglanté, venait tenter, par un dernier effort, de briser enfin ces citadelles vivantes. Alors on vit un spectacle merveilleux : 6,000 cavaliers, les premiers du monde, montés sur des chevaux dont les pieds laissaient à peine leur empreinte sur le sable, tourbillonnant autour des carrés immobiles et enflammés, avec d'horribles clameurs, les enveloppant, les chargeant, cherchant à les ouvrir, se dispersant, se reformant, se dispersant encore. Ce nouveau combat dura une heure. Cependant les carrés s'avançaient toujours, et les mamelucks décimés par le feu et abattus en grand nombre, commençaient à faiblir. Bonaparte ordonna une dernière manœuvre, et tout fut fini; les carrés s'ouvrirent, se développèrent et se réunirent comme les tronçons d'une chaîne. Mourad et ses mamelucks se trouvèrent pris entre leurs propres retranchements et toute la ligne de bataille française. Mourad, qui avait le coup d'œil d'un capitaine, vit que la bataille était perdue. Il rallia ce qui lui restait d'hommes montés, et entre cette double ligne de feu, au galop des chevaux, tête baissée, il s'élança dans l'ouverture que la division Desaix laissait entre elle et le Nil, s'enfonça dans le village de Gizeth, et disparut dans la direction de la Haute-Égypte, après avoir mis le feu aux djermes qui portaient ses richesses et celles de ses soldats. Les

colonnes d'attaque, continuant leur marche, abordèrent vivement le camp retranché d'Embabeth, s'en emparèrent, et jetèrent dans le Nil la multitude de fellahs et de janissaires qui le défendaient: beaucoup se noyèrent. La journée était finie, Mourad-Bey laissait un millier de mamelucks tués sur le champ de bataille et 1,500 au moins qui s'étaient noyés dans le Nil.

Ibrahim, qui était resté de l'autre côté du fleuve, entouré d'un millier de mamelucks, avec ses femmes et ses trésors, se retira en toute hâte vers Belbeys pour s'enfoncer dans la Syrie.

Une troupe d'Arabes nomades, accourus du fond du désert pour assister au pillage, si les Français étaient vaincus, avaient également vu la bataille sans y prendre part. Placés en ligne entre les mamelucks et les Pyramides, ils s'enfuirent pleins d'effroi dans le désert et allèrent annoncer au loin que l'Égypte avait changé de maître.

Bonaparte coucha le soir même à Giseth dans la maison de plaisance de Mourad, et ses soldats sur le champ de bataille qu'avaient occupé les mamelucks. On trouva dans leur camp des provisions considérables et surtout beaucoup de butin. C'étaient des cachemires, des étoffes de soie, de riches armures, des chevaux, des bourses pleines d'or, car les mamelucks portaient sur eux leur argent et leurs bijoux. Nos soldats, après avoir dépouillé les cadavres des mamelucks couchés dans la plaine, songèrent alors à repêcher ceux qui étaient dans le Nil, et ils employèrent plusieurs jours à ce genre de recherches.

L'armée française avait perdu peu de monde, une centaine de morts ou blessés tout au plus, et cela s'explique aisément, car leurs carrés n'avaient été enfoncés nulle part. Les villages de Giseth et d'Embabeth, qu'ils occupèrent après la bataille, étaient entourés de magnifiques jardins couverts de fruits délicieux et de raisins exquis. Nos soldats s'en donnèrent à cœur joie pour se dédommager de leurs privations. Ils avaient enfin trouvé la *terre promise*, et ils commençaient à croire aux récits merveilleux des *Mille et une Nuits*.

Le lendemain, Bonaparte résolut de prendre possession du Caire. Le général Dupuy en reçut le commandement et y entra le soir même, à la tête d'un détachement de 200 hommes. Ses instructions portaient de profiter de la nuit pour pénétrer jusqu'au quartier franc et de s'y retrancher.

La nuit était close quand la petite troupe arriva devant les murs de cette capitale, habitée par 300,000 âmes. Les portes étaient fermées, mais sans gardes pour les défendre. Les Français n'eurent qu'à les pousser : elles cédèrent aux premiers coups de hache de nos sapeurs, et, s'entr'ouvrant, laissèrent apercevoir une ville sombre et muette comme les tombeaux des califes. Le général Dupuy, en entrant dans la ville égyptienne, ordonna que le tambour battît, afin que ceux qui marchaient à la queue de la colonne ne s'égarassent point au milieu de ces rues tortueuses et inhospitalières. L'ordre fut accompli, et ce bruit nocturne et inusité inspira aux Arabes une terreur plus profonde encore. La colonne continuait d'avancer; mais il était difficile de trouver le quartier franc au milieu de la nuit, dans une ville inconnue où, le jour, on a peine à se diriger sans guide. Aussi s'égara-t-elle. A une heure du matin, et après une

marche de trois heures sur le sol inégal et rocailleux du Caire, le général Dupuy, fatigué, fit faire halte et ordonna d'enfoncer les portes d'une grande maison en face de laquelle on était arrivé. Le hasard fit qu'elle appartînt à un chef de mamelucks qui avait suivi Mourad, en sorte qu'elle était inhabitée. Les Français s'y établirent en attendant le jour, et, après avoir disposé des sentinelles, s'y endormirent aussi tranquillement que s'ils eussent été au milieu de Paris, au quartier Popincourt ou dans la caserne de Babylone.

Tel fut le premier acte de prise de possession du Caire. Le lendemain, Bonaparte fit à son tour son entrée dans la capitale de l'Égypte, et, comme il l'avait fait à Malte et à Alexandrie, il s'occupa d'abord de donner à la ville une organisation régulière, et s'entoura des scheicks et des principaux habitants du pays pour établir la perception des impôts et pour fournir aux besoins de l'armée. Il envoya en même temps ses généraux prendre possession de la haute et de la moyenne Égypte. Nos soldats connurent enfin l'abondance et oublièrent bientôt le passage du désert.

Mais, pendant que Bonaparte triomphait ainsi sur terre, une terrible catastrophe vint le frapper à Aboukir, par la destruction de la flotte française et la mort héroïque de l'amiral Brueys. La bataille navale d'Aboukir est la plus désastreuse que la marine française ait soutenue. Elle eut les plus funestes conséquences pour l'armée d'Égypte. En effet, cette flotte devait seconder ses opérations dans la Syrie, et, en cas de revers, ramener nos soldats en France. Cette flotte était détruite. A cette nouvelle, Bonaparte fut un moment atterré; mais sa grande âme se releva bientôt et il s'écria : « *Eh bien! nous mourrons ici, ou nous en sortirons grands comme les anciens!* » Il écrivit à Kléber, qui était encore à Alexandrie : « *Cet événement nous obligera à faire de plus grandes choses que nous n'en voulions faire. Tenez-vous prêt.* » — « *Oui*, lui répondit Kléber, *nous ferons de grandes choses. Je prépare mes facultés.* »

Pour relever le moral de l'armée, où cet événement avait porté le désespoir, il fit célébrer avec une grande pompe l'anniversaire de l'établissement de la république, et, pour frapper l'esprit des troupes, il fit inscrire sur la colonne de Pompée le nom des quarante premiers soldats morts en Égypte, sous les murs d'Alexandrie. C'étaient presque tous des réquisitionnaires de 1793, sortis des villages de France, et dont le nom se trouvait associé aux plus grands noms de l'antiquité. Il adressa en même temps aux troupes une allocution où, après avoir rappelé leurs faits d'armes depuis la journée de Dégo, il ajoutait : « Depuis l'Anglais, célèbre dans les arts et le commerce, jusqu'au hideux et féroce Bédouin, vous fixez les regards du monde. Soldats, votre destinée est belle, parce que vous êtes dignes de ce que vous avez fait et de l'opinion qu'on a de vous. Vous mourrez avec honneur, comme les braves dont les noms sont inscrits sur cette pyramide, ou vous retournerez dans votre patrie couverts de lauriers et de l'admiration de tous les peuples!... » L'armée finit par s'accoutumer à l'idée de coloniser la terre des Sésostris.

Les victoires de l'armée en Égypte, parvenues en France des contrées lointaines de l'Orient, y produisirent une impression extraordinaire. Les campa-

gnes de l'Italie avaient paru bien merveilleuses; la prise d'Alexandrie, la bataille des Pyramides, l'occupation du Caire, parurent des événements cent fois plus merveilleux encore, et tous les regards furent tournés vers l'Égypte.

Cependant d'autres événements non moins importants se passaient en Europe. Le traité de Campo-Formio, espèce de trêve, que l'Autriche n'avait signé que le pied sur la gorge, fut bientôt déchiré avec l'épée. L'empereur, qui avait perdu à ce traité ses plus belles provinces du Tyrol et de la Lombardie, ne cherchait qu'une occasion pour recommencer les hostilités. En attendant, il faisait filer des troupes dans les provinces du Rhin. L'occasion se présenta; jamais elle n'avait été aussi belle. Hoche était mort : Bonaparte était en Égypte avec la terrible armée qui avait détruit sur l'Adige les quatre armées autrichiennes. De plus, la Russie, l'Angleterre et Naples avaient signé une ligue offensive contre la république; la Porte lui avait déclaré la guerre; Malte était bloquée, Minorque était prise, et le bruit du désastre d'Aboukir venait de retentir de l'autre côté de la Méditerranée. Déjà l'insurrection de Rome, suivie de la conquête de la capitale du monde chrétien, devenue capitale d'une république romaine sous le drapeau de la France; l'invasion de la Suisse, suivie de la proclamation de la république helvétique; l'établissement de la république batave, avaient paru aux puissances autant d'atteintes portées à la sécurité européenne. Tout était donc disposé pour la guerre, et les ennemis de la France espéraient prendre une terrible revanche. Mais, avant d'analyser ces événements, disons un mot sur la force et la constitution de l'armée française, et jetons un coup d'œil rétrospectif sur les événements politiques plutôt que militaires accomplis en Europe, l'invasion suisse et la conquête de Rome. Vers la fin de 1797, la France ne comptait plus que trois armées. Celles de Rhin-et-Moselle et de Sambre-et-Meuse avaient perdu leur nom et s'étaient fondues dans une seule armée, dite d'*Allemagne*, sous le commandement d'Augereau. Il ne restait donc plus que les armées du *Nord*, d'*Italie* et d'*Allemagne* (1), non compris celle d'Angleterre. Cette réduction avait permis de

(1) Voici, du reste, le tableau des diverses armées de la république, de 1797 jusqu'à la paix d'Amiens.

6 octobre 1797 (vendémiaire an VI). Réunion des armées de Sambre-et-Meuse et de Rhin-et-Moselle en une seule armée dite d'*Allemagne*. — Augereau; *trois armées*.

26 octobre 1797 (5 brumaire an VI). Suppression de l'armée, réduite à une division d'occupation et création de l'armée d'Angleterre. — Desaix; toujours *trois armées*.

14-16 décembre 1797. L'armée d'Allemagne est divisée en deux armées, la première, du Rhin; la deuxième, de Mayence; *quatre armées*.

3 février 1798. Suppression de l'armée du Rhin. — Augereau; *trois armées*.

3 février 1798. La fraction d'Italie prend le nom d'armée de Rome. — Massena; *quatre armées*.

8 mars 1798. L'armée d'Helvétie constituée. — Schauenbourg; *cinq armées*.

Fin de mars 1798. L'armée de Rome est dissoute; *quatre armées*.

10 mai 1798. La constitution officielle de l'armée de la Méditerranée date de la proclamation de Bonaparte; *cinq armées*.

5 novembre 1798 (15 brumaire an VII). Le Directoire arrête qu'en cas de reprise des hostilités en Allemagne et en Italie, il y aura six armées : Batave, d'observation, du Danube, de Tyrol, d'Italie, de Rome; l'armée d'Angleterre et celle d'Orient non comprises.

20 novembre 1798. Réorganisation de l'armée de Rome. — Championnet; *six armées*.

Ainsi, au 1er janvier 1799, il y avait 1° Mayence, Jourdan; 2° Helvétie, Masséna; 3° Italie, Joubert; 4° Rome, Championnet; 5° Orient, Bonaparte; 6° Angleterre, Kilmaine.

9 février 1799. Création de l'armée d'*observation*, sous Bernadotte, tirée de celle de Mayence; *sept armées*.

28 février 1799. L'armée de Rome change son nom en celui d'armée de Naples; ce chan-

renvoyer dans leurs foyers un grand nombre d'hommes. La désertion avait encore diminué le chiffre effectif des forces militaires de la France (1). Les cadres seuls restaient. L'élite de nos troupes, c'est-à-dire 40,000 soldats, était en Égypte; 55,000 occupaient l'Italie, 30,000 étaient sur le Bas-Rhin; 25,000 sur la frontière suisse; 25,000 dans l'Ouest; le reste dans l'intérieur. Cet état militaire était évidemment au-dessous des forces nécessaires à la France pour garder ses conquêtes et faire face à l'Europe. Mais, en présence des armements considérables des puissances, le gouvernement dut songer à reconstituer ses armées, et, une fois encore, il fallut faire un appel à la nation, comme on l'avait fait deux fois en 1793. Seulement, au lieu de levées en masse, génération par génération, le Directoire résolut de prendre une mesure générale et permanente : la conscription fut établie.

Le vainqueur de Fleurus fut le rapporteur de cette loi, devenue inhérente à la constitution du pays, et dont nous aurons à parler dans notre aperçu sur l'organisation de l'armée pendant la révolution. 200,000 conscrits furent ainsi levés et vinrent renforcer les cadres des armées qui, au mois de mars 1798, furent portées à cinq, non compris celle d'Orient; savoir : l'armée du *Nord*, d'*Allemagne*, d'*Italie*, d'*Helvétie* et de *Rome*.

Armée d'Helvétie. — Le traité de Campo-Formio n'avait laissé à la république d'autre ennemi que l'Angleterre, et Bonaparte devait bientôt aller la combattre en Orient. Le Directoire, enorgueilli du succès de sa politique et dominé encore par l'esprit de jacobinisme, eut l'idée funeste d'occuper les montagnes helvétiques et d'y établir une république basée sur celle de la France. C'était une faute d'autant plus grande, que la neutralité de la Suisse se rattache aux plus hautes combinaisons de la politique européenne, et que, sans elle, la ligne du Rhin n'est plus pour tous les partis qu'une vaine barrière. La France, maîtresse de Strasbourg et de Mayence, possédait tous les avantages; en envahissant la Suisse, elle se les arrachait d'elle-même. Le général Ménard fut le premier qui pénétra dans la patrie de Guillaume Tell. Il envahit le pays de Vaud. Brune lui succéda dans le commandement. Général savant, politique habile, il s'empara de Soleure, de Fribourg, et favorisa la révolution qui s'accomplissait contre les partisans de la vieille oligarchie suisse. Berne était le but de la

gement n'augmente pas le nombre des armées; *sept*.

7 mai 1799. L'armée de Mayence, sous Jourdan, prend le nom d'armée du Danube.

9 avril 1799. L'armée d'observation est réunie à celle du Danube, alors commandée par Masséna (Jourdan est parti du 3 avril); *six armées*.

29 avril 1799. L'armée d'Helvétie est réunie à celle du Danube, sous Masséna; *cinq armées*.

4 juillet 1799 (16 messidor). Les armées de Naples et d'Italie sont réunies en une seule armée, dite d'Italie, sous Joubert; *quatre armées*.

20 juillet 1799. Reconstitution d'une nouvelle armée du Rhin. — Muller, puis Moreau; *cinq armées*.

21 juillet 1799. Reconstitution d'une nouvelle armée des Alpes. — Championnet; *six armées*

26 août 1799. A l'arrivée des Anglo-Russes, les troupes en Hollande se reconstituent en armée dans la république batave. — Brune; *sept armées*.

29 août 1799. Après la mort de Joubert, l'armée des Alpes réunie à celle d'Italie, sous Championnet; *six armées*.

Après le 18 brumaire an VIII.

24 novembre 1799 (3 frimaire an VIII). Les armées du Rhin et du Danube réunies sous le nom d'armée du Rhin.—Moreau; *cinq armées*.

Ainsi, en janvier 1800, cinq armées : Batave, Desjardins, provisoirement en attendant Augereau; Rhin, Moreau; Italie, Massena; Orient, Kléber; Angleterre, Hédouville.

(1) On avait délivré 12,000 congés et la désertion avait enlevé dix fois plus de soldats.

campagne. Le général Brune montra du bout de son épée cette ville à son armée, et s'en empara malgré l'héroïque résistance des rudes montagnards qui avaient autrefois fait trembler l'Allemagne. C'est dans cette expédition que le général Rampon détruisit à Morat l'ossuaire célèbre qui rappelait la victoire des fiers bergers de l'Appenzel. La *république helvétique* fut proclamée et Genève réunie à la France.

Invasion de Rome (1798). — Pendant que la Suisse voyait envahir ses montagnes et changer l'ancienne constitution fédérale de son gouvernement, Rome subissait une pareille révolution. La mort du général Duphot, assassiné auprès de l'ambassadeur français au moment où il apaisait une sédition populaire, fut le prétexte de cette invasion. Le général Berthier, qui commandait en chef les troupes restées en Italie après le départ de Bonaparte, reçut l'ordre de quitter Milan et de marcher sur Rome. Aussitôt un corps de 18,000 hommes se mit en marche, et, le 10 février 1798, arriva sous les murs de Rome, la ville aux sept collines. L'armée put contempler la vieille et splendide cité des Césars. Tous les souvenirs de la grandeur romaine lui apparurent. Berthier fit occuper le château de Saint-Ange par ses avant-gardes, et, après être resté quelques jours campé sous les murs de la ville, il y fit son entrée par la porte *del Popolo*, qui avait vu passer autrefois les consuls romains quand ils revenaient triomphants porter à Rome les dépouilles opimes des nations. Le pape, au fond du Vatican, entendit la marche retentissante des canons français, et vit l'arbre de la liberté s'élever au milieu du Campo-Vaccino, où l'on apercevait les vestiges de l'ancien *Forum*. La république fut proclamée et le pape déchu de sa puissance; mais on respecta en sa personne la sainteté du malheur et du caractère religieux; et certes jamais la grandeur et la dignité de la pourpre religieuse ne s'étaient reproduites sous de plus nobles traits. Des consuls, des préfets, des édiles furent nommés, comme au temps des Régulus et des Scipion. Mais, hélas! qu'ils étaient déchus ces descendants des vieux Romains, qui osaient ainsi invoquer les souvenirs et les mœurs de leurs ancêtres!

De grands excès ou plutôt de grandes spoliations souillèrent la gloire de l'armée française à Rome (1), où, selon l'expression de Paul-Louis Courier,

(1) Il suffit de lire la lettre que Paul-Louis Courier, alors capitaine d'artillerie, écrivait à ce sujet :

« ... Dites à ceux qui veulent voir Rome qu'ils se hâtent; car chaque jour le fer du soldat et la serre des agents français flétrissent ses beautés naturelles et la dépouillent de sa parure. Permis à vous, monsieur, qui êtes accoutumé au langage naturel et noble de l'antiquité, de trouver ces expressions trop fleuries ou même trop fardées; mais je n'en sais pas d'assez tristes pour vous peindre l'état de délabrement, de misère et d'opprobre, où est tombée cette pauvre Rome que vous avez vue si pompeuse, et de laquelle à présent on détruit jusqu'aux ruines. On s'y rendait autrefois de tous les pays du monde. Combien d'étrangers, qui n'y étaient venus que pour un hiver, y ont passé toute leur vie! Maintenant il n'y reste que ceux qui n'ont pu fuir, ou qui, le poignard à la main, cherchent encore, dans les haillons d'un peuple mourant de faim, quelque pièce échappée à tant d'extorsions et de rapines...

« Le pain n'est plus au rang des choses qui se vendent ici. Chacun garde pour soi ce qu'il en peut avoir... Tout homme qui n'est ni commissaire, ni général, ni valet ou courtisan des uns ou

elle vengea bien l'univers vaincu. Mais, hâtons-nous de le dire, ce n'étaient ni les officiers subalternes, ces martyrs de l'honneur en France, ni les soldats, qui se livrèrent à ces spoliations; ce furent les officiers supérieurs, les chefs eux-mêmes, et l'homme auquel l'histoire a attaché cette odieuse flétrissure est le même qui sauva la France à Zurich et qui porta si haut par ses armes la gloire du nom français : Masséna. Berthier venait de partir pour Paris; Masséna lui avait succédé. « C'est lui, dit M. Thiers, qui fut accusé d'avoir donné le premier exemple. On se mit à dépouiller les palais, les couvents, les riches collections. Des juifs à la suite de l'armée achetaient à vil prix les magnifiques objets que leur livraient les déprédateurs; le gaspillage fut révoltant. Tous ces objets qu'on enlevait, et sur lesquels on avait le droit de conquête, auraient dû être déposés dans une caisse et vendus au profit de l'armée, qui n'avait pas reçu de solde depuis cinq mois. Elle sortait de la Cisalpine, où le défaut d'organisation financière avait empêché d'acquitter encore le subside convenu par notre traité. Les soldats et les officiers subalternes étaient dans le plus horrible dénûment; ils étaient indignés de voir leurs chefs se gorger de dépouilles et compromettre la gloire du nom français sans aucun profit pour l'armée. Il y eut une révolte contre Masséna. Les officiers se réunirent dans une église, et déclarèrent qu'ils ne voulaient plus servir sous lui. »

Le Directoire fut obligé de rappeler Masséna; il fut remplacé par le général Saint-Cyr, homme d'une austère probité. Deux autres événements de moindre importance eurent encore lieu avant la rupture des négociations à Rastadt : l'expédition d'Irlande et le débarquement des Anglais à Ostende.

Expédition d'Irlande (1798). — La première idée d'une descente en Irlande est attribuée au général Hoche. C'est après Quiberon qu'il proposa au Directoire un plan de débarquement en Irlande, où il voulait conduire les soldats qui venaient de combattre les émigrés et les Anglais sur les côtes de l'Océan. Ce plan fut adopté, et, le 16 décembre 1796, une flotte française composée de

des autres, ne peut manger un œuf. Toutes les denrées les plus nécessaires à la vie sont également inaccessibles aux Romains, tandis que plusieurs Français, non des plus huppés, tiennent table ouverte à tous venants. Allez! nous vengeons bien l'*univers vaincu!*

« Les monuments de Rome ne sont guère mieux traités que le peuple. La colonne Trajane est cependant à peu près telle que vous l'avez vue, et nos curieux, qui n'estiment que ce qu'on peut emporter et vendre, n'y font heureusement aucune attention. D'ailleurs, les bas-reliefs dont elle est ornée sont hors de la portée du sabre, et pourront par conséquent être conservés. Il n'en est pas de même des sculptures de la villa Borghèse et de la villa Pamphili... Je pleure encore un joli Hermès enfant, que j'avais vu dans son entier, vêtu et encapuchonné d'une peau de lion, et portant sur son épaule une petite massue. C'était un Cupidon dérobant les armes d'Hercule, morceau d'un travail exquis. Il n'en reste que la base, sur laquelle j'ai écrit avec un crayon : *Lugete Veneres Cupidinesque*, et les morceaux dispersés.

« Tout ce qui était aux Chartreux, à la villa Albani, chez les Farnèse, les Onesti, au Muséum Clémentin, au Capitole, est emporté, pillé, perdu ou vendu. Les Anglais en ont eu leur part, et des commissaires français, soupçonnés de ce commerce, sont arrêtés ici Mais cette affaire n'aura pas de suite Des soldats, qui sont entrés dans la bibliothèque du Vatican, ont détruit, entre autres raretés, le fameux Térence du Bembo, manuscrit des plus estimés, pour avoir quelques dorures dont il était orné... »

15 vaisseaux de ligne, de 12 frégates, de 6 corvettes, et portant un personnel de marins et de troupes de terre de 16,000 hommes, partit de Brest. Ce débarquement devait s'effectuer dans la baie de Bantry. Trente vaisseaux anglais avaient été signalés le matin près des côtes de Bretagne. Morard de Galles, qui commandait la flotte, avait donné ordre à l'escadre, pour les éviter, de prendre par le passage du Raz, le plus à gauche en sortant du goulet de Brest. A quatre heures du soir, tous les bâtiments français étaient sous voile; mais la nuit étant tombée sombre et chargée d'orage, et les vents ayant changé, l'amiral fit de nouvelles dispositions et donna un nouvel ordre pour la sortie de l'armée. Cet ordre, mal interprété, ne fut exécuté que par une partie de la flotte; en sorte que l'armée expéditionnaire se trouva séparée à la sortie de la rade. Le lendemain, elle était totalement dispersée. Quelques vaisseaux arrivèrent cependant dans la baie de Bantry, à l'embouchure du Shannon; mais, après un séjour de trois jours, les vents ayant augmenté et les vaisseaux de l'escadre n'étant pas encore tous réunis, l'amiral Morard de Galles fit voile vers les côtes de France, ramenant le général Hoche, qui n'avait pas même entrevu les côtes du pays où il avait résolu d'accomplir une si grande révolution. Outre 2,000 hommes morts ou prisonniers, la France perdit plusieurs vaisseaux dans cette malheureuse expédition.

La nouvelle expédition qu'on allait tenter en 1798 ne fut pas plus heureuse. L'Irlande venait de se soulever une seconde fois; elle demandait à la France des armes et des soldats. Le gouvernement, au lieu d'y envoyer une armée expéditionnaire forte au moins comme celle de Hoche, la réduisit à des proportions bien plus petites encore. 4,000 hommes furent désignés pour être embarqués sur les deux divisions navales de Rochefort et de Brest. La première partit avec 1,500 hommes sous les ordres du général Humbert; l'autre division fut retenue quinze jours au port par l'attente d'une somme de 35,000 francs qui devait servir aux frais de l'armée. Humbert débarqua néanmoins, livra plusieurs combats glorieux, marcha sur Dublin; mais, n'ayant pas été soutenu, il fut accablé par le nombre et obligé de déposer les armes. La conduite du général Humbert a suffi pour prouver que l'arrivée de la seconde division eût changé complétement la face des choses, et que si le gouvernement, qui envoyait 40,000 hommes pour combattre l'Angleterre en Égypte, eût songé à en envoyer 10,000 en Irlande, il eût obtenu des résultats plus immédiats et plus décisifs.

Le désastre de l'expédition d'Irlande fut compensé par l'échec qu'éprouva l'Angleterre à Ostende, où 2,000 de ses soldats furent faits prisonniers. Tels étaient en résumé les événements qui s'étaient accomplis en Europe pendant que Bonaparte se rendait maître de l'Égypte, et au moment où une nouvelle et plus redoutable coalition se formait contre la France. Ce fut le roi de Naples qui le premier, sous l'influence de l'Angleterre et de l'Autriche, poussa de nouveau le cri de guerre contre la république.

Campagnes de 1798 et 1799. — Entrée des Français à Naples. — D'après le plan tracé dans le cabinet à Londres et à Vienne, on devait tomber sur l'armée de Rome éparpillée dans les cantonnements depuis les Marches d'Ancône jus-

qu'à Terni et le long du Tibre, les surprendre, les détruire en détail, pendant que le Piémont et la Toscane s'insurgeraient sur les derrières de l'armée cisalpine, et que les Autrichiens l'attaqueraient de front.

En conséquence, l'armée napolitaine fut portée à 80,000 hommes, et le commandement en fut confié à un général de l'empereur, au général Mack, officier de salon, tacticien de cabinet, homme à système, militaire entièrement nul sur le champ de bataille.

L'armée française à Rome était forte de 15,000 hommes, disséminés, ainsi que nous l'avons dit, dans les états romains, et commandée par le général Championnet, un des meilleurs généraux divisionnaires de l'armée du Rhin.

Le 24 novembre 1798, le général Mack fit intimer au général républicain l'ordre d'évacuer les états romains, et, sans autre déclaration de guerre, il se mit en marche avec l'armée napolitaine, divisée en trois corps principaux, subdivisés eux-mêmes en d'autres corps, et qui, au lieu de se porter brusquement sur le centre de la ligne française, formèrent comme une espèce de réseau où l'on espérait prendre tous nos soldats.

Championnet, averti à temps et ne pensant pas, avec des forces quatre fois moins nombreuses, pouvoir conserver Rome, se replia sagement, après avoir laissé 800 hommes de garnison au château de Saint-Ange. Mack arriva sous les murs de Rome le 29 novembre, et y entra en conquérant. Ses colonnes furent moins heureuses; partout où elles rencontrèrent les Français, elles furent repoussées. Cependant Championnet, en homme de guerre habile, prit position à Civita-Castellana, au centre du Haut-Tibre, où il réunit toutes ses forces disponibles (la ville de Civita-Castellana, ancienne Véies des Romains, est située entre deux ravins profonds, dans une position très-forte), et fit occuper plusieurs postes éloignés qui en couvraient les approches.

Mack fit ses dispositions pour enlever cette position, défendue par le général Macdonald, gentilhomme d'Écosse, dont la famille était venue en France au temps des Stuarts, général brave, savant et déjà célèbre. Le 4 décembre, les divisions napolitaines se portèrent à la fois sur Borghetto, Nepi et Rignano; elles furent repoussées. Une de ces divisions perdit toute son artillerie, une autre fut forcée de mettre bas les armes et eut 3,000 prisonniers. L'armée qui devait reconquérir l'Italie au pas de course était arrêtée par une poignée d'hommes à ses premiers pas; le général, qu'on avait surnommé déjà le libérateur de l'Italie, éprouvait au début de sa mission un échec sanglant. Il résolut de se porter sur Terni, position plus rapprochée de l'Apennin et moins bien gardée; mais il avait affaire à un général aussi prévoyant, aussi actif que brave. Championnet, devinant l'intention du général autrichien, fit renforcer la position de Terni, où se trouvait le général Lemoine, et prescrivit à Macdonald de traverser le Tibre; en sorte que le général Mack se trouva devancé partout et échoua encore dans sa nouvelle tentative, où il perdit 4,000 prisonniers. Dès lors il songea à la retraite; il rentra dans Rome, et en repartit furtivement, après y avoir été reçu en conquérant quelques jours auparavant. Le général Championnet y entra à son tour dix-sept jours après en être sorti.

Cette courte et rapide campagne est une des belles pages de la vie de Championnet; il y avait fait preuve de talents de premier ordre. Forcé de se retirer devant une armée supérieure en nombre, il l'avait fait en tacticien habile, mesurant sa marche, sans se laisser imposer un moment par les forces considérables de l'ennemi, et se concentrant dans une position heureuse; puis, l'ennemi vaincu, il n'avait pas hésité à prendre l'offensive et à le pousser l'épée dans les reins. Ce résultat était immense; il ne suffisait pas à Championnet : il résolut avec sa faible armée d'entreprendre la conquête de Naples. Il avait conçu une si triste idée des soldats napolitains et de leur général en chef, qu'il ne douta pas qu'avec des soldats braves et aguerris comme les siens, il ne vînt à bout de son œuvre de conquête. En conséquence, il partit de Rome vers le milieu du mois de décembre 1798, et se porta vers Capoue en trois colonnes.

Pendant ce temps, la consternation était au comble dans la ville de Naples; le départ précipité du roi, la nouvelle des désastres essuyés par l'armée napolitaine et enfin l'approche des Français y avaient produit une indicible confusion. La cour, dans sa détresse et pour obéir à d'odieuses idées de vengeance contre la haute bourgeoisie, qu'on soupçonnait d'être favorable aux Français, fit armer les lazzaroni, hideuse populace pleine de superstition et de vices, et leur livra la ville, qui fut mise au pillage. Comme au temps de Masaniello, ils choisirent un chef parmi eux, nommé *Pazzio* (*le Fou*), et résolurent de défendre eux-mêmes la vieille cité de Naples, que les armées du roi n'osaient plus défendre. Pendant ce temps, le roi et ses ministres s'embarquaient, avec les meubles de la couronne et les trésors de l'État, sur les vaisseaux anglais.

Championnet, cependant, s'avançait à grands pas vers la ville. Le 11 janvier 1799, il franchit le Volturne; le 23, il était sous les murs de l'antique Parthénope. Il ordonna l'assaut. Les lazzaroni, rassemblés dans les places, se défendirent vigoureusement. On se battit dans les rues de Naples, depuis la Chiaja jusqu'à Porlie. C'est en assiégeant les maisons une à une que les Français arrivèrent enfin à se rendre maîtres de la ville. Le général Mack, menacé par la populace, fut forcé de venir chercher un refuge dans le camp de Championnet, qui l'accueillit fraternellement et le reçut à sa table.

La république parthénopéenne fut établie. Cette brillante campagne couvrit de gloire le général Championnet et sa brave armée, qui prit dès lors le nom d'*armée de Naples*, et fut indépendante de l'armée d'Italie.

Armée d'Orient (1799). — Revenons maintenant à l'armée d'Orient : Bonaparte, maître de l'Égypte, avait songé sérieusement à assurer à la France la possession « de cette belle partie du monde, dont la civilisation, écrivait-il au Directoire, aura tant d'influence sur la grandeur nationale et sur les destinées futures des plus anciennes parties de l'univers. »

Après s'être occupé avec soin de l'organisation intérieure du pays, il songea à compléter sa conquête par l'occupation de la Haute-Égypte, où Mourad-Bey s'était retiré avec les débris de son armée, et à détruire les derniers soldats d'Ibrahim-Bey, qui s'était retiré en Syrie auprès de Djezzar, pacha de Saint-Jean-d'Acre. L'occupation de la Basse-Égypte n'avait coûté que quelques escar-

mouches; celle de la Haute-Égypte fut plus longue, plus difficile, et donna lieu à de sanglants combats. Desaix, qui s'était porté avec 3,000 hommes sur la moyenne Égypte, attendait l'automne pour agir sérieusement. Mourad-Bey, avec 4,000 cavaliers et 8,000 fellahs, s'était retiré à Sediman. Desaix vint l'y attaquer avec sa division. Le combat fut sanglant. Les Français, suivant la tactique employée dans toutes les batailles en Égypte, se formèrent en carrés pour combattre la cavalerie dans la plaine, et, se réunissant ensuite, forcèrent les retranchements où l'infanterie était retranchée. La bataille de Sediman, si glorieuse pour nos soldats, offrit cette particularité qu'un des carrés d'avant-garde fut enfoncé; mais les soldats, avec un instinct subit, se couchèrent aussitôt ventre à terre pour ne pas essuyer ou arrêter le feu des autres carrés, et laissèrent passer sur eux les charges de la cavalerie ennemie. Les mamelucks furent en partie détruits à Sediman, et Desaix, continuant sa marche, acheva ce qui avait survécu, le 21 janvier 1799, aux combats de Louqsor, d'Aboumanah, de Sahama, de Sienne, de Beni-Adin, etc., et devint maître de tout le pays jusqu'aux extrémités.

Libre des soins de la guerre, Desaix s'appliqua à faire chérir sa clémence autant qu'il avait fait redouter sa valeur. Il se consacra tout entier à l'administration. Bientôt la Haute-Égypte offrit l'aspect d'une contrée soumise à un gouvernement paternel. Les peuples reconnaissants donnèrent à Desaix le surnom de *Sultan juste*. Bonaparte avait reçu celui de *Grand*.

Pendant ce temps, Bonaparte accomplissait son expédition de Syrie. Ayant appris que la Porte avait déclaré la guerre à la France et qu'elle formait deux armées l'une en Syrie, l'autre à Rhodes, et que ces deux armées devaient, dans les premiers jours du printemps, venir l'attaquer à la fois par Aboukir, près d'Alexandrie, et par El-Arisch, sur les confins de l'Égypte, il résolut d'aller détruire, avant qu'elles ne fussent organisées, ces forces qui se réunissaient en Syrie sous les ordres du pacha de Saint-Jean-d'Acre, le fameux Djezzar. Il se mit en marche dans les premiers jours de février avec quatre divisions d'infanterie et une division de cavalerie, formant environ 13,000 hommes ainsi divisés : infanterie, général Kléber, 2,349 hommes; général Bon, 2,449; Lannes, 2,924; Reynier, 2,160 : en tout 9,882 hommes; cavalerie, général Murat, 800 hommes; génie, général Caffarelli, 340 hommes; artillerie, général Dommartin, 1,385 hommes; guides à pied et à cheval, 400 hommes; dromadaires, 88 hommes : somme totale, 12,895 hommes. En même temps, le contre-amiral Perrée reçut l'ordre de sortir d'Alexandrie avec trois frégates, et de venir sur les côtes de la Syrie pour y transporter l'artillerie de siége et les munitions.

Bonaparte, en conduisant nos soldats dans les plaines de la Syrie, avait, dit-on, conçu le projet de se rendre maître du cours de l'Euphrate, comme il l'était déjà du Nil; de faire ensuite un appel aux populations du Liban, et, ayant réuni 60,000 auxiliaires, de marcher sur Constantinople et de s'en emparer. Ce projet gigantesque qu'on lui prêtait en Europe, et dont peut-être lui-même était préoccupé, ne doit point paraître absurde quand on a vu ce qu'a fait cet

homme extraordinaire. Quoi qu'il en soit, l'armée française arriva le 15 février devant le fort d'El-Arisch, la première ville frontière de la Palestine où se sont accomplis tous les événements militaires des croisades aux XIe, XIIe et XIIIe siècles; on allait revoir Joppé, Damas et Ptolémaïs, où fut vaincu saint Louis, mais où triompha Philippe-Auguste. Pour arriver là, on avait encore une fois traversé le désert; mais personne n'avait songé à se plaindre; les soldats étaient déjà familiarisés avec les sables. C'est pendant cette campagne que Bonaparte forma le régiment des dromadaires, destiné surtout à donner la chasse aux Arabes nomades qui infestaient l'Égypte. Deux hommes assis dos à dos sur un dromadaire pouvaient ainsi faire plus de vingt lieues par jour sans s'arrêter. Ce furent deux aides-de-camp de Bonaparte, Eugène de Beauharnais et Édouard Colbert, qui en firent le premier essai. Cette étrange cavalerie, dont nous aurons à parler plus tard, rendit les plus grands services pendant la campagne de Syrie. Bonaparte adopta encore un nouveau moyen de résistance pour l'infanterie; il fit faire usage des *pieux défensifs*, renouvelés des anciennes armées, et que les Anglais employèrent avec tant de succès à la journée d'Azincourt. Ce système de défense permettait surtout de tirer parti du troisième rang, toujours faible et souvent nuisible aux hommes du premier. Chaque soldat fut en conséquence muni d'un pieu ferré par les deux bouts; ces pieux, destinés à être plantés obliquement en terre pendant l'action, la pointe tournée contre l'ennemi, servaient aussi, lorsqu'on était campé, à border et fortifier l'enceinte du camp (1).

Bonaparte, qui avait tant à ménager le sang de ses soldats, fit sommer El-Arisch. Le siége commença aussitôt, et le château fut foudroyé; après deux jours, la brèche était praticable; on fit sommer une seconde fois la garnison, qui capitula; on y trouva des magasins considérables. Ibrahim avait voulu venir au secours de la garnison, il avait été repoussé, et son camp avait été enlevé. L'armée se porta ensuite vers Gaza. Pendant cette marche dans le désert, qu'on rencontre à chaque instant autour des villes, le général Kléber, qui formait l'avant-garde avec sa division et qui devait se trouver le premier à Kan-Younes, point de réunion de toute l'armée, s'égara. Soit perfidie, soit ignorance, le guide le dirigea vers le nord au lieu de le conduire vers l'ouest. Kléber, perdu avec ses 3,000 hommes, erra pendant toute la journée, enfonçant jusqu'aux genoux dans le sable, brûlé par le soleil et dévoré par une soif ardente qu'aucun moyen humain ne pouvait éteindre. En voyant le désespoir de ses soldats, il fit fusiller le guide qui l'avait ainsi égaré. La nuit se passa à attendre et à craindre. Un seul espoir restait au général, c'était de s'emparer de gré ou de force de quelque Arabe nomade. Plusieurs cavaliers se détachèrent à cet effet, et, vers onze heures du matin, on vit arriver quatre soldats qui ramenaient deux Arabes. On leur promit une forte récompense s'ils diri-

(1) On a contesté l'emploi de ce moyen. Il est certain, toutefois, qu'il fut proposé et ordonné; mais aucune relation ne parle de l'emploi de ces pieux. Peut-être le général Bonaparte craignit-il de surcharger les fantassins déjà si lourdement armés dans ce pays au climat dévorant.

geaient l'armée vers Kan-Younes; mais on leur promit la mort s'ils l'égaraient encore. On se remit en marche sans eau, sans vivres. Toute la journée et une partie de la nuit se passèrent; on craignit de mourir dans les sables. Vers le lendemain, au point du jour, on signala une colonne française; c'était celle de Bonaparte lui-même. L'armée se reposa pendant un jour à Kan-Younes. Cette journée avait suffi pour remettre les troupes de leurs fatigues. Le jour de leur arrivée à Kan-Younes, une pluie abondante tomba du ciel. Nos soldats se déshabillèrent pour recevoir cette rosée bienfaisante, qui était presque un miracle dans le désert. Ils reprirent gaiement leur route, suivant le même chemin qu'avaient suivi leurs ancêtres les croisés; seulement eux venaient au nom de la liberté au lieu de venir au nom de la religion, et *la Marseillaise* retentissait aux lieux mêmes où, cinq cents ans auparavant, s'étaient fait entendre les cantiques de la foi. Entre ces chants religieux et ces chants patriotiques, un peuple s'était fait nation. Enfin on arriva à Gaza; la ville fut enlevée sous les yeux mêmes de Djezzar-Pacha. De Gaza on se porta sur Jaffa (l'ancienne Joppé). On avait encore à traverser le désert, un désert de sables enflammés, où les chameaux eux-mêmes n'avançaient qu'avec lenteur. L'intrépide Kléber s'y aventura le premier, et les soldats l'y suivirent en chantant. Le 3 mars, après des fatigues inouïes, on arriva sous les murs de cette ville. Elle renfermait une garnison de 4,000 hommes et était entourée d'une forte muraille garnie de tours; on battit la muraille en brèche, puis on somma le gouverneur de se rendre. Celui-ci fit couper la tête au parlementaire. L'assaut fut ordonné et la place enlevée en quelques heures. Pour punir sur cette cité la violation du droit des gens dont notre parlementaire avait été victime, Bonaparte livra la ville au pillage. 2,000 Osmanlis, reste de la garnison massacrée, avaient déposé les armes; ils furent fusillés. La guerre a des exigences cruelles. Ici il s'agissait, ou de renvoyer ces 2,000 hommes, comme on l'avait fait à El-Arisch, mais alors on s'exposait à les voir passer dans les rangs ennemis; ou de les emmener à la suite de l'armée, mais l'armée, qui venait de traverser soixante lieues de désert, qui avait encore de longues marches à faire, manquait de subsistances pour elle-même. On réunit ces malheureux sur la grève, près de la mer, sous prétexte de leur donner des aliments, et l'effroyable exécution eut lieu. Nos soldats eux-mêmes en furent frappés d'horreur. *Jamais*, écrivait à ce sujet le général en chef, *jamais la guerre ne m'avait paru aussi hideuse.*

Une épreuve plus terrible encore que la misère, la fatigue et la soif, devait frapper cette brave et malheureuse armée : la peste se déclara parmi les troupes à Jaffa, et fit d'affreux ravages. En peu de temps les hôpitaux furent encombrés. Une sombre terreur s'empara de l'esprit des soldats à cette nouvelle. Ils venaient d'échapper aux vents et aux sables du désert de la Palestine, qui avaient failli vingt fois les dévorer comme les soldats de Cambyse, et, après tant de dangers, ils allaient mourir de la peste comme, au temps des croisades, les compagnons de saint Louis et de Richard Cœur-de-Lion : c'était le comble de la fatalité pour ces braves gens. La peste, ce fléau asiatique, dont le nom seul faisait frémir, ce mal inconnu qui frappe et tue instantanément

sans trêve et sans remède, c'était pour eux la mort la plus affreuse, la mort sans gloire de l'hôpital. L'imagination de ces hommes fut vivement frappée, et les ravages du fléau devinrent plus terribles. Le 11 mars, le bruit se répandit dans le camp que plusieurs militaires étaient tombés morts en se promenant sur le quai; la terreur s'augmenta encore. C'étaient des cadavres d'hommes morts à l'hôpital et que les infirmiers turcs avaient négligemment déposés à la porte. Les malheureux atteints du fléau furent d'abord repoussés par leurs camarades. Mais le dévouement généreux des officiers de santé ramena bientôt l'armée à des sentiments plus dignes de l'humanité. Oh! qu'il fut sublime en cette circonstance le corps des officiers de santé de l'armée d'Égypte (1)! Qu'il fut grand et courageux le médecin en chef, Desgenettes, qui, pour rassurer les esprits, s'inocula publiquement la peste (2)! Les officiers généraux, de leur côté, secondèrent le dévouement des chirurgiens. Bonaparte lui-même voulut, par une démarche éclatante, arrêter la contagion morale qui s'était emparée des troupes, et qui faisait autant de ravages que la maladie elle-même. Il se rendit avec tout son état-major à l'hôpital des pestiférés, s'arrêta devant le lit de chaque malade, adressa à chacun d'eux des paroles de consolation et d'encouragement, et, pour montrer que la maladie n'était pas contagieuse, il toucha plusieurs pestiférés et aida à soulever le cadavre hideux d'un soldat tout souillé par l'ouverture d'un bubon pestilentiel. Les malheureux atteints du fléau se levaient le visage hâve et contracté pour saluer le général qui bravait la mort pour s'occuper de leurs souffrances; les mourants eux-mêmes étendaient leurs bras vers lui pour le bénir; aucun d'eux ne songeait à maudire ce jeune homme dont l'ambition les avait entraînés si loin de la patrie pour les faire mourir si malheureusement. Gros, dans un de ses meilleurs tableaux, a rendu avec une vérité saisissante cette scène effrayante et grandiose. La visite de Bonaparte aux pestiférés de Jaffa dura une heure et demie.

Mais Bonaparte avait hâte d'arriver sous les murs de Saint-Jean-d'Acre. Il partit le 14 mars de Jaffa avec les divisions Kléber, Bon, Lannes et Reynier. Kléber était à l'avant-garde. Le lendemain, 15, l'armée était à Zeta, chassant devant elle les corps de cavalerie naplousins ou osmanlis qui cherchaient à retarder sa marche. Le 17, Kléber, avec l'avant-garde, occupait Kaïffa au pied du Mont-Carmel. Le 18, on aperçut Saint-Jean-d'Acre, l'ancienne Ptolémaïs, célèbre par l'expédition de Philippe-Auguste. La Syrie appartenait à Bona-

(1) Trente-quatre officiers de santé avaient été laissés à l'hôpital de Jaffa. Au retour de l'expédition, ils avaient tous péri emportés par la peste.

(2) Le médecin en chef Desgenettes, poussé par un de ces élans généreux qui caractérisent une âme douée d'un profond amour de l'humanité, osa s'inoculer publiquement la peste, afin de rassurer les troupes par cet acte de témérité. En présence de la foule, émue de sa détermination, il trempa une lancette dans le pus d'un bouton pestilentiel, et se fit une légère blessure à l'aine et au voisinage de l'aisselle. Il ne prit d'autre précaution que celle de se laver avec de l'eau et du savon qui lui furent offerts. Pendant trois semaines il eut deux petits points d'inflammation correspondant à ces piqûres, et ces points enflammés étaient encore apparents, lorsque, pendant la retraite, il se baigna en présence d'une partie de l'armée dans la baie de Césarée.

parte, s'il parvenait à enlever cette ville. A peine arrivé en vue de la place, le général en chef se rendit sur une hauteur et examina avec attention les travaux de défense. Saint-Jean-d'Acre était fortifiée à la manière du XII[e] siècle, avec des courtines flanquées de tours carrées. Tout autour, des soldats étaient campés dans les jardins, retranchés dans les maisons, et au delà des murs de l'ancienne ville, dans la rade de Kaïffa, deux vaisseaux anglais, le *Theseus* et le *Tigre*, balançaient sur leurs ancres, tournant vers le rivage leurs doubles rangées de canons, comme une menace et un défi. Un instant son front s'assombrit; car il lui sembla reconnaître dans les travaux qui environnaient Saint-Jean-d'Acre la trace d'une main européenne; mais cette pensée s'effaça bientôt. Pendant que Bonaparte, pensif et immobile, embrassait l'horizon de son regard profond, l'armée était venue le rejoindre sur la hauteur où il l'avait précédée, et avait salué de ses acclamations la vue de cette ville célèbre où, disait-on, le féroce Djezzar-Pacha avait ses trésors et son sérail, et qu'on espérait enlever par un coup de main audacieux, comme Alexandrie, Gaza et Jaffa. Mais Saint-Jean-d'Acre devait résister à toutes les attaques. Il y avait dans ses murs un ingénieur français, le colonel de génie Phelippeaux, ancien émigré, homme d'un grand mérite, qui avait fait réparer la place et qui avait sous ses ordres d'excellents pointeurs anglais. Il y avait dans la rade une escadre anglaise, et le féroce Djezzar, la terreur du Liban, était un homme de résolution; en outre, une armée turque réunie en Syrie s'avançait de Damas pour franchir le Jourdain.

Bonaparte, après avoir reconnu la place avec les généraux Caffarelli et Dommartin, décida que l'attaque aurait lieu sur le front à l'est de la ville, dont les deux côtés, baignés par la mer et flanqués par le feu des vaisseaux, rendaient très-difficile le développement des travaux. La tranchée fut ouverte immédiatement. Malheureusement l'artillerie de siége, qui devait venir par mer d'Alexandrie, avait été prise par l'amiral anglais Sidney Smith. L'armée était donc réduite, pour toute artillerie de siége et de campagne, à une caronade de 32 enlevée de vive force sur un des canots du *Tigre*, mais dont on ne pouvait se servir avec l'affût du canon, quatre pièces de 12, huit obusiers et une trentaine de pièces de 4; en outre, on manquait de bombes. Tous ces inconvénients disparurent bientôt. En vingt-quatre heures le parc d'artillerie construisit un affût. Quant aux boulets, Sidney Smith se chargea de nous en procurer. A cet effet on faisait de temps en temps paraître sur le rivage quelques cavaliers et quelques charrettes; alors le commodore faisait un feu roulant de toutes ses batteries, et les soldats, à qui on donnait 5 sous par boulet, couraient les ramasser. Ils étaient tellement habitués à cette manœuvre, qu'ils allaient les chercher au milieu de la canonnade et des rires unanimes. C'est ainsi qu'on recueillit des boulets de 12 et de 32.

Le 25 mars, en quatre heures de temps, la caronade et les pièces de 12 ouvrirent la tour; on jugea la brèche praticable, et l'assaut fut donné. Une contrescarpe et un fossé arrêtèrent les assaillants. La contrescarpe avait quinze pieds et le fossé plusieurs toises. On fit aussitôt jouer la mine, mais l'effet de

l'explosion fut en partie manqué; on monta néanmoins à l'assaut. L'officier d'état-major Mailly, dont le frère envoyé en parlementaire à Djezzar, l'année précédente, avait été assassiné par lui, avait demandé à marcher le premier à l'assaut; il s'élança à la tête de 25 grenadiers; l'adjudant Laugier devait le suivre avec deux bataillons. Déjà les échelles étaient appliquées à la muraille; Mailly atteint la brèche, y monte en se cramponnant avec les mains, tant la pente est rapide. Aux trois quarts du trajet, il se retourne, et, se voyant suivi de quelques hommes seulement, il appelle les autres en agitant son chapeau au bout de son épée. En ce moment, une balle l'atteint, lui brise le pied; Mailly tombe, mais en tombant il ne cesse d'appeler les grenadiers de la 69e qui, effectivement, accourent à son aide et commencent à escalader la brèche. La vue des échelles et le souvenir des assauts d'El-Arisch et de Jaffa avaient inspiré une terreur si grande aux Turcs, qu'ils avaient pris la fuite annonçant la prise de la ville par les Français. Djezzar-Pacha, qui avait vu le petit nombre d'assaillants, courut au devant des fuyards, les rallia, en criant: « Lâches, comptez donc le petit nombre de Français avant de fuir devant eux. » Les Turcs reprirent courage et ouvrirent une vive fusillade. Laugier, qui était arrivé avec ses deux bataillons, trouva les grenadiers de Mailly qui revenaient pour se mettre à l'abri du feu. Le brave commandant fait attaquer néanmoins; il est atteint d'un coup de feu et tué sur le coup. L'opération était manquée encore une fois. « Cet événement fut très-funeste, dit Bonaparte dans ses Mémoires; c'est ce jour-là que la ville aurait dû être prise. » Depuis cette époque, il ne cessa d'y arriver des renforts et des troupes par mer.

Il y avait dix jours qu'on était devant la place, et l'on n'avait rien fait. Il fallait commencer de nouveaux travaux d'attaque. On se remit à l'œuvre. En même temps on annonça à Bonaparte l'approche de la grande armée turque, sous les ordres d'Abdallah-Pacha. Il fit continuer les travaux de siége et envoya le général Kléber vers le Jourdain pour en disputer le passage à l'armée venant de Damas. Ce général occupa Saffa et Sour. Cependant l'armée turque, forte de 25,000 hommes, dont 12,000 de cavalerie, passa le Jourdain au pont de Jacoub, le 6 avril. Le 8, l'avant-garde de la division Kléber, forte de 400 hommes au plus, sous les ordres de Junot, rencontra l'avant-garde turque, en avant de Nazareth, à Loubè; elle comptait près de 3,000 cavaliers. Loin de reculer, Junot attendit résolûment, formé en carré, et livra un des plus beaux combats qui aient jamais illustré nos fastes militaires (1).

(1) La division Junot était composée de 150 grenadiers de la 19e de ligne, 150 carabiniers de la 2e légère, et les 100 chevaux du chef de brigade Duvivier. A trois lieues de Nazareth, il fut rejoint par Daher et ses Druses, nos alliés. La petite troupe, avec le renfort, formait donc un total de 420 hommes à peu près.

A huit heures du matin, on signala l'arrivée d'une troupe ennemie divisée en deux corps et faisant bondir les chevaux dans la plaine qui sépare Loubè du mont Thabor.

Junot comprit aussitôt que ce qu'il y aurait de pis, en pareille circonstance, serait de faire mine de battre en retraite; il n'était point à une assez grande distance de l'ennemi pour que son infanterie ne fût pas jointe au bout de quelques instants par la cavalerie turque. Il résolut donc de tenir ferme, il fit faire halte, ordonna à ses soldats de ne tirer qu'à vingt pas, et attendit.



Typ. Chaumont.

Combat des quatre cents braves, à Loubé

Cependant Kléber avait débouché dans les plaines qui s'étendent au pied du mont Thabor, dans l'intention de surprendre le camp des Turcs pendant la nuit. L'éveil était donné, et Kléber, égaré une fois encore par ses guides, arriva trop tard. Le 16 avril, au point du jour, nos soldats virent toute l'armée turque rangée en bataille. 15,000 hommes d'infanterie occupent le village de Fouli, l'ancien Esdrelon, et 12,000 cavaliers se déploient dans la plaine. C'est toujours la même disposition. Kléber avait à peine 3,000 fantassins, il les divisa en deux carrés. Voyant à quelle faible troupe il a affaire, Abdallah-Pacha pousse un cri de triomphe et de combat. Alors sortent des défilés, alors

Cependant l'ennemi avançait. Les soldats français, immobiles, la baïonnette en avant, l'œil attentif, voyaient s'effacer la distance qui les séparait des troupes barbares. L'une s'avançait sans ordre et avec de grands cris, l'autre serrée, gardant ses rangs, et comme si une main européenne avait façonné son indiscipline nomade. Toutes deux venaient avec la rapidité du vent, l'une sur la cavalerie, l'autre sur l'infanterie; à vingt pas de distance la fusillade éclata, rapide, serrée et pétillante comme un tonnerre qui gronde; trois cents cadavres jonchèrent la terre; chevaux et cavaliers firent volte-face, et allèrent se reformer hors de la portée du fusil; car, si emporté qu'eût été l'élan des deux troupes, il avait été arrêté court par cette terrible décharge.

Junot jeta un coup d'œil sur sa troupe : pas un homme n'avait bougé, chacun était à son rang, on rechargeait les armes; la cavalerie seule était un peu ébranlée. Ne pouvant opposer à l'ennemi une fusillade aussi bien soutenue que celle de l'infanterie, le choc avait été pour elle plus immédiat et plus terrible. Junot courut à elle. Le peloton, un moment disjoint, se reforma. Il était temps, l'ennemi revenait à la charge. Une fusillade pareille à la première le reçut. Une partie s'arrêta; l'autre, emportée par son élan, vint s'enferrer dans les baïonnettes des grenadiers. Pendant ce temps il s'engageait, entre notre cavalerie et celle des Turcs, des combats partiels comme en raconte Froissart, comme en décrit le Tasse. Un maréchal-des-logis du 3e dragons se prit corps à corps avec un porte-étendard turc, auquel il voulait enlever son drapeau. Tous deux étaient braves, agiles et forts; la victoire fut long-temps douteuse; leurs chevaux s'abattirent et ni l'un ni l'autre n'avait vidé les arçons. Enfin le maréchal-des-logis, plus adroit que son adversaire ou plus heureux, dégage sa main droite, la ramène en arrière et plonge son sabre jusqu'à la garde dans la poitrine de son ennemi, qui tombe sans lâcher son drapeau et le défend encore au milieu des étreintes de la mort.

Cette seconde charge a le résultat de la première, les Turcs laissent 200 cadavres sur le champ de bataille et fuient. Une cinquantaine d'hommes, parmi lesquels trois chefs, s'acharnent après nos soldats. Junot lui-même, entraîné par sa chevaleresque curiosité, s'est un peu écarté du gros de sa troupe, et a gagné une petite hauteur afin de mieux voir; un aga, nommé Agoub-Bey, le reconnaît à son panache, et, suivi de son mameluck, lance son cheval sur lui. Junot laisse pendre son sabre à la dragonne, tire de ses fontes un excellent pistolet, lève lentement la main, vise l'aga, qui, courbé sur sa selle, précède son mameluck de cinq ou six pas, et, entre les deux oreilles de son cheval, lui loge une balle au milieu du front. L'aga étend les bras, se renverse en arrière, vide les arçons et tombe. Quant au mameluck qui le suit, un coup de sabre lui ouvre la tête. La petite armée tout entière bat des mains, elle est digne de son général et son général est digne d'elle. Junot pense alors à se rapprocher de Kléber. Il ordonne la retraite, qui se fait au pas et en bon ordre, laissant sur le champ de bataille plus de cadavres ennemis qu'il ne comptait de soldats. De son côté il a 2 hommes tués et 48 blessés, qu'on emmène au milieu des rangs.

Cependant l'ennemi, honteux de voir cette petite troupe qui lui échappe, s'encourage, se rallie, se rassemble pour tenter un dernier effort: le général voit ces préparatifs hostiles, ordonne à chaque blessé de reprendre son poste, s'arrête et attend. Une troisième charge s'opère.

Mais cette fois encore la furie musulmane vient se briser sur le feu de la fusillade et sur le fer des baïonnettes; l'ennemi y laisse 100 hommes, et nous n'avons que 2 blessés à ajouter à notre

se précipitent des montagnes, alors surgissent de tous les points de l'horizon des nuées d'Arabes : 12,000 cavaliers tourbillonnent autour des carrés. Là se renouvelle la même lutte qu'aux Pyramides : mêmes attaques incessantes, acharnées, mortelles du côté de l'ennemi, même impassibilité courageuse de la part des Français; seulement l'ennemi est trois fois plus nombreux, et nos soldats le sont trois fois moins qu'aux Pyramides.

Le combat durait depuis trois heures. A dix heures du matin, 25,000 hommes enveloppaient 2,500 hommes, et, malgré leurs charges presque insensées, tant elles étaient furieuses, pas un carré n'avait bronché, pas un homme n'avait été tué hors de son poste. A onze heures, Bonaparte arriva sur les hauteurs qui dominent la plaine; il s'arrêta pour contempler avec toute l'armée le plus beau spectacle de guerre qu'il soit donné de voir. Kléber, avec 2,500 hommes, tenant tête à 25,000 Turcs, Arabes, Arnaultes, Maugrabins ou Damasquins, accourus de cinq lieues à la ronde à la nouvelle du combat. Ces 2,500 hommes semblent perdus au milieu de vagues mouvantes d'ennemis comme un rocher au milieu de l'océan, mais comme un rocher ils sont impassibles et inaccessibles. A deux lieues au delà, on apercevait le camp des mamelucks; il n'y eut qu'un seul cri : *Marchons !* Et, pour annoncer son arrivée à Kléber, Bonaparte fit faire une salve de huit pièces d'artillerie. A ce signal, les soldats de Kléber s'écrient : *Bonaparte! Bonaparte!* et ce mot passe dans leurs rangs comme un souffle magique : Bonaparte, c'était la victoire! Chacun redouble d'efforts. Aussitôt *la Marseillaise*, ce chant tyrtéen des premiers jours de notre république, se fait entendre, et domine la voix des canons et la crépitation des mousquets. L'ennemi étonné s'arrête à ce nom de Bonaparte qu'il connaît déjà, et à ce chant qu'il ne connaît pas encore. Il hésite; Kléber prend à son tour l'offensive. Bonaparte vient d'arriver. Aussitôt il fait ses dispositions pour tourner l'ennemi et le jeter dans le Jourdain, et l'on voit, chose extraordinaire, 25,000 hommes enveloppés à la fois par 6,000! Alors la mitraille, la fusillade, le sabre, la baïonnette, fouettent, brisent, déchirent, renversent cette masse indisciplinée, trop resserrée pour manœuvrer dans le cercle de fer qui l'entoure, et qui ne peut plus ni attaquer ni se défendre. Chacun de ces hommes songe à son salut, glisse entre les carrés et fuit au loin plein de terreur. Le village de Fouli est enlevé à la baïonnette par Kléber. En un instant, toute la plaine est couverte de cadavres : l'ennemi a perdu 6,000 hommes. Le camp turc, les

liste. Enfin, tant de courage lasse les Damasquins : repoussés une troisième fois, ils reforment leurs rangs; et lorsque les soldats s'attendent à les voir revenir une quatrième fois à l'attaque, ils passent seulement, comme dernière bravade, à la portée du fusil, se développent sur une longue ligne et disparaissent aux yeux des 400 braves.

Le jour même, un second courrier part pour porter au général en chef le bulletin du combat de Nazareth : en le lisant, Bonaparte pense qu'à un fait d'armes aussi extraordinaire il faut une récompense splendide. Il arrête qu'il sera fait au concours un tableau commémoratif de ce combat dit des *quatre cents braves*. Un concours eut lieu, en effet, en l'an IX; Gros, Hennequin, Meynier, Gerard, y apportèrent leurs cartons. Gros remporta le prix; mais, après avoir esquissé le tableau et même achevé la tête du général Junot, il abandonna son œuvre, on n'a jamais su pourquoi.

trois queues du pacha, quatre cents chevaux et un immense butin sont la récompense et les dépouilles opimes des vainqueurs. La division Kléber s'était battue depuis six heures du matin jusqu'à sept heures du soir; elle coucha sur le champ de bataille. Pour rendre cette victoire décisive et plus terrible encore dans le souvenir des habitants de la Palestine, Bonaparte fit brûler tous les villages naplousiens. Ainsi, 6,000 Français avaient détruit une armée qu'on disait innombrable comme les étoiles du ciel et les sables de la mer, et qui devait engloutir comme un torrent la faible armée des chrétiens.

Depuis la bataille du mont Thabor, le siége de Saint-Jean-d'Acre avait pris une marche fatale. Caffarelli-Dufalga, l'ami de Bonaparte, le brave et intrépide guerrier, avait été blessé le 7 avril et était mort le 27. Trois assauts successifs avaient eu lieu; plusieurs sorties des ennemis avaient été repoussées, et, dans ces affaires, l'armée avait perdu plusieurs généraux et ses meilleurs soldats. De nouvelles attaques eurent lieu sans plus de résultat. Enfin Bonaparte ordonna une dernière tentative. La division Kléber, qui n'avait pas encore pris part au siége, demanda à son tour la faveur de monter à l'assaut. Le chef de brigade Venoux, qui commandait les colonnes d'attaque, dit en serrant la main à Murat : *Ou ce soir Saint-Jean-d'Acre est à nous, ou ce soir Venoux sera mort.* L'assaut eut lieu et fut impétueux; mais, le soir, Acre était toujours au pouvoir de Djezzar. Venoux avait tenu sa parole et s'était fait tuer.

Huit assauts repoussés avaient fait douter Bonaparte de la fortune; il ordonna la levée du siége après soixante jours de tranchée ouverte. Le but de l'expédition était atteint, puisqu'il avait détruit les armées de Palestine; mais les desseins merveilleux qu'il avait formés en Orient échouaient. On dit qu'en s'éloignant de Saint-Jean-d'Acre il s'écria, en parlant de l'amiral anglais : « *Cet homme m'a fait manquer ma fortune!* »

Toutefois, avant de quitter la ville, Bonaparte l'accabla de ses feux et la réduisit presque en cendres. Il avait perdu le tiers de son armée, c'est-à-dire 4,000 hommes. Il emmenait 1,200 blessés environ, avec lesquels il fallait encore une fois traverser le désert. Cette marche fut plus pénible encore que la première. A Jaffa, où se trouvait l'hôpital des pestiférés, Bonaparte, voyant quelques soldats trop malades pour être transportés, dit au médecin Desgenettes qu'il y aurait de l'humanité à donner de l'opium à ceux qui étaient désespérés. Le médecin lui répondit : « *Mon métier est de les guérir, et non de les tuer.* » On a beaucoup trop vanté cette réponse, qui, fort belle dans une autre circonstance, était absurde ici, puisqu'en abandonnant ces malheureux, c'était les vouer à une mort certaine, et qu'ils étaient trop malades pour être transportés. Toutefois l'opium ne fut pas donné, et la calomnie n'en attaqua pas moins Bonaparte, dont les paroles étaient dictées par l'humanité (1).

(1) Nous avons sous les yeux le rapport de Sidney Smith, qu'on n'accusera pas d'être un partisan de Bonaparte, et il annonce à Nelson qu'il a trouvé dans l'hôpital de Jaffa *sept pauvres malheureux*, dont il prendra soin. Quant à l'évacuation des malades et des blessés, voici ce que

La marche dans le désert, qui semblait devoir être funeste aux blessés et aux malades, leur fut au contraire favorable en général, bien qu'ils n'eussent pour nourriture que du biscuit et de l'eau souvent saumâtre. Mais le désir de revoir l'Égypte, qui était presque une seconde patrie et les rapprochait de la France, soutenait leur courage. La plupart même se trouvèrent guéris en arrivant au Caire. La marche se faisait donc heureusement, malgré la chaleur. Le thermomètre, posé sur le sable, montait à 44 degrés Réaumur. A l'air libre il marquait 34; mais c'était une chaleur sèche à laquelle nos soldats avaient fini par s'habituer. Perdus au milieu de ces mers de sable, ils plaisantaient encore et disaient : « *Le général en chef nous a promis à Toulon six arpents de terre à chacun, il peut nous en donner ici à discrétion, nous n'en abuserons pas.* »

Sur la route, on trouvait dans quelques bas-fonds des flaques d'eau douce qui étaient recherchées avec avidité. Le soldat, pour approcher de ces sources, n'aurait pas cédé sa place pour de l'or aux chefs et aux généraux eux-mêmes. Bonaparte, dit-on, faillit un moment suffoquer par la chaleur. Un soldat lui céda un débris de porte où il put un moment se mettre à l'ombre; et celui-là, dit Bonaparte, me fit une immense concession. En rentrant en Égypte, une autre épreuve attendait l'armée. Un ouragan terrible du simoun l'accueillit près de Salahieh, et faillit l'engloutir tout entière dans les sables. Cet ouragan fit périr plusieurs malades. Enfin, le 14 juin, l'armée fit son entrée triomphale au Caire par la porte de la *Victoire*, après trois mois d'expédition. Bonaparte donna au Caire des fêtes magnifiques pour célébrer son retour en Égypte; mais l'armée, les chefs surtout, qui avaient revu avec empressement la capitale de l'Égypte, ne tardèrent pas à murmurer de nouveau et à se plaindre. Il y avait un an que nos soldats avaient quitté Toulon et qu'ils étaient en Égypte. Ils désiraient revoir la France. La nostalgie avait gagné tous les esprits. Les généraux demandaient des congés pour passer en Europe, au risque d'être en-

nous lisons dans une lettre écrite en 1829, par M. D'Aure, ancien intendant général de l'armée d'Orient :

« Lors du retour de l'armée à Jaffa, le général en chef Bonaparte, voulant entièrement faire évacuer par terre et par mer tous les malades sur l'Égypte, m'ordonna de me rendre dans la place, afin d'y prendre toutes les dispositions nécessaires pour faire partir tous les *blessés et pestiférés*, soit par mer, sur Damiette, soit par terre, sur El-Arych, mission qui n'était pas sans quelque danger...

« L'évacuation par mer, sur Damiette, se fit par l'embarquement des *blessés et pestiférés* sur sept bâtiments qui se trouvaient dans le port de Jaffa, mis à ma disposition par l'amiral Gantheaume, et commandés par des officiers de marine. Ces bâtiments étaient : le chebec *la Fortune*, la chaloupe *l'Hélène*, et les djermes numéros 1, 3, 4, 5 et 6.

« Comme il ne restait pas à Jaffa un seul des trente-quatre officiers de santé que nous y avions laissés pour le service des hôpitaux, tous étant morts de la peste, MM. Larrey et Desgenettes désignèrent MM. Rosel, André, Lagier, Javanat, Leclerc, Glèze et Morangers, tous officiers de santé appartenant aux ambulances et aux corps de l'armée. En conséquence, on en plaça un sur chacun des bâtiments, ainsi qu'un employé des hôpitaux, pour donner des soins aux malades et blessés, leur faire distribuer des vivres et tenir la comptabilité. »

levés par les croisières anglaises. L'armée elle-même demandait en masse qu'on la ramenât en France. Un jour elle forma, dit-on, le projet d'enlever les drapeaux du Caire et de marcher sur Alexandrie pour s'y embarquer; mais ce projet ne fut pas mis à exécution.

L'époque du débarquement à Alexandrie de l'armée turque formée à Rhodes approchait. On était à la fin de juin. On la signala à la hauteur d'Alexandrie. Le 11, elle vint mouiller dans la rade d'Aboukir. Elle était escortée par la division navale de l'Anglais Sidney Smith. Le débarquement eut lieu aussitôt dans la presqu'île d'Aboukir, qui s'avance entre la mer et le lac Madieh, et se termine par un fort. Les Turcs abordèrent hardiment la plage et enlevèrent le village et le fort d'Aboukir, après en avoir égorgé la garnison. L'armée ottomane était de 18,000 hommes environ. Elle était composée de l'élite des troupes turques, c'est-à-dire de janissaires aguerris; son artillerie était nombreuse et elle était servie par des officiers anglais. Elle n'avait point de cavalerie; mais elle comptait sur les 2,000 mamelucks qui restaient à Mourad-Bey, et qui devaient venir la rejoindre à Aboukir. Les chefs ignoraient que Mourad, vaincu près des lacs Noutron avec les débris de son armée, était en fuite avec quelques centaines de cavaliers, n'ayant plus pour fortune que ses armes souillées de sang et de poussière, et d'autre patrie que la selle de son cheval.

Bonaparte, en apprenant le débarquement de l'armée ottomane et la prise d'Aboukir, partit du Caire sur-le-champ et arriva à Alexandrie après une marche rapide. Il avait avec lui les divisions Lannes, Bon et Murat. Kléber, Reynier et Desaix devaient venir le rejoindre à Aboukir. Il s'établit aussitôt à Berket, point intermédiaire entre Alexandrie et la mer. Après avoir examiné la position des troupes ennemies, le général en chef se porta à l'entrée de la presqu'île. Son plan était arrêté, et, bien qu'il n'eût encore sous la main que 6,000 hommes environ, il fit attaquer sur-le-champ. Les Turcs, maîtres d'Aboukir, avaient pris position dans le fond de la presqu'île, où ils s'étaient couverts par deux lignes de retranchements. Bonaparte espérait les enfermer dans le village d'Aboukir et les y accabler sous une grêle de bombes et d'obus. Il ordonna l'attaque aussitôt. Il porta le général Destaing à l'extrémité gauche de la première ligne, Lannes à celle de droite; et Murat, qui était au centre, reçut l'ordre de faire filer sa cavalerie sur les derrières de la première ligne. Ces ordres furent accomplis littéralement. Destaing aborda la position de gauche, espèce de mamelon de sable, pendant que Murat la faisait tourner par un escadron et s'en emparait. A droite, même manœuvre et même résultat. Les deux colonnes victorieuses portent ensuite leurs efforts vers le centre de la ligne fortement retranché, et l'enlèvent après un sanglant combat. Les Turcs, forcés dans leurs retranchements, se jettent dans la mer plutôt que de se rendre. Près de 4,000 se noient ainsi. Le plan de Bonaparte était en partie rempli. Il avait enlevé la première ligne ennemie et acculé les Turcs au village d'Aboukir, où il pouvait les bombarder en attendant l'arrivée de ses autres divisions. Mais il résolut de profiter de ce premier succès et de terminer cette bataille d'un seul coup. Seid Mustapha-Pacha, généralissime de l'armée turque, avait

encore 12,000 hommes de troupes fraîches, et il occupait la forte position d'Aboukir, se liant par la droite à la mer et par la gauche au lac Madieh. Bonaparte, sachant combien les soldats turcs, solides derrière un retranchement, redoutent la cavalerie en plaine, fit répéter la même manœuvre par Murat; c'est-à-dire que, pendant que les divisions d'attaque de Lannes et de Desaix abordaient la position sur le front et sur la droite, Murat, avec sa cavalerie, devait tourner l'ennemi par la gauche en passant sous le feu de la redoute et des barques canonnières. En voyant nos divisions s'avancer l'arme au bras, les Turcs sortent des retranchements et se jettent à leur tour en avant. Ces soldats armés d'un fusil sans baïonnette et de deux pistolets, tirent d'abord leurs trois coups de feu et prennent ensuite leur sabre; mais ils rencontrent les baïonnettes de l'intrépide 32[e] demi-brigade, ils se font poignarder en voulant les saisir avec leurs mains. Nos colonnes se portent en avant. Déjà la 18[e] demi-brigade est arrivée au pied de la redoute; une épouvantable canonnade la repousse. L'adjudant-général Leturque est tué; le général Figuières a le bras emporté. Murat, de son côté, n'a pu accomplir son mouvement, tant le feu des redoutes est violent. Bonaparte voit les efforts de ses troupes échouer contre cette seconde ligne. Il hésite et ne sait s'il doit tenter une nouvelle attaque. En ce moment, il s'aperçoit que les Turcs sortent en masse de la grande redoute pour venir couper les têtes des morts épars dans la plaine. Il profite de cette heureuse circonstance avec sa promptitude habituelle. Le général Lannes, qui était en bataille derrière le village, s'élance au pas de course sur la redoute dégarnie. L'aile gauche se rallie à son tour et marche en avant. En même temps le général Murat, par une heureuse inspiration, ordonne une charge générale pour tourner la gauche des ennemis. Tout s'ébranle à la fois. Le général Lannes emporte les retranchements. Murat, qui a enlevé ses escadrons, obtient un plein succès et rend la victoire décisive. Placé entre le fort d'Aboukir et les retranchements, il coupe la retraite aux ennemis et les pousse dans la mer. Il pénètre lui-même dans le camp de Mustapha-Pacha, et, par une prouesse qui rappelle les paladins des croisades, il engage une lutte avec le chef arabe. Blessé légèrement au menton d'un coup de pistolet, Murat coupe deux doigts à son adversaire d'un coup de sabre et le fait prisonnier. Alors commence un effroyable carnage. Les janissaires, assaillis de tous côtés, poussés la baïonnette dans les reins par l'infanterie de Lannes et de Rampon, sabrés par la cavalerie de Murat, se précipitent dans les flots, et bientôt 9 ou 10,000 cadavres flottent sur cette rade d'Aboukir, si funeste à nos marins l'année précédente.

Ainsi toute cette armée avait été détruite. C'est la première fois que l'histoire offrait une pareille circonstance. Quelques Turcs renfermés dans le fort d'Aboukir et commandés par le fils du pacha avaient seuls échappé au désastre; mais ils ne pouvaient se défendre plus de huit jours, et en effet ils se rendirent bientôt à discrétion. Ces malheureux avaient tellement souffert de la faim et de la soif qu'ils périrent presque tous pour avoir mangé avec trop d'avidité. La possession de l'Égypte était assurée désormais contre les ennemis, et



Paris, Typ. Chaumont.

Dragon.

Armée d'Égypte.

1799.

Pl. 36.



l'armée, quoique réduite, présentait encore un effectif de 25,000 soldats, les plus aguerris du monde et les mieux commandés.

C'est sous l'impression de cette éclatante victoire que Bonaparte résolut de revenir en France. Il était sans nouvelles depuis six mois. Des journaux qu'il parvint à se procurer lui apprirent que de grands désastres avaient frappé les armées de la république, que l'Italie était perdue, que Turin et Mantoue étaient bloquées, que Malte était menacée, que Corfou était prise, et que nos armées du Rhin et du Danube avaient éprouvé de grandes défaites. Sa résolution fut arrêtée; il résolut de partir et d'essayer la traversée au milieu des escadres anglaises qui sillonnaient la Méditerranée. Il comptait sur sa fortune. Auparavant il rédigea une longue instruction pour Kléber, auquel il laissait le commandement, et fit ses adieux à l'armée dans un ordre du jour qui fut lu aux troupes après son départ.

« Soldats, les nouvelles d'Europe m'ont décidé à partir pour la France; je laisse le commandement de l'armée au général Kléber. L'armée aura bientôt de mes nouvelles; je ne puis pas en dire davantage. Il me coûte de quitter des soldats auxquels je suis si attaché, mais ce ne sera que momentanément, et le général que je leur laisse a la confiance du gouvernement et la mienne. »

Le départ de Bonaparte a été diversement apprécié. Blâmé sévèrement par quelques historiens, il a été approuvé par d'autres, et notamment par Jomini et Thiers. « Ce n'était pas, comme on l'a dit, une lâche désertion, car il laissait une armée victorieuse pour aller braver des dangers de tout genre, et le plus horrible de tous, celui d'aller porter des fers à Londres. C'était une de ces témérités par lesquelles les grands ambitieux tentent le ciel, et auxquelles ils doivent ensuite cette confiance immense qui tour à tour les élève et les précipite (1). »

Voyons maintenant ce qui s'était passé en Europe pendant que le drapeau tricolore flottait victorieux sur les bords du Nil et du Jourdain.

L'Europe tout entière, ainsi que nous l'avons dit, avait pris les armes et formé le nœud d'une nouvelle coalition contre la république. Le Directoire, pour faire face à tant d'ennemis à la fois, avait ordonné une nouvelle levée d'hommes pour compléter les armées. Jamais la France ne s'était trouvée dans une position pareille, même aux premiers jours de la révolution; car il ne s'agissait plus de défendre le territoire, il s'agissait de garder à la fois la Hollande, la ligne du Rhin, la Suisse et l'Italie, c'est-à-dire tout le pays compris entre les froides eaux du Zuyderzée et l'Ombronne que baignent les chaudes lames de la mer Icarienne. Il fallait une armée assez nombreuse pour couvrir toutes ces provinces inféodées à la mère patrie, et, ce qui était plus difficile encore, il fallait distribuer convenablement les troupes. Le Directoire n'avait de disponibles que 160,000 hommes environ pour garder cette ligne immense, en attendant l'arrivée des conscrits qui devaient renforcer les divers corps et porter l'effectif au double. Ces troupes furent ainsi distribuées : 10,000 hommes devaient observer

(1) Thiers, *Histoire de la Révolution.*

la Hollande, 5,000 environ gardaient le Rhin, 40,000 étaient sur les bords du Danube, 30,000 en Suisse, 50,000 à l'armée dite d'Italie, et 30,000 à celle de Naples. Le commandement de ces armées fut ainsi réparti : le général Schérer, célèbre par la victoire de Loano, et alors ministre de la guerre, fut placé à la tête de l'armée d'Italie; Macdonald succéda à Championnet à l'armée de Naples (1); Jourdan eut le commandement de l'armée du Danube, Masséna celui de l'armée d'Helvétie, Bernadotte fut envoyé sur le Rhin et Brune en Hollande. Ces différentes armées devaient toutes agir offensivement, à l'exception de celles de Hollande et du Rhin, qui devaient rester en observation. Le plan du Directoire était de porter ses principales forces sur le Danube et sur l'Izonzo.

Les alliés de leur côté, avaient fait des préparatifs immenses. L'Autriche avait mis sur pied une armée de 225,000 hommes; la Russie lui fournissait 60,000 soldats éprouvés dans les guerres contre les Turcs et un général qui passait pour invincible; l'Angleterre elle-même devait fournir un contingent de troupes considérable. Ainsi la coalition pouvait, au début de la campagne, faire entrer en ligne plus de 300,000 hommes, pendant que nous en avions à peine 200,000.

Le plan de la coalition était de concentrer des forces considérables dans les gorges du Tyrol et des Grisons, pour enlever aux Français la grande chaîne des Alpes; car, selon un vieux principe de guerre, *les montagnes étaient regardées comme les clefs de la plaine*. Les alliés devaient surtout porter tous leurs efforts sur l'Italie, d'où l'Autriche brûlait de voir disparaître le drapeau tricolore. En conséquence, l'archiduc Charles, avec 80,000 hommes, fut chargé d'agir sur le Danube contre Jourdan; Kray, avec 75,000 hommes, se porta sur l'Adige, où devait venir le rejoindre le feld-maréchal Souwarow avec 60,000 Russes; 72,000 hommes, divisés en deux corps, sous la conduite de Hotze et de Bellegarde, devaient opérer dans les montagnes et gagner les sources des fleuves qui descendent des Alpes.

Suivons maintenant la marche de chacune de ces armées dans cette campagne de 1799, funeste et glorieuse à la fois pour nos armes.

Armée du Danube. — Les débuts de la campagne furent on ne plus malheureux pour la France. En dénonçant prématurément la reprise des hostilités sans avoir réuni tous ses contingents de guerre et concentré ses forces, le gouvernement s'était exposé aux désastres qui frappèrent nos armées. Ainsi Jourdan, avec 38,000 hommes effectifs, devait tenir tête à l'archiduc qui en comptait 80,000, et même prendre brusquement l'offensive en traversant le Rhin et en s'avançant sur la forêt Noire jusqu'aux sources du Danube. Il se mit en mouvement le 1er mars, entra en Souabe sur quatre colonnes, et, ayant franchi la forêt Noire, prit ses cantonnements entre Rothwil, Blomberg et Tuttlingen, sur le revers oriental de cette forêt. Là, selon les ordres du Directoire, il attendit que la déclaration de guerre fût approuvée par le corps législatif.

(1) Championnet venait d'être disgracié pour n'avoir pas voulu obéir aux ordres des agents du Directoire à Naples

C'était une faute. L'archiduc Charles, cet ennemi que nous retrouvions partout et qui avait hâte d'effacer par des victoires les trois défaites que Bonaparte lui avait fait éprouver sur le Tagliamento, à Tarwis et à Neumarck, résolut d'en profiter. A peine fut-il informé que les Français avaient passé le Rhin, qu'il franchit le Lech de son côté, et s'établit entre le Mendel et l'Isser. Jourdan, en débouchant sur la forêt Noire, appuyait sa droite au lac de Constance, par où il communiquait avec Masséna, et sa gauche au Danube; mais, à mesure qu'il avançait, il étendait sa ligne et l'affaiblissait d'une manière dangereuse en présence d'un ennemi supérieur de moitié et prêt à tirer parti de la moindre faute. Aussi, après une première tentative, ayant appris que l'armée du Rhin n'était pas encore formée, il se replia promptement dans la crainte d'être tourné par la vallée du Necker. Il attendait les renforts qu'on lui avait promis. Les ordres du Directoire l'obligèrent encore une fois à se porter en avant. Masséna venait d'obtenir des succès décisifs à l'armée d'Helvétie, et le Directoire persistait à prendre vigoureusement l'offensive. En conséquence, il fit un nouveau mouvement en avant, et s'établit entre le lac de Constance et le Danube, la gauche à Mengen, le centre à Pffulendorff et la droite à Salamansveiler. Le lendemain, 20 mars, l'armée du Danube s'ébranla sur toute la ligne et prit position sur le ruisseau d'Asch, à Ostrach, Mengen, et sur la rive gauche du Danube. Le général Gouvion-Saint-Cyr commandait la gauche, Ferino la droite, Souham le centre; d'Hautpoult était à la tête de la réserve, et Lefebvre à l'avant-garde. L'archiduc, de son côté, avait pris position sur la rive droite de l'Ostrach et sur la rive gauche de l'Asch. Ses avant-postes furent repoussés, et les Français s'établirent sur les hauteurs d'Ostrach et de Mengen. Le prince, après avoir étudié la position des Français, résolut de prendre l'offensive à son tour le lendemain 21 mars. Il fit porter deux colonnes d'attaque à la droite et à la gauche des Français, et il dirigea lui-même la masse principale de ses forces (environ 40,000 hommes) sur la position centrale d'Ostrach, où les Français avaient à peine 10,000 hommes. Le combat commença au point du jour, il fut long et opiniâtre; les Français y firent des prodiges. Gouvion-Saint-Cyr, Lefebvre, Molitor, Klein et Soult, dont les grands talents militaires s'étaient déjà révélés dans plusieurs batailles, combattirent avec le talent de grands capitaines et la bravoure de simples grenadiers. Mais il fallut céder aux masses profondes de l'ennemi, et se retirer devant les Autrichiens, qui étendaient leurs ailes et couvraient la plaine de leurs troupes. L'armée se replia sur Tuttlingen. Cette bataille, livrée par Jourdan sur les ordres exprès du Directoire, produisit une funeste impression au début de la campagne. Aussi Jourdan, pour en effacer le souvenir, ne tarda-t-il pas à reprendre l'offensive en se portant le 25 mars sur Stokach, point d'intersection des routes de la Souabe et de la Suisse, où il devait se réunir à Masséna.

L'archiduc opérait dans le but de séparer l'armée de Jourdan de celle de Masséna; mais, avec sa circonspection toute germanique, il perdit deux jours en reconnaissances. Il se porta ensuite sur la Stokach le jour même où Jourdan venait pour y prendre position Il s'agissait de livrer une seconde bataille pour

s'assurer la position de ce point stratégique important. Ainsi les deux armées se rencontrèrent au moment où celle des Français venait pour livrer une bataille et celle de l'archiduc pour faire une reconnaissance. Toutefois, avant de livrer bataille, Jourdan assembla ses généraux en conseil et leur demanda leur avis. La réponse fut unanime : *l'intérêt de la patrie et l'honneur de l'armée ordonnaient de combattre.* Jourdan se rangea d'autant plus volontiers à cet avis, qu'un succès avait des avantages immenses et qu'un revers ne pouvait être bien funeste. En effet, vainqueur, Jourdan éloignait l'archiduc du lac de Constance; vaincu, la route de Schaffausen et les défilés des montagnes Noires lui offraient une retraite assurée. En conséquence, il prescrivit à ses généraux de converger vers les positions de Stokach, Ferino, en passant par Steusslingen; Souham, en suivant la route d'Engen; Soult et Hautpoult par Emingen et Liptingen; Gouvion-Saint-Cyr et Vandamme par Tuttlingen et Freidengen. Jourdan, avec tout son état-major, marchait à l'avant-garde, commandée par le général Soult, en remplacement du général Lefebvre, blessé à Ostrach. Les Autrichiens surprirent d'abord nos avant-gardes; mais ils furent bientôt ramenés par nos colonnes et rejetés vers leurs positions du matin, à la droite et au centre. A la gauche, le succès fut plus complet. Le général Soult repoussa les Autrichiens à Emingen Ob-ck, leur enleva Liptingen, et, les poursuivant l'épée dans les reins, s'empara des bois qui couvraient la droite des Autrichiens. Si Jourdan eût appuyé ce mouvement victorieux, en portant sur ce point la division Saint-Cyr, il pouvait jeter cette aile ennemie dans la Stokach et lui causer un grand désastre; mais Jourdan, qui croyait le succès plus grand à la droite et au centre, et qui regardait la victoire comme assurée, fit faire à la division Saint-Cyr un long détour pour couper la retraite aux Autrichiens. Ce mouvement était prématuré. Son illusion fut de courte durée. La droite des ennemis, se voyant assaillie sur ce point par des forces peu considérables, fit volte-face et engagea un combat opiniâtre. Ce combat donna à l'archiduc le temps de s'y porter en personne. Jugeant d'un coup d'œil le danger d'une telle attaque si elle était soutenue, il fit venir en toute hâte des renforts sur ce point. Alors commença dans le bois une horrible lutte; le général Soult fit charger jusqu'à quatre fois sur les divisions profondes des Autrichiens. On s'aborda corps à corps. Bientôt la fusillade s'éteignit, et pendant plus d'une heure on n'entendit d'autre bruit que celui du fer heurtant le fer, que les cris de rage des combattants et les cris de douleur des blessés et des mourants. Les deux princes d'Anhalt et de Furstemberg furent tués comme des soldats à un poste de soldats. Mais les divisions françaises ne purent enfoncer les colonnes ennemies, renforcées à chaque instant par des troupes fraîches. Jourdan, reconnaissant sa faute, fit demander du secours à la division Saint-Cyr; il était trop tard. L'archiduc, jugeant le moment opportun, ploya une partie de son centre et de ses ailes pour envelopper cette poignée de braves qui l'attaquait ainsi au cœur. Mais Soult, qui se battait en grenadier et commandait en tacticien de premier ordre, devina son intention. Voyant qu'il ne pouvait être appuyé désormais, il retira ses colonnes et les ramena frémissantes hors du

bois, dans la plaine en avant de Liptingen, où elles vinrent s'appuyer à la réserve de cavalerie.

A la vue de ce mouvement, Jourdan envoya de nouveau ordre sur ordre à Saint-Cyr pour presser sa marche, et prescrivit à Souham et à Ferino de tomber sur le flanc de l'ennemi. Si ces mouvemens se fussent exécutés, la journée pouvait encore être victorieuse; mais Saint-Cyr n'avait pu marcher assez vite pour arriver à temps, et les divisions Souham et Ferino étaient retenues par des obstacles insurmontables. En ce moment, l'archiduc Charles débouchait du bois de Stokach, où il avait laissé 3,000 morts, parmi lesquels étaient deux princes. Jourdan tenta un dernier effort pour l'arrêter. Il comptait sur sa réserve de cavalerie, qui n'avait pas encore donné; les charges de cette cavalerie pouvaient, en effet, être décisives : malheureusement elles ne se firent pas avec ensemble. La grosse cavalerie, divisée en deux colonnes, descendit des hauteurs, pareille à un torrent, menaçant de tout ouvrir devant elle, lorsqu'un escadron de cavalerie légère, qui avait devancé l'attaque générale, vint se placer obliquement sur la route des colonnes d'attaque, et, arrêtant leur élan, fit perdre le bénéfice de l'impulsion et du choc. Elles abordèrent l'ennemi au pas. Une horrible mêlée s'engagea dans la plaine, puis la confusion se mit dans les rangs des Français. Ils se replièrent en désordre, entraînant le général Jourdan, qui essayait vainement de les rallier. Les Autrichiens, épuisés par cette rude lutte, n'osèrent les poursuivre. La journée était perdue. Le général Saint-Cyr, compromis dans son mouvement, dut se replier à la hâte; il le fit avec son aplomb ordinaire. On s'était maintenu à la droite et au centre, mais on avait été forcé à la gauche. Les Français avaient perdu 5,000 hommes, et les Autrichiens 4,500. Les résultats, comme on le voit, n'étaient décisifs ni pour l'un ni pour l'autre, et 40,000 Français, disséminés sur une étendue de six lieues, avaient eu la gloire de tenir en échec tout un jour 70,000 Autrichiens, et avaient failli leur arracher la victoire.

Le héros de la journée était le général Soult. Il avait fait des miracles de bravoure et donné des preuves éclatantes de ce génie supérieur qui devait le placer bientôt au premier rang des tacticiens des temps modernes. Soult avait fait ses premières armes vers les derniers jours du règne de Louis XVI. Le 2 février 1785, un jeune homme de quinze ans et demi, fils d'un notaire de Saint-Amand-la-Bastide, s'était engagé dans le régiment *Royal* (23e d'infanterie), où il n'avait pu être incorporé que trois mois après, c'est-à-dire lorsqu'il eut atteint sa seizième année. Le jeune homme avait été nommé caporal le 13 juin 1787, caporal-fourrier le 31 mars 1791, sergent le 1er juillet suivant, enfin il était passé comme sous-lieutenant de grenadiers instructeur au 1er bataillon du Haut-Rhin (1792). C'était Soult (Jean-de-Dieu), devenu depuis duc de Dalmatie, ministre de la guerre, et enfin grand-maréchal de France, comme Turenne. Tels furent les débuts de ce capitaine dont la vie a jeté tant d'éclat sur nos fastes militaires, et qui aujourd'hui, âgé de quatre-vingts ans, représente les splendeurs de nos guerres nationales, comme autrefois Villars représentait, sous Louis XV, celles du grand siècle qui venait de finir.

Mais, quoique le champ de bataille eût été partagé entre les deux armées et que les résultats eussent été peu décisifs, Jourdan n'en avait pas moins perdu la ligne du Danube. Il ne pouvait plus tenir la campagne, et était obligé ou de se jeter en Suisse pour se réunir à Masséna, ou de se porter sur le Rhin pour appuyer la faible armée de Bernadotte. C'est à ce dernier parti qu'il s'arrêta. En conséquence, il fit replier son armée sur les montagnes Noires, et prit position à l'entrée des débouchés. C'était une faute : il devait se réunir à Masséna, combiner ses efforts aux siens, et prendre ainsi une position imposante; car, d'après le plan tracé à Vienne, c'est sur la Suisse que devaient se porter d'abord les efforts de la coalition, et l'archiduc, au lieu de pousser vigoureusement ses succès vers le Rhin, tourna aussitôt ses armes contre Masséna.

Mais, avant de suivre les opérations de la guerre en Helvétie, voyons ce qui se passait en Italie, où les hostilités avaient commencé le lendemain même de la bataille de Stokach.

Armée d'Italie (1799). — Ce fut le 22 mars que le général en chef Schérer reçut la déclaration de guerre que le Directoire faisait à l'empereur d'Autriche et au duc de Toscane. Schérer, qui venait de quitter le ministère de la guerre pour prendre le commandement en chef de cette armée, était déjà vieux; il manquait de cette vigueur d'esprit et de corps qu'il fallait pour exercer un tel commandement. La sévérité qu'il avait déployée pendant son ministère contre les officiers-généraux de l'armée d'Italie lui avait fait bien des ennemis : on lui reprochait surtout la disgrâce de Championnet, le conquérant de Naples. Son air sec, sévère et quelquefois plein de morgue, lui avait aliéné tout d'abord l'esprit des soldats; en sorte qu'il n'avait ni la sympathie des officiers ni la confiance des troupes, ce qui est toujours fâcheux au début d'une campagne. Cette armée d'Italie, composée encore de quelques-uns des corps qui avaient fait les belles campagnes de 1796 et de 1797, avait conservé un peu de l'esprit de sa devancière : elle était hautaine, pleine d'orgueil, frondeuse surtout, et n'obéissait guère qu'aux officiers de son choix, et certes, il fallait avoir bien fait ses preuves pour mériter ce choix. Quand un nouveau général arrivait détaché du Rhin ou du Nord, on s'informait de son passé, de ses talents, de son caractère, et le soir, sous la tente, on discutait ses titres à la confiance. Or, Schérer n'avait rien qui lui conciliât l'esprit des troupes : il était vieux et cassé, et il leur fallait un chef plein de spontanéité et de vigueur. On le disait savant, mais de cette science du cabinet qui est souvent un contre-sens sur le champ de bataille. On rappelait bien le souvenir de la victoire de Loano; mais qu'était cette victoire, dont on attribuait tout le succès à Masséna, comparée à celles qu'on avait remportées depuis? En somme, nul choix ne pouvait être plus mal accueilli que celui de l'ancien ministre de la guerre. Aussi disait-on qu'il n'avait accepté le commandement qu'à regret, et qu'il ne le conservait que sur les instances de ses amis du Directoire. Lui-même, Schérer, avait pu se convaincre du peu de sympathie qu'il inspirait aux troupes; car on dit qu'il se glissait, à l'ombre de la nuit, près des bivouacs pour écouter les propos qu'on

tenait sur son compte, et qu'il recueillait ainsi les preuves de son impopularité.

Quoi qu'il en soit, le général Schérer dut entrer en campagne, et le plan qui lui fut tracé par le Directoire était on ne peut plus difficile à exécuter. Il s'agissait d'opérer sur la gauche, de passer l'Adige près de Vérone et de pousser les Autrichiens sur la Brenta et la Piave, pendant qu'un corps détaché dans la Valteline marcherait d'abord sur Glaris, où l'extrême droite de l'armée d'Helvétie, commandée par le général Lecourbe, devait le rejoindre afin de se porter de concert par Brixen et Botzen sur le flanc droit de l'armée impériale.

L'armée française, en Italie, s'élevait alors à 116,000 hommes à peu près, distribués ainsi qu'il suit : 30,000 hommes sous Macdonald à Rome et à Naples; 30,000 hommes de garnison dans le Ferrarais, le Bolonais et le Brescian; c'étaient, en partie, les recrues nouvellement arrivées; enfin, 56,000 hommes sous Schérer. De ce nombre, il fallait retrancher 5,000 hommes qui devaient envahir la Toscane avec le général Gauthier, 5,000 qui devaient agir dans la Valteline, ainsi que nous l'avons dit, ce qui fait que l'effectif de l'armée qui allait combattre sur l'Adige était de 46,000 hommes environ. Or, c'est sur ce point que l'Autriche avait concentré ses forces principales. L'armée autrichienne au début des hostilités était de 145,000 hommes, dont 85,000 dans la haute Italie et 60,000 sur la ligne de l'Adige, non compris l'armée russe, qui n'était point encore arrivée. Cette armée était commandée par le général Kray, en attendant Mélas et Souwarow. Le 25 mars, l'armée française se mit en mouvement et se porta en face de l'armée autrichienne, la gauche à Pescheira, la droite vers Sanguinetto sur la route de Legnano. Le général Moreau, la seconde capacité militaire de l'Europe, disgracié après le 18 brumaire, avait consenti à accepter un rôle secondaire à l'armée d'Italie. Il commandait les deux divisions du centre, Victor et Hatry. Montrichard commandait l'aile droite, composée de sa seule division. Les divisions Serrurier, Grenier et Delmas formaient la gauche.

Le général Kray, qui s'était jusqu'alors tenu sur la défensive en attendant les ordres du conseil aulique, reçut son plan de campagne le 21 mars. Ce plan consistait à se porter en force sur l'Adda, par Brescia et Bergame, à faire le siége de Pescheira, à occuper Lonato, à marcher sur Chiesa, à s'avancer ensuite jusqu'à Brescia et Crema et à détacher un corps le long de l'Oglio, un autre le long du lac de Côme, afin de pénétrer dans la Valteline, jusqu'à Chiavenna. Comme on le voit, les deux gouvernements suivaient les mêmes principes : l'occupation des montagnes.

De faux renseignements parvenus au général Schérer lui avaient fait croire que le gros de l'armée autrichienne était campé entre Vérone et le lac Garda. De faux avis parvenus au général Kray lui firent supposer que les Français allaient porter leur principal effort vers le bas Adige; en sorte que les deux chefs manœuvraient comme pour s'éviter. Cependant le 26 mars les trois divisions de gauche, Serrurier, Grenier et Delmas attaquèrent le camp retranché de Pastrengo, l'enlevèrent après l'attaque la plus héroïque et s'établirent à Rivoli.

Ce premier succès avait coûté aux Autrichiens 1,500 prisonniers et 12 canons. Ils repassèrent l'Adige en désordre. Au centre, Moreau porta ses efforts sur les villages en avant de Vérone. La résistance fut vive sur ce point. Plusieurs postes furent pris et repris jusqu'à sept fois, enfin les Autrichiens furent rejetés dans Vérone. A la droite, Montrichard, en faisant une démonstration inutile sur Legnano, tomba dans le gros des forces ennemies que Kray conduisait, comme nous l'avons dit, sur le bas Adige, et eut bien de la peine à se replier sur Moreau. En somme, les Français avaient été victorieux au centre et à la gauche. Les Autrichiens avaient perdu au moins 8,000 hommes, les Français 4,000. Il fallait rendre alors ce succès décisif en s'emparant de Vérone. Le général Schérer ne sut pas se décider. Il perdit quatre jours à faire chercher une route qui lui permît d'éviter Vérone. Enfin il résolut de tenter le passage du fleuve entre cette ville et Legnano, pendant que Serrurier avec sa division se porterait au-delà de l'Adige par le pont de Polo. Le 30 mars, pendant qu'il se dirigeait vers le bas Adige, Serrurier avec 6,000 hommes accomplissait la marche singulière et imprudente qu'on lui avait ordonnée. Le résultat ne se fit pas attendre. Kray accabla de ses forces cette division ainsi aventurée et la repoussa vivement de l'autre côté de l'Adige après lui avoir pris 1,500 hommes. On passa plusieurs jours en marches et en contre-marches; mais, le 5 avril, les deux généraux en chef se trouvèrent en face l'un de l'autre à Magnano; le général Schérer avec 40,000 hommes, Kray avec 46,000.

Le terrain était mauvais pour les deux partis. C'était un sol accidenté, coupé de fossés et de canaux, avec des digues où la cavalerie était plus embarrassante qu'utile; et, sur ce point, nous avions le désavantage, car, pour la première fois depuis le commencement de la guerre d'Italie, nous nous trouvions en face de l'ennemi avec une cavalerie plus nombreuse que la sienne.

Les deux armées s'ébranlèrent ensemble vers les onze heures : le combat s'engagea. Les divisions Victor et Grenier, qui marchaient en tête, furent celles qui ouvrirent la bataille : elles allèrent heurter avec leur impétuosité ordinaire la colonne du général Mercantin. Deux régiments ennemis furent rompus du premier choc et mis en déroute. La cavalerie impériale vint pour les soutenir, elle fut également culbutée. Le général Mercantin s'avança alors de sa personne, mais, blessé mortellement, il tomba au milieu des rangs, qui dès lors ne se reformèrent plus. Ce brillant combat, où l'armée d'Italie se montrait digne des plus beaux jours de sa gloire, avait duré dix heures. Les généraux français, emportés par leur ardeur à la poursuite de l'ennemi, s'avancèrent jusqu'à San Giovani et s'établirent devant Tomba, sans s'apercevoir ou plutôt sans s'inquiéter des partis de cavalerie ennemie qui se glissaient entre eux et la division Delmas.

Au centre, le succès, quoique moins décisif, était à notre avantage; le général Delmas avait forcé le général Kaim à Butta-Preda et lui avait fait des prisonniers. A la gauche, le général Moreau avait chassé la division Zoph des positions d'Azzano, d'Alpo et de Scudo-Orlando. Mais ces succès étaient isolés, aucun ordre de bataille général ne ralliait entre elles les divisions victorieuses.

Le général Kray, un des plus habiles capitaines de cette époque, jugea que le point essentiel de la bataille était à notre droite, où les deux généraux Victor et Grenier s'étaient placés dans une position hasardée. Il réunit toutes ses forces sur ce point. Il avait sur le général en chef de l'armée française l'avantage de pouvoir faire agir plus aisément ses divisions moins disséminées que les divisions françaises. Il tomba à l'improviste sur Grenier. Victor vola à son secours; il rencontra la cavalerie qui s'était glissée entre lui et la division Delmas. Il y eut là une nouvelle et plus sanglante lutte. Les généraux français se cramponnaient à leur victoire. Ils tinrent longtemps et firent bonne contenance; mais Kray, ayant rallié la division Mercantin, la poussa sur le même point et força les deux généraux à la retraite. Le centre de l'armée française se trouva menacé à son tour. Moreau y commandait; Moreau, l'homme le plus inébranlable au milieu d'un désastre et dont le génie semblait grandir dans les circonstances difficiles, essaya de se rabattre sur la droite et de prendre à revers les masses qui s'étaient portées de ce côté et qui le pressaient. Malheureusement ses troupes combattaient dans un terrain coupé de nombreux enclos, ce qui rendit cette manœuvre inexécutable. Cependant il parvint à maintenir l'ennemi. Ainsi nous étions battus à la droite; le centre et la gauche tenaient encore, mais ils ne pouvaient tenir longtemps.

Schérer, jugeant que la bataille était perdue, donna le signal de la retraite; elle se fit en bon ordre. Les Autrichiens n'osèrent poursuivre nos soldats; ils se contentèrent de l'honneur de bivouaquer sur le champ de bataille. La victoire avait été chaudement disputée; les Français avaient perdu 3,000 hommes, morts ou blessés, et 4,000 prisonniers. Les Autrichiens avaient eu un nombre égal d'hommes hors de combat; mais ils n'avaient perdu que 2,000 prisonniers. Le lendemain, l'armée française se replia sur le Mincio, puis sur l'Oglio et enfin sur l'Adda. Schérer avait perdu la tête; les reproches de son armée l'avaient ébranlé plus que sa défaite. Les soldats disaient tout haut et très-énergiquement que c'était son impéritie qui avait causé la perte de la bataille; que c'était sa pusillanimité qui les obligeait à abandonner ainsi, étape par étape et en fugitifs, cette Italie qu'ils avaient conquise et conservée pendant trois ans, sans oser tenir sur aucune des lignes qui suffisaient pour contenir une armée bien supérieure à celle du général Kray. Ils ajoutaient qu'ils avaient fait leur devoir comme autrefois, que le général seul avait manqué à sa mission. Aussi Schérer s'empressa-t-il de se démettre du commandement en faveur de Moreau qui, par un dévouement dont l'histoire doit lui tenir compte, n'hésita pas à l'accepter dans cette position désastreuse. Ainsi en moins de deux mois nous avions perdu l'Allemagne à Stokach, l'Italie à Magnano. C'est après cette bataille que le maréchal Souwarow, à la tête de 30,000 Russes, fit sa jonction avec l'armée autrichienne dont Melas était venu prendre le commandement. Souwarow arrivait en Italie précédé d'une réputation de talent et de courage invincibles; on disait que ce barbare à l'esprit inculte était le plus grand homme de guerre des temps modernes, qu'il avait perfectionné l'emploi de la baïonnette, et que rien ne pouvait résister à l'impétuosité de ses Tar-

tares; on rappelait ses campagnes de Pologne, où il s'était montré si cruellement impitoyable, ses campagnes de Turquie, où il avait écrasé les Osmanlis, et les détails horribles du sac d'Ismailow étaient dans toutes les bouches. Du reste, Souwarow offrait un étrange assemblage de qualités et de défauts, de simplicité et de bizarrerie. Doué d'une grande énergie de caractère, d'un coup d'œil prompt et rapide sur le champ de bataille, il manquait de sang-froid dans les circonstances difficiles, et était incapable de concevoir un plan stratégique sagement combiné, n'ayant que des idées inexactes sur l'emploi raisonné et méthodique des trois armes. Toute la science de la guerre, suivant lui, consistait dans la vigueur de l'élan et dans l'emploi de la baïonnette. Et cependant ce barbare grossier faillit mettre la république à deux doigts de sa perte. Son armée lui ressemblait en quelque sorte; officiers et soldats offraient le grossier exemple du courage fanatique et de l'ignorance superstitieuse. La cavalerie, l'artillerie, le génie, en étaient encore aux rudiments des siècles passés; mais la bravoure de ces soldats, la confiance qu'ils avaient en leur chef, les avaient rendus invincibles sur tous les champs de bataille où ils avaient combattu. La lutte nouvelle qui allait commencer devait donc présenter le spectacle de l'énergie brutale et mal dirigée contre l'énergie savante et calculée.

Schérer, ainsi que nous l'avons dit, s'était retiré sur l'Adda. Son armée, forte de 46,000 hommes, se trouvait réduite à 28,000 : 10,000 avaient été tués ou pris, et 8,000 étaient enfermés à Peschiera et à Mantoue. Son armée, divisée en trois corps, était encore, suivant sa funeste habitude, dispersée sur une ligne de vingt-quatre lieues. Serrurier était à Lecco, Grenier à Cassano, Victor à Lodi; un corps sous les ordres du général Montrichard appuyait vers les montagnes de Gênes pour se lier au corps de Macdonald, qui avait reçu l'ordre d'abandonner le royaume de Naples et de se replier vers l'Adda.

Le maréchal Souwarow, commandant en chef les deux armées russe et autrichienne, se mit aussitôt à l'œuvre. Il laissa le général Kray devant Mantoue qu'il devait assiéger, il prescrivit au général Klenau de resserrer Macdonald sur le revers montueux de l'Apennin, et il se porta lui-même avec Mélas sur Bergame et Cassano. L'Adda fut franchi sans obstacle, et, le 26 avril, l'armée combinée arriva sur la rive gauche du fleuve. C'est ce jour-là même que Moreau reçut le commandement en chef de cette armée. « Ce brave général avait quelque droit de le refuser. On l'avait fait descendre au rôle de simple divisionnaire, et maintenant que la campagne était perdue, qu'il n'y avait plus que des désastres à essuyer, on lui donnait le commandement. Il empêcha une défaite en l'acceptant le soir même où l'Adda était forcé. C'est ici que commence la moins vantée et la plus belle partie de sa vie (1). »

Le soir même, le premier engagement des troupes françaises contre les Russes eut lieu à Lecco. La 18e légère, à la vue de ces soldats qu'on disait si terribles, sortit spontanément des retranchements pour les attaquer. Une sorte

d'irritation fiévreuse s'était emparée de l'esprit des soldats, et les baïonnettes françaises se rougirent du sang des Russes, qui furent repoussés et dont on fit un affreux carnage.

Mais les ennemis, repoussés à Lecco, parvinrent à franchir l'Adda à Brivio et à Trezzo, et le général Serrurier, qui formait la gauche, se trouva coupé du reste de l'armée. C'est en ce moment que Moreau vint en prendre le commandement. Au point du jour, la ligne française était donc coupée sur deux points, et la position de l'Adda devenait impossible à garder; il ne s'agissait plus que de la perdre honorablement. Moreau envoie aussitôt au général Serrurier l'ordre de s'arrêter à Verderio; il presse la marche de la division Victor, et, à travers une nuée de Cosaques, il se porte à Trezzo vers la division Grenier qui depuis plus d'une heure était aux prises avec l'ennemi. Le village de Vaprio, enlevé une première fois par cette division, venait d'être repris. La présence de Moreau rend aux troupes toute leur vigueur; elles enlèvent une seconde fois Vaprio. Mais le succès n'aveugle pas le général en chef. Il jette un coup d'œil sur le champ de bataille : Serrurier est isolé et perdu; Victor est trop éloigné pour arriver à temps. Il ordonne la retraite, qui se fait en bon ordre; Victor, de son côté, se replie très-heureusement. Quant à la division Serrurier, séparée de l'armée par le mouvement du général Ott et entourée de toutes parts, elle se battit longtemps avec la fureur du désespoir et fut enfin obligée de rendre les armes. La journée de Cassano avait réduit l'armée française à 20,000 hommes. Mais Moreau était là; Moreau, dont le courage n'était jamais plus grand, dont le génie ne brillait jamais autant que dans les circonstances critiques, valait à lui seul 10,000 hommes. Il entreprit de se retirer sur le Tesin et de couvrir Milan. L'histoire ne saurait trop louer la fermeté inébranlable de ce grand homme de guerre et sa conduite pendant cette marche désastreuse. Toujours placé aux postes périlleux de l'arrière-garde, il protégea de sa personne le passage de l'Adda avec un seul bataillon dont, au bout d'une demi-heure, il ne restait plus que 120 hommes; le reste avait été tué à ses côtés. Trois de ses aides-de-camp avaient également été frappés à mort, et malgré les instances de sa suite il ne mit le pied sur l'autre rive que lorsqu'il n'y eut plus un seul soldat à passer. Enfin il parvint à réunir le gros de son armée et à empêcher, avec 20,000 hommes, que l'armée ennemie, forte de 90,000 hommes au moins, n'entrât le jour même à Milan, où se trouvaient déposés les bagages qu'on eut le temps d'évacuer. Deux jours après, il se mit en marche pour repasser le Pô. Il résulte de l'ensemble de ses dispositions que, si ce général eût eu toutes ses forces sous la main, il eût empêché les ennemis de franchir l'Adda, et qu'il eût pu manœuvrer ensuite derrière le Pô pour y attendre l'armée de Naples.

Aucun obstacle ne s'opposant plus à la marche de l'ennemi sur Milan, Souwarow fit son entrée dans cette ville aux acclamations du peuple; car, en Italie, le fanatisme religieux avait déjà remplacé l'amour de la liberté. Ces mêmes hommes qui, peu de temps auparavant, avaient crié *Vive la liberté!* crièrent *Vive l'Empereur!* et *Vive la religion!* à la vue des premiers Cosaques qui paru-

rent sous les murs de la cité milanaise. Les signes de la république furent détruits et les partisans de la France emprisonnés.

Il y avait trois ans à peine que Bonaparte, lui aussi, avait fait son entrée solennelle dans Milan avec de pareilles acclamations; il y avait trois ans à peine qu'il avait constitué cette grande république cisalpine qui devait régénérer l'Italie, et, pendant que sur les bords du Nil il écrivait son nom à côté de ceux des deux plus grands conquérants du monde, un Tartare était venu qui avait détruit son œuvre et marqué par les défaites de nos armées les étapes de sa marche victorieuse.

L'armée française s'était retirée sur le Tesin, où Moreau espérait se maintenir, après avoir rallié la division Serrurier dont il ignorait le désastre, et l'armée de Naples, dont la première colonne était retenue à Rome par l'insurrection des paysans d'Arezzo.

Lorsque Moreau apprit ces nouvelles, il craignit que l'ennemi ne vînt se placer entre les deux armées et n'empêchât la jonction d'où dépendait désormais son salut. Il divisa son armée en deux colonnes, afin de couvrir Turin et de se placer de façon à recueillir l'armée de Naples : la première colonne, sous les ordres du général Grenier, se porta sur Turin; la seconde, sous les ordres de Victor, sur Alexandrie, et prit position à l'extrémité des chaînes de l'Apennin. Ceci se passait le 7 mai 1799.

Moreau, en s'établissant comme il venait de le faire, avait calculé toutes les chances des événements : dans le cas où Souwarow marcherait à lui, il se retirerait sur Gênes et éviterait une rencontre en prenant des positions où il serait impossible de le forcer; si au contraire Souwarow ne détachait qu'un faible corps, il l'attaquerait et l'écraserait. Le choix de cette position, qui prouve la justesse de son coup d'œil, lui permettait en outre de conserver toutes les routes de Gênes et d'attendre l'arrivée de Macdonald.

Voilà ce qu'avait fait Moreau. Voici ce que fit Souwarow. Après s'être établi à Milan, le feld-maréchal poussa Wukassowich sur la route de Novarre avec ordre de s'emparer de cette place ainsi que de celles de Crescentino, Ivrée et Trino, et de remonter jusqu'à Turin pour inquiéter la division Grenier. La division Ott se porta sur Pavie et se lia avec le corps du colonel Strauch, qui devait s'établir sur les bords du lac Majeur. Quelques jours après, le feld-maréchal se dirigea lui-même, avec le gros de ses forces, sur Pavie et Plaisance.

Pour compléter l'ensemble de ces dispositions, Kray bloquait Mantoue; Hohenzollern assiégeait le château de Milan, et Wuskassowich occupait les débouchés des Alpes.

Le 9 mai, l'armée austro-russe fit un mouvement offensif, et se porta sur Tortone, dont elle s'empara et qui devint le quartier-général de Souwarow. — Le 12, ce général résolut de franchir le Pô à la gauche des Français. Moreau, prévenu à temps, marcha sur les Russes avec sa réserve, culbuta dans le fleuve ceux qui l'avaient déjà franchi, et tua ou prit aux ennemis 2,500 hommes. Malgré ce succès, le général Moreau fut forcé de resserrer encore son cercle de défense, car, à l'instigation des étrangers, les provinces de la haute Italie

étaient en pleine insurrection, et ses communications avec la France étaient coupées. La position, comme on le voit, devenait de plus en plus critique. Cependant plusieurs jours se passèrent sans combat. Moreau, inquiet de l'inaction inexplicable de Souwarow, craignait à chaque instant une attaque décisive et imprévue. Il résolut de faire une reconnaissance sur la ligne ennemie. En conséquence, il réunit toute la division Grenier sur la Bormida, donna l'ordre à Victor de passer cette rivière, et il se porta de sa personne vers Tortone. Mais Souwarow, par un motif tout contraire à celui qu'on lui supposait, levait son camp pour aller passer le Pô près de Casa-Trinca, et marcher ensuite sur la Sesia. La reconnaissance tentée par Moreau donna lieu au combat de Marengo, livré sur le champ même où, un an plus tard, devait avoir lieu cette grande bataille qui rendit d'un seul coup l'Italie à la domination de la France. Moreau, éclairé enfin sur les projets de l'ennemi, prit une de ces résolutions rapides et énergiques qui étaient le propre de son caractère. Quittant brusquement une position qu'il regardait désormais comme dangereuse, il se retira par Asti sur Turin et Coni; mais, en se rapprochant de l'Apennin, il envoya des renforts aux intermédiaires qui devaient recueillir l'armée de Naples dans le cas où le feld-maréchal se porterait sur Gênes ou en Toscane.

Le gros de ses forces se trouvait réduit par ces détachements à 8,000 hommes tout au plus. C'est avec cette poignée de monde qu'il se retirait sur Turin et sur Coni, afin d'attirer à lui les forces de l'ennemi, et de dégager ainsi l'armée de Naples. Mais Moreau devait rencontrer dans l'accomplissement de ses projets un de ces contre-temps funestes qui déjouent les plans les mieux combinés et contre lesquels vient se briser le génie des plus grands hommes. Il fut forcé de se retirer sur Asti, pendant que Victor faisait également sa retraite sur Acqui et Dego. La prise de Ceva par les insurgés piémontais vint lui porter un coup funeste et compromettre la mise à exécution de son plan de campagne. Il resta ferme devant les hasards, comme il était resté calme devant l'ennemi, et il prit de nouvelles dispositions pour obvier à ces nouveaux obstacles : il fit filer par le col de Fenestrelles tous les gros bagages et l'artillerie, qui pouvaient embarrasser sa marche, puis il pressa les opérations de ses colonnes mobiles, et se disposa à se jeter dans les montagnes aussitôt que Souwarow paraîtrait. Ainsi, Moreau, avec 20,000 hommes, s'était retiré sans se laisser entamer une seule fois, et, de la position qu'il avait prise, il pouvait encore protéger la retraite de l'armée de Naples et opérer sa jonction avec elle.

Le feld-maréchal, instruit de la retraite de l'armée française, la fit poursuivre aussitôt. La ville de Turin fut prise par les ennemis, et la citadelle de Milan capitula. Moreau chercha à reprendre l'importante ville de Ceva; mais deux de ses généraux ayant échoué, et voyant se resserrer le cercle que les ennemis traçaient autour de lui, il résolut de se replier sur le col Saint-Bernard. C'était une entreprise difficile, mais c'était la seule qui pût sauver l'armée. On se mit à l'œuvre pour ouvrir un chemin praticable à l'artillerie, et, après trois jours, l'armée tout entière s'ébranla et prit sur l'Apennin une nouvelle position.

Pendant que Moreau s'établissait ainsi dans la Ligurie, Macdonald s'avançait de son côté vers la Toscane. Son armée s'élevait à 28,000 hommes environ. Le 25 mai, il était à Florence; vers le milieu de juin, il débouchait au-delà de l'Apennin, dans les plaines de Plaisance. En ce moment, Souwarow était à Turin, dans une inaction qu'on ne peut expliquer que par la dissension qui régnait parmi les chefs de l'armée austro-russe et par les ordres souvent intempestifs du conseil aulique. Les autres généraux étaient occupés à poursuivre Moreau, à observer Gênes et à faire des siéges. Nulle part il n'y avait 30,000 hommes de troupes réunies. L'occasion était favorable pour tenter un coup décisif qui eût pu changer les destinées de la campagne. Macdonald n'était pas taillé pour les grandes conceptions stratégiques. Le but de Moreau, en se rapprochant de l'Apennin, avait été, nous l'avons déjà dit, d'attirer sur lui le gros des forces austro-russes, afin de dégager l'armée de Naples. Cette manœuvre avait réussi, puisque Macdonald se trouvait au-delà de l'Apennin, prêt à opérer sa jonction avec l'armée de Moreau.

Les deux généraux arrêtèrent un nouveau plan. Ce plan consistait à marcher par Modène, Parme et Plaisance, en repoussant les généraux Ott, Hohenzollern et Klenau. L'armée de Naples devait se porter ensuite sur Tortone, tandis que l'armée d'Italie, franchissant l'Apennin par Gavi et Saravelle, déboucherait dans la plaine du Pô. Le mouvement de Moreau sur Tortone fut fixé au 28 prairial (17 juin). Cette réunion d'environ 30,000 hommes sur le Pô devait amener un changement favorable dans la fortune de la France en Italie. D'ailleurs la dissémination de l'armée coalisée était telle, que le feld-maréchal, qui avait plus de 100,000 combattants sous ses ordres, n'en comptait pas plus de 30,000 à son quartier-général.

Malheureusement Macdonald ne put apporter la même célérité dans l'exécution du plan du général Moreau qu'il en avait mis pour arriver en Toscane. Ce retard donna à Souwarow le temps de prendre de nouvelles dispositions : il porta une masse considérable de troupes entre Alexandrie et Tortone, par où devait avoir lieu la jonction des deux généraux, afin de défendre également le débouché des montagnes qu'occupait Moreau et de marcher sur Plaisance, où se trouvait Macdonald. De son côté, Moreau avait manœuvré pour donner le change à l'ennemi, afin d'arrêter le maréchal Souwarow sur la Bormida et de permettre ainsi à Macdonald de pousser sa gauche vers Bobbio. Une lettre du général en chef de l'armée française, tombée entre les mains de Souwarow, lui dévoila tous les plans de Moreau, et, certain désormais du point de jonction, il résolut de tomber sur l'armée de Naples et de l'écraser.

Le général Macdonald s'était mis en mouvement le 9 juin; le 16, il marchait sur Florence en repoussant le général Ott vers la Tidone, et s'établissait entre cette rivière et la Trebbia. Dans cette position, bien que le gros de ses forces fût encore sur la Mera, il attaqua le général Ott, qu'il croyait sans appui et qu'il espérait accabler avant l'arrivée du feld-maréchal. A cet effet, les divisions Victor, Dombrowski et Rusca franchirent la Trebbia le 17 juin, et repoussèrent l'avant-garde du général ennemi des bords de la Tidone. Mais le corps

du général Mélas d'une part, celui du général Bagration de l'autre, et enfin l'arrivée du feld-maréchal lui-même, changèrent promptement la face des choses. Les trois divisions françaises, accablées par le nombre, furent forcées de rétrograder sur la Trebbia (rive droite). Les Austro-Russes bivouaquèrent derrière la Tidone.

Après cette journée malheureuse où un tiers seulement de l'armée française s'était trouvé engagé contre toutes les forces de l'ennemi, Macdonald espérait voir à chaque instant le général Moreau déboucher de Bobbio. Il résolut donc de réunir toutes ses divisions sur la Trebbia et de livrer une nouvelle bataille pour venger l'échec qu'il venait d'éprouver. En conséquence, il appela en toute hâte les divisions Olivier, Montrichard et Watrin. Mais ces trois divisions étaient encore trop éloignées pour arriver le jour même. Il résolut d'attendre le surlemain, 19 juin, pour livrer la bataille. Souwarow le prévint. Il attaqua le 18. Les dispositions qu'il fit sont les seules qui, pendant cette campagne, aient mérité les éloges des hommes de guerre. Sachant que Moreau devait opérer sa jonction avec Macdonald du côté de Bobbio, il porta sur ce point ses meilleures troupes. Il distribua, avec non moins de bonheur, le reste de son armée, prescrivit à Bagration et à Rosenberg de passer la Trebbia à Rivalta, dans la partie supérieure de son cours, de manière à balayer les montagnes. Les trois divisions qui avaient combattu le 17 se trouvaient sur ce point et formaient la gauche de l'armée française. L'attaque commença le 18 au matin. Macdonald s'occupait en ce moment à distribuer ses troupes sur la Trebbia. D'après ses dispositions, les divisions Olivier et Montrichard devaient former le centre le long de la rivière, et Watrin la droite vers Plaisance. A peine le mouvement des Russes fut-il commencé que le général Victor, qui commandait l'aile gauche, composée de sa division et de celle de Rusca et Dombrowski, se porta aussitôt sur les ennemis et engagea un combat furieux. L'impétuosité de son attaque mit un moment Souwarow en danger; l'arrivée de la division de Rosenberg le dégagea et força les Français à se replier derrière la Trebbia. En ce moment, les autres divisions de l'armée de Macdonald arrivaient dans la position qui leur était assignée le long de la Trebbia. Souwarow ne jugea point à propos de rendre l'action générale. Il arrêta la marche de ses troupes, et les deux armées restèrent en présence sur les deux rives du fleuve. Cette seconde journée n'avait amené aucun résultat décisif. Macdonald, ayant enfin toutes ses divisions sous la main, résolut de frapper un grand coup pour le lendemain. Il fit franchir la Trebbia sur tous les points, afin de déborder les deux ailes de l'ennemi. La bataille commença vers dix heures du matin. Le général polonais Dombrowski, à l'extrémité gauche, passa le fleuve à Rivalta malgré les Russes. Souwarow, qui attachait la plus grande importance à cette position, à cause de la proximité des montagnes, par où pouvait déboucher Moreau, y porta une de ses divisions. Victor et Rusca en profitèrent pour attaquer Souwarow lui-même, qui fut gravement compromis; mais le général Bagration, qu'il avait envoyé contre Dombrowski, s'aperçut à temps du danger du feld-maréchal; il se rabattit sur ce point et obligea les deux généraux français à re-

passer le fleuve. Dombrowski, général intrépide, aurait pu, alors, se rabattre sur Bagration, et rendre l'action décisive; mais Dombrowski n'était que brave; il resta inactif. Au centre, les division Olivier et Montrichard passèrent également le fleuve; elles furent aussi repoussées par les réserves que Mélas envoyait à Souwarow et qui se jetèrent inopinément sur les flancs de la division Montrichard. A la droite, le général Watrin, qui n'avait pas été engagé, fut forcé lui-même à rétrograder. Ainsi sur toute la ligne l'armée française avait été repoussée. Souwarow essaya à son tour de franchir le fleuve; mais il trouva partout un rempart invincible. Il fut obligé de coucher dans la position de la veille. Telle fut la troisième journée de la Trebbia. Elle avait été sanglante pour les deux armées, qui perdirent environ 12,000 hommes, et dont presque tous les généraux avaient été blessés. Elle fut surtout funeste pour l'armée française, qui, manquant de vivres et de munitions, dut se mettre en retraite le lendemain à travers les rochers de l'Apennin pour gagner Gênes, et qui, vivement poursuivie par les Russes, eut plus de 3,000 hommes faits prisonniers.

Pendant ce temps, Moreau, qui avait manœuvré pour retenir Souwarow sur la Bormida, perdait un temps précieux à battre Bellegarde et à débloquer Tortone. Il se borna à envoyer sur Bobbio un faible détachement, qui ne fut d'aucun secours à l'armée de Naples. Il aurait dû s'attacher à la poursuite du feld-maréchal, ou au moins envoyer une division sur Bobbio; mais il ne pensait pas que Macdonald entrerait en ligne si prématurément. Aussi sa surprise et sa douleur furent extrêmes, lorsque, le 22 juin, après avoir fait éprouver un nouvel échec à Bellegarde, à Canina-Grossa, il apprit les événemens de la Trebbia. Il résolut alors d'attirer encore une fois sur lui le gros des forces ennemies, afin de donner à Macdonald le temps d'opérer sa retraite. A cet effet, il feignit de marcher sur la Bormida pendant qu'il s'établissait sur les hauteurs de Gavi et de Novi, et de là regagnait les postes qu'il occupait avant sa marche en Toscane. Cette manœuvre réussit. Souwarow, en entendant le canon de Moreau, cessa de poursuivre aussi vivement l'armée de Macdonald, qui put enfin se retirer derrière l'Apennin. Elle avait perdu en Toscane 14 ou 15,000 hommes tués, blessés ou prisonniers.

Telles furent les journées de la Trebbia, journées funestes qui firent perdre à la France l'Italie tout entière. De vives contestations s'élevèrent entre les deux généraux, qui s'attribuaient mutuellement les causes de ce grand désastre. Nous laisserons aux critiques le soin de décider cette question, qui n'a jamais été éclaircie; mais nous ajouterons qu'au milieu de ces désastres, jamais les armées d'Italie, même aux beaux jours de leur gloire, n'avaient montré plus de courage, d'intelligence et de dévouement. C'est une justice que nos ennemis eux-mêmes ne sauraient leur refuser. Aucune armée républicaine n'a mieux mérité de la patrie; car aucune n'avait montré jusqu'alors tant de constance à supporter la misère. La série de revers éprouvés par elle, loin d'abattre le courage des soldats, semblait l'avoir redoublé. Battus presque toujours, ils demandaient sans cesse à marcher à l'ennemi. Avec de tels hommes la France ne pouvait succomber.

La position de la république en ce moment était on ne peut plus critique : elle avait perdu l'Allemagne; elle venait de perdre l'Italie; elle était menacée au nord par les Anglais, qui projetaient une descente en Hollande; à l'est par la Suisse, où Masséna se maintenait encore ferme et victorieux, mais où les revers de l'armée d'Italie pouvaient à chaque instant l'ébranler; au midi par le Var, où l'on craignait à chaque instant de voir déboucher les Cosaques de Souwarow. En outre, ses armées étaient affaiblies et disséminées. Ses ressources financières étaient épuisées, et les partis s'agitaient violemment dans son sein. Dans cette position, il fallait agir énergiquement et surtout promptement. Le Directoire fit de louables efforts : une nouvelle levée d'hommes fut ordonnée pour renforcer les cadres de l'armée. Les vieux bataillons retenus à l'intérieur furent envoyés aux frontières. Les conscrits remplacèrent les vieilles troupes dans les garnisons, et enfin, comme les cadres manquaient pour le grand nombre d'hommes qui arrivaient sans cesse sous les drapeaux, on augmenta le nombre des bataillons dans les demi-brigades. Les états-majors furent changés ou épurés. Les grands commandements eux-mêmes subirent quelques modifications. Moreau reçut celui de l'armée du Rhin; Joubert le remplaça à l'armée d'Italie. Macdonald eut pour successeur Gouvion Saint-Cyr, qui prit le commandement de l'aile droite; le général Pérignon eut le commandement du centre, et le général Lemoine celui de l'aile gauche. En outre, on forma dans les Alpes le noyau d'une armée dont le commandement fut donné à Championnet. Cette armée, dite des Alpes, était à peu près de 15,000 hommes.

Joubert vint rejoindre son armée à Gênes vers la fin du mois de juillet 1799. C'était un jeune homme distingué que Joubert, ayant tous les talents d'un grand capitaine, tout le courage du soldat. Il était connu à l'armée d'Italie, où il avait fait ses preuves. Son expédition du Tyrol avait révélé en lui le caractère et les dispositions nécessaires pour le commandement en chef. Joubert venait de se marier quand il fut désigné pour succéder à Moreau. Il dit à sa jeune épouse en partant : *Tu me reverras mort ou victorieux;* on sait comment il tint son héroïque engagement. A son arrivée au quartier-général, il pria Moreau de rester auprès de lui pour assister à la première bataille qu'il allait livrer. Certes, il ne pouvait trouver un meilleur guide et un plus sûr modèle. Moreau accepta cette proposition avec une rare abnégation d'amour-propre. « Noble et touchante confraternité qui honore nos généraux républicains, et qui appartient à un temps où le zèle patriotique l'emportait encore sur l'ambition dans le cœur de nos généraux (1). »

L'armée d'Italie, dont il venait prendre le commandement, s'élevait à 40,000 hommes environ d'excellentes troupes (2). C'étaient les soldats qui avaient

(1) *Histoire de la Révolution.*

(2) *Ordre de bataille de l'armée française, commandée par Joubert, à la bataille de Novi, 15 août 1799.*

AILE GAUCHE SOUS LES ORDRES DU GÉNÉRAL PÉRIGNON.

DIVISION GROUCHY. — Brigade Granjean : 26e légère, 1 bataillon; 39e de ligne, 92e de ligne. — Brigade Charpentier : 93e de ligne, 99e de ligne. 9 bataillons, 5,620 hommes. — Flanqueurs dans la vallée de la Bormida, sous

combattu à Naples sous Championnet et Macdonald, dans la Lombardie sous Schérer et Moreau. En ce moment, elle se trouvait presque dans la même position que celle de Bonaparte quand il commença la conquête d'Italie.

Joubert, pour relever le moral des troupes, résolut de livrer une grande bataille, qui aurait pour résultat de secourir Mantoue, Tortone et Alexandrie, et d'assurer ses communications sur ses derrières. Mais il fallait frapper vite et fort pendant que l'armée alliée était occupée à faire des siéges. En conséquence, le 13 août, l'armée se mit en mouvement, et, formée en trois colonnes, déboucha sur Acqui par la vallée de la Bormida; sur Castel-Franco par la vallée de l'Erro, et enfin sur Capriata et Novi par les montagnes de Montferrat et la vallée d'Acqui. L'armée française se forma en bataille sur les montagnes qui couronnent les hauteurs de Novi, à la vue des plaines de la Lombardie et de l'armée de Souwarow. Malheureusement on apprit en ce moment qu'Alexandrie et Mantoue venaient d'ouvrir leurs portes, et que le général Kray, avec 20,000 hommes, venait de rejoindre le corps de Souwarow, fort déjà de 40,000 hommes. Dans cette position, le général en chef de l'armée française tint un conseil de guerre, à la suite duquel il fut résolu que l'on se replierait de nouveau vers l'Apennin en attendant de nouveaux renforts.

Le feld-maréchal, de son côté, ayant assemblé un conseil de guerre à Frigarolo, proposa de prendre l'offensive et d'attaquer les Français dans leurs postes à Novi. Cette proposition fut adoptée, et Joubert forcé à son tour d'accepter une bataille qu'il voulait éviter.

Les ennemis se mirent en mouvement le 14 août. Le général Kray, qui commandait la droite des ennemis, se porta sur Frigarolo, sur la gauche des Français, commandés par Pérignon; Mélas, à la gauche, devait assaillir la droite, aux ordres de Saint-Cyr, et Souwarow se réserva l'attaque de la position centrale de Novi, où commandait Joubert. L'attaque commença le 15 août à cinq heures du matin. Joubert, voyant qu'il n'y avait plus d'espoir pour les

Rognet : 83e, 41e. 2,400 hommes. Dans la rivière du Ponent, 2,300 hommes. 4,700.

DIVISION LEMOINE. — Brigade Garreau : 5e légère, 26e de ligne, 80e de ligne. — Brigade Seras : 20e légère, 34e de ligne, 1er de hussards. 9 bataillons, 3 escadrons. 6,410 hom.

Réserve d'infanterie. — Brigade Clausel : 29e légère, 74e de ligne. — Brigade Partonneaux : 26e lég., 1 bat.; 105e de lig.. 7 bataill. 4,875 h.

Réserve de cavalerie commandée par le général Richepanse : 1er de cavalerie, 18e de caval. 12e dragons, 2e de chasseurs, 3e de cavalerie. 5 régimens. 1,002 hommes.

CENTRE ET AILE DROITE SOUS LES ORDRES DU GÉNÉRAL SAINT-CYR.

DIVISION LABOISSIÈRE. — Brigade Quesnel : 17e légère, 63e de ligne. — Brigade Gardanne : 18e légère, 21 de ligne, 6e de hussards. 6 bataillons, 3 escadrons. 3,645 hommes. — Brigade Colli : 14e de ligne, 24e de ligne, 68e de de ligne, Polonais. 7 bataillons. 3,878 hom.

Réserve d'infanterie : 3e de ligne, 106e de ligne. 4 bataillons. 2,420 hommes.

Réserve de cavalerie commandée par le général Guérin : 19e de chasseurs, 16e de dragons, 19e de dragons. 3 régimens de cavalerie. 425 h.

DIVISION WATRIN. Brigade Arnaud : 12e de ligne, 30e de ligne. — Brigade Petitot : 62e de ligne, 78e de ligne. — Avant-garde Calvin : 8e, 15e, 27e légère, 2e de ligne, 25e chasseurs. 10 bataillons, 4,334 hommes. 2 escadrons, 200 hommes.

DIVISION DOMBROWSKY : 17e de ligne, 55e de ligne, légion polonaise, 1re cisalpine, cavalerie polonaise. 6 bataillons, 2,070 hommes. Cavalerie, 50 hommes.

DIVISION MIOLLIS, en flanqueurs de droite : 16e légère, 73e de ligne, 97e de ligne. 5 bataillons, 3,461 hommes.

Force totale de l'armée française en action : 52 bataillons, 32,843 hom.; 11 régimens de cav. 2,087 hom.; 34,930 hommes, plus 8,160 detachés. Total general, 43,090 hommes.

ARMÉE DES ALPES sous les ordres du général Championnet : 34 bataillons, 30,893 hom.; 5 régimens de cavalerie, 2,263 hom.; artillerie, 1,047, 34,203 hommes, dont la moitié était composée de conscrits. Quelques régiments étaient encore en marche dans l'intérieur, en sorte que l'armée ne comptait que 18 à 20,000 hommes disponibles.

Français que dans une victoire, parcourut les rangs l'épée à la main, en criant d'une voix forte : *Camarades, la république vous ordonne de combattre, vaincre ou mourir;* et nos soldats répétèrent ce cri avec enthousiasme. Les chants de guerre commencèrent aussitôt au milieu de la fusillade qu'on entendait à la gauche de l'armée. C'est sur ce point que la première attaque avait eu lieu; car, par une combinaison assez singulière et qui exposait ses colonnes à être accablées l'une après l'autre, Souwarow avait ordonné que ses attaques eussent lieu successivement. En effet, le général Kray se porta sur l'extrême gauche, sur les divisions Lemoine et Grouchy. Ces deux divisions, massées dans les lignes en ordre de marche, furent surprises et faillirent être rompues. Cependant elles se remirent bientôt et repoussèrent les efforts de l'ennemi, qui, changeant le but de son attaque, se porta sur la 20ᵉ légère isolée à la gauche, et qui, accablée par le nombre, perdit bientôt du terrain. Le général ennemi prit pied sur le plateau. Dès que Joubert s'en fut aperçu, il accourut en toute hâte, suivi de son état-major, rallia deux bataillons, se plaça au milieu de ses guides à cheval et commanda une charge à la baïonnette. Au moment où il se retournait pour donner un ordre, une balle le frappa au cœur. Il tomba de cheval en criant : *En avant! mes amis, en avant!* et il expira. Il était alors six heures du matin. Moreau, qui accompagnait Joubert, prit aussitôt le commandement, et se précipita sur le général Kray, qui fut repoussé après plusieurs charges meurtrières. Moreau, comme Joubert, s'était jeté au fort du danger; il eut un cheval tué sous lui, une balle effleura son flanc gauche, et, malgré les instances de ses soldats, il resta à ce poste périlleux jusqu'à ce que les ennemis eussent été chassés du plateau. Le bruit de la mort du général en chef se répandit dans toute l'armée, et y produisit un sentiment de stupeur et d'effroi auquel succéda bientôt le désir de la vengeance. Souwarow avait ordonné une attaque de front sur Novi, elle fut repoussée; une nouvelle attaque combinée des généraux Mélas et Delferden eut lieu sur les hauteurs de Novi; ces deux généraux vinrent se heurter vainement contre les baïonnettes françaises, et ils furent également repoussés. Le général Watrin, descendant à son tour dans la plaine, attaqua le flanc gauche de la colonne russe, la rejeta en arrière, et dégagea ainsi la position de Novi. Kray, cependant, redoublait ses efforts sur notre gauche, et Mélas sur notre droite. Nos soldats résistent partout avec un admirable sang-froid. Il était une heure, le combat était général et le carnage affreux; mais notre ligne n'était entamée nulle part, et nos pertes étaient peu considérables comparées à celles des Russes dont les cadavres jonchaient la plaine. Les troupes étaient tellement fatiguées de part et d'autre, que le feu se ralentit un moment. Il recommença bientôt avec violence. Souwarow, voyant tous ses efforts impuissants contre la position de Novi, résolut de s'y porter à son tour; il fit avancer toutes les divisions du centre, se mit à leur tête, et marcha sur le plateau. L'attaque fut vive et terrible. Les Russes, animés par la présence de leur chef, se jetèrent tête baissée sur les lignes françaises. Ils furent reçus par une décharge à mitraille qui tua ou blessa plus de 1,000 hommes; ils reculèrent en désordre. Souwarow, accourant à la tête de son état-major,

parvint à rallier ses soldats, et les ramena au combat. Tout fut inutile. Nos soldats, fermes et impassibles, résistèrent avec un admirable sang-froid à l'impétuosité des soldats de l'Ukraine. Les brigades françaises, après avoir si bien défendu Novi, attaquèrent à leur tour les colonnes russes dans la plaine; mais elles furent ramenées. La division Watrin, qui s'était trop engagée, accablée par toutes les forces de Mélas, regagna le plateau en désordre. A la gauche, le général Pérignon continuait à se maintenir. Souwarow, désespérant de vaincre les Français par des attaques directes, ordonna à Mélas de gagner les hauteurs de Novi et de s'emparer de la route de Novi à Gavi. Ce fut cette manœuvre qui lui donna la victoire. A cinq heures du soir, Moreau était encore maître des hauteurs entre Novi et Pasturana; mais, lorsqu'il fut informé du mouvement de Mélas, il prévit l'issue de la journée, et ordonna la retraite; elle commença à six heures, et s'opéra assez heureusement par Novi et Gavi, à la droite et au centre; mais, à Pasturana, l'aile gauche tout entière fut accablée. Les divisions Lemoine et Grouchy, qui la composaient, se retiraient avec assez d'ordre, malgré le feu violent du général Kray; un bataillon du régiment de Starray se glissa malheureusement par les ravins sur les hauteurs qui dominaient Pasturana, et, faisant feu sur la tête de colonne, tua quelques hommes et quelques chevaux. Un encombrement s'ensuivit, et bientôt la confusion fut extrême. Artillerie, cavalerie, tout se confondit. Les soldats tombaient par centaines sous le feu des Autrichiens. En ce moment les généraux Colli et Quesnel, laissés à Novi avec trois demi-brigades pour protéger la retraite de l'armée, s'avancèrent à leur tour vers Pasturana pour protéger le passage de l'artillerie qui n'avait pu suivre la route de Gavi. Le but du général Moreau, en prenant ces dispositions, était que le général Grouchy filât par Pasturana avec l'artillerie sous la protection du général Lemoine, protégé lui-même par Colli. La jonction des Russes avec Kray détruisit ce plan. Colli fut rejeté sur le flanc de la division Lemoine. Bientôt les Russes pénétrèrent dans Pasturana, et refoulèrent la division Lemoine sur le ravin en arrière du village; les troupes du général Grouchy furent également défaites. Quant à Colli, le général piémontais que Bonaparte avait combattu dans ses premières campagnes d'Italie et qui servait maintenant sous les drapeaux de la France, il se forma en carré avec quelques bataillons, et résista jusqu'à ce que tous ses hommes fussent tombés autour de lui, et que, mutilé lui-même, il ne pût plus se défendre.

Les généraux Pérignon et Grouchy, dans l'espoir de sauver encore l'artillerie, étaient restés dans Pasturana avec un seul bataillon. Ils rallièrent là tout ce qu'ils purent recruter de soldats et s'y défendirent jusqu'à la dernière extrémité. Enfin, assaillis de toutes parts, ils tombèrent tous les deux, accablés de blessures. Le général Grouchy en avait reçu quatorze. Quant à Pérignon, il avait été frappé de neuf coups de sabre à la tête et de trois au bras. Il ne dut la vie qu'à la nuit et à sa présence d'esprit. Foulé aux pieds des chevaux des Russes, il saisit pour se relever, de sa main valide, la queue d'un cheval, offrit sa bourse au cavalier, qui le prit en croupe et le conduisit à la tente des officiers.

Le reste de l'armée parvint à se rallier à Gavi, et elle put se remettre en marche vers l'Apennin pendant la journée du 16 sans être inquiétée.

Telle fut la funeste journée de Novi. Les Français avaient perdu 10,000 hommes tués ou pris, un général en chef, quatre généraux de division, dix bouches à feu et quatre drapeaux. « Cette victoire nous a coûté cher, » écrivait Mélas à la cour de Vienne. En effet, les pertes des Autrichiens avaient été plus grandes que les nôtres. Ils avaient eu au moins 12,000 hommes tués ou blessés.

L'Italie était perdue encore une fois pour la France. Les critiques se sont élevés contre la conduite des généraux français. Joubert a été sévèrement blâmé de son inaction pendant les journées du 13 et du 14 août. Mais en présence de la mort et du dévouement héroïques de ce jeune homme, si grand de cœur et de caractère et si sincèrement patriotique, on sent le blâme expirer au bout des lèvres. On ne peut non plus attribuer à Moreau ce désastre, puisqu'il n'accepta le commandement qu'au moment où l'action était engagée, et qu'il fit tout ce qu'il était humainement possible de faire pour vaincre. Quant à l'armée, jamais elle n'avait été plus brave et plus héroïque.

La journée de Novi n'avait pas eu sa pareille depuis celle de Malplaquet, où il périt 30,000 hommes, et depuis celle de Francfort-sur-l'Oder, où Frédéric II fit un carnage si affreux de l'armée russe.

Au moment où le bruit de cette bataille retentissait à Paris, un nouveau désastre frappait encore la république à l'armée de Hollande. L'expédition anglo-russe, longtemps annoncée, s'opéra enfin. L'escadre anglaise parut dans la Baltique et jeta sur le Nord-Hollande une division de soldats anglais et russes commandée par le général Abercrombie. Le but du cabinet de Londres était de rendre la Hollande indépendante de la France, sous le protectorat anglais, et surtout de s'emparer de la flotte hollandaise, qui se trouvait alors dans les eaux du Texel. Le général Brune, qui commandait l'armée batave, avait sous ses ordres 17,000 hommes environ, dont 7,000 Français et 10,000 Hollandais. Ces troupes se trouvaient divisées en deux corps; il avait placé les Hollandais dans le Nord-Hollande, près du Helder, et les Français près de Harlem, en sorte que les premiers coups des alliés tombèrent sur la division batave, commandée par Daendels, général brave, mais d'une capacité médiocre. Daendels fut battu, et les Anglo-Russes purent opérer leur débarquement. Brune, ralliant aussitôt la division hollandaise, vint à son tour les attaquer dans le camp de Zyp, où ils s'étaient fortement établis. L'attaque fut vigoureuse; mais 17,000 Anglais bien retranchés n'étaient pas faciles à enlever. Brune dut y renoncer et se replier, en attendant des renforts. Cet événement amena la prise de la flotte hollandaise, dont les matelots, gagnés déjà par les guinées anglaises, s'insurgèrent contre leurs chefs à la première sommation de l'amiral Mitchell, et remplacèrent le pavillon de la France par celui de l'Angleterre. C'était le coup le plus funeste qu'on pût porter à la république.

Ainsi, à ce moment la France avait perdu l'Allemagne et elle était menacée sur le Rhin; elle avait perdu l'Italie et elle était menacée sur le Var; elle avait

perdu le Nord-Hollande et elle était menacée sur l'Escaut. Seul, Masséna, en Hollande, arrêtait les efforts des armées coalisées et protégeait encore à l'est cette république, si grande et si puissante il y a quelques mois. Un changement subit de fortune ramena la victoire sous nos drapeaux. Brune, après l'échec qu'il venait de subir, concentra ses forces et attaqua les Anglo-Russes à Kastrikum, où il leur fit éprouver une grande défaite. La lenteur et l'indécision des coalisés le servirent à merveille. Là comme en Italie, le conseil de guerre était divisé, et la politique du cabinet de Londres opposée à celle de Saint-Pétersbourg. Brune était homme à en profiter. Officier de fortune formé à l'école austère des premières guerres de la république, il réunissait à de grands talents militaires l'élévation d'un caractère antique. Profondément versé dans l'étude de la langue latine, il portait sans cesse sur lui, comme Latour-d'Auvergne, un de ses auteurs favoris, et durant les courtes heures du bivouac, entre le combat de la veille et celui du lendemain, il lisait Virgile ou méditait Horace. Tel est l'homme auquel la république avait laissé le soin de la défendre sur les bords du Zuyderzée. Après la défaite des Anglo-Russes à Kastrikum, Brune les poursuivit l'épée dans les reins, il les enferma dans leur camp du Zyp, ancien marais desséché, dont le terrain, coupé de canaux et couvert de digues, présente des moyens de défense insurmontables. Le général français les y bloqua étroitement et les força à capituler. L'évacuation de la Hollande, l'élargissement de 8,000 prisonniers et une forte indemnité de guerre furent les conditions de la capitulation. C'était un grand résultat, sans doute, mais les Hollandais eurent la douleur de voir disparaître avec les Anglais leur grande flotte, composée de dix vaisseaux de haut bord. Ainsi se termina cette expédition dont les coalisés se promettaient de si grands résultats, et qui, après la rapide invasion de la Hollande, devait menacer la France sur la Meuse et le Rhin, soulever la Belgique et porter le théâtre de la guerre sur les frontières septentrionales de la république. La possession momentanée de quelques lieues de terrain fut la seule conquête des alliés, encore furent-ils forcés de l'abandonner bientôt, après y avoir perdu l'élite de leurs soldats. L'expédition du Helder eut le sort de celle de Quiberon et d'Aboukir. Les mêmes faits amenèrent les mêmes résultats. L'indécision, les lenteurs et la pusillanimité des alliés, en donnant à Brune le temps de se reconnaître, firent échouer cette entreprise. La rapidité seule peut faire le succès de ces sortes d'invasions.

Armées d'Helvétie et du Danube. — La campagne de 1799 en Suisse est un des événements les plus mémorables de la révolution par les combinaisons militaires et la grandeur des résultats. Masséna, en tranchant d'un coup de son épée, à Zurich, le nœud de la seconde coalition, s'est placé au rang des premiers capitaines de son siècle. En effet, si l'on juge les batailles à leurs résultats, jamais, depuis Marathon, Morat et Jemmapes, jamais action de guerre n'eut une influence plus décisive sur les destinées d'une nation que celle de Zurich; jamais homme ne mérita d'être élevé plus haut dans les souvenirs de la patrie. Que des critiques aient élevé des objections sur les combinaisons stratégiques de ce capitaine, que des écrivains intéressés aient cherché à altérer sa

gloire, la campagne d'Helvétie n'en sera pas moins un éternel sujet d'études pour les hommes de guerre, d'admiration pour la postérité. La haine et l'envie ne peuvent atteindre la renommée de Masséna; *sa statue est de bronze!*

Les armées d'Helvétie et du Rhin, aux ordres de Masséna et de Bernadotte, devaient, selon les plans du Directoire, concourir aux opérations du général Jourdan, commandant l'armée du Danube, et se conformer à ses vues. Jourdan, on se le rappelle, débouchant par les défilés de la forêt Noire, manœuvra dans le pays compris entre le Danube et le lac de Constance pour communiquer avec Masséna, qui avait reçu l'ordre d'occuper le pays des Grisons, composé de la haute vallée du Rhin et de celle de l'Inn ou Engadine. Ce général devait ensuite passer le Rhin près de son embouchure dans le lac de Constance, s'emparer, avec sa gauche et son centre, de Coire et de Bregentz, s'avancer sur l'Inn et occuper Insprnck pendant que sa droite, renforcée d'une brigade tirée de l'armée d'Italie, marcherait de Bornio sur Glarentz pour se saisir de la vallée du Haut-Adige, et descendrait sur Bolzano pour tourner cette ligne (1).

Masséna se mit en marche dans les premiers jours de mars avec 30,000 hommes; il franchit le Rhin entre Bregentz et Mayenfeld le 6, s'empara de tout le cours de ce fleuve, fit prisonnier, dans Coire, le général Offembourg, pendant que le général Lecourbe, qui commandait l'aile droite, pénétrait dans l'Engadine, après avoir fait mettre bas les armes à un détachement autrichien à Dissentis, battait le général Landon et lui faisait un grand nombre de prisonniers.

Ce succès de Masséna engagea Jourdan à se porter de Stokach vers le lac de Constance pour appuyer les opérations de son collègue. Nous avons dit, en parlant des opérations des armées du Danube, que l'archiduc manœuvrait pour s'opposer à la jonction des deux armées françaises, et que la bataille de Stokach fut le résultat de ces manœuvres. Après la perte de cette bataille, l'archiduc, qui allait poursuivre sur le Rhin l'armée qu'il venait de vaincre et qu'il aurait pu écraser, reçut fort heureusement l'ordre de se rabattre sur la Suisse afin de chasser Masséna des hautes vallées des Alpes. Pendant que ces événemens se passaient dans la Souabe, Masséna et ses lieutenants ne demeuraient pas inactifs. Le général Dessole, détaché de la Valteline, dans le Haut-Adige, livrait à Manders un combat brillant contre les Autrichiens. Lecourbe, de son côté, obtenait à Taufers, aux sources de l'Inn, un succès non moins brillant. Quant à lui, Masséna, il attaquait l'importante position de Feldkirck, mais sans pouvoir l'emporter, et usait à ces assauts répétés 2,000 de ses meilleurs soldats. C'était du reste le seul échec qu'il eût éprouvé.

Jourdan ayant donné sa démission après la défaite de Stokach, Masséna fut nommé commandant en chef des deux armées. En ce moment, sa position était on ne peut plus critique : placé entre l'armée victorieuse de l'archiduc, qui pouvait franchir le Rhin entre le lac de Constance et l'Aar et lui couper

(1) Il est nécessaire, pour l'intelligence des événemens que nous allons rappeler, d'avoir une carte de la Suisse sous les yeux.

la retraite, et les armées de Bellegarde dans le Tyrol et de Hotze dans le Voralberg, qui pouvaient l'envelopper et le détruire, car ces trois corps d'armée présentaient un effectif de 100,000 hommes, il ne se laissa point décourager un seul instant. Supputant avec beaucoup de sang-froid et de sagacité les chances et les dangers de sa position, il prit les mesures les plus sages et les plus énergiques. Le général Lecourbe était trop engagé dans la vallée de l'Inn, il le rappela. Ses forces étaient trop dispersées, il les resserra. L'armée du Danube occupait sans utilité les défilés de la forêt Noire, il en fit replier une grande partie en Suisse, et il choisit la Linth pour ligne de défense. La Linth, qui prend sa source dans les petits cantons de la Suisse, forme le lac de Zurich, et, sous le nom de Limmath, va finir dans l'Aar, près de l'embouchure de cette rivière dans le Rhin. Cette ligne, comme on le voit, ne comprend qu'une partie de la Suisse. En conséquence, il distribua ainsi son armée : les divisions Lecourbe, Ménard et Lorges, qui formaient l'aile droite, s'établirent solidement entre les Alpes et le lac de Zurich; les divisions Oudinot, Vandamme, Thureau, Soult, qui formaient le centre, se concentrèrent sur le Limmath; les divisions de la gauche furent réparties le long du Rhin, entre Bâle et Strasbourg.

Toutefois, avant d'entrer dans cette nouvelle ligne, Masséna voulut tenter un coup décisif pour empêcher la jonction, auprès du lac de Constance, des deux corps d'armée de l'archiduc et du général Hotze, et les battre séparément, selon la tactique si heureusement employée par Bonaparte en Italie. Malheureusement il attendit trop longtemps. Masséna, doué d'une activité extraordinaire, tombait parfois dans une indolence extrême. Rien alors n'était capable de l'émouvoir, et il remettait jusqu'au dernier moment pour prendre une résolution ou pour agir. Sans cette circonstance, il eût eu assez de temps pour accabler l'un après l'autre ses deux adversaires. Mais il était trop tard lorsqu'il ordonna à ses généraux de reprendre l'offensive. On signalait déjà les avant-postes ennemis à dix lieues du quartier-général. Il prescrivit néanmoins au général Oudinot, qui formait l'arrière-garde, de marcher sur Frauenfeld, soutenu par les divisions Ney et Soult. En avant de Frauenfeld, Oudinot rencontra l'avant-garde ennemie. Le combat s'engagea à dix heures du matin, le 25 mai, et dura jusqu'à sept heures du soir. L'ennemi fut repoussé et perdit un drapeau et 2,000 prisonniers, parmi lesquels se trouvaient le prince Hohenlohe, le colonel des hussards de Barco et le major du régiment de Seckler. Mais, dans la nuit, les deux armées autrichiennes avaient opéré leur jonction. Masséna fut obligé de se replier sur la position retranchée de Zurich. L'archiduc résolut de l'attaquer sur toute sa ligne entre le lac de Zurich et l'Aar. Le combat dura huit heures, mais l'ennemi fut repoussé sur tous les points et eut 3,000 hommes tués ou blessés. La nuit mit fin au combat. L'armée impériale s'établit au pied des montagnes, laissant ses avant-postes sur les hauteurs. Cette disposition annonçait une nouvelle attaque pour le lendemain. Masséna ne voulut point s'y exposer; il abandonna volontairement sa ligne de la Limmath; ses troupes évacuèrent le camp et la ville de Zurich, et prirent position en arrière de la chaîne

des monts de l'Albis, qui bordent le lac de Zurich et la Limmath, la droite appuyée au lac de Zug et la gauche au Rhin.

L'archiduc fit son entrée à Zurich le lendemain. Il établit son armée sur la chaîne de collines qui sépare la Glatt de la Limmath, plaça une ligne de postes sur la rive droite de cette rivière et le long de l'Aar, mit une garnison de 4,000 hommes dans Zurich, en augmenta la défense au moyen de l'artillerie suisse, se créa promptement une flottille sur le lac avec les barques abandonnées par les Français, puis il transporta son quartier-général à Klotter, laissant son aile droite dans la forêt Noire sous les ordres de Starray.

Masséna n'avait rien changé à ses dispositions; seulement il avait porté la division Thureau derrière l'Aar, et détaché le général Lecourbe à sa droite pour le mettre en communication avec le général Xaintrailles et s'emparer, de concert avec lui, du Saint-Gothard.

Cependant, le 8 juin, l'archiduc fit attaquer les avant-postes des républicains sur trois points, Albisrieden, Alstetten et Seblieren. Les républicains surpris furent chassés de leurs positions. L'enlèvement de ces postes menaçait toute la ligne de l'Albis, si l'archiduc eût soutenu l'attaque du prince de Rosenberg. Mais Soult était là; il avait mesuré avec son coup d'œil rapide et sûr l'étendue du danger que courait l'armée, il ne donna pas à l'archiduc le temps de pousser plus loin son avantage. Il fondit avec impétuosité sur l'arrière-garde de Rosenberg, et, gravissant les premières pentes de l'Uetli où elle s'était aventurée, la culbuta de la montagne et reprit tous les postes dont les Autrichiens s'étaient emparés, à l'exception d'Alstetten. L'occupation de ce village importait trop à Masséna pour qu'il le laissât longtemps au pouvoir de l'ennemi; aussi, le 15 juin, les divisions Soult et Chabran furent-elles désignées pour le reprendre. Oudinot déboucha par Schlieren, Soult attaqua Albisrieden, et Chabran, passant le Sehl, simula un mouvement pour longer la rive gauche du lac, afin de diviser l'attention de l'ennemi. Rosenberg essaya un instant de tenir; mais, bientôt refoulé hors du village d'Alstetten, il se retira sur le camp de Zurich. La mission des trois généraux était remplie; ils avaient repris la position.

L'archiduc avait résolu de tenter une attaque générale sur toute la ligne; à cet effet, il avait renforcé sa droite pour maintenir Lecourbe dans les Grisons. Masséna, de son côté, renforça sa droite en envoyant la division Chabran au général Lecourbe. Mais l'archiduc renonça à son projet, et les deux armées restèrent sur la défensive, l'archiduc en attendant l'arrivée des Russes, Masséna en attendant les renforts que le gouvernement lui avait promis. Le reste du mois de juin et tout le mois de juillet se passèrent ainsi. On a beaucoup reproché à Masséna cette inaction prolongée; on le pressait d'agir avant l'arrivée des Russes, on lui disait avec raison qu'il était urgent de mettre l'archiduc hors de combat avant l'entrée en campagne de Souwarow; on criait tout haut que son inaction compromettait les destinées de la république, et les journaux allaient jusqu'à dire qu'entouré de jolies femmes, il passait ses nuits et ses jours en orgie, et qu'il trahissait ainsi les intérêts de la patrie. Le Direc-

toire lui envoyait plans sur plans, projets sur projets; Masséna n'en persistait pas moins dans sa circonspection.

Il répondait aux missives du Directoire qu'au milieu des désordres où se trouvait l'armée d'Italie, un mouvement isolé pouvait compromettre l'extrémité de sa base et l'exposer aux coups de Souwarow. Il attendait donc pour agir que les armées d'Italie et du Rhin eussent repris vigoureusement l'offensive. C'était une erreur et une grande faute; car, ainsi que le fait remarquer Jomini, il est un principe immuable à la guerre, *c'est de prévenir un ennemi qui est à la veille d'être joint par un corps considérable, lorsqu'on n'espère soi-même aucun renfort.* Mais la critique et le blâme expirent sur les lèvres en parlant de la conduite de Masséna, quand on pense aux admirables dispositions qu'il prit à Zurich, quand on considère les résultats de cette immortelle campagne. Certes, si Masséna dormit pendant deux mois, on peut dire que son réveil fut celui du lion. Il avait offert sa démission; le gouvernement eut le bonheur de ne pas l'accepter, comme on le lui conseillait de toutes parts.

Toutefois, pendant que les deux généraux Charles et Masséna faisaient, dans les méditations du cabinet, des dispositions pour reprendre l'offensive avec éclat, l'infatigable général Lecourbe, pour tenir ses troupes en haleine, reprenait les petits cantons, le Grimsel, le Saint-Gothard, et harcelait de ses attaques continuelles le corps de Jellachich. Vers le milieu d'août, Masséna, pressé par le gouvernement, ordonna enfin un mouvement sur toute la ligne; cette courte expédition, aussi énergiquement exécutée qu'habilement conçue, consista en plusieurs petits combats où les Impériaux perdirent 4,000 prisonniers, 2,000 blessés et 11 pièces de canon.

L'archiduc, de son côté, résolut de tenter le passage de l'Aar à Gros Dettingen; la nuit du 16 au 17 août fut fixée pour l'exécution de son projet. L'occasion était on ne peut plus propice; Masséna se trouvait alors à Muthenthal avec une partie de ses réserves. En conséquence, le général Starray se porta sur Villonges pour contenir la division française qui se trouvait à Bâle, et 20,000 Russes et 30,000 Autrichiens se rendirent à Gros Dettingen pour y passer la Limmath. Ce projet, qui pouvait avoir des conséquences immenses pour l'issue de la campagne, échoua par un de ces riens qui, à la guerre, décident des événements. Quelques chasseurs suisses, excellents tireurs, embusqués au milieu des décombres de Dettingen, firent échouer toutes les tentatives des pontonniers chargés de jeter un pont sur la rivière, par la précision de leur feu, qu'on ne pouvait faire cesser, puisqu'ils étaient à couvert derrière des pans de murailles, et qui tuait un à un tous les travailleurs. Cette circonstance et l'arrivée à Dettingen du général Oudinot firent manquer cette opération. L'archiduc y renonça; il venait d'apprendre les nouveaux succès de Lecourbe à sa gauche; il y envoya le général Hotze. Cette période de la guerre helvétique fut peu importante; les opérations seules du général Lecourbe méritent de fixer l'attention, elles ont valu à ce général une gloire immortelle. Le troisième et dernier acte de ce grand drame militaire commença vers la fin de septembre. D'après un nouveau plan arrêté à Vienne, l'archiduc Charles fut rappelé de la Suisse

et envoyé sur le Rhin pour seconder l'expédition de Hollande, et Souwarow, quittant l'armée d'Italie, reçut l'ordre de passer en Suisse pour y prendre le commandement en chef des armées. Cet événement changea entièrement la face des choses. Masséna en profita avec le plus rare bonheur. Après le départ de l'archiduc, le général Korsakow avait remplacé l'archiduc devant la Limmath; Hotze était sur la Lint avec le corps autrichien de Voralberg, afin de donner la main à Souwarow, qui devait pénétrer en Suisse sur ce point.

La position de Masséna avait subi peu de modifications. Son armée, forte de 75,000(1) hommes environ, s'étendait du Saint-Gothard à Bâle. Lecourbe, qui

(1) *Situation détaillée de l'armée du Danube.*

DIVISION TURREAU. — Brigade Jacopin : 28e de ligne, depuis Bazeno, à Bredetto, 2,146; 83e de ligne, à Ornavasca, Priva, Pied, Mulera-Domodossola, etc., 2,717. — Brigade Jardon : 89e de ligne, dans la vallée d'Aost, 1,451; 110e de lig., Grevola, Valla-di-Vigezzo, 1,654; 4e et 5e bat. du Léman, les Haut et Bas-Valais, 1er bat. du Valais, *id.*, 1,200; 23e rég. de chasseurs, Pied-Mulera, 121; artillerie, Grevola, Domodossola, les Haut et Bas-Valais, 230. 9,529 hommes.

DIVISION LECOURBE. — Brigade Gudin : 38e de ligne, sur le Frimate, à Echo, aux camps Sainte-Anne et de Steig, 2,423; 67e de ligne, l'Hôpital et Urseren, 1,871. — Brigade Loison : 109e de ligne, au lac d'Ober-Alb, Groschenen, 1,959; 76e de ligne, Cluss, Schachenthal, Altorf, 2,407. — Brigade Molitor : 84e de ligne, Neutal, Enneda, Mittody, 2,599; 1er rég. de dragons, à Schwitz, 67; détachement de guides, à Altorf, 12; artillerie et sapeurs, 494. 11,832 hommes.

DIVISION SOULT. — Brigade Laval : 25e légère, Tuggen, Richenbourg, Bitten, 3,244; 36e de ligne, à Lachen, 2,319; 44e de ligne, Horgen, Wolrau, 2,244; 94e de ligne, Schubelbach, Reichenbourg, 2,489. — Brigade Boyer : 7e rég. de hussards, Lachen, Wolrau, 224; 10e rég. de chasseurs, Tuggen, Reichenbourg, Schubelbach et Galguenen, 481; artillerie, sapeurs, pontonniers, 480. 11,481. Le rapport de Masséna parle d'une 45e, et non de la 44e; nous pensons que c'est une erreur.

DIVISION MORTIER. — Brigade Drouet : 50e de ligne, Interberg, Uelliberg, Lentiken, Alstetten, 2,439; 53e de ligne, sur le grand Albis, 1,888; 100e de ligne, Adlischwyl et en arrière, 1,903. — Brigade Brunet : 108e de ligne, à droite et à gauche d'Albisriden, 2,101; 1er rég de dragons, Angst et Ritterschwyl, 171; 8e rég. de chasseurs, Esch, Aerny et avant-postes, 596; artillerie et pontonniers, Albisrieden, Alstetten, Utikon, en ligne et à Rothenschwyl, 851. 8.499 hommes. On a déduit les grenadiers dans le total, parce qu'ils avaient formé une réserve séparée.

DIVISION LORGE. — Brigade Gazan : 10e légère, Alstetten et Schlieren, 2,311; 37e de ligne, Dietikon, 2,404; 57e de ligne, Spreitembach, devant Urdorff, 3,006; 102e de ligne, au camp de Mellingen, 2.797. — Brigade Bontemps : 1re légion helvétique, au camp de Kilvangen, chasseurs helvétiens, *id.* 1.264; 9e rég. de hussards, Alstetten et Dietikon, 520; 13e rég. de dragons, Spreitembach, Ramerschwill, 435; artillerie, Bremgarten, devant Urdorff, 319. 13,056. On a déduit les grenadiers. Le général Dedon parle d'uue 97e demi-brigade, il paraît que c'est la 57e.

DIVISION MESNARD. — Brigade Heudelet : 1re légère, au confluent de l'Aar, 1,740; 2e de lig., au camp de Baden, Ausen et Capelroffen, 2,664. — Brigade Quetard : 46e de ligne, Campo de Ruffenach et de Lukeren, 2,163; 17e rég. de dragons, à Lukeren, Villingen, Baden, Vindich, Guebistorff, etc., 512; 5e rég. de chasseurs, *id.*, 472; artillerie et sapeurs, 582. 7,400 hommes.

DIVISION KLEIN. — Brigade Humbert : Grenadiers réunis, à Alstetten, 3,500; 103e de ligne, à Keistein, 1,958. — Brigade Goulus : 2e helvétique, à Walbach, 544; 7e rég. de hussards, à Willingen et Wollen, 317; 8e rég de huss., à Lauffenbourg, 599. — Brigade Roget : 23e rég. de chasseurs, à Ober et Niderfrich, 381; 2e rég. de dragons, à Rhinfelden, 589; artillerie, 191. 8,079 hommes. La demi-brigade helvétique marcha sur la Linth. Il paraît que la 102e demi-brigade fit aussi partie de la réserve; car on la portait à 10 mille hommes.

DIVISION CHABRAN. — Brigade Bastout : 14e lég., Haltingen, Lorach, Huningue, 2,101; 1re de lig., *id.*, 1,660; 23e de lig., *id.*, 1,902. — Brigade Nouvion : 1re helvétique, *id.*, 794; 4e helvétique, au camp d'Augst, 460. — Brigade Walther : 4e rég. de hussards, Ferette, dép. du Haut-Rhin, 318; 5e rég. de huss., Lorach et Haltingen, 642; 11e rég. de dragons, *id.*, 406; 11e reg. de chasseurs, à Kreutznach, 511; artillerie, 436. 8,500 hommes. Le général Dedon ne la porte qu'à 6,000 hommes; il paraît qu'une demi-brigade en fut détachée pour la Limmath ou qu'il n'y comprend pas la 14e légère.

Total de l'armée active : 77,120 hommes.

DIVISION MONTCHOISY, de l'intérieur. — Brigade Ruby : 109e de lig., 3e bat., Arbourg et Soleure, 732; 3e helvétique, *id.* 446, 5e *id.*, 389; 22e rég. de cav., 280, 12e rég. de chass., garnisons et postes de correspondance de l'intérieur, 443; légion helvétique, chasseurs à cheval, Berne, Brientz, Untersey, Spitz, 148; artillerie, 89. 2,524 hommes. Une des demi-brigades helvétiques marcha dans les petits cantons.

DIVISION LAMARTILLÈRE. Réserve d'artillerie. — Brigade Lemaire : artilleurs, pontonniers 158 bouches à feu, 798.

DIVISION MENGAUD. — Brigade Boy : 1er bat. du Doubs, Besançon, 1,161; 1er bat. du Jura,

formait l'aile droite avec 12,000 hommes environ des divisions Gudin et Molitor, gardait le Saint-Gothard et les vallées de la Reuss et de la haute Lint; Soult, avec 10,000 hommes, était échelonné le long de la Lint jusqu'à son embouchure à Zurich; Masséna, avec 37,000 hommes des divisions Mortier, Klein, Lorge et Mesnard, était devant la Limmath, de Zurich à Bruck, avec 37,000 hommes; et enfin 17,000 hommes des divisions Thureau et Chabran gardaient le Valais et Bâle.

L'armée alliée, qui, par l'arrivée de Souwarow, devait s'élever à 90,000 hommes, n'était forte en ce moment que de 56,000 hommes, dont 26,000 commandés par Hotze et 30,000 par Korsakow.

Masséna résolut de profiter de sa supériorité numérique pour écraser les ennemis. En conséquence, le 25 septembre 1797, il ordonna une attaque générale sur toute la ligne. Il prescrivit au général Soult de franchir la Lint au-dessus du lac de Zurich, pendant que lui, de sa personne, opérerait au-dessous avec ses 37,000 hommes. Le général Korsakow avait massé le gros de ses forces dans la partie de Zurich qui est en avant de la Limmath. Cette rivière traverse Zurich en deux parties, et sortant du lac de Zurich va se perdre dans l'Aar. Korsakow, qui occupait le haut du fleuve, avait placé à son embouchure le général Durasof, et, au milieu de son cours, à Kloster-Fhar, trois bataillons seulement. C'est d'après les dispositions de l'ennemi que Masséna arrêta les siennes. Il résolut de faire passer le fleuve à Kloster-Fhar, le point le plus accessible et le moins gardé, par la division Lorge et une partie de la division Mesnard (15,000 hommes environ), pendant que la division Mortier, d'une part, attaquerait Korsakow à Zurich; que la division Klein, placée en réserve à Alstetten, de l'autre part, appuierait les attaques de Lorge et de Mortier, s'il y avait lieu, et enfin que le reste de la division Mesnard contiendrait Durasof dans la basse Limmath. De cette manière, il attaquait Korsakow sur les deux rives et l'enfermait avec son armée dans Zurich, où il espérait le prendre ou le détruire.

Ces dispositions ont été approuvées par tous les critiques, et, quoiqu'il en résultât une apparence de dispersion dans les forces, on ne saurait qu'y applaudir, puisqu'elles reposaient sur l'emplacement seul des ennemis.

Ce fut le 25 septembre que les troupes s'ébranlèrent. Le passage du fleuve, l'opération la plus importante, se fit avec le plus grand succès sous la protection de l'artillerie française commandée par le général Foy. Le général Gazan, qui avait abordé le premier sur la rive opposée, attaqua aussitôt les trois bataillons russes à Kloster-Fhar, et s'en empara après un combat court, mais sanglant, où le général russe Markof fut tué et où tous ses soldats tombèrent les armes à la main jusqu'au dernier. Les autres troupes passèrent tranquillement le fleuve, et, suivant l'ordre donné, elles remontèrent la Limmath sous les ordres du général Oudinot.

Dôle, 1,521; 1er bat. de la Haute-Saône, Vesoul, 1,610; 1er bat. de l'Ain, Bourg, 1,817; conscrits du Gers, Poutarlier, 218. — Brigade Chabert : 1er bat. du Mont-Terrible, Porentruy, 537; artillerie, fort de Joux et Besançon, 142. 7,009 hommes.

Mortier, de son côté, avait attaqué le gros des forces russes en avant de la Limmath, mais il avait été repoussé. Masséna, après avoir veillé au passage du fleuve, se porta de sa personne vers la droite, au moment où Mortier venait de se replier. Il fit aussitôt avancer la division Klein pour appuyer Mortier, et le combat recommença. Dans la basse Limmath, Mesnard avait manœuvré avec assez d'habileté pour tenir en suspens le corps de Durasof, et l'obliger à se porter sur la rive où celui-ci craignait une attaque sérieuse.

Pendant ce temps, Oudinot s'emparait de Hong et de la montagne de Wipchingen. Il était alors trois heures du soir. Il se porta aussitôt sur Zurichberg, et, secondé par le général Gazan, s'empara du versant de la montagne du côté de la ville, et de la route de Winthertbur, la seule par laquelle les Russes pussent se retirer en Allemagne. Le général Korsakow, comprenant la portée de l'attaque d'Oudinot, envoya des troupes pour reprendre cette position; tous leurs efforts se brisèrent contre l'intrépidité des soldats du général Lorges.

Le géréral Durasof, revenu de son erreur, chercha à se lier au corps de bataille en remontant la Limmath. Il fut arrêté à Kloster-Fhar par la brigade du général Bontems, et obligé de faire un long détour pour gagner Zurich.

Ainsi, dans cette première journée, on avait enfermé Korsakow dans Zurich et on lui avait coupé la route de l'Allemagne. Le lendemain, le combat recommença au point du jour. Les Français espéraient prendre ou détruire cette armée tout entière. Les Russes voulaient s'ouvrir un passage à tout prix. L'action fut vive. Korsakow forme son armée en colonne, l'infanterie en avant, et se porte sur Wintherthur. Tout cède aux premiers efforts de cette redoutable infanterie, et déjà elle avait gagné le chemin de Wintherthur et renversé la brigade Bontems; mais Lorges et Gazan arrivèrent à leur tour, et parvinrent à en rejeter une partie dans Zurich. Pendant que les Russes y rentraient d'un côté en désordre, les divisions Mortier et Klein y entraient de l'autre victorieuses. On se battit dans les rues pendant plusieurs heures. Tout ce qui s'y trouvait de Russes fut tué ou pris. Korsakow avait perdu 8,000 hommes hors de combat, 5,000 prisonniers, 100 canons, le trésor de l'armée et tous ses équipages, et il fuyait épouvanté avec les débris de ses troupes. Cette bataille, prodigieuse par les résultats, admirable par les dispositions et la vigueur de l'exécution, n'a de comparable, dans les deux premières guerres de la révolution, que celle de Rivoli.

Soult n'avait pas été moins heureux au passage de la Linth que Masséna sur la Limmath, et les salves de son artillerie répondaient à celles du général en chef pour célébrer deux victoires. Le passage de la Linth, une des belles pages de la vie du grand-maréchal, s'était effectué avec une rare vigueur. Soult conduisait lui-même l'opération. Le passage eut lieu entre Bilten et Richenburg. 150 volontaires de la 36e, conduits par l'intrépide Dellard, se jetèrent à la nage; le sabre dans les dents et le fusil attaché sur la tête, ils traversèrent la Linth et dispersèrent en un instant les postes avancés. Hotze accourt, rallie les fuyards, les ramène au combat. Une balle le frappe à mort. Petrasch prend le commandement; mais il ne peut empêcher les troupes du général

Soult de passer le fleuve. Dès lors il se replie en toute hâte, laissant 3,000 prisonniers. Les généraux ennemis chargés d'agir dans la haute Linth, pour aller tendre la main à Souwarow, se retirèrent à leur tour en apprenant ce désastre, en sorte que, lorsque le vainqueur de Novi, débouchant par le Saint-Gothard, crut tomber sur les flancs d'un ennemi à demi vaincu, il se trouva au milieu d'une armée victorieuse. Ce barbare, tout plein encore de ses triomphes, pensait qu'il suffirait de sa présence pour conquérir la Suisse, ainsi qu'il venait de conquérir l'Italie; mais à peine eut-il mis le pied dans les gorges du Saint-Gothard, qu'il rencontra la division Lecourbe, la plus belle, la plus expérimentée de l'armée d'Helvétie dans la guerre des montagnes, et qui commença à le faire revenir de son illusion.

L'armée de Souwarow était de 18,000 hommes lorsqu'il partit d'Italie. Le 23 septembre, après une marche pénible, il arriva à l'entrée des gorges du Saint-Gothard. Le général Gudin, avec une poignée d'hommes, essaya de l'arrêter, et, par le feu de ses tirailleurs, lui fit perdre beaucoup de monde. Lecourbe, arrivant à son tour, se présenta partout sur son passage, arrêtant ses soldats à tous les obstacles, sans jamais se laisser aborder. Les Russes, mauvais tireurs et peu habitués à la guerre des montagnes, tombaient par pelotons sous les balles de nos soldats, qu'ils ne pouvaient ni atteindre à la baïonnette, ni frapper de loin. Lecourbe, en se repliant, avait gagné le *pont du Diable*, dont il avait coupé l'arche, embrassant le lit de la Reuss, qui, à cet endroit, se précipite de 300 pieds au milieu des rochers. Souwarow tenta néanmoins de forcer cet effrayant passage. La colonne de Bagration, lancée à la charge par files, vint briser sa course contre cet obstacle insurmontable, et le sang de ses soldats ruissela sous le feu de la mousqueterie des Français. Ceux qui n'étaient pas frappés par les balles étaient précipités dans le gouffre par ceux qui les suivaient. Il fut enfin forcé de chercher un passage plus haut, dans le lit même de la rivière.

Après avoir traversé avec les plus pénibles efforts l'affreuse vallée de la Reuss, jonchant la route de ses morts et de ses blessés, Souwarow arriva enfin à Altorf, où il espérait trouver les généraux autrichiens. C'était le 26 septembre, jour où Korsakow et Hotze éprouvaient une si sanglante défaite. Il fut surpris et effrayé en se voyant seul et enfermé au milieu d'une horrible vallée. Il ne soupçonnait point encore l'étendue des désastres qui venaient de frapper ses lieutenants. Il fut donc obligé de songer à la retraite, avec une armée accablée de fatigue, de misère, et complétement démoralisée par cette campagne de cinq jours. Mais, pour se retirer et gagner le Rhin, il n'avait d'autre ressource que de s'engager encore dans les vallées du Schachenthal, au milieu des horribles rochers du Keseren, où aucune route n'était tracée et où il fallait se frayer, comme dans le Dissentis et le Crispalt, un sanglant chemin sous les balles des tirailleurs français. Il aurait pu éviter ce dangereux passage en traversant le lac de Lucerne; mais les embarcations sur lesquelles il comptait avaient été prises par les Français. Il fallut donc se résoudre à prendre cette voie pénible.

L'armée russe sortit d'Altorf le lendemain matin. Le temps était affreux : elle fut obligée de défiler, homme par homme, et mit trois jours à faire ce trajet de quelques heures. L'audacieux Lecourbe se jeta à sa poursuite, et cette retraite se changea bientôt en désastre. Des traces horribles indiquaient la marche de ces fiers conquérants de l'Italie. A chaque pas on rencontrait des hommes mutilés, d'autres mourant de faim ou expirant de fatigue ; des chevaux, des mulets estropiés; des débris de caissons et d'équipages jalonnaient la route; et souvent les Français laissèrent retomber sans frapper le fer levé sur ces malheureux soldats de l'Ukraine, tant les scènes qui se présentaient à leurs yeux étaient déchirantes. Hélas! la funeste retraite de 1812 devait un jour permettre à ces barbares de se ressouvenir de la vallée de Muthenthal et de se venger de leurs souffrances sur nos soldats sans être touchés des leurs! Cependant Souwarow parvint avec l'avant-garde à gagner Mutten, où il espérait encore trouver les généraux Jellachich et Linken; mais ces deux généraux étaient déjà hors de ligne. La position du malheureux maréchal devenait de plus en plus critique. En effet, deux chemins seuls lui étaient ouverts : l'un par Schwitz, l'autre par le Bregel; mais à Schwitz Masséna l'attendait avec la division Mortier, mais à Bregel était Molitor. Le lion moscovite rugit de fureur en se voyant ainsi cerné dans ce coupe-gorge. Les vaincus de la Trebbia, de Cassano et de Novi, avaient ici une sanglante revanche. Les mânes de Joubert allaient recevoir un holocauste digne d'elles. Souwarow, écrasé de désespoir, tourna, dit-on, ses regards menaçants vers le ciel, et maudit le sort qui l'avait conduit des bords de la mer Noire vers les rives de l'Adige et du Pô. Il maudit ses triomphes en Europe et les ovations de l'Italie tout entière, qu'il expiait si cruellement au milieu des défilés de l'Helvétie. Ce fut à Mutten qu'il apprit les désastres de l'armée alliée. Cette nouvelle acheva de l'abattre. Il résolut néanmoins de se frayer un chemin vers le Rhin, en passant par Schwitz. Mais ses troupes étaient si exténuées qu'il fut obligé de leur donner deux jours de repos. Il espérait que l'effroi de son nom et la bravoure de ses soldats lui ouvriraient le passage, et que, dans les rochers de la Suisse comme devant Foczani et Praga, son opiniâtre volonté triompherait de tous les obstacles. Il sentait que le prestige de sa gloire allait être perdu à jamais, que son surnom d'invincible ne le suivrait plus au-delà de la Suisse. Placé entre une retraite possible par le val d'Engi et une attaque de vive force, mais très-douteuse, par Schwitz, il avait, dit-on, penché pour ce dernier parti, décidé à vaincre ou à mourir. Les instances de ses officiers le firent revenir de cette détermination; il se porta donc sur le Bregel. Molitor y fit une défense habile et lui disputa pas à pas le passage. C'est avec bien de la peine que Souwarow put atteindre Glaris. Il y trouva heureusement quelques vivres, sans lesquels son armée tout entière risquait de périr de faim et de misere. Masséna, de son côté, s'était porté sur Mutten le jour même où le maréchal l'abandonnait. Il livra à l'arrière-garde russe un combat sanglant qui ajouta un millier de morts de plus à ceux que Souwarow laissait en Suisse. Enfin, tenu en échec et harcelé par Molitor sur les devants, poussé vivement sur ses derrières par Masséna, désespéré, confus et plein de rage, Souwarow se jeta

dans le val d'Engi où l'attendaient de nouvelles épreuves et où il perdit ses bagages, abandonna ses malades et ses blessés et la moitié de son armée. « Aucune expression, dit Jomini, ne saurait rendre ce que cette retraite avait d'horrible. » Cependant il parvint à atteindre le Rhin, et, fuyant rapidement ces rives maudites, le futur conquérant de la France disparut avec sa gloire et alla s'ensevelir dans une obscure retraite de la Moscovie, où il mourut, dit-on, de chagrin et déjà oublié depuis longtemps.

Tel fut le dernier acte de ce grand drame militaire. La bataille de Zurich détruisit la deuxième coalition; elle ranima dans l'esprit des troupes la confiance qu'elles avaient perdue, et sauva la France d'une invasion imminente et terrible. Elle est la dernière et l'une des plus belles pages de l'histoire militaire de la république. Zurich termina glorieusement cette période commencée au bruit du canon de Valmy, et prépara les éléments de grandeur de la période nouvelle qui allait s'ouvrir à Marengo. Les destinées de la république étaient accomplies. Bonaparte, brisant l'arche sainte des libertés de la patrie au 18 brumaire, se fit d'abord protecteur comme Cromwel, sous le titre de premier consul, et bientôt après empereur, comme Auguste, sous le nom de Napoléon.

TABLEAUX.

1793. — Le roi Louis XVI, condamné à mort par la Convention nationale, est exécuté le 21 janvier à dix heures du matin. MONSIEUR, frère de Louis XVI, prend le titre de Régent de France, reconnaît Louis XVII comme succédant à la couronne de son père, et nomme le comte d'Artois lieutenant-général du royaume (28 janvier). — La France déclare la guerre à l'Angleterre et à la Hollande (1er février). — Suite des opérations militaires en Flandre, en Allemagne et en Italie. Second combat de Sospello (14 février); 1,800 Français y battent 2,000 Autrichiens. — Expédition de Dumouriez en Hollande; invasion du Brabant hollandais (février et avril). — Les Français sont battus par les Autrichiens aux combats d'Aldenhoven et d'Escheiweiller (1er et 2 mars). — Le gouvernement français déclare la guerre à l'Espagne. — Opérations sur le Rhin et dans les Vosges. — L'insurrection de la Vendée commence le 11 mars. — Nouvelle coalition contre la France, entre l'Autriche, la Prusse, les princes de l'Empire, l'Angleterre, la Hollande, l'Espagne, le Portugal, la Sardaigne et les États de l'Église (12 mars). — Bataille de Nerwinde (17 mars) gagnée par le prince de Cobourg sur le général Dumouriez. Trahison et fuite de ce général avec une partie de son état-major (5 avril). — Création d'un comité de *salut public* (6 avril), chargé de la partie exécutive. Les Prussiens se rendent maîtres de Spire, de Worms, et de Bingen (10 avril). — Les frontières de l'Est sont envahies par les coalisés. — Les Espagnols sont battus à Oleta (4 mai). — Combat de Raismes, également connu sous les noms de *Famars* ou de *Saint-Amand* (9 mai); le général Dampierre y bat les Impériaux. — Expédition malheureuse des Français en Sardaigne (mai). — Combats du Val-Carlos (23 mai); les républicains y battent les Espagnols. — Insurrection royaliste à Lyon (29 mai). — *Journée du 31 mai;* insurrection dans la capitale (1er et 2 juin). — Le gouvernement français met dix armées sur pied : celle du *Nord* et des *Ardennes*, commandée par le général Custine; de la *Moselle*, par le général Houchard; du *Rhin*, par le général Alexandre Beauharnais; des *Alpes*, par le général Kellermann; d'*Italie*, par le général Brunet; des *Pyrénées-Occidentales*, par le général Deflers; des

Pyrénées-Orientales, par le général Dubouquet; des *Côtes de la Rochelle*, par le général Canclaux; des *Côtes de la Manche*, par le général Félix Wimpfen. — Combat de Saint-Jean-Pied-de-Port (6 juin); les Français y sont battus par les Espagnols. — 1er combat de Brouis (8 juin); le général Brunet y bat les Piémontais. — 1er combat d'Arlon (9 juin); l'armée de la Moselle y met en dérouti ân corps autrichien. — Combat d'Hersheim (17 juin); les Français y sont repoussés par les Impériaux. — Combat d'Andaye ou de la Croix-des-Bouquets (22 juin); le général Servan y défait les Espagnols. — La Convention nationale donne à la France une nouvelle constitution (27 juin). — Les Corses cherchent à se soustraire à la domination française. — Prise de Condé par les alliés (10 juillet). — Combat de Mas-de-Ferre (16 et 17 juillet); les Espagnols y sont mis en déroute. — Combat de la Chapelle-Sainte-Anne (22 juillet). Le général Beauharnais y bat un corps d'Autrichiens, de Prussiens et d'émigrés réunis. — Combat d'Irun (23 juillet); le général La Bourdonnaye y bat les Espagnols. — Prise de Mayence par les coalisés (23 juillet). — Capitulation de Valenciennes (28 juillet). — Prise de Prades par les Espagnols (juillet). — Combat des Aldudes (6 août); les Français chassent les Espagnols de leurs retranchemens. — Commencement du siége de Lyon (10 août). 60,000 hommes commandés par le général Kellermann investissent cette ville. — Toulon est livré aux Anglais par les royalistes (nuit du 27 au 28 août). — Bataille de Honotschoole, dite aussi de Poperingue (7, 8 et 9 septembre); le général Houchard y bat l'armée anglo-autrichienne, commandée par le duc d'Yorck. — Combat de Rothweiller (12 septembre); les Français sont chassés de leur camp par les alliés. — Combat de Deux-Ponts ou de Permeseus (14 septembre); les Prussiens y repoussent les Français qui voulaient s'emparer de leur camp. — Combat de Peiprestortes (17 septembre); les Espagnols y sont complétement battus. — Prise de Lyon (9 octobre). — Prise des lignes de Weissembourg et de Lauterbourg par les armées combinées de Prusse et d'Autriche (14 octobre). — Le général Jourdan force l'ennemi dans son camp de Watignies, près de Maubeuge (17 octobre). — Combat du pont de Gilette (18 et 19 octobre); le général Dugommier y défait les Piémontais. — Combat de Bliscastel (17 novembre); les Prussiens y sont battus par les Français. — Combat d'Hornbach ou de Deux-Ponts (20 novembre); le général Hoche y bat les alliés. — Reprise de Toulon (19 décembre). — Combat de Geisberg (26 décembre); le général Hoche y met en déroute les Autrichiens et leurs alliés. — L'armée du Rhin défait les Prussiens au combat de Werth ou de Freschweiller, et s'empare des lignes de Lautern et de Wissembourg (27 décembre).

1794. — La cavalerie française attaque les vaisseaux hollandais retenus par les glaces dans le Texel et s'en empare (janvier). — L'armée du Rhin emporte à la baïonnette les postes de Spire et de Gemershcim (15 janvier). Reprise de Worms et du fort Vauban (15 janvier). — Conquête de la Hollande par l'armée française. — Tentative infructueuse d'une escadre anglaise dans le golfe de Saint-Florent, en Corse (21 janvier). — Combat de Saint-Jean-de-Luiz (5 février); le général Frégeville y met en déroute les troupes espagnoles. — Les Anglais s'emparent de la Martinique (20 mars). — Combat de Sougasse (6 avril) gagné par les Français sur les Piémontais. — Invasion du territoire de Gênes par les troupes républicaines. — Le général Dagobert s'empare de la Cerdagne espagnole. Combat et prise de la Seu-d'Urgel (avril). — Combat de Ponte di Nava; le général Masséna y bat les Austro-Sardes et se rend maître d'Orméa et de Garrisio (16, 17 et 18 avril). — 2e bataille d'Arlon (18 avril) gagnée sur les Autrichiens par les armées de la Moselle et des Ardennes. Combat d'Aussoy (22 avril), le général Charbonnier y bat les Autrichiens. Combat de Roqueluche (26 avril); un faible détachement de l'armée des Pyrénées-Occidentales y défait 4,000 hommes d'infanterie et quelques escadrons espagnols. — Bataille de Conrtray (29 avril) gagnée par le général Pichegru sur les Autrichiens, qui y perdent 4,000 hommes, tués ou blessés, 32 pièces de canon et plusieurs drapeaux. Le même jour, l'armée d'Italie bat les Autrichiens devant Saorgio et s'empare de cette place; celle de Rhin et Moselle attaque et défait les coalisés à Moëscroon. — Le général Dumerbion défait les Espagnols aux Albères (27 au 30 avril). — Prise de Landrecies par les Autrichiens (1er mai). — L'armée d'Italie s'empare du Col de Tende (7 mai). — Combat de Thuin (10 mai); le général Moreau y bat les Autrichiens. — Les Français forcent le passage du Mont-Cenis et du col d'Argentières (11 mai). — 2e combat de Tournay, dit aussi de Turcoing (18 mai). Combat de Kaiserlautern (23

mai); le général Michaud y bat les Autrichiens. — Le général Dugommier défait les Espagnols à Collioure. — L'armée de la Moselle s'empare des positions de Permasens, de Hornebach et de Bliscastel (11 juin); le même jour, le général Almeyras bat et dissipe 1,500 Piémontais dans la vallée d'Aost. — Prise d'Ypres par l'armée du Nord (17 juin). Combat de Deynse (23 juin); le général Pichegru y bat le corps autrichien du général Clairfait. — 3e combat naval d'Ouessant (23 juin); la flotte française de l'amiral Villaret-Joyeuse y bat la flotte anglaise de l'amiral Howe. — Combat de la Croix-des-Bouquets (23 juin); le général Frégeville y met en déroute un corps de 10,000 Espagnols. — Prise de Charleroi (25 juin) par l'armée de la Moselle. Bataille de Fleurus (26 juin) gagnée par le général Jourdan sur les coalisés. Prise d'Ostende par l'armée du Nord; reprise de Mons, d'Ath et de Tournai; combats de Vaterloo et de Sombref (1er juillet); les généraux Lefèvre et Hatry y battent les alliés. Prise de Gand et d'Oudenarde par les Français (5 juillet). Reprise de Landrecies et de Namur (15 et 20 juillet). Entrée des Français à Anvers (24 juillet). — *Journée du 9 thermidor an* II (27 juillet); arrestation et supplice de Robespierre (28 juillet). — Le même jour, l'armée du Nord s'empare de l'île de Cadzane. — Combat et prise de Fontarabie sur les Espagnols (1er août). Combat de San-Lorenzo de la Mouga, dit aussi de Boulou (13 août); le général Dugommier y défait les Espagnols. — Reprise du fort l'Écluse par Pichegru (24 août). Évacuation de Valenciennes par les Autrichiens (27 août). Reprise de Condé (29 août). — Combat dans la vallée d'Aspe (14 septembre); 600 Français y battent 6,000 Espagnols. — Combat de Boutel (14 septembre); Pichegru y met en fuite l'armée anglaise du duc d'York, qui y perd 2,000 hommes et 8 pièces de canon. — Prise du fort Bellegarde par l'armée des Pyrénées-Orientales (18 septembre). — Combat de la Chartreuse, dit aussi de Spiremont et de l'Ourthe (18 septembre); le général Jourdan force les Autrichiens dans leur camp, leur tue 2,000 hommes et leur fait 700 prisonniers. — Combat de Bellegarde (21 septembre); les Espagnols y sont battus par Dugommier. — Combat de Caïro (21 septembre); le général Dumerbion y met les Austro-Sardes en déroute. — 2e bataille d'Aldenhoven (2 octobre), gagnée par le général Jourdan sur les Autrichiens. Prise de Bois-le-Duc, de Cologne, de Frankendal et de Worms (7 et 17 octobre). — Combat de Burguet (17 et 18 octobre); l'armée des Pyrénées-Occidentales, commandée par le général Moncey, force les Espagnols dans leurs lignes, leur tue 2,500 hommes et leur prend 50 pièces de canon. — L'armée de Sambre-et-Meuse enlève de vive force les places d'Andernach et de Coblentz (23 octobre). Prise de Venloo et de Rheinsfield (27 et 31 octobre); prise de Maëstricht et de Nimègue (4 et 7 novembre). — Bataille de la Montagne-Noire (15 novembre), gagnée par Dugommier sur les Espagnols; le général français yest tué d'un coup d'obus. — Combat d'Escola (27 novembre); Pérignon y défait un corps de 30,000 Espagnols et s'empare de Figuières. Combat de Bergara (28 novembre). L'armée des Pyrénées-Occidentales, commandée par Moncey, y bat les Espagnols. — Prise du fort du Rhin devant Manheim (25 décembre). — En Hollande, les Français emportent les lignes de Grave (27 décembre), s'emparent de cette ville et de l'île de Bommel.

1795. — L'armée française passe le Waahl sur les glaces (17 janvier). Conquête de la Hollande. — Huit armées sont mises sur pied par le gouvernement républicain : l'armée de *Rhin-et-Moselle* (Pichegru); l'armée de *Sambre-et-Meuse* (Jourdan); l'armée du *Nord* (Moreau); l'armée des *Alpes* et d'*Italie* (Kellermann); l'armée des *Pyrénées-Orientales* (Schérer); l'armée des *Pyrénées-Occidentales* (Moncey); l'armée des *Côtes de l'Ouest* (Canclaux); l'armée des *Côtes de Brest et de Cherbourg* (Hoche). *Journée du 12 germinal an* III (1er avril). Émeute des faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau contre la Convention nationale. — Moreau obtient quelques avantages sur les Autrichiens dans les Ardennes (avril). L'ennemi est chassé du Col-du-Mont (12 mai). — *Journée du 1er prairial an* III (20 mai). Insurrection populaire contre la Convention; assassinat du député Ferraud. — Prise de Luxembourg par Hatry (12 juin). — Combat de la Fluvia (14 juin) : 12,000 Français y battent un corps de 28,000 Espagnols. — Combat naval à la hauteur de Belle-Ile (23 juin). La flotte française, commandée par l'amiral Villaret-Joyeuse, y bat une flotte anglaise. — La guerre civile se rallume dans la Vendée. — Combat de la Cérine (1er septembre); Serrurier y bat un corps considérable de Piémontais. — La Convention nationale donne le commandement de l'armée des Alpes au général Kellermann, celui de l'armée d'Italie au général Schérer et celui de l'armée des côtes de Brest au général Hoche.

Canclaux commande en chef les départemens du Midi. — Succès de l'armée de Sambre-et-Meuse. — Passage du Rhin entre Dusseldorff et Duisbourg; invasion du duché de Berg (6 et 8 septembre). — Les Anglais s'emparent du cap de Bonne-Espérance; les Français reprennent la Guadeloupe et la Grenade (16 septembre). — Prise de Manheim par l'armée de Rhin-et-Moselle (20 septembre).

PERSONNAGES ILLUSTRES.

Présidents de la Convention. — Vergniaud, Rabaut Saint-Étienne, Bréard, Dubois-Crancé, Gensonnet, Jean Debry, Delmas, Lasource, Boyer-Fonfrède, Isnard, Mallarmé, Collot-d'Herbois, Thuriot, Jean-Bon-Saint-André, Danton, Hérault de Séchelles (pour la 2e fois), Robespierre, Billot-Varennes, Charlier, Laloi, Romme, Voulland, Couthon, David, Vadier, Saint-Just, Rulh, Tallien, Carnot, Prieur (de la Côte-d'Or), Robespierre (pour la 2e fois), Élie Lacoste, Louis (du Bas-Rhin), Collot-d'Herbois (pour la 2e fois), Merlin (de Douai), Merlin (de Thionville), Bernard (de Saintes), André Dumont, Cambacérès, Prieur (de la Marne), Legendre, Clausel, Rewbell, Bentabole, Letourneur (de la Manche), Rovère, Barras, Bourdon (de l'Oise), Thibaudeau, Pelet (de la Lozère), Sieyès, Vergnier, Boissy-d'Anglas, Mathieu, Lanjuinais, Louvet, Doulcet de Pontécoulant, La Reveillière-Lépeaux, Daunou, Chénier, Berlier, Baudin (des Ardennes), Genissieux.

Membres du Directoire. — Rewbell, La Reveillière-Lépaux, Letourneur (de la Manche), Carnot et Barras (13 brumaire an IV, — 4 novembre 1795). — Barthélemy remplace Letourneur (5 prairial an V, — 24 mai 1797). — Merlin (de Douai) et François (de Neufchâteau) remplacent Carnot et Barthélemy, déportés (24 fructidor an V, — 10 septembre 1797).

Paul Ier, empereur de Russie; — Gustave IV, roi de Suède; — Frédéric-Guillaume III, roi de Prusse; — Charles-Emmanuel IV, roi de Sardaigne.

Beurnonville (4 et 14 février 1793); — Lebrun, ministre des affaires étrangères, remplit l'intérim du 30 mars au 4 avril 1793; — Bouchotte (4 avril 1793); — Beauharnais (Alexandre) (13 juin 1793) : il n'accepta pas. — Suppression des ministères, remplacés par douze commissions exécutives (décret du 12 germinal an II, 1er avril 1794). — Pille, général de division, commissaire-général de l'organisation et du mouvement des armées. — Rétablissement des ministères. Aubert-Dubayet (3 novembre 1795); — Petiet (8 février 1796); — Schérer (23 juillet 1797).

Ambert, Baraguay-d'Hilliers, Alexandre Beauharnais, Belliard, Brunet, Carnot, Championnet, Decaen, Deflers, Desaix, Dubouquet, Duhesme, Ferino, Frégeville, Gassendi, Grenier, Hoche, Joubert, Kléber, Klein, La Bourdonnaye, Lagrange, Lariboissière, Latour-d'Auvergne, Lecourbe, Moreau, Marescot, Menou, Mermet, duc d'Orléans (aujourd'hui roi des Français), Pichegru, Renault, Richepance, Sainte-Suzanne, Schauembourg, Schérer, Souham, Suzannet, Thureau, Tilly, Travot, Vandamme.

D'Autichamp, Bonchamp, Cathelineau, Charette, D'Elbée, d'Hervilly, La Rochejaquelin, Lescure, Puisaye, Scépeaux, Sombreuil (fils), Stoflet.

Allemand, Brueys, Bruix; Burgues Missiessy, Decrès, Emeriau, Gantheaume, Latouche-Tréville, Martin, Rosilly, Thevenard, Truguet, Villaret-Joyeuse, Villeneuve, Werhuel.

Angleterre. — Howe (l'amiral), John Jervis (l'amiral), le duc d'York.

Autriche. — Alvinzy, d'Argenteau, Beaulieu, Charles (l'archiduc), Clairfait, Cobourg (prince de Saxe), Freetag, Frœlich, Furstemberg, Haddick, Hotze, Kaunitz, Kray, Latour (de), Ligne (prince Charles de), Mélas, Nauendorff, Orange (prince d'), Saxe-Taschen (duc de), Starray Saint-Julien, Vins (de), Walis, Werneck, Wolff, Wurmser, Wurtemberg (prince de).

Espagne. — Caro, Cordova (l'amiral), La Union, Navarro, Ossuna (duc d'), Uratia.

Prusse. — Duc de Brunswick.

Sardaigne. — Colli, Provera, Rocavina.

FIN DU SECOND VOLUME.

TABLE DES MATIÈRES.

image
not
available

